


3 1761 11971896 3





Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119718963>









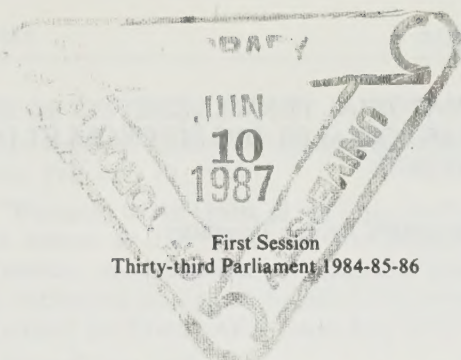












Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

## Social Affairs, Science and Technology

## Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Monday, February 24, 1986

Le lundi 24 février 1986

Issue No. 10

Fascicule n° 10

First proceedings on:

Premier fascicule concernant:

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)





THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*

The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	Rousseau
LeMoyne	*Roblin
*MacEachen	(or Doody)
(or Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES ET DE  
LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay

*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	Rousseau
LeMoyne	*Roblin
*MacEachen	(ou Doody)
(ou Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)



**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay, moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du mercredi 13 février 1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, FEBRUARY 24, 1986  
(21)

## [Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met today at 4:10 o'clock p.m. the Honourable Senator Tremblay presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Côtteau, Graham, Le Moine, Marshall, Robertson, Rousseau, Tremblay and Yuzyk. (8)

*Present:* Mrs. Françoise Coulombe and Mr. Marion Wrobel, research assistant from the Research Branch of the Library of Parliament.

*Also present:* Official Senate Reporters.

## Witnesses:

*From the "Coalition du Québec pour les allocations familiales:*

Mrs. Madeleine Parent, Canadian Action Committee on the Status of Women;

Mrs. Lyse Brunet, L'R des centres des femmes du Québec;

Mrs. Micheline Lemieux, Confederation of National Trade Unions;

Mrs. Huguette Limoges, "Fédération des associations des familles monoparentales du Québec";

Mrs. Joan Ann Gordon, counsellor;

Mrs. Ruth Rose Lizée, Technical Advisor for the Coalition du Québec pour les allocations familiales;

Mrs. Ginette Busque, "Fédération des femmes du Québec";

Mr. Guy Guilbeault, "Centrale de l'enseignement du Québec";

Mrs. Gail Stacy-Moore, Quebec Native Women's Association".

*From the "Fédération des femmes du Québec":*

Mrs. Ginette Busque, President.

Pursuant to its Order of reference dated Thursday, February 13, 1986, the Committee commenced consideration of Bill C-70 entitled: "An Act to amend the Family Allowance Act, 1973".

The witnesses made their statements and answered questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Committee adjourned until Tuesday, February 25, 1986 at 9:30 o'clock a.m.

ATTEST:

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 24 FÉVRIER 1986  
(21)

## [Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 16 h 10 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, Graham, Le Moine, Marshall, Robertson, Rousseau, Tremblay et Yuzyk. (8)

*Également présents:* M<sup>me</sup> Françoise Coulombe et M. Marion Wrobel, attachés de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*De la Coalition du Québec pour les allocations familiales:*

M<sup>me</sup> Madeleine Parent du Comité canadien d'action sur le statut de la femme;

M<sup>me</sup> Lyse Brunet de L'R des centres des femmes du Québec;

M<sup>me</sup> Micheline Lemieux de la Confédération des syndicats nationaux;

M<sup>me</sup> Huguette Limoges de la Fédération des associations monoparentales du Québec;

M<sup>me</sup> Joan Ann Gordon, conseillère;

M<sup>me</sup> Ruth Rose Lizée, conseillère technique de la Coalition du Québec pour les allocations familiales;

M<sup>me</sup> Ginette Busque de la Fédération des femmes du Québec;

M. Guy Guilbeault de la Centrale de l'enseignement du Québec;

M<sup>me</sup> Gail Stacy-Moore du «Quebec Native Women's Association».

*De la Fédération des femmes du Québec:*

M<sup>me</sup> Ginette Busque, présidente.

Le Comité, conformément à son ordre de renvoi du jeudi 13 février 1986, entreprend l'étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 18 h 40, le Comité suspend les travaux jusqu'à 9 h 30 le mardi 25 février 1986.

ATTESTÉ:

## EVIDENCE

Ottawa, Monday, February 24, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 4.00 p.m.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**Le président:** Honorables sénateurs, mesdames et messieurs, je déclare la séance ouverte.

Comme l'objet de cette séance est exclusivement d'entendre les groupes qui ont sollicité d'être entendus, je vais tout de suite inviter le premier groupe, la Coalition du Québec pour les allocations familiales à prendre place à la table.

Les quelques indications que l'on vient de me donner avant l'ouverture de la séance, m'ont laissé entendre que les noms apparaissant dans la liste des personnes sous la rubrique «Coalition du Québec pour les allocations familiales», (je pense par exemple à Mme Brunet qui représente l'R des centres de femmes du Québec ainsi que Mme Busque, de la Fédération des femmes du Québec) souhaiteraient présenter leur point ensemble.

Dans quel ordre allons nous procéder? J'imagine que nous pourrions débiter par la présentation de la Coalition du Québec pour les allocations familiales. Si j'ai bien compris, Mme Brunet se chargerait de cette présentation?

**Mme Lyse Brunet, Coalition du Québec pour les allocations familiales:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Mme Brunet est aussi reliée au groupe l'R des centres de femmes du Québec, et de ce fait même aura fait sa propre présentation, de sorte qu'il n'y aura qu'une représentation pour ces deux groupes. Par contre, Mme Busque aurait une présentation à faire au nom de la Fédération des femmes du Québec, si j'ai bien compris.

Est-ce que c'est bien la situation?

**Mme Madeleine Parent, Coalition du Québec pour les allocations familiales:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Il y aura donc deux présentations. Ce n'est pas une proposition que je vous fais, mais une question que je vous pose.

Est-ce que vous souhaiteriez que nous ayons d'abord la présentation de Mme Brunet, suivie des questions ou des commentaires des membres du comité? Est-ce que les deux présentations pourraient se faire l'une à la suite de l'autre laissant ainsi tout le temps voulu afin que les membres du comité posent des questions ou apportent des commentaires? C'est à votre choix. Ce n'est pas une proposition, mais une simple hypothèse que je soulève. Quel est votre préférence?

**Mme Brunet:** Ce que nous avons prévu, c'est une présentation de la Coalition du Québec pour les allocations familiales et ensuite celle de la Fédération des femmes du Québec.

Nous aimerions procéder de cette façon.

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le lundi 24 février 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, de la science et de la technologie auquel a été renvoyé le projet de loi C-70, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, se réunit aujourd'hui à 16 heures.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**The Chairman:** Honourable Senators, ladies and gentlemen, the meeting will now come to order.

Since the sole purpose of this sitting is to hear from groups who have asked to make presentations, I will immediately invite the first group, the *Coalition du Québec pour les allocations familiales*, to begin.

Before the meeting began, I was led to believe that the people listed under the heading *Coalition du Québec pour les allocations familiales* would like to speak as one group. I'm referring here, for example, to Mrs. Brunet who represents the *R des centres de femmes du Québec* and Mrs. Busque, from the *Fédération des femmes du Québec*.

How are we to proceed then? I suppose we could start with the *Coalition du Québec pour les allocations familiales*. I believe Mrs. Brunet will be making the presentation on the Coalition's behalf?

**Mrs. Lyse Brunet, Coalition du Québec pour les allocations familiales:** That's correct, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mrs. Brunet is also connected with the *R des centres de femmes du Québec* and will therefore be speaking for both groups. However, if I understand correctly, Mrs. Busque will be making a separate presentation on behalf of the *Fédération des femmes du Québec*.

Is that right?

**Mrs. Madeleine Parent, Coalition du Québec pour les allocations familiales:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Therefore, we will have two presentations. That's not a suggestion. I merely want to clarify the situation.

Would you like us to begin with Mrs. Brunet's presentation, followed by questions and comments from the floor? Or could the two presentations be made one after the other, thereby allowing the Committee members all the time required to ask questions or make comments? It's up to you. It's just a suggestion. What would you prefer?

**Mrs. Brunet:** We had planned first to have the presentation of the Coalition du Québec pour les allocations familiales and then the one by the Fédération des femmes du Québec.

We would like to proceed in this order.



**[Text]**

**Le président:** Alors, une à la suite de l'autre, après quoi il y aura une période de question et de dialogue.

Est-ce que j'ai bien compris?

**Mme Brunet:** Non, monsieur le président. Ce que nous avions prévu, c'est une présentation de la Coalition avec des questions. Ensuite nous aurions la présentation de la F.F.Q. avec des questions à la suite.

**Le président:** Parfait. Maintenant, cela dit, nous allons procéder comme vous le souhaitez.

Je vous demanderais, madame Brunet, puisque vous êtes le porte-parole du premier groupe, de vous identifier et de nous présenter les autres membres du groupe de la Coalition du Québec pour les allocations familiales.

**Mme Brunet:** Je vous remercie, monsieur le président.

Il nous fait plaisir d'être ici avec tous les groupes présents afin de rencontrer le Sénat. Avant de commencer, j'aimerais dire que j'appartiens à l'R des centres de femmes du Québec, un regroupement provincial des centres de femmes du Québec. J'inviterais mes collègues à se présenter ainsi que l'organisme dont elles font partie au sein de la Coalition.

**Le président:** Si vous le permettez, voulez-vous, s'il vous plaît peser sur le bouton du micro devant vous et vous identifier de façon à ce que les sténographes puissent clairement vous identifier.

**Mme Lemieux, Confédération des Syndicats Nationaux:** Je suis Micheline Lemieux et je suis membre de la Confédération des syndicats nationaux. Je suis mère de famille monoparentale, avec deux enfants. Donc, la situation m'intéresse beaucoup.

**Mme Huguette Limoges, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec:** Mon nom est Huguette Limoges et je représente la Fédération des associations des familles monoparentales du Québec.

**Ms. Gordon, Quebec Voice of Women:** My name is Joan Ann Gordon, and I have been working for more than 20 years, counselling welfare mothers, immigrant women and non-status Indian women.

**The Chairman:** Thank you.

**Professeur Ruth Rose Lizée, l'université du Québec à Montréal:** Je m'appelle Ruth Rose Lizée; je suis économiste, professeur à l'université du Québec à Montréal et conseillère technique de la Coalition.

**Mme Parent:** Mon nom est Madeleine Parent; je suis syndicaliste et représentante au Québec du Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

**Le président:** Si je puis me permettre, comme syndicaliste, Mme Parent est une figure bien connue au Québec et ailleurs au pays.

**Mme Ginette Busque, Présidente, Fédération des femmes du Québec:** Bonjour. Je suis Ginette Busque, présidente de la Fédération des femmes du Québec et aussi mère de famille.

**M. Guy Guilbeault:** Représentant de la Centrale de l'enseignement du Québec: Bonjour. Je m'appelle Guy Guilbeault; je

**[Traduction]**

**The Chairman:** Then the two presentations will follow one another, following which there will be a question and answer session.

Agreed?

**Mrs. Brunet:** No, Mr. Chairman. We had planned a separate question period following each presentation.

**The Chairman:** Fine. We shall proceed then as you intended to you.

Since you are the spokesperson for the first group, Mrs. Brunet, I would ask you to introduce yourself and to introduce to us the other members of the Coalition du Québec pour les allocations familiales.

**Mrs. Brunet:** Thank you, Mr. Chairman.

I am pleased to be here today with all of the other groups to present our views to the Senate. Before I begin, I would like to say that I am a member of the R des centres de femmes du Québec, a provincial organization of women's centres in Quebec. I would like my colleagues to introduce themselves and the organization they represent within the Coalition.

**The Chairman:** Would you please push the button on the microphone in front of you and speak up clearly so that the stenographers can get your name.

My name is Micheline Lemieux and I am a member of the Confédération des syndicats nationaux. I am a single parent with two children. Therefore, this issue concerns me very much.

My name is Huguette Limoges and I represent the Fédération des associations des familles monoparentales du Québec.

Je m'appelle Joan Ann Gordon et je travaille depuis plus de 20 ans comme conseillère auprès de femmes qui reçoivent du bien-être social, d'immigrants et de femmes autochtones non inscrites.

**Le président:** Merci.

My name is Ruth Rose Lizée. I am an economist, a professor at the University of Quebec at Montreal and technical adviser to the Coalition.

My name is Madeleine Parent. I am a union official and a Quebec representative on the National Action Committee on the Status of Women.

**The Chairman:** If I may, Mrs. Parent is a well known union official in Quebec and in Canada.

Good day. My name is Ginette Busque and I am the President of the Fédération des femmes du Québec and also a mother.

Good day. I'm Guy Guilbeault and I represent the Centrale de l'enseignement du Québec within the Coalition.

[Text]

suis représentant de la Centrale de l'enseignement du Québec, au sein de la coalition.

**Mrs. Stacey-Moore, Quebec Native Women's Association:** My name is Gail Stacy-Moore, first vice-president of the Quebec Native Women's Association.

**Le président:** Merci.

La parole est à vous, madame Brunet, pour la présentation de vos points de vue.

**Mme Brunet:** Mesdames et Messieurs les sénateurs, j'aimerais tout d'abord vous faire un petit historique de l'action menée par la Coalition.

La Coalition représente plus de 80 groupes de femmes et aussi des groupes de familles et des groupes syndicaux qui se sont opposés à la désindexation partielle des allocations familiales dès le mois de septembre dernier. Elles ont mené plusieurs actions auprès du gouvernement pour protester contre ce projet de loi C-70.

Or, nous avons fait plusieurs conférences de presse. Nous sommes venus rencontrer les caucus des différents partis. Nous sommes venus sur la colline parlementaire manifester notre position. Nous avons fait signer des milliers de pétitions, mais non seulement au Québec; on croit pouvoir dire que l'on a récolté quelques 50,000 noms de femmes, de parents, opposés au projet de loi C-70.

Nous avons fait signer ces pétitions par des femmes dans des centres de femmes dans les différentes régions du Québec, dans les centres d'achat. Beaucoup de femmes nous ont appelé pour manifester leur opposition à ce projet de loi, au fait qu'il leur enlevait le peu d'argent qu'on leur donnait en allocations familiales.

Nous venons aujourd'hui vous rencontrer avec l'espoir que nous serons enfin entendus et que vous considérerez que l'ampleur de l'opposition que nous avons manifesté est juste et équitable et que le gouvernement devrait considérer le point de vue des femmes et des familles au sujet des allocations familiales.

Alors, je résumerai très brièvement notre position sur la question; ensuite, j'inviterais mes collègues à rajouter des choses...

**Le président:** Excusez moi, madame, on m'informe que la traduction ne fonctionne pas. Alors, je vous demanderais un instant afin de régler la situation.

**Mme Brunet:** Je m'excuse, je pourrais bien répéter pour ceux qui n'ont pas compris?

**Le président:** Non, soyez bien à l'aise. Vous pouvez recommencer. Il est important que tous les membres du comité comprennent ce que vous avez dit.

Alors, si cela ne vous gêne pas, je vous demanderais de recommencer.

**Mme Brunet:** Pas du tout, cela me fait plaisir.

**Le président:** Évidemment, lorsque l'on parle d'abondance, un recommencement n'est pas toujours possible, j'en sais quelque chose!

De toute façon, je crois que vous allez recommencer.

[Traduction]

Je m'appelle Gail Stacy-Moore et je suis vice-présidente de la Quebec Native Women's Association.

**The Chairman:** Thank you.

You may now begin your presentation, Mrs. Brunet.

**Mrs. Brunet:** Honourable Senators, first of all I would like to give you a brief overview of the work of the Coalition.

The Coalition represents more than 80 women's, family and union associations who have been opposed to the partial de-indexation of family allowances since last September. They have taken a number of steps to protest to the government the passage of Bill C-70.

The Coalition has held several press conferences. We have met with the different party caucuses. We have demonstrated on Parliament Hill. We have collected about 50,000 signatures from women and parents opposed to Bill C-70, and not just from Quebec residents.

We have collected signatures from women in the various centres for women throughout Quebec and in shopping centres. Many women have called us to voice their opposition to the proposed legislation and to protest that the little they receive in the way of family allowance benefits is being taken away from them.

In addressing you today, we hope that our views will finally be heard and that you will consider the extent of the opposition to this legislation. We want what's fair and just. The government should consider how women and families feel about family allowances.

I will summarize very briefly our position on this issue. Then I will ask my colleagues if they have anything further to add...

**The Chairman:** Pardon me, but I have just been informed that the translation system is not working. Could you wait a moment until we correct the problem?

**Mrs. Brunet:** I'm sorry, I could repeat what I said for those who didn't understand.

**The Chairman:** You needn't be concerned. You can begin again. It's important for all of the Committee members to understand what you said.

If it's no trouble, could you please begin again.

**Mrs. Brunet:** It's no trouble at all. I would be happy to start over.

**The Chairman:** I realize that it's not always possible to start again at the beginning!

In any case, please go ahead.



[Text]

**Mme Brunet:** C'est exact.

Je disais que nous nous présentons aujourd'hui devant le Sénat avec l'espoir que vous entendrez les oppositions manifestées contre le projet C-70. La Coalition représente plus de 80 groupes de familles, de femmes, syndicaux, des comités de conditions féminine et de syndicats. Depuis le 25 septembre, ils se sont tous opposés de toute force à la désindexation partielle des allocations familiales.

Nous sommes venus à plusieurs reprises à Ottawa. Nous avons présenté des mémoires et rencontré les caucus des différents partis. Nous avons manifesté sur la colline parlementaire.

Nous avons eu plusieurs conférences de presse et fait signer plusieurs milliers de pétition. Au Québec seul, nous avons quelques 50,000 pétitions de protestation, sans compter beaucoup de pétitions qui ont été envoyées directement au bureau de M. Mulroney.

Beaucoup de mères de famille nous ont manifesté leur opposition au projet de loi. Elles nous ont téléphoné pour nous dire qu'elles n'étaient pas heureuses de la désindexation qu'on leur enlève un peu de cet argent des allocations familiales. Notre voix n'a pas encore été entendue.

Nous nous présentons aujourd'hui pour vous demander de ne pas adopter ce projet de loi contre la désindexation des allocations familiales. Nous voudrions que le gouvernement entende enfin l'opposition manifestée à la grandeur du Canada et du Québec contre ce projet de loi.

Or, je résumerai brièvement notre position qui a déjà été présentée mais c'est avec plaisir que nous le faisons aujourd'hui. J'inviterai ensuite mes collègues à rajouter des points précis, pour répondre aux questions que vous nous poserez.

La Coalition s'est opposée au projet de loi C-70 pour trois raisons fondamentales.

Premièrement, nous estimons que le projet de loi met en cause le principe de l'universalité en annonçant une réduction progressive de la valeur des allocations familiales. Notre point de vue est le suivant: Si on évoque sans arrêt les allocations familiales, au bout de la ligne, ce montant ne vaudra plus rien. Comment peut-on parler d'universalité quand la valeur réelle des allocations familiales est de plus en plus réduite.

Or, on parle de l'universalité et de rien du tout, à ce moment-là. C'est dans ce sens que l'on estime que le projet de loi touche à l'universalité des programmes.

Deuxièmement, on s'oppose fortement à ce que des argentés soient sortis du budget d'aide aux familles. Nous estimons qu'avec la désindexation des allocations familiales et les autres mesures, le gouvernement ira chercher quelque 175 millions dans le budget des familles. Nous nous opposons à ce que les familles fassent les frais du déficit budgétaire.

Nous pensons qu'il y a des argentés ailleurs que le gouvernement ne devrait pas puiser cet argent dans le budget des familles.

Nous pensons que cette mesure a comme effet de réduire considérablement le pouvoir d'achat des familles et d'accroître la pauvreté dans une situation où les familles sont déjà pauvres et où les femmes en particulier sont aussi très pauvres.

[Traduction]

**Mrs. Brunet:** Thank you.

As I was saying, in addressing you today, we hope that you will be open to the objections raised against Bill C-70. The Coalition represents more than 80 family, women's and union organizations. Since September 25 last, we have been strongly voicing our opposition to the planned partial de-indexation of family allowances.

We have travelled to Ottawa on several occasions. We have presented briefs and met with the different party caucuses. We have demonstrated on Parliament Hill.

We have held several press conferences and collected thousands of signatures on petitions. In Quebec alone, we collected about 50,000 signatures, not counting the signed petitions sent directly to Mr. Mulroney's office.

Many mothers have spoken out against the bill. They have telephoned us to say that they are unhappy with the de-indexation proposals and that what little they receive in the way of family allowances is being taken away from them. Our voice has yet to be heard.

Today, we are asking you not to adopt the bill to de-index family allowances. We want the government to hear the opposition to the legislation expressed across Canada and in Quebec.

I will summarize briefly our position which has already been presented. I will then ask my colleagues if they have anything further to add and we will answer any questions you may have for us.

The Coalition is opposed to Bill C-70 for three basic reasons.

Firstly, we feel that the bill calls into question the principle of universality by announcing a gradual reduction in family allowance benefits. Our feelings are that if family allowance payments continue to be eroded, ultimately, they will be worthless. How can we speak of universality when the real value of family allowance payments is declining more and more.

Either we speak of universality, or we disregard the principle entirely. We feel that the proposed legislation attacks the principle of universal programs.

Secondly, we are strongly opposed to the government taking money out of the family services budget. By implementing measures such as the de-indexation of family allowances, the government will be taking about \$175 million out of the family services budget. We disagree that families should suffer so that the government can reduce its deficit.

We think that the government should look elsewhere for this money, and leave the family services budget intact.

This measure will substantially reduce a family's purchasing power and will increase poverty levels among women and families who are already poor.

## [Text]

Or, nous sommes en faveur d'un réaménagement des sommes actuellement consacrées au trois programmes d'aide aux familles avec enfants, de façon à rendre le système plus équitable. Nous affirmons qu'il est possible d'accroître non seulement le crédit d'impôt pour enfant, mais aussi les allocations familiales, en se servant uniquement des fonds libérés pour la réduction des exemptions pour enfant.

Un tel réaménagement accroîtrait l'aide accordée aux plus pauvres et assurerait que le montant reçu diminue à mesure que le revenu augmente, tout en respectant le principe de l'universalité et le soutien social pour tous les enfants.

Alors, ce sont nos revendications. Nous voulons que le gouvernement maintienne la pleine indexation des allocations familiales et procède à un réaménagement des programmes d'aide aux familles de façon à en améliorer l'équité mais sans retirer des fonds de l'enveloppe d'estinée aux familles.

Notre travail quotidien avec des familles et des femmes nous renforce jour après jour dans cette conviction que nous avons depuis le mois de septembre, que c'est une mesure fondamentalement injuste que le gouvernement dans une situation de crise économique ne devrait pas adopter.

Ceci est l'essentiel de notre position. Maintenant, j'inviterais tous nos collègues à rajouter quelque chose.

**Le président:** Alors, si d'autres membres de votre groupe veulent ajouter maintenant des compléments, elles seront bienvenues.

Si non, j'offrirai aux sénateurs ici présents l'occasion de poser des questions. Je vois que madame a quelque chose à ajouter?

**Mme Limoges:** En fait, je suis représentante de la Fédération des associations de familles monoparentales du Québec.

Je veux juste ajouter à ce qui a été dit, parce que nous appuyons le rapport de la Coalition.

Je voudrais ajouter que pour les familles les plus fragiles chez-nous, l'allocation familiale est fort importante.

Je pense pouvoir dire que cela effraie beaucoup les gens de voir ce principe attaqué. J'ai rencontré encore, des gens en fin de semaine, et puis on est très mal à l'aise, face à ce principe qui est attaqué.

C'est ce que j'avais à ajouter.

**Le président:** Merci bien, madame.

**Ms. Gordon:** My name is Joan Ann Gordon. I represent the English groups in the visible minority groups of the Coalition and I speak for them today. I have worked for more than 20 years with women; immigrant women, women on welfare and visible minority women. These women have always had a very difficult time struggling out of poverty. Poverty remains an abstraction for politicians, but I look into the human face of poverty every day of my life and I can tell you that the family allowance benefits for these women are vital. We ask you, please, not to give unanimous consent to this bill.

## [Traduction]

We favour a reallocation of the sums currently spent on the three programs for families with children with a view to making the system more equitable. We believe that it is possible to increase not only the child tax credit, but also family allowance benefits, simply by using the funds freed by reducing the allowable child deduction.

This kind of reallocation would increase the amount of aid awarded to the poor and would guarantee that payment amounts decreased as income rose. Thus the principle of universality would be upheld and all children would receive some form of social assistance.

These are our demands. We want the government to preserve full indexation of family allowances and to reorganize family assistance programs to ensure greater equity. However, the family services budget should not be tampered with.

Our day-to-day work with families and women strengthens the conviction we have since last September, namely that the planned de-indexation is fundamentally unjust and that the government should not implement this measure in these times of economic crisis.

Essentially, that is our position. Now if anyone has anything further to add, please go ahead.

**The Chairman:** Yes, if any other members of the group wish to say something, they are welcomed to speak now.

If not, I will allow the Senators an opportunity to ask questions. I see that Mrs. Limoges has something to add.

**Mrs. Limoges:** I represent the *Fédération des associations de familles monoparentales du Québec*.

We support the Coalition's report.

I simply want to say that for the less fortunate families in Quebec, family allowances are very important.

I think I can safely say that many people are concerned to see this principle under attack. Over the weekend, I met some people who were very upset about the proposed de-indexation.

That's all I wanted to say.

**The Chairman:** Thank you.

**Madame Gordon:** Je m'appelle Joan Ann Gordon. Je représente les groupes anglophones parmi les groupes de la minorité visible qui forment la coalition, et je parle en leur nom aujourd'hui. Je travaille depuis plus de 20 ans auprès des femmes; des immigrantes, des femmes qui vivent du bien-être social et des femmes qui font partie de la minorité visible. Ces femmes ont toujours eu beaucoup de difficultés à se sortir de la pauvreté. La pauvreté demeure une abstraction pour les hommes politiques, mais je vois le côté humain de la pauvreté tous les jours de ma vie, et je puis vous dire que les prestations d'allocation familiale sont vitales pour ces femmes. Nous vous demandons s'il vous plaît de donner un consentement unanime à ce projet de loi.



[Text]

**The Chairman:** Thank you madam. The next witness is Mrs. Gail Stacey-Moore, from the Quebec Native Women Inc.

**Mrs. Stacey-Moore:** The Quebec Native Women's Association is supporting this Coalition's move for the withdrawal of Bill C-70. Social programs should not be changed to be based on need because it is not a charity, it is a right. Not only do the native people face unemployment in their communities, but when there is employment it is seasonal or it is sporadic and there are many times when there is a lapse in income for those families. Those people depend on that income from family allowance, which is a monthly income that they can depend on and, most often, have to depend on to feed their families while waiting for unemployment insurance or waiting for work to pick up in their area. I would also add that the disappearance of social programs, as well as the present trend of the government towards economic development, will devastate native families. A lot of our people have worked on job creation programs, and now we are faced with economic development. Our people are not big businessmen looking at \$100,000 businesses; we are talking about poverty, unemployment and feeding families.

Thank you, honourable senators.

**Le président:** Merci bien, un autre membre de votre groupe veut-il prendre la parole?

**Mme Lemieux:** Je suis infirmière et je travaille à temps partiel. Je fais partie d'une famille monoparentale. Je travaille à la CSN. La CSN a présenté un mémoire soumettant des revendications qui vont dans le même sens que celles de la Coalition.

Aujourd'hui, j'aimerais prendre quelques minutes pour vous parler de ma situation personnelle. Je fais partie des statistiques. Je suis une femme de 35 ans, seule, ayant deux enfants à charge et je travaille à temps partiel. Je gagne l'énorme salaire de \$17,000 par année.

Je dois vous dire que j'attends avec impatience à chaque mois le chèque des allocations familiales. J'ai deux enfants dont la plus vieille est une pré-adolescente. On a beau essayer de les limiter sur tout, c'est tragique.

Je vois d'un très mauvais oeil le fait que les allocations familiales n'augmenteront pas comme elles le devraient. Elles ne sont déjà pas suffisantes maintenant.

Même si j'ai un emploi à temps partiel, je travaille. Je pense à d'autres compagnes de travail qui ne gagnent pas le même salaire que moi. D'autres compagnes ne travaillent pas du tout.

J'aimerais que des gens qui ne vivent pas ces problèmes y réfléchissent. Il n'est pas drôle de dire à nos enfants à chaque mois qu'il lui faudra attendre au prochain pour leur acheter une nouvelle paire de souliers. C'est la réalité. Quand Noël ou leur fête arrive, ce n'est pas drôle. Je ne suis pas une assistée sociale, cela serait encore pire. J'ai un travail dont le revenu est suffisant. Nos salaires n'augmentent pas.

En plus, le montant de ce pauvre petit chèque n'augmente pas et il n'est vraiment pas suffisant. C'est une question de

[Traduction]

**Le président:** Merci madame. Le prochain témoin est madame Gail Stacey-Moore, *Quebec Native Women Inc.*

**Mme Stacey-Moore:** Le *Quebec Native Women Inc.* appuie les démarches de cette coalition en vue de faire abandonner le projet de loi C-70. Les programmes sociaux ne devraient pas être changés pour s'adapter aux besoins, parce qu'il ne s'agit pas de charité, mais de droit. Les autochtones font face non seulement au chômage dans leurs collectivités, mais lorsqu'il y a du travail, il s'agit d'emploi saisonnier ou sporadique, et très souvent les familles connaissent un manque de revenu. Ces familles dépendent des revenus que leur assurent les allocations familiales, un revenu mensuel sur lequel elles peuvent compter, et, très souvent, elles en dépendent pour nourrir leur famille en attendant l'assurance-chômage ou en attendant qu'il y ait de l'embauche dans leurs régions. J'aimerais ajouter que la disparition des programmes sociaux sera des plus néfastes pour les familles autochtones, tout comme l'est la tendance actuelle du gouvernement en matière de développement économique. Un grand nombre de nos membres ont travaillé à l'élaboration de programmes de création d'emplois, et maintenant nous devons faire face au développement économique. Nous ne sommes pas de gros hommes d'affaires qui brassent des sommes de 100 000 \$; nous parlons de pauvreté, de chômage et de subsistance des familles.

Merci, honorables sénateurs.

**The Chairman:** Thank you. Does any other member of your group wish to speak?

**Mrs. Lemieux:** I am a nurse and I work on a part-time basis. I am a single parent. I am a member of the CSN which tabled a brief containing our demands which are similar to those of the Coalition.

I would like to take a few minutes today to talk to you about my own personal situation. I am one of the statistics. I am a 35-year old woman, with two dependant children and I work part time. I earn the princely salary of \$17,000 per year.

I must admit that I eagerly await my family allowance cheque each month. I have two children. The eldest is a pre-teen. You try and make ends meet, but it's very difficult.

I am very unhappy that family allowance payments will not be increasing as they should. They are already inadequate as it is.

Even though I work only on a part-time basis, I still have a job. I think about some of my colleagues who do not earn the same salary as I do. Some of my friends have no job at all.

I would like those who do not have to face these problems to think a minute about our situation. It's no laughing matter to have to tell your children each month to wait until next month for a new pair of shoes. That's the harsh truth. When Christmas or a birthday rolls around, it's not funny either. It would be even worse if I were on welfare. I have a job, but my salary is not adequate. Our salaries are not increasing.

The small family allowance cheque we receive is not getting any bigger and it's already inadequate. It's a matter of human

[Text]

dignité humaine et nous ne sommes pas dans un pays sous-développé. Ce n'est pas drôle de retenir les enfants mois après mois, je trouve cela pénible. C'était une autre façon de vous présenter le problème.

Atitre d'organisme, on a présenté notre mémoire. Cependant, je voulais attirer votre attention à ce sujet et j'aimerais vous dire que je ne suis pas seule dans mon cas. Je fais partie des statistiques et de nombreuses femmes endurent des situations encore plus pénibles.

**Le président:** Je vous remercie madame, quelqu'un d'autre veut-il intervenir à ce stade?

**Mme Parent:** Dans certains quartiers de la ville de Montréal par exemple à la Pointe St-Charles et dans le centre-sud, les enseignants ont constaté que beaucoup d'enfants se rendent à l'école, particulièrement certaines semaines, le ventre vide. C'est surtout dans les semaines où on attend encore le chèque des allocations familiales.

Quelques écoles essaient de contrer ce problème en fournissant du yogourt, des brioches ou quelque'autre aliment. Ces écoles sont encore très très rares.

Quand on réduit le montant de ces chèques d'allocation familiale, les enfants en souffrent. Ces enfants fréquentent les bancs de l'école alors qu'ils n'ont pas suffisamment mangé le matin, ils se retrouvent ainsi dans une mauvaise position pour apprendre. Ceux qui sont plus favorisés sont avantagés.

Nous croyons qu'un programme social déjà très modeste comme celui des allocations familiales est un de ces minima sur lesquels les familles doivent compter pour pouvoir donner au moins le strict nécessaire à leurs enfants. Nous demandons que le Sénat ne permette pas l'adoption de ce projet de loi tel qu'il existe aujourd'hui.

**Le président:** Je vous remercie madame. Je ne vois pas d'autres mains qui se lèvent parmi votre groupe. En conséquence, je vais permettre aux sénateurs de vous poser des questions. Le sénateur Le Moyne a déjà manifesté son intention d'intervenir.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci monsieur le président, j'adresse ma question à Mme Rose. D'après les mémoires dont nous disposons, personne d'entre vous ne semble voir dans le projet de loi C-70 ou dans la loi C-80 qui vient d'être adoptée une quelconque compensation réelle à la désindexation.

Est-ce que vous pourriez nous dire aussi précisément que possible vos raisons?

**Mme Rose Lizée:** Le projet de loi C-70 concernant la désindexation des allocations familiales fait partie de trois mesures. Parmi ces mesures, nous étions contentes lors de l'annonce de la révision du programme (effectivement le programme d'aide aux enfants était mal conçu) parce qu'il donnait plus aux gens riches qu'aux pauvres. Alors, nous étions contentes que l'on considère une révision du montant des exemptions. Nous sommes toujours contentes que ces exemptions soient davantage réduites de façon à faire plus de place au crédit d'impôt.

Ce que nous n'acceptons pas, c'est que l'on utilise cette révision pour retirer l'argent des familles.

J'ai refait certains calculs. Je ne sais si vous avez notre mémoire devant vous. Nous avons essayé de calculer certaines

[Traduction]

dignity. Canada is not an under-developed country. It's not funny to have to disappoint your children month after month. It's hard. I just wanted you to view the situation from a different perspective.

Our organization has already tabled a brief on this subject. However, I just wanted to draw your attention to this situation and to let you know that I am not alone. I am just one of the statistics. Many other women are worse off than me.

**The Chairman:** Thank you. Does anyone else wish to speak at this time?

**Mrs. Parent:** In some parts of Montreal, for example, in Pointe St-Charles and in the south-centre, teachers have noted that many children come to school hungry some weeks. This occurs mainly those weeks when the family allowance cheque is due.

Some schools are trying to cope with this problem by providing yogurt, sweet rolls and the other snacks. But those that are doing this are still few and far between.

When cuts are made to family allowance cheques, the children are the ones who suffer. The children sit in school and when they have not eaten enough in the morning, they are unable to concentrate properly. Those who are better off have an advantage.

We feel that a social program such as family allowances is already quite modest. It's the least families should be able to count on to provide the basics for their children. We ask the Senate to block the passage of this bill as it now stands.

**The Chairman:** Thank you. I see that no one in your group has anything further to say. Consequently, I will turn the floor over to the senators. Senator Le Moyne has already indicated that he has a question.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. My question is for Mrs. Rose. According to the briefs before us, no one in your group seems to feel that Bill C-70 or Bill C-80 which has just been adopted compensate in any real way for the de-indexation provision.

Could you tell as succinctly as possible why this is so?

**Mrs. Rose Lizée:** Bill C-70 respecting the de-indexation of family allowances is one of three measures. We were happy to hear that the child assistance program, which was ill conceived, was slated for an overhaul. This program in fact gave more to the rich than to the poor. We were pleased that the amount of the allowable deduction was going to be reviewed. We are still pleased that these deductions are being further reduced to make way for a bigger tax credit.

What we do not accept is that this program review is being used as an excuse for taking more money away from families.

Let me go over some of the figures. I don't know whether you have the brief in front of you. We have tried to make cer-



*[Text]*

possibilités. Lorsque l'on tient compte de l'inflation (je parle toujours à titre d'économiste) il faut savoir que lorsque les prix augmentent, si le revenu n'augmente pas en conséquence, c'est comme si vous subissiez une diminution de revenu. Depuis plusieurs années, le pouvoir d'achat diminue. Le pouvoir d'achat des familles pauvres et à revenu moyen a été attaqué sérieusement.

Ce que nous avons tenté de démontrer, c'est que si l'on prenait tout l'argent que le gouvernement encaissera avec la réduction des exemptions et qu'il remettra en partie dans les crédits d'impôt et dans les allocations familiales, même les familles les plus pauvres pourraient recevoir presque \$200 de plus. Les familles à revenu moyen, selon les propositions gouvernementales, paieront le prix de ces mesures. Or, une famille de deux parents et de deux enfants qui gagne \$20,000 n'est pas une famille riche. Elle est tout juste au seuil de la pauvreté au Canada. Avec le budget Wilson, cette famille bénéficiera du même montant qu'actuellement ou à peu près. Si l'on tient compte de l'érosion due à l'inflation, cette famille recevra moins. Selon nos propositions, elles bénéficieraient d'un montant additionnel de \$300.

Nous pensons qu'il y a moyen de réviser, même en l'augmentant, le programme d'aide aux familles en enlevant les exemptions sans attaquer le programme universel, parce que les allocations familiales nous intéressent surtout du fait que le montant est inverse au revenu. Ce montant taxé signifie que la famille pauvre garde le plein montant. Une famille qui bénéficie d'un revenu de \$60,000 ou \$80,000 par année retourne de toute façon la moitié à l'impôt.

N'empêche qu'en raison de l'universalité du programme, il reconnaît la responsabilité de la société pour tous les enfants. Nous croyons que cette reconnaissance est très importante. Nous croyons que les familles riches, même celle de Pierre Elliott Trudeau (on cite toujours M. Trudeau en exemple avec ses trois enfants) a droit à des allocations familiales. En fonction de son revenu, il sera imposé, comme d'ailleurs tous ses autres revenus.

Nous considérons particulièrement mal venu le fait que ces mesures ont été introduites dans un budget qui contenait littéralement des milliards de dollars sous forme d'abris fiscaux qui bénéficieront surtout aux gens très riches. Ces mesures seront payées principalement par des familles qui gagnent entre \$12,000 et \$30,000 et qui ont des enfants. Nous considérons ce fait inacceptable.

**Le sénateur Le Moyne:** Monsieur le président, j'ai une question supplémentaire. Je constate que votre préoccupation majeure est le caractère immédiat de l'allocation. Entre parenthèses, vous avez très bien formulé le principe de l'universalité. A tout événement, c'est ce dont il s'agit?

**Mme Rose Lizée:** Oui.

**Le sénateur Le Moyne:** C'est bien ça et je vous remercie madame.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, I want to congratulate and to thank all of the people who are here making representations with respect to this particular bill.

*[Traduction]*

tain calculations. When we take inflation into account—I'm speaking still as an economist—it's a fact that when prices increase, if incomes do not increase accordingly, the result is a net loss of income. Over the past several years, our purchasing power has been declining. The purchasing power of middle-income and poor families has been seriously affected.

We tried to show in our brief that if we were to take all of the money the government will be saving by reducing allowable deductions and redistribute part of it in the form of tax credits and family allowance payments, even the poorest families would receive nearly \$200 more. With the government's proposals, middle-income families will be the ones paying. A family with two adults and two children whose annual income is \$20,000 is not a wealthy family. That's just about the poverty level in Canada. With the Wilson budget, this family's income will be just about the same. However, if we take into account the effects of inflation, their real income will decline. According to our calculations, it will receive an additional \$300.

We believe that there is a way to overhaul the family assistance program by removing the exemptions without attacking the universal program. The interesting feature about family allowances is that the amount is an inverse function of income. When the amount is taxed, it means that a poor family gets to keep the full amount. A family that has an income of \$60,000 or \$80,000 a year gives back half of the amount in taxes.

The fact remains that it is a universal program, one that acknowledges society's responsibility for all children. We feel that this recognition is very important. We believe that wealthy families, even families like that of Pierre Elliott Trudeau (we always refer to Mr. Trudeau and his three children as an example) are entitled to receive family allowances. His family allowance payments will be taxed like any other kind of revenue, that is on the basis of overall income.

We are especially distressed that these measures were introduced in a budget that provided tax shelters worth literally billions of dollars for the very wealthy. The cost of these measures will be borne primarily by families with children earning between \$12,000 and \$30,000. We find that unacceptable.

**Senator Le Moyne:** Mr. Chairman, I have a supplemental. By the way, I think you described the principle of universality very well. Am I right that your major concern is the immediate impact of the allowance on families?

**Mrs. Rose Lizée:** Yes.

**Senator Le Moyne:** I thought so. Thank you.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, je tiens à féliciter et à remercier tous ceux qui sont venus présenter leur point de vue sur ce projet de loi.

*[Text]*

I have been accused of having a conflict of interest in this respect since my wife and I have ten children of our own, but there is only one now receiving family allowance benefits, so I think I am pure as far as one can be in this respect.

I should like to know whether or not—although you have not been successful in changing the government's mind—you feel that thus far you have had a fair hearing.

**Mme Brunet:** Nous nous sommes prévaluées de tous les moyens dont nous disposons pour être entendues, les pétitions, les représentations et les mémoires. À notre avis, nous n'avons pas reçu une écoute attentive de la part du gouvernement dans cette affaire. Nous avons eu l'impression de frapper un mur ou une fin de non-recevoir. C'est ce qui nous amène ici.

Que faut-il au gouvernement pour entendre le point de vue des familles? Que faut-il de plus? Nous estimons que nous avons travaillé très fort pour faire valoir notre point de vue. Nous avons pris tous les moyens à notre disposition.

Effectivement, nous sommes très déçues de n'avoir pu bénéficier d'une discussion avec le gouvernement à ce sujet.

**Mme Rose Lizée:** Si je peux compléter, effectivement, le gouvernement conservateur est parti avec une idée fixe. Ils ont été très hésitants à nous entendre.

À un moment donné, nous avons demandé une rencontre à chacun des trois caucus. Le NPD et le parti libéral ont été très heureux de nous accueillir. Le gouvernement conservateur ne nous a pas reçues.

Par ailleurs, lorsque nous avons fait certaines représentations devant le comité législatif de la Chambre des communes (moi-même j'ai fait plusieurs représentations devant plusieurs comités) plusieurs d'entre nous sentaient que les personnes présentes à ce comité étaient là pour s'échanger des balles entre les partis et non pas pour nous écouter.

Plusieurs d'entre nous étaient plutôt choquées de l'accueil reçu au comité législatif de la Chambre des communes.

Si nous avons demandé que le Sénat nous reçoive à ce comité, c'est que nous espérons une écoute plus sympathique, plus ouverte et plus réceptive.

**Senator Graham:** I want to say, Mr. Chairman, that I did not mean to suggest that the hearings held thus far—particularly those in the other place—have been unfair. I really wanted to get a response from the witnesses as to how they felt about those proceedings. I believe that the record will show that Joan Ann Gordon hopes that the bill now before the Senate will not receive unanimous consent. I believe that she probably meant that she hopes that it will not be passed at all. There is quite a difference between passing a bill without unanimous consent and defeating a bill. I simply wondered whether she wanted to clarify that particular point.

**Ms. Gordon:** Of course, we want the bill to be withdrawn. Honourable senators will forgive me if I show a little pessimism today and say that we do not want the bill to have unanimous consent. I would like to add a comment to your remarks, Senator Graham. I feel that, while the Senate has heard from us—the people who belong to organizations and the organiz-

*[Traduction]*

On m'a accusé d'avoir un conflit d'intérêt à cet égard puisque mon épouse et moi-même avons dix enfants, mais il n'y en a qu'un maintenant qui a droit aux allocations familiales, de sorte que je puis parler de ce sujet de façon tout à fait désintéressée.

J'aimerais savoir—même si vous n'avez pas réussi à faire changer le gouvernement d'avis—si vous estimez avoir eu toutes les occasions de vous faire entendre.

**Mrs. Brunet:** We have resorted to every means available to us to be heard—petitions, representations and briefs. In my opinion, the government has not been very receptive to our comments. We have the impression of bashing our heads against the wall. That's why we have come here today.

What does it take to get the government to listen to the viewpoints of families? What more does it take? We feel that we have worked very hard to get our views across. We have used every means available to us.

We are clearly very disappointed that we were unable to discuss the matter with the government.

**Mrs. Rose Lisée:** If I may add something to that, it's obvious the Conservative government had something very definite in mind. It was very reluctant to hear what we had to say.

At one point, we requested a meeting with each of the three party caucuses. The NDP and the Liberals were very happy to meet with us. However, the Conservative government declined.

Moreover, when we made some representations to the legislative committee of the House of Commons—I have spoken on a number of occasions to several committees—many of us got the impression that the members were there to squabble among themselves, not to listen to what we had to say.

Many of us were rather dismayed at the reception we got from the House of Commons legislative committee.

We asked to appear before this Senate Committee because we hoped to find a more sympathetic, open and receptive audience.

**Le sénateur Graham:** Je tiens à dire, monsieur le président, que je ne voulais pas laisser entendre que les audiences tenues jusqu'à maintenant, plus particulièrement à l'autre endroit, ont été déloyales. Je voulais en fait connaître l'opinion des témoins au sujet de ces délibérations. Je crois que les dossiers montreront que M<sup>me</sup> Joan Ann Gordon espère que le projet de loi qui est maintenant déposé au Sénat ne recevra pas le consentement unanime. Je crois qu'elle voulait dire probablement qu'elle espère qu'il ne sera pas adopté. Il y a toute une différence entre adopter un projet de loi sans le consentement unanime et le rejeter. Je me demandais simplement si elle pourrait préciser cette notion.

**Mme Gordon:** Bien sûr, nous voulons que le projet de loi soit rejeté. Les honorables sénateurs me pardonneront si j'ai fait montre d'un peu de pessimisme aujourd'hui en disant que nous ne voulons pas que le projet de loi reçoive le consentement unanime. J'ai quelque chose à ajouter à vos observations, sénateur Graham. J'ai l'impression que, bien que le Sénat ait entendu



*[Text]*

ers—it has not heard from those women who are most deeply affected by the cut in the family allowance. Because of their poverty and because of the inability to raise funds, it has been very difficult for them to come to Ottawa. In Montreal, it has been possible to raise some money to bring to Ottawa some of those mothers who are working out of St. Colombo House out of Point St. Charles. Those women will be coming here in two or three days and will be able to tell honourable senators how it really feels to live on social welfare and to try to feed their children every day.

One of those mothers, in answer to a reporter who said that the reduction in family allowance only amounted to a few dollars, said that, at the end of the third week of every month, her children begin to grow more hungry. Those few dollars mean two extra quarts of milk. I think that honourable senators should be hearing from these women. I regret that there will be so few of them appearing before this committee.

**Senator Graham:** On that particular point, Mr. Chairman, I wonder whether you have received any requests from individuals or groups that undergo financial hardship to have their expenses paid so as to appear before this committee?

**The Chairman:** To my knowledge, we have received no such request. I might add that we have received a number of telegrams expressing opposition to this bill, but none of them contained a request to be heard by the committee. I may say right now that all of those who have asked to be heard are on our agenda. Does that clarify the point?

**Senator Graham:** Yes. I would then ask the witness whether or not the committee of the other place paid any of the expenses incurred by the witnesses in testifying before it?

**Mme Parent:** Je dois dire qu'un certain nombre de femmes, de groupes communautaires, m'ont personnellement demandé si on pouvait financer leurs frais de voyage. En autant que je sache, je leur ai dit que cette pratique n'existait pas au Sénat. J'aurais peut-être dû le suggérer quand même, quitte à essuyer un refus. Mais, c'est l'information que j'ai cru nécessaire de leur donner.

Quant au comité législatif de la Chambre des communes, certains groupes qui ont demandé le paiement de leurs frais de voyage ont été payés. Toutefois, on a refusé d'entendre certains groupes qui avaient demandé de se présenter devant le comité, par exemple, un groupe de femmes autochtones de Kahnawahki au Québec et d'autres groupes.

**Senator Marshall:** Mr. Chairman, the translation service does not appear to be functioning.

**The Chairman:** Madam Parent has indicated that she will repeat her response in English.

**Madam Parent:** I want to say that a number of women in Quebec did ask me whether the Senate would pay their travel expenses because they wanted to come to Ottawa. I, on the

*[Traduction]*

nos témoignages—celui des gens qui appartiennent à des organisations et celui des organisateurs—il n'a pas entendu celui des ces femmes qui sont les plus durement touchées par la réduction des allocations familiales. En raison de leur pauvreté et en raison de leur incapacité de se procurer de l'argent, il leur a été très difficile de venir à Ottawa. À Montréal, on a pu réunir des fonds pour permettre à certaines de ces mères qui travaillent au St. Colombo House de Pointe Saint-Charles de se rendre à Ottawa. Elles viendront ici dans deux ou trois jours et pourront dire aux honorables sénateurs combien il leur est difficile, à titre d'assistées sociales, de nourrir leurs enfants tous les jours.

Répondant à un journaliste qui avait déclaré que la réduction des allocations familiales ne représentait que quelques dollars, une de ces mères a affirmé qu'à la fin de la troisième semaine de chaque mois, ses enfants commencent à se plaindre de la faim. Avec ces quelques dollars, on peut acheter deux pintes de lait de plus. Je pense que les honorables sénateurs devraient entendre le témoignage de ces femmes. Je regrette qu'un aussi petit nombre d'entre elles comparaissent devant ce comité.

**Le sénateur Graham:** À ce sujet justement, monsieur le président, je me demande si des personnes ou des groupes qui connaissent des difficultés financières vous ont demandé d'assumer leurs dépenses pour qu'ils puissent comparaître devant nous.

**Le président:** A ma connaissance, nous n'avons reçu aucune demande en ce sens. Je tiens à ajouter que nous avons reçu un bon nombre de télégrammes de protestation contre ce projet de loi, mais aucun d'entre eux ne contenait une demande de comparution devant le comité. Je dois dire dès maintenant que le nom de tous ceux qui ont demandé à comparaître figure à notre ordre du jour. Est-ce clair?

**Le sénateur Graham:** Oui. Je demanderais maintenant au témoin si le comité de l'autre endroit a assumé les dépenses des témoins qui ont comparu devant lui?

**Mrs. Parent:** I must say that a certain number of women and community groups personally asked me whether their travelling expenses would be covered. I told them that to my knowledge, the Senate did not pay travel expenses. Perhaps I should have suggested it, if only to have my request turned down. However, I felt it was necessary to give them this information.

Regarding hearings before the House of Commons legislative committee, some groups requested that their travelling expenses be paid and they were in fact compensated. However, some groups were refused a hearing before the Committee, for example, a native womens' group from Kahnawahki, Quebec.

**Le sénateur Marshall:** Monsieur le président, le système de traduction ne semble pas fonctionner.

**Le président:** Mme Parent veut bien répéter ce qu'elle a dit en anglais.

**Mme Parent:** Je dois vous dire qu'un certain nombre de Québécoises m'ont effectivement demandé si le Sénat accepterait de payer leurs frais de déplacement car elles aimeraient

[Text]

basis of the information I had, thought it necessary to tell them that I did not think their travel expenses would be paid. Therefore, instead of making the request, some of these groups have sent in telegrams and messages of protest against the bill.

As to the legislative committee of the house, for those groups whose requests to appear were accepted and who asked to have travel expenses paid, those payments were made. However, some groups were refused a hearing before the committee of the House of Commons.

**Senator Marshall:** Would part of the problem be that those groups were not aware that this was the practice of a committee; namely, that if the committee wanted particular witnesses to come before it, those witnesses are entitled to payment?

**Madam Parent:** I must say that they are not aware of this practice. We understood that the House of Commons legislative committee would pay expenses. Our problem with that committee was that it was not willing to hear all of those groups that wanted to appear. I was not aware that the Senate could pay for this sort of expense. We would be happy to have some clarification on this matter for the future.

**The Chairman:** If I may, by way of information, I will say that what might have happened in the other place, as we call the House of Commons, is not our business. So far as the Senate is concerned, we have a rule of the Senate which clearly states that when a committee of the Senate asks people to appear, the Senate will pay the expenses. The wording is has "invited or summoned to attend before a . . . committee". However, when the Senate is hearing witnesses who have asked to be heard on their own initiative, our rules do not provide for the payment of expenses. That is the situation here in the Senate. That is all I can say, as a point of information. Those who wish to appear should know about the rules, otherwise there could be some misunderstanding. We are, of course, careful to hear everyone who asks to be heard, and the program of our hearings in the days to come will allow everyone who has asked to be heard to appear before the committee. However, there is no provision for expenses to be paid, according to our rules. That is the general principle. Of course, we are quite aware that some people might wish to appear and to have their expenses paid. Some people have expressed their views by sending a telegram. So their views will be taken into account.

**Senator Marshall:** Since we have such a large group here representing a large cross-section of the population, perhaps I should mention that despite what people say about the Senate, we are human; we are not as old as some people think, nor as stupid. We are human beings who care for Canadians and who wish to do a good job. That also applies to the House of Commons in that body's criticism of the Senate. I would like to put that on the record while we have such a knowledgeable group before us.

**The Chairman:** Is there any other comment, request or desire for clarification on this point?

[Traduction]

venir à Ottawa. Il m'a semblé nécessaire, à partir des renseignements dont je disposais, de leur dire qu'elles ne seraient pas dédommagées. Par conséquent, au lieu de présenter leur demande, certains groupes ont envoyé des télégrammes et des messages pour protester contre le projet de loi.

Par ailleurs, les paiements ont été versés aux groupes dont les demandes de comparution devant le comité législatif et de remboursement de frais de déplacement avaient été acceptées. Toutefois, certains n'ont pu obtenir une audience devant le comité de la Chambre des communes.

**Le sénateur Marshall:** Le problème ne résiderait-il pas partiellement dans le fait que ces groupes ne savaient pas que telle était la pratique d'un comité; notamment, que si le comité voulait que des témoins particuliers viennent comparaître, ces témoins avaient droit à un remboursement?

**Mme Parent:** Je dois dire qu'ils ne sont pas au courant de cette pratique. Nous croyions que le comité législatif de la Chambre des communes assumerait les dépenses. Mais ce comité ne voulait pas entendre tous les groupes qui désiraient comparaître. Je ne savais pas que le Sénat pouvait assumer ce genre de dépenses. Nous serions heureux d'avoir des précisions sur cette question pour savoir ce qu'il en est.

**Le président:** Permettez-moi, à titre d'information, de vous dire que ce qui a pu se produire à l'autre endroit, que nous appelons la Chambre des communes, n'est pas de notre ressort. Pour ce qui est du Sénat, un article de notre règlement stipule clairement que lorsqu'un comité du Sénat demande à des personnes de comparaître, le Sénat assumera les dépenses. Le libellé est le suivant «invité ou sommé à comparaître devant un comité». Toutefois, lorsque le Sénat entend des témoins qui ont demandé eux-mêmes à comparaître, notre Règlement ne prévoit pas le paiement des dépenses. C'est ce qui prévaut ici au Sénat. C'est tout ce que je puis dire pour vous informer. Ceux qui désirent comparaître devraient connaître le règlement, autrement il pourrait y avoir des malentendus. Nous prenons grand soin, bien sûr, d'entendre tous ceux qui demandent à comparaître et le programme de nos audiences dans les jours à venir permettra à tous ceux qui ont demandé à comparaître de se présenter devant le comité. Toutefois, il n'est pas prévu que les dépenses seront remboursées, conformément à notre règlement. C'est le principe général. Certes, nous savons fort bien que certaines personnes pourraient désirer comparaître et être remboursées de leurs dépenses. Certaines personnes ont exprimé leur opinion en envoyant un télégramme. Nous tiendrons donc compte de leur point de vue.

**Le sénateur Marshall:** Puisque nous avons ici un si imposant groupe qui représente un vaste segment de la population, je devrais mentionner que malgré ce qu'on dit du Sénat, nous sommes humains; nous ne sommes pas aussi vieux qu'on le pense, ni aussi stupides. Nous sommes des êtres humains auxquels tient à cœur le sort des Canadiens et qui désirent faire du bon travail. Ceci vaut également pour la Chambre des communes lorsqu'elle critique le Sénat. J'aimerais qu'on verse cette précision au dossier pendant que nous avons un groupe aussi réputé devant nous.

**Le président:** Y a-t-il d'autres observations, ou de précisions concernant ce point?



[Text]

**Senator Graham:** Mr. Chairman, we should not take up the time of the witnesses, but it is something that the committee should consider. I am not sure that I would agree entirely with your interpretation of the rules, but it may be that the rules have changed. I personally believe that, if there is a cross-section of people who could provide us with new evidence, either in favour of or against the bill, and it is deemed advisable by the committee to hear those persons, it would be up to the committee to make that kind of decision, that is to pay their expenses. However, that is something that we can discuss within the committee itself. I would like to come back for a second round, Mr. Chairman, and in the meantime I will yield to other senators.

**Senator Robertson:** I too would like to thank our witnesses for coming this afternoon. I know it is not easy. It always seems to me that the necessity to have to trot off to Ottawa is a great inconvenience. It would be much more advantageous to those you represent if we could go to your own communities, when we would have a better opportunity of meeting more people. Perhaps some time we may be able to develop a system whereby we can do just that.

Because I am a younger senator—not young in years, but new to the Senate—I may not be well known to you. However, I would assure you that I have spent the past 18 years of my life working with people associated with poverty in my own province, which is a “have not” province. I have worked in various capacities, in social welfare, health and social policy, trying to work out how we could give more money to those who need it most.

I find that great confusion exists in connection with Bill C-70, because one cannot look at the bill in isolation. It is combination of Bill C-84 and Bill C-83. Therefore we have three bills—

**Senator Graham:** On a point of clarification, senator, perhaps you could clarify what Bills C-83 and C-84 are.

**Senator Robertson:** Bill C-70 deals with family allowances. We then have that part of Bill C-84 that we are concerned with, namely, the child tax credit and the exemption portion. Bill C-83 is the most recent one—

**The Chairman:** I believe the two measures are in Bill C-84.

**Senator Robertson:** Bill C-83 allows the department—the date has not yet been determined—to prepay the child tax credit—to pay it earlier rather than have it all come in one lump sum after the year is over.

I would not want to say just how many documents I have seen. I have spoken to a lot of people in my own province who are concerned with poverty and some of whom who live in poverty. I therefore have some questions and some preferences which I would like to put on the table. I guess that the people I am most concerned with in Canada are those families who are

[Traduction]

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, nous ne devrions pas prendre le temps réservé aux témoins, mais c'est un point que le comité devrait considérer. Je ne suis pas certain d'être pleinement d'accord avec votre interprétation du Règlement, mais il a peut-être changé. Je pense personnellement que s'il y avait un vaste échantillonnage de personnes qui pourraient nous fournir de nouveaux témoignages, soit pour soit contre le projet de loi, et si le comité jugeait souhaitable d'entendre ces personnes, je pense qu'il incomberait au comité de décider de les rembourser de leurs dépenses. Toutefois, c'est une chose dont nous pouvons discuter au sein du comité lui-même. J'aimerais reprendre la parole au prochain tour, monsieur le président, et entre-temps, je la cède aux autres sénateurs.

**Le sénateur Robertson:** J'aimerais moi aussi remercier les témoins d'être venus nous rencontrer cet après-midi. Je sais que ce n'est pas facile. J'ai toujours l'impression que de devoir se rendre à Ottawa à cause du dérangement. Il serait beaucoup plus avantageux pour ceux que vous représentez si nous pouvions nous rendre dans vos propres collectivités. Il serait alors beaucoup plus facile de rencontrer un plus grand nombre de personnes. Nous arriverons peut-être éventuellement à créer un système qui nous le permettra.

Parce que je suis une jeune sénatrice—non pas du point de vue de l'âge mais du point de vue de mon ancienneté au Sénat—vous ne me connaissez peut-être pas très bien. Toutefois, je vous assure que j'ai passé les 18 dernières années de ma vie à travailler avec des gens pour enrayer la pauvreté dans ma propre province, qui n'est pas une province «riche». J'ai travaillé à divers titres, dans le domaine du bien-être social, de la santé et de la politique sociale, pour essayer de trouver un moyen de donner plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin.

Je trouve qu'une grande confusion règne au sujet du projet de loi C-70, parce qu'on ne peut examiner ce projet de loi isolément du reste. C'est un mélange du projet de loi C-84 et du projet de loi C-83. Par conséquent, nous avons ici trois projets de loi.

**Le sénateur Graham:** Sénateur, vous pourriez peut-être préciser ce que sont les projets de loi C-83 et C-84.

**Le sénateur Robertson:** Le projet de loi C-70 traite des allocations familiales. Nous y trouvons dès lors cette partie du projet de loi C-84 qui s'y rapporte, notamment, le crédit d'impôt pour enfants et la portion des exemptions. Le projet de loi C-83 est le plus récent...

**Le président:** Je crois que les deux mesures se trouvent dans le projet de loi C-84.

**Le sénateur Robertson:** Le projet de loi C-83 autorise le ministère—la date n'a pas encore été fixée—à payer à l'avance le crédit d'impôt pour enfants—à la payer plus tôt au lieu de la payer globalement à la fin de l'année.

Je ne tiens pas à vous énumérer tous les documents que j'ai vus. J'ai parlé à un grand nombre de personnes de ma province qui sont préoccupées par la pauvreté et dont certaines vivent dans la pauvreté. J'ai, par conséquent, certaines questions à poser et il y a certains sujets dont j'aimerais discuter. Je suis surtout préoccupée par les familles canadiennes qui sont les

## [Text]

the poorest, who are living in the greatest degree of poverty—and that includes the working poor. I have not yet found a satisfactory definition of “poverty”. I know that we have all these different systems, and I am not sure if they work. But I would hope that the purpose of these bills would be to give more money to those who need it most. It will only be a step in that direction, but, hopefully, by working with groups like yourselves we will be able to insist that more money go to those who need it most.

One of you spoke about the principle of universality. You felt that it was being attacked or destroyed by de-indexation. Of course, that has happened before. That is no reason why it should happen again. We know that it was once frozen at six and five when the cost of living went to something like 18. We know that one year it was frozen to zero. When the government of the day introduced family allowances, they were not taxable. I believe that only then did we have true universality, namely, when family allowances were not taxable. But once we started taxing family allowances, different things happened in each province. What may happen in the Province of Quebec may not happen in the Province of, say, Saskatchewan. It is a dilemma. Perhaps our good chairman, with the permission of the committee, could elaborate on his work, because with researchers he has done a great deal of work on this.

Because we developed a methodology to show what happens, we automatically think that when the government increases the family allowance by, say, \$10 per month it means \$10 in your pocket. We developed a methodology using \$100. We followed this \$100 extra that went out to families through each province after the taxation systems, both federal and provincial, had a kick at the cat, to see what would be left over for the recipient. It was very interesting. It is all very complex, but as soon as it is taxed we must question the universality. It is fine for a very wealthy person to receive the family allowance. I believe that the highest level of taxation is 60 per cent. It may be right to receive the family allowance, but I would love to see more of that money going to those who need it most.

I notice that in the other committee the Assistant Deputy Minister for Income Security, Department of Health and Welfare, suggested that 850,000 families will receive net gains and benefits. That is roughly the number of families in the Maritimes. I suppose that is a small start. He also suggested that a single-parent family with two children making \$30,000—and, again, it is a very minimal amount—will receive an additional \$31 per year beginning in 1987. He also stated that a two-parent family earning \$25,000 with one child receives an increase of \$17 and with two children \$28. The increases are very small.

Senator Tremblay's study showed that 30 per cent of the poorest families would profit fully from the changes in legislation until 1991 and another 30 per cent of the families will benefit partly from these changes, but as they reach 1991 the

## [Traduction]

plus pauvres, qui vivent dans une extrême pauvreté—et cela inclut les gagne-petit. Je n'ai pas encore trouvé une définition satisfaisante du terme «pauvreté». Je sais que nous avons tous ces systèmes différents, et je ne suis pas sûre s'ils fonctionnent. Mais j'ose espérer que le but de ces projets de loi est de donner plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Ce ne sera qu'une étape dans la bonne direction, mais, espérons-le, en travaillant avec des groupes comme les vôtres, nous pourrions exercer des pressions pour que les plus nécessiteux reçoivent plus d'argent.

L'un d'entre vous a parlé du principe de l'universalité. Vous estimiez qu'il était attaqué ou détruit par la désindexation. Certes, cela s'est déjà produit. Mais ce n'est pas une raison pour que cela se produise encore. Nous savons qu'il a déjà été gelé à 6 et 5 p. 100 alors que le coût de la vie atteignait 18 p. 100. Nous savons qu'une année il a été gelé à zéro. Lorsque le gouvernement de l'heure a institué les allocations familiales, elles n'étaient pas imposables. Je crois que ce n'est qu'alors que nous avons eu la véritable universalité, soit, quand les allocations familiales n'étaient pas imposables. Mais lorsque nous avons commencé à les imposer, différentes réactions ont eu lieu dans chaque province. Ce qui peut se produire dans la province de Québec peut fort bien ne pas se produire dans la province de la Saskatchewan. C'est un dilemme. Peut-être que notre bon président, avec la permission du comité, pourrait donner plus de détails sur son travail, parce qu'avec l'aide des attachés de recherche il a énormément enquêté sur ce sujet.

Nous avons mis au point une méthode pour montrer ce qui se produit. Nous pensons automatiquement que lorsque le gouvernement augmente les allocations familiales de 10 \$ par mois, par exemple, cela signifie que nous empocherons 10 \$. Nous avons adopté comme étalon la somme de 100 \$. Nous avons suivi ce supplément de 100 \$ distribué aux familles de chaque province après que les systèmes fiscaux, fédéral et provinciaux, aient été appliqués, pour voir ce qui en resterait au bout du fil. Ce fut très intéressant. C'est aussi très complexe, mais si les allocations familiales sont imposables, nous devons contester l'universalité. Il n'y a rien de mal à ce qu'un riche reçoive des allocations familiales. Je crois que le niveau le plus élevé d'imposition est de 60 p. 100. Il n'y a peut-être rien à dire contre les allocations familiales, mais j'aimerais qu'une plus grande part de cet argent aille à ceux qui en ont le plus besoin.

J'ai remarqué que, dans un autre comité, le sous-ministre adjoint à la sécurité du revenu, du ministère de la Santé et du Bien-être, a laissé entendre que 850 000 familles en tireront des gains et des bénéfices nets. C'est à peu près le nombre de familles des Maritimes. C'est un petit premier pas. Il a aussi proposé qu'une famille monoparentale de deux enfants, dont le revenu est de 30 000 \$ et, ici encore, c'est une somme très minimale—reçoive 31 \$ de plus par année à compter de 1987. Il a aussi déclaré qu'une famille biparentale qui a un enfant et dont le revenu est de 25 000 \$ par année reçoive une augmentation de 17 \$ et, si elle a deux enfants, de 28 \$. Ces augmentations sont très faibles.

L'étude du sénateur Tremblay a démontré que 30 p. 100 des familles les plus pauvres bénéficieraient pleinement des changements apportés à la loi jusqu'en 1991, et qu'un autre 30 p. 100 des familles bénéficieraient partiellement de ces change-



## [Text]

benefits will not be as much. I am most anxious to see that the shift to the "have nots" or poorest families continues. I hope that in the months ahead we will have an opportunity to work with groups such as yourselves—and I notice that you have made a recommendation—to determine how we can move more money in the direction of those who need it most. As you know, a lot of money is spent on social policy. I am sure that any government would like to spend more.

I believe that through this combination of legislation we should try to help those who are living in poverty—the working poor, the people who need it the most. I understand what you as a single parent are saying. Somehow or other, I believe we have to get more money. However, it will not happen quickly. It will be a gradual process. I am not much for the status quo. I do not believe in change for the sake of change. Change for the sake of change, just because something has been done in a particular way and was always done that way, is the worst reason for the change. We must continue to search for better models and better ways of doing things. According to the *House of Commons Debates* of January 20 at page 9925, Mr. Kilgour asked of Mr. Broadbent during debate on this bill:

... would the Hon. Member tell us if he accepts the fact that, with respect to a family of low income, under the reforms we are proposing, the mother will have more money in her purse for the next five years than she would have under the present legislation?

Mr. Broadbent replied:

Mr. Speaker, I willingly agree with what the Hon. Member has said.

Indeed, we have stated in a number of speeches that if one looks at the specific changes the Government is making, there is that improvement.

He is referring to the change of up to five years. I do not think that we should wait five years. I believe that we should start working now to move things faster so that we can have as much money as possible going to the low-income families, including the working poor. I cannot tell you what that cut-off would be. A great deal of fuss has been made about—though you have not mentioned it yet, I know someone will—means tests, that means test are very degrading. One can look on the income tax as an automatic means test. In fact, in 1982, Revenue Canada printed the previous year's family income on the income tax form mailing labels so that everyone in the world who looked at that letter would see what you made last year. Thank God that that was changed. The Guaranteed Income Security has a means test attached to it, and you have to qualify for certain pensions under Veterans Affairs. There are also student loans which require a form of means test, and I could go on. I wonder if there should not be a guaranteed income supplement for children. Perhaps there could be a basic salary level, and then you move to another sum with each

## [Traduction]

ments, mais que vers les années 1991, les avantages ne seront pas aussi importants. Je souhaite énormément qu'on continue de mettre l'accent sur les «démunis» ou les familles les plus pauvres. J'espère que, dans les mois à venir, nous pourrions travailler avec des groupes comme les vôtres—et je constate que vous avez fait une recommandation—pour déterminer comment nous pouvons distribuer plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Comme vous le savez, une grande somme d'argent est consacrée à la politique sociale. Je suis sûr que n'importe quel gouvernement serait désireux d'en dépenser davantage dans ce domaine.

Je pense que j'ai cet ensemble de lois, nous devrions essayer d'aider ceux qui vivent dans la pauvreté, les gagne-petit, ceux qui sont le plus nécessiteux. Je comprends vos requêtes à titre de chef de familles monoparentales. D'une façon ou d'une autre, je crois que nous devrions fournir plus d'argent. Toutefois, cela ne se fera pas rapidement. Ce sera un processus graduel. Je ne suis pas tellement en faveur du statu quo. Je ne crois pas non plus au changement pour le plaisir du changement. Changer pour changer, simplement parce que quelque chose a été fait d'une certaine façon et a toujours été fait ainsi, est la pire raison de changer. Nous devons continuer à chercher de meilleurs modèles et de meilleures façons de faire les choses. Au cours des délibérations de la Chambre des communes du 20 janvier (page 9925), M. Kilgour a interrogé M. Broadbent sur ce projet de loi:

ne convient-il pas, a-t-il demandé, que les mères de famille les plus pauvres reçoivent aux termes des modifications que nous proposons, plus d'argent au cours des cinq prochaines années qu'elles n'en reçoivent déjà dans le cadre de la loi actuelle?

M. Broadbent a répondu:

Monsieur le Président, le député a raison sur ce point.

Nous avons dit maintes fois que ces modifications en soi étaient positives.

Il fait allusion au changement qui peut s'étendre sur cinq années. Je ne pense pas que nous devrions attendre cinq ans. Je crois que dès maintenant nous devrions commencer à accélérer le processus de sorte que nous puissions avoir le plus d'argent possible à distribuer aux familles à faible revenu, y compris les gagne-petit. Je ne puis vous dire ce que cette réduction représenterait. On a fait tout un plat—même si vous ne l'avez pas encore mentionné, je sais que quelqu'un mentionnera à propos de l'examen des ressources et des besoins qui est si dégradant. Pour déterminer les ressources automatiquement, on n'a qu'à examiner l'impôt sur le revenu. En fait, en 1982, Revenu Canada a imprimé le revenu familial de l'année précédente sur les étiquettes postales des formules d'impôt sur le revenu de telle façon que tous ceux qui ont examiné ces lettres ont su ce que les contribuables avaient gagné l'année précédente. Dieu merci, cela a été changé. La sécurité du revenu garanti est assortie d'un examen des ressources et des besoins, et vous devez être admissible pour obtenir certaines pensions accordées par les Affaires des anciens combattants. Il y a aussi des prêts d'étudiants qui exigent un genre d'examen des ressources et

[Text]

child. Perhaps there should be such a program for those in the bottom third of the income bracket in Canada for example.

**Mrs. Rose Lizée:** That is what a tax credit is.

**Senator Robertson:** That is right. Somehow we have to move things faster. I understand your concern, but unlike yourself, I am confused because it is very complex, very hard to understand. I am very comforted from what I have read that we are nudging in the right direction, but I would like to give it a bigger push to get it moving faster.

**Mrs. Rose Lizée:** There is a great deal of misconception about universality. The reason we want universal programs is because it provides a right for everybody. Programs such as the family allowance recognize what we call horizontal equity. That is, families with children, whatever their income level, have greater expenses, and society accepts a very small part of the responsibility for those children. The other reason for universality is so that the poor are not cut off. Programs with means tests are not only humiliating, but have a level at which the government takes money back. This means that those who are on the edge between getting the money taken back or not taken back pay the highest tax rates in Canada. For example, the guaranteed income supplement as applied to people with a 50 per cent tax back rate, means that a person who has a personal pension of \$2000 per year, must give \$1000 of it back to the government. Many old people ask that basic income be based on a universal program and taxed like any other income, that it not be an income tested program. However, we make compromises. That is why all these people representing groups which are very poor support the coalition and support universality. They do not want to be isolated at that margin. They know that programs directed only to the poor cause a split in society. Those people who are not very rich but not really poor, and who pay all the taxes, will say that they do not want to pay for that. However, when they know it is a program for everybody, such as health, education, family allowances or old age security, then they are willing to pay for it.

The other question you raised is the taxation issue. I would like to point out that taxation of family allowances was introduced because there was an exemption for children. In fact, when we combine the tax exemption and the family allowance, we find that they cancel each other out. When you put those two programs together, leaving the tax credit aside, the rich receive more benefits than the poor. That is why we are happy that the new provision will cut back on the tax exemption. We think, eventually, that should be completely withdrawn and

[Traduction]

des besoins et je pourrais en citer beaucoup d'autres. Je me demande s'il ne devrait pas y avoir un supplément de revenu garanti pour les enfants. Il devrait peut-être y avoir un niveau salarial de base qui augmenterait avec chaque nouvel enfant. Il devrait peut-être exister de tels programmes pour ceux qui sont au tiers inférieur de la gamme des revenus au Canada, par exemple.

**Madame Lizée:** C'est ce qu'on appelle un crédit d'impôt.

**Le sénateur Robertson:** En effet. Il faut vraiment que nous accélérions le processus. Je comprends vos préoccupations, mais contrairement à vous, je suis très embarrassée parce que c'est très complexe, très difficile à comprendre. Je suis très réconfortée d'apprendre par mes lectures que nous nous dirigeons dans la bonne voie, mais j'aimerais vraiment accélérer le processus.

**Mme Lizée:** On comprend très mal l'universalité. Nous réclamons des programmes universels parce qu'ils respectent les droits de tous. Des programmes tels les allocations familiales reconnaissent ce que nous appelons la justice horizontale. C'est-à-dire qu'on comprend que les familles qui ont des enfants, quel que soit leur niveau de revenu, ont de plus grandes dépenses et la société accepte une infime part de la responsabilité de ces enfants. L'universalité empêchera aussi que les pauvres perdent leurs droits. Les programmes qui nécessitent un examen des ressources et des besoins sont non seulement humiliants, mais sont assortis de dispositions permettant au gouvernement de reprendre de l'argent à un certain niveau. Ainsi, ceux qui sont à la limite entre le fait de se faire reprendre de l'argent ou non paient des taux d'impôt plus élevés au Canada. Par exemple, le supplément du revenu garanti qui prévoit un taux de retour d'impôt de 50 p. 100, signifie qu'une personne qui a une pension personnelle de 2 000 \$ par année, soit rendre 1 000 \$ de ce montant au gouvernement. Un grand nombre de personnes âgées réclament que le revenu de base soit fondé sur un programme universel et imposé comme tout autre revenu, et que ce ne soit pas un programme assorti d'un examen du revenu. Toutefois, nous faisons des compromis. C'est pourquoi toutes ces personnes qui représentent des groupes de personnes très pauvres appuient la coalition et l'universalité. Elles ne veulent pas être isolées et marginalisées. Elles savent que les programmes conçus essentiellement pour les pauvres créent un clivage dans la société. Ceux qui ne sont pas très riches, qui ne sont pas vraiment pauvres et qui paient tous les impôts diront qu'ils ne veulent pas payer les frais d'un tel programme. Toutefois, lorsqu'ils sauront que c'est un programme qui vaut pour tous, comme la santé, l'éducation, les allocations familiales ou la sécurité de la vieillesse, alors ils consentiront à déboursier.

Vous avez aussi soulevé la question de l'imposition. J'aimerais signaler que l'imposition des allocations familiales a commencé parce qu'il y a eu une exemption pour les enfants. En fait, lorsque nous combinons l'exemption d'impôt et les allocations familiales, nous découvrons qu'elles s'annulent l'une l'autre. Lorsque vous réunissez ces deux programmes, et laissez de côté les crédits d'impôts, vous découvrez que les riches reçoivent plus de bénéfices que les pauvres. C'est pourquoi nous sommes heureux que la nouvelle disposition réduise



[Text]

converted partly into tax credits and partly into family allowances.

We do think, because we have a progressive income system, that family allowances, like every other income, should be taxed so that the rich people pay a greater part and the poor people get a greater share. That is our argument.

**Senator Robertson:** I understand what you are saying.

**The Chairman:** At this point, if I may, Senator Robertson—

La discussion est extrêmement intéressante. Cependant, comme président je dois attirer l'attention de tous, y compris les honorables sénateurs, que deux autres sénateurs ont demandé à poser des questions. Par ailleurs, nous avons une autre présentation à entendre cet après-midi.

Alors, sans vouloir interrompre ce dialogue très enrichissant, je me permettrai de céder la parole aux deux autres sénateurs qui ont demandé à poser des questions. Après quoi, si tous sont d'accord, plutôt que de poursuivre avec ce groupe-ci, je permettrais à Mme Busque de présenter le point de vue de la Fédération des femmes du Québec et l'on pourrait continuer après. J'ai l'impression que les questions soulevées auront quelque correspondance entre elles.

Est-ce que cela vous convient que je cède la parole au sénateur Yuzyk qui l'a demandée tantôt?

Senator Yuzyk, you asked me to take part in the discussion, a moment ago?

**Senator Yuzyk:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Do you still want to take part?

**Senator Yuzyk:** No, Mr. Chairman, go ahead with the presentations.

**Le président:** Sénateur Rousseau.

**Le sénateur Rousseau:** Monsieur le président, je suis d'accord à entendre l'autre présentation; ensuite, je poserai mes questions.

**Le président:** Je demanderais aux dames du premier groupe de ne pas quitter la table et à Mme Busque de faire sa présentation après nous aurons une deuxième ronde, si l'on peut dire, de dialogue.

**Mme Busque:** Sénateur Tremblay, il me ferait énormément plaisir de présenter le mémoire maintenant, si je pouvais le récupérer! Voyez-vous, je l'ai remis en entrant dans la salle, pour que l'on en fasse des photocopies mais, on ne m'a pas remis mon original.

**Le président:** Vous me donnez une information que je n'avais pas!

Est-ce que le greffier . . .

**Mme Busque:** Ça va, je viens d'en récupérer une copie.

**Le président:** Est-ce qu'on est censé l'avoir? Je n'ai pas le document.

[Traduction]

l'exemption d'impôt. Nous pensons que finalement cette exemption devrait être complètement retirée et transformée partiellement en crédits d'impôt et partiellement en allocations familiales.

Nous pensons vraiment, parce que nous avons un système de revenu progressif, que les allocations familiales, comme toute autre source de revenu, devraient être imposées pour que les riches en paient une plus grande part et les pauvres en reçoivent une plus grande part. C'est ce que nous avançons.

**Le sénateur Robertson:** Je comprends ce que vous voulez dire.

**Le président:** Maintenant, si je puis, sénatrice Robertson . . .

**The Chairman:** This is an extremely interesting discussion. However, as Committee Chairman, I must draw everyone's attention to the fact that two other Senators have indicated that they have questions for the witnesses. We also have another presentation to hear this afternoon.

Therefore, while I don't wish to interrupt this lively debate, I would now like to go on to the questions from the two Senators, following which, if everyone agrees, we will hear from Mrs. Busque, the representative of the *Fédération des femmes du Québec*. I think the question that will be raised will be somewhat similar.

Is there agreement then to give the floor to Senator Yuzyk who asked to speak earlier?

Monsieur le sénateur Yuzyk, il y a quelques instants, vous m'aviez demandé la permission de prendre la parole.

**Le sénateur Yuzyk:** C'est exact, Monsieur le président.

**Le président:** Désirez-vous toujours prendre la parole?

**Le sénateur Yuzyk:** Non, Monsieur le président, vous pouvez passer à la présentation suivante.

**The Chairman:** Senator Rousseau?

**Senator Rousseau:** I am also willing, Mr. Chairman, to listen to the next presentation and to save my questions for later.

**The Chairman:** I would ask the other women in the first group to remain at the table. Would Mrs. Busque please begin her presentation which will be followed by a second round of discussion, if you will.

**Mrs. Ginette Busque:** Senator Tremblay, it would give my great pleasure to present my brief to the Committee, that is if I can have it back. I handed it over when I arrived so that photocopies could be made, but I did not get the original back.

**The Chairman:** I was not aware of that!

Does the clerk . . .

**Mrs. Busque:** It's all right, I've found a copy.

**The Chairman:** Are we supposed to have received a copy of the brief. I didn't get one.

**[Text]**

**Mme Brunet:** Monsieur le président, si vous le permettez, Mme Madeleine Parent aimerait présenter des personnes qui se sont jointes à nous, avant que Mme Busque ne débute?

**Le président:** Très volontiers.

**Mme Parent:** Monsieur le président, nous avons parmi nous une femme très courageuse, qui n'est pas ici comme témoin. Elle a toujours partagé nos causes et j'aimerais la présenter.

I would like to mention that we are happy to have with us Rose Charlie, an Indian woman from British Columbia, who, over the years, has contributed a great deal to the efforts of Indian women for social justice and equality.

**The Chairman:** Madam, you are welcome to this meeting of our committee today.

Alors, madame Busque, nous vous écoutons.

**Mme Busque:** Je vous remercie, monsieur le président.

Je suis ici au nom de la Fédération des femmes du Québec. Je voudrais mentionner, pour les personnes qui ne connaissent pas la Fédération, que nous représentons 40 associations québécoises, de femmes ainsi que cinq conseils régionaux.

Ma présentation sera très brève. Essentiellement, nous sommes membres de la Coalition et appuyons son mémoire. Les recommandations qui y sont incluses sont pleinement appuyées par la Fédération.

J'aimerais quand même appuyer ce mémoire en ajoutant que pour nous, il semble très important que ce projet de loi C-70 soit retiré. Comme je vous l'ai dit, nous appuyons les arguments de la Coalition. Nous sommes particulièrement touchés par le fait que l'on attaque un programme universel. Donc, j'abonde dans le même sens que tantôt.

Nous considérons que l'érosion de ce programme universel risque de conduire à son abolition dans quelques années. Au moment où ce programme ne représentera aucun pouvoir d'achat pour les familles, il sera très facile pour le gouvernement de le laisser tomber.

Nous sommes aussi d'avis (cela nous a été dit par des multiples familles à faible revenu) que c'est le seul programme qui actuellement n'est pas soumis à un test de revenu. On nous dit que c'est presque le seul chèque que l'on n'est pas gêné d'aller changer, où, finalement que l'on est comme tout le monde.

Nous croyons que cet affaiblissement des allocations familiales est une attaque à l'autonomie économique des femmes. Même si le montant de l'allocation n'est pas très élevé. On rencontre des multitudes de femmes au foyer même en provenance de familles à revenu moyen et peut-être même, à revenu supérieur à la moyenne qui n'ont pas de revenu autonome. C'est le seul chèque qu'elles reçoivent à leur nom. Il est la reconnaissance de la société à l'égard du travail qu'elles accomplissent: celui de l'éducation et des soins des enfants. C'est un principe absolument important dans notre société. On a fait très peu pour ces femmes jusqu'à maintenant.

C'est absolument essentiel. J'ai travaillé en-dehors de la Fédération, au sein des groupes où j'ai eu contact avec ces fem-

**[Traduction]**

**Mrs. Lyse Brunet:** Mr. Chairman, with your permission, before Mrs. Busque begins, Madeleine Parent would like to introduce the people who have just joined us.

**The Chairman:** By all means.

**Mrs. Parent:** Mr. Chairman, we have here with us a very courageous woman who, while not here as a witness, has always shared our causes. I would like to introduce you to her today.

Nous sommes heureux d'avoir ici avec nous aujourd'hui une femme autochtone de la Colombie-Britannique qui s'est dévouée énormément au cours des années à la lutte pour obtenir la justice et l'égalité pour les femmes autochtones. Je vous présente Rose Charlie.

**Le président:** Bienvenue ici parmi nous aujourd'hui.

You may proceed, Mrs. Busque.

**Mrs. Busque:** Thank you, Mr. Chairman.

I am hear today to speak on behalf of the *Fédération des femmes du Québec*. For those who are not familiar with the Fédération, I would like to say that our organization represents 40 Quebec women's associations and 5 regional councils.

My presentation will be very brief. Essentially, the Fédération is part of the Coalition and fully supports its brief and the recommendations it contains.

I would like to add in support of this brief that it is very important to us that Bill C-70 be withdrawn. As I said, we support the Coalition's arguments in this direction. We are particularly concerned to see an existing universal program under attack. I may be going over the same ground that was covered earlier.

We feel that any attack on this program might result in its complete demise in a few years' time. When family allowances no longer contribute in any way to a family's purchasing power, it will be easy for the government to scrap them.

We also believe—and we have heard the same thing from countless low-income families—that this is the only program or measure that is currently not subject to a means test. We have been told that this is about the only cheque that people are not embarrassed to cash and that does not single them out from everybody else.

We believe that any reduction in family allowance payments attacks a woman's financial independence. Even though family allowance cheques represent small amounts, we have come across many women from middle and even upper-income families who have no real income of their own. This is the only cheque they receive that is made out to them. It is a kind of recognition from society for the work they are doing, such as educating and taking care of children. This is a very important principle in our society. Very little has been done so far for women in this situation.

Family allowance payments are essential. I have worked outside the Fédération, with groups that deal with these



[Text]

mes. J'ai pu constater jusqu'à quel point elles sont parfois financièrement démunies, même quand le revenu familial est considérablement appréciable.

Ensuite, nous avons été frappées par un genre de manque de cohérence gouvernementale. L'on nous a garanti que les argents récupérés au niveau des prestations pour les enfants seraient réinvestis dans des programmes pour ceux-ci. Le ministre des Finances, M. Wilson s'est contredit là-dessus à la Chambre des communes; il a dit qu'effectivement cet argent servirait à réduire le déficit.

Nous sommes inquiètes de voir des sommes d'argent qui seront récupérées auprès des familles, pour réduire le déficit.

L'on pense que ce ne sont pas les familles qui devraient faire les frais de la réduction du déficit. En gros, ce sont les arguments que la Fédération a développé pour soutenir le mémoire de la Coalition. Je vous remercie.

**Le président:** Merci, madame Busque.

Nous sommes à votre disposition pour utiliser tout le temps prévu, car l'n pensait qu'il y aurait trois présentations. Si la chose vous convient, ceci nous accorde une heure pour poursuivre le dialogue.

Maintenant, le sénateur Yuzyk a priorité.

**Senator Yuzyk:** Mr. Chairman, I do not have any questions.

**Le président:** Sénateur Rousseau.

**Le sénateur Rousseau:** Merci, monsieur le président.

Je voudrais féliciter et remercier ces femmes qui représentent autant de femmes du Québec.

Le 30 janvier dernier, j'ai parlé sur ce projet de loi C-70 au Sénat. Évidemment, je suis contre la désindexation des allocations familiales et je vais vous dire pourquoi.

Je pense que je suis peut-être la seule ici aujourd'hui qui ait reçu le premier chèque d'allocation familiale. Évidemment, j'avais une nombreuse famille dans le temps... (et l'âge est là aussi). Je me souviens quand ce chèque nous a été envoyé, combien nous étions heureuses d'avoir un chèque en provenance du gouvernement et sur lequel on pouvait compter à chaque mois. C'était de l'argent comptant que l'on touchait en échange de ce chèque fait en notre nom. Ce chèque a contribué, pour ma part, à compléter le budget familial, à mieux administrer et probablement envoyer des enfants aux études. Alors, c'était une sécurité.

Si on enlève quelques sous chaque mois à une famille, à la longue, ça paraît beaucoup. Par exemple, cette année, avec la désindexation des allocations familiales, on ne sait pas combien d'argent le gouvernement récupérera; probablement des millions de dollars. Combien récupérera-t-il dans les années à venir?

Je crois que les femmes écoperont de cette désindexation. Les femmes administrent les budgets familiaux. Comme on le dit souvent, «elles ont la tâche d'étirer la sauce». Lorsqu'il manque de sous pour acheter des bottines ou des patins... encore, des patins, il y a quelques années, c'était du luxe pour les enfants. Maintenant c'est une nécessité.

[Traduction]

women. I have noticed how financially strapped they can be, even when the family income is rather substantial.

Furthermore, we were also struck by the apparent contradictions on the part of the government. We were given assurances that the money recovered in child benefits would be reinvested in programs for children. The Minister of Finance, Mr. Wilson, contradicted himself on this issue in the House of Commons and in fact stated that this money would be used to reduce the deficit.

Therefore, we are worried that money is being taken away from families in order to reduce the deficit.

We believe that families should not have to bear the burden of reducing the deficit. These are the arguments that the Fédération wished to advance in support of the Coalition's brief. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Busque.

We were under the impression that there would be three presentations. Therefore, we have one whole hour to continue this discussion, if that is suitable to you.

Now then, I believe Senator Yuzyk is first in line.

**Le sénateur Yuzyk:** Monsieur le président, je n'ai pas de questions à poser.

**The Chairman:** Senator Rousseau?

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman.

I want to congratulate and thank the women who are here today on behalf of so many women in Quebec.

On January 30 I spoke in the Senate about Bill C-70. Obviously I am against de-indexation of family allowances, and I'm going to tell you why.

I think I may be the only person here today who received the very first family allowance cheque. Obviously I had a big family then, and it was a long time ago. I can remember when the cheque arrived, how happy we were to get a cheque from the government and to know we could count on it every month. We got cash for that cheque, which was in my name, and it helped make ends meet, it made the family budget easier to plan, and it probably enabled the children to be educated. It was our security.

If you take a few cents away from a family every month, that makes a big difference over the long run. It's not certain how much the government will be recovering this year by de-indexing family allowances, probably millions of dollars. How much will it recover in the years to come?

I see women as the ones who will bear the brunt of this de-indexation. It's women who budget for the family. It's their job to make the family resources stretch. When they haven't the spare cash for booties or skates for the children... Take skates, they were a luxury for children a few years ago—now they're a necessity.

[Text]

On a souvent dit que si les femmes n'étaient pas là (non pas parce que les hommes ne sont pas administrateurs) mais, dans la majorité des cas, ce sont elles qui sont avec les enfants. Cela a toujours été le cas et je pense que cela demeurera tel quel.

Peut-être que si on avait plus de femmes à certains niveaux, probablement que l'on ne serait pas placé sur le plan économique comme on l'est aujourd'hui.

Cependant, monsieur le président, j'aurais une question à poser. Est-il vrai que les chèques d'allocation familiale de janvier (ceux de février ne sont peut-être pas arrivés) sont envoyés sans l'indexation du coût de la vie?

**Mme Brunet:** C'est exact.

**Le sénateur Rousseau:** Je trouve cela inadmissible qu'on les ait envoyés, que l'on ait décidé de procéder de cette façon. En tant que sénateur, je pense que c'est rare qu'un projet de loi ait été mis en application sans que le Sénat ne l'approuve.

On m'a toujours dit qu'un projet de loi, pour être valide, devrait être adopté par le Sénat.

Donc, je me pose beaucoup de questions. Tout d'abord vis-à-vis notre rôle, en tant que sénateurs, et qu'est-ce que l'on fait vis-à-vis ces projets de loi. Si on a déjà envoyé ces chèques, cela veut dire que le projet de loi est déjà appliqué sans qu'il ait reçu la sanction royale.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Si je peux me permettre de vous transmettre une information sur ce point précis?

**Le sénateur Rousseau:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** En décembre 1976, si j'ai bonne mémoire, la désindexation radicale des allocations familiales a été adoptée par le Parlement. Les chèques, depuis le 1er janvier de la même année, avaient été expédiés sur la base de la désindexation prévue par la loi adoptée à ce moment-là.

La situation s'est produite aussi dans une autre circonstance; il me semble que c'est en 1979. Sous réserve de la date, je suis certain que les chèques d'allocations familiales ont été expédiés sur la base de la nouvelle loi qui introduisait le crédit d'impôt. A mon sens, c'était une mesure progressive et je l'ai reconnu à plusieurs reprises.

D'ailleurs, les remarques de madame Lizée vont un peu dans le même sens que le crédit d'impôt est l'orientation de l'avenir. On pourra revenir sur ce sujet.

Cette année-là, la loi a été adoptée en février ou mars. Les chèques avaient été expédiés depuis le 1er janvier, sur la base de la nouvelle loi. Donc, ce n'est pas inédit. La chose ayant été annoncée dans le cadre d'un budget, les juristes du ministère de la Justice ont toujours soutenu la thèse que l'annonce fondait la décision, dans de telles matières.

Enfin, on peut en discuter si l'on veut. C'est la situation *de facto*. Je veux souligner que si contestable que cela soit, c'est la troisième fois, sur le même sujet des allocations familiales, que cette situation se produira.

Je ne voudrais pas défendre aucun point de vue; mais, c'est une question d'information. Cela dit, vous aviez posé une ques-

[Traduction]

It's not that men aren't able to plan a budget, it's that in most cases it's women who are with the children. That's how it's always been, and I think it's going to stay that way.

Perhaps if there were more women at *higher* levels, we wouldn't be where we are today in the economic scale.

Anyway, Mr. Chairman, I have a question. Is it true that the January family allowance cheques (February's may not have arrived yet) have been sent out without the cost-of-living indexation?

**Mrs. Brunet:** That's right.

**Senator Rousseau:** I find it inexcusable that they should already have been sent and that a decision has already been made to go ahead with this. As a Senator, I think it is highly unusual for a bill to be put into force before the Senate has approved it.

I have always been told that for a bill to be valid, it had to be passed in the Senate.

So I have a lot of questions, primarily with respect to our role as Senators and what we're doing with these bills. If the cheques have already been sent out, that means this Bill has already been applied, without having received Royal Assent.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** If I may just tell you something about that particular point?

**Senator Rousseau:** Certainly, Mr. Chairman.

**The Chairman:** In December of 1976, if my memory serves me well, a radical de-indexation of family allowances was passed by Parliament. But cheques based on the de-indexation embodied in the new legislation had been going out all that year, since January 1 of 1976.

The same thing occurred in other circumstances, I think in 1979. I'm not sure of the date, but I am sure that family allowance cheques were sent out based on the new legislation that introduced the tax credit. That was a progressive measure, I have often hailed it as such.

Mrs. Lizée's remarks were along the same lines, that the tax credit is the approach of the future. We can come back to that.

Anyway, that year the bill was passed in February or March. The cheques had been going out since January 1 of that year, based on the bill. So it's not unheard-of. The lawyers with the Department of Justice have always held that announcing a measure like this in the budget is a sufficient foundation for it.

We can discuss the issue if you wish. It's a *de facto* situation. I just want to point out that however open to argument it may be, it's the third time this has happened with respect to family allowances.

I don't want to defend either side: I just wanted to clarify some facts. That being done, you had asked a question and this lady had a comment to make on Senator Rousseau's question.



[Text]

tion et madame avait un commentaire à faire sur la question du sénateur Rousseau.

**Le sénateur Rousseau:** Je vous remercie de l'information monsieur le président mais cela n'était pas de mon temps.

**Mme Brunet:** J'apprécie beaucoup l'intervention de madame Rousseau. Elle va dans le même sens que le groupe de femmes que je représente. Cet argument est souvent revenu dans le passé, à savoir la signification des allocations.

Depuis 10 ans, les familles se sont appauvries au lieu de s'enrichir. Maintenant, les femmes sont devenues très sensibles à tout ce qui enlève le pouvoir d'achat des femmes en particulier et des familles en général. Les besoins se sont aussi élargis. Ce qui est maintenant un besoin essentiel ne l'était pas nécessairement en 1930.

On dit aussi que l'instruction est gratuite. Les femmes et les mères de famille que nous représentons expliquent que les allocations familiales servent à acheter certains biens scolaires et plein de choses ponctuelles. On attend l'arrivée des allocations familiales pour établir notre budget. Elles servent à des choses très précises qui sont des besoins essentiels maintenant.

Dans ce sens, le fait que le chèque a été émis sans vraiment être sanctionné par la loi nous affecte et nous inquiète beaucoup. Quelles étaient les intentions réelles du gouvernement face à l'opposition que nous avons manifestée? Cela rejoint ce que je disais tantôt: est-ce que le gouvernement, qui a permis l'impression de ces chèques il y a plusieurs mois, voulait vraiment être attentif à ce que l'on lui disait? Est-ce qu'il voulait vraiment nous écouter? Il se préparait déjà à émettre les chèques, ils étaient déjà sous impression. Pendant ce temps, nous manifestions notre opposition à ce projet de loi. Cela nous inquiète beaucoup, je vous l'avoue, quant à l'avenir.

**Le président:** A quelle date le projet de loi C-70 a-t-il été adopté à la Chambre des communes?

**Le sénateur Rousseau:** Avant Noël.

**Mme Parent:** Le 20 janvier.

**Mme Rose Lizée:** Excusez-moi, monsieur le président, vous avez mentionné que j'avais dit que le crédit d'impôt était la voie de l'avenir. Je n'ai pas dit cela, au contraire, j'ai souligné que nous sommes d'accord avec le crédit d'impôt mais nous ne sommes pas d'accord pour qu'il remplace entièrement le programme universel.

**Le président:** Je ne voulais pas signifier cette chose mais disons que c'est une des voies de l'avenir. Ceci étant dit, est-ce que vous avez une autre question?

**Le sénateur Rousseau:** Madame Rose Lizée, est-ce que vous avez fait des recherches, en tant qu'économiste, pour savoir combien le gouvernement récupérera la première année vis-à-vis la désindexation des allocations familiales.

**Mme Rose Lizée:** J'ai établi mes propres calculs mais le gouvernement a aussi fait les siens. Lorsque j'ai élaboré mes calculs, j'avais déjà tenu compte du fait que les exemptions pour enfant avaient déjà été gelées pendant une année. Tenant compte de cela, nous retrouvons le montant de 175 millions de dollars dans notre mémoire, pour la première année et pour l'ensemble des trois projets, exemptions, allocations et crédits.

[Traduction]

**Senator Rousseau:** Thank you for that information, Mr. Chairman, but that was before my time.

**Mrs. Brunet:** I'm grateful for Mrs. Rousseau's remarks. She takes the same approach as the group of women I represent. It's an argument that has often come up in the past, the exact significance of the family allowance.

Over the past 10 years, families have got worse off instead of better off. Women have become very aware of anything that reduces the buying power of women in particular and families in general. Needs have increased. We have needs now that were not necessarily perceived as such in 1930.

We are told that education is free. But the women we represent, and mothers generally, tell us they need the family allowance to buy certain things for school and lots of things that crop up regularly. We wait for those cheques to plan our budgets. They go to some very specific expenditures on items that have become essentials.

In that context, the fact that the cheques have been issued without being sanctioned by legislation matters to us, it worries us a lot. What were the government's real intentions, in the face of our opposition? It comes back to what I said earlier: does a government that authorizes the printing of these cheques months in advance really care what we say to it? Does it really want to listen to us? It was already getting ready to issue the cheques, they were already being printed. And all the time we were opposing the Bill. It makes us worried about the future, I can tell you.

**The Chairman:** When was Bill C-70 passed by the House of Commons?

**Senator Rousseau:** Before Christmas.

**Mrs. Parent:** January 20.

**Mrs. Rose-Lizée:** I beg your pardon, Mr. Chairman, but you said I had called the tax credit the approach of the future. I didn't say that—on the contrary, I said we agreed with the idea of the tax credit but we don't at all agree that it should entirely replace the universal program.

**The Chairman:** I didn't mean that, but let's say it's one of the approaches of the future. Have you any more questions?

**Senator Rousseau:** Mrs. Rose-Lizée, have you as an economist done any research into how much the government would recover in the first year by de-indexing family allowances?

**Mrs. Rose-Lizée:** I've done some calculations on my own, but the government has done its own. My calculations took into account the fact that deductions for dependent children had already been frozen for a year. Taking that into account, I arrived at the figure of \$175 million, which you will find in our brief, in the first year, for all three proposals—deductions,

*[Text]*

Au cours des cinq prochaines années, ce montant frôlera les deux milliards, plus exactement \$1,900,000 de dollars.

Je voudrais aussi attirer votre attention sur les délais. Même les familles les plus pauvres recevront leur crédit d'impôt (qui est censé compenser la baisse des allocations familiales) au mieux au mois de février ou mars prochain tandis que pendant toute cette année, ils subiront des restrictions dans les allocations familiales. Cela restreint le budget des familles les plus pauvres.

**The Chairman:** Senator Robertson has mentioned Bill C-83 on that point. Perhaps you would like to have some information about that.

**Senator Robertson:** Thank you, Mr. Chairman. I do not have the detail. I believe the detail has not been given, although the Honourable Michel Côté, the Minister of Consumer and Corporate Affairs, when he introduced the bill to amend tax rebates, stated that the Minister of Finance would be bringing in Bill C-83, which has now been passed. I believe it was mentioned in October or November that the bulk of the child tax credit would be delivered based on the previous year's figures and the balance would then come in the new year. There may be adjustments to that; however, they have not finalized that.

**The Chairman:** In other words, the idea is that there should be, or there could be, advance payments on the child tax credit on the basis of the previous year. In fact, the amount of the child tax credit is already on the bills of the previous taxation year, but the payment is after the end of the year. So there is a definite possibility there of making advance payments on that. At least some partial solution can be considered there. The fine details of the mechanism have not been defined yet, but the principle is there.

**Mme Rose Lizée:** Lors de l'audition au comité législatif de la Chambre des communes, on nous a posé la question à l'effet que l'on serait d'accord pour que le crédit d'impôt soit payé trimestriellement. Nous avons répondu que si oui, il faudrait qu'il soit payé à l'avance et non par après. Souvent, ce qui arrive, c'est que ces paiements sont reçus en partie au mois de mars ou au mois de juin au lieu de février. Les paiements sont donc retardés. S'ils sont faits trimestriellement, nous demandons qu'ils soient remis à l'avance et non par après.

Lorsque vous élaborez ce genre de programme, vous affrontez un autre problème: une personne qui reçoit une légère augmentation de revenu ou une augmentation substantielle pendant l'année peut se retrouver à la fin de l'année avec un montant reçu qu'il doit rembourser. Cela peut être très onéreux.

**Le président:** Vous soulevez tout le problème de la mécanique de l'impôt. Cela ne serait pas le premier cas où quelqu'un qui remplit sa formule d'impôt demande un remboursement au gouvernement parce qu'il en a payé trop ou l'inverse, il n'en a pas payé assez et il doit déboursier.

*[Traduction]*

allowances and credits. Over the next five years, this amount will reach almost \$2 billion, or more precisely \$1,900,000.

I would also like to direct your attention to the time-lags. Even the poorest families won't get back their tax credit which is supposed to compensate them for lower family allowances until February or March of next year, and they'll be having to try and manage on a restricted family allowance all this year. It will hit the budgets of the poorest families.

**Le président:** Vous aimeriez peut-être obtenir quelques renseignements à ce sujet. La sénatrice Robertson a parlé du projet de loi C-83.

**Le sénateur Robertson:** Merci, monsieur le président. Je ne possède aucun détail à ce sujet. Je crois qu'il n'en a pas été fourni, bien que l'honorable Michel Côté, ministre de la Consommation et des Affaires des corporations, lorsqu'il a introduit un projet de loi pour modifier le remboursement en matière d'impôt, a déclaré que le ministre des Finances présenterait un projet de loi—soit le projet de loi C-83. Ce projet de loi a été adopté et, en ma qualité de membre de la Chambre, je crois qu'il a été mentionné en octobre ou novembre que la majeure partie du dégrèvement d'impôt pour enfants serait fondée sur les chiffres des années précédentes et que le solde serait accordé au cours de la nouvelle année. Mais il se peut qu'on fasse d'autres rajustements, puisqu'il n'y a rien de définitif.

**Le président:** Bref, on trouve qu'il devrait y avoir ou qu'il pourrait y avoir, des versements anticipés sur les crédits d'impôt pour enfants, fondés sur la déclaration de l'année précédente. En fait, le montant du crédit d'impôt pour enfants figure déjà sur les factures de l'année fiscale précédente, mais le versement se fait après la fin de l'année. Il est donc tout à fait possible d'effectuer un paiement anticipé—on pourrait du moins envisager ici une solution partielle au problème. Les détails du mécanisme de remboursement n'ont pas encore été définis, mais le principe est établi.

**Mrs. Rose-Lizée:** At the hearing before the House of Commons committee, we were asked if we were in favour of having the tax credit paid quarterly. We said Yes, if it was paid in advance and not the following year. Often what happens is that these payments are received in March or even in June instead of in February. The payments are late. If they're paid quarterly, we want them to be paid during the fiscal year to which they apply and not the year after.

When you draw up this kind of program, you run into another problem: sometimes a person whose income has gone up slightly, or substantially, during the year finds himself or herself at the end of the year having to repay some of the money he or she received. That can be very onerous.

**The Chairman:** You're raising the whole problem of the mechanics of taxation. That wouldn't be the first time someone who filed out his income-tax form requests a refund from the government because he paid too much, or the other way round, he paid too little and now he owes something.



[Text]

Le même principe ou la même mécanique peut aisément s'appliquer au crédit d'impôt. L'important demeure que l'on progresse.

**The Chairman:** Senator Robertson?

**Senator Robertson:** Mr. Chairman, it is my understanding that the prepayments will not be the total amount; they are going to leave a fraction over for adjustments, and the minister has discretion, I believe, in that.

**Le président:** C'est parce qu'il s'agit de quelque chose de positif. Maintenant, si vous le permettez, à moins que le sénateur Rousseau ait une autre question, j'allais émettre une suggestion pour la suite de notre dialogue.

**Le sénateur Rousseau:** Monsieur le président, sur un point de clarification. Nous avons parlé tantôt du ministre Côté. N'est-il pas le ministre de la Consommation et des Corporations? Est-ce qu'il travaille au ministère du Revenu national? Je pense que c'est une erreur, à moins que ce ne soit une rumeur.

**Le président:** Non, cela a été clairement indiqué.

**Le sénateur Rousseau:** On parle du ministre Côté.

**Senator Robertson:** Excuse me. Yes, he brought in the bill that prevented the child tax credit people from discounting Bill C-83, I believe it is.

**Senator Rousseau:** I understand.

**Senator Robertson:** When he said that, he made a statement that the Minister of Finance would be introducing legislation. I am not sure whether Bill C-83 was brought in by the Honourable Michel Côté or the Minister of Finance. I must check on that. However, the legislation has been introduced which allows the Minister of Finance to repay part of the child tax credit.

**Le sénateur Rousseau:** Je vous demande pardon monsieur le président, c'est au niveau des escompteurs de l'impôt. À ce niveau, nous le saurons de façon plus sûre dès mercredi.

**Le président:** Tout le monde sait que certaines firmes offraient des excomptes ces jours derniers; depuis deux ou trois semaines nous entendons leurs annonces à la télévision: Venez nous voir, nous vous paierons tout de suite le montant en argent comptant pour votre crédit d'impôt. Ces compagnies imposaient un tarif sans limite. Il y avait un certain arbitraire et une exploitation manifeste des gens qui en avaient le plus besoin.

Ace sujet, le ministre Côté a fait adopter une législation qui limite le taux que les agences de ce type peuvent percevoir. Puisque cela affectait principalement le crédit d'impôt, c'est à cette occasion qu'il a indiqué les objectifs de la politique gouvernementale.

**Senator Robertson:** To your question, Senator Rousseau; the way it was before Mr. Côté brought in his bill on discounting, the discounters could charge 15 per cent. Under the new law, they can charge 15 per cent on the first \$300 and not more than 5 per cent on the balance.

[Traduction]

The same principle, the same mechanism, may easily apply in the case of the tax credit. The important thing is that we make some progress.

**Le président:** Sénatrice Robertson?

**Le sénateur Robertson:** Monsieur le président, si j'ai bien compris, ces paiements anticipés ne constitueront pas le montant total; le ministre pourra, à sa discrétion, effectuer les rajustements sur la fraction non payée.

**The Chairman:** That's because it involves something positive. Now, if you will allow me and if Senator Rousseau doesn't have another question, I would like to make a suggestion about the remainder of our discussion.

**Senator Rousseau:** Point of clarification, Mr. Chairman. We spoke earlier of Mr. Côté. Isn't he Minister of Consumer and Corporate Affairs? Does he work for the Department of National Revenue? I think that's an error, unless it's a rumour.

**The Chairman:** No, it was plainly indicated.

**Senator Rousseau:** We're talking about Mr. Côté the Minister.

**Le sénateur Robertson:** Pardon, Oui, il a été le parrain du projet de loi empêchant les remboursements de crédit d'impôt pour enfants: le projet de loi C-83, je crois.

**Le sénateur Rousseau:** Je vois.

**Le sénateur Robertson:** Il a déclaré alors que le ministre des Finances présenterait une mesure législative sur cette question. Je ne sais plus très bien si le projet de loi C-83 a été soumis par l'honorable Michel Côté, ou par le ministre des Finances. Il me faudrait le vérifier. Quoi qu'il en soit, un projet de loi a été déposé et autorise le ministre des Finances à rembourser une partie du crédit d'impôt pour enfants.

**Senator Rousseau:** I beg your pardon, Mr. Chairman, that concerns income tax discounters. We'll know more about them after Wednesday.

**The Chairman:** Everyone knows that certain firms have been pushing their services lately; for the past two or three weeks, they've been advertising on television: "Come and see us, we'll pay you cash on the barrel for your tax credit." There was no limit on the fees these companies charge. People in the greatest need were being unfairly dealt with and exploited.

Mr. Côté brought in legislation that limits the rate these companies can charge. Because that mainly affects the tax credit, he took the opportunity to announce the government's policy on this issue.

**Le sénateur Robertson:** Au sujet de votre question, sénateur Rousseau, avant que M. Côté présente son projet de loi sur le remboursement en matière d'impôt, les escompteurs pouvaient exiger 15 p. 100. En vertu de la nouvelle loi, ils peuvent exiger 15 p. 100 sur les premiers 300 dollars et 5 p. 100 au maximum sur le solde.

*[Text]*

By giving the Minister of Finance the authority to prepay most of the child tax credit, they will not have to go to discounters. So, hopefully that will eliminate most of that process. It will be interesting to see how it works.

**Le président:** J'ai interrompu tout à l'heure le dialogue amorcé entre le sénateur Robertson et Mme Rose Lyzée. Ce dialogue me paraît particulièrement intéressant parce que ce qui était déjà évoqué en partie dans les commentaires de Mme Rose Lyzée, a été employé par vous-même en ce qui concerne un réaménagement de l'ensemble des prestations pour enfant.

Vous êtes allée jusqu'à dire que vous favoriseriez l'élimination pure et simple des exemptions pour enfant. Je ne veux pas moi-même poursuivre le dialogue à moins que l'occasion ne m'en soit fournie. Mais, je pense que cette réflexion s'amorçait sur une meilleure orientation, un meilleur aménagement de l'ensemble du système pour l'avenir. Il me semble que c'est très positif.

J'offre la possibilité au sénateur Robertson, à Mme Rose Lyzée et à quiconque voudrait participer à cet échange de vue de poursuivre dans cette voie.

Je vais poser une question spécifique à propos de l'universalité précisément. Vous indiquez, à bon droit je crois, qu'il ne faudrait pas que les allocations familiales soient soumises à une manière de «means test», mais qu'elles soient universelles au stade où le chèque est expédié, que ce soit aux riches, aux pauvres, le chèque est expédié purement et simplement. Vous avez fait le commentaire que cela reposait sur un principe, celui d'un droit. Vous avez par la suite souligné qu'une partie de l'argent était récupérée via l'impôt.

Le maximum de récupération à l'heure actuelle est de 60 p. 100. Quelle serait votre réaction à l'idée que 100 p. 100 soit récupéré chez les mieux nantis. Cela ne détruirait pas le principe de l'universalité tel qu'il est. Effectivement, cela irait dans le même sens de votre position sur les exemptions d'impôt.

**Mme Rose Lizée:** Nous ne comprenons pas pourquoi on donne un traitement différent aux allocations familiales par rapport à tout autre revenu. Nous pensons que notre un système de taxation a pour objectif d'être progressif. En réalité, pourquoi faut-il imposer l'argent destiné aux enfants, même si ce sont les enfant de Pierre Elliott Trudeau, excusez la référence, quand gains de capitaux sont désormais exemptés d'impôt, quand on accorde un traitement favorable aux individus qui déclarent des dividendes, quand on exempte d'impôt le premier mille dollars d'intérêt aux familles, (d'ailleurs très peu de familles reçoivent \$1,000 en argent des allocations familiales). Nous ne comprenons pas pourquoi nous devrions subir une surtaxe sur les allocations familiales quand on n'a pas de surtaxe ailleurs.

Nous sommes d'accord pour que ce revenu soit traité comme les autres et donc assujetti au même taux maximum que les autres.

Nous considérons que c'est une attaque vis-à-vis le principe de l'universalité quand ces montants sont récupérés entièrement. Nous vous rappelons aussi que la question est toujours de savoir où on situe les restrictions.

*[Traduction]*

En octroyant au ministre des Finances l'autorité de payer par anticipation la majeure partie du crédit d'impôt pour enfants, les contribuables n'auront pas à s'adresser aux escompteurs. De sorte qu'il est à espérer que cette mesure supprima en grande partie ce procédé. Il sera intéressant de voir comment cette mesure fonctionne.

**The Chairman:** Just now I interrupted a dialogue that had got under way between Senator Robertson and Mrs. Rose-Lyzée. It was a dialogue that I found especially interesting because you echoed Rose-Lyzée's earlier comments on overhauling child benefits as a whole.

You went so far as to say that you favoured the elimination, pure and simple, of the deductions for dependent children. I don't want to butt into this dialogue myself, unless I'm offered an opportunity to participate, but I think it was leading up to a better orientation, a better over-all approach to the system in the future—I think it's very positive.

I would offer Senator Robertson and Mrs. Rose-Lyzée, and anyone else who is interested in taking part, the opportunity to exchange views on this approach.

I'm going to put a specific question about universality. You said, rightly, in my opinion, that family allowances must not become subject to any kind of "means test", that they must be universal at the point the cheque is mailed—well-off and poor alike must be sent a cheque. You commented that this was based on a principle, that of right. You then went on to point out that a portion of this money was recovered through income tax.

The maximum recovered at the moment is 60 per cent. What would your reaction be to the idea of a 100-per-cent recovery from better-off families? That wouldn't destroy the principle of universality as such. It would be along the same lines as your position on tax deductions.

**Mrs. Rose-Lyzée:** We don't see why family allowances should be treated differently from any other source of income. We think that Canada has a taxation system which is intended to be progressive. In reality, does there have to be a tax on money for children, even if they're Pierre Elliott Trudeau's children, if I may be allowed the reference, when capital gains are to be exempt from taxation, when people who declare dividend income get special treatment, when the first \$1,000 a family receives in interest is tax-free (and very few families earn as much as \$1,000 in family allowance payments). We don't understand why we should have to suffer a surtax on family allowances when there's no surtax on other kinds of income.

We agreed that this income should be treated like any other and thus subject to the same maximum rate as the others.

In our view, it is an attack on the principle of universality when moneys are entirely recovered. We would also like to remind you that the question at issue is still knowing where to set the limits.



## [Text]

À l'heure actuelle, avec le crédit d'impôt, la taxe marginale de 5 p.100 part à \$26,000.

Par exemple, quand une femme décide d'aller travailler et que son mari gagne \$25,000, si elle travaille à temps partiel, c'est un autre facteur qui joue contre sa décision. Ce 5 p. 100 est taxé spécialement sur son revenu.

Alors, le problème que nous rencontrons avec tout programme qui contient une surtaxe, comme sur le crédit d'impôt, c'est que cela limite le revenu.

**Le président:** J'ai une petite question supplémentaire quant à la cohérence du principe. Vous êtes au courant, évidemment, que les taux d'impôt ne sont pas les mêmes d'une province à l'autre.

**Mme Rose Lizée:** Excusez, les allocations familiales ne sont pas taxées au Québec, puis, c'est dans notre province que le taux marginal de taxation est le plus élevé, le taux maximum.

**Le président:** De toute façon, pour appliquer intégralement votre principe, il faudrait peut-être que la taxation soit uniforme, mais, c'est un autre problème. Mais, cela étant dit . . .

**The Chairman:** I would like to discuss that for a moment.

**Mme Rose Lizée:** C'est parce qu'il y a d'autres personnes parmi nous qui ont quelque chose à dire.

**The Chairman:** I do invite everyone to take part in it, because it looks at the future. It might bring us much further in the right direction in the next few years than this first step now being taken. There can be discussion on that.

In any event, assuming that that first step is in the right direction; that is, the package before us, I think the committee would be very interested in having your views about the approach to the child benefits in the future.

**Mme Busque:** J'ai de la difficulté à comprendre comment nous pourrions nous diriger dans la bonne direction si, effectivement, le gouvernement s'apprête à épargner 2 milliards de dollars d'ici les cinq prochaines années, tel que les études de madame Lizée le démontrent. On a toujours tendance à penser que le Canada est un pays exemplaire au niveau des prestations sociales, et pourtant, dans les sept pays les plus industrialisés au monde, le Canada se classe, je pense, sixième au niveau des prestations sociales. Donc, il n'est pas exemplaire à ce niveau-là. Alors, je ne crois pas qu'il s'achemine dans la bonne direction en pensant que, alors que le coût de la vie continue d'augmenter comme il le fait, il va récupérer 2 milliards de dollars. C'est clair que, avec ces argents, on est face à un gouvernement qui veut réduire un très gros déficit, c'est un objectif qu'on est tous en mesure de comprendre. Ce que l'on dit, c'est que le déficit ne doit pas être réduit à même ces argents et c'est ce qu'on s'apprête à faire. Le «package» dont vous parlez, en fait, ce n'est pas de prendre de l'argent ici pour le remettre là, car en fait, le gouvernement vient épargner de l'argent.

**Senator Robertson:** Before we look at the future sometimes we have to look at the past to see if we have made any

## [Traduction]

Currently, with the tax credit, the marginal tax rate of 5 per cent starts at \$26,000.

For example, when a married woman decides to get a job, and her husband earns \$25,000, if she works part-time that's another factor that works against her decision. That 5 per cent is charged specially on her earnings.

So the problem we run into with any program that involves a surtax, like the tax credit, is that it limits income.

**The Chairman:** I have a minor supplemental regarding the consistency of the principle. You are aware, of course, that taxes differ from province to province.

**Mrs. Rose-Lyzée:** Excuse me, family allowances are not taxed in Quebec, but then Quebec has the highest marginal rate, the highest minimum.

**The Chairman:** In any case, to apply your principle across the board, we would perhaps have to have flat-rate taxation, but that's another problem. Now, having said this . . .

**Le président:** J'aimerais en discuter un moment.

**Mrs. Rose-Lyzée:** That's because there are other people here who would like to speak.

**Le président:** Je vous invite tous à participer à cette discussion car elle porte sur une question importante pour l'avenir. En effet, elle pourrait nous rapprocher beaucoup plus du but, au cours des quelques prochaines années, que cette première mesure que nous prenons actuellement. Il y a certes lieu d'en discuter.

En supposant donc que nous faisons actuellement un pas dans la bonne direction, c'est-à-dire l'ensemble de mesures que nous avons devant nous, je crois que le comité serait très intéressé de savoir ce que nous pensons de cette façon d'envisager l'avenir des prestations aux enfants.

**Mrs. Busque:** Personally I have trouble seeing how we can be going in the right direction when the government is in fact getting ready to save \$2 billion over the next five years, as Mrs. Lizée's studies show. We tend to think that Canada's social benefits system is still an exemplary one, and yet of the seven most highly-industrialized nations in the world, Canada ranks sixth I think it is with respect to social benefits. So we're not such a model as all that. I don't believe we're going in the right direction when we think that with a cost of living that continues to go up the way it's going, we can still recover \$2 billion. The government wants to reduce money to its huge deficit, that's a goal we can all understand. What we're saying is, the deficit shouldn't be reduced with this money, and that's what the government is gearing up to do. The "package" you speak of doesn't mean robbing Peter to pay Paul, it means the government as a whole must save money.

**Le sénateur Robertson:** Avant d'envisager l'avenir, il convient parfois de nous tourner vers le passé pour mesurer le pro-

*[Text]*

progress. What concerns me greatly—and I do not want to bore you with statistics—is the following: Senator Turner, when speaking on this bill in the Senate, mentioned that while the social security expenditures climbed from \$4 billion in 1963 to over \$11 billion in 1972, the portion of income received by the poorest 20 per cent of families had actually declined; that the rising incomes and increased social welfare were failing to get to those in need.

That is going back to the period 1963 to 1972. I now come to 1971-76, and in studying one of the C. D. Howe Institute reports, I noticed that three out of five of those budgets widened the poverty gap. Since 1980, the number of low income Canadians has increased by 25 per cent. The number of children from low income families has risen steadily from 896,000 in 1982 to 1.2 million in 1984. The poor are getting poorer, and it is that trend that I think that we should keep in mind. I believe that the system we now have in place will not provide us with the answers, Mr. Chairman. I think we have to do something more constructively so as to re-assign dollars—whether it be through the taxation system or the rebate system—to the poor. I simply do not believe that this represents a proper record for Canadians. I do not know where the money is going.

I suppose that the social envelope is increasing; it has to increase. But, at the same time, our poor are getting poorer. My concern, Mr. Chairman, is that we are going backwards. I think that the combination of what we are doing is too modest. I would like to see this committee push the government faster in terms of getting more money for the poor. That is really all I wanted to say. I do not have any answers, I am afraid, but I hope that our witnesses will be able to help us in this regard.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, I must say that, over the long term, I agree with what Senator Robertson has said. She spoke eloquently on this point when she participated at the report stage of the committee before Christmas. But the problem is now. We have heard from these people, who represent hundreds of thousands of people in the country. There is a feeling that we, the legislators of this country, are breaking faith; that we are breaking promises.

As honourable senators are aware, I have just returned from the Philippines, where the morale of the people has been broken for a long time. I am here today in another situation where I feel that we are doing something to the morale of our citizens. Despite all of the arguments that can be made by anyone on behalf of the government, it seems to me that we are doing something terribly wrong. I have read the testimony and I have listened to the presentations of many people before this committee. We have heard heart-breaking stories, yet we still seem bent on turning a blind eye to the feelings of the citizens of Canada. When there were demonstrations on Parliament Hill with respect to the de-indexation of pensions, we collectively, as a Parliament, drew back. The government has the

*[Traduction]*

grès accompli. La chose qui m'inquiète beaucoup, et je ne veux pas vous ennuyer avec des statistiques—est la suivante: lorsqu'il a parlé au Sénat de ce projet de loi, le sénateur Turner a signalé d'abord que, tandis que la dépense pour les mesures de sécurité sociale ont passé de 4 milliards de dollars en 1963 à plus de 11 milliards en 1972, la portion du revenu touché par les 20 p. 100 de familles les plus dépourvues a effectivement diminué; et ensuite que la croissance des revenus et l'augmentation des prestations de bien-être social n'atteignaient pas ceux qui sont dans le besoin.

Nous parlons ici de la période de 1963 à 1972. J'en viens maintenant aux années 1971 à 1976; à la lecture de l'un des rapports de l'Institut C.D. Howe, je remarque que l'écart entre riches et pauvres s'est creusé avec trois de ces cinq budgets. Depuis 1980, le nombre de Canadiens à faible revenu a augmenté de 25 p. 100. Le nombre d'enfants issus de familles à faible revenu a augmenté continuellement, passant de 896,000 en 1982 à 1,2 million en 1984. Les pauvres s'appauvrissent, et c'est précisément cette tendance que nous ne devons pas oublier. Je ne crois pas que le système en vigueur nous offre les réponses que nous cherchons, monsieur le président. Il nous faut, je crois, agir de façon plus constructive et redistribuer l'argent autrement—que ce soit par le truchement d'un système d'impôts ou par celui d'un système de déductions—pour qu'il atteigne le pauvre. Je me refuse à croire que nous avons obtenu des résultats satisfaisants pour les Canadiens. J'ignore où va l'argent.

Je suppose que l'enveloppe sociale augmente; il faut qu'elle augmente. Et pourtant, en même temps, les pauvres s'appauvrissent. Je me demande, monsieur le président, si nous ne nous faisons pas marche arrière. Je crois que la combinaison des diverses mesures que nous prenons est trop modeste. J'aimerais que le présent comité incite le gouvernement à recueillir plus rapidement de plus grandes sommes pour les pauvres. Voilà en somme ce que j'avais à dire. Je n'ai pas de solutions à proposer, malheureusement, mais j'espère bien que nos témoins nous aideront à en trouver.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, je ne puis m'empêcher d'être d'accord avec les paroles que vient de prononcer la sénatrice Robertson. Elle a parlé avec éloquence sur ce sujet, avant Noël, lors de la discussion, à l'étape du rapport du comité. Nous avons entendu tous ces gens qui représentent des centaines de milliers de citoyens du Canada. Certains ont l'impression que les législateurs de ce pays manquent de loyauté; qu'ils ne remplissent pas leurs promesses.

Les honorables sénateurs savent que je reviens des Philippines, où le moral de la population est à la baisse depuis longtemps. Je me trouve ici dans un autre milieu, où, à mon avis, nous attaquons le moral de la population. Malgré tous les arguments pouvant être avancés à la décharge du gouvernement, je continue de croire que nous agissons de façon terriblement répréhensible. J'ai lu les témoignages et écouté les doléances de nombre de témoins qui se sont présentés devant ce comité. Nous avons entendu de bien tristes histoires, et pourtant, nous semblons disposés à ignorer les sentiments de la population du Canada. Lorsqu'il y a eu, sur la colline parlementaire, des manifestations contre la désindexation des pensions, le Parlement a fait marche arrière collectivement. Le



## [Text]

prime responsibility, yet, for some reason or another, we seem to be so unbending.

Senator Rousseau made the point, which was affirmed by one of the witnesses, that the cheques have gone out in de-indexed amounts for January and February and are probably printed in those amounts for March. Mr. Chairman, you have said that precedents for that practice were set in 1977 and 1979. I have no reason to doubt your word. Senator Robertson pointed out that, in the six and five program, there was no de-indexation. She failed to mention just one point; that is, that while the family allowances may have been frozen at that particular time, prices were also frozen.

Are we trying to convince these people that the government is right? Are we asking for their views of the future or are we going to accept, in the most humane way possible, that those hundreds of thousands of people they represent and the million children who live in poverty perhaps have a point and perhaps, indeed, are right?

Today, Madam Lemieux said that she waits for the family allowance cheque to arrive each month. She said that she is afraid to tell her children that she may not be able to buy a new pair of shoes for them. She talked about human dignity. Perhaps, Mr. Chairman, we should be hearing from those people who cannot afford to be heard. Perhaps we should at least hear from a cross section of them. I do not think that we should be pressured in any way, now that the cheques in the de-indexed amount have been sent, whether that be right or wrong. The benefit of the child tax credit will not be felt until April of 1987, as I understand it. I suppose that I feel the same as a lot of our witnesses—I feel that I am banging myself against a stone wall in frustration because the government does not seem to be listening. I think that the government is intransigent on this point. I think that it has made up its mind. I simply appeal to my colleagues on this committee not to rush this bill through. Let us take our time so as to allow matters to unfold as they should.

I should like to ask Mrs. Moore a question. I believe she said that social programs should not be based on need. Is there a widespread feeling among the people that she and her colleagues represent that the universality of this program is in danger?

**Mrs. Stacy-Moore:** In terms of the work that we as an association have carried out, it is not only the family allowance. We have been hit very hard by the disappearance of a lot of the social programs, in terms of job creation and the rest of it. There is a move. We feel it. We are feeling it now. We felt it before the de-indexation. There were jobs through job creation. People could apply for short-term employment until they found something better. Now you have things like money pumped into economic development, and there is nothing in between. What happens to the person who is unemployed and in between being unemployed and becoming a business person? There is absolutely nothing there. The family allowance is now going to be de-indexed. I know of families where jobs have been developed through the job creation program. I know of

## [Traduction]

gouvernement est le premier responsable et pourtant, pour une raison ou une autre, il semble inflexible.

Reprenant les mots d'un témoin, le sénateur Rousseau a dit que les chèques avaient été émis, pour des montants désindexés, pour les mois de janvier et février et qu'il en sera probablement de même, pour le mois de mars. Monsieur le président, vous avez déclaré que les précédents ont été établis à ce sujet en 1977 et 1979. Je n'ai pas lieu de douter de votre parole. Le sénateur Robertson a signalé qu'il n'y avait aucune désindexation dans le Programme des six et cinq. Mais elle a oublié de mentionner que, si les allocations familiales ont alors été gelées, les prix l'ont été également.

Essayons-nous de persuader ces gens que le gouvernement a raison? Leur demandons-nous ce qu'ils pensent de l'avenir? Ou allons-nous reconnaître, de la manière la plus humaine possible, que ces centaines de milliers de personnes qu'ils représentent et les millions d'enfants qui vivent dans la pauvreté ont peut-être, eux-mêmes, effectivement raison?

Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Lemieux a dit que, chaque mois, qu'elle attendait avec impatience son chèque d'allocation familiale. Elle a dit qu'elle avait peur d'avoir à dire à ses enfants qu'elle ne pourrait peut-être leur acheter une nouvelle paire de souliers. Elle a parlé de dignité humaine. Il serait peut-être bon, monsieur le président, de connaître l'opinion de ces gens qui n'ont pas les moyens de se faire entendre. Ou, à tout le moins, d'une partie d'entre eux. Je ne crois pas, maintenant que des chèques désindexés ont été envoyés, que nous devions nous sentir autrement pressés de découvrir si cela était bien ou mal. Si j'ai bien compris, le nouveau dégrèvement d'impôts pour enfants ne surviendra qu'en avril 1987. Je suppose que je ressens la même chose que plusieurs de nos témoins—j'ai l'impression de me heurter à un mur, tellement je suis frustré de voir que le gouvernement ne semble pas nous écouter. Je le trouve intransigeant sur ce point. Je crois que ses idées sont arrêtées. J'en appelle tout simplement à mes collègues membres de ce comité pour qu'ils ne bâclent pas l'étude de ce projet de loi. Prenons le temps qu'il faut pour assurer l'évolution normale des événements.

J'aimerais poser une question à M<sup>me</sup> Moore. Elle a dit, je crois, que les programmes sociaux ne devraient pas être fondés sur le besoin. Estime-t-on, en général, dans la population, qu'elle et les collègues qu'elle représente, croient que le caractère universel du programme risque d'être supprimé?

**Mme Stacy-Moore:** Le travail accompli par notre association ne se résume pas aux allocations familiales. Nous avons été très touchés par la disparition de nombreux programmes sociaux, tant sur le plan de la perte des emplois que sur une foule d'autres plans. Un mouvement se dessine. Nous le sentons. Nous le sentions déjà avant la désindexation. Les programmes de création d'emplois avaient réussi et les gens pouvaient obtenir un emploi à court terme, en attendant de trouver quelque chose de mieux. Aujourd'hui, on injecte de l'argent pour en favoriser l'expansion économique, mais il n'y a rien entre les deux points. Qu'advient-il aux sans emplois et à celui qui, de chômeur, est en train de s'installer en affaires? Absolument rien. Et maintenant, il est question de désindexer les allocations familiales. Je connais des familles où de l'emploi a été

[Text]

mature students at university who would have had to send their families to another province. People who have four or five children are unemployed and do not have enough. If they get onto a job creation program it would help that family through a bad time. With regard to the family allowance situation, what's next, what is there left?

**Senator Marshall:** I have listened carefully to all of you explaining what everyone does and where they come from. I come from a district in Newfoundland which I represented for 10 years as a member of Parliament. I used to get 20 or 30 letters a day from people who complained about the fact that they were poor and they could not manage. I still get letters, but I cannot keep up with them because we do not have the staff. Senator Graham took up the case of the six-and-five and explained the fact that prices were kept at a minimum. But I do not think that has anything to do with it. The government had to do something and it did it: it put in the six-and-five program, which stopped increases in family allowances, and so on. When I read in the newspapers that the interest on the debt, which has been built up by Canadian governments, whoever they were, will be more than all of the money that we pay out in social programs, in pensions and everything else, I am worried. We have credit cards out that will destroy everything that we give to people—we just cannot afford it.

In view of the broad picture of trying to improve the lot of Canadians—and no one wants to destroy it—should we not try to protect what we have so that we would be sure to have it in the future, rather than say “Don't take away this or that”. I do not want to take anything away. I would love to give more. I drove 300 miles to visit someone who was poor, and helped him out. But I have to look to the future and make sure that those people are protected. If Canada's finances got better in the future, we would give more. Everyone is politically minded and would give more. Every time there is an election, someone says “We will give you more of this or that”. I say that we should protect what we have. I hope that in the future we will not lose what we have—because that is now the threat. We are bankrupt. I have criticized my own government as well as others, to the point where it has hurt me politically. But I think we have to be realistic about the whole situation.

**Mrs. Lizée:** Women's groups criticized the Liberal government when it de-indexed family allowances and cut social programs. But what was different back in 1975 was that it was the first time. We were told then that we had to pull in our belts in order to help solve the economic problem. But what we cannot accept is that, despite all of the belt tightening that we have done over the past 10 years, unemployment is even higher, as Senator Robertson pointed out, and poverty is growing. Not only are they asking us to again tighten our belts, but there is no evidence that the government is cutting back on anything else. When Mr. Wilson announced the cut-back in family programs, he also announced that he could easily find \$700 mil-

[Traduction]

créé grâce au programme de création d'emplois. Je connais des étudiants universitaires sérieux qui auraient été obligés d'envoyer leur famille dans une autre province. Les gens qui ont quatre ou cinq enfants sont chômeurs et n'ont pas assez de revenus. S'ils participent à un programme de création d'emplois, cela permet à leur famille de traverser une période difficile. Au sujet des allocations familiales, à quoi faut-il s'attendre, que reste-t-il?

**Le sénateur Marshall:** J'ai écouté attentivement chacun de vous dire ce qu'il faisait et d'où il venait. Je viens moi-même d'une circonscription de Terre-Neuve, que je représente depuis 10 ans déjà comme député. Je recevais régulièrement de 20 à 30 lettres par jour de personnes se plaignant qu'elles étaient trop pauvres et qu'elles ne pouvaient joindre les deux bouts. J'en reçois encore, mais je ne puis y donner suite, parce que je n'ai pas le personnel nécessaire. Le sénateur Graham a parlé du Programme des six et cinq et expliqué comment les prix étaient maintenus à un minimum. Mais je ne crois pas qu'il y ait de rapport. Le gouvernement devait faire quelque chose et il l'a fait: il a établi le Programme des six et cinq, qui a mis fin aux augmentations des allocations familiales, et ainsi de suite. Lorsque les journaux rapportant que l'intérêt sur la dette accumulée par les gouvernements du Canada, quels qu'ils soient, dépassera ce que nous versons, en pensions et pour les autres programmes d'aide sociale, je suis inquiet. Nous disposons de cartes de crédit qui détruiront tout ce que nous donnons à la population—nous ne pouvons tout simplement pas nous le permettre.

Quant à améliorer le sort des Canadiens—et nul ne veut l'empirer, ne devrions-nous pas protéger ce que nous possédons pour être sûr de pouvoir en jouir plus tard, au lieu de répéter: «Ne nous enlevez pas ceci ou cela». Je ne veux rien enlever. J'aimerais donner plus encore. J'ai parcouru 300 milles pour visiter un pauvre et l'aider. Mais il me faut envisager l'avenir et m'assurer que ces gens sont protégés. Si, plus tard, la situation financière du Canada s'améliore, nous donnerons plus. Toute personne qui a le sens de la politique agirait ainsi. A chaque élection, quelqu'un s'écrit: «Nous allons vous donner plus encore de ceci et de cela». Moi je prétends que nous devrions protéger ce que nous possédons déjà. J'espère que nous ne perdrons pas ce que nous avons—car c'est une éventualité qui nous menace maintenant. Nous sommes en banqueroute. J'ai critiqué mon propre gouvernement aussi bien que les autres, jusqu'au point d'en souffrir moi-même sur le plan politique. Mais il nous faut, je crois, regarder en face toute la situation.

**Mme Lizée:** Les groupes féminins ont critiqué le gouvernement libéral lorsqu'il a désindexé les allocations familiales et réduit les programmes d'aide sociale. Mais en 1975 c'était la première fois qu'on le faisait. On nous a dit alors de nous serrer la ceinture pour aider à résoudre les problèmes économiques du pays. Mais ce que nous ne saurions accepter c'est qu'en dépit de tous les serrages de ceinture, depuis dix ans le chômage a augmenté, comme l'a signalé la sénatrice Robertson, et la pauvreté aussi. Non seulement on nous demande de nous serrer encore la ceinture, mais rien n'indique que le gouvernement effectuera des compressions ailleurs. Lorsque M. Wilson a annoncé la réduction des programmes d'aide fami-



[Text]

lion to exempt capital gains from taxation—and that was for the first year. That was in 1985. We could expect that in 1986 it would cost the government \$2 billion. Now, \$2 billion is the amount that we put into family allowances. Instead of giving that capital gains exemption, 90 per cent of which would go toward rewarding speculative investment and investment in the United States, we could have doubled the family allowances.

**Senator Marshall:** There are a lot of other examples too.

**Mrs. Stacy-Moore:** It is also my opinion that if he had taken that money and put it into family allowances, and given it to families who needed the money desperately, he would have done a great deal more to stimulate the economy. One of the reasons why we have so much more poverty or so much unemployment is because we have systematically eroded the income of workers and poor people.

**Senator Marshall:** I could not agree with you more. I think that all governments are at fault. They are no good, any of them. I am ashamed to be part of it.

**Mrs. Stacy-Moore:** Then I hope you will vote against this bill.

**Senator Marshall:** I will not say what I am going to do.

**Le président:** Madame Parent, est-ce que vous avez une intervention?

**Mme Parent:** Monsieur le président, c'est un peu dans la même veine. Le sénateur Robertson nous dit qu'il lui semble que la politique du gouvernement est un pas dans la bonne direction et qu'elle espère qu'il y en aura d'autres.

Je souhaite qu'il n'y en ait pas d'autres! Je ne trouve pas que c'est un pas dans la bonne direction. On a récupéré une partie des argents de l'enveloppe totale pour le Trésor et non pas pour la population et pour les familles.

Je pense qu'il est essentiel que l'on garde le principe des allocations familiales indexées, qu'elles maintiennent leur valeur si modeste soit-elle. Autrement, les autres arrangements ne compensent pas. L'on a augmenté quelque peu le crédit d'impôt et l'on baisse le seuil du revenu pour les familles qui ont droit au plein crédit sur l'impôt. Ainsi, on redéfinit un peu la pauvreté pour réduire le nombre de ceux qui sont pauvres en disant: «Bien, les autres que l'on considérerait comme étant pauvres ou à revenu très modeste, on ne les considère plus comme tels». On leur enlève le crédit auquel ils devraient avoir droit.

Il me semble que c'est très injuste. En même temps, quand le sénateur qui vient de parler dit que la dette est là et qu'il faut se sauver d'une façon ou d'une autre, je voudrais vous rappeler tout d'abord que M. Epp nous avait dit bien clairement que, par rapport aux allocations familiales et à ses changements par rapport aux revenus des familles, on ne se servirait pas d'argent récupéré pour combler le déficit à la Chambre des communes, le 23 octobre dernier, M. Wilson disait que c'était pour combler le déficit.

[Traduction]

liale, il a ajouté qu'il pourrait facilement trouver 700 millions de dollars pour exempter d'impôts les gains en capital—et cela n'était que la première année. C'était en 1985. Nous pouvions nous attendre à ce que, en 1986, cela coûterait au gouvernement 2 milliards de dollars. En ce moment, c'est ce montant que nous consacrons aux allocations familiales. Au lieu d'accorder cette exemption sur les gains de capital, dont 80 p. 100 seront consacrés à encourager les investissements spéculatifs et les investissements aux États-Unis, nous aurions pu doubler les allocations familiales.

**Le sénateur Marshall:** Les exemples abondent.

**Mme Stacey-Moore:** Je crois aussi que, si nous avions utilisé cet argent pour les allocations familiales pour donner aux familles l'argent dont elles ont un pressant besoin, cela aurait davantage stimulé l'économie. L'une des raisons pour lesquelles nous avons tant de pauvreté ou chômage, est que nous avons systématiquement grugé le revenu des travailleurs et des pauvres gens.

**Le sénateur Marshall:** Je suis tout à fait d'accord. Je crois que toutes les administrations sont en faute. Elles ne valent rien. J'ai honte d'en faire partie.

**Mme Stacy-Moore:** Alors, j'ose espérer que vous voterez contre l'adoption de ce projet de loi.

**Le sénateur Marshall:** Je ne dirai rien sur ce que j'ai l'intention de faire.

**The Chairman:** Mrs. Parent, was there something you wanted to say?

**Mrs. Parent:** It's along the same lines, Mr. Chairman. Senator Robertson tells us that the government's current policy is a step in the right direction and that she hopes there will be more such steps.

I hope there won't be! I don't think this is a step in the right direction. A part of the moneys from the total envelope have been recovered but they've gone into the public treasury, rather than to ordinary people and families.

I think it's essential that we preserve the principle of indexed family allowances, and that the family allowance maintain its *relative* value, however modes that may be. Otherwise, other arrangements won't compensate. When the tax credit was raised a bit, the income threshold for families for families entitled to a full tax credit was lowered. In that way poverty was redefined a bit so that the number of the poor could be lowered by saying, "Those other people we used to consider poor or earning very modest incomes, we won't consider them poor any more." The credit they were entitled to was taken away from them.

That seems very unjust to me. At the same time, when the Senator who just spoke said that the *national* debt was there and we had to do something about it one way or another, I would like to remind you that we were told very clearly by Mr. Epp that money recovered from family allowances and changes in family incomes would not be used to combat the deficit. Mr. Wilson said in the House last October 23 that it was to reduce the deficit.

[Text]

Il me semble que l'on revient sur ces promesses aux familles. Comme le disait Ruth Rose Lizée on donne des milliards aux compagnies pétrolières, telles la Gulf, par exemple. Ces compagnies ont nullement besoin des générosités du gouvernement. On a donné de un à deux milliards de dépositaires non-assurés de deux banques en faillite dans l'Ouest. On a sauvé d'autres compagnies qui, dans les bonnes années font des profits énormes et ne nous remettent pas, par exemple, ce qu'elles font. En plus de cela, pour un gouvernement qui devrait s'inquiéter de la dette et tenter de prendre de l'argent où l'argent se trouve, on a augmenté l'échelle de salaire du PDG de Petro-Canada de 200 p. 100. Ainsi, il est dans l'échelle de salaire de \$380,000 à \$475,000 maintenant, alors qu'auparavant c'était de \$114,000 à \$135,000.

On a augmenté l'échelle de salaire du PDG du Canadien National. Dieu sait que les accidents le long des chemins de fer ne semblent pas, à mon sens, démontrer qu'il mérite tant que ça! Mais, son échelle de salaire a été augmentée par un minimum de \$50,000. Il y en a d'autres, aussi.

Il me semble que si le gouvernement était vraiment inquiet, qu'il irait chercher l'argent où il y en a mais il ne l'enlèverait pas aux familles et aux enfants.

**Senator Robertson:** I said that I was optimistic in that, if we continued to move in this direction, a combination of bills will put more money into the hands of those who need it most. Even if there were no budget until 1991, 30 per cent of the poorest families would receive more benefits and another approximately 30 per cent would receive some benefits. The increases are modest and the legislation does not go far enough. I trust the government will continue to move in this direction. With the history of the poor getting poorer and the numbers increasing, somehow we have to get more money to those families.

I do not understand economics either. I am somewhat pleased that the employment picture is beginning to change, but it may be very temporary and we do not know whether it will continue. I think we would all agree that the methodology of the past has not worked, that we have to design a better mousetrap. Perhaps with enough pushing and shoving and one budget following another budget we will close that poverty gap. I do not wish to deviate from the topic, but I would point out that senior citizens' pensions have been indexed since 1971 and today 42 per cent of our senior citizens are living in poverty. It has not worked. Indexation is not the gospel for a good life, but we cannot throw it out without replacing it with something.

I am concerned that we be single-minded in our approach to alleviate poverty. I do not understand the tax system, but there must be a way to get more money to the people who need it most. Senator Graham and I agree on most things. I believe that about 56 per cent of the poorest families will show a small improvement.

**Senator Graham:** The witnesses dispute that.

[Traduction]

So it seems to me that promises to families are being broken. As Ruth Rose-Lyzée said, we give billions to oil companies like Gulf, which have no need of government hand-outs. We give one or two billion to the uninsured depositors of two failed banks in the West. Other companies have been rescued that in good years made enormous profits but didn't turn any of those profits over to us. In addition, for a government that's supposed to be worried over the debt, and trying to get money where it can find it, to increase the salary scale of Petro-Canada's CEO by 200 per cent, from \$114,000-\$135,000 to \$380,000-\$475,000—!

The salary scale for the CEO of Canadian National was upped too. God knows, the accidents all over Canada's rail network don't exactly justify such a big raise. But his salary scale was increased by a minimum of \$50,000. And there are other examples.

It appears to me that if the government was really worried, it would go looking for money where the money is, not skim it off families and children.

**Le sénateur Robertson:** Je me suis déclarée optimiste, car si nous poursuivons dans cette voie, les projets de loi que nous adopterons successivement viendront, l'un après l'autre, apporter plus d'argent à ceux qui en ont besoin. Même si aucun budget n'était présenté d'ici 1991, 30 p. 100 des familles les plus pauvres recevraient des prestations plus généreuses et environ 30 p. 100 d'autres familles recevraient au moins certaines prestations. Les augmentations sont modestes et la loi ne va pas assez loin. J'espère que le gouvernement continuera dans la voie dans laquelle il s'est engagé. Étant donné que la condition des pauvres s'aggrave et que leur nombre augmente, il nous faudra trouver le moyen de donner plus d'argent à ces familles.

Moi non plus je n'entends rien à l'économie. Je suis heureuse de voir que la situation de l'emploi commence à changer mais il se peut que ce changement ne soit que temporaire. Nous convenons tous, je crois, que les méthodes utilisées par le passé n'ont pas réussi: il nous faut en trouver de plus efficaces. Il se peut qu'en multipliant les tentatives et les budgets, nous parvenions à conjurer ce fléau de la pauvreté. Je ne veux pas m'écarter du sujet, mais je tiens à signaler que les pensions des citoyens d'âge d'or ont été indexées depuis 1971 et que 42 p. 100 de ces mêmes citoyens vivent aujourd'hui dans la pauvreté. La manœuvre n'a pas réussi. L'indexation n'est pas une garantie de bonne vie. Mais on ne saurait la rejeter sans lui substituer une autre mesure.

Je tiens à ce que nous soyons solidaires en choisissant les méthodes que nous adopterons pour soulager la pauvreté. Je ne comprends pas le système fiscal, mais il doit y avoir un moyen de faire parvenir plus d'argent aux gens qui en ont le plus besoin. Le sénateur Graham et moi sommes d'accord sur la plupart des points. Je crois qu'environ 56 p. 100 des familles les plus pauvres éprouveront une légère amélioration de leur condition.

**Le sénateur Graham:** Les témoins ne sont pas de cet avis.



[Text]

**Senator Robertson:** We do not have time to go through all the statistics, but we can provide them for the witnesses. Work has been done, but it is very minimal.

**Mrs. Rose Lizée:** I have looked at those figures. The figures originating from the office of the Minister of Finance do not take into account inflation. When you look at the net effect there is an improvement for families below \$15,000 in income, but every other family has a loss and because the tax credit threshold level will be de-indexed as of 1990, those families will experience a loss in the future.

**Senator Robertson:** But it will be changed before then. In any event, we do not have time to discuss the statistics. I am sure that the Chairman could provide you with some statistics that are rather interesting.

**Le président:** Sur ce point des statistiques, on pourrait avoir une discussion qui durerait presque à l'infini. Ça dépend un peu de la manière dont l'on procède. Je vais vous citer un exemple précis.

Si on l'impute le crédit d'impôt à l'année où il est gagné, les données se décalquent d'au moins une année. C'est là-dessus que les paiements anticipés justifient, à mon sens, qu'on impute le crédit d'impôt à l'année gagnée. Cela crée une différence considérable pour l'année 1986. En l'année 1986, puisque c'était déjà établi, les exemptions pour enfants ne pouvaient pas être changées parce qu'elles sont fondées sur l'année 1985. L'effet de la réduction des exemptions pour enfants ne peut donc pas se faire sentir en 1986 mais plutôt en 1987.

Il y a diverses façons de regarder les données concrètes. Si vous prenez les trois premières années, au-delà de la troisième année, les choses commencent à décroître. C'est d'ailleurs ce qui explique que la plupart de ceux qui ont présenté des analyses ont mis l'effet en relief jusqu'en 1990-1991 et 1991-1992. A partir de ces dates, je pense que vous avez raison.

Pour les trois prochaines années, compte tenu des nuances que je viens de faire quant à l'imputation du crédit d'impôt, au début de la réduction des exemptions, je pense que l'on arrive à un gain net pour les familles; vous l'avez souligné. C'est le cas sûrement pour les familles qui gagnent au moins \$13,000. Ce sont des gains modestes, mais qui profitent entièrement de l'accroissement du crédit d'impôt. Pour les familles au-delà de ce niveau, les avantages sont moindres. Au-delà, disons d'à peu près \$23,000, \$24,000, les gains deviennent nuls.

C'est précisément là que la question de principe que le sénateur met en relief se pose. D'une manière ou de l'autre, si on veut avantager les familles qui en ont le plus besoin, il faudra effectuer des transferts des familles à partir d'un certain niveau. On peut discuter du niveau. Est-ce que c'est à partir de \$23,000, \$25,000, ou à un autre niveau? Mais, à partir d'un certain niveau, si on veut avantager les moins bien nantis, il faudra transférer.

Je pense que c'est l'orientation fondamentale des mesures proposées. C'est dans ce sens que l'on peut parler d'une direction tout compte fait, pour les familles les moins bien nanties ayant des avantages, à mon sens, incontestables durant les trois ou quatre prochaines années.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Nous n'avons pas le temps d'examiner toutes les données statistiques, mais nous pouvons quand même les fournir aux témoins. Certaines mesures ont été adoptées, mais c'est fort peu.

**Mme Lizée:** J'ai vu ces chiffres. Les chiffres qui proviennent du cabinet du ministre des Finances ne tiennent pas compte de l'inflation. Lorsque l'on considère le résultat net qui a été obtenu, on constate une amélioration pour les familles dont le revenu est inférieur à 15 000 \$, mais toutes les autres familles y perdent et, parce que le niveau du crédit d'impôt sera désindexé à compter de 1990, ces familles éprouveront une perte dans l'avenir.

**Le sénateur Robertson:** Mais ce sera modifié avant ce temps. De toute façon, nous n'avons pas le temps de discuter les données statistiques. Le président, j'en suis sûre, peut vous fournir certains chiffres qui vous intéresseront.

**The Chairman:** One can argue over statistics almost for eternity. It rather depends how you go about it. Here's a specific example.

If a tax credit is applied against the year it is earned, the stats would be out of date by at least a year. I think the idea of pre-payments justifies applying the tax credit against the year it is earned, *but* it would make a considerable difference for 1986. Because *the situation* is already established for 1986, the deductions for dependent children can't be changed, because they're based on 1985. Consequently the effect of reductions in the deductions for children won't be felt in 1986. They'll start to be felt in 1987.

There are various ways of looking at the stats. If you take the first three years, after the third, things start to drop off. That explains why most of the people who submitted analyses spotlighted the effects up to 1990, 1991 and 1991-92. Once that stage ends, I think what you're saying will be quite right.

But for those first three years, given the difficulty of applying the tax credit, with respect to reduced exemptions, I think you end up with a net gain for families, as you pointed out. It's certainly the case of families earning at least \$13,000. They may be modest gains, but they do get full advantage of the increased tax credit. For families above that level, the advantages are less. Around—let's say—\$23,000 to \$24,000, the gains are wiped out.

That's where the question of principle arises that was pointed out by the Senator. One way or another, if we want to help families who are in the greatest need, we're going to have to make transfers from other families at a certain level. The level can be debated. Should it be \$23,000, or \$25,000, or some other level? But if we want to help the disadvantaged, we're going to have to make transfers.

I think that's the basic orientation of the proposed measures. That's the sense in which, all things considered, we can talk about *the right* direction, with the least well-off families undeniably benefiting, I think, during the next three or four years.

*[Text]*

Par surcroît, il me semble que tout le monde se doit de réfléchir à partir de maintenant et se demander: «Comment est-ce que l'on accomplit ce que vous évoquiez au début?». Il faut accomplir le réaménagement global qui atteindra cet objectif. Si on est d'accord sur l'objectif, il faut avantager ceux qui en ont le plus besoin.

Le comité a débuté ces travaux sur cette question. Il a élaboré une méthodologie de travail avant que les projets de loi en question soient discutés. Cette méthodologie permet d'analyser les choses de façon beaucoup plus approfondie qu'on ne l'a fait jusqu'à maintenant.

Le sénateur Graham a fait allusion au fait que nous avons présenté au Sénat un rapport intérimaire. Ainsi, nous produirons un deuxième rapport tourné vers ce réaménagement que vous évoquez. À partir des mois d'août et de septembre, j'espère que l'on aura des propositions concrètes à faire car il faudra plusieurs mois pour poursuivre cette deuxième phase de l'étude.

Je ne veux pas terminer la réunion. Je vous ai dit tantôt que l'on pouvait continuer jusqu'à 6 heures et quart; je ne m'en étais pas rendu compte de l'heure car le temps passe vite. Aujourd'hui, vous êtes venus nous souligner votre sentiment à propos du projet de loi C-70.

J'espère que vous avez constaté que nous n'avons pas fait un accueil revêche à vos présentations. Même si nous avons discuté (je pense que c'est un dialogue honnête) on peut avoir chacun ses points de vue. Pour terminer, j'aimerais vous poser la question suivante.

Seriez-vous intéressés à revenir devant notre comité, de façon à contribuer à la deuxième phase de l'étude que nous avons débutée, dans la perspective de tenter de préciser les meilleurs aménagements que l'on pourrait proposer pour l'ensemble des prestations pour enfants.

Je souligne que ce que nous visons comme comité, c'est précisément de déposer un rapport qui influencera un budget ultérieur. Je pense que c'est une contribution qu'un comité du Sénat peut accomplir. Je peux vous assurer de notre ouverture d'esprit. Notre préoccupation est de bonnifier l'ensemble du système. Nous serions extrêmement intéressés à recevoir vos suggestions à un moment quelconque. Est-ce que ça sera en avril ou en mai? Je pense que notre comité fera appel à la contribution des divers groupes intéressés, pour venir nous dire comment le système pourrait être bonnifié.

Enfin, je pourrais peut-être conclure là-dessus. Seriez-vous intéressés à revenir dans la perspective que je viens de vous indiquer?

**Mme Rose Lizée:** Sénateur, il faut dire qu'il y a quand même eu beaucoup d'études dans ce sens. Il ne faut pas oublier qu'avant d'introduire son budget, le ministre Epp avait constitué un comité pour examiner la question des allocations et des bénéfices aux enfants. Nous sommes toujours prêts à apporter notre contribution et travailler avec vous.

Nous sommes intéressés à un réaménagement d'une enveloppe donnée et non pas à des coupures. Notre objection n'est pas face au réaménagement; elle est au fait que l'on retire tant d'argent des familles.

*[Traduction]*

I think everybody now has to ask, "How can we do what you were discussing at the beginning?" A general overhauling will have to be carried out to attain this goal. If we agree on a goal, to help those who need it most.

Our Committee has started work on this. We formulated a work methodology before the bills in question were debated. This methodology makes it possible to analyse things in much greater depth than was done previously.

As Senator Graham remarked, we have presented an interim report to the Senate. We will be producing a second report that will focus on the overhaul you discuss. I hope we will have concrete proposals to make after August or September, because it will take several months to pursue this second phase of the study.

I don't want to adjourn the meeting—I said earlier we could go on until a quarter past six. I didn't realize how time was flying. You came here today to tell us your feelings on Bill C-70.

I hope you realize we aren't reacting like curmudgeons to your presentations. We may have argued, but I think it was an honest dialogue—everyone is entitled to his own point of view. I would like to conclude with the following question.

Would you be interested in coming back before our Committee so that you could contribute to the second phase of the study we have started, with a view to specifying the best changes we as a Committee could propose, for the child benefits as a whole?

I want to stress that what we are aiming for as a Committee is to table a report that will influence a future budget. I think that's a contribution a Senate committee can make. I can promise you we are keeping an open mind. That's our concern, improving the system overall, and we would be extremely interested in hearing your suggestions at some later date, perhaps in April or May? I think our Committee will be calling on various interested groups to tell us how the system could be improved.

I could perhaps conclude on that note. Would you be interested in returning in the context I have described?

**Mrs. Rose-Lyzée:** Senator, I must point out that there have been a great many studies on this topic. It shouldn't be forgotten that before he brought in his budget, Mr. Epp set up a committee to examine the question of child allowances and benefits. We are always ready to contribute what we can and work with you.

What we are interested in seeing is a reorganization of a given envelope, not cuts. We don't object to an overhaul. What we object to is taking so much money away from families.



[Text]

**Le président:** Sur cette question des coupures, ma compréhension de ce qui a été dit est que l'enveloppe des affaires sociales ne serait pas réduite.

**Mme Rose Lizée:** Jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas.

**Le président:** Si vous tenez compte de la législation adoptée en juin dernier, relativement aux pensions pour les veufs ou veuves de conjoints déjà pensionnés, les pensions de vieillesse et tout, l'enveloppe des affaires sociales n'est pas diminuée. Elle a même augmenté!

Vous pouvez contester l'affectation. Il aurait peut-être été préférable de ne pas s'occuper des veufs ou des veuves et davantage des familles; cela est un objet de discussion. C'est précisément ce cas dont on voudrait discuter davantage avec vous. Mais, l'enveloppe des affaires sociales n'a pas été réduite, au contraire.

Cependant, notre objectif comme comité sur les prestations pour enfants, est de ne pas prendre tout l'ensemble de l'enveloppe des affaires sociales mais de tenter de bonnifier cette partie de l'enveloppe affectant les enfants et les familles.

Je n'ai pas d'objection à travailler dans le cadre de l'hypothèse que vous formulez. Il s'agit de réaménagement et on pourrait, à titre hypothétique tout au moins, exclure une réduction de l'ensemble des prestations pour enfants. Au contraire, on peut peut-être même espérer que d'une façon quelconque, on puisse la faire progresser.

Vous avez vous-même évoqué une voie qu'il faut vraiment approfondir. Vous avez dit que la réduction des exemptions pour enfants libérerait des sommes que l'on devrait canaliser autrement.

Il serait bien intéressant pour nous que vous veniez nous le dire très clairement. C'est dans ce sens qu'il faut procéder.

**Mme Rose Lizée:** Nous avons soumis une proposition à cet effet dans notre mémoire.

**Le président:** Vous l'avez fait, dans un premier temps, dans votre mémoire au comité de la Chambre des communes. Si on vous offrait l'occasion, dans la phase que j'évoquais tantôt de nos travaux au comité du Sénat, de venir nous le redire, peut-être en y ajoutant autre chose, votre réflexion pourrait vous amener à enrichir notre propre proposition. Maintenant, à moins qu'il y ait d'autres interventions à ce sujet, je serais porté à conclure notre rencontre, ce commencement de dialogue à ce moment-ci. Je n'ai pas d'objection à ce que d'autres interventions se fassent.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, Madame Lemieux has been trying to get your attention for some time. I am sure you will allow her to speak.

**The Chairman:** Please go ahead, Madame Lemieux.

**Mme Lemieux:** J'émettrai un commentaire sur des choses dites aujourd'hui. Je ressens la même déception aujourd'hui que lorsque je suis allée trois ou quatre fois au comité de la Chambre des communes. On est en train de nous dire, à nous les femmes, qui ne sommes pas satisfaites de ce projet de loi... Même si à la toute fin, il s'avérait que nous n'avons pas raison, peu importe, on vous dit que nous ne l'aimons pas. Je considère très décourageant d'essayer de nous convaincre que

[Traduction]

**The Chairman:** On the question of cuts, my understanding of what was said is that the social affairs envelope would not be reduced.

**Mrs. Rose-Lyzée:** That hasn't been the case so far.

**The Chairman:** If you take into account the legislation passed last June regarding the spouse's allowance for widows and widowers, who were already receiving the old-age pension, the social affairs envelope has not been diminished. It has even been increased!

You can argue against the way the envelope was distributed—perhaps it would have been better to devote the resources to families rather than to widows and widowers. That's open to discussion. That's exactly what we'd like to go into in greater depth with you. But the social affairs envelope has not been cut, quite the contrary.

However, our goal as a Committee on child benefits is not to take the whole social affairs envelope but to try to improve the portion of the envelope that affects children and families.

I have no objection to working within the framework of the hypothesis you formulate. You are talking about a general overhaul, and hypothetically at least we could exclude a reduction in child benefits overall. We could even hope that somehow those benefits could be increased.

You mentioned an approach that definitely has to be gone into further. You said that reducing the dependent child tax deduction would free moneys that should be channelled elsewhere.

We would be very interested in hearing more details from you on this. That's the way we want to go.

**Mrs. Rose-Lyzée:** We made a proposal to that effect in our brief.

**The Chairman:** You spoke of it initially in your brief to the House of Commons. If you were given the opportunity to come before us during the second phase of our work and repeat it for us, perhaps with additions if in the interim you thought of ways to enrich our particular proposal. Now, unless someone else wishes to speak, I would be tempted to adjourn our meeting, our first dialogue. But I have no objection to further comments.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président. M<sup>me</sup> Lemieux essaie depuis quelque temps déjà d'attirer votre attention. Je suis sûr que vous lui accorderez la parole.

**Le président:** Veuillez procéder, madame Lemieux.

**Mrs. Lemieux:** I have a comment on what has been said today. I feel the same disappointment that that I felt when I appeared two or three times before the House of Commons committee. People are laying down the law to us women who aren't satisfied with the Bill. Even if in the end we turn out to be wrong, it doesn't matter, we're telling you we don't like it. I think it's very discouraging to try and convince us that something is better for us (my name means "better", by the way),

[Text]

quelque chose est le mieux pour nous autres, (Lemieux, c'est mon nom) mais dans le fond, cela ne nous arrange pas. Nous avons soumis des propositions concrètes. Maintenant on nous demande de revenir, d'expliquer à nouveau, misère que c'est tannant! C'est toujours la même chose, nous offrons des propositions concrètes, nous soumettons des chiffres et des statistiques fournis par des économistes et il saute aux yeux que l'on nous enlève quelque chose. Mon chèque n'est pas ce qu'il devrait être. Attendre six mois ou un an pour un crédit d'impôt, cela ne règle pas le fait que je dois acheter une paire de souliers ce mois-ci. A titre de payeuse de taxes, de citoyenne canadienne, cela me déçoit énormément. Je repars d'ici insatisfaite et déçue. Nous ne sommes pas contentes. Est-ce que cela nécessitera la signature de millions et de millions de citoyennes pour dire que l'on n'aime pas ce projet de loi! Quand bien même je passerais des heures et des heures ici, la semaine prochaine et par après, pour essayer de me faire convaincre que ce n'est pas moi qui n'est pas correcte de ne pas être contente, je ne le suis pas contente! Je ne parle pas de l'accueil que vous nous avez réservé, du fait que vous nous avez bien écoutées, mais cela ne règle rien.

**Le président:** J'espère que vous comprenez que ce n'est pas contre l'expression de votre déception que les commentaires que je soulevais s'adressaient. Nous considérons comme une donnée le fait que vous ne soyez pas contente.

Vous allez comprendre que, de notre part, nous soyons préoccupés de rendre les choses meilleures. Au stade où nous en sommes, c'est notre préoccupation.

**Ms. Gordon:** I would like to respond to the honourable senator who said that Canada is bankrupt and therefore we must cut the deficit, even if it is on the backs of women and children. We are fighting here to save the family allowance. The savings from de-indexing the family allowance will amount to \$175 million.

I am a peace activist and I am a member of the Voice of Women, and we monitor defence spending. Let me tell you that for the fiscal year 1985/86, Canada's defence expenditures are \$9.4 billion. This represents a 7 per cent increase over the previous year. If we are indeed bankrupt, I wonder why we are spending that money.

Since the fiscal year 1979/80, defence expenditures have shown the highest rate of growth of all government spending. Over the past six years, defence spending has risen by an annual average of 13.5 per cent. I would like to read to you some of the National Defence shopping list for future weapons purchases: Air-to-air missiles for the C.F. 18 aircraft, \$244 million; new rifles for the armed forces, \$800 million; new low-level air defence weapons for Canadian airfields in Europe, \$600 million; north warning system radars, \$850 million; Hercules Transport aircraft, \$64 million; Arrow anti-submarine patrol aircraft, \$1.2 billion; De Havilland Dash-8 transports, \$98 million; 138 C.F. fighter airplanes, \$741 million. The current estimated total cost of this program is \$4.8 billion.

[Traduction]

but in the end it doesn't suit us at all. We submitted concrete proposals. Now you want us to come back, to explain ourselves all over again, hell's bells, it's exasperating. It's always the same thing, we submit concrete proposals, we have figures and statistics provided by economists, it's plain as day that something's being taken away from us. My cheque isn't what it ought to be. A tax credit that comes in six months or a year doesn't change the fact that I have to buy a pair of shoes this month. As a taxpayer, as a Canadian citizen, all this disappoints me bitterly. I'm leaving here dissatisfied and disappointed. We're not happy. Does it take the signatures of millions and millions of Canadians to say that we don't like this Bill? I could spend hours and hours here next week and after trying to get convinced that I'm not the one who's wrong because I'm not satisfied, there it is, I'm not. I don't mean there was anything wrong with the way you welcomed us or listened to us, but that doesn't settle anything.

**The Chairman:** I hope you realize that the comments I made weren't directed against your expressions of disappointment. We look on the fact that you aren't satisfied as part of the data.

You must understand that our concern is to improve things. At the stage we're at now, that's our great concern.

**Madame Gordon:** J'aimerais répondre à l'honorable sénateur qui a dit que le Canada est en faillite et que, par conséquent, nous devons réduire le déficit, même si c'est aux dépens des femmes et des enfants. Nous sommes ici pour lutter pour la conservation des allocations familiales. Les économies résultant de la désindexation des allocations familiales s'élèveront à 175 millions de dollars.

Je suis une pacifiste active. Je suis membre de l'association Voice of Women et nous surveillons les dépenses du ministère de la Défense nationale. Laissez-moi vous dire que, pour l'année financière 1985-1986, les dépenses du Canada pour la défense se sont élevées à 9,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 p. 100 par rapport à l'année précédente. Si nous sommes en faillite, je me demande pourquoi nous dépensons cet argent.

De 1970 à 1980, les dépenses pour la défense ont connu le taux d'augmentation le plus élevé de toutes les dépenses du gouvernement. Au cours des six dernières années, les dépenses pour la défense ont augmenté à un rythme annuel moyen de 13,5 p. 100. J'aimerais vous énumérer certains articles qui figurent sur la liste des dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'achat de futurs armements: missiles air-air pour les C.F.18, 244 millions de dollars; nouvelles carabines pour les Forces armées, 800 millions de dollars; nouvelles armes de défense aérienne à faible altitude pour les aérodromes canadiens en Europe, 600 millions de dollars; radars pour le système d'alerte du Nord, 850 millions de dollars; appareils de transport Hercules, 64 millions de dollars; avions de patrouille anti-sous-marin Arrow, 1,2 milliard de dollars; avions de trans-



[Text]

In March, following the publication of these estimates, the Minister of National Defence, Erik Nielsen, announced that the Department of National Defence would purchase between 8 and 12 Canadair Challenger jet aircraft. The department is also considering the purchase of four newer Challenger 601 aircraft for VIP transport. The total cost of that item will be \$100 million.

Senators, we must fight for \$175 million for women and children. Do you wonder that we are angry and sometimes almost speechless with frustration?

**Senator Marshall:** I think I should say, Mr. Chairman, that the witness makes a good point. I heartily agree with her, but we must protect our country too.

I have just received a letter from a woman who has cancer. She pays \$200 per trip to go for treatment to St. John's, Newfoundland. She cannot even afford her drugs at \$236 per month and the government cannot help her. How do you think I feel in trying to respond to that letter? She was also a child once.

I am just saying that it is a horrible situation all round, and I think other countries are having the same problems. I agree with you. If it was up to me, I would give more money to the children because they will be the future citizens. If we are to look to the future of Canada, we must depend upon our children. I say that every day to cadets, soldiers and veterans, but you are right; you can find excuses everywhere. On the other hand, we must protect our country. Defence spending is an insurance policy. However, at the same time, we must protect our children.

**Ms. Gordon:** Senator, there will not be any children to protect and there will be nothing worth fighting for if poverty increases at the rate it is increasing today.

**Senator Marshall:** I am sure we could argue about this situation for the next 150 hours. I must tell you I am as frustrated as you are when I receive letters such as this and I cannot do anything to help. Under the War Veterans Allowances Act, these people get \$112 per month and they cannot afford to live.

**Mme Basque:** J'ai un très bref commentaire. Supposons que vous ayez raison, sénateur Tremblay, et que cette loi apporte des bénéfices pendant trois ou quatre ans à un nombre appréciable de familles, je ne suis pas prête à croire qu'il vaille la peine d'adopter ce projet de loi car il n'y a rien, actuellement, dans la politique gouvernementale qui nous laisse croire que ce projet de loi est limité dans le temps.

J'aurais trop peur que l'on adopte ce projet de loi avant de refaire les exercices dont parle le sénateur Robertson, c'est-à-dire que l'on envisage une nouvelle façon d'aider les familles et que l'on reste finalement pris avec un projet de loi qui, au-delà

[Traduction]

port de Havilland Dash-9, 98 millions de dollars; 138 chasseurs C.F., 741 millions de dollars. L'estimation du coût de ce programme est de 4,8 milliards de dollars.

En mars, à la suite de la publication de ces estimations, le ministre de la Défense nationale, M. Erik Nielsen, a annoncé que le ministère de la Défense nationale achèterait de 8 à 12 réacteurs Challenger Canadair. Il a aussi l'intention d'acheter 4 nouveaux avions Challenger 601 pour le transport des personnalités importantes. Le coût s'élèverait à 100 millions de dollars.

Messieurs les sénateurs, nous sommes obligées de lutter pour obtenir 175 millions de dollars pour les femmes et les enfants. Comprenez-vous pourquoi nous sommes irritées et parfois presque muettes de frustration?

**Le sénateur Marshall:** Oui, monsieur le président. Cette dame nous apporte un très bon argument. Je suis parfaitement d'accord avec vous, mais il nous faut aussi protéger notre pays.

Je viens de recevoir une lettre d'une femme qui est atteinte de cancer. Elle verse 200 dollars pour se rendre à St-Jean, Terre-Neuve, où elle se fait traiter. Elle ne peut même pas acheter ses médicaments qui lui coûtent 236 dollars par mois, et le gouvernement ne peut rien pour l'aider. Comment pensez-vous que je me sens au moment de répondre à une telle lettre? Elle aussi a déjà été un enfant.

Je dis au fond que la situation est horrible partout et je crois que d'autres pays sont en proie aux mêmes problèmes. Je suis d'accord avec vous. S'il n'en tenait qu'à moi, je donnerais plus d'argent aux enfants parce que ce sont les citoyens de demain. Si nous devons considérer l'avenir du Canada, il nous faut compter sur nos enfants. Je le dis chaque jour aux cadets, aux soldats et aux anciens combattants, mais vous avez raison; on peut toujours trouver une excuse. D'autre part, il nous faut bien protéger notre pays. Les dépenses pour la défense constituent en somme une police d'assurance. Mais il nous faut aussi protéger nos enfants.

**Mme Gordon:** Sénateur, il n'y aura pas d'enfant à protéger, il n'y aura rien qui vaille la peine d'être défendu, si la pauvreté continue d'augmenter au rythme actuel.

**Le sénateur Marshall:** Je suis certain que nous pourrions continuer à discuter de la sorte pendant encore 150 heures. Je dois vous dire que je partage votre frustration quand je reçois des lettres décrivant des situations auxquelles je ne peux rien. En vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ces anciens militaires reçoivent 112 dollars par mois, ce qui ne leur permet pas de vivre.

**Mrs. Basque:** I have one brief comment to make. Let's suppose you're right, Senator Tremblay, and that this legislation will for three or four years benefit a significant number of families; I'm not prepared to believe that the Bill is worth passing, because there's nothing in the government's policy that leads us to believe that Bill has a built-in time limit.

I would be too much afraid that this Bill would be passed before the exercises Senator Robertson spoke of were carried out, that is, before a new way is found to help families, so that in the end we would be stuck with legislation that after three

[Text]

de trois ou quatre ans, vous l'avez reconnu vous-même, n'apporterait plus aucun bénéfice. Pourquoi prendrait-on ce risque d'adopter ce projet de loi qui, finalement, va carrément nous être nuisible?

**Le président:** Est-ce que quelqu'un désire ajouter un commentaire qui terminerait notre séance?

**Mme Brunet:** Il m'est venu quelque chose à l'idée pendant que j'écoutais les discussions. On nous a demandé au moment de l'audition au comité de la Chambre des communes: est-ce que vous n'êtes pas préoccupées comme citoyennes de réduire le déficit? Ne nous avez-vous pas élus pour réduire le déficit avec ce mandat? Je pense que oui, cela est vrai.

Les femmes et les familles que nous représentons n'ont pas compris que le changement apporté par le gouvernement irait dans ce sens. Il est vrai de dire qu'il y a une déception et aussi une révolte. Je ne trouve pas que le mot est trop fort. Certaines femmes m'ont appelée suite à des émissions de télévision pour me dire: madame, envoyez-moi cinq pétitions, je n'ai jamais fait de politique, je ne connais pas mon député, j'irai le rencontrer, je ferai signer cette pétition par les femmes que je connais sur ma rue, j'ai quatre enfants, je reçois \$252 par mois et je ne vois pas comment je pourrai m'arranger. Toutes ces femmes et toutes ces familles, comme nous vous l'avons démontré, sont très sensibles à ces restrictions dans leur vécu quotidien.

Évidemment, la question est très complexe. Nous ne sommes pas des économistes. Parfois, nous n'avons pas des solutions à proposer. Avec l'aide de Ruth, nous arrivons à en proposer. Mais dans le sentiment profond des citoyens et des citoyennes que nous représentons, soyez assurés qu'on retrouve un grand malaise. Le gouvernement et les sénateurs devraient s'en rendre compte. Les gens ne sont pas satisfaits. Ils ne veulent pas que la réduction du déficit se fasse sur leur dos. C'est une idée très simple que beaucoup de mères de famille comprennent.

Ceci étant dit, je vous remercie infiniment de nous avoir reçues. Pour nous, cette rencontre était extrêmement importante. Pour avoir participé aussi aux autres rencontres, j'estime que celle-ci a été très productive. Elle nous a permis d'aller au fond de la question avec un respect mutuel que j'apprécie beaucoup. Ce respect est quant à moi significatif. Nous n'avons pas toujours rencontré ce grand respect et cette ouverture d'esprit. Nous sommes très heureuses de les avoir rencontrés aujourd'hui en espérant qu'il s'agira de l'amorce d'une discussion qui se prolongera.

**Senator Graham:** I have one very quick question. I don't know whether it was a rhetorical question or not, but when you started to sum up you said that, when you were asked to come to this hearing, the question, "Am I not interested in reducing the deficit?" came to mind. Was that something you were specifically asked? If so, who asked you that question?

**Mme Brunet:** En commission parlementaire, ce sont des choses que l'on nous a demandées. On nous a demandé: Est-ce que vous n'êtes pas conscientes qu'il faut réduire le déficit, n'éprouvez-vous pas dans votre conscience nationale le fait qu'il faut réduire le déficit? Nous avons répondu oui, ce gouvernement a été élu par les femmes que nous représentons. Les gens voulaient un changement, mais pas de cette façon. Les

[Traduction]

or four years, as you acknowledged yourself, would no longer be of any benefit at all. Why take the risk of passing a bill that ultimately is going to hurt us?

**The Chairman:** Does anyone want to make a concluding remark?

**Mrs. Brunet:** I had an idea while I was listening to the discussions. When we appeared before the House of Commons committee, they asked us if as Canadian citizens we were't concerned about reducing the deficit. Hadn't we elected them to reduce the deficit? I think we did, it's true.

The women and families we represented didn't realize that the changes the government introduced would be of this type. We feel betrayed and outraged, I don't think that's too strong an expression. Women have phoned me after television broadcasts to say, "Send five petitions—I've never been political, I don't know my MP, I'm going to go and meet him, I'm going to get those petitions signed by the women I know on my street. I have four children, I get \$525 a month and I don't know how I'm going to manage." All these women and all these families, as we have shown you, are very aware in their daily life of these limitations.

Obviously the question is very complex. We aren't economists. Sometimes we don't have solutions to propose. With Ruth's help we managed to propose some. But the underlying feeling of the Canadians we represent is anger and dissatisfaction, I can promise you. The government and the Senators should become aware of that anger and dissatisfaction. People are not happy. They don't want the deficit to be reduced at their expense. That's a very simple idea that plenty of mothers understand.

Having said all this, I want to thank you for your attention. It was a very important meeting for us. Having participated in other meetings, I personally think this one was very productive. It gave us a chance to dig deeply into the question, in an atmosphere of mutual respect that I appreciate very much. I find that respect significant. We don't always meet with respect and openmindedness. We're very pleased to have met with them today, and we hope they are a sign that the discussions we have begun here will continue.

**Le sénateur Graham:** Une brève question, je vous prie, monsieur le président? J'ignore d'ailleurs s'il s'agit d'une question de pure forme. Lorsque vous avez commencé à résumer la situation, vous avez dit que, lorsqu'on vous a demandé de venir à cette audience, la question: «Ne suis-je pas intéressé à réduire le déficit?» vous est venue à l'esprit. Est-ce là une question précise que l'on vous a posée? Qui vous a posé cette question?

**Mrs. Brunet:** That was what they asked us at the *Commons* committee hearings—don't you know the deficit has to be reduced, don't you share the national awareness that the deficit has to be reduced? We answered Yes, this government was elected by the women we represent. People wanted a change. But they didn't want this kind of change. People feel betrayed.



*[Text]*

gens sont déçus. Ils ne sont pas d'accord. Ils vous demandent d'en tenir compte et de bloquer ce projet de loi et de ne pas permettre qu'il soit adopté.

**Mme Rose Lizée:** En ce qui concerne le déficit, nous n'en avons pas parlé aujourd'hui mais nous pourrions y revenir plus tard.

**Mme Limoges:** Je désire appuyer les remerciements de ma collègue. Quelle que soit l'issue de la rencontre, j'ai eu du plaisir à être avec vous aujourd'hui. En plus de ce qu'elle a dit, j'ajouterais la politesse et je vous remercie.

**Mme Parent:** C'est aussi mon avis.

**Mme Brunet:** Ceci pour vous dire que cela n'a pas toujours été le cas!

**Le président:** Au nom du comité, c'est à mon tour de vous remercier pour vos propos.

Après tout, les sénateurs servent à quelque chose, au moins à écouter avec sympathie. Dans la question qui nous préoccupe, espérons que notre comité apportera une contribution pour bonifier les choses, c'est notre objectif.

Souhaitons-nous bonne chance à cet égard puisque vous avez accepté de revenir. Même si vous avez déjà soumis certaines propositions, nous serions heureux de les entendre à nouveau pour notre propre orientation et afin d'établir un dialogue qui enrichira le rapport que nous aurons à présenter dans quelques mois.

Encore une fois, je vous remercie d'être venues et je vous souhaite bonne chance.

**Mme Brunet:** Je vous laisse la liste des 80 organismes que nous représentons.

**Le président:** Cela sera très intéressant pour notre étude future. Je vous remercie.

Le comité suspend ses travaux.

*[Traduction]*

They don't agree. They're asking you to take their feelings into account and block this Bill and not let it be voted.

**Mrs. Rose-Lysée:** We didn't talk about the deficit today but we could come back to it later.

**Mrs. Limoges:** I want to second my colleague's thanks: whatever the result of this meeting, I enjoyed being with you today. I would add "courtesy" to her list, and I thank you.

**Mrs. Parent:** I agree.

**Mrs. Brunet:** Just to let you know that we don't always get this kind of reception.

**The Chairman:** It's my turn, on behalf of the Committee, to thank you for your remarks.

After all, senators have to be good for something, even if it's just lending a sympathetic ear. Let's hope our Committee makes a contribution that improves matters with respect to the question that concerns us today. That's our goal.

Let's hope we can make a contribution, since you've agreed to come back again. Even if you've already submitted certain proposals, we would be happy to hear them again, for our own orientation and to establish a dialogue that will enrich the report we have to present in a few months time.

Once again, thank you for coming, and good luck.

**Mrs. Brunet:** I'll leave you the list of the 80 organizations we represent.

**The Chairman:** That will be very useful for our future study. Thank you.

The Committee stands adjourned.

























*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

## WITNESSES—TÉMOINS

### *From the "Coalition du Québec pour les allocations familiales":*

Mrs. Madeleine Parent, "Coalition du Québec pour les allocations familiales";  
Mrs. Lyse Brunet, "L'R des Centres des femmes du Québec";  
Mrs. Micheline Lemieux, C.N.T.U.—Central Council of Hull;  
Mrs. Huguette Limoges, "Fédération des associations des familles monoparentales du Québec";  
Mrs. Joan Ann Gordon;  
Mrs. Ruth Rose Lizée, "Fédération des femmes du Québec";  
Mrs. Ginette Busque, President, "Fédération des femmes du Québec";  
Mr. Guy Guilbeault, "Centrale de l'enseignement du Québec";  
Mrs. Gail Stacy-Moore, Quebec National Women's Association.

### *From the "Fédération des femmes du Québec":*

Mrs. Ginette Busque, President.

### *Coalition du Québec pour les allocations familiales:*

M<sup>me</sup> Madeleine Parent, Coalition du Québec pour les allocations familiales;  
M<sup>me</sup> Lyse Brunet, L'R des Centres de femmes du Québec;  
M<sup>me</sup> Micheline Lemieux, Confédération des syndicats nationaux;  
M<sup>me</sup> Huguette Limoges, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec;  
M<sup>me</sup> Joan Ann Gordon,  
M<sup>me</sup> Ruth Rose Lizée Coalition du Québec pour les allocations familiales;  
M<sup>me</sup> Ginette Busque, présidente Fédération des femmes du Québec;  
M. Guy Guilbeault, Centrale de l'enseignement du Québec;  
M<sup>me</sup> Gail Stacy-Moore Femmes Autochtones du Québec Inc.;

### *Fédération des femmes du Québec:*

M<sup>me</sup> Ginette Busque, présidente.



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Tuesday, February 25, 1986

Le mardi 25 février 1986

Issue No. 11

Fascicule n° 11

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: “An Act to amend the Family Allowances Act, 1973”.

After debate, and—  
The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay, moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.”

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février 1986:

«Suivant l’Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l’honorable sénateur Tremblay, appuyé par l’honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,  
La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L’honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l’honorable sénateur David, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*  
Charles A. Lussier  
*Clerk of the Senate*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, FEBRUARY 25, 1986  
(22)

## [Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:30 a.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Present:* The Honourable Senators Côtteau, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall, Robertson, Rousseau and Tremblay. (8)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senator David. (1)

*In attendance: From the Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer.

*Also in attendance:* The Official Reporters of the Senate.

## Witnesses:

1. *From the National Anti-Poverty Organization:*  
Mrs. Debbie Hughes-Geoffrion, Community Liaison.
2. *From the Confederation of National Trade Unions:*  
Mr. Christophe Auger, Vice-President;  
Mrs. Anne-Marie David, President, National Committee on the Status of Women.
3. *From the National Action Committee on the Status of Women:*  
Mrs. Louise Dulude, Vice-President;  
Mrs. Madeleine Parent, Regional Representative (Quebec);  
Mrs. Kay Marshall, Member of the NAC Committee on Pensions and Benefits to Families.
4. *From the "Front commun des assistés sociaux du Québec":*  
Mrs. Claudette Brière, Member of the Executive;  
Mrs. Louise Leboeuf, Member of the Executive;  
Mrs. Thérèse Robichaud, Member of an Affiliated Group.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Thursday, February 13, 1986, commenced consideration of Bill C-70, intituled "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 1:10 p.m., the Committee adjourned until 2:30 p.m.

## AFTERNOON SITTING

TUESDAY, FEBRUARY 25, 1986  
(23)

At 2:45 p.m., the Committee resumed its work, the Chairman, the Honourable Senator Tremblay, presiding.

## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 25 FÉVRIER 1986  
(22)

## [Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 30 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall, Robertson, Rousseau et Tremblay. (8)

*Autre sénateur présent:* L'honorable sénateur David. (1)

*Également présents:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

1. *De l'Organisation nationale anti-pauvreté:*  
M<sup>me</sup> Debbie Hughes-Geoffrion, chargée de liaison communautaire.
2. *De la Confédération des syndicats nationaux:*  
M. Christophe Auger, vice-président;  
M<sup>me</sup> Anne-Marie David, présidente du Comité national de la condition féminine.
3. *Du Comité canadien d'action sur le statut de la femme:*  
M<sup>me</sup> Louise Dulude, vice-présidente;  
M<sup>me</sup> Madeleine Parent, déléguée régionale (Québec);  
M<sup>me</sup> Kay Marshall, membre du Comité sur les pensions et les prestations aux familles du CCA.
4. *Du Front commun des assistés sociaux du Québec:*  
M<sup>me</sup> Claudette Brière, membre de l'exécutif;  
M<sup>me</sup> Louise Leboeuf, membre de l'exécutif;  
M<sup>me</sup> Thérèse Robichaud, membre d'un groupe affilié.

Le Comité, conformément à son ordre de renvoi du jeudi 13 février 1986, entreprend l'étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 13 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 30 cet après-midi.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

LE MARDI 25 FÉVRIER 1986  
(23)

A 14 h 45 le Comité reprend ses travaux sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Present:* The Honourable Senators Cottleau, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall, Rousseau and Tremblay. (7)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senator David. (1)

*In attendance: From the Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer.

*Also in attendance:* The Official Reporters of the Senate.

*Witnesses:*

1. *From "Solidarité populaire—Québec":*

Mr. Louis Poitras, Counsel, and Consultant on Budgets for the "Association coopérative d'économie familiale" (ACEF);

Ms. Marianne Roy, Jurist, and Delegate of the Communist Party of Quebec.

2. *From the Vanier Institute of the Family:*

Mr. Robert Glossop, Co-ordinator of Programs and Research;

Mr. Alan Mirabelli, Co-ordinator of Administration.

3. *From the National Council of Welfare:*

Mr. Kenneth Battle, Director.

The Committee resumed consideration of Bill C-70, "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:25 p.m., the Committee adjourned until 9:30 a.m. on Wednesday, February 26, 1986.

*ATTEST:*

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Cottleau, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall, Rousseau et Tremblay. (7)

*Autre sénateur présent:* L'honorable sénateur David. (1)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoins:*

1. *De Solidarité populaire—Québec:*

M. Louis Poitras, avocat et consultant budgétaire à l'ACEF de Laval (Association coopérative d'économie familiale);

Md. Marianne Roy, juriste, déléguée du Parti Communiste du Québec.

2. *De l'Institut Vanier de la famille:*

M. Robert Glossop, coordonnateur des programmes et de la recherche;

M. Alan Mirabelli, coordonnateur à l'administration.

3. *Du Conseil national du Bien-être social:*

M. Kenneth Battle, directeur.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 17 h 25 le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 30 le mercredi 26 février 1986.

*ATTESTÉ:*

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, February 25, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 9.50 a.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**The Chairman:** Honourable senators, Mrs. Hughes-Geoffrion, who was to appear at 10.15, is in attendance and, since our witnesses from Montreal have not yet arrived, we will hear her testimony first. We will hear the first witnesses on the agenda after she has made her presentation.

Je vous souhaite la bienvenue madame. Je suis heureux de constater que vous êtes ici avant l'heure prévue car cela nous permettra de mieux agencer notre horaire ce matin. Les premières personnes sur notre liste de témoins étant en retard, je vous cède la parole pour que vous nous fassiez connaître votre point de vue sur le projet de loi à l'étude.

**Mrs. Debbie Hughes-Geoffrion, Community Liaison, National Anti-Poverty Organization:** The National Anti-Poverty Organization is a non-profit organization which was founded in 1971 to represent the interests of low-income people. NAPO has over 200 member groups across the country, all of which are on low or fixed incomes—the ones this measure will affect most.

Since the last budget, the understanding of what the government did is becoming clearer and clearer by the grassroots people of this country. We have heard all the arguments in the House of Commons and in the committees of the house. We, however, disagree fervently with the government.

The issue of de-indexation of family allowances is a complicated one. One of the main reasons is that it has been packaged with the increase in the child tax credit, giving the illusion of an increase. However, the budget Mr. Wilson put together in May of 1985 has a ledger sheet that adds all the totals: the de-indexation of family allowance; the increase in child tax credit; and the increase in taxes. In other words, what Mr. Wilson gave us in child tax credit he took away by increased taxing of everything from band-aids to Kool-Aid, the central items for low-income Canadians raising their families.

If we look at the impact of this, we will see that a family earning \$15,000 a year will lose \$146 in the first year and a total of \$1,840 over a five-year period. The middle-income family earning \$35,000 a year will lose \$218 in the first year and, over a five-year period, \$3,504. However, the family earning \$60,000 will gain \$758 in the first year and \$404 over a five-year period.

It is amazing to us that, given these figures, Mr. Wilson, Mr. Epp and the Prime Minister continue to maintain that this

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 25 février 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, de la science et de la technologie, auquel a été déféré le projet de loi C-70, modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, se réunit aujourd'hui à 9 h 50 pour étudier ledit projet de loi.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**Le président:** Honorables sénateurs, M<sup>me</sup> Hughes-Geoffrion est déjà là. Elle ne devait comparaître qu'à 10 h 15 mais, comme notre témoin qui vient de Montréal n'est pas encore arrivé, nous entendrons d'abord M<sup>me</sup> Hughes-Geoffrion. Ensuite, nous entendrons le premier témoin prévu à l'ordre du jour.

Welcome, Mrs. Geoffrion. I am pleased to see you are here before the appointed time; that will help us better organize our schedule this morning. Since the first persons on our list of witnesses are late, I shall give you the floor so that you may explain your point of view on the bill under review.

**Mme Debbie Hughes-Geoffrion, agent de liaison communautaire, Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP):** L'Organisation nationale anti-pauvreté, est une association à but non lucratif fondée en 1971 pour défendre les intérêts des personnes à faible revenu. L'ONAP compte au Canada plus de 200 groupes membres, qui sont tous composés de personnes à faible revenu ou à revenu fixe, c'est-à-dire celles qui seront le plus affectées par cette mesure législative.

Depuis le dernier budget, la population du Canada comprend de mieux en mieux les réalités du gouvernement. Nous avons entendu tous les arguments prononcés à la Chambre des communes et dans ses comités. Toutefois, nous sommes en total désaccord avec le gouvernement.

La question de la désindexation des allocations familiales est complexe. Une des raisons de cette complexité est qu'elle a été jumelée à la question des dégrèvements d'impôt pour enfant, donnant ainsi l'illusion qu'il s'agissait d'une augmentation. Toutefois, il y a dans le budget de mai 1985 de M. Wilson un état récapitulatif de tous les totaux: la désindexation des allocations familiales, l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant et l'augmentation des impôts. En d'autres termes, ce que M. Wilson nous a donné en crédit d'impôt pour les enfants, il nous l'a enlevé en augmentant les taxes sur tous les autres articles, depuis le sparadrap jusqu'au Kool-Aid, soient ceux dont se servent principalement les Canadiens à faible revenu qui élèvent leurs familles.

Si nous envisageons les répercussions de cette mesure, nous constatons qu'une famille qui gagne 15 000 \$ par année perdra 146 \$ la première année, et 1 840 \$ sur une période de cinq ans. La famille à revenu moyen qui gagne 35 000 \$ par année perdra 218 \$ au cours de la première année et 3 504 \$ sur une période de cinq ans. Toutefois, la famille dont le revenu s'élève à 60 000 \$, gagnera 758 \$ la première année et 404 \$ au cours d'une période de cinq ans.

Et malgré ces chiffres, M. Wilson, M. Epp et le premier ministre continuent, aussi étonnant que cela soit, à soutenir

[Text]

is a redistribution of moneys to low- and middle-income families.

The loss of these moneys does not mean much to most of you if you take into consideration the figures for a one-year period. But, having been on welfare for eight years myself, I know the frustration of women who are 20 cents short for a loaf of bread or do not have enough money to buy a bus ticket to take their child to hospital. What \$146 represent is a 70-item grocery list or a month's transportation for a family of three.

We further fail to understand why, when not one of the presentations to the House of Commons committee was in support of this bill, this measure has been allowed to continue. Not only has this government failed to listen to its electorate, but it has presumed to index the cheques in advance and has passed the bill retroactively, a measure that seems to us to fly in the face of democracy. We have heard, of course, the argument that this has been done before, but no matter who did it and when it was done, it is still not right.

There is one further matter we wish to bring to your attention. The people we represent use their entire income to survive—they are consumers. By taking away their buying power, they consume fewer goods. It would, therefore, seem reasonable not to decrease but to increase the amount of moneys to them.

It has been mentioned at these committee hearings that Mr. Côté is going to introduce measures to give out the child tax credit in payments. This is just another measure to decrease the buying power of low-income Canadians and was only introduced because the government did not have the political will to outlaw the practice of tax discounting as is the case with our neighbours, the Americans.

In conclusion, we wish to reiterate that we are opposed to any form of tampering with the family allowance system which will be taking money away from our families and children.

**The Chairman:** Thank you very much. Are there any questions or comments from members of this committee?

**Senator Marsden:** Your presentation was most helpful, and I think you make your case very well.

I should like to ask you, if I may, about the numbers you presented. You compared families with incomes of \$15,000; \$35,000; and \$60,000. What sort of family formation did you have in mind when you used those figures?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** I am thinking of single-parent families with two children under the age of 16. The figures are from the National Council of Welfare.

**Senator Marsden:** I do not believe the National Council of Welfare took into account the interaction with provincial benefits; am I correct?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** No, this is just the situation federally.

[Traduction]

que c'est là un moyen de redistribuer l'argent aux familles à revenu faible et moyen.

Ces pertes n'ont pas grande importance, s'il ne s'agit que d'une période d'un an. Mais ayant moi-même été un assisté pendant huit ans, je comprends la frustration des femmes à qui il manque 20 cents pour s'acheter un pain, ou qui n'ont pas assez d'argent pour transporter leur enfant à l'hôpital en autobus. Cette somme de 146 \$ doit permettre à une famille de trois de s'acheter 70 articles d'épicerie ou de se transporter en autobus pendant un mois.

Vu qu'aucun des mémoires présentés au comité de la Chambre n'appuyait ce projet de loi, nous ne comprenons pas non plus pourquoi on conserve encore cette mesure. Non seulement le gouvernement a fait la sourde oreille à son électorat, mais il a même pris sur lui d'indexer les chèques à l'avance et a adopté le projet de loi avec effet rétroactif, véritable défi envers la démocratie, à notre avis. Nous avons entendu dire, bien sûr, que l'on avait déjà agit ainsi, mais nous continuons de penser que, qu'elle qu'aient été ceux qui ont agit en ce sens et quel qu'ait été le moment où ils l'ont fait, c'était répréhensible.

Il y a une dernière chose que nous voulons vous signaler. La population que nous représentons utilise tout ses revenus pour survivre—ce sont des consommateurs. En diminuant leur pouvoir d'achat, ils consomment moins. Il semblerait donc raisonnable de ne pas diminuer mais, au contraire, d'augmenter le revenu de ces personnes.

On a dit, au cours des séances de ce comité, que M. Côté entend introduire des mesures législatives en vue d'accorder le crédit d'impôt pour enfant sous forme de versement. C'est une autre mesure qui ne fera que diminuer le pouvoir d'achat des Canadiens à faible revenu, et qui a été introduite seulement parce que le gouvernement n'avait pas la volonté politique d'interdire les remboursements d'impôt, comme l'ont fait nos voisins des États-Unis.

Nous souhaitons, en terminant, réitérer notre opposition à quelque forme de réduction du régime d'allocations familiales, qui enlèverait à nos familles et à nos enfants une partie de leur argent.

**Le président:** Merci beaucoup. Les membres du Comité ont-ils des questions à poser ou des observations à faire?

**Le sénateur Marsden:** Votre mémoire est très intéressant et vous l'avez très bien exposé.

Avec votre permission, j'aimerais vous poser quelques questions au sujet des chiffres que vous avez mentionnés. Vous avez comparé des familles à revenus différents, soit 15 000 \$, 35 000 \$ et 60 000 \$. Quel type de famille aviez-vous à l'esprit lorsque vous avez utilisé ces chiffres?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Je pensais aux familles uniparentales de deux enfants de moins de 16 ans. Ces chiffres proviennent du Conseil national du Bien-être social.

**Le sénateur Marsden:** Je crois que le Conseil national du Bien-être social n'a pas tenu compte ici des prestations provinciales; est-ce juste?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Non, en effet: seulement des prestations du gouvernement fédéral.



[Text]

**Senator Marsden:** Can you comment on the interaction with provincial benefits in any province with things such as housing allowances or health insurance premiums? Do you know what the effect of those benefits would be?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** If you increase the child tax credit and distribute it over the year, what will happen is that the provincial governments will start considering this as income, and welfare rates will not be increased in accordance. This is what happened in Quebec the first year the child tax credit came out. It happened recently in Newfoundland where a woman was supposed to have her tax rebate discounted so that she could pay off her electricity bill and, therefore, the provincial government would not any longer take responsibility for the bill.

**Senator Marsden:** If we look simply at what is going to happen this year in terms of de-indexation or partial de-indexation of the family allowance and child tax credit in terms of having any effect on income until next year, do you know whether families will be affected in terms of their access to provincial benefits?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** If you take away the money that they use every month, no one knows whether the increases in provincial rates will compensate them. In the days of the Six-and-Five Program, the welfare benefits were treated according to that formula. If you de-index family allowance, there is always the danger that provincial governments will start doing the same thing with welfare cheques.

**Senator Marsden:** Has the provincial government suggested that as yet?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Not so far as I know.

**Senator Marsden:** Are you hearing from families with whom you have contact about the family allowance cheques they have received so far this year?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** When I received my family allowance cheque, I was quite amazed to find that it was de-indexed considering that the bill had not passed. Families have not really realized what is happening to them.

I know, when I was watching the budget and heard that there was to be an increase in child tax credit, I came to the conclusion that we would receive more money. It is slowly beginning to sink in that families will get less money because prices are increasing. Although families have started expressing their views to us, it will take a couple of months before they realize that their buying power is being dissipated.

**Senator Marsden:** Thank you very much.

**Senator Marshall:** May I just ask a supplementary question with regard to the six-and-five? What was your comment on six-and-five?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** When the six-and-five was instituted in the federal government some of the provincial governments took that guideline to increase welfare rates. Instead of increasing it according to the cost of living they

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** Pouvez-vous nous dire quelle serait la situation si l'on tenait compte des prestations provinciales, quelle que soit la province, au sujet des allocations familiales ou des primes d'assurance santé? Savez-vous quel serait l'effet de ces prestations provinciales?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Si vous augmentez le crédit d'impôt aux enfants et que vous le répartissez sur une année, les gouvernements provinciaux y verront un revenu, et les taux de prestations de bien-être social ne seront pas augmentés proportionnellement. C'est ce qui s'est produit au Québec, la première année que le crédit d'impôt pour enfant a été introduit. La même chose est arrivée récemment à Terre-Neuve: une femme a obtenu le remboursement de son impôt pour pouvoir payer sa facture d'électricité; le gouvernement provincial a alors cessé d'assumer une quelconque responsabilité pour l'acquittement de cette facture.

**Le sénateur Marsden:** Voyons simplement ce qui va se produire cette année, du point de vue de la désindexation ou de la désindexation partielle des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfant, et de ses effets sur le revenu familial, d'ici l'an prochain. Savez-vous si l'admissibilité des familles aux prestations provinciales en trouvera modifiée?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Si vous leur retirez l'argent qu'elles utilisent chaque mois, nul ne sait si l'augmentation des taux provinciaux suffiront à compenser. Au temps du Programme des six et cinq, les prestations de bien-être étaient assujetties à cette formule. Si vous désindexez les allocations familiales, il est toujours à craindre que les gouvernements provinciaux désindexent les chèques de bien-être social.

**Le sénateur Marsden:** Le gouvernement provincial en a-t-il déjà parlé?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Pas que je sache.

**Le sénateur Marsden:** Les familles avec lesquelles vous êtes en rapport vous ont-elles parlé des chèques d'allocation familiales qu'elles ont reçus jusqu'ici cette année?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Quand j'ai reçu mon chèque d'allocation familiale, j'ai été très surprise de voir qu'il était désindexé, vu que le projet de loi n'était pas encore adopté. Les familles n'ont pas encore réalisé ce qui leurs arrive.

Je sais, pour ma part, que lorsque j'ai suivi l'exposé du budget et que j'ai entendu dire qu'il y aurait une augmentation du crédit d'impôt aux enfants, j'en ai conclu que nous recevions plus d'argent. Je commence à comprendre que les familles en recevront moins, parce que les prix vont augmenter. Déjà, les familles nous font part de leurs opinions, mais il faudra un ou deux mois avant qu'elles se rendent compte que leur pouvoir d'achat a été réduit.

**Le sénateur Marsden:** Merci beaucoup.

**Le sénateur Marshall:** Puis-je poser une question complémentaire au sujet du Programme des six et cinq? Quelle observation avez vous faite à ce sujet?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Lorsque ce programme a été institué au gouvernement fédéral, certains gouvernements provinciaux s'y sont conformés pour hausser leurs prestations de bien-être social. Au lieu de les augmenter selon le coût de la

[Text]

were employing the six-and-five rate. We were already one year behind in most of the provinces, so we wound up being that much more behind.

**Senator Marshall:** So that was of no benefit to you either?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** No.

**Senator Marsden:** It is a loss.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** It is a loss.

**Senator Marshall:** It is a loss, yes, even though prices were pegged also at the time.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** But we were already a year behind before they were.

**Senator Marshall:** That is right. Thank you Mr. Chairman.

**The Chairman:** Senator Robertson?

**Senator Robertson:** Thank you for coming. Which province are you from?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** I am from Ontario right now.

**Senator Robertson:** You are from Ontario. The plight of the poor—the numbers have been increasing steadily ever since, I guess, 1972, in Canada—the gaps have been getting larger. The taxation system seems to be so complicated, as we have found out. We have been trying to delve into this. I guess the only income now that the federal government gives out, that cannot be taxed or touched or affect other income in any way is DVA pensions. There seems to be something wrong with that, because a lot of the things governments—and I say “governments”—over the years have been trying to do really have been transferred, in one way or another, as another transfer to the provinces. The people that, hopefully would receive the benefits, have not received them and that is not a pretty picture. It is something, I believe we have to work at very hard.

You mentioned this is very complex, and I agree it is very complex. If I have any small satisfaction—I am not talking about the budget as a whole, but about Bills C-70, C-84 and C-83, the three bills that really affect family allowance or the income to the family—it is that the poorest families are benefiting, although be it in a small way. I am not taking into consideration the rest of the budget, but I am considering those—

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** But you have to take into consideration the rest of the budget, because to get to the bottom line of what Mr. Wilson wants to do you have to take the total budget into consideration.

**Senator Robertson:** Unfortunately, at this committee we cannot take into consideration the whole budget. I think we can on the floor in the Senate, but in this committee we have to consider the bills that are referred to us.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** But this is going to be an implication—

[Traduction]

vie, ils l'ont fait suivant les normes du Programme des six et cinq. Les provinces, qui retardaient déjà d'une année pour la plupart, se sont retrouvées encore plus en retard.

**Le sénateur Marshall:** De sorte que vous n'avez, vous non plus, retiré aucun profit de cette mesure?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Non.

**Le sénateur Marsden:** C'est donc une perte.

**Mme Hughes-Geoffrion:** C'est une perte.

**Le sénateur Marshall:** Et c'est une perte, même si les prix étaient alors gelés?

**Mme Hughes-Geoffrion:** C'est-à-dire que nous étions déjà en retard d'une année.

**Le sénateur Marshall:** C'est exact. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Sénatrice Robertson?

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie d'être venue faire votre déposition. De quelle province venez-vous?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Je suis présentement de la province de l'Ontario.

**Le sénateur Robertson:** Vous habitez l'Ontario. Pour les pauvres dont le nombre augmente régulièrement au Canada depuis 1972, les écarts s'accroissent entre les catégories de revenus. Le système fiscal semble si complexe, comme nous l'avons d'ailleurs constaté. Nous avons essayé d'étudier cet aspect de la question. Je suppose que le seul revenu que le gouvernement fédéral accorde, qui ne soit imposé ou touché aujourd'hui, ou qui n'affecte en rien un autre revenu, est la pension accordée aux anciens combattants. Il semble y avoir dans tout ceci quelque chose de répréhensible, parce que plusieurs mesures que les gouvernements—et je dis bien, «les gouvernements» ont essayé de prendre au fil des ans, ont été transférées, d'une façon ou d'une autre, aux provinces. Les personnes qui, nous l'espérons, recevraient ces avantages, ne les ont pas reçus et la situation qui résulte n'est pas très brillante. C'est un travail auquel il nous faut, je crois, nous consacrer.

Vous dites que la question est très complexe, et j'en conviens. Si j'ai une petite satisfaction—et je ne parle pas du budget en général mais des projets de Loi C-70, C-84 et C-83, les trois mesures législatives qui ont des répercussions réelles sur les allocations familiales ou le revenu familial—c'est que les familles les plus pauvres en profitent, si peu soit-il. Je ne tiens pas compte du reste du budget, mais je considère ces . . .

**Mme Hughes-Geoffrion:** Mais il faut tenir compte du reste du budget parce que pour comprendre essentiellement ce que M. Wilson veut faire, il faut considérer le budget dans son ensemble.

**Le sénateur Robertson:** Malheureusement, le Comité ne peut pas étudier l'ensemble du budget. Nous le pouvons, je crois, au Sénat, mais ici, il nous faut considérer les projets de loi qui nous sont déférés.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Mais si cela . . . en découle.



[Text]

**Senator Robertson:** Yes, of course it is. Any increase is an implication, but, as Senator Turner mentioned yesterday in the house even with the great increase—in the billions of dollars—in the social security expenditures in the 1960s and early 1970s, the income received by the poorest had declined. The C.D. Howe Institute points out that from 1971 to 1976 three budgets widened the gap for the poor. We know that since 1980 the number of low income Canadians has risen by 25 per cent. So I guess whatever we are doing collectively as governments is wrong. I think we have to change the whole system, because what we are doing is not giving the money to those who need it.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** I know.

**Senator Robertson:** I personally would like to see a new system, because I believe that we can eliminate most of the poverty in Canada, if not all of the poverty, by redistribution. I do not believe it would cost more money than we have now. However, I think in the case of a bill as frustrating as this, we have to get a commitment to attack the whole problem and to try to get a redistribution. I understand very much your frustrations; governments, collectively, have not done a good job with this. I would hope that there would be a commitment amongst my colleagues at some point to look at the broader issue to see if we cannot do something more constructive. That is all, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you. Senator Marshall?

**Senator Marshall:** Taking into account the excuses about de-indexing family allowances and the fact that by rearranging the system we can achieve more in the future—and you have been told that by every government, provincial, federal, Progressive Conservative and Liberal—what is the immediate problem? Do you accept that? Do you trust either side? Do you believe that by rearranging the system the whole package as it evolves is going to give you more? Is it a matter of principle? Is it a matter that you don't trust the government?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** We trusted the government this time.

**Senator Marshall:** Yes.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** We went into a consultation process with them which lasted about six months. We got not even what they put on the bargaining table. So we went in in good faith and we came out badly burnt. When I was sitting watching that budget, I was sitting there crying, because I knew that all the women in Canada who lived on low incomes saw the increase in child tax credit, but it was like smoke in mirrors because they taxed everything else. They taxed all of the things that it takes for me to raise my family.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Sans doute, en est-il ainsi. Toute augmentation est une conséquence, comme l'a déclaré le sénateur Turner hier en Chambre. Malgré l'importante augmentation qui se chiffre en milliards de dollars consacrée à la sécurité sociale au cours des années 1960 et des premières années de la décennie 1970, le revenu touché par les plus pauvres n'en a pas moins diminué. L'Institut C.D. Howe signale que, en 1971 et en 1976, trois de ces budgets sont venus aggraver la situation du pauvre. Nous savons que, depuis 1980, le nombre de Canadiens à faible revenu a augmenté de 25 p. 100. Il faut donc en conclure que ce que le gouvernement fait collectivement est mauvais. Il nous faut, à mon avis, modifier tout le système, car nous ne parvenons pas actuellement à donner l'argent à ceux qui en ont besoin.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Je le sais fort bien.

**Le sénateur Robertson:** J'aimerais personnellement voir l'éclosion d'un nouveau système, car je crois que nous pouvons effacer la pauvreté au Canada, du moins en grande partie, en redistribuant le revenu, sans qu'il nous en coûte plus cher que présentement. Toutefois, dans le cas d'un projet de loi aussi frustrant que celui que nous étudions, il nous faut obtenir un engagement pour nous attaquer à tout ce problème et essayer de réaliser une redistribution. Je comprend fort bien votre frustration et les gouvernements, ensemble, n'ont pas très bien réussi dans ce domaine. J'espère vraiment que nous pourrions un jour nous engager, mes collègues et moi-même, à considérer la question de façon plus générale et à voir si nous ne pourrions pas prendre des mesures plus constructives. Voilà ce que j'avais à dire, monsieur le président.

**Le président:** Merci. Sénateur Marshall?

**Le sénateur Marshall:** Compte tenu des excuses qui ont été présentées au sujet de la désindexation des allocations familiales et le fait que, par un nouvel agencement du régime, nous pourrions faire davantage à l'avenir—ce que vous ont dit tous les gouvernements, provinciaux, fédéraux, progressistes-conservateurs et libéraux—quel est au juste le problème immédiat? Acceptez-vous cela? Ou écarterez-vous l'une ou l'autre de ces solutions? Croyez-vous qu'en réarrangeant le système, vous obtiendrez plus? Est-ce une question de principe? Est-ce parce que vous n'avez pas confiance dans le gouvernement?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Nous avons, cette fois, fait confiance au gouvernement.

**Le sénateur Marshall:** Oui.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Nous avons eu avec eux des consultations qui ont duré environ six mois. Nous n'avons même pas obtenu ce qu'ils nous avaient proposé. De sorte que nous nous sommes rendus à la table de négociation de bonne foi et nous en sommes revenus profondément lésés. En regardant l'autre jour le ministre prononcer son exposé budgétaire, je pleurais à l'idée que toutes les femmes canadiennes qui n'avaient qu'un faible revenu ou qui comptaient sur l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant, en seraient affectées. Mais au fond, c'était une illusion, puisqu'on a taxé tout le reste, tout ce qui m'est nécessaire pour élever ma famille.

[Text]

**Senator Marshall:** So, if I were to tell you that if you will give us a year things will be better you would not believe me, would you?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Not after a consultation process of six months; I am sorry.

**Senator Marshall:** Yes?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** No.

**Senator Marshall:** No? I wanted to hear that.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** We sat down and negotiated in good faith and we made representations. What amazes me even more is that every presentation that was made to the house committee was against this bill.

**Senator Marshall:** Yes.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** It did not make any difference. The agenda was already there.

**Senator Marshall:** Yes, but it is not because of this particular bill; it is because you have been let down.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Frankly, yes.

**Senator Marshall:** So, do you agree with Senator Robertson that we have to make a commitment to somebody? I think the answer lies in the Senate. If we would only get off our behinds and do something—which is our responsibility to the people of Canada—perhaps we could solve a few problems.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Senator, quite frankly I don't know where the responsibility lies. Maybe the responsibility lies with all of us. When you look at the way the poor people from 70 to 79 were treated, the incomes were increasing to a certain amount and then, when spending and deficits started going up in Canada, all the social programs went down. I don't buy into the fact that if you give companies more money they are going to create more jobs. I think if you give the people more money to buy goods they are the ones who are going to increase productivity, not companies.

**Senator Marshall:** You mentioned the example of Newfoundland. I come from Newfoundland and I was an MP for 10 years and I have been a senator for 18 years and I am still getting the same problems that I got 18 years ago. I recognize that it is not only family allowance, it is the atrocious cost of heating your home, the atrocious cost of electricity and fuel and the whole works. So it is such a massive problem that it goes beyond the issue of family allowance, but family allowances are important because of the children. That was just a statement, I was not looking for a reply. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Are there any other comments or questions? Senator Graham?

[Traduction]

**Le sénateur Marshall:** Si donc je vous disais qu'en nous accordant une année, la situation sera bien meilleure, vous ne me croiriez pas?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Non, pas après des consultations qui ont duré six mois, je regrette.

**Le sénateur Marshall:** Oui.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Non.

**Le sénateur Marshall:** Non, non; je voulais vous l'entendre dire.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Nous avons pris place à la table et négocié de bonne foi et nous avons présenté des mémoires. Ce qui ne laisse pas de m'étonner encore plus, c'est que tous les mémoires que nous avons présentés au comité de la Chambre allaient à l'encontre de ce projet de loi.

**Le sénateur Marshall:** Oui.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Cela n'a fait aucune différence. Déjà l'ordre du jour avait été tracé.

**Le sénateur Marshall:** Oui, mais ce n'est pas à cause de ce projet de loi en particulier, mais plutôt parce qu'on vous a laissé tomber.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Franchement, oui.

**Le sénateur Marshall:** Vous ne convenez donc pas avec le sénateur Robertson qu'il nous faudrait prendre un engagement? Je crois qu'il revient au Sénat de répondre à cette question. Si nous voulions simplement quitter nos fauteuils et faire quelque chose comme nous le dictent nos responsabilités envers les Canadiens, nous pourrions peut-être résoudre quelques problèmes.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Bien franchement, sénateur, j'ignore à qui incombe cette responsabilité. Peut-être nous revient-elle à tous. Prenons la façon dont les plus pauvres de 70 à 79 ans sont traités. Les revenus augmentaient et ensuite les dépenses et le déficit ont commencé à grimper en flèche au Canada, et tous les programmes sociaux ont fait l'objet de coupures. Je ne crois pas à la théorie selon laquelle si vous donnez davantage aux entreprises, elles vont créer plus d'emplois. Je crois plutôt que si vous donnez davantage d'argent aux particuliers pour acheter des biens, ce sont eux qui vont faire accroître la productivité et non les entreprises.

**Le sénateur Marshall:** Vous avez mentionné l'exemple de Terre-Neuve. Je suis moi-même originaire de cette province. J'y ai été député pendant 10 ans avant et il y a 18 ans que je suis sénateur. Or, les problèmes là-bas sont encore les mêmes qu'il y a 18 ans. Ce ne sont pas seulement les allocations familiales qui sont à la source de ces problèmes, c'est aussi le coût exorbitant du chauffage, de l'électricité et du combustible. Les difficultés éprouvées par la province ont pris de telles proportions qu'elles dépassent le cadre des allocations familiales. Je ne veux cependant pas minimiser ici l'importance de ce programme social car il s'agit d'aider les enfants. Mon intervention n'est qu'une remarque et je n'attends pas de réponse. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Y a-t-il d'autres commentaires ou questions? Sénateur Graham?



## [Text]

**Senator Graham:** Yes. Mr. Chairman, I would like to ask the witness a question. I apologize for being late, but there were good and valid reasons because of other events that are happening elsewhere. If you have answered the question already then tell me so, but how does your group feel? Do you feel that the universality of social programs is in jeopardy?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Yes, we do, and, no, I had not said that before. We really do feel that the social safety net has bigger and bigger holes in it, and people are falling through those holes more and more every day. There are the homeless who do not have access to social programs because they cannot be identified or cannot be found; there are mothers on welfare who have rules and regulations and means tests that don't get them what they want. Universality is being badly damaged.

**Senator Robertson:** Do you find that erosion at the provincial level as well? The bulk of the money comes from the Canadian Assistance Program.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** The Canadian Assistance Program does not have any teeth in it; it cannot enforce what it has on the books.

**Senator Graham:** I am not in favour of this legislation, but at the same time efforts are being made to attempt to reach a consensus for the future, and what direction we should be going in to satisfy the needs of children, single parents and, generally, the people who need help in our country.

I am trying to understand the mood that is out there, because, as I said yesterday, I have a feeling that you people out there think that we are letting you down, and I use the word "we" in the collective sense; I mean legislators no matter what political party we belong to. Perhaps we have broken faith or broken a promise.

What is the general mood out there, and how widespread is it?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Desperation, and how widespread? When I was on welfare I lived on \$594 a month and I raised three children. Two days before the 20th of the month, I did not have a cent in my pocket, and my family allowance cheque came in. That took me to the end of the month.

When people live in isolation like that they cannot even invite someone over for a cup of tea because that would be too expensive.

When you have children going to school in running shoes during the winter because the cheque is not in until the 20th, when you have a normal function, such as hot dog day, which only costs 50 cents, you cannot send your child to school that day because you do not want to embarrass your child. I call that desperation, and there are many families in this country living in that situation.

## [Traduction]

**Le sénateur Graham:** Oui, monsieur le président, j'aimerais poser une questions au témoin. Je m'excuse de mon retard, mais j'ai de bonnes raisons de n'avoir pu être ici à l'heure aujourd'hui. Votre groupe croit-il—et si vous avez déjà répondu à cette question, je vous prierais de me le signaler—votre groupe croit-il que l'universalité des programmes sociaux soit en danger?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Oui. Pour répondre à votre autre question, c'est la première fois que quelqu'un soulève ce point aujourd'hui. Nous croyons vraiment qu'il y a de plus en plus de «vides» dans le réseau de sécurité sociale et que de plus en plus de personnes en sont victimes. Il y a les sans abris qui ne peuvent avoir accès aux programmes sociaux parce qu'ils n'ont pas d'adresse fixe; et aussi les mères qui reçoivent des prestations d'aide sociale mais qui doivent se plier à tellement de formalités administratives qu'il leur est impossible d'obtenir ce dont elles ont besoin. Le principe de l'universalité est sérieusement menacé.

**Le sénateur Robertson:** La situation est-elle aussi déplorable au niveau provincial? La majorité des fonds provient du Programme d'assistance sociale du Canada.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Ce programme manque de moyens, de sorte qu'il ne peut accomplir ce pourquoi il a été créé.

**Le sénateur Graham:** Je ne suis pas en faveur de ce projet de loi, mais je dois quand même avouer que des efforts ont été faits en vue d'en arriver à un consensus pour l'avenir et de définir l'orientation à prendre pour répondre aux besoins des enfants, des familles monoparentales et de tous les Canadiens défavorisés.

J'essaie de me faire une idée des sentiments de la population, parce que, comme je l'ai dit hier, j'ai l'impression que vous croyez que nous vous avons laissé tomber. J'utilise ici le mot «nous» dans son sens collectif, pour désigner l'ensemble des législateurs sans égard à leur parti politique. Peut-être avons-nous manqué à nos promesses.

Quel est au juste le sentiment de la population, et jusqu'à quel point ce sentiment est-il répandu?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Vous voulez savoir s'il y a un sentiment de désespoir et à quel point il est répandu? Lorsque je recevais des prestations d'aide sociale, je devais me contenter de 594 \$ par mois pour élever trois enfants. Deux jours avant le vingtième de chaque mois, je n'avais plus un cent dans mes poches, et je devais compter sur mon chèque d'allocations familiales jusqu'à la fin du mois.

Lorsque vous êtes dans une telle situation, vous ne pouvez même pas vous permettre d'inviter quelqu'un à prendre le thé.

Lorsque vous avez des enfants qui vont à l'école en espadrilles pendant l'hiver parce que votre chèque d'aide sociale n'arrive pas avant le vingtième jour du mois, ou que vous ne pouvez envoyer vos enfants à l'école lorsqu'une journée spéciale est organisée, parce que vous n'avez pas d'argent à leur donner pour y participer, c'est ça que j'appelle du désespoir. Pourtant, c'est le lot de bien des familles canadiennes.

[Text]

**Senator Graham:** Could you estimate the number of people in that situation.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** There are 4.2 million people living under the poverty line at the present time. I would say that anyone living on welfare is living at least 50 per cent underneath that.

**Senator Graham:** The question of the child tax credit making up—and I do not want to get into a debate as to whether or not it will or will not—does that wash with your people?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** No. If it were there by itself, if it were increased, and the family allowances were not de-indexed, that would be one issue. What we would take issue with is the increased tax on food one needs to raise a family.

If you look at both aspects, de-indexation of family allowances, the child tax credit, and all of the other taxes, the value is negative, not positive.

**Senator Graham:** Given the necessity to meet the mounting budget deficits in this country—and I am trying to be as fair as I possibly can—is there a feeling out there that we are also trying to attack the deficit on the backs of the disadvantaged?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** On the backs of the poor, quite frankly, yes.

I look at the excuses that were given for de-indexing family allowances, and I look three months later and see that the government has found a billion dollars to bail out two banks, or the government has increased peoples' incomes who have taken over crown companies, and things such as that, and I have to wonder why.

There are people out there who do not have homes, who are living in their cars. There are families living in cars in this country. Kids are starving. Mothers run out of food four or five days before the end of the month, yet we are giving some very affluent people more money. For what? For them to save? To speculate? I do not think that is fair.

**Senator Graham:** I am very concerned about the attitudinal response one gets. What is this doing to the people out there?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** There has been an increase in soup kitchens across this country; there are children five, six, and even three years of age, standing in line for a bowl of soup. There are food banks with line-ups going around the block. There are evictions. It is nonsensical to think that this has not affected the people of this country.

When you look at a province such as British Columbia, you will see that there are food bank line-ups that go three times around the block. They give out about 25,000 bags of food a day. To me, there is something basically wrong with the way the social system is set up.

**Senator Robertson:** Do you think one way of moving in the right direction is to have an accelerated tax back from the wealthy, and transferring that to the less wealthy?

[Traduction]

**Le sénateur Graham:** Avez-vous une idée du nombre de personnes qui vivent dans cette situation?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Il y a, à l'heure actuelle, 4,2 millions de Canadiens qui vivent en-deçà du seuil de la pauvreté. Je dirais que le revenu des prestataires d'aide sociale atteint à peine la moitié de ce seuil minimal.

**Le sénateur Graham:** Sans vouloir rouvrir le débat sur ce sujet, croyez-vous que le crédit d'impôt pour enfants soit de nature à satisfaire les attentes de ceux que vous représentez?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Non, pas si on se limite à cette mesure. Il faudrait idéalement augmenter ce crédit et ne pas désindexer les allocations familiales pour vraiment obtenir des résultats. Ce contre quoi nous en avons, c'est contre l'augmentation des taxes imposées à l'égard des biens essentiels, comme la nourriture.

Dans l'ensemble, compte tenu de la désindexation des allocations familiales, du crédit d'impôt pour enfants et de toutes les autres taxes, le tableau est beaucoup plus négatif que positif.

**Le sénateur Graham:** Avez-vous l'impression que nous essayons de réduire le déficit budgétaire sur le dos des défavorisés?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Bien franchement, je dirais que oui.

Je me demande comment le gouvernement peut logiquement désindexer les allocations familiales et décider, trois mois plus tard, de débloquer un milliard de dollars pour venir en aide à deux banques ou augmenter le revenu des particuliers qui achètent des sociétés de la Couronne.

Il y a, au Canada, des gens qui n'ont pas de toit et qui vient dans leur voiture. Il y a aussi des enfants affamés. Bien des mères sont à court de nourriture quatre ou cinq jours avant la fin de chaque mois. Pourtant, nous continuons à donner aux riches. Pourquoi? Pour leur permettre d'épargner? De spéculer? Je ne crois pas que cette situation soit juste.

**Le sénateur Graham:** Je suis très préoccupé par les conséquences d'une telle situation. Comment cet appauvrissement se manifeste-t-il dans les faits?

**Mme Hughes-Geoffrion:** La clientèle des soupes populaires ne cesse de s'accroître partout au pays; des enfants de 5, 6 et même 3 ans attendent en ligne pour obtenir un bol de soupe. Les services d'aide alimentaire sont débordés. Il y a aussi des évictions. Il serait utopique de croire que la pauvreté est une réalité étrangère à la population canadienne.

Lorsque dans une province comme la Colombie-Britannique, des centaines de personnes attendent en ligne aux portes des services d'aide alimentaire et que quelque 25 000 sacs de nourriture sont distribués chaque jour, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le réseau social.

**Le sénateur Robertson:** Croyez-vous que la meilleure façon de remédier à la situation consisterait à taxer davantage les riches et à redistribuer l'argent ainsi récupéré aux moins nantis?



[Text]

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** I believe some of the statistics from last year state that 7,000 people earning incomes over \$50,000 did not pay any income taxes. I would say that it is about time they started paying income taxes.

**Senator Robertson:** And those people in those salary brackets receive family allowances, as you do. My inclination is that that should be taxed back and given to you, though I know there are many people who disagree with that.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Do not tamper with the universality of the program, but if you want to tax it back, go ahead.

**The Chairman:** Up to 100 per cent?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Yes.

**Le président:** Est-ce qu'il y a d'autres questions? Est-ce que vous souhaitez ajouter des remarques à votre présentation, en conclusion?

**Mrs. Hughes Geoffrion:** I think I made my point.

**Le président:** Alors, au nom du Comité, je vous remercie d'être venue nous présenter votre point de vue. Soyez assurée que votre témoignage, comme les autres, nous fait mieux percevoir l'impacte des choses sur les familles. Nous sommes particulièrement sensibles à tout ce que vous nous avez décrit, et je vous remercie, encore une fois, d'être venue.

**Mrs. Hughes Geoffrion:** Thank you.

**Le président:** Merci, Madame.

Je vois que notre prochain témoin est arrivé, Monsieur Auger qui, je crois remplace Monsieur Aubry, qui devait venir. Mais, de toute façon, je vous souhaite la bienvenue. Je vous demanderais de vous présenter vous-même aux membres de notre Comité, tout en indiquant le groupe que vous représentez, et la fonction que vous occupez dans le cadre de la CSN, ainsi que le rôle et la fonction de Madame qui vous accompagne.

**M. Christophe Auger, vice-président, CSN:** Merci. Moi, je suis Christophe Auger, Vice-président de la CSN. Je remplace ce matin, à titre exceptionnel Madame Monique Simard, Vice-présidente, qui devait venir présenter le mémoire, mais qui pour des raisons personnelles, (un décès dans sa famille) n'a pu se déplacer pour venir ici vous rencontrer.

Je suis accompagné de Madame Anne-Marie David, Présidente du Comité de la condition féminine, qui a travaillé à l'élaboration des différentes positions pour la CSN sur cette question.

Je veux d'abord m'excuser du retard, on devait être ici à 9h30. Il y a eu quelques problèmes de circulation qui nous ont empêchés d'être à l'heure. Je vous remercie de l'attention que vous nous avez portée, et, en même temps je vous pris de nous excuser parce que ce n'est pas une coutume que nous apprécions dans notre fonctionnement. Alors, je réitère, encore une fois, nos excuses, tout en espérant que l'on pourra débattre du fond de nos positions.

La façon dont nous entendons procéder, à moins que vous ayez une procédure particulière, ce serait de demander à

[Traduction]

**Mme Hughes-Geoffrion:** Selon les statistiques de l'an dernier, 7 000 personnes ayant un revenu de plus de 50 000 \$ n'ont pas payé d'impôt en 1984. Je crois qu'il est à peu près temps de corriger cette situation.

**Le sénateur Robertson:** La plupart de ces personnes ont droit, en plus, aux allocations familiales. Contrairement à bien du monde, je crois qu'il faudrait imposer ces revenus et vous en redistribuer le fruit.

**Mme Hughes-Geoffrion:** Il faut éviter de remettre en question l'universalité de ce programme social, mais si vous voulez récupérer ces versements en les imposant, faites-le.

**Le président:** Vous seriez en faveur d'imposer ces revenus à 100 p. 100?

**Mme Hughes-Geoffrion:** Oui.

**The Chairman:** Are there any other questions? Do you wish to add any concluding remarks to your presentation?

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** No, I think I've made my point.

**The Chairman:** On behalf of the Committee, then, I would like to thank you for coming here today to present your point of view. Please be assured that your remarks, like those of others, have helped give us a better perception of the impact of these issues on families. We are particularly sensitive to those matters you have described and, once again, I thank you for coming.

**Mrs. Hughes-Geoffrion:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Geoffrion.

**The Chairman:** I see that our next witness has arrived, Mr. Auger, who I think is to replace Mr. Aubry, who was originally expected to be here today. In any case, welcome, Mr. Auger. May I ask you please to introduce yourself to the members of our committee and to indicate the group you represent, the position you hold with CSN, as well as the role and function of the person accompanying you.

**Mr. Christophe Auger, Vice-President, CSN:** Thank you. My name is Christophe Auger, and I am Vice-President of CSN. I am here this morning in exceptional circumstances to replace Mrs. Monique Simard, Vice-President, who was supposed to present our brief, but who for personal reasons—a death in the family—was unable to meet with you today.

I am accompanied by Mrs. Marie David, who is Chairman of the Committee on the Status of Women, and who has helped prepare CSN's various positions on this question.

First, I would like to apologize for being late. I realize we were expected here at 9:30 a.m., but we were held up by traffic. I thank you for your interest in our point of view and ask you to excuse our tardiness, which is not a something we greatly appreciate in our own operations. Once again, then, our apologies, and I hope we shall be able to discuss the essential points of our positions.

Unless you wish to follow any particular procedure, I propose first to ask Mrs. David to read our brief, a brief prepared

[Text]

Madame David de faire lecture du mémoire préparé par la CSN sur le projet de loi C-70. Cela vous permettra de bien saisir l'ensemble des orientations débattues à la Confédération des syndicats nationaux, et, à la lumière de ça, bien sûr, toutes les échanges.

**Le président:** Alors nous procédons comme vous le suggérez. Madame David.

**Mme Anne-Marie David, présidente du Comité national de la condition féminine:** Merci, monsieur le président. Est-ce que les gens ont le mémoire?

**Le président:** Oui, je pense que tout le monde a reçu le texte du mémoire.

**Mme David:** Alors la CSN est fière de joindre sa voix à celles de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens qui considèrent la réforme proposée par le gouvernement fédéral aux programmes de prestations aux enfants (dont le projet de loi C-70 est un élément majeur), comme devant conduire à un affaiblissement significatif de la nature universelle des programmes de prestations destinées aux enfants et qui trouvent inacceptables les conséquences sociales et économiques de ces mesures pour les familles à revenu faible et moyen.

Notre organisation syndicale avait, avant même la publication en janvier 1985 du document d'étude fédéral sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, lancé un appel aux organisations populaires et syndicales du Québec en vue de former une coalition pour le maintien de l'universalité des programmes sociaux. C'était au moment où le débat public autour de cette question était alimenté allègrement par une série de déclarations contradictoires de plusieurs membres du gouvernement progressiste conservateur nouvellement élu, ainsi que par des prises de position hostiles aux programmes de prestations sociales de divers représentants du milieu des affaires.

La Coalition pour l'universalité des programmes sociaux, qui regroupait plus d'une vingtaine d'organisations, a pris position sur le document d'étude fédéral et cette position fut présentée au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, lors de ses audiences publiques en mars 1985.

Nous sommes d'avis que la réforme des prestations aux enfants proposée dans le budget fédéral de mai 1985 va à l'encontre des vues exprimées par la majorité des Canadiennes et des Canadiens lors des consultations sur le document d'étude ainsi que de plusieurs principes que le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales a retenu comme devant être à la base du régime canadien de prestations aux enfants.

Pour la CSN, le projet de loi C-70 et les autres mesures, s'ils étaient adoptés, auront des répercussions majeures sur la société canadienne: d'une part, ce projet de loi remet en question l'universalité des prestations destinées aux enfants et d'autre part, les conséquences du réaménagement des trois programmes d'aide destinée aux enfants sont inévitables socialement.

Un des aspects les plus dramatiques de la réforme proposée est sans aucun doute la remise en question de l'universalité des programmes de prestations destinées aux enfants. Pourtant, le

[Traduction]

by CSN on Bill C-70. That will give you a clear, general idea of the issues discussed within the Confédération des syndicats nationaux. In the light of the brief, of course, we may then discuss the various points raised in it.

**The Chairman:** Then we shall proceed as you suggest. Mrs. David.

**Mrs. Anne-Marie David, Chairman of the National Committee on the Status of Women:** Thank you, Mr. Chairman. Does everyone have a copy of the brief?

**The Chairman:** Yes, I believe everyone has received a copy of the text.

**Mrs. David:** CSN is proud to join all those Canadian men and women who feel that the reform the federal government is proposing for the child benefits program (of which Bill C-70 is a major element) will lead to a significant weakening in the universal aspect of child benefit programs and who find the social and economic consequences of these measures unacceptable for low- and medium-income families.

Before the federal consultation paper on child and elderly benefits was published in January 1985, our union organization sent out a call to the popular and union organizations of Quebec to form a coalition to uphold the universality of social programs. That was at a time when public debate on this issue was being fuelled by a series of contradictory statements by a number of members of the newly-elected Progressive Conservative government, as well as by the hostile positions taken by various representatives of the business community toward social programs.

The Coalition pour l'universalité des programmes sociaux, representing more than 20 organizations, prepared its position on the federal consultation paper, and presented that position to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs at its public hearings in March 1985.

It is our opinion that the child benefits reform proposed in the federal budget of May 1985 runs counter to the views expressed by most Canadians in the course of the consultations conducted on the consultation paper and to a number of principles which the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs determined as forming the basis of the Canadian child benefits system.

For the CSN, Bill C-70 and other measures, if adopted, will have major repercussions on Canadian society. The Bill calls into question the universality of child benefits, and the consequences of the reworking of the three child benefits programs are socially unfair.

One of the most dramatic aspects of the proposed reform is without doubt the threat it poses to the universality of child



*[Text]*

document d'étude de janvier 1985 du ministre Jake Epp n'affirmait-il pas:

«Le principe de l'universalité est l'élément fondamental de notre filet de sécurité sociale. Son intégrité ne doit pas être remise en question et elle ne le sera pas.»

Encore aujourd'hui, après le dépôt du projet de loi C-70, qui, avec les autres mesures, renforce sensiblement l'aspect sélectif des programmes de prestations, le gouvernement continue à soutenir le plus sérieusement du monde que les réformes proposées sont tout à fait conformes à la déclaration de principe du ministre de la Santé nationale et du bien-être social.

Nous nous portons en faux contre cette interprétation et nous affirmons que tout affaiblissement, toute érosion, tout rétrécissement, qu'ils soient en termes relatifs ou absolus du programme universel d'allocations familiales par rapport au programme du crédit-impôt qui est de nature sélective, constitue une remise en question de l'intégrité du principe de l'universalité.

Or, non seulement le projet de loi C-70 réduit-il la valeur des allocations familiales en limitant son indexation, mais l'ensemble des mesures proposées par le gouvernement renforcera l'aspect sélectif des prestations en augmentant le crédit d'impôt à compter de 1987 et en réduisant le seuil de revenu à partir duquel ce crédit devient nul, rendant ainsi inéligible un grand nombre de familles à revenu moyen.

Cette réforme proposée par le gouvernement progressiste conservateur n'est que la dernière d'une suite de réformes qui, depuis la promulgation de la nouvelle loi sur les allocations familiales en 1973, minent continuellement, petit à petit, l'aspect universel des programmes de prestations destinées aux enfants.

En 1976, le gouvernement fédéral décide d'interrompre l'indexation des allocations familiales et d'instaurer un crédit d'impôt de 50 \$ par enfant et ce, pour l'année fiscale 1977.

En 1978, les allocations familiales sont réduites de 22p. 100 passant de 25,68 \$ à 20 \$ par mois par enfant et le crédit d'impôt sélectif de 200 \$ par enfant est introduit.

En 1982, le gouvernement fédéral décide de limiter l'indexation des allocations familiales à 6p. 100 en 1983 et à 5p. 100 en 1984 et d'augmenter le crédit d'impôt de 50 \$ par enfant.

On peut donc constater que depuis l'instauration du crédit d'impôt pour enfant en 1978 (parallèlement à la réduction substantielle des allocations familiales), la part des prestations universelles (allocations familiales) par rapport au total des sommes versées en allocations familiales et en crédit d'impôt ne cesse de diminuer. Cette part s'établissait à 59p. 100 en 1984, soit 1,9 milliard \$ en allocations familiales et 1,3 milliard \$ en crédit d'impôt. La réforme proposée actuellement par le gouvernement fédéral diminuerait encore davantage la part des prestations universelles à 55p. 100 en 1989.

Devant cette réalité, comment le gouvernement progressiste conservateur peut-il sérieusement proclamer que le principe de l'universalité est maintenu dans son intégrité?

*[Traduction]*

benefit programs. However, according to Mr. Jake Epp's consultation paper of January 1985:

Universality is the key principle of our social safety net. It must not and shall not be threatened.

Today, with the tabling of Bill C-70, which, together with other measures, appreciably strengthens the selective nature of benefit programs, the government still seriously maintains that the proposed reforms are entirely consistent with the statement of principle by the Minister of National Health and Welfare.

We disagree with this interpretation and hold that any relative or absolute weakening or erosion of the universal family allowance program in relation to the tax credit program, which is selective in nature, constitutes a threat to the integrity of the principle of universality.

Bill C-70 reduces the value of family allowance payments by restricting their indexation. In addition, the series of measures proposed by the government will strengthen the selective aspect of the program by increasing the tax credit starting in 1987 and by lowering the turning point, thus making a large number of middle-income families ineligible.

This reform proposed by the Progressive Conservative government is only the last in a series of reforms which, since the new Family Allowances Act was promulgated in 1973, have gradually, yet continually undermined the universal aspect of child benefits programs.

In 1976, the federal government decided to stop indexing family allowances and to institute a tax credit of \$50.00 per child for the 1977 fiscal year.

In 1978, family allowances declined by 22 per cent from \$25.68 to \$20.00 per month per child, and the selective tax credit of \$200.00 per child was introduced.

In 1982, the federal government decided to limit the indexing of family allowances to six per cent in 1983 and to five per cent in 1984 and to increase the tax credit by \$50.00 per child.

Thus, since the child tax credit was instituted in 1978 (in tandem with a substantial reduction in family allowances), the percentage share of universal benefits (family allowances) relative to the total amount paid out in the form of family allowances and tax credits has constantly fallen. That share was 59 per cent in 1984, \$1.9 billion in family allowances and \$1.3 billion in tax credits. Under the reform currently proposed by the federal government, that figure would drop even further to 55 per cent in 1989.

In light of this fact, how can the Progressive Conservative government seriously claim that the principle of universality has been fully upheld?

*[Text]*

Faudra-t-il attendre que les réformes successives des programmes de prestations aux enfants rendent tout à fait symbolique la part des allocations universelles dans l'ensemble des programmes de prestations? Mais, encore là, le gouvernement pourra toujours proclamer que le principe de l'universalité est sauvegardé.

Si l'universalité est un principe fondamental à la base de notre système de sécurité sociale, c'est que les citoyennes et les citoyens de ce pays sont d'avis que la société doit assumer collectivement certaines responsabilités, que certains biens et services doivent être soustraits aux forces du marché et mis à la disposition de toutes et de tous indépendamment de leur niveau de revenu. C'est ainsi que le programme universel d'allocations familiales, instauré en 1945, est une reconnaissance que la société se porte responsable collectivement d'une partie des frais liés à l'éducation et aux soins des enfants.

L'universalité contribue ainsi à maintenir une certaine solidarité de toute la société envers toutes les familles qui ont des enfants, indépendamment de leur situation financière. La remise en cause du principe de l'universalité que ce soit à travers son abandon total, ou que ce soit à travers son affaiblissement graduel, comme c'est le cas présentement, constitue une remise en cause de cet équilibre fragile en divisant encore davantage la société entre celles et ceux qui reçoivent des prestations et celles et ceux qui n'en reçoivent pas, mais qui sont appelés à les financer.

Une telle situation, propre aux programmes sélectifs, ne peut qu'engendrer des frictions sociales qui, à court, moyen ou long terme, remettent en question, sinon l'existence même de tels programmes, tout au moins les ressources qui y sont consacrées. Les programmes d'aide ou d'assistance sociale en sont un exemple frappant: en plus de soumettre les bénéficiaires à des humiliations constantes, la dynamique de ces programmes fait naître parmi la population des préjugés sociaux envers ces mêmes bénéficiaires les stigmatisant encore davantage. Ainsi la division entre ceux qui paient et ceux qui reçoivent constitue une des sources importantes de la pression constante pour maintenir les prestations à leur plus bas niveau possible, maintenant ainsi de plus en plus d'individus et de familles dans la pauvreté.

La solidarité ou la cohésion sociale minimale propre aux programmes universels constitue en ce sens une certaine garantie contre la détérioration de la qualité de ces programmes.

L'affaiblissement du programme universel d'allocations familiales a une autre conséquence majeure, cette fois sur l'autonomie d'un très grand nombre de Canadiennes qui n'ont que les allocations familiales comme seule source autonome de revenu. La sélectivité accrue des programmes de prestations d'aide aux enfants et la réduction des allocations familiales accroîtraient ainsi la dépendance de ces femmes envers leur conjoint.

Les trois volets de la réforme proposée par le gouvernement fédéral sont:

Premièrement, la désindexation partielle des allocations familiales.

*[Traduction]*

Must we wait until successive reforms of the child benefits system make family allowances and entirely symbolic part of all benefits programs? Perhaps even then the government would claim that the principle of universality had been safeguarded.

While universality is a fundamental principle of our social security system, the citizens of this country feel that society as a whole must accept certain responsibilities, that some goods and services must be sheltered from the effect of market forces and made available to all citizens regardless of their income. In this way, the universal family allowances program, founded in 1945, is a form of recognition that society has taken collective responsibility of some of the cost of child care and education.

Universality is also a contributing factor to the maintenance of a certain solidarity in society as a whole toward all families with children, independent of their financial situation. By calling into question the principle of universality, either by abandoning it completely or weakening it gradually, as in the present case, we are endangering this fragile balance by deepening the social division between those who receive benefits and those who do not, but must nevertheless pay for them.

This situation, which is characteristic of selective programs, can only create social friction which, in the short, medium or long term, call into question at least the resources allocated to such programs, if not the very existence of the programs themselves. Social aid and assistance programs are a striking example of this type of development: in addition to subjecting beneficiaries to constant humiliation, the dynamics of these programs develop social prejudices in the general public toward beneficiaries, who are thus stigmatized even further. Thus, the division between those who pay and those who receive is one of the major causes of constant pressure to maintain the level of benefits at its lowest possible level, thus keeping an increasing number of families and individuals in poverty.

This minimum level of social solidarity or cohesion that characterizes universal programs is therefore a guarantee against any deterioration in the quality of those programs.

The weakening of the universal family allowances program has another major effect on the self-sufficiency of a very large number of Canadian women whose only independent source of income is the family allowance. The increasingly selective nature of child benefit programs and the reduction in family allowances increases the dependence of these women on their husbands.

The three states of the reform proposed by the federal government are as follows:

—first, partial deindexing of family allowances;



*[Text]*

Deuxièmement, l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant, la réduction du seuil de revenu à partir duquel le crédit diminue et la désindexation partielle du crédit d'impôt, et

La diminution de l'exemption pour enfants à charge et éventuellement sa désindexation partielle.

Ils se traduiront par une réduction très significative des sommes versées aux familles avec enfants d'ici la fin de la décennie.

Selon les estimés mêmes du gouvernement fédéral, la désindexation partielle des allocations familiales coûtera aux familles canadiennes 400 millions pour l'année financière 1990-1991 seulement, tandis que les modifications proposées au chapitre du crédit d'impôt et à l'exemption pour enfant à charge coûteront aux familles avec enfants un autre 155 millions de dollars durant cette même année. Au total en 1990-1991 seulement, le gouvernement fédéral récupérera 555 millions en prestations aux enfants.

De son côté la Coalition des femmes pour les allocations familiales estime que la réforme proposée coûtera, aux familles canadiennes qui ont des enfants, plus de 1.5 milliards, d'ici 1990.

Nous sommes d'avis qu'une réforme des divers programmes s'impose; mais, nous trouvons inacceptable que le gouvernement saisisse l'occasion d'une telle réforme pour diminuer l'enveloppe budgétaire consacrée aux prestations pour enfants.

La réduction des sommes consacrées aux prestations touchent toutes les couches de la société, y compris les familles qui vivent dans le pire état de pauvreté que notre société continue à produire et à tolérer.

En effet, l'analyse du budget fédéral effectuée par le Conseil national du bien-être social démontre que la très grande majorité des familles à revenu modeste et plus que modeste, perdrons des sommes qui, pour certains peuvent sembler marginales mais qui en réalité pour ces familles constituent des montants tout à fait essentiels, étant donné l'état d'indigence dans lequel elles vivent. Selon le Conseil national du bien-être social, les familles de deux enfants dont le revenu familial est inférieur à \$9,000 par année perdront en 1986, \$22 en prestations. S'il est vrai que ces familles bénéficieront des hausses de prestations de 1987 à 1990, à cause de l'augmentation du crédit d'impôt, à compter de 1991, ces familles verront leurs prestations diminuer, toujours si on compte ces prestations à celles qu'elles auraient reçues si les programmes actuels étaient maintenus.

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons l'impact de la réforme proposée sur les revenus d'une famille de deux adultes et deux enfants lorsque seulement un des adultes travaille, selon la taille du revenu.

On peut conclure selon le tableau que les familles dont le revenu s'élève à \$15,000 par année et qui vivent aussi sous le seuil de la pauvreté verront leurs prestations diminuer durant chacune des années 1986 à 1990 et ce, de façon croissante, moins \$16 en 1986 et moins \$110 en 1990.

Les familles à revenu moyen (\$35,000) perdent quant à elles des sommes extrêmement importantes pendant la même période à cause particulièrement de la diminution de l'exemp-

*[Traduction]*

—second, an increase in the child tax credit, lowering of the turning point and partial deindexing of the tax credit;

—third, reduction in, and possible partial deindexing of the child tax exemption.

These three components will result in a very significant reduction in amounts paid to families with children by the end of the decade.

According to federal government estimates, the partial deindexing of family allowances will cost Canadian families \$400 million for the 1990-1991 fiscal year alone, whereas proposed changes to the tax credit and child tax exemption will cost families with children another \$155 million during that same year. In 1990-1991 alone, the federal government will recover \$555 million in child benefits.

The Women's Coalition for Family Allowances estimates that the proposed reform will cost Canadian families with children more than \$1.5 billion by 1990.

It is our opinion that reform of the various programs is necessary, but we find it unacceptable that the government should take advantage of such a reform to reduce the budget envelope for child benefits.

The cut in benefits will affect all levels of society, including families living in the worst poverty, which our society continues to produce and tolerate.

Analysis of the federal budget by the National Council of Welfare shows that by far most families of modest and less than modest means will lose income which, though they may appear marginal to some, are entirely essential to those families, given the state of poverty in which they live. According to the National Council of Welfare, families with two children and an annual income of less than \$9,000 will lose \$22 in benefits in 1986. Although those families will receive greater benefits from 1987 to 1990, as a result of the increased tax credit, their benefits will decline starting in 1991 relative to the benefits they would have received if current programs had been maintained.

In the following table, we show the impact the proposed reform will have on the income of a family of two children and two adults, only one of whom works, for various income levels.

From the table, it may be seen that families with an annual income of \$15,000 living below the poverty line will receive steadily declining benefits from 1986 to 1990, the amount of the reduction being \$16 in 1986 and rising to \$110 in 1990.

Middle-income families (annual income of \$35,000) will lose very large amounts during the same period mainly through the reduction in the child tax exemption and the low-

*[Text]*

tion ainsi que de la réduction du seuil à partir duquel le crédit d'impôt diminue, soit \$25,500, au lieu de \$26,300 actuellement.

Quant aux familles à haut revenu, elles voient aussi la valeur de leurs prestations diminuer, tout particulièrement à cause de la réduction du niveau de l'exemption pour enfants à charge. Il est important, ici, de noter deux faits. D'abord la diminution de prestations de \$1,307 pour ces familles à haut revenu représente un pourcentage de leur revenu total plus petit que le pourcentage du revenu total représenté par la diminution des prestations pour les familles dont le revenu est de \$15,000 et de \$35,000. On demande donc aux familles à revenu faible et moyen de faire un effort relativement plus grand que celui exigé des familles à revenu élevé. Mais, il y a plus grave. Si on considère l'ensemble des mesures budgétaires de mai 1985, à l'exception des hausses d'impôt à la consommation, on s'aperçoit que le manque à gagner au niveau des prestations pour les familles à revenu élevé est compensé plus que cinq fois par les mesures proposées au niveau de l'impôt sur le revenu des particuliers. Si ces familles perdent \$1307 en prestations pour enfant de 1986 à 1990, par contre les autres mesures du budget Wilson diminueront leur impôt sur le revenu de \$6,921 dans la même période. Le gain net est donc pour ces familles de \$5,614, toujours pour la même période.

Pour les familles à revenu faible et moyen, l'effet est exactement le contraire. Non seulement voient-elles leurs prestations réduites, mais elles paieront plus d'impôt sur le revenu: \$2,174 de plus pour les familles dont le revenu est de \$15,000 et \$4,216 de plus pour les familles dont le revenu est de \$35,000.

L'impact des mesures proposées au projet de loi C-70 est encore plus dramatique pour les familles monoparentales, puisque le taux de pauvreté de ces familles est de beaucoup plus élevé que celui des couples avec enfants. En effet, en 1983, 49 p. 100 des familles monoparentales dirigées par des femmes et 21 p. 100 de celles dirigées par des hommes vivaient sous le seuil des faibles revenus, comparativement à 11 p. 100 pour les couples avec enfants. En outre, on sait que plus de 80 p. 100 de l'ensemble des familles monoparentales ont une femme comme chef.

Or, la réforme des prestations pour enfants fera perdre, si elle est adoptée, \$281 aux familles monoparentales avec deux enfants et un revenu de \$15,000 de 1986 à 1990 et \$944 à celles dont le revenu est de \$35,000. La famille monoparentale ayant des revenus de \$60,000 perdra en prestations \$1,494; mais ici encore, l'ensemble des mesures budgétaires fera épargner à ces familles \$1,898 d'impôt sur le revenu.

Nous ne pouvons faire autrement que de conclure que la réforme des prestations aux enfants renforcera l'état de la pauvreté d'un très grand nombre de familles canadiennes, réduira le niveau de vie des familles à revenu moyen et aura des conséquences désastreuses, particulièrement pour les femmes chef de famille monoparentale.

La CSN demande donc au gouvernement de retirer le projet de loi C-70 et d'entreprendre une réforme des prestations aux enfants en tenant compte des considérations suivantes:

*[Traduction]*

ering of the turning point (\$25,500 instead of the current \$26,300).

Benefits for high income families will fall, particularly due to the decrease of the level of the child tax exemption. Two important facts should be noted here. First, the \$1,307 cut in benefits for high-income families represents a smaller percentage of total income than the corresponding reduction in benefits for the families with \$15,000 and \$35,000 incomes. The low- and medium-income families are thus required to make a relatively greater effort than that demanded of high-income families. But that is not all. A review of the measures contained in the May 1985 budget, excluding the tax increases on consumer items, shows that the benefits high-income families lose they recover more than five times over through the proposed personal income tax measures. Although these families will lose \$1,307 in child benefits from 1986 to 1990, their income tax will be cut by \$6,921 during the same period as a result of the measures contained in the Wilson budget. These families will thus realize a net gain of \$5,614 over that period.

The budget will have the exact opposite effect on low- and middle-income families. Not only will their benefits be cut back, they will also pay more income tax: \$2,174 more for families with an annual income of \$15,000 and \$4,216 more for those with an income of \$35,000.

The impact of the measures proposed in Bill C-70 is even more striking for single-parent families, since the incidence of poverty is much higher among these families than among couples with children. In 1983, 49 per cent of single-parent families headed by women and 21 per cent of those headed by men lived below the poverty line, compared to 11 per cent of couples with children. In addition, the heads of more than 80 per cent of all single-parent families are women.

If adopted, the child benefit reform will cost single-parent families with two children and an annual income of \$15,000 \$281 between 1986 and 1990. Families with incomes of \$35,000 will lose \$944 over the same period. The single-parent family with an income of \$60,000 will lose \$1,494 in benefits, but, here again, will save \$1,898 in income taxes as a result of the budget measures.

We can only conclude that the child benefit reform will reinforce the poverty of a very large number of Canadian families, lower the standard of living of medium-income families and have particularly disastrous consequences for the female heads of single-parent families.

CSN therefore asks the government to withdraw Bill C-70 and to undertake a reform of the child benefits system based on the following considerations:



*[Text]*

Que cette réforme s'adresse à toutes les mesures fiscales et autres qui visent à aider les familles avec enfants, ce qui incluerait l'exemption d'un conjoint ainsi que les déductions de frais de garde.

Étant donné leur caractère sélectif et régressif, que toutes les formes d'exemptions pour enfants soient abolies.

Que les sommes récupérées soient versées dans les programmes d'allocations familiales et le crédit d'impôt pour enfant en s'assurant que la part des allocations familiales dans l'ensemble des prestations augmente.

Que le seuil de revenu à partir duquel le crédit d'impôt pour enfant diminue soit fixé au niveau du revenu familial moyen au Canada et qu'il soit indexé à son évolution.

Finalement, que toutes les prestations destinées aux enfants soient indexées à l'indice des prix à la consommation.

Une telle réforme assurerait non seulement le renforcement du principe de l'universalité de ces prestations mais serait socialement plus équitable.

Je vous remercie.

**Le président:** Merci beaucoup.

Est-ce que l'un des membres du comité aurait des commentaires ou des questions à formuler, suite à cette présentation précise, surtout en ce qui se rapporte aux recommandations de la dernière page?

Sénateur Rousseau?

**Le sénateur Rousseau:** Je dois féliciter et remercier la CSN d'être venue nous rencontrer ce matin. Je suis d'accord avec certaines de vos recommandations. Le 30 janvier, j'ai prononcé un discours au Sénat contre ce projet de loi C-70. Évidemment, il y a de l'amélioration à apporter dans ces programmes. Pour le moment, nous n'avons pas de solution de rechange.

Vous vous êtes appuyés beaucoup sur l'importance de l'universalité du programme qui serait érodée par le projet de loi C-70. Comment expliquez-vous que ce n'est pas un bon substitut que de désindexer les allocations familiales pour en donner plus en crédit d'impôt par exemple, aux familles les plus pauvres?

**Mme David:** Tel qu'il est expliqué dans le mémoire, on diminue le seuil de revenu pour avoir droit au crédit d'impôt qui était de \$26,000 et qui maintenant, passe à \$23,000. Alors, il y a une tranche de familles qui est déjà considérablement touchée.

Nous avons constaté dans nos discussions avec des assistés sociaux dont le Front commun des assistés sociaux entre autres, qu'ils voient dans les mesures de la désindexation des allocations familiales une menace pour leur appauvrissement éventuel.

Ils donnent comme exemples qu'en 1979 il y a eu l'introduction du crédit d'impôt pour enfant et une diminution en conséquence des allocations familiales. Au Québec, on a alors tenu compte du crédit d'impôt pour enfant comme revenu. Alors, on n'a pas indexé, ou très partiellement, les prestations d'aide sociale. Le résultat a été que les familles très pauvres, celles des assistés sociaux, ont reçu moins par mois en 1979 qu'en 1978.

*[Traduction]*

That the reform focus on all fiscal and other measures designed to assist families with children, including the spouse exemption and day-care deductions;

That, given their selective and regressive nature, all child exemptions be abolished;

That amounts recovered be allocated to family allowance and child tax credit programs and that family allowances be increased as a percentage of all benefits provided;

That the income level at which the child tax credit is reduced be set at the level of the average family income in Canada and that it be indexed on that figure;

Lastly, that all child benefits be indexed on the basis of the Consumer Price Index.

This type of reform would strengthen the principle of universality at the heart of the benefits system and would be socially more equitable.

Thank you.

**The Chairman:** Thank you very much.

Do any of the Committee members have any comments or questions concerning this very specific presentation, particularly with regard to the last page, the recommendations?

Senator Rousseau?

**Senator Rousseau:** I must commend and thank the CSN for meeting with us here this morning. I enterily agree with some of your recommendations, having myself made a speech against Bill C-70 last January 30. Improvements should of course be made to these programs. For the moment, however, we have no alternative solutions.

You have stressed the importance of the universality of the program which would be eroded by Bill C-70. How do you explain that it is not a good idea to deindex family allowances in order to grant higher tax credits, for example, to the poorest families?

**Mrs. David:** As outlined in the brief, the turning point, the income level at which families are eligible for the tax credit, is being lowered. It used to be \$26,000 and will now drop to \$23,000. As a result, one category of families is already very much affected.

What we observed in our discussions with welfare recipients, including the Front commun des assistés sociaux, was that they see family allocation deindexing measures as a threat, as eventually leading to poverty.

As an example, they pointed out that, when the child tax credit was introduced in 1979, family allowances were reduced as a result. In Quebec, the child tax credit was considered as income. Social benefits were indexed not at all, or only very slightly. The result was that very poor families, welfare recipients, received less per month in 1979 than in 1978.

*[Text]*

On pense que leur analyse est juste lorsque le gouvernement veut couper dans les programmes de transferts aux provinces. Alors, qu'arrivera-t-il des personnes sur l'aide sociale? Elles sont convaincues qu'elles seront touchées.

L'autre aspect est que c'est un revenu mensuel vital pour ces personnes. Ce n'est pas un revenu à la fin de l'année que l'on attend mais à tous les mois, particulièrement dans les périodes d'hiver.

Le crédit d'impôt arrive à la fin de l'année. Déjà les familles pauvres ont dû s'endetter à tous les mois pour des besoins courants. Alors, la question de l'universalité est primordiale.

**Le sénateur Rousseau:** Je suis d'accord lorsque vous dites que les familles attendent après leur argent à la fin du mois.

Comme je l'ai dit hier, il est certain que le chèque est changeable en argent comptant immédiatement. Alors, on attendra deux ou trois mois pour le crédit d'impôt.

Évidemment, le pouvoir d'emprunt et de consommation de ces familles est diminué énormément à l'intérieur d'un endettement. Merci.

**Le président:** Est-ce qu'il y a d'autres questions... Sénateur Marsden?

**Senator Marsden:** I very much appreciate your brief and the proposals that you have made. They address the question Senator Robertson put earlier, which has to do with the larger reform. It is clear that you do not like this bill. We do not like this bill either. You have suggested a series of measures and I would like to ask you about those. If all that you propose here were implemented, in your opinion would it bring families with children out of poverty?

**M. Auger:** Je ne crois pas que ce train de mesures disposerait de tout le problème de la pauvreté pour les familles avec enfants. Cependant, je dirais que cela pourrait assurer un minimum vital qui doit être au moins fourni aux familles dans le besoin.

Or, si l'on veut régler tout le problème de la pauvreté, il faut voir, dans les autres programmes de soutien et particulièrement au niveau de la création d'emplois, la possibilité de donner des chances aux gens d'avoir un revenu décent et permanent.

Dans notre analyse, nous avons souligné le projet de loi C-70 avec ses conséquences affectant directement les familles à faible revenu. Dans l'ensemble, et en incluant les autres projets de loi qui ont voulu toucher au principe de l'universalité, c'est excessivement dangereux sous sa forme actuelle et également dans un avenir rapproché pour un autre cadre législatif.

On devrait se rappeler la bataille sur les pensions pour les personnes âgées. Pour nous, c'est le même scénario de fond qui est véhiculé. Fondamentalement c'est le point que l'on interpelle dans notre mémoire.

**Senator Marsden:** But I think that you would agree that over the last many years universality has not been a feature of most social programs, with the exception of family allowance and old age security; you would agree that they are selective programs. Are you proposing, therefore, that programs be expanded to other programs beyond the family allowance, or

*[Traduction]*

We think their analysis is correct with respect to proposed government cuts in transfer programs to the provinces. What, then, will happen to social benefit recipients? They are convinced they will be affected.

Their other concern is that these benefits are a vital part of their monthly income. They do not want a year-end income, but rather an income every month, particularly during winter.

The tax credit arrives at the end of the year. Poor families have to borrow every month to meet current needs. Consequently, the matter of universality is of utmost importance.

**Senator Rousseau:** I agree with you that families wait for their money at the end of the month.

It is true, as I said yesterday, that a cheque can be immediately transformed into cash. For the tax credit, however, families must wait two or three months.

Obviously, the borrowing power of these families and their consumer purchasing power are greatly reduced by debt. Thank you.

**The Chairman:** Are there any other questions? Senator Marsden?

**Le sénateur Marsden:** Je trouve votre mémoire et vos propositions très intéressants. Leur esprit rejoint la suggestion faite un peu plus tôt par la sénatrice Robertson d'élargir la portée de la réforme. Il est clair que vous n'êtes pas en faveur de ce projet de loi. Nous ne le sommes pas non plus. Vous avez proposé une série de mesures sur lesquelles j'aimerais en savoir plus long. Si toutes vos recommandations étaient adoptées, croyez-vous que cela suffirait à sortir de la pauvreté les familles qui ont des enfants?

**Mr. Auger:** I don't think that even this series of measures would solve the problem of poverty for families with children. However, what could be a solution, I think, would be a sort of basic minimum that should be provided to needy families.

By that I mean that, if we want to achieve a more complete solution to the problem of poverty, there should be some possibility through the other support programs, particularly those concerning job creation, of giving people the chance for a decent and permanent income.

In our proposals and analysis, we carefully examined Bill C-70 and the direct consequences it would have on families. In light of that analysis, we feel that the Bill itself and other bills touching on the principle of universality are very dangerous. They are dangerous in their present form and will remain so in the near future with respect to another legislative framework.

Remember the battle over old age pensions. We think that the same basic scenario is forming. This is essentially what we are stating in our brief.

**Le sénateur Marsden:** Vous conviendrez avec moi qu'au cours des dernières années l'universalité n'a pas été incluse dans la plupart des programmes sociaux, à l'exception peut-être des allocations familiales et des pensions de vieillesse. Préconiserez-vous d'étendre le principe de l'universalité à d'autres programmes que celui des allocations familiales, ou seriez-vous



[Text]

do you see some mixture of a fully-indexed universal family allowance and selective programs.

**Mme David:** Les propositions à la fin du mémoire vont dans le sens d'accroître l'universalité et de renforcer le programme d'allocations familiales et en proportion plus haute que le crédit d'impôt d'enfants. On propose aussi l'abolition des exemptions. Alors, on veut vraiment aller dans le sens de renforcer le caractère universel plutôt que sélectif.

Je pense que, dans le mémoire on explique assez bien la crainte que l'on a de voir rendre davantage sélectifs les quelques programmes universels que l'on a; cette crainte de se retrouver avec des gens qui reçoivent une subsistance, la charité publique.

Apartir d'un seuil quand même pas énorme, autour de \$20,000, une famille avec deux enfants n'est pas si riche que cela. Alors, les gens paient et ne reçoivent rien en retour.

Comme cela s'est produit aux États-Unis dans certaines régions, on a en germe tout ce qu'il faut pour qu'il y ait une pression de la part des payeurs de taxes afin de causer la baisse des programmes d'assistance sociaux et même leur disparition, comme cela a déjà été le cas aux États-Unis.

Pour parler des pensions de vieillesse et des allocations familiales au Canada, il y en a aussi sous d'autres formes tel le programme d'assurance maladie. Il y a quand même quelques programmes universels. Ce débat se poursuit présentement au sujet de l'assurance maladie. On voit poindre des éléments où il y aurait aussi des risques de sélectivité.

On reprendra certainement le même discours. On trouve dangereux de s'embarquer dans cette direction parce qu'il se créera des pressions au point de la qualité et la quantité de ces programmes qui sont déjà à la baisse.

**Mr. Auger:** Si j'ai bien entendu votre question c'est que l'on ne peut parler d'introduction de programmes sélectifs avant qu'il y ait une base d'établie. Il peut y avoir des programmes sélectifs d'établis par la suite, mais il faut que cette base minimale soit très bien consolidée.

À notre avis, cette assise est actuellement menacée par le projet de loi C-70. C'est pour cela que l'on dit «non». Par la suite, on pourra intervenir pour aider des familles à très faible revenu.

Comme je le disais tantôt, on ne peut arriver à leur fournir un emploi qui leur accorde un niveau de revenu satisfaisant. On devra travailler sur ces programmes.

**Le président:** Est-ce qu'il y a d'autres questions. Sinon, je me permettrai d'en poser quelques-unes.

Si j'ai bien compris votre approche fondamentale (vous venez d'ailleurs de la reprendre et vous l'avez très bien exposée dans le texte) il y a là vraiment une question de principe.

Les programmes universels occupent la place principale, ce que vous semblez laisser entendre, puisque vous soulignez que ce n'est pas bien de réduire l'importance relative des allocations familiales par rapport au crédit d'impôt... C'est bien ce que vous dites, n'est-ce pas?

[Traduction]

davantage en faveur d'assortir la pleine indexation des allocations familiales universelles de certains programmes sélectifs?

**Mrs. David:** The proposals set out at the end of the brief are mainly designed to support the universality principle and strengthen the family allowance program, to strengthen it, in relative terms, to a greater extent than the child tax credit. We are also recommending that exemptions finally be abolished. We are very much in favour of strengthening the universal, rather than selective nature of benefits provided.

I think we have explained fairly clearly people's fear that, by making the universal programs more selective, we will be singling out people for a form of subsistence income, ultimately for a kind of public charity.

Starting at an income level that is not all that high, around \$20,000, families are not in fact very rich at all. These people are required to pay and receive nothing in return.

We are now witnessing a trend toward what has taken place in certain regions of the United States, the beginnings of taxpayer pressure to reduce social assistance programs and, ultimately, to do away with them all together.

Speaking about old age pensions and family allowances in Canada, there are other forms as well; there is the health insurance program. A number of universal programs do exist. Public debate is currently under way on health insurance, and certain elements will be selected where there are risks of selectiveness as well.

And we will certainly have the same remarks to make. We find it dangerous to go off in this direction because that could put negative pressure on the quality and quantity of these programs.

**Mr. Auger:** If I have correctly understood your question, we cannot consider introducing selective programs before a basis has been established. Selective programs could then be instituted, but that minimum basis must be very well consolidated.

In our opinion it is precisely this basis that is threatened by Bill C-70. It is for this reason that we oppose it, so that we can assist very low-income families with supplements.

As I said a moment ago, we will not be able to provide them with jobs that give them a satisfactory level of income. We will have to work on these programs.

**The Chairman:** Are there any other questions. If not, I would like to ask one or two of my own.

If I have understood your basic approach, which you have just restated—you explained it very clearly in the text and have just now restated it—there is really a matter of principle involved.

If universality or universal programs are of primary importance, which is what you seem to suggest, since you emphasize that it is not a good idea to reduce family allowances relative to the tax credit... that is what you said, is it not?

[Text]

**M. David:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Je pense qu'il faut noter que dans l'esprit de beaucoup de gens (et cela depuis quelques années), c'est précisément le contraire qu'il faut accomplir. Il faut viser à aider tout d'abord ceux qui sont dans le besoin. Pour ce faire, inévitablement, on aura à effectuer des transferts, prenant des sommes chez ceux ayant de plus gros revenus, pour les affecter à des programmes venant en aide à ceux qui en ont moins. C'est le principe en cause.

Je suis un peu étonné que vous le souteniez de façon aussi catégorique. De plus en plus, dans la perception de beaucoup de gens, inscrire le crédit d'impôt dans le système est un progrès.

Comme vous le soulignez, c'est une mesure sélective mais visant à aider ceux qui en ont le plus besoin. Ne discutons pas des seuils, etc., disons que c'est une modalité. Mais, sur le principe, vous semblez vous y objecter.

Par ailleurs, je note que dans vos propositions, vous suggérez de réduire, je pense que vous avez même employé l'expression «abolir», les exemptions pour enfants.

D'une certaine façon, les exemptions sont un programme universel. En ce sens, n'importe qui en bénéficie en autant qu'il ait des enfants.

Vous proposez cependant d'abolir les exemptions pour enfants et de transférer les sommes ainsi libérées à la fois au crédit d'impôt et aux allocations familiales, mais en donnant toujours la primauté aux allocations familiales.

A tort ou à raison, j'ai l'impression qu'une petite contradiction se glisse dans l'approche même, au niveau du principe. Voilà ma question, mon commentaire si vous le préférez.

**M. Auger:** J'ai un premier commentaire, Anne-Marie pourra peut-être compléter par la suite. Effectivement pour nous, la question de l'universalité occupe la place principale. Donc, le principe même de l'universalité tient la place principale.

**Le président:** Concrètement, cela signifie que les allocations familiales occuperaient une place plus importante que le crédit d'impôt.

**M. Auger:** Oui, l'analyse que l'on a pu en faire et que l'on soutient pour une raison simple, est qu'effectivement, si on maintient une allocation familiale de base, quelles que soient les catégories de revenu jusqu'à un certain point, on peut faire une redistribution plus équitable entre les familles de revenus différents par l'entremise des taux d'imposition. Nous avons vécu ces derniers mois en terme de dispositions budgétaires un allègement par diverses voies pour les hauts salariés ou les personnes à très haut et à haut revenu, par diverses voies de sortie, des échappatoires de diverses natures. Nous proposons de faire en sorte que les fonds versés sur une base normale, je dirais par les allocations familiales, puissent être récupérés par cette redistribution de l'impôt. C'est ce que l'on soutient dans notre mémoire. D'une part, on touche à l'universalité, un principe important, et d'autre part, on constate qu'il y a des sorties de fond. Il y a des choix sociaux, politiques et économiques faits par le gouvernement. Nous ne partageons pas son point de vue.

[Traduction]

**Mr. David:** Yes.

**The Chairman:** Then I think we should point out that, in the minds of many people and for many years, it is exactly the opposite that we should be doing. We should first try to help those who are needy and, for that reason, we will inevitably have to make transfers, taking money from those with large incomes and supporting programs that assist those who have less. That is the principle at issue.

I am really a bit surprised that you are so categorical in supporting it. More and more in the minds of many people the inclusion of the tax credit in the system is being considered as progress.

As you point out, it is a selective measure, but one that is intended to help those who need it the most. But let's not discuss income levels, etc.; let us say that that is an administrative matter. But you seem to object to the very principle.

In addition I see that, in your recommendations, you suggest that the child tax exemptions should be reduced, even abolished—I think you even used the word “abolish”.

In one way, the exemptions represent a universal program. In that sense, any one who has children benefits from it.

You recommend that the child exemptions be abolished, however, and that the tax revenue thus generated be transferred to both the tax credit and family allowances, with the family allowances still taking precedence.

Right or wrong, I get the impression that there is a slight contradiction in your approach with regard to the principle involved. That is my question, or rather comment, if you prefer.

**Mr. Auger:** I have one comment to make, and Anne-Marie may want to supplement it. First, it is true that, for us, the question of universality is of utmost importance. The very principle of universality is of utmost importance.

**The Chairman:** In concrete terms, then, that means that family allowances take a more important place than the tax credit.

**Mr. Auger:** Yes. That comes from the analysis we have conducted and which we support for one simple reason: that, if we maintain a basic family allowance for all income categories up to certain point, the manner in which we can achieve a more equitable redistribution between families of different incomes is precisely through income tax rates. Compared to the budget measures we have experienced in the past few months, this provides various types of tax relief for well-paid employees or high and very high income persons, through various types of tax loopholes. As a result, funds paid on a normal basis, through family allowances, can be recovered through this redistribution of income taxes. That is what we maintain in our brief. On the one hand, we focus on universality, an important principle; on the other, we examine the ways in which funds are paid out. The government makes social, political and economic choices. We do not share its point of view.



## [Text]

Je vais vous donner un exemple: Je ne veux pas jouer au devin sur le budget qui sera livré, mais à la CSN, nous avons formulé une inquiétude depuis fort longtemps. On s'étonne beaucoup des rumeurs à l'effet que le ministère qui profiterait des plus grosses augmentations dans le budget serait celui de la Défense nationale.

Nous considérons cette possibilité très critiquable. Nous ne nous gênons pas pour dire qu'elle est inacceptable car au moment même temps où nous vivons en parallèle la remise en question du principe aussi fondamental de l'universalité et ce problème au niveau des allocations familiales, nous retrouvons ce budget pour la Défense nationale.

Ace sujet, je demanderai à Anne-Marie de compléter pour le deuxième volet de votre question.

**Mme David:** Je m'efforcerais de répondre complètement à votre question. Tous les mémoires déposés devant le comité législatif de la Chambre des communes abondaient dans le même sens, à savoir renforcer le caractère universel au détriment du caractère sélectif.

Les associations qui présentaient des mémoires représentaient des regroupements contre la pauvreté. Même ces gens qui pourraient prétendre, ah mon Dieu! que ces personnes avec un revenu de \$100,000 n'ont pas besoin de ces montants d'argent, ces personnes très pauvres qui pourraient facilement argumenter à ce sujet n'ont pas voulu aller dans le sens de favoriser la sélectivité des programmes.

Selon l'argumentation présentée tout à l'heure, les gens disent que ce ne sont pas des programmes d'assistance que l'on désire mais des programmes universels.

Quand on désire prendre l'argent des personnes à haut revenu et que l'on souligne le caractère de la sélectivité, on considère que dire \$21,000 ou \$23,000 ne représente pas un gros salaire. On pense que les revenus moyens et peu élevés seront vraiment grandement touchés par les mesures annoncées. Il ne s'agit pas de personnes à haut revenu.

Sur la question des exemptions, pour le peu que je pense comprendre du système fiscal, je ne crois pas que les exemptions soient vraiment un programme universel. Les gens à plus bas revenu, les gens qui reçoivent \$15,000 ou \$16,000 par année ne bénéficient pas beaucoup des exemptions. Ils reçoivent beaucoup d'argent qui leur revient directement sous forme d'allocations familiales et de crédit d'impôt.

Les exemptions ont un caractère plus régressif. Nous pensons qu'elles profitent surtout aux gens dont le revenu est plus élevé. C'est la raison pour laquelle nous pensons que les exemptions ne sont pas un programme universel. Nous visons à renforcer le programme d'allocations familiales. Dans le fond, nous prétendons qu'il aurait fallu étudier la situation d'ensemble et voir l'ensemble des sommes, des prestations destinées aux enfants. Il faudrait revoir comment l'assiette fiscale pourrait être redistribuée.

Vraiment, il aurait fallu une consultation plus large, une analyse plus serrée pour aboutir à une loi ou à une réforme de la loi qui aurait vraiment visé les bas et les moyens revenus. Nous croyons que cela a été fait de façon précipitée finalement.

## [Traduction]

Let me give you an example. I'm not trying to guess what will be in the budget, but we at CSN have been concerned about one matter for some time. We are very much surprised by the rumours that the Department that will receive the largest budget increases in the budget will be National Defence.

We are very critical of this kind of policy, and do not hesitate to say that it is unacceptable to increase the budget for National Defence while calling into question principles as fundamental as universality and its application to family allowances.

In this connection, I'll ask Anne-Marie to answer the second part of your question.

**Mrs. David:** I shall try to answer your entire question. The authors of all the briefs tabled before the House of Commons Committee were unanimous in wanting to strengthen the universal character of programs instead of their selective character.

The associations presenting briefs represented organizations against poverty and even people earning income of \$100,000 a year and who did not need these benefits. Very poor people who could easily argue this way did not want to promote the selective nature of programs.

Concerning the arguments raised a few minutes ago, people say they want universal programs, not social assistance programs.

If the government is considering taking money from high-income earners, and if the selective nature of programs is emphasized, we do not think that \$21,000 or \$23,000 is a very high income. We feel that the medium- and low-income families will be considerably affected by the proposed measures, not the high-income earners.

With regard to exemptions, from the little I understand about fiscal matters, I do not think that the exemptions constitute a truly universal program. People earning low incomes, those earning \$15,000 or \$16,000 a year, derive little benefit from the exemptions. They benefit a great deal from the money that comes to them directly in the form of family allowance cheques and the tax credit.

The exemptions are regressive measures. We think they benefit people with higher incomes. For that reason, we feel that the exemptions do not constitute a universal program. Our aim is to strengthen the family allowance program. Ultimately, what we claim is that the overall situation should have been studied along with the overall amounts involved, with total child benefits; we should try to determine how the tax base could be redistributed.

Broader consultation and more careful analysis was required to achieve legislation or a legislative reform truly aimed at low- and middle-income groups. We think, in the end, that the process was hurried.

*[Text]*

**Le président:** A ce sujet, il sera intéressant pour vous de savoir que notre comité a débuté son étude il y a déjà plusieurs mois. Il a remis un rapport intérimaire qui porte principalement sur la méthodologie, la manière d'analyser l'ensemble des prestations pour enfants.

Nous allons entreprendre la deuxième phase de notre étude, précisément dans la perspective d'un réaménagement de l'ensemble du système de prestations pour enfants.

Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que le comité partage le point de vue qu'il faut envisager une approche plus globale. Vous serez peut-être intéressés à nous soumettre votre point de vue d'une façon plus élaborée sur une approche plus globale. Vous pourriez nous rendre un service considérable cette fois-ci en examinant les questions et les réponses possibles vers un réaménagement plus équilibré, si on peut dire. Ce qui me préoccupe un peu, c'est précisément votre approche philosophique. Personnellement, j'aurais été enclin à privilégier le crédit d'impôt dans un ensemble quelconque. Cela ne semble pas être tout à fait votre approche. Au nom de l'universalité, vous privilégiez davantage les allocations familiales.

Je ne suis pas sûr que tout le monde partage votre point de vue à ce sujet. Hier, nous avons entendu des groupes qui ont mentionné des choses un peu différentes. Votre approche irait plutôt du côté du crédit d'impôt.

J'accepte volontiers votre point de vue dans le sens que nous l'accueillons avec sympathie. Je me permets cependant de souligner ce problème qui sera une préoccupation majeure pour nous dans la phase dans laquelle nous allons entrer dans les semaines qui viennent.

J'ai vu tout à l'heure la main du sénateur Rousseau qui se levait et j'en conclus qu'elle désire poser une question. Compte tenu de l'heure, à moins que quelqu'un insiste beaucoup, après les questions du sénateur Rousseau, je vous offrirai l'occasion de résumer pour notre bénéfice votre position. Par la suite, ce sera le tour du prochain témoin à comparaître devant nous.

**Le sénateur Rousseau:** Je vous remercie monsieur le président. J'ai une courte question. Est-ce que vous avez des commentaires quant à l'acheminement du projet de loi C-70 à la Chambre des communes, la façon dont cela se passe.

**M. Auger:** Le seul commentaire que l'on peut émettre à la lecture des mémoires déposés au comité législatif de la Chambre des communes, je vous le livre sous toute réserve; tous les témoignages déposés de façon écrite et élaborés par différents groupes ont signalé le caractère déplacé de ce projet de loi.

Comme représentant du mouvement, je suis heureux que l'on puisse revenir devant le comité du Sénat pour expliquer à nouveau cette position.

Je ne suis pas un spécialiste des rapports qui existent entre le Sénat et la Chambre des communes. Notre attente est la suivante: dans quelle mesure cette deuxième chance qu'on a de faire valoir tous les points de vue peut-elle nous permettre d'interpeler à nouveau la Chambre des communes à se poser des questions sur la position qu'ils ont déjà prise. Actuellement, c'est le souhait que l'on peut formuler.

**Mme David:** J'aurais un commentaire peut-être un peu naïf. Mes chèques d'allocations familiales de janvier et février ont

*[Traduction]*

**The Chairman:** In this regard, you will be interested to know that our committee began a number of studies a few months ago and that it has published an interim report dealing mainly with the methodology for analysing all child benefits.

We are about to begin the second phase of our study specifically with a view to a reorganization of the entire child benefit system.

I agree with you entirely and the Committee shares this point of view that a more general approach should be considered. You will perhaps be interested in coming and giving us a more detailed point of view on such a general approach. You would be helping us considerably by examining the questions asked and answers given in an attempt to achieve a more balanced reorganization, as it were. What I am somewhat concerned about is your philosophical approach. Personally, I would have tended to favour the tax credit in whatever system is adopted. I don't think that that is entirely your approach. In the name of universality, you are more in favour of family allowances.

I am not sure that everyone shares your point of view in this regard. Yesterday, we heard from a number of groups who outlined somewhat different ideas. Your approach would tend away from the tax credit.

I willingly accept your point of view in the sense that we sympathize with your position. However, I take the liberty of raising this issue, which will be a major concern for us in the phase we shall be entering in the coming weeks.

A few minutes ago, I saw Senator Rousseau raise her hand, and I think she has a question. Given the time, unless someone is very insistent, after Senator Rousseau's question, I shall offer you the opportunity to sum up your position. It will then be the turn of the next witness to appear before us.

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman. I have one short question. Do you have any comments on the progress of Bill C-70 in the House of Commons, how things are going?

**Mr. Auger:** The only comment to be made, after reading the briefs submitted to the Legislative Committee of the House of Commons, and I say this with reservations, is that the written evidence enlarged upon by various groups all indicated that this Bill is inappropriate.

As a representative of the movement, I am pleased that we were able to reappear before the Senate Committee to explain this position again.

I am not a specialist in relations between the Senate and the House of Commons. Our expectation is as follows: we must use this second chance we have to state all views, to see to what extent this will enable us to persuade the House of Commons to rethink the position they have already taken. At the present time that is the wish we want to express.

**Mrs. David:** I have one comment that may be a little naive. My family allowance cheques for January and February were



[Text]

déjà été désindexés. Ma question est peut-être naïve: Comment se fait-il que ces chèques sont déjà désindexés alors que le Sénat doit entériner la loi et que le Gouverneur général doit signer par la suite. Est-ce normal?

**Le président:** Vous posez une question d'information.

**Mme David:** Oui.

**Le président:** Effectivement, la chose a été faite dans le passé. Par exemple, en 1976, la loi qui modifiait les allocations familiales, précisément pour les désindexer purement et simplement, a été adoptée, si ma mémoire est fidèle, au mois de décembre 1976. Les chèques étaient déjà distribués depuis le mois de janvier de la même année. La raison est que la mesure avait été annoncée dans le cadre du budget.

Dans les matières semblables, selon les juristes, cette procédure est juridiquement valable. Je reconnais avec vous que c'est paradoxal mais c'est juridiquement valable.

**Le sénateur Rousseau:** Ce n'est pas une raison pour faire la même chose, monsieur le président.

**Le président:** J'ai donné seulement une information. J'ai porté un petit jugement implicite en employant le mot «paradoxal» par la suite.

**Le sénateur Rousseau:** Nous avons très bien compris.

**Le président:** La question n'était pas naïve.

**Senator Robertson:** I know our time is running out, but I do have one intervention. I would be most interested in reading the translation of the report presented by the witnesses so that I can better understand, particularly, the last pages which sound most interesting. I will not get into the question of universality which Senator Tremblay raised.

A figure of 75 per cent is the most recent assessment of Canadians favouring increasing family allowances but restricting them to those in the greatest need. Therefore, I think governments find themselves in a dilemma.

What we have done in government, it seems, for some time, is increase the gap between the haves and the have-nots. As you said, we should have a revision or a different system put in place. I am certainly a proponent of that.

In response to your last question as to why your cheques were de-indexed, Senator Tremblay responded that it had been done before. I do not like that kind of legislation, but, having been involved in government for almost 18 years, I know that Parliament and legislatures across the country work somewhat like the courts on matters of precedent. If a government is aware that a precedent has been set, you will often find it taking advantage of that precedent whether we like it or not.

I would thank the witnesses for appearing before us. I look forward to reading in detail their report as I receive the translated version of it.

**Le président:** Est-ce que vous auriez un dernier commentaire à formuler?

[Traduction]

already deindexed. My question may be naive: How is it that these cheques are already deindexed when the Senate must pass the Bill and then the Governor General must subsequent sign. Is that normal?

**The Chairman:** You are asking a question of information.

**Mrs. David:** Yes.

**The Chairman:** In fact this has been done in the past, for example, in 1976, the Act amending family allowances, specifically to deindex them purely and simply, at the time was passed, if my memory is correct, in December 1976, and the cheques were distributed from January of the same year. The reason is that the change was announced in the budget.

According to the legal experts, this procedure is legally valid in such matters. I agree with you that it is paradoxical but it is legally valid.

**Senator Rousseau:** That is not a reason for doing the same thing, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I was merely giving information. I made a slight implicit judgment in using the word "paradoxical" afterward.

**Senator Rousseau:** We understood very well.

**The Chairman:** The question was not naive.

**Le sénateur Robertson:** Je sais que nous sommes à court de temps, mais j'aimerais faire une intervention. Je serais très intéressée à recevoir la version anglaise du mémoire présenté par les témoins. Je serais ainsi mieux à même d'en comprendre la teneur, en particulier en ce qui a trait aux dernières pages qui me semblent des plus intéressantes. Je n'ai pas l'intention de revenir sur la question de l'universalité soulevée par le sénateur Tremblay.

Selon un récent sondage, 75 p. 100 des Canadiens seraient en faveur d'augmenter le montant des allocations familiales mais d'en limiter les bénéficiaires à ceux qui en ont vraiment besoin. Le gouvernement se trouve donc devant un dilemme.

Il semble que tout ce que nous ayons réussi à faire depuis quelque temps, c'est d'accroître l'écart entre les riches et les pauvres. Comme vous, je crois qu'il est temps de repenser ou de remplacer le système actuel.

En réponse à votre dernière question au sujet de la raison pour laquelle vos chèques d'allocations ont été désindexés, le sénateur Tremblay a souligné que cela s'était déjà fait par le passé. Même si je n'approuve pas nécessairement cette façon de procéder, j'ai appris au cours de mes dix-huit années de vie politique, que le Parlement et les différentes assemblées provinciales fonctionnaient plus ou moins de la même façon que les tribunaux en matière de jurisprudence. L'existence de précédents sert souvent de prétexte aux gouvernements pour justifier leurs décisions, que cela nous plaise ou non.

Je remercie les témoins d'être venus nous rencontrer. Il me tarde de recevoir la version anglaise de leur rapport afin de pouvoir en prendre connaissance dans les détails.

**The Chairman:** Do you have any final comments?

[Text]

**M. Auger:** Tout d'abord, je désire remercier le comité de nous avoir invités. C'est un fait important, même si on se retrouve déjà face à une application de la législation. Suite aux remarques du sénateur Robertson, je pense que le minimum devant quoi on peut se retrouver effectivement, à très court terme, vous l'avez indiqué, monsieur le président et aussi au niveau de la Chambre des communes, on soit appelé à revoir de façon globale tout le système. Effectivement, ce système pose des problèmes, il en pose déjà et il en posera d'autres encore plus graves dans l'avenir.

Le souhait que je puisse faire est le suivant: avant qu'une telle modification puisse continuer ses ravages ou causer plus de difficultés, pourquoi ces mesures ne seraient-elles pas suspendues? Nous aurions ainsi le temps de revoir l'ensemble de toute cette problématique. En 1986, il sera aussi complexe sinon pire que ce que l'on a vécu dans les années passées. Rien ne nous laisse croire que le fardeau des petites gens sera allégé. Je vous remercie.

**Le président:** Je vous remercie d'être venus. Je peux vous annoncer qu'à courte échéance, nous allons vous mobiliser dans le cadre des réflexions que nous allons engager vers une approche plus globale.

**M. Auger:** Nous serons heureux de revenir.

**Le président:** J'invite maintenant le groupe du Comité canadien d'action sur le statut de la femme à venir présenter son point de vue. Bonjour, mesdames, je vous en prie, prenez place.

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue. Bien que nous ayons déjà certaines indications quant aux fonctions que vous occupez dans le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, si vous le jugez à propos, vous pourriez nous en dire un peu plus, en ce qui concerne l'organisme que vous représentez et le rôle que vous y jouez. Après quoi vous aurez la parole pour présenter votre point de vue sur le projet de loi à l'étude.

**Mme Louise Dulude, vice-présidente, Comité canadien d'action sur le statut de la femme:** Merci, monsieur le président. D'abord, je veux remercier le comité d'avoir accepté de nous entendre aujourd'hui. Je dois dire que, personnellement, je suis particulièrement heureuse de comparaître devant un comité dont un des membres est Mme Yvette Rousseau, avec laquelle j'ai eu le plaisir de travailler, pendant plusieurs années, au Conseil consultatif de la situation de la femme.

Permettez-moi de vous présenter notre groupe: d'abord, je suis Louise Dulude, vice-présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme. J'ai avec moi Madeleine Parent, membre de l'exécutif, et Kay Marshall, membre du comité qui travaille plus précisément sur les questions relatives aux pensions et aux questions de bénéfices aux familles.

Le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, comme vous le savez peut-être déjà, est le plus gros groupe féminin au Canada. Il représente maintenant 420 groupes féminins de toutes les parties du pays. De plus, si on regarde le nombre de membres individuels de nos groupes, on constate que nous avons une représentation dépassant trois millions de personnes.

Nous participons à la Coalition du Québec qui a comparu devant vous hier. Donc, tout de suite au départ, nous allons

[Traduction]

**Mr. Auger:** First, I want to thank the Committee for inviting us. This is important even though we are faced with the application of the legislation. Following the comments of Senator Robertson, I think the minimum we can in fact expect is that in the very short term, and you have noted this through the Committee, Mr. Chairman, and also in the House of Commons, there will be an overall revision of the entire system. In effect, this system is causing problems; it is already causing them and will cause other more serious ones in the future.

The one wish I have is to state the following: before such a change can continue or lead to further ravages or cause more difficulty, why would these measures not be postponed until all the problems can be reviewed, which in 1986 are as complex if not worse than those experienced in the past. We have no reason to believe that the burden on ordinary people will be lightened. Thank you.

**The Chairman:** Thank you for coming and I think I can announce that in the short term we shall be mobilizing you as part of the consideration we ourselves shall be giving to a more general approach.

**Mr. Auger:** We should be happy to come back.

**The Chairman:** I now invite the group from the Canadian Action Committee on the Status of Women to present its views. Good day, ladies, please come forward.

I am pleased to welcome you. If you consider it appropriate, although we already have some indication as to the positions you hold in the Canadian Action Committee on the Status of Women, if you consider it appropriate, you could tell us a little more about the organization you represent and your function there. After which, well, the floor is open to you to express your views on the Bill we are studying.

**Mrs. Louise Dulude, Vice-President, Canadian Action Committee on the Status of Women:** Thank you, Mr. Chairman. First, I should like to thank the Committee for agreeing to hear us today. I must say that, speaking personally, I am especially pleased to appear before a committee that includes Mrs. Yvette Rousseau, with whom I had the pleasure of working for several years on the Advisory Council on the Status of Women.

To introduce our group, first, I am Louise Dulude, Vice-President of the Canadian Action Committee on the Status of Women. With me are Madeleine Parent, who is a member of the Executive, and Kay Marshall, who is a member of the committee that is working specifically on questions relating to pensions and family benefits.

As you may already know, the Canadian Action Committee on the Status of Women is the largest women's group in Canada. It now represents 420 women's groups in all parts of the country. Moreover, if we consider the number of individual members in our groups, it will be seen that we have a representation of some, in excess of three million people.

We are participating in the Quebec Coalition which appeared before you yesterday. So, right at the outset, we shall state



*[Text]*

dire que nous sommes d'accord avec tout ce qui a été dit par ce groupe hier.

Aussi, avec la Coalition, nous avons participé aux efforts intensifs qui ont été faits depuis le budget pour faire retirer ce projet de loi C-70. On a dit comment, au Québec, il y a eu une réponse phénoménale des femmes. Je peux dire la même chose pour le reste du Canada. Nous estimons que plus d'un million de femmes ont signé des pétitions, ou se sont engagées dans des actions pour essayer de faire retirer ce projet de loi.

Nous pouvons dire que jamais dans l'histoire de notre groupe mis sur pied en 1972 une action gouvernementale n'a suscité autant de réactions négatives de la part des femmes. Je pense que tout gouvernement qui veut rester au pouvoir voudra porter une sérieuse attention à cet état de fait.

We have distributed the document entitled: "Statement of Principles on Bill C-70 Concerning the Partial De-indexation of Family Allowances." I apologize for not having the time to retype the front page to indicate that it is now a presentation to this Senate committee, but the principles are the same.

I will go through the principles and the reasons we ask you to reject this bill.

The first principle is that children are not solely a personal responsibility, but a critical resource that benefits all of society. As a result, all parents should receive some financial assistance from the government, whatever their level of income.

Over and over yesterday and today, senators have implied that they believe that only families below a certain income level should receive family allowance benefits because the government must be more careful with its money, that it must target its money better. That assumes you are starting from the principle that not all parents should have a right to this. This is where we disagree; we think there is extremely good reason for all parents to receive this, one being that children are extremely expensive. It is only the very richest families of society—and there are very few of those—that can easily raise children without pinching the budget to a great degree.

So, even if the money is small—and we argue it should be larger—almost all Canadian families need it.

Another reason is that this family allowance benefit, small as it is, is a symbol that the government cares, that all taxpayers care, about the contribution made by parents, and recognize that this is an asset, that a parent is not doing a private act by raising children, but contributing to raising the next generation to keep our country going.

If we do as some of you want, abolish this idea of giving some help to all parents and give it only to low-income people, then that is gone; you have what is now a right of parents, small as it is, and that would become charity.

*[Traduction]*

that we agree with everything that was said yesterday by that group.

Also, we took part with the Coalition in the efforts that were made, in the intensive efforts that have been made since the budget to have this Bill C-70 withdrawn. You were told how in Quebec there has been a tremendous response by women. I would say the same for the rest of Canada. We estimate that more than a million women have signed petitions or taken action to try to have this Bill withdrawn.

We can state that never in the history of our group, which was founded in 1972, never has an action by the government provoked such a negative reaction by women. I feel that any government wishing to remain in power, this would be something to which it would wish to pay serious attention.

Nous avons distribué un document intitulé «Énoncé de principes sur le projet de Loi C-70 concernant la désindexation partielle des allocations familiales». Je m'excuse de ne pas avoir eu le temps de dactylographier une nouvelle page couverture à l'intention de votre comité. Quoiqu'il en soit, cela ne change rien aux principes énoncés dans ce document.

Je passerai en revue les principes et les raisons qui nous incitent à recommander le rejet de ce projet de loi.

D'abord, nous croyons que les enfants ne sont pas uniquement la responsabilité des parents, parce qu'ils sont une ressource essentielle à l'ensemble de la société. Tous les parents devraient donc recevoir une aide financière de la part du gouvernement, quel que soit leur revenu.

A maintes reprises depuis hier, les sénateurs ont répété que seules les familles dont le revenu se situe sous un certain seuil devraient recevoir des prestations d'allocations familiales, parce que le gouvernement doit faire preuve de plus de parcimonie et doit rationaliser ses dépenses. Une telle position suppose que ce ne sont pas tous les parents qui devraient avoir droit aux allocations familiales. C'est là où nous ne sommes pas d'accord avec vous. Nous croyons qu'il existe une excellente raison pour faire bénéficier tous les parents de ces prestations: c'est qu'élever des enfants coûte extrêmement cher. Seules les familles très riches—qui sont l'exception dans la société—réussissent à élever leurs enfants sans être obligées de se serrer la ceinture.

Ainsi, même si le montant des allocations familiales est minime—et devrait, selon nous, être augmenté—, presque toutes les familles canadiennes en ont besoin.

Par ailleurs, même si leur montant est minime, les allocations familiales constituent la preuve que le gouvernement et tous les contribuables reconnaissent la contribution des parents à la société. Le fait d'élever des enfants n'est pas seulement une affaire privée puisqu'il permet d'assurer la survie du pays en constituant une descendance capable de prendre la relève.

Si, comme vous le préconisez, nous nions l'idée que tous les parents ont besoin d'aide et que nous nous contentons d'aider les familles à faible revenu, c'en est fait du principe de l'universalité; ce qui est actuellement considéré comme un droit reconnu à tous les parents, aussi petit soit l'enjeu, va devenir un acte de charité.

[Text]

It has been mentioned to you—and I emphasize it again—that it is very dangerous to do that in terms of what happens to the program once it is transformed from a universal one to a selective one, which does not mean that we would abolish selective programs, additional programs, for parents. We certainly support the refundable child tax credit and ask that it be increased.

But let us look at what happened with the child tax credit. When that program is income tested it becomes more vulnerable. Politicians start discussing who is poor and at what point poverty starts, and there comes about a reduction in the ceiling, starting with the credit not being given to the parents. One can expect that that erosion of the child tax credit, and fighting over who is or is not poor, will continue.

So, even though this may be essential for some programs, we maintain that it is important that we keep the universal part.

Thirdly—and here I speak as a lawyer specializing in tax matters, and for your information, I have just completed a Masters thesis on taxation of the family in five western countries—there is the principle of horizontal equity that this bill would violate, and it will increasingly do so as the indexation reduction erodes the benefits so that, eventually, it will not be worth much. This principle of horizontal equity says that people who have different capacities to pay, different family circumstances that mean they have different burdens to bear, should have different income after their taxes and benefits from the government are considered.

I can tell you that every country in Europe respects this principle, as does the United States. This idea that seems to be making its way through at least the Conservative politicians of this country—that upper-income parents and middle-income parents do not need any help—is universally rejected in all the countries that are not undeveloped countries. In fact, they are all going the other way. The trend is to abolish exemptions or to transform the exemption into a family allowance, or to give bigger family allowances. So what this government is trying to do now is to go backwards.

The second principle that we believe in is that the independent financial security of women must not be eroded but should, on the contrary, be reinforced. We are therefore categorically opposed to a reduction of the present benefits of mothers on the grounds of their husbands having an average or high income.

Here again, in the part of the hearings that I heard yesterday and this morning, there is always this reference to families with middle income and high income. It is very dangerous to think of families as a unit and not consider the members of that family, because if you look at the effect on the woman, it is very different. The fact is that in many cases there is no sharing, even if the family has not split up. Also, as the author of a report on family law in Canada, I can tell you that there are serious problems during the course of marriage with sharing, because there is no obligation anywhere in Canada for a husband to give any money to his wife. All he has to do is pro-

[Traduction]

Comme certains l'ont déjà mentionné—et comme je le répète—, qu'arrivera-t-il au programme, une fois qu'il sera devenu sélectif, ce qui ne veut pas dire que nous abolirons tous les programmes, sélectifs et autres, dont l'objectif est de venir en aide aux parents. Nous sommes certainement en faveur du crédit d'impôt pour enfant remboursable et nous demandons même que le montant en soit augmenté.

Mais voyons de plus près cette mesure. N'est-elle pas plus vulnérable aux révisions fiscales? Les hommes politiques ont commencé à spéculer sur ce qui devrait être considéré comme étant le seuil de pauvreté. Il y a ensuite eu une réduction du plafond à partir duquel les parents n'ont pas droit au crédit d'impôt pour enfant. Il faut s'attendre à ce que le nombre de ceux qui bénéficient encore de cette mesure continue à diminuer et que les législateurs continuent à se chamailler à ce sujet.

Par conséquent, même si ce genre de remise en question peut être utile dans le cas de certains programmes, nous soutenons qu'il est essentiel de préserver le principe de l'universalité.

Troisièmement—et ici je parle à titre d'avocat spécialisé en fiscalité qui a rédigé une thèse de maîtrise portant sur les différences dans le régime fiscal de cinq pays occidentaux en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu des familles—ce projet de loi contrevient au principe de l'équité, au sens où la réduction de l'indexation aura éventuellement pour effet de réduire à presque rien la valeur des prestations. En vertu du principe susmentionné, tous les particuliers dont la capacité de payer et la situation familiale influent sur leurs obligations financières, devraient avoir un fardeau fiscal proportionnel à leur revenu, après le calcul de l'impôt et des prestations perçues.

Tous les pays d'Europe respectent ce principe. Il en est de même des États-Unis. Cette idée—voulant que les familles à revenu élevé ou moyen n'aient besoin d'aucune aide—qui semble faire son chemin, du moins chez les conservateurs canadiens, est universellement rejetée par tous les pays industrialisés. En fait, tous ces pays adoptent la position contraire. La plupart préfèrent abolir les exemptions et augmenter le montant des allocations familiales. Notre gouvernement va donc à contre-courant.

Nous croyons aussi que l'autonomie et la sécurité financière des femmes ne doit pas être diminuée mais doit, au contraire, être augmentée. Nous sommes donc catégoriquement opposés à une réduction des prestations actuellement accordées aux mères, sous prétexte que leur conjoint a un revenu élevé ou moyen.

Ici encore, au cours des audiences auxquelles j'ai assisté hier et ce matin, il a été constamment question des familles à revenu moyen et élevé. Il est très imprudent de considérer les familles comme des entités compactes et non comme des regroupements de membres distincts. Dans les faits, la différence est énorme pour les femmes. Le fait est que, dans bien des cas, il n'y a aucun partage, même si le couple ne s'est pas séparé. De plus, en tant qu'auteur d'un rapport sur le droit de la famille au Canada, je vous assure que le partage pose de graves problèmes dans un couple parce qu'aucune loi canadienne n'oblige un mari à donner un montant d'argent à sa



## [Text]

vide her with minimum shelter, housing and clothing. Manitoba is the only exception, and there a husband is obliged to give pocket money to his wife at home.

So you are talking about a legal framework where you cannot assume that if a husband has a good income, any of it will go to his wife.

An interesting thing about that is the fact that I have participated in many radio shows about this question of family allowances, and most of the people who are against maintaining the present level of family allowances, or increasing it, are men. There are husbands who phone and say, "I don't need the family allowance". I ask them "Do you get the family allowance?" and invariably they say, "No. My wife gets the family allowance". There are very few wives calling to say, "We don't need the family allowance"—exceedingly few.

Also I would urge you to bear in mind that of people who get married today we are looking at a 40 per cent chance of divorce. So, if you are talking about a woman in a middle income family or in an upper income family, you are talking about a woman who could be on welfare next month. It means, of course, that the family allowance must be maintained or even increased to protect these women.

The third principle is that low income parents should receive much larger benefits than parents with higher incomes. We agree with the principle of redistribution from upper to lower income within the present framework of children's benefits, and we have made recommendations that the exemption be abolished and the money that is recouped should go to increased credit and the family allowance.

Here I would like to answer Senator Tremblay's reference to the exemption being a universal program. The answer is no. It is not a universal program because if you don't owe any tax, you get nothing. You have to owe tax to benefit from an exemption. So it is not for everyone, for all parents; it is only for parents who have an income level that is above the tax threshold.

So we are in favour of giving more to the poor, but we do not agree that this package of the changes to the credit, the allowances and the exemption, achieves this. Here you have heard Mrs. Debbie Hughes-Geoffrion of NAPO say that, if you look at the total picture of the effect of last May's budget on poor families, and you include particularly the effect of the increase in the sales tax, you see that those families are going to end up with less; and, of course, we know that even the increase in the credit will be eroded after a few years and they will end up being losers.

But even if we conceded—which we certainly do not—that the redistribution that is now being proposed would favour the poor, it would only be true for the tax bill portion. It is in the tax bill that you have the reduction in the exemption and the increase in the child tax credit. None of these arguments that

## [Traduction]

femme. Sa seule responsabilité consiste à subvenir à ses besoins de subsistance, à l'héberger et à l'habiller. Le Manitoba est la seule exception à cette règle et force le mari à remettre de l'argent de poche à sa femme, si elle ne travaille pas à l'extérieur.

Vous voyez donc que la structure juridique ne permet pas de supposer qu'un mari remettra à sa femme un certain montant d'argent s'il a un bon revenu.

J'ai participé à de nombreuses émissions radiophoniques sur la question des allocations familiales et il est intéressant de noter que la plupart de ceux qui s'opposent au maintien ou à l'augmentation du taux des allocations familiales sont des hommes. Ce sont des maris qui téléphonent pour dire qu'ils n'ont pas besoin des allocations familiales. Je leur demande s'ils reçoivent des allocations familiales et, invariablement, ils me répondent par la négative en précisant que c'est leur femme qui les reçoit. Rares sont les femmes qui téléphonent pour dire qu'elles n'ont pas besoin des allocations familiales, excessivement rares.

De plus, je vous demande de ne pas oublier que 40 p. 100 des mariages aujourd'hui risquent de se terminer par un divorce. De sorte qu'une femme de la catégorie de revenu moyen ou supérieur aujourd'hui pourrait fort bien se retrouver sur le bien-être social le mois prochain. Cela signifie, bien entendu, qu'il est nécessaire de maintenir et même d'accroître les allocations familiales pour protéger ces femmes.

Le troisième principe est que les parents à faible revenu devraient recevoir des allocations de beaucoup supérieures à celles qu'obtiennent les parents à revenu plus élevé. Nous souscrivons au principe de la redistribution des prestations pour les enfants en faveur des familles à faible revenu et nous avons présenté quelques recommandations visant l'abolition de l'exemption de sorte que l'argent récupéré serve à accroître le crédit d'impôt pour enfants et les allocations familiales.

J'aimerais maintenant donner suite au commentaire qu'a fait le sénateur Tremblay sur l'universalité de l'exemption. En fait, il ne s'agit pas d'un programme universel puisque si vous ne payez pas d'impôts, vous n'obtenez rien. Il vous faut payer des impôts pour bénéficier d'une exemption. Cette exemption ne s'applique donc pas à tout le monde mais seulement aux parents dont le revenu est supérieur au seuil de l'impôt.

Bien sûr, nous voulons que les pauvres retirent davantage du système mais nous ne croyons pas que cet ensemble de modifications au crédit d'impôt, aux allocations et à l'exemption permettra d'atteindre l'objectif visé. Vous avez entendu Mme Debbie Hughes-Geoffrion, de l'ONAP, dire que si vous considérez l'effet global du budget de mai dernier sur les familles pauvres, et plus particulièrement l'effet de l'augmentation de la taxe de vente, vous verrez que ces familles y perdent au change et, bien entendu, nous savons que même l'augmentation du crédit perdra tout son effet dans quelques années et que ces familles seront perdantes.

Mais même si nous concédions, ce que nous sommes loin de faire, que la redistribution proposée avantagerait les pauvres, ce ne serait vrai que pour le projet de loi portant sur les impôts, car il est le seul qui prévoit la réduction de l'exemption et l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants. Aucun de ces

[Text]

are being brought forward apply to support Bill C-70. So even if you thought that this redistribution was favourable to the poor, I would say again that it does not justify your supporting Bill C-70, because it is not a part of that redistribution. It is totally separate from it.

I am saying that because a lot of time was wasted, it seems to me, in what I have heard so far in the deliberations of this group, about saying that people do or do not support redistribution from the upper income to the lower income. We all agree on this, it seems. So I do not think that this principle needs to be brought up again. Also it is irrelevant to Bill C-70.

Regarding the fourth principle, that the receipt of child benefits should not be linked to the sex of the parents, I would say that the benefits should be paid to the lower income parent on the reasonable assumption that she or he is the one who spends most time taking care of the children. That is self-explanatory. It also dispels the myth that women's groups care only about women getting more money. We care about justice and where the man is taking care of the children, then we think the man should be getting the family allowance. Also, of course, the present system violates the Charter of Rights.

On the last principle, that there should be no reduction in total federal funds voted to children's benefits, I would say that, on the contrary, we believe that these benefits should be increased. Yesterday Senator Tremblay, I believe, said that the government did not say that the money would not be used to reduce the deficit. I have the quote from the blue book, which was signed by Mr. Epp, but which was Cabinet policy. It was not just Mr. Epp. I quote as follows:

Any savings which may result from program changes will not be applied to a reduction of the deficit.

**Senator Marshall:** Would you please read that again?

**Mrs. Dulude:** It is on page 6 and it refers to children's benefits. It says:

Any savings which may result from program changes will not be applied to a reduction of the deficit.

That was in the blue book entitled *Child and Elderly Benefits: Consultation Paper*, January 1985, on page 6. It was, of course, supposed to be a consultation paper. Following that, a parliamentary committee was set up. We appeared with other groups and we made recommendations similar to the ones we are discussing with you today. Furthermore, the parliamentary committee issued a report which agreed, and the recommendations of the parliamentary committee were very similar to the proposals put forward by the coalition, ourselves and the CSN.

After this process of consultation, all of a sudden, in the budget of May—absolutely out of nowhere; completely out of the blue, ignoring the parliamentary committee is made up of a majority of Conservatives; ignoring Mr. Epp's and the Cabinet's commitment not to use the money from family benefits to reduce the deficit—it did exactly the opposite. Not only that,

[Traduction]

arguments ne permet d'appuyer le projet de loi C-70. De sorte que même si vous croyez que cette nouvelle répartition était avantageuse pour les pauvres, je vous dirais quand même qu'elle ne justifie pas votre appui du projet de loi C-70 parce qu'il ne porte pas sur cette répartition, il n'a rien à y voir.

Il me semble que l'on a perdu beaucoup de temps, d'après ce que j'ai pu comprendre des délibérations du Comité, à déterminer si les gens appuient ou non cette nouvelle réaffectation des fonds au profit des familles à faible revenu. Je crois que nous sommes tous d'accord sur ce point et c'est pourquoi j'estime qu'il n'y a pas lieu de soulever ce principe une autre fois. Le projet de loi C-70 n'a rien à voir là-dedans.

Quant au quatrième principe selon lequel les prestations pour enfants ne devraient pas être déterminées en fonction du sexe des parents, je vous dirais que les prestations devraient être versées à celui des parents dont le revenu est le plus faible en se fondant sur l'hypothèse raisonnable que c'est ce parent qui consacre le plus de temps aux soins des enfants. Ce principe s'explique de lui-même et dissipe également le mythe selon lequel les femmes ne cherchent qu'à obtenir plus d'argent. Nous voulons que justice soit faite et nous estimons que l'allocation familiale doit être versée à l'homme si c'est lui qui s'occupe des enfants. Par-dessus le marché, le système actuel contrevient à la Charte des droits et libertés.

En ce qui concerne ce dernier principe selon lequel il ne devrait y avoir aucune réduction des fonds que le fédéral verse au titre des prestations pour enfants, je vous dirais que nous croyons que ces prestations devraient être accrues. Je crois que c'est le sénateur Tremblay qui a dit hier que le gouvernement n'avait pas dit que les fonds ne serviraient pas à réduire le déficit. J'ai ici une citation tirée du Livre bleu qui, même s'il a été signé par M. Epp, consiste en une politique du cabinet, pas seulement une politique de M. Epp. Je vous la cite:

Aucune économie réalisée par suite de la modification des programmes ne servira à réduire le déficit.

**Le sénateur Marshall:** Pourriez-vous la relire, s'il vous plaît?

**Mme Dulude:** Elle figure à la page 6 et a trait aux prestations pour enfants.

Aucune économie réalisée par suite de la modification des programmes ne servira à réduire le déficit.

Elle figure à la page 6 du Livre bleu intitulé «Prestations aux enfants et aux personnes âgées, Document d'étude, janvier 1985». Bien entendu, ce document devait en principe être un document d'étude. Après sa publication, un comité parlementaire a été mis sur pied. Nous avons comparu avec d'autres groupes et avons soumis des recommandations semblables à celles dont nous discutons avec vous aujourd'hui. Le comité parlementaire a aussi publié un rapport qui allait dans ce sens et ses recommandations étaient très semblables aux nôtres, à celles de la CSN et à celles de la coalition.

Après toutes ces consultations, soudainement, sans crier gare, voici que le budget de mai nous tombe dessus, sans tenir compte des recommandations du comité parlementaire qui était composé d'une majorité de Conservateurs, ni de la promesse qu'avait faite M. Epp et le cabinet de ne pas utiliser les économies ainsi réalisées pour réduire le déficit. Par dessus le



*[Text]*

ever since then, Mr. Mulroney, Mr. Wilson and Mr. Epp have been bragging in the house over and over, hundreds of times, about how this money was going to go to reduce the deficit. They are not saying it will go to social programs. They are saying it will go to reduce the deficit, and they are bragging about it.

There is no doubt that it is reneging on the promise. It is very difficult to take seriously a government that proceeds in that manner. This kind of consultation, frankly, is a farce.

In passing, you said that you were undertaking a larger study of the reorganization of children's benefits. Here is a copy, that I will leave with your clerk, of the brief that we presented to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs on the consultation last year.

One thing that really impressed us yesterday was a commitment by many of your members—in particular I would mention Senator Robertson—to help the poor, to see poor families get more. We are happy to find such allies here. We are most concerned about the increase in poverty among women in Canada.

The main causes of poverty are the increases in divorce—and there is no expectation that this is going to diminish—and the aging of the population, which means that you have a larger population of elderly women whose benefits are not high enough to bring them above the poverty level.

On the other hand, those who expressed sympathy with the poor and indicated a desire to help them, also said that the tax system was very complicated; that they did not know how to approach the whole matter; but that these changes, as presented, appeared to be a step in the right direction. As I said previously, Bill C70 has nothing to do with this redistribution, so it is irrelevant in this context. When considering the tax bill, you may resume this discussion. However, there are people, including ourselves, who know how the tax system works. In fact, it is not very difficult; it is quite simple.

If you give a great deal of money away to people in the upper income brackets, as the budget did last May, you simply do not have enough money to give to the poor. There is only so much money to go around, you are perfectly right. There are measures that we strongly object to in the budget. We met with Mr. Wilson and Mr. Mulroney several times and told them that the capital gains exemption, the tripling of the RRSP levels and several other measures are throwing money down the drain and wasting money.

When you look at the global picture, as you say you are going to do, we suggest that you look not just at benefits to families. There is no reason whatsoever to insist that, if poor families are going to be helped, it has to come from other parents. Parents are people who are already under great pressure at the present time. Child care is phenomenally expensive; everything about children is expensive. The place to look for

*[Traduction]*

marché, MM. Mulroney, Wilson et Epp se sont vantés des centaines et des centaines de fois depuis de la façon dont cet argent allait permettre de réduire le déficit. Ils ne disent pas qu'il sera affecté aux programmes sociaux mais qu'il servira à réduire le déficit; ils en sont très fiers.

On peut certainement dire qu'ils manquent à leur parole. Il est très difficile de prendre au sérieux un gouvernement qui se conduit de la sorte. Franchement, ce type de consultation n'est ni plus ni moins qu'une farce.

Soit dit en passant, vous avez parlé de votre intention d'effectuer une importante étude sur la redistribution des prestations pour les enfants. Je laisserai à votre greffier cet exemplaire du mémoire que nous avons présenté au Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales l'an dernier.

Par ailleurs, nous avons été bien impressionnés hier par le désir qu'ont exprimé beaucoup d'entre vous, en particulier la sénatrice Robertson, d'aider les pauvres, de veiller à ce que les familles pauvres obtiennent davantage de prestations. Nous sommes très heureux de trouver parmi vous des alliés. Nous nous préoccupons beaucoup de la hausse du taux de pauvreté chez les Canadiennes.

Les principales causes de la pauvreté sont l'augmentation du taux de divorce, et l'on ne peut s'attendre à ce qu'il diminue, ainsi que le vieillissement de la population, d'où une augmentation du nombre des femmes âgées dont les prestations ne suffisent pas à les hausser au-dessus du seuil de pauvreté.

Par ailleurs, ceux qui se sont montrés sympathiques à la cause des pauvres et qui ont manifesté un désir de les aider ont également dit que le système fiscal était très complexe et qu'ils ne savaient comment aborder le problème, mais que les modifications proposées semblaient être un pas dans la bonne direction. Comme je l'ai dit plus tôt, le projet de loi C-70 n'a rien à voir avec cette nouvelle répartition ne présente aucun intérêt dans ce contexte. Lorsque vous étudierez le projet de loi sur l'impôt, vous pourrez reprendre cette discussion. Toutefois, certains, nous-mêmes y compris, savent comment le système fiscal fonctionne. En fait, ce n'est pas très difficile; c'est plutôt simple.

En donnant beaucoup d'argent aux riches comme l'a fait le budget de mai dernier, il n'en restera simplement pas assez pour donner aux pauvres. L'argent n'est pas illimité, vous avez tout à fait raison de le dire. Le budget prévoit des mesures auxquelles nous opposons fermement. Nous avons rencontré MM. Wilson et Mulroney plusieurs fois et leur avons dit que l'exemption au titre des gains en capital, le relèvement des plafonds des REER au triple de ce qu'ils sont aujourd'hui et plusieurs autres mesures, équivalant purement et simplement à jeter l'argent par les fenêtres.

Si vous considérez l'effet global, comme vous dites vouloir le faire, nous vous proposons de ne pas uniquement tenir compte des prestations versées aux familles. Il n'y a aucune raison de prétendre que, l'aide aux familles pauvres doit se faire sur le dos des autres parents. Tous les parents subissent déjà beaucoup de pressions à l'heure actuelle. Les soins aux enfants coûtent abominablement cher comme tout ce qui concerne les

[Text]

money for poor families is not in the benefits that go to families now.

It is, perhaps, redundant to add that we urge you to reject this bill. Our criticism so far has been directed to the Conservatives. We know that the proportion is different in the Senate since the Liberals have the majority here. If this bill is passed in the Senate, the blame will no longer only lie with the Conservatives.

I will now pass you over to Mrs. Kay Marshall, who will tell you how women in middle or upper income families are affected by this measure. She will also tell you how she was personally affected.

**Mrs. Kay V. Marshall, Barrister, Ottawa:** I was a housewife for 18 years, raising four children. Although my husband was a well-paid public servant, I was never permitted to share in that income. The inadequate allowance which I received was always given to me with the admonition not to spend it all. The family allowance cheque was extremely important to me since it was the only money that came into the house in my name which I could spend, as required, on the children. This gave me the feeling that what I was doing was important work.

My husband and I were later divorced, and I went back to school to study law. I am now a lawyer in Ottawa with my own private practice. Having been involved in family law, I have found that my experience is not unusual; in fact, it is quite common.

**The Chairman:** Thank you.

**Mrs. Dulude:** Madeline Parent.

**Mme Madeleine Parent, déléguée régionale (Québec), Comité canadien d'action sur le statut de la femme:** Je voudrais revenir sur cette question de l'universalité car elle est à la base de nos représentations contre le projet de loi C-70. En désindexant les allocations familiales, on fait une érosion annuelle méthodique de l'allocation familiale déjà très modeste, qui n'arrêtera pas d'année en année.

Alors que l'on dise que l'on détruira un programme social en l'érodant mathématiquement ou directement, d'une façon ou de l'autre, on en arrive au même résultat. D'après ce que je comprends, ma liste des programmes sociaux universels comprendrait les pensions de vieillesse, les allocations familiales et le programme de la santé publique.

Je suis en désaccord avec ceux ou celles qui préconisent que l'on peut en éliminer pour accorder quelque chose aux pauvres. J'aimerais rajouter que quand j'étais jeune fille, j'ai aidé à la St-Vincent-de-Paul dans la région de Montréal. Je dois dire que la scène, quand nous visitions des familles pour enquêter sur leur condition et ensuite recommander qu'on leur envoie des vives ou des vêtements ou quelques sous, ces familles se sentaient humiliées de prouver leur droit à la charité.

Lorsqu'on érode quelques-uns des programmes sociaux de base, supposément pour aider les plus pauvres, cela réduit la qualité de ces programmes. Les gens sont obligés de prouver

[Traduction]

enfants d'ailleurs. Ce n'est pas dans les prestations familiales qu'on doit puiser pour aider les pauvres familles.

Peut-être est-il superflu d'ajouter que nous vous demandons instamment de rejeter ce projet de loi. Jusqu'ici, nous nous sommes attaqués aux Conservateurs. Nous savons que les partis sont représentés dans une proportion différente au Sénat puisque les Libéraux y sont majoritaires. Si le projet de loi est adopté par le Sénat, on ne pourra plus en rejeter le blâme sur les Conservateurs uniquement.

Je cède maintenant la parole à madame Kay Marshall qui vous expliquera comment les femmes à revenu moyen et supérieur sont touchées par cette mesure et elle vous dira également comment elle-même l'a été.

**Mme Kay Marshall:** Je suis restée au foyer pendant 18 ans et j'ai élevé quatre enfants. Même si mon mari était un fonctionnaire bien payé, je n'ai jamais pu profiter de ses revenus. L'allocation insuffisante que je recevais était toujours accompagnée de l'avertissement de ne pas la dépenser en entier. Pour moi, le chèque d'allocation familiale représentait beaucoup car c'était la seule somme qui m'était versée en main propre et que je pouvais dépenser, selon les besoins, pour les enfants. Cela me donnait l'impression que je remplissais un rôle important.

Plus tard, mon mari et moi avons divorcé et je suis retournée aux études pour obtenir un diplôme en droit. Je pratique maintenant le droit à Ottawa où j'ai ma propre étude. Ayant eu à défendre des cas relevant du droit de la famille, je me suis rendu compte que mon expérience n'était pas exceptionnelle, mais plutôt très courante.

**Le président:** Je vous remercie.

**Mme Dulude:** Madeleine Parent.

**Mrs. Madeleine Parent, Regional Delegate (Quebec), Canadian Action Committee on the Status of Women:** I should like to come back to this question of universality because it is certainly the basis of our opposition to Bill C-70. Deindexing family allowances results in a methodical annual erosion, which will not stop from one year to the next, of family allowances, which are already very modest.

Whether it is said that a social program is destroyed by eroding it mathematically or whether it is destroyed directly, the result is the same either way. In my understanding, I would list as universal social programs old age pensions, family allowances and the public health system.

I disagree completely with those people who say that something can be taken away from some in order to give more to the poor. I consider that when it is a gift to someone because they are poor, and I should like to add that as a young woman I helped at St-Vincent-de-Paul in the Montreal area. I must say that the scene when we visited families to investigate their situation and then to make recommendations to send them food or clothing or money, these families felt humiliated or obliged to humiliate themselves to prove their right to charity.

When some of the basic social programs are eroded, supposedly to help the poorest, this lowers the quality of these programs. People are required to prove that they are in need. Over



## [Text]

qu'ils sont indulgents. Avec le temps, ce que l'on accorde aux pauvres est très mauvais, sans parler de ce que l'on ne donne plus autres aux moins pauvres, à revenu modeste ou moyen.

Quand il s'agit des enfants d'une famille à revenu modeste ou moyen, si elle a un certain appui, encouragera l'enfant à étudier plus longtemps, à prendre les avantages d'une meilleure formation pour le préparer pour la vie future ou lui donner les instruments en textes, en livres, en équipement sportif ou en moyens d'aller à des soirées culturelles. Ces instruments contribueront à la culture, à la compréhension et à la formation de cette enfant, un de nos citoyens de l'avenir.

Il y a aussi l'aspect éthique et les droits humains. Le Canada est un de ces pays qui appuient et s'est engagé à respecter la Déclaration universelle de la personne de l'homme. Moi, je dis «de la personne». Parmi ces droits universels, la personne a le droit à la sécurité et je dirai contre le danger de la pauvreté, la sécurité de la personne, les moyens de maintenir sa santé, de s'instruire et de vivre d'une façon autonome en tant que personne.

Ces trois programmes sociaux font partie de notre engagement vis-à-vis la Déclaration universelle de la personne. Je ne pense pas que l'on doive jouer avec cela, en faveur d'une autre approche aux pauvres; il faut s'occuper des pauvres. Ce n'est pas seulement de leur donner un peu plus mais d'aider les enfants à se former, à s'équiper pour la vie, et en voyant à ce qu'il y ait des emplois pour que les gens soient autonomes et en mesure de pourvoir à leurs besoins.

Je n'accepte pas que l'on propose d'éroder un de ces programmes sociaux pour une autre chose. Nous avons le spectacle des médecins spécialistes de Sarnia qui reviennent sur leur engagement de siéger sur les comités de révision pour les cas de demandes d'avortement selon notre Code criminel canadien. Ces spécialistes se croient parfaitement en droit de nier un certain service aux femmes.

Je pense que quand on commence à décider de ce que l'on pourrait accorder à quelqu'un en enlevant à des programmes de base, l'on menace vraiment la position et les droits universels de la personne.

Il me semble que lorsque la Coalition du Québec pour les allocations familiales s'est présentée ici hier, peut-être qu'à certains moments en répondant aux questions, que l'on a pu se tromper sur la portée de leur position.

Sur ce sujet, je dois dire que notre position est irréductible. Nous n'acceptons aucune désindexation ou érosion des allocations familiales.

**Le président:** Merci beaucoup.

Tantôt, le sénateur Le Moyne avait demandé la parole; le sénateur David suivra.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci, monsieur le président.

J'ai une question d'ordre très général à poser à Mme Dulude. J'ai remarqué depuis le début de ces audiences, que tous les groupes féminins ayant comparus devant nous ont une philosophie sur l'universalité de certains principes et de certains programmes sociaux extrêmement bien définis et structurés.

## [Traduction]

time what is given to the poor is very bad, not to mention what is not given to others who are less poor on low or middle incomes.

In the case of children, a low or middle income family, if it has a certain amount of support, will encourage the child to stay at school longer, to take advantage of better training to prepare the child for future life or to give him the tools in the form of texts, books, sports equipment or the means to go to cultural events, tools that will contribute to the culture, understanding and training of this child, one of our future citizens.

There are also the ethical and human rights aspects. Canada is one of the countries that support and have undertaken to comply with the Universal Declaration of the Rights of the Person, of man. I say "of the person". Among these universal rights people have the right to security, in my view, against the danger of poverty, security of the person, the means to maintain their health, the means to educate themselves, the means to live independently as persons.

I would say that these three universal plans we have, social programs, are part of our undertaking under the Universal Declaration of Human Rights. I do not think we should be playing with that in favour of another approach to the poor. We need to be concerned about the poor beyond that. It is not only by giving them a little more but precisely by helping children to receive training, to equip themselves for life by ensuring that there are jobs so that people may be independent and earn their living and support themselves.

I do not accept that it can be said that one of these social programs can be eroded for the benefit of something else. We can see today the situation where specialists in Sarnia are reneging on their undertaking to sit on review committees to consider requests for abortions under the Criminal Code that we now have. These specialists consider that they have a perfect right to deny women a certain service.

I think that when we begin to decide what can be given by taking away from basic programs, we are really threatening the status and universal rights of persons.

It seems to me that when the Quebec Coalition on allowances appeared yesterday, perhaps at times, in answering questions, the fact remains that the scope of their position may have been misunderstood.

I must say that our position on that is really unshakeable. We do not accept any deindexing or erosion of family allowances.

**The Chairman:** Thank you very much.

Senator Le Moyne asked to speak a moment ago and Senator David will follow him.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman.

I have a very general question to ask Mrs. Dulude. I have noted since these hearings began that all the women's groups that have appeared before us have a philosophy on the universality of certain principles and certain extremely well defined and structured social programs.

[Text]

Je me demande si vous pourriez nous dire les sources de cette philosophie? Pourriez-vous nous dire dans quelle tradition socio-politique vous puisez pour alimenter ces idées que vous exposez sur l'universalité des programmes sociaux de base?

**Mme Dulude:** Je laisserai la partie plus philosophique à Mme Parent, mais je vous donnerai la partie qui est très concrète. Elles sont toutes concrètes mais je vous donnerai ma philosophie personnelle.

L'universalité est un mot qui a diverses définitions. C'est pour cette raison que je m'explique en terme de programmes. Comme Mme Parent l'a souligné, au Canada, nous avons trois programmes universels: les allocations familiales, la pension de vieillesse et l'assurance-maladie.

Est-ce que vous me demandez de justifier les raisons pour lesquelles l'universalité est nécessaire dans le domaine de l'assurance-maladie?

**Le sénateur Le Moyne:** Non, madame.

**Senator Robertson:** There is no universality in the health care system because some provinces have premiums, some have user fees and some have none of those. There are different situations in different provinces.

**Mrs. Dulude:** Of course, you are right that this is being threatened now.

**Senator Robertson:** This has been going on for 10 years now.

**Mrs. Dulude:** This is one of the areas where we are fighting. We have a semblance of a universal medicare system and we are fighting for that.

**Senator Robertson:** In Ontario you pay a premium and in Nova Scotia you do not.

**Mrs. Dulude:** In Quebec there is no premium. There is universal access except for premiums. As I say, I do not think we have to justify this. I do not think any of you need justify the need for universal medicare.

I have mentioned that it is essential that the family allowance be maintained on a universal basis because it is the recognition of the contribution of all families. There is no family policy in this country. It is obvious that there is no priority put on helping parents with the task of raising children. You hear complaints all the time about how there will not be enough workers so that pensions may be paid in the future as our population ages. I disagree with that. On the other hand, we turn around and cut family allowances, giving a direct message to parents that what they are doing is not necessary. This is just at a time when having children is no longer a financial benefit to families. It used to be the case that on the farm having another child meant you would have another person to help, but that is no longer the case. We are having trouble nowadays in convincing people to have children. Women are having fewer children, but they need more help. All families need more help.

[Traduction]

I wonder if you could tell us the sources of this philosophy. Could you tell us which socio-political tradition is the basis for these ideas you state on the universality of basic social programs?

**Mrs. Dulude:** I shall leave the more philosophical part to Mrs. Parent, but I shall give you the part that is very concrete. They are all concrete but I shall give you a part that is my personal philosophy in brief.

Universality is a word that has many different definitions. For this reason I shall speak in terms of programs. As Mrs. Parent pointed out, there are three universal programs in Canada, family allowances, old age pensions and health insurance.

You asked whether I needed to justify the reasons why universality is necessary in the field of health insurance?

**Senator Le Moyne:** No, Madam.

**Le sénateur Robertson:** Si le système des soins médicaux n'est pas universel parce que certaines provinces imposent des primes, d'autres, des frais modérateurs et d'autres, rien du tout. La situation de chaque province est différente.

**Mme Dulude:** Bien entendu, vous avez raison de dire que ce principe est menacé maintenant.

**Le sénateur Robertson:** Cela fait déjà dix ans que ça dure.

**Mme Dulude:** C'est un des problèmes auxquels nous nous sommes attaqués. Nous avons déjà un semblant de régime universel d'assurance-maladie et c'est pour ça que nous nous battons.

**Le sénateur Robertson:** En Ontario, on paie une prime, mais pas en Nouvelle-Écosse.

**Mme Dulude:** Ni au Québec non plus. Les Québécois jouissent de l'accès universel, sans verser des primes. Comme je l'ai dit, je doute qu'il faille justifier cette situation. Je doute qu'aucun de vous doive justifier la nécessité d'un régime universel.

J'ai dit plus tôt qu'il était essentiel de maintenir l'universalité des allocations familiales pour marquer la contribution qu'apportent toutes les familles à la société. Le Canada n'est doté d'aucune politique relative à la famille. Manifestement, on ne considère pas comme essentielle l'aide aux parents qui élèvent des enfants. On entend tout le temps des gens se plaindre de ce que, vu le vieillissement de la population, les travailleurs ne suffiront pas à l'avenir à subvenir aux besoins des retraités. Je ne suis pas de cet avis. Par ailleurs, nous faisons volte-face en réduisant les allocations familiales, car cela revient à dire aux parents qu'il n'est pas nécessaire d'élever des enfants, et ce, juste à une époque où les familles n'ont aucun intérêt pécuniaire à avoir des enfants. Autrefois, la venue d'un enfant représentait pour les fermiers une aide additionnelle, mais plus maintenant. Aujourd'hui, il est difficile de convaincre les gens d'avoir des enfants. Les femmes procréent de moins en moins, mais elles ont besoin davantage d'aide. Toutes les familles ont besoin d'être aidées davantage.



[Text]

I believe my comments make it clear as to why we support universality of family allowances.

In the case of old age pensions, the philosophy is that all senior citizens contributed to developing this country and that all senior citizens, whatever their contribution may have been, do deserve something. In the case of women who have remained at home, the old age pension is often the only income they receive. If it were not for the universality of the old age pension, women who worked at raising children, taking care of their husbands and doing volunteer work all their lives would have nothing.

If you look at these questions one by one in terms of the only three universal programs we have, you will realize that our support of them is not a frivolous one and it is not an empty abstraction. It is concrete and justified.

**Mme Parent:** Vous parlez de philosophie. Je ne sais pas si je vais vous satisfaire, sénateur Le Moyne.

Je pense que le développement des concepts que nous appuyons et revendiquons aujourd'hui date surtout d'après la Deuxième guerre mondiale et le développement des Nations Unies et de leurs positions.

Nous sortions d'une grande guerre, d'une période où le fascisme avait prévalu en Europe et aussi en Extrême-Orient. Les gens avaient été privés énormément. Non seulement avaient-ils souffert de l'humiliation dans leur personne, ils avaient été torturés; la privation, la famine et la guerre avaient prévalu pendant une bonne période. Non seulement durant la guerre elle-même, mais toutes les agressions à l'endroit de ces différents peuples ont conduit à l'éclatement de la Deuxième grande guerre mondiale.

Peut-être que Mme Eleanor Roosevelt a été une des avocates les plus logiques et les plus éloquentes, sûrement une des plus persistantes, pour voir à ce que les nations faisant partie des Nations Unies, se déclarent responsables de s'occuper à ce que le droit de la personne à la vie, à l'épanouissement, à la dignité humaine, au strict nécessaire pour vivre décemment, soit reconnu par toutes ces nations.

La déclaration universelle de la personne ainsi que les autres déclarations des Nations Unies se rapportant aux droits à l'égalité de la femme, des enfants et des personnes, quelle que soit leur race, leur croyance, leur couleur, sont les concepts nous animant dans l'élaboration des positions que nous avons prises.

**Le sénateur Le Moyne:** Monsieur le président, j'aimerais ajouter un mot.

**Le président:** Très bien, sénateur Le Moyne.

**Le sénateur Le Moyne:** Mesdames, j'espère que vous ne m'en voudrez pas si je vous dis ce à quoi et à qui je pensais en posant ces questions.

Je pensais à ce qui a été écrit dans le livre «Industry in Humanity», publié par le très honorable MacKenzie King en 1918.

Il souligne que les principes créant l'universalité être à la base d'un mémoire que tous vous signeriez. Je ne dis pas que MacKenzie King en est la source ultime. Il a subi une influence du «Labour Party» d'Angleterre à l'époque, et le

[Traduction]

Je crois que je vous ai clairement expliqué pourquoi nous appuyons l'universalité des allocations familiales.

Quant aux pensions de vieillesse, il faut reconnaître que toutes les personnes âgées ont participé au progrès de notre pays et que toutes, quelle qu'ait pu être leur contribution, méritent de recevoir quelque chose en retour. Quant aux femmes qui sont restées à la maison, la pension de vieillesse est souvent leur seule source de revenu. Si ce n'était de l'universalité de la pension de vieillesse, les femmes qui ont élevé des enfants, qui ont pris soin de leur mari et qui ont fait du bénévolat toute leur vie ne retireraient absolument rien.

Si vous considérez ces éléments l'un après l'autre du point de vue de ces trois programmes universels dont nous disposons, vous vous rendrez compte que notre appui n'est ni frivole ni vide de sens. Il est concret et justifié.

**Mrs. Parent:** You are talking about philosophy. I do not know if I will satisfy you, Senator Le Moyne.

I think the development of the concepts we are supporting today and that we are demanding stems primarily from immediately after the war and the development of the United Nations and positions in the United Nations.

We were coming out of a major war and a period when fascism in Europe and also in the Far East had had the upper hand. People had been extremely deprived. Not only had they suffered in the humiliation of their persons, not only had they been tortured, but deprivation, hunger and war had prevailed for a long time. Not only during the war itself but during all the aggression against these different peoples that led to the outbreak of World War II.

Then, at the United Nations and perhaps Eleanor Roosevelt was one of the most logical and most eloquent advocates, and certainly one of the most persistent, in ensuring that in the principles of the United Nations, the member nations declare themselves responsible for ensuring that the rights of people to life, development, human dignity, the wherewithal to live decently, be recognized by all nations.

The Universal Declaration of Human Rights and the other declarations of the United Nations in which the right of women, children and persons to equality, regardless of their race, creed, colour, these are the concepts that inspired us in developing the positions we have taken.

**Senator Le Moyne:** Mr. Chairman, I should like to add something.

**The Chairman:** Very well, Senator Le Moyne.

**Senator Le Moyne:** Ladies, I hope you will not hold it against me if I tell you of what and of whom I was thinking when I asked these questions.

I was thinking of what was written in "Industry and Humanity" by MacKenzie King published in 1918.

What he said about universality is that the principles on which universality is based could form the contents of a brief you could all sign. I do not say that MacKenzie King is the original source of that. He was influenced by the Labour Party

[Text]

«Labour Party» en a subi d'autres auparavant. Mais, tout cela s'est cristallisé d'une façon remarquable chez lui.

Je pense qu'il est déplorable que, dans la défense que nous faisons de nos programmes sociaux, que nous ne nous reportions pas plus solidement à un de ceux qui a été un des grands inspirateurs de ce programme social.

Je vous remercie, monsieur le président.

**Le sénateur David:** Monsieur le président, mesdames, j'ai été extrêmement intéressé par votre mémoire, vos réflexions, vos commentaires, vos suggestions. Je demeure confus quant au principe lui-même. Relativement aux modalités, lorsque l'on est d'accord sur le principe, les modalités se règlent d'elles-mêmes.

D'une part, vous dites que l'universalité est pour tout le monde. D'autre part, vous dites que vous ne désirez pas la charité pour personne, c'est un droit acquis jusqu'à un certain point.

Par ailleurs, vous dites que nous devrions faire quelque chose pour les personnes les plus pauvres. Donc, entre guillemets si vous le désirez, on revient à un principe de charité, c'est-à-dire un principe d'entraide communautaire. Je suis un peu perplexe vis-à-vis cette notion d'universalité vis-à-vis la charité distributive si on peut dire. J'ai aussi été impressionné par l'exemple cité par madame.

Ne devrions-nous pas centrer nos réflexions sur l'enfant lui-même, c'est-à-dire aider l'enfant? Évidemment, plus leur nombre augmente, plus il faut les aider au sein d'une famille.

Les familles aujourd'hui n'étant pas ce qu'elles étaient autrefois, puisque dans 50 p. 100 des familles, les deux parents ont des revenus, vous me corrigerez si je me trompe. Vous me dites également que 40 p. 100 des mariages se termineront par un divorce. Du jour au lendemain, une famille bien nantie peut devenir relativement pauvre. Tout cela est vrai.

En fait, je me demande si vous n'avez pas plaidé (je voudrais obtenir votre confirmation à ce sujet) en faveur du fait que l'allocation ne devrait pas être l'élément majeur de tout le système des allocations familiales au nom de l'enfant. C'est l'enfant que l'on désire protéger. A ce moment-là, il y aurait deux groupes d'allocations, celui des allocations universelles et celui des allocations majorées pour les enfants des familles pauvres ou dans le besoin.

Ace moment, on pourrait même penser à abolir l'exemption. Madame a dit qu'elle avait reçu des exemptions, son mari aussi et celles-ci n'ont jamais servies. En même temps, on pourrait abolir le crédit d'impôt.

Est-ce que ce n'est pas la philosophie ou le principe que vous sous-tendez dans vos remarques et particulièrement à l'article 4 de votre mémoire que je cite:

... devraient plutôt être versées à celui des parents qui a le revenu le plus faible.

Je me demande comment l'État peut définir le parent qui a le revenu le plus faible. A ce moment, ne devrions-nous pas centrer nos réflexions sur l'enfant, quitte à faire les chèques au nom de l'enfant, je ne sais pas par qui ils pourraient être encaissés. Il existe certainement des moyens légaux pour régler

[Traduction]

in England of the time, the said Labour Party was subject to other influences beforehand. But all that crystallized in him in a remarkable way.

I think it is rather deplorable that in the defence of our social programs that we do not cast our minds back more firmly to someone who was one of the great instigators of this social program.

Thank you, Mr. Chairman.

**Senator David:** Mr. Chairman, Ladies, I was extremely interested in your brief, your reflections, your comments, your suggestions. I am still confused concerning the principle itself. As for the procedures, if we agree on the principle, the procedures will take care of themselves.

On the one hand, you say that universality is for everyone. On the other hand, you say that you do not want charity for anyone; that is a vested right up to a point.

Moreover, you say that we should do something for the poorest. Consequently, we come back to a principle of charity, in quotes if you wish, that is to say, a principle of community mutual aid. I am somewhat puzzled by this concept of universality for everyone as against distributive charity, if it can be called that. I was also impressed by the example referred to by you.

Should we not concentrate our considerations on the children themselves, that is to say, help the children? Obviously, the more there are, the more they must be helped in a family.

Families today are not what they were in the past, since in 50 per cent of families both parents earn an income, correct me if I am mistaken, and also you tell me that 40 per cent of marriages will end in divorce. A well-to-do family may become relatively poor overnight. All that is true.

In fact, I wonder whether you did not argue, and I should like your confirmation of this point, the fact that the allowance should not be the major factor in the whole system of family allowances for the child's benefit. It is the child that we wish to protect. There would then be two groups of allowances, one for universal allowances and one for increased allowances for children of poor and needy families.

At that point thought could even be given to doing away with the exemption. One of you said that she had received exemptions, her husband had also received some and they were never used. At the same time the tax credit could be abolished.

Is this not the philosophy or principle that underlies your comments and especially in article 4 of your brief and I quote:

... should rather be paid to the parent with the lower income.

I wonder how the government is able to define the parent who has the lower income. Should we not at this point concentrate our reflections on the child, even if it means making the cheques out to the children, I don't know who could cash them, there are certainly legal means of resolving a problem like that



*[Text]*

un problème comme celui-là. L'État n'aurait pas à intervenir pour savoir lequel des deux a le revenu le plus faible. J'aimerais savoir si ces réflexions ont du bon sens ou si c'est une utopie.

**Mme Dulude:** Pour répondre à la partie la plus simple de votre question, à savoir déterminer quel parent a le plus faible revenu, nous suggérons simplement de regarder les rapports d'impôt de l'année précédente.

**Le sénateur David:** Vous avez dit que les gens qui ont les revenus les plus faibles ne font pas de rapport d'impôt. C'est encore un obstacle. Est-ce que l'on n'envisage pas le problème à l'envers finalement?

**Mme Dulude:** C'est une question technique. Dans le cas des gens ayant le revenu le plus faible, ces gens sont sous le seuil d'imposition. Il faudrait que l'on se fie aux personnes elles-mêmes pour produire leur déclaration. Il faudrait dans ces cas que les parents puissent choisir entre eux, pour ceux qui sont en-dessous de ce niveau.

En ce qui concerne la question globale que vous posez, en fait, il n'y a pas de contradiction. Ce que vous décrivez épouse exactement nos recommandations. Nous recommandons une prestation universelle à tous les parents, plus un supplément pour ceux qui sont à faible revenu. Ce supplément existe, c'est le crédit remboursable. Le crédit remboursable est un supplément de prestations aux familles à faible revenu. On le nomme de façon différente mais c'est tout simplement un chèque envoyé à la famille. Le fait qu'il soit remis par l'entremise d'une formule d'impôt plutôt que par une formule que l'on envoie au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social est une question technique. Ce que nous avons, c'est ce que vous décrivez en terme d'allocations familiales et de crédit remboursable. Nous recommandons l'abolition de l'exemption.

Nous recommandons que tous les fonds récupérés en abolissant l'exemption soient utilisés pour augmenter le crédit et les allocations. C'est où le bât blesse car ce gouvernement a réduit l'exemption sans l'abolir. Il a pris presque tout l'argent de cette réduction pour réduire le déficit. Il l'a retiré entièrement du système de prestations aux enfants. Maintenant, les familles se retrouvent avec au total moins d'argent.

**Le sénateur David:** Est-ce que le crédit d'impôt est soustrait jusqu'à un certain point à celui qui paie de l'impôt?

**Mme Dulude:** Il faut remplir une demande pour obtenir le crédit d'impôt et il est envoyé à la mère. La personne qui reçoit l'allocation familiale, c'est-à-dire la mère, sauf si le père a la garde de l'enfant, est la personne éligible. Vous dites: comment est-ce qu'on avertit les gens pour qu'ils bénéficient de ce programme? Une grande campagne d'information a été mise en place lors de la mise en vigueur du crédit d'impôt. Quarante-neuf pour cent des personnes éligibles font la demande à tous les ans, même si dans une majorité des cas, ce sont des femmes en-dehors du système fiscal. Normalement elles n'auraient pas à remplir de formule d'impôt.

**Le président:** J'attire l'attention de tout le monde sur le fait que nous avons à recevoir un autre groupe. Nous approchons midi. Disons que je serais disposé à permettre une autre question, s'il y en a une.

*[Traduction]*

without the government trying to intervene and determine which of them has the lower income. I should like to know if these reflections make sense or are utopian.

**Mrs. Dulude:** To answer the simpler part of your question, with respect to determining which parent has the lower income, we would merely say: look at the tax return for the previous year.

**Senator David:** You said that people who have the lower income do not file tax returns. That is another obstacle. Are we not looking at the problem the wrong way after all?

**Mrs. Dulude:** That is a technical question. In the case of people having the lower income, they are people below the taxation threshold. We would have to trust the people themselves to file the return. In these cases the parents would have to choose between them for those who are below this level.

Concerning the general question you asked, there is in fact no contradiction. What you describe is exactly what we recommend. We recommend universal benefits for all parents plus a supplement for those with low incomes. This supplement exists, it is the refundable credit. The refundable credit is a benefit supplement to low-income families. They are given another name but it is quite simply a cheque sent to the family. The fact that this is done with a tax form rather than with a form sent to the Department of Health and Welfare is a technical question. What we have is what you describe in terms of family allowances and a refundable credit. We recommend that the exemption be abolished.

We recommend that all the funds saved by abolishing the exemption be used to increase the credit and allowances. That is where the shoe pinches because this government has lowered the exemption without doing away with it and has taken almost all the money from this reduction and used it to reduce the deficit. It withdrew it entirely from the child benefit system. Now families find themselves with less money overall.

**Senator David:** Is the tax credit taken from the parent who pays tax up to a point?

**Mrs. Dulude:** It is necessary to apply for the tax credit and it is sent to the mother. The person receiving the family allowance, that is the mother except where the father has custody of the child, is the person who is eligible. You say: how do we find people to benefit from this program? A major information campaign was conducted when the tax credit was introduced and 99 per cent of those eligible applied, even though in the vast majority of cases these are women who are outside the tax system and who normally would not have to complete a tax form.

**The Chairman:** I would draw everyone's attention to the fact that we have to hear another group. Noon is approaching. Let us say that I am prepared to allow one more question if there is one.

[Text]

**Senator Robertson:** I have been listening with interest and I thank you for the information and concerns you have presented to us, although, as did Senator David, I am finding some contradictions, but after I think about it longer, the contradictions are not as large in my mind.

I want to correct something, and I am not being political at all when I say this; the social envelope is much larger than it was last year. Just on one program alone, the federal government is spending an additional \$325 million. Those expenditures relate to the extended eligibilities of the spouses allowance. That amounts to \$1.2 billion over the next four years in the social envelope, which is approximately what is being taken out of it with the 3 per cent figure for family allowances.

Of course, when one considers other major increases in the health system, there is at least another \$30 billion added to that envelope. I do not have the exact figures, but I do not want to quibble about figures; however, I have not sensed on the part of our leaders any bragging about taking from the poor to reduce the debt. Perhaps I am biased, but I do not mean to be.

Coming back to my major concern, do you agree with a guaranteed income supplement for senior citizens?

**Ms. Dulude:** Yes.

**Senator Robertson:** Do you think that a guaranteed income supplement for children could be developed for those families below a certain income level, as the GIS was developed for seniors?

**Ms. Dulude:** There is one in Saskatchewan. I believe that is called the Family Income Plan. That is something we have been recommending for a long time in terms of a federal-provincial program. In fact, that was proposed by Marc Lalonde in the 1972—

**Senator Robertson:** In the orange paper?

**Ms. Dulude:** Yes, in the orange paper.

It is an income supplement for low income families. This is the big gap right now in our social security system, namely, the low income earners.

**Senator Robertson:** But you would not find it discriminatory—

**Mrs. Dulude:** No. We recommend and support basic protection for all parents and for all senior citizens. But in addition we very much support the supplement for those on low incomes, that will bring them at least up to the poverty line. You can see this developed more in the brief that we presented last March to the parliamentary committee. There is no contradiction in our position.

To pick up on something else that you said, you mentioned increases in the social envelope expenditures. As I understand it, much of the increase in the social envelope expenditures is due to having more senior citizens, and therefore the pensions

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Je vous ai écouté avec intérêt et je vous remercie des renseignements et des préoccupations que vous nous avez communiqués; bien que, comme le sénateur David, j'ai relevé quelques contradictions, plus j'y réfléchis, et plus elles perdent de leur importance.

J'aimerais vous corriger sur un point; sans perdre mon objectivité politique, l'enveloppe sociale est bien plus importante qu'elle ne l'était l'an dernier. Le gouvernement fédéral accorde 325 millions de dollars additionnels au titre d'un seul programme. Ces dépenses sont le résultat de l'admissibilité accrue aux allocations des conjoints et elles s'élèveront à 1,2 milliard de dollars au cours des quatre prochaines années, ce qui représente approximativement 3 p. 100 dont ont été réduites les allocations familiales.

Bien entendu, si l'on tient compte des autres grandes augmentations du coût des soins de santé, il faut ajouter au moins 30 autres milliards de dollars à cette enveloppe. Je ne connais pas les chiffres exacts et ne veux pas tergiverser là-dessus, mais je n'ai pas eu l'impression que nos dirigeants se vantaient de puiser dans les poches des pauvres pour réduire le déficit. Je ne veux pas vous paraître partielle.

Pour revenir au point qui me préoccupe le plus, je voudrais vous demander si vous approuvez un supplément de revenu garanti pour les personnes âgées?

**Mme Dulude:** Oui.

**Le sénateur Robertson:** Croyez-vous que l'on pourrait accorder un supplément du revenu garanti aux enfants des familles dont le revenu serait inférieur à un certain niveau, dans le même esprit que le supplément du revenu garanti est versé aux personnes âgées?

**Mme Dulude:** Le principe est déjà appliqué en Saskatchewan. Il s'agit du Family Income Plan, si je ne m'abuse. Cela fait longtemps que nous recommandons l'établissement d'un programme fédéral-provincial semblable. En fait, Marc Lalonde l'a proposé en 1972...

**Le sénateur Robertson:** Dans le Livre orange?

**Mme Dulude:** C'est exact, dans le Livre orange.

Il s'agit d'un supplément du revenu accordé aux familles à faible revenu. La grande lacune qu'accuse notre système d'assurance-sociale actuel réside dans le fait que les familles à faible revenu sont laissées pour compte.

**Le sénateur Robertson:** Mais ne trouveriez-vous pas discriminatoire...

**Mme Dulude:** Non. Nous avons recommandé et appuyé le principe de la protection fondamentale de tous les parents et de toutes les personnes âgées. Mais, en plus, nous préconisons vivement d'accorder aux familles à faible revenu un supplément qui haussera leur revenu au moins au niveau du seuil de la pauvreté. Cette idée est développée dans le mémoire que nous avons présenté en mars dernier au comité parlementaire. Nous ne nous contredisons aucunement.

J'aimerais revenir sur un point que vous avez soulevé au sujet des augmentations des dépenses au titre des programmes sociaux. Si je comprends bien, une bonne partie de l'augmentation des dépenses au titre des programmes sociaux est due à



[Text]

increase from year to year. So to say that this is an increase in the commitment, is wrong. It is not an increase in the commitment at all. It is just a fact that the population is going to increase. It is not an increase in well being. It is not a new program. These things are expected.

**The Chairman:** But there was a new program passed in June.

**Mrs. Dulude:** I am talking about the increase in senior citizens generally. The spouse's allowance, discriminatory as it is, is indeed a step forward—but why take the money from another group that is in need? That is why we are urging you to look at things locally. What this government is doing is taking from people who are the most disadvantaged. They are the parents. The parents, senior citizens, and low income families are being targeted because politically they are not able to defend themselves. I add low income families because we do not believe that they are getting more. Again, we should look at the whole picture. We should look at the reduction for capital gains tax; look at the tripling of the retirement savings plan; look at the bailing out of banks. This is where the big money is and it is draining the system. The tax system is being drained.

**Senator Robertson:** Having said that, we have to confine our committee hearing, dealing with social affairs, to the bills before us, which are Bills C-70, C-83 and C-84. There seems to be general agreement. Even Mr. Broadbent has said—and I refer to yesterday's House of Commons proceedings—that for the next five years the poorest families—I think the number was 150,000 families—will benefit from the combination. I think the benefits are miserably small, and I will fight for a much larger redistribution.

Perhaps this is not the right way to go, but I think that the status quo has entrenched poverty, has widened the poverty gap, and has made more people poor. I am not satisfied with what is happening. We could look at the period of the 1960s and 1970s. The C.D. Howe Institute reported, in connection with three of the five budgets between 1971 and 1976, that the gap widened between the rich and the poor. In 1980 the number of low income Canadians increased by 25 per cent. So the programs on which we have been depending have not done the job. I guess that is why I would like to see a whole new approach to it. I am glad that some of the groups appearing before us seem to want a new system, one that is more equitable.

**Mrs. Dulude:** Regarding Mr. Broadbent's comment, I am sure he was referring simply to the three children's benefit changes which, if you consider only those changes, we admit will give more to the poor. But you have to look at the whole budget. If you look at the whole budget, and you include the sales tax increases, the total package of last year's package will reduce the income of the poorest families.

[Traduction]

l'augmentation du nombre des personnes âgées et, par conséquent, à l'augmentation des prestations de vieillesse année après année. Il est donc erroné de dire qu'il y a eu augmentation des engagements. Il ne s'agit pas d'une augmentation des engagements du tout. La population va croître, mais non pas le bien-être des habitants. Ce n'est pas un nouveau programme. Ce sont des mesures auxquelles on s'attendait.

**Le président:** Mais un nouveau programme a été mis sur pied en juin.

**Mme Dulude:** Je parle de l'augmentation du nombre des personnes âgées en général. L'allocation au conjoint, bien qu'elle soit discriminatoire, constitue de fait un pas en avant. Mais pourquoi retirer de l'argent à un autre groupe dans le besoin? C'est pourquoi je vous demande d'examiner chaque cas un par un. Le gouvernement puise dans les poches de ceux qui sont les plus défavorisés. Ce sont les parents. Les cibles sont les parents, les personnes âgées et les familles à faible revenu parce qu'ils ne sont pas en mesure de se défendre. Je place les personnes à faible revenu dans cette catégorie, parce que, selon nous, elles n'obtiennent pas davantage. Il y a lieu d'examiner l'ensemble de la situation, la réduction de l'impôt sur les gains en capitaux, l'énorme augmentation à l'égard du régime de retraite, le sauvetage des banques. Ce sont ces mesures qui mettent le système à sec. On épuise les ressources fiscales.

**Le sénateur Robertson:** Ceci dit, il faut restreindre nos délibérations portant sur les affaires sociales aux projets de loi dont nous sommes saisis, les projets de loi C-70, C-83 et C-84. On semble s'entendre là-dessus. Même M. Broadbent a dit hier à la Chambre des communes, qu'au cours des cinq prochaines années les familles les plus défavorisées, il s'agit je crois de 150 000 familles, vont profiter des mesures prévues dans ces projets de loi. Je crois que les avantages prévus sont très faibles et je vais me battre pour qu'ils soient répartis plus largement.

Peut-être n'est-ce pas la bonne façon de procéder mais c'est, selon moi, le statu quo qui perpétue la pauvreté, qui a élargi le fossé entre les riches et les pauvres et rendu les pauvres encore plus pauvres. L'évolution de la situation ne me satisfait pas. Prenons par exemple la période des années 60 et 70. L'Institut C.D. Howe a indiqué, relativement à trois des cinq budgets, qu'entre 1971 et 1976 le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi. En 1980, le nombre des Canadiens à faible revenu a augmenté de 25 p. 100. Les programmes sur lesquels nous nous sommes reposés n'ont donc pas donné les résultats escomptés. C'est pourquoi j'aimerais que l'on adopte une toute nouvelle façon de procéder. Je suis heureuse de voir que certains des groupes qui sont venus témoigner semblent vouloir l'établissement d'un nouveau système, plus équitable.

**Mme Dulude:** En ce qui a trait aux observations de M. Broadbent, je suis sûre qu'il faisait simplement allusion aux trois changements apportés aux prestations aux enfants qui, si vous ne considérez que ces changements, profitent aux pauvres. Mais il faut examiner toutes les mesures budgétaires. Toutes ces mesures, la hausse de la taxe de vente y comprise, vont en fait réduire le revenu des familles défavorisées.

[Text]

**Senator Robertson:** Then we will have to concentrate on this package to overcome the other, or develop another methodology.

**Mrs. Dulude:** Even assuming that that part was acceptable to you for those reasons, that part is all in the tax bill. It has no relevance to the family allowance in connection with Bill C-70. Bill C-70 does not do that. If you look at the combined effect of the increase in the credit and the reduction in the exemption, you will see a net benefit. There is no additional money needed from family allowances to pay for that part. These are the government's figures from the night of the budget. So the tax bill alone ends up saving the government \$155 million, mainly because of lowering the ceiling—

**Senator Robertson:** But the tax bill, along with Bill C-70—

**Mrs. Dulude:** But Bill C-70 does not do anything. It is not needed to give that additional money to the poor.

**Senator Robertson:** Bill C-84 will very marginally increase the amount and put more money in the pockets of 850,000 of the poorest families in Canada.

**Mrs. Dulude:** Not Bill C-70; I am sorry.

**Senator Robertson:** Bills C-70 and C-84.

**Le président:** Je m'excuse, je pense aux autres témoins déjà arrivés depuis un bon moment. Il est de mon devoir, en toute justice, d'écouter ces témoins qui attendent. J'inviterai maintenant ces témoins à présenter leurs points de vue.

**Mme Dulude:** Monsieur le président, excusez-moi, est-ce que Mme Parent pourrait glisser un dernier mot?

**Le président:** Justement, j'ai un petit compromis à l'esprit. Tout à l'heure, je demanderai aux témoins qui prendront votre place lorsqu'elles auront présenté leur point de vue et répondu à certaines questions, si elles vous permettent de se joindre à notre dialogue. Alors mesdames, je vous demanderais de vous approcher. Je vous poserai la question d'une façon formelle. De cette façon, vous ne serez pas privées de l'intervention que vous désirez faire mais en même temps, je désire respecter le droit des témoins à comparaître devant nous et qui attendent. C'est le compromis que je vous propose. Cela vous retardera peut-être mais c'est votre choix. L'intérêt de ce que vous avez à dire compense-t-il l'ennui d'avoir à attendre?

**Mme Dulude:** Je dois quitter maintenant car j'ai un avion à prendre. Par contre, Mme Parent peut demeurer de même que Mme Marshall.

**Le président:** Je vous remercie d'être venue nous présenter votre point de vue. Comme je l'ai dit à d'autres groupes, il n'est pas exclu que dans l'avenir, pour la poursuite de nos propres travaux dans une perspective plus globale, nous faisons appel à nouveau à vos réflexions.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Il nous faudra donc chercher à améliorer l'ensemble de ces mesures ou à établir d'autres méthodes.

**Mme Dulude:** Même si ces mesures vous paraissent acceptables pour ces raisons, elles font toutes partie intégrante du projet de loi de l'impôt. Elles n'ont aucun lien avec les allocations familiales et le projet de loi C-70. Ce projet de loi n'aura pas les mêmes résultats. L'accroissement du crédit et la réduction de l'exemption se traduisent par un profit net. Il n'est pas nécessaire de puiser dans les fonds réservés aux allocations familiales pour couvrir le coût de ces mesures. Ce sont les chiffres dont nous a fait part le gouvernement à la lecture du budget. Grâce au projet de loi sur l'impôt donc, le gouvernement épargne 155 millions de dollars, principalement parce qu'il abaisse le plafond . . .

**Le sénateur Robertson:** Mais le projet de loi sur l'impôt, de concert avec le projet de loi C-70 . . .

**Mme Dulude:** Mais le projet de loi C-70 n'a aucun effet. Il n'est pas nécessaire pour que soient versés des fonds supplémentaires aux pauvres.

**Le sénateur Robertson:** Le projet de loi C-84 va accroître de façon très marginale les fonds alloués aux 850 000 familles les plus pauvres du Canada.

**Mme Dulude:** Non pas le projet de loi C-70, je suis désolée.

**Le sénateur Robertson:** Les projets de loi C-70 et C-84.

**The Chairman:** I am sorry, I am thinking of the other witnesses who have already been here for some time. In all fairness, it is my duty to these witnesses who are waiting to hear them. Can I ask the witnesses I am now inviting to present their views.

**Mrs. Dulude:** Mr. Chairman, excuse me, could Mrs. Parent say one final word?

**The Chairman:** Well, I have a small compromise in mind. I shall shortly ask the witnesses who are to testify and who have the right to testify now, whether they would allow you, after they have presented their views and answered some questions, whether they would allow you to join the discussion. Now, ladies, I would ask you to come forward and I shall ask you the question formally. In this way you will not be deprived of the intervention you wish to make but at the same time I wish to respect the right of the witnesses who are now waiting to appear before us. That is the compromise I am suggesting. It will perhaps delay you but that is your choice. Does the interest of what you have to say make up for the boredom of having to wait?

**Mrs. Dulude:** I must leave now because I have a plane to catch. However, Mrs. Parent can stay as well as Mrs. Marshall.

**The Chairman:** Thank you for coming and presenting your views. As I told other groups, it is not out of the question that in the future, as we continue with our work from a more general perspective, we shall once again ask you for your thoughts.



*[Text]*

J'invite maintenant le Front commun des assistés sociaux du Québec, notamment Mme Leboeuf, Mme Robichaud et Mme Brière, en nous excusant de les avoir fait attendre.

Alors, comme je l'ai fait avec les autres, je vous souhaite d'abord la bienvenue. Je vous invite à présenter de façon un peu plus explicite que les quelques notes que nous avons devant nous, à la fois votre groupe et le rôle que vous y jouez, après quoi nous entendrons la présentation de votre mémoire.

C'est Mme Leboeuf qui prend l'initiative, parce que vous êtes la première sur ma liste. Mais, c'est à votre choix, évidemment.

**Mme Louise Leboeuf, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec:** Le Front commun des assistés sociaux du Québec est une organisation qui regroupe 28 organisations d'assistés sociaux et d'assistées sociales, au plan local. C'est dans le but d'améliorer les conditions de vie des assistés sociaux, et le respect de la dignité des personnes, aussi, qui souvent est atteinte par certaines mesures.

Peut-être que, dans un premier temps, ce que l'on aimerait faire, c'est de vous lire le mémoire, le court mémoire que l'on avait fait pour la Chambre des communes. Alors, Claudette Bruyère pourrait faire cela.

**Le président:** Bien sûr.

**Mme Leboeuf:** Il est censé avoir été distribué à tout le monde.

Puis, après, Thérèse Robichaud pourrait présenter sa situation comme femme avec un enfant à charge, mais l'étendre aussi à d'autres familles d'assistées sociales. On aurait voulu amener, entre autres, une autre amie qui a quatre enfants à charge. Mais, c'est la semaine de congé scolaire, au Québec, et c'est difficile de se promener avec les quatre enfants. Alors, elle va quand même étendre la situation de façon un peu plus large. Enfin, on pourra échanger, et si Madeleine Parent veut intervenir, il n'y aura pas de problème.

**Le président:** Merci beaucoup d'avoir accepté mon compromis. Madame Brière.

**Mme Claudette Bruyère, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec:** Moi, je suis Claudette Bruyère.

Le Front commun des assistées sociales et assistés sociaux du Québec regroupe actuellement 28 organisations d'assistés sociaux au Québec. Il se veut le représentant de 696,000 assistés sociaux du Québec pour l'amélioration de leurs conditions de vie et le droit de vivre dans la dignité. Aujourd'hui, nous nous adressons à vous au nom de 150,800 familles du Québec qui reçoivent des prestations d'aide sociale et vivent sous le seuil de la pauvreté. Étant parmi les familles les plus démunies sur le plan économique, nous voudrions vous dire pourquoi, même si votre gouvernement dit vouloir avantager les plus démunis par son projet de loi C-70, nous sommes en désaccord avec les modifications proposées aux prestations pour enfants.

Déjà, en 1979, année où le gouvernement fédéral en place a introduit le crédit d'impôt pour enfants, tout en diminuant les allocations familiales, des groupes d'assistés sociaux avaient manifesté leur désaccord à la modification du programme des allocations familiales. A cette époque le ministre de la Santé et

*[Traduction]*

I now invite the Front commun des assistés sociaux du Québec, in particular Mrs. Leboeuf and Mrs. Robichaud-Bruyère, and apologize for making them wait.

Now, first I welcome you, as I did the others. I invite you to present more explicitly than in the few notes we have before us both your group and the function you perform in it, after which we shall hear the presentation of your brief.

Mrs. Leboeuf will speak first because you are the first on my list. But it is your choice, obviously.

**Mrs. Louise Leboeuf, Member of Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec:** The Front commun des assistés sociaux du Québec is an organization that combines 28 organizations of welfare recipients at the local level. It has the aim of improving the living conditions of welfare recipients and respect for the dignity of people, also, which is often affected to some extent.

Perhaps what we should do first is to read the brief, the short brief that we prepared for the House of Commons to you. Claudette Bruyère could do that.

**The Chairman:** Certainly.

**Mrs. Leboeuf:** It was supposed to be distributed to everyone.

Then, afterwards, Thérèse Robichaud could describe her situation as a woman with a dependent child but also extend it to other families receiving welfare. We would have liked to bring, among others, another friend who has four dependent children. But this is the week of the school break in Quebec and it is difficult to travel with the four children. She will nevertheless extend the situation a little more broadly. Finally, we can change places and if Madeleine Parent wishes to speak, there will be no problem.

**The Chairman:** Thank you very much for agreeing to my compromise, Mrs. Bruyère.

**Mrs. Claudette Bruyère, member of Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec:** I am Claudette Bruyère.

The Front commun des assistées sociales et assistés sociaux du Québec currently combines 28 organizations of welfare recipients in Quebec. It claims to represent 696,000 welfare recipients in Quebec to improve their living conditions and the right to live in dignity. Today, we are speaking to you on behalf of 150,800 families in Quebec who are in receipt of welfare benefits and live below the poverty line. Since we are among the economically most disadvantaged, we should like to tell you why, although your government says it wishes to benefit the most disadvantaged in its Bill C-70, we disagree with the amendments proposed for child benefits.

As far back as 1979, when the Federal government of the time introduced the child tax credit while reducing family allowances, groups of welfare recipients demonstrated their opposition to the changes in the family allowance program. At that time the Minister of Health and Welfare told the country

## [Text]

du Bien-être social avait répété à plusieurs reprises à la population que les modifications apportées favoriseraient les plus démunis. Cependant, en janvier 1979, le ministère des Affaires sociales du Québec, considérant le crédit-impôt enfant comme un revenu pour la famille assistée sociale, n'avait indexé que partiellement les prestations d'aide sociale des familles. L'indexation variant de 3.2 p. 100 à 6.2 p. 100 pour les familles comparativement à 9 p. 100 pour les personnes seules avec une indexation de moins de 9 p. 100 de l'aide sociale et la diminution des allocations familiales fédérales, nous recevions moins par mois qu'en 1978 et, pour atteindre une augmentation de 9 p. 100 de nos revenus, nous devons faire la demande du crédit d'impôt enfant en remplissant un rapport d'impôt. Ayant moins de revenu sur une base mensuelle qu'en 1978 et, dans l'attente du crédit impôt enfant, en plein hiver, plusieurs familles se sont endettées et ont payé de l'intérêt sur ce montant destiné aux enfants. Ce phénomène s'est d'ailleurs poursuivi dans les années suivantes.

Notre vécu de ces six dernières années démontre que nous, parmi les familles les plus pauvres, n'avons tiré aucun avantage des modifications apportées au programme des allocations familiales, bien au contraire. Et, durant cette période, la partie crédit-impôt a pris de plus en plus d'importance, celle des allocations familiales allant en diminuant. Les modifications contenues dans le projet de loi C-70 viennent accentuer cette tendance, tout en accordant moins d'argent pour l'ensemble des programmes des prestations pour enfant.

Aujourd'hui, nous entendons encore que l'on veut favoriser les plus démunis. Comment penser que ce puisse être différent de ces dernières années, alors que votre gouvernement en même temps, coupe dans les programmes de transferts aux provinces. Comment ne pas déjà entrevoir que nos chèques d'aide sociale en seront affectés? Pour les familles assistées sociales, toute diminution du revenu mensuel contribue à une détérioration des conditions de vie. Et le chèque d'allocations familiales est le plus souvent le revenu qui sert à nourrir la famille à la fin du mois. Est-il donc nécessaire de vous dire que, en coupant dans les allocations familiales, le gouvernement diminue directement notre panier de provisions?

Al'argument de la relance économique qui aidera les familles avec la création d'un plus grand nombre d'emploi, nous répondons que, de fait, les emplois créés sont des postes à temps partiel et que l'emploi féminin n'a relativement pas augmenté. En nous servant de cet argument, tout en coupant dans ce revenu des femmes que sont les allocations familiales, le gouvernement méprise un peu plus le travail des femmes à la maison. A la préoccupation du déficit nous ne pouvons que constater que le gouvernement a deux poids, deux mesures. Pourquoi indexer le salaire des députés, augmenter le budget militaire et sauver les banques en faillite?

Nous demandons au gouvernement le retrait du projet de loi C-70, parce que les modifications apportées se feront au détriment des femmes et que les démunis n'en tireront aucun avantage. De plus, avec cette tendance à augmenter la part du programme sélectif de prestations pour enfant: le crédit d'impôt, au détriment du programme universel d'allocations familiales, le gouvernement accentue le développement d'un système de sécurité sociale basé sur la division de la société entre ceux qui

## [Traduction]

on several occasions that the changes made would benefit the most disadvantaged. However, in January 1979 the Quebec Minister of Social Affairs, regarding the child tax credit as income for the family receiving welfare, indexed welfare benefits for families only partially. Since indexing varied from 3.2 per cent to 6.2 per cent for families compared with 9 per cent for single persons with indexing of less than 9 per cent of welfare and the reduction in Federal family allowances, we received less per month than in 1978 and to obtain a 9 per cent increase in our income we had to apply for the child tax credit by completing a tax return. Since they had less income on a monthly basis than in 1978 and while waiting for the child tax credit in the middle of winter, several families went into debt and paid interest on this sum intended for the children. This phenomenon continued in the following years.

Our experience in the last six years shows that we, who are among the poorest families, have received no benefit from the changes in the family allowance program, on the contrary. And during this period, the tax credit portion has increased while the family allowances have declined. The changes contained in Bill C-70 will emphasize this trend while providing less money for all child benefit programs.

Today we still hear that the disadvantaged are to be favoured. Why should we expect this to be different from the last few years when the government is at the same time cutting transfer payments to the provinces. Why should we not already expect our welfare cheques to be affected? For welfare families any reduction in monthly income contributes to a decline in living conditions. And the family allowance cheque is often the income that is used to feed the family at the end of the month. Is it necessary to tell you, therefore, that by cutting family allowances the government is directly cutting at our grocery baskets?

To the argument that the economic upswing will help families by creating more jobs, we reply that the jobs created are in fact part-time jobs and that jobs for women have not increased in relative terms. By making this argument to us while cutting the income of women represented by family allowances, the government is scorning a little more the work of women in the home. Given the preoccupation with the deficit, we can only assume that the government has two measures, two yardsticks. Why index the salaries of MPs, increase military expenditures and save bankrupt banks?

We ask the government to withdraw Bill C-70 because the changes made will be to the detriment of women, and the disadvantaged will receive no benefit from them. Moreover, given this trend to increase the purely child benefit portion of the selective program, the tax credit, to the detriment of the universal family allowance program, the government is promoting the development of a social security system based on the division of society into those who pay taxes and those who



[Text]

paieront des impôts et ceux qui recevront des prestations. L'aide accordée pour les enfants devenant tranquillement, mais sûrement, un programme d'assistance.

Nous savons ce que signifie vivre «d'assistance», puisque «assistées sociales», nous sommes souvent victimes des préjugés. Il est rare que l'on nous reconnaisse ce revenu pour le travail d'éducation que nous faisons auprès de nos enfants. Et l'on oublie souvent que ce que l'on nous donne pour subsister fait aussi partie de l'économie. Uniquement pour le logement et la nourriture nous pouvons dépenser jusqu'à 90 p. 100 de nos revenus. Plusieurs assistés sociaux sont gênés d'aller changer leur chèque d'aide sociale, mais, celui de l'allocation familiale, non, parce qu'à ce moment-là nous sommes des femmes comme toutes les femmes.

Les allocations familiales, programmes universels, assurent un revenu autonome pour un grand nombre de femmes, il reconnaît une partie du travail accompli auprès des enfants et est une façon, comme société, d'assumer collectivement des besoins reliés à la charge des enfants. Votre gouvernement devrait donc retirer son projet de loi C-70, indexer pleinement les allocations familiales et même les augmenter substantiellement.

Le Front commun des assistées sociales et des assistés sociaux du Québec.

**Le président:** Merci bien. Alors, Mme Robichaud compléterait la présentation, vous avez la parole.

**Mme Thérèse Robichaud, membre d'un groupe affilié au Front commun des assistés sociaux du Québec:** Je suis une assistée sociale qui a un enfant de 15 ans à charge. On m'a demandé de faire un court résumé sur ma situation. J'ai été obligée de l'écrire, parce que je me savais très nerveuse aujourd'hui. Je ne suis pas habituée à cela.

Pour vivre, en 1985, il a fallu que je me débrouille avec \$7,163, parce que je suis sur l'aide sociale. Juste mon loyer m'en coûte \$330 par mois, ce qui fait \$3,960 pour l'année. En pourcentage, cela me donne à peu près 55 p. 100 de mon budget, juste pour me loger. Il me reste donc \$3,203 pour vivre pendant un an; cela, c'est pour manger, m'habiller, habiller ma fille, payer les imprévus, puis envoyer ma fille à l'école. Puis, on sait que l'école aujourd'hui n'est pas gratuite. Il ne se passe pas une semaine sans que l'enfant vous demande de l'argent.

Le seul revenu qui m'aide à boucler mes fins de mois, ce sont justement les allocations familiales, et voilà qu'on y touche. Nous avons besoin d'indexation, et non de la désindexation car, avec les allocations familiales que nous recevons, cela nous aide à acheter le nécessaire dont nous avons besoin pour finir le mois, c'est-à-dire le pain, le lait, etc. Ce sont des aliments périssables, donc, nous ne pouvons pas tous les acheter en grosses quantités au début du mois quand nous recevons notre supposé gros chèque.

Moi, avec la désindexation des allocations familiales, pour un mois, je perd 93 cents. Ce n'est peut-être pas un gros montant, mais, pour nous les familles les plus démunies, 93 cents, c'est le prix d'un litre de lait. En un an, je vais y perdre \$11.16. Puis, en cinq ans, si on l'échelonne à plus long terme, c'est \$167.80.

[Traduction]

receive benefits. The help given to children is becoming slowly but surely an assistance program.

We know what it means to live on "assistance" since we are as "welfare recipients" often the victims of prejudice. Only rarely is this income acknowledged as our right for the educational work we do with our children. And it is often forgotten that what we are given to live is also part of the economy. We can spend up to 90 per cent of our income solely on accommodation and food. Many welfare recipients are embarrassed to change their welfare cheque but not their family allowance cheque. This is because at that point we are women like all other women.

Family allowances as a universal program provide an independent income for a large number of women, it acknowledges part of the work done with their children and is a means for a society to assume on a collective basis the needs relating to child care. Your government should accordingly withdraw its Bill C-70, provide full indexing of family allowances and even increase them substantially.

The Front commun des assistées sociales et des assistés sociaux du Québec.

**The Chairman:** Thank you very much. Now, Mrs. Robichaud will conclude the presentation. It is your turn.

**Mrs. Thérèse Robichaud, Member of a group affiliated with the Front commun des assistés sociaux du Québec:** I am a welfare recipient and have a dependent child of fifteen. I have been asked to give a brief summary of my situation. I had to put it in writing because I knew I would be very nervous today. I am not accustomed to this.

In order to live in 1985 I had to make do with \$7,163 because I am on welfare. My rent alone costs \$330 per month, which makes \$3,960 over a year. As a percentage this is approximately 55 per cent of my budget simply to house myself. I am left with \$3,203 to live for a year; that is to eat, clothe myself, clothe my daughter, pay for unexpected items and send my daughter to school. It is widely known that school today is not free. Hardly a week passes without one's child asking for money.

The only income that helps me make ends meet at the end of the month is precisely the family allowance and now that is being affected. We need indexing and not deindexing because with the family allowances that we receive, this helps to buy the necessities we need to get through the month, that is to say, bread, milk etc. These are perishable foodstuffs so that we cannot all buy them in large quantities at the beginning of the month when we receive our supposedly large cheque.

With the deindexing of family allowances I lose 93 cents in a month. This is perhaps not a large amount but for us, the most disadvantaged families, 93 cents is the price of a litre of milk. Over a year I am going to lose \$11.16. And over five years, if it is spread over a longer term, the figure is \$167.80.

## [Text]

Moi, j'ai juste un enfant à charge, imaginons ceux et celles qui en ont trois et quatre, parce que cela existe encore, ces familles-là. Une famille qui a trois enfants à charge va perdre près de \$1,000 en cinq ans, et une famille qui en a quatre va perdre plus de \$1,700 en cinq ans. Comment on veut nous demander de boucler un budget quand on sait qu'on a une augmentation de 1 p.100, si on prend juste un exemple, sur le pain, qui vient d'augmenter de 5 p.100. Aussi, on vient d'apprendre que les loyers vont augmenter de 9 à 10 p. 100 cette année, et, pas plus tard qu'hier, j'ai appris qu'on augmenterait peut-être le lait de 8 à 10 sous le litre, d'ici le début de juin.

Nous sommes augmentés durant l'année entre 3 et 6 p. 100, quand on regarde nos chèques d'aide sociale. Mais, le coût réel des augmentations que nous subissons dans tout, c'est entre 15 et 20 p. 100. Nous sommes toujours obligés de gruger de montants d'argent dans ce qui est le plus nécessaire, c'est-à-dire la nourriture. Après, on nous dit de se tenir en santé en mangeant beaucoup de fruits et de légumes. Il faudrait peut-être avoir l'argent pour les acheter ces fameux fruits et légumes.

Bientôt comme on le sait, c'est le crédit d'impôt pour les enfants qui va sortir. Presque toutes les familles québécoises attendent ce montant avec impatience, soit pour régler des dettes qu'elles ont dû faire pour vêtir leurs enfants pendant l'hiver, d'autres pour payer le gros compte d'électricité, le compte de chauffage, ou payer l'arrérage qu'elles ont dû faire sur le loyer. Mais, voilà, avant que l'argent leur arrive dans les poches, on va être rendu à la fin de mars, même mi-avril. Étant donné que l'on ne peut plus attendre, ce que beaucoup de familles québécoises font, c'est qu'elles vendent leur rapport d'impôt à des grosses compagnies comme H&R Block. Mais, H&R Block prend jusqu'à deux tiers du montant des chèques. Mais, les familles n'ont plus le choix, leurs enfants ont faim, il faut que l'on paie nos dettes. Mais, en tout cas, moi, je ne l'ai pas vendu, mais je souhaite ardemment l'avoir avant le 4 avril, parce que je vais être honnête, ma fille est supposée d'aller dans une cabane à sucre, et ça m'en coûte \$12, je ne suis pas capable de l'envoyer. Ce serait la première fois de sa vie qu'elle irait, dans une cabane à sucre.

Je n'ai jamais eu les moyens financiers de l'envoyer, ni à une cabane à sucre, ni à aucune sortie para-scolaire dans les écoles.

De toute façon, j'ai une copie des factures que ça me coûte pour envoyer ma fille à l'école, juste au début de l'année, le 28 août, j'en ai pour à peu près \$200 de factures que j'ai dû payer pour des cahiers, des livres, des vêtements. En tout cas, toute la bagatelle que ça prend.

Moi, en conclusion, tout ce que je souhaite, c'est que les familles québécoises, toutes les familles j'en suis sûr, c'est que l'on reçoive notre crédit-impôt pour enfant réparti à tous les mois, avec nos allocations familiales indexées au coût réel de la vie. Cela nous permettrait de mieux équilibrer notre budget, dans le sens que, quand tu arrives à l'hiver, on sait que l'on va avoir tout probablement \$384, mais on ne sait jamais quand il va arriver. Cela veut dire que, pendant tout l'hiver, on a eu besoin des bottes pour les enfants, des vêtements pour les enfants. On s'est endetté sur notre loyer pour pouvoir les payer. Quand arrive ce montant, il est déjà tout parti. On ne

## [Traduction]

I have only one dependent child; imagine those who have three or four, because such families still exist. A family with three dependent children will lose close to \$ 1,000 over five years and a family with four will lose more than \$ 1,700 in five years. How can we be asked to balance the budget when it is known that we have a 1 per cent increase, if we merely take as an example the cost of bread which has just increased by 5 per cent. Also we have just learned that rents will increase by 9 to 10 per cent this year, and only yesterday I learned that the price of milk may increase by 8 to 10 cents a litre by the beginning of June.

Our welfare cheques increased during the year between 3 and 6 percent. But the real cost of the total increases we are facing is between 15 and 20 per cent. We are always forced to cheat on prices for the most basic necessity, i.e. food. Then we are told to keep healthy by eating lots of fruit and vegetables. Perhaps first we ought to have the money to buy these fruit and vegetables.

As you know, the child tax credit will soon be issued. Almost all Quebec families are awaiting this cheque with impatience, some to settle the debts they have had to incur to clothe their children for the winter, others to pay their electricity bill, heating bill, or the back rent they owe. But it will be the end of March, even mid-April, before the money is in their pockets. Since they cannot wait any longer, what many Quebec families do is they sell their tax return to big companies like H&R Block. But H&R Block takes up to two-thirds of the amount of their cheques. But the families have no choice: their children are hungry; their debts have to be paid. As for me, I haven't sold mine, but I would dearly like to have it before April 4 because, to be honest, my daughter is supposed to visit a saphouse; it would cost me \$12, and I am unable to send her. It would be the first time in her life she went to a saphouse.

I have never had the financial means to send her either to a saphouse or on any extra-curricular school excursion.

In any case, I have a copy of the bills it costs me to send my daughter to school: just for the beginning of the year, August 18, I have almost \$200 in bills I have had to pay for exercise books, textbooks, clothes. That is, all the paraphernalia that's needed.

In conclusion, all that I would like, and I'm sure I speak for all Quebec families, is that our child tax credit be distributed monthly with our family allowances, and indexed to the real cost of living. That would allow us to better balance our budgets, in that, when winter comes, you know you are probably going to have \$384, but you never know when it will arrive. That means that, throughout the winter, you have needed boots and clothing for the children. You have incurred debts on your rent to be able to pay for these things. When the cheque arrives, that money is already gone. You cannot say that you're going to do this and that with the tax credit. It is already owed.



[Text]

peut pas dire qu'on va faire cela avec le crédit d'impôt. Il est déjà dû.

Bon, les allocations familiales, c'est la même chose. C'est qu'elles arrivent à la fin du mois et cela nous sert à acheter, bon, on peut aussi bien acheter un sac d'oranges, un sac de pommes. Le lait, le pain, ça nous sert du moins à boucler vraiment la fin de notre mois. C'est le seul revenu qu'il nous reste pour la fin du mois, parce que l'aide sociale arrive le premier du mois. Donc, le lait, le pain, tout ce qui est périssable, on ne peut pas l'acheter au début du mois. C'est pour cela que c'est une situation très dure à vivre.

**Le président:** merci beaucoup. Avez-vous autre chose à ajouter à ce stade-ci?

**Mme Leboeuf:** En fait le chiffre qui a été apporté concernant les crédits d'impôts escomptés, ces deux tiers des familles qui escomptent leur crédit d'impôt, donc, les familles à faible revenu. Les montants ont été distribués, la perception a été distribuée, le gouvernement fédéral a changé les chiffres, sauf que, cela n'empêche pas qu'il y a une partie de cet argent là qui devrait normalement revenir dans les familles, qui ne vont pas aux familles, que, si les crédits d'impôts étaient repartis, par exemple, de façon mensuelle d'après Thérèse Robichaud, ça enlèveraient ce problème là.

**Le président:** Merci bien. Sénateur Robertson.

**Senator Robertson:** I am particularly interested in the comments of the last two ladies. I should like to thank all of the witnesses for coming this morning and helping us with this very difficult task.

As you know, as a first step, we are trying to make the tax credit larger to those families who need it the most. There has been a debate going on for some time as to whether the tax credit should come in one lump or two.

By the passage of this bill, there is some relief from discounters and there is almost agreement that the bulk of the tax credit will come earlier.

I am really interested in both of your recommendations that the tax credit would be more helpful if it were sent out on a monthly basis. I have always felt I was in a minority in that view. If the government could move more money to that tax credit and if it could be given out on a monthly basis, it, in effect, would almost be like a guaranteed income supplement to families most in need. This was mentioned by the previous group of witnesses.

I appreciate your comments because I have had the feeling that many people do not share my view and I am glad that you do. I think we could move to a guaranteed income supplement of some substantial size to help those families in most need. I thank you for those comments.

**Le président:** Si vous me le permettez, il y a une question qui me tracasse. Dans votre mémoire, au deuxième paragraphe, vous soulignez que:

En janvier 1979, le ministère des affaires sociales du Québec, considérant le crédit d'impôt-enfant comme un

[Traduction]

Well, with family allowances, it's the same thing. They arrive at the end of the month and we can use them to buy, well, we can even buy a bag of oranges, a bag of apples. Milk, bread, at least we can really make ends meet at the end of the month. But this is the only income we have for the end of the month, because the welfare cheque arrives on the first of the month. So milk, bread, all perishables we can't buy at the beginning of the month. That's why this is a very difficult situation to live through.

**The Chairman:** Thank you very much. Have you anything else to add at this point?

**Mrs. Leboeuf:** As a matter of fact, the figure that was presented concerning the tax credits that are discounted for those two thirds of families who discount their tax credits, i.e. low income families. The sums paid out have been distributed; the tax receipts have been distributed; the federal government has changed the figures, only that does not alter the fact that there is a part of that money which should normally come back into the families, but which actually does not. Whereas if the tax credits were broken up, for example, into monthly payments, this problem would be removed.

**The Chairman:** Thank you. Senator Robertson.

**Le sénateur Robertson:** Les commentaires des deux dernières dames m'ont particulièrement intéressée. Je voudrais remercier tous les témoins qui ont bien voulu accéder à notre invitation et nous aider à accomplir la tâche très difficile qui nous incombe.

Comme vous le savez, nous tentons en premier lieu d'accroître le crédit d'impôt pour les familles qui en ont le plus besoin. On se demande depuis un certain temps s'il y aurait lieu d'allouer le crédit d'impôt en un ou deux versements.

Si ce projet de loi est adopté, on règlera en quelque sorte le problème des escompteurs et on s'entendra pratiquement pour verser la majeure partie du crédit d'impôt au début de l'année.

Je suis heureuse de voir que, selon vous, le crédit d'impôt serait plus utile s'il était versé tous les mois. J'ai toujours cru que nous étions une minorité de personnes à penser ainsi. Si le gouvernement pouvait affecter plus d'argent au crédit d'impôt et en verser une partie tous les mois, celui-ci constituerait en effet pratiquement un supplément de revenu garanti pour les familles qui en ont le plus besoin. Le groupe de témoins précédent a également abordé ce point.

Je suis heureuse que vous ayez formulé ces commentaires parce que j'avais l'impression qu'un grand nombre de gens n'étaient pas de mon avis et je constate avec plaisir que vous l'êtes. Nous pourrions, selon moi, prévoir un supplément de revenu garanti assez élevé pour venir en aide aux familles qui en ont le plus besoin. Je vous remercie pour vos commentaires.

**The Chairman:** With your permission, there is a question that is bothering me. In the second paragraph of your brief, you point out that:

In January 1979 the Minister of Social Affairs of Quebec, considering the child tax credit as income for the

**[Text]**

revenu pour la famille assistée sociale, n'avait indexé que partiellement les prestations d'aide sociale des familles.

Je n'ai pas les moyens de vérifier si c'était vraiment le cas en 1979, vous avez du le constater vous-même, puisque vous l'affirmez, est-ce que c'est encore le cas que le gouvernement du Québec, pour les assistés sociaux, considère le crédit d'impôt comme revenu, avec la conséquence que ça réduit l'aide sociale que vous auriez? J'aimerais comprendre cet aspect là, parce que ça me paraît très important.

**Mme Leboeuf:** Peut-être juste un commentaire par rapport à ce qui a été apporté.

Dans le fond, c'est que le régime universel qui existait pour les allocations familiales, c'est ce qui était le plus avantageux, parce que c'était vraiment par mois qu'on avait une allocation familiale. Là, toutes les familles étaient considérées sur un même pied, puis, ce qu'on apporte, en disant qu'on va changer un chèque d'allocation familiale, c'est différent pour une majorité de femmes que lorsqu'on va changer le chèque d'aide sociale, par exemple.

Ce que Thérèse Robichaud apportait dans le sens d'avoir le crédit d'impôt mensuel, ça n'enlève pas pour nous autre que la mesure universelle elle doit rester prioritaire, et c'est ça qui était l'idéal, dans le fond. Mais, dans les faits, quand ça s'est passé en 1979, c'est que, à chaque mois, les familles assistées sociales en avaient moins pour vivre, parce que l'on considérait que c'était un revenu. Dans les années qui ont suivi, comme le réajustement avait été fait, puis que c'était simplement le crédits d'impôts et des allocations familiales qui étaient indexés, comme les prestations d'aide sociale étaient indexées, là, ça n'a pas changé la situation. La modification, au niveau du pourcentage de l'indexation, c'est en 79 qu'elle s'est produit.

**Le président:** C'est en 1979?

**Mme Leboeuf:** C'est ça. De plus, c'est la même chose, si le gouvernement veut, par exemple, augmenter les crédits d'impôts. Actuellement, il a coupé, il a enlevé un 3p. 100 d'indexation d'allocation familiale. Ça fait 3p. 100 dont les familles ne peuvent pas bénéficier cette année. C'est l'année prochaine qu'il y aurait le crédit d'impôt. Mais, si le crédit d'impôt est majoré, les familles assistées sociales n'en tireront aucun avantage parce que, au moment où le gouvernement provincial va indexer les chèques de bien-être, il va tenir compte de ce revenu là, comme il en a tenu compte en 1979, et là on va avoir des écarts entre les personnes seules, les personnes qui ont un enfant, les personnes qui ont deux enfants.

Les pourcentages qui sont là, vous pourrez les vérifier. Nous, à cette époque là, nous avions les contestés parce que ça faisait en sorte que, par mois, les familles vivaient plus pauvrement, et devaient escompter leur chèque de crédit d'impôt. Ils en avaient moins, finalement, parce qu'il y en avait une partie qui allait à H&R Block. Plus, par année, il n'avait pas ce montant là qui leur était accordé.

**Le président:** Merci bien, Sénateur David, je m'excuse d'être intervenu avant que vous ne le fassiez vous-même.

**Le sénateur David:** Je vous en prie, monsieur le président. J'ai deux questions très simples, pour faire éclairer un peu ma lanterne.

**[Traduction]**

family on social assistance, had only partially indexed family welfare payments.

To be brief, I do not have the means of verifying whether this was indeed the case in 1979. You must have ascertained this yourself, since you say it is so. Is it still true that the Quebec government regards the tax credit as income for those on welfare, with the result that the welfare benefits you receive are reduced? I want to understand this point, because it seems to me very important.

**Mrs. Leboeuf:** Perhaps just a comment on what has been brought forward.

Basically, the system of universality, on which the family allowances were predicated, was the most beneficial, because the family allowance was actually received each month. In that case, all families were treated on an equal basis; and then, what a family allowance cheque brings in is different for a majority of women from what a welfare cheque brings in, for example.

What Thérèse Robichaud was saying about having a monthly tax credit does not detract from the fact that, for us, the universal measure must remain a priority; that was the ideal, basically. But in fact, when that happened in 1979, it meant that each month families on social assistance had less to live on, because the tax credit was considered as income. In the years that followed that adjustment, tax credits and family allowances were indexed, like welfare benefits; that did not change the situation. The change in the percentage of indexation occurred in '79.

**The Chairman:** In 1979?

**Mrs. Leboeuf:** Yes. Moreover, it's all the same, if the government wants, for example, to increase these tax credits, because it has cut the family allowance indexation by 3 %. That means 3 % that families cannot benefit from this year. The tax credit would be next year. But families on welfare will not benefit from the tax credit going up because when the provincial government indexes the welfare cheques it is going to take that income into account, as it did in 1979, and then there are going to be differences between single people, people with one child, and people with two children.

The percentages are there: you can check them. At that time, we protested this move, because it resulted in families living more poorly from month to month, and having to discount their tax credit cheque; and in the end, they had less, because part of that cheque went to H&R Block. Also, every year they did not get that amount of money, which had been granted to them.

**The Chairman:** Thank you. Senator David, my apologies for having intervened ahead of you.

**Senator David:** That's all right, Mr. Chairman. I would like to ask two very simple questions, to clarify things a bit for me.



*[Text]*

Vous semblez déclarer, si j'ai bien compris, que deux tiers des familles d'assistés sociaux escomptent leur crédit d'impôt. Est-ce que cela est un chiffre vraiment vérifié? Est-ce que cela veut dire que deux tiers vendent leur crédit d'impôt, sur lequel ils paient un intérêt de combien...?

**Mme Leboeuf:** C'est que...

**Mme Bruyère:** C'est \$300 sur le premier...

**Le président:** C'est 15 p. 100 sur le premier \$300 et 5 p. 100 sur le montant additionnel.

**Mme Bruyère:** Sur le solde.

**Le sénateur David:** Votre chiffre de deux tiers est un chiffre que l'on peut retenir comme étant une certitude?

**Mme Bruyère:** On a eu des statistiques qui préparées par un groupe d'assistés sociaux de Sherbrooke.

**Mme Leboeuf:** Ces statistiques ont parues dans un article de journal sur les montants escomptés l'année dernière; deux tiers des familles avaient escompté leur crédit d'impôt.

**Le sénateur David:** Est-ce que je peux conclure de votre plaidoyer que si ces chèques étaient remis mensuellement, qu'à ce moment-là, ce pouvoir d'emprunt serait automatiquement aboli, ou si vous seriez obligés d'emprunter de toute façon?

**Mme Leboeuf:** De toute façon, ils n'ont pas assez d'argent pour vivre. Ils ont dû emprunter parce qu'ils ne recevaient ce montant que l'année d'après.

Le montant devrait être réparti durant l'année en cours, comme c'était le cas au moment des allocations familiales. On pourrait vous citer un exemple car les gens en ont besoin au fur et à mesure.

Le crédit d'impôt arrive à la fin de l'hiver, après que les gens ont acheté les articles d'écoliers après la période des Fêtes et que les gros comptes de chauffage sont dûs. Quand on regarde la situation générale, cela arrive même dans une mauvaise période de l'année.

**Mme Robichaud:** Quant à mon exemple de tantôt, j'ai ici une facture pour ma fille qui va à l'école à partir du 28 août. Déjà, c'est la fin de l'été.

Si on disait que pour les mois de septembre et octobre, j'ai payé seulement la moitié de mon loyer pour pouvoir prendre cet argent et le donner pour l'école. Je me suis arrangée avec mon propriétaire; je lui donnais \$50 de plus par mois durant presque tout l'hiver pour essayer de reprendre les deux mois perdus. C'est ce genre de dette que l'on est obligé de faire pour boucler les budgets.

Ce n'est pas une dette que l'on va prévoir, mais une qui, comme on dit en bon français, qui «nous saute dans la face», en ce sens que les enfants nous arrivent avec une feuille, qu'ils ont besoin de \$15 pour un livre, ou autre chose.

En plus de cela, il nous arrivera d'acheter de la nourriture, tout de même. Il faut acheter de la nourriture pour les lunchs des enfants qui vont à l'école, lorsqu'ils vont à plus d'un mille de la maison. Donc, ce sont tous des imprévus.

Ma fille va dans une polyvalente et elle demeure à deux milles de l'école. Si elle ne dînait pas à l'école, elle pourrait peut-

*[Traduction]*

If I have correctly understood, you seem to be stating that two thirds of the families on social assistance discount their tax credit. Has that figure actually been verified? Does that mean that two thirds sell their tax credit, paying interest on it of, how much did you say?

**Mrs. Leboeuf:** It's...

**Mrs. Bruyère:** It's \$ 300 on the first...

**The Chairman:** It's 15 per cent on the first \$300 and then 5 per cent on the additional amount.

**Mrs. Bruyère:** On the balance.

**Senator David:** And we can take your figure of two thirds as a certainty?

**Mrs. Bruyère:** We received statistics that had been gathered by a group of welfare recipients from Sherbrooke.

**Mrs. Leboeuf:** These statistics appeared in a newspaper article which stated that, among the sums discounted last year, two thirds of families has discounted their tax credit.

**Senator David:** May I conclude from your presentation that, if these cheques were issued monthly, this borrowing power or this wish to borrow would be automatically suppressed, or would you be obliged to borrow in any case?

**Mrs. Leboeuf:** They do not have enough money to live on in any case. They have to borrow because that cheque comes the year after.

If the money were distributed to them throughout the current year, as it was with family allowances, then we could set an example, because people need it as they go along.

The tax credit arrives at the end of winter, after people have bought things for school, after the holiday period and the big heating bills have gone by. Actually it arrives at a bad time, when you look at the whole situation.

**Mrs. Robichaud:** Three quarters of the year is difficult, really. I gave an example a while ago: I have a bill here for my daughter who goes to school from August 28; that's already the end of summer.

In the months of September and October I paid only half my rent, so that I could use the money for school. I arranged with my landlord to give him \$50 more each month for almost the entire winter, to try to make up the two months I lost. That's the kind of debt we have to incur to make ends meet.

It is not the sort of debt we can anticipate; it is debt that "hits us out of nowhere", as when the children come to us with a piece of paper saying they need \$15 for a book or something else.

On top of that, you may have to buy food as well. You have to buy food for the lunches of children whose school is over a mile away from the house. So these are all unforeseen expenses.

My daughter goes to a school that is two miles from home. If she did not have lunch at school she could perhaps eat at

[Text]

être le faire à la maison. Cela me ferait peut-être de la nourriture de moins à acheter. C'est tout cela, les imprévus. Ceci fait que je me suis endettée pendant tout l'hiver. Elle a eu besoin de bottes et d'un manteau. Elle mesurait cinq pieds et deux pouces et puis elle est rendue à cinq pieds huit pouces. C'est une adolescente; elle aura bientôt 16 ans.

Pour toutes ces raisons, il a fallu prévoir pour cette année; l'habillement, le loyer, etc. J'attends le crédit d'impôt pour payer la balance à mon propriétaire. Je lui dois encore \$150. Je suis chanceuse parce que le propriétaire ne dit rien. Ce ne sont pas tous les propriétaires qui font cela.

Donc, pour ceux qui ont deux, trois et quatre enfants, cela ne doit pas être vivable. Ce sont des dettes continuelles. C'est vrai que l'année est finie. Quand ce montant nous arrive, les dettes ont déjà été assumées.

**Le président:** De sorte que si le crédit d'impôt était payé en plusieurs versements...

**Mme Robichaud:** A tous les mois.

**Le président:** Vous préféreriez à tous les mois?

**Mme Robichaud:** Oui, sénateur.

**Le président:** Cela voudrait dire à peu près \$35 par mois?

**Mme Robichaud:** Non, à l'heure actuelle, je reçois \$384 de crédit d'impôt par enfant. Cela me donne à peu près \$30 par mois d'allocation familiale.

Si l'on répartissait les allocations familiales de l'année avec mon crédit impôt pour l'enfant, cela me donnerait à peu près \$60 par mois et plus. Donc, cela me permettrait beaucoup mieux de boucler ma fin de mois. J'ai calculé que cela me donnerait à peu près \$66 par mois.

**Le président:** A peu près, oui.

**Mme Robichaud:** Pour le crédit d'impôt et les allocations familiales, j'ai inscrit le montant que l'on a pour le moment. Je n'ai même pas considéré l'indexation.

Au fur et à mesure que le coût de la vie augmente si on avait l'indexation je ne dis pas que l'on arriverait. On n'est pas des millionnaires, on arrive tout juste. Je suis persuadée que cela nous permettra de mieux équilibrer notre budget. Par exemple, avec un enfant, quand la fin du mois arrive, je reçois mon chèque d'allocations familiales. J'ai \$26, je crois du gouvernement fédéral... Je m'excuse \$8.22 depuis, c'est vrai, c'est dû à l'augmentation.

Alors, avec \$8.22 j'ai quoi?

Que l'on indexe au fur et à mesure que le coût de la vie augmente, cela va me permettra de boucler mon appétit et me donnera environ une soixantaine de dollars par mois.

**Le président:** Les prestations de bien-être sont indexées, je crois?

**Mme Robichaud:** A tous les trois mois, mais cela varie. En tous les cas, en pourcentage, c'est zéro point quelque chose. Cela donne \$1 d'augmentation, pour les jeunes en bas de 30 ans, à tous les trois mois. Cela nous donne un chiffre de \$163.

C'est \$4 pour une personne seule. Elles sont rendues à \$448. Dans mon cas, un adulte et un enfant, je suis rendue à \$619. Je paie \$330 de loyer. C'est comme si cela me revenait à \$300

[Traduction]

home. That would maybe mean less food to buy for me. All unforeseen expenses. And so I am in debt throughout the winter. She needed boots and a coat. She was five feet two and then she grew to five feet eight. She's a teenager, going on 16.

I have had to plan for all these things this year: clothes, rent, etc. I know I am waiting for the tax credit so I can give the balance to my landlord. I still owe him \$150. I am lucky, because the landlord doesn't say anything. Not all landlords are like that.

So I don't know how people with two, three or four children can live. There are continual debts like that. It's true that the year is over. When the cheque finally arrives, the debts have already been incurred.

**The Chairman:** So that if the tax credit were paid in several instalments...

**Mrs. Robichaud:** Every month.

**The Chairman:** You would prefer it every month?

**Mrs. Robichaud:** Yes, senator.

**The Chairman:** That would mean about \$35 a month?

**Mrs. Robichaud:** No, right now I have a tax credit of \$384 per child. That gives me, for the two of them—family allowance, about \$30 a month in family allowance—

If the year's family allowances were distributed with my child tax credit, that would give me about \$60 a month and more. That would allow me to budget the end of the month much better. I have calculated that it would give me about \$66 a month.

**The Chairman:** Approximately, yes.

**Mrs. Robichaud:** I have only given the present total for the tax credit plus family allowances. I have not given the indexation figures.

With indexation, because the cost of living is going up all the time, I am not saying that we will manage. We are not millionaires: we barely get by. I am sure it will help us better balance our budget. For example, with a child, at the end of the month I get my family allowance cheque. I get \$26, I think, from the federal government... Excuse me, \$8.22, right, because of the increase.

So, with \$8.22 what do I have?

If indexation goes on in step with the rising cost of living, I will be able to budget better, and will get around sixty dollars a month.

**The Chairman:** Welfare benefits are indexed, I believe?

**Mrs. Robichaud:** Every three months, but it varies. In any case, the percentage figure is zero point something. Indexation yields a \$1 increase every three months for young people under 30 years of age. That gives us a figure of \$163.

Four dollars for a person who is single, on his own, which puts it now at \$448. In my case there is an adult and a child, and I now receive \$619. I pay \$330 of this for rent. So it's as if



[Text]

tout simplement et j'ai un enfant à charge. C'est difficile pour arriver.

**Le sénateur David:** J'ai une autre petite question. Le crédit d'impôt pour votre fille de 15 ans se rend jusqu'où par rapport à l'âge de votre fille?

**Mme Robichaud:** Est-ce que ce n'est pas jusqu'à 17 ans?

**Le sénateur David:** C'est 17 ans. Pour les allocations familiales, est-ce la même chose?

**Mme Robichaud:** C'est la même chose, je crois.

**Le sénateur David:** C'est-à-dire que dans deux ans, il n'y a plus d'allocations ni de crédit d'impôt?

**Mme Robichaud:** Non, et elle est encore aux études!

**Mme Leboeuf:** A partir de l'âge de 18 ans, on n'a plus droit ni aux allocations familiales ni au crédit d'impôt.

**Le sénateur David:** Alors, c'est jusqu'à 17 ans inclus?

**Mme Robichaud:** C'est exact.

**Mme Leboeuf:** Je pourrais peut-être ajouter un commentaire. Lorsque l'on parle de l'importance de l'universalité nous, on a tenté de l'expliquer dans notre mémoire.

Si on se réfère à un document du Conseil de développement social daté du mois d'août 1984, où on nous dit que le nombre de bénéficiaires du crédit d'impôt représente 77 p. 100 des bénéficiaires des allocations familiales. Cela signifie que la très grande majorité des familles vivent en bas du revenu moyen.

Lorsque l'on prétend qu'en coupant dans l'indexation des allocations familiales, en donnant plus de crédit d'impôt, l'on avantagera les démunis, nous on vous dit, comme familles assistées sociales que ce n'est pas le cas. Cela nous sera enlevé par les mesures de transfert. Déjà, plus des trois quarts des familles qui sont en bas du revenu moyen en bénéficient. Cela veut dire que c'est déjà la majorité. Alors, on calcule qu'il y a à peu près 25 p.100 du montant donné en allocations familiales qui revient par le retour de l'impôt et qui est payé sur le revenu. Donc, on ne fait pas bouger beaucoup cet argent au niveau économique.

**Le président:** Est-ce qu'il y a d'autres questions?

**Le sénateur Rousseau:** Monsieur le président, je voudrais juste ajouter un commentaire. Évidemment, quand nous entendons des témoins parler de cette façon, on réalise que c'est vraiment la situation de la société canadienne à l'heure actuelle.

Je constate que le comité doit continuer ses études. J'ose espérer que l'on arrivera à recommander au gouvernement à la fois une politique d'emploi et une politique familiale.

**Le président:** Oui, si on pouvait trouver la formule magique!

**Senator Robertson:** A policy not only for families but for all of our people living in poverty. There are 42 per cent of our senior citizens living in poverty and there has been a 25 per cent increase in families living in poverty, in spite of what all governments have been doing. It has not been good enough.

[Traduction]

I simply got \$300, and I have a child as a dependent. It is very hard to get by.

**Senator David:** I have another small question. Your tax credit for you 15-year-old daughter continues until your daughter reaches what age?

**Mrs. Robichaud:** Isn't it until 17?

**Senator David:** It's 17. Is it the same for family allowances?

**Mrs. Robichaud:** It's the same, I believe.

**Senator David:** In other words, in two years there is no more family allowance and no more tax credit?

**Mrs. Robichaud:** No—and then she will still be in school!

**Mrs. Leboeuf:** As of 18, there is no longer any access either to family allowance or to the tax credit.

**Senator David:** Then it's including 17?

**Mrs. Robichaud:** That is correct.

**Mrs. Leboeuf:** Perhaps I could add a comment. In our brief we have tried to explain the importance of a universal measure.

A document from the Council on Social Development dated August 1984 states that the number of tax credit recipients represents 77% of family allowance recipients; this means that the great majority of families are living on a below average income.

So when they say that cutting the family allowance indexation while giving out more in tax credits is going to benefit the disadvantaged, we as families on social assistance can tell you that this is not the case. The money will be taken from us by transfer measures. Already over three quarters of families are below average income level and receive this benefit. Three quarters is the majority. We calculate that about 25% of the amount granted in family allowances goes back on the income tax return. So that money is not doing much in economic terms.

**The Chairman:** Are there any other questions?

**Senator Rousseau:** Mr. Chairman, I would just like to add one remark. Obviously, when we hear witnesses speaking this way, we know that this is indeed the situation in Canadian society at the present time.

I find that the committee must continue its studies. I hope that we will be able to recommend to the government an employment policy and a family policy at one and the same time.

**The Chairman:** Yes, if we could only find the magic formula!

**Le sénateur Robertson:** Une politique non seulement pour les familles, mais pour tous ceux qui vivent dans la pauvreté. Il y a 42 p. 100 des personnes âgées au Canada qui vivent dans la pauvreté et le nombre des familles dans cette situation a augmenté de 25 p. 100 malgré toutes les mesures prises par le gouvernement pour leur venir en aide. Ces mesures n'ont pas suffi.

**[Text]**

I think the problem is much larger than the bill we have before us. This may, in some small way, give us some minuscule, temporary advantage when one takes Bill C-70, Bill C-84 and Bill C-83. The problem is larger than that, Mr. Chairman.

I have nothing more to say, Mr. Chairman; I will simply think about it for a while.

**Le président:** Avec la permission que vous avez donnée au début, je cèderai maintenant la parole à Mme Parent pour qu'elle puisse faire l'intervention pour laquelle elle est restée.

Si après son intervention vous avez d'autres commentaires à apporter, vous pourrez les faire. Alors, vous permettez toujours que je lui donne la parole?

**Mme Leboeuf:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Merci.

**Mme Parent:** Merci, monsieur le président.

Je voudrais relever la remarque du sénateur Robertson lorsqu'elle parlait de la position de M. Broadbent, d'une part, et aussi du fait que le gouvernement au pouvoir ne semblait pas se vanter de se servir de l'argent pour renflouer le déficit.

Je voudrais citer le hansard de la Chambre des communes du 23 octobre dernier où M. Wilson est très catégorique lorsqu'on l'interroge sur la réduction de la valeur des allocations familiales; il a dit:

I ask Hon. Members to consider the reason behind the decision to reduce the growth rate of the family allowance. It is the deficit.

Ceci nonobstant le fait que le ministre Epp avait toujours dit, quand il se prononçait sur la question, que le transfert des argentés ne servirait pas à renflouer le déficit.

Aussi nonobstant le fait que dans le Discours du trône on avait dit:

Mon gouvernement attache une grande importance à l'application de mesures d'aide destinées à renforcer la cellule familiale, pierre angulaire de notre société.

Jake Epp, le 15 novembre dernier, en se prononçant sur le Discours du trône a dit:

C'est mon rôle en tant que ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de lancer des signaux et des initiatives qui renforceront le rôle de la famille, et qui lui donneront plus d'importance qu'auparavant dans la société.

Alors, il me semble que l'on est revenu sur les assurances que l'on a voulu nous donner.

J'ai passé plusieurs jours dans les galeries de la Chambre des communes lors du débat sur le projet de loi C-70. Je dois dire que plusieurs députés du parti néo-démocrate se sont plaints du fait que, tout en accordant quelque chose de plus en crédit d'impôt aux plus pauvres, l'on a redéfini la pauvreté pour compter moins de pauvres bénéficiaires. On n'était pas d'accord.

**[Traduction]**

Je crois que le projet de loi dont nous sommes saisis n'envisage pas le problème dans toute son ampleur. Les projets de loi C-70, C-84 et C-83 pourraient en quelque sorte donner certains résultats temporaires, mais le problème est beaucoup plus vaste que cela, monsieur le président.

Je n'ai rien à ajouter, monsieur le président. Je vais simplement réfléchir à la situation encore quelque temps.

**Chairman:** With the permission you gave at the outset, I will now give the floor to Mrs. Parent so that she can make the presentation for which she has stayed behind.

If after her presentation you have other comments to make, you may do so. May I then give her the floor?

**Mrs. Leboeuf:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you.

**Mrs. Parent:** Thank you, Mr. Chairman.

I would like to return to Senator Robertson's remark on the position of Mr. Broadbent, on the one hand, and also speak on the fact that the government in power did not seem, if I may say so, to pride itself on using money to get the deficit under control.

I would like to quote the Hansard of the House of Commons for October 23, on which occasion Mr. Wilson was most categorical when questioned on the reduction of family allowances; he said:

I ask the Honourable Members to consider the reason behind the decision to reduce the growth rate of the family allowance. It is the deficit.

Notwithstanding the fact that Minister Epp had always said, when speaking on this question, that the transfer of money would not serve to help diminish the deficit.

Also notwithstanding the fact that it was stated in the Speech from the Throne:

My government has as a high priority measures to support and strengthen the Canadian family, which is the cornerstone of our society.

Last November 15, Jake Epp, speaking on the Speech from the Throne, said:

It is my role as Minister of National Health and Welfare to put forward signals and initiatives which will strengthen the role of the family and give it more prominence in society than I feel it has been given before.

And so it seems to me they have gone back on the assurances they gave us.

And for Mr. Broadbent, I spent several days in the public galleries during the debate on Bill C-70. I must say that several NDP members complained that the government, while giving something more in the way of tax credits to the poorest people, has redefined poverty by creating fewer poor benefit recipients. They were not in agreement with this tactic.



*[Text]*

Si vous le permettez, je voudrais discuter d'une autre remarque du sénateur Robertson au sujet du crédit d'impôt que l'on pourrait songer à donner mensuellement.

Le sénateur avoue que ce n'est pas nécessairement la portée du projet de loi actuel. Il y a tout de même le problème suivant: si en désindexant les allocations familiales, on payait le crédit d'impôt mensuellement, qu'est-ce qui arriverait à une mère qui, pendant six mois de l'année recevrait du crédit d'impôt, mois par mois, et qui pendant les derniers six mois de l'année aurait trouvé un emploi?

Pour la première fois alors, elle aurait un peu plus d'autonomie et probablement plus de dépenses. Elle se retrouverait en avril, l'année suivante, obligée de rembourser une partie de son crédit d'impôt parce que durant l'année précédente son revenu avait augmenté.

Il me semble qu'il y a là un autre problème. Je le cite seulement pour dire qu'il n'y a rien pour remplacer l'indexation des allocations familiales.

**Senator Robertson:** I have one brief response. We have to find a way to get more money to those who are most in need. I believe that the child tax credit could be that vehicle if it were distributed over a 12-month period and substantially increased. I know how you feel about universality, but I cannot, for the life of me, feel that if my children were of age that I, as a mother, should be getting the same amount of family allowance as other families who are more in need. I just cannot see that. It is a difference in philosophy. If we lived in a perfect world and we had lots of money, we could do it.

I believe that our whole structure in Canada is wrong unless we design methodologies that will move toward the eradication of poverty. In Canada we have never had a family policy. We have never had a policy on aging. There are whole gaps in our social envelope, in our social positions. I believe we are only tinkering at the edges unless we address the larger issue. I feel strongly about this. I have to be honest and say that is my bias. We seem to do it reasonably well in connection with senior citizens. I do not see too much embarrassment on the part of senior citizens, who receive the guaranteed income supplement. If we start tinkering with that, we will get into real difficulty. There is no perfect solution. There has to be a more perfect solution than the miserable position in which we are now, and I really believe that it is the responsibility of this committee, in the months ahead, to make strong recommendations to the government to improve the lot of our Canadians who are living in poverty.

**Le président:** Oui, madame, vous avez quelque chose à ajouter?

**Mme Leboeuf:** Je voudrais ajouter un commentaire sur ce qui a été apporté.

En fait, l'indexation des allocations familiales lorsque l'on disait qu'il aurait été intéressant de le garder parce déjà 25 p. 100 des sommes qui sont versées plus que les allocations familiales sont imposables, et ces sommes retournent dans les coffres de l'État.

*[Traduction]*

If you please, another of Senator Robertson's recent remarks had to do with the tax credit and whether it could be issued monthly.

The senator recognizes, of course, that this is not necessarily the bearing of the current bill. All the same with de-indexed family allowances and a tax credit paid monthly, what would happen, for example, to a mother who for six months of the year received a credit each month and then found a job for the last six months of the year?

For the first time she would have a little more autonomy and probably a few more expenses. In April of the following year she would find herself obliged to refund part of her tax credit because her income had gone up during the previous year.

That is another problem, it seems to me. I cite it solely to point out that there is nothing that can replace the indexing of family allowances, that I can see.

**Le sénateur Robertson:** Je vais répondre brièvement. Il faut trouver le moyen de donner plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Le crédit d'impôt pour enfants pourrait, à mon avis, nous permettre d'atteindre cet objectif s'il était versé au cours d'une période de douze mois et vraiment augmenté. Je connais votre position à l'égard de l'université, mais je ne pourrais absolument pas prétendre, si mes enfants étaient d'un âge me donnant, comme mère, droit aux allocations familiales, être en droit de recevoir le même montant que d'autres familles plus défavorisées. Je ne le pourrais absolument pas. C'est une différence de conception. Si nous vivions dans un monde parfait et dispositions d'énormément d'argent, peut-être pourrions-nous l'exiger.

L'infrastructure canadienne est, à mon avis, inadéquate, à moins que nous ne trouvions des moyens d'enrayer la pauvreté. Nous n'avons jamais eu de politique familiale au Canada, ni de politique de la vieillesse. Notre enveloppe sociale, nos positions sociales, comportent énormément de lacunes. Tant que nous ne nous attaquerons pas à l'ensemble du problème, nous piétinerons. Je le soutiens fermement. Je dois être honnête et dire ce que je pense. Nous semblons nous en tirer pas mal à l'égard des personnes âgées. Les personnes âgées qui reçoivent le supplément de revenu garanti ne semblent pas trop se plaindre. Si nous y mettons notre grain de sel, nous éprouverons bientôt de vraies difficultés. Il n'y a pas de solution parfaite. Il doit cependant y avoir une meilleure solution que celle que nous étudions maintenant, et je crois fermement qu'il incombe au Comité, dans les mois qui viennent, de formuler de fermes recommandations au gouvernement afin d'améliorer le sort des Canadiens vivant dans la pauvreté.

**The Chairman:** Yes, madam, you have something to add?

**Mrs. Leboeuf:** I would like to add a comment on what has been presented.

Actually, it would have been interesting to keep the indexation of family allowances. Already 25% of the money paid out returns into the State coffers, because family allowances are taxable.

[Text]

Alors, on dit: quelle solution trouvera-t-on? Puis, à ce moment-là, il faudrait une réforme dans le fond, qui sera plus globale au niveau de l'impôt, afin que les revenus les plus considérables soient davantage imposés.

S'il y avait un impôt plus élevé qui reviendrait dans les coffres de l'État, cela causerait le même brassage qu'au niveau du crédit d'impôt, mais on garderait le principe de la mesure universelle, ce qui éviterait des problèmes tel qu'a signalé Madeleine Parent.

Actuellement, les salaires sont imposés, mais il y a aussi d'autres sources de revenu, comme les gains de capitaux, imposés à 50 p. 100 où il y a des exemptions. C'est une réforme beaucoup plus globale. Ce sont des frais que l'on fait au niveau politique, à ce moment-là.

**Senator Robertson:** It is a very good comment.

**Le président:** Sénateur Le Moyné, vous avez une question?

**Le sénateur Le Moyné:** Je comprends les perspectives généreuses qui s'ouvrent devant nous. Mais, dans l'immédiat, qu'est-ce qu'il vous faut, les indexations familiales à plein?

**Mme Bruyère:** Oui, sénateur.

**Le sénateur Le Moyné:** Alors, est-ce que le reste ne peut pas attendre?

**Mme Bruyère:** Le crédit d'impôt à tous les mois.

**Le sénateur Le Moyné:** Alors, le reste peut attendre. On ne le connaît pas encore, mais celui-là, nous le connaissons.

**Mme Bruyère:** Bien, il y a d'autres mesures qui s'en viennent, tel le revenu garanti.

**Mme Leboeuf:** On dit: «Quelle solution peut-on trouver?».

Pour le crédit d'impôt à tous les mois, nous n'étions pas d'accord en 1979. L'on trouve que c'est une tendance qui a été prise à ce moment-là. Nous aurions voulu maintenir les allocations familiales telles qu'elles existaient. Lorsque l'on dit qu'il y a 77 p. 100 des familles qui reçoivent des crédits d'impôt, et qui sont les familles qui reçoivent des allocations familiales, dans le fond, c'est un bon système.

On a commencé à patauger là-dedans. A court terme, on dit oui au crédit d'impôt mensuel.

Dans le fond, ce que l'on aurait voulu c'est de garder les allocations familiales et de les indexer pleinement parce que c'est une façon de reconnaître aussi le travail d'éducation fait auprès des enfants. Toutes les familles sont considérées sur le même pied à ce moment-là.

Nous n'avons pas de familles qui sont considérées, et qui font de l'éducation en terme d'assistance, d'autres ont un revenu de travail qui leur permet d'éduquer leurs enfants. Tout le monde voudrait avoir un travail. Il y en a que leur condition de santé ne le leur permette pas, et d'autres parce qu'il n'y a pas d'emplois.

Lorsqu'il y a 30 personnes qui se cherchent un emploi, et qu'il y en a qu'un de disponible, alors que tous le veulent, bien, à ce moment-là, il n'y a pas d'emploi pour tout le monde.

**Le sénateur Le Moyné:** Alors, si on envisage d'autres solutions pour l'avenir, toutefois, l'on ne devrait pas toucher à cela?

[Traduction]

When we ask what solution can be found, the answer lies in a thorough, more comprehensive tax reform, whereby those with the highest incomes have to pay more tax.

If there were a higher tax, basically the money would return to the State coffers, and that would cause the same shuffling as with the tax credit; but the principle of the universal measure would be retained, and that would avoid the problems Madeleine Parent was speaking of.

At present, wages are taxed, but there are also other sources of revenue like capital gains, which are taxed 50%, where there are exemptions. This is a much more comprehensive reform. These kinds of costs are borne at the political level.

**Senator Robertson:** It is a very good comment.

**The Chairman:** Senator Le Moyné, you have a question?

**Senator Le Moyné:** I understand the noble prospects that are opening before us. But for the time being, what do you need? Fully indexed family allowances?

**Mrs. Bruyère:** Yes, senator.

**Senator Le Moyné:** Then, can the rest not wait?

**Mrs. Bruyère:** The tax credit every month.

**Senator Le Moyné:** Then the rest can wait. They don't know it yet, but we do.

**Mrs. Bruyère:** Well, there are other measures coming along, like the guaranteed income.

**Mrs. Leboeuf:** We ask: "What solution can be found?"

We were not agreed on the monthly tax credit in 1979: apparently the move in that direction began at that time. We would have liked to maintain family allowances as they were. When you can say that 77p. 100 of the families on family allowance are tax credit recipients, basically it's a good system.

We have begun to wade into the issue. In the short term, we say "yes" to the monthly tax credit.

Basically, we would have liked to retain the family allowances, fully indexed, because this is one way of acknowledging as well the task of educating children. All families are then treated on an equal footing.

We have families who educate their children within the social assistance framework, and others who have an employment income that permits them to educate their children. Everyone would like to have a job, but it is not possible for some because of their state of health and for others because there are no jobs.

When there are 30 persons seeking employment and one job available, in that situation there simply is no work.

**Senator Le Moyné:** So, while we may see other solutions for the future, we should nonetheless not tamper with this?



## [Text]

**Mme Leboeuf:** Vous voulez dire l'indexation des allocations familiales?

**Le sénateur Le Moyne:** Oui.

**Mme Leboeuf:** Non.

**Le sénateur Le Moyne:** Voilà. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Sénateur David.

**Le sénateur David:** Monsieur le président, j'ai une très courte question.

Quand vous dites 77 p. 100 des familles, est-ce que vous parlez des familles québécoises ou des familles canadiennes qui reçoivent des crédits d'impôt?

**Mme Leboeuf:** Des familles canadiennes.

**Le sénateur David:** Soixante-dix-sept pour cent?

**Mme Leboeuf:** Oui.

**Le sénateur David:** C'est un chiffre officiel cela?

**Mme Leboeuf:** Oui, monsieur le sénateur.

**Senator Robertson:** Mr. Chairman, I think you should give these ladies the benefit of your research regarding the immediate numbers of families who benefit from the combination of Bills C-70 and C-84, because I think that it is not generally well understood.

**Le président:** Je ne voudrais pas engager un débat sur les chiffres. On en discutait hier. Il y a diverses façons d'évaluer la proportions des familles qui bénéficieront intégralement ou partiellement des allocations familiales, des crédits d'impôt etc.

D'après ce que j'ai pu constater et essayer d'établir, (encore une fois, des chiffres de ce genre peuvent toujours être relevés) il semble assez clair qu'une proportion majoritaire des familles ont un revenu entre treize et quinze milles dollars. Elles bénéficient des avantages, elles accumulent des gains. Au-delà d'un certain niveau, qui je le reconnais est modeste, les gains se répartissent autrement. Finalement, un autre niveau, certains subissent des pertes.

C'est ce qui permet de conclure qu'au total, l'ensemble des mesures devant nous avantage les plus démunis par rapport à ceux qui ont des revenus plus élevés. D'ailleurs, si on regarde les chiffres présentés dans le tableau fourni par le groupe du bien-être social, je ne me rappelle plus exactement son nom, ces mesures touchent les familles de \$9,000 ou moins. Personnellement, je pense que le point tournant se situe autour de \$13,000 ou \$14,000. Là dessus, il y a une discussion. Quels que soient les chiffres sur lesquels on se fonde, je pense que l'on doit très objectivement dire que le système proposé avantage les familles les plus démunies.

On peut discuter de la définition d'une famille démunie, est-ce qu'on peut dire qu'une famille ayant revenu inférieur à \$20,000 est une famille démunie, cela est sûr. Il reste que cela avantage les familles les plus démunies.

Dans ce sens, encore une fois je pense que je parle de façon objective. On peut dire que l'approche va dans la bonne direc-

## [Traduction]

**Mrs. Leboeuf:** You mean the indexation of family allowances?

**Senator Le Moyne:** Yes.

**Mrs. Leboeuf:** No.

**Senator Le Moyne:** Very well. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Senator David.

**Senator David:** Mr. Chairman, I have a very brief question.

When you say 77p. 100 of families, are you speaking of Quebec families or Canadian families receiving tax credits?

**Mrs. Leboeuf:** Canadian families.

**Senator David:** Seventy-seven percent?

**Mrs. Leboeuf:** Yes.

**Senator David:** Is that an official figure?

**Mrs. Leboeuf:** Yes, Mr. Senator.

**Le sénateur Robertson:** Monsieur le président, je crois que vous devriez partager avec ces dames les résultats de vos recherches à l'égard du nombre des familles qui profitent de l'ensemble des mesures prévues dans les projets de loi C-70 et C-84. Je crois qu'on n'est en général pas très au courant de la situation.

**The Chairman:** I would like to open a debate on figures. There was discussion about this yesterday. There are various ways of estimating the proportions of families who will benefit wholly or partially from family allowances, tax credits, etc.

From what I have been able to ascertain and to attempt to establish—again, figures of this sort can always be verified—it seems quite clear that there is, shall we say, a majority proportion of families with an income between thirteen and fifteen thousand dollars who enjoy benefits, who receive income. Beyond a certain level, which I admit is immodest, the benefits are shared out differently; and finally, on another level there are losses.

This allows us to establish that, all in all, the group of measures before us benefits the most disadvantaged, in comparison with those who have higher incomes. Besides, if we look at the figures that the social welfare group . . . I can't recall its exact name now, but they presented us this table of families of \$9,000 or less. Personally, I think that the turning point is around \$13,000 or \$14,000. There is a discussion on this point. Whatever the figures one uses, I think we can say very objectively that the proposed system benefits the most disadvantaged families.

We can discuss the definition of a disadvantaged family: can we say that a family with an income under \$20,000 is a disadvantaged family? Certainly. The fact remains that the system benefits the most disadvantaged families.

In this sense, and once again I think I am speaking objectively, we can say that our approach is in the right direction if

[Text]

tion si la philosophie dont on s'inspire est celle précisément de prendre comme clientèle cible les familles les plus démunies.

On a l'impression que ce que nous avons entendu depuis hier relativement à l'universalité etc., n'est pas clair, que la clientèle cible représente les familles les plus démunies. Là dessus, une orientation philosophique doit être prise.

Ça m'amène précisément à nuancer certaines choses dites à propos de l'universalité. Personnellement, j'avoue que je ne comprends pas en quoi l'indexation partielle ou intégrale puisse mettre en cause l'universalité. L'universalité telle qu'elle a toujours été définie correspond au fait que tout le monde reçoit un chèque d'allocations familiales. Autrefois, le chèque était de cinq dollars, en 1944. Il est maintenant rendu à \$31 dollars par mois. Il était aussi universel à \$5 dollars qu'il l'est à \$31 dollars. Autrement dit, la notion d'universalité n'est pas liée au montant.

On dira, comme Mme Parent, que le 3 p. 100 a pour effet de produire une certaine érosion. Je suis d'accord pour reconnaître ce fait. Il n'y a pas de rapport entre cette érosion et l'idée même de l'universalité.

Par ailleurs, je dois souligner que c'est une chose qui n'a pas été mise en relief: les allocations ne diminueront pas, même si l'indice des prix à la consommation est inférieur à 3 p. 100. Il y a une garantie qu'elles ne diminueront pas. C'est le rythme d'augmentation qui est touché. Il est important de le noter, de sorte que l'érosion dont on parle subisse une sorte de cran d'arrêt. Si on suivait l'indexation pur et dure, advenant, comme la chose s'est déjà produite, qu'il n'y ait pas d'augmentation de l'indice des prix ou que l'indice des prix diminue, (c'est arrivé lors de la Crise) est-ce qu'il faudrait alors réduire? Non, une garantie est donnée à ce sujet. Il n'y a pas de réduction. C'est le rythme d'augmentation qui est modérée. Je préfère employer cette expression.

Je reconnais le fait qu'elles augmentent moins que si elles étaient totalement indexées. C'est à ce moment que l'on intervient pour discuter de l'ensemble du système, les allocations familiales, les crédits d'impôt et le reste. A mon avis, en toute objectivité, ces mesures avantagent modestement. Le sénateur Robertson l'a soulignée. Cet avantage n'est pas de l'ordre de centaines de dollars par année. A ce stade, c'est justement là-dessus qu'il faut travailler.

La chose a été dite hier. Elle découle aussi de nos discussions de ce matin, leur réaménagement est plus global parce qu'il y a d'autres facteurs dans les prestations pour enfants que les trois qu'on considère. Il y a tous les frais de garde. Ils ont été évoqués d'ailleurs. Il y aussi d'autres aspects. Notre comité veut essayer de considérer globalement tous ces aspects dans les mois qui viennent.

Comme le sénateur Robertson l'a souligné, nous allons soumettre des recommandations au gouvernement à cet égard. C'est le rôle du Sénat de prendre l'initiative et de mettre au point un système qui améliorera les choses.

Ma conviction et mon approche fondamentale (je comprends que vous ne soyez pas tout à fait de cet avis) me semblent au point de départ de choisir comme clientèle cible les moins bien nantis.

[Traduction]

our basic philosophy is solely to target the most disadvantaged families as our clientele.

Our impression of what we heard yesterday regarding universality, etc. is that it is not clear, and that the target clientele are the most disadvantaged families. There is a philosophical orientation that has to be learned here.

This leads me to address certain things that were said on the subject of universality. Personally, I confess that I do not see how the fact of indexing wholly or partially calls universality into question. Universality, as it has always been defined, means that everyone receives a family allowance cheque. Formerly, the cheque was for five dollars in 1944. It is now \$31 a month. It was as universal at \$5 as it is at \$31. In other words, the notion of universality is not connected to the amount.

It is said, for example by Mrs. Parent, that the 3 percent produces a certain erosion. I too recognize this fact. There is no relation between this erosion and the idea of universality itself.

Also, I must point out something that has not been emphasized: the allowances will not be reduced even if the consumer price is below 3 percent. There is a guarantee that they will not be reduced. What is affected is the rate of increase. It is important to note this. Thus the erosion of which we speak reaches a sort of cut-off point. With complete indexation, should there be no rise in the index or should the index drop, as has already happened in the recession, prices go down; would not family allowances then have to be reduced? Not now, because there is a guarantee on this point. There is no reduction. It is the rate of increase that is moderated. That is the expression I prefer to use.

I realize that there is less of an increase than if they were completely indexed. It is at such a time that discussion begins on the system as a whole, family allowances, tax credits and the rest. In my opinion, in all objectivity, these measures are of modest benefit; as Senator Robertson pointed out, the benefits are not at this stage on the order of hundreds of dollars per year, but it is just on this point that work needs to be done.

It was said yesterday, and it follows as well from our discussions of this morning, that the rearrangement of these measures is more comprehensive because there are other factors in child benefits than the three being considered. There are all the day care costs, which have been brought forward elsewhere. There are also other aspects. Our committee wants to try to give comprehensive consideration to these in the months ahead.

As Senator Robertson pointed out, we are going to submit recommendations to the government in this regard. The role of the Senate is to take the initiative and to develop a system that will make things better.

My conviction and fundamental approach—and I understand that you do not completely share this opinion—seems to me to be to choose at the outset, as the target clientele, the clientele of those who are least well off. That is my conviction.



*[Text]*

Je n'ai pas trop de tendresse pour des familles comme la mienne. Je ne vois pas pourquoi le sénateur Robertson l'a soulignée, mais ma fille a quatre enfants et ils ont deux revenus dans la famille. Pourquoi toucherait-elle son allocation familiale? On en reprend une partie par l'impôt, je le comprends. Est-ce qu'il faudrait tout reprendre à ceux qui ont des revenus plus élevés? A ce moment, si on reprend tout, le principe aurait été universel au moment de l'émission du chèque mais aurait cessé de l'être au moment où on remplit sa formule d'impôt. Ce concept d'universalité comme une sorte d'absolu, bien sûr que je ne le mets pas en cause, mais il n'est pas lié au montant.

**Le sénateur Le Moyne:** Il est absolu dans sa référence, monsieur le Président.

**Le président:** Il est maintenu dans ce sens et vous avez parfaitement raison de le dire. On ne touche pas à l'universalité. Le principe demeure ce qu'il était. Évidemment, le montant sera moindre que ce qu'il aurait pu être. C'est le rythme de croissance qui est un peu modifiée.

Je constate que m'étant engagé dans le débat, il faut que je trouve le moyen de m'arrêter. Le seul, c'est de me commander, de m'arrêter et je m'arrête là-dessus. Si vous voulez intervenir, je n'ai pas d'objection. Si vous n'en sentez pas la nécessité, je terminerai en vous remerciant d'être venu. Que je sache, vous êtes le seul groupe venu nous parler de sa situation personnelle. Vous représentez les assistés sociaux. Vous avez introduit dans notre réflexion une dimension que nous n'avions pas encore entendue. Nous avons entendu beaucoup de groupes parler des autres. Vous êtes venu nous parler de vous-même. C'est un témoignage extrêmement précieux et veuillez croire que nous y sommes très sensibles.

**Mme Leboeuf:** J'aurais peut-être un commentaire à ajouter parce que lorsque l'on a suffisamment de revenu pour vivre, la détérioration des conditions de vie, on le situe surtout au niveau économique. Dans les exemples apportés, des femmes ont témoigné devant nous en disant: on n'aime pas être perçue différemment des autres. Toute la notion des préjugés vis-à-vis les assistées sociales (lorsque l'on brosse un portrait de la situation) se situe au niveau du coeur, ce n'est pas au niveau de l'argent. Au niveau de l'argent on en parle et elles arrivent à boucler leur budget. Mais vivre à 50 p. cent en dessous du seuil de la pauvreté n'est pas drôle.

Quand les mesures deviennent des mesures d'assistance, où une partie de la population paye pour les autres, cela créera une détérioration des conditions de vie, pas au niveau économique, mais dans le quotidien des gens. On voudrait que vous en teniez compte. Quand on parle des mesures universelles, ce n'est pas juste en terme de dollars, c'est aussi ce que l'on fera vivre au gens dans leur quotidien.

J'ai fait signer des pétitions. Quelqu'un a signé une pétition en disant: moi je veux que cette mesure s'applique à toutes les familles parce que moi je travaille et d'autres non. On a vécu ça et c'est difficile à prendre à tous les jours. Quand vous dites que la préoccupation se situe au niveau de l'ensemble des plus démunis, ce que l'on a apporté en 1979 et qui se reproduira, même avec l'augmentation du crédit d'impôt, c'est que les plus démunis ne profiteront pas de cela (je ne parle pas des 150,800 familles québécoises qui vivent des prestations d'aide sociale).

*[Traduction]*

I don't have too much sympathy for families like my own. I don't see why Senator Robertson mentioned it, but my daughter has four children, and there are two incomes in the family. Why should she receive family allowance? Part of it goes back in tax, I understand. Should it all go back in the case of higher income earners? If it all were refunded, we would be dealing with a universal measure when the cheque was issued, but it would cease to be universal when the tax return was filed. Of course I am not calling into question the concept of universality, as a kind of absolute.

**Senator Le Moyne:** It is absolute in its terms of reference, Mr. Chairman.

**The Chairman:** It has maintained that sense, and you are perfectly right to say so. One does not tamper with universality. The principle remains what it was. Obviously, the benefits might be less than they could have been. It's the growth rate that is slightly modified.

I note that, having entered into this discussion. I must find a means of stopping. The only way is to order myself to stop, and I now do so. If you wish to intervene, I have no objection. If you feel there is no need, I will close the session and thank you for having come. To my knowledge, you are the group, or the only group, to come to speak to us regarding its personal situation. You represent those on social assistance. You have introduced into our deliberations a dimension that we had yet to hear. We have heard many groups speaking of other people. You have come to speak to us about yourselves. Yours is extremely valuable testimony, and we are most appreciative of it.

**Mrs. Leboeuf:** I might have a comment to add. When people have enough income to live on, they think of worsening living conditions mainly in economic terms. Among the examples brought forth are women who have said to us: we don't like being looked at differently from others. When you look at the whole situation, the entire notion of prejudice toward those on welfare has to do with human feeling, not money. Money can be talked about; the women manage to make ends meet. But when 50% are living under the poverty line, it's not funny.

When the measures become assistance measures and part of the population are paying for the others, that creates a deterioration in living conditions, not in economic terms, but in people's daily lives. We would like you to take this into consideration. When we speak of universal measures, it's not just in terms of dollars, but also how people will be enabled to live their daily lives.

I have had petitions signed; one person signing said: I want the measure to be for all families, because I work and others don't. They have lived through this, and it is hard to take every day. As for employment, when you say your concern is for the most disadvantaged as a group, what happened in 1979 and will happen again, even with the increased tax credit, is that the most disadvantaged—I am not talking about the 150,800 Quebec families living on welfare benefits; they are among the most disadvantaged, but they will not benefit from this—

[Text]

Dans les nouveaux critères, on retrouvera toute la notion des aptitudes au travail etc. Si tu es chanceux de trouver un emploi, tu vas pouvoir profiter de mesures comme celles-là. Si tu n'as pas d'emploi, tu ne pourras en profiter. Donc la notion des plus démunis sera reliée à la notion d'aptitude au travail. Tant et aussi longtemps qu'on aura pas de mesure visant le plein emploi, on fera en sorte qu'une partie de la population sera pénalisée. En tout cas, nous aimerions que vous en teniez compte.

**Le président:** Si vous me permettez un petit commentaire, je n'aime pas l'expression les plus démunis. Concrètement, lorsque l'on parle du crédit d'impôt, c'est tout simplement une définition qui, à mon sens, n'est pas humiliante. Ceux qu'on a à l'esprit sont ceux qui ne paient pas d'impôt. C'est le groupe visé.

La formule d'impôt est neutre. Est-ce que vous trouvez quelque chose d'humiliant dans le fait d'utiliser le système d'impôt pour distribuer des prestations qui s'appellent le crédit d'impôt. Ce n'est un pas «means test» dans le sens classique de ceux que vous subissez pour être admissible à l'aide sociale. Ce n'est pas l'analyse d'un budget. C'est tout simplement un formulaire standard dont l'addition si on peut dire, la dernière ligne aboutit au fait qu'il n'y a pas d'impôt à payer.

**Mme Bruyère:** Cela n'est pas humiliant, ce qui est humiliant, c'est le chèque de bien-être social à tous les mois.

**Le président:** Je vous comprends. C'est la raison pour laquelle le crédit d'impôt a une valeur qui atteint à la fois la clientèle cible et qui ne comporte pas la technique du «means test» ou de l'analyse de la situation poste par poste, comme vous avez à la faire, pour être admissible à l'aide sociale.

**Senator Robertson:** I am also interested in this well-founded theory you have that, if the child tax credit were given out with the family allowance every month, the province might reduce the social assistance cheque by that increase. There is some light at the end of the tunnel because most provinces do not consider the child tax credit to be income; just as we have negotiated with the provinces that veterans' pensions are not to be considered as income. I believe it is the responsibility of the federal government to somehow negotiate with the provinces to make certain that that money is not included as income. I think that could be done.

**Le président:** Alors je vous remercie de nouveau. Nous allons poursuivre quant à nous notre réunion à la lumière de votre témoignage, avec toute votre expérience. Nous avons un groupe prévu pour 2h30 et nous nous réunirons à nouveau à ce moment. C'est tout pour l'avant midi, merci.

The committee adjourned.

Upon resuming at 2.30 p.m.

**Le président:** Je vais, évidemment, commencer par vous souhaiter la bienvenue. Je vous remercie d'être venus présenter vos vues sur le projet de loi C-70 devant ce comité.

Vous représentez le groupe Solidarité populaire du Québec, Mme Marianne Roy? Alors, si vous le voulez bien, peut-être pourriez vous nous présenter en même temps le monsieur qui

[Traduction]

The new criteria will feature the whole notion of employment aptitudes, etc. If you are lucky enough to find a job, you will be able to benefit from such measures. If you do not have a job, you will not be able to benefit from them. Thus the notion of the most disadvantaged will be linked to that of employment aptitude. As long as no measure creating full employment exists, the result will be that part of the population will be penalized. In any case we would like you to take this into consideration.

**The Chairman:** If you will allow me a brief comment, I do not like the expression "the most disadvantaged". In concrete terms, with reference to the tax credit, it is quite simply a humiliating definition, to my way of thinking. The people we have in mind are those who pay no tax. That is the group we mean.

The tax form is neutral. Do you find anything humiliating about using the tax system to distribute the benefits called tax credits? It is not a means test in the classic sense of those you take to prove eligibility for social assistance. It is not a budget analysis. It is simply a standard form on which, when you add it up, the bottom line means that there is not tax to be paid.

**Mrs. Bruyère:** That is not humiliating. What is humiliating is the social welfare cheque every month.

**The Chairman:** I understand. Hence the value of the tax credit, which both reaches the target clientele and does not use the technique of the means test or the job-by-job analysis, which are necessary to prove eligibility for social assistance.

**Le sénateur Robertson:** Je m'intéresse également à votre théorie légitime selon laquelle la province pourrait, si le crédit d'impôt pour enfants était envoyé chaque mois avec le chèque des allocations familiales, réduire d'autant les prestations d'assistance sociale. Il y a donc une lueur d'espoir, étant donné que la plupart des provinces ne considèrent pas comme un revenu le crédit d'impôt pour enfants, au même titre que les pensions aux anciens combattants qui, par suite de négociations que nous avons eues avec les provinces, ne doivent pas être considérées comme un revenu. Il incombe, selon moi, au gouvernement fédéral d'entamer des négociations avec les provinces pour s'assurer que ces sommes ne soient pas considérées comme un revenu. Cela est d'après moi possible.

**The Chairman:** And so I thank you once again. As for us, we will continue our session in the light of the testimony you have contributed, based on all your experience. We have a group scheduled for 2:30 and we will meet again at that time. That's all for this morning, thank you.

La séance est levée.

**The Chairman:** Let me, of course, begin by welcoming you. Thank you for coming to present your views on Bill C-70 to this committee.

You represent the group Solidarité populaire du Québec, Mrs. Marianne Roy. Would you kindly introduce the gentle-



**[Text]**

vous accompagner, et ensuite procéder à l'exposé que vous avez à nous faire.

**M. Louis Poitras, Solidarité populaire du Québec:** Je suis Louis Poitras, membre de Solidarité populaire du Québec. Je fais partie aussi de l'ACELF de Laval, un organisme qui s'occupe de consommation, de crédit et d'endettement, spécifiquement chez les familles à faible revenu.

**Le président:** Alors, vous avez la parole, madame Roy.

**Mme Marianne Roy, Solidarité populaire du Québec:** Premièrement, on aimerait vous remercier de nous avoir accueillis ici aujourd'hui. On ne vous a pas remis, malheureusement, présentation écrite, mais la présentation verbale ne sera pas trop longue pour permettre un échange par la suite.

On vous a quand même remis une liste des organisations adhérant à Solidarité populaire Québec, ainsi que le feuillet vert et la plateforme de Solidarité populaire Québec qui a fait une analyse générale avec les objectifs. Et, l'autre feuillet, c'est quelque chose qui a été préparé par Solidarité populaire Québec durant les élections provinciales. C'est juste pour vous donner une idée, parce qu'on n'a pas pu vous remettre autre chose, les positions de Solidarité populaire du Québec.

Mise sur pied en janvier 1985, Solidarité populaire Québec est une large coalition d'organisations populaires et syndicales québécoises, dont le but est de revendiquer la consolidation, l'élargissement et la démocratisation des programmes sociaux, et de lutter contre les politiques économiques et sociales conservatrices et anti-populaires des gouvernements fédéral et provincial. Cette coalition regroupe actuellement 48 organisations au Québec, dont vous avez la liste.

En 1985, Solidarité populaire Québec est intervenue sur un grand nombre de dossiers dont la politique fédérale de prestations aux enfants et aux personnes âgées, le *Livre blanc* du gouvernement du Québec sur la fiscalité, le budget Wilson à Ottawa, le budget Duhaime à Québec, et déjà, depuis le début de 1986, sur la réforme de l'assurance-chômage devant la Commission Forget. Nous avons aussi organisé une session d'information sur le libre échange avec les États-Unis.

Solidarité populaire Québec revendique la mise en place d'une politique économique axée sur la création d'emplois répondant aux intérêts et aux besoins de l'ensemble de la population. Alors que la crise économique continue de frapper des centaines de milliers de personnes au pays, alors que des réalignements économiques majeurs, comme le libre échange, risquent à court terme de déstabiliser des régions, et des secteurs économiques on voit la conjoncture politique qui se caractérise, elle, par une volonté de désengagement de l'État, tant au niveau de ses interventions économiques, qu'au niveau de ses programmes sociaux.

Comme vous le savez, pour combler le déficit de 34 milliards de dollars, l'année dernière le gouvernement central a choisi de sabrer au niveau des dépenses de l'État, notamment au niveau des programmes sociaux, plutôt que d'augmenter les recettes fiscales par des mesures comme l'élimination des abris fiscaux pour les riches et l'imposition d'un impôt minimum sur le bénéfice des compagnies.

**[Traduction]**

man accompanying you, and then proceed with your presentation.

**Mr. Louis Poitras, Solidarité populaire du Québec:** Yes, I am Louis Poitras, member of Solidarité populaire du Québec. I also belong to the ACELF de Laval, an organization that deals with the consumption of credit, specifically by low-income families.

**The Chairman:** Thank you. You may proceed, Mrs. Roy.

**Mrs. Marianne Roy, Solidarité populaire du Québec:** We would like to thank you for welcoming us here today. Unfortunately, you have not been given a written presentation, but the verbal presentation will not be too long, so that we will have time for an exchange afterwards.

We have, however, provided you with a list of the member associations of Solidarité populaire du Québec, as well as the green booklet and our platform, which contains a general analysis and our objectives. The other booklet is something that was prepared by Solidarité populaire du Québec during the provincial election. It is just to give you an idea, because we could not provide you with anything else, of our positions.

Formed in January 1985, Solidarité populaire du Québec is a broad coalition of popular and labour organizations in Quebec, whose aim is to demand the consolidation, broadening and democratization of social programs, and to oppose the conservative and anti-popular economic and social policies of the federal and provincial governments. This coalition is currently composed of close to 50, more precisely 48, organizations in Quebec, which appear on the list given to you.

In 1985, Solidarité populaire du Québec intervened on a great number of issues, including the federal policy on child benefits and benefits to seniors, the Government of Quebec's "White Paper" on taxation, the Wilson budget, in Ottawa, the Duhaime budget, in Quebec City, and already, since the beginning of 1986, on unemployment insurance reform before the Forget Commission. We also organized an information session on free trade with the United States.

Solidarité populaire du Québec calls for the establishment of an economic policy centred around job creation, one which responds to the interests and needs of the whole population. While the economic crisis continues to hit hundreds of thousands of people in the country, and while major economic realignments, such as free trade, threaten in the short term to destabilize regions and economic sectors, we find the present political climate characterized by a desire for disengagement of the State, with respect to both its economic interventions and its social programs.

As you know, in order to deal with the \$34 billion deficit, last year, the federal government chose to slash government expenditures, notably social programs, rather than increase tax revenues through measures such as the elimination of tax shelters for the rich and the imposition of a minimum tax on business profits.

*[Text]*

Nous, à Solidarité populaire Québec, nous estimons que toute stratégie de réduction du déficit et de relance s'opérant au détriment des acquis sociaux apparaît non seulement inacceptable socialement mais potentiellement désastreuse économiquement. Elle relève, en effet, d'une optique de laisser-faire, où l'État est vu comme un simple agent de soutien au secteur privé qui, doit lui jouer le rôle de moteur. Or, le secteur privé ne dispose guère de cette vision de long terme nécessaire pour dépasser les contraintes immédiates de la rentabilité et assurer une relance où l'économique et le social ne soient pas antagonisés.

C'est donc dans ce contexte que la mesure prévoyant la désindexation partielle des allocations familiales doit être considérée, selon nous. Aussi, c'est pourquoi Solidarité populaire Québec s'oppose donc au projet de loi, et à l'adoption du projet de loi C-70, et s'associe ainsi aux nombreuses organisations qui abondent dans le même sens, dont la Coalition pour les allocations familiales.

Pour nous, la désindexation partielle est une coupure de plus, par-dessus tant d'autres, qui gruge constamment le pouvoir d'achat de la majorité de la population, et qui mine leurs conditions de vie.

Nous considérons cette désindexation comme une attaque au principe de l'universalité. Nous croyons que l'universalité des allocations familiales doit être maintenue, car le caractère universel des allocations familiales contribue à maintenir certaines solidarités sociales qui résistent à la tendance de vouloir entretenir une division sociale, en dressant les payeurs de taxes contre les bénéficiaires des mesures de sécurité de revenu, les chômeurs et les chômeuses contre les travailleuses et les travailleurs, etc. C'est aussi une reconnaissance de la responsabilité collective de la société envers son avenir, c'est-à-dire, envers ses enfants.

Aussi, comme sans doute d'autres organisations vous l'ont dit aussi, c'est un revenu mensuel, régulier et automatique, non négligeable pour une grande partie des familles. Ce revenu constitue aussi, pour un grand nombre de femmes, le seul revenu autonome sur lequel elles puissent compter. C'est pour cela que, pour Solidarité populaire, le caractère universel de ces allocations familiales doit vraiment être quelque chose d'intouchable au Canada et le Québec.

De plus, on voulait souligner aujourd'hui que l'on se pose de sérieuses question quant à l'intégrité, finalement, du gouvernement qui a mis en application cette mesure de désindexation avant que la loi ne soit adoptée et mise en vigueur. C'est, en toute apparence, et selon un avis légal que l'on a reçu, un acte illégal et contraire à notre démocratie juridique d'avoir procédé de cette façon.

Pour conclure, Solidarité populaire Québec se prononce donc pour le retrait du projet de loi C-70, contre toute coupure dans les allocations familiales et autres programmes sociaux. D'autant plus que l'argent, selon nous, même selon le gouvernement, existe et comme on dit, le gouvernement, par ailleurs, a réussi à en trouver de l'argent. Par exemple, les 700 millions pour dégrèver les gains de capitaux en impôt; les 80 millions pour accroître le droit des personnes à très haut revenu,

*[Traduction]*

We in Solidarité populaire du Québec believe that any strategy for deficit reduction and economic recovery which operates to the detriment of established social programs, appears not only unacceptable socially, but potentially disastrous economically. Indeed, such a strategy would be based on a philosophy of laissez-faire, in which the State is seen merely as an agent of support for the private sector, which should play the role of economic engine. However, the private sector does not possess the long-term vision which is necessary in order to transcend the immediate constraints of profitability and ensure a recovery in which economic and social considerations are not set against one another.

It is therefore in that context that the measure providing for the partial de-indexation of family allowances should be considered, in our view. Moreover, it is for that reason that Solidarité populaire du Québec opposes the adoption of Bill C-70, and in so doing joins the numerous other organizations which hold the same view, including the Coalition pour les allocations familiales.

In our view, partial de-indexation is one more cut, on top of so many others, which constantly erodes both the purchasing power and the living conditions of the majority of the population.

We consider this de-indexation as an attack on the principle of universality. We believe that the universality of family allowances must be maintained, because the universal character of family allowances contributes to maintaining certain social solidarities which counter the tendency to want to maintain a social division, by pitting taxpayers against the beneficiaries of income security measures, the unemployed against workers, etc.. It is also a recognition of the collective responsibility of society towards its future, i.e. towards its children.

Moreover, as other organizations have undoubtedly told you, it is a regular, automatic monthly income which is not insignificant for many families. And that income constitutes, for a great number of women, the only independent income on which they can depend. It is for that reason that, for Solidarité populaire, the universal character of these family allowances must truly be something which is untouchable for Canada and Quebec.

Moreover, we wish to underline today that we have serious reservations, frankly, as to the integrity of the government, which has begun to implement this de-indexation measure before the Act is passed and comes into force. It is, in all probability, and according to legal advice that we have received, an illegal act, and contrary to our legal democracy to have proceeded in this manner.

To conclude, Solidarité populaire du Québec, calls for the withdrawal of Bill C-70, and opposes any cuts in family allowances and other social programs, particularly since the money, in our view, and even according to the government, is there, and, as they say, the government has succeeded in finding money. For example, the \$700 million to offset the capital gains tax, \$80 million to increase the right of persons with high incomes to invest more in RRSPs, \$1 billion to alleviate the



[Text]

d'investir davantage dans les REER; un milliard pour alléger le fardeau fiscal des grandes compagnies pétrolières; 10 milliards pour les fins militaires; 900 millions pour les gros déposants de la Banque commerciale.

Alors, pour toutes ces raisons, nous à Solidarité populaire Québec, nous disons qu'il ne faut pas accepter une désindexation des allocations familiales. Merci.

**Le président:** Merci bien. J'invite maintenant les membres du comité à commenter l'exposé que l'on vient d'entendre, ou à poser des questions.

**Senator Marsden:** Thank you, Mr. Chairman. This is a very interesting alliance of groups and presents an interesting perspective.

May I ask you, Mr. Poitras, more about the organization with which you are affiliated. Is it one of the research centres at Laval?

**M. Poitras:** Non, ce n'est pas un centre de recherche. C'est un organisme populaire qui s'occupe de donner des conseils aux personnes en difficulté financière, généralement. Mais, d'une façon plus générale, on fait de l'éducation au niveau de l'économie et des budgets.

C'est suffisant?

**Senator Marsden:** Yes. Thank you very much. I asked the question on research because, especially in the Province of Quebec, the average family size is low, and there is a large group of women in childbearing years who are neither married nor have children. I wondered whether anyone is examining that issue in relation to family allowance and child benefits issues. Do you see the question of the family allowance having to do mostly with poverty, or also with family life, universality, and the entitlements of that kind?

**M. Poitras:** Effectivement, je pense que les allocations familiales touchent l'ensemble des familles et de façon particulière les familles à faible revenu, pour deux raisons: premièrement, parce que le revenu est faible, puis en leur coupant, par exemple, \$125 par année, comme ce pourrait l'être en 1990, cela peut signifier des habits de neige de moins. Mais, aussi au niveau même de la structure de budgéter, parce qu'il faut voir que, généralement, les familles à faible revenu vont recevoir du bien-être social. Généralement, ils vont avoir un certain type de dépenses qui sont fixes au départ: le loyer par exemple. Puis, vers la fin, bien souvent ils vont avoir besoin, justement, pour subvenir à leurs besoins essentiels de recourir aux allocations de bien-être familial. Dans ce sens, les familles à faible revenu vont être d'autant plus touchées. Mais, on ne considère pas que c'est le seul problème de la désindexation, parce que l'on considère que c'est important aussi d'avoir des programmes universels, comme l'allocation familiale, parce que, je vais dire, c'est un peu la reconnaissance du droit, finalement, d'avoir des enfants pour tout le monde, et finalement, d'avoir un soutien aussi de l'État sur ces questions.

**Le sénateur Le Moyne:** Puis-je demander aux témoins s'ils envisagent la possibilité d'un autre système que celui qui n'est pas fondé, mais qui est organisé autour des allocations familiales? Est-ce que vous envisagez, pour l'avenir, quelque chose qui serait différent, dans le sens, par exemple, d'un revenu annuel

[Traduction]

tax burden on large oil companies, \$10 billion for defence, and \$900 million for the major depositors of the Canadian Commercial Bank.

For all of these reasons, then, we, Solidarité populaire du Québec, say that the de-indexation of family allowances is unacceptable. Thank you.

**The Chairman:** Thank you. I now invite the members of the committee to comment on the presentation which we have just heard, or to ask questions.

**Le sénateur Marsden:** Merci, monsieur le président. Il s'agit d'une alliance très intéressante de groupes dont le point de vue retient l'attention.

Permettez-moi, monsieur le Poitras, de vous demander plus de précisions au sujet de l'organisation à laquelle vous êtes affilié. S'agit-il d'un des centres de recherches de Laval?

**Mr. Poitras:** No, it is not a research centre. It is a popular organization which provides advice to people in financial difficulty, generally. But in a broader sense, we try to educate people with respect to the economy and budgets.

Is that sufficient?

**Le sénateur Marsden:** Oui. Merci beaucoup. J'ai posé cette question sur la recherche parce que, dans la province de Québec en particulier, la famille moyenne est petite et qu'on y retrouve quantité de femmes en âge d'avoir des enfants qui sont et célibataires et sans enfants. Je me demandais si quelqu'un étudie cette question en ce qu'elle a trait aux allocations familiales et aux prestations aux enfants. La question des allocations familiales a-t-elle surtout à voir avec la pauvreté ou concerne-t-elle également la vie familiale, l'universalité etc.?

**Mr. Poitras:** Of course, family allowances affect all families and especially low-income families, who are particularly affected. This is for two reasons: first, because their income is low, reducing their allowance by \$125 per year, for example, as it could be in 1990, could mean fewer snowsuits. But also at the level of the budgetary structure, because we must realize that, generally, low-income families receive welfare. Generally, they will have a certain type of expense which is fixed at the outset, rent. Then, toward the end, very often they will need, in order to meet their essential needs, to use their family allowances. In that sense, low-income families will be all the more affected. However, we do not feel that that is the only problem with de-indexation, because we believe that it is also important to have universal programs, such as the family allowance, because, let me say, it is in a way recognition of everyone's right, in the end, to have children and, finally, to have government support on these issues.

**Senator Le Moyne:** May I ask the witnesses if they envisage the possibility of an alternative system to this one which is not based on, but organized around family allowances? Do you envisage, for the future, something different, in the sense, for

[Text]

garanti, je ne sais encore selon quelle formule, mais dans ce sens?

**Mme Roy:** Pour l'instant, la Coalition qu'est Solidarité populaire Québec ne s'est pas penchée sur des alternatives, disons, au système tel qu'il existe maintenant. Particulièrement à cause du manque de temps par rapport à la session, mais aussi, on pensait que, aujourd'hui, il fallait vraiment agir pour essayer d'influencer, finalement, l'adoption de la loi qui porte sur la désindexation des allocations familiales. Cela ne veut pas dire que, dans une autre étape, s'il y en a, dans une autre discussion publique, organiser, etc., sur des réformes éventuelles qui pourraient être apportées, on ne serait pas intéressé à revenir, et à travailler à un autre point de vue. Mais, pour aujourd'hui, on n'est pas préparé pour élaborer dans ce sens.

**Le sénateur Le Moyne:** Ce qui vous fait prendre cette position, est-ce que c'est l'urgence momentanée? Est-ce que les allocations familiales correspondent, dans un certain sens, à une urgence momentanée, mais qui s'étend dans le temps, en ce moment? C'est cela qui vous empêche d'envisager autre chose tout de suite ce qui fait que vous insistez tellement sur l'importance de conserver et puis l'opportunité de rejeter le projet de loi tel qu'il se présente?

**M. Poitras:** Il y a une certaine urgence à ce niveau, mais il y a aussi le fait que l'on n'a pas d'alternative réelle. À l'heure actuelle, ce que l'on propose, on nous propose une coupure au niveau des allocations familiales. On nous propose, finalement, pour l'aide en général aux enfants, des coupures, et, à ce moment-là, cela nous apparaît insatisfaisant, non seulement insatisfaisant, mais inacceptable. Si l'on veut améliorer la condition des gens qui ont une insuffisance de revenu, on n'y arrivera pas en leur coupant leur revenu. Si minimum soit-elle, cette coupure ne va pas améliorer leur sort. Je pense que l'on trouvait cela effectivement urgent d'intervenir tout de suite, parce que l'ensemble des programmes, l'orientation dans ce domaine n'est pas satisfaisant.

**Le sénateur Le Moyne:** Vous ne voyez rien de valable dans l'effet compensateur des exemptions fiscales dont on parle assez fréquemment?

**M. Poitras:** Bien, je veux dire, on a aucune garantie. Hier, j'écoutais quelqu'un à Radio-Canada, je pense que c'était quelqu'un qui faisait partie du Conseil économique du Canada. Il mettait en doute plusieurs des mesures fiscales en faveur, soit des compagnies, soit des particuliers, en terme de création d'emplois. De fait, bien souvent, on ne peut être sûr que l'aide va aller véritablement à l'investissement. Il peut arriver qu'elle serve à construire un condominium en Floride, ce qui n'est pas très producteur d'emploi. De toute façon, on ne s'est pas penché sur la question comme telle d'un autre programme possible. Mais nous pensons que les exemptions fiscales, à l'heure actuelle, généralement, c'est une nouvelle redistribution d'argent en faveur des bien nantis.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci, Monsieur le Président.

**Mme Roy:** Je pense que l'on nous a avertis mardi dernier que ce comité allait siéger sur cette question.

[Traduction]

example, of a guaranteed annual income, I do not know what the formula would be, but in that sense?

**Mrs. Roy:** For the moment, our coalition has not looked at alternatives, let us say, to the system as it now exists, particularly because of the lack of time with respect to the session, but also, we felt that, today, we really had to act to try to influence the adoption of the Act respecting the de-indexation of family allowances. That does not mean that, at a nother stage, if there is one, in another public discussion, organized, etc., on possible reforms, we would not be interested in returning and working on another point of view. But, for today, we are not prepared to elaborate in that regard.

**Senator Le Moyne:** Are you taking this position because it is a momentary emergency, because family allowances correspond, in some sense, to a momentary emergency, but one which extends in time, at this moment? Is it that that prevents you from envisaging something else, is that why you are insisting so strongly on the importance of maintaining family allowances and the advisability of rejecting the bill as it is presented?

**Mr. Poitras:** There is a certain urgency at that level, but there is also the fact that there is no real alternative. The fact is that, at the present time, what is proposed is a cut in family allowances. What is proposed, really, with respect to assistance to children generally, are cuts, and that seems to us unsatisfactory, not only unsatisfactory, but unacceptable, because it is precisely in that sense that, when one wishes to improve the condition of people with insufficient income, it is not by cutting their income, as minimal as it is, that one will improve their condition. I believe that we found it, in fact, urgent to intervene immediately, because the set of programs, the orientation in this area is unsatisfactory.

**Senator Le Moyne:** Then you see nothing valuable in the compensatory effect of the tax exemptions which we hear about quite frequently?

**Mr. Poitras:** Well, I mean, we have no guarantee. Yesterday, I was listening to someone on Radio-Canada, I think he was from the Economic Council of Canada, who was saying that, really, he was calling into question many of the tax measures in favour of companies, or individuals, in terms of job creation, because in fact, quite often, one is never sure, in terms of investments, if it will really go to investment, or to something like a condominium in Florida, which wouldn't produce any jobs. At any rate, we cannot, I mean, look at the question like that of another possible program, except to say that tax exemptions, at the present time, generally, represent a new redistribution of money in favour of the well-off.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mrs. Roy:** I believe that it was last Tuesday that we were notified that this committee was going to be sitting on this question.



[Text]

**Senator Marshall:** Mr. Chairman, yesterday, we had something like six or seven groups appear before us and several more have this morning, and I am wondering why there is a sudden rush of everyone to come before the Senate committee. I do not say this in a critical fashion. I just say that the bill was passed in the House of Commons some time ago and it has been before us for some time. In other words, where did the initiative come from?

**Senator Marsden:** Senator Marshall, this bill only came to us last Thursday.

**Senator Graham:** Just on a point of order, Mr. Chairman and Senator Marshall, obviously these groups could not appear until the bill had passed second reading in the Senate, when it was referred to this committee.

**Senator Marshall:** Did we not have this bill before us for pre-study?

**The Chairman:** Yes, we had it for pre-study.

**Senator Marshall:** What date was that, Mr. Chairman?

**The Chairman:** I think we tabled the pre-study report just before the Christmas adjournment.

**Senator Marshall:** Yes, so your point of order is not valid, Senator Graham.

**Senator Graham:** Yes, Senator Marshall, it is in fact a valid point of order.

**Senator Marsden:** Excuse me, Senator Marshall, but I think it is a valid point of order. Also, if you will recall, the minister who appeared before us at that time had not yet decided which of the amendments proposed in the house he would accept. It is quite possible at that time that we would have eventually been looking at an entirely revised bill and why would we have witnesses on an unrevised bill?

**Senator Marshall:** Then let me ask the witnesses: Where did the initiative come from? When did you first realize that you could come before the Senate?

**Mme Roy:** Mais pour répondre de façon plus générale à votre question, nous de Solidarité populaire du Québec, sommes intervenus lors des premières indications lors du dernier budget, et même, avant. On est intervenu auprès du comité sur la politique fédérale de prestations aux enfants et aux personnes âgées où il a été beaucoup question d'allocations familiales.

Donc, en 1985, on est intervenu à ce moment-là. Aussi, on a appuyé la campagne menée par la Coalition pour les allocations familiales. Solidarité populaire du Québec a appuyé et participé à la campagne de pétitions, etc., de la Coalition des femmes pour les allocations familiales.

Alors, c'est dès le début de façon générale que l'on est intervenu publiquement dans ce débat.

**Senator Marshall:** So this is then your first public hearing, although you have previously signed petitions. However, I am sure you are aware that the bill comes before the Senate after it leaves the House of Commons, and we have the same process

[Traduction]

**Le sénateur Marshall:** Monsieur le président, nous avons entendu hier six ou sept groupes et nous en accueillons encore plusieurs autres ce matin. Je me demande à quoi est attribuable cette course précipitée vers le Comité du Sénat. Je ne le dis pas pour critiquer. Je le dis simplement parce que le projet de loi a été adopté à la Chambre des communes il y a un certain temps et que nous l'étudions également depuis un certain temps. Autrement dit, à quoi doit-on cette initiative?

**Le sénateur Marsden:** Sénateur Marshall, ce projet de loi ne nous a été renvoyé que jeudi dernier.

**Le sénateur Graham:** Un simple rappel au Règlement, monsieur le président et sénateur Marshall; ces groupes ne pouvaient de toute évidence comparaître tant que le projet n'avait pas franchi l'étape de la deuxième lecture au Sénat et été renvoyé à ce Comité.

**Le sénateur Marshall:** N'avons-nous pas procédé à une étude préalable de ce projet de loi?

**Le président:** Oui.

**Le sénateur Marshall:** À quelle date, monsieur le président?

**Le président:** Je crois que nous avons déposé notre rapport d'étude préalable tout de suite avant l'ajournement de Noël.

**Le sénateur Marshall:** Oui. Votre objection n'est donc pas fondée, sénateur Graham.

**Le sénateur Graham:** Si, sénateur Marshall, mon objection est bel et bien motivée.

**Le sénateur Marsden:** Je m'excuse sénateur Marshall, mais je crois que cette objection est motivée. En outre, si vous vous en souvenez, le Ministre qui a comparu devant nous à l'époque ne savait pas encore quelles modifications proposées à la Chambre seraient retenues. Il était très possible que nous étudions finalement un projet de loi entièrement révisé; et pour quoi entendre des témoins au sujet d'un projet de loi non révisé.

**Le sénateur Marshall:** Permettez-moi alors de demander aux témoins ce qui les a incités à comparaître? Quand se sont-ils rendu compte pour la première fois qu'ils pouvaient exposer leurs vues au Sénat?

**Mrs. Roy:** To respond in a more general way to your questions, Solidarité populaire du Québec intervened at the time of the first indications, that is to say at the time of the last budget and even before. We appeared before the committee on federal child and elderly benefits policy, which dealt extensively with the question of family allowances.

So we intervened at that time in 1985. We also supported the campaign conducted by the Coalition pour les allocations familiales. Solidarité populaire du Québec supported and participated in the campaign of petitions, etc., by the Coalition des femmes pour les allocations familiales.

So we have been intervening on this matter from the outset, but, in a general way, let us say, publicly.

**Le sénateur Marshall:** C'est donc la première fois que vous exposez vos vues publiquement, même si vous avez déjà signé des pétitions. Toutefois, je suis sûr que vous savez que le projet de loi parvient au Sénat après son adoption à la Chambre des

[Text]

of procedure where you can intervene or put your case before us. That is all I wanted to know, Mr. Chairman.

**Le président:** Est-ce qu'il y a d'autres questions ou d'autres intervenants? Sénateur Marsden.

**Senator Marsden:** I would like to ask just one more question which relates to the process of this bill. Earlier this morning, witnesses told us that something like a million people have signed petitions opposing the partial de-indexation of the family allowance and yet one reads hardly anything about this in the press. Do you have a comment on that? Why is this not as much a matter of concern as is the old age security? I would like to ask you if that is also true in Quebec, or is it different in some way?

**Mme Roy:** Le fait qu'il y ait près d'un million de signatures sur des pétitions, c'est quand même une indication que les gens ne sont pas contents de ce qui est proposé dans la loi.

Évidemment, ce n'est pas une réaction aussi spectaculaire que celle des personnes âgées concernant les pensions, l'année dernière. Il y a eu quand même pas mal d'actions de menées dans les différentes régions du pays ainsi qu'au Québec. Il y a eu des délégations à des députés. Il y a eu une manifestation à Ottawa de 200 femmes, il y a plusieurs mois de cela.

Il est vrai que cela n'a pas été très couvert par les media. Plusieurs actions ont été menées. Peut-être aussi qu'il faut voir une certaine difficulté finalement, parce qu'en général, pour les manifestations, c'est vraiment les personnes directement impliquées ou directement touchées par ce qu'il est proposé qui viennent manifester. Parfois, c'est difficile pour les mères de famille de se déplacer à Ottawa devant le Parlement avec leurs enfants.

Alors, c'est peut-être en partie la raison pour laquelle cela n'a pas été aussi spectaculaire. Il y a quand même eu pas mal d'actions de menées.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, I would like to ask if the reason for that would be that these people are either single parents, who cannot afford to come, or mothers and indeed fathers who cannot afford to come, because during the day, when Parliament is sitting, they are employed trying to make a living for their families.

**Mme Roy:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Avez-vous un commentaire à faire sur la remarque du sénateur Graham?

**Mme Roy:** Oui, le sénateur Graham a raison.

**Le président:** J'ai remarqué, et cela se comprend très bien d'ailleurs, que vous avez touché au projet de loi C-70, celui sur les allocations familiales.

Vous savez que par ailleurs il y a d'autres mesures qui ont été logées dans un autre projet de loi, le projet de loi C-84 qui est maintenant adopté et qui porte notamment sur le crédit d'impôt.

Plusieurs des témoins que nous avons entendus jusqu'à maintenant ont abordé le problème de façon plus globale,

[Traduction]

communes et qu'entre en jeu le même processus qui vous permet d'intervenir ou de nous faire part de votre point de vue. C'est tout ce que je voulais savoir, monsieur le président.

**The Chairman:** Are there any other questions, other speakers? Senator Marsden?

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais poser une autre question au sujet du processus rattaché à ce projet de loi. Plus tôt ce matin des témoins nous ont dit qu'environ un million de personnes avaient signé des pétitions pour protester contre la désindexation partielle des allocations familiales. Pourtant, les médias n'en ont pour ainsi dire pas parlé. Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet? Pourquoi cette question ne revêt-elle pas une importance aussi grande que celle des pensions de vieillesse? J'aimerais savoir si c'est également vrai au Québec ou si c'est différent.

**Mrs. Roy:** First, the fact that there are close to one million signatures on petitions, is an indication that people are not happy with what is proposed in the bill.

Obviously, the reaction is not as spectacular as the one by the senior citizens with respect to pensions last year. However, there were many actions taken in the different regions and in Quebec as well. There were delegations to MPs. There was a demonstration in Ottawa by 200 women, several months ago.

It is true that it has not been widely covered by the media. But many actions have been taken. And perhaps we must recognize a certain difficulty, because in general, it is really only the people directly involved or directly affected by what is proposed who take the trouble to demonstrate. Sometimes, it is difficult for women who are mothers of families to travel and come to Ottawa before Parliament with their children.

So that may be part of the reason why it was not as spectacular. Nonetheless, there were many actions taken.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, peut-être la raison en est-elle qu'il s'agit soit de parents seuls qui ne peuvent venir—en fait de pères et de mères qui ne le peuvent—et que, peut-être, alors que le Parlement siège ces gens travaillent pour faire vivre leur famille.

**Mrs. Roy:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Do you have a comment to make on Senator Graham's remark?

**Mrs. Roy:** Yes, Senator Graham is right.

**The Chairman:** I noticed, and it is quite understandable, that you have dealt with Bill C-70, the bill on family allowances.

You know that there are other measures contained in another bill, Bill C-84, which has been passed and deals in particular with the tax credit.

Several of the witnesses whom we have heard so far have approached the problem in a more general way, taking into



[Text]

tenant compte des allocations familiales, du crédit d'impôt, de la réduction des exemptions pour enfants.

Comment abordez-vous le problème, en tenant compte de ces trois dispositions qui sont dans deux projets de loi différents uniquement pour une raison de technique ou de procédure législative? Cela aurait pu faire l'objet d'un seul projet de loi omnibus; effectivement, c'est séparé.

Il reste quand même que quant à leur nature, ces trois mesures sont, les unes et les autres, dans la perspective des prestations pour enfants. Alors, comment voyez-vous les choses, quand vous tenez compte de ces trois aspects de la question?

**M. Poitras:** On pourrait répondre à partir de deux volets.

Globalement parlant, on peut assister à des réductions du soutien aux familles. A ce moment-là, il est à peu près certain que l'on s'objectera à ce type de politique gouvernementale parce que, justement, cela affectera les revenus à la baisse.

D'autre part, la forme du crédit d'impôt, à notre avis, a aussi de gros défauts. Ce n'est pas resté sur une base régulière. Souvent les allocations familiales sont les seuls revenus autonomes que les femmes reçoivent.

Souvent à cause de l'urgence, les gens les plus démunis vont utiliser le crédit d'impôt en l'escomptant à des compagnies comme H&R Block. Ces personnes seront affectées par des taux que je qualifierais de quasi-usuraires, même avec les modifications de la loi à un tarif de 5 p. 100. Cela veut dire que pour un retour d'impôt d'environ \$400 et en coûtera \$50 à cette personne.

Compte tenu de cela, on ne peut pas avoir une vision très favorable de l'ensemble des modifications.

**Mme Roy:** Je pourrais peut-être ajouter que nous sommes intervenus sur cette question dans le mémoire présenté devant l'autre comité. Dans ce mémoire, nous avons demandé l'abolition de l'exemption et la remise de la totalité de ces sommes dégagées, qui à ce moment-là étaient d'environ 860 millions, vers les allocations familiales, étant donné que les exemptions, défavorisent finalement les bas revenus.

On suggérait une étude sur l'opportunité d'abolir les crédits d'impôt et aussi pour savoir où affecter ces sommes. Il fallait voir les problèmes fiscaux pour être certain que c'est une mesure progressive et non régressive. Il fallait être certain étant donné que les allocations familiales et les questions des crédits d'impôt sont un revenu autonome pour les femmes.

Alors, dans ce sens, nous n'avions pas de position fixe; mais nous nous proposons de faire une étude. Il est évident que notre position globale est que, d'une façon ou d'une autre, ce soient des exemptions à des crédits d'impôt, que tout l'argent ne soit pas coupé, que la masse pour les trois éléments ne soit pas coupée, et qu'elle soit même augmentée.

**Le président:** Partons d'une masse quelconque. Votre approche est que plutôt d'avoir un crédit d'impôt accru, vous préférez que toute la masse soit affectée aux allocations familiales?

**Mme Roy:** C'est ça.

[Traduction]

account family allowances, the tax credit, and the reduction in exemptions for children.

How do you approach the problem, taking into account these three provisions, which are in two different bills solely for reasons of legislative technique or procedure. They could have been combined in a single omnibus bill; as it is, they are separate.

The fact remains that in terms of their nature, these three measures are all related to child benefits. How, then, do you see things when you consider these three aspects of the question?

**Mr. Poitras:** We could respond from two angles.

Generally speaking, we can see reductions in family support. At that point it is almost certain that we will object to that type of government policy, precisely because it will reduce incomes.

On the other hand, the form of the tax credit has, in our view, major defects. It has not remained on a regular basis. Often, family allowances are the only independent incomes that women have.

Often, because of emergencies, the poorest people will use the tax credit, among other things, by selling it to companies like H&R Block. These persons will be affected by rates which I would describe as almost usurious, even with the amendments to the Act with a rate of 5%. That means that for a tax refund of approximately \$400, it will cost that person \$50.

In light of that, one cannot have a very favourable view with regard to the amendments as a whole.

**Mrs. Roy:** I could perhaps add that we intervened on this question in the brief which we presented to the other committee. In that brief, we called for the abolition of the exemption, and directing all of that money, which at that time totalled approximately \$860 million, toward family allowances, since exemptions really hurt the poor.

We suggested that perhaps a study should be carried out on the advisability of eliminating tax credits and directing those sums to family allowances as well. The tax problems would first have to be considered in order to be sure that it was once again something progressive and not a regressive measure. We would have had to be sure that women's issues, given that family allowances and tax credits are used by them, since it is an independent income for women (sic).

So, in that sense, we did not have a set position on it, but we propose a study. It is evident that our overall position is that, no matter where it comes from, one way or another, whether it be exemptions or tax credits, that all of the money not be cut one way or another, that the total amount for the three elements not be cut, and even that it be increased.

**The Chairman:** Let us start, let us say, with a given total amount. Your approach is that rather than have an increased tax credit, you would prefer to see the total amount allocated to family allowances?

**Mrs. Roy:** Yes.

[Text]

**Le président:** C'est une position assez radicale. C'est la première fois que nous entendons un tel point de vue. Certains nous ont indiqué que les sommes devraient être libérées par une réduction des exemptions pour enfants et là-dessus, votre opinion correspond à celle de plusieurs groupes.

Mais, au lieu de déplacer les sommes ainsi libérées vers les allocations familiales, certains les auraient déplacées de préférence vers les crédits d'impôt ou, à la fois, vers les deux. Le crédit d'impôt avantage surtout ceux dont les revenus sont les plus bas.

Comme vous le savez, ce sont les gens qui n'ont pas d'impôt à payer qui sont les principaux bénéficiaires du crédit d'impôt. J'attire votre attention sur ces autres opinions qui ont été exprimés, ma connaissance, c'est la première fois que l'on propose de déplacer toute la masse vers les allocations familiales.

**Mme Roy:** Bien on ne fait pas cette proposition. On propose qu'il faudrait étudier la question.

**Le président:** Je m'excuse, j'avais mal interprété ce que vous avez dit.

**Mme Roy:** On s'est posé la question qu'il serait peut-être plus intéressant de toute façon que tout aille aux allocations familiales. Mais il faut étudier la question pour voir tous les aspects de cette question, avant de prendre une décision. On n'avait pas pris de décision sur la question du crédit d'impôt en particulier.

**Le président:** J'avais mal interprété ce que vous disiez. Au fond, c'est une hypothèse de travail pour vous, sous réserve.

**Mme Roy:** C'est ça.

**M. Poitras:** Nous avons posé nos questions devant le comité sur ce point.

**Le président:** Je suis heureux d'avoir posé ma question. Peut-être que d'autres sénateurs avaient compris la même chose. Quant à moi, cela m'éclaire beaucoup que vous apportiez les nuances.

Y a-t-il d'autres questions ou interventions? Alors, il ne me reste plus qu'à vous remercier d'être venus nous présenter votre point de vue. Soyez assurés que tous les membres du comité qui vous ont entendus vous remercient également.

**Mme Roy:** Merci, monsieur le président.

**M. Poitras:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Le prochain groupe est l'Institut Vanier de la famille; je pense que ces messieurs sont déjà là. Il s'agit de M. Glossop.

**M. Glossop:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Vous avez avec vous M. Mirabelli?

**M. Alan Mirabelli, Institut Vanier de la famille:** Oui, monsieur le président.

**Le président:** Je vais, tout d'abord, vous souhaiter la bienvenue. Je vous demanderai comme je l'ai fait à l'égard des autres témoins, de nous parler un peu de l'organisme dont vous êtes les porte-parole, de façon à ce que nous puissions situer en quelque sorte votre point de vue dans le contexte auquel il se rattache.

[Traduction]

**The Chairman:** That is a fairly radical position. This is the first time that we have heard a point of view like that. Some have indicated that the sums freed by reducing child exemptions, and here your opinion corresponds to that of several groups, should, rather than being shifted to family allowances, be shifted to tax credits or to both family allowances and tax credits. The tax credit primarily benefits those with the lowest incomes.

As you know, it is the people with no tax to pay who are the principal beneficiaries of the tax credit. I draw your attention to these other opinions that have been expressed, because to my knowledge, this is the first time that anyone has proposed shifting the total amount to family allowances.

**Mrs. Roy:** In fact, that is not our proposal. We are proposing that the question should be studied.

**The Chairman:** I'm sorry, I had misinterpreted what you had said.

**Mrs. Roy:** We had asked ourselves whether perhaps it would be more interesting in any case if everything went to family allowances, but we felt that the question would have to be examined in order that all aspects would be considered before a decision was taken. We had not really taken any decision on the question of the tax credit in particular.

**The Chairman:** I had misinterpreted what you were saying. Basically, it is a working hypothesis for you, with reservations.

**Mrs. Roy:** Yes.

**Mr. Poitras:** We raised our questions before the commission on this point.

**The Chairman:** I am glad that I asked my question. Perhaps other senators had understand the same thing as I. The clarifications that you have just made are very helpful.

Are there any other questions or comments? Then, all that remains is for me to thank you for coming to present your point of view. Please be assured that all of the members of the committee who have heard you thank you as well.

**Mrs. Roy:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Poitras:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** The next group is the Vanier Institute of the Family, and I believe that the gentlemen are already here. They are Mr. Glossop . . .

**Mr. Glossop:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** And you have with you Mr. Mirabelli?

**Mr. Alan Mirabelli, Vanier Institute of the Family:** Yes, Mr. Chairman.

**The Chairman:** May I first of all welcome you. I will ask you, as I have asked the other witnesses, to tell us a little about the organization for which you are the spokespersons, so that we can so to speak situate your point of view in the context with which it is connected.



## [Text]

**Mr. Robert Glossop, Co-ordinator of Programs and Research, Vanier Institute of the Family:** Mr. Chairman and honourable senators, let me begin by expressing to you our sincere appreciation and the appreciation of our board of directors and members for this opportunity to bring to your attention the concerns of the Vanier Institute of the Family with regard to Bill C-70.

Since its establishment in 1965 under the patronage of Their Excellencies Governor General Georges P. Vanier and Madame Pauline Vanier, the Vanier Institute has worked to promote the wellbeing of Canadian families. It has done so through its programs of research, communications and public education; and through those programs it maintains regular contact with some 10,000 individuals and organizations who represent, among others, the interests of researchers, policy-makers, educators, family service providers, and, indeed, family members themselves.

Mr. Chairman, if it is acceptable to you, I would propose to follow the sequence of our written submission, and, for purposes of time, I shall not read the entire document, but will emphasize certain elements of our presentation.

**The Chairman:** That will be satisfactory.

**Mr. Glossop:** Canada's system of family allowances has for more than 40 years provided tangible recognition of the important responsibilities assumed by Canada's parents on behalf of Canadian society as a whole. The family allowance program has served as an acknowledgement that the industrial system of wages does not now make adjustments for the financial responsibilities assumed by those wage earners with dependent children. Whereas the average wage in the 1950s or 1960s was sufficient to support perhaps three or more dependents, the situation today would be that the average wage might support one, if that.

In 1950 federal expenditures on family allowances were equivalent to 1.7 per cent of the nation's GNP. Expenditures on family allowances, as a proportion of GNP, have steadily declined over the past 35 years from 1.7 per cent to 2.6 per cent of GNP, because there are proportionately fewer parents and children in receipt of family allowance benefits.

Furthermore I would point out that the value of family allowances to parents and children has declined as the benefit now represents .7 per cent of the personal income of parents, which is down from 1.2 per cent in 1977 and 2.2 per cent in 1950.

Canadians have grown less inclined to bear and raise children. According to Statistics Canada, Canada has gone from a baby boom to a baby bust over the past 20 years, as the number of children born to women has declined from 3.9 to 1.7. Already the more prescient commentators have begun to speak of the coming "population crisis" in recognition of the manifold consequences of the substantial decline in the size of the nation's population that can be anticipated over the next 60 years.

Today the population of Canada is a little less than 24 million. When children born today are 65 years old, unless trends

## [Traduction]

**M. Robert Glossop, coordonnateur des programmes et de la recherche, Institut Vanier de la famille:** Monsieur le président et honorables sénateurs, permettez-moi tout d'abord de vous remercier sincèrement, de la part du conseil d'administration et des membres de l'Institut Vanier de la famille, de l'occasion que vous leur offrez d'exprimer leurs vues sur le projet de loi C-70.

Depuis sa création en 1965 sous le patronage de leurs excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et de Mme Pauline Vanier, l'Institut Vanier de la famille se consacre à la promotion du bien-être des familles canadiennes. Elle y parvient par le biais de ses programmes de recherche, de communication et de sensibilisation du public qui lui permettent de maintenir un contact permanent avec quelque 10 000 particuliers et organismes qui représentent notamment les intérêts des chercheurs, des décideurs, des éducateurs, des pourvoyeurs de services aux familles et en fait aux membres de ces familles.

Monsieur le président, si vous le permettez, vu les contraintes de temps je vous propose de ne lire qu'une partie de notre mémoire et de n'insister que sur certains éléments.

**Le président:** Cela nous convient.

**M. Glossop:** Pendant plus de 40 ans, le système canadien des allocations familiales a reconnu d'une manière tangible les responsabilités importantes assumées par les parents canadiens au nom de la société canadienne. En créant le programme d'allocations familiales, le gouvernement reconnaissait que le système industriel des salaires ne prévoit à l'heure actuelle aucun rajustement pour tenir compte des responsabilités financières assumées par les salariés ayant des enfants à charge. Alors que le salaire moyen dans les années 50 ou 60 suffisait à assurer la subsistance de trois personnes à charge ou plus, à l'heure actuelle le salaire moyen permettrait à peine, de subvenir aux besoins d'un enfant.

En 1950, les dépenses au titre des allocations familiales représentaient 1,7 p. 100 du PNB. Les dépenses au titre des allocations familiales, en pourcentage du PNB, ont baissé progressivement au cours des 35 dernières années. De 1,7 p. 100 qu'elles représentaient, elles sont tombées à 0,6 p. 100 étant donné que, proportionnellement, beaucoup moins de parents et d'enfants touchent les allocations familiales.

En outre, permettez-moi de dire que la valeur des allocations familiales pour les parents et les enfants a diminué, les prestations représentant maintenant 0,7 p. 100 du revenu personnel des parents à comparer à 1,2 p. 100 en 1977 et à 2,2 p. 100 en 1950.

Les Canadiens de notre génération sont moins disposés à mettre au monde et à élever des enfants. D'après Statistique Canada, au cours des 20 dernières années, le Canada a connu une explosion démographique suivie d'une forte dénatalité, le nombre moyen d'enfants mis au monde étant tombé de 3,9 à 1,7 p. 100. Déjà les auteurs les plus perspicaces ont commencé à parler d'une future crise démographique étant donné les multiples conséquences de la forte diminution des naissances que l'on peut prévoir au cours des 60 prochaines années.

La population du Canada est d'un peu moins de 24 millions à l'heure actuelle. Lorsque les enfants nés aujourd'hui auront

## [Text]

change, the population of Canada will be about 20 million, four million less than today and about six million less than it can be anticipated to be at the turn of the century.

Family allowances are designed to help parents of whatever income level offset the costs involved in raising the next generation of Canadians. family allowances rectify to some extent the inequity that arises from the fact that a couple supporting children have a lower disposable income than a childless couple on the same income level.

The policy objective of a family allowance program is, then, one of improving the extent of horizontal equity among adults who are raising children of dependent age and others who are not. This objective is, we suggest, an important one in a society that often claims that children are its most valuable asset and that families are its foundation.

The other policy objective of ensuring that those most in need are the recipients of substantial levels of support is equally important, but that is an objective best realized through fair and progressive rates of personal and corporate taxation, tax credits and other income security measures.

Nevertheless, I would point out that, because family allowance benefits are taxable the universal family allowance program, which would be revised according to the provisions of Bill C-70, was progressive and would in fact contribute toward a redistribution of income towards those most in need.

Some \$49.5 million will be withdrawn from the family allowance program in 1986 through the partial de-indexation of its benefits. Bill C-70 will reduce the benefits to those families with below average family incomes by a total of \$33 million. Of that figure, \$20 million will be withdrawn from those families earning between \$10,000 and \$30,000 per year. These families of modest means will be only partially compensated for their loss of fully indexed family allowances by the accompanying revisions to other family and child benefit programs.

Parents assume to the benefit of society as a whole various economic, legal and educational responsibilities for their children, and without them our society and our culture can have no future. As a society we expect a lot from our families, yet we mostly take this labour of love for granted. If families are to fulfil their responsibilities and society's expectations of our families, the work they do must be recognized and supported. The rhetorical endorsement about family life as the foundation of our society are no longer sufficient.

Canadians remain deeply committed to and concerned about the condition of family life today. The significance that most attach to the value of their own family relationships exceeds that accorded to economic prosperity, political convictions or anything else. Yet, as the Family Service Association of Metropolitan Toronto has recently observed:

... gradually, and to some extent without fully realizing it, Canadians have come to acquire a set of government policies in which the family and its concerns are not

## [Traduction]

65 ans, à moins qu'il n'y ait un reversement des tendances, la population du Canada sera d'environ 20 millions, quatre millions de moins qu'aujourd'hui, et environ 6 millions de moins que ce qu'elle devrait être à la fin du siècle.

Les allocations familiales ont été conçues pour aider les parents peu importe leurs revenus à compenser les coûts associés à l'éducation de la prochaine génération. Elles corrigent dans une certaine mesure l'injustice découlant du fait qu'un couple qui doit subvenir aux besoins de ses enfants dispose d'un revenu inférieur à celui d'un couple sans enfant ayant le même revenu.

Un programme d'allocations familiales vise donc à améliorer la portée de l'équité horizontale entre les adultes ayant des enfants à leur charge et les autres. Cet objectif est selon nous important dans une société qui prétend souvent que les enfants constituent sa plus grande ressource et que les familles en sont le fondement.

Le deuxième objectif qui consiste à assurer que les plus démunis reçoivent une aide substantielle est tout aussi important. La meilleure façon toutefois d'atteindre cet objectif consiste à exiger des impôts équitables et progressifs des particuliers et des sociétés, à recourir à des crédits d'impôt et d'autres mesures de sécurité du revenu.

Je signale toutefois, étant donné que les allocations familiales sont imposables, que le programme d'allocations familiales universel qui serait révisé, d'après les dispositions du projet de loi C-70, serait progressif et contribuerait en réalité à redistribuer les revenus à ceux qui en ont plus besoin.

En 1986, on réduira de quelque 49,5 \$ millions les crédits consacrés au programme d'allocations familiales au moyen d'une désindexation partielle des prestations. Le projet de loi C-70 réduira de 33 millions de dollars au total les prestations versées aux familles dont le revenu se situe au-dessous du revenu familial moyen, dont 20 millions aux familles qui gagnent entre 10 000 et 30 000 \$ par an. Ces familles aux revenus modestes ne seront que partiellement compensées de leur perte par le biais de mesures qui seront apportées à d'autres programmes d'aide aux familles et aux enfants.

Les parents estiment que dans l'intérêt de la société dans son ensemble, nous avons des responsabilités économiques éducatives à l'égard de nos enfants sans lesquels notre société et notre culture ne peuvent espérer en l'avenir. En tant que société, nous attendons beaucoup de nos familles et pourtant nous prenons pour acquis cette «tâche d'amour». Si les familles doivent assumer leurs responsabilités et répondre aux espoirs que la société fonde sur elles, il faut alors reconnaître le travail qu'elles accomplissent et les appuyer. Il ne suffit plus de répéter que la famille constitue le fondement de notre société.

Les Canadiens continuent à se préoccuper de la condition de la famille d'aujourd'hui. L'importance que la plupart attachent à la valeur de leurs propres biens familiaux va plus loin que cela si l'on se fonde sur notre prospérité économique et nos convictions politiques. Le *Family Service Association of Metropolitan Toronto* faisait récemment observer que

... graduellement et sans s'en rendre complètement compte dans une certaine mesure, les Canadiens en sont venus à adopter des politiques gouvernementales où la



## [Text]

nearly as front and centre as they were some decades back.

For example, it is seldom that the consideration of policy makers and planners, with regard to such topics as housing, labour force adjustment strategies, income support policies or industrial wage scales, proceed on the basis of an explicit recognition of the impacts that such policies will have in either lending strength to or weakening family relationships.

The provisions of Bill C-70 may appear modest and no more than an understandable effort to reduce expenditures in order to control the deficit, which is a concern to all Canadians, but when Bill C-70 is considered in the context of historical trends that have downplayed the central role of families in our society and the central role that families occupy in the expectations of our citizens, I am afraid that Bill C-70 can be recognized as one more step in the erosion of this society's commitment to support parents and children. It is a bill that thus takes its place as but one more among the many factors that today make it more and more difficult for people to choose to take on the emotional, psychological, educational, and, indeed, financial responsibilities that are part and parcel of family life.

I am afraid as well that Bill C-70 takes its place not among the solutions to the many family problems about which there is so much concern and handwringing, but rather among the list of anxieties and problems with which parents cope on a daily basis; problems with family budgets, anxieties over the lack of appropriate accessible and affordable childcare options, cut-backs in education and social services and the like.

A great proportion of the leading social problems of the day, such as child poverty and families headed by a single parent, occur in and around families.

In North America the majority of those persons and families served by family agencies for such problems as drug and alcohol abuse, wife and child abuse, sex role conflicts, depression and other manifestations of family breakdown are suffering from unemployment, underemployment, financial insecurity and indebtedness.

The clientele of the Family Service Association of Metropolitan Toronto is characteristic of those families in Canada that acquire family services. Eighty per cent of the 10,000 individuals and families served by that agency on an annual basis report incomes of less than \$30,000 a year. Fifty-seven per cent of those families try to make ends meet on annual incomes of less than \$18,000 in Toronto.

Bill C-70, with its specific proposal to partially de-index family allowance benefits, proposes to alter significantly one small component of what has come to be called Canada's "social security net". For many years the Vanier Institute of the Family has identified the need for integration, consolidation, and simplification of the federal, provincial and municipal programs that attempt to guarantee the income and social security of Canadians. It has done so in recognition of the fact that so-called social and economic objectives cannot be pur-

## [Traduction]

famille et ses préoccupations n'occupent plus du tout le même rang qu'il y a quelques décennies.

Par exemple, il est rare que les décideurs et les planificateurs, lorsqu'il s'agit de questions comme le logement, les programmes d'adaptation de la main-d'œuvre, les programmes de soutien du revenu ou les échelles de salaires fondent leurs décisions sur une reconnaissance explicite des répercussions que ces dernières auront sur la famille, à savoir si elles resserreront ou diminueront les liens familiaux.

Les dispositions du projet de loi C-70 peuvent sembler modestes et ne constituer tout au plus qu'un effort compréhensible pour diminuer les dépenses et partant limiter le déficit qui inquiète tous les Canadiens. Toutefois, considéré dans le contexte des tendances historiques qui ont diminué le rôle primordial des familles dans notre société et la place importante que les familles veulent dans les attentes de nos citoyens, j'ai peur que le projet de loi C-70 puisse être reconnu comme un nouveau pas vers l'érosion de l'engagement de notre société envers les parents et les enfants. Ce projet de loi ne vient que s'ajouter à un nombre de facteurs qui compliquent davantage la tâche de ceux qui doivent de terminer s'ils sont en mesure d'assumer les responsabilités émotives psychologiques, éducatives et financières qui font partie de la vie familiale.

J'ai bien peur également que le projet de loi C-70, au lieu de se révéler une solution à quantité de problèmes angoissants ne devienne plutôt qu'une nouvelle source d'angoisses et de problème que les parents doivent régler quotidiennement; qu'il s'agisse du budget familial, du manque de services de garderie accessibles et correspondant à leurs moyens, de compressions budgétaires dans les programmes de l'enseignement et dans les services sociaux, etc.

Ce sont les familles qui sont aux prises aujourd'hui avec les problèmes sociaux les plus graves: la pauvreté et les familles monoparentales.

En Amérique du Nord, la plupart des personnes et des familles faisant appel à des organismes pour régler des problèmes liés à l'abus des stupéfiants et de l'alcool, les sévices infligés aux femmes et aux enfants, les conflits en ce qui concerne les rôles sexuels, les dépressions et autres échecs familiaux, sont en chômage, sont sous-employés, vivent dans l'insécurité financière et sont endettées.

La clientèle de la *Family Service Association of Metropolitan Toronto* est surtout composée de familles qui recourent à des services familiaux. Quarante pour cent des 10 000 personnes et familles que dessert cet organisme annuellement font état de revenus inférieurs à 30 000 \$ par an. Cinquante-sept pour cent de ces familles de Toronto essaient de joindre les deux bouts avec un revenu annuel de moins de 18 000 \$.

Le projet de loi C-70, par cette désindexation partielle des allocations familiales propose de modifier en profondeur un petit élément de ce que nous en sommes venus à appeler le filet de la sécurité sociale. Depuis de nombreuses années, l'Institut Vanier de la famille reconnaît le besoin d'intégrer, de regrouper et de simplifier les programmes fédéraux, provinciaux et municipaux qui visent à garantir le revenu et la sécurité sociale des Canadiens. Il le fait parce qu'il estime que les objectifs que l'on qualifie de sociaux et d'économiques ne peuvent être pour-

[Text]

sued discretely. However, Bill C-70 proposes to simply weaken one of the threads of the intricate net of security upon which Canadians have come to rely. Thus, it fails to contribute to the creation of an alternative system more suited to the times. Instead, it begins to unravel the fabric of our society without due consideration of the long term and unintended consequences it carries.

Over the past nine months the Vanier Institute of the Family has, along with many other organizations and some 100,000 individuals, asked the Government of Canada to withdraw the legislation that, over time, promises to make the only program of direct and tangible support to Canada's parents worth very little.

In its response to the Minister of Health and Welfare's Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, the Institute expressed the opinion that it still maintains: namely that a proper review of the programs that together make up the child and family benefit system must involve a comprehensive review of the full range of income support and social security provisions, and even more fundamentally, of the relationship between such programs and the principles and operation of Canada's systems of taxation—both personal and corporate.

It may well be that Canadians will, for the immediate future, live with the partial de-indexation of family allowance benefits. Nevertheless, the issues that have come to our attention during the past months of discussion and debate, as prompted by Bill C-70, are fundamental and extend beyond the specific provisions of the act. As such it is a piece of legislation that may now serve best as a catalyst to the much needed reappraisal of public policies from the point of view of Canada's families and children. The challenge of such a reappraisal will we would hope, be assumed at least partially by the recently established Parliamentary Task Force on Child Care as well as on a continuing basis by the Houses of Parliament and their standing committees.

The decisions taken today by parents and prospective parents carry with them longranging consequences. Other countries of the industrialized world—and indeed within our own country the province of Quebec—have acknowledged already that it is time to better support families and to make it easier for parents to assume their responsibilities as both employees and as parents. It remains a mystery why, at this time and in the present circumstances, the Government of Canada chooses to jeopardize the one tangible and direct program that acknowledges, on behalf of Canadians, their appreciation and respect for the contribution made to our society by parents.

I thank you for your attention and would welcome any questions and observations.

**The Chairman:** Thank you very much. Senator Graham, you asked for the floor?

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman. You mentioned some statistics in relation to the projected declining population of Canada. During the hearings before the committee in the other place someone said—and I apologize that I do not have a direct quotation—that the de-indexation of family

[Traduction]

suivis séparément. Le projet de loi C-70 propose toutefois de détendre tout simplement un des fils du filet compliqué de la sécurité sociale sur lequel comptent les Canadiens. Ainsi, il ne propose pas un système de rechange qui conviendrait mieux à notre époque. Il commence plutôt de détruire le tissu de notre société, sans tenir compte des répercussions à long terme et imprévus.

Depuis les neuf derniers mois, l'Institut Vanier de la famille, de concert avec quantités d'autres organisations et quelque 100 000 particuliers, demandent au gouvernement du Canada de retirer le projet de loi qui, à la longue, promet de réduire à peu de choses le seul programme d'aide directe et tangible dont profitent les parents.

Dans sa réponse au document de consultation sur «Les prestations aux enfants et aux personnes âgées» publié par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, l'Institut a exprimé une opinion sur laquelle il ne s'est pas ravisé, à savoir qu'un examen des programmes qui constituent le système des prestations aux enfants et aux familles doit comporter une étude exhaustive de tous les programmes de soutien du revenu et de sécurité sociale et, encore plus fondamentalement, des liens qui existent entre ces programmes, les principes et le fonctionnement des régimes fiscaux canadiens, tant l'impôt des particuliers que celui des sociétés.

Il se peut que les Canadiens, dans l'immédiat, se résignent à la désindexation partielle des allocations familiales. Néanmoins, les questions qui ont été soulevées au cours des derniers mois dans la cadre de discussions et de débats sur le projet de loi C-70 sont fondamentales et vont bien au-delà des dispositions de la loi. Il s'agit là d'une mesure législative qui peut maintenant tout au plus jouer le rôle de catalyseur dans la réévaluation qui s'impose des programmes du gouvernement s'adressant aux familles et aux enfants. Le défi d'une telle réévaluation serait, nous l'espérons, relevé du moins partiellement par le tout nouveau Groupe de travail parlementaire sur les services de garde d'enfant et de façon permanente par les Chambres du Parlement et leurs comités permanents.

Les décisions prises aujourd'hui par les parents et les futurs parents comportent des conséquences à long terme. D'autres pays du monde industrialisé, et en fait dans notre propre pays, la province de Québec, ont déjà reconnu qu'il est temps d'aider davantage les familles et les parents à assumer leurs responsabilités d'employés et de parents. Nous arrivons mal à nous expliquer pourquoi, à notre époque et dans les circonstances actuelles, le gouvernement du Canada choisit de compromettre le seul programme tangible et direct qui reconnaît, au nom des Canadiens, la contribution que nos parents apportent à notre société.

Je vous remercie de votre attention et je serai heureux de répondre à vos questions.

**Le président:** Merci beaucoup. Sénateur Graham, vous avez demandé la parole?

**Le sénateur Graham:** Merci, monsieur le président. Vous avez cité quelques statistiques concernant la diminution prévue des naissances au Canada. Au cours des audiences devant le Comité de l'autre endroit, quelqu'un a dit—et je m'excuse de ne pouvoir citer exactement les paroles de cette personne—que



## [Text]

allowances would discourage people from having more children. Do you agree with that? Is that an accurate statement?

**Mr. Glossop:** It would be very nice if we could come to conclusions like that. First of all I think one has to realize that the size of the family allowance is hardly enough to convince somebody to have a child or not to have a child. One of the things that are important to recognize is that our family allowances are relatively small—perhaps 10 per cent of the cost of raising a child on an annual basis, although I draw that out of the air because that kind of research is not readily available to us. The most accurate estimates would suggest that it costs \$3,000 to \$4,000 a year to have a child. We are not talking anything like that in terms of the annual value of family benefits.

The decision of people to have children and assume those responsibilities involves a great many factors. It strikes me that there are many trends and tendencies in our society that do not make it easy for prospective parents to decide to have children. This is simply, as I suggested, one more factor, one more circumstance, that suggests to prospective and present parents that, as a society, we do not really wish to support and acknowledge their work, from which we all benefit in a substantial way. I suggest that it is certainly a symbolic suggestion of an erosion of our commitment to parents and the work they do.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, there was one lady, representing the Confédération des Syndicats Nationaux, who was talking about the universality of social programs in Canada. Perhaps I should go back and quote the minister, Mr. Epp, who, in his discussion paper published in January 1985 regarding universality, said that the principle of universality is fundamental to our social security net and its integrity must not and will not be called into question.

The lady whom I talked about from the Confédération des Syndicats Nationaux said that even if a so-called universal program is not actually eliminated, its scope may be so much diminished that it becomes a mere hollow shell to all intents and purposes.

There were those before us yesterday who expressed a fear that, indeed, the universality of social programs was in danger. Would you care to comment on that?

**Mr. Glossop:** I would agree and I would share her concern although I have not tried to speak specifically about the question of universality in the presentation we have made. I will try to address the question indirectly.

Social policies have a number of objectives. It strikes me that, in the debate over the partial de-indexation of family allowances, the majority of our attention has been directed to the anti-poverty objectives of social policy, with which I would tend to agree. I would not suggest by any means that there is an adequate distribution or redistribution of resources in this society.

## [Traduction]

la désindexation des allocations familiales n'inciterait pas les gens à mettre au monde d'autres enfants. Êtes-vous d'accord sur ce point?

**M. Glossop:** Ce serait très bien de pouvoir en venir à des conclusions comme celle-là. Premièrement, je crois qu'il faut se rendre compte que le montant des allocations familiales suffit très difficilement à convaincre quelqu'un d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. Ce qu'il faut notamment reconnaître c'est que le montant de nos allocations familiales est assez peu élevé, 10 p. 100 peut-être des dépenses consacrées annuellement à un enfant, même si je ne puis appuyer ces chiffres sur aucune donnée statistique. D'après les prévisions les plus avisées, les parents consacrent entre 3 000 et 4 000 \$ par an à un enfant. Ces chiffres sont sans rapports avec la valeur annuelle des prestations.

La décision de mettre des enfants au monde et d'assumer les responsabilités qui en découle comporte un grand nombre de facteurs. J'ai l'impression qu'un grand nombre de tendances dans notre société compliquent la tâche des futurs parents lorsqu'il leur faut décider d'avoir ou non des enfants. C'est simplement, comme je l'ai déjà dit, un facteur de plus, une circonstance de plus, qui laisse supposer aux parents futurs et actuels qu'en tant que société nous ne voulons pas vraiment appuyer ni reconnaître leur travail dont nous profitons tous largement. Il faut certainement y voir une érosion de notre engagement envers les parents et le travail qu'ils accomplissent.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, une dame représentant la Confédération des syndicats nationaux a parlé de l'universalité des programmes sociaux au Canada. Je devrais peut-être revenir en arrière et citer le ministre M. Epp qui, dans son document de consultation publié en janvier 1985, a déclaré ce qui suit en ce qui concerne l'universalité: Le principe de l'universalité est le fondement de notre filet de sécurité sociale. Son intégrité ne doit pas être remise en question et ne le sera pas.

La représentante de la Confédération des syndicats nationaux à qui j'ai parlé a déclaré que même si l'on ne supprime pas vraiment ce qu'on appelle un programme universel, il est probablement possible d'en diminuer la partie au point qu'il devienne pour ainsi dire une simple coquille vide.

Des témoins que nous avons entendus hier ont exprimé la crainte que l'universalité des programmes sociaux soit bel et bien en danger. Avez-vous des commensaux à faire à ce sujet?

**M. Glossop:** J'en conviens avec elle et je partage son inquiétude même si je n'ai pas essayé de parler précisément de l'universalité dans mon exposé. J'essaierai d'en parler indirectement.

Les programmes sociaux visent un certain nombre d'objectifs. J'ai l'impression que dans le débat sur la désindexation partielle des allocations familiales presque toute notre attention a été dirigée vers les objectifs de lutte contre la pauvreté de la politique sociale avec lesquels j'aurais tendance à être d'accord. Je ne prétendrais pas de quelque façon que les ressources sont adéquatement réparties dans notre société.

[Text]

At the same time, there are other objectives to social policy which are, in a sense, disappearing in the public debate as well as in the parliamentary debate. That is why I have suggested that the principle of horizontal equity should be recognized as the primary objective of the family allowance program and that questions of vertical equity having to do with the redistribution of income among income groups, really should be addressed through other kinds of income-distribution mechanisms, such as the child tax credit.

If I may refer to the witnesses preceding us, we have strongly supported a fully-indexed family allowance program. I would not, however, suggest at this point in time that all income transfers should be made on the basis of a family allowance program. I would suggest, as other groups have suggested, that we need to maintain child tax credits and other kinds of income-distribution programs in order to address the needs of those in most dire circumstances.

**Senator Graham:** I would like to mention the possibility of a means test, which has been discussed at various levels of government for many years. It has been the topic of conversation among groups who have appeared before us and other groups as well. We hear that there is a "stigma" attached to a means test. Then there is the other aspect, which is told to us by people in various departments, concerning the cost of administering the means test program, and it has been suggested that this cost would be far greater than maintaining universality. How do you feel about that?

**Mr. Glossop:** I would agree. For a number of ethical reasons, I think the universality of a program is good; in other words, the question of stigma is real.

Means tests are very expensive to administer and address only one-half of that equation of social policy objectives that I have suggested. Means tests are basically oriented toward the anti-poverty provisions of our social policies. The universality of the family allowance program, however, has objectives that extend beyond that.

Actually, I think the family allowance program is an excellent example—perhaps the only available one—of a program that effectively addresses both horizontal and vertical equity at the same time by virtue of the fact that the benefits are taxable. Many other countries have used the Canadian program as a model. We seem to be set on dismantling it or, at least, jeopardizing and weakening it. That strikes me as curious.

**Senator Graham:** Yet, we have heard from many people who say there should be a means test. I refer to a favourite phrase of the Prime Minister in days gone by when he was talking about income tax and corporate tax and that sort of thing and he cited the example of the president of a bank who earns \$500,000 a year. How do you feel about the fact that any individual who is making a large amount of money should get the same benefit with respect to family allowance as somebody who is on the borderline of poverty or below the poverty line?

[Traduction]

En même temps, la politique sociale comporte d'autres objectifs qui, dans un certain sens ne sont pas abordés ni dans le débat public ni dans le débat parlementaire. C'est la raison pour laquelle j'ai suggéré que le principe de l'équité horizontale soit reconnu comme étant le principal objectif du programme d'allocations familiales et que les questions d'équité verticale concernant la répartition des revenus entre les différents groupes devraient être réglées par le biais d'autres mécanismes comme le crédit d'impôt-enfant.

Si je puis faire allusion aux témoins qui nous ont précédés, nous avons accordé fermement notre appui à un programme d'allocations entièrement indexé. Je ne crois toutefois pas pour l'instant que tous les transferts de revenus devraient être effectués en se fondant sur un programme d'allocations familiales. Je suis d'avis comme d'autres groupes qu'il nous faut conserver les crédits d'impôt-enfant et les autres programmes de répartition des revenus pour répondre aux besoins des plus désespérés.

**Le sénateur Graham:** Je voudrais parler de l'examen des moyens financiers, question qui a fait l'objet de discussions à divers paliers du gouvernement pendant de nombreuses années. Certains des groupes qui ont comparu devant nous, et d'autres, ont également soulevé cette question. D'aucuns disent que cet examen est humiliant. Il y a ensuite l'autre aspect dont il faut tenir compte, d'après les fonctionnaires de divers ministères, soit les frais d'administration du programme. On a laissé entendre qu'il en coûterait beaucoup plus de procéder à un examen que de maintenir l'universalité du programme. Qu'en pensez-vous?

**M. Glossop:** Je suis d'accord. Je crois que le principe d'universalité du programme est bon, pour certaines raisons morales; autrement dit, ce sentiment d'humiliation est réel.

Les examens des moyens financiers sont onéreux et, encore une fois, ne touchent qu'une partie des objectifs de la politique sociale que j'ai proposés. Les examens des moyens financiers ont trait, en fait, aux dispositions de nos politiques sociales qui s'attaquent à la pauvreté. L'universalité du programme d'allocations familiales, toutefois, vise des objectifs qui vont plus loin.

En fait, je crois que le programme d'allocations familiales est un excellent exemple—peut-être le seul qui existe—d'un programme qui parvient à assurer à la fois l'équité horizontale et verticale, compte tenu du fait que les prestations sont impossibles. De nombreux autres pays se sont inspirés du programme canadien. Nous semblons décider à le faire disparaître ou, du moins, à le compromettre et à l'affaiblir, ce que je trouve curieux.

**Le sénateur Graham:** Néanmoins, beaucoup nous ont dit qu'il faudrait procéder à un examen des moyens financiers. Je fais allusion à une des phrases qu'auraient bien prononcé le Premier ministre, dans le passé lorsqu'il parlait de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés, etc., et qu'il citait l'exemple du président de banque qui gagne 500 000 dollars par an. Croyez-vous qu'il est juste qu'une personne qui gagne beaucoup touche des allocations familiales au même titre qu'une personne qui se trouve à la limite du seuil de la pauvreté ou qui se situe au-dessous de celui-ci?



[Text]

**Mr. Glossop:** The way to address that is through a thorough review of the taxation system and all of its exemptions, which we have not yet seen undertaken in Canada.

I am also puzzled, quite frankly, by the fact that, among all of the regressive exemptions that are part and parcel of the Income Tax Act, the only exemption that was altered in the May 1985 budget was the child exemption. I admit that is a regressive exemption, but it strikes me as curious that the one exemption we choose to touch on is the one that touches on families and children. There are other ways to go about addressing that same concern, but they require a thorough review of all the exemptions.

**Le sénateur David:** Monsieur le Président, je m'excuse de ne pas poser beaucoup de questions. Étant administrateur de la Fondation Vanier, je pense que mes remarques pourraient être mal interprétées. Cependant, sachant la quantité des recherches faites sur la famille, sachant que c'est une institution qui fait en même temps la promotion de la famille et qui fait également de la recherche pour essayer d'améliorer le sort des familles, je pense qu'on n'a pas tellement répondu à cette question du dilemme dans lequel nous sommes, depuis ce matin, quant à un équilibre entre l'universalité, l'impôt et les exemptions.

Je pense qu'il nous faut trouver une juste mesure. Je me demande ce que les représentants de l'Institut Vanier pourraient nous suggérer, face à cette diminution des allocations familiales, laquelle est compensée, pour les familles les plus pauvres par des crédits d'impôt majorés, et pour certaines autres, par l'exemption. J'aimerais savoir s'il n'y a pas quand même un équilibre favorable aux familles qui en ont le plus besoin et quelles sont leurs opinions à ce sujet?

**Mr. Mirabelli:** I think they are applied in the statement that was presented to you. We are convinced that we are losing sight of one objective in favour of the money part of the equation. We are losing sight of the social objective.

As my colleague indicated, it is very clear that there is an issue in terms of the federal budget which has to be looked at. I do not think Canadian families are blind to that fact. However, I think the time has come when we ought not to be looking at a particular thread of the cloth. The time for that review of the overall taxation system and social program is indicated.

If I may comment, I would suggest that we can learn a few things from the exercise that was undertaken in the Province of Quebec of looking at a prospective family policy.

One of my responsibilities was to travel and shadow the process in Quebec so as to hear what the Quebecers, themselves, had to say about the reasons why they were having children or not having children, whether, in their view, their families are as strong today as they were 20 years ago, and so on. Ironically, although money was part of the issue, it was secondary to other aspects. First and foremost, there was the requirement to recognize and to acknowledge the value of families in our society. Secondly, there was the requirement to adjust the institutional patternings which surrounded the family, whether they involved the matter of employment or the place of employment, in such a way as to be flexible enough to meet

[Traduction]

**M. Glossop:** Je crois que, pour régler ce problème, il faudrait procéder à un examen complet du régime fiscal et de toutes les exemptions qu'il offre, chose qui n'a jamais été faite au Canada.

Je suis également préoccupé par le fait que parmi toutes les exemptions rétrogrades qui font partie de la Loi de l'impôt sur le revenu, la seule qui a été modifiée dans le budget présenté en mai 1985 est l'exemption d'impôt au titre des enfants. Je reconnais que cette exemption est rétrograde mais je trouve curieux que l'on s'attaque à l'exemption qui s'applique aux familles et aux enfants. Il y a d'autres façons de résoudre ce même problème, mais pour cela il faudrait examiner à fond toute les exemptions offertes.

**Senator David:** Mr. Chairman, excuse me for not asking a lot of questions, but being a director of the Vanier Institute, I think that my remarks might be misinterpreted. However, knowing the quantity of research done on the family, because this is an institution which at the same time promotes the family, and also carries out research to try to improve the situation of families, I believe that we have not satisfactorily responded to the question of the dilemma in which we find ourselves, at least since the hearings of this morning, of a balance between universality and taxation, and between exemptions.

I believe that what we must do here is find a happy medium, and I wonder what the representatives of the Vanier Institute might suggest, given this decrease in family allowances, which is offset for the poorest families by increased tax credits, and for some by the exemption, if there is not in the end a balance which is favourable to the families that need it most, and what are their opinions on this subject?

**M. Mirabelli:** Je crois qu'ils figurent dans l'énoncé qui vous a été présenté. Nous sommes en train de perdre de vue un des objectifs, soit l'objectif social, en ne tenant compte que des répercussions financières.

Comme l'a indiqué mon collègue, il est clair que cette question doit être abordée dans le budget fédéral. Je ne crois pas que les familles canadiennes soient aveugles. Toutefois, je ne crois pas que (illisible). Il est temps d'examiner l'ensemble du système fiscal et le programme social.

Je crois que nous pouvons tirer quelques leçons de l'étude qu'a effectuée le Québec en vue de mettre au point une politique familiale.

J'étais chargé, entre autres, de voyager au Québec et de suivre les progrès de l'étude, d'écouter ce que les Québécois avaient à dire, pourquoi ils voulaient ou non avoir des enfants, si, à leur avis, les familles étaient aussi unies aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a vingt ans, etc. Chose étrange, l'argent, même s'il faisait partie de la question, était relégué au second plan. Il fallait d'abord et avant tout reconnaître le rôle important que jouent les familles dans notre société. Deuxièmement, il fallait adapter les conditions dans lesquelles vivait la famille, que ce soit l'emploi ou le lieu de travail, pour les rendre assez souples afin qu'elles puissent répondre aux besoins des familles au fur et à mesure que les circonstances évoluent. Il s'agit d'un

## [Text]

the needs of families as their circumstances change. That is a pretty tall order. It means that almost every form of government policy—not just Bill C-70 but legislation dealing with housing, taxation, employment and almost everything—must have the basis or perspective of the family.

The real cry from Quebecers called for the acknowledgement of their roles, their responsibilities and their contributions, as families, to society. Minimally, finances are involved, but they are not the only thing. I think that, regardless of the result of the green paper and, subsequently, the white paper—which we have not yet seen—it was an incredible experience for Canadian families to really be heard in terms of how their guts are hurting, and that does not simply involve family allowances. The family allowance becomes problematic because it is symbolic—it is symbolic of a rejection or a diminution of the value that we place on our social relationships. It is a confirmation of a certain isolation.

**Mr. Glossop:** I might add that, while it is symbolic for certain elements of the population, it is very real for the poorer elements of the population. Cutting back a dollar or two a week means one less litre of milk, and so forth.

**Senator David:** Yes, but that cut will be compensated by an increase by way of the child tax credit.

**Mr. Glossop:** I would suggest, senator, that that is only partially the case. By 1990, the entire child benefit program will have \$600 million withdrawn from it.

**Senator David:** That is in six years, however. Things may change in six years; we never know.

**Mr. Glossop:** The only thing that I am concerned about is the lowering of the age at which one is no longer eligible for the child tax credit. There is a bit of an illusion in our society. We talk about the poor and have all sorts of debates about what are the low income cutoffs, to use a euphemism, or what are the poverty lines, to use the other phrase. The assumption seems to be that, if a family is not below the poverty line, it is somehow well off. That is simply not the case. I am afraid that the current collection of proposals, not just in Bill C-70 but in Bill C-84 as well, implies a withdrawal of a fairly substantial amount of support to those families that do not fall under the poverty line but are probably existing on below average family incomes. I would suggest that the average family income would be \$36,000 per year. There is a large number of near poor, as David Roth calls them, in our society. I think that the current proposals put forward in Bill C-70 and in Bill C-84 are not likely to contemplate an increase in the number of people who will ultimately fall below those low income cutoff lines. That is another concern.

**Senator Marshall:** Mr. Chairman, I should like to commend the representatives of The Vanier Institute of the Family for a well-documented brief. If anybody ought to do a study in child care, I think that these people should.

## [Traduction]

travail considérable. Cela veut dire que toutes les politiques du gouvernement—non seulement le projet de loi C-70 mais les lois qui portent sur le logement, l'impôt, l'emploi et tout le reste—doivent avoir, comme point de départ, la famille.

En fait, les Québécois exigeaient que leurs rôles, leurs responsabilités et leurs contributions, en tant que familles, à la société soient reconnus. La question des finances entre en ligne de compte, mais ce n'est pas le seul facteur. Quels que soient les résultats qui découleront du Livre vert et ensuite le Livre blanc—que nous n'avons pas encore vu—je crois que le fait de pouvoir exprimer leurs doléances, et cela ne s'applique pas seulement aux allocations familiales, s'est avéré une expérience incroyable pour les familles canadiennes. Les allocations familiales posent un problème parce qu'elles symbolisent le rejet ou le peu d'importance que nous accordons à nos relations sociales. Elles confirment un certain isolement.

**M. Glossop:** Bien qu'il s'agisse d'un problème symbolique pour certaines classes de la population, il s'agit d'un problème très réel pour les plus démunis. Le fait d'enlever un dollar ou deux par semaine signifie qu'on devra se contenter d'un litre de lait de moins, etc.

**Le sénateur David:** Oui, mais cette réduction sera compensée par une augmentation du crédit d'impôt-enfant.

**M. Glossop:** Pas tout à fait, sénateur. D'ici 1990, 600 millions de dollars auront été retranchés du programme de prestations au titre des enfants.

**Le sénateur David:** Mais ce n'est que dans six ans. Les choses peuvent changer d'ici là.

**M. Glossop:** Tout ce qui m'inquiète, c'est que l'en ait abaissé l'âge auquel une personne ne devient plus admissible au crédit d'impôt-enfant. Notre société se fait quelques illusions à ce sujet. Nous parlons des pauvres et nous avons toutes sortes de discussions au sujet des seuils de faible revenu, pour employer un euphémisme, ou des seuils de la pauvreté, pour employer une autre expression. On a l'impression que la famille qui ne se trouve pas au-dessous du seuil de la pauvreté vit assez bien, ce qui n'est pas le cas. Je crains que l'ensemble des propositions que contiennent non seulement le projet de loi C-70 mais également le projet de loi C-84 signifient que les familles qui ne se trouvent pas au-dessous du seuil de la pauvreté mais dont le revenu familial se situe probablement au-dessous de la moyenne perdront une part considérable d'argent. Je crois que le revenu familial moyen est de 36 000 dollars par an. Il y a un grand nombre de personnes dans notre société que l'on pourrait appeler des quasi-pauvres, pour reprendre les mots de David Roth. Je crois que les projets de loi C-70 et C-84 ne prévoient sans doute pas que le nombre de gens qui se retrouveront à la longue au-dessous du seuil de la pauvreté augmentera. Ça, c'est une autre question.

**Le sénateur Marshall:** Monsieur le président, je voudrais féliciter les représentants de l'Institut Vanier de la famille de nous avoir présenté un mémoire bien documenté. Si quelqu'un devait faire une étude sur la garde des enfants, je crois que ce serait eux.



[Text]

**Mr. Glossop:** We would certainly like to have the resources to do so, senator.

**Senator Marshall:** The witnesses have said that the Vanier Institute has regular contact with some 10,000 individuals and organizations representing, among others, the interests of researchers, policy-makers, educators, family service providers and family members. I would ask them to take a moment to tell us what other aspects of the family service they look at.

**Mr. Glossop:** If I outline our primary preoccupations at the moment, that will address one of Senator Marsden's concerns as well, I think. We are hoping to undertake a major study called "Where Have All the Children Gone?", which is a study of fertility and demographic change in Canada. Honourable senators may know that we have now figured out that the population is aging. We have looked at the upper end of the age scale, but the population only ages when two factors come into play at once; namely, longer life spans for the older segment of the population, and, at the younger end, the fact that nobody is having any kids. We think it is time to broaden that public discussion. We want to undertake this major study on "Where Have All the Children Gone?".

We have other preoccupations with respect to questions of family law. As honourable senators know, the recent Divorce Act of the federal government, as well as all of the provincial legislation with regard to corollary relief and property division, are other areas of our concern. On a more *ad hoc* basis, we are able to respond to various kinds of legislative initiatives at the federal and provincial levels of government. We work as a resource, more than anything, to local and regional groups, by way of providing them with research background, identifying for them pertinent materials, serving as a speakers' bureau, and so on. That is what takes us out into the various regions of Canada and frequently puts us into direct contact with people who actually work in the field of family services.

**Senator Marshall:** On the matter of aging, I would like to smuggle in one quick comment. Through my association with veterans' affairs I have found that, in the year 2010, there will still be 84,000 veterans—they are young men now—and the amount of money allotted to them is decreasing on the basis of a couple of hundred thousand dollars a year, which is alarming. I merely wanted to point that out in case, in your study, you wish to use that information.

**Mr. Glossop:** Thank you. To carry on, I might suggest that it is through our publications program and our publication entitled "Transition", which is published on a quarterly basis, that we have had the widest outreach to Canadians. That is the means by which we have regular contact with around 10,000 individuals and organizations. Our documents are published and distributed to that audience.

**Senator Marshall:** You state, at the bottom of page 6 of your brief, that the Vanier Institute of the Family has identified the need for the integration, consolidation and simplification of the federal, provincial and municipal programs that

[Traduction]

**M. Glossop:** Nous aimerions certainement avoir les ressources nécessaires pour le faire, sénateur.

**Le sénateur Marshall:** Les témoins ont dit que l'Institut Vanier entretient des contacts avec quelque 10,000 personnes et organisations qui représentent, entre autres, les intérêts des attachés de recherches, des élaborateurs de politique, des éducateurs, des responsables des services familiaux et des membres de famille. Je voudrais qu'ils prennent quelques instants pour nous parler des autres aspects du service familial dont ils s'occupent.

**M. Glossop:** Les principales préoccupations que nous avons à l'heure actuelle rejoignent une de celles formulées par la sénatrice Marsden. Nous espérons entreprendre une étude importante intitulée «Where Have All the Children Gone?», qui porte sur la fécondité et les changements démographiques au Canada. Les honorables sénateurs savent peut-être que la population vieillit. Nous avons examiné la tranche supérieure de la pyramide des âges et avons trouvé que la population ne vieillit que lorsque deux facteurs entrent en ligne de compte: à savoir une durée de vie plus longue pour les personnes âgées et, en ce qui concerne les jeunes, le fait que le taux de naissances est nul. Nous croyons qu'il est temps d'approfondir la question. C'est pourquoi nous voulons entreprendre cette étude majeure.

Nous avons d'autres préoccupations en ce qui concerne le droit familial. Comme les honorables sénateurs le savent, la Loi sur le divorce qui a été adoptée récemment par le gouvernement fédéral, ainsi que les mesures législatives provinciales qui ont trait à l'ordonnance de soutien accessoire et au partage des biens, sont d'autres questions qui nous inquiètent. Nous sommes en mesure de répondre à diverses initiatives législatives entreprises aux paliers fédéral et provincial. Nous servons de centre de ressources, plus que tout autre, aux groupes régionaux et locaux, en leur fournissant des renseignements, les documents qui peuvent leur être utiles, en agissant comme porte-parole, etc. C'est ce qui nous permet de visiter les diverses régions du Canada et souvent d'entrer en contact avec des gens qui travaillent dans le domaine des services familiaux.

**Le sénateur Marshall:** Je voudrais rapidement faire un commentaire en ce qui concerne le vieillissement. Grâce à mes contacts avec le ministère des Affaires des Anciens combattants, j'ai appris qu'il y aura encore, en l'an 2010, 84 000 anciens combattants—they sont jeunes à l'heure actuelle—et l'argent qui leur sera alloué diminue annuellement de deux cents mille dollars environ par an, ce qui est très inquiétant. Je voulais tout simplement vous communiquer ce renseignement au cas où vous voudriez l'utiliser dans votre étude.

**M. Glossop:** Merci. Je voudrais ajouter que c'est par le biais de nos brochures et de notre publication intitulée «Transition», qui paraît tous les trois mois, que nous avons réussi à rejoindre le plus grand nombre de Canadiens. C'est de cette façon que nous restons en contact avec quelque 10 000 personnes et organisations. Ces documents sont publiés et leur sont distribués.

**Le sénateur Marshall:** Vous dites, à la page 6 de votre mémoire, que l'Institut Vanier de la famille s'est rendu compte qu'il est nécessaire d'intégrer, de regrouper et de simplifier les programmes fédéraux, provinciaux et municipaux pour assurer

[Text]

attempt to guarantee the income and social security of Canadians. I think that everybody has tried to do that for many years. It is a very difficult job, indeed. You then go on to say that the so-called social and economic objectives cannot be pursued discretely. By that, I think you are agreeing with the idea that it will not be one program but a conglomeration of many which could bring this about.

**Mr. Glossop:** Absolutely.

**Senator Marshall:** You then put forward what I feel constitutes a slight contradiction. You say that Bill C-70—which some may feel is part of that overall conglomeration—proposes to weaken one of the threads of the net of security upon which Canadians have come to rely. I agree with you, but could you explain what you mean at page 8, where you state:

It remains a mystery why, at this time and in the present circumstances, the Government of Canada chooses to jeopardize the one tangible and direct program that acknowledges, on the behalf of Canadians, their appreciation and respect for the contribution made to our society by parents.

Can you tell me what you have in mind when you say that, on the one hand, it is part of the overall conglomeration of programs we should look at and, then, on the other hand, you say that it is destructive?

**Mr. Glossop:** The institute has long recognized that progressive change is needed with regard to the design of our overall social policy. We would like to see a more thorough review. What we are saying more than anything else is that we are happy to entertain the possibility of changing the family allowance program, but it is premature to do so until we analyze thoroughly its objectives within the context of the entire range of social and economic programs to which it is tied. There are unintended and unforeseen consequences of simply taking one small program and adding to it or reducing it a little. We should not be so hasty. The program has served us for more than 40 years. It has certain objectives which have been largely forgotten. I think those objectives should be built into whatever new system of social economic policy we have. By that, I mean both horizontal and vertical equity.

Our support for the fully-indexed program, as it has existed to this time, is a defence of it until we can undertake a more thorough review of all the measures of income distribution, social support and the relationship of these measures to our taxation system. This is one of the great merits of the Minister of National Health and Welfare's blue discussion paper of some months ago. That highlighted that there was a relationship between those expenditures and, on the other hand, our economic incentives and expenditures through the taxation system.

Unfortunately, in my opinion, that debate then became quickly narrowed to a couple of options in a blue paper as to the question of universality which is an important question, but the public debate was not handled very well. It became very confusing.

I am not sure that I see a contradiction; in fact, I do not. I think there is a general range of programs, all of which need to

[Traduction]

la sécurité financière et sociale des Canadiens. Tout le monde a essayé de le faire pendant de nombreuses années. C'est, en fait, une tâche très difficile. Vous dites ensuite que les objectifs économiques et sociaux ne peuvent être atteints séparément. Vous êtes donc d'accord pour dire qu'il faudra non seulement un mais plusieurs programmes pour atteindre cet objectif.

**M. Glossop:** Absolument.

**Le sénateur Marshall:** Je note ensuite une légère contradiction dans vos propos. Vous dites que le projet de loi C-70—dont certains croient qu'il fait peut-être partie de cet ensemble de programmes—propose d'affaiblir le filet de sécurité sur lequel comptent les Canadiens. Je suis d'accord avec vous, mais pourriez-vous m'expliquer ce que vous voulez dire par la phrase suivante qui figure à la page 8 de votre mémoire:

On se demande pourquoi, à ce moment-ci et compte tenu des circonstances actuelles, le gouvernement canadien décide de compromettre le seul programme concret et direct qui reconnaît, au nom des Canadiens, le respect qu'ils témoignent à l'égard de la contribution des parents à la société.

Pouvez-vous m'expliquer ce que vous entendez par là lorsque, d'une part, vous dites que nous devons examiner l'ensemble des programmes et, d'autre part, que cette mesure est destructive?

**M. Glossop:** L'Institut reconnaît depuis longtemps que des changements progressifs s'imposent au chapitre des méthodes utilisées pour élaborer notre politique sociale globale. Nous voudrions qu'un examen plus approfondi prenne place. En gros, nous sommes heureux d'avoir la possibilité de changer le programme d'allocations familiales, mais il est prématuré de le faire sans d'abord avoir analysé profondément ses objectifs en regard à l'ensemble des programmes sociaux et économiques auxquels il est lié. Le fait de prendre un petit programme et d'accroître ou de diminuer les fonds qui y sont affectés entraîne des conséquences inattendues. Il ne faut pas hâter les choses. Ce programme existe depuis 40 ans. Certains de ses objectifs ont été largement oubliés, de sorte qu'ils devraient être inclus dans toute nouvelle politique économique et sociale. Je fais allusion à l'équité horizontale et verticale.

Nous continuerons d'appuyer la pleine indexation jusqu'à ce que nous ayons eu le temps d'examiner de façon approfondie toutes les mesures ayant trait à la répartition du revenu et à l'aide sociale ainsi que les liens qui existent entre ces mesures et le régime fiscal. C'est là un des points forts du document d'étude qu'a présenté il y a quelques mois le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Ce document mettait en lumière les liens qui existaient, d'une part, entre ces dépenses et, d'autre part, entre les encouragements fiscaux et les dépenses effectuées par l'entremise du régime fiscal.

Malheureusement, à mon avis, la discussion a été ramenée trop tôt à quelques options offertes dans le Livre bleu, comme la question de l'universalité, qui est très importante; toutefois, le débat public n'a pas été mené avec efficacité. Il y a eu beaucoup de confusion.

Je ne sais pas s'il y a vraiment contradiction. En fait, je n'en vois aucune. Il existe toute une gamme de programmes qui doi-



[Text]

be renewed and overhauled, but we should not change this one small part until we understand what the full range of consequences will be, some of which are demographic.

**Senator Marshall:** Over the past 20 years, there have been countless task forces, commissions and organizations springing up dealing with health care in order to present the government with the thoughts on the welfare system from various provinces and on different programs. Do you think this parliamentary task force of which you were speaking will do any more than any other task force has done?

**Mr. Glossop:** You are almost asking me for a comment on the efficacy of official governmental task forces, and I am not sure I want to give you my full opinion on that.

**Senator Marshall:** I would probably agree with you. What are you suggesting that we do now? Probably next year a senator or a member of the House of Commons will suggest that a task force be set up to study child care. This will probably result in someone suggesting a joint committee on child care.

**Mr. Glossop:** Some months ago, Peter Gzowski said, when talking about child health care, that, when he left in the morning some 10 years ago, we were talking about this and nothing has changed. It is frustrating.

Earlier, my colleague mentioned the process in Quebec which issued forth in a green paper on family policy. I would suggest that that attempted to use the notion of family as an integrative concept and as an approach through which the whole variety of these social and economic policy issues could be addressed. I support that. I am glad to see that provincial initiative which says that it is about time we started to look at things from the point of view of family when assessing our policies.

I know that, in the present climate, many people have profound ideological reservations about suggesting that the family is the cornerstone or the keystone of society. At the same time, I think individualism, as we have pursued it so far, has basically run its course although there are still objectives which need to be fulfilled and watched over. However, I also think there is now a recognition that it is time to move to the second stage and to recognize that people's individual interests can only really be served when we pay attention to the relationships that they establish and to which they wish to commit themselves. That is what policies based solely on the notion of the individual have not been able to do.

Therefore, I would suggest that this initiative in Quebec, which has suggested that there is a group concept—family—talks not just about a collection of individuals as a family; it talks about how families are more than just the sum of their parts. It is an interesting initiative and experiment on behalf of a government at the present time. There is no doubt that it is filled with danger, but I think it is worth the danger. I think it may be the only effective way to begin to put some order and cohesiveness to all of the competing demands, anxieties and sentiments people are feeling, economic and social.

[Traduction]

vent tous être réexaminés et mis à jour, mais nous ne devrions pas changer cet aspect-ci du programme avant d'avoir bien compris les conséquences que ces changements peuvent entraîner, dont certaines sont démographiques.

**Le sénateur Marshall:** Au cours des 20 dernières années, de nombreux groupes de travail, commissions et organisations ont été formés pour étudier la question des soins de santé et présenter au gouvernement le point de vue de diverses provinces concernant l'assurance-chômage et les différents programmes. Croyez-vous que ce groupe de travail parlementaire auquel vous faites allusion sera en mesure de faire quelque chose de plus.

**M. Glossop:** Vous me demandez presque d'évaluer l'efficacité des groupes de travail officiels du gouvernement, et je ne sais pas si je tiens à vous dire ce que j'en pense.

**Le sénateur Marshall:** Je serais probablement d'accord avec vous. Que proposez-vous que nous fassions maintenant? Un sénateur ou un député proposera sans doute l'année prochaine qu'un groupe de travail soit formé pour étudier la question de la garde des enfants. On proposera sans doute qu'un comité mixte sur la garde des enfants soit créé.

**M. Glossop:** Il y a quelques mois, Peter Gzowski a dit que cela fait plus de dix ans que l'on parle de la question la garde des enfants et rien n'a changé. C'est décourageant.

Mon collègue a parlé plus tôt de l'étude entreprise au Québec et qui a abouti à la présentation d'un Livre vert sur la politique familiale. On a tenté d'utiliser le concept intégré de la famille pour aborder l'ensemble des questions ayant trait à la politique économique et sociale. J'appuie cette approche. Je suis heureux de voir qu'une province a trouvé le courage de dire qu'il est temps que l'on commence à envisager les choses du point de vue de la famille au moment d'évaluer nos politiques.

Je sais que, à l'heure actuelle, de nombreuses personnes ont de profondes réserves au sujet du fait que la famille représente la pierre angulaire de la société. Parallèlement, je crois que le principe individualiste, que nous avons utilisé jusqu'à maintenant, ne tient plus bien qu'il reste encore des objectifs à atteindre. Je crois qu'il est temps de passer à la deuxième étape et de reconnaître que les intérêts de chacun ne peuvent être servis que si nous nous intéressons aux liens qu'ils établissent et qu'ils souhaitent respecter. Il s'agit là d'un objectif que les politiques fondées uniquement sur l'individu n'ont su atteindre.

Par conséquent, le livre vert du Québec, qui a laissé entendre qu'il existe un concept de groupe—la famille—traite, non seulement de l'ensemble des individus qui forment une famille mais décrit également comment les familles représentent plus que la somme d'un tout. Il s'agit-là d'une initiative très intéressante de la part d'un gouvernement. Elle présente, sans aucun doute, des dangers mais je crois qu'elle vaut la peine d'être entreprise. C'est peut-être le seul moyen efficace de mettre de l'ordre dans toutes les exigences, anxietés et sentiments contradictoires que ressentent les gens sur le plan économique et social.

[Text]

**Senator Marsden:** I would not disagree with the notion of family if you can tell me what that is, which I do not think anyone has ever been able to do. Also, it raises the question of the role of the state. Even if one agrees with the idea that there is some sort of family unit which one can identify at a particular historical moment, whether the state should be involved in that or whether the state should stay away from it, I think, is a moot point.

That brings me to my first question which relates to the last paragraph in your brief on page 8. It, I suppose, refers to the provincial government's initiatives in the area of family because of the demographics of Quebec. There is this extraordinary group of childless women who do not exist in any other part of the country; yet, probably, provincial support for families and people in Quebec is better than it has ever been in Quebec history.

**Mr. Glossop:** Or anywhere else.

**Senator Marsden:** I do not quite understand what you are getting at in the last paragraph. It obviously does not work as a demographic growth mechanism. Are you saying that the state's role in some kind of symbolic support is significant?

**Mr. Glossop:** Let me clarify one thing. The Province of Quebec has acknowledged that it is time to do something. That is all it has done. At the level of a green paper, it initiated a process, but it has not yet implemented any of the recommendations, so there is no positive demographic policy in place in Quebec at this point in time other than what we have known in terms of its particular variation of family allowances, et cetera.

**Senator Marsden:** I realize that, but, even so, what is available for the support of families from the state is not adequate but is better than it has ever been. Yet, you have that demographic blip which is even unlike the French situation in its longstanding problems. What are you putting together in that paragraph?

**Mr. Glossop:** What I meant to say in that paragraph—and I apologize for its ambiguity—is that the Province of Quebec is now trying to figure out how to address the demographic trends which, at least to the previous Government of Quebec, were of great concern. As you know, demographers have really done good work only in Quebec because, as I have said, the statistic is 1.7 children in Canada and in Quebec it is 1.4. Also, by virtue of some unique cultural objectives which the Province of Quebec has sought to pursue, they recognize that a culture cannot exist without a population to support it. Therefore, they have seen the pertinence of their demographic concerns to some of their other objectives. That is why I think that it became a provincial initiative to pursue the family policy orientation. I would suggest that Canada might also have cultural objectives but as yet has not recognized that those objectives might be jeopardized by its demographic trends.

I want to come back to your other two points. First, what is family? I cannot give you a nice, neat, tidy definition. If forced, I would define family by what it does, rather than by what it looks like. That is where I suggest that families do a lot

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** J'appuierais le concept de la famille si vous étiez en mesure de le décrire, ce que personne n'a été en mesure de faire jusqu'à maintenant. Ce concept soulève également la question du rôle de l'État. Même si l'on s'accorde pour reconnaître qu'ils existe en quelque sorte une unité familiale que l'on peut identifier à un moment donné, que l'État doivent ou non intervenir dans ce domaine est une question hypothétique.

Ce qui m'amène à ma question préliminaire qui porte sur le dernier paragraphe de votre mémoire, à la page 8. Je suppose que ce paragraphe fait allusion aux initiatives prises par les gouvernements provinciaux dans le domaine de la famille en raison de la situation démographique du Québec. La province compte un nombre exceptionnellement élevé de femmes sans enfants, ce qu'on ne trouve pas ailleurs au pays. Néanmoins, la province n'a jamais fourni autant d'aide aux familles et à la population du Québec qu'à l'heure actuelle.

**M. Glossop:** Ou que les autres provinces.

**Le sénateur Marsden:** Je ne sais pas où vous voulez en venir dans le dernier paragraphe. Il est évident que ce mécanisme ne permet pas d'assurer la croissance démographique. Croyez-vous que le rôle symbolique que pourrait jouer l'État est important?

**M. Glossop:** Laissez-moi éclaircir une chose. Le Québec a reconnu qu'il est temps de faire quelque chose. C'est tout ce qu'il fait. La province a entamé un nouveau processus avec son Livre vert mais n'a adopté aucune des recommandations qui y figurent. Il n'existe donc pas de politique démographique concrète à l'heure actuelle au Québec autre que celle que nous connaissons, c'est-à-dire un programme d'allocations familiales qui lui est particulier, etc.

**Le sénateur Marsden:** Je le sais, mais l'aide accordée par l'État aux familles n'est pas seulement adéquate mais supérieure à ce qu'elle a été dans le passé. Et malgré cela, vous avez ce problème démographique qui ne ressemble pas du tout à la situation que connaît la France, avec ses problèmes de longue date. Où voulez-vous en venir dans ce paragraphe?

**M. Glossop:** Ce que j'ai voulu dire dans ce paragraphe—et je m'excuse de son ambiguïté—est que le Québec essaie de trouver des moyens de faire face aux tendances démographiques qui, du moins, préoccupaient beaucoup l'ancienne administration. Comme vous le savez, les démographes ont fait de l'excellent travail au Québec parce que, comme je l'ai dit, les statistiques révèlent qu'il y a 1,7 enfant par famille au Canada, et 1,4 enfant, au Québec. Le Québec, qui s'est fixé certains objectifs culturels unique en leur genre, reconnaît que la culture ne peut exister sans l'appui de la population. Par conséquent, la province s'est rendu compte que ces problèmes démographiques sont liés à certains de ses objectifs. C'est pourquoi la politique familiale est devenue, pour la province, un objectif. Le Canada a peut-être des objectifs culturels mais il n'a pas encore reconnu que ces objectifs risquent d'être compromis par les tendances démographiques qui se manifestent.

J'aimerais revenir aux deux autres points que vous avez soulevés. Premièrement, qu'est-ce qu'une famille? Je ne peux vous donner une définition claire et nette. Si j'étais obligé de le faire, je définirais la famille en me fondant sur le rôle qu'elle



[Text]

of things for Canadian society as a whole—educational responsibilities, economic responsibilities, financial responsibilities, legal responsibilities, et cetera. In terms of state intervention in family, you know very well that you are raising a huge issue. I think that when we talk about the expression of collective sentiments and commitments in modern industrially advanced societies, the only forum for the expression of those interests and sentiments really becomes the state, the government. I am not sure that that is at all an adequate forum in which to express those interests. I think that there are other ways. To some extent, the Quebec initiative acknowledged decentralization—the building of community and neighbourhood supports, et cetera—as the only viable, ethically justifiable and politically realistic way of addressing some of their demographic concerns which were the foundation of their green paper. Before I say no to any kind of state intervention, I want to ask what kind of state intervention are you talking about? Is the state taking over or is it facilitating the emergence of more locally based, regionally based initiatives?

**Senator Marsden:** This topic leads to the central point in your brief, which is very interesting and which I do not believe we have heard before, and that is the question with regard to family wage. The evidence is pretty clear that family allowances were meant to pull women out of the paid labour force and to let veterans in after World War II. At least, according to cabinet documents and so on, the motives were really not as symbolically important as we give them credit for now. You have talked in terms of reviewing the family wage argument, at least on the state side of things, social security and tax the system. I would like to ask you about two things in addition to those items. We are in an extraordinarily historical circumstance. Over 60 per cent of the population is in the denominator of the dependency ratio. That has never happened before and it will probably never happen again. It should be an era of great expansion of social security for that reason, because there are so many wage earners. I would like to know what you think is going on in this area. Second, would you add wage laws, minimum pay equity and so on, to social security and tax reviews as a means of addressing the family wage and, therefore, the support of children?

**Mr. Glossop:** I have pointed out the erosion of the family wage simply as a fact of life. I was not taking a position on it.

**Senator Marsden:** But it is a very large theoretical argument of some considerable importance.

**Mr. Glossop:** That it has happened?

**Senator Marsden:** No, whether or not you look at the family wage as a means of distribution in society.

**Mr. Glossop:** I do not have an answer for you. The days of the family wage have gone and many may say, with a lot of justification, "Thank goodness that they have." They imposed

[Traduction]

joue, et non pas sur sa composition. C'est pourquoi je suis d'avis que les familles jouent un rôle important au sein de la société canadienne en général—responsabilités éducationnelles, économiques, financières, juridiques, etc. Vous savez très bien que vous soulevez une énorme question en parlant de l'intervention de l'État dans la famille. On peut dire que, quand il est question d'exprimer des sentiments et des engagements collectifs dans des sociétés modernes industriellement avancées, la seule tribune qui s'offre, c'est l'État, le gouvernement. Je ne suis cependant pas convaincu que ce soit la tribune la plus appropriée pour exprimer ces intérêts. Je pense qu'il existe d'autres moyens. Dans une certaine mesure, l'initiative québécoise a montré que la décentralisation—la constitution de systèmes de soutien communautaires et de quartiers—est le seul moyen réaliste, à la fois politiquement et éthiquement justifiable et viable, pour traiter de certaines des préoccupations d'ordre démographique qui constituent le point de départ du Livre vert de cette province. Avant de refuser toute forme d'intervention de l'État, je veux savoir à quel genre d'intervention de l'État vous pensez? Est-ce l'État qui prend tout en charge ou se donne-t-il comme but de favoriser l'apparition d'initiatives locales et régionales?

**Le sénateur Marsden:** Nous en arrivons au point central de votre mémoire, qui est du reste très intéressant mais qu'on ne nous avait encore jamais exposé, à ma connaissance. Il s'agit de la question du revenu familial. Il ressort assez clairement qu'à l'origine les allocations familiales visaient à inciter les femmes à quitter le marché du travail rémunéré pour permettre aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale de réintégrer ce marché. Selon les documents du Cabinet et d'autres aussi, les allocations n'avaient pas la valeur symbolique que nous leur attribuons maintenant. Nous avons parlé de l'examen du revenu familial, au moins du point de vue de l'État, de la sécurité sociale et du système fiscal. J'aimerais vous poser deux autres questions à cet égard. Nous vivons un moment tout à fait historique. Plus de 60 p. 100 de la population constitue le dénominateur du rapport de dépendance. C'est une première, qui ne se répétera sans doute jamais. Nous devrions donc vivre une époque de grande expansion de la sécurité sociale, en raison du très grand nombre de salariés. J'aimerais savoir ce qui, à votre avis, est en train de se passer dans ce domaine. Deuxièmement, ajouteriez-vous des lois relatives à la rémunération, des règles d'équité en matière de salaire minimum et ainsi de suite, aux mesures d'examen fiscal et de sécurité sociale afin de traiter de la question du revenu familial, et donc du soutien des enfants?

**M. Glossop:** Je n'ai parlé de l'érosion du revenu familial que pour en mentionner l'existence. Je ne prenais pas position.

**Le sénateur Marsden:** Mais c'est un argument théorique d'une importance considérable.

**M. Glossop:** Le fait qu'il y a eu cette érosion?

**Le sénateur Marsden:** Non, la question de savoir si vous estimez ou non que le revenu familial est un moyen de répartition des richesses au sein de la société.

**M. Glossop:** Je n'ai pas de réponse à vous donner. L'époque où l'on pouvait parler de revenu familial est révolue et nombreux sont ceux qui, à raison, en sont fort satisfaits. On avait

[Text]

and confirmed the economic dependency of certain members of the family on other members of the family. At the same time, the family allowance was by no means an adequate recognition that the family wage had been eroded. For example, the state did not take up the slack in that system. There are ways, though—certainly during the very young years of a child's life—that the state could assume greater responsibility for contributing to the financial and economic well-being of the family unit so that the withdrawal from the labour force of one spouse, male or female, would not cause the problems that it would cause now. There are European examples of how to go about that through ages three, five, seven—whatever you decide arbitrarily you can afford on the basis of your fiscal measures. However, I would not think that it is realistic, nor would I be able to recommend at this point that one should try to go back and legislate wage settlements on the basis of family obligations and responsibilities. Is that an answer to your question?

**Senator Marsden:** Yes, it is, except that you are taking a good capitalist line. The other argument would be that family wage has not disappeared because males' wages are falling. Women's wages are not rising very much but presumably they will rise a little bit. Family wage earning is such now that both parents work but proportionately the family is no better off.

**Mr. Glossop:** By "family wage" I had in mind the payment to one employee of a wage sufficient to support at least two dependents. That has gone. That has disappeared.

**Mr. Mirabelli:** The role of the traditional bread winner.

**Mr. Glossop:** The purchasing power of the Canadian family has been maintained over the last decade only by virtue of the participation of women in the labour force. We now have a majority of families with two wage earners both out of aspiration and, indeed, out of financial and economic necessity. I see that I am running out of time.

**The Chairman:** I wish we had more time because the discussion is a fascinating one. Please finish what you were about to say.

**Mr. Glossop:** I conclude by saying that it is not just people's aspirations for the good life that now issues forth in so many dual wage-earning families. The Canadian economy is fully dependent on dual wage-earning families in order to maintain the purchasing power as the engine of economic growth and also to have a tax base made up of more employees than non-employees. There has been a strong push of people into the labour force and that throws open large questions about whether or not we as a society should rely as heavily as we do today on employment as the primary means for the distribution of access to income, resources and benefits of society. We have lengthy briefs on the subject. I will not presume at this point to try to summarize them.

[Traduction]

imposé et confirmé la dépendance économique de certains membres de la famille à l'endroit d'autres membres de cette famille. Soit dit en passant, les allocations familiales n'étaient certainement pas la bonne façon de reconnaître que le revenu familial avait diminué. Par exemple, l'État n'a pas comblé le vide du système. L'État pourrait, surtout au cours des premières années de l'enfance, prendre les moyens d'assumer une plus grande responsabilité et de contribuer au bien-être économique et financier de la cellule familiale, de manière que le retrait de la main-d'œuvre active d'un des conjoints ne cause pas les difficultés qu'il entraîne actuellement. L'Europe nous offre certains exemples quant à la façon de le faire selon l'âge des enfants (trois, cinq, sept ans); quoi qu'on décide arbitrairement, on peut se le permettre compte tenu des mesures fiscales correspondantes. Toutefois, je ne crois qu'il soit réaliste de recommander, et je ne le ferai pas, qu'on essaie de revenir en arrière en matière de rémunération et de légiférer en tenant compte des obligations et des responsabilités familiales. Est-ce que je réponds à votre question?

**Le sénateur Marsden:** Oui, sauf que vous raisonnez selon une pensée bien capitaliste. On pourrait répondre que le revenu familial n'a pas disparu du simple fait que le revenu des hommes diminue. Les revenus des femmes n'augmentent pas beaucoup, mais on peut supposer qu'ils augmentent légèrement. La situation des familles est telle que, actuellement, les deux parents travaillent mais au bout du compte la famille n'est pas mieux lotie.

**M. Glossop:** En parlant de revenu familial, je pensais au fait de verser à un employé une rémunération suffisante pour assurer la subsistance d'au moins deux personnes à charge. C'est du passé. C'est fini.

**M. Mirabelli:** C'était le rôle traditionnel du soutien de famille.

**M. Glossop:** Au cours des dix dernières années, le pouvoir d'achat de la famille canadienne ne s'est maintenu que grâce à la participation des femmes à la main-d'œuvre active. Nous comptons maintenant une majorité de famille à deux revenus, soit que les deux conjoints travaillent par goût, soit qu'ils le fassent pas nécessité économique ou financière. Je vois que le temps file.

**Le président:** J'aimerais que nous disposions de plus de temps, car la question est fascinante. Je vous prie quand même de continuer.

**M. Glossop:** Ce n'est pas seulement la volonté de mieux vivre qui fait que nous comptons maintenant un si grand nombre de familles à deux revenus. L'économie canadienne dépend entièrement des familles à double revenus pour que le pouvoir d'achat demeure le moteur de la croissance économique et pour conserver une assiette fiscale constituée d'un plus grand nombre d'employés que de non-employés. Le marché du travail a intégré un grand nombre de personnes et, cela nous fait nous demander si, en tant que société, nous devrions compter à ce point sur l'emploi comme mode privilégié d'accès aux revenus, aux ressources et aux bénéfices de la société. Nous avons d'abondants documents sur cette question. Je ne prétends pas les résumer.



[Text]

**The Chairman:** You mentioned in your brief the concept of family wage. I recall that during the 1930s this was the approach of the Catholic church in Quebec. At the time it was a prominent issue. I am very much interested in the fact that 50 years later a group such as yours is at least mentioning this concept.

**Mr. Glossop:** We have not forgotten it at any rate.

**The Chairman:** I thank you for your presentation. As I said to the other groups, you have been doing excellent research. We are planning to go on in this committee to undertake a broader approach than the three measures which are before us, so that we might, at some point, have proposals to present to the government. I think that is a role for this committee. In that event, if you have anything you wish to contribute to the committee's work, we would be pleased to receive it.

**Mr. Glossop:** It would be our pleasure to do whatever we can, Mr. Chairman.

It was our pleasure to be here today.

**The Chairman:** I now call upon Mr. Ken Battle, Director, National Council of Welfare. I thank Mr. Battle for having accepted the committee's invitation to appear before it. I leave it to Mr. Battle to present a brief or to simply make comments to the committee.

**Mr. Ken Battle, Director, National Council of Welfare:** Since it is the end of the day, you are probably tired of listening to people talk about this subject, so I have done something a little different; I have tried to condense a large amount of factual information in a short period of time. I have prepared a series of graphs which I think will help, but before I get to them, I have a few preliminary remarks.

Welfare has written so much about child benefits that it would have been a waste of time to write more; that has been one of the central themes of our work over the years. We have put out a number of reports which have looked, exhaustively, at the subject of child benefits, the most recent being our response to the May, 1985 budget. I will draw a bit on that material but will not dwell on it as those reports are available if the members of the committee have not seen them.

In terms of our concern regarding Bill C-70, it will probably come as no surprise that family allowance, in a sense, is the least of our worries. We look at child benefits in the context of the entire child benefits system that the federal government produces. Of course, there are two other programs, the child tax credit and the child tax exemption. It is quite futile, I think, to look at the effect of partial indexation of family allowances without taking into account what the last budget did to those other two benefits. So, I will deal with that in a moment.

I should like to broaden the perspective somewhat by looking at trends in family benefit spending over the years. Our main concern is what will happen in the future, but I think it would be useful to put it in a broader context, particularly when one wonders how much money is being spent or has been

[Traduction]

**Le président:** Dans votre mémoire, vous avez parlé de revenu familial. Je me souviens qu'au cours des années 30, l'Église catholique au Québec en parlait beaucoup. A ce moment, c'était une question dominante. Je trouve très intéressant que, cinquante ans plus tard, un groupe comme le vôtre ressorte ce concept.

**M. Glossop:** Nous ne l'avons jamais oublié.

**Le président:** Je vous remercie de votre exposé. Comme je l'ai dit à d'autres groupes, voilà une excellente recherche. Notre Comité a l'intention d'élargir son approche et de dépasser les trois mesures qui nous sont soumises, afin de pouvoir, à un moment donné, soumettre des propositions au gouvernement. Je crois que c'est le rôle de notre Comité. A cette fin, si vous avez un apport quelconque à faire à l'avancement des travaux du Comité, nous serons heureux de l'accepter.

**M. Glossop:** C'est avec plaisir que nous ferons tout notre possible, monsieur le président.

Nous sommes heureux de comparaître ici aujourd'hui.

**Le président:** J'invite maintenant M. Ken Battle, directeur, Conseil national du Bien-être social. Je le remercie d'avoir accepté notre invitation et lui. Je cède la parole pour qu'il présente un mémoire ou qu'il fasse des observations au Comité.

**M. Ken Battle, directeur, Conseil national du Bien-être social:** La journée s'achève et vous êtes sans doute las d'entendre parler de cette question. J'ai donc quelque chose de différent à vous proposer; j'ai concentré une grande quantité d'informations dans le but de vous les exposer brièvement. Voici une série de schémas qui m'y aideront. Mais j'aimerais auparavant faire quelques remarques.

Si nous n'avons pas adressé de mémoire écrit, c'est que, au cours des dernières années, le Conseil national du Bien-être social a déjà publié tant d'écrits sur les prestations aux enfants qu'un nouveau document sur cette question aurait été une perte de temps. Nous avons publié un certain nombre de rapports où nous avons examiné à fond les prestations aux enfants, le plus récent étant notre réponse au budget de mai 1985. Je tirerai certaines données de ces documents, mais je n'insisterai pas sur ces derniers, car les membres du Comité qui ne les ont pas déjà consultés peuvent se les procurer.

En ce qui concerne les préoccupations que nous cause le projet de loi C-70, on ne s'étonnera sans doute pas d'apprendre que, en un sens, les allocations familiales sont le moindre de nos soucis. Nous avons pour notre part une vision globale du régime fédéral de prestations aux enfants. Évidemment, il existe deux autres mesures, le crédit d'impôt pour enfants et la déduction pour enfants. Il est parfaitement inutile, je pense, d'essayer de prévoir les effets d'une indexation partielle des allocations familiales sans tenir compte des mesures du dernier budget qui visaient ces deux autres types de prestations. J'y reviendrai dans un moment.

J'aimerais élargir un peu la perspective de notre étude en examinant les tendances enregistrées au fil des ans en matière de dépenses d'allocations familiales. Nous nous préoccupons surtout de ce qui se produira dans l'avenir, mais je pense qu'il est utile de prendre un peu de recul, surtout quand on se

## [Text]

spent on child benefits, which is obviously a concern in a time of restraint, and, of course, the May, 1985 budget has taken several hundred million dollars out of that system.

Our position is quite simple, and we have been making it since 1976 or 1977. I say this every time I talk about this subject, and the reason I say this is that it makes one wonder about why we have not made much progress in child benefits—in fact, thanks to the May, 1985 budget, we will have a worse system than we had before.

Our position, to repeat it, is quite simple; abolish the child tax exemption, increase the child tax credit, leave the family allowance alone. That is the position of most other women's and national social policy groups, and we have been reiterating that time and time again. I still think it is the best approach to reforming the child benefit system. Indeed, I think it would be an important step towards that Holy Grail of tax reform that people raise all the time, but nothing seems to happen on that issue either. I have become rather conservative about how one achieves economic reform. I think one has to do that a little at a time, and, frankly, I do not have much patience with people who say that we have to sit down with a blank piece of paper and start all over again. It is easy to say that, but that will not happen, and what we are concerned about is making things happen.

That being said, if the members of the committee would flip through the graphs, I am sure they will find them interesting and that they will save us some time. Figure A looks at family allowance children—which, basically, is those under the age of 18—as a percentage of the total population. As the members of the committee can see, 1946 was the first full year family allowances were paid out; it came in just at the end of the Second World War. The members of the committee can see that with the baby boom, and so forth, the peak was in 1964, when children represented 38 per cent of the Canadian population. The members of the committee will see that that has gone downhill ever since.

There were projections in the last main Estimates which would take that line down for the year 1985, and it will keep going down.

Figure B shows one of the obvious reasons for that, which is the decline in the birth rate. It is really quite staggering when one looks at the decline. In a relatively short period of time, the average number of children per family peaked at 2.5 in the mid 1960s—that was the peak of the baby boom—and since then the baby boom has been waning and it is going steadily downhill, and at 1.8, that is fairly small.

Figure C gets into a series of tables on material which I have not seen before. I am trying to look at how much the federal government has spent on child benefits over time. These will be an additive series; I am just starting with family allowances.

First of all, I have changed all the figures to constant dollars; in other words, I have taken the value of the dollar in

## [Traduction]

demande combien on dépense ou combien on a dépensé au titre des prestations pour enfants. C'est une préoccupation bien légitime en période de restrictions budgétaires. En outre, le budget de mai 1985 a allégé ce régime de plusieurs centaines de millions de dollars.

Notre position est bien simple, et nous la maintenons depuis 1976 ou 1977. Je le répète chaque fois que je parle de cette question, et si je le fais c'est que cela nous amène à nous demander pourquoi nous n'avons pas beaucoup progressé en matière de prestations aux enfants. En réalité, à cause du budget de mai 1985, nous aurons un régime pire que le précédent.

Je le répète, notre position est bien claire: supprimons l'exemption fiscale pour enfants, augmentons le crédit d'impôt pour enfant et ne touchons pas aux allocations familiales. C'est aussi le point de vue de la plupart des autres groupes nationaux de politique sociale, ainsi que des groupes de femmes. Nous le disons sans cesse. Je crois que c'est la meilleure façon de changer le régime de prestations aux enfants. Nous ferions ainsi un grand pas pour réaliser cette mission périlleuse qu'est la réforme fiscale et dont on ne cesse de parler, sans que rien ne semble se passer à cet égard non plus. J'ai maintenant une vision assez modérée quant à la façon de réaliser une réforme économique. Je pense qu'il faut avancer par pas, et, franchement, je ne suis plus très patient face à ceux qui disent que nous devons nous asseoir pour réfléchir et tout recommencer. C'est facile à dire, mais ce n'est pas ainsi que nous ferons avancer les choses, et c'est précisément ce que nous voulons.

Cela étant, si les membres du Comité veulent bien feuilleter notre mémoire, je suis certain qu'ils trouveront nos graphiques intéressants et que nous gagnerons ainsi bien du temps. Le graphique A traite des enfants bénéficiant d'allocations familiales, soit les moins de 18 ans, comme pourcentage de l'ensemble de la population. Comme vous pouvez le voir, c'est en 1946 qu'on a, pour la première fois, versé des allocations familiales universelles pendant une année complète. C'était juste à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu l'explosion démographique de l'après-guerre et, par la suite, on a atteint un sommet en 1964; les enfants représentaient alors 38 p. 100 de la population canadienne. Une chute s'est amorcée depuis.

Le dernier budget principal contenait des projections selon lesquelles cette courbe devait continuer de baisser en 1985 et cette tendance se poursuivra.

Le graphique B révèle l'une des causes évidentes de cette situation: la baisse du taux de natalité. Il est renversant de constater pareille baisse. En un laps de temps assez court, le nombre moyen d'enfants par famille, qui avait atteint un sommet de 2,5 au milieu des années 60, au plus fort de l'explosion démographique de l'après-guerre, a commencé à décliner et continue de baisser. Nous avons atteint actuellement un taux de 1,8, ce qui est très peu.

Le graphique C porte sur des données dont je n'ai pas encore pris connaissance. J'essaie de voir combien au fil des ans le gouvernement fédéral a versé d'argent sous forme de prestations aux enfants. D'autres éléments viendront s'ajouter. Je commence par les allocations familiales.

D'abord, j'ai converti toutes les sommes en dollars constants. C'est-à-dire que j'ai tenu compte de la valeur du dollar en



*[Text]*

1985 and applied it all the way back so that we are looking at the same value—we are not letting inflation confuse us here.

When I use the term "after tax" I mean the outlay of expenditures less the amount the federal government receives back in the form of income tax, because since 1973 family allowance has been a taxable benefit, and the federal and provincial governments get back, combined, approximately a quarter of that amount through tax revenues. I have taken that into account as well.

We can see steady expenditures, which we can expect, and then a huge jump in approximately 1973 when benefits were almost tripled. The basic benefit went way up in value, but since then it has been downhill. In fact, there has been quite a steep reduction in the cost of the family allowance. I think that that is a rather interesting statistic when one tries to think about how much the program is costing.

The figure I have shown for 1985 is approximately \$2 billion. Again, that is after the federal government receives approximately half a billion back in income tax.

Figure D moves on to express family allowance expenditures in terms of some typical economic indicators. I think these are really quite telling. The dotted line on top expresses net family allowance costs as a percentage of personal income. The solid line does the same thing with gross national product and, as you can see, with the exception of that blip in 1973, when benefits were increased, the pattern has been downhill. This is a combination of rising real GNP and real personal income and declining family allowance expenditures. Therefore, if we look at how much we are spending on that program in terms of economic indicators, it has been less and less over time.

Figure E does the same thing, except that we look at federal spending—in other words, family allowances as a percentage of federal government spending. Again you see the same pattern. It has been a steadily downhill curve.

Figure F, to give it an objective point of view, adds in the child tax credit. As you will recall, in 1978, the then Minister of Health and Welfare, Monique Bégin, brought in a refundable child tax credit. At that point, family allowances were approximately \$25 per month and they were cut down to \$20 per month to help pay for the new child benefit program. So I have added that in to the total because I think we want to see what total federal expenditures have been on the two programs and, again, express them in constant dollars. What happens there is that we see a peak just before 1979/80 and then it goes down. These ups and downs have to do with the fact that the \$50 increase to the child tax credit was brought in during the six-and-five program to protect our lower-income families; so, in fact, it did increase benefits but since approximately 1982 the curve has started to go down—and that curve, by the way, will keep going down and down, thanks to the budget. So again, even if we look at both programs, from now into the future, expenditures will decline.

*[Traduction]*

1985 et m'y suis tenu afin que nous traitions toujours avec une même valeur, que nous ne nous égarions pas en raison de l'inflation.

Quand j'emploie l'expression «après impôt», je me réfère aux dépenses engagées moins les sommes que le gouvernement fédéral récupère sous forme d'impôts. Les allocations familiales étant imposables, depuis 1973, le gouvernement fédéral et les provinces en récupèrent ensemble environ le quart aux moyens de l'impôt. J'en ai aussi tenu compte.

Nous constatons que les dépenses sont demeurées constantes, ce qu'on pouvait prévoir, puis on note un bond important vers 1973, quand les prestations ont presque triplé. La valeur de la prestation de base a beaucoup augmenté, mais depuis elle diminue. On constate donc une chute très marquée du coût des allocations familiales. Je pense que ce sont là des statistiques assez intéressantes quand on essaie de voir combien ce régime peut coûter.

Le chiffre que j'obtiens pour 1985 se situe aux environs de 2 milliards de dollars. Je répète qu'il s'agit du coût de ce régime de prestation après que le gouvernement fédéral en a récupéré environ un demi milliard de dollars sous forme d'impôts.

Le graphique D compare ensuite les dépenses en allocations familiales à certains indicateurs économiques types. Je trouve ce graphique très révélateur. Le pointillé représente le coût net des allocations familiales en pourcentage du revenu personnel. La ligne continue exprime ce coût en pourcentage du produit national brut et, comme vous pouvez le voir, à l'exception de ce bond en 1973, année où les prestations ont augmenté, nous avons affaire à une courbe descendante. Nous constatons les effets combinés de l'augmentation du PNB réel et du revenu personnel réel de même que de la diminution du coût des allocations familiales. Si nous examinons combien nous affectons à ce programme, en termes d'indicateurs économiques, nous constatons une baisse constante au fil des années.

Le graphique E exprime le coût des allocations familiales en pourcentage des dépenses fédérales. On retrouve ici encore une courbe descendante et constante.

Le graphique F, pour donner un point de vue objectif, tient aussi compte du crédit d'impôt pour enfants. On se souviendra qu'en 1978 le ministre de la Santé et du Bien-être social d'alors, l'honorable Monique Bégin, avait introduit un crédit d'impôt pour enfants, qui était remboursable. A cette époque, les allocations familiales étaient d'environ 25 \$ par mois. Elles avaient été ramenées à 20 \$ par mois dans le but de financer le nouveau programme de crédit d'impôt pour enfants. J'ai tenu compte de cet élément dans le total, car nous voulons vraiment connaître le total des dépenses que le gouvernement fédéral a engagées pour ces deux programmes. Ces données sont à nouveau exprimées en dollars constants. Nous constatons un sommet juste avant 1979-1980, puis la chute reprend. Ce mouvement en dents de scie tient au fait que l'augmentation de 50 \$ du crédit d'impôt pour enfants a été autorisée au cours du Programme des six et cinq p. 100 qui visait à protéger nos familles à faible revenu. En réalité, on a donc augmenté les prestations, mais depuis 1982 environ la courbe a recommencé à descendre.

## [Text]

Again, with figures G and H just to do the same thing as we did before, I have added together net family allowances and child tax credit and expressed them as a percentage of GNP and personal income. Then figure H does it for federal spending and it is the same pattern, even if we add in the child tax credit. Basically, federal child benefits are costing less than they did in the past.

Figures I and J do something that again I have seen before. When we talk about family allowance, child tax credit, how much they are and so on, I the was just curious as to what benefits were back in the mid-1950s, 1960s, 1970s and so on. Therefore figure I looks at the average benefit per child as a percentage of average family income. In other words, what contribution have child benefits made to family income, and, at least to me, the results are quite fascinating.

In 1951, which is as far back as we can go in terms of having data on family incomes, family allowance—because that was then the only program—was approximately 2 per cent. In other words, the average family allowance per child represented 2 per cent of the average family income. By 1961, it was down to 1.5 per cent; in 1971, it went below 1 per cent. What we see here is, of course, rising real family incomes so that child benefits—which up to that point had not even been linked to inflation but were just periodically increased—were falling further and further behind both inflation and the growth in family incomes.

In 1974, it goes away back up because of that tripling of the benefit. The reason for that tripling was to bring family allowances back to some sensible amount. Again, remember that after 1973, the benefits were then linked to the cost of living; so in 1974, they moved back up to about 1.6 per cent. In 1978, they are down a bit and that is because of the cut to the family allowance when we brought in the child tax credit. In 1979, we start paying both benefits, in other words the child tax credit and the family allowance, and as you can see, 1979, 1980, 1983, the percentages are roughly the same. It is a bit over 1.5 per cent.

In 1983, they go up a little because the previous government raised the child tax credit by \$50 per month during the six-and-five program and they then maintained that increase so that, in fact, the child tax credit got quite a boost during six-and-five. The other thing there, of course, is that, with the child tax credit coming in, we can see that the family allowance itself is a relatively small percentage and, in fact, lower-income families which get both benefits get more from the credit than they do from the family allowance.

## [Traduction]

et encore à cause du budget poursuivra cette descente. Ainsi, l'examen des deux programmes montre que désormais leurs coûts diminueront.

Quant aux graphiques G et H, conservant la même formule, j'ai combiné les coûts nets des allocations familiales et des crédits d'impôt pour enfant et les ai exprimés en pourcentage du PNB et du revenu personnel. Le graphique H exprime ces données en pourcentage des dépenses fédérales et l'on retrouve le même modèle, malgré l'ajout du crédit d'impôt pour enfants. En réalité les prestations pour enfants que verse le gouvernement fédéral lui coûtent moins cher que par le passé.

Les graphiques I et J révèlent un phénomène que j'ai déjà constaté. A propos des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfants et de leurs valeurs en dollars, je me demandais quelles prestations étaient versées au milieu des années 50, 60 et 70. Le graphique 1 représente la moyenne des prestations par enfant en pourcentage du revenu familial moyen. Autrement dit, dans quelle mesure les prestations aux enfants contribuent-elles au revenu de la famille. Je trouve les résultats tout à fait étonnants.

En 1951, qui est la première année pour laquelle nous possédons des données sur les revenus familiaux, les allocations familiales, c'était à l'époque le seul programme d'aide, représentaient environ 2 p. 100 du revenu familial. C'est-à-dire que, en moyenne, les allocations familiales par enfant représentaient 2 p. 100 du revenu familial moyen. En 1961, elles n'en représentaient plus que 1.5 p. 100. En 1971, elles en représentent moins de 1 p. 100. On constate que les revenus familiaux réels augmentent et que les prestations aux enfants (qui jusqu'alors n'étaient pas indexés à l'inflation mais périodiquement augmentées) se retrouvent de plus en plus loin derrière l'inflation et l'augmentation des revenus familiaux.

En 1974, la montée fut très importante en raison du triplement des prestations. On a triplé les prestations pour redonner une valeur raisonnable aux allocations familiales. Rappelez-vous qu'après 1973, époque où les prestations étaient indexées au coût de la vie, soit en 1974, la part des prestations est remontée à 1,6 p. 100 du revenu familial. En 1978, cette proportion a un peu diminué en raison de la réduction des prestations d'allocations familiales attribuable à l'introduction du crédit d'impôt pour enfants. En 1979, nous avons commencé à verser deux types de prestations, le crédit d'impôt pour enfants et les allocations familiales. Vous constatez que pour 1979, 1980 et 1983, les pourcentages sont très semblables, légèrement supérieurs à 1,5 p. 100.

En 1983, ils ont augmenté un peu parce que, au cours de son programme des six et cinq p. cent, le gouvernement précédent avait haussé le crédit d'impôt pour enfants de 50 \$ par mois; comme on a maintenu cette hausse, le crédit d'impôt pour enfants a beaucoup augmenté au cours de la période des 6 et 5 p. cent. Autre fait à considérer, avec l'introduction du crédit d'impôt pour enfants, on constate que les allocations familiales elles-mêmes ne représentent plus qu'un pourcentage relativement modeste. Les familles à faible revenu qui touchent les deux types de prestations reçoivent davantage en crédits d'impôt qu'en allocations familiales.



## [Text]

Figure J does exactly the same thing, the only difference being that, instead of average child benefits per child, I have done average child benefits per family and you get a very similar pattern. In fact, it is almost identical.

I suppose another way of saying this is that, if you look at the contribution of child benefits today compared to away back when, they are contributing less than they used to. Therefore, for those people who already criticize child benefits as inadequate in terms of helping families or helping parents, I think it is worth pointing out that they actually make a smaller contribution now than they did in the middle of this century.

Figure K looks at annual family allowances per child. Again, I have changed these to constant dollars to get a fairer picture. As you can see, there is that jump up in 1973, when the federal government tripled the benefits, but they have gone down since then and the difference here is that I have added in the post-budgetary period; I have added in 1986 through 1990 and you can see what happens: the value of the benefit had more or less levelled off in the period 1980 to 1985; it is approximately the same, which is what we would expect, because it is an indexed benefit. However, what happens after 1985, because of Bill C-70—and I am assuming here that the bill passes—is, of course, that the benefit will go down and down because of the shift from full to partial indexation.

Figure L, to give a fair picture, adds in the child tax credit. I would remind honourable senators that the last budget, although it proposed a partial indexation of family allowance, brought in some substantial increases to the child tax credit. Therefore, I have added in that factor and that changes the picture because it keeps benefits going up until about 1989. I know it is a little hard to read this figure on the document, but that little blip downwards at the very tail of the curve is very significant, because, after 1989, after the child tax credit increases are phased in, child tax credit, just like the family allowance and just like the child tax exemption, will be partially indexed and so real benefits, even including the child tax credit, from 1989 will start going down. In other words, that curve will start going down.

Figures M and N move us from the historical stuff again to the future, and I want to point out one thing in particular here which is very often missed by people when they look at reforms to child benefits. I have looked here at the three federal programs, and we are counting the child tax exemption as a child benefit, because that is what it is. All but the very poorest families reap some tax savings because of the exemption.

I would remind honourable senators of what the budget said would happen, and I will not give all the figures but merely summarize: first, the shift to partial indexation of family allowance; second, a gradual increase in the child tax credit until 1989, and then it starts to go down. There will also be a gradual decrease in the child exemption, to the point where it will equal the family allowance. In fact, what happens in the

## [Traduction]

Le graphique J est semblable. La seule différence est que, au lieu de tenir compte d'allocations moyennes par enfant, j'ai tenu compte des prestations moyennes par famille. J'ai obtenu un modèle pratiquement identique.

En comparant les prestations aux enfants qui sont versées aujourd'hui à ce qu'elles étaient auparavant, on constate qu'elles représentent maintenant une part moindre. Par conséquent, à ceux qui reprochent déjà aux prestations aux enfants de ne pas aider suffisamment les familles et les parents, il faut bien dire que, toutes proportions gardées, ces prestations sont effectivement inférieures à ce qu'elles étaient au milieu du siècle.

Le graphique K porte sur les allocations familiales par enfant. A nouveau, j'utilise des dollars constants pour obtenir une image plus juste. Vous pouvez constater une hausse en 1973, quand le gouvernement fédéral a triplé les prestations. Elles ont cependant diminué depuis. J'ai ici inclus la période postbudgétaire, soit la période allant de 1986 à 1990. Vous pouvez voir que la valeur des prestations s'était plus ou moins stabilisée entre 1980 et 1985, ce qu'on pouvait prévoir vu qu'il s'agit d'une prestation indexée. Toutefois, après 1985, à cause du projet de loi C-70, en supposant qu'il soit adopté, les prestations diminueront encore en raison du passage d'une pleine indexation à une indexation partielle.

Le graphique L, pour donner un tableau complet, inclut le crédit d'impôt pour enfants. Je tiens à rappeler aux honorables sénateurs que le dernier budget, même si on n'y proposait qu'une indexation partielle des allocations familiales, a entraîné des augmentations importantes du crédit d'impôt pour enfants. J'en ai tenu compte et le tableau s'en trouve modifié, parce que cela fait augmenter les prestations jusque vers 1989. Je sais qu'il est un peu difficile de lire ces chiffres sur le document, mais cette petite ligne vers le bas, à la toute fin de la courbe, est très importante, parce que, après 1989, après la mise en place graduelle des augmentations du crédit d'impôt pour enfants, ce crédit d'impôt pour enfants, tout comme les allocations familiales et la déduction pour enfant, sera partiellement indexé. Si bien que les prestations réelles, même en incluant le crédit d'impôt pour enfants, commenceront à baisser en 1989. Pour conclure, la courbe commencera à descendre.

Les graphiques M et N nous transportent du passé à l'avenir. Je tiens à souligner ici un élément particulier qu'on oublie souvent quand on examine les réformes en matière de prestations pour enfants. J'ai examiné ici les trois programmes fédéraux et nous assimilons l'exemption pour enfants à une prestation, parce que c'en est une. Tous, sauf les familles très pauvres, obtiennent un dégrèvement d'impôt de quelque sorte en raison de l'exemption.

Je rappelle aux honorables sénateurs ce qu'avait prévu le budget. Je ne donnerai pas tous les chiffres; je vais résumer. D'abord, la décision de ne plus indexer que partiellement les allocations familiales; puis, l'augmentation graduelle du crédit d'impôt pour enfants jusqu'en 1989, année où la courbe commencera à descendre. On constatera aussi une diminution graduelle de l'exemption fiscale pour enfant à charge, et elle finira

[Text]

end is that it makes the family allowance seem as though it were a non-tax benefit.

What I have done here is to look at a low income family. This is a two-earner couple with two kids. The reason for that rather precise earnings level of \$15,600 is that that level of earnings represents only three-quarters of the poverty line. Okay? I want to look at a family which is below the low income line. So we have earnings of \$15,600, which are three-quarters of the estimated poverty line for 1986. Add in child benefits and it brings them up a little higher, but they will still be below the low income cut-off.

Again, to put that figure into perspective, an average family like that—a two-earner couple with two children in 1986—will have an income of well below half that of an average income family. So let us look at what happens. In 1986 they lose a bit on the family allowance, because it is not going to be fully indexed. There will be no change in the other two programs, because the changes that the budget mentions do not take effect until 1987. In 1987 that family gains on the child tax credit—that is the box going above the line, the white box—again, because the credit is being increased. That is a decision by the government which we would support, of course, because the child tax credit is geared to lower income families.

But notice, on the other side of the ledger, that even a low income family such as that loses in two ways. It loses in the family allowance, but it also loses in the exemption. That exemption is an important part of it. Social groups criticize the exemption because it is a benefit which is regressive: it gives its largest tax saving to high income tax filers and its lowest to those at the bottom. But, notwithstanding that fact, quite low income families still do get some tax savings from it. It is not that it is unimportant. I have looked at the tax savings before the budget and the tax savings after the budget, and the budget is reducing the amount of the exemption. So even a low income family will lose some money on that one.

When you look at 1988, 1989 and 1990, on the debit side, on their loss side, you can see that those losses generally get larger. The child tax credit increases and then peaks in 1989; after 1989 it starts to go down, because the child tax credit is subject to partial indexation.

The figure "N" simply adds those three changes together, to give the total picture. In 1986 that low income family loses \$17. In 1987 it loses only \$6. It has lost a bit on the family allowance exemption, but it has also got some more on the credit. I should point out that figure "N" shows losses. From 1988, 1989 and 1990 the losses increase quite a bit.

Those figures—the figures on the top of the bars—may not seem to us to be very much money—it is \$99 in 1990—but, as I am sure you have heard from welfare rights groups, and so

[Traduction]

par égaliser les allocations familiales. En fait, au bout du compte, les allocations familiales équivalent à une prestation non imposable.

Ici, j'ai pris l'exemple d'une famille à faible revenu. Il s'agit d'un couple de deux salariés ayant deux enfants. Si nous avons choisi ici ce niveau de revenu précis de 15,600 \$, c'est qu'il correspond aux trois quarts du revenu considéré comme équivalent au seuil de la pauvreté, et je voulais examiner le cas d'une famille dont le revenu est inférieur au seuil de la pauvreté. Ce revenu de 15,600 \$ correspond aux trois quarts du revenu auquel on fixe, en 1986, le seuil de pauvreté. Quand on ajoute les prestations pour enfants, ce revenu augmente un peu mais demeure quand même en-deçà du seuil de pauvreté.

A nouveau, pour donner un peu de relief à ces données, disons que, en 1986, une famille moyenne comme celle-ci, un couple de deux salariés ayant deux enfants, aura un revenu qui se situera aux environs de 38 000 \$. Nous sommes encore loin de la moitié d'un revenu familial moyen. Voyons ce qui se passe. En 1986, cette famille aura perdu une partie de ses allocations familiales, parce qu'on ne les aura pas indexées totalement. Les deux autres programmes ne seront pas modifiés. Les changements prévus dans le budget n'entreront en vigueur qu'en 1987. En 1987, cette famille verra augmenter ses crédits d'impôt pour enfants. C'est la case blanche qui dépasse la ligne, parce que le crédit augmente. C'est une décision gouvernementale que nous appuyerions bien sûr, parce que le crédit d'impôt pour enfants vise les familles à faible revenu.

Notons toutefois, du côté des pertes, que même une famille à faible revenu comme celle-ci a perdu sur deux plans. Elle y a perdu en allocations familiales et a aussi perdu une part de son exemption. Cette exemption est un élément important. Les groupes d'intérêts à caractère social reprochent à l'exemption d'être un avantage régressif: elle procure les plus importants dégrèvements d'impôt aux contribuables qui ont les revenus les plus élevés et les avantages moindres à ceux qui ont de faibles revenus. Néanmoins, les familles à très faible revenu bénéficient encore d'une certaine façon de cette exemption. Ce n'est pas que cette exemption soit négligeable. J'ai examiné les dégrèvements d'impôt avant le budget et après le budget, et je constate que le budget en réduit le montant. Ainsi, même une famille à faible revenu perdra encore un peu d'argent à cet égard.

Quand on tient compte des années 1988, 1989 et 1990, du côté des pertes, on constate que les pertes augmentent de façon générale. Le crédit d'impôt pour enfants augmente puis atteint un sommet en 1989. Après 1989, il commence à diminuer, parce qu'il sera assujéti à une indexation partielle.

Le graphique N fusionne ces trois changements pour donner une image globale. En 1986, cette famille à faible revenu perd 17 \$. En 1987, elle n'en perd que 6 \$. Elle a perdu une petite partie de ses allocations familiales mais retire davantage au titre du crédit d'impôt pour enfants. Je tiens à souligner que le graphique «N» représente des pertes. Au cours des années 1988, 1989 et 1990, les pertes augmentent passablement.

Les chiffres en haut des rectangles peuvent nous sembler ne pas représenter beaucoup d'argent. Il est question de 99 \$ en 1990. Cependant, comme vous l'avez sûrement entendu dire



## [Text]

on, any loss in child benefits is difficult for them, and, from a social policy point of view, proposals which produce losses to a family below the poverty line are indefensible, from our point of view.

I brought this in because I think it is very important to realize that the child benefits package being proposed—and it is more than just Bill C-70—will have a profound impact on the future of child benefits in this country. It will be quite likely, if, as I assume, the package comes into being, that from time to time the government will increase one or other of the child tax credit or family allowance with more than just partial indexation. They will say, "Look at what we are doing. We are doing a good thing. We are helping families". I think that is unfortunate, because it takes us back to the time before 1973 when those benefits were not fully indexed, and it makes them a political football, to be quite blunt. Those benefits should be fully indexed, in our view, and to put them in a position where more increases can be given away as pre-election goodies is, I think, a retrograde step.

I should mention one point before I get to the final two figures. We have been focusing here on child benefits. One of the areas of the budget that actually concern me more is the income tax changes in the budget. In our response to the last budget, we pointed out that, in fact, families down to quite a low income level—certainly in the family I am looking at here—will in the end lose on child benefits in the way I have shown, but they will lose an awful lot more on income tax. In fact, if you look at it in dollar terms, the tax burden increases on low and moderate income families will swamp any changes from child benefits, and unfortunately that aspect of the budget—again, that is due to eliminating the federal tax reduction, shifting away from full indexation, marginal tax brackets, and personal exemptions—will hit not just middle income families, but also modest and lower income families with progressively larger tax increases over the years.

I have done some further analysis on the budget, and it is really quite unbelievable. I do not have that here, but I will mention it quickly. I looked at families earning at the low income line, at three-quarters and at half. A family earning only half the poverty line is below the tax-paying threshold, as one would expect they should be. We are talking about very low income. Because of the May 1985 budget, starting in 1986 a family earning half the poverty line starts to pay income tax, and the curve goes up. By 1990 they are paying a relatively small amount compared to middle income families, but what is unbelievable is that in effect the tax-paying threshold will be pushed further and further down the income ladder. It is a matter of very great concern to my organizations and to other organizations. We have raised our concerns with the Finance

## [Traduction]

par des représentants de groupes qui s'occupent des questions de bien-être social, ces groupes ressentent vivement toute réduction des prestations aux enfants, et, sur le plan de la politique sociale, toute proposition qui entraîne une diminution du revenu d'une famille qui vit en-deçà du seuil de la pauvreté sont indéfendables.

Si j'en parle, c'est que je trouve très important de bien se rendre compte que l'ensemble des propositions relatives aux prestations aux enfants qu'on propose, et il n'est pas question ici que du projet de loi C-70, aura de profondes répercussions sur l'avenir des prestations aux enfants qui sont accordées au Canada. Il est très probable, si, comme je le prévois, ces mesures sont adoptées, que le gouvernement augmentera à l'occasion le crédit d'impôt pour enfants ou les allocations familiales, au lieu de s'en tenir à une simple indexation partielle. On dira: «Voyez ce que nous faisons. C'est bien. Nous aidons les familles». Je trouve cela malheureux, parce que cela nous ramène aux années d'avant 1973, quand ces prestations n'étaient pas pleinement indexées. Cela devient une partie de football politique, pour parler bien franchement. A notre avis, ces prestations doivent être pleinement indexées, et il nous semble rétrograde de faire en sorte qu'on puisse en faire l'objet d'augmentations hypothétiques pour séduire le contribuable en période préélectorale.

J'aimerais ajouter un élément avant d'en arriver aux deux derniers graphiques. Nous avons surtout parlé des prestations aux enfants. L'un des aspects du budget qui me préoccupe le plus sont les changements fiscaux qui y sont prévus. Dans notre réponse au dernier budget, nous avons souligné le fait que, au bout du compte, les familles qui ont un très faible revenu, et c'est certainement le cas de la famille citée ici en exemple, perdront non seulement des prestations aux enfants, de la façon que j'ai montrée, mais beaucoup plus en impôt sur le revenu. En fait, si l'on traduit les données en dollars, on constate que les augmentations du fardeau fiscal pour les familles à revenu moyen et à faible revenu éclipsent toute modification des prestations aux enfants. Malheureusement, cet aspect du budget, qui encore une fois est attribuable à la suppression de la réduction d'impôt fédéral, à l'abandon de la pleine indexation, au taux d'imposition marginaux et aux exemptions personnelles, ne frappera pas que les familles à revenu moyen mais aussi les familles à revenu modeste et à faible revenu qui subiront des augmentations d'impôt de plus en plus importantes au fil des ans.

J'ai examiné en profondeur le budget, et j'y trouve des choses tout à fait incroyables. Je n'ai pas le document sous la main, mais je vais en parler brièvement. Je parle de familles qui ont un revenu se situant en-deçà du seuil de la pauvreté, aux trois-quarts et à la moitié du revenu correspondant au seuil de la pauvreté. Une famille qui n'a que la moitié du revenu correspondant au seuil de la pauvreté ne paie pas d'impôts, comme on devrait s'y attendre. Il est ici question de très faibles revenus. En raison du budget de mai 1985, à compter de 1986, une famille qui touche la moitié du revenu correspondant au seuil de pauvreté commencera à payer des impôts, et la courbe monte. En 1990, cette famille paiera des impôts relativement modestes comparativement aux familles à revenu moyen, mais ce qui est incroyable c'est que, en réalité, le seuil

## [Text]

Minister and with the Minister of Health and Welfare. What we are trying to do with the Finance Minister is to convince him to bring in a low income tax credit, which would shelter lower income taxpayers. This could be more than just families. It could be single people, and also childless couples, to shelter them from federal taxes. We are doing some more work in the area. I mention it because I think it is an important policy initiative which could make a major impact on low income Canadians.

Anyway, let me get back to figures "O" and "P" to conclude. Figure O is for 1985; I have not had a chance to update it for 1986 but the picture is the same. It looks at the current system and, as you can see, what you get are three programs. Two programs work in one direction and one works in an opposite direction. I am sure you have heard this before. The solid line looks at family allowances. We see what the benefit is for a two-earner couple with two children at different income levels. I have gone from zero to \$80,000 a year—that is along the bottom. The left hand side looks at the total child benefits from the three programs.

The family allowance as you can see, starts off for a low income family; it is about \$730 or \$740—that is what they got last year. Then, as you move up the income and the family earnings ladder the amount of the profit decreases because, of course, they are paying income tax on that. It is a taxed benefit and because it is taxed it has a progressive distribution.

The dotted line in the middle is the child tax credit—which is that sort of plateau where it appears almost like a ski jump. That simply reflects the design of the program. You get the maximum benefit up to a certain level and then it declines quite sharply and disappears—in our case at about \$50,000.

The child tax exemption, the third program, is a curve that goes upwards instead of downwards. Of course that is showing the fact that it is a regressive benefit; the higher your earnings the larger the tax savings you get from that program. So you have three programs working that do not work very well as a system. They do not make much sense; that was recognized in Mr. Epp's discussion paper and for some years before that.

Figure P refers to the current system. Again I have added the three programs together. As you can see, you get a funny up-and-down line, which is really quite strange. The end result is that families at the lowest level get a lower benefit than modest income families, and higher income families get less, and then the line goes back up at about 70. It makes no sense whatsoever.

The solid line, the reform system, shows what would happen if the federal government were to bring in the package of child tax benefit changes that I mentioned to you at the beginning.

## [Traduction]

à partir duquel on commence à payer de l'impôt descendra de plus en plus dans l'échelle des revenus. C'est une très grande préoccupation pour mon organisme et d'autres encore. Nous avons parlé de ces inquiétudes au ministre des Finances, ainsi qu'à celui de la Santé nationale et du Bien-être social. Nous tentons de convaincre le premier d'introduire un crédit d'impôt applicable au faible revenu, ce qui offrirait une certaine protection aux contribuables à faible revenu. Il n'est pas question ici que de familles. On engloberait les personnes seules, ainsi que les couples sans enfants pour les protéger du fisc fédéral. Nous travaillons en ce sens. Je le mentionne parce que je trouve que c'est une importante orientation qui pourrait avoir de lourdes répercussions sur les Canadiens à faible revenu.

Quoi qu'il en soit, revenons aux graphiques O et P pour conclure mon exposé. Le graphique O représente le régime actuel et je n'ai pu le mettre à jour pour 1986. La situation se présente de la même façon et vous pouvez constater qu'il existe trois programmes. Deux fonctionnent dans le même sens et le troisième dans un autre. Vous en avez sûrement déjà entendu parler. La ligne continue correspond aux allocations familiales. Nous pouvons voir à quoi correspondent les prestations pour un couple à deux salariés ayant deux enfants, et ce à des niveaux de revenu différents. Le revenu familial va de 0 à 80 000 \$ par année, au bas du graphique. Le côté gauche correspond au total des prestations pour enfants accordées en vertu des trois programmes.

Pour une famille à faible revenu, l'allocation familiale est d'environ 730 ou 740 \$; c'est ce qu'une telle famille a touché l'an dernier. À mesure que le revenu augmente, la valeur de cet avantage social diminue, parce que les prestations deviennent imposables. Ces prestations étant imposables, leur répartition est progressive.

Le petit pointillé correspond au crédit d'impôt pour enfants, c'est ce plateau qui ressemble à un tremplin de ski. Il montre bien le concept du programme. On peut toucher les prestations maximales jusqu'à un certain point, à partir duquel elles commencent à diminuer très abruptement pour disparaître. Ce point se situe aux environs de 50 000 \$.

L'exemption fiscale pour enfants à charge, le troisième programme, est une courbe qui monte au lieu de diminuer. C'est donc un avantage régressif; plus on touche un revenu élevé moins on paie d'impôts, grâce à ce programme. Voici donc trois programmes qui ne peuvent bien fonctionner en tant que système. Cela n'a pas grand sens, comme l'ont reconnu les auteurs du document d'étude de M. Epp. On l'avait d'ailleurs déjà constaté un certain nombre d'années plus tôt.

Dans le graphique P, le pointillé correspond à une comparaison avec le système actuel. J'ai à nouveau fusionné les trois programmes. On trouve un mouvement en dents de scie, fait très étonnant. Au bout du compte, les familles aux revenus les plus faibles touchent un avantage inférieur à celui que reçoivent les familles à revenus modestes, et les familles à revenus élevés touchent moins que les premières. Puis la ligne remonte vers 70 000 \$. Cela n'a aucun sens.

Avec la ligne pleine, le système amélioré, je montre ce qui se produirait si le gouvernement fédéral apportait les modifications de dégrèvement fiscal au titre des enfants dont je vous ai



[Text]

In effect, moving from three programs to two, we would get rid of the exemption. We would fold it into the child tax credit, in the sense that the tax savings from eliminating the exemption would be used to raise the child tax credit, and then we are assuming that the family allowance program would remain fully indexed. What is good about it, from our point of view, is that it gives higher benefits to lower income families and vice versa. One would get a distribution of benefits that would make more sense.

The other thing I want to emphasize here by the way,—and we get into that whole subject of horizontal equity, which I am sure people have talked to you about—is that under our proposal even the highest income family, the mythical bank president with children, would still get some family allowance. They would get about half the family allowance because, presumably, they are in that marginal tax bracket, but child benefits would remain a universal program. That is about it. Are there any questions?

**The Chairman:** Thank you very much. Senator Graham is on my list.

**Senator Graham:** Yes, Mr. Chairman. I congratulate you on the work you have done on these graphs.

**Mr. Battle:** Thank you.

**Senator Graham:** I find your letterhead interesting. It is a Government of Canada letterhead the National Council of Welfare. Your headquarters are in the Brooke Claxton Building. I presume the Brooke Claxton Building is still the head office of the department itself?

**Mr. Battle:** That is right.

**Senator Graham:** I worked there with Mr. MacEachen when he was the Minister of Health and Welfare. Could you, as Senator Marshall asked a group that appeared before us earlier today, take a couple of minutes to give us a little back-grounder on the National Council of Welfare?

**Mr. Battle:** Yes. We are a rather unusual organization. The National Council of Welfare was established, in its present form, in 1970 by the Honourable John Munro. It actually was created by legislation, which is unusual for an advisory body. It was created to be an advisory body to the Minister of National Health and Welfare. I think the legislation was on matters pertaining to welfare.

The council is made up of 21 members from across Canada. Approximately one third of the members are low income people. The rest are quite a mixed group; everything from specialists in social policy to lawyers, doctors, businessmen, and housewives. The members are appointed by order in council. The council had its first meeting in about 1970, I think. There is a small staff which organizes the council meetings—we have three a year—and does the research and the writing and so on. I am the director of the staff. The staff are public servants. We are housed the Department of Health and Welfare. Our

[Traduction]

parlé au début. En passant de trois programmes à deux programmes, on engloberait le dégrèvement d'impôt dans le crédit d'impôt pour enfants. On l'engloberait en ce sens que, par la suppression de l'exemption, les recettes fiscales ainsi tirées serviraient à augmenter le crédit d'impôt pour enfants, en supposant que le régime d'allocations familiales demeure pleinement indexé. À notre avis, le bon côté de tout cela est qu'on accorde ainsi des avantages supérieurs aux familles à faible revenu et des avantages moindres aux familles à revenus élevés. On répartirait ainsi les prestations d'une façon plus sensée.

En ce qui concerne l'équité horizontale, et je suis certain que d'autres en ont parlé; selon notre proposition, même la famille aux revenus très élevés, celle du fameux directeur de banque, avec des enfants, recevrait encore des allocations familiales. Ces familles recevraient environ la moitié des prestations d'allocations familiales, sans doute à cause de leur taux d'imposition marginaux, mais les prestations pour enfants demeureraient universelles. Y a-t-il des questions?

**Le président:** Je vous remercie beaucoup. Le sénateur Graham a la parole.

**Le sénateur Graham:** Oui, monsieur le président. Je vous félicite du travail que vous avez accompli en réalisant ces graphiques.

**M. Battle:** Merci.

**Le sénateur Graham:** Je trouve votre papier à en-tête très intéressant. Il s'agit d'un papier à lettre du gouvernement du Canada et qui porte la mention du Conseil national du bien-être social. Vos bureaux se trouvent dans l'Immeuble Brooke Claxton. Je suppose que c'est encore le bureau central du Ministère.

**M. Battle:** C'est juste.

**Le sénateur Graham:** J'y ai déjà travaillé, au dernier étage, avec M. MacEachen, à l'époque où il était ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le sénateur Marshall en a prié un groupe qui a comparu plus tôt aujourd'hui, pourriez-vous prendre quelques instants pour nous faire un petit historique du Conseil du bien-être social.

**M. Battle:** Certainement. Nous formons une organisation assez spéciale. Le Conseil national du bien-être social, tel qu'il existe aujourd'hui, a été créé en 1970 par l'honorable John Munro. Il a été créé en vertu d'un texte législatif, mode de création inhabituel pour un organisme consultatif. Il offre des services de consultation au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il me semble que le texte législatif traitait de questions touchant le bien-être social.

Le Conseil est constitué de 21 membres répartis dans tout le Canada. Le tiers environ des membres est formé de personnes à faible revenu. Les deux autres tiers sont formés par un groupe assez varié de spécialistes de politique sociale, d'avocats, de médecins, de gens d'affaires et de femmes au foyer. Les membres sont nommés par décret. Le Conseil a tenu sa toute première réunion en 1970, il me semble que le Conseil a un personnel peu nombreux, qui organise ses réunions. Nous en avons trois par année. Il s'occupe de la recherche et de la rédaction. Je suis le directeur du personnel. Nos employés sont

*[Text]*

budget is part of the deputy minister's budget. I formally, at least on the organization chart, report to the deputy minister directly. In fact, we operate reasonably independently of the department. The council meets at least once a year with the Minister of Health and Welfare but personally communicates with him more often than that.

The main role we have developed over the years is as, I guess you would call it, a poor man's Economic Council of Canada for social policy. Our reports and our analyses are used by numerous groups—not just social policy groups, but universities, colleges, members of Parliament, senators, other researchers, other bureaucrats and so on as well as the media.

We publish about 70,000 or 80,000 copies of our reports each year, so we have a fairly wide distribution.

Over the last three or four years our role has become increasingly one of doing less of advocacy—in the sense that the National Anti-poverty Organization or the Canadian Council on Social Development do—but more of analysis and preparing information which other groups in turn make use of in their own work. We publish about three or four reports a year at the present time.

**Senator Graham:** Were you consulted with respect to this legislation before it was drafted? I don't mean you as an individual, but your group?

**Mr. Battle:** We were consulted in the sense that we had more than one meeting with the Minister of Health and Welfare, and, of course we appeared before the House of Commons committee that was looking at Mr. Epp's discussion paper. We were also consulted in the sense that we are part of a coalition of the social policy reform group. We were not consulted in the drafting of the legislation per se, no.

**Senator Graham:** Is that unusual or have you ever been consulted with respect to other legislation that has come before Parliament?

**Mr. Battle:** We would never be consulted in the sense of looking at a draft bill and being asked what we think about it. We operate in a more public way than that.

For example, to go back several years, when the second Hall report on medicare came out in 1980, the then Minister of National Health and Welfare transmitted that report to us, asking for our comments. We certainly make our views known to the minister when we meet with him on any legislation currently pending, but we act more as a public interest group or public information group.

**Senator Marsden:** Thank you for these extremely interesting analyses. Mr. Chairman, I think Mr. Battle's comments about the tax changes and their impact are significant and, we will want to note them on the record for the future analysis that we have been talking about.

*[Traduction]*

des fonctionnaires. Nos locaux se trouvent au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Notre budget fait partie de celui du Sous-ministre. Officiellement, c'est-à-dire selon l'organigramme, je suis directement responsable devant le Sous-ministre. Toutefois, nous avons un mode de fonctionnement assez indépendant de celui du Ministère. Le Conseil rencontre au moins une fois l'an le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Personnellement, je le contacte plus fréquemment.

Par comparaison, le rôle que nous nous sommes donné au fil des ans correspond, sur le plan de la politique sociale, à un rôle plus modeste de celui que joue le Conseil économique du Canada. Nos rapports et nos analyses servent à de nombreux intéressés, non pas seulement des groupes de politique sociale, mais des universités, des collèges, des députés, des sénateurs, d'autres chercheurs, des administrateurs ainsi que les médias.

Nous publions de 70 000 à 80 000 exemplaires de nos rapports chaque année. Nous avons donc une très grande diffusion.

Au cours des trois ou quatre dernières années, nous avons eu de moins en moins à jouer un rôle de plaideur, étant donné que l'Organisation nationale de lutte contre la pauvreté et le Conseil canadien de développement social s'en chargent. Nous faisons des analyses et diffusons l'information dont d'autres groupes se servent dans leur propre travail. Actuellement, nous publions trois ou quatre rapports par an.

**Le sénateur Graham:** Vous a-t-on consulté au sujet de ce texte législatif avant sa rédaction? Je ne parle pas de vous personnellement mais de votre groupe?

**M. Battle:** On nous a consulté en ce sens que nous avons eu plus d'un entretien avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et que nous avons comparu devant le Comité de la Chambre qui étudiait le document d'étude de M. Epp. On nous a aussi consultés du fait que nous faisons partie d'une coalition du groupe de réforme de la politique sociale. Toutefois, on ne nous a pas consultés en vue de la rédaction même du texte législatif.

**Le sénateur Graham:** Est-ce inhabituel ou vous a-t-on déjà consultés au sujet d'autres textes législatifs qu'a examinés le Parlement?

**M. Battle:** On ne nous consulte jamais à l'étape de la rédaction pour savoir ce que nous pensons. Nous fonctionnons d'une façon plus publique que cela.

Par exemple, pour revenir plusieurs années en arrière, en 1980, à la parution du deuxième rapport Hall sur l'assurance-maladie, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'alors nous avait transmis le rapport pour que nous le commentions. Quand nous l'avions rencontré, nous lui avons fait part de notre point de vue sur tout texte de loi en cours de préparation. Notre rôle est davantage celui d'un groupe d'intérêt public ou d'un groupe d'information publique.

**Le sénateur Marsden:** Je vous remercie de ces analyses extrêmement intéressantes. Monsieur le président, je trouve que les observations de M. Battle au sujet des changements d'ordre fiscal et de leurs répercussions sont très intéressantes et



[Text]

Have you had a chance to read the speech made by Senator Tremblay when this bill was introduced in the Senate?

**Mr. Battle:** Bits and pieces, not the full speech. I would like to read it.

**Senator Marsden:** I would be most interested in that analysis, because Senator Tremblay reviewed the data from a historical perspective and provided some tables which analyzed the data under a series of sets of conditions. For example, had the six-and-five program not cut in when it did or had certain modifications to the changes not taken place, where would we be now? In some ways, he comes to the same conclusions that you do in the sense of saying, for example, that the advantages of the new system are greater now and in the next few years than they will be in a more distant future. Obviously, you saw the implications of this.

On the other hand, I think it is fair to say, Senator Tremblay, you were more joyful about the prospects of these changes in Bill C-70 and Bill C-84 than the National Council of Welfare is, perhaps for understandable reasons.

**The Chairman:** I do not need to comment on that further.

**Senator Marsden:** I would like to ask you about this question of the data that you use and that other people use.

A large part of the argument is a purely idealistic or principle variety, which is fine. However, when we come to those people who argue on the basis of data, how adequate do you think those arguments are in comparison to your own? I will not refer here to Senator Tremblay's speech but to briefs of other groups, which you have seen. If they are not adequate, why do you think we have such problems in terms of agreeing upon a common language of data?

**Mr. Battle:** That is a good question and a tough question. It is not easy to answer that quickly.

The problem of data is one that I face every day. It is quite difficult. We get several calls a day from the media, for example, requesting a figure that they think should be an obvious figure to have, and we do not have it because it does not exist.

In the material presented here, the data is quite adequate. I obtained most of the information from national expenditure and income accounts, and I think most people would agree that it is a solid piece of work, at least I hope it is. I do the child benefit changes—the various options and so on—using a computer model which I have developed. Others have used similar forms of it.

The data available for child benefits is relatively good. We know the expenditure data and we are able to make assumptions. Very often our critics will say they do not agree with our

[Traduction]

que nous devrions les joindre au compte rendu en vue de l'examen futur dont nous avons parlé.

Avez-vous eu l'occasion de lire l'allocution que le sénateur Tremblay a faite lors de l'introduction du projet de loi au Sénat?

**M. Battle:** J'en ai lu des extraits, mais j'aimerais la lire en totalité.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais beaucoup prendre connaissance de cet examen. Le sénateur Tremblay a examiné les données d'un point de vue historique et a fourni certains tableaux où l'on analyse les données en tenant compte d'un ensemble de conditions. Par exemple, si le programme des 6 et 5p. 100 n'avait pas entraîné les restrictions qu'on connaît ou si certaines modifications n'avaient pas été faites, où en serions-nous maintenant? D'une certaine façon, il conclut tout comme vous que, par exemple, le nouveau régime offre, maintenant et pour quelques années, des avantages supérieurs à ce qu'ils seront à plus long terme. Vous voyez les répercussions de ce changement.

Par ailleurs, je pense qu'il est juste de dire, sénateur Tremblay, que vous vous êtes réjoui davantage des perspectives de ces changements aux projets de loi C-70 et C-84 que ne le fait le Conseil national du Bien-être social. Pour des raisons qu'on peut comprendre.

**Le président:** Je n'ai pas à me prononcer à nouveau là-dessus.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais vous interroger sur les données que vous utilisez et dont d'autres se servent.

Le raisonnement utilisé repose souvent sur des vues purement idéalistes ou sur le principe de la diversité, ce qui est fort bien. Toutefois, pour des gens comme vous qui vous appuyez sur des données, quelle valeur ont ces arguments par rapport aux vôtres? Je ne fais pas allusion ici à l'allocution du sénateur Tremblay, mais aux mémoires présentés par d'autres groupes et dont vous avez pris connaissance. Si leur raisonnement n'est pas juste, pourquoi croyez-vous que nous ayons tant de difficulté à nous entendre quand il est question de données?

**M. Battle:** Voilà une question bien difficile à laquelle il n'est pas facile de répondre rapidement.

Tous les jours, je fais face à un problème de données. C'est une question très difficile à résoudre. Tous les jours, nous recevons plusieurs appels de journalistes, par exemple, qui demandent des données qui, à leur avis, devraient être compilées et facilement accessibles, mais que nous ne pouvons leur procurer, parce qu'elles n'existent pas.

Dans les documents présentés ici, les données sont parfaitement justes. J'ai obtenu la plupart des renseignements en consultant les comptes de recettes et de dépenses du pays. Je crois que la plupart reconnaîtront que c'est un travail solide, du moins je l'espère. J'ai apporté des modifications aux prestations pour enfants, et aux diverses options en me servant d'un modèle informatique que j'aimais au point. D'autres se sont servi de formules analogues à celles-ci.

Les données disponibles sur les prestations pour enfants sont assez justes. Nous connaissons les données relatives aux dépenses et nous sommes en mesure de nous faire des hypothèses. Il

[Text]

assumptions because they are all wrong, which in most cases is nonsense. Usually we are talking about assumptions as to how much a family deducts or does not deduct for an RRSP, assumptions about inflation, and so on, which really have a marginal impact on the results. The reason I use graphics is that that gets us away from the nuts and bolts of whether you are going to lose \$17 or \$19, and we can argue \$17 or \$19.

You can fiddle around the edges of these models, but you come up with very similar results. When the budget was brought in last May, I did not need my computer model to know what it was going to look like. I did not know the exact numbers, but, knowing how the tax system works and how social programs operate, it is fairly easy to tell what is going to happen. When you partially index the tax system, people start paying more income tax—billions more. In fact, it was an astute political move on the part of the Minister of Finance to do that because it is a change which is not readily evident to the public—most people do not understand the tax system very well—and it is probably a change which a number of people might think is reasonable, given the current economic circumstances.

The tactic, “I disagree with your assumptions; therefore, I throw your analysis out,” I think is an unfair one. The Minister of Finance, himself, tried that on me, and, in fact, I do not think it was fair. It does not take a very sophisticated analysis to figure out what is going to happen because of the budget.

There are other areas, though, where our information is woefully inadequate. Poverty statistics, which is an area that I specialize in, are really quite rudimentary; social assistance statistics in this country are shockingly inadequate in terms of what we know about the welfare system. Sometimes one would like to know those statistics in looking at these things. I know your own report was trying to look at the effect on provincial benefits, and so on.

However, this kind of information, itself, is pretty solid. I think it is a red herring to say, “I do not agree with your data.”

**The Chairman:** With your permission, Senator David, I would like to connect with a comment made by Senator Marsden.

On figure L, I want to underline the fact, as you have already pointed out, that between 1985 and 1989, when you take account of the family allowances and the tax credit, things are better than before. Beginning in 1980, the trend does change; I do not question that. I would just like to draw the attention of the committee to that curve. That is what I have personally said.

**Mr. Battle:** Yes, after 1989-90, the curve goes up. It is interesting that at a meeting with the Minister of Finance, when I made that point, he said that a lot of things can change between now and 1990, which is, of course, true. I go back to my earlier point. We could surely make the line go back up if we were to increase family allowance in the future above the

[Traduction]

arrive très souvent que nos détracteurs reprochent à nos hypothèses d'être mal fondées, ce qui est faux dans la plupart des cas. Habituellement, il est question d'hypothèses relatives aux sommes qu'une famille déduit ou ne déduit pas au titre d'un régime enregistré d'épargne retraite. Il s'agit aussi d'hypothèses concernant l'inflation et d'autres questions semblables, qui n'ont qu'un effet minime sur les résultats. Si je me sera de graphiques, c'est qu'ils nous évitent de discuter interminablement pour savoir si l'on perd 17 \$ au lieu de 19 \$.

On pourrait signaler ces modèles, mais on arriverait au même résultat. Au dépôt du budget, en mai dernier, je n'ai pas au besoin d'utiliser mon modèle informatique pour savoir de quoi il retournerait. Je n'avais pas de chiffres précis, toutefois, sachant comment fonctionne le régime fiscal et comment sont appliqués les programmes sociaux, il m'est vraiment facile de prévoir ce qui se passera. Quand on commence à indexer le régime fiscal, les contribuables commencent à payer davantage d'impôt, des milliards de plus. En réalité, ce fut vraiment une mesure politique très avisée du ministre des Finances que de faire cela: c'est un changement dont les conséquences n'apparaissent pas encore clairement au public. La plupart des gens ne comprenant pas très bien le régime fiscal, c'est en changement qu'un certain nombre de gens peuvent sans doute juger raisonnable, compte tenu de la conjoncture économique.

Le procédé qui consiste à dire «Je conteste vos hypothèses et rejette donc votre analyse» est tout à fait injuste, à mon avis. Le ministre des Finances a lui-même essayé de me convaincre à ce sujet et, en fait, j'ai trouvé cela injuste. Il ne faut pas des analyses très poussées pour avoir une idée de ce qui va se passer à cause du budget.

Il y a d'autres domaines où nos renseignements font défaut. Les statistiques sur la pauvreté, domaine dans lequel je suis spécialisé, sont très rudimentaires; les statistiques sur l'assistance sociale, c'est-à-dire le régime d'assurance-chômage, sont très incomplètes. Il serait parfois utile d'avoir des statistiques lorsqu'on examine ces questions. Je sais que, dans votre rapport, vous avez essayé d'analyser les effets que cela pourrait avoir sur les prestations versées par les provinces, etc.

Toutefois, ces renseignements sont assez faibles et permettent de contredire ceux qui disent: «Je ne suis pas d'accord avec vos données».

**Le président:** Je voudrais revenir, sénateur David, avec votre permission, à une observation qu'a faite la sénatrice Marsden.

En ce qui concerne le graphique L, je voudrais vous faire remarquer, comme vous l'avez déjà fait, que la situation s'améliore entre 1985 et 1989, lorsqu'on tient compte des allocations familiales et du crédit d'impôt. La tendance commence à changer dès 1980, il n'y a pas de doute là-dessus. Je voudrais tout simplement attirer l'attention des membres du Comité sur cette courbe. Voilà ce que j'avais à dire.

**M. Battle:** Oui, la courbe remonte après 1989-1990. J'ai signalé cela au ministre des Finances lorsque je l'ai rencontré et il n'a dit que beaucoup de choses pouvaient changer d'ici 1990 ce qui, évidemment, est vrai. Je reviens au point que j'ai soulevé plus tôt. Nous pourrions sûrement faire remonter la courbe si, à l'avenir, en augmentait les allocations familiales



[Text]

partial indexation measure, but I think that that is an unfortunate step backwards in the way we deliver programs in this country.

**The Chairman:** Still, it is a fact that over the next three years they will be better off. That is why it is so important that, as soon as possible, this committee enter the second stage of its work. We still have to make proposals; that is my point. That is why I have insisted that we proceed to the second phase, where we could examine the entire question and could, perhaps, devise some proposals.

**Senator Graham:** May I ask a question relative to what was just said? I am somewhat confused because the witness has agreed with you, Mr. Chairman, that the combination of family allowance and child tax credit will improve the benefits up to 1990.

**The Chairman:** Up to 1989; starting in 1990, the benefits do decrease.

**Senator Graham:** As the witness indicated in his opening remarks, we must take note of the little hook that appears in the graph at the year 1990. Earlier, however, we heard from witnesses who disputed the assertion that the combination of those benefits would have better results.

**Mr. Battle:** May I respond to that? I think that I am confusing senators here. Figure L only looks at two of those programs, the family allowance and the child tax credit.

**The Chairman:** Yes; I wish to come to that point.

**Mr. Battle:** Figure M and figure N add in the child exemption. When the changes brought about by that exemption are added, the result is a loss for this family. Right from 1986 on, when the three things are added together—the changes resulting from the exemption and the changes resulting from the other two programs—the family will be worse off, absolutely.

**Senator Graham:** How do you rationalize one of the statements that was made to the effect that, from the total child benefits package, \$600 million would be withdrawn by 1990?

**Mr. Battle:** In what sense would I rationalize that statement?

**Senator Graham:** In the sense that, in the total package, they will have more money.

**Mr. Battle:** They will not have more money; they will have less money. In looking at the total package, we will have to consider all three programs. When we take into account the changes to the child exemption, which changes were brought in to save money, even a poor family, one below the poverty line, will lose benefits. That is a point I want to emphasize strongly. That is why I mentioned the child exemption loss. Even a low income family will lose in the end. Only a family at half the poverty line or below—an extremely poor family which would not even pay taxes—will be further ahead for the four years.

[Traduction]

au-delà du pourcentage d'indexation partielle; malheureusement, je crois qu'on ferait un pas en arrière, pour ce qui est de l'administration des programmes, si on agissait de la sorte.

**Le président:** Néanmoins, on reconnaît que les familles se trouveront en meilleure posture au cours des trois années à venir. C'est pourquoi il est important que le Comité entreprenne le plus tôt possible la deuxième étape de son étude. Nous n'avons pas encore formulé de propositions. C'est là que je veux en venir. C'est pourquoi j'ai insisté pour que nous passions à la deuxième étape de notre étude, pour pouvoir examiner toute la question et peut-être élaborer certaines propositions.

**Le sénateur Graham:** Puis-je poser une question à cet égard? Je me sens un peu perdu parce que le témoin a convenu avec vous, monsieur le président, que les allocations familiales et le crédit d'impôt-enfant auront pour effet d'augmenter les prestations jusqu'en 1990.

**Le président:** Jusqu'en 1989; les prestations vont commencer à diminuer en 1990.

**Le sénateur Graham:** Comme le témoin l'a indiqué dans sa déclaration préliminaire, nous devons tenir compte du petit crochet qui apparaît dans le graphique en 1990. Toutefois, certains des témoins qui ont comparu plus tôt ont contesté le fait que la combinaison de ces prestations aboutirait à de meilleurs résultats.

**M. Battle:** Puis-je répondre à cette question? Je crois que je suis en train d'embrouiller les sénateurs. Le graphique L ne porte que sur ces deux programmes, les allocations familiales et les crédits d'impôt pour enfants.

**Le président:** Oui, je voulais en venir à cette question.

**M. Battle:** Les graphiques M et N tiennent compte de l'exemption d'impôt au titre des enfants. Lorsqu'on additionne les changements entraînés par cette exemption, on aboutit à une perte. On constate, lorsqu'on additionne les trois prestations—les changements découlant de l'exemption et des deux autres programmes—que la situation de la famille sera pire à compter de 1986.

**Le sénateur Graham:** Comment expliquez-vous le fait que 600 millions de dollars seront retranchés, d'ici 1990, de l'ensemble du programme de prestations pour enfants?

**M. Battle:** Que voulez-vous dire?

**Le sénateur Graham:** En ce sens qu'il y aura plus d'argent dans le programme.

**M. Battle:** Il y aura non pas plus mais moins d'argent dans le programme. Nous devons prendre en considération les trois programmes. Lorsqu'on tient compte des changements qui ont été apportés à l'exemption d'impôt au titre des enfants en vue de réaliser des économies, on remarque que même la famille pauvre qui vit en dessous du seuil de la pauvreté perdra des prestations. Voilà le point que je veux porter à votre attention. C'est pourquoi j'ai parlé des pertes enregistrées dans l'exemption d'impôt au titre des enfants. Même une famille à faible revenu finira par être perdante. Seule une famille dont le revenu est de moitié inférieur au seuil de la pauvreté ou en des-

[Text]

But there we are talking about a very small percentage of Canadian families with children.

The reason why I chose this example quite purposely was to show the effect on a family below the low income line, and it will lose child benefits from this year on. That is why, again, one has to look at the tax system side of things as well as the direct spending side.

**The Chairman:** If I may, I will go a step further. Looking at the graph depicted in figure M, you have used the example of a family earning \$15,600. What would be the result if you took a family earning \$13,000? Would you say that the figures would change much for a family earning \$13,500?

**Mr. Battle:** No, the figures would not change much at all. That family still pays income tax, so it receives some benefit from the child exemption. You would have to consider families with very, very low income levels to escape the effects of the budget.

**The Chairman:** Of course, you are speaking of a family with two earners. That might explain the difference in our estimates.

**Mr. Battle:** That makes quite a difference, yes.

**The Chairman:** What would you say, then, about a family with one earner and an income of approximately \$13,000?

**Mr. Battle:** I would not want to say, offhand. I want to go back to look at the numbers.

**The Chairman:** That might explain the discrepancy.

**Mr. Battle:** Yes.

**Senator Graham:** On that point, however, I think it would be helpful if the witness could supply to us his information and his views on that particular question, which the Chairman has quite properly put.

**Mr. Battle:** The income figure is precisely \$13,500 and it is a one-earner family?

**The Chairman:** Yes; I would be much interested because, of course, I think that when you are considering that sort of example, you try your best to be objective and correct. If I was wrong in what I said, I would have no objection to correcting myself. But from some elements there, I had the feeling that, because you are speaking of a family with two earners, it might make a difference. I have used figures for a family with one earner.

**Mr. Battle:** In the analysis of the budget I looked at single people, childless couples, one-earner couples with two children, two-earner couples with two children and single parents with two children, just to get the broad range. Obviously, the exact figures change, but all of the patterns are exactly the same. You get income tax increases and child benefit decreases. The exact levels and amounts will differ, of course, but the overall pattern is the same because the tax system is a uniform one.

[Traduction]

sous de celui-ci—une famille extrêmement pauvre qui ne paie même pas d'impôts—se trouvera en meilleure posture pendant ces quatre années. Mais il s'agit d'un très faible pourcentage de familles canadiennes qui ont des enfants.

Si j'ai choisi cet exemple précis, c'était pour vous montrer les répercussions que ces changements auront sur une famille qui se trouve au-dessous du seuil de faible revenu; cette famille commencera à perdre des prestations à compter de cette année. C'est pourquoi, encore une fois, il faut analyser la situation en tenant compte du régime fiscal et des dépenses directes.

**Le président:** Je voudrais, avec votre permission, aller un peu plus loin. Dans le graphique M, vous utilisez l'exemple d'une famille qui gagne 15,600 \$ dollars par année. Que se passerait-il dans le cas d'une famille qui gagne 13,000 dollars? Les chiffres seraient-ils très différents?

**M. Battle:** Non, les chiffres ne changeraient pas tellement. Cette famille paie toujours des impôts et a droit à une exemption d'impôt au titre des enfants. Les familles qui ont des revenus très très faibles sont les seules à ne pas subir les effets du budget.

**Le président:** Évidemment, vous parlez d'une famille où de deux revenus. C'est peut-être à cause de cela que nos calculs sont différents.

**M. Battle:** Oui, cela change tout.

**Le président:** Quelle serait donc la situation d'une famille à revenu unique qui gagne environ 13,000 dollars par année?

**M. Battle:** Je ne peux pas vous le dire comme ça. Il faudrait que je puisse examiner les chiffres.

**Le président:** C'est ce qui expliquerait l'écart dans notre calcul.

**M. Battle:** Oui.

**Le sénateur Graham:** Je trouve qu'il serait utile que le témoin nous fournisse les renseignements dont il dispose et nous fasse connaître son point de vue sur cette question précise, que le président a d'ailleurs très bien formulé.

**M. Battle:** Il s'agit d'une famille à revenu unique qui gagne 13 500 dollars par année.

**Le président:** Oui; je serais curieux de connaître votre réponse parce que, avec ce genre d'exemple, on s'efforce d'être objectif et précis. Je n'hésiterai pas à me corriger si je me suis trompé. Mais d'après certains des éléments que nous avons, j'ai l'impression que le fait que vous parliez d'une famille où il y a deux revenus change tout. J'ai utilisé des chiffres qui s'appliquent à une famille à revenu unique.

**M. Battle:** Dans mon analyse du budget, j'ai examiné le cas de célibataires, de couples sans enfant, de familles à revenu unique avec deux enfants, de familles qui ont deux enfants et où les deux conjoints travaillent et aux personnes seules qui ont deux enfants, pour avoir une vue d'ensemble. Évidemment, les chiffres ne sont pas les mêmes dans tous les cas mais la tendance est la même partout. Il y a des augmentations d'impôt et des diminutions au titre des prestations pour enfant. Les montants exacts et les niveaux changent, évidemment, mais dans



[Text]

**The Chairman:** I apologize, Senator David, for interjecting with some questions, but I think it was important to clarify at least some aspects of the problem. You now have the floor.

**Senator David:** Your discussion has been of assistance to me in understanding this study, which I think is quite remarkable. The methodology seems to be very fair, particularly considering that it is in constant dollars. Otherwise, everything is mixed up and it is very difficult for us to follow any table.

**Mr. Battle:** Finance ministers do not like to account in dollars. Beware of tomorrow's budget, because that is what you will see.

**Senator David:** But from an analytic point of view, that is the only way to do it. Therefore, those tables are very important to our understanding of the question. I agree that it would be good to have other tables such as Table N so that we can compare with parents who have only one child or where one spouse is earning the income. What happens when they earn \$9,000 or \$12,000? Of course, you refer to \$15,000 in this table. There is a retrospective analysis with a follow-up perspective, if everything remains as it is. It seems to me that very little change in the income tax credit or in the exemption would correct this situation, because in 1986-87 it seems that there will be some loss, but it is not a marked one. After that point it rises considerably. It seems that the situation could be improved with a very small adjustment to what has been done. Do you have a general recommendation to improve things up to 1990, which is your last figure? I am not suggesting that we change everything, merely that we improve the situation by adjusting either the allocation or the income tax credit.

**Mr. Battle:** Our ideal package of changes—and they are not included in Bill C-70—would include leaving the family allowance alone and not subjecting it to partial indexation.

**Senator David:** But suppose there is no change.

**Mr. Battle:** Let us suppose that Bill C-70 becomes law. After 1989 if the child tax credit remained fully indexed, and not partially indexed, it would probably make up for the loss in indexation of family allowance for a while. The other important thing there is that low income families benefit the most from the child tax credit. If Bill C-70 is passed there could be two kinds of changes. There could be improvements in the child tax credit and there could be a periodic increase in the family allowance over and above the partial indexation. In effect, you would be making up for some of the loss due to inflation. Those are two changes that one might consider.

**Senator David:** You say nothing about the exemption.

[Traduction]

l'ensemble, la tendance est la même parce que le régime fiscal est uniforme.

**Le président:** Je m'excuse, sénateur David, d'avoir posé certaines questions mais j'estimais qu'il était important de clarifier au moins certains aspects du problème. Je vous laisse maintenant la parole.

**Le sénateur David:** Votre discussion m'a aidé à comprendre cette étude que je trouve très remarquable. La méthode utilisée semble être juste, compte tenu du fait que les calculs sont effectués en dollars constants. Autrement, tout est embrouillé et il est très difficile pour nous de comprendre les graphiques.

**M. Battle:** Les ministres des Finances n'aiment pas s'exprimer en termes de dollars. Vous le verrez bien dans le budget qui sera présenté demain.

**Le sénateur David:** Mais, du point de vue analytique, c'est la seule façon de procéder. Il est très important pour nous de comprendre ces graphiques si nous voulons être en mesure de bien saisir la question. Je conviens avec vous qu'il serait utile d'avoir d'autres graphiques, comme le graphique N, pour nous permettre d'établir une comparaison avec les parents qui n'ont qu'un enfant ou avec les familles à revenu unique. Qu'arrive-t-il lorsqu'ils gagnent 9 000 ou 12 000 dollars par année? Évidemment, dans ce graphique, vous utilisez le chiffre de 15 000 dollars. Vous faites une analyse rétrospective pour ensuite examiner les situations en vous fondant sur des données établies. Il me semble qu'il suffirait d'apporter de légers changements dans les crédits d'impôt ou l'exemption pour corriger cette situation. Il semble que les familles subiront une perte en 1986-1987, mais une perte qui demeure légère. Après cela, on constate que les prestations augmenteront considérablement. On pourrait améliorer la situation en apportant quelques petites modifications. Avez-vous une proposition à faire qui permettrait d'améliorer les choses jusqu'en 1990, qui représente la dernière année de votre analyse? Je ne propose pas de tout changer, simplement de rajuster l'allocation ou le crédit d'impôt.

**M. Battle:** L'idéal—et ces changements ne sont pas inclus dans le projet de loi C-70—serait de ne pas toucher aux allocations familiales et de ne pas en limiter l'indexation.

**Le sénateur David:** Mais supposons qu'il n'y a pas de changement.

**M. Battle:** Supposons que le projet de loi C-70 est adopté. En indexant pleinement plutôt que partiellement le crédit d'impôt-enfant, après 1989, on pourrait peut-être pendant quelque temps compenser les pertes qui sont attribuables à la désindexation de l'allocation familiale. L'autre point important est que les familles à faible revenu sont celles qui profitent le plus du crédit d'impôt-enfant. Deux types de changement auraient lieu si le projet de loi C-70 était adopté. Premièrement, le crédit d'impôt-enfant augmenterait; deuxièmement, l'allocation familiale augmenterait périodiquement au-delà du pourcentage d'indexation partielle. On compenserait ainsi certaines des pertes dues à l'inflation. Ce sont les deux changements que l'on pourrait envisager.

**Le sénateur David:** Vous ne dites rien au sujet de l'exemption.

[Text]

**Mr. Battle:** On the exemption side, it will be progressively diminished and then tied to inflation.

**Senator David:** Family allowances, you mean?

**Mr. Battle:** Yes, it is the same thing. We would like to see a continuation in diminishing that payment, a gradual, but total, withdrawal of it, by increasing the child tax credit. It would provide a better distribution of benefits and larger benefits to those who really need them. Then one could get around the losses after 1989. In effect, it would be a compromise on the position that we took vis-à-vis family allowances.

**Senator Marsden:** Why not fully index family allowances again?

**Mr. Battle:** That is what I would prefer, but assuming that Bill C-70 becomes law, what will we do? What I have just outlined is what I would favour.

**Senator David:** Mr. Chairman, I wonder if we could ask this gentleman to prepare a few more tables on the possible ways in which we could change in particular, the last three figures in Table N, with something in the tax credit system or in exemptions so that, at least we would arrive at a no loss position? Would this be possible?

**The Chairman:** I guess so. I have a small question for the witness. In Table N—and I suppose that it is the same thing in other tables—you have allocated the tax credit to the year when it is paid and not to the year when it is earned. If advance payments are made in the year in which the credit is earned—perhaps, on the basis of the previous year—your figure would change.

**Mr. Battle:** If you do it that way, there would probably be no loss in 1986. There would probably be a small gain. That is an important point when looking at how these calculations are done. However, we think—and Mr. Epp said the same thing in his paper—that you should look at the child tax credit from the point of view of the year in which it is received, because that is when people are actually getting the money and when it is part of that year's income. The figures would change for the first year or so, but after that you would get the same thing. I am sure that there would be howls of protest from Revenue Canada about paying the child tax credit under that system. I am not sure how it could be done for the same year.

**Senator Marsden:** Particularly for very low income families, where income is more likely to fluctuate.

**Mr. Battle:** One of the proposals made by our group was that the child tax credit be paid two or three times per year. This suggestion was made more as a means of getting round the tax discount problem.

**The Chairman:** What is your feeling with regard to more than one payment?

**Mr. Battle:** We favour it. We assume that the credit would be substantially increased so that it could be paid two or three

[Traduction]

**M. Battle:** En ce qui concerne l'exemption, elle sera réduite progressivement et ensuite liée à l'inflation.

**Le sénateur David:** Vous voulez dire les allocations familiales?

**M. Battle:** Oui, c'est la même chose. On voudrait que les allocations continuent de diminuer, qu'elles soient supprimées progressivement en augmentant le crédit d'impôt-enfant. Cela permettrait de mieux répartir les prestations et de verser des prestations plus élevées aux personnes qui en ont vraiment besoin. On pourrait ensuite trouver le moyen de compenser les pertes après 1989. En fait, il s'agirait d'un compromis par rapport à la position que nous avons prise sur les allocations familiales.

**Le sénateur Marsden:** Pourquoi n'indexons-nous pas pleinement à nouveau les allocations familiales?

**M. Battle:** C'est la solution que je préfère; toutefois, qu'allons-nous faire si le projet de loi C-70 est adopté? La solution que je viens de vous décrire est celle que je préfère.

**Le sénateur David:** Monsieur le président, le témoin pourrait-il nous préparer d'autres graphiques sur les changements que nous pourrions apporter, notamment en ce qui concerne les trois derniers chiffres du graphique N, au crédit d'impôt-enfant ou aux exemptions pour qu'il n'y ait, du moins, aucune perte? Est-ce que cela serait possible?

**Le président:** Je le crois. J'ai une petite question à poser au témoin. Dans le graphique N—et je suppose qu'il en va de même pour les autres—le crédit d'impôt est comptabilisé l'année où il a été versé et non pas l'année où il a été gagné. Si des paiements anticipés étaient effectués au cours de l'année durant laquelle le crédit est gagné—sur la case de l'année précédente—vos chiffres changeraient.

**M. Battle:** Il n'y aurait probablement pas de pertes en 1986 si vous procédiez de cette façon. Il y aurait peut-être un léger gain. C'est un point important dont il faut tenir compte lorsque nous analysons la façon dont les calculs sont faits. Toutefois, nous croyons—et M. Epp a dit la même chose dans son document—que le crédit d'impôt-enfant doit être comptabilisé l'année où il est touché parce que c'est à ce moment-là que les gens le reçoivent et qu'il est à calculé dans le revenu annuel de la famille. Les chiffres ne seraient pas les mêmes la première ou la deuxième année, mais après, ils seraient pareils. Je suis certain que Revenu Canada protesterait si on lui demandait de verser le crédit d'impôt-enfant en employant cette méthode. Je ne sais pas comment on procéderait pour la même année.

**Le sénateur Marsden:** Notamment pour les familles à revenu très faible, où le revenu est beaucoup plus susceptible de fluctuer.

**M. Battle:** Notre groupe a proposé, entre autres, que le crédit d'impôt-enfant soit payé en deux ou trois versements, par année. Cela permettrait de régler le problème du dégrèvement fiscal.

**Le président:** Que pensez-vous de l'idée d'effectuer plusieurs versements?

**M. Battle:** Nous sommes en faveur de cette idée. Nous croyons que le crédit serait beaucoup plus élevé de sorte qu'il



## [Text]

times per year. However, a number of low income people might object to this system. The National Anti-Poverty Organization has polled its members and they say that they want the child tax credit in one lump sum, because it is the real baby bonus today. One can see their point of view because many low income families use that money to buy consumer durables, clothing and so on. This is particularly the case with welfare families who have enough trouble getting to the end of the month before they receive their next welfare cheque. Their child tax credit is the only thing they have to buy things. So there are pros and cons to paying it more than once per year.

**The Chairman:** So you have no definite position on the question?

**Mr. Battle:** I do not feel strongly about it. We have recommended in the past that, if the child tax credit were increased substantially, it could be paid two or three times per year. When it was brought in, I remember the minister of the day, Madame Bégin, in one of her speeches talked about looking at this two or three years down the road to see how it was operating and maybe they would pay it more than once a year, but so far nothing has happened on that. I do not think it is an enormously important issue.

**Senator David:** I would like to go back to the periodic payments of this credit, because this morning we had a group, Les assistés sociaux du Québec, and that was the main point of their presentation.

**Mr. Battle:** They posed that idea?

**Senator David:** They said they would like to have it on a monthly basis. They had a good argument that when it arrived it is already spent.

So, I should like to know how well documented you are on these feelings of the welfare recipients?

**Mr. Battle:** It is interesting you say that, because the argument against periodical payment has been made by the National Anti-Poverty Organization. They have claimed that their members oppose the idea. I do not know whether Mr. Patrick Johnson appeared before the committee—

**Senator Marsden:** It was Debbie Hughes.

**Mr. Battle:** I do not know whether they have changed their position on that or not, but it would be interesting to bring that to their attention.

**Senator David:** The group that appeared before the committee this morning said that it represents 700,000 welfare recipients.

**Mr. Battle:** I will bring it to NAPO's attention; I think they should know about that. That is an interesting point.

## [Traduction]

pourrait être payé en deux ou trois versements par année. Toutefois, il se peut qu'un certain nombre de personnes à faible revenu s'opposent à ce régime. L'organisation nationale anti-pauvreté a effectué un sondage à cet égard auprès de ses membres, qui préfèrent que le crédit d'impôt-enfant leur soit alloué en un seul versement, parce qu'il tient lieu d'allocations familiales. On peut comprendre leur point de vue parce que de nombreuses familles à faible revenu utilisent cet argent pour acheter des biens de consommation durables, des vêtements, etc. C'est ce qui se passe notamment dans le cas des familles qui touchent des prestations sociales et qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts à la fin du mois en attendant de recevoir leur prochain chèque. Le crédit d'impôt-enfant constitue pour elles le seul moyen d'acheter des choses. Il y a donc des avantages et des inconvénients à échelonner le versement du crédit sur l'année.

**Le président:** Vous n'avez donc pas de position précise à cet égard?

**M. Battle:** Je ne suis tellement en faveur de cette idée. Nous avons recommandé dans le passé d'augmenter le crédit d'impôt pour enfant de façon considérable pour pouvoir le payer en deux ou trois versements par année. Lorsque le crédit a été introduit pour la première fois, le ministre de l'époque, Madame Bégin, a dit, dans un de ses discours que le gouvernement se pencherait sur la question dans deux ou trois ans pour voir si le système fonctionne et qu'il envisagerait peut-être la possibilité d'effectuer plus d'un versement par année. Toutefois, rien n'a été fait jusqu'à maintenant. Cette question, d'après moi, n'est pas très importante.

**Le sénateur David:** Je voudrais revenir à la question du versement périodique de ce crédit parce que le groupe qui a comparu devant nous ce matin, les Assistés sociaux du Québec, avait fait de cette question le thème central de son exposé.

**M. Battle:** Ils ont proposé cette idée?

**Le sénateur David:** Ils ont dit qu'ils aimeraient que le crédit soit versé sur une base mensuelle. Ils ont affirmé, avec raison, que le crédit était déjà dépensé avant même d'être reçu.

Je voudrais donc savoir si vous connaissez bien les sentiments des prestations à cet égard?

**M. Battle:** Je trouve votre remarque intéressante parce que l'Organisation nationale anti-pauvreté s'est opposée au versement périodique du crédit. Elle soutient que ses membres s'opposent à cette idée. Je ne sais pas si M. Patrick Johnson a comparu devant le Comité.

**Le sénateur Marsden:** C'était Debbie Hughes.

**M. Battle:** Je ne sais pas si elle a changé de position à cet égard mais il serait intéressant de porter cette question à son attention.

**Le sénateur David:** Le groupe qui a comparu devant le Comité ce matin a dit représenter 700 000 prestataires.

**M. Battle:** Je porterai cette question à l'attention de l'ONAP. Elle doit être mise au courant. C'est un point très intéressant.

[Text]

**The Chairman:** If there are no further questions, all that remains is that I thank you on behalf of the members of the committee. I am quite sure that we will ask for your collaboration when we enter into the second phase of our study.

**Mr. Battle:** I would be happy to help, and as I said, I will make available to you more of the statistics that we have discussed.

**The Chairman:** Thank you.

The committee adjourned.

[Traduction]

**Le président:** S'il n'y a pas d'autres questions, je tiens à vous remercier au nom des membres du Comité. Je suis certain que nous ferons appel à vos services lorsque nous entreprendrons la deuxième étape de notre étude.

**M. Battle:** Je serai heureux de vous aider et, comme je l'ai dit, je vous fournirai des statistiques supplémentaires à celles que nous avons étudiées.

**Le président:** Merci.

La séance est levée.

















Ms. Marianne Roy, Jurist, and Delegate of the Communist Party of Quebec.

6. *From the Vanier Institute of the Family:*

Mr. Robert Glossop, Coordinator of Programs and Research;

Mr. Alan Mirabelli, Coordinator of Administration.

7. *From the National Council of Welfare:*

Mr. Kenneth Battle, Director.

Md. Marianne Roy, juriste, déléguée du Parti Communiste du Québec.

6. *De l'Institut Vanier de la famille:*

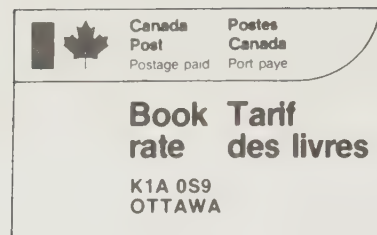
M. Robert Glossop, coordonnateur des programmes et de la recherche;

M. Alan Mirabelli, coordonnateur à l'administration.

7. *Du Conseil national du Bien-être social:*

M. Kenneth Battle, directeur.





*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

## WITNESSES—TÉMOINS

1. *From the National Anti-Poverty Organization:*  
Mrs. Debbie Hughes-Geoffrion, Community Liaison.

2. *From the Confederation of National Trade Unions:*  
Mr. Christophe Auger, Vice-President;  
Mrs. Anne-Marie David, President of the National Committee on the Status of Women.

3. *From the National Action Committee on the Status of Women:*

Mrs. Louise Dulude, Vice-President;  
Mrs. Madeleine Parent, Regional Representative (Quebec);  
Mrs. Kay Marshall, Member of the NAC Committee on Pensions and Benefits to Families.

4. *From the "Front commun de assistés sociaux du Québec":*  
Mrs. Claudette Brière, Member of the Executive;  
Mrs. Louise Leboeuf, Member of the Executive;  
Mrs. Thérèse Robichaud, Member of an affiliated group.

5. *From "Solidarité populaire—Québec":*

Mr. Louis Poitras, Counsel, and Consultant on budgets for the ACEF ("Association coopérative d'économie familiale");

1. *De l'Organisation nationale anti-pauvreté:*

M<sup>me</sup> Debbie Hughes-Geoffrion, chargée de liaison communautaire.

2. *De la Confédération des syndicats nationaux:*

M. Christophe Auger, vice-président;  
M<sup>me</sup> Anne-Marie David, présidente du Comité national de la condition féminine.

3. *Du Comité canadien d'action sur le statut de la femme:*

M<sup>me</sup> Louise Dulude, vice-présidente;  
M<sup>me</sup> Madeleine Parent, déléguée régionale (Québec);  
M<sup>me</sup> Kay Marshall, membre du Comité sur les pensions et les prestations aux familles du CCA.

4. *Du Front commun des assistés sociaux du Québec:*

M<sup>me</sup> Claudette Brière, membre de l'exécutif;  
M<sup>me</sup> Louise Leboeuf, membre de l'exécutif;  
M<sup>me</sup> Thérèse Robichaud, membre d'un groupe affilié.

5. *De Solidarité populaire—Québec:*

M. Louis Poitras, avocat et consultant budgétaire à l'ACEF de Laval (Association coopérative d'économie familiale);

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

---

SÉNAT DU CANADA

---

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

---

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

---

Wednesday, February 26, 1986

Le mercredi 26 février 1986

Issue No. 12

Fascicule n° 12

Third proceedings on:

Troisième fascicule concernant:

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

---

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

---

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)





THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzyk

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay, moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février  
1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 26 FÉVRIER 1986  
(24)

## [Texte]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, Le Moyne, Marsden, Marshall, Rousseau et Tremblay. (6)

*Autres sénateurs présents:* Les honorables sénateurs David et Simard. (2)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*De la Centrale de l'enseignement du Québec:*

M. Raymond Johnston, vice-président;

M<sup>me</sup> Rosette Côté, employée-conseil;

M. Richard Langlois, employé-conseil (économie).

Le Comité reprend son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

M. Johnston fait une déclaration et, avec ses témoins, répond aux questions.

A 10 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 00 cet après-midi.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

LE MERCREDI 26 FÉVRIER 1986  
(25)

A 14 h 10 le Comité reprend ses travaux sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, Gigantès, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall et Tremblay. (7)

*Autre sénateur présent:* L'honorable sénateur David. (1)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*De la Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.:*

M<sup>me</sup> Denise Laporte-Dubuc, secrétaire générale sortante;

M. Michel Morel, secrétaire général;

M. Robert Sylvestre, agent de recherche.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, FEBRUARY 26, 1986  
(24)

## [Translation]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:40 a.m. o'clock, the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Côtteau, Le Moyne, Marsden, Marshall, Rousseau and Tremblay. (6)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senators David and Simard. (2)

*Also present:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer with the Library of Parliament.

*In attendance:* The Official Senate stenographers.

## Witnesses:

*From "Centrale de l'enseignement du Québec":*

Mr. Raymond Johnston, Vice-President;

Mrs. Rosette Côté, Employee-advisor;

Mr. Richard Langlois, Employee-advisor (Economy).

The Committee resumed its consideration of Bill C-70, intituled "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

Mr. Johnston made a statement and, together with the other witnesses, answered questions.

At 10:50 a.m. o'clock, the Committee adjourned until 2 o'clock in the afternoon.

## AFTERNOON SITTING

WEDNESDAY, FEBRUARY 26, 1986  
(25)

The Committee reconvened at 2:10 p.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Côtteau, Gigantès, Graham, Le Moyne, Marsden, Marshall and Tremblay. (7)

*Present, but not of the Committee:* The Honourable Senator David. (1)

*Also present:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer with the Library of Parliament.

*In attendance:* The Official Senate stenographers.

## Witnesses:

*From "Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.":*

Mrs. Denise Laporte-Dubuc, General Secretary;

Mr. Michel Morel, General Secretary elect;

Mr. Robert Sylvestre, Research Officer.

*Du Collectif des femmes de Concordia:*

M<sup>me</sup> Regina Russell;  
M<sup>me</sup> Joan Ann Gordon.

*Du Groupe de mères du Centre Saint Columba:*

M<sup>me</sup> Sandra Capponi;  
M<sup>me</sup> Dena Kenny;  
M<sup>me</sup> Wendy Arbour;  
M<sup>me</sup> Janet Kaidas.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 16 h 00 le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

ATTESTÉ:

*From the Concordia University Women's Collective:*

Mrs. Regina Russell;  
Mrs. Joan Ann Gordon.

*From "Groupe de mères du Centre Saint Columba":*

Mrs. Sandra Capponi;  
Mrs. Dena Kenny;  
Mrs. Wendy Arbour;  
Mrs. Janet Kaidas.

The Committee resumed its consideration of Bill C-70, intituled "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 4 p.m. o'clock, the Committee withdrew to continue deliberating *in camera*.

ATTEST:

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

Ottawa, le mercredi 26 février 1986

[Text]

Le comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour étudier le projet de loi C-70, tendant à modifier la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**Le président:** Alors, je déclare la séance ouverte. Je souhaite la bienvenue aux représentants de la Centrale de l'enseignement du Québec. M. Johnston, qui est le porte-parole du groupe, va, j'imagine, comme les autres groupes l'ont fait dans les séances précédentes, nous expliquer un peu ce que c'est que la CEQ, qui s'est modifiée, je pense, à certains égards, comme structure.

**M. Johnston:** Passablement.

**Le président:** Passablement, et nous présenter ceux qui vous accompagnent. Alors, vous avez la parole, monsieur Johnston.

**M. Raymond Johnston, vice-président, Centrale de l'enseignement du Québec:** Merci. Je voudrais d'abord prendre une minute pour excuser notre retard. On s'est perdu dans les corridors des édifices autour, cherchant le local. Comme on n'est pas familier tellement avec les lieux, cela nous a pris quelque temps à nous retrouver.

Mais, j'aimerais, comme vous m'invitez à le faire, monsieur le président, d'abord présenter, pour le bénéfice des membres du comité, la Centrale de l'enseignement du Québec, une centrale syndicale qui regroupe et représente au Québec, environ 100,000 salariés, principalement concentrés dans le secteur de l'enseignement, de l'éducation, et, à ce titre, la Centrale représente du personnel enseignant, du personnel de soutien, du personnel professionnel, du niveau des commissions scolaires, du niveau collégial et du niveau universitaire.

De plus, la Centrale représente également les salariés du secteur des affaires sociales, particulièrement les travailleurs qui oeuvrent dans les centres d'accueil au Québec. Elle représente également des travailleuses et des travailleurs du secteur des loisirs et des communications, et nous avons une entente de service avec le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, que nous représentons également. Je pense que j'oublie un ou deux petits secteurs nouveaux, un groupe du secteur des communications, nouvellement affilié à la Centrale, de même qu'un secteur en voie de développement chez-nous, les travailleurs et les travailleuses de garderie.

Donc, cela vous présente globalement notre organisation, qui est constituée de syndicats à la base, mais aussi de fédérations qui regroupent ces travailleurs par catégorie, et par secteur de travail.

Notre organisation syndicale, à cause de ses secteurs d'implantation, représente aussi une majorité de femmes, parmi les membres de la Centrale, ce qui n'est pas négligeable dans le cadre du débat actuel. Elles et notre Centrale sont impliqués de plus en plus dans des questions d'ordre social, économique et, à l'occasion, politique, ou para-politique, en plus de s'occuper, naturellement, des questions de conditions

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, Wednesday 26 February 1986

[Traduction]

The Senate Standing Committee on Social Affairs, Science and Technology met today at 9:30 to consider the subject-matter of Bill C-70, an Act to amend the 1973 Family Allowances Act.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** presiding.

**The Chairman:** I now declare the session open. I welcome the representatives of the Centrale de l'enseignement du Québec. Mr. Johnston, who is the spokesman for the group, will, I imagine, as other groups have done in previous sessions, tell us a little about the CEQ, which I think has undergone some structural changes.

**Mr. Johnston:** Fine.

**The Chairman:** Fine, and will you please introduce the individuals accompanying you. You now have the floor, Mr. Johnston.

**Mr. Raymond Johnston, Vice-president, Centrale de l'enseignement du Québec:** Thank you. First, I would like to take one minute to apologize for being late. While trying to get here we got lost in the corridors of nearby buildings. Since we were not very familiar with the location of this meeting room, it took us a while to find it.

However, I would like, as you have invited me to do, Mr. Chairman, first to introduce, for the benefit of the members of the Committee, the Centrale de l'enseignement du Québec. It is a central labour body which brings together and represents in Quebec approximately 100,000 employees who are mainly concentrated in the teaching sector, in the field of education. As such, the Centrale represents teaching, support and professional personnel at the school board, college and university levels.

Moreover, the Centrale also represents employees in the social affairs sector, particularly employees who work in the Welcome Centres of Quebec. It also represents men and women working in the recreation and communications sectors, and we have a service agreement with the Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, which we also represent. I think that I have left out one small sector, or rather two small new sectors; one communications group, newly affiliated with the Centrale, and one sector in the process of being established in our province, the men and women employed in day care.

That should give you an overall picture of our organization. It comprises mainly unions, but also federations grouping these employees by category and labor sector.

Because of its unionized sector, our labor organization also represents a majority of women among the members of the Centrale, something not insignificant given the context of the current debate. They and our Centrale are becoming increasingly involved in questions of a social, economic and occasionally political or semi-political nature, in addition of course to being involved in questions pertaining to the working conditions of

*[Text]*

de travail de nos membres, puisque l'on considère qu'il y a un large champ d'intervention qui finit par avoir des conséquences sur les conditions de vie de l'ensemble des membres que nous représentons.

Je voudrais, du même souffle, présenter pour l'ensemble des membres du comité, les personnes qui m'accompagnent. A ma droite, Mme Rosette Côté, responsable, à la Centrale, du comité de la condition des femmes. A ma gauche, M. Richard Langlois, économiste au service de recherche de la Centrale.

Je voudrais, avec votre permission, enchaîner immédiatement sur le fond de la question, quitte à ce que nous échangions plus librement par la suite.

Nous avons cru bon d'intervenir devant le comité sénatorial des affaires sociales, des sciences et de la technologie sur le projet de loi C-70, qui a déjà été adopté par la Chambre des communes, et qui est devant vous pour approbation définitive, ou avis du Sénat sur cette question. Nous considérons qu'il s'agit d'une question importante au plan des politiques sociales, et nous pensons qu'il est, en quelque sorte du devoir du Sénat d'intervenir avec la plus grande énergie, sur une question de cette nature dans le but de préserver ce que nous considérons être l'essentiel du tissu de solidarité sociale qui est à la base des politiques sociales au Canada.

Nous avons examiné avec beaucoup d'attention le projet de loi. Nous avons examiné aussi, et pris connaissance, avec beaucoup d'attention, de l'ensemble des débats qui ont eu lieu autour de cette question. Nous en arrivons à la conclusion que, malgré les déclarations de principe à l'effet qu'on ne menace pas l'universalité des allocations familiales, malgré les déclarations de principe, aussi, à l'effet que l'on ne veut pas réduire les sommes allouées aux politiques sociales au Canada, on se retrouve avec ce projet de loi dans un corridor de rétrécissement important de la portée universelle du régime des allocations familiales par voie d'érosion progressive. On se trouve aussi dans une situation où le crédit d'impôt, pour les catégories de personnes qui vont être visées par les crédits d'impôt va aller en se tassant, en se compactant de plus en plus vers le bas. Une de nos craintes majeures est de voir progressivement ce que l'on peut identifier comme étant la classe moyenne canadienne devenir, en quelque sorte, par la force des choses la principale perdante de l'ensemble des politiques de redressement budgétaire, et leur conséquence au niveau des politiques sociales au Canada. Notre crainte est aussi de voir diminuer cette partie importante du revenu autonome directement perçu par les femmes qui sont au travail, mais particulièrement par les femmes qui sont hors du marché du travail. Pour la plupart d'entre elles, c'est la seule source de revenu autonome qui leur est disponible.

Nous pensons qu'il y a un certain nombre de mesures que la Chambre des communes aurait pu considérer avant d'adopter ce projet de loi. Nous avons confiance que le Sénat en fera part à la Chambre des communes, lorsqu'il retournera le projet de loi avec les modifications recommandées. Nous avons confiance que le Sénat examinera quelques formules alternatives. Les objectifs que nous visons par ces formules alternatives que nous vous soumettons, sont de trois ordres.

*[Traduction]*

our members. The reason for this is that they believe that there is a wide range of intervention which has an impact on the living conditions of all the members that we represent.

I would like at the same time to introduce to the members of the Committee the persons accompanying me. To my right, Madame Rosette Côté, who is an officer in the Centrale's committee on the status of women. To my left, Mr. Richard Langlois, an economist in the Centrale's research department.

With your permission, I would like to turn quickly to the heart of the matter, and later engage in a more free and open discussion.

We believed that it was a good idea to appear before the Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology studying Bill C-70, which has already been passed by the House of Commons, and which is now before you for final approval or Senate advice on this matter. We believe that the Bill deals with an important social policy question, and we think that to some extent it is the duty of the Senate to intervene energetically in a matter of this nature in order to preserve what we consider to be the essential fabric of the social solidarity underlying social policy in Canada.

We have examined the bill very carefully. We have also examined and carefully gone through all the debates which have taken place on this question. We concluded that, in spite of declarations of principle to the effect that the universality of the Family Allowance will not be threatened, in spite of declarations of principle to the effect that there is no intention to reduce the sums allocated to social policy in Canada, this Bill constitutes a major narrowing and progressive erosion of the universal scope of the Family Allowance plan. With this Bill we are also presented with a situation where the tax credit, the class of persons, the categories of people who will be affected by the tax credits will suffer and be more and more reduced. One of our main concerns is that we may see what might be called the Canadian middle class become, partly because of circumstances, the main loser as a result of all the budgetary restraint policies and their impact on social policy in Canada. We also fear that this important component will be lost for a number of non-working women. It constitutes an independent income which is received directly by women outside the labor market, as well as by working women. But especially for women who are outside the labor market, it is the only independent source of income available to them.

We think that there were a number of measures that the House of Commons could have considered before passing this Bill. We trust that the Senate will notify the House of Commons by returning the Bill with the recommended changes. We trust that the Senate will examine alternative formulas. With the alternative formulas that we are submitting, we have three objectives in mind.



## [Text]

Premièrement, au moins maintenir la masse allouée au soutien aux familles avec enfants.

Deuxièmement, consolider, non seulement le principe, mais le principe et le fait de l'universalité des allocations familiales.

Troisièmement, pour les fins du financement, puisqu'il y a des questions budgétaires, semble-t-il, à considérer, nous pensons qu'il y a deux possibilités sous cet angle. Ou bien aller vers un examen plus attentif du régime fiscal général applicable aux particuliers, dans le but d'assurer une plus grande progressivité de l'impôt, et d'éliminer un certain nombre d'abris fiscaux, que l'on peut identifier comme étant des dépenses fiscales pour un gouvernement. C'est un champ large.

L'autre possibilité, sous cet angle, c'est de convertir ou, totalement, ou en partie, l'exemption d'impôt pour enfants à charge, i.e. convertir cette dépense fiscale globale au bénéfice d'une consolidation de l'universalité des allocations familiales. Autrement dit, ce que nous souhaiterions du comité sénatorial et du Sénat, c'est qu'ils fassent savoir à la Chambre des communes la volonté manifeste d'une vaste majorité de la population, au Québec, pour ce que l'on en sait, de maintenir l'universalité des allocations familiales, de maintenir l'indexation des allocations familiales, et, donc, de consolider, même en enrichissant ce régime au détriment des exemptions d'impôt pour enfants, ce qui nous semblerait être une formule pas mal plus équitable pour une société progressiste.

Nous souhaitons, quant à nous, une intervention énergique de la part du Sénat. On sait bien que des gestes posés dans le passé ont amené le présent gouvernement, et peut-être des gouvernements antérieurs, à tenter de limiter un peu le champ d'intervention du Sénat.

Dans la conjoncture actuelle, nous pensons qu'une politique de laisser-faire, de la part du Sénat, ne pourrait que convaincre la majorité de la population qu'il n'y a plus vraiment d'espoir de pouvoir tempérer, par les mécanismes parlementaires, les attaques faites par le présent gouvernement à l'ensemble de la structure des politiques sociales.

Je voudrais terminer en vous disant que nous attachons, quant à nous, une importance capitale à tout ce qui est de nature à briser la solidarité sociale autour des politiques sociales. Nous pensons qu'il y a là un risque important pour une société démocratique de se retrouver dans la situation où un ensemble de mesures, adoptées par un gouvernement, ferait en sorte que, d'un côté, il y aurait des payeurs et de l'autre des bénéficiaires. La majorité des payeurs se trouvent dans la classe moyenne, parce que ceux qui sont dans la classe supérieure ont des moyens de ne pas payer d'impôt ou presque pas tout le monde le sait. On pense qu'il ne faut pas arriver à ce genre d'opposition à l'intérieur de notre société. C'est un risque important qu'on fait courir à l'ensemble de notre société, que d'aller vers ce genre de mesure. Nous pensons qu'il vaut mieux maintenir et consolider le caractère universel, mais plutôt agir par le biais de l'impôt. Par la progressivité de l'impôt, on élimine un certain nombre de facteurs qui profitent, en définitive, pas mal plus aux gens qui sont déjà au-dessus de la classe moyenne au Québec et au Canada.

Voilà, si vous le permettez, je demanderais à Mme Côté d'ajouter quelques mots.

## [Traduction]

First, to at least retain the sums allocated for the support of families with children.

Second, to consolidate not only the principle but also the practice of family allowance universality.

Third, with respect to financing, since there are budgetary considerations to bear in mind, we think that there are two possibilities. First, we might move toward a more careful examination of the general tax system as it applies to individuals, with the aim of ensuring a greater progressive income tax, and of eliminating a number of tax shelters, which may be considered as fiscal expenditures by the government. This is a wide field.

The other possibility is to change, either wholly or in part, the tax exemption for dependent children. These global fiscal expenditures should help secure a consolidation of the universality of family allowances. In other words, we hope that the Senate Committee and the Senate will let the House of Commons know the wishes expressed by the vast majority of the people of Quebec, so that it may maintain the universality of family allowances, maintain the indexation of family allowances, and thus consolidate and even add to this system at the expense of tax exemptions for children. This seems to be an equitable formula for a progressive society.

We hope that the Senate will intervene energetically. We all know the efforts that have been made in the past, by the present government and perhaps earlier governments, to limit Senate intervention.

In the present situation, we think that a laissez-faire policy by the Senate will only convince the majority of the people that there is really no hope for limiting through parliamentary mechanisms the attacks that are being made by the present government against the whole structure of social policy.

I would like to end by saying that we place great importance on everything that has to do with measures that may undermine the social solidarity surrounding social policy. We think that this represents a great risk for a democratic society. It should not find itself in a situation where the government adopts measures which would make only the majority of the middle class pay. Because those in the upper classes have ways of not paying income tax. Everyone knows that. Thus society would be divided into those who pay, and the beneficiaries of social policy. We don't think that we should permit this type of opposition within our society. Our society would face great risk if this were to happen. We think that it is better to retain and consolidate the universal character, and to act through income tax, a progressive income tax, to eliminate a number of factors which in the final analysis benefit only those who already find themselves above the middle class in Quebec and Canada.

There it is. If you will allow me, I would like to ask Madame Côté to add a few words.

[Text]

**Le président:** Merci bien. Madame Côté.

**Mme Rosette Côté, employée-conseil, Centrale de l'enseignement du Québec:** Je vais être brève. Je vais faire une intervention un peu terre à terre mais, à mon avis, c'est peut-être celle qui parle le plus.

Moi, je pense que maintenir les allocations familiales telles quelles servira actuellement aux pauvres, donc, aux femmes et aux enfants. Je pense qu'il y a une réalité à l'intérieur de laquelle on ne parle pas souvent qui est celle de la qualité de vie pour les enfants. Quand on regarde les statistiques du Conseil du bien-être qui disent que le trois quart des enfants canadiens vivent dans des familles dont le revenu est inférieur à \$24,000, je pense que maintenir une allocation familiale fait en sorte que ces enfants réussissent à obtenir une qualité de vie.

Deuxièmement, on connaît toute la réalité des femmes, M. Johnston l'a dit, il y a quand même 50 p. 100 des femmes au Canada qui n'ont pas de revenu autre que celui-là. Je pense que c'est un gain de haute lutte qu'a été les allocations familiales, ce qui a permis, entre autre aux femmes de pouvoir avoir le chèque pour elles. C'est une lutte que Mme Casgrain a menée, puis je pense que c'est un acquis social qu'il ne faut pas oublier.

Enfin, je pense, comme le disait M. Johnston, le fait que les allocations soient maintenues et augmentées, c'est repris de toute façon par le biais de l'impôt, ce qui fait que les personnes qui en ont le plus besoin, il leur en reste, et ceux qui ont d'autres revenus peuvent se reprendre ailleurs. Il est fort important de tenir compte de cela. Je pense que le Sénat connaît l'ensemble des luttes des femmes et sait que c'est méconnaître toute la pauvreté qui existe au Québec, et au Canada, pour les femmes que d'oublier que, mettre cela de côté, c'est nier une totalité de luttes qui existent depuis un bon nombre d'années.

Je pense que cela est important à retenir. L'acte d'enfanter et éduquer les enfants, c'est quelque chose qui est important et l'État a sa part à jouer là-dedans autant que les familles. Les familles pauvres ne peuvent pas jouer plus que ce qu'elles peuvent.

**Le président:** Merci bien. Est-ce que M. Langlois pourrait ajouter quelques mots?

**M. Richard Langlois, employé-conseil, Centrale de l'enseignement du Québec:** Oui, simplement ajouter une petite chose.

Il y avait, à mon avis, deux objectifs fondamentaux dans ce projet de loi. Un qui était, évidemment, de réaliser des économies budgétaires. Un deuxième qui était d'essayer de mieux cibler l'aide aux familles, en disant que, à l'heure actuelle, le système n'était pas cohérent, qu'il y avait de l'aide qui était accordée à des familles qui n'en avaient pas besoin. Or, le Conseil canadien de développement social et le Conseil national du bien-être social, deux organismes consultatifs, ont montré que, d'ici quatre ou cinq ans, l'impact de ce projet de loi, pour les classes très pauvres, celles dont on voudrait améliorer le sort, ne serait finalement pas si positif que cela, et même pourrait devenir négatif. Il pourrait y avoir perte pour les gens en bas de \$10,000 dans un moyen terme, c'est-à-dire d'ici 1990. Donc, on se demande parmi les scénarios qu'il était possible d'envisa-

[Traduction]

**The Chairman:** Thank you very much. Madame Côté.

**Madame Rosette Côté, Counselling Officer, Centrale de l'enseignement du Québec:** I will be very brief. I will make a few comments that are more matter of fact, which in my opinion are the ones that speak loudest.

In my opinion, I think that keeping family allowances as such will actually benefit the poor, that is women and children. I think that there is a reality which is not often considered, and that is the children's quality of life. When one reads the statistics of the Council of Welfare, which state that three-quarters of Canadian children live in families whose income is less than \$24,000, I think that keeping the family allowance helps to ensure that these children are able to enjoy some quality of life.

Secondly, we know the reality in which women live. Mr. Johnston referred to it. Fifty percent of women in Canada do not have any income other than the family allowance. I think that family allowances were won after a hard struggle, and they have allowed women among others to have a cheque of their own. It was a struggle in which Madame Casgrain fought hard, and I think that it is a social acquisition that should not be forgotten.

Finally, I think that, as Mr. Johnston said, family allowances should be kept and increased; and in the income tax, those who need them most should be allowed to keep them, while those with other sources of income can turn to something else. It is very important to bear that in mind. I also believe that the Senate knows all the struggles that women have fought. If we were to forget and set aside family allowances, we would be failing to recognize the poverty in which women live in Quebec and Canada. It would be a denial of all the battles that were fought over the years.

I think that it is important to remember this, and especially the bearing and education of children. These are important and the State has its role to play there, by ensuring that families have something, by remembering that poor families can only enjoy what they can afford.

**The Chairman:** Thank you very much. Could Mr. Langlois add a few words?

**Mr. Richard Langlois, Counselling Officer, Centrale de l'enseignement du Québec:** Yes, simply to add one observation.

In my opinion, there were two fundamental objectives behind this Bill. One, of course, was budgetary savings. The second was an attempt to better target aid to families. This implied that at the present time, the system was not coherent, that aid was being given to families which did not need it. Now, the Canadian Council on Social Development, and the National Council of Welfare, two consultative organizations, have clearly shown that within the next five years, the impact of this Bill on the poor, those whose condition should be improved, will in the end not be as positive as expected. Indeed, it could be negative. Over the short term, that is between now and 1990, it could mean a loss for people earning less than \$10,000. Therefore, given all the possible scenarios, one wonders whether this was really the best one to adopt.



[Text]

ger, on se demande si c'est vraiment le meilleur qui a été choisi.

**Le président:** Je vous remercie. Je cède maintenant la parole aux sénateurs qui désireraient apporter des commentaires ou poser des questions.

Tout d'abord, j'ai sur ma liste le nom du sénateur Le Moyne.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci, monsieur le président. M. Johnston, vous avez fortement insisté sur le principe de l'universalité. C'est une insistance qui, à nos oreilles, est universelle.

J'aimerais que vous développiez un peu le principe de l'universalité tel que vous l'entendez; sur quoi repose-t-il? Tantôt, vous avez mentionné la solidarité sociale. Il y a sans doute là des liens, mais y a-t-il autre chose?

Nous aimerions approfondir cette question car il est clair que lorsqu'on y réfléchit d'une façon pratique, on s'expose à la tentation de ne plus en voir ou d'en refuser le sens. Ce sens ce n'est pas un sens économique autant qu'un sens humain. C'est là-dessus que j'aimerais vous entendre, monsieur.

**M. Johnston:** Sénateur, vous avez raison d'insister sur le caractère universel de l'insistance avancée sur le principe de l'universalité.

Je ne voudrais pas m'étendre sur des raisons philosophiques. J'ai mentionné tantôt ce qui me paraît être déterminant aux plans social et politique pour permettre à une société de maintenir une solidarité sociale importante autout des politiques sociales d'un gouvernement.

Il faut aussi mentionner que dès le moment où l'on sort des mesures de cette nature, du champ de ce que l'on peut qualifier être l'universalité, on se retrouve inévitablement devant un genre d'approche semblable à celui qui commence à s'accroître depuis un certain nombre d'années, des tests de revenu, des contrôles.

On se retrouve aussi devant des situations où les gens doivent faire face à une réduction importante du nombre de personnes habituellement visées par ces mesures.

Finalement, cela entraîne aussi, je pense qu'il faut le considérer, une forme de restriction sociale des politiques qui sont élaborées ou maintenues ou corrigées par un gouvernement. Cela comporte, à notre point de vue, une déviation fondamentale.

Si l'on considère que les allocations familiales ont été instituées à une époque où cela devait correspondre à un engagement de l'État au soutien des familles qui ont charge d'enfants, il est difficile de faire des distinctions entre les familles qui en ont de besoin et les familles qui n'en ont pas besoin. Il y a d'autres champs de politiques sociales qui sont appropriés pour ces questions, à notre avis.

Comme vous le constatez, je n'ai pas de longs exposés philosophiques et politiques à vous faire autour de l'universalité. Étant personnellement un praticien du syndicalisme, je veux me limiter aussi à cette approche très pratique de la question.

**Le sénateur Le Moyne:** Je comprends cela. J'ai une dernière remarque, monsieur le président.

[Traduction]

**The Chairman:** Thank you. I will now turn the floor over to any senators who wish to comment or ask questions.

Senator Le Moyne's name is the first on my list.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Johnston, you placed a great deal of emphasis on the principle of universality. This emphasis also appears to be universal.

I would like you to explain further for our benefit your understanding of this principle. On what does it rest? Earlier on, you mentioned social solidarity. No doubt there is some connection between the two, but is there anything else to it?

We would like to probe this question further since it is clear that when you look at this issue from a practical standpoint, it is tempting to no longer see or to refuse to see its significance. Not so much from an economic standpoint as from a human perspective.

**Mr. Johnston:** Senator, you are right to stress that there is universal acceptance and insistence on the principle of universality.

I do not wish to get into the philosophical reasons for this. I mentioned earlier some determining factors from a social and political standpoint which allow a society to preserve its solidarity with respect to a government's social policies.

It should also be mentioned that as soon as we leave the realm of universality, we are inevitably faced with measures and approaches that have been used increasingly in recent years, measures such as income means tests and controls.

We also find ourselves confronted with situations in which the number of people usually benefitting from these measures declines drastically.

Finally, and I feel this point must be considered, this imposes some social restrictions on policies formulated, maintained or implemented by a government. In our estimation, this constitutes a basic deviation from the principle of universality.

If we consider that family allowances were introduced at a time when the State was agreeing to accept responsibility for supporting families with dependent children, it is now difficult to draw distinctions between families who actually need the allowances and those that do not. In our opinion, there are other areas of social policies relevant to these questions.

As you can see, I have no lengthy philosophical exposés to make or policies to enunciate about universality. As a trade unionist, I want to confine myself to the practical aspects of this issue.

**Senator Le Moyne:** I understand. I have one final question, Mr. Chairman.

[Text]

Vous semblez conclure que pour atteindre la cible, les gens qui en ont le plus besoin, il faut viser globalement, il faut que le tir soit intégral; c'est cela que vous voulez dire?

**M. Johnston:** Monsieur le sénateur, si vous le permettez, c'est de telles mesures qui sont des mesures que l'on peut qualifier de soutien aux personnes qui ont charge d'enfants.

Il peut y avoir parallèlement des mesures qui sont de l'ordre de la lutte contre la pauvreté. A ce moment-là, l'on parlera de mesures d'aide sociale, par exemple. Dans ce contexte nous, bien sûr, ne revendiquons pas l'universalité de l'aide sociale parce que ce n'est pas approprié dans des circonstances comme celles-là. Faisons bien la distinction entre deux politiques visant des objectifs différents. A notre point de vue, il y a à travers le remaniement qui est en train de se faire, quelque chose qui est comme la déviation d'une cible.

**Le sénateur Le Moyné:** Je vous avais mal compris.

**M. Johnston:** ... la déviation d'une cible du programme au profit d'une autre qui n'est même pas atteinte par ce même programme.

**Le sénateur Le Moyné:** Merci; je vous remercie aussi, monsieur le président.

**Le président:** Sénateur David, vous aviez demandé la parole?

**Le sénateur David:** Monsieur le président, je pense que l'exposé qui nous a été fait est très clair. Il a surtout parlé de principe, si je comprends bien.

J'aimerais vous poser quelques questions pour m'éclairer davantage sur la solidarité sociale. On peut la comprendre, par exemple dans bien des sens. La solidarité sociale pourrait être pour moi, comme pour d'autres, une redistribution différente du partage des responsabilités sociales, de faire en sorte que les personnes les mieux nanties soient davantage responsables pour les personnes moins bien nanties.

Alors, vous semblez dire que la solidarité sociale repose sur le principe de l'universalité. J'aimerais voir un petit peu, dans une première question, la différence que vous faites entre le principe de l'universalité (je reviens un peu sur la question du sénateur Le Moyné) en association avec le principe de la solidarité sociale.

Actuellement, nous avons l'universalité. Tous reçoivent un chèque d'allocations familiales; le quantum est changé mais le principe demeure.

**M. Johnston:** Monsieur le président, on a la chance ou la malchance, dans les organisations syndicales, d'avoir eu l'expérience de l'évolution des questions dans les négociations de contrats collectifs de travail.

On sait qu'il arrive souvent que lors de négociations l'on prétend que l'on ne met pas des principes en cause, mais que l'on ne fait que les appliquer de façon différente alors qu'en fait on vise sur plusieurs années ou sur plusieurs contrats à attaquer fondamentalement le principe.

J'apporte cette mise au point parce que, à notre point de vue, ce qui se produit actuellement par l'aménagement du principe de l'universalité, par la forme d'érosion que l'on cause à la mesure universelle qui s'appelle l'allocation familiale, on

[Traduction]

You seem to conclude that in order to reach the target, the people in greatest need, it is necessary to take a comprehensive and integral approach. Is that what you mean?

**Mr. Johnston:** Mr. Senator, if you will allow me, the fact is that there are measures that may be described as support measures for persons with dependent children.

There may also be parallel measures which are part of the fight against poverty. In that case, one might refer to social assistance measures, for example. In this context we, of course, are not defending the universality of social assistance because in those circumstances it is not appropriate. Let us make a clear distinction between two policies that have two very different objectives. In our view, the changes that are being made involve something which could be called a shift in target.

**Senator Le Moyné:** I do not understand.

**Mr. Johnston:** Shifting one target of the program so as to benefit another target that was previously not reached by this program.

**Senator Le Moyné:** Thank you. I also wish to thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Senator David, you asked for leave to speak?

**Senator David:** Mr. Chairman, I think that the statement which has been made to us is very clear. Above all, it dealt with principles, if I understood correctly.

I would like to ask a few questions in order to get a clearer idea of social solidarity. It can be understood in many ways. To myself and others, social solidarity could mean a different redistribution and sharing of social responsibilities, to ensure that those who are better provided have more responsibility for those who are less well provided.

You are saying that social solidarity rests on the principle of universality. I want to know, first of all, what difference you see between the principle of universality—and here I'm touching a little on Senator Le Moyné's question—and the principle of social solidarity.

At the present time, universality is in place. Everyone receives a family allowance cheque, the amount has changed but the principle remains the same.

**Mr. Johnston:** Mr. Chairman, we in labor organizations have the fortune or misfortune of having experienced the way in which questions evolve within the negotiation process for collective labor agreements.

We also know that during negotiations no one claims to want to undermine principles. Rather, what is said is that principles should be applied somewhat differently. In fact, however, over several years or over the life of several contacts, principles may well be subjected to a fundamental attack.

I make this point because, in our opinion, what is now happening through the changes pertaining to the principle of universality, and the erosion of universality as embodied in the



*[Text]*

pose aujourd'hui les jalons pour s'attaquer au principe de cette universalité.

On pourrait de cette question discuter longtemps. Notre conviction intime et profonde est que ce n'est pas uniquement un aménagement du principe qui se produit présentement, mais un premier jalon vers une attaque du principe.

Soyons clair. Dans un régime qui veut assumer une forme de redistribution de la richesse, le premier niveau d'intervention est celui de la fiscalité. Si on veut être capable d'assurer une redistribution de la richesse vers les plus pauvres, il faut en même temps penser d'être capable d'aller en puiser auprès des gens qui ont les moyens de payer de l'impôt.

Ce faisant, il faut penser à une forme d'équité dans cette collecte d'impôt que nous souhaiterions plus progressive. Nous la souhaiterions moins érodée par un ensemble de mesures qui permettent (vous allez excuser les termes qui ont peut-être l'air gros) l'évasion fiscale légalisée, les abris fiscaux, ou bien qui laissent suffisamment de trous pour que les gens puissent trouver des moyens de contourner la loi. C'est le premier niveau.

Personne au sein des organisations syndicales et populaires ne va jamais contester le fait qu'une personne qui gagne \$30,000 ou \$35,000 paie en pourcentage plus d'impôt qu'une personne qui en gagne \$15,000 ou \$20,000.

On pense même que c'est par là que cela doit passer et non pas par des techniques qui permettent l'érosion de mesures qui avaient il y a quelques années, un caractère universel clair.

Dès le moment où d'une part l'on permet à des entreprises, à des très hauts salariés, à des gens qui ont des revenus autonomes très élevés de pouvoir échapper à un régime d'imposition juste et équitable et que en même temps l'on vient s'attaquer à des choses qui ont été jusque là considérées comme des mesures applicables à tout le monde, de la nature des allocations familiales par exemple, je dis que là il y a un risque d'écroulement. Ce risque est présent car il va se développer à la même occasion un sentiment de profonde injustice à chez ce groupe de personnes qui ne peuvent pas échapper à l'impôt parce qu'elles n'ont pas les moyens.

Ils n'ont pas tout d'abord les moyens de se payer les spécialistes pour le faire, comme les compagnies. Ils n'ont pas non plus les moyens de se payer les abris fiscaux. Donc, à compter de ce moment-là nous pensons que l'équilibre, ce que j'appelais tantôt la solidarité sociale, est en danger.

Ce sur quoi je veux revenir et cela me paraît fondamental car c'est là je pense où est le noeud de la réponse à votre question, s'il c'est que, s'il y a besoin de redistribution de la richesse, le premier canal est un système d'impôt juste, progressif et sans échappatoires permettant au gens d'échapper à leurs obligations sociales.

**Le sénateur David:** Monsieur le président, je remarque que M. Johnston n'a pas parlé du crédit d'impôt.

J'ai cru comprendre qu'il serait éventuellement en faveur de la suppression des exemptions. Je ne sais pas si j'ai bien compris ce que vous avez dit à ce sujet. J'ai été frappé par une élimination progressive probable des interventions. Vous n'avez pas parlé du volet du crédit d'impôt, spécialement fait pour les personnes les plus démunies.

*[Traduction]*

family allowance, is that the first steps are being taken to attack the principle of universality.

We could discuss this for a long time. We are deeply convinced that what is happening now is not just a modification of the principle, but the first step toward an attack on the principle itself.

Let me clarify. In a plan which is intended as a redistribution of wealth, the first level of intervention is taxation. If one wishes to ensure a redistribution of wealth toward the poorest in our society, it is also necessary to be prepared to seek out those people who have the means to pay taxes.

But in doing so, one must also ensure some degree of fairness in the collection of taxes which we would hope would be more progressive, and hopefully less eroded by an array of measures which allow (you will excuse the terms which may sound coarse) legalized tax evasion, known as tax shelters, or which can leave sufficient loopholes for people who can find means to circumvent the law. This is the first level.

In our view, there is no one in labor and public organizations who will ever argue that a person earning \$30,000 or \$35,000 pay the same percent in taxes as a person earning \$15,000 or \$20,000.

Some even think that we should take that route so as not to adopt methods which permit the erosion of measures which until some years ago had a clearly universal character.

Once one allows firms, high salaried individuals, and people with very high independent incomes to be able to escape a fair and equitable tax system and at the same time witness an attack on things which until now have been considered as measures applicable to everyone such as family allowances, for example, then I would say that there is a risk of violent outbreak. This risk is real because there is also a growing sense of deep injustice within that stratum of society which cannot escape taxation because they do not have the means to do so.

First, unlike companies, they do not have the means to pay experts to help them do it. Nor do they have the means to pay for tax shelters. Therefore, we believe that the equilibrium, what I earlier called social solidarity, is being threatened.

I will return to this. It seemed fundamental to me because there I think lies the real answer to your question. If wealth needs to be redistributed, then the first avenue should be a progressive tax system without loopholes that enable people to escape from their social obligations.

**Senator David:** Mr. Chairman. I notice that Mr. Johnson has not mentioned tax credits.

I believe that I understood that he was in favor of the elimination of exemptions. I do not know if I understood correctly what you said on this subject. In any case, I was struck by the idea of a probable progressive elimination of interventions. You have not spoken about tax credits which are especially designed for the less well-off.

## [Text]

J'aimerais avoir vos réactions vis-à-vis ces efforts.

**M. Johnston:** Je vais tenter de rapidement toucher à ces deux volets. D'une part, on s'inquiète de l'importance que le crédit d'impôt prend par rapport aux allocations familiales. Malheureusement, le phénomène de cette progression n'est pas nouveau avec le projet de loi C-70; depuis déjà quelques années, une importance plus grande est accordée à cela.

Toutefois, quand on examine le projet de loi C-70, on se rend compte qu'en plaçant plus d'emphase sur le crédit d'impôt, le nombre de personnes qui bénéficieraient du crédit d'impôt baissera d'une façon assez importante, à notre point de vue.

Ace moment-ci, notre intention n'est pas de remettre en question le crédit d'impôt tel qu'il existe.

Nous aurions souhaité que l'ensemble des mesures de soutien aux familles avec enfants soit considéré d'une façon globale, que l'on place moins d'emphase sur le crédit d'impôt. Nous aurions souhaité que, le cas échéant, s'il n'y avait pas d'autres moyens de maintenir les allocations familiales à un niveau relativement acceptable, s'il n'y avait pas eu d'autre moyen pour consolider cette mesure, qu'à l'intérieur de l'enveloppe des dépenses totales du gouvernement, y compris les dépenses fiscales pour le soutien aux familles avec enfants, il y aurait au moins l'élément de l'exemption d'impôt pour les personnes qui ont charge d'enfants. Ceci aurait pu être examiné de façon plus attentive. De ce côté il aurait été possible, à notre point de vue, de diminuer cette part et, dans une perspective à plus long terme, de l'éliminer au bénéfice d'une mesure à caractère plus universel, plus consolidé et plus général. Nous pensons à ce moment-là aux allocations familiales.

Lorsque nous examinons la portée des exemptions pour personnes ayant la charge d'enfants, on est obligé de considérer les gens qui en profitent le plus. Quelquefois l'on nous dit que le crédit d'impôt s'est dirigé vers le plus bas; mais les exemptions pour personnes ayant la charge d'enfants, profitent surtout aux gens au haut de la structure. Cela ne profite pas aux gens au bas de l'échelle fiscale et peu aussi à ceux de la classe moyenne. En tous les cas, cela ne profite pas de façon aussi importante qu'aux personnes à revenus très élevés.

Nous pensons qu'il y aurait eu moyen d'envisager l'élimination de cette tranche s'il était impossible d'envisager un réaménagement plus substantiel de la fiscalité pour maintenir l'ensemble des engagements du gouvernement à l'égard des familles canadiennes.

**Le sénateur David:** Je vous remercie.

**Mme Côté:** Nous déplorons aussi le fait qu'il y ait effectivement une augmentation du crédit d'impôt mais aussi une réduction du seuil du revenu à partir duquel ce crédit devient nul. Il passe de \$26,000 à \$23,000.

Nous pensons qu'à ce moment-là les effets que M. Johnston a signalés deviennent plus grands. Alors, s'il y a une augmentation d'une part, de l'autre, il y a une réduction; On prend d'un côté et l'on reprend de l'autre. Ensuite, il y a une désindexation partielle.

## [Traduction]

I would like to have your reaction to these efforts.

**Mr. Johnson:** I will attempt to touch upon these two provisions quickly. On the one hand, we need to be concerned about the importance that tax credits have taken on in relation to family allowances. Unfortunately, the progressive nature of the tax credit in relation of family allowances is not a recent development that came with Bill C-70. It began to take on greater importance years ago.

However, when one examines Bill C-70, one also realizes that by placing more relative emphasis on the tax credit, the number of persons who would in fact benefit from the tax credit would, in our opinion, be disappointingly low.

Our intention at this time is not to question the tax credit as it has existed until now.

We hoped that the array of support measures for families with children would have been considered as a whole. We hoped that less emphasis would have been placed on the tax credit. We would have hoped that, when necessary, if no other means were available, that family allowances would be kept at a relatively acceptable level. If no other means were available to consolidate this measure, we think that within the list of total government expenditures, including fiscal expenditures for the support of families with children, there should be included at least some tax exemption for persons with dependent children. This could have been examined more carefully. In this respect, we believe that it would have been possible to reduce this aspect and probably over the long term even eliminate it in exchange for a more universal, consolidated and general measure. Here, of course, we were thinking of family allowances.

When examining the range of exemptions available to persons with dependent children, one has to consider the people who benefit most from those provisions. Occasionally we are told that the tax credit is aimed at the less well-off, but the exemptions for persons with dependent children benefit mainly those in the upper income levels. It does not benefit people at the bottom of the tax schedule. Nor does it substantively benefit people in the middle class. In all cases, it only benefits significantly persons with very high incomes.

We believe that something could have been done to eliminate this imbalance, especially if no way could be found to design a more substantial tax reform that would ensure all the government's commitments to Canadian families.

**Senator David:** Thank you.

**Mrs. Côté:** We also deplore the fact that there was an increase in the tax credit and a reduction in the income level above which the tax credit becomes nil. That level dropped from \$26,000 to \$23,000.

Therefore we think that the effects which Mr. Johnston mentioned are even greater. It needs to be said. While there was an increase on the one hand, there was a decrease on the other. What is gained on one side is lost on the other. In addition, there is a simultaneous de-indexation.



## [Text]

**M. Jonnston:** M. Langlois aurait quelques mots à ajouter là-dessus.

**Le président:** Très bien.

**M. Langlois:** J'aurais une simple petite question d'information.

Dans le débat qui a précédé le dépôt de ce projet de loi, il y a eu dépôt d'un *Livre bleu* si je me souviens bien. Il y a eu aussi l'énoncé de politiques économiques de M. Wilson, dans lequel on discutait de toutes ces questions, interactions entre les trois mesures, exemptions, crédits d'impôt et allocations universelles.

Or, dans ces documents, on a souvent fait allusion à l'effet d'abolir l'exemption pour enfants. J'aimerais savoir ce qui s'est produit. Est-ce qu'il y a eu un élément qui a été soulevé ou est-ce qu'il y a eu une gesticulation quelconque pour décider tout simplement de diminuer progressivement ou pour fixer un certain seuil à cette exemption? Pourquoi est-ce que l'on n'a pas préconisé son abolition progressive?

**Le président:** Puisque c'est une question d'information que vous posez, je me permets d'intervenir.

Je n'ai pas à la mémoire le détail des discussions à ce sujet. Je pense qu'il faut, comme vous venez de le rappeler, noter tout de même que pour l'année 1986, l'exemption pour enfants demeure la même, elle est de \$710 si mon souvenir est bon. Ensuite elle décroît jusqu'au palier où elle équivaut aux allocations familiales. Je crois que cela se produit en 1989.

En 1989, l'exemption d'impôt aura rejoint le palier de l'allocation familiale. En gros, ceci signifie qu'elle aurait été à peu près coupée de moitié.

Apartir de ce moment, elles sont l'une et l'autre partiellement indexées de sorte que c'est ce qui a été fait. On peut dire que 50 p. 100 de la proposition radicale, j'entends par là l'élimination, se trouve ainsi effectuée. Pour employer une expression courante, il arrive souvent que l'on coupe ainsi la poire en deux.

J'attire votre attention sur le fait que ce comité est très intéressé à obtenir des expressions d'opinion comme celles que vous venez de formuler ainsi que toute recommandation qui touche l'ensemble du système. Nous avons débuté une étude à propos du *Livre bleu* du ministre Epp auquel vous avez référé. Nous avons terminé la première phase de cette l'accorder dans un instant, a eu une large responsabilité pour l'élaboration de la première phase de cette étude. Nous allons aborder dans les semaines qui viennent la deuxième phase de notre étude qui sera orientée vers une recherche de solutions plus valables, plus équilibrées pour l'ensemble des prestations pour enfants. Il est important que vous le sachiez. Cela vous permet de constater l'orientation de la réflexion du Sénat à ce sujet. Je cède immédiatement la parole au sénateur Marsden qui me l'a demandée tout à l'heure.

**Senator Marsden:** You have raised the question of the lowering of the level for entry to the child tax credit system. You have also raised the question of the trade-off between the exemption and the credit as an issue in social security.

## [Traduction]

**Mr. Johnston:** Mr. Langlois has a few words to add to that.

**The Chairman:** Very well.

**Mr. Langlois:** I would like a little more information.

If I remember correctly, in the debate which preceded the tabling of this Bill, a *Blue Book* was also tabled. There was also the announcement of economic policies by Mr. Wilson in which he discussed all these questions, interactions between the three measures, exemptions, tax credits and universal allowances.

In these documents, reference has often been made to the effect of abolishing the exemption for children. I would like to know what happened. Was something raised or was any indication given to simply introduce a progressive reduction in order to set a certain limit for this exemption? Why was its progressive abolition not recommended while its abolition was?

**The Chairman:** Since your question is a request for more information, allow me to intervene.

I do not remember the details of the discussions on this matter. All the same, I think that we should note, as you suggested, that for 1986 the child exemption remains the same. If my memory serves me correctly, the figure is \$710. Then it decreases to the level where it equals family allowances. I believe that happens in 1989.

In 1989 the tax exemption will equal the family allowance. This roughly means that it will have been cut nearly in half.

From this moment on, both are partly indexed. One might say that 50% of the radical proposal, by that I mean their elimination, has been achieved. To use a common expression, that's how you split the difference.

I would like to draw your attention to the fact in this committee we are very interested in hearing your opinions, as you have done, as well as other opinions on the whole system. We have begun a study of the *Blue Book* issued by Minister Epp and to which you just made reference. We have gone through an initial phase of this study. Senator Marsden, who has asked leave to speak and whom I will call upon shortly, has a heavy responsibility in the first phase of this study. In coming weeks we shall begin the second part of our study which will focus on a search for solutions that are more valid and more balanced with respect to child benefits as a whole. It is important that you know this. This should help you to appreciate the Senate's ideas on this matter. I will not give the floor to Senator Marsden who requested it just a few minutes ago.

**Le sénateur Marsden:** Vous avez soulevé la question de l'abaissement du niveau d'admissibilité au système de crédit d'impôt pour enfants. Vous avez également parlé des possibilités d'échange entre l'exemption et le crédit, ce qui constituerait une question de sécurité sociale.

[Text]

Yesterday, we had evidence from the National Council of Welfare, who, having analysed the impact of these three measures in the child benefit system, argue that this is a minor impact in comparison to the tax changes that occurred in the May 1985 budget, which increases, as you know, all Income Tax this year through de-indexing the categories, and, of course, the new consumption taxes—the excise taxes—so that now we pay more for everything. In their analysis, the real economic damage to low-income families is coming from that direction more than from the changes to the child credit system.

I know we are here to talk about the family allowance and I have another question on that, but I wonder if you have made that kind of comparative analysis. You have referred to the tax system. Have you looked particularly at the impact of those changes on the low-income families, about which you have been speaking?

**M. Langlois:** Oui, malheureusement nous n'avons pas eu la chance d'étudier en profondeur l'impact du budget Wilson.

Cependant, j'ai jeté un coup d'oeil sur l'étude du Conseil national du bien-être social. Effectivement, les effets provenant de la réforme du système des allocations familiales apparaissent relativement marginaux par rapport à l'ensemble des effets totaux, que ce soit la taxation à la consommation et les modifications à l'impôt sur le revenu, entre autre la désindexation.

Nous n'avons pu approfondir toute la question. Nous aimerions discuter de toute la question du budget mais la tribune ici est réservée à la question des allocations familiales.

**Senator Marsden:** You are quite correct. Of course, things may change this afternoon as a result of the budget. I hope you will look at the evidence given to this committee yesterday and perhaps give us your views on that. It would be very interesting for us.

I have a question, if I may, for Madame Côté, with respect to the Family Allowance and the status of women. I realize that the family allowance has been extremely important as far as mothers are concerned, for both symbolic and substantive reasons. Can you say, in your opinion, whether the family allowance is now largely symbolic? I mean, does it matter if the family allowance as it is now currently proposed by the government becomes a less and less amount so that it equals the child exemption? Will its symbolic value be retained, or, in your opinion, is it important that the amount be increased so that it has some real purchasing power?

**Mme Côté:** Même si on vivait dans une société où 100 p. 100 des femmes étaient sur le marché du travail et bénéficiaient de revenus qui proviennent de leur emploi, il faudrait maintenir le système d'universalité des allocations familiales. Il faut une égalité de traitement pour des personnes dans des situations semblables. Lorsque vous avez la charge d'un enfant, il faut que partir de ce principe pour donner un montant d'argent.

[Traduction]

Hier, nous avons entendu le témoignage du Conseil national du Bien-être social qui, après avoir analysé l'incidence de ces trois mesures sur le système des prestations pour enfants, soutient que ces conséquences sont négligeables en comparaison des changements fiscaux apportés par le budget de mai 1985 qui, comme vous le savez, haussaient tous les impôts sur le revenu de cette année en désindexant les catégories, et, bien sûr, les nouvelles taxes à la consommation—les taxes d'accise—de sorte que maintenant nous payons tout plus cher. Selon leur analyse, les véritables désavantages économiques qui doivent subir les familles à faible revenu proviennent de cette source plus que des changements apportés au système du crédit d'impôt pour enfants.

Je sais que nous sommes ici pour parler des allocations familiales et j'ai une autre question à vous poser à ce sujet, mais je me demande si vous avez effectué ce genre d'analyse comparative. Vous avez mentionné le système d'imposition. Avez-vous examiné de près l'incidence de ces changements sur les familles à faible revenu dont vous parlez?

**Mr. Langlois:** Yes, unfortunately we have not had the opportunity to study it in depth, that is to analyse the impact of Mr. Wilson's budget.

However, I have taken a quick look at the study by the National Council of Welfare. In fact, the effects of the reform of the family allowance system seem relatively marginal in relation to the overall effects, such as consumer taxes, changes to the income tax, and de-indexation among others.

We have been unable to delve deeply into the whole question. We would like to discuss the whole budget but this forum is reserved for questions regarding family allowances.

**Le sénateur Marsden:** Vous avez tout à fait raison. Certes, les choses peuvent changer cet après-midi après la lecture du budget. J'espère que vous examinerez les témoignages qui ont été présentés à ce comité hier et que vous nous direz ce que vous en pensez. Il serait très intéressant pour nous de connaître votre point de vue.

Si vous le permettez, j'aimerais poser une question, à Mme Côté, au sujet des allocations familiales et de la situation des femmes. Je constate que les allocations familiales ont joué un rôle extrêmement important pour les mères, et ce pour des raisons à la fois symboliques et concrètes. Pouvez-vous dire, selon vous, si les allocations familiales sont maintenant plutôt symboliques? Je veux dire, importe-t-il vraiment que les allocations familiales, comme le propose actuellement le gouvernement, soient abaissées au niveau de l'exemption d'impôts pour enfants. En conservera-t-on tout de même la valeur symbolique ou, à votre avis, est-il important que le montant soit haussé pour donner un véritable pouvoir d'achat?

**Mrs. Côté:** If we lived in a society where 100% of the women were on the labor market and enjoyed incomes from employment, it would still be necessary to keep the universal system of Family Allowance. There has to be equal treatment for persons in similar conditions. That is, when you have a dependent child, you must base yourself on this principle in order to give an amount of money, whether you are rich or poor, to ensure



*[Text]*

Riche ou pauvre, vous avez droit à un traitement égal. Malgré tout cela, c'est important.

Dans une société où 50 p. 100 des femmes ne reçoivent pas de chèque à leur nom, dont les exemptions d'impôt sont données au mari, c'est l'homme qui en profite parce qu'il a le plus haut revenu. On sait très bien que tout est fondé sur la famille. Dans un couple, celui qui a le plus haut revenu profite des exemptions. L'argent n'est jamais remis en main propre à la femme. Dans une société où 50 p. 100 des femmes ne bénéficient pas de revenu autonome, je pense que c'est à la fois symbolique et important. Une personne qui ne gagne pas sa prestation au travail lorsqu'elle reçoit un montant d'allocations familiales, cela est très important, ne serait-ce que pour affirmer son indépendance économique.

Quel que soit votre revenu, je pense que l'État doit consacrer le principe qu'un enfant, c'est à la fois pour soi et aussi pour la société future. Le revenu doit intervenir après la fiscalité.

Si les allocations familiales étaient augmentées, elles permettraient de toute façon à l'impôt de percevoir le montant d'argent obtenu en trop par les personnes à haut revenu.

Je pense qu'il faut maintenir toute la réalité de la charge d'enfants versus le traitement. Dans une société où les femmes travailleront, cela deviendra un élément symbolique. Cela démontrera que la société se préoccupe de la charge des enfants.

Par rapport au crédit d'impôt pour la charge des enfants, le système de garderies est contenu dans mon programme. Nous serions avisés d'instaurer un tel système. Un groupe de travail du gouvernement fédéral a été institué à ce sujet. Il préconise un système de garderies gratuites pour les personnes qui travaillent. Dans le fond, ce sont les déductions fiscales qui empêchent de nous donner des services publics accessibles à tout le monde. Par le biais de l'impôt sur le revenu, on accorde des exemptions. Ceci est intimement lié.

Pour avoir discuté avec des gens qui ont des revenus moyens, à savoir ceux que l'on représente, nous savons qu'ils tiennent au revenu provenant des allocations familiales. De toute façon, nos membres se disent que si elles ont trop gagné, elles le redonneront par le biais de l'impôt. Je parle surtout pour 80 p. 100 des femmes du Québec. Elles sont pauvres et le resteront plus longtemps.

**Senator Marsden:** Thank you very much. That is very helpful.

**Le président:** Le sénateur Rousseau me permettrait-elle, le sujet ayant été abordé, d'informer Mme Côté d'une proposition soumise avant-hier par un groupe représentant précisément les femmes.

J'imagine qu'on avait tenu compte dans cette proposition, à laquelle je vais arriver dans un instant, du fait que la majorité des chefs de familles monoparentales sont des femmes. Il y a une certaine partie où ce sont des hommes. La femme gagne plus que l'homme dans un nombre non négligeable de familles. Elles arrivaient à la proposition suivante: Le chèque d'allocations familiales devrait être donné bien sûr dans le cas de la famille monoparentale aux parents uniques, hommes ou

*[Traduction]*

that you receive equal treatment. Besides, it is also important for other reasons.

In a society where 50 per cent of women do not receive a cheque in their own name, where the tax exemptions are given to the husband and not to them, it is the men who benefit because it is they who have the highest income which enable them to take advantage of exemptions. Money is never paid directly to women. In a society where 50 per cent of women do not have their own income, I think that that is both symbolic and important. It is very important that a person not earning her livelihood from a job receive Family Allowance. This would at least acknowledge her economic independence.

With respect to children, regardless of one's income, I think that the State must ensure that a child can exist both for himself and for future society. There must still be an income after taxation.

If the Family Allowance were to be increased, it would still be possible through taxation to recover the excess sums received by persons with high incomes.

I think that we must distinguish between the reality of dependent children and income. In a society where women work, Family Allowance will become symbolic. It will demonstrate that society cares about dependent children.

As for day care, in relation to the tax credit for dependent children, that is discussed in my program. It would be advisable for us to establish such a system. A federal government task force has been set up on this subject. What we have in mind is a system whereby day care would be free for working persons. In the final analysis, it is tax deductions that hinder us from providing public services accessible to everyone. And it is through the income tax that exemptions are given. The two are closely related.

Having spoken with persons earning an income, persons in the middle income category, it was found that they still count on the income from the Family Allowance. In any case, these same people say that if they have earned too much, they will pay back the excess through the income tax. Here I am speaking for 80 per cent of the women of Quebec who are poor and who will remain poor for a long time to come.

**Le sénatrice Marsden:** Merci beaucoup; c'est très utile.

**The Chairman:** Would Senator Rousseau allow me, since the subject has already been touched upon, to inform Madam Côté of a proposal submitted before this committee the day before yesterday by a group representing women.

I think that in that proposal, which I will turn to in a moment, mention was made of the fact that there are single-parent families where the majority of the heads of the household are women. Some of them are men. There are also a good number of families where the woman earns more than the man. They came to the following proposal: in single-parent families the Family Allowance cheque should certainly be paid to single parents, whether they are men or women. In other

[Text]

femme. Dans les familles, on suggérerait qu'il soit donné à celui qui a le revenu le plus bas, que ce soit l'homme ou la femme.

Statistiquement, cela n'aurait peut-être pas une conséquence considérable. Cependant, ces dames ajoutaient: vous pouvez constater que même nous, les femmes, ne voulons pas privilégier une approche sexiste. Je vous rapporte cette intervention d'un groupe féminin.

**Mme Côté:** Je suis en accord partiel avec cette proposition. A prime abord, les allocations familiales sont reçues par les femmes. Moi, je les donnerais à la personne officiellement en charge de l'enfant. De toute façon, c'est ce qui se passe. Bien souvent, les allocations sont au nom de la femme. Si c'est le père qui a la garde des enfants, il y a tout simplement une entente entre les deux personnes pour que les allocations familiales aillent au père.

Je ne veux pas, au nom du non-sexisme à l'envers, que l'on fasse des exceptions aux grands principes. Pour moi, encore une fois, les femmes s'occupent des enfants. Elles sont les plus mal foutues dans la société, les plus pauvres et tout. Ce montant leur revient. Laissons les couples s'entendre entre eux quand la garde des enfants change.

**Le président:** Sénateur Rousseau, cette parenthèse étant refermée, nous en venons à votre tour.

**Le sénateur Rousseau:** Ma question a été en partie couverte par ce dialogue. Néanmoins, je la poserai quand même. Puisque le régime des prestations du Canada sont données aux familles et aux individus, y aurait-il des avantages, dans le domaine des transferts par exemple, à avoir plus de garderies dans les services car beaucoup plus de femmes travaillent.

Lorsque les allocations familiales ont été intégrées au système dans les années 44, il y avait pas mal moins de femmes sur le marché du travail. Conséquemment, la nécessité de ces services était moindre. Maintenant, les femmes ont besoin de ces services. Y a-t-il avantage à effectuer un tel transfert de ces modalités?

**Mme Côté:** Je ne pense pas que l'on doive classer l'un en remplacement de l'autre. Il faut laisser les allocations familiales telles quelles, tout en les augmentant en tenant compte du coût de la vie.

Il y aurait probablement moyen d'envisager une façon, à l'intérieur du système de l'impôt et des garderies, pour que les personnes aient droit à des exemptions, à des frais ou à des montants pour assurer un service de garderie. Il est important qu'un service de garderie existe pour tout le monde. Au Québec, on en a un petit nombre, mais au Canada, les garderies représentent un nombre très minime.

D'autre part, les exemptions devraient être remises aux femmes plutôt qu'aux hommes pour celles qui ne travaillent pas à l'extérieur. En plus, il faut maintenir les allocations familiales. A partir du moment où le crédit d'impôt favorise la garde des enfants à charge, conjugué aux garderies et aux allocations familiales, à mon avis, je ne pense pas qu'on puisse traiter les

[Traduction]

families, it was suggested that the Family Allowance cheque be paid to the parent with the lower income, in other words to the parent earning less, be it man or women.

Statistically, that would probably not have any major consequences. However, these ladies added: as you can see, we as women do not wish to advocate a sexist approach. I merely wanted to let you know about this representation by a women's group.

**Mrs. Côté:** I am somewhat in agreement with this proposal. At first glance, Family Allowance is received by women. Personally, I would give it to the person who officially has the dependent child. In any case, this is what happens now. Often, the Family Allowance is in the woman's name. If it is the father who cares for the children, an arrangement is simply reached between the two individuals so that Family Allowance goes to the father.

To avoid reverse sexism, I would not like to see exceptions made to the main principles. As far as I am concerned, it is still women who look after children. It is they who are the downtrodden and poorest in society. They now receive the Family Allowance. Couples should be left to themselves to make their own arrangements when there are changes as to who takes care of the children.

**The Chairman:** Senator Rousseau, now that we have finished this digression, it is your turn.

**Senator Rousseau:** My question has already been covered during this discussion. Nevertheless, I will ask it just the same. Since Canada's benefit plan makes payments to families and individuals, something better could be devised for transfer payments for example. Let me give an example: it would be better to have more day care facilities because many more women are working.

When Family Allowance was made an integral part of the system in the 1940's, there were few women on the labor market. Therefore, the need for such services was less. Now, I think that women need these services. Is there any advantage in making some sort of transfer from one to the other?

**Mrs. Côté:** I do not think that one should be done away with and be replaced with the other. I think that the Family Allowance should be left as it is, and be increased in keeping with the cost of living.

There is probably some method that could be adopted within the tax and day care structures that would enable individuals to claim exemptions for expenses or sums sufficient to ensure day care service. It is important that day care services be available to everyone. There are some in Quebec, but fewer in Canada. Overall, day care services are very few.

On the other hand, where women do not work outside the home, exemptions should be given to women and not to men. In addition, the Family Allowance should be kept. Once the tax credit benefits the care of dependent children, together with day care and Family Allowance, in my opinion I do not think that once that happens the two can be considered separately. There must be both day care and Family Allowance.



[Text]

deux séparément. Il faut les garderies, d'une part, et les allocations familiales, d'autre part.

**M. Johnston:** Si vous le permettez, je voudrais insister particulièrement sur le fait que par des mesures fiscales, comme la possibilité de réclamer dans certains cas des déductions fiscales pour frais de garde d'enfant, on développe un mécanisme par lequel on individualise en quelque sorte la question des services de garde plutôt que de penser à un service collectif de garde. La première étape à faucher serait de transférer progressivement les dépenses fiscales liées à ce type d'exemptions vers un soutien direct à un service public et collectif de garderie. Il faudrait enrichir ce programme avec les années.

**Le sénateur Rousseau:** Je vous remercie. Monsieur le président, je n'ai plus de questions.

**Le président:** J'étais pour vous laisser la parole indéfiniment. Quant aux frais de garde des enfants, le système existe sous forme de dépenses admissibles dans le revenu.

Par exemple, dans le cas d'une famille monoparentale, la mère (ou le père si c'est lui qui a la garde des enfants et qui gagne un revenu) peut déduire \$2,000 ou un montant de ce genre pour la garde des enfants.

Évidemment, il faut avoir un revenu. Si quelqu'un ne reçoit aucun gain, cela ne donne rien. C'est la même chose pour l'exemption à l'enfant à cet égard. Il reste quand même que ceci n'a pas été changé. C'est une modalité.

Vous favoriserez plutôt la mise en place de ce service de façon universelle, si je comprends bien ce que vous avez dit. Ceci signifie que même des gens à haut revenu profiteraient du service gratuitement. Vous soutenez donc deux approches. Est-ce que vous soutenez l'approche universelle de façon catégorique ou, dans un cas comme celui-là, que j'appellerais l'approche sélective, visant des clientèles données, est-ce que vous favoriserez les clientèles qui n'en ont pas besoin ou qui ont le moyen de se payer la garde d'un enfant.

J'aimerais que vous précisiez ce point. J'ai cru comprendre que vous seriez d'accord avec la mise en place d'un service universel comme les écoles. Effectivement, sous réserve de l'objectif que les enfants reçoivent un enseignement qu'ils ne pourraient pas recevoir ailleurs, la garderie n'a pas pour objectif premier d'enseigner. Mais il n'en reste pas moins que c'est un service pour les enfants que vous voudriez rendre universel. J'aimerais obtenir plus de précision à ce sujet.

**M. Johnston:** On n'a pas étayé, défini une position détaillée sur cette question, à ce moment-ci, mais, ce que je peux vous dire, à première vue, on est porté à croire, avec le développement de la natalité, les effets sur le nombre d'enfants par famille, c'est qu'il y a, effectivement, un besoin important de socialisation de l'enfance d'âge pré-scolaire, qui est difficilement atteignable aujourd'hui pour la majeure partie des familles autrement que par le recours à des services de garde. Je n'oserais pas prétendre qu'un enfant peut peut-être apprendre, en terme de savoir, autant qu'à l'école, mais le facteur socialisation de l'enfant en bas âge nous apparaît un facteur qui peut constituer une contribution importante à sa capacité d'apprentissage, dès le moment où il atteint l'âge scolaire.

[Traduction]

**Mr. Johnston:** If you will allow me, I would like to stress the fact that by using fiscal measures, such as the possibility of claiming in some cases tax deductions for day care costs, one is developing a mechanism which gives a somewhat individualized treatment to the question of day care service rather than establish a qualification for a collective day care service. The first relationship that should be established is that of a progressive transfer of fiscal expenditures related to this type of exemption toward direct support for a public and collective day care service. This program should then be enriched in subsequent years.

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman, I have no other questions.

**The Chairman:** I was ready to let you go on indefinitely. On the question of day care costs, a system exists in the form of expenditures that are admissible as tax deductions.

For example, in the case of a single-parent family, the mother or the father, if it is he who cares for his children and earns an income, may deduct \$2,000 or an approximately equal sum for child care.

Of course, he must have an income. If someone does not have any earnings, this system offers nothing. In this respect it is the same as the child exemption. It has not changed. That is one method.

If I understand correctly what you said, you would be more in favour of establishing a universal service. This means that even upper income people would benefit from the service freely. You are then advocating two approaches. Are you categorically in favour of the universal approach; or do you favor the other, which I would call the selective approach, aimed at specific individuals, so that those who do not need it or who have means of paying their own day care would not benefit from the system?

I would like you to clarify this point. I think that I understood that you favored the establishment of a universal service such as schools. In fact, the real difference is that in schools children receive an education that they cannot receive elsewhere, while the objective of day care is not to give an education at all. Yet it is a service for children that you would like to make universal. I would like a clarification on this point.

**Mr. Johnston:** No one has yet advocated or defined in detail a position on this matter. What I can say to you is that at first glance one is led to believe, given the birth rate and its effect on the number of children per family, that there is in fact a great need for the socialization of pre-school age children. Today, the majority of families find it difficult to obtain this, other than through recourse to day care services. I would not suggest that a child could perhaps learn, in terms of knowledge, what he learns at school. But the socialization of the child at a young age seems to us a factor which may contribute significantly to his capacity to learn once he reaches school age.

[Text]

Est-ce que dans cette société où on se dirige de plus en plus vers des familles à un enfant et quelque, en moyenne.

**Le président:** C'est 1.4 je pense.

**Mme Côté:** Au Québec, c'est 1.6.

**Le président:** Quelqu'un nous donnait la statistique de 1.4 hier.

**Mme Côté:** Ah oui! Alors, cela veut dire que cela a baissé depuis les dernières années.

**M. Johnston:** Donc, avec cette courbe, on arrive facilement au constat qu'un grand nombre de familles, ayant des enfants, n'ont qu'un enfant. Un enfant qui, dans plusieurs cas, peut se retrouver dans un environnement immédiat, où il n'y a pas d'enfant du même âge avec qui il peut faire son développement social, effectif, etc. Est-ce que, dans ce contexte, il n'y a pas une espèce de responsabilité de la société de prendre en charge, dirait-on, une espèce de préparation psychologique, préparation au niveau des comportements, qui permettent plus facilement l'incertitude d'un processus d'apprentissage? Est-ce qu'il n'y a pas une responsabilité sociale à une certaine forme de socialisation de la jeune enfance? Nous, nous arrivons à la conclusion qu'il y a une responsabilité sociale à l'égard des enfants, tout autant qu'il y en a une à l'égard des femmes qui tentent, dans un bon nombre de cas, de parvenir à une certaine forme d'autonomie financière, en allant sur le marché du travail. Nous aurions tendance à croire, à ce moment-ci, que, s'il y a un investissement important à faire pour l'État dans le domaine du soutien à la garde des enfants, ce devrait être au niveau de l'équipement collectif. Est-ce que pour cela on doit aller vers l'élimination des déductions fiscales sur les bases actuellement en vigueur, qui permettent de réduire de son impôt une partie importante des frais de garde? Nous, nous pensons que, dans la mesure où on privilégie le développement de services collectifs, il y a là une priorité qui peut être de l'ordre d'un soutien au développement d'initiatives personnelles. C'est comme cela que l'on voit la déduction fiscale. Cela doit avoir moins de priorité dans un contexte où on sent le besoin du développement d'un service collectif vraiment accessible à tout le monde.

**Le président:** Merci bien. Sénateur David, vous aviez demandé la parole?

**Le sénateur David:** Oui, monsieur le président. C'est une question très brève que j'aimerais poser à Mme Côté.

On a beaucoup entendu parler du crédit d'impôt versé actuellement dans un seul versement. J'aimerais avoir votre opinion, et celle de vos membres, parce qu'il y a des versions contradictoires qui nous ont été présentées, donc, cela va aux deux extrêmes. Le groupe, que vous représentez, favorise-t-il le paiement de ce crédit d'impôt en plusieurs ou en un seul versement, ou, si vous n'avez pas d'opinion, pouvez-vous nous le dire bien franchement.

**Mme Côté:** La réponse que je vais vous donner est beaucoup plus celle de la coalition avec les femmes que celle de mon organisation. Dans la coalition que les femmes ont faite, je pense qu'elles demandaient qu'il y ait plus qu'un versement. Alors, pour cela, je suis au courant de leurs travaux. De plus,

[Traduction]

This is why in this society more and more attention is being paid to families with an average of approximately one child each.

**The Chairman:** It is 1.4, I think.

**Mrs. Côté:** In Quebec it is 1.6.

**The Chairman:** Yesterday someone gave the figure of 1.4.

**Mrs. Côté:** Ah yes, then that means that it has come down in recent years.

**Mr. Johnston:** Therefore, given this trend, one can easily see that a large number of families with children have only one child. One child who, in most cases, can find himself in an immediate surrounding where there is no other child of the same age with whom he can share his social and affective development. In this context, does society not have some responsibility to ensure a certain degree of psychological preparation; that is, some preparation in terms of behaviour that would facilitate the learning process? Does not society have a responsibility to provide some sort of socialization to the very young? Our conclusion is that there indeed is such a social responsibility with respect to children, just as there is a similar responsibility with respect to women who are attempting in a large number of cases to obtain a certain degree of financial independence by entering the job market. We tend to believe that if the State is to make a sizeable investment in the area of child day care, it should do so in the form of collective facilities. This is why (I will elaborate later) we must move toward the elimination of tax deductions that are made on the present basis, which allow one to deduct from one's tax a large portion of day care costs. We think that, to the extent that there is some encouragement for collective services, there is still one priority, and that is support for the development of individual initiatives. This is how we see the tax deduction. Instead, if the emphasis were to be on the need to develop a collective system that is truly accessible to everyone, then less importance would be given to tax deduction.

**The Chairman:** Thank you very much. Senator David, did you wish to speak?

**Senator David:** Yes, Mr. Chairman. I have one short question that I would like to address to Madame Côté.

We have heard a lot about the tax credit which is paid out in one single payment. I would like to hear your opinion and preferably that of your members, because conflicting versions have been presented to us. There are two extremes. Does the group that you represent favor the payment of this tax credit in several payments or in one single payment? If you have no opinion, say so.

**Madame Côté:** The answer that I will give you reflects more the views of the women's coalition than that of my own organization. In the women's coalition, I think that there is greater support for a single payment. In that respect, I am familiar with their work and I think that I know the advantage that the



*[Text]*

je pense, effectivement, que l'avantage de l'allocation et celui que devrait avoir le crédit d'impôt, c'est que l'allocation est un revenu régulier, mensuel, qui arrive à date fixe. Le crédit d'impôt aurait le même avantage s'il arrivait à date fixe deux ou trois fois dans l'année. Il serait attendu et aurait sa place quand il arrive.

Je veux ajouter quelque chose sur les garderies, si vous me le permettez. Je pense aussi que la société doit évoluer vis-à-vis des «garderies». Tout à l'heure, vous disiez les hauts revenus auraient accès aux garderies comme les bas revenus, bien, à l'école aussi dans le fond, quand on va enregistrer les enfants à l'école, on ne te demandes pas ton chèque de paye pour pouvoir donner la classe à l'enfant.

Je pense qu'il va falloir évoluer sur «garderie n'égale pas faire garder des enfants». Ce que donne une personne à la maison, et ce que permet le petit reçu de la petite gardienne d'à côté. Une garderie c'est plus que cela. C'est un lieu, comme l'école, de socialisation. C'est un lieu qui permet aux jeunes de faire l'apprentissage de l'ensemble des réalités. C'est un lieu qui permet à des enfants, à la petite enfance, d'y trouver là quelque chose qui est à la mesure des jeunes. Tandis que, actuellement, ce que l'on a lorsqu'on a des reçus de gardiennage, c'est du gardiennage. C'est qu'ils gardent l'enfant pour ne pas qu'il aille se tirer en bas de l'escalier, ou bien qu'il aille dans le réfrigérateur et qu'il prenne quelque chose qui n'a pas de bons sens.

Je pense que c'est une réalité. Par contre, vous avez un rapport qui s'en vient, et que nous allons étudier avec beaucoup d'attention et sur lequel nous parlerons.

**Le président:** J'aurais une question à vous poser qui est proprement québécoise. Il y a une autre province, je crois, qui, en vertu de la législation en vigueur, tient compte de l'âge des enfants, de sorte que le même montant prévu par la législation fédérale, disons \$30 par mois, est attribué de façon différente, selon que l'enfant est en bas de 11 ans ou 12 ans, ou plus âgé. Au Québec, il y a une combinaison des deux facteurs. Il y a, à la fois, l'âge et le rang dans la famille, à telle enseigne que, sauf erreur, pour le troisième enfant, le quatrième enfant, par rapport au premier, il y a un rapport très significatif. Je fais le joint avec les jeunes enfants. Les chances étant, biologiques il me semble, que ce soit le plus vieux qui soit le premier, et que ce soit le plus jeune qui soit le quatrième, s'il y a un quatrième. Avec la structure québécoise, on se trouve à avantager celui qui est à l'âge pré-scolaire si vous le voulez. Ça change évidemment avec le temps.

Ma question est sur le principe même d'une restructuration basée plutôt sur l'uniformité par opposition à l'universalité. Cela ne met pas en cause l'universalité, mais cela désuniformise ce qui est fait dans la plupart des provinces pour les allocations familiales. Quelle est votre opinion sur cette manière de structurer les choses? Cela ne vous regarde pas, d'une certaine façon, et c'est pourquoi je disais que c'est une question que je pose comme Québécois.

**M. Johnston:** Justement parce qu'on pensait se retrouver devant une juridiction fédérale, on n'a pas préparé d'opinion sur cette question. Je ne m'aventurerai pas sur ce terrain, sauf pour vous rappeler que, au moment où ces mesures ont été

*[Traduction]*

allowance has and that the tax credit should have. The allowance is a regular monthly income, which arrives regularly on a fixed date. The tax credit would have this same advantage if it arrived on a set date, two or three times a year. It should at least be expected and have a place in the family budget. If you will allow me, I would like to add something on day care.

Now, I think that something needs to be said about the social connotation of "day care." Earlier you said that those with higher income would have access to day care like those on lower income. Well, as far as schools are concerned, when one registers children at school, one is not asked to show one's paycheque in order to admit the child.

I think that we should make sure that "day care does not mean having one's children looked after." What a person provides at home, and what little you receive from the baby sitter is beside the point. Day care is much more than that. It is a place like a school for socialization. It is a place which allows young children to learn about the world around them. It is a place which allows children, very young children, to find something that is especially geared to them. At the present time, what one gets from baby-sitting is baby-sitting. This means that the child is watched to ensure that he will not fall down the stairs or that he will not go into the refrigerator and that he will not get hold of something that is bad for him.

I think that this is reality. On the other hand, you have a report forthcoming, and we will study it very carefully and we will be commenting on it.

**The Chairman:** I would like to pose a question to you which is really relevant only to Quebec. You know that, unlike most other provinces, if not all of them, there is one other province, I think, which, because of existing legislation, considers children in such a way that the same amount provided by federal legislation, that is \$30 per month, is allocated differently depending on whether the child is under 11 or 12, or older. In Quebec, these two factors are combined. Age and rank in family are taken into account, so that there is a significant relationship between the 3rd and 4th child and the 1st. Let me take the smaller children, for example. Rank is due to chance. The oldest child comes first, and the youngest is fourth, if there is a fourth child. In Quebec's structure, this seems to work to the advantage of the child who is of pre-school age. That, of course, changes with time.

My question concerns the very principle of restructuring the system rather than uniformity as opposed to universality. This does not question universality, but it does away with the element of uniformity as practiced in most provinces with respect to allowances. What is your opinion on this way of structuring things? In a sense it does not apply to you, and that is why I said that it is a question that I asked as one from Quebec.

**Mr. Johnston:** Exactly, because we thought we were dealing with a federal jurisdiction, we did not prepare an opinion on this question. I would not venture on this terrain, except to remain you that, at the time when these measures were applied

[Text]

appliquées par le gouvernement du Québec, il s'agissait d'une forme d'encouragement à maintenir un certain nombre d'enfants par famille. On voit quel succès cela a obtenu.

**Mme Roy:** C'est un type de politique nataliste.

**M. Johnston:** De plus, je peux à peine vous dire ceci, ce que je vous ai déjà dit d'ailleurs. On aurait tendance, nous, à aller plutôt vers une approche qui soit d'un montant égal par enfant, sans distinction.

**Le président:** A revenir à l'uniformité.

**M. Johnston:** Mais, comme je vous le disais tantôt, nous ne nous sommes pas préparés spécifiquement sur cette question, parce que nous ne pensions pas que le problème de l'équilibre au niveau de la juridiction provinciale nous serait posé ici.

**Le président:** Mais, d'une certaine façon, il n'était pas tout à fait arbitraire que je vous pose la question. La loi permet à des provinces, ou aux provinces, d'établir leur échelle et c'est sur cette base que le fédéral envoie les chèques. La législation provinciale détermine le montant du chèque, et, au Québec, on a utilisé cela depuis 1974. Cela n'a pas été touché. Donc, c'est dans la législation sur les allocations familiales, et, d'une certaine manière, c'est donc en rapport avec notre sujet.

Cela étant dit, est-ce qu'il y a d'autres sénateurs qui ont des questions à poser? Bien, alors, j'exprime mon opinion personnelle, mais je pense qu'elle est partagée par tous les membres du comité. Nous sommes très heureux d'avoir entendu votre façon de voir les choses. J'ai été personnellement frappé par l'économie de langage dans l'expression de votre opinion. La présentation du point de vue était, je dirais même, didactique, pour des sénateurs, ce qui n'est pas étonnant venant d'un groupe d'enseignants. Alors, je vous remercie, à la fois pour le contenu et la manière de présenter votre point de vue. Merci bien.

**M. Johnston:** Je vous remercie de nous avoir reçus. J'espère que nous aurons l'occasion de se revoir sur d'autres dossiers.

**Le sénateur Le Moyne:** Je trouve, monsieur, que vous avez été magnifique. J'eusse aimé vous entendre philosopher. Depuis que ces audiences ont commencé, j'essaie, à chaque fois et jusqu'à présent je n'ai pas réussi, on a une discrétion extraordinaire là-dessus.

**Le président:** La séance est levée.

La séance est levée.

The committee resumed at 2.30 p.m.

**Le président:** Je pense que nous allons commencer. Je vois qu'un autre collègue vient d'arriver mais si nous ne commençons pas je me sentirais un peu mal à l'aise du fait que notre greffier ait communiqué avec vous pour vous demander de venir plus tôt que prévu. C'est pourquoi nous vous en remercions, mais précisément, si on vous a demandé de venir un peu plus tôt, ce serait un peu embarrassant que nous commencions un peu en retard. La raison de la requête que notre greffier vous a présentée, à l'effet de venir un peu plus tôt, c'est que

[Traduction]

by the government of Quebec, they were intended as a type of encouragement in order to maintain a certain number of children per family. And we saw how successful that was.

**Madame Roy:** It is a type of policy intended to favor an increase in the birthrate.

**Mr. Johnston:** I can only repeat what I said a moment ago. We tend to favor an approach which would provide an equal sum for each child, without distinction.

**The Chairman:** To return to the question of uniformity.

**Mr. Johnston:** But, as I was saying earlier, we are not really prepared on this question, because we did not think that the problem of equilibrium at the provincial level would have been presented to us here.

**The Chairman:** But, in a sense, I was not at all asking the question arbitrarily. The provision which allows some provinces, or the provinces, to set their own scale on the basis of which the federal government sends the cheques, is provincial legislation. It determines the amount of each cheque, and, in Quebec, that has been used since 1974. therefore, that provision has not changed. It is in the legislation on family allowance, and in a sense it is related to our subject.

That having been said, are there any other senators who wish to ask questions? Fine, then, I will express my own personal opinion, which I think is shared by all members of the committee. We are very happy to have been able to hear your views. Personally, I was impressed by your economy of words when expressing your opinion. I would also say that the expression of your point of view was educational for the senators, which is not surprising since it came from a group of educators. Therefore, I thank you, both for the content and for the manner in which you expressed your point of view. Thank you very much.

**Mr. Johnston:** I wish to thank for you for having heard us. I hope that we will have the opportunity of seeing each other again during other hearings.

**Senator Le Moyne:** Sir, I find that you have done that very well. I loved hearing your line of reasoning. I have tried to understand ever since these hearings began, but until now I had not succeeded. You displayed great discretion.

**The Chairman:** The meeting is closed.

The meeting is closed.

The committee resumed at 2:30 p.m.

**The Chairman:** I think we shall begin. I notice that another colleague has just arrived but unless we begin immediately I shall feel somewhat uncomfortable that the Clerk asked you to come earlier than planned, and we thank you for your cooperation. However, it would be a little embarrassing, after having asked you to come early, if we began late. You were asked to come earlier because we are scheduled to hear another group this afternoon and we are all anxious to hear Mr. Wilson's



*[Text]*

nous avons un autre groupe à rencontrer cet après-midi. De plus, c'est peut-être aussi votre cas, nous sommes tous très intéressés à entendre le discours de M. Wilson sur le budget, à 16 heures. Cela ne vous intéresse peut-être pas, mais comme payeurs de taxes, j'imagine que oui. En tout cas, cela nous intéresse et c'est pour cela qu'on a un peu avancé les choses.

Cela étant dit, je vous souhaite la bienvenue. Nous sommes très heureux de vous recevoir et d'entendre votre point de vue sur le projet de loi qui est maintenant à l'étude au Sénat.

Sénateur Gigantès, aviez-vous une intervention à faire à ce moment-ci?

**Le sénateur Gigantès:** C'est une intervention d'ordre interne mais je vais la faire dès maintenant. Cette intervention ne durera que quelques secondes. Je voudrais beaucoup, et mes collègues aussi seraient d'accord, je crois, que notre comité directeur ait une réunion aujourd'hui, si possible, sinon, tôt demain matin.

**Le président:** J'avais pensé à cette possibilité aussi.

**Le sénateur Gigantès:** Nous avons des plaintes de témoins importants qui disent qu'ils n'avaient eu aucun moyen de savoir avant le 17, qu'on allait avoir des audiences.

**Le président:** J'allais préciser, sénateur Gigantès, et vous dire ce que j'avais pensé faire.

**Le sénateur Gigantès:** Oui?

**Le président:** Après l'audition du groupe qui viendra en deuxième, j'avais pensé que plutôt que de convoquer une réunion du comité directeur, le comité du programme, comme vous l'appellez, que nous continuions entre nous, les sénateurs qui seront présents à ce moment-là, précisément pour discuter de cette question.

**Le sénateur Gigantès:** Merci, c'est une très bonne idée, monsieur le président.

**Le président:** Merci bien. Alors, je termine mes souhaits de bienvenue en vous invitant à vous présenter vous-mêmes, au comité, Mme Laporte-Dubuc, M. Morel et M. Sylvestre, en nous expliquant peut-être de façon plus élaborée que les notes que nous avons, ce qu'est votre Confédération des organismes familiaux du Québec après quoi, vous présenterez le mémoire ou les remarques que vous avez à faire sur le projet de loi C-70.

Alors, monsieur Morel, si je comprends bien, vous êtes le porte-parole? Alors je vous donne la parole.

**M. Morel:** Merci monsieur le président.

Honorables sénateurs, permettez-nous de nous présenter brièvement. La Confédération des organismes familiaux du Québec est une structure de représentation et de participation des familles québécoises. La COFAQ, telle qu'on l'appelle communément, existe depuis 1971 et regroupe actuellement 14 organismes familiaux provinciaux atteignant collectivement environ 100,000 familles québécoises.

Depuis 15 ans, les familles réunies au sein de la COFAQ ont élaboré toute une série de consensus qui constituent les principes de base d'une pensée qu'on peut qualifier de familiale. A notre connaissance, ce phénomène d'une action organisée et collective des familles et la formulation d'une pensée spécifi-

*[Traduction]*

budget speech at 4:00 p.m. As taxpayers, I'm sure you share our interest.

That said, I welcome you. We are extremely pleased to meet with you and hear your views on the bill now under examination in the Senate.

Senator Gigantès, you wish to make a comment at this time?

**Senator Gigantès:** I have a very brief comment of an internal nature. I would very much like our steering committee to meet today, if possible, or early tomorrow morning. I think my colleagues would agree.

**The Chairman:** I had thought of that possibility as well.

**Senator Gigantès:** We have very serious complaints from witnesses who say they had no way of knowing before the 17th that hearings would be held.

**The Chairman:** I was about to mention, Senator Gigantès, what I had planned to do.

**Senator Gigantès:** Yes?

**The Chairman:** After hearing the second group, I thought that rather than calling a meeting of the steering committee, or the program committee as you call it, we would continue discussions among ourselves, among the senators then present.

**Senator Gigantès:** Thank you, that's a very good idea, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you. I conclude my welcome by inviting you to introduce yourselves to the committee. Mrs. Laporte-Dubuc, Mr. Morel and Mr. Sylvestre, by giving us a more detailed explanation of the notes we have before us concerning the Confédération des organismes familiaux du Québec, after which you may present your brief or comments on Bill C-70.

Mr. Morel, if I understand correctly, you are the spokesman?

**Mr. Morel:** Thank you, Mr. Chairman.

Honorable senators, allow me briefly to introduce our organization. The Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ) is a representational and participatory organization of Quebec families. Founded in 1971, it is currently composed of 14 provincial member family organizations representing 100,000 Quebec families.

For fifteen years, families belonging to COFAQ have developed a set of basic, family-oriented principles. To the best of our knowledge, such organized and collective action on the part of families and the development of a specifically family-oriented philosophy is a totally original and unique concept.

*[Text]*

quement familiale est absolument innovatrice et sans précédent.

C'est à la lumière de ce cadre de référence que nous nous sommes prononcés, en commission parlementaire le 4 novembre dernier, et avons réclamé le retrait du projet de loi C-70. Nous croyions d'ailleurs que ce mémoire vous aurait été distribué en temps voulu, mais je pense que cela n'a pas été possible. Enfin je continue.

Ce mémoire déposé en commission parlementaire vous a déjà été distribué (ça n'a pas été le cas) et nous ne le reprenons pas intégralement ici.

Nous en rappellerons cependant les grandes lignes. Sans ambages nous affirmions que ce projet de loi était indubitablement anti-familial et que nous n'acceptons pas que dans l'ensemble des dépenses gouvernementales, telles que les dépenses militaires, le renflouement des banques, l'aide à l'entreprise, ce soient les dépenses de soutien à la famille qui soient réduites. Nous nous interrogeons également sur la crédibilité de l'actuel gouvernement qui d'une part propose une telle mesure, alors que d'autre part et à de multiples reprises, des ministres importants, dont le premier ministre, proclamaient leur préoccupation pour la famille.

Enfin, nous donnions les bases fondamentales de notre opposition à cette désindexation, c'est-à-dire les principes de fond de la pensée familiale sur la question. Ces principes sont les suivants:

D'abord, le principe de la co-responsabilité de la famille et de l'État dans le soin et l'entretien des enfants.

Ce principe s'appuie sur deux idées majeures: la première est celle selon laquelle toute société doit affirmer et respecter le caractère absolument privé de toute décision de mettre ou non des enfants au monde.

La deuxième est celle selon laquelle l'État doit reconnaître concrètement que les enfants constituent un apport positif au développement de la société toute entière.

La reconnaissance de cet apport positif, ainsi que la volonté de compenser en partie les coûts impliqués dans l'entretien des enfants étaient à l'origine de l'instauration des programmes d'allocations familiales.

A notre avis, le projet de loi C-70 agit aujourd'hui à la fois contre cette reconnaissance et contre cette compensation et représente non seulement un danger mais déjà une fuite du gouvernement devant sa responsabilité sociale à l'égard des enfants et des parents de ce pays.

Ce principe de la co-responsabilité s'inscrit dans l'évolution très profonde qu'ont subi la famille comme institution et la société dans les dernières décennies. Ce principe a été également dès le début la pierre d'assise de toute la réflexion familiale des chargés d'enfants que nous rassemblons.

Nous précisons cependant qu'en affirmant ce principe, les familles ne s'inscrivent pas dans un schéma de victimisation systématique en vue d'obtenir une «aide».

Au contraire, les familles s'affirment désireuses de se prendre en charge elles-mêmes, mais aussi d'être considérées comme jouant un rôle important dans la société, un rôle qui a

*[Traduction]*

It was in this context that we appeared before the parliamentary committee last November 4 to ask that Bill C-70 be withdrawn. We also believed that this brief would have been distributed to you in due course, but this was apparently not possible.

The brief submitted to the parliamentary committee has been distributed to you (this is not the case) and we shall not repeat it in its entirety here.

However, let me repeat its main points. In unequivocal terms, we maintained that this bill was beyond doubt harmful to family interests. We could not accept that, in light of government expenditures on the military, on bailing out banks and in support of business, those related to family assistance should be cut. We also questioned the credibility of the current government which, on the one hand proposes such measures and, on the other, has key ministers, including the Prime Minister, who have repeatedly stated their concern for the family.

Lastly, we outline the principles of our family philosophy that form the basis of our opposition to de-indexation. These principles are as follows:

First, the principle of shared responsibility between families and the State for the care and support of children.

This principle is founded on two major concepts, the first being that any society must accept and respect the absolutely private nature of any decision on whether or not to bring children into this world.

The second is that the State must give concrete recognition to the fact that children are a positive force in the development of society as a whole.

Recognition of this positive force, as well as the desire to partially offset the costs involved in supporting children, was the basic rationale for the family allowances program.

In our view, Bill C-70 directly contradicts such recognition and compensation; as such, it represents a dangerous departure and reveals the government's failure to fulfill its social responsibility to Canadian children and parents.

The principle of shared responsibility is part of the sweeping changes that have affected the family as an institution and society itself in recent decades. It is also the cornerstone of the philosophy espoused by our members, those responsible for the care of children.

We should like to emphasize, however, that by accepting this principle, families are not subscribing to some systematic scheme of victimization for the purpose of obtaining "assistance".

On the contrary, families have clearly stated their desire to look after themselves. However, they also want their role, which involves many particular needs, to be recognized as an



*[Text]*

des exigences nombreuses et particulières et pour lequel elles ont besoin de moyens.

L'allocation familiale universelle et indexée est un de ces moyens. Elle est même un des moyens privilégiés.

Le deuxième principe que nous voulons rappeler est celui selon lequel une mesure familiale est essentiellement différente d'une mesure sociale. Leurs buts et objectifs sont radicalement différents: les politiques sociales visent à redistribuer les revenus entre les citoyens. La politique familiale de son côté vise la reconnaissance et le soutien économique des chargés d'enfants.

En ce sens, la politique familiale, dont les allocations familiales font partie, ne doit pas être confondue, comme c'est le cas dans les projets de loi C-70 et C-84, avec une politique de redistribution des revenus.

La politique familiale s'adresse à et vise tous les chargés d'enfants sans égard aux revenus du ou des parents.

Nous ne sommes pas opposés à une meilleure distribution des richesses dans notre pays, mais nous croyons que cet objectif doit être atteint par d'autres moyens.

Quels que soient leurs revenus, les parents canadiens sont tous des chargés d'enfants c'est-à-dire les personnes qui, par l'entretien de ces enfants, contribuent au développement de la société et c'est à ce titre que les coûts importants auxquels ils doivent faire face doivent être reconnus et compensés par la collectivité sociale.

Ces coûts sont très élevés et considérablement supérieurs aux allocations familiales actuellement versées et considérablement supérieurs même à la somme des transferts de diverses sortes vers les chargés d'enfants.

En conséquence, ce dont les citoyens et citoyennes qui sont chargés d'enfants aujourd'hui ont besoin, ce n'est pas d'une diminution mais d'une augmentation du soutien économique.

Pour cette raison d'ailleurs, nous jugeons qu'il serait nécessaire actuellement de revoir, comme le gouvernement a déclaré vouloir le faire en janvier 1985, l'ensemble des mesures de soutien aux familles et enfants.

Mais il faudrait une révision qui serait faite en profondeur, au terme d'un large débat public sur les principes mis en cause. Le projet de loi C-70 n'a pas quant à lui été précédé d'un tel débat, et de façon évidente, le gouvernement n'a en aucune façon tenu compte des opinions nombreuses qui sont venues s'exprimer en commission parlementaire.

Bref, nous croyons que le projet de loi actuellement à l'étude ici, avec les conséquences qu'il a sur les familles canadiennes, devrait être retiré, et que devrait être entrepris, au contraire, une vaste consultation qui porterait sur les questions de fond et tiendrait compte des consensus sociaux.

Parmi ceux-ci, il faudrait accorder une importance primordiale au consensus déjà existant et remarqué dans les récentes années, consensus qui accorde à la famille, sous toutes ses formes, une importance fondamentale dans les aspirations de vie des Québécois et Canadiens.

Je vous remercie. Nous sommes prêts à répondre à vos questions, prêts à échanger sur le contenu de notre intervention.

**Le président:** Merci bien. Alors, le sénateur Gigantès d'abord.

*[Traduction]*

important role in society. For that reason, they require financial support.

Universal, indexed family allowances are one of the most important types of such support.

Our second principle is that there is a fundamental difference between family-oriented measures and social measures. The goals and objectives of such measures are radically different: social policies are intended to redistribute wealth among citizens; family policies seek to give recognition and support to those responsible for children.

In this sense, family policies, which include family allowances, should not be confused, as they have been in bills C-70 and C-84, with policies dealing with the redistribution of wealth.

Family-oriented policies are addressed to and target everyone responsible for children, irrespective of their income.

We are not opposed to a better distribution of wealth in our country, but we believe that this objective should be achieved by other means.

Whatever the income of Canadian parents, all are responsible for children. Parents, by supporting their children, contribute to the development of our society. In light of this fact, the significant costs they incur must be recognized and compensated by society as a whole.

These costs are extremely high and significantly greater than the present family allowances and all the other types of payments made to those with responsibilities for children.

What these people need today is an increase, not a reduction, in financial support.

We thus believe that the review of all households headed by women, as proposed by the government in January 1985, is urgently required.

But this should be an in-depth review, one that includes broad public debate on the principles at issue. No such debate preceded Bill C-70, and it is quite clear that the government gave no consideration to the many views expressed to the parliamentary committee.

In short, we believe that, given the consequences of the bill currently under examination on Canadian families, it should be withdrawn. In its place, there should be broad consultations on the fundamental principles at stake and due account given to any ensuing consensus.

Furthermore, particular attention should be given to the current consensus, apparent in recent years, which ascribes fundamental importance to the family, in all its forms, in the aspirations of Quebecers and Canadians.

Thank you. We are ready to answer your questions or discuss what we have said.

**The Chairman:** Thank you. First, Senator Gigantès.

[Text]

**Le sénateur Gigantès:** Merci monsieur le président. On a dit souvent, pour défendre le projet de loi C-70 qu'il n'affecterait pas beaucoup qui que ce soit pendant les deux premières années, et qu'ensuite on pourrait réparer les dégâts en changeant la législation. Auriez-vous l'amabilité de commenter là-dessus?

**Mme Laporte-Dubuc:** Cela est un argument qui est apporté par des gens qui font des calculs économiques, à savoir ce qui va revenir à une famille après une année, si on applique la loi, mais nous, ce n'est pas le genre d'argument qu'on veut développer ou qu'on a développé. Ce que l'on développe surtout, c'est le principe selon lequel les familles doivent être aidées à ce moment-ci. A partir du moment où il y a un risque qu'on diminue la totalité de ce qui est donné aux familles dans leur ensemble, ou même ce qu'une famille reçoit, c'est déjà pour nous un très grand risque. C'est comme une porte ouverte. En fait, c'est comme un précédent en somme. C'est ce à quoi on s'objecte. Il faut absolument que ce nouveau gouvernement et que le Sénat deviennent conscients que les familles vivent une situation absolument nouvelle et unique. C'est vrai au Québec, mais je pense que c'est vrai aussi au Canada, et nous croyons que les familles comme entités sociales ont besoin d'être aidées, et que le premier geste à poser est justement de ne pas toucher à une des seules mesures qui existent, qui est l'allocation familiale. C'est plus au niveau des principes que notre intervention se fait, plutôt qu'en terme de calcul de ce que cela va enlever ou donner à une famille. D'autres groupes le font et à ce moment-ci, on a choisi de le leur laisser et de ne pas répéter ces arguments.

**Le sénateur Gigantès:** D'accord madame, je vous remercie.

**Le président:** Sénateur David?

**Le sénateur David:** Je suis très sensible à l'exposé qu'on vient de nous faire. Il ressemble à celui d'autres groupes qui ont présenté à peu près les mêmes arguments; cependant, là où je diffère un peu d'opinion avec madame, c'est que les calculs sont quand même importants pour analyser les pertes ou les bénéfices des trois programmes mis ensemble.

A supposer qu'en 1986 ou 1987, il n'y ait pas de dommage considérable, et je dis bien «pas de dommage considérable», est-ce que vous auriez quand même, pour bonifier ces lois, alors que l'on s'inquiète pour les années 1988, 1989 et 1990, quelques propositions d'ensemble qui permettraient un ajustement que vous trouveriez plus équitable?

**Mme Laporte-Dubuc:** La proposition que je ferais est qu'il faut absolument qu'il y ait une étude très sérieuse de ce qu'est l'impact de ces mesures sur la famille, en tant que conséquence sur la perception que la société a sur la naissance ou la non-naissance d'un enfant. Ce serait plus dans ce sens qu'en terme d'une famille qui va avoir \$10 de plus ou de moins. C'est en terme psycho-social le message que le gouvernement envoie aux familles quand il dit: «Vous êtes le secteur qu'on se permet de réduire au point de vue des transferts sociaux».

Il y a un message de non-reconnaissance de l'enfant. Ce n'est pas dans la totalité bien sûr car les allocations familiales sont maintenues, mais c'est comme une instance où une institution sociale de seconde zone, si le gouvernement se permet de diminuer l'aide qu'il lui donne actuellement, alors que juste-

[Traduction]

**Senator Gigantès:** Thank you, Mr. Chairman. It is often said, in defence of Bill C-70, that it will not have much effect on anyone in the first two years, and that later, we could repair any damage through amendments to the legislation. Would you care to comment on this?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** That is an argument used by people making economic calculations on what a family will receive each year once the bill comes into force. It is not the type of argument that we wish to develop or have developed. We stress the principle by which families must be helped now. In our view, any risk of a reduction in the total amount of assistance to families as a whole, or even one family alone, is a great danger. It's like an open door, a precedent. That is what we object to. It is imperative that the new government and the Senate become aware of the fact that families are living in a totally new and unique context. This is the case in Quebec and, I think, in the rest of Canada. The family as a social unit needs support. The first step is not to tinker with one of the few existing measures, family allowances. The basis of our involvement is more a matter of principle than how much money a family will lose or gain. Other groups are addressing that side of the issue and, for the time being, we shall not repeat their arguments.

**Senator Gigantès:** Very well. Thank you.

**The Chairman:** Senator David?

**Senator David:** I am very impressed by the presentation we have just heard. It resembles that of other groups who have used the same arguments. However, my opinion differs somewhat from that of the speaker in that calculations are nonetheless important for any analysis of the benefits and disadvantages of the three programs as a whole.

If we assume that there is no considerable damage in 1986 or 1987—and I stress “no considerable damage”—we are still left to wonder about 1988, 1989 and 1990. Do you have any general suggestions on how to improve these bills to achieve an adjustment that you consider more equitable?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I suggest that it is vital to conduct a detailed study of the impact of these measures on the family and on society's perception of the decision to have or not to have children. The real issue is this, and not whether families will receive \$10 more or less. We must consider the psycho-social message that government conveys to families when it says: “You are the sector we feel we can target for cutbacks in social spending.”

That message fails to give recognition to children. The failure is not total, of course, because family allowances will still be maintained. But if the government decides to reduce current support, it will give the impression of according only secondary priority to this matter through inadequate assist-



[Text]

ment, l'aide est insuffisante. C'est important. Cela ne se calcule pas mais c'est quand même important en terme de valorisation du geste que les parents font quand ils mettent un enfant au monde. Au Québec, cela se pose de façon cruciale par la dénatalité, parce que la dénatalité est très grande.

**Le sénateur David:** Je suis heureux, monsieur le président, que madame ait parlé du problème de natalité et de dénatalité, parce que j'ai l'impression que c'est le fondement même de votre association, madame. En somme, vous essayez de promouvoir tout ce qu'il faut pour que l'enfant soit bien reçu dans la société. Si possible, qu'il y en ait un petit peu plus que le 1.5 ou le 1.4 du Québec actuellement, puisque vous représentez jusqu'à un certain point les familles québécoises.

Alors, je pense que sur cela on est assez d'accord, mais par ailleurs, il y a plusieurs arguments qui semblent avoir démontré qu'il n'y a pas une équation très nette entre les mesures économiques prises pour soutenir les familles et le phénomène de la natalité.

Il semble y avoir d'autres préoccupations qui expliquent le phénomène de dénatalité auquel nous assistons actuellement.

**Mme Laporte-Dubuc:** Tout d'abord, je voudrais apporter une précision.

Notre organisme n'en n'est pas un qui préconise d'augmenter le nombre d'enfants par famille mais plutôt la qualité de vie de sorte que les gens choisiront librement d'en avoir ou non.

Le démographe Henripin, a fait des recherches pour tenter de trouver la cause de la dénatalité, les facteurs qui influencent le choix d'avoir ou non un enfant.

La première réponse apportée est celle des coûts. Ceci ne veut pas dire que l'on peut conclure qu'elle est la cause de la dénatalité et qu'en augmentant les transferts de fonds, il aurait plus d'enfants au Québec. Il y a quand même un lien qui est fait spontanément par les gens entre les coûts et la naissance d'un enfant.

L'autre aspect est celui d'une reconnaissance sociale. C'est le point que l'on défend le plus. Des points de vue économiques et sociaux, il faut absolument qu'il cesse d'être pénalisant d'avoir des enfants. Je peux vous citer un exemple que l'on m'a apporté dernièrement, lorsque quelqu'un a dit: «On a décidé d'avoir un quatrième enfant; avant de l'annoncer à notre famille on a pensé comment procéder de telle sorte que l'on ne recevrait pas trop de réactions négatives».

Ils se sont dit qu'ils souffriraient d'un grand isolement social parce qu'ils formeraient une famille nombreuse de quatre enfants, qu'ils ressentiraient le besoin de se créer un réseau de support pour les élever.

Ce cas illustre la situation que vivent les gens qui décident d'avoir des enfants. Cela démontre comment il est essentiel d'adopter des gestes concrets pour reconnaître le geste social.

Je ne sais pas si j'ai répondu exactement à votre question.

**Le sénateur David:** La question était complexe et, nécessairement, la réponse le sera aussi.

**Mme Laporte Dubuc:** Je ne suis pas certaine, sénateur.

[Traduction]

ance. This is an important point. Such a message cannot be calculated mathematically but it nonetheless conveys something to parents about the worth of bringing children into this world. In Quebec, where the decline in the birthrate has been dramatic, this question is of crucial importance.

**Senator David:** I am glad, Mr. Chairman, that the speaker has addressed the problem of the declining birthrate. I have the impression that the very foundation of your association is to promote everything necessary to ensure that children are welcomed into society and, if possible, to increase the current 1.5 or 1.4 children per family in Quebec. To a certain degree, you do after all represent Quebec families.

I think we agree on that point. But, several arguments seem to show that there is not a very clear link between economic measures taken to support family life and the birthrate phenomenon.

There seem to be other concerns which explain the current decline in the birthrate.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** First, I should like to clarify a point.

Our organization does not seek to increase the number of children, but rather to improve the quality of life so that people are free to choose whether or not to have children.

The demographer, Jacques Henripin, has conducted research to determine the cause of the declining birthrate or factors which influence the decision whether or not to have children.

The prime factor cited was costs. That does not mean that costs are the reason for the drop in the birthrate and that, as a result of increased financial contributions, more children would be born in Quebec. However, people make a direct link between costs and having children.

Another aspect, the one we defend the most strongly, is social recognition. It is absolutely imperative that we stop penalizing people, financially and socially, for having children. I was recently made aware of an example of this when someone said: «We decided to have a fourth child but we had to think of some way of telling the family without causing too much negative reaction.»

These people felt they were exposing themselves to social ostracism because with four children they would be a large family. They felt they needed a support network to raise four children.

This example alone illustrates the situation facing people who decide to have children, and shows the need for concrete action on the part of society.

I am not sure if this answers your question.

**Senator David:** The question was complex and therefore the answer would be too.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I'm not sure, Senator.

[Text]

**Le sénateur David:** Dans ces conditions, je comprends très bien à quel point il est difficile pour vous de répondre.

Ce que je tentais de savoir, vous y avez partiellement répondu par l'étude de Henripin qui souligne que l'argument principal est le coût d'avoir un enfant.

Par ailleurs, au Québec en particulier, on augmente les prestations avec le nombre d'enfants. Je pense que le Québec est une des rares provinces où on procède de cette façon. Cela n'a pas empêché la continuation de la dénatalité, on se demande quel moyen l'on pourrait trouver puisque cela ne semble pas lié à l'économie, pas à 100 p. 100, tout au moins. L'on peut se demander jusqu'à quel point les projets de loi C-70 et C-84 amélioreront cette considération importante que vous avez de l'enfant au sein de notre société.

**Mme Laporte-Dubuc:** En fait, on ne connaît pas les causes de la dénatalité. C'est le fond de l'histoire. On n'explique pas de façon scientifique les causes de la dénatalité. On entend les familles parler parce que c'est notre rôle de les représenter.

On sait par leurs témoignages qu'elles vivent une pénalisation et un isolement sociaux et même une dévalorisation du fait qu'elles choisissent d'avoir des enfants. Un enfant ce n'est pas une dévalorisation. Mais, lorsqu'on est rendu au troisième, il y a une non-acceptation d'une famille avec trois enfants par la société. C'est un drame.

Le gouvernement a une responsabilité. Et c'est cela que l'on souligne quand on parle de la responsabilité de l'État. Ce n'est pas pour inciter les familles à avoir un grand nombre d'enfants mais pour au moins permettre aux gens qui ont le goût d'en avoir, d'avoir le nombre qu'ils désirent.

**Le président:** Si je peux me permettre à ce point de faire une petite intervention personnelle.

Vous avez souligné, comment dirais-je, le drame de l'arrivée du quatrième enfant et cette sorte d'isolement social ou d'incompréhension sociale que ce troisième ou quatrième enfant peut signifier aujourd'hui.

A cet égard je veux vous parler de l'expérience de ma fille, directrice d'une école primaire et dont l'arrivée du quatrième enfant a été une joie pour tous ceux de l'institution qu'elle dirige.

Il n'y a pas toujours nécessairement sanction sociale.

**Mme Laporte-Dubuc:** Tant mieux!

**Le président:** Cela dit, c'est maintenant le tour du sénateur Marsden.

**Le sénateur Gigantès:** Cela doit être dû au charme du grand-père!

**Le président:** Bien, il faut peut-être apporter certaines nuances à partir d'expériences observantes; c'est tout ce que je voulais dire.

Tout d'abord, le sénateur Marsden avait demandé la parole. Alors, je vous place tout de suite après le sénateur Le Moynes, sénateur Gigantès?

**Le sénateur Gigantès:** Merci, monsieur le président.

[Traduction]

**Senator David:** In these circumstances, I understand how difficult it is for you to answer.

You gave me a partial answer through your reference to the Henripin study which states that the prime consideration in the decision to have children is costs.

Moreover, particularly in Quebec, the allowances increase with the number of children. I think that Quebec is one of the few provinces to have adopted this approach. It has not, however, halted the decline in the birthrate. We must ask ourselves, then, what measures would be appropriate since the problem does not seem to be purely economic in nature. We might ask to what extent bills C-70 and C-84 will aggravate or alleviate your concerns about the place of children in our society, an important issue.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** The fact of the matter is that we do not know what causes the birthrate to fall. We listen to families; what we hear are not scientific explanations for the decline in the birthrate. We listen to families because our role is to represent them.

From what they tell us, we know that they are penalized, isolated and even treated with disdain by society because they have decided to have children. One child is not a problem, but once there are three, society rejects the family. It's a tragedy.

Government has a responsibility in this area. When we speak of the State's responsibility, we would emphasize that it is not to encourage families to have more children, but at least to enable them to have as many as they wish.

**The Chairman:** If I may make a small personal interjection at this point.

You have stressed, how shall I put it, the drama surrounding the birth of a fourth child, the social isolation or lack of understanding that the arrival of a third or fourth child can cause today.

The experience I would share with you is that of my daughter, who is principal of an elementary school. The arrival of her fourth child was a cause for celebration for the entire school.

There is not necessarily always a sense of social opprobrium.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** So much the better!

**The Chairman:** That said, it is now Senator Marsden's turn.

**Senator Gigantès:** It must be because of the grandfather's charm!

**The Chairman:** Well, certain distinctions should be made when drawing on personal experience. That's all I meant to say.

Senator Marsden asked to speak first. So I will put you right after Senator Le Moynes, Senator Gigantès?

**Senator Gigantès:** Thank you, Mr. Chairman.



[Text]

**Senator Marsden:** I am very interested in the analysis you have given of the situation emphasizing the issue of family life rather than redistribution. It is a question of social policy and I was taken by your comment on the unexpected nature of this measure; that is, we had been prepared to discuss the child tax credit and the exemption, through the blue paper which had been presented. However, I think that a reduction in the family allowance was not the means that had been anticipated in the long discussions over the blue paper about how family support might be realigned at the federal level. I wonder how you feel about the family allowance as a symbolic measure? This, in a way, follows Senator David's question, but let me put it slightly differently. I am not here talking about the exact amount, because if the measure is only symbolic then the amount becomes merely a measure of that symbolism. Do you regard it as having some real economic meaning or do you think the family allowance is simply the only way the state has available to show that it has a concern for children and their parents?

**Mme Laporte-Dubuc:** Ce n'est pas uniquement une mesure symbolique. Elle le devient au moment où l'on porte atteinte aux sommes que les familles ont l'habitude de recevoir.

Il y a effectivement des coûts énormes. Si l'on parle du principe de la co-responsabilité entre l'État et les familles par rapport aux enfants, il y a effectivement des coûts; ils sont de plus en plus importants à supporter pour les familles.

Non seulement les allocations familiales ne sont pas symboliques mais elles sont absolument inadéquates par rapport au coût actuel de la vie. Alors, ce que l'on a revendiqué dans les 15 dernières années a été un ensemble de mesures, une sorte de bill omnibus qui couvrirait l'essentiel des besoins des familles. Cela signifiait aussi une augmentation importante des allocations familiales.

Donc, j'en parle en terme de symbole à partir du moment où les familles sentent le danger qu'on leur retire des choses. Un message psycho-social est envoyé dans le sens que la famille n'est pas importante. Il y a aussi l'autre aspect du message qui en fait une mesure strictement économique visant à aider effectivement les familles dans les coûts qu'elles ont à supporter.

**Senator Marsden:** May I ask you a question related to the need for economic support? Yesterday we had a witness who analyzed the data and showed that the three child support issues, namely the exemption, the credits and the family allowance, are relatively unimportant economically in relation to the tax changes of the May, 1985 budget which are already costing families a lot of money, both by direct consumption taxes and by the changes in the income tax system. I wonder if you have looked at that issue and if you could discuss the relative weight of these items?

**Mme Laporte-Dubuc:** Je regrette, je ne suis pas en mesure de discuter de ce point.

Je ne sais pas si un de mes collègues serait en mesure de le faire, mais on n'a pas accompli ce genre d'analyse.

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** Votre analyse de la situation où vous insistez sur la répartition des ressources, m'a beaucoup intéressée. Il s'agit effectivement d'une question de politique sociale et j'ai été impressionnée par le commentaire que vous avez fait au sujet du caractère imprévu de cette mesure, en ce sens que nous nous étions préparés à discuter du crédit d'impôt-enfants et de l'exemption, dans le cadre de l'étude du livre bleu. Toutefois, je doute que la réduction des allocations familiales ait été la mesure à laquelle auraient donné lieu les longues discussions sur le livre bleu pour rajuster l'aide fédérale à la famille. Je me demande ce que vous pensez des allocations familiales en tant que mesure symbolique? Cela, en un sens, fait suite à la question du sénateur David, mais je vous la poserai un peu différemment. Je ne veux pas discuter du montant exact parce que si la mesure n'est que symbolique le montant le devient également. Accordez-vous aux allocations familiales une valeur économique véritable ou estimez-vous qu'elles sont la seule façon dont dispose l'État pour manifester son intérêt pour les enfants et leurs parents?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** It is not solely a symbolic measure. It becomes symbolic when the amount which families have grown accustomed to receiving is placed in jeopardy.

The costs are, indeed, enormous. when we speak of the principle of shared responsibility between the State and the family with respect to children, costs are involved. They are significant, and increasingly shouldered by the family.

Not only are family allowances not symbolic, they are entirely inadequate when compared to the current cost of living. For the past fifteen years we have been demanding a set of measures, a type of umbrella legislation, to cover basic family needs. This would also involve a significant increase in family allowances.

Thus, from the time that families feel something is being taken from them, the discussion becomes symbolic. The psycho-social message conveyed is that families are not important. And then there is the other aspect, that this is a strictly economic measure designed to help families meet their costs more effectively.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais poser une question sur la nécessité de l'aide financière. Un des témoins qui a comparu hier a analysé les données pour nous démontrer que les trois programmes d'aide destinés aux enfants, soit l'exemption, le crédit d'impôt et les allocations familiales, ont relativement peu d'importance économique par rapport à la modification fiscale que prévoyait le budget de mai 1985 et qui coûte déjà très cher aux familles, tant par suite des taxes directes à la consommation que des modifications du système fiscal. J'aimerais savoir si vous avez étudié ces questions et si vous pourriez nous décrire l'incidence de ces mesures?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I'm sorry, I cannot answer that question.

I don't know if one of my colleagues could. We have not performed that type of analysis.

## [Text]

**M. Robert Sylvestre, officier de recherche, Confédération des organismes familiaux du Québec Incorpérée:** Comme nous le disions au début, à ce moment-ci, nous n'avons pas étudié beaucoup la question de chiffres. Il y a beaucoup de débats et d'opposition contradictoires sur cette question. Ce n'est pas sur quoi nous avons voulu travailler à ce moment-ci, en partie, parce qu'en tant qu'organisme familial, nous n'avons pas les employés permanents qu'il faut pour faire les analyses économiques nécessaires.

L'autre raison est qu'il nous apparaît que les projets de loi C-70 et C-84 ont été présentés par le gouvernement conservateur dans une perspective de redistribution des revenus.

Comme on l'a souligné, on ne s'oppose pas à une distribution équitable de revenus au pays, sauf que nous croyons que les familles ont besoin d'une reconnaissance sociale réelle et concrète.

Réelle veut dire que non seulement ce ne soit pas pénalisant du point de vue économique d'avoir des enfants mais socialement revalorisant. Un vieux dicton populaire est souvent rapporté et il dit que les enfants sont la richesse d'un pays.

Je suis portée à croire que les parents ne se sentent pas revalorisés. C'est le message que la société leur retourne lorsqu'ils mettent un enfant au monde. Pour nous, ainsi que pour les familles que l'on représente, c'est extrêmement important. C'est le message que l'on voulait apporter au comité.

Les mesures des projets de loi C-70 et C-84 n'ont pas été pensées dans une perspective familiale au sens que ce sont essentiellement des mesures de soutien à la famille.

Ainsi, nous disons qu'avant d'adopter de telles mesures, il faut avoir un débat social sur la famille et ce qu'elle signifie pour les Canadiens.

Il y a eu, dans les quatre ou cinq dernières années, plusieurs enquêtes au Québec autour de la consultation sur la politique familiale. Des recherches ont été faites par McLean's à travers le Canada démontrant que deux tiers des Canadiens pensaient que la vie familiale était une valeur primordiale.

A notre avis, cela ne se manifeste pas dans le type de politiques présentement avancées. C'est cela que nous jugeons extrêmement important et que nous voulions souligner ici.

**Senator Marsden:** You have not, and we appreciate it. Let me take this one step further if I may, Mr. Chairman, because I think this is an interesting and new idea in the testimony we have had, and that is the symbolic nature of the budget, since we are all thinking about that. Would you argue that, through tax breaks or other means, symbolically, the state shows enormous support for corporations relative to families? Is that the kind of balancing argument you would make, or would you focus it only on family issues?

Let me build a parallel. Very often, when groups make presentations they say, "If you spent less on defence and more on social security, we'd all be better off." Are you saying that, symbolically, it would be better if there were greater balance between the tax expenditures and the real expenditures on the family vis-a-vis other social institutions such as business, labour or any of the others?

## [Traduction]

**Mr. Robert Sylvestre, Research Officer, Confédération des organismes familiaux du Québec Incorpérée:** As we stated at the outset, we have not gone into great statistical detail in our brief. There has been much debate and conflicting argument over this issue, but it was not a matter we wished to pursue at this time, partly because, as a family organization, we do not necessarily have the means to conduct the type of long-term economic analyses required.

Second, it seemed to us that bills C-70 and C-84 were presented by the Conservative government in the context of income redistribution.

As we mentioned, we are not opposed to a fair distribution of income in Canada. However, we believe that families are currently in need of something else—of genuine and concrete social recognition.

Genuine means not only removing the financial penalty involved in having children, but also social enhancement. A common saying has it that children are a country's greatest natural resource.

I tend to believe that parents, as parents, do not perceive that to be the message they receive from society when they bring a child into the world. To us and the families we represent, this is extremely important. This was the message we wanted to bring to this Committee.

The measures contained in bills C-70 and C-84 have not been presented or designed from the family's point of view, even though they basically concern family assistance measures.

For that reason, we say that, prior to adopting such measures, a broad public debate should be held to define what a family is and what it represents for Canadians.

Over the past four or five years, several studies have been conducted in Quebec with respect to consultation on family policy. Research has been conducted elsewhere in Canada by *MacLean's*, for example, which showed that two-thirds of Canadians consider family life of prime importance.

In our view, the type of policies currently being presented do not reflect that viewpoint. That, we decided, was the element we wanted to emphasize today.

**Le sénateur Marsden:** Non et nous vous en savons gré. Permettez-moi d'aller un peu plus loin, monsieur le président, car j'estime que ce témoignage présente une idée nouvelle et intéressante, soit la nature symbolique du budget, et que nous nous y intéressons tous. Seriez-vous d'avis que les allègements fiscaux ou d'autres mesures témoignent symboliquement de l'énorme appui qu'accorde l'État aux sociétés plutôt qu'aux familles? Est-ce l'argument que vous avanceriez ou bien insisteriez-vous uniquement sur les questions touchant la famille?

Permettez-moi d'établir un parallèle. Très souvent, les groupes qui nous présentent des mémoires prétendent que si l'on affectait moins de fonds à la défense au profit de la sécurité sociale, nous nous en porterions tous mieux. D'après vous, symboliquement, serait-il préférable d'établir un meilleur équilibre entre les dépenses fiscales et les véritables dépenses engagées à l'égard de la famille par rapport aux autres institutions sociales comme le monde des affaires ou du travail?



[Text]

**M. Sylvestre:** Il faut analyser et suivre les consensus sociaux. Nous savons qu'il y a un consensus social très large en faveur de la famille comme valeur fondamentale de vie canadienne.

Est-ce qu'il serait nécessaire que le gouvernement évalue la pensée des Canadiens sur d'autres types de dépenses, telles les dépenses militaires, celles envers les corporations, etc.? Cela pourrait toujours faire partie d'un débat continuuel très large. Nous disons que la famille, comme valeur fondamentale est un consensus social qui existe mais qui n'est pas reconnu à sa juste valeur.

**M. Morel:** Pour compléter, je soulignerai ce que nous affirmions au tout début de notre mémoire à l'effet que nous jugeons nécessaire de revoir toutes les mesures fiscales de soutien aux familles et aux enfants. C'est une révision fondamentale. Selon nous, elle doit aller dans le sens d'une consultation populaire la plus vaste possible.

**Le président:** Sénateur Le Moyne?

**Le sénateur Le Moyne:** Merci, monsieur le président.

Madame ou messieurs, est-ce que l'un de vous nous dirait ce qu'est vos yeux est le sens profond de l'universalité des allocations familiales?

Est-ce qu'il réside à vos yeux en une co-responsabilité des parents et de l'État?

**Mme Laporte-Dubuc:** Si l'on distingue clairement entre politique sociale et familiale, (parce que dans notre réflexion et dans les groupes de discussion ce sont des points que l'ont a voulu clarifier) la politique sociale tient compte d'un niveau de revenu et des distinctions entre les couches de revenu des personnes de différentes classes sociales.

La politique familiale concentre sur la famille. Peu importe le revenu, toutes les familles ont besoin de reconnaissance sociale lorsqu'elles ont des enfants. Alors, de là découle la nécessité de l'universalité. Les gens sont inconscients des disparités économiques entre les classes sociales, et de ce fait découle la prise de position à l'effet que les allocations familiales et d'autres transferts de fonds doivent être imposables.

Il y a une justice parce que cela peut être déduit en fonction de notre système d'imposition. Le principe de l'universalité découle de la nécessité d'aider toutes les familles, peu importe leur revenu.

L'imposition de ces transferts de fonds découle d'un sens de la justice pour que la rentrée de fonds entre à titre de revenu de la famille et qu'elle soit imposée comme telle.

**Le sénateur Le Moyne:** Monsieur le président, j'ai une question supplémentaire.

Dans la révision possible de tout le système d'allocations sociales, dont vous avez fait état tantôt, est-ce que vous envisagez qu'elle conserve l'universalité sous une forme ou sous une autre?

**Mme Laporte-Dubuc:** C'est absolument indispensable; la position que les familles défendront, c'est l'universalité.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci madame et messieurs.

[Traduction]

**Mr. Sylvestre:** Basically, we must analyse and conform to various types of social consensus. We know that there is now broad social consensus that considers the family as a basic value in Canadian life.

That we know. Perhaps it will be necessary for the government to tap public opinion on other types of spending, such as military spending, support to business, etc. This could be done as part of a broad debate yet to be launched. We say that the family is a basic value in Canadian society, but that it has not been properly recognized as such.

**Mr. Morel:** To add to that, I would repeat what we stated at the very beginning, namely that we consider it necessary to review all forms of financial support for families and children. Such a review is essential. In our view, it should be done through the broadest possible range of public consultations.

**The Chairman:** Senator Le Moyne?

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman.

Could one of you tell us what, in your opinion, is the fundamental meaning of universality in terms of family allowances?

In your opinion, does it reside in the shared responsibility of parents and the State?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** If we make a clear distinction between social and family policy, it is because, to our way of thinking, and in our discussion groups, these are the things we wanted to clarify. Social policy takes account of income and differences between the income of people in various social strata.

Family policy focusses on a public consisting of families, irrespective of income. All families with children need social recognition. From that concept stems the need for universality and, because people are unaware of economic disparities between the various social classes, the position that family allowances and other transfers of funds should be taxable.

Thus, what we have is redistribution or justice because the transfers can be deducted through our tax system. The principle of universality therefore stems from the need to help all families, regardless of their income.

In a sense, taxing these transfers is a matter of justice. Funds enter the family as income and are taxed as such.

**Senator Le Moyne:** Mr. Chairman, I have a small supplementary question.

In the review of the entire social benefits system which you proposed earlier, would you expect universality to continue in one form or another?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** It is absolutely vital; universality is a principle that families will defend.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Madam. Thank you, gentlemen.

[Text]

**Le président:** Sénateur Gigantès, votre tour est maintenant venu'.

**Le sénateur Gigantès:** Merci, monsieur le président, vous êtes toujours très généreux!

Je ne vois pas le lien entre les facteurs économiques et la dénatalité. L'aide que l'on accorde aux familles, même au Québec pour un enfant supplémentaire, est tellement minime comparée aux coûts de garderie sans laquelle la mère est immobilisée et aussi, un des deux salaires est perdu.

Je crois que ce débat est hors-cible mais je voulais vous demander si vous avez lu les chiffres que donne le Conseil national sur le bien-être qui démontrent que dans l'année courante, le fardeau des réductions, de l'argent récupéré par le gouvernement tombera sur les familles pauvres et sur celles qui ont des revenus moindres de \$30,000. Les familles qui ont des revenus de plus de \$30,000, surtout les plus riches, ne payeront qu'une partie infime. Elles ne perdront presque rien car c'est le bas de l'échelle, la classe moyenne et les pauvres qui paieront pour, comme d'habitude.

**Mme Laporte-Dubuc:** Il n'y pas de question là!

**Le sénateur Gigantès:** C'est la question; avez-vous lu ces chiffres, êtes-vous d'accord?

**Mme Laporte-Dubuc:** Oui, on les a lus.

**Le sénateur Gigantès:** Vous les avez devant vous?

**Mme Laporte-Dubuc:** Ils sont dans nos dossiers.

**Le sénateur Gigantès:** Est-ce que vous avez tâché de les analyser?

**Mme Laporte-Dubuc:** Oui, sénateur.

**Le sénateur Gigantès:** Et vous n'avez pas trouvé de failles là-dedans? On fait effectivement payer les pauvres au lieu des riches.

**Mme Laporte-Dubuc:** Votre argument, à notre avis, s'inscrit dans une réflexion de préoccupation sociale de redistribution des revenus.

Cela doit exister. Le gouvernement doit avoir un souci pour établir une politique sociale. Ce n'est pas le genre de réflexion que l'on fait; la réflexion on l'appelle «familiale».

On dit que l'on tient compte des familles et on l'exclut dans nos réflexions systématiquement non pas parce qu'elle ne doit pas être faite mais parce qu'elle ne doit pas l'être par nous.

Je pense que mes collègues ont quelque chose à ajouter.

**M. Sylvestre:** Nous avons pris connaissance de ces chiffres. Comme je le disais tout à l'heure, nous n'en n'avons pas analysé toutes les conséquences. Nous n'avons pas les économistes requis pour effectuer ces calculs. Nous savons que le Conseil canadien de développement social est habituellement reconnu comme un organisme d'analyse des politiques sociales. Nous avons tendance à croire que leurs chiffres ont du bon sens.

Aujourd'hui, nous avons voulu apporter un autre élément au débat. Comme organisme familial, nous sommes en mesure d'apporter un élément original au débat. Les groupes qui ont témoigné précédemment ont largement évoquées ces questions. Nous n'avons pas travaillé sur ce sujet.

[Traduction]

**The Chairman:** Senator Gigantès, your turn has now come!

**Senator Gigantès:** Thank you, Mr. Chairman. You are as magnanimous as ever!

I see no link between economic factors and the decline in the birthrate since the support provided to families for additional children, even in Quebec, is minimal compared to the costs of day care without which the mother is immobilized and one of the two incomes is lost.

I think this discussion is off-target but I would like to ask whether you have studied the figures published by the National Welfare Council. These show, for the current year, that the burden of the government's financial cuts will fall on poor families and families earning less than \$30,000, and that families earning more than \$30,000, especially the most wealthy, will pay only a minute share. They will lose almost nothing because, as usual, it's the poor and the middle class who are footing the bill.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** There's no question about it.

**Senator Gigantès:** That's the point. Have you read the figures? Do you agree?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** Yes, we have read them.

**Senator Gigantès:** Do you have them with you?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** They are in our files.

**Senator Gigantès:** Have you tried to analyse them?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** Yes, Senator.

**Senator Gigantès:** And you didn't find any fault with them? We do make the poor pay for the rich?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** In our view, your line of reasoning is in keeping with a social concern for the redistribution of wealth.

That must exist. The government must concern itself with establishing a social policy. But we have not taken this approach to the issue. Our ideas are based on what we term "family" philosophy.

We have systematically avoided adopting the social policy approach, not because it shouldn't be explored but because it shouldn't be explored by us.

I think my colleagues have something to add.

**Mr. Sylvestre:** We are familiar with these figures. As I said earlier, we have not analysed all the consequences. We do not have the economists we need to make the calculations. We know that the Canadian Council on Social Development is usually recognized as an agency which analyses social policies. We are inclined to believe their statistics are valid.

Today, we wanted to add another element to the debate. As a family agency, we are able to add a different dimension to the issue. The other questions have largely been addressed by groups who have already appeared before you. We have not done work on this aspect of the topic.



*[Text]*

**Le sénateur Gigantès:** Vous dites que cette législation donne une gifle à la famille. Vous prétendez que cette législation laisse croire à la famille qu'elle ne compte pas autant que d'autres.

**M. Sylvestre:** Au-delà des conséquences économiques directes, oui.

**Le sénateur Gigantès:** C'est une sorte de faillite morale lorsque l'on ne reconnaît pas que le taux de croissance de la population canadienne est maintenant à 0.96 p. 100, c'est-à-dire moins que un pour cent par an. Nous n'en sommes plus à 1.4 ou 1.5 p. 100 par année.

**Le sénateur David:** On ne parle pas des mêmes chiffres.

**Le sénateur Gigantès:** Si on soustrait l'immigration, ces chiffres seraient encore plus bas. La natalité a beaucoup baissé sénateur David.

**Le sénateur David:** Monsieur le président, le chiffre de 1.5, que j'ai cité, s'appliquait au taux de fécondité. On ne parle pas des mêmes chiffres. Il ne faudrait pas créer de la confusion. Déjà, les chiffres sont très compliqués.

**Le président:** Nos témoins ont très bien nuancé ces chiffres. Madame a quelque chose à dire sur le point soulevé par le sénateur Gigantès. Ce dernier réfère à ce que l'on pourrait appeler l'approche nataliste par opposition à l'approche familiale. Au début de votre intervention, d'ailleurs je retrouve la même chose dans votre mémoire, je viens d'y jeter un coup d'oeil parce qu'il vient de nous être apporté, vous apportez cette distinction.

**Mme Laporte-Dubuc:** Oui, monsieur le sénateur distinguait aussi l'aspect concret versus l'aspect psychologique.

J'aurais le goût d'ajouter quelque chose à cet égard. Vous savez déjà qu'au Québec, nous vivons depuis une dizaine d'années l'expérience de la social-démocratie ou du développement de l'État-providence.

A la suite de cette expérience, la tendance au Québec a été de rectifier le tir et de diminuer le développement de l'État-providence. A la suite de ce constat, lorsque l'on se dirige dans le sens d'une augmentation des transferts de fonds en fonction des niveaux de revenu, on s'est aperçu que l'on incite les gens à se laisser glisser dans les couches économiques inférieures, surtout ceux qui se situent juste au-dessus de ceux qui ont droit à des transferts.

Cela est vrai au niveau du régime d'assurance-santé, de l'assistance sociale de l'assurance-chômage et de tous les transferts donnés à des gens démunis ou défavorisés. A l'usage, on s'est aperçu que l'on créait peut-être une spirale vers le bas, c'est-à-dire une «déresponsabilisation» des gens. Nous avons développé ce sujet dans les travaux de la COFAQ antérieure. On a dit que c'était peut-être une «déresponsabilisation» de l'individu par rapport à lui-même.

Je ne veux pas que l'on interprète mes propos à l'effet que nous ne favorisons pas les mesures sociales. Personne ne doit avoir faim. Cependant, on s'est aperçu que ces mesures incitaient les gens à se laisser glisser dans les classes qui donnent droit aux transferts de fonds.

*[Traduction]*

**Senator Gigantès:** You say this legislation is a slap in the face to families. You claim it tells some families they are not worth as much as others.

**Mr. Sylvestre:** Above and beyond direct economic consequences, yes.

**Senator Gigantès:** It's a sort of moral bankruptcy when a person fails to recognize that the increase in the Canadian population is now .96 per cent, that is less than 1 per cent per year. It is no longer at 1.4 or 1.5 per cent per year.

**Senator David:** We are not referring to the same figures.

**Senator Gigantès:** If we subtracted immigration, these figures would be even lower. The birthrate has declined a great deal, Senator David.

**Senator David:** Mr. Chairman, when I quoted the 1.5 per cent figure, I was quoting the fertility rate. We are not referring to the same figures. Let there be no confusion. The figures are complicated enough.

**The Chairman:** Our witnesses distinguished between these figures very well. Madam has a comment to make on the point made by Senator Gigantès who referred to what might be called the natalistic approach versus the family approach. You made this distinction at the beginning of your presentation and, as I see from a quick glance, also in your brief which we have just been handed.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** Yes, the senator also distinguished between the concrete versus the psychological aspect.

I would like to add something in this respect. You already know that for roughly ten years Quebecers have lived with social democracy, or the welfare state.

In light of this experience, the trend in Quebec has been to take a different tack and slow the development of the welfare state. When a move is made to increase transfers of funds according to income levels, people are encouraged, especially those immediately above those entitled to transfers, to slide into a lower economic bracket.

This holds true for the health insurance system, social assistance and unemployment insurance and of all transfers made to the disadvantaged or underprivileged. Over time, it was seen as a downward spiral, a removal of responsibility from people. We have explored this subject in previous COFAQ reports. We said it possibly amounted to a reduction in an individual's sense of responsibility for himself.

I do not want to be interpreted as being opposed to social measures. No one should go hungry. However, we have noted that these measures encourage people to slide into lower social strata, which entitles them to transfers of funds.

[Text]

Si on abordait l'aide aux familles versus une politique familiale, on assisterait à une spirale vers le haut. On responsabiliserait les gens en autant qu'on prenne bien soin d'appliquer le principe de co-responsabilité, à savoir que les familles sont les premières responsables de leurs enfants, la famille étant une sorte de suppléance économique par rapport aux charges. On inciterait les gens à se prendre en charge. Le message que je veux vous livrer, c'est que nous ne voudrions pas que l'erreur constatée au Québec soit répétée au Canada; l'État-providence comporte des risques.

**Le président:** Je vous remercie madame. Le sénateur Graham a demandé la parole.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman. We have heard about the psychological aspects of de-indexation, and I agree that they are very real. I also agree that family allowance itself is more than a symbolic measure; that it has real, economic meaning.

You have said that there are a great many people out there who feel that something is being taken away from families that is already there, and we have heard many arguments with respect to the end result in dealing with the total child benefits package. To me, this is very important in the whole discussion because the governments will argue that, indeed, families and children will be better off as a result of the amendments to various measures while others, with graphs and charts, say that that is not so.

Yesterday, we had a discussion here between the chairman and Mr. Battle, who was representing the National Welfare Council. On the one hand, the chairman was discussing a one-earner family with an income of, I believe, \$13,000 while, on the other hand, Mr. Battle was talking about a two-earner family earning \$13,200. I am wondering if you have done any analysis that would shed some new light on this debate, and taking into consideration the total child benefits package, whether or not, in your mind, as a result of this and other legislation, families will be better off.

**Mme Laporte-Dubuc:** Nous n'avons pas fait de calculs. Comme on l'a dit tantôt, nous n'avons pas les moyens économiques de le faire. Nous sommes les représentants d'un groupe de familles avec un tout petit secrétariat et à peine quelques permanents. Nous avons les moyens d'acheminer ce que les familles veulent, ce qu'elles perçoivent. Notre intervention se situe à ce niveau. Nous n'avons pas fait de calculs, nous n'avons absolument aucun moyen de les faire.

Vous nous demandez si les familles seront dans une meilleure situation. Les familles perçoivent qu'elles vivent une situation dramatique actuellement, qu'elles sont pénalisées. La désindexation des allocations familiales ne touche pas au principe de l'universalité, mais la mesure est perçue comme une perte. C'est le message que je veux vous transmettre. Il y a une perte. Les familles vivent déjà une situation dramatique.

**Le sénateur David:** Votre groupe a abordé une question qui me laisse un peu perplexe. Vous avez référé dans votre intervention à l'État-providence ou à la Providence. La Providence

[Traduction]

If we considered support to families in terms of a family policy, we would witness an upward spiral. We would be giving people responsibility provided we were careful to implement the principle of shared responsibility by which families should assume the bulk of the responsibility for their children. The family would then serve as a type of economic substitute vis-à-vis dependants. People would be encouraged to take responsibility upon themselves. The message I want to get across to you is that we don't want the same mistake that has been made in Quebec to be made in Canada. The welfare state has its dangers.

**The Chairman:** Thank you, Madam. Senator Graham has asked to speak.

**Le sénateur Graham:** Je vous remercie, monsieur le président. Les témoins nous ont décrit les effets psychologiques de la désindexation et je conviens qu'ils sont très réels. Je conviens également de ce que les allocations familiales sont plus qu'une simple mesure symbolique; elles ont un sens économique véritable.

Vous dites que beaucoup de gens croient que ces mesures auraient pour effet d'appauvrir les familles; on nous a aussi présenté beaucoup d'arguments relativement au résultat final des mesures adoptées à l'égard de l'ensemble des prestations aux enfants. Pour moi, il s'agit là d'un élément essentiel du débat parce que les gouvernements prétendent que les familles et les enfants bénéficieront effectivement des modifications tandis que d'autres soutiendront le contraire, graphiques et tableaux à l'appui.

Hier, nous avons assisté à un débat entre le président et le représentant du Conseil national du bien-être social, M. Battle. Le président discutait du cas d'une famille à revenu unique de 13 000 \$, je crois, tandis que M. Battle discutait du cas d'une famille à deux revenus totalisant 13 200 \$. Je me demande si vous avez effectué une analyse qui jetterait une lumière nouvelle sur ce débat et compte tenu de l'ensemble des prestations aux enfants, si vous croyez ou non que ce projet de loi et d'autres seront avantageux pour les familles.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** We have not developed any figures. As mentioned earlier, we have no way of doing so. We represent a group of families. We have few employees, and even fewer who work on a full-time basis. We do not have the capacity. We do, however, have the means to convey the wishes and perceptions of families. Our work is at that level. We have not developed figures because we simply have no way of doing so.

You asked us whether families are better off. Families feel they are now in a critical situation, that they are being penalized. Without calling the principle of universality into question, the simple indexation of family allowances is perceived as a loss. That is the message I want to convey today. There is a loss. Families are already in a critical situation.

**Senator David:** Your group has raised a question that leaves me somewhat perplexed. You mentioned State providence and providence. Providence, in contrast to State providence, is



[Text]

par rapport à l'État-providence, donne un bonheur éternel. L'État-providence essaie de donner un bonheur temporel.

Vous avez laissé soupçonner que la prise en charge par l'État de trop de choses finit pas être un facteur de «démotivation» pour les familles.

Comment conciliez-vous votre crainte vis-à-vis ces mesures et la notion d'État-providence qui vous semble être allé un petit peu trop haut ou un petit peu trop loin.

**Mme Laporte-Dubuc:** Au Québec!

**Le sénateur David:** Je n'ai pas entendu parler de cette notion par d'autres témoins antérieurement. Vous savez sans doute que les moyens de l'État sont beaucoup plus limités que ceux de la Providence.

**Mme Laporte-Dubuc:** J'ai parlé strictement de l'État-providence et non pas de la Providence.

**Le sénateur David:** Que veut dire le mot Providence?

**Mme Laporte-Dubuc:** C'est la traduction du mot «welfare State». En aucun moment, je n'ai voulu dire que l'État faisait trop de choses. J'ai voulu dire que l'expérience du Québec de multiplier pour une certaine période les transferts d'aide ou de fonds en fonction d'une couche sociale identifiée avec des chiffres (ceux qu'on appelle les défavorisés) a contribué à développer une mentalité chez les gens les incitant à se laisser glisser. Ils font des calculs dans le quotidien, les familles aussi. Elles sentent qu'elles obtiendront plus. Les familles et les individus auront des avantages à ne pas avoir un entrée de fonds ce mois-ci. Donc, aussi bien ne pas travailler et recevoir un certain montant. La personne pourra ainsi travailler au noir ou pourra faire quelque chose qu'elle aime au «blanc». Ainsi, ne recevant pas de rémunération, elle recevra de l'aide.

Au Québec, on s'est aperçu de cette chose. Par la suite, la province de Québec a multiplié les programmes incitatifs pour contrer les effets négatifs de ces mesures. Je ne porte pas un jugement sur le nombre d'interventions de l'État.

**Le président:** Monsieur Morel, est-ce que vous avez quelque chose à ajouter?

**M. Morel:** Dans le même ordre d'idée, notre intervention n'a pas pour but de discréditer les mesures sociales. Elles existent pour aider les défavorisés. Nous souscrivons à ces objectifs. Ce que nous voulons affirmer et réaffirmer, c'est l'importance du principe de la famille et de la co-responsabilité de l'État dans la famille pour le soin et l'entretien des enfants dans la société. C'est le seul souci de notre intervention aujourd'hui. Il me semble que les projets de loi C-70 et C-84 ne s'inscrivent pas dans ce respect.

**M. Sylvestre:** Je voudrais simplement ajouter dans ce débat sur l'État-providence que ce qui nous apparaît important et que nous avons déjà vérifié dans la pratique de notre organisme familial, c'est que les familles québécoises, avec lesquelles nous sommes en contact, sont extrêmement désireuses depuis une dizaine d'années de revenir sur la scène sociale et de jouer un rôle important et substantiel sur la scène sociale.

A une époque lointaine, la famille représentait pour un enfant la référence essentielle. La famille intervenait dans tous les aspects de la vie des enfants. Le développement récent de la

[Traduction]

something that gives eternal happiness. State providence tries to provide earthly happiness.

You intimated that perhaps the State's acceptance of responsibility for too many things is not a motivation to families.

How do you reconcile your fears with respect to these measures and the concept of State providence which, in your view, seems to go a bit too far.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** In Quebec!

**Senator David:** I have not heard previous witnesses speak of this concept. You are no doubt aware that the State's means are much more limited than those of Providence.

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I was speaking only of State providence and not Providence.

**Senator David:** What does the word "providence" mean?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I have used it as a synonym for the term "welfare state". At no time did I wish to imply that the State did too much. I meant that Quebec's attempt to increase support transfers or funds, for a certain period of time, to a segment of society known as the disadvantaged, defined by statistics, has contributed to the development of a mentality which causes people to stop trying. Families make calculations on a day-to-day basis. They think they will receive more on assistance, that they will be better off to go without earned income in a given month. So, they might just as well not work and receive assistance, and perhaps do a little unreported work on the side. Because they receive no pay, they will receive support.

This became apparent in Quebec. Later, the Province increased its incentive programs to counter the negative effects of these measures. We are not passing judgement on the degree of government involvement.

**The Chairman:** Mr. Morel, do you have something to add?

**Mr. Morel:** Along the same line of thought, the purpose of our involvement is not to discredit social assistance, which is there to help the underprivileged. We subscribe to such objectives. What we wish to state and emphasize is the importance that we, as a society, must attach to the principle of family and of the State's share of responsibility for the care and support of children. This is the only purpose of our presentation here today. It seems to me that bills C-70 and C-84 are not in keeping with this principle.

**Mr. Sylvestre:** I would simply like to add to this discussion on the welfare state that what we feel is important and what our family organization's experience has already shown, is that Quebec families—the people with whom we have contact—have demonstrated a deep desire over the past then years to return to the social scene and participate in a substantive manner.

In the distant past, the family was the child's focal point. Family considerations were part and parcel of all aspects of the child's existence. Recent social developments have led to

*[Text]*

société a amené l'État, comme représentant de la société, à s'impliquer dans un certain nombre de domaines comme l'éducation, les services de santé, les garderies, etc.

Parallèlement, cet interventionisme a développé le fait que les familles, qui étaient les premières responsables et qui le sont toujours officiellement, ont été un petit peu mises de côté. Ce à quoi on assiste maintenant, c'est que les familles ne veulent plus être mises de côté. Elles veulent revenir et participer de façon importante à l'ensemble des activités sociales.

A la Confédération des organismes familiaux, depuis 15 ans, nous avons produit beaucoup de mémoires, non seulement sur des sujets très restrictifs familiaux, mais aussi sur l'éducation, les politiques d'habitation, la santé, les loisirs et la culture. Bref, les familles sont capables de formuler une pensée qui s'applique largement dans le domaine social. C'est ce que nous trouvons important à ce moment-ci. Ce mouvement est extrêmement enrichissant pour l'ensemble de la société. C'est un mouvement de reprise en charge des citoyens par eux-mêmes. Il ne faut pas l'arrêter à ce moment-ci, il est riche d'avenir.

Nous croyons que le projet de loi C-70 présente un côté symbolique très important; il tend à mettre de côté cet aspect.

Je voudrais ajouter une petite chose, si cela est possible, pour répondre au sénateur Graham. Il nous apparaît qu'il faut étudier l'ensemble des coûts que les familles ont à affronter. A mon avis, on ne peut pas décréter des mesures d'allocations familiales ou d'exemptions de crédit d'impôt sans tenir compte des coûts directs comme celui des garderies. Il faut tenir compte aussi de certains autres coûts essentiels pour les familles mais qui ne sont pas perçus comme tel très souvent.

Au Québec, nous avons subi une augmentation de 6 p. 100 dans le prix du pain. On a l'impression que cela n'a rien à voir avec les familles, sauf que le pain est un aliment absolument essentiel à la croissance des enfants. Les familles ne peuvent s'en passer. La détermination des coûts du blé relève d'un organisme gouvernemental. Il faut créer des liens entre tout cela pour tenir compte des familles et des enfants. Dans ce sens, il nous apparaît que les coûts ne doivent pas être envisagés de façon restrictive mais d'une manière large pour assurer un entretien et un développement sain des enfants qui représentent la société de demain.

**The Chairman:** Although I do not want to stop any comment or questions, I would like to draw the attention of members of the committee to the fact that we have a group of witnesses waiting at the back of the room. Comme le sénateur Marsden le disait tantôt, vous avez apporté un message d'un style différent par rapport à ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant. A cet égard, vous apportez une contribution tout à fait positive à notre réflexion. En vous entendant, j'avais presque envie de vous poser une question.

Je commençais à me poser cette question pour rejoindre vos préoccupations qui ont fait allusion à des attitudes sociales à l'égard du quatrième enfant. Beaucoup de préoccupations se situent au niveau d'une politique familiale. Nous sommes des législateurs, nous les membres du Sénat. Selon vous, quel est le rôle du législateur à cet égard et quel est le rôle de la société elle-même au plan des moeurs, des perceptions et des attitudes.

*[Traduction]*

the involvement of government, as a representative of society, in a number of fields such as education, health services, day-care centres, and so on.

At the same time, families, who once had the lion's share of responsibility and officially still do, were somewhat pushed aside. This is what we are seeing today. Families no longer want to be pushed aside. They want to make a comeback and participate in a significant way in all aspects of our society.

Over the past fifteen years, the Confédération des organismes familiaux has produced many briefs, not only on strictly family-oriented topics but also on education, housing policies, health, recreation and culture. In short, families are capable of developing a philosophy that falls largely within the bounds of the social sector. This is what we consider important at the present time. For society at large, this trend is a valuable source of enrichment. Citizens are accepting responsibility themselves. This must not be stopped now; it holds countless promises for the future.

We believe that the symbolic significance of Bill C-70, and bills like it, is extremely important because they tend to ignore this side of the issue.

I would like to add one small point, if possible, in answer to Senator Graham. With reference to costs, it seems to us that we should examine the combined costs facing families. In my view, we cannot implement family allowances or tax credit exemptions without taking into account certain direct costs such as day care. Other costs, which are basic to the family but often ignored, must also be borne in mind.

In Quebec, there has been a 6 per cent increase in the price of bread. This may seem to have no bearing on families, except that bread is vital to a child's growth. Families cannot get by without it. Setting a price for grain is the responsibility of a government agency. We must link such factors to the impact they can have on families and children. We therefore believe that costs should not be seen in a limited perspective, but in significantly broad terms to guarantee the health, support and development of the children who are our tomorrow.

**Le président:** Sans vouloir les empêcher de faire des commentaires ou de poser des questions, j'aimerais attirer l'attention des membres du Comité sur le fait qu'un groupe de témoins attend de comparaître. As Senator Marsden said earlier, your message has a different style from those we have heard to date. In this respect, you have made a positive contribution to our examination. Listening to you, I almost wanted to ask you a question.

I began wondering how we could respond to your concerns when you mentioned society's attitude toward families with four children, for example. Many matters fall within the context of family policy. We, members of the Senate, are legislators. In your view, what role does the legislator play in all this, and what is society's role with respect to mores, perceptions and attitudes?



## [Text]

Advenant que nous formulions ensemble un projet de loi familial, que pourrait-il contenir? Je pense bien que vous ne pouvez pas répondre dès aujourd'hui à une telle question. Je me permets de vous la poser au cas où vos réflexions ultérieures, vous amèneraient à définir ce qui pourrait ressortir de la législation dans une perspective familiale. Quelle pourrait être la définition d'un projet de loi familial par rapport à un projet de loi sur les allocations, familiales, etc. Quelle est votre approche globale? Je ne vous demande pas de répondre maintenant. Je vous suggère de nous transmettre le fruit de vos réflexions ultérieures à cet égard. Que pourrait-on inclure dans un projet de loi familial qui correspondrait à vos préoccupations.

**Mme Laporte-Dubuc:** Je vous laisserai le soin de le formuler. J'ai quelque chose à vous dire. Tout d'abord, une politique familiale sera toujours en train d'être construite. Ce n'est pas une chose que l'on fera aujourd'hui et que l'on obtiendra la semaine prochaine. A court terme, il s'agirait de votre part ou de la part du gouvernement d'énoncer un certain nombre de principes qui pourraient être appliqués au niveau du projet de loi C-70. Il s'agirait d'un certain nombre de principes que l'État pourrait se donner et qui sous-tendraient les préoccupations législatives à chaque fois qu'une s'élabore. Il s'agirait d'évaluer l'impact de la loi sur la famille. Cette simple étape serait un grand pas en avant. Cela supposerait qu'il y ait une formulation d'intentions claires de la part du Sénat ou de la Chambre des communes à l'effet que la famille est une entité dont on doit tenir compte. On doit la protéger. On doit assurer certaines conditions sociales. Ce serait un pas énorme et, à court terme, le point de départ d'une élaboration qui devrait se faire en interaction avec la population. C'est une grande entreprise. Il serait extraordinaire que l'on atteigne ce but à court terme.

**Le président:** Vous avez répondu en très grande partie à la préoccupation qui animait ma question. A ce stade, à moins que vous n'ayiez autre chose à ajouter, monsieur Morel ou monsieur Sylvestre, je terminerai tout simplement en vous remerciant d'être venus nous exprimer votre point de vue. Je vous remercie surtout pour le caractère du message que vous nous avez apporté.

**M. Morel:** Je vous remercie monsieur le président, messieurs et mesdames les sénateurs, nous avons pris note de votre suggestion. Nous vous remercions de l'opportunité que vous nous avez fournie de venir exprimer le point de vue des familles du Québec et, sans doute, des familles canadiennes. Nous tâcherons de vous fournir une réponse à votre suggestion.

**The Chairman:** We are pleased to welcome our next group of witnesses to the committee's meeting on Bill C-70.

As I told Mrs. Gordon, I think at this point I would just like the witnesses to introduce themselves to the members of the committee and then tell us how you would like to proceed for the exchange of views, and so forth.

So, I now call upon Mrs. Gordon.

**Mrs. Joan Ann Gordon, Concordia Women's Collective:** Mr. Chairman, I am here with Regena Russell from the Concordia Women's Collective. Regena works with a group of wel-

## [Traduction]

If, together, we developed a family policy, what might it contain? I don't expect you to answer such a question today. I raise it now in the event that you may be interested in defining what might flow from the family-oriented legislation to which you have referred. How would we define a family-oriented bill as opposed to a family allowances bill, and so on. What is your overall approach? I am not asking you to answer now. I am suggesting that you convey your thoughts on this matter at a later date. What might a family-oriented bill corresponding to your concerns include?

**Mrs. Laporte-Dubuc:** I will leave the drafting of such a bill to you, but I do have something to say. First, the development of family policy is an on-going affair. It is not something we do today and get next week. In the short term, you or the government have to develop a number of principles that could be applied in the context of Bill C-70. The government would equip itself with a number of principles that would form the underlying basis for any new legislation and enable it to assess the impact of such legislation on families. Such a simple procedure would be a great step forward. It would be a clear indication that the Senate or the House of Commons considers the family a factor worthy of consideration. We must also guarantee certain social conditions. This would be a tremendous step forward and, in the short term, a starting point for interaction with the population. This would be a major undertaking and it would be extraordinary if we were able to attain this goal in the short term.

**The Chairman:** You have largely answered the concern which prompted my question. At this point, unless Mr. Morel or Mr. Sylvestre have something further to add, I will conclude by thanking you for coming and offering us your views. I especially thank you for the nature of the message you have delivered.

**Mr. Morel:** Thank you, Mr. Chairman, ladies, gentlemen, senators, we have taken note of your suggestion. Thank you for having given us this opportunity to express the views of Quebec families and no doubt of Canadian families in general. We will try to respond to your suggestion.

**Le président:** Nous sommes heureux d'accueillir notre prochain groupe de témoins à cette audience du Comité sur le projet de loi C-70.

Comme je l'ai dit à Mme Gordon, j'aimerais que les témoins commencent par se présenter aux membres du Comité et qu'ils nous disent ensuite comment ils aimeraient procéder pour l'échange de vues.

Je cède donc maintenant la parole à Mme Gordon.

**Mme Joan Ann Gordon, Regroupement des femmes de l'Université Concordia:** Monsieur le président, Mme Regena Russell du Regroupement des femmes de l'Université Concordia m'a accompagnée ce matin. Regena s'occupe d'un groupe

[Text]

fare mothers within the university structure; I act as the advisor and consultant to the group on welfare issues.

The other women with us are from Saint Columba House. I will let them introduce themselves. I will say that they all work with a welfare rights committee within Saint Columba House in Pointe St. Charles.

**Ms. Regina Russell, Concordia Women's Collective:** Mr. Chairman, as well as representing the Concordia Women's Collective, I also represent a group formed in January of this year, the Women on Welfare, a back-to-school Province of Quebec project, which has been under way for approximately a year and a half now.

The number of women on welfare in Quebec alone stands at approximately 90,000, but the number of women who have taken advantage of the program so far is in the 1,000 range. This is at the CEGEP and post-secondary level.

**Ms. Sandra Capponi, Saint Columba House:** Mr. Chairman, I am a volunteer with the Welfare Rights Committee at Saint Columba House. The women who are here with me are also involved at Saint Columba House.

**The Chairman:** Could they identify themselves?

**Wendy Arbour, Welfare Mother, Saint Columba House, Pointe St. Charles:** My name is Wendy Arbour, and I am a welfare mother from St. Columba House in Pointe St. Charles.

**Dena Kenny, Welfare Mother, Saint Columba House, Pointe St. Charles:** I am a welfare mother from St. Columba House in Pointe St. Charles.

**Janet Kaidas, Welfare Mother, Saint Columba House, Pointe St. Charles:** My name is Janet Kaidas and I work at St. Columba House, which is an Outreach centre from the United Church of Canada.

**Ms. Russell:** I shall be fairly informal in delivering my presentation, Mr. Chairman. I am speaking on behalf of women on welfare; more specifically, for the women who have taken advantage of this back to school program out of Quebec. We are experiencing many difficulties, in trying to return to the mainstream, in finding day-care. There is a fairly substantial day-care or child care problem that exists at the moment. We are having difficulties in terms of integrating into the university environment and completing our studies. Of course, there are financial difficulties. As Ms. Capponi will point out later, the family allowance represents a very vital part of our income on a monthly basis.

On a personal note, I can tell honourable senators that my family allowance cheque has not yet arrived this month and I have \$2 in my pocket. This is not a rare occurrence. I really feel that I am speaking for a lot of women when I say that. There are some 350,000 single parents in Quebec alone, which also indicates that it is not only a problem for women on wel-

[Traduction]

de mères qui bénéficient de l'assistance sociale dans l'infrastructure de l'université; et moi je conseille le groupe sur des questions relatives au bien-être social.

Les autres femmes qui nous accompagnent sont du Centre Saint Columba. Je les laisserai se présenter elles-mêmes. J'ajouterai toutefois qu'elles sont toutes membres du comité des droits des assistés sociaux du Centre Saint Columba à Pointe Saint-Charles.

**Mme Regina Russell, Regroupement des femmes de l'Université Concordia:** Monsieur le président, outre le Regroupement des femmes de l'Université Concordia, je représente un groupe qui a été constitué en janvier dernier, celui des «Assistées sociales», dans le cadre d'un projet de retour à l'école subventionné par la province de Québec qui existe depuis près d'un an et demi.

Le nombre des assistées sociales au Québec s'élève environ à 90 000, mais seule 1 000 d'entre elles ont profité du programme jusqu'ici. Ce programme est offert au niveau du post-secondaire et du Cégep.

**Mme Sandra Capponi, Centre Saint Columba:** Monsieur le président, je siège à titre de bénévole au Comité des droits des assistés sociaux du Centre Saint Columba. Les femmes qui m'accompagnent aujourd'hui participent aussi aux programmes du Centre Saint Columba.

**Le président:** Pourraient-elles se présenter?

**Wendy Arbour, mère bénéficiant de l'assistance sociale, Centre Saint Columba, Pointe Saint-Charles:** Je m'appelle Wendy Arbour et je suis une mère bénéficiant de l'assistance sociale, au Centre Saint Columba de Pointe Saint-Charles.

**Dena Kenny, mère bénéficiant de l'assistance sociale, Centre Saint Columba, Pointe Saint-Charles:** Je suis aussi une mère bénéficiant de l'assistance sociale au Centre Saint Columba de Pointe Saint-Charles.

**Janet Kaidas, mère bénéficiant de l'assistance sociale, Centre Saint Columba, Pointe Saint-Charles:** Je me nomme Janet Kaidas et je travaille au Centre Saint Columba, qui est un centre d'action sociale de l'Église Unie du Canada.

**Mme Russell:** Je vous présenterai mon exposé sans formalités, monsieur le président. Je me fais le porte-parole des assistées sociales et plus particulièrement des femmes qui ont participé à ce programme québécois de retour à l'école. Nous avons beaucoup de difficultés, en essayant de nous réinsérer dans le courant principal de la société, à trouver des garderies de jour. A l'heure actuelle, les garderies de jour et les soins des enfants constituent un problème plutôt grave. Nous avons de la difficulté à nous intégrer au milieu universitaire et à terminer nos études. Bien entendu, nous affrontons aussi des difficultés sur le plan financier. Comme Mme Capponi vous l'expliquera plus tard, les allocations familiales représentent pour nous un élément vital de notre revenu mensuel.

Personnellement, je confierai aux honorables sénateurs que je n'ai pas encore reçu mon chèque d'allocations familiales ce mois-ci et que je n'ai plus que 2 \$ en poche. Ce n'est pas la première fois que ça m'arrive et je crois vraiment que beaucoup de femmes sont dans la même situation que moi. Il existe 350 000 parents célibataires au Québec seulement; ce problème



## [Text]

fare but for poor working women in general. I am sure that we will get into this in more detail, but I think that the whole question of de-indexation of family allowances, which is so important to women on a month-to-month basis, is totally unfair. I find it appalling that it can even occur in this day and age, when poverty is so much on the increase. The National Council on Welfare, in its most recent report, has indicated that poverty will be on the rise in the 1980s. I think that, again, we are experiencing an element of blaming the victim and of having in place policies that are riding on the backs of the poor.

I will defer to Ms. Capponi, who has done a more thorough sort of study as to how this affects people.

**Ms. Capponi:** We decided, before coming here, to try to remain as informal as possible and to speak of our own personal situations. Briefs from all over the country have been submitted and we really do not feel that they have been terribly effective, since we have heard very little from the government concerning our protests against this partial de-indexation. The women from St. Columba House have varying backgrounds.

Personally, I am involved at St. Columba House as a theology student at McGill University, connected with the United Church. My own personal experience has been that of a single parent with two children on social welfare. I presently have two children and I receive family allowance benefits. I am a full-time student, as is my husband, which means that we have an annual income of approximately \$9,000 in loans and bursaries, which is supplemented by a few thousand dollars from summer employment. Our family allowance is an essential part of our budget and supplies foodstuffs for part of a week out of the month.

I did prepare a brief describing some of the situations of other women who were not able to come today due to lack of funds. Our presence here is funded by the United Church and by the Voice of Women. I will leave our brief with the committee and, at this time, perhaps the other women will speak for themselves.

**Ms. Arbour:** I am a single mother with two small children. Come the middle of the month, I am out of milk, bread, diapers for the baby and oddments around the house. Often there is no meat left nor even any macaroni and cheese for the kids' supper. Family allowance is money that I depend on for everyday things. I do not know what else I can say.

**Ms. Kenny:** I am a mother on welfare; my husband is with me. I have four children, two teenagers and two younger ones. My family allowance is important to me because, when my welfare cheque arrives at the beginning of the month, I pay my bills, buy my groceries and that is it. There is very little money left. By the time my family allowance comes in, I owe money to the corner grocery store so half of it is gone right there. The rest of it will usually help me get through to the last week of the month. I have calculated that, with the money I will lose

## [Traduction]

n'affecte donc pas seulement les femmes qui bénéficient de l'assistance sociale mais, d'une façon générale, toutes les femmes pauvres qui sont sur le marché du travail. Nous examinerons la question dans le détail sans aucun doute mais, pour l'instant, je tiens à souligner qu'une désindexation des allocations familiales sur lesquelles comptent les femmes d'un mois à l'autre serait tout à fait injuste. Je trouve incroyable que l'on envisage pareille mesure à une époque où le taux de pauvreté ne fait qu'augmenter. Le Conseil national du bien-être social, dans son dernier rapport, a indiqué que le taux de pauvreté continuera de croître dans les années 80. A mon avis, il y a une tendance à blâmer les victimes et à imposer des politiques qui exploitent les pauvres.

Je céderai maintenant la parole à Mme Capponi, qui a effectué une étude approfondie sur l'incidence de la désindexation.

**Mme Capponi:** Avant de nous présenter ici, nous avons décidé de vous parler en toute simplicité de nos cas personnels. Vous avez reçu des mémoires des quatre coins du pays et nous doutons qu'ils aient eu grande influence sur le gouvernement puisqu'il ne semble pas vouloir donner suite à nos protestations contre cette désindexation partielle. Les femmes du Centre Saint Columba ont des antécédents différents.

Quant à moi, je participe au Centre Saint Columba en tant qu'étudiant en théologie de l'Université McGill, sous les auspices de l'Église Unie du Canada. Je suis une assistée sociale, j'ai deux enfants et je reçois des allocations familiales. J'étudie à plein temps, tout comme mon mari, et notre revenu annuel s'élève à 9 000 \$ grâce à des prêts et à des bourses, outre quelques milliers de dollars que nous tirons de nos emplois d'été. Nos allocations familiales représentent un élément essentiel de notre budget et nous servent à acheter l'épicerie d'une partie d'une semaine par mois.

J'avais rédigé un mémoire exposant la situation de quelques femmes qui n'ont pu comparaître aujourd'hui, à défaut de ressources financières et je vous le laisserai. Quant à nous, c'est l'Église Unie du Canada et *Voice of Women* qui ont financé notre déplacement. Je céderai maintenant la parole à d'autres femmes qui voudraient parler en leur propre nom.

**Mme Arbour:** Je suis une mère célibataire de deux petits enfants. Vers le milieu du mois, je n'ai plus de pain, de lait et de couches pour le bébé et il ne manque divers articles de maison. Il arrive souvent qu'il ne reste plus de viande, ni même de macaroni au fromage pour les enfants. Je compte sur les allocations familiales pour me procurer divers articles nécessaires. Je ne sais quoi vous dire d'autre.

**Mme Kenny:** Je reçois des prestations du bien-être social, tout comme mon mari. Nous avons quatre enfants, deux adolescents et deux plus jeunes. Mes allocations familiales ont beaucoup d'importance pour moi car le chèque du Bien-être social que je reçois au début du mois, me permet de payer mes factures et d'acheter mon épicerie, c'est tout. Il ne reste que de très peu d'argent. Lorsque mon chèque d'allocations familiales arrive, je m'acquitte de ma dette auprès de l'épicier du coin et la moitié s'en va. Le reste me sert d'habitude à survivre

[Text]

due to the de-indexation, one of my children will not be able to buy a bus pass to go to school. I find it very difficult to lose that money.

**Ms. Kaidas:** I come from a poor family. I have been lucky enough to marry someone who has more money and a steady job, but I still cannot forget the people who are behind me. My mother is impoverished. I have brothers and sisters who do not have as much as I do. My family allowance means that I have a little more than I can give to my children for their education. I can put my family allowance away in order for my children to have a higher education. If the family allowance is taken away or if the cost of education rises, my children will not be able to have an education. I feel very strongly that de-indexation of the family allowance will hurt the middle class. I am a middle class person and I have come from a poor family. I supplement my mother's living. If I do not have the extra money to help her, she does not have a roof over her head.

If we begin to tax the middle class so highly and so often, we will end up with the rich on one side, the poor on the other and no one in the middle to help out anywhere. That is where I find myself—in the middle. If family allowances are de-indexed, I will have less and so will my family. I am talking about my whole family, not just myself.

**Ms. Capponi:** I would like to add that in Quebec there is a special situation with respect to social aid. Social aid recognizes only two dependent children per family. The expenses of any additional children are met by family allowance. Social aid by itself is an insufficient amount with which to raise children today. Single parents, especially, have a very difficult time providing for their children. The reduction of the family allowances means that, for those particular families, the budget for the third week of each month will be cut.

**The Chairman:** Thank you. Ms. Russell, unless you have anything further to add, we will proceed to questioning.

**Ms. Russell:** I think that I would be more comfortable answering questions, Mr. Chairman.

**Senator Graham:** Ms. Russell, I believe it was you who said you had \$2 in your pocket and that you did not yet receive the family allowance cheque for this month. Is that unusual? I thought that the family allowance cheque would be received around the 19th or 20th of the month.

**Ms. Russell:** It is unusual for me because I had a change of address. The point is that that family allowance would normally buy groceries for this week. It will be tight until it comes, but luckily February is a short month. We always calculate whether we can make it to the end of the month. That is when you put your feelers out to see if anyone around you might lend you some money.

[Traduction]

jusqu'à la fin du mois. J'ai calculé que, sans l'argent que me ferait perdre la désindexation, l'un de mes enfants ne pourrait acheter un laissez-passer d'autobus pour se rendre à l'école. Cet argent va me manquer beaucoup.

**Mme Kaidas:** Je viens d'une famille pauvre. J'ai eu la chance d'épouser un homme qui avait plus d'argent et un emploi stable mais je ne peux pas oublier ceux que j'ai laissés derrière moi. Ma mère est pauvre. J'ai des frères et des sœurs qui n'ont pas autant que moi. Mes allocations familiales ne permettent de mettre un peu d'argent de côté pour mes enfants. Je peux économiser mes allocations familiales pour offrir à mes enfants la possibilité de faire des études supérieures. Si on nous retire nos allocations familiales ou si le coût de l'enseignement augmente, mes enfants ne pourront poursuivre leurs études. Je crains vivement que la désindexation des allocations familiales nuise à la classe moyenne. Je fais moi-même partie de cette catégorie; mais je viens d'une famille pauvre et j'arrondis les fins de mois de ma mère. Si je ne disposais pas de ces ressources additionnelles pour l'aider, elle serait dans la rue.

Si l'on commence à imposer des taxes si élevées et si fréquentes à la classe moyenne, il ne restera plus qu'une classe riche et qu'une classe pauvre car la classe moyenne disparaîtra et ne pourra plus aider qui que ce soit. C'est là que je me trouve, dans la classe moyenne. Si les allocations familiales sont désindexées, j'aurai moins de ressources et ma famille aussi du même coup. Je parle de toute ma famille, pas seulement de moi.

**Mme Capponi:** J'aimerais ajouter qu'au Québec le régime de l'aide sociale est différent. Le système reconnaît l'existence de deux enfants à charge par famille seulement. Les dépenses engagées à l'égard d'un enfant additionnel sont couvertes par les allocations familiales. L'aide sociale ne suffit pas à élever les enfants aujourd'hui. Les parents célibataires en particulier ont beaucoup de difficulté à subvenir aux besoins de leurs enfants. Avec la réduction des allocations familiales, disparaîtrait le budget de la troisième semaine de chaque mois de ces familles.

**Le président:** Je vous remercie, madame Russell. Si vous n'avez rien d'autre à ajouter, nous passerons maintenant aux questions.

**Mme Russell:** Je crois que je serais plus à l'aise en répondant aux questions, monsieur le président.

**Le sénateur Graham:** Madame Russell, je crois que c'est vous qui avez dit que vous n'aviez plus que 2 \$ en poche et que vous n'aviez pas encore reçu votre chèque d'allocations familiales ce mois-ci. N'est-ce pas inhabituel? Je croyais que les familles recevaient le chèque autour du 19 ou du 20 du mois.

**Mme Russell:** C'est en effet inhabituel parce que j'ai changé d'adresse. Le fait est que mes allocations familiales m'auraient normalement servi à acheter l'épicerie de cette semaine. Je devrai me serrer la ceinture jusqu'à ce que je le reçoive mais, heureusement, le mois de février est court. Nous calculons toujours pour voir si nous pourrions tenir jusqu'à la fin du mois. C'est à ce moment que vous tâtez le pouls pour voir si certains de vos proches pourraient vous prêter de l'argent.



[Text]

**Senator Graham:** Who said that by the time they received their cheque they owed half of it to the corner grocery store?

**Ms. Kenny:** Me.

**Senator Graham:** And you borrow from friends and charge at the grocery store?

**Ms. Russell:** I do not charge at the grocery store or borrow from friends unless I have to. We eat a lot of pasta the last week.

**Senator Graham:** Are you all from the Pointe St. Charles area?

**Ms. Russell:** I am from the St. Henri area which is also a poverty-stricken area.

**Ms. Capponi:** I am from the downtown area, but I work in Pointe St. Charles as a volunteer.

**Senator Graham:** How many people are there in each of those areas? How many mothers of families are in that kind of situation?

**Ms. Russell:** There is a very high proportion of women. Ms. Capponi has figures for the Pointe St. Charles area. The figures for the St. Henri area are slightly lower. I believe that in St. Henri it is in the range of 38 per cent.

**Ms. Capponi:** In Pointe St. Charles 85 per cent of the community is on fixed income and 40 per cent of the women are single parents.

**Senator Graham:** Eighty-five per cent of what and forty per cent of what?

**Ms. Capponi:** Eighty-five per cent of the community of Pointe St. Charles is on fixed incomes.

**Senator Graham:** What is the total population roughly?

**Ms. Capponi:** I do not have that figure. These figures are supplied by the medical clinic in Pointe St. Charles.

**Ms. Kaidas:** There are 9,000 open dossiers at the medical clinic in Pointe St. Charles.

**Senator Marsden:** Would that be families?

**Ms. Kaidas:** No, individuals.

**Senator Graham:** Because we have had a lot of statistics, tables and graphs, the chairman is taking a new approach and we are hearing asking about personal experiences. May I ask you about life in those communities in terms of children going to school, getting to school, how they are dressed, the mode of living, how the children behave and so on. Is the crime level in these areas abnormally high?

**Ms. Russell:** Most of my interaction takes place in downtown Montreal. I am attending the university and my daughter is in a day-care at the university. I do not know much about the community spirit in St. Henri. As far as I am concerned, it has been demolished.

[Traduction]

**Le sénateur Graham:** Qui a dit que la moitié de ses allocations familiales servaient à rembourser l'épicier du coin?

**Mme Kenny:** C'est moi.

**Le sénateur Graham:** Et en attendant de recevoir le chèque vous empruntez de l'argent de vos amis et mettez vos achats sur votre compte à l'épicerie?

**Mme Russell:** Je ne mets pas mes achats sur mon compte ni emprunte auprès de mes amis à moins d'y être obligée. Nous mangeons beaucoup de pâtes la dernière semaine du mois.

**Le sénateur Graham:** Êtes-vous toutes de la région de Pointe-Saint-Charles?

**Mme Russell:** Je suis de Saint-Henri qui est également un secteur très pauvre.

**Mme Capponi:** Je suis du centre-ville mais je travaille à Pointe-Saint-Charles comme bénévole.

**Le sénateur Graham:** Combien y a-t-il de personnes dans cette situation dans chacun de ces quartiers? Dans quelle proportion s'agit-il de mères de famille?

**Mme Russell:** La proportion de femmes est très élevée. Mme Capponi a les chiffres pour Pointe-Saint-Charles. Le pourcentage pour le quartier Saint-Henri est légèrement moins élevé et se situe, je crois, autour de 38 p. 100.

**Mme Capponi:** A Pointe-Saint-Charles, 85 p. 100 de la population a un revenu fixe, tandis que 40 p. 100 des femmes sont chefs de familles monoparentales.

**Le sénateur Graham:** Quatre-vingt-cinq pour cent de quoi et 40 p. 100 de quoi?

**Mme Capponi:** Quatre-vingt-cinq pour cent de la population de Pointe-Saint-Charles a un revenu fixe.

**Le sénateur Graham:** Avez-vous une idée de la population totale de ce quartier?

**Mme Capponi:** Je n'ai pas ces chiffres, mais la représentante de la clinique médicale de Pointe-Saint-Charles pourrait peut-être vous les fournir.

**Mme Kaidas:** Nous avons actuellement 9,000 dossiers ouverts à la clinique médicale de Pointe-Saint-Charles.

**Le sénateur Marsden:** S'agit-il de dossiers de familles?

**Mme Kaidas:** Non, il s'agit de dossiers individuels.

**Le sénateur Graham:** Comme on nous a remis un tas de statistiques, de tableaux et de graphiques, le président a décidé de s'y prendre d'une autre façon et de s'enquérir plutôt des expériences personnelles de chacun. Pourriez-vous nous parler un peu de la vie dans ces collectivités? Nous dire, par exemple, si les enfants fréquentent l'école, comment ils s'y rendent, comment ils sont habillés, comment ils vivent, etc.? Pourriez-vous aussi nous dire si le taux de criminalité est anormalement élevé dans ces quartiers?

**Mme Russell:** Le gros de mes activités se passe au centre-ville de Montréal. J'y fréquente l'université et ma fille est inscrite à la garderie de cette institution. Je participe donc peu à la vie communautaire de Saint-Henri. D'ailleurs, en ce qui me concerne, ce quartier a été démoli ni plus ni moins.

[Text]

**Ms. Capponi:** I cannot speak for Pointe St. Charles. I live in the inner city. At one time I lived in a suburb of Montreal called Notre Dame de Grace. Because of the "gentification" of the inner city and places like Pointe St. Charles, the poor are being pushed out into the suburbs and becoming more and more isolated so that they are becoming less visible in terms of communities of poor people.

**Ms. Kenny:** You asked about clothing for the kids. I have two teenage children who are in high school and who attend school out of my district. Needless to say, they are not dressed as well as other students in the class. My daughter has come home many times crying and saying, "I wished I had this, I wished I had that," so there is a visible difference as far as clothing is concerned. I am not sure whether the crime rate is in Pointe St. Charles is any higher than in other communities. I have had my house broken into and I know a lot of other people who have as well, but I do not have any statistics.

**Ms. Kaidas:** I do not think there is a correlation between crime and poverty. I think it is basically the same everywhere and that you will find it in every community, not just lower class communities.

**Ms. Russell:** But I notice a real difference between living in a multicultural community such as Côte des Neiges and St. Henri. There is a real lack of selection in the food available in the grocery stores. There are a lot of starchy foods such as white bread, a lot of sugar products, little selection in cheeses, and the prices are high. The corner stores deliver goods. After a while people become apathetic. A woman in Montreal who does animation work for a poverty game, which is an experiential game for schools of social work, was saying that a lot of middle class people ask, "What is wrong with this welfare mentality? These people go out and buy Chinese food at the beginning of the month." She was saying that they realize that they are not going to make it to the end of the month, so they develop the attitude of "what the hell!" There is a real problem in eliminating this kind of middle class bias when looking at these people and their spending habits. Why do they eat starches? Why do they pig out on sugar? In terms of the selection in the stores, many of the food chains will not bring nutritional foods into these communities because they know that they will not sell. There is also this generation problem in terms of what people are used to.

I have not bought new clothes for several years. I go to a trade centre which deals in secondhand clothing. You can pick up childrens clothes for 25 cents or whatever. Buying new clothes for their children is very unusual for women on welfare.

**Senator Marsden:** What about shoes.

**Ms. Russell:** I get everything secondhand, everything. I have never bought a new pair of shoes for my daughter.

**Senator Graham:** One of the witnesses gave a rather vivid example of the difference in the de-indexed cheque and the

[Traduction]

**Mme Capponi:** Je ne peux vous parler de Pointe-Saint-Charles, car je vis au centre-ville. J'ai déjà habité un quartier de Montréal appelé Notre-Dame-de-Grâce. En raison de l'«embourgeoisement» du centre-ville et des quartiers comme celui de Pointe-Saint-Charles, les pauvres sont refoulés vers les banlieues et deviennent de plus en plus isolées et de moins en moins visibles en tant que collectivités.

**Mme Kenny:** Vous voulez savoir comment les enfants sont habillés. J'ai, pour ma part, deux adolescents qui fréquentent une école secondaire située à l'extérieur de mon quartier. Inutile de vous dire, qu'ils ne sont pas aussi bien habillés que leurs compagnons de classe. Ma fille ne cesse de réclamer ceci ou cela, parce qu'elle se sent vraiment différente des autres. J'ignore si le taux de criminalité est plus élevé à Pointe-Saint-Charles que dans d'autres quartiers. J'ai moi-même déjà été cambriolée, et je sais que beaucoup de mes voisins l'ont été aussi, mais je ne dispose d'aucune statistique à ce sujet.

**Mme Kaidas:** Je ne suppose pas qu'il y ait lieu d'établir un lien entre le taux de criminalité et la pauvreté. A mon avis, la criminalité existe partout et pas seulement chez les défavorisés.

**Mme Russell:** Mais je remarque une grande différence de mentalité dans une collectivité multiculturelle comme Côte-des-Neiges et Saint-Henri. Les épiceries de ces quartiers offrent très peu de choix en fait d'aliments. Il y a beaucoup de féculents, comme le pain blanc, et de sucreries, mais très peu de fromages. Les prix sont, en outre, très élevés. Les épiceries du coin livrent à domicile. Après un certain temps, la population devient apathique. Selon une animatrice de Montréal, qui s'occupe d'une classe de travailleurs sociaux, un tas de gens de classe moyen s'insurgent contre cette mentalité d'assisté social et se révoltent lorsqu'ils voient ces personnes utiliser leur chèque d'aide sociale pour s'acheter des mets chinois. Selon cette même travailleuse sociale, les assistés sociaux savent que, de toute façon, ils ne boucleront pas leur budget mensuel et ont donc adopté une attitude de «m'en foutisme». Il est vraiment difficile de modifier les préjugés de la classe moyenne à l'égard des assistés sociaux et de leur façon d'utiliser leur argent. Pourquoi se gavent-ils de féculents et de sucreries? Pour répondre à cette question, il suffit de regarder le choix qui leur est offert dans les magasins. Bien des chaînes d'alimentation n'offrent pas d'aliments nutritifs dans les succursales des quartiers pauvres, parce qu'elles savent qu'ils vont rester sur les tablettes. Il y a aussi un problème d'habitudes alimentaires.

Je n'ai pas acheté de vêtements neufs depuis des années. Je vais dans un centre de troc où je peux me procurer des vêtements usagés. Il y a là des vêtements pour enfants qui coûtent 25 cents la pièce ou à peu près. Les femmes qui vivent de prestations d'aide sociale achètent rarement des vêtements neufs à leurs enfants.

**Le sénateur Marsden:** Et les chaussures?

**Mme Russell:** J'achète absolument tout usagé. Je n'ai jamais acheté une paire de chaussures neuves à ma fille.

**Le sénateur Graham:** L'une des témoins a donné un exemple assez éloquent lorsqu'elle a indiqué que, pour elle, la désindexation des chèques d'allocations familiales pouvait faire la



[Text]

indexed cheque, that it would mean that one of their children would not have a bus pass to get to school.

**Ms. Kenny:** I said that. I figured out that I would lose almost \$7 per month. A bus pass is \$11. If I had to I could scrounge around and get \$4 but it would be difficult to get \$7.

**Senator Graham:** As I said at another time, I think that all of us have to be very concerned about the attitudes of Canadians and the morale of Canadians as individuals and as communities. Is there a feeling that we as legislators are letting you down, not because we are not, perhaps, providing enough in the way of welfare, but because in de-indexing the family allowance we are taking something away from you that you already have?

**Ms. Capponi:** I do not feel that it is a case of letting us down. I feel that it is an attack on the poor. There were insufficient moneys to begin with and they are being further reduced.

**Ms. Russell:** This is not an isolated incident. I am taking a course in social aid law and the regulations with respect to social aid in Quebec. I learned this morning that in 1973 the housing allowance for a family was \$175 and that in 1986 it is \$85. This is not news. This is a steady, progressive attack on the poor.

**Ms. Capponi:** The first expenses people on fixed incomes meet are rent and utilities. The balance is used for food. If there is not enough money to provide for a proper diet, everybody suffers, particularly the children.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Senator Gigantès?

**Senator Gigantès:** Thank you very much for your very vivid and heart-rending testimony. I am impressed by your courage under those circumstances, and your energy.

You said that you would lose. Is the loss this year, or is the loss in the coming year, or is the loss in the future? We are receiving all kinds of figures to show that there will not be a real loss in the first two years for anybody. It is three years down the road that there will be a loss and we are told that can correct that then. Is that so?

**Ms. Capponi:** There is a substantial loss now.

**Ms. Russell:** Yes.

**Ms. Kenny:** I have calculated that I am losing \$77 alone this year and, to get back to that subject again, that is seven months' bus passes for my children, so it is affecting me now. It is going to affect me more next year because it will be almost double that amount, but it is affecting me now.

[Traduction]

différence entre pouvoir ou ne pas pouvoir acheter un laissez-passer d'autobus à l'un de ses enfants pour se rendre à l'école.

**Mme Kenny:** C'est moi qui ai dit cela. J'ai calculé que la désindexation me ferait perdre presque 7 \$ par mois. Or, un laissez-passer d'autobus coûte 11 \$. En rognant ici et là, je pourrais réussir à trouver les 4 \$ manquants, mais il me serait très difficile de trouver le montant au complet.

**Le sénateur Graham:** Comme je l'ai dit à une autre occasion, il importe de savoir ce que pensent les Canadiens, à titre personnel et collectif. Ont-ils l'impression que les législateurs les laissent tomber, non pas en ne leur accordant pas toute l'aide sociale dont ils ont besoin, mais en leur retirant un droit acquis, en l'occurrence la pleine indexation des allocations familiales?

**Mme Capponi:** Je n'ai pas l'impression que les législateurs nous laissent tomber. J'ai plutôt le sentiment qu'ils s'acharnent sur les pauvres en réduisant encore leurs revenus qui sont déjà insuffisants.

**Mme Russell:** La désindexation des allocations familiales est un exemple parmi d'autres. Je suis actuellement un cours de droit sur la réglementation québécoise en matière d'aide sociale. J'ai appris ce matin que l'indemnité de logement accordée à une famille en 1973 s'élevait à 175 \$, alors qu'elle n'est plus que de 85 \$ en 1986. Ce n'est pas nouveau. C'est une atteinte systématique et progressive contre les pauvres.

**Mme Capponi:** Les premières dépenses des familles à revenu fixe sont le loyer et les services. Le reste de l'argent du ménage sert à acheter de la nourriture. S'il n'y en a pas suffisamment pour assurer à la famille une alimentation équilibrée, tout le monde en souffre, en particulier les enfants.

**Le sénateur Graham:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Sénateur Gigantès?

**Le sénateur Gigantès:** Je vous remercie beaucoup pour ce témoignage si vif et si touchant. J'admire le courage et l'énergie dont vous faites preuve dans les circonstances.

Vous dites que vous allez perdre. Est-ce que la désindexation va vous affecter cette année, l'an prochain ou bien plus tard? Selon les chiffres que nous avons reçus, cette mesure ne devrait toucher personne au cours des deux prochaines années. Les premiers effets ne devraient se faire sentir que dans trois ans et encore, il sera toujours possible, à ce moment-là, d'apporter les correctifs nécessaires. Qu'en pensez-vous?

**Mme Capponi:** A mon avis, nous perdons assez déjà.

**Mme Russell:** En effet.

**Mme Kenny:** J'ai calculé que j'allais perdre 77 \$ cette année seulement. Pour reprendre la comparaison utilisée plus tôt, cela représente sept laissez-passer d'autobus pour mes enfants. La désindexation me touche donc dès à présent. Elle va bien sûr me toucher davantage l'an prochain, puisque le montant que je vais perdre va presque doubler, mais elle me touche d'ores et déjà cette année.

## [Text]

**Senator Gigantès:** You do not have to answer this, but you are losing \$77?

**Ms. Kenny:** Yes, \$77 something, yes.

**Senator Gigantès:** Out of a total income of how much?

**Ms. Kenny:** My total income?

**Senator Gigantès:** Yes.

**Ms. Kenny:** It is about \$9,000.

**Senator Gigantès:** And you have how many children?

**Ms. Kenny:** I have four children, my husband and myself.

**Senator Gigantès:** And the family has a total of \$9,000?

**Ms. Kenny:** A little over \$9,000, yes.

**Senator Gigantès:** The figures that the government has put up show that there is no loss this year, but you are saying to me that those figures are wrong?

**Ms. Kenny:** Yes.

**Senator Gigantès:** You will in effect receive \$77 less, or seven months' worth of bus passes for your children less?

**Ms. Kenny:** Right.

**Ms. Kaidas:** We calculated it that way because the cost of living increase does not match what the real cost of living increase is. If you are not getting anything if the rate of inflation is under 3 per cent, and if that 3 per cent is lost, then it will be lost for every year coming.

**Ms. Capponi:** The Front Commun des assistés sociaux du Québec has calculated—for a family with four children for the month of January this year—a \$115.92 loss, or \$9.66 on the January cheque.

**Senator Graham:** Excuse me, was that figure \$115?

**Ms. Capponi:** And 92 cents.

**Senator Graham:** And that is for four children?

**Ms. Capponi:** Yes, for the year, and that is \$9.66 on the January cheque. Those figures come from the Front Commun des assistés sociaux du Québec.

**Senator Gigantès:** Do you have a copy of that?

**Ms. Capponi:** I put the figures in there.

**Senator Gigantès:** That is it right there?

**Ms. Capponi:** Yes.

**Ms. Russell:** Page 2 at the bottom.

**Senator Gigantès:** All right.

The partial de-indexation of federal family allowances means, for a family of four children, a loss this year of \$115.92. These moneys lost would have provided such basics—

## [Traduction]

**Le sénateur Gigantès:** Vous n'êtes pas obligée de répondre à ma question, mais vous dites que vous allez perdre 77 \$ cette année?

**Mme Kenny:** A peu près, oui.

**Le sénateur Gigantès:** Sur un revenu total de combien?

**Mme Kenny:** Vous voulez savoir mon revenu total?

**Le sénateur Gigantès:** Oui.

**Mme Kenny:** Il est d'environ 9 000 \$.

**Le sénateur Gigantès:** Et vous avez combien d'enfants?

**Mme Kenny:** Nous avons, mon mari et moi, quatre enfants.

**Le sénateur Gigantès:** Et le revenu total de votre ménage s'élève à 9 000 \$?

**Mme Kenny:** A un peu plus de 9 000 \$.

**Le sénateur Gigantès:** Selon les chiffres fournis par le gouvernement, la désindexation ne touchera personne cette année, mais vous semblez me dire le contraire?

**Mme Kenny:** C'est exact.

**Le sénateur Gigantès:** Vous me dites que vous allez recevoir 77 \$ en moins, ce qui représente sept mois de transport en commun pour vos enfants.

**Mme Kenny:** C'est exact.

**Mme Kaidas:** Notre calcul s'explique par le fait que l'indexation au coût de la vie ne correspond pas à la réalité. Nous avons calculé qu'il faudrait une indexation d'au moins 3 p. 100 par année. Or, si nous perdons même une indexation inférieure à 3 p. 100, cela se traduira nécessairement par une diminution de nos revenus pour chaque année à venir.

**Mme Capponi:** Le Front commun des assistés sociaux du Québec a calculé que la désindexation allait coûter 9,66 \$ par mois aux familles de quatre enfants, soit un total de 115,92 \$ par année.

**Le sénateur Graham:** Excusez-moi, est-ce que ce montant de 115 \$—

**Mme Capponi:** Et 92 cents.

**Le sénateur Graham:** Est-ce que ce montant représente bien la perte subie par une famille de quatre enfants?

**Mme Capponi:** C'est exact, il correspond à la perte totale pour l'année; ce qui représente une diminution de 9,66 \$ sur le chèque de janvier. Ce sont les chiffres que nous avons obtenus du Front commun des assistés sociaux du Québec.

**Le sénateur Gigantès:** Avez-vous une copie de ces chiffres?

**Mme Capponi:** J'ai cité ces chiffres dans notre mémoire.

**Le sénateur Gigantès:** Vous voulez dire dans le document que j'ai en main?

**Mme Capponi:** Oui.

**Mme Russell:** Au bas de la page 2.

**Le sénateur Gigantès:** D'accord.

La désindexation partielle des allocations familiales fédérales représente, pour une famille de quatre enfants, une perte de 115,92 \$ pour cette année. Cet argent aurait pu servir à acquérir des biens essentiels—



[Text]

**Ms. Capponi:** Yes.

**Senator Gigantès:** So where has the government calculation gone wrong? What they say is, "We will index above 3 per cent."

**Ms. Kenny:** They are not calculating the 3 per cent we are losing.

**Senator Gigantès:** But the child tax credit benefits anybody who pays tax, does it?

**Ms. Capponi:** The tax exemptions are pretty meaningless to the poor, who seldom fill out tax forms.

**Senator David:** What about the tax credit?

**Senator Gigantès:** What about the child tax credit?

**The Chairman:** May I clarify that point? Are you saying that those who have no taxable income do not get the tax credit?

**Ms. Capponi:** No, no they do receive the tax credit, but in terms of a lot of exemptions that are spelled out for people, poorer people certainly do not take advantage of them. I think that even with the child tax credit it would be far more effective for mothers to be receiving that money monthly as opposed to the yearly amount they receive now.

**Ms. Russell:** When they need the money.

**Senator Gigantès:** Were you suggesting also that some people who make so little money that they know they are not taxable are too tired, too uninformed, too hassled to sit down and fill in a tax form—which is the only way in which they can get the child tax credit?

**Ms. Capponi:** That is right.

**Senator Gigantès:** So one of the things that should be done, of course, is to give those families help with such matters.

**Ms. Gordon:** Could I respond to that? Some time when Monique Begin was the Minister of the Department of Health and Welfare, it did make some money available to community groups to help these families to fill in an application for the child tax credit. However, those moneys have all disappeared, as have the groups that used to help, because they have not been funded.

**Senator Gigantès:** So helping the poor is not something that is being financed any more?

**Ms. Gordon:** Helping the poor is not very fashionable today.

**Senator Gigantès:** Yes.

**Ms. Capponi:** The people who are helping the poor with their child tax credit are companies who are profiting from us.

**Senator Gigantès:** Profiteering from you?

**Ms. Capponi:** That is right.

[Traduction]

**Mme Capponi:** C'est cela.

**Le sénateur Gigantès:** A quel endroit le calcul du gouvernement est-il faux? Le gouvernement indexera les allocations familiales à partir de 3 p. 100?

**Mme Kenny:** Le gouvernement ne calcule pas le 3 p. 100 que nous perdons.

**Le sénateur Gigantès:** Mais le crédit d'impôt pour enfant ne s'applique-t-il pas à tous les contribuables qui ont un revenu imposable?

**Mme Capponi:** Les exemptions fiscales ne veulent pas dire grand chose pour les pauvres, puisque ceux-ci remplissent rarement des déclarations d'impôt.

**Le sénateur David:** Qu'en est-il du crédit d'impôt?

**Le sénateur Gigantès:** Oui, qu'en est-il du crédit d'impôt pour enfant?

**Le président:** Puis-je préciser ce point? Voulez-vous dire que ceux qui n'ont pas de revenu imposable n'ont pas droit au crédit d'impôt?

**Mme Capponi:** Non, ceux-là reçoivent quand même le crédit d'impôt. Ce que j'essaie de dire, c'est que les pauvres tirent rarement profit de toutes les exemptions prévues à leur intention. Je pense qu'il serait beaucoup plus profitable aux mères de recevoir le crédit d'impôt pour enfant sous la forme d'une prestation mensuelle plutôt qu'en un seul montant forfaitaire remis chaque année.

**Mme Russell:** Elles pourraient ainsi y avoir accès au moment où elles en ont besoin.

**Le sénateur Gigantès:** Voulez-vous dire que certaines personnes ont tellement peu de revenus qu'elles savent qu'elles n'auront pas d'impôt à payer. Elles ne voient donc pas l'utilité de s'asseoir pour remplir une déclaration d'impôt, alors que c'est pour elles la seule façon d'obtenir le crédit d'impôt pour enfant?

**Mme Capponi:** C'est exact.

**Le sénateur Gigantès:** Il faudrait donc aider ces familles à remplir leur déclaration d'impôt.

**Mme Gordon:** Puis-je répondre à cette question? L'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Monique Bégin, a déjà débloqué des fonds à cette fin. Ces initiatives ont cependant pris fin aussitôt que leur financement a été interrompu.

**Le sénateur Gigantès:** Vous voulez dire qu'une entreprise aussi louable que d'aider les pauvres a cessé d'être financée?

**Mme Gordon:** Vous savez, l'aide aux pauvres n'est pas dans le vent de nos jours.

**Le sénateur Gigantès:** En effet.

**Mme Capponi:** Les pauvres sont obligés d'avoir recours à des sociétés pour faire remplir leur demande de crédit d'impôt pour enfants et ils se font exploiter.

**Le sénateur Gigantès:** Ils se font exploiter, dites-vous?

**Mme Capponi:** C'est exact.

[Text]

**Mrs. Gordon:** The tax discounters.

**Ms. Russell:** I find the whole notion of the tax credit disturbing because it takes the focus away from the fact that women need this money on a monthly basis. I cannot wait until the end of the year for that money. I need that money now, monthly, to make it to the end of the month. It is especially important for women with over two children in Quebec, because they have to rely on that money to subsidize what the Social Aid Act will not recognize.

**Senator Gigantès:** So the Social Aid Act in Quebec stops at two children?

**Ms. Russell:** Two children. That is it. You are on your own from there.

**Senator Gigantès:** We do not want the population to decrease.

**Ms. Capponi:** That is right.

**Ms. Russell:** Especially in Quebec.

**Ms. Capponi:** Presently you have women under 30 who are not eligible for full rates. They are living on \$156 a month, but if they should have a child, then they receive full benefits. So, on the one hand they are being encouraged to have the children while on the other hand the moneys are being pulled away.

**Ms. Kaidas:** Social welfare covers two adults and two children. If you have more children than that, your family allowance is supposed to make up the difference. If we do not have the family allowance, it is not going to make up the difference.

**Ms. Capponi:** Quebec Loans and Bursaries operates in the same way. Your family allowances are taken into their calculations.

**Senator Gigantès:** Repeat that please?

**Ms. Capponi:** Quebec Loans and Bursaries also take family allowances in their calculations in determining how much money you are to receive to live on per year.

**Senator Gigantès:** So there is nothing in there to try to make your life easier if you want to study so as to be able to improve the lot of yourself and your family?

**Ms. Russell:** There is a 20 per cent drop-out rate for the program Back to school Women amongst welfare mothers, because they are finding it so difficult to cope with the obstacles.

**Senator Gigantès:** I am amazed it is only 20 per cent.

**Ms. Russell:** Actually so am, I but only 1,000 women have taken advantage of it out of 90,000. So, we are talking about determined, serious, students here.

**Senator Gigantès:** And you are one of them, aren't you?

[Traduction]

**Mme Gordon:** Par les escompteurs d'impôt.

**Mme Russell:** Je trouve que l'idée même du crédit d'impôt est inquiétante, parce qu'elle ne tient pas compte du fait que les femmes ont besoin de cet argent à chaque mois. Pour ma part, je ne peux attendre la fin de l'année pour toucher ce montant. J'en ai besoin maintenant pour pouvoir joindre les deux bouts. Cela est particulièrement vrai pour les Québécoises ayant plus de deux enfants, parce qu'elles ont besoin de cet argent pour pallier les lacunes de la Loi de l'aide sociale.

**Le sénateur Gigantès:** Vous voulez dire que la Loi de l'aide sociale ne prévoit rien pour les familles qui ont plus de deux enfants?

**Mme Russell:** C'est exact. A partir du troisième enfant, vous êtes livrée à vous-même.

**Le sénateur Gigantès:** Pourtant, aucune province n'a intérêt à ce que sa population diminue.

**Mme Capponi:** C'est exact.

**Mme Russell:** Surtout le Québec.

**Mme Capponi:** A l'heure actuelle, les femmes de moins de 30 ans n'ont pas droit aux pleines prestations. Elles doivent se contenter de 156 \$ par mois jusqu'à ce qu'elles aient un enfant. D'une part, on les encourage à avoir des enfants et, d'autre part, on leur coupe les vivres.

**Mme Kaidas:** Seules les familles de deux adultes et deux enfants ont droit à l'aide sociale. Si vous avez plus de deux enfants, vos allocations familiales sont censées combler la différence. Si vous ne recevez pas d'allocations familiales, vous ne pouvez combler votre manque à gagner.

**Mme Capponi:** Le système des prêts et bourses du Québec fonctionne de la même façon. Les montants accordés tiennent compte des sommes perçues sous la forme d'allocations familiales.

**Le sénateur Gigantès:** Pouvez-vous répéter, s'il-vous-plaît?

**Mme Capponi:** Le système des prêts et bourses du Québec tient aussi compte des allocations familiales dans le calcul du montant dont chaque étudiant a besoin pour vivre pendant une année.

**Le sénateur Gigantès:** Il n'y a donc aucune issue possible, même si vous essayez d'étudier pour améliorer votre sort et celui de votre famille?

**Mme Russell:** Vingt p. 100 des mères bénéficiaires de l'aide sociale qui retournent aux études finissent par abandonner en raison des trop nombreux obstacles qu'elles doivent surmonter.

**Le sénateur Gigantès:** Je m'étonne que ce pourcentage ne soit pas plus élevé.

**Mme Russell:** J'en suis moi aussi étonnée, mais il faut dire que seulement 1 000 femmes sur 90 000 ont profité de ce programme de retour aux études. Vous avez donc affaire à une clientèle des plus déterminée.

**Le sénateur Gigantès:** Et vous faites partie de cette clientèle, n'est-ce pas?



[Text]

**Ms. Russell:** You are darn right!

**Senator Gigantès:** Congratulations. Bless you.

**The Chairman:** Another question, Senator Gigantès?

**Ms. Capponi:** I would like to add to that comment regarding "determined student." I was a single mother on welfare for seven or eight years and returned to school and completed a degree at university level. That has put me into debt for close to \$10,000 for that period of time because social welfare does not help out those women who want to educate themselves. Right now they are offering a program of return to school for three semesters, which is absolutely useless—the shortest period for any program is four semesters. It is the intent of the Quebec government to see these women off of welfare and on to loans and bursaries, which is a very, very dangerous situation, considering how our loans and bursaries' system is structured right now. The program does not take into account the summer months—which is from the beginning of May until September. You have to find employment and support yourself during that time and, for a woman alone with children, it raises all sorts of problems. Personally, I made myself physically ill during my first years back at school. It has been only through remarriage and having someone else bringing income into the house that I have managed to get this far.

**The Chairman:** Senator Marsden?

**Senator Marsden:** Thank you very much, Mr. Chairman. I would like to thank you all for coming. It makes a real difference when people come and talk about their experiences and how they are getting through life. We appreciate receiving this kind of information. I have three questions actually. I very much appreciate this brief. I have obviously only looked at it very quickly, but I see that you mention here some of the other fundamentals of health care about which I am particularly concerned, namely, what happens to your children? You talk about what it is going to do to the bus pass, but what happens to your children's teeth or all those kinds of things that, when you are middle age, suddenly start to be major considerations? The long-term health benefits, is there enough money when you are living on welfare for dental care? You have mentioned glasses. I presume the children have to get glasses or they cannot read, but can you talk about some of those things that, because the money is not here now, you can foresee are going to affect the lives of your children or children in circumstances like yours?

**Ms. Kenny:** As far as the dentist goes, I know that welfare or medicare does not cover braces for the children. If your child has serious teeth problems and you have to see an orthodontist, that is not covered by either medicare or welfare.

**Senator Marsden:** However, there is some coverage of ordinary dental care?

[Traduction]

**Mme Russell:** Vous avez parfaitement raison.

**Le sénateur Gigantès:** Félicitations. Mille fois merci.

**Le président:** Avez-vous une autre question à poser, sénateur Gigantès?

**Mme Capponi:** J'aimerais ajouter quelque chose au sujet de la motivation des étudiantes. J'ai été chef d'une famille monoparentale, assistée par le bien-être social, pendant sept ou huit ans et je suis retournée aux études et j'ai obtenu un diplôme universitaire. Je me suis ainsi endettée pour près de 10 000 \$ pendant cette période car le bien-être social n'aide pas les femmes qui veulent s'instruire. À l'heure actuelle, il offre un programme de retour aux études pour trois semestres, ce qui est absolument inutile puisque chaque programme dure quatre semestres. Le gouvernement du Québec a l'intention d'enlever à ces femmes le bien-être social et de les inscrire à un programme de prêts et bourses, ce qui est extrêmement dangereux, si l'on considère comment notre système de prêts et bourses est structuré à l'heure actuelle. En effet, on ne tient pas compte, dans le cadre de ce programme, des mois d'été qui vont de mai à septembre. Il faut se trouver de l'emploi et un certain soutien pendant cette période. Pour une femme célibataire qui a des enfants, cette obligation pose toutes sortes de problèmes. Personnellement, je me suis rendue malade pendant les premières années de mon retour aux études. Ce n'est qu'en me remariant et en ayant quelqu'un d'autre qui apporte des revenus à la maison que j'ai pu me rendre aussi loin.

**Le président:** Sénatrice Marsden?

**Le sénateur Marsden:** Merci infiniment, monsieur le président. J'aimerais vous remercier toutes d'être venues comparaître. Il y a toute la différence du monde lorsque les gens viennent nous raconter leur expérience et la façon dont ils s'en sortent. Nous aimons recevoir ce genre d'information. J'ai trois questions à poser, en fait. Ce mémoire m'a beaucoup plu. Évidemment, je n'ai pu que le lire en diagonale, mais je vois que vous y mentionnez certains autres aspects fondamentaux des soins de santé qui m'intéressent tout particulièrement, notamment en ce qui a trait à vos enfants. Vous parlez des laissez-passer d'autobus, mais qu'arrivera-t-il aux dents de vos enfants et à tous ces genres de choses qui, lorsque vous atteignez l'âge moyen, commencent soudainement à être des préoccupations majeures. Songe-t-on aux bénéfices à long terme pour la santé? Dispose-t-on de suffisamment d'argent lorsqu'on est assisté social pour assumer les soins dentaires? Vous avez mentionné les lunettes. Les enfants ont besoin de lunettes, autrement ils ne peuvent pas lire, mais pouvez-vous parler de certaines de ces choses qui selon vous, parce qu'aucune somme d'argent n'est prévue maintenant, pourraient toucher la vie de vos enfants à cause de votre situation actuelle?

**Mme Kenny:** Pour ce qui est des soins dentaires, je sais que le bien-être ou l'assurance-maladie ne couvrent pas les supports orthopédiques des enfants. Si l'enfant a de graves problèmes à cet égard et qu'il faille consulter un orthodontiste, ces frais ne sont couverts ni par l'assurance-maladie ni par le bien-être social.

**Le sénateur Marsden:** Toutefois, les soins dentaires ordinaires sont couverts?

[Text]

**Ms. Kenny:** Yes, up to the age of 12.

**Senator Gigantès:** Fifteen.

**Ms. Kenny:** Marty is not covered any more and he is 15.

**Ms. Arbour:** That does not cover fluoride treatments or cleaning of the teeth, the basic things that you have to have done every six months.

**Ms. Kenny:** Well, Marty has only been off it for two years, so it must be 13, that is right.

**Senator Gigantès:** That is right, it was 15 and they cut it down to 13.

**Ms. Kenny:** Yes, 13.

**Senator Marsden:** So, just at that stage where, in fact, all the evidence suggests that the second teeth have to be looked after?

**Ms. Kenny:** That is right.

**Senator Marsden:** That is very interesting. Teeth care is the one issue I think about, but are there other issues?

**Ms. Russell:** I know that one of the women in the back-to-school program is really experiencing a lot of difficulty because one of her children has allergies. He also needs calcium supplements, which are not covered by the Social Aid Act. So she is looking at an extra expense of \$40 a month.

She also had to have some orthodontal work done on one of her children. She worked out a deal where she would have to pay \$25 a month out of her welfare. She is thinking of quitting her courses because she just cannot keep up with the financial burden. There is a real problem on that level.

**Ms. Capponi:** Our children are also suffering at school. Social aid in Quebec only allots \$35 for a child's yearly school expenses. I don't know what is happening in the rest of the country, but in Montreal we see a tendency for some schools to return to school uniforms; the better schools are returning to school uniforms and computer literacy programs. To purchase a child's school uniform can cost in excess of \$100. Our children are being prevented from entering those schools because of lack of money. So the standard of our children's education is suffering again.

My own children attended one of these schools. As a student, I only receive income late in September. My children have been embarrassed in front of the entire classroom because they did not have the money to pay their school fees. You are receiving \$35 a year from social welfare towards your child's school expenses, and the schools are charging you \$25 to \$30 a year for school fees. My daughter was brought up in front of the classroom and asked why she did not go to work and earn the money if her mother could not afford to pay.

**Senator Gigantès:** Is that a government school?

**Ms. Capponi:** They are under the PSBGM, the Protestant School Board of Greater Montreal.

**Senator Gigantès:** Not private schools?

[Traduction]

**Mme Kenny:** Oui, pour tous les enfants de 12 ans et moins.

**Le sénateur Gigantès:** Quinze ans.

**Mme Kenny:** Marty n'est plus couvert et il a quinze ans.

**Mme Arbour:** On n'assume pas les frais de traitement au fluor ou le nettoyage des dents, ces choses fondamentales qu'il faut faire effectuer tous les six mois.

**Mme Kenny:** Bien, Marty n'est plus couvert seulement depuis deux ans, de sorte que l'âge maximal doit être 13 ans, en effet.

**Le sénateur Gigantès:** C'est juste, c'était auparavant 15 ans, et cela a maintenant été réduit à 13 ans.

**Mme Kenny:** Oui, 13 ans.

**Le sénateur Marsden:** Par conséquent, au stade exact où tout prouve que les deuxième dents doivent être examinées soigneusement?

**Mme Kenny:** C'est exact.

**Le sénateur Marsden:** C'est très intéressant. Les soins dentaires sont les seuls auxquels je puisse penser, mais y a-t-il d'autres problèmes?

**Mme Russell:** Je sais qu'une des femmes inscrites au programme de retour aux études connaît beaucoup de problèmes parce qu'un de ses enfants a des allergies. Il a aussi besoin d'un supplément de calcium, ce qui n'est pas couvert par la loi sur l'aide sociale. Elle doit donc prévoir une somme supplémentaire de 40 \$ par mois.

L'une de ses filles a aussi besoin d'orthodontie. Elle a réussi à payer les frais en puisant 25 \$ par mois de son chèque de bien-être. Elle songe à abandonner ses cours parce qu'elle ne peut faire face au fardeau financier. C'est un réel problème à ce niveau.

**Mme Capponi:** Nos enfants ont également des difficultés à l'école. L'aide sociale au Québec n'accorde que 35 \$ pour assumer les dépenses scolaires annuelles d'un enfant. Je ne sais pas ce qu'il en est dans le reste du pays, mais à Montréal, certaines écoles ont tendance à revenir au port des uniformes scolaires; les meilleures d'entre elles retournent au port des uniformes scolaires et elles enseignent l'utilisation des ordinateurs. Or, un uniforme d'enfant coûte plus de 100 \$. Nos enfants ne peuvent accéder à ces écoles faute d'argent. Le niveau d'enseignement dispensé à nos enfants en souffre évidemment.

Mes propres enfants ont fréquenté l'une de ces écoles. À titre d'étudiante, les versements ne me sont faits qu'à la fin de septembre. Mes enfants ont été embarrassés devant toute la classe parce qu'ils n'avaient pas l'argent nécessaire pour payer les frais de scolarité. On reçoit 35 \$ par année du bien-être social pour assumer les dépenses scolaires d'un enfant et les écoles demandent 25 à 30 \$ par année en frais de scolarité. Ma fille a été appelée devant toutes ses camarades et on lui a demandé pourquoi elle ne travaillait pas pour gagner de l'argent si sa mère ne pouvait se permettre de payer ses études.

**Le sénateur Gigantès:** Est-ce une école gouvernementale?

**Mme Capponi:** C'est une école régie par la ESPGM, la Commission scolaire protestante du Grand Montréal.

**Le sénateur Gigantès:** Ce ne sont pas des écoles privées?



[Text]

**Ms. Capponi:** That is right. If there is a field trip planned for a child at school—and the field trips are becoming more and more expensive—the children who cannot afford to go are excluded and their school work suffers. If they do not have the proper school supplies, if their homework is not done in proper notebooks, their school work can be refused and, again, their marks are suffering, not to speak of the damage it does to their psyche when they are brought up in front of the other children as being unwilling to conform, I suppose, to the teacher's standards or the school's standards. It is happening more frequently.

Right now we are looking at possibly trying to sensitize the schools, but then again, you need the money to be able to cope. Some children are not going to school because the mothers do not have the bloody bus fares.

**Senator Marsden:** That leads me to the next question I would like to ask you.

You have already said that you would like to see the child tax credit paid in monthly supplements, but are there circumstances in which having a larger sum of money is strategically important? There must come a point in your life when your refrigerator is finished and there is nothing you can do with it. How do you cope if you do not, at some point, get a sum of money that makes it possible to pay school fees or whatever?

**Ms. Russell:** That is rough, because the Social Aid Act has actually eliminated an annual furniture allowance of \$200. So you are pretty well scrambling if you want a refrigerator. You cannot receive it as a gift because that is considered income. You are pretty well up against the wall.

In one sense I agree with you. I used to use my tax credit to pay for my tuition to go to school part time and to pay for day care in order to get through school. However, on the other hand, I recognize that my mentality has changed since I have been on welfare. I need that money to get through each month. If that money goes, I cannot make it to the end of the month. I keep driving this point home because this is the bottom line. Yes, I would love to have a pocketful of money in the summer-time to go back to school and pay my tuition and have no problems buying books, but I cannot do that; I cannot take that chance.

There is a white book on fiscality that came out of Quebec last year. A strong notion of the fear that women experience once they are on welfare was addressed in that white book. It basically says that women are afraid to take advantage of any of the back-to-school programs or job-creation programs. Certainly the women I am working with who are on this back-to-school program are expected to get student loans and bursaries. Most of them are saying that they are not going to do it. Why should they risk losing what they have? Here they are terrified, and yet, this is another blow.

**Senator Marsden:** Presumably, you would agree that the best solution is a larger monthly family allowance plus an annual child tax credit.

**Ms. Russell:** Sure.

[Traduction]

**Mme Capponi:** Non. S'il y a des excursions prévues pour un enfant à l'école—et ces excursions se font de plus en plus coûteuses—les enfants qui ne peuvent se permettre d'y aller sont exclus et leur travail scolaire en souffre. S'ils n'ont pas les fournitures scolaires requises, si leurs devoirs ne sont pas faits dans les bons cahiers, leurs travaux peuvent être refusés et, naturellement leurs notes en souffrent, sans parler du tort psychique causé à l'enfant lorsqu'il doit se présenter devant ses camarades sous prétexte qu'il ne veut pas se conformer, je présume, aux normes du professeur ou aux normes de l'école. Cela se produit de plus en plus fréquemment.

À l'heure actuelle, nous songeons à la possibilité de faire des démarches pour sensibiliser les écoles, mais une fois que plus, nous avons besoin d'argent pour pouvoir être efficaces. Certains enfants ne vont pas à l'école parce que leur mère n'a pas d'argent pour payer leur autobus.

**Le sénateur Marsden:** Cela m'amène à la prochaine question que j'aimerais vous poser.

Vous avez déjà dit que vous aimeriez que les crédits d'impôt pour enfants soient payés en suppléments mensuel, mais arrive-t-il que le fait de disposer d'une plus grande somme d'argent soit stratégiquement important? Or, il faut bien un jour remplacer le vieux réfrigérateur. Comment faire, si l'on ne dispose jamais d'une somme suffisante pour payer les frais de scolarité ou que sais-je?

**Mme Russell:** C'est dur car la Loi sur l'aide sociale a supprimé l'allocation annuelle de 200 \$ pour les meubles. De sorte que vous aurez peine à réunir la somme nécessaire pour acheter un réfrigérateur. Vous ne pouvez pas non plus en recevoir en un cadeau, car il sera considéré comme un revenu. Vous vous trouvez donc dans une impasse.

Dans une certaine mesure, je suis d'accord avec vous. J'utilisais autrefois mon crédit d'impôt pour payer mes études à temps partiel et le service de garderie. Mais je dois reconnaître que j'ai changé de mentalité depuis que je reçois l'aide sociale. J'ai besoin de cet argent pour vivre d'un mois l'autre sans quoi il m'est impossible de joindre les deux bouts. J'insiste sans cesse sur ce point, parce qu'il s'agit vraiment du strict minimum. Sans doute, j'aimerais bien avoir beaucoup d'argent pour suivre un cours d'été et acheter facilement les manuels dont j'ai besoin, mais je n'y parviens pas; je ne peux pas courir ce risque.

Dans le Livre blanc que le Québec a publié l'an passé sur la fiscalité, il était question de la crainte redoutable que les femmes éprouvent, dès qu'elles reçoivent de l'aide du bien-être social. On y dit en somme que les femmes craignent de profiter des programmes de création d'emploi ou de retour aux études. Sans doute, celles de mes collègues qui sont inscrites à ce programme s'attendent à obtenir des prêts et des bourses. La plupart d'entre elles déclarent qu'elles n'y participeront pas. Pourquoi risqueraient-elles de perdre ce qu'elles ont? Elles sont terrorisées et cela constitue une autre difficulté.

**Le sénateur Marsden:** Mais vous êtes d'accord pour dire que la meilleure solution est une allocation familiale mensuelle plus généreuse, doublée d'un crédit annuel d'impôt pour enfant?

**Mme Russell:** Certainement.

[Text]

**Ms. Capponi:** I am also afraid when I hear that the federal government has cut back on its transfer payments to the provinces and what that is going to mean for social welfare recipients in Quebec.

**Senator Marsden:** I have one last question, if I may, Mr. Chairman. It relates to something you said earlier. I must say I am absolutely puzzled by this, and you may have some ideas about it.

As you have said, there have been many protests; there have been hundreds of thousands of names on petitions tabled in the House of Commons against the de-indexation of the family allowance. Yet, we have hardly heard anything about it in the press. We know that it is going on. Whereas, when it was a question of pension benefits, it was very dramatic and very well covered.

Why should that be the case? Why should mothers and children not be pressworthy while the elderly are?

**Ms. Russell:** When are mothers and children pressworthy? Could you cite an example?

**Senator Gigantès:** When a child gets killed.

**Ms. Capponi:** I think being poor is still considered in this society as being some kind of sin, whereas being elderly is something that is a natural outcome of our lives.

**Ms. Kaidas:** It is just becoming a natural outcome of our lives, actually. When you look at the figure of 120,000 names on a petition, how many people does that actually represent? Because that is families; that is one person talking for a family of four or more. So that number should be tripled automatically. It is a lot more than that.

A lot of people who are in that situation are afraid to speak up and say that something is definitely happening to them. They think that no one will listen, that they are at their rope's end: "Gee whiz! Keep going; we will all commit suicide; you will get rid of us and there will be nothing else to look at after that." Many people are in that position right now.

**The Chairman:** Are there any other senators who want to ask questions?

**Ms. Gordon:** May I just make a comment?

**The Chairman:** Yes, of course.

**Ms. Gordon:** I hate to take away from these women telling their personal stories of their struggles. I hope honourable senators recognize the courage of these women to come here today and tell you, "I am poor and this is what I go through", because I can tell you that I worked as a social worker in Pointe St-Charles, St. Henri, Côte-des-Neiges and all those areas that were seen as poverty areas in the sixties. Social work radicalized my social conscience, and I began organizing welfare mothers. I quickly became much too radical for the social work profession, from which I was unceremoniously bounced. My commitment and my concern for these women has not diminished. I have seen that their lives have grown more pain-

[Traduction]

**Mme Capponi:** Lorsque j'apprends que le gouvernement fédéral a réduit ses paiements de péréquation aux provinces, je crains toujours les répercussions de ce geste pour les assistés sociaux du Québec.

**Le sénateur Marsden:** Une dernière question, je vous prie, monsieur le président. Vous avez dit plus tôt quelque chose qui m'a laissée tout à fait perplexe. Pourriez-vous me donner un mot d'explication.

Vous avez dit que de nombreuses protestations se sont élevées, que des centaines de milliers de noms figurent sur les pétitions déposées à la Chambre des communes contre la désindexation des allocations familiales. Et pourtant, nous en avons à peine entendu parler dans les journaux. Nous savons que ces choses se passent. Par contre, les prestations de pension, elles, ont fait les manchettes.

Pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi la presse ne parlerait-elle pas des mères et des enfants... et des personnes âgées, dont la cause est tout aussi digne, mais...

**Mme Russell:** Quand donc la presse a-t-elle fait état de la cause des mères et des enfants? Pouvez-vous m'en donner un exemple?

**Le sénateur Gigantès:** Lorsqu'un enfant se fait tuer.

**Mme Capponi:** Je crois que notre société considère encore que la pauvreté est un péché, tandis que le vieillissement n'est que l'aboutissement naturel de la vie.

**Mme Kaidas:** Effectivement, il ne fait que devenir l'aboutissement normal de notre vie. Les 120 000 noms inscrits sur une pétition représentent de fait, un nombre beaucoup plus élevé, car il s'agit de familles c'est-à-dire qu'une personne parle au nom de quatre autres ou plus encore. De sorte que le nombre de noms sur la pétition devrait être automatiquement triplé: il est bien supérieur à celui qui est cité.

Un tas de gens qui se trouvent dans ce cas craignent de parler et de dire ce qui leur arrive. Elles croient que nul ne les écoutera, qu'elles ont atteint le bout du rouleau, et que, si la situation persiste, elles vont toutes se suicider; ainsi disent-elles, vous serez débarrassés de nous; au point où nous en sommes, nous n'avons plus rien à espérer. C'est ainsi que pensent actuellement un grand nombre de personnes.

**Le président:** D'autres sénateurs veulent-ils poser des questions?

**Mme Gordon:** Puis-je faire une observation?

**Le président:** Bien sûr.

**Mme Gordon:** Je m'en voudrais de soustraire quoi que ce soit aux propos que ces dames viennent de nous livrer sur leur lutte personnelle. J'espère que les honorables sénateurs reconnaîtront le courage dont elles ont fait preuve pour venir nous dire aujourd'hui: «Je suis pauvre et voici les difficultés que je dois surmonter». Je peux vous assurer que j'ai moi-même été assistante sociale à Pointe Saint-Charles, à Saint-Henri, à Côte-des-Neiges et dans tous ces quartiers qui étaient réputés pauvres dans les années 60. Mon travail a radicalisé ma conscience sociale et j'ai commencé à organiser les mères qui recevaient de l'assistance sociale. Je suis promptement devenue trop radicale pour continuer à exercer ma profession et j'ai été



*[Text]*

ful. In the 1960s, we used to receive items for special needs. There were more churches and more middle-class people who were willing to help. When a family was in real trouble, we would find help, often from churches. There was one group called the In His Name Society that would provide furniture. These groups have all disappeared. Nowadays, middle-class people hold garage sales and they sell their old refrigerators or their old clothes at fairly high prices, believe me.

I hope that honourable senators realize how brave these women are because they are not only struggling for themselves, they are struggling to help other women out of their poverty and their despair. It is the feeling of despair that really got to me when I was working with mothers and I realized that it was better for them to come together and talk about their concerns. That is how the poverty movement grew, around kitchen tables with women sharing their experiences. Some of these women had been sexually abused by welfare officers and some psychologically abused, and it was that coming together and sharing of their experiences that started the movement.

Ms. Russell and I are working at the Concordia University in Montreal, holding sessions, and the women are coming to us. These are the invisible, poor women in the universities, and they come to us and say, "We did not want to tell anyone that we were on this program." What poor people suffer from, apart from material deprivation, is a lack of love and respect. That is all I have to say.

**Ms. Capponi:** I think if you really value and appreciate our presence here today, then you certainly will spend some time with this brief. A lot of women at Saint Columba House spent a great deal of time and energy on this. We sincerely hope that you will do something to return the family allowances to full indexation.

**The Chairman:** I thank you very much for your very moving presentation. As has been said by other members of the committee, you have gone much beyond statistics in your presentation. You have given us some feeling of the human aspects of not only the situation coming from Bill C-70 but from other factors broader than that. I would like to underline that you have just said some of the things that I would have said myself when you spoke of the courage it has required just to come here to us and tell us, in the way in which you have done, what it means to be in the situation you are in.

I thank you very warmly for your presentation. We will look very carefully at your brief and I am sure that all members of the committee will keep in mind the kind of experience you have described to us.

*[Traduction]*

sommairement congédiée. Mais mon engagement envers ces femmes et les préoccupations que j'éprouve pour elles n'ont pas changé. J'ai constaté que leur vie était devenue plus pénible encore. Dans les années 60, nous recevions des articles pour répondre à des besoins spéciaux. Il y avait un plus grand nombre d'églises, un plus grand nombre de gens de la classe moyenne, qui étaient disposés à aider. Quand une famille se trouvait réellement en difficulté, nous pouvions trouver de l'aide, souvent en nous adressant aux églises. Il y avait un groupe appelé In His Name Society qui fournissait des meubles. Tous ces groupes ont disparu. Aujourd'hui, les gens de la classe moyenne font des ventes de garage et écoulent ainsi leurs vieux réfrigérateurs et leurs vieux vêtements à des prix assez élevés, veuillez m'en croire.

J'espère que les honorables sénateurs se rendront compte du courage de ces femmes, car elles ne luttent pas simplement pour elles-mêmes, mais aussi pour aider d'autres femmes à surmonter leur pauvreté et leur désespoir. C'est ce sentiment de désespoir qui s'est éventuellement fait jour en moi lorsque, travaillant avec les mamans, j'ai compris qu'il était préférable qu'elles se rencontrent et parlent de leur situation. C'est ainsi que le mouvement a grandi, autour de la table de cuisine, au milieu de femmes qui échangeaient des confidences. Certaines ont été l'objet d'abus sexuels de la part d'agents du bien-être social et d'autres ont fait l'objet d'abus psychologiques. C'est du partage de toutes ces expériences que le mouvement est né et a commencé à prendre corps.

Mme Russell et moi-même travaillons à l'Université Concordia, à Montréal, où nous tenons des séances et où les femmes viennent nous rendre visite. Ce sont les femmes pauvres et invisibles des universités qui viennent nous confier qu'elles ne veulent pas dire à qui que ce soit qu'elles participent à ce programme. Ce dont souffrent les pauvres gens, mis à part les privations matérielles, c'est d'un manque d'amour et de respect. C'est tout ce que j'avais à dire.

**Mme Capponi:** Si vraiment vous attachez quelque valeur à notre présence ici aujourd'hui, vous passerez un bon moment à étudier ce mémoire. Plusieurs femmes de Saint Columba House ont consacré beaucoup de temps et d'énergie à le rédiger. Nous espérons sincèrement que vous prendrez les mesures nécessaires pour rétablir, dans son intégrité, l'indexation des allocations familiales.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup pour votre touchante présentation. Comme d'autres membres du Comité l'ont dit, votre mémoire a été bien au-delà de la statistique. Vous nous avez exposé les aspects humains de la situation. Non pas uniquement les aspects qui découlent du projet de loi C-70, mais encore ceux qui résultent d'autres facteurs plus importants. Je vous signale ici que vous avez dit certaines choses que j'aurais dites moi-même, lorsque vous avez parlé du courage qu'il a fallu à ces femmes, simplement pour venir ici et nous faire comprendre, comme elles l'ont fait, ce que cela signifie d'être dans la situation où vous vous trouvez.

Je vous remercie chaleureusement de votre mémoire. Nous allons l'étudier attentivement et je suis sûr que tous les membres du Comité se souviendront des expériences que vous nous avez décrites.

---

[Text]

Thank you again for coming to us.

May I ask the members of the committee to stay here for a short *in camera* meeting.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

Merci encore d'être venues vers nous.

Puis-je demander aux membres du Comité de rester ici un moment: nous allons nous réunir à huis clos.

Le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

---

















*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

## WITNESSES—TÉMOINS

*From "Centrale de l'enseignement du Québec":*

Mr. Raymond Johnston, Vice-President;  
Mrs. Rosette Côté, Employee-advisor;  
Mr. Richard Langlois, Employee-advisor (Economy).

*From "Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.":*

Mrs. Denise Laporte-Dubuc, General Secretary;  
Mr. Michel Morel, General Secretary elect;  
Mr. Robert Sylvestre, Research Officer.

*From the Concordia University Women's Collective:*

Mrs. Regina Russell;  
Mrs. Joan Ann Gordon.

*From "Groupe de mères du Centre Saint Columba":*

Mrs. Sandra Capponi;  
Mrs. Dena Kenny;  
Mrs. Wendy Arbour;  
Mrs. Janet Kaidas.

*De la Centrale de l'enseignement du Québec:*

M. Raymond Johnston, vice-président;  
M<sup>me</sup> Rosette Côté, employée-conseil;  
M. Richard Langlois, employé-conseil (économie).

*De la Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.:*

M<sup>me</sup> Denise Laporte-Dubuc, secrétaire générale sortante;  
M. Michel Morel, secrétaire général;  
M. Robert Sylvestre, agent de recherche.

*Du Collectif des femmes de Concordia:*

M<sup>me</sup> Regina Russell;  
M<sup>me</sup> Joan Ann Gordon.

*Du Groupe de mères du Centre Saint Columba:*

M<sup>me</sup> Sandra Capponi;  
M<sup>me</sup> Dena Kenny;  
M<sup>me</sup> Wendy Arbour;  
M<sup>me</sup> Janet Kaidas.



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Thursday, February 27, 1986

Le jeudi 27 février 1986

Issue No. 13

Fascicule n° 13

Fourth proceedings on:

Quatrième fascicule concernant:

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
LeMoyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzk

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES  
AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES ET DE  
LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
LeMoyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay
Marchand	Yuzk

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février 1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 27, 1986  
(27)

## [Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 10:15 a.m. o'clock, the Chairman, the Honourable Senator Tremblay presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Cottreau, Graham, Le Moyne, Marsden, Robertson, Rousseau and Tremblay. (7)

*Present, but not of the Committee:* The Honourable Senators David and Simard. (2)

*Also present:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer, Research Branch of the Library of Parliament.

*In attendance:* Official Senate stenographers.

## Witnesses:

*From the Canadian Conference of Catholic Bishops:*

Bishop Adolphe Proulx, Bishop of Gatineau-Hull and Member of the Episcopal Commission for Social Affairs;  
Ms. Jennifer Leddy, Member of the Episcopal Team;  
Mr. Michael McBane, Social Affairs Office;  
Mr. Bill Bradley, General Manager of the Shepherds of Good Hope.

*From the United Church of Canada:*

Mrs. Christine Hayden, Delegate of the National Working Group on Economy and Poverty;  
Mrs. Sharon Anderson, Delegate of the Cheyenne Community Action Team—East London Community Network.

The Committee resumed its consideration of Bill C-70 intituled "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:15 p.m. o'clock, the Committee withdrew to deliberate *in camera*.

ATTEST:

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 27 FÉVRIER 1986  
(27)

## [Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 10 h 15 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Cottreau, Graham, Le Moyne, Marsden, Robertson, Rousseau et Tremblay. (7)

*Autres sénateurs présents:* Les honorables sénateurs David et Simard. (2)

*Également présents:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*De la Conférence des évêques catholiques du Canada:*

Mgr Adolphe Proulx, évêque de Gatineau-Hull et membre de la Commission épiscopale des affaires sociales;  
M<sup>d</sup>. Jennifer Leddy, membre de l'Équipe de pastorale;  
M. Michael McBane, du bureau des affaires sociales;  
M. Bill Bradley, directeur général de «Shepherds of Good Hope».

*De l'Église Unie du Canada:*

M<sup>me</sup> Christine Hayden, déléguée du Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté;  
M<sup>me</sup> Sharon Anderson, déléguée du «Cheyenne Community Action Team—East London Community Network».

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 12 h 15, le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

ATTESTÉ:

## EVIDENCE

Ottawa, Thursday, February 27, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 10 a.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**Le président:** Je déclare la séance ouverte, en présentant mes excuses à Son Excellence et à ceux qui l'accompagnent, pour ce retard à commencer la rencontre. Nous vous attendions là-bas, le sénateur Simard et moi, à la pièce où nous nous sommes réunis depuis le début de la semaine, lorsqu'on nous a dit que nous n'étions pas au bon endroit, et que c'était plutôt ici au 356.

Alors Excellence, je vous remercie d'être venu nous rencontrer, au comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie du Sénat. Lorsqu'il y a une législation qui porte sur des secteurs en question, (et le projet de loi C-70 est une législation de ce genre) le Sénat, habituellement, réfère le projet de loi en question au comité, pour qu'il en poursuive l'étude, et au besoin, lorsque les gens en manifestent le désir, entende les témoins qui veulent venir exprimer leur opinion sur un projet.

C'est dans ce cadre que nous apprécions beaucoup votre présence ici ce matin, et celle de ceux qui vous accompagnent.

Apartir de ce point, je vous laisse le soin de déterminer de quelle manière vous souhaitez procéder.

**Mgr Adolphe Proulx:** Merci beaucoup sénateur Tremblay. Je remercie d'abord le comité de nous avoir invités à venir témoigner devant vous, et nous espérons que ce témoignage pourra vous aider dans les décisions que vous avez à prendre ou les recommandations que vous avez à faire au gouvernement.

Tout d'abord, je vais parler moi-même pour quelques instants, et ce sera assez bref. Nous avons les documents auxquels vous pourrez avoir accès. Je ne veux pas lire ces documents au complet, mais Mme Leddy, qui est aussi membre de l'équipe pastorale à la Conférence des évêques catholiques du Canada, dira quelques mots à ce sujet. Elle est avocate.

M. Bradley qui est aussi avec nous est le directeur exécutif des «Sheperds of Good Hope». Il s'occupe de bienfaisance auprès de ceux et de celles qui à chaque jour ont besoin d'avoir un supplément, ou ont besoin de manger pour vivre.

Michael McBane est aussi membre de l'équipe à la Conférence des évêques catholiques du Canada et il est membre de la Commission des affaires sociales, et il travaille également à la recherche.

Tout d'abord, je pense que le Sénat est le bon endroit pour présenter nos recommandations ou nos doléances, car le Sénat a une longue tradition, non pas de surveillance, mais plutôt de regard sur la situation sociale et sur la pauvreté.

Tout d'abord, que l'on se souvienne du rapport du Sénat en 1971, où à ce moment-là même, la Conférence des évêques

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 27 février 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, auquel a été déféré le projet de Loi C-70, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, se réunit aujourd'hui à 10 heures, pour étudier ledit projet de loi.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**The Chairman:** I now call this meeting to order and apologize to His Grace and his colleagues for the delay. The truth of the matter is that Senator Simard and I were waiting in the room where our meetings have been held since the beginning of the week. We were told we had the wrong room, and that the meeting was here, in room 356.

Thank you, Your Grace, for coming to meet with us, the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology. When there is legislation dealing with such matters—and Bill C-70 is a case in point—the Senate refers the bill to our Committee for further study and, as required or when requested, we hear evidence from witnesses who wish to express their views on a bill.

It is in this context that we welcome you and your colleagues here this morning.

I will now leave it to you to decide how you wish to proceed.

**Bishop Adolphe Proulx:** Thank you very much, Senator Tremblay. I would first like to thank the Committee for inviting us to appear before it. We hope our remarks will help you in your decisions or in the recommendations you are to make to the Government.

I will first make a few introductory remarks. We also have documents at your disposal. I do not wish to read them in full, but Ms. Leddy, also a member of the Pastoral Team of the Canadian Conference of Catholic Bishops, will have a few words to say. She is a lawyer.

Mr. Bradley, also present, is the Executive Director of the Shepherds of Good Hope. He is involved in relief work with people who require daily food supplements to help them meet their needs.

Michael McBaine is also a member of the team at the Canadian Conference of Catholic Bishops. He is a member of the Social Affairs Commission and also conducts research.

First of all, I think the Senate is the right place to voice our recommendations, complaints and proposals, because the Senate has a long tradition, not so much of monitoring, but of sustained interest in social issues and poverty.

We can think back, for example, to the Senate report of 1971, prior to which the Canadian Conference of Catholic Bishops had presented a brief on the poverty issue.



## [Text]

catholiques du Canada avait déjà présenté un mémoire sur la question de la pauvreté.

Si le Sénat doit continuer à jouer son rôle, il doit le faire malgré les difficultés présentes encourues dans l'économie, ou dans la dette nationale. Les raisons de coupures des programmes sociaux qui sont alléguées n'exemptent pas le gouvernement et les gouvernements d'être les protecteurs du bien commun.

C'est à ce titre, à titre éthique et moral que nous nous présentons devant vous. Nous n'avons pas l'intention d'aller dans les détails techniques ou dans les alternatives au projet de loi C-70. Vous avez déjà reçu, je pense, des projets ou des suggestions d'amendements possibles à ce projet de loi. Alors, nous sommes solidaires de ces alternatives, tout en reconnaissant que nous ne sommes pas les plus compétents quant aux aspects techniques de la législation elle-même.

Je pense qu'au tout début de ce bref discours, je dois vous rappeler une lettre que nous avons envoyée le 15 novembre 1985 à M. Epp, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du présent gouvernement. Cette lettre est en anglais et je vais la lire comme introduction à mes quelques commentaires.

On behalf of the Social Affairs Commission of the Canadian Conference of Catholic Bishops we wish to express our concern over changes to the Family Allowances Act (Bill C-70).

As you know, we have expressed serious reservations over the direction and priorities of government economic and social policy in recent years. In our view, the proposed deindexation of family allowances appears to be but the latest in a series of measures which threatens the universal social rights of Canadians.

We have noted the rationale for the re-structuring of social programs, namely deficit reduction. Whatever the merits of such a strategy, society must not succumb to an ideology of restraint that subordinates human dignity and human needs to abstract economic theory.

I would like to comment on this point. The rationale behind the changing of social programs, including family allowances, is to allow the government, in its view, to help the poorest. This is a dangerous trend because we feel that this deals not with rights but with charity, not with justice but with charity; we feel that this is the sign of a society that would give crumbs to the destitute.

This means that at a time when families face grave economic threats, priority must be given to preserving and indeed improving our social programs.

We feel that even without de-indexing, family allowances, as a program, should be improved so as to help the hardest hit among Canadians, which involves, it is said, a million families that have been hit by the recession and by high unemployment,

## [Traduction]

If the Senate is to continue to play its role, it must do so notwithstanding present economic problems or the national deficit. The reasons given for cutbacks in social programs do not absolve the various levels of government from their duty to protect society as a whole.

It is from this ethical and moral standpoint that we appear before you. We do not intend to go into technical details or suggest alternatives to Bill C-70. I believe you have already received proposals or suggestions for possible amendments to the Bill. We fully support these alternatives, but acknowledge that we are not the most competent authority on technical aspects of the legislation itself.

I think at the outset of this brief submission, I should remind you of a letter we sent to Mr. Epp, the present Minister of National Health and Welfare. The letter is in English and I will read it as an introduction to my few remarks.

Au nom de la Commission épiscopale des affaires sociales, de la Conférence des évêques catholiques du Canada, nous tenons à manifester notre inquiétude au sujet des modifications qu'on se propose d'apporter aux allocations familiales par le projet de Loi C-70.

Comme vous le savez sans doute, nous avons, au cours des dernières années, fait d'importantes réserves au sujet de l'orientation et des priorités de la politique sociale et économique du gouvernement. La désindexation proposée des allocations familiales nous apparaît comme la dernière d'une série de mesures qui menace l'universalité des droits sociaux des Canadiens.

Nous avons bien noté la raison invoquée pour la restructuration des programmes sociaux, à savoir la réduction du déficit. Quel que soit le mérite d'une telle philosophie, la société ne doit pas se plier à une politique de restriction qui subordonne les besoins et la dignité humaine une théorie économique abstraite.

Permettez-moi de dire un mot à ce sujet. La raison qui motive la modification des programmes sociaux, y compris celui des allocations familiales est, dit le gouvernement, celle de venir en aide aux moins nantis. Cette façon de penser est dangereuse car, à notre avis, nous ne traitons plus ici de droits ou de justice, mais de charité; nous y voyons l'indice d'une société qui jetterait quelques miettes aux dépourvus.

Une telle mesure signifierait qu'au moment où les familles courent de graves dangers économiques, il faut accorder la priorité à la conservation, voire l'amélioration de nos programmes d'aide sociale.

Or nous croyons que même sans désindexation, les allocations familiales devraient être améliorées de manière à aider les Canadiens les plus touchés, soit, dit-on, un million de familles qui ont essuyé les revers de la récession et du chômage, et tout

## [Text]

especially those women living alone who act as providers for their families.

Governments must resist the pressure from some quarters to abandon or seriously restrict its responsibility to serve the common good.

I feel that this is very difficult for the government, in present circumstances, because of international pressure. There is pressure coming from outside the country to cut down on our social programs or measures. Perhaps this is something that the government has to be reminded of. Perhaps the best body to do so is the Senate, itself.

It is our fear that the social and human impact of the proposed changes to the family allowance will only add to the already widespread suffering of our families, particularly families headed by women. According to the recent report on poverty by the National Council of Welfare, the number of families living below the poverty line has increased for the fourth year in a row.

This is in spite of the statistics which now maintain that unemployment is decreasing. We have, at the same time, an increase in the number of people living below the poverty line.

The most vulnerable groups include one parent families headed by women, unattached young people and elderly. Also, one Canadian child in five is now directly affected by poverty.

I feel that this is, perhaps, different with regard to family allowances.

Y a-t-il une différence dans la question des allocations familiales et la question de ceux et celles qui pourraient protester contre les mesures gouvernementales qui nous apparaissent être injustes, comme dans le cas des personnes âgées où il y a eu une mobilisation relativement rapide et facile pour forcer le gouvernement à reconsidérer et à ne pas désindexer les pensions?

Dans le cas des allocations familiales, c'est beaucoup plus difficile. Est-ce qu'on fera marcher les enfants sur la colline? Est-ce qu'on pourrait mobiliser les enfants? Ceci concerne aussi le bien commun, dans un temps où la diminution dramatique de familles d'enfants dans notre pays devrait nous inquiéter, la mesure qui est proposée par le projet de loi C-70 va exactement à l'opposé de cette inquiétude qui devrait être nôtre, comme société.

As pointed out in an indepth manner by the Canadian Mental Health Association in their report, *Unemployment: Its Impact on Body and Soul*, the mental and physical health of Canadian families and individuals is currently threatened by the social evil of unemployment. The report documents the fact that with the rising rate of unemployment there are increases in rates of depression, anxiety, youth alienation, children's problems in school and poverty induced consequences such as poor nutrition and inadequate housing. Other devastating effects include family violence, suicide, homicides and rapes, divorce, drug abuse and premature death.

## [Traduction]

particulièrement, les foyers uniparentaux, dont les femmes sont les uniques soutiens.

Le gouvernement ne doit pas céder aux pressions qui s'exercent sur lui pour qu'il abandonne ou restreigne appréciablement la responsabilité qu'il assume en tant que gardien du bien commun.

Je crois qu'il n'est pas facile pour le gouvernement d'agir ainsi dans les circonstances actuelles, à cause des pressions internationales qu'il subit pour l'amener à réduire nos programmes ou nos mesures d'ordre social. C'est une chose qu'il convient de rappeler au gouvernement et le Sénat est peut-être l'organisme qui saura le mieux s'acquitter de cette tâche.

Nous craignons que les répercussions sociales et humaines des modifications que l'on propose d'apporter aux allocations familiales n'ajoutent aux souffrances qui affligent un si grand nombre de nos familles, particulièrement celles dont la femme est le chef. Selon le rapport sur la pauvreté publié par le Conseil national du bien-être social, le nombre de familles vivant en deçà du seuil de pauvreté a augmenté pour la quatrième année consécutive.

Et ceci, malgré les statistiques qui soutiennent que le chômage diminue. En même temps, le nombre de personnes qui vivent en deçà du seuil de pauvreté ne fait qu'augmenter.

Les groupes les plus vulnérables sont les familles uniparentales dont le chef est la femme et les personnes seules, jeunes ou âgées. En outre, un enfant canadien sur cinq est aujourd'hui directement touché par la pauvreté.

Il n'en va peut-être pas ainsi, je crois, pour les allocations familiales.

In terms of possible protests against measures that appear to us to be unjust, the difference between the family allowances issue and the case of the elderly is that it was a relatively quick and easy task to mobilize the latter to force the Government to reconsider its proposals and not to de-index pensions.

In the case of family allowances, things are much more difficult. Can children be made to march on Parliament Hill? Can children be mobilized? This issue also affects the common good. At a time when the drastic reduction of families with children in our country should be cause for concern, the measures proposed by Bill C-70 fly in the face of such concerns—concerns that should be shared by every member of society.

Comme l'a exposé en détail l'Association canadienne pour la santé mentale dans son rapport intitulé, *Unemployment: Its Impact on Body and Soul*, la santé mentale et physique des familles et des individus au Canada est menacée à l'heure actuelle par le chômage et les maux sociaux. On constate dans ce rapport, concurremment à l'augmentation du taux de chômage, des augmentations correspondantes dans les taux de dépression, d'anxiété, d'aliénation des jeunes, des problèmes scolaires et des effets directement liés à la pauvreté, comme la malnutrition et l'insuffisance du logement. Il ne faut pas oublier non plus la violence au sein des familles, le suicide, l'hom-



## [Text]

I feel this as a bishop, and we hear of this as pastors.

Nous sommes ici comme des pasteurs, et comme pasteurs, nous pouvons voir régulièrement la détérioration chez un très grand nombre de la condition humaine. D'un très grand nombre de familles vivent dans des circonstances où, au point de vue habitation par exemple, ils sont obligés de réduire à chaque année le niveau de convenance de leur lieu habituel d'habitation.

We do not believe that we are over dramatizing the situation by saying that the socio-economic crisis in this country may be creating the conditions of social breakdown. We therefore urge you, Mr. Minister—

I refer here to Mr. Epp:

—to preserve and improve social and family programs at this time when millions of Canadians are victimized by poverty and unemployment. We urge that you bear in mind, in particular, the plight of today's silent victims—the children.

We trust that having raised these vital concerns, you will take them into consideration when exercising your responsibility for defending the fundamental rights of families in Canada.

It is signed by Bishop Bernard F. Pappin, Auxiliary Bishop of Sault Ste. Marie and Member of the Episcopal Commission for Social Affairs at the CCCB.

The commission itself is here representing the Conference of Bishops; so that even this letter was supervised by the President of the Conference itself. This is the way the Conference works, namely, by delegating certain tasks to different commissions.

J'ai fini, monsieur le président, de faire la présentation, au point de vue d'ordre éthique. C'est très général, et vous allez peut-être me reprocher de ne pas proposer des amendements très précis, mais je pense que, comme je l'ai dit au début, ceci dépasse notre compétence. De toute façon, ces détails et devraient pouvoir avoir déjà été fournis au comité sénatorial, comme cela a déjà été fourni au gouvernement par les nombreux mémoires déjà présentés.

Je voudrais maintenant céder la parole, si vous me le permettez monsieur le président, à Mme Jennifer Leddy, qui pourra parler du point de vue des femmes en particulier.

**Le président:** Très bien, madame Leddy s'il vous plaît.

**Ms. Jennifer Leddy, Member, Pastoral Team, Canadian Conference of Catholic Bishops:** Honourable senators, I would like to make three points only, and very briefly, concerning the message that this legislation is sending to families and to women in particular. I suspect that what I am going to say you have already heard from other groups and individuals who have appeared before you, from the many groups who have come to Parliament Hill to protest, from perhaps the proceedings of the committee hearings in Parliament, and from the tens of thousands of petitioners who are objecting to this bill. But I respectfully suggest that the repetition is not so much the

## [Traduction]

cide, le viol, le divorce, la narcomanie et la mort prématurée.

Je ressens cette situation en tant qu'évêque et nous en entendons aussi parler, à titre de pasteurs.

We are here as pastors, and as pastors we regularly see the deterioration of many aspects of the human condition; for example, a vast number of families live in circumstances which force them to accept lower standards of housing year after year.

Nous ne croyons pas dramatiser à l'excès en disant que la crise socio-économique que nous traversons au Canada peut entraîner l'effondrement des conditions sociales. Nous vous prions donc, monsieur le ministre . . .

Je parle ici de M. Epp:

. . . de maintenir et d'améliorer les programmes familiaux et sociaux en un temps où des millions de Canadiens sont éprouvés par la pauvreté et le chômage. Nous nous demandons instamment de vous souvenir plus particulièrement du sort de nos muettes victimes: les enfants.

Ayant ainsi énuméré ces préoccupations vitales, nous avons bonne confiance que vous en tiendrez compte lorsque vous prendrez la défense des droits fondamentaux de la famille canadienne.

Ce message est signé par Mgr. Bernard F. Pappin, évêque auxiliaire de Sault-Sainte-Marie et membre de la Commission épiscopale des affaires sociales à la CECC.

La commission elle-même représente ici la conférence des évêques. Donc cette lettre a été elle-même approuvée par le président de cette conférence. C'est ainsi que fonctionne la conférence, c'est-à-dire qu'elle délègue certaines tâches à différentes commissions.

That, then Mr. Chairman, completes my presentation of the ethical side of the issue. It is very general, and you may chide me for not suggesting specific amendments. But I think, as I said at the outset, that I, we, are not properly qualified to do so and that such suggestions may or should already have been given to the Senate Committee, as they have to the Government, in the many briefs already submitted.

With your permission, Mr. Chairman, I should now like to give the floor to Ms. Jennifer Leddy, who can speak specifically from the point of view of women.

**The Chairman:** Very well, Ms. Leddy please.

**Mme Jennifer Leddy, membre de l'Équipe pastorale de la Conférence des évêques catholiques du Canada:** Honorables sénateurs, permettez-moi trois brèves observations au sujet du message que représente cette mesure législative pour les familles et pour les femmes en particulier. Je suppose que, ce que je m'apprête à vous dire, vous l'avez déjà entendu de la part d'autres groupes ou de personnes qui ont déjà comparu devant vous; de la part des nombreux groupes qui sont venus protester sur la colline parlementaire; dans les compte rendus des séances du comité ou encore de la part des dizaines de milliers de pétitionnaires qui s'élèvent contre ce projet de loi. Toutefois,

*[Text]*

result of lack of creativity on the part of those people making these points, but because these points are important, they need to be made and they are felt very deeply, particularly by women and mothers in our society.

The first point I would like to stress is that the monthly allowance is called a family allowance. It is called that precisely because it is in recognition of the fact that all of us are collectively responsible for all of the children in our country. It is the one way in which those of us who do not have children can contribute in a concrete way toward the support of children, and the support of those who are spending their time and energy in raising children. If this allowance is devalued, then the role of raising children, the importance of children, is surely devalued as well.

My second point concerns the traditional family. In our society the traditional family still seems to be one where the woman stays and works in the home, looking after the children and managing the household, while the husband goes out and has a job outside the home. In this particular situation the family allowance is the only independent source of income that is given to that woman. It is the only cheque, the only tangible affirmation that what she is doing is worth while, that what she is doing has value, that her work with children is valuable. Again, if you devalue the money, if you devalue the purchasing power, you devalue the worth of her work.

Third, we are all too aware of the tragedy and the high incidence of divorce and separation. For the traditional family, the economic impact is disastrous, because whereas one income used to be able to support one household, that one income is now being asked to support two households. For the two-earner family, two incomes were required to support one household, but now they are being asked to support two separate households.

In the case of separation or divorce, almost invariably the woman receives custody of the children. That is not so much because she is a woman or because she is a mother, but because, as a woman, she has assumed the greater responsibility for child care over the years, for one reason or another, either by choice or by default by her spouse.

So the economic impact is tremendous, and I notice from experience of having practised family law for 10 years, that the family allowance is a critical component for women in this situation of separation. It is critical to them. It can make the difference to economic survival. I would remind honourable senators that one-half of all single families headed by women are living in poverty. Although to some people it seems like penalties not to index the family allowance, it is not so to families in those situations.

While fiscal responsibility is important, I submit that it should not be done at the expense of women and children, that there is another way, and that you, as honourable senators, can find that other way.

**Mr. Bill Bradley, Executive Director, Shepherds of Good Hope, Ottawa:** Honourable senators, I wish to thank you for the opportunity given me to come here and speak to you in

*[Traduction]*

cette répétition ne provient pas tellement d'un manque d'imagination de la part de ces différentes personnes mais plutôt parce que leurs observations sont importantes, qu'il est urgent de les faire et qu'elles sont profondément ressenties, surtout par les femmes et les mères de notre société.

Remarquons tout d'abord que cette allocation mensuelle s'appelle Allocations, familiales. Elle s'appelle ainsi précisément parce qu'il faut reconnaître que nous sommes tous collectivement responsables pour tous les enfants du Canada. C'est ainsi que ceux d'entre nous qui n'ont pas d'enfant peuvent contribuer concrètement à aider ceux qui dépensent leur temps et leur énergie pour élever leurs enfants. Si cette allocation est dévaluée, le rôle d'éducateur des enfants, l'importance même de ces enfants, se trouvent dévalués par le fait même.

Deuxièmement, je vais dire un mot de la famille traditionnelle. Dans notre société, cette famille traditionnelle semble encore être celle où la femme demeure et travaille au foyer, éduquant les enfants et administrant la maison, tandis que le mari travaille à l'extérieur. Dans ce cas, l'allocation familiale est pour la femme la seule source indépendante de revenu. C'est le seul chèque, la seule attestation qui reconnaît de façon tangible le rôle qu'elle joue en sa qualité d'éducatrice des enfants. Ici encore, dévaluer cette allocation c'est décroître le pouvoir d'achat en même temps que la valeur de son travail.

Troisièmement, nous ne connaissons que trop bien la tragédie et le nombre élevé de divorces et de séparations. Pour la famille traditionnelle, les effets économiques sont désastreux car le revenu, qui était autrefois utilisé pour le soutien d'un ménage, doit désormais servir à en soutenir deux. Pour la famille à deux revenus, ces deux revenus étaient nécessaires pour soutenir une famille, mais ils doivent maintenant en soutenir deux.

Dans le cas d'une séparation ou d'un divorce, la garde des enfants est invariablement confiée à la mère. Non pas tellement parce qu'elle est femme ou qu'elle est mère mais parce que, étant femme, elle a assumé au cours des ans presque toute la responsabilité envers les enfants et elle l'a fait ou bien par choix ou cause du désintéressement du conjoint.

Les répercussions économiques sont donc très importantes et les dix ans que j'ai passés à exercer le droit familial m'ont appris que les allocations familiales constituent un élément critique de la situation de la femme qui se sépare. Je rappelle aux honorables sénateurs que la moitié de toutes les familles uniparentales dont le chef est une femme, vivent dans la pauvreté. Bien que certaines personnes attachent bien peu d'importance financière à cette désindexation des allocations familiales, il n'en est pas ainsi des familles qui se trouvent dans des situations aussi précaires.

Si la responsabilité fiscale est importante, je trouve pour ma part qu'il ne faudrait pas la réaliser aux dépens des femmes et des enfants, mais plutôt trouver une autre manière, et vous, honorables sénateurs, êtes en mesure de le faire.

**M. Bill Bradley, directeur exécutif, Shepherds of Good Hope, Ottawa:** Honorables sénateurs, je vous remercie de me donner l'occasion d'exposer mes opinions à propos du projet de



*[Text]*

connection with the bill before you. My name is Bill Bradley. I am from the Shepherds of Good Hope. We started about two years ago in the basement of a church over here, when the pastor decided to try to solve some of his financial problems by serving soup and sandwiches in the basement of the church. What has happened since then has surprised him and everyone on this side of the river as to its growth. What he expected would be just a small band aid in his own community has mushroomed, and it is ironic that this week we have had the biggest soup line that we have ever had. The other day we served almost 300 meals to the poor who came to us for help. I suppose my role today is to speak on their behalf. Although I support the universality of the social legislation in this country, what we deal with are those people who have come down the ladder of economic life until they have reached the point where they have nowhere else to turn. As we have grown, we have also begun to deal with different levels of government, such as regional government, provincial government, and now, the federal government. I can tell you from experience that when the government decides to cut, we have to pay. Somebody has to feed those people, and if we are not feeding them they will simply go hungry. When we first started our soup kitchen here, we received young people who had been on the street and had not eaten for three days. The maximum I ever saw was four days without food. When we first opened the soup kitchen, people would knock on the door before our opening time of 11.30 a.m. asking for food. We learned to ask them, "Have you eaten today?" They would say, "No." Then I began to ask, "Did you eat yesterday? Did you eat the day before?" Many of them would say, "No." We frequently ran into people, particularly young people, who had not eaten for three or four days.

One young man was so grateful. I gave him a voucher. I was working for another organization. He snatched it out of my hand, ran out of the office, and went to the restaurant and ate. When he came back he said, "I am sorry to be so rude but I had not eaten for three days and I just could not stand it any more." That is what we are dealing with. After we started the soup line, people would come to us asking for groceries. Consequently we started up a grocery program. This is where we began to see what happens to families as their incomes go down. We have in Ottawa now an active file of 1,500 to 2,000 individuals on our grocery program. These people usually have children and are usually married. You see a lot of women in the line. Generally we do not give groceries to people unless they have a place to cook them. We try to put a balanced diet in the bag that we give out to them once a month. For the rest of the month, we pass them on to other organizations.

*[Traduction]*

loi que vous êtes en train d'étudier. Je me nomme Bill Bradley et je représente les Shepherds of Good Hope. Notre association a vu le jour il y a deux ans dans le sous-sol d'une église d'Ottawa. Le pasteur essayait ainsi de soulager quelques-uns de ces problèmes financiers en servant de la soupe et des sandwiches dans le sous-sol de l'église. Le soudain essor de son entreprise l'a surpris, ainsi que toute la population de ce côté-ci de la rivière. Il s'attendait seulement à apporter un léger correctif dans sa propre communauté mais l'affaire a pris des dimensions étonnantes, si bien que nous avons eu cette semaine le plus grand nombre de convives que nous avions connu depuis la fondation de notre œuvre. L'autre jour, nous avons servi près de 300 repas à des indigents qui demandaient notre aide. Je suppose qu'il me revient aujourd'hui de parler en leur nom. Bien que nous appuyons l'universalité de la législation sociale au Canada, nous traitons effectivement avec cette partie de la population qui, dégringolant le long de l'échelle économique, a atteint le point où elle n'a d'autre que notre œuvre vers qui se tourner. A mesure que nous avons pris de l'importance, nous avons commencé à traiter avec divers niveaux du gouvernement, les paliers régional et provincial d'abord et, maintenant, le gouvernement fédéral. Je puis vous dire par expérience que lorsque le gouvernement décide de réduire les dépenses, il nous faut payer. Quelqu'un doit nourrir ces personnes, sinon, elles souffriront de la faim, tout simplement. Quand nous avons institué notre soupe populaire, nous avons accueilli des jeunes gens qui, venus de la rue, n'avaient pas mangé depuis trois jours. J'ai même connu une personne qui n'avait pas mangé depuis quatre jours. Lorsque nous avons ouvert notre service, les gens venaient frapper à la porte avant l'heure d'ouverture, à 11 h 30, pour nous demander à manger. Nous avons pris l'habitude de leur demander: «Avez-vous mangé aujourd'hui?» A quoi ils répondaient: «Non». Par la suite, nous avons commencé à leur demander: «Avez-vous mangé hier? Avez-vous mangé avant hier?» Beaucoup d'entre eux répondaient: «Non». Il nous est arrivé souvent de nous adresser à des personnes qui n'avaient pas mangé depuis trois ou même quatre jours.

J'ai connu un jeune homme qui débordait de reconnaissance. Je lui ai donné un bon. Je travaillais alors pour une autre organisation. Il me l'a arraché et, se précipitant hors du bureau, il a couru manger au restaurant. Il est revenu peu après pour dire: «Pardonnez-moi ma grossièreté, mais je n'avais pas mangé depuis trois jours et je ne pouvais plus attendre». Voilà les personnes à qui nous avons affaire. Une fois la soupe populaire bien organisée, les gens venaient nous demander des articles d'alimentation. Nous avons donc mis sur pied un programme de distribution d'articles d'épicerie. C'est ici que nous avons pu constater ce qui arrive aux familles lorsque leur revenu diminue. Nous avons à Ottawa une liste active des 1 500 à 2 000 personnes inscrites à notre programme de distribution d'articles d'épicerie. Ces personnes sont habituellement mariées avec enfants. Beaucoup de femmes se présentent à notre porte. De façon générale, nous ne remettons des articles d'épicerie qu'à ceux qui sont en mesure de les cuire. Ces personnes reçoivent chaque mois un panier de provisions choisies de manière à constituer un régime équilibré. Pour le reste du mois, nous les référons à d'autres organisations.

## [Text]

We can tell what is going on by what happens to the line. For instance, at the end of the month when the welfare cheques come in or when the family allowance cheques come out, we notice the food lines go down. In our household, perhaps a decision on a \$10 or \$15 item is nothing and for a household earning \$60,000 to \$80,000 per year, perhaps a \$100 or 200 item is nothing, but for the families we deal with a 50-cent decision is often a very important decision. Families depend on this money to buy their groceries.

The other night I received a phone call at my house from the husband of a family with five children. He is on a permanent pension because he is badly disabled with schizophrenia. He said, "Bill, I have no food in the house. Can you help me out until my cheque comes?" So we got a hamper of food and took it over to him. Two days later he received his family allowance cheque and his wife was able to go to the grocery store. That money got him through until their pension cheque came in at the end of the month. I have dealt with this particular family for nearly four years. It is an ongoing problem. Their situation will never improve, because this man is utterly incapable of working. I have brought him into the soup kitchen and done everything to help him, but his mental incapacity is such that he cannot work. So they struggle along, and we help out. That way they are able to make ends meet. He relies on the annual child tax credit cheque to come. He begins saying in January to his creditors, "Can you wait until my cheque comes in?" In January, during the coldest part of winter, his furnace broke down. He had to ask the furnace man who came out to fix his furnace, "Do you mind if I pay you when I get the tax cheque?"

If we start eroding these cheques, people like this man will start phoning me or the parish and saying, "Look, my furnace has broken down" or "My family does not have food" or "My family does not have clothing." The welfare system is the safety net. We have become the safety net under the safety net, and this situation is growing. Before I came here, I asked the welfare department what they expected their growth to be for this year and they replied 10 per cent. The other day, while at a meeting at the regional office, I asked whether they were on target and they replied that they were, that there are more people on welfare in this city now than there have ever been—10,400 individuals—and that number is growing.

When we see optimistic statistics coming from the federal government on employment, we are heartened. But, at the same time we realize that it is not touching the people we are dealing with. We are dealing with a large and growing number of people whose employment record throughout the rest of their lives will be spotty at best. What happens is that they learn to lower their sights. They learn to live on less and less. As they find themselves with less and less, their frustration becomes more and more. We are having a lot of difficulty now with youngsters. They are coming out of homes at sixteen years of age where the family has said, "Listen, fellow, we can-

## [Traduction]

La file d'attente nous renseigne sur ce qui se passe au jour le jour. Par exemple, en fin de mois, lorsque les chèques de bien-être social ou d'allocations familiales sont livrés, on constate que la file est moins longue. Il se peut que, pour nous, une décision au sujet d'un article de 10 \$ ou 15 \$ n'ait pas plus d'importance qu'une décision au sujet d'un article de 100 \$ ou 200 \$ pour un ménage dont le revenu annuel se situe entre 60 000 \$ et 80 000 \$ par année, mais pour les familles avec lesquelles nous traitons, une décision au sujet d'un achat de 50c. est souvent très importante. Les familles comptent sur cet argent pour acheter leurs articles d'épicerie.

Le père d'une famille de cinq enfants m'a appelé l'autre soir chez moi. Il touche une pension régulière, car la schizophrénie dont il souffre l'a rendu infirme. Il m'a dit: «Bill, je n'ai rien à manger à la maison. Peux-tu m'aider jusqu'à ce que je reçoive mon chèque?» Nous lui avons donc apporté un panier d'aliments. Deux jours plus tard, il a touché son chèque d'allocations familiales et sa femme a pu acheter le nécessaire à l'épicerie. Cet argent lui a permis d'attendre l'arrivée de son chèque de pension, à la fin du mois. Je suis en rapport avec cette famille depuis bientôt quatre ans. Leur difficulté est permanente. Leur situation ne s'améliorera jamais, parce que cet homme est tout à fait incapable de travailler. Je l'ai accueilli à la soupe populaire et j'ai fait tout en mon pouvoir pour l'aider, mais son incapacité mentale est telle qu'il ne peut pas travailler. Ils s'en tirent donc du mieux qu'ils peuvent et nous les aidons. De cette façon, ils peuvent joindre les deux bouts. Il compte sur le chèque de crédit d'impôt pour enfants. Il commence en janvier à dire à ses créiteurs: «Pouvez-vous attendre jusqu'à ce que mon chèque arrive?» Ne janvier, à l'époque où il fait le plus froid, il y a eu chez lui une panne de chauffage. Il a demandé à la personne qui est venue réparer la fournaise: «Pouvez-vous attendre que je reçoive mon chèque de crédit d'impôt pour vous payer?»

Si nous commençons à rogner sur ces chèques, des gens comme lui vont me téléphoner ou téléphoner à la paroisse pour dire: «Le chauffage vient de tomber en panne» ou «Ma famille n'a rien à manger» ou «Ma famille n'a rien à se mettre sur le dos». Le régime de bien-être social, c'est le filet de sécurité. Et nous, nous sommes devenus un second filet de sécurité et l'importance de notre rôle augmente sans cesse. Avant de venir ici, j'ai demandé au ministère du Bien-être social à quelle augmentation de dépenses il s'attendait cette année et il a répondu: 10 p. 100. L'autre jour, à une réunion du bureau régional, j'ai appris qu'il n'y a jamais eu à Ottawa un aussi grand nombre d'assistés sociaux, soit 10 400 personnes—et ce nombre continue de croître.

Les statistiques encourageantes que le gouvernement fédéral publie au sujet de l'emploi, rehaussent le moral, mais on se rend compte aussitôt que cela ne touche en rien ceux avec qui nous traitons. Nous avons affaire à un nombre important et sans cesse croissant de personnes qui, jusqu'à la fin de leurs jours, ne travailleront qu'occasionnellement. Aussi, ils apprennent à se contenter de peu. Ils apprennent à vivre de plus en plus chichement et deviennent, à ce jeu, de plus en plus frustrés. Nous connaissons actuellement beaucoup de difficultés avec les jeunes. Ils viennent de foyers où, à l'âge de 16 ans, on leur a dit: «Écoute, mon gars, on ne peut plus te nourrir. Il te



## [Text]

not feed you any more. You have to go out and fend for yourself." They come to us often in tears because they do not know how to make their way in life. Then they get in with friends in similar situations and their anger begins to grow. At the beginning of October, we moved into a brand new building, and we have already replaced the front door about three times. We have had holes kicked in the walls, the doors smashed and excrement wiped on the walls. These are not bad people; they are angry, upset people. We do not know how to deal with them, except to try and make their lives a little easier. For young persons at this stage of their life with no education and no skills, the future looks very bleak. It is very grim at best. Recently, we had one young boy commit suicide and two brothers who tried to commit suicide together. They were so upset that they got high on grass one night and tried to inject air into their veins. As it happened, they were saved, one of them by the skin of his teeth. They could see nothing worth living for any more.

Honourable senators, I will be quite honest with you and say, if I were on their side of the street, I would feel much the same way. I am sorry to be so emotional. Perhaps I could answer some of your questions now.

**Mr. Michael McBane, Social Affairs Office, Canadian Conference of Catholic Bishops:** Bishop Proulx mentioned that in 1971 the Senate put out a report on poverty. In light of what has happened since that time—the extent of the crisis, the extent of the misery to people who are shut out of any economic future, who are written off—and in light of the fact that the government is, in a sense, saying that things are getting better, things are tolerable, I would like quote from the forward of that report:

Poverty is the great social issue of our time . . .

The poor do not choose poverty. It is at once their affliction and our national shame. Unlike the poor of earlier days, they know how poor they are, and so they face the future with little hope and mounting anger. The children of the poor (and there are many) are the most helpless victims of all, and find even less hope in a society whose social-welfare system from the very beginning destroys their dreams of a better life . . .

No nation can achieve true greatness if it lacks the courage and determination to undertake the surgery necessary to remove the cancer of poverty from its body politic.

The Senate committee came up with this in sight, which is crucial and which should not be forgotten, particularly today. It said:

The economic system in which most Canadians prosper is the same system which creates poverty.

The Senate committee pointed out in the report the structural causes of poverty and of unemployment. It concluded:

## [Traduction]

faut partir et subvenir toi-même à tes besoins». Ces jeunes nous arrivent parfois en larmes, parce qu'ils ignorent tout à fait comment faire pour s'en tirer. Puis ils rencontrent des amis qui sont dans la même situation et commencent à s'irriter de leur condition. Au début d'octobre, nous avons emménagé dans un immeuble neuf dont il nous a déjà fallu remplacer la porte d'entrée à trois reprises. Les murs ont été troués à coups de pieds et salis avec des excréments; les portes ont été défoncées. Ces gens ne sont pas méchants; ils sont en colère et bouleversés. Nous ignorons comment les traiter autrement qu'en essayant de leur rendre la vie un peu plus facile. Pour la personne qui, arrivée à ce stade de la vie, est dépourvue de formation et d'aptitudes, l'avenir paraît bien sombre. Il est gris, à tout le mieux. Il n'y a pas longtemps, un jeune garçon s'est suicidé et deux frères ont essayé de se suicider ensemble. Ils étaient tellement bouleversés qu'un soir, après avoir fumé du «H», ils ont essayé de se suicider en s'injectant de l'air dans les veines. Heureusement, on a pu les sauver, mais l'un d'eux l'a échappé de justesse. Ils n'entrevoient pas de raisons de vivre.

Honorables sénateurs, je vais être honnête avec vous et vous avouer que, dans les mêmes circonstances, je penserais probablement de la même manière. Je regrette d'être à ce point émotif. Le moment est peut-être venu pour moi de répondre à vos questions.

**M. Michael McBane, Bureau des affaires sociales, Conférence des Évêques catholiques du Canada:** Monseigneur Proulx a rappelé le rapport sur la Pauvreté que le Sénat a publié en 1971. Étant donné le temps qui s'est écoulé depuis—la longue crise et la profonde misère d'une population privée de tout avenir économique, qui est pour ainsi dire mise au rancart—et étant donné que le gouvernement dit en somme que les choses s'améliorent, que la situation est tolérable, j'aimerais vous citer un passage de ce rapport:

La pauvreté est le grand problème de notre société . . .

Les pauvres n'ont pas choisi de vivre dans la misère. La pauvreté est une affliction pour eux et une honte pour notre nation entière. À la différence des pauvres d'autrefois, ils savent à quel point ils sont pauvres: l'espoir a cédé la place à la colère. Ce sont les enfants des pauvres, combien nombreux, qui sont les victimes les plus déshéritées; pour eux, il reste encore moins d'espoir dans une société dont le système de sécurité sociale détruit, dès le début, le rêve d'une meilleure vie. On ne peut éluder cette vérité inexorable qu'un Canadien sur quatre n'a pas un revenu suffisant pour lui assurer un niveau de vie acceptable.

Aucune nation ne peut arriver à la véritable grandeur s'il lui manque le courage et la résolution nécessaire pour extirper le cancer de l'indigence.

Le comité sénatorial a ensuite fait la déclaration suivante, qui est d'une importance cruciale et ne devrait pas être oubliée, surtout aujourd'hui:

Le système économique qui permet à la majorité des Canadiens de prospérer est celui-là même qui engendre la pauvreté.

Le comité signale dans ce rapport les causes structurelles de la pauvreté et du chômage. Il conclut en ces termes:

## [Text]

The elimination of the scourge of poverty from the land is a vital national goal... a veritable army of the dispossessed, cry out for action...

It is a national problem, and only the national government can find a realistic and meaningful solution...

We need search no further for a national purpose.

Honourable senators we appeal to you to consider the findings of your Senate report of 1971 in light of the deepening crisis we find ourselves in today.

**Le président:** Vous avez exprimé votre disponibilité pour répondre à des questions ou pour entendre certains commentaires de la part des membres de notre comité. Quatre sénateurs sont inscrits sur ma liste pour le moment. Le sénateur Le Moyne a demandé la parole le premier, je la lui cède donc.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci monsieur le président, j'adresserai ma question à Monseigneur Proulx. Depuis le début de nos audiences, à plusieurs reprises j'ai tenté d'obtenir des témoins une définition des fondements philosophiques ou si vous préférez de la petite métaphysique de l'universalité des problèmes sociaux. Personne n'a voulu ou n'a pu me répondre. On a évoqué parfois les traditions des Nations Unies etc. Je pense qu'il y a certains éléments plus profonds.

L'autorité politique actuelle ne semble pas beaucoup croire au principe de l'universalité. D'aucuns disent qu'elle est illusoire, inutile et vaine. Je ne le pense pas.

Au risque que je prends très allègrement de passer pour un pédant, je me référerai à deux autorités. Celle que je vais évoquer en premier fera peut-être sourire certaines personnes ici. Je parle donc de MacKenzie King, dans son livre intitulé: «Industry in Humanity», qui, dans des pages saisissantes, cite l'Évangile au sujet de la solidarité fraternelle. Il déclare que les fondements de l'humanité reposent sur la reconnaissance que nous sommes tous frères et solidaires les uns des autres. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'exagération dans cette phrase.

L'autre source sur laquelle j'aimerais m'appuyer pour la défense que j'entends continuer de poursuivre tant et aussi longtemps que je serai membre de ce chapitre, c'est Emmanuel Levinas. S'inspirant du Talmud dans l'une de ses cinq nouvelles lectures talmudiques, avec tous les détours prodigieux de la pensée juive, il nous livre cette parole tout à fait saisissante que nous, chrétiens, reconnaissons les résonnances humaines et divines très profondes. Il mentionne que les droits d'autrui sont infinis.

Monseigneur, je vous demande si ces deux références valent pour vous comme fondement de nos perspectives sur l'universalité. Vous pouvez répondre, si vous le désirez, à titre personnel.

**Mgr Proulx:** Monsieur le président, je me sens à l'aise avec les citations soulignées par le sénateur Le Moyne. Je pourrais en ajouter d'autres, par exemple, certaines déclarations très connues du Saint-Père sur la question de la redistribution des richesses. Qu'il s'agisse de *Populorum progressio*, *Mater et magistra* et d'autres sur les questions du droit au travail qui est lié au droit au partage, elles abondent dans le même sens.

## [Traduction]

L'éradication du fléau de la pauvreté est un objectif national vital... la véritable armée des dépossédés appelle l'action à grands cris...

Le problème est de portée nationale et seul le gouvernement fédéral peut trouver une solution réaliste et appropriée...

Nul besoin pour nous de chercher plus loin un objectif national.

Honorables sénateurs, nous vous supplions de considérer les conclusions énoncées dans le rapport sénatorial de 1971, à la lumière de la crise toujours plus profonde dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui.

**The Chairman:** You have expressed your willingness to answer questions or listen to certain comments from members of our Committee. At present, I have the names of four senators on my list. Senator Le Moyne has asked to speak first. Senator.

**Senator Le Moyne:** Thank you Mr. Chairman. I will direct my question to Bishop Proulx. Since these hearings began, I have often tried to get a definition from witnesses of the philosophical basis, or rather the small-scale metaphysics, of the universality of social problems. No one would or could give me an answer. On occasion, reference has been made to the traditions of the United Nations, for example, but I believe there are some deeper issues at stake.

The present government does not seem to have a strong belief in the principle of universality. Some say it is illusive, useless and futile. I do not think so.

At the risk of sounding slightly pedantic, I shall refer to two authorities. The first may make some of you smile. I refer to MacKenzie King who, in his book "Industry in Humanity", in some memorable pages, quotes from the Gospels on the subject of brotherly fellowship. He states that the very foundation of humanity lies in our recognition of the fact that we are all brothers and rely on one another. I do not think this an exaggeration.

The other source I should like to quote in support of what I intend to pursue for as long as I am a member of this committee is Emmanuel Levinas. Borrowing from the Talmud, in one of his five new readings of the Talmud, and using all the prodigious detours of Jewish thought, he arrives at the spell-binding conclusion that we Christians are sensitive to the most profound human and divine resonances. He says that the rights of others have no bounds.

Your Grace, do you consider these two references a valid basis for our perception of universality? I ask you this on a personal level.

**Bishop Proulx:** Mr. Chairman, I feel comfortable with the quotations you have emphasized. I could add others. I could speak of certain well-known statements by the Holy Father concerning the redistribution of wealth: for example, "populorum progressio mater et magistra", or others on right-to-work issues related to the right to share in society's wealth.



## [Text]

Je vous livre une réflexion personnelle en ce qui concerne l'universalité. Aussitôt que l'on touche à l'universalité, nous risquons de tomber dans ce que l'on appelait autrefois les «means test». Ces derniers enlèvent une partie de la dignité des personnes. A mon avis, si on le voulait, on pourrait conserver le principe de l'universalité et même augmenter son champ d'application dans le sens d'assurer un salaire annuel garanti. L'on pourrait reconvertir les programmes sociaux dans ces termes mais ils demeureraient universels. L'on pourrait changer les politiques fiscales pour permettre aux personnes qui gagnent des salaires plus élevés de contribuer davantage à l'universalité de ces programmes. On peut le faire.

Je pourrais parler des coûts administratifs de l'assurance-chômage parce que ce n'est pas un programme universel. L'on dit que ce programme coûte un milliard pour l'administration. Il en coûte beaucoup moins pour les allocations familiales ou les pensions car ce sont des programmes universels. Tout de suite, nous constatons une économie rien qu'au niveau de l'administration.

Selon les tendances actuelles, (je ne parle pas seulement du gouvernement actuel) les gouvernements occidentaux des pays développés, veulent réduire leur déficit. Ils subissent des pressions constantes de la part des corporations multinationales et le reste. Les corporations multinationales invitent le Canada à sabrer littéralement dans les programmes sociaux, à restreindre le principe de l'universalité. Pour des raisons que j'ignore, ces corporations redoutent une limitation de leur croissance si ces programmes se poursuivent.

A mon avis, ce danger d'une attaque contre les programmes sociaux est moins évident dans le budget qui vient d'être proposé, mais ce danger est présent. J'éprouve cependant une certaine sympathie pour le gouvernement. Je sais très bien que les pressions sont immenses. La population, les électeurs eux-mêmes doivent être davantage conscients du rôle qu'ils ont à jouer pour supporter leur gouvernement dans des programmes davantage axés vers une réforme de la fiscalité, vers un renforcement des programmes sociaux qui permettraient aux plus pauvres de regagner leur dignité.

Suite aux propos de M. Bradley, il est évident que nous assistons à une perte fondamentale de dignité dans tous les diocèses du Canada. Nous y retrouvons maintenant des soupes populaires. Ce phénomène est maintenant régulier dans tous les coins du Canada et il augmente. C'est une indication à laquelle on ne devrait pas rester insensible.

**Le sénateur Le Moyne:** Monsieur le président, je voudrais conclure les propos de Son Excellence par cette phrase: L'universalité n'est pas une chose sacrée, c'est une chose simple. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Le sénateur Le Moyne est reconnu pour son style qui transparaît dans le choix de ses expressions. Est-ce que vous avez un commentaire à formuler à ce sujet?

**Mr. McBane:** Could I add to the Bishop's comments. The honourable senator is asking about the foundation of universality as a principle. The document that was handed to you, "Ethical Choices, Choix Éthiques," elaborates on the fundamental principles. It may be summarized as, and ultimately it refers to, the principle of the common use of goods. What this means

## [Traduction]

So far as universality is concerned, this is a personal reflection. As soon as we speak of universality, we risk falling into what used to be called the "means test", a procedure that robs people of dignity. In my opinion, we could, if we wished, preserve or even increase universality by introducing a guaranteed minimum income. We could restructure social programs along these lines but maintain their universality. We could change fiscal policies to allow people earning higher incomes to make a greater contribution to the universality of these programs. It can be done.

I might also mention the administrative costs generated by the fact that the unemployment insurance program is not universal. It is said that it costs one billion dollars to administer this program, whereas administration of the family allowance or pensions programs costs much less because they are universal. Straight away, we can see savings in terms of administrative costs.

With respect to present trends, it is not just the current government, but rather the governments of western, industrialized nations that wish to reduce their deficits. They are under constant pressure from multinational corporations and others. Multinational corporations are asking Canada to literally slash social programs, to slash universality. For reasons that I do not understand, such corporations believe their growth is endangered if such programs continue.

In my opinion, the danger of an attack on social programs is less apparent in the most recent budget, but still present. However, I feel a certain sympathy for the Government. I am well aware that the pressures are immense. The population, the electorate itself, must become more aware of the role they have to play to support their government in programs that focus more directly on tax reform and on strengthened social programs that would enable the poorest to regain their dignity.

Further to Mr. Bradley's remarks, it is obvious that there has been a fundamental loss of human dignity in all dioceses across Canada. Soup kitchens are now a common and increasing phenomenon. This is a signal we cannot ignore.

**Senator Le Moyne:** Mr. Chairman, I should like to respond to His Grace's comments by saying that universality is not sacred, it's simple. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Senator Le Moyne is well-known for the style he displays through his choice of words. Is there any further comment on this matter?

**M. McBane:** Pourrais-je ajouter quelque chose aux commentaires de Monseigneur Proulx? L'honorable sénateur veut savoir sur quoi repose le principe de l'universalité. Le document qui vous a été remis, *Ethical Choices, Choix éthiques*, expose les principes fondamentaux. On pourrait le résumer comme étant le principe de l'usage commun des biens. On

[Text]

is there is a social mortgage on all property and until basic human needs are met there are no rights to accumulate without limits. You are right, that is a sacred principle. We are not talking about safety nets, we are talking about social rights.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman. Bishop Proulx, you referred to the letter which went to Mr. Epp from the Canadian Conference of Catholic Bishops on November 15, 1985. What response did you get to that letter?

**Bishop Proulx:** I am sorry I do not have the response.

**Senator Graham:** Just in general terms.

**Bishop Proulx:** In general terms the reply was that the government was going to use that money to alleviate the deficit and also to help the poorest by means of the tax credits. It was a very short answer, but it took about three months, I believe, or two months, to receive the answer. We received the answer in January, I believe.

**Senator Graham:** I believe as well that the Canadian Catholic Conference was party to a telegram that was sent to the Prime Minister in January asking the government to withdraw the legislation.

**Bishop Proulx:** Yes.

**Senator Graham:** What response did you get to that telegram?

**Bishop Proulx:** We did not get any answer.

**Senator Graham:** I would like to ask Mr. McBane about the magnitude of complaints from mothers with respect to the smaller cheques that they have received in January and February and, undoubtedly, will receive in March since they are probably already printed. We have heard from witnesses that they feel that something is being taken away from them that they already have, and that this is an attack on the families. How widespread are these complaints? How conscious are mothers of these matters and how do they register their complaints? What is it doing for their morale?

**Mr. McBane:** I would make a comment and hope that Ms. Leddy will add to it. In the sense that we mentioned that children were the silent victims of this piece of legislation, we can also extend that to mothers as well, because so many people feel disenfranchised. They feel totally helpless in the face of these measures. This is a bureaucratic, governmental decision and they feel that they have no way of participating and of having their voices heard. So I would say that the people who do make their voices heard are a very small percentage of those who really are hit and affected, and who are victimized by the changes. Therefore in a sense, whatever voices are raised and whatever petitions are received are a small percentage of the real numbers that are affected and who are hurt.

Again, that leads to what Mr. Bradley was saying in terms of frustration and anger, because people feel that they have no

[Traduction]

entend par là qu'une hypothèque sociale grève tous les biens et qu'aussi longtemps que les besoins humains fondamentaux ne seront pas satisfaits, il sera interdit d'accumuler des biens sans limite. Vous avez raison, c'est un principe sacré. Il ne s'agit pas ici de mesures préventives, mais bien de droits sociaux.

**Le sénateur Graham:** Merci, monsieur le président. Monseigneur, vous avez mentionné la lettre qui a été adressée à M. Epp par la Conférence des évêques catholiques du Canada, le 15 novembre 1985. Quelle réponse avez-vous reçue à cette lettre?

**Mgr Proulx:** Je suis désolé je ne l'ai pas sous la main . . .

**Le sénateur Graham:** Dans les grandes lignes simplement.

**Mgr Proulx:** Dans les grandes lignes, on nous a répondu que le gouvernement allait utiliser cette somme pour corriger le déficit et également pour aider les plus pauvres en leur accordant des crédits d'impôt. C'était une réponse très brève, mais il a fallu environ trois mois, je crois, ou deux mois, pour qu'elle nous parvienne. Nous l'avons reçue en janvier, je crois.

**Le sénateur Graham:** Je pense également que la Conférence des évêques catholiques du Canada s'est joint à l'envoi d'un télégramme au Premier ministre, en janvier, pour demander au gouvernement de retirer la mesure législative.

**Mgr Proulx:** Oui.

**Le sénateur Graham:** Quelle réponse avez-vous reçues à ce télégramme?

**Mgr Proulx:** Nous n'en avons reçu aucune.

**Le sénateur Graham:** Je voudrais demander à M. McBane s'il a reçu beaucoup de plaintes de la part des mères au sujet des chèques réduits qu'elles ont reçus en janvier et en février et, qu'elles recevront sans doute en mars, puisqu'ils sont probablement déjà imprimés. Certains témoins nous ont appris que ces mères se sentent privées d'un avantage acquis et y voient une attaque contre la famille. À quel point ces plaintes sont-elles généralisées? À quel point les mères sont-elles conscientes de ces questions et comment ces plaintes se manifestent-elles? Quel en est l'effet sur leur morale?

**M. McBane:** Je ferais une observation en espérant que Mme Leddy me viendra en aide. Comme nous l'avons déjà mentionné, les enfants étaient les victimes silencieuses de cette mesure législative et nous pouvons en dire tout autant des mères, parce qu'un si grand nombre d'entre elles s'estiment lésées. Elles se sentent totalement sans recours devant ces mesures. Il s'agit d'une décision gouvernementale, bureaucratique et elles ont l'impression qu'elles n'ont pas voix au chapitre ni ne peuvent se faire entendre. Je dirais donc que celles qui réussissent à se faire entendre représentent un pourcentage infime de toutes celles qui sont réellement touchées, et victimes de ces changements. Par conséquent, dans un certain sens, les voix qui se font entendre quelles qu'elles soient, représentent un infime pourcentage du nombre réel de celles qui sont touchées ou qui sont lésées.

Une fois de plus, ceci nous ramène aux propos de M. Bradley au sujet des sentiments de frustration et de colère, parce



*[Text]*

participation and that, if they do raise their voice, their voice very often is not heard. We have seen what happened to the protest before the House on this piece of legislation. Virtually everyone was opposed to it, and yet all of these people were ignored. In other words, the will of the people was not listened to on this issue.

**Ms. Leddy:** I would add to what Mr. McBane has said in the sense that the message that is reaching women is that, "We can pass this legislation and put it into effect before it is even passed in the Commons or approved in the Senate, or has received Royal Assent." The government is saying, "We will put it into effect." They also seem to be saying, "Because you are women, we are not terribly concerned about what you have to say concerning this matter." In short, the legislation is in effect right now, and I think a lot of women are wondering whether it is really worth while to come and tell the senators about our concern because Mr. Epp has already put it into effect. "Our last cheque was only for so much. We are really not that important." That is a terrible message that is being sent. Children obviously cannot come here, but obviously the ability of their mothers to come here is very limited because, if they are single parents, they are probably out working, trying to put food on the table. They cannot come to Ottawa; they cannot take the time to write a letter or make a petition, but yes, I would really say that women are angry about this legislation being put into effect before it has gone through the regular process.

**Senator Graham:** I recall reading the testimony before the committee in the other place where a witness said that, in effect, this kind of legislation would encourage parents to have smaller families or, conversely, discourage parents against having larger families. Could you comment on that?

**Ms. Leddy:** This would be a personal comment. That could very well be the result, because society is saying that children are not important. The government, the state, is saying that children are not important enough for us to find a way to send out these payments. That is what society is saying. Now what people will do with that, I do not know.

**Mr. McBane:** The green paper on family from the Quebec government recently bears some analysis in terms of the cultural climate in which we are living. One factor is obviously the economic threats to family living and the disincentive to have a family. Coupled with the climate of fear in the world that we live in in terms of the nuclear threat, et cetera, the result is that people, first of all, are not sure whether they can even cope with the institution of marriage, let alone bringing someone else into the world, so what we are seeing is negative population growth; we are seeing humanity not being sure about the future to the extent that even procreation is being called into question. These kinds of measures to undercut the basic security and basic needs of families contribute to that crisis of the future.

*[Traduction]*

que ces personnes estiment qu'elles n'ont pas voix au chapitre et que si elles haussent le ton, elles ne réussiraient souvent même pas à se faire entendre. Nous avons vu comment ont été accueillies les protestations faites à la Chambre au sujet de cette mesure législative. Pratiquement tout le monde y était opposé, et pourtant on a fait fi de toutes leurs opinions. Autrement dit, on n'a pas tenu compte de la volonté de la population sur cette question.

**Mme Leddy:** J'aimerais ajouter à ce sujet que les femmes ont nettement l'impression que nous pouvons adopter cette mesure législative et la mettre en vigueur avant même qu'elle soit adoptée par les Communes ou approuvée par le Sénat, ou qu'elle ait reçu la sanction royale. Le gouvernement affirme qu'il la mettra en vigueur. Il semble également dire que parce qu'il s'agit de femmes, il n'est pas terriblement intéressé à entendre leurs points de vue. Bref, la mesure législative est en vigueur dès maintenant, et je pense qu'un grand nombre de femmes se demandent s'il vaut vraiment la peine de venir exposer leurs doléances aux sénateurs. M. Epp l'a déjà mise en vigueur. Notre dernier chèque ne représentait qu'un montant réduit. Nous ne sommes pas vraiment si importantes. C'est un message terrible qui nous est transmis. Les enfants, bien sûr, ne peuvent venir ici, mais il est évident aussi que leurs mères ne peuvent guère se présenter parce que, si elles sont célibataires, elles sont probablement en train de travailler, pour essayer de gagner leur pain. Elles ne peuvent venir à Ottawa ni prendre le temps d'écrire une lettre ou de présenter une pétition. Oui, je dirais franchement que les femmes sont en colère à la suite de cette mesure législative qui est mise en vigueur avant d'avoir franchi toutes les étapes normales.

**Le sénateur Graham:** Je me souviens d'avoir lu un témoignage présenté devant le comité de l'autre endroit, où l'on disait qu'effectivement ce genre de mesure législative inciterait les parents à avoir moins d'enfants ou, à l'inverse, les dissuaderait d'en avoir davantage. Qu'en pensez-vous?

**Mme Leddy:** Je vous donnerai mon avis personnel. C'est ce qui pourrait bien arriver du fait, qu'aux yeux de la société, les enfants ne sont pas importants. Le gouvernement, l'État, disent aussi que les enfants ne sont pas suffisamment importants pour qu'on trouve le moyen de leur consentir ces paiements. C'est ce que dit la société. Maintenant j'ignore ce que les gens en feront.

**M. McBane:** Le Livre vert sur la famille, publié récemment par le gouvernement québécois, mérite qu'on l'étudie sous l'angle du climat culturel où nous vivons. Il ne faut certainement pas négliger les risques économiques qui court la famille et le manque d'encouragement pour en fonder une. En plus du climat de crainte où nous vivons, si nous songeons à la menace nucléaire, nous ne sommes même pas certains, en premier lieu, de pouvoir faire face à l'institution du mariage et encore moins, de mettre au monde un autre être, de sorte que nous assistons à une décroissance démographique; nous voyons que l'humanité n'est pas sûre de l'avenir au point où même la procréation est remise en question. Ces genres de mesures destinées à compromettre la sécurité fondamentale et à nier les besoins essentiels des familles contribuent à la crise du futur.

[Text]

**Senator Graham:** Mr. Bradley, you made me feel ashamed this morning. How is your soup kitchen financed?

**Mr. Bradley:** You learn to beg in our business, senator. It is the only way you can stay alive. The soup kitchen itself is entirely funded by voluntary donations. We do run an emergency night shelter for men and we are sleeping approximately 60 per night, right now. For that we receive a per diem rate from the regional government welfare office, and that enables us to staff that shelter and keep the building open.

With respect to the entire food program, everything we feed to the clients who come to us for help comes from voluntary donations from individuals and small businesses and through the food bank, which again is a voluntary organization that is collecting food. If we did not have those sources of supply, we simply could not feed the numbers that we are feeding.

**Senator Graham:** How many would you feed in the run of a day?

**Mr. Bradley:** We had 205 on Monday. That was the last day I checked. That means that we are serving about 300 meals. We do not limit the amount of food that our clients eat because, for a great many people who come to us, it is the only meal they will eat today. So when they come, they just keep coming back through the line until they have eaten enough, and we just let them fill up. Therefore we average approximately 300 meals on a number such as I have given you.

**Senator Graham:** As the Bishop mentioned, the situation is not isolated to Ottawa. Do you have contact with other places across the country where they have soup kitchens?

**Bishop Proulx:** Yes, we do. We do not have the exact figures right now but apparently Ottawa is not the worst. In fact, apparently Ottawa is one of the best. There are soup kitchens from the maritimes out to British Columbia. Some parishes, especially in cities which never in the past had soup kitchens, started setting them up in 1982 and the volume has since increased.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Sénateur David.

**Le sénateur David:** Monseigneur Proulx, j'ai écouté votre témoignage ainsi que celui de M. Bradley avec beaucoup d'attention et de sympathie.

D'une part, j'aimerais recevoir des explications supplémentaires d'un ordre philosophique (bien que me reconnaissant beaucoup moins compétent que le sénateur Le Moyne dans ce domaine) entre votre position où vous comprenez la lourdeur des déficits présents et future qui imposent à la société un fardeau incommensurable ou presque. Vous semblez être sensible à cette dimension économique difficile.

[Traduction]

**Le sénateur Graham:** Monsieur Bradley, j'ai eu honte devant vous ce matin. Comment financez-vous votre soupe populaire?

**M. Bradley:** On apprend à mendier, dans ce genre d'entreprise sénateur. C'est notre seule chance de survie. La soupe populaire elle-même est entièrement financée par des dons bénévoles. Nous tenons aussi un refuge de nuit d'urgence pour les hommes et nous en accueillons approximativement soixante par nuit, pour l'instant. A cette fin, nous recevons un montant journalier du bien-être régional, qui nous permet de doter ce refuge en personnel et d'assurer la continuité de nos services.

Pour ce qui est du programme alimentaire global, tout ce que nous donnons aux clients provient de dons bénévoles offerts par des particuliers et des petites entreprises, ainsi que par la banque d'aliments, qui elle aussi est un organisme bénévole qui recueille de la nourriture. Sans ces sources d'approvisionnement, nous ne pourrions simplement pas nourrir le grand nombre de personnes qui viennent nous demander de l'aide.

**Le sénateur Graham:** A combien de personnes par jour distribuez-vous des aliments?

**M. Bradley:** Nous en avons eu 205 lundi. C'est le dernier jour que j'aie vérifié. Nous servons donc environ 300 repas. Nous ne limitons pas la quantité de nourriture que nos clients consomment parce que, pour un grand nombre d'entre eux, c'est le seul repas qu'ils prendront ce jour-là. De sorte que lorsqu'ils ont fini, ils se remettent en file jusqu'à ce qu'ils aient suffisamment mangé et nous les laissons faire. Par conséquent, nous distribuons environ 300 repas pour le nombre de personne que je vous ai donné.

**Le sénateur Graham:** Comme Monseigneur Proulx l'a mentionné, la situation n'est pas propre à Ottawa. Avez-vous des contacts avec d'autres endroits du pays qui ont mis sur pied des soupes populaires?

**Mgr Proulx:** Oui. Nous n'avons pas de chiffres exacts mais, apparemment, Ottawa n'est pas la ville la plus gravement touchée. En fait, il semble qu'elle connaisse l'un des meilleurs sorts. Il y a des soupes populaires dans toutes les provinces, des Maritimes jusqu'à la Colombie-Britannique. Certains curés, surtout dans les villes qui n'avaient jamais eu de soupes populaires, ont commencé à en mettre sur pied en 1982 et le nombre de ces installations a augmenté depuis.

**Le sénateur Graham:** Merci, monsieur le président.

**The Chairman:** Senator David.

**Senator David:** Your Grace, I have listened to your testimony and that of Mr. Bradley with a great deal of interest and sympathy.

Although I realize I am not as adept in this area as Senator Le Moyne, I should like to hear further philosophical explanations of your understanding of where the weight of current and future deficits, which impose an almost immeasurable burden on society, falls. You seem very sensitive to this difficult economic aspect of the problem.



*[Text]*

D'autre part, vous aimeriez que l'universalité soit mieux reconnue et peut-être même augmentée vis-à-vis les allocations familiales et probablement tous les autres programmes traitant de l'universalité.

Troisièmement, la sélectivité vous paraît une mesure non équitable, qui ne va pas dans le sens de la justice mais dans celui de la charité et qui enlève une certaine dignité à la personne qui en a le besoin.

Par ailleurs, en écoutant M. Bradley, voilà une population cible dont il a la charité de s'occuper parce qu'ils sont vraiment les plus démunis de la société. Actuellement, je pense que le principe de l'universalité est peut-être plafonné mais, il est reconnu. Il semble logique, jusqu'à un certain point, de tenter de s'attaquer aux problèmes de ceux dans les plus grands besoins.

Alors, comment concilier ces trois aspects extrêmement complexes et difficiles, presque tous d'ordre économique?

**Mgr Proulx:** Monsieur le président, je pense qu'il serait trop long de tenter de commenter dans les détails. Je serai très bref dans des commentaires au sujet de la question du déficit et des besoins.

Je pense que lorsque le rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté de 1971 a été publié, la situation économique des pauvres au Canada était relativement meilleure que maintenant.

Cependant, le signal d'alarme donné par le comité spécial du Sénat sur la pauvreté à ce moment-là était justifié et devrait être davantage présent au sein des politiques sociales des différents paliers gouvernementaux canadiens, pour assurer les besoins aux plus pauvres et que le partage des biens se poursuivra.

Je ne crois pas (j'aimerais qu'on me prouve le contraire) que la cible étant le déficit, que ce soit une cible absolue. L'impression que j'ai et que nous avons au niveau de notre Église, c'est que le gouvernement actuel est la cible de pressions venant de l'extérieur, du monde bancaire, sans doute, en partie et aussi, de l'extérieur du pays.

Alors, pour différentes raisons, on en veut à nos politiques sociales. Alors, à ce moment-là il devient encore plus important pour le gouvernement d'affirmer sa position et de réviser sa fiscalité qui, à mon sens, apparaît être en défaut.

Pour la question de sélectivité, celle de choisir en quelque sorte des programmes beaucoup plus difficiles à administrer, il semble être accepté qu'on est obligé d'être sélectif et aussi cela touche à la dignité à cause des vérifications. On s'aperçoit, même pour ceux qui ont recours à l'assurance-chômage, comme cela peut parfois être humiliant.

Je connais de gens qui ne se rendent pas au bureau de l'assurance-chômage, ils s'arrangent autrement, parce le principe de sélection et de vérification entre en jeu. Nous disons que pour éviter cela, il est mieux d'avoir l'universalité et de changer les politiques fiscales permettant une juste redistribution des biens et non d'offrir la charité.

*[Traduction]*

You should also like to see universality given greater recognition and perhaps broadened with respect to family allowances and perhaps all other programs involving universality.

Thirdly, in your view, selectivity is inequitable in that it tends to go the route of charity rather than justice, and strips individuals of some of the personal dignity they need.

Furthermore, Mr. Bradley has spoken about a target population which he has the charity to care for because they are truly the most disadvantaged members of society. At present, I think that the principle of universality has perhaps reached a ceiling, but is recognized. To a certain extent, then, it seems logical to try to tackle the problems of those in greatest need.

How, then, can these three extremely complex and difficult aspects, almost all of which are economic in nature, be reconciled?

**Bishop Proulx:** Mr. Chairman, it would be too time-consuming to go into details. My comments on the deficit and individual needs will therefore be very brief.

I think that when the 1971 Senate report was published, the poor in Canada were, in relative terms, better off financially than they are today.

However, the warning then sounded by the Senate committee was justified and should be reflected to a greater degree in the social policies of today's federal, provincial and municipal government across Canada to ensure that attention continues to be paid to the needs of the poorest and that wealth continues to be shared.

Personally, I do not believe (although I should like to be proven wrong) that the deficit is an absolute target. My impression, and that our Church, is that the present government is the target of outside pressure, in part from the banks and also from abroad.

We and our social policies are held a little to blame for all sorts of reasons. It thus becomes all the more important for the government to restate its position and perhaps review its tax system, which appears to be faulty and in my view is faulty. This, then, is my brief comment on that point.

The issue of selectivity, the issue of somehow choosing programs that are much more difficult to administer, seems to be accepted. It also has an impact on human dignity because of the verifications required by the selection process. We see how humiliating this can sometimes be even for those entitled to unemployment insurance.

I know people who do not go to the unemployment insurance office. They make other arrangements because of the selection and verification procedures involved. This is why we say that, to avoid this situation, the answer lies not in charity but in universality and a change in fiscal policies to allow for a fair redistribution of wealth.

[Text]

Nous avons déjà (je n'ai pas le temps d'entrer là-dedans) au niveau des Églises, au moins globalement un projet pour un salaire minimum annuel garanti qui remplacerait peut-être et serait mieux que les programmes actuels. Ce programme demanderait un investissement massif de la part des gouvernements, puisqu'ils sont les gardiens du bien commun. Le gouvernement ne doit pas penser que le secteur privé sera capable et volontaire dans la protection du bien commun.

Au sujet du dernier point, celui des plus démunis qui seraient davantage les victimes de la situation actuelle, je pense qu'il faut une réforme et plus d'attention dans programmes même universels qui permettrait justement de diminuer le nombre de démunis ayant recours à la soupe populaire d'une façon régulière. Alors pour diminuer cela il faudrait penser, si on regarde le système actuel, à d'augmenter ce système quitte à aller chercher chez les mieux nantis ce qui manquerait pour combler la différence dans les programmes.

Les communautés paroissiales, civiles et autres devraient être capables, car dans le passé il y a eu des mauvaises administrations, et de déficiences que l'on n'a pas à définir ici. Il faudrait qu'il y ait des accès ou des possibilités d'aide pas nécessairement d'ordre gouvernemental.

**Le sénateur David:** Si je comprends bien, si je résumais en un mot cette pensée sociale et économique dans l'esprit des évêques que vous représentez, une réforme globale de la fiscalité serait la réponse possible plutôt que de chercher des populations cibles?

**Mgr Proulx:** Oui.

**Le président:** Sénateur Rousseau.

**Le sénateur Rousseau:** Merci, monsieur le président. Ma question s'adresse à Son Excellence, Monseigneur Proulx.

Est-ce que la Conférence des évêques a déjà fait valoir son point de vue au cabinet fédéral avant que ce dernier annonce des mesures sociales et budgétaires?

En d'autres mots, est-ce que la réaction de la Conférence des évêques est récente?

**Mgr Proulx:** Je ne crois pas. Nous l'avons déjà fait par des messages publics, cependant. Je dois vous dire que nous n'avons pas une longue tradition de représentations auprès d'un comité comme le vôtre.

Tantôt j'ai mentionné qu'en 1970 nous avions déjà comme Conférence, présenté notre mémoire à ce stade. En général, nous répondons à des urgences. Notre enseignement a été jalonné depuis une quinzaine d'années de différents aspects de la question de justice et de droits humains, dans certains cas élémentaires.

**Le sénateur Rousseau:** Est-ce que vous avez déjà comparu devant un comité de la Chambre des communes ou si c'est seulement au Sénat?

**Mgr Proulx:** Nous avons déjà comparus devant un comité de la Chambre des communes.

**Le sénateur Rousseau:** Dans le même ordre d'idée, comment en arrivez-vous à un consensus vis-à-vis vos positions?

[Traduction]

I suggest that, at the Church level (and I do not have time to go into details), there has been, at least in general terms, a proposal for a guaranteed minimum annual income which might replace and even represent an improvement upon current programs. Such a policy would require massive investment by governments since they are the guardians of the common good. The government should not think that the private sector will be willing and able to protect the common good.

On the last point—the question of the underprivileged being victims of the current situation—I think reform measure and greater attention to universal programs might reduce the number of those who are regularly obliged to resort to the soup kitchen. I believe we must think in terms of strengthening the current system by going to the most wealthy sectors of society to make up the difference between the programs.

That said, I think that parishes and lay communities as well have a role to play to correct poor administration or various other types of deficiencies I have not mentioned. They must also provide access to, or opportunities for, assistance which is not necessarily sponsored by government.

**Senator David:** If I understand you correctly, and to summarize the social and economic views of the bishops you represent here, you believe that overall reform of the tax system, rather than the targeting of specific groups, is the possible answer in all cases?

**Bishop Proulx:** Yes.

**The Chairman:** Senator Rousseau.

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman. My question should probably be addressed to His Grace, Bishop Proulx.

Did the Conference of Bishops make its views known to the federal cabinet before these social and budgetary measures were announced?

In other words, is this a recent response by the Conference of Bishops?

**Bishop Proulx:** I do not believe it is recent. We have made it known through messages to the public. However, I should mention that we do not have a great deal of experience with committees such as this.

I mentioned earlier that, in 1970, the Conference submitted a brief. In general, we react to emergencies. Our teachings have grown over the past fifteen years to cover various aspects of justice and human rights in certain basic cases.

**Senator Rousseau:** When you say it is recent, have you appeared before a committee of the House of Commons or simply the Senate?

**Bishop Proulx:** We have appeared before the House of Commons.

**Senator Rousseau:** How do you reach a consensus which allows you to represent a group of people? How do you reach a consensus on the positions you adopt?



[Text]

**Mgr Proulx:** Habituellement c'est un long processus de déclarations de principe.

Par exemple, on peut citer les textes déjà publiés, tel «Jalon d'éthique» à la fin de 1982, en particulier, qui a fait plus d'éclats que d'autres documents. A ce moment-là, ce document résumait une série d'enseignements datant de 12 ans à peu près.

C'est pourquoi certains évêques qui ne s'en rappelaient pas, étaient dissidents. La majorité, 98 p. 100 des évêques étaient d'accord.

**Le sénateur Rousseau:** Est-ce que la Conférence des évêques du Canada a établi un lien entre une des politiques aux familles et celles visant les aspects sociaux économiques? Est-ce que les régimes d'allocations familiales et de crédits d'impôt devraient principalement découler de politique familiales ou économiques et budgétaires?

**Mgr Proulx:** Je pense des deux.

**Le sénateur Rousseau:** Merci, monsieur le président.

**The Chairman:** At this point, I have a problem as Chairman of this meeting. Our next witnesses are already here. I have used the following compromise before in a similar situation. I have invited the witnesses who are already at the head table to stay if they wish to take part in the dialogue afterwards. Some similar views may be expressed by the other witnesses who are from the United Church.

How do you react to that? I do not want to stop the dialogue already started, but at the same time, I would not like to have the witnesses wait too long. I do not know if they would agree to make their presentation now. You could hear their presentation, and the dialogue could be enlarged to enable senators to ask questions of you. After I allow another senator to ask questions now, we can work on that compromise.

Would that be acceptable?

**Bishop Proulx:** Certainly.

**The Chairman:** I now call upon Senator Robertson:

**Senator Robertson:** I really appreciate the witnesses' comments this morning. I have listened carefully to their comments and concerns. I do not think there is not anyone in the Senate and I doubt very much there is anyone in the House of Commons who does not share the concerns the witnesses have expressed.

As the witnesses are aware, governments have successively tried to bring about a better system. Those of us who have been involved in social programs for many years know that Marc Lalonde and the provinces tried to design a new system, but that fell by the wayside. Governments have tried and tried. The bill we are discussing this morning is a piece of a larger package.

I apologize to the members of the committee because I am going to repeat what I have said before; in order to look at the future, in order to plan the future, we have to see where we have come from. As you have identified correctly, it is not a pretty picture that we have painted for our poor.

[Traduction]

**Bishop Proulx:** Usually through a long process of statements of principle.

Take, for example, the documents we have already published, such as Jalon d'éthique in 1982 which received wider coverage than others. The document summarized a series of teachings that covered a 12-year period.

For that reason some bishops had forgotten them and dissented. However, the majority of bishops—98 per cent—were in agreement.

**Senator Rousseau:** Has the Canadian Conference of Catholic Bishops established a link between a policy relating to families and social economic policies? Should the family allowances and tax credit system derive principally from a family policy or economic and budgetary policies?

**Bishop Proulx:** Both, I think.

**Senator Rousseau:** Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** J'ai maintenant un problème, à titre de président de cette réunion. Nos prochains témoins sont déjà ici. J'ai déjà fait le compromis suivant dans une situation analogue. J'ai invité les témoins qui sont déjà à la table principale à demeurer, s'ils désiraient prendre part au dialogue qui aurait lieu plus tard. Certains points de vue similaires peuvent être exprimés par les autres témoins qui viennent de l'Église unie.

Qu'en pensez-vous? Je ne veux pas interrompre les échanges déjà entamés, mais, je ne voudrais pas non plus faire attendre les témoins trop longtemps. Je ne sais pas s'ils consentiraient à présenter leur exposé maintenant. Vous pourriez entendre leur exposé et je pourrais élargir ensuite le débat en y faisant participer les nouveaux arrivants. Après que j'aurai immédiatement autorisé un autre sénateur à poser des questions, nous pourrions élaborer ce compromis.

Êtes-vous d'accord?

**Mgr Proulx:** Certainement.

**Le président:** Je cède maintenant la parole à la sénatrice Robertson:

**Le sénateur Robertson:** J'ai vraiment été touchée par les commentaires des témoins ce matin. J'ai écouté attentivement leurs observations et l'expression de leurs préoccupations. Je ne pense pas qu'il y ait un sénateur, ou un député, qui ne partage pas les préoccupations des témoins.

Comme les témoins le savent, les gouvernements successifs ont essayé d'instaurer un meilleur système. Ceux d'entre nous qui ont participé à des programmes sociaux depuis un grand nombre d'années savent que M. Marc Lalonde et les provinces ont essayé d'instaurer une réforme mais sans succès. Les gouvernements n'ont cessé d'essayer. Le projet de loi dont nous discutons ce matin fait partie d'un ensemble de mesures.

Je m'excuse auprès des membres du comité parce que je vais répéter ce que j'ai déjà dit; pour pouvoir entrevoir l'avenir, pour pouvoir la planifier, il faut connaître nos antécédents. Comme vous l'avez dit si justement, nous n'avons pas brossé un tableau bien réjouissant pour nos pauvres.

[Text]

I go back a long way, not to bore senators and the witnesses but to emphasize the importance of doing things differently. I believe what we are doing now will never work. I think we have to determine whether we go to a guaranteed annual income or not, because the needy, in particular, are not being served.

I note that Senator Turner said in the Senate that social security expenditures have climbed from \$4 billion in 1963 to over \$11 billion in 1972, and that the proportion of income received by the poorest 20 per cent of families had actually declined. The rising incomes and increased social welfare failed to get to those in need, as Senator Turner said.

I now refer to a C.D. Howe Institute report, which suggested that three out of five budgets between 1971 and 1976 widened the gap between the rich and the poor.

I now come to recent history, and say that since 1980 the number of low-income Canadians has increased by 25 per cent.

There are 1.2 million poor children in Canada now. In four short years, it went from 896,000 to 1.2 million, and the figures keep going up and up, and you see this in your daily lives, as do some of us who have been working in this area.

I come back to your concern, about the degradation that can be attached, or is seemingly attached, to certain programs unless they are universal.

I suppose that the only two universal programs we have in Canada today are the old age pension and the family allowances, but the universality of those was somewhat affected when they were allowed to be taxed under the income tax process.

There is a guaranteed income supplement for senior citizens, which seems to have worked rather well. I think that the guaranteed income supplement for the seniors who are living in the lower income bracket—because of the way the cheque is delivered—has little stigma attached to it. Do you sense a stigma attached to the payment of the GIS.

**Bishop Proulx:** No.

**Senator Robertson:** Student loans are not universal. I suppose thousands of young people over the past 18 years have applied for and received student loans, and I do not think they have felt there was a stigma attached to receiving those loans.

I share the concern of the witness regarding stigmas. We have done a terrible job in the housing area; we have created ghettos. That is one area where a stigma stands out, whether they are for senior citizens or for the poor. There are many social programs, but they have not been working because we still have a terrible problem with poverty.

The package that we are actually looking at today consists not only of Bill C-70, but Bill C-83 and Bill C-84, and is a difficult package to understand. I think we all understand that

[Traduction]

Je veux revenir loin en arrière, non pas pour ennuyer les sénateurs et les témoins, mais pour souligner l'importance de faire les choses différemment. Je pense que ce que nous faisons maintenant est voué à l'échec. Il nous faut déterminer s'il y a lieu d'instaurer un revenu annuel garanti ou non, parce qu'il n'y a rien de prévu pour les nécessiteux, en particulier.

Je note que le sénateur Turner a déclaré au Sénat que les dépenses consacrées à la sécurité sociale sont passées de 4 milliards de dollars en 1963 à plus de 11 milliards de dollars en 1972, et que le revenu gagné par 20 p. 100 des familles les plus pauvres avait en fait baissé. La hausse des revenus et du bien-être social n'a pas atteint comme le sénateur Turner l'a affirmé, ceux qui en avaient le plus besoin.

Je vous renvoie maintenant au rapport de l'Institut C.D. Howe, selon lequel trois budgets sur cinq, entre 1971 et 1976, ont élargi le fossé entre les riches et les pauvres.

Je me rapproche maintenant du présent pour vous dire que depuis 1980, le nombre des Canadiens à faible revenu a augmenté de 25 p. 100.

Il y a maintenant 1,2 million d'enfants pauvres au Canada. En quatre années seulement, leur nombre est passé de 886 000 à 1,2 million, et il ne cesse d'augmenter. Vous pouvez le constater dans la vie de tous les jours, comme certains d'entre nous qui ont travaillé dans ce secteur.

J'en viens maintenant à votre crainte que certains programmes subissent une dégradation, à moins qu'ils ne soient universels.

J'imagine que les deux seuls programmes universels que nous ayons au Canada aujourd'hui sont la sécurité de la vieillesse et les allocations familiales, mais l'universalité de ces programmes a quelque peu été ébranlée lorsqu'on a permis qu'ils soient imposés dans le cadre du processus d'imposition du revenu.

Il y a un supplément du revenu garanti pour les citoyens âgés, qui semble plutôt donné de bons résultats. Étant donné la façon dont les chèques sont livrés, je pense que le supplément du revenu garanti pour les citoyens âgés qui se situent dans les tranches inférieures de revenu n'est pratiquement pas entaché d'opprobre. Pensez-vous qu'il soit humiliant de recevoir des paiements du supplément du revenu garanti?

**Mgr Proulx:** Non.

**Le sénateur Robertson:** Les prêts aux étudiants ne sont pas universels. Je présume que des milliers de jeunes au cours des dix-huit dernières années ont présenté une demande et ont reçu des prêts, et je ne pense pas qu'ils aient eu l'impression que le fait de recevoir ces prêts les ait humiliés.

Je partage la préoccupation du témoin au sujet de l'opprobre social. Nous avons échoué dans le domaine du logement; nous n'avons créé que des ghettos. C'est un domaine marqué par l'opprobre, que ces ghettos aient été conçus pour des citoyens âgés ou pour les pauvres. Il existe une foule de programmes sociaux, mais ils n'ont rien donné parce que nous avons toujours un terrible problème sur les bras, celui de la pauvreté.

Le dossier sur lequel nous nous penchons aujourd'hui se compose non seulement du projet de loi C-70, mais des projets de loi C-83 et C-84, et c'est un dossier difficile à comprendre.



[Text]

the poorest families do benefit more by that package, and I was encouraged to note yesterday that the increased emphasis is going to be on those who are in the most .

I honestly believe that we will never solve the problems you are working on unless somehow or other we get a dramatic amount of money moved down to those who need it the most.

Medicare is no longer universal; some provinces have premiums; some provinces have user fees, and some provinces have extra billing.

I am sure this will all be torn apart, improved and changed because of the interest of groups such as yourselves, and, in fairness, because of the interest of all people trying to serve. But even with this package of Bill C-70, Bill C-83 and Bill C-84, 30 per cent of the poorest families will receive reasonable benefits and additions until 1991; another almost 30 per cent will receive increased benefits, but then it starts tailing off around 1991.

So, I am not as concerned about this combination of legislation as I am about some sort of determination that we are going to change the system.

I should like to know whether you believe, sir, we have to change the system?

The indexing of the seniors' pension has not solved poverty with the aged; 42 per cent of our seniors still live in poverty.

Can we not come up with a better system? I suppose we are all discouraged with the present system.

**Bishop Proulx:** Mr. Chairman, I would react by saying that I believe the senator has voiced very well the general concerns about the difficulties and the problems. We are aware of those difficulties, but at the same time we know that it takes a great amount of political courage to be capable of proposing structures that address themselves to the ills of society and to the plight of the poorest among us.

As far as I am concerned, the question of structure is a fundamental one. I think that the public itself, in different areas, would be very, very good at making proposals that could be debated and could become tools and instruments to better the situation.

**Senator Robertson:** I think the money is there now.

**Bishop Proulx:** I believe so.

**Senator Robertson:** Perhaps with enough help from people like yourselves it will make the task easier.

**Bishop Proulx:** Mr. Chairman, I would like to thank you and the members of this committee.

**Le président:** Il y a des choses qui ne vont pas toujours aussi facilement qu'on le voudrait. Pendant que madame va faire un appel téléphonique, je pense que le sénateur Marsden aimerait beaucoup poser quelques questions aux membres de votre

[Traduction]

Nous comprenons tous, à mon avis, que les familles les plus pauvres vont bénéficier le plus de ce dossier, et j'ai été encouragée lorsque j'ai noté hier qu'on accorderait de plus en plus d'importance à ceux qui en ont le plus besoin.

Je crois vraiment que nous ne réglerons jamais les problèmes sur lesquels vous travaillez à moins que nous réussissions à acheminer une somme importante d'argent vers ceux qui en ont le plus besoin.

L'assurance-maladie n'est plus universelle; certaines provinces ont des primes; d'autres imposent des frais modérateurs, et d'autres encore pratiquent la surfacturation.

Je suis certaine que cette mesure sera reprise de fond en comble, améliorée et changée en raison de l'intérêt manifesté par des groupes tels le vôtre, et en toute justice, en raison de l'intérêt manifesté par toutes les personnes qui essaient d'aider. Mais même avec ce dossier des projets de loi C-70, C-83 et C-84, 30 p. 100 des familles les plus pauvres recevront des prestations raisonnables et de faibles augmentations jusqu'en 1991; une autre tranche de 30 p. 100 à peu près recevra des prestations accrues, mais elles commenceront à diminuer vers 1991.

Par conséquent, je ne suis pas autant inquiétée par cet ensemble de projets de loi que je le suis par un genre de volonté de changer le système.

J'aimerais savoir si vous croyez, monsieur, que nous devons changer le système?

L'indexation de la sécurité de la vieillesse n'a pas réglé la pauvreté chez les personnes âgées; 42 p. 100 d'entre elles vivent toujours dans cet état.

Ne pourrions-nous pas concevoir un meilleur système? Je présume que nous sommes tous découragés du système actuel.

**Mgr Proulx:** Monsieur le président, je crois que la sénatrice a exprimé fort bien les préoccupations générales que nous éprouvons au sujet des difficultés et des problèmes. Nous sommes tous conscients de ces difficultés, mais à l'heure actuelle, nous savons qu'il faut une grande somme de courage politique pour être capable de proposer des structures qui s'attaquent aux maux de la société et au sort des plus pauvres d'entre nous.

Pour moi, la question de structure est fondamentale. Je pense que le public lui-même, dans des domaines différents, pourrait fort bien présenter des propositions qui pourraient être débattues et qui pourraient devenir des outils et des instruments de la réforme.

**Le sénateur Robertson:** Je pense que nous en avons les moyens financiers.

**Mgr Proulx:** Je le crois.

**Le sénateur Robertson:** Peut-être que si nous avions suffisamment d'aide de personnes telles que vous, la tâche nous serait plus facile.

**Mgr Proulx:** Monsieur le président, j'aimerais vous remercier ainsi que les membres du comité.

**The Chairman:** Some things aren't always as simple as one might wish. I think Senator Marsden would like to ask members of your group several questions. If you would give us a few minutes, Senator Marsden will ask you his questions.

[Text]

groupe. Alors, si vous voulez nous accorder quelques minutes, le sénateur Marsden va vous interroger.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, I will be very brief. I wish to apologize. I regret that I was detained. There is a great deal to say, and after this interesting discussion I would like to say a good deal. However, I will ask some pointed questions. I agree with Mr. McBane that so long as one has the kind of system of private gain—industrial capitalism, in other words—there is always the problem of poverty. The question is: How do you deal most fairly with the problem of poverty? It is not a new question. What we have to talk about are the ways that we can best get at the problem in the present day. I have two questions. I will put them both, and any of our witnesses can respond. First, you advocate a guaranteed annual income. I see a great deal of merit in that. But even if we had a guaranteed annual income, would you do away with the family allowance, for the reasons that your colleague has suggested, namely, the symbolic importance, as well as the economic importance, of the family allowance to women, and particularly others at home?

My second question relates to Senator Robertson's comments about the package of child benefits, and the shift there, which involves some gains and some losses. On Tuesday we heard testimony from the National Council of Welfare, which said that this package fades into insignificance in comparison with the increase in the taxes—sales tax, personal income tax and excise tax—and therefore any gains are more than wiped out by those tax increases. I would be interested in your reaction to both of those questions.

**Mr. McBane:** Mr. Chairman, I agree with the honourable senator that the guaranteed annual income is not a panacea. We are very concerned that in the present situation, following the Macdonald Commission's recommendations, a guaranteed annual income has, in fact, become an excuse to weaken the social programs. It has become an excuse to deny people meaningful work. These are the real questions: meaningful work and social rights to basic needs that respect dignity. Those are the issues, and they are not being addressed in the proposals for the guaranteed annual income as envisaged by the Macdonald Commission, for example. The real goal is spending reduction. They are not really interested in meeting basic needs with dignity. That's why we are very hesitant to come out with unconditional support for those kinds of recommendations.

**The Chairman:** There was a second question.

**Ms. Leddy:** On the question of whether the package fades into insignificance, I would make a couple of comments. The government has indicated that the child tax credit does increase for three years—and certainly it does—but then it stops. It is frozen after that. Quite often the argument has been, "Well, don't worry about the reduction in family allowances, because people who need the child tax credit the most will get it". But that presumes a lot. That presumes that the women are going to fill out an income tax return, and some

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** Monsieur le président, je serai très brève. Je m'excuse de n'avoir pu me joindre à vous plus tôt. Ce sujet est vaste et, après cette intéressante discussion, j'en aurais beaucoup à dire. Je vais toutefois m'en tenir à certaines questions précises. Je conviens avec M. McBane que le problème de pauvreté se pose toujours dans un système de gains privés, dans une économie capitaliste, industrielle pour ainsi dire. Reste à savoir comment régler le plus équitablement possible ce problème. Ce n'est pas un problème nouveau. Nous avons à relever les meilleures façons de nous attaquer à ce problème actuellement. J'ai deux questions à poser. Je vais les poser et un témoin ou l'autre pourra y répondre. Vous préconisez d'abord l'établissement d'un revenu annuel garanti. Cette proposition me semble très sensée, mais supprimeriez-vous alors les allocations familiales malgré les raisons qu'a invoquées votre collègue à savoir l'importance symbolique de même qu'économique que revêtent les versements de ces prestations pour les femmes et plus particulièrement celles qui restent à la maison?

Ma deuxième question a trait aux commentaires de la sénatrice Robertson sur les changements que l'on veut apporter au régime de prestations aux enfants qui entraîneront gains et pertes. Nous avons entendu mardi le témoignage du Conseil national du bien-être social. Selon les membres de ce conseil, ces modifications sont négligeables par rapport aux augmentations fiscales, celles de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe d'accise, augmentations qui font plus qu'excéder les versements prévus dans ces mesures. J'aimerais connaître votre réponse à ces deux questions.

**M. McBane:** Monsieur le président, je conviens avec l'honorable sénatrice que le revenu annuel garanti n'est pas une panacée. Nous sommes tout à fait conscients qu'à l'heure actuelle et à la lumière des recommandations de la Commission Macdonald, que le revenu annuel garanti est devenu en fait une excuse pour affaiblir les programmes sociaux, pour priver les gens d'un emploi adéquat. Les deux buts à atteindre sont de fournir aux gens un travail adéquat et des droits sociaux leur permettant de répondre à leurs besoins fondamentaux et de préserver leur dignité. Or, ce ne sont pas ces objectifs que visent les propositions à l'égard du revenu annuel garanti formulées entre autres, par la Commission Macdonald. Le but est la réduction des dépenses. On ne cherche pas vraiment à répondre dignement aux besoins fondamentaux des gens. C'est pourquoi nous hésitons énormément à appuyer sans condition ce type de recommandations.

**Le président:** Il y avait une deuxième question.

**Mme Leddy:** Pour ce qui est de savoir si les mesures proposées sont négligeables, j'ai quelques commentaires à faire. Le gouvernement a indiqué qu'il accroissait le crédit d'impôt pour enfants, et il n'y a aucun doute là-dessus, ces trois prochaines années. Après cela, plus de hausse. On entend souvent l'argument: «Ne vous inquiétez pas de la réduction des allocations familiales, parce que les gens qui ont le plus besoin du crédit d'impôt pour enfants l'obtiendront». Mais cela laisse supposer beaucoup de choses, entre autres que les femmes remplissent



*[Text]*

women will feel "I don't have any income, so why should I fill out the income tax return?". They can still get the credit if they fill out the return, but it is an enormously complicated process to go through, and there is not a lot of education there about getting the child tax credit.

Also, the child tax credit is something that comes at the end of the year, although we heard last night that there will be an advance of \$300 in November. The question is: What happens between January and November? There will be an advance in November, and that, supposedly, will be to benefit one million people who make less than \$15,000 a year. Coming from the Minister of Finance, that in itself was an incredible statement, that there would be one million people who will receive that child tax credit, who would be earning that small amount of money.

**Senator Marsden:** Could you comment on the sales tax vis-a-vis the other benefits?

**Ms. Leddy:** I cannot really comment on that in a technical way, because I do not have the technical information on that aspect; but I suspect that you are right on that.

**Senator Marsden:** I might also point out that in the budget papers it says that the government is proud of its record of social justice.

**Ms. Leddy:** Yes.

**The Chairman:** Are there any further questions? Je pourrais peut-être ajouter que nous partageons vos préoccupations, et je me permets de vous informer que notre comité a commencé à étudier toutes ces questions, il a déjà remis un rapport intérimaire sur la manière de procéder pour étudier les choses de façon globale, en ce qui concerne les prestations pour enfants.

Nous allons commencer incessamment la deuxième phase de notre travail où, je pense bien, nous allons faire certaines propositions, certaines suggestions au gouvernement.

Par exemple, en ce qui concerne les paiements anticipés, les crédits d'impôt, le ministre des Finances a annoncé hier quelque chose qui n'est pas négligeable. Il a établi au mois de novembre, la date de ce paiement anticipé. Madame vient précisément de soulever le problème de ce qui arrive dans l'intervalle. C'est sûrement une des questions sur laquelle nous allons nous interroger et peut-être faire des recommandations précises au ministre des Finances en ce qui concerne un aménagement dans le calendrier des paiements anticipés, de façon à mieux correspondre aux besoins réels.

Hier, nous avons des témoins représentant un mouvement des assistés sociaux. J'ai été surpris que l'on nous dise qu'un des problèmes se situait au commencement de l'année scolaire, comme le fait d'acheter des livres. Même si l'éducation essentiellement est gratuite, il y a toujours des choses à acheter, que ce soit pour habiller les enfants ou autre chose. Ce serait peut-être plus approprié d'avoir un paiement anticipé à la fin d'août, plutôt qu'au mois de novembre.

Nous allons considérer tout cela, et je pense qu'il y a des chances qu'on nous entende. En somme, dans la deuxième

*[Traduction]*

leur déclaration d'impôt sur le revenu. Or, certaines d'entre elles ne verront probablement pas pourquoi, puisqu'elles n'ont pas de revenu, remplir une déclaration d'impôt. Si elles remplissent leur déclaration d'impôt donc elles pourront obtenir leur crédit, mais c'est un processus extrêmement compliqué à suivre. En outre, on donne peu d'information sur la façon de procéder.

Par ailleurs, le crédit d'impôt pour enfants est versé à la fin de l'année, quoique nous avons appris hier qu'un paiement initial de 300 dollars sera fait en novembre. Reste à savoir ce qui va se passer entre janvier et novembre. On fera un premier versement en novembre qui, selon toute vraisemblance, va venir en aide à un million de personnes qui gagnent moins de 15 000 \$ par année. J'ai été très surprise d'entendre le ministre des Finances déclarer qu'un million de personnes seraient admissibles au crédit d'impôt pour enfants, un million de personnes gagnant aussi peu d'argent.

**Le sénateur Marsden:** Pourriez-vous nous dire votre avis à propos de l'augmentation de la taxe de vente par rapport aux hausses de prestations?

**Mme Leddy:** Je ne peux pas vous donner de renseignements précis à cet égard parce que je n'en dispose pas, mais j'ai le sentiment que vous avez raison.

**Le sénateur Marsden:** Je pourrais également signaler que le gouvernement indique dans les documents budgétaires être fier de ses accomplissements en matière de justice sociale.

**Mme Leddy:** Oui.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions? I might also add that we share your concerns. I would like you to know that our committee has begun an examination of all these issues and has already prepared an interim report on how to proceed with a general examination of child benefits.

We are about to enter the second phase of our work which I am sure will consist of making proposals and recommendations to the government.

For example, with respect to advances of the Child Tax Credit, yesterday's statement by the Minister of Finance should not be overlooked. He stated that the advance would be payable in November. Ms. Leddy has just raised the question of what happens in the meantime. We shall definitely address this point and perhaps make precise recommendations to the Minister of Finance with respect to organizing the schedule of advanced payments to better respond to actual needs.

Yesterday, we heard evidence from witnesses representing social assistance recipients. I was surprised to learn of problems associated with the beginning of the school year, such as buying books. Even though education is basically free, there are still things to buy, whether it be children's clothing or other items. It may be more appropriate to schedule the advance for the end of August rather than November.

We shall consider all these matters, and I think there is a chance that we will be heard. Thus, the second phase of our

**[Text]**

phase de notre étude qui va aboutir sur des recommandations positives, et qui vont améliorer les choses du mieux que nous pourrions l'imaginer, seriez-vous intéressés à nous fournir vos suggestions?

Nous serions très intéressés à vous entendre sur la reconsidération de l'ensemble de façon à rendre les choses un peu meilleures.

**Mgr Proulx:** Vous êtes bien gentil, monsieur le président, de nous faire cette proposition, et je pense que mes collègues seraient heureux de l'entendre. Je ne peux pas vous donner de réponse absolue, mais je pense qu'en ce qui me concerne, cela semble être intéressant.

**Le président:** Alors de toute façon, nous allons nous permettre de vous inviter, et vous nous direz de façon plus officielle quelle sera votre réponse. Pour l'instant, je vous remercie infiniment de la contribution que vous avez faite à nos réflexions. Vous avez pu observer que beaucoup de vos préoccupations sont partagées par les membres de ce comité.

**Mgr Proulx:** Merci beaucoup monsieur le président, et merci, honorables sénateurs, pour votre attention. Je pense que vous avez entendu le message dans le sens positif, et que le Sénat peut-être peu redevenir un chien de garde pour la véritable justice au Canada. Vous n'avez pas les mêmes préoccupations que les parlementaires, et donc, peut-être avez-vous des préoccupations plus larges et plus universelles aussi. Merci beaucoup.

**Le président:** Vous avez raison, nos urgences ne sont peut-être pas les mêmes. Merci bien. We will proceed now with our next witness, who is Miss Hayden, from the United Church of Canada. Will you please introduce yourself formally and the colleague at your right?

**Mrs. Christine Hayden, Chairperson of the East London United Church Outreach Cluster:** Thank you, Mr. Chairman. I bring regrets from Reverend Susan Eagle. Unfortunately she is unable to be here with us today because she had some surgery on Friday and is unable to make the trip from London. I am representing the National Working Group on Economy and Poverty of the United Church of Canada. I am also the Chairperson of the East London United Church Outreach Cluster. I have with me Mrs. Sharon Anderson, who is involved with a lot of community work. She is also the spokesperson for the Cheyenne Community Action Team and the East London Community Network. I believe our brief is being handed out now.

**The Chairman:** Yes, I have my copy.

**Mrs. Hayden:** Regarding the implications of Bill C-70, we are pleased to have the opportunity of addressing this committee on behalf of the National Working Group on Economy and Poverty of the United Church of Canada, and with the support of its office for women's concerns.

We wish to draw the attention of the committee to three documents relating to the subject before us today, the bill to partially de-index family allowances.

First, we commend to your attention our brief to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs of the

**[Traduction]**

examination will result in constructive recommendations to improve the situation to the extent imaginable. Have you any suggestions?

We would be very interested in hearing your thoughts on how matters as a whole might be improved.

**Bishop Proulx:** You are very kind, Mr. Chairman, to have extended such an invitation, and I think that my colleagues would be happy to speak. I can give you no final answer, but it seems interesting to me.

**The Chairman:** In any event, the invitation remains open and you can give us a more official response at a later date. In the meantime, I wish to thank you for your contribution today. As you have seen, many of your concerns are shared by members of this Committee.

**Bishop Proulx:** Thank you very much, Mr. Chairman and honourable senators, for your attention. I think your grasp of the message has been positive, and that the Senate may be able to resume its role as the watchdog of justice in Canada. Your concerns differ from those of the Commons and, consequently, are perhaps broader and more universal as well. Thank you very much.

**Mr. Chairman:** You are correct. Our priorities are perhaps not the same. Thank you. Nous allons maintenant écouter le témoin suivant, Mme Haydon de l'Église unie du Canada. Je vous prie de vous présenter et de présenter la collègue à votre droite.

**Mme Christine Hayden, présidente du East London United Church Outreach Cluster:** Je vous remercie, monsieur le président. Je vous transmets d'abord les regrets de la Révérende Susan Eagle. Elle n'est malheureusement pas en mesure de se joindre à nous ici aujourd'hui parce qu'elle a subi une intervention chirurgicale vendredi. Je représente le Groupe de travail national sur l'économie et la pauvreté de l'Église unie du Canada. Je suis également présidente du East London United Church Outreach Cluster. S'est jointe à moi M<sup>me</sup> Sharon Anderson qui est très active au niveau communautaire. Elle est également le porte-parole du Cheyenne Community Action Team and du East London Community Network. Sauf erreur, vous recevez à l'instant un exemplaire de notre mémoire.

**Le président:** Oui, j'ai mon exemplaire en main.

**Mme Hayden:** Nous sommes heureuses de pouvoir témoigner devant ce comité à l'égard du projet de loi C-70, au nom du Groupe de travail national sur l'économie et la pauvreté de l'Église unie du Canada et de sa section s'attachant aux problèmes des femmes.

Nous voulons attirer l'attention du comité sur trois documents ayant trait au sujet dont nous traitons aujourd'hui, le projet de loi visant la désindexation partielle des allocations familiales.

Il s'agit d'abord du mémoire que certains membres du Groupe de travail national ont présenté au Comité permanent



## [Text]

House of Commons, presented in March, 1985, by members of the National Working Group.

Second, we commend your attention to further representations made by the members of the National Working Group in October, 1985 to the legislative committee of the House of Commons dealing with Bill C-70.

Third, we commend your attention to the initial evaluatory statement of the 1985 federal budget, as released by our National Working Group on Economy and Poverty.

Our remarks today follow from these earlier submissions and statements, and rather than repeating them, call attention to the direct implications of the bill under consideration for Canadian women and families.

The poor are getting poorer. We wish to note that we support the Government of Canada in its intention to reform the social support system for Canadians. In our earlier presentations we have indicated our support for the elimination of the child tax exemption and the folding of any revenues saved to increase an expanded refundable child tax credit. Further we recommend the immediate increase in the current level from \$384 annually to \$734—the National Working Group on Economy and Poverty of the United Church of Canada, brief to the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, March, 1985, page 4. These initiatives were recommended as part of the general effort on the part of our church to encourage the federal government to take leadership in raising the basic minimum level of social assistance payments in this country to no less than the poverty level, and to ensure that support is indexed to the cost of living. This is taken from the United Church of Canada, "The Church and the Economic Crisis," which is this particular handout.

The struggle for reform and improvement of the system has been undermined by initiatives presented in the 1985 budget and embodied in the bill under consideration today, which erode the social contract in Canada and benefit the high income groups rather than moving to radically improve the situation of low income Canadians.

In its July, 1985 publication, "Giving and Taking: The May 1985 Budget and the Poor," the National Council of Welfare indicates that while the poorest families will get more child benefits from 1987 to 1990, they will experience losses in 1986 and after 1990. The improvement in the four intervening years is minimal, too late and too little. Further, the number of families eligible for child tax credits will be reduced year after year, by the effect of inflation on the cut-off point.

As the National Council of Welfare points out:

By 1990, the \$80,000 family will have lost a total of \$1,125 as a result of the budget's changes to the child benefits and the income tax systems. The low-income family will lose \$754 more than the affluent people. The middle-income family will lose more than three times as much as the well-off couple earning over twice as much.

## [Traduction]

de la Chambre des communes de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, en mars 1985.

Dans le deuxième cas, il s'agit d'instances que certains membres du Groupe de travail national ont présentées au Comité législatif de la Chambre des communes étudiant le projet de loi C-70, en octobre 1985.

Et, enfin, il s'agit de la première analyse du budget fédéral 1985 effectuée par le Groupe de travail national sur l'économie et la pauvreté.

Nous nous sommes inspirées pour nos remarques d'aujourd'hui de ces documents et déclarations mais, plutôt que d'en répéter le contenu, nous allons nous attacher principalement aux répercussions directes du projet de loi à l'étude pour les femmes et les familles canadiennes.

Les pauvres s'appauvrissent. Nous précisons toutefois être en faveur d'une réforme du système social, comme le préconise le gouvernement. Nous avons déjà approuvé la suppression de l'exemption d'impôt au titre des enfants et la réaffectation des fonds épargnés ainsi de façon à permettre l'augmentation d'un crédit d'impôt pour enfants remboursable. Nous recommandons, comme le Groupe de travail national sur l'économie et la pauvreté de l'Église unie du Canada l'a mentionné à la page 4 du mémoire présenté en mars 1985 au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, l'augmentation immédiate de ce crédit de 384 \$ à 734 \$ par an. Notre église vise ainsi à encourager le gouvernement fédéral à hausser le niveau minimum des prestations d'assistance sociale à un niveau non inférieur au seuil de la pauvreté et à s'assurer que ces prestations soient indexées au coût de la vie. Cette recommandation est tirée de ce document de l'Église unie du Canada, *The Church and the Economic Crisis*.

Tous les efforts en vue de l'amélioration du système social ont été minés par certaines des initiatives présentées dans le budget 1985 et traduites dans le projet de loi à l'étude aujourd'hui, initiatives qui portent atteinte au contrat social du Canada et profitent aux citoyens à revenu élevé plutôt qu'aux Canadiens à faible revenu.

Le Conseil national du bien-être social indique dans un document publié en juillet 1985, *Giving and Taking: The May 1985 Budget and the Poor* (Donner et prendre: Le budget de mai 1985 et le pauvre), que bien que les familles les plus pauvres verront leurs prestations aux enfants augmenter de 1987 à 1990, elles accuseront par contre une baisse de revenu en 1986 et après 1990. L'amélioration au cours de cette période sera minime, les hausses arrivant trop tard et n'étant pas assez élevées. En outre, le nombre de familles admissibles au crédit d'impôt pour enfants baissera d'année en année en raison de l'inflation.

Comme le signale le Conseil national du bien-être social:

D'ici 1990, une famille dont le revenu s'élève à 80,000 \$ aura perdu 1,125 \$ par suite des changements budgétaires apportés aux prestations pour enfants et au régime fiscal. La famille à faible revenu perdra 154 \$ de plus que la famille riche. La famille à moyen revenu perdra au moins trois fois plus que la famille riche gagnant plus que deux fois qu'elle.

## [Text]

This is also taken from "Giving and Taking," page 16.

As the Social Policy Reform Group indicated in their 1985 publication, "The Next Budget: What Will it Do for the Poor," while the budget projects savings in 1990 to 1991 of \$635 million from changes to the child benefit system, it will be paying out more than twice as much due to its decision to change the RRSP deduction, capital gains exemptions and other programs which primarily assist the more affluent.

Although there are, in theory, many reasons to oppose the deindexing of family allowance cheques and many of the affected groups, we want to speak specifically about one concern—the impact of this proposed cut in terms of lost income for those Canadians who can least afford it.

It is absurd and inhumane that the government should introduce a bill that would take money away from the poorest Canadians who have nothing to give and are already suffering deprivation. It is even more inhumane that the beneficiaries of these cutbacks will be, in the long term, the more affluent of our population. Not only do we oppose this bill to de-index family allowances, we also seek legislation that will increase social benefits and living conditions for poor Canadians.

As a United Church, we hold certain faith beliefs which must underlie our statements and inform our action in the world. One of these is the belief that God has put into human hands the stewardship and the care of creation. This is stated in Genesis 1:28-31. Stewardship, as we understand it, must include justice for all; broad-based participation in decision-making and a commitment to equitable distribution of resources, so that ours and future generations can be provided for by the abundance of the earth. Family allowance is but one of the few meagre means by which Canadian families get some share of that abundance of the earth.

Although de-indexing in and of itself represents a small financial amount to a middle-income consumer, it takes on a disproportionate significance when compared with the overall income of a family living in poverty. Quite literally, it can make the difference between a day's meal or going hungry; a pair of winter boots or going without.

Extended over a number of years, de-indexing could represent a significant loss of income for even more affluent families and, we fear, be whittled away to mere tokenism or vanish entirely.

We are also concerned about what Bill C-70 represents as part of a total economic package that significantly deprives poor Canadians and further widens the gap between rich and poor in this country. Bill C-70 takes on added importance against this background.

As a United Church, we affirm that we are created in the image of God and that human life is a sacred gift from God. Any degradation of a human person or diminution of the qual-

## [Traduction]

Ce passage est tiré de la publication, *Giving and Taking*, page 16.

Le Groupe de réforme des politiques sociales a indiqué dans un document publié en 1985, *The Next Budget: What Will it Do for the Poor*, (Le prochain budget: que réserve-t-il au pauvre), que le gouvernement prévoit dans son budget épargner en 1990 et 1991 635 millions de dollars en apportant des changements au régime de prestations pour enfants, mais qu'il paiera au moins deux fois cette somme pour couvrir les dépenses qu'il devra effectuer par suite des changements apportés aux déductions au titre du REER, aux exemptions sur les gains en capital et à d'autres programmes favorisant surtout les riches.

Bien qu'il y ait, en théorie, de nombreuses raisons de s'opposer à la désindexation des chèques d'allocations familiales, nous voulons nous pencher sur l'une d'entre elles, la perte de revenu qu'elle fera subir aux Canadiens les moins favorisés.

Il est absurde et inhumain que le gouvernement présente un projet de loi qui réduira le revenu les Canadiens les plus pauvres qui n'ont rien à donner et qui sont déjà dépourvus. Et il est encore plus inhumain que les bénéficiaires de ces réductions soient à long terme les personnes les plus favorisées de notre population. Non seulement nous opposons-nous au projet de loi visant à désindexer les allocations familiales, mais exigeons que soit présentée une mesure législative accroissant les prestations sociales et améliorant les conditions de vie des Canadiens pauvres.

L'Église unie a certaines croyances qui soutenant ses paroles et ses actes. Nous croyons, par exemple, que Dieu a confié à des mains humaines l'intendance et le soin de la création, comme en témoigne la Genèse aux lignes 1:28-31. L'intendance, selon notre interprétation, doit inclure la justice pour tous. Il faut s'assurer que le plus grand nombre de gens possible puissent participer à la prise de décision et s'engager à ce que les abondantes ressources terrestres soient réparties équitablement afin de pouvoir à tous les besoins des nôtres et des générations futures. Les allocations familiales sont l'un des quelques moyens permettant aux familles canadiennes d'obtenir leur part des abondantes ressources terrestres.

Bien que la désindexation ne constitue en elle-même qu'une faible somme pour le consommateur à revenu moyen, elle prend des proportions gigantesques par rapport au revenu d'une personne vivant dans la pauvreté. Cette somme peut être synonyme d'un repas ou d'une paire de bottes d'hiver.

Au fil des ans la désindexation peut constituer une perte de revenu importante, même pour les familles riches, et nous craignons que les allocations ne deviennent alors tout simplement symboliques ou disparaissent entièrement.

Le projet de loi C-70 nous préoccupe également parce qu'il fait partie intégrante d'une série de mesures économiques appauvrissant les Canadiens pauvres et élargissant le fossé entre les riches et les pauvres du pays. Ce projet de loi revêt donc une grande importance.

L'Église unie affirme que nous sommes créés à l'image de Dieu et que la vie humaine est un cadeau sacré de Dieu. Toute dégradation de l'être humain ou diminution de sa qualité de vie



[Text]

ity of human life is a denial of our true humanity and a desecration of God's gift. It is important to draw the line now on any further deprivation and refuse to allow even one additional cent to be taken away from the poor.

Statistics are indifferent to human pain and cannot effectively convey a true picture of the daily struggle that poor Canadians engage in as parents—and often single mothers—endeavour to feed their children.

And so we bring to you four different personal budgets that perhaps better demonstrate the real picture of poverty and survival in our country. These budgets come from real families, although we have kept their identities anonymous. All of them live in Ontario, but we are aware that there are situations much worse in other parts of the country.

## CASE STUDY NO. 1

Mother; Daughter, age 19 (working part-time); 2 Sons, 13 & 14

MONTHLY STATEMENT OF FINANCIAL INFORMATIONINCOME

Mother's Allowance	\$ 786.00
Family Allowance	62.54
Daughter's Rooms and Board	100.00
<b>TOTAL</b>	<b>948.54</b>

EXPENSES\*\*

Rent (4 bedroom rowhouse)	\$ 400.00
Gas Heat	155.00
Hydro	55.00
Phone	20.00
Cable T.V.	24.00
Busfare (5 round trips × \$1.50)	7.50
Groceries (\$55 × 4 weeks)	220.00
Laundry (6 loads × \$1.25 × 4 weeks)	30.00
Clothing (mother, 2 boys × \$20)	60.00
<b>TOTAL</b>	<b>971.50</b>

SUMMARY

Total Monthly Income	948.54
Total Monthly Expenses	971.50
<b>DEFICIT</b>	<b>- 22.96</b>

\*\* This does not include shoes, insurance (life or household contents), school supplies and activities, hair cuts and personal grooming necessities, cleaning supplies, non-prescription medicines, cosmetics, magazines, newspapers, or any transportation for the children.

[Traduction]

est une dénégation de sa vraie humanité et la désacralisation d'un cadeau de Dieu. Il faut endiguer ce courant et empêcher qu'on puise encore dans les poches des pauvres.

Les statistiques demeurent indifférentes à la souffrance humaine et ne peuvent efficacement refléter la lutte quotidienne que mènent les Canadiens défavorisés, comme parents, souvent comme mères élevant seules leurs enfants, pour arriver à nourrir les leurs.

Nous vous avons apporté quatre bilans personnels qui broseront peut-être un meilleur tableau de la pauvreté dans notre pays. Ce sont les bilans financiers de vraies familles dont nous avons, bien sûr, préservé l'anonymat. Ce sont toutes des familles ontariennes, mais nous ne sommes pas sans savoir qu'il y a des situations pires dans d'autres régions du pays.

## ÉTUDE DE CAS N° 1

Mère; fille, 19 ans (travail à temps partiel); deux fils, 13 et 14 ans.

ÉTAT FINANCIER MENSUELREVENU

Salaire de la mère	786,00 \$
Allocations familiales	62,54 \$
Pension de la fille	100,00 \$
<b>TOTAL</b>	<b>948,54 \$</b>

DÉPENSES\*\*

Loyer (maison de 4 chambres à coucher)	400,00 \$
Chauffage	155,00 \$
Hydro	55,00 \$
Téléphone	20,00 \$
Câblovision	24,00 \$
Autobus (5 passages aller-retour × \$1,50 \$)	7,50 \$
Épicerie (55 \$ × 4 semaines)	220,00 \$
Lavage (6 × 1,25 \$ × 4 semaines)	30,00 \$
Vêtements (mère, 2 garçons × 20 \$)	60,00 \$
<b>TOTAL</b>	<b>971,50 \$</b>

RÉSUMÉ

Revenu mensuel total	948,54 \$
Dépenses mensuelles totales	971,50 \$
<b>DÉFICIT</b>	<b>- 22,96 \$</b>

\*\* Ne comprennent pas les chaussures, l'assurance-vie et sur les biens du ménage, les articles et les activités scolaires, les coupes de cheveux et les articles de toilette, les produits de nettoyage, les médicaments sans ordonnance, les produits de beauté, les revues, les journaux ou les frais de transport des enfants.

[Text]

## CASE STUDY NO. 2

Single mother (recently separated), age 31; Son, age 2-½

MONTHLY STATEMENT OF FINANCIAL INFORMATION — 1985INCOME

Welfare	Basic	\$450.00
	Shelter Supplement	60.00
	Subtotal	510.00
Family Allowance		31.27
TOTAL		541.27

EXPENSES

Rent (1 bedroom apartment)*	\$ 270.00
Groceries (\$45/wk × 4 weeks)	180.00
Diapers (\$12/box of 36 × 3)	36.00
Television Rental**	20.00
Telephone Basic Services	15.00
Long Distance***	10.00
Laundry (4 loads × \$1.25 × 4 weeks)	20.00
Busfare (trips to grocery store, doctor, dentist, etc.; 10 trips × \$1.50)	15.00
TOTAL	566.00

SUMMARY

Total Monthly Income	541.27
Total Monthly Expenses	566.00
DEFICIT	-24.73

\* The apartment is in poor repair, with no running water in the bathroom sink.

\*\* Television provides the main source of information and entertainment for the mother and child, who cannot afford to go out.

\*\*\* All of the mother's family live out-of-town. Long distance calls are her main source of contact with the family and moral support for herself.

Note: The above expenses do not include any clothing, toys, non-prescription medicines, cosmetics, cigarettes, insurance (life or household contents), furniture, cleaning supplies, newspapers, magazines, hair cuts and personal grooming necessities, childcare, etc. She receives no support from her ex-husband.

1986

INCOME

Welfare	Basic up	\$472.00
	\$22.00	
	Housing down \$7.50	52.50
	Subtotal	524.50
Family Allowance		31.58
TOTAL		556.08

[Traduction]

## ÉTUDE DE CAS N° 2

Mère (récemment séparée), 31 ans; fils, 2-½ ans

ÉTAT FINANCIER MENSUEL — 1985REVENU

Bien-être social	Prestations de base	450,00 \$
	Supplément pour le loyer	60,00 \$
	Sous-total	510,00 \$
Allocations familiales		31,27 \$
TOTAL		541,27 \$

DÉPENSES

Loyer (appartement de 1 chambre à coucher)*	270,00 \$
Épicerie (45 \$ × 4 semaines)	180,00 \$
Couches (12 \$ la boîte de 36 × 3)	36,00 \$
Location d'un téléviseur**	20,00 \$
Téléphone —services de base	15,00 \$
—interurbains***	10,00 \$
Lavage (4 × 1,25 \$ × 4 semaines)	20,00 \$
Transport en autobus (épicerie, médecin, dentiste 10 passages × 1,50 \$)	15,00 \$
TOTAL	566,00 \$

RÉSUMÉ

Revenu mensuel total	541,27 \$
Dépenses mensuelles totales	566,00 \$
DÉFICIT	-24,73 \$

\* L'appartement est dans de piètres conditions: il n'y a pas d'eau courante dans l'évier de la salle de bain.

\*\* La télévision constitue la principale source d'information et de loisirs pour la mère et l'enfant qui n'ont pas les moyens de sortir.

\*\*\* Toute la famille de la mère vit à l'extérieur. L'interurbain lui permet de communiquer avec sa famille et d'obtenir un appui moral.

Note: Ne sont pas incluses les dépenses engagées pour les vêtements, les jouets, les médicaments sans ordonnance, les produits de beauté, les cigarettes, l'assurance-vie et sur les biens du ménage, les meubles, les produits de nettoyage, les journaux, les revues, les coupes de cheveux, les articles de toilette, les frais de garde de l'enfant. Elle ne reçoit aucune aide de son ex-mari.

1986

REVENU

Bien-être social: Hausses des prestations de base 22,00 \$	472,00 \$
Baisse du supplément pour le loyer de 7,50 \$	52,50 \$
Sous-total	524,50 \$
Allocations familiales	31,58 \$
TOTAL	556,08 \$



## [Text]

Total increase for 1986  
(2.73 per cent increase) \$14.81

With cost of rent, food busfare, and almost all other items increasing over the year, she is even further behind in paying for her basic necessities than in 1985.

## CASE STUDY NO. 3

Mother, age 29, employed as secretary; Son, age 4

STATEMENT OF FINANCIAL INFORMATION—AUGUST 1985

INCOME

Gross Pay (\$6/hr x 37.25 x 4.33)	\$967.75
Family Allowance*	31.27
Workers Compensation Disability Pension	59.50
Child Support	350.00
<b>TOTAL</b>	<b>1,408.52</b>

EXPENSES

Pay Deductions (UIC, CPP, Income Tax)	\$162.44
Rent (2 bedroom apartment)	326.50
Cable TV	28.08
Telephone (family lives out-of-town)	37.60
Food (strict diet due to son's many allergies)	165.00
Clothing and Footware	75.00
Laundry (supplies; dry cleaning)	13.60
Medicine (partial coverage; averaged over year)	12.25
Dental Care (partial coverage; averaged over year)	5.80
Chiropractic Fees (2 visits/month)	22.00
Car Loan (\$1,500 over 18 months)	86.00
Car Insurance	29.17
Gas & Maintenance	129.96
Parking (monthly pass)	30.00
Life Insurance	44.04
Household Contents Insurance	12.00
Personal Grooming Necessities (Haircuts, Soap, Shampoo, Cosmetics, etc.)	23.75
Entertainment; Gifts and Toys	43.25
Babysitting	8.00
Day Care (partially subsidized)	142.00
Newspapers & Magazine Subscription	9.40
<b>TOTAL</b>	<b>1,405.84</b>

SUMMARY

Total Monthly Income	1,408.52
Total Monthly Expenses	1,405.84
<b>SURPLUS</b>	<b>\$2.68</b>

\* In August, the family allowance cheque was used to help pay for her son's birthday party. In

## [Traduction]

Augmentation totale pour 1986  
(2,73 p. 100) 14,81 \$

Le coût du loyer, de la nourriture et des billets d'autobus ainsi que la plupart des autres articles augmentant pendant l'année, elle a encore moins les moyens de subvenir à ses besoins fondamentaux qu'en 1985.

## ÉTUDE DE CAS N° 3

Mère de famille, 29 ans, secrétaire; un fils de 4 ans

BUDGET MENSUEL—AOÛT 1985

REVENU

Salaire brut (6 \$/heure x 37,25 x 4,33)	967,75\$
Allocations familiales*	31,27
Pension d'invalidité pour accident de travail	59,50
Soutien à l'enfant	350,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 408,52\$</b>

DÉPENSES

Déductions salariales (A.-C, RPC, impôt)	162,44\$
Loyer (appartement de deux chambres)	326,50
Télé-câble	28,08
Téléphone (la famille demeure à l'extérieur de la ville)	37,60
Nourriture (diète stricte en raison des nombreuses allergies du fils)	165,00
Vêtements et chaussures	75,00
Blanchissage (produits de nettoyage; nettoyage à sec)	13,60
Médicaments (partiellement couverts; moyenne mensuelle)	12,25
Soins dentaires (partiellement couverts; moyenne mensuelle)	5,80
Traitement de chiropratique (deux visites par mois)	22,00
Prêt automobile (1 500 \$ sur 18 mois)	86,00
Assurance-automobile	29,17
Essence et entretien	129,96
Stationnement (abonnement mensuel)	30,00
Assurance-vie	44,04
Assurance mobiliers	12,00
Autres dépenses personnelles (coiffure, savon, shampoing, cosmétiques, etc.)	23,75
Loisirs; cadeaux et jouets	43,25
Gardiennage	8,00
Garderie (partiellement subventionnée)	142,00
Journaux et abonnements de revues	9,40
<b>TOTAL</b>	<b>1 405,84\$</b>

RÉSUMÉ

Revenu mensuel total	1 408,52\$
Dépenses mensuelles totales	1 405,84
<b>SURPLUS</b>	<b>2,68\$</b>

\* En août, le chèque d'allocations familiales a servi en partie à défrayer la fête pour l'anniversaire de

## [Text]

September, it went towards a new pair of leather shoes (\$36.32) for school (because of problems, he needs proper footwear, with added arch supports).

## CASE STUDY NO. 4

Husband and Wife; 2 Sons, age 18 months and 4 years

Husband works in construction as an excavator, ie. seasonal employment; often not working long enough to qualify for unemployment insurance benefits.

MONTHLY STATEMENT OF FINANCIAL INFORMATION—OCTOBER 1985

INCOME

Welfare*—Basic Needs	\$653.00
—Fuel & Shelter	60.00
Subtotal	713.00
Family Allowance	62.54
TOTAL	775.54

EXPENSES

Rent (2 bedroom apartment)	\$350.00
TV Rental**	19.26
Telephone	14.53
Food	220.00
Live Insurance	13.68
Loan***	53.00
Laundry (\$1.25/load; supplies)	23.00
Diapers (48/box x 2 x \$9.89)	19.78
Transportation (bus fare @ 7 tickets/\$5)	15.00
Clothing & Footware	75.00
Personal Grooming Necessities (Shampoo, soap, razors, feminine needs, haircuts, etc.)	16.25
Gifts & Toys	12.00
TOTAL	831.50

SUMMARY

Total Monthly Income	775.54
Total Monthly Expenses	831.50
DEFICIT	\$-55.96

\* Worked 10 weeks then laid off in September; received rent money from Social Services within a week. Has been called back to work starting in mid-March.

\*\* TV is the family's only source of entertainment; cannot afford to go out; also could not afford Cable TV, so had only one channel (grandparents paid for installation as a Christmas gift).

## [Traduction]

son fils. En septembre, la mère l'a dépensé pour l'achat d'une nouvelle paire de chaussures de cuir (36,32 \$) pour l'école (en raison de ses problèmes de santé, l'enfant a besoin de chaussures appropriées, munies de supports d'arche).

## ÉTUDE DE CAS N° 4

Couple ayant deux fils âgés respectivement de 18 mois et 4 ans

Le mari, qui est excavateur dans le secteur de la construction, occupe donc un emploi saisonnier; souvent, il ne travaille pas assez longtemps pour avoir droit à l'assurance-chômage.

BUDGET MENSUEL—OCTOBRE 1985

REVENU

Prestation de Bien-être social*—Allocation de base	653,00\$
—Chauffage et logement	60,00
Total partiel	713,00
Allocations familiales	62,54
TOTAL	775,54\$

DÉPENSES

Loyer (logement de deux chambres)	350,00\$
Location d'un télévision**	19,26
Téléphone	14,53
Nourriture	220,00
Assurance-vie	13,68
Prêt***	53,00
Blanchissage (1.25 \$ par brassée; produits de nettoyage)	23,00
Couches (deux boîtes de 48 à 9,89 \$)	19,78
Transport (billets d'autobus à raison de 7 pour 5 \$)	15,00
Vêtements et chaussures	75,00
Autres dépenses personnelles (shampooing, savon, rasoirs, produits d'hygiène féminine, coupes de cheveux, etc.)	16,25
Cadeaux et jouets	12,00
TOTAL	831,50\$

RÉSUMÉ

Revenu mensuel total	775,54
Dépenses mensuelles totales	831,50
DÉFICIT	-55,96\$

\* Le père a travaillé dix semaines puis a été mis à pied en septembre; le Service social lui a payé son loyer après une semaine. Il reprendra son travail à la mi-mars.

\*\* La télévision est le seul loisir de la famille, qui n'a pas les moyens de sortir ni de s'abonner au service de câblodiffusion. Elle devait se contenter d'un seul canal de TV jusqu'à ce que les grands-parents aient décidé de lui en payer l'installation comme cadeau de Noël.



## [Text]

\*\*\* Could no longer afford three bedroom town-house rent and had to borrow the money from a finance company to pay for first and last months' rent.

Mr. Chairman, in its Fall 1985 Overview, the Canadian Council on Social Development states that the effects of Bill C-70 fly in the face of the principle of "universality, progressivity of benefits, adequacy of support, indexation to the cost of living and an equitable sharing of costs among all taxpayers." EROSION is the most appropriate word to describe the effects of this bill on the security of low income Canadians.

With a growth from 12 to 14 per cent in the number of poor families in Canada between 1981 and 1983, with an estimated 1.2 million Canadian children 20 per cent of our children—living in poverty, this bill is not even a lump of coal, it is a slap in the face to a hungry family!

The United Church of Canada, through its National Working Group on the Economy and Poverty, wishes to repeat its opposition to this bill and to the partial de-indexing of family allowances. We renew the call made in December 1985, by the Moderator of the United Church of Canada, that this bill be withdrawn. In a United Church of Canada Press Release of December 1985, he said that "Passage of Bill C-70 will be like giving Canada's poor a lump of coal for Christmas".

**The Chairman:** Thank you, very much. I now call upon Senator Robertson.

**Senator Robertson:** I thank the witnesses for their presentation. I know it is difficult to discuss matters relating to total taxation, which is not within the scope of the committee, though it perhaps will be at some time. However, I was interested particularly in your examples, and I thank you for coming here this morning. I do not know whether you disagree, but I heartily endorse trying to move more money to those who need it most—I really do. I believe we can do that and still preserve universality. It has to be done through the taxation system. I am not being defensive on this, but there is a great deal of confusion here. I should point something out to you. Regarding the four cases you mention here, if you combine Bill C-70, Bill C-83 and Bill C-84—not counting Senator Marsden's concern about increase in taxes, about which we are all concerned; and, I do not feel qualified, from the point of view of social affairs, to look at the whole issue of taxation—you would find that in 1986 each child in your case structure would receive \$24.06 per month more under the new system—the combination of the three bills. There would be an improvement for each child in those four cases, because they are all under the level of poverty where they would get the maximum benefit of the changes. In 1987, another \$4.53 per month would be added to the \$24.06. In 1988 another \$5 would be added. That is, of course, if nothing changes.

## [Traduction]

\*\*\* La famille ne pouvait plus payer le loyer d'une maison de ville à trois chambres et a dû emprunter l'argent d'une compagnie de financement pour payer le premier et le dernier mois de loyer d'un autre logement.

Monsieur le président, dans la livraison d'automne 1985 de la revue *Overview*, le Conseil canadien de développement social signale que le projet de loi C-70, fait fi du principe de «l'universalité, de la progressivité des prestations, du soutien approprié aux familles, de l'indexation au coût de la vie et de la répartition équitable des coûts entre les contribuables.» Seul le mot «ÉROSION» décrit bien les effets de ce projet de loi sur la sécurité de revenu des Canadiens à faible revenu.

Compte tenu de l'augmentation de 12 à 14 p. 100 du nombre de familles pauvres au Canada (entre 1981 et 1983) et du fait que près de 1,2 million d'enfants vivent sous le seuil de la pauvreté (20 p. 100 de tous les enfants canadiens), ce projet de loi n'apportera rien qui vaille, mais sera une véritable insulte pour les familles qui ont faim.

L'Église unie du Canada, par l'intermédiaire de son Groupe national de travail sur l'économie et la pauvreté, désire réitérer son opposition à ce projet de loi et à la désindexation partielle des allocations familiales. Comme le modérateur de l'Église unie du Canada l'a réclamé en décembre 1985, nous pressons le gouvernement de retirer simplement ce projet de loi (Église unie du Canada, Communiqué de presse du 17 décembre 1985, intitulé: «Pour Noël, l'adoption du projet de loi C-70 ne distribuera que des miettes aux familles démunies du Canada».

**Le président:** Merci beaucoup. Je passe maintenant la parole à la sénatrice Robertson.

**Le sénateur Robertson:** Je remercie les témoins de leur exposé. Je sais qu'il n'est pas facile de discuter de questions qui touchent l'ensemble de la fiscalité qui n'entre pas dans les attributions de notre comité, bien que ce pourrait l'être un jour. J'ai été particulièrement intéressée par les exemples que vous avez cités et je vous remercie d'être venu nous les exposer. J'ignore si vous serez d'accord avec moi ou non, mais j'approuve de tout cœur qu'une aide accrue soit accordée à ceux qui en ont le plus besoin. J'en suis convaincue. Nous pourrions le faire, à mon avis, tout en conservant le principe de l'universalité. On doit le faire au moyen de la fiscalité. Je n'essaie pas de me justifier, mais il y a tellement de confusion là-dessus. Permettez-moi cependant de vous signaler quelque chose. Au sujet des quatre exemples cités, si l'on combinait les projets de loi C-70, C-83 et C-84—compte tenu des appréhensions de la sénatrice Marsden qui s'inquiète, comme nous, des augmentations d'impôt, mais je ne crois pas avoir la compétence voulue, dans le cadre des questions sociales, pour examiner l'ensemble de la fiscalité—on constaterait que, dans chaque cas, l'enfant recevrait 24,06 \$ par mois de plus en vertu du nouveau régime, c'est-à-dire, en combinant les trois projets de loi. La situation financière des enfants serait dans chaque cas améliorée, car étant tous sous le seuil de pauvreté, ils auraient droit aux allocations maximales. En 1987, une somme de 4,53 \$ par mois viendrait s'ajouter à ces 24,06 \$. En 1988, l'enfant obtiendrait 5 \$ de plus, si rien n'est changé d'ici là bien sûr.

## [Text]

As the minister said yesterday, it is hopeful that the budget will be more dedicated to trying to get a handle on a different way of redirecting money to the poor. I guess that at the end of five years each child, in each of the examples you give, would receive a total of \$39.40 per month more. I know that is not very much, but I would like to see us push the government in that direction, to take more from the rich and push more to the poor. If I look at the combination, I can say, "It's not as much as I would like, but it is giving more to those most in need".

I think it is because of the lack of proper interpretation that the bill has not been explained very well. I picked up these figures from one of our researchers who has been following this very closely. So in the individual cases here you will find the situation improved, rather than if we stay with the same system without any de-indexation and no movement in the child tax credit. Personally, I would like to see a guaranteed income supplement for families receiving below a certain income.

**Ms. Anderson:** That would be a good idea.

**Senator Robertson:** I am in favour of getting the child tax credit up to a sufficient level, and then coming along with the family allowance cheque, as we have with seniors, with a guaranteed income supplement for poor families who need it. I would not recommend it as a universal thing. I just do not think we should be doing that.

**Ms. Anderson:** The problem as I see it from my side of the fence is that the cheque that comes in once a month is what we rely on, because it comes so close to the end of the month. I grant you, we might be well off at the end of the year through income tax, or whatever, but it is the month-to-month concern that we really have to look at.

**Senator Robertson:** Would you like to see that child tax credit attached as part of your family allowance every month?

**Ms. Anderson:** To be completely honest, no, because it is better for most of us who are on welfare, disability, or whatever, to have that lump sum—to help furnish our place and to get away from the sort of garbage dump—where your friends give you old furniture. We could perhaps buy a new chair or new beds for the kids, which you cannot do on a month-to-month basis.

**Senator Robertson:** That is the difficulty with this right now. The total is more, but how do you get the disbursement?

**Mrs. Hayden:** I should like to mention one thing. There are a lot of people who wait for that lump sum to come in, so that they can get themselves out of an apartment that is leaking into a better apartment—which is not much better. But you have to come up with that first and last month's rent. We can look at that one case where they took out a loan because they had to get out. That's the only time that they get a big enough amount of money to do that.

## [Traduction]

Comme le ministre l'a dit hier, il est à espérer que le budget soit davantage orienté vers l'aide à ceux qui en ont le plus besoin. Je présume qu'après ces cinq ans, chaque enfant des exemples que vous avez cités recevrait 39,40 \$ par mois de plus. Je sais que ce n'est pas beaucoup, mais il faudrait que chacun de nous fasse pression pour que le gouvernement s'oriente dans cette direction, c'est-à-dire qu'il aille chercher davantage chez les riches pour en donner plus aux pauvres. Si l'on considère ces trois projets de loi dans leur ensemble, l'aide est minime, mais au moins, les fonds iront à ceux qui en ont le plus besoin.

A mon avis, c'est parce qu'on interprète mal l'ensemble des mesures proposées qu'on n'a pas réussi à bien les expliquer. Je tiens mes données d'un de nos recherchistes qui a étudié la question de près. Ainsi, dans chacun des cas, la situation serait meilleure avec la nouvelle formule que si l'on conservait le régime actuel sans désindexation ni modification du crédit d'impôt pour enfants. Personnellement, je préférerais un régime de supplément de revenu garanti pour les familles qui ne gagnent pas un certain revenu.

**Mme Anderson:** Ce serait une bonne idée.

**Le sénateur Robertson:** A mon avis, on devrait relever le crédit d'impôt pour enfants jusqu'à un certain niveau pour ensuite faire l'appoint avec le chèque d'allocations familiales, comme pour les citoyens âgés, et prévoir une forme de supplément de revenu garanti pour les familles qui en ont besoin. Je ne recommande pas qu'il soit universel. Au contraire, à mon avis, il ne devrait pas l'être.

**Mme Anderson:** Le problème, à mon point de vue, du moins sous l'angle qui me préoccupe, c'est que les familles comptent sur ce chèque à la fin du mois, parce qu'il arrive juste au bon moment. J'admets avec vous qu'il vaudrait peut-être mieux avoir une remise d'impôt à la fin de l'année, mais ce sont les besoins courants qu'il faut combler.

**Le sénateur Robertson:** Préférez-vous que ce crédit d'impôt pour enfants vous soit versé en même temps que l'allocation familiale chaque mois?

**Mme Anderson:** Je vous dirai bien honnêtement que non, car pour la plupart d'entre nous qui recevons des allocations de bien-être social, d'invalidité ou autres, il est préférable de recevoir un montant global pour nous aider, par exemple, à meubler notre logement et sortir de ce «dépotoir» où les amis nous donnent leurs vieux meubles. Il nous permet parfois d'acheter de nouvelles chaises ou de nouveaux lits pour nos enfants, ce que notre budget mensuel ne nous permet pas.

**Le sénateur Robertson:** Voilà notre problème. La somme totale est plus élevée, mais comment faudrait-il la verser?

**Mme Hayden:** J'aimerais signaler quelque chose. Il y a bien des gens qui attendent ce chèque pour quitter leur logement minable et en prendre un autre un peu plus confortable quant il en est. Mais ils doivent régler ces fameux premier et dernier mois de loyer. Je vous renvoie à cet exemple où la famille a dû contracter un emprunt car elle avait été expulsée de son logement. C'est le seul moment où on leur remet une somme d'argent assez considérable pour qu'elles puissent le faire.



[Text]

**Senator Robertson:** I have one further quick question. The Canada Assistance Plan, of course, is the largest block of money that goes to the disadvantaged. Because the federal government contributes 50 per cent of that to the provinces, do you believe that the federal government should demand more stringent standards?

**Ms. Anderson:** Yes. I could mention some of the things that we have to put up with in housing. There is quite an issue on that right now in London. It's incredible. You would not even step inside some of the buildings that these people are forced to live in.

**Senator Robertson:** Some have mud floors.

**Senator Marsden:** As Senator Robertson has said, it is very helpful to have these case studies. One of my questions is whether you are working on them and extending them. Of course, the child tax credit is not reflected here and, from your early response, I understand why. It would be very helpful at some point, if you are working on these, to see a 12-month budget and how that works. Can you tell us what happens in the case of these deficits?

**Ms. Anderson:** In my own personal case, we are short. It does not sound like a lot of money to anyone else, but it means that my kids will eat spaghetti one more night each week through the month, or it will be "Hot dogs for you kids tonight", because they are on sale for \$1 per pack. That is how we have to deal with it. Someone is not going to get something that month.

**Senator Marsden:** But so many of these costs are fixed. Food is really one of the very few variable costs in most of these budgets, except the mother who has \$1,000 or \$1,400, where there is a little flexibility and she comes out a tiny piece ahead.

**Ms. Anderson:** Believe it or not, we are great jugglers in a lot of cases.

**Senator Marsden:** I quite believe it.

**Ms. Anderson:** I have juggled for years. Your kids do without. They do not go dressed to school like the neighbour. They do not have the latest in shoes. They do not have the latest in coats or fancy pants. As for myself, I can afford to buy a new pair of shoes once every five years, because by then they are pretty well worn out. But I do not make it a habit to go out and spend a lot of money on any of us, really. We make do with good will stores, Salvation Army stores, whatever we can get—friends giving away. We do allay the costs that way. Last year we got clothing through the mother's allowance. That was terrific. My kids had brand new coats. Both boys had brand new coats and brand new boots, which was a treat. They haven't had that in a long time. So there are ways to get around it, but it is sleazy—that's all I can say.

**Senator Marsden:** You spend a great deal of time and energy doing this juggling.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** J'aurais une autre petite question. C'est le Régime d'assistance publique du Canada, qui verse bien sûr, le plus gros des prestations aux défavorisés. Étant donné que le gouvernement fédéral verse 50 p. 100 des coûts de ce programme aux provinces, croyez-vous qu'il devrait être plus sévère concernant les critères d'admissibilité?

**Mme Anderson:** Tout à fait. Je pourrais vous mentionner certaines des conditions dont nous devons nous accommoder en ce qui concerne le logement. Il y a actuellement tout un litige à propos de cela à London. C'est incroyable. Vous n'oseriez tout simplement pas pénétrer dans certains des immeubles que ces gens sont forcés d'habiter.

**Le sénateur Robertson:** Certaines gens vivent sur la terre battue.

**Le sénateur Marsden:** Comme la sénatrice Robertson l'a mentionné, ces exemples nous sont très utiles. Je me demande notamment si vous étudiez ces cas et assurez un suivi. Naturellement, le crédit d'impôt pour enfants n'a rien à voir ici et, d'après ce que vous m'avez dit tout à l'heure, je comprends pourquoi. Il serait utile, si vous continuez d'étudier ces cas, de voir comment on réussit à se tirer d'affaires et à administrer le budget d'un an. Pourriez-vous nous dire ce qu'il advient de ces déficits?

**Mme Anderson:** Dans mon cas personnel, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. Les sommes semblent insignifiantes, mais pour moi, elles veulent dire que mes enfants mangeront du spaghetti un soir de plus par semaine pendant tout le mois, ou des hot dogs qui sont soldés à 1 \$ la douzaine. Voilà les calculs que nous devons faire. Il faudra se priver de quelque chose ce mois-là.

**Le sénateur Marsden:** Mais beaucoup de ces frais sont incompressibles. La nourriture est vraiment l'un des rares coûts variables dans la plupart des budgets, sauf quand la mère dispose de 1 000 \$ ou de 1 400 \$ par mois. Elle a alors beaucoup plus de latitude pour un petit extra.

**Mme Anderson:** Croyez-le ou non, bon nombre d'entre nous sont des jongleurs formidables.

**Le sénateur Marsden:** J' imagine.

**Mme Anderson:** Cela fait des années que je jongle ainsi. Les enfants sont privés. Ils ne portent pas les mêmes vêtements que leurs amis à l'école. Ils n'ont pas non plus des chaussures dernier cri. Même chose pour les manteaux ou les pantalons. Personnellement, mes moyens ne me permettent qu'une paire de nouvelles chaussures tous les cinq ans; je n'ai pas le choix, elles sont usées. J'évite de sortir pour ne pas dépenser. Je n'exagère pas. Nous achetons dans les magasins d'occasion, dans les boutiques de l'Armée du salut. Nous prenons tout ce que nos amis nous donnent. De cette façon, nous réduisons les frais. L'an dernier, nous avons reçu l'allocation de vêtements donnée aux mères nécessiteuses. Cela a été fantastique. Mes enfants ont eu des manteaux flambant neufs. Mes deux fils ont eu des pale-tots et des bottes neuves, un vrai luxe! Cela faisait longtemps qu'ils n'en avaient pas eu. Donc, nous nous organisons, mais c'est humiliant, pour dire le moins.

**Le sénateur Marsden:** Vous devez consacrer beaucoup de temps et d'énergie à jongler ainsi.

[Text]

**Ms. Anderson:** All month long.

**Senator Marsden:** Do you have any opportunity with any group—let us say the church, or any other group you are working with—to think about the longer term; that is, do you ever have an opportunity to think about a pension plan or what eventually happens?

**Ms. Anderson:** No. If we looked too far ahead, I don't know what might happen. I don't know whether we would be disappointed or very happy in the long run. Actually, for myself, just getting through three months out of the year is doing fine.

**Senator Marsden:** I understand that.

**Ms. Anderson:** I don't like to look too far ahead. I have no idea about the future.

**Senator Marsden:** I really think this is very helpful indeed and makes it easier to understand the tremendous complexity of your budgeting system. It is really a remarkable tribute to your accounting knowledge.

**Ms. Anderson:** It is the classic case of "robbing Peter to pay Paul".

**Senator Marsden:** My last question has to do with the family allowance. We have heard from a great many groups over the past few days, who have talked about two aspects of the family allowance. They have talked about it as symbolic federal support, that it indicates that Canadians believe that being a parent is an important thing in and of itself. They also talk about it as economic support; that is, the actual dollars that come in on a regular basis. What are your views on it as a symbolic issue and as an economic issue, compared to other benefits which you might receive?

**Mrs. Anderson:** That is difficult to look at, over all, from my point of view. I have not done a lot of extended examining of this issue. Two or three years ago we did a budget brief, but I have not gone into it greatly since that time. From my point of view, like any benefit that increases, it must be good. However, we have to have those increases in line with inflation, the new taxes that will be put on everything, and so on. Pretty soon I will not be able to smoke my roll-your-own cigarettes because it will be too expensive, and that is pretty grim. I need my cigarettes to keep my sanity.

The whole matter of taking from one program and putting into another is very complex and is usually beyond my comprehension, to begin with. All I can do is ask that, before anyone really decides on what is to be done with this bill, please consider the effects of the new budget, the income tax provisions and everything together so that we can see where it will take the poor or the lower income families. I mention low income because minimum wage is very low, indeed. I make more on mothers' allowance than a person working for \$4 per hour; I have my benefits and I am still poor. I think that everything must be very carefully reviewed and examined.

**Mrs. Hayden:** If I may, I would like to mention that we have a brief that we could leave the committee. We did not make extra copies of it because the material is now outdated, but it does include some of the things that were discussed. The

[Traduction]

**Mme Anderson:** Pendant tout le mois.

**Le sénateur Marsden:** Avez-vous l'occasion de songer avec d'autres—l'Église ou quelqu'un d'autre avec qui vous travaillez—à ce qui arrivera plus tard; autrement dit, avez-vous l'occasion de penser à un régime de pension ou de prévoir pour l'avenir?

**Mme Anderson:** Non. On évite de regarder trop loin, cela nous fait peur. Serons-nous déçus ou plus heureux, je ne sais trop. Pour ma part, je me contente de planifier trois mois à la fois.

**Le sénateur Marsden:** Je vous comprends.

**Mme Anderson:** Je n'aime pas regarder trop loin. Je n'ai aucune idée de l'avenir.

**Le sénateur Marsden:** Je vous assure que vos propos nous sont très utiles. Ils nous aident à mieux comprendre la complexité de vos budgets. Vous devez avoir de très remarquables dons pour la comptabilité.

**Mme Anderson:** Comme on dit couramment, «nous prenons à Pierre pour donner à Paul».

**Le sénateur Marsden:** Ma dernière question se rapporte aux allocations familiales. Depuis quelques jours, nous avons entendu bien des groupes nous parler des deux aspects des allocations familiales. Ils nous ont parlé de l'aspect symbolique du soutien fédéral, qui dénote que les Canadiens attachent une grande importance à la famille. Les allocations familiales sont aussi un soutien économique; c'est une source de revenu régulière. Dans quelle mesure leur accordez-vous une valeur symbolique ou une valeur économique, par comparaison avec les autres prestations que vous recevez?

**Mme Anderson:** J'aurais de la peine à le dire, pour ma part. Je n'ai pas étudié cette question de façon approfondie. Il y a deux ou trois ans, nous avons présenté un mémoire sur le budget, mais je ne me suis pas attardée beaucoup sur cette question depuis. À mon point de vue, comme pour toute autre forme d'allocation progressive, ce doit être avantageux. Toutefois, celle-ci doit tenir compte de l'inflation, des nouveaux impôts qui frapperont tous les secteurs, et ainsi de suite. D'ici peu, je ne pourrai même plus fumer mes «rouleuses», parce que cela coûtera trop cher. Ce n'est pas drôle. J'ai besoin de mes cigarettes pour pouvoir garder mes esprits.

Tout d'abord, ces transferts d'un programme à l'autre sont très complexes et me dépassent généralement. Tout ce que je demande, c'est qu'avant de décider de ce qui adviendra de ce projet de loi, on étudie les effets du nouveau budget, des nouveaux impôts et de toutes les nouvelles taxes, ensemble pour savoir ce que deviendront les familles pauvres et à faibles revenus. Je dis à faible revenu parce que le salaire minimum est en réalité très bas. J'obtiens plus avec l'allocation aux mères qu'une personne qui travaille à 4 \$ l'heure; je retire ces prestations et je suis encore pauvre. Tout ce système doit être réexaminé minutieusement.

**Mme Hayden:** Si vous me le permettez, je vous signalerai que nous avons rédigé un mémoire que nous pourrions laisser au comité. Nous n'en avons pas de copie supplémentaire car il est désuet, mais il traite de quelques principes dont nous



**[Text]**

Cheyenne Community Action team put this information together.

**The Chairman:** On behalf of the committee, I thank you for your presentation. For all members of the committee it has been an important contribution, especially the figures with which you have provided us.

**Mrs. Hayden:** We felt that it was important to bring actual figures before the government so as to show what people are actually living on. We have been working with people from very affluent backgrounds who are mystified and shocked when they actually see the bottom dollar—when they see how people spend their money. This is not the old syndrome where people go out and spend their money on booze and cigarettes. We have been pleased to be able to share this information with your committee and to bring it to the government. It is our hope that the government will not take this money away from everyone.

**The Chairman:** Thank you.

The committee continued *in camera*.

**[Traduction]**

discutons. C'est le Comité d'action de la communauté cheyenne qui l'a rédigé.

**Le président:** Au nom du comité, je vous remercie de votre exposé. Votre contribution a été très précieuse pour chacun d'entre nous, en particulier les chiffres que vous nous avez fournis.

**Mme Hayden:** Nous avons cru qu'il fallait soumettre ces chiffres au gouvernement pour bien lui indiquer de quelles ressources nous disposons pour vivre. Nous avons collaboré avec des gens aisés qui ont été sidérés et consternés de voir ce qui nous restait—de voir de quelle façon les gens dépensent leur argent. Il ne s'agit plus du vieux temps où l'on ne songeait qu'à sortir et à dépenser son argent en cigarettes et en boisson. Il nous a fait plaisir de vous faire part de ces renseignements et nous comptons sur vous pour en saisir le gouvernement. Espérons qu'il ne nous enlèvera pas ce qui nous reste.

**Le président:** Merci beaucoup.

Le comité poursuit ses travaux à huis clos.

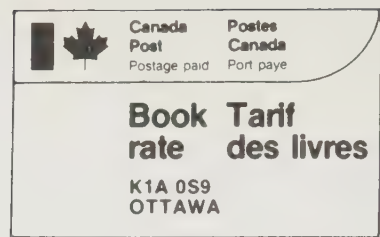












*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

---

## WITNESSES—TÉMOINS

### *From the Canadian Conference of Catholic Bishops:*

Bishop Adolphe Proulx, Bishop of Gatineau-Hull and Member of the Episcopal Commission for Social Affairs;  
Ms. Jennifer Leddy, Member of the Episcopal Team;  
Mr. Michael McBane, Social Affairs Office;  
Mr. Bill Bradley, General Manager of the Shepherds of Good Hope.

### *From the United Church of Canada:*

Mrs. Christine Hayden, Delegate of the National Working Group on Economy and Poverty;  
Mrs. Sharon Anderson, Delegate of the Cheyenne Community Action Team—East London Community Network.

### *De la Conférence des évêques catholiques du Canada:*

Mgr. Adolphe Proulx, évêque de Gatineau-Hull et membre de la Commission épiscopale des affaires sociales;  
M<sup>d</sup>. Jennifer Leddy, membre de l'Équipe de pastorale;  
M. Michael McBane, du bureau des affaires sociales;  
M. Bill Bradley, directeur général de «Shepherds of Good Hope».

### *De l'Église Unie du Canada:*

M<sup>me</sup> Christine Hayden, déléguée du Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté;  
M<sup>me</sup> Sharon Anderson, déléguée du «Cheyenne Community Action Team—East London Community Network».



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

**Social Affairs,  
Science and  
Technology**

**Affaires sociales,  
des sciences et  
de la technologie**

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Tuesday, March 4, 1986

Le mardi 4 mars 1986

**Issue No. 14**

**Fascicule n° 14**

**Complete proceedings on:**

**Seul et unique fascicule concernant:**

Bill C-255, "An Act to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof"

Projet de loi C-255, «Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pensions et modifiant certaines lois en conséquence»

WITNESS:  
(See back cover)

TÉMOIN:  
(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Robertson moved, seconded by the Honourable Senator MacDonald (*Halifax*), that the Bill C-255, intituled: "An Act to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof", be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Roberston moved, seconded by the Honourable Senator MacDonald (*Halifax*), that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février  
1986:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose, appuyée par l'honorable sénateur MacDonald (*Halifax*), que le projet de loi C-255, intitulé: «Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pensions et modifiant certaines lois en conséquence», soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Robertson propose, appuyée par l'honorable sénateur MacDonald (*Halifax*), que le projet de loi soit déféré au Comité des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## REPORT OF THE COMMITTEE

Tuesday, March 4, 1986

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology has the honour to present its

## FIFTH REPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-255, "An Act to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof", has, in obedience to the Order of Reference of Thursday, February 13, 1986, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

## RAPPORT DU COMITÉ

Le mardi 4 mars 1986

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a l'honneur de présenter son

## CINQUIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le projet de loi C-255, «Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pensions et modifiant certaines lois en conséquence», a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 13 février 1986, examiné ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

*Le président*

Arthur Tremblay

*Chairman*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 4, 1986  
(29)

*[Text]*

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:50 a.m., the Chairman, the Honourable Senator Tremblay presiding.

*Present:* The Honourable Senators Côtteau, David, Le Moyne, Robertson, Rousseau and Tremblay. (6)

*In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, researcher.

*Also in attendance:* The official reporters of the Senate.

*Witness:* Mr. W. Paul McCrossan, MP

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated February 13, 1986, considered Bill C-255, intituled "An Act to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof".

Mr. McCrossan made a statement and answered questions.

The Honourable Senator Robertson moved,—

That the Chairman of the Committee refer Bill C-255 back to the Senate without amendment.

The question being put on the motion, it was agreed to.

At 10:15 a.m., the Committee moved in camera.

*ATTEST:*

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 4 MARS 1986  
(29)

*[Traduction]*

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 50 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, David, Le Moyne, Robertson, Rousseau et Tremblay. (6)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoin:* M. W. Paul McCrossan, député.

Le Comité, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 13 février 1986, étudie le projet de loi C-255, intitulé: «Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pensions et modifiant certaines lois en conséquence».

M. McCrossan fait une déclaration et répond aux questions.

L'honorable sénateur Robertson propose:

Que le président du Comité fasse rapport au Sénat du projet de loi C-255 sans amendement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 10 h 15 le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

*ATTESTÉ:*

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, March 4, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-255, to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof, met this day at 9.00 a.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**The Chairman:** Honourable senators, we are here this morning to study Bill C-255, which was sponsored by Mr. W. Paul McCrossan, MP, and passed in the other place a few weeks ago. The bill has been given second reading in the Senate and has been referred to this committee for study, and Mr. McCrossan is here to explain its implications.

Mr. McCrossan, you are welcome and you now have the floor.

**Senator Robertson:** Mr. Chairman, before Mr. McCrossan starts, I should like to remind the members of the committee that this is the first time in 11 years that a private member's bill has received the enthusiastic support of all parties in the House. It is therefore a milestone. I assume there will be the same enthusiasm here for his bill.

**Senator Le Moyne:** Hear, hear.

**Senator Robertson:** It is really an accomplishment for Mr. McCrossan, and we extend our congratulations.

**Mr. W. Paul McCrossan, MP:** Thank you, Senator Robertson. Mr. Chairman, I took the liberty of passing out the bill. The bill has changed substantially in wording but not in substance. It has explanatory notes which explain each paragraph, because the wording is somewhat technical.

The concept of the bill is fairly simple. We might think of it as a freedom of information act for members and senators, to ensure that, in discharging our public duties, we have sufficient information—and indeed that the public has sufficient information—about the promises made by the Government of Canada.

The Government of Canada, when it sets standards for private pension plans, requires that those plans file certain statements with the government which are available for public inspection and that at least every three years there is a statement of the obligations and the status of the plan, and that any time there is a major change to the plan those statements are also filed with the government and are available for public inspection.

Up until now the Government of Canada has exempted itself from all of its own regulations respecting pension obligations. For example, with the Canada Pension Plan, there are not the requirements to report on the status of the plan as frequently as we require other pension plans to report. With the old age security, the guaranteed income supplement and the

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 4 mars 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie auquel a été renvoyé le projet de loi C-255, Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pension et modifiant certaines lois en conséquence, se réunit aujourd'hui à 9 heures pour étudier le projet de loi.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**Le président:** Honorables sénateurs, nous sommes réunis ici ce matin pour étudier le projet de loi C-255, parrainé par M. W. Paul McCrossan, député et adopté à l'autre endroit il y a quelques semaines. Le projet de loi a franchi l'étape de la seconde lecture au Sénat et a été renvoyé à notre comité pour que nous l'étudions. M. McCrossan est ici ce matin pour en expliquer la portée.

Monsieur McCrossan, vous êtes le bienvenu et vous avez maintenant la parole.

**Le sénateur Robertson:** Monsieur le président, avant que M. McCrossan ne commence, j'aimerais rappeler aux membres du comité que c'est la première fois en onze ans qu'un projet de loi d'initiative parlementaire est accueilli avec enthousiasme par tous les partis de la Chambre. C'est donc un fait mémorable. Je présume qu'il recevra la même accueil ici.

**Le sénateur Le Moyne:** Bravo! Bravo!

**Le sénateur Robertson:** C'est vraiment un succès pour M. McCrossan et nous l'en félicitons.

**M. W. Paul McCrossan, député:** Merci, sénatrice Robertson. Monsieur le président, je me suis permis de faire distribuer le projet de loi. Le libellé de ce dernier a changé sensiblement mais non pas le fond. Il est accompagné maintenant de notes explicatives en regard de chaque paragraphe, parce que le libellé est quelque peu technique.

Le concept du projet de loi est assez simple. Nous pourrions le considérer comme une loi sur la liberté de l'information pour que les députés et sénateurs, dans l'exécution de leurs fonctions officielles, disposent d'assez de renseignements—et ce qui vaut également pour le public—au sujet des promesses faites par le gouvernement du Canada.

Le gouvernement du Canada, lorsqu'il fixe les normes qui régiront les régimes de pensions privés, exige que ces régimes présentent certaines déclarations au gouvernement, déclarations qui sont soumises à l'inspection publique, et qu'au moins tous les trois ans, il y ait une déclaration portant sur les obligations et la situation du régime, et que chaque fois qu'un changement important est apporté au régime, il en soit fait état également au gouvernement et que ces changements soient soumis à l'inspection publique.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement du Canada s'est dégagé de ses propres règlements en ce qui a trait aux obligations rattachées aux régimes de pensions. Par exemple, le Régime de pensions du Canada n'est pas tenu de faire rapport de sa situation aussi fréquemment que nous l'exigeons pour d'autres régimes de pensions. Dans le cas de la sécurité de la

*[Text]*

spouse's allowance there are no requirements whatsoever that the government report on the cost of the plans, or the anticipated cost of the plans, or how they are going to pay for those plans when the moneys are due.

As a result, the Auditor General devoted a full chapter of this year's report to the effect that we in Parliament, both in the Senate and the House, do not have sufficient information on which to make public policy decisions; since the old age security plan was introduced in approximately the 1930s, there have been no projections of benefits whatsoever, or projections of how we are going to pay, or what the charges are.

Similarly, with the Public Service and, the plans we have for our employees, we have exempted ourselves from the requirements that we impose on any other employer. For example, any other employer in the country has to report every three years on the status of the plan and the funding costs. With the Public Service plan we are required to every five years, but there is no time limit that we set for ourselves in which to report. For example, the last report we have was tabled on October 24 and it concerned the status of the Public Service plan as of 1980. So we are running over five years behind in getting information on the status of the plan.

It means that we as legislators do not have accurate information. Also, the Public Service unions have been very anxious to find out what is the status of their plans, because they cannot find out whether they are properly funded or unfunded, and there is a lot of discussion as to what the status is. That is one of the reasons why both the Liberal whip, Mr. Gauthier, and the NDP have supported this bill, namely, because the unions themselves have been trying to find out what is the status of these plans.

With the RCMP, it is the same thing. Last October we got around to tabling the 1979 report on the RCMP. So that is six years out of date.

Similarly with members and senators. You have no right—nor do I, as a member of Parliament—to find out what the status of our plan is, because the government has exempted itself from any reporting to us on the status of our own plan. I think it is rather curious that we cannot find out the status of the funding of our own benefits. The government voluntarily did a report last October—the first one that has ever been tabled; but once again there is no restriction.

With judges there are no requirements whatsoever to report on the status of judges' pensions and the funding of those plans, and there has never been a report tabled before Parliament. We have had judges since Confederation, and we have had pension plans for 50 years. No one, neither a member of Parliament, nor a senator nor a judge, can find out what is the status of their plan.

*[Traduction]*

vieillesse, du Supplément du revenu garanti et de l'Allocation au conjoint, le gouvernement n'est absolument pas tenu de faire état du coût de ces régimes, ou des coûts prévus de ces régimes, ni de la façon dont il financera ces régimes aux échéances prévues.

En conséquence, le vérificateur général a consacré tout un chapitre du rapport de cette année pour expliquer que nous parlementaires, à la fois du Sénat et de la Chambre, n'avons pas suffisamment d'information pour prendre des décisions dans l'intérêt du public; que depuis que le Régime de sécurité de la vieillesse a été mis sur pied—soit vers les années 1930—il n'y a eu aucune extrapolation des prestations, ni aucune extrapolation de la façon dont nous allons financer ce régime, ou de ce que seront les frais.

Similairement dans le cas des régimes de la Fonction publique et des régimes que nous avons instaurés pour nos employés, nous nous sommes dégagés des exigences que nous imposons à tout autre employeur. Par exemple, tout autre employeur du pays doit faire état tous les trois ans de la situation du régime et des coûts de financement. Dans le cas du régime de la Fonction publique, nous sommes tenus de présenter un rapport tous les cinq ans, mais nous ne nous sommes fixés aucune limite de temps pour déposer ce rapport. Par exemple, le dernier rapport que nous avons été déposé le 24 octobre et il traitait de la situation du régime de la Fonction publique en 1980. Nous sommes donc cinq ans en retard pour ce qui est des renseignements sur la situation de ce régime.

Tout cela pour dire que nous, les législateurs, ne sommes pas bien informés. De plus, les syndicats de la Fonction publique désirent vivement être au fait de la situation de leurs régimes, parce qu'ils ne peuvent savoir s'ils sont bien ou mal financés, et ils s'interrogent énormément sur leur situation. C'est une des raisons qui ont poussé à la fois le whip libéral, M. Gauthier et le NPD à appuyer ce projet de loi. En effet, les syndicats eux-mêmes ont essayé d'en apprendre plus long sur la situation de ces régimes.

Dans le cas de la Gendarmerie royale du Canada, c'est la même chose. En octobre dernier, nous sommes parvenus à déposer le rapport de 1979 sur la GRC. Il était six ans en retard.

Il en va de même pour les députés et les sénateurs. Vous n'êtes nullement autorisés—et cela s'applique à moi à titre de député—à enquêter sur la situation de notre régime, parce que le gouvernement s'est dégagé de toute obligation de nous faire état de notre propre régime. Il est à mon avis plutôt étrange que nous ne puissions être renseignés sur la situation du financement de nos propres prestations. Le gouvernement a spontanément présenté un rapport en octobre dernier—le premier qui ait jamais été déposé—mais une fois de plus, il n'y a pas de restriction.

Quant aux juges, ils ne sont nullement tenus de faire état de la situation de leurs régimes de pensions et du financement de ces régimes, et ils n'ont jamais déposé de rapport au Parlement. Nous avons des juges depuis la Confédération, et nous prévoyons pour eux des régimes de pensions depuis 50 ans. Personne, qu'il s'agisse d'un député, d'un sénateur ou même d'un juge, ne peut s'enquérir de la situation de son régime.



*[Text]*

This has come out several times. We had a House of Commons parliamentary task force on parliamentary reform in 1983, and in that report it was recommended on an all-party basis that the figures had to be available. They were charged with making recommendations for possible changes to both our employee pension plans, to the Old Age Security and the Canada Pension Plan, but they said "We cannot get the information out of the government with which to consider the problem. So how can you give us the job of making recommendations for changes when we cannot even find out what is the current status?"

Similarly since 1980 the Auditor General has had to put footnotes in the public accounts of Canada saying that he cannot get information out of the Government of Canada to certify the public accounts, because he cannot find out what the pension liabilities to government are.

So we have had a long history of raising this problem. It has been raised every year for the past six years by the Auditor General; it has been raised by the Comptroller General, and by the parliamentary task force. This bill imposes similar standards on the Government of Canada to that which the Government of Canada imposes on other people.

The standards are not as strict. When I started having discussions in connection with this bill I tried to impose the same standards; but they said "We cannot meet those. That is fine for the private sector, but they are too strict for us". So the bill requires the government to table a report every three years—they have to prepare a report. That changes. In some cases there is a requirement every five years, and in other cases there is no requirement whatsoever. Secondly, the bill gives the government 18 months to prepare the report. At the end of the three-year period it has 18 months to get the report ready. Thirdly, the bill says that the Minister of Finance must make the report public within 30 days of receiving it. If it is something that the Minister of Finance does not like, he just cannot bury it.

Right now there is a requirement that reports be prepared every five years in some cases. There is no time limit for preparation of the reports, and there is no time limit in which the Minister of Finance has to file the reports. Indeed, we do know that one of the reports sat around for four years before it was tabled, because it was inopportune to table it as it did not fit in with the representations the government had made.

This bill says that as soon as you have received it, you have 30 days in which to publish it. That is all there is to the bill. Then it is just technical changes to the acts involved, inserting the words that they have to be prepared within three years, that they have 18 months to prepare them and that they have 30 days to file them. This is repeated over and over again with respect to every act involved.

*[Traduction]*

C'est arrivé plusieurs fois. Un groupe de travail parlementaire de la Chambre des communes sur la réforme parlementaire en 1983 a recommandé dans son rapport, avec l'appui de tous les partis, que les chiffres soient disponibles. Ce groupe avait été chargé de recommander des changements possibles à la fois au régime de pensions de nos employés, à la Sécurité de la vieillesse et au Régime de pensions du Canada, mais il a déclaré qu'il ne pouvait obtenir du gouvernement l'information nécessaire pour examiner le problème. Il a ajouté qu'il était absurde qu'on lui confie la tâche de recommander des changements s'il ne pouvait même pas se renseigner sur la situation actuelle des régimes.

De la même manière, depuis 1980, le vérificateur général a dû inscrire des renvois au bas des comptes publics du Canada pour dire qu'il ne pouvait tirer du gouvernement du Canada les renseignements voulus pour certifier les comptes publics, parce qu'il n'était pas en mesure d'établir le passif des pensions que devait assumer le gouvernement.

C'est donc depuis longtemps que nous soulevons ce problème. Il a été soulevé chaque année depuis six ans par le vérificateur général; il l'a aussi été par le contrôleur général et par le groupe de travail parlementaire. Ce projet de loi impose au gouvernement du Canada des normes similaires à celles que ce dernier impose à autrui.

Les normes ne sont pas aussi sévères. Lorsque j'ai commencé à discuter de ce projet de loi, j'ai essayé d'imposer les mêmes normes; mais on m'a répondu qu'il était impossible de les respecter; qu'elles convenaient parfaitement au secteur privé, mais qu'elles étaient trop sévères pour le gouvernement. Par conséquent, dans ce projet de loi, nous demandons au gouvernement de déposer un rapport tous les trois ans—il doit préparer un rapport. Ça varie. Dans certains cas, cette exigence est de cinq ans, et dans d'autres, nous n'exigeons rien. Deuxièmement, le projet de loi donne au gouvernement 18 mois pour préparer le rapport. A la fin de la période de trois ans, le gouvernement a 18 mois pour préparer le rapport. Troisièmement, le projet de loi stipule que le ministre des Finances doit rendre le rapport public dans les 30 jours de sa réception. Donc, s'il s'agit d'un rapport qui ne plaît pas au ministre des Finances, il ne peut l'ignorer.

A l'heure actuelle, les rapports doivent être préparés tous les cinq ans dans certains cas. Il n'y a aucune limite de temps pour la préparation des rapports, et aucun délai n'est imposé au ministre des Finances pour le dépôt des rapports. En fait, nous savons qu'un des rapports est resté en plan pendant quatre ans avant qu'il ait été déposé, parce qu'on jugeait inopportun de le déposer, sous prétexte qu'il ne correspondait pas aux requêtes que le gouvernement avait présentées.

Ce projet de loi stipule que dès que le gouvernement reçoit un rapport, il doit le publier dans les 30 jours. C'est tout ce que stipule le projet de loi. Il ne s'agit alors que d'apporter des changements techniques aux lois en cause, pour insérer la formulation selon laquelle ces rapports doivent être déposés tous les trois ans, que le gouvernement a 18 mois pour les préparer et 30 jours pour les publier. Cette exigence revient pour chaque loi en cause.

**[Text]**

The one exception in the bill to the general standard is with regard to the guaranteed income supplement. All of the reports are due upon proclamation of the bill, with the exception of the GIS. The reason for that is that we are making major changes now in old age security and Canada Pension Plan benefits. There is an agreement with the provinces to change the Canada Pension Plan benefits as of January 1, 1987. As a result of those changes, we expect that there will be significant changes in the payout of GIS. So the Department of Health and Welfare have asked to have a year or two to see what the trends are before they start estimating the report. Thus the only plan in which it is not mandatory to provide this information right away is the GIS, and the bill provides that it be delayed until the Minister of National Health and Welfare is satisfied that he has sufficient information.

The witnesses who appeared before the committee of the House of Commons were the Auditor General, the Comptroller General, the Chief Actuary and Assistant Deputy Ministers of Finance, Treasury Board, Supply and Services and Health and Welfare. They all said that they felt that the information should be public and that they could meet the deadlines imposed by the bill. Indeed, the Auditor General said that it was essential that we get this information out into the public domain, because otherwise we would not have the information necessary to ensure we can meet the promises we make. I am ready to answer your questions.

**Senator Le Moyne:** You mention in the bill the norms of the Canadian Institute of Actuaries. Why did you choose those norms?

**Mr. McCrossan:** Those norms are in the act which is imposed on the private sector. We refer to those same norms. By law only a fellow of the Canadian Institute of Actuaries can certify the status of a pension plan and by law he or she must conform with the recommendations of the institute in preparing reports to be tabled. In general the government's Chief Actuary follows the same standards imposed on the private sector, but he has not followed them in detail. This bill imposes an extra bit of discipline by saying that when he reports on our employee plans he has to follow the same rigour imposed on the private sector.

**Senator Le Moyne:** Aside from providing information, are there any consequences as a result of the substance of the information on the pension plans?

**Mr. McCrossan:** None whatsoever.

**Senator Le Moyne:** Just information?

**Mr. McCrossan:** Yes.

**Senator Le Moyne:** There is no second intention?

**Mr. McCrossan:** None whatsoever.

**[Traduction]**

La seule exception prévue dans ce projet de loi à la norme générale concerne le Supplément du revenu garanti. Tous les rapports doivent être déposés en vertu de la proclamation du projet de loi, à l'exception de celui qui a trait au Supplément du revenu garanti. En effet, nous sommes en train de modifier sensiblement les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime des pensions du Canada. Selon une entente conclue avec les provinces, les prestations du Régime de pensions du Canada devront être modifiées au 1<sup>er</sup> janvier 1987. Nous nous attendons donc à ce qu'il y ait d'importantes répercussions sur le paiement du Supplément du revenu garanti. Par conséquent, le ministère de la Santé et du Bien-être a demandé un sursis d'un an ou deux pour voir quelles seront les tendances avant de commencer à préparer son rapport. Le seul rapport donc pour lequel il n'est pas obligatoire de fournir ces renseignements dès maintenant est celui du Supplément du revenu garanti, le projet de loi prévoit que ce rapport sera retardé jusqu'à ce que le ministre de la Santé et du Bien-être social estime avoir les renseignements suffisants.

Ont comparu devant le Comité de la Chambre des communes le vérificateur général, le contrôleur général et les sous-ministres adjoints des Finances, du Conseil du Trésor, des Approvisionnements et Services et de la Santé et du Bien-être. Ils ont tous préconisé que l'information soit rendue publique et ils ont affirmé pouvoir respecter les délais imposés par le projet de loi. Le vérificateur général a même affirmé qu'il était essentiel de rendre ces renseignements publics, car autrement nous ne saurions sur quoi fonder nos promesses. Je suis prêt à répondre à vos questions.

**Le sénateur Le Moyne:** Vous mentionnez dans le projet de loi les normes de l'Institut canadien des actuaires. Pourquoi avez-vous choisi ces normes?

**M. McCrossan:** Elles figurent dans la loi qui est imposée au secteur privé. Nous nous sommes reportés aux mêmes normes. En vertu de la loi ce n'est qu'un membre de l'Institut canadien des actuaires qui peut certifier la situation d'un régime de pensions et, d'après la loi, il doit se conformer aux recommandations de l'Institut canadien en préparant les rapports qui seront déposés. En général, l'actuaire en chef du gouvernement se conforme aux mêmes normes que celles qui sont imposées au secteur privé, mais il ne les a pas toujours suivies de façon minutieuse. Ce projet de loi lui impose un peu plus de discipline en stipulant que lorsqu'il fait état de nos régimes d'employés, il doit s'imposer la même rigueur que celle qu'on observe dans le secteur privé.

**Le sénateur Le Moyne:** Mise à part l'obligation de fournir les renseignements, y a-t-il des conséquences quelconques qui découlent du fait que des renseignements doivent être fournis sur les régimes de pensions?

**M. McCrossan:** Absolument aucune.

**Le sénateur Le Moyne:** Il s'agit simplement de renseignements?

**M. McCrossan:** Oui.

**Le sénateur Le Moyne:** On ne poursuit pas d'autre but?

**M. McCrossan:** Absolument pas.



[Text]

**Senator Côtteau:** I was surprised to learn that the government had exempted itself over the years from reporting on its pension plans. What was the reason behind this exemption?

**Mr. McCrossan:** Initially, I think the reason was that the government could not fail. The reason it imposed reporting guidelines on the private sector was to ensure that the private sector lived up to its obligations. Of course, the government could always print money to meet its own obligations so it was felt that it could not fail and, therefore, did not have to meet the same reporting standards. I believe that was the philosophy. Of course, we have seen in the last few years a history of national governments not meeting their pension commitments. I do not mean our national government, but, for example, the Government of Sweden twice—in 1982 and 1983—cut back its equivalent of the Canada Pension, and the Government of Italy cut back, in 1983, its equivalent of the old age security. They made it income tested when it had always been universal. We found that all of a sudden in the 80s governments were running out of money and that they were looking at places to cut. That is one of the reasons why I was anxious to get this information out, because these situations can sneak up on you if you do not know what your obligations will be. I feel much more comfortable that we will meet our pension commitments if we look at them and say, "Well, gee, I didn't know that we would have to pay out \$4 billion in 1990. How are we going to afford that?" Rather than waiting until 1990 and saying, "We don't have the money", and imposing cutbacks. Two years is a long time in politics and I guess two weeks is medium-term planning. I believe that we as legislators have an obligation to ensure that we can meet these commitments, and that means, at least, that we have to know how big these obligations are.

**The Chairman:** I do not know anything about, for instance, the civil service pension fund. Are the amounts contributed by the employees and the government put into a fund, or are the amounts contributed established on an actuarial basis? Whatever the case, how long has it been in existence?

**Mr. McCrossan:** The amounts contributed for the basic pensions and the matching amount by the government are set aside in a special fund. That fund is monitored and the monies are invested entirely in Government of Canada securities. The amounts invested with a matching contribution for indexing are put into a separate fund. There is no requirement to report on that second fund. The first fund for basic pensions is to be evaluated every five years. Although at the moment we are five years behind in reporting it, everyone agrees that that plan is actuarially sound. With respect to the additional premiums for indexing, there is no requirement that the government report so that we may see whether or not the fund is in good shape. This bill says that we should examine the two funds as if they were one plan and report on them together. The unions are in favour of this approach, because there is a tentative agreement to give members of the Public Service an outline of the investment performance, not as if they were investing in government

[Traduction]

**Le sénateur Côtteau:** J'ai été étonné d'apprendre que le gouvernement s'était déchargé au cours des années de l'obligation de faire état en son Régime de pensions. Quelle raison l'a poussé à agir ainsi?

**M. McCrossan:** Au début, je crois qu'on pensait que le gouvernement ne pouvait manquer à ses obligations. Il a imposé au secteur privé des directives visant la préparation de rapports pour s'assurer que ce dernier respecte ses obligations. Naturellement, le gouvernement pouvait toujours faire imprimer de l'argent pour respecter ses obligations de sorte qu'on avait l'impression qu'il ne pouvait y faillir et, par conséquent, qu'il n'était pas tenu de se conformer aux mêmes normes quant au dépôt de rapports. Je pense que c'était l'optique générale. Bien sûr, au cours des quelques dernières années un certain nombre de gouvernements nationaux n'ont pu respecter leurs engagements vis-à-vis les pensions—non pas notre gouvernement national, mais par exemple, le gouvernement de la Suède a réduit deux fois, en 1982 et 1983, l'équivalent de la pension du Canada, et le gouvernement de l'Italie a réduit en 1983, son régime de la sécurité de la vieillesse. Il est maintenant basé sur un examen des ressources et des besoins alors qu'il avait toujours été universel. Nous nous sommes aperçus tout d'un coup dans les années 80, que les gouvernements étaient à court de fonds et qu'ils cherchaient des moyens de réduire les dépenses. C'est pourquoi il me tardait d'avoir ces renseignements car des cas de ce genre peuvent soudain se présenter, s'il l'on ignore les obligations qui nous incombent. Je crois que nous pouvons mieux remplir nos engagements en matière de pensions si nous savons qu'il faudra verser 4 milliards de dollars en 1990, au lieu d'attendre jusque-là et de constater tout à coup que nous n'avons pas les fonds nécessaires, et imposer alors des restrictions. En politique, deux ans c'est long et deux semaines sont considérées comme une planification à moyen terme. Je crois qu'en tant que législateurs, nous sommes tenus de respecter des engagements de ce genre et cela signifie, pour le moins, qu'il nous faut connaître l'importance de nos obligations.

**Le président:** J'ignore tout, pour ma part, du fonds de retraite de la Fonction publique. Les cotisations des employés et du gouvernement sont-elles déposées dans un fonds, ou bien sont-elles calculées sur une base actuarielle? Depuis combien de temps ce fonds existe-t-il?

**M. McCrossan:** Les cotisations de retraite des employés et les sommes équivalentes versées par le gouvernement vont dans un fonds spécial qui fait l'objet de vérification et il est entièrement investi dans des effets du gouvernement du Canada. Les cotisations des fonctionnaires et du gouvernement au titre de l'indexation des pensions, sont versées dans un fonds distinct dont on n'est pas obligé de faire rapport. La caisse de retraite de base doit être révisée tous les cinq ans, bien que nous soyons, pour le moment, en retard de cinq ans dans la production de notre rapport. Tout le monde convient que le régime est sain, du point de vue actuariel. Mais dans le cas des cotisations additionnelles aux fins d'indexation, le gouvernement n'est nullement tenu de faire un rapport permettant de savoir l'état de cette caisse. Le projet de loi nous prescrit d'examiner ces deux fonds comme s'ils constituaient une même caisse et de faire un seul rapport à leur sujet. Les syndicats sont en faveur de cette façon de procéder, parce qu'on s'est entendu provisoirement de



[Text]

bonds, but as if they were investing in the private sector. This procedure has yet to be implemented because it has not been ratified by the various unions.

However, the unions feel that they have not been getting a fair shake, either. First of all, they have not been getting the reports and, secondly, the government has been investing the money always in government securities, which naturally pay the lowest yield of all the securities around, so there is an agreement that has been reached in principle between the Treasury Board and the unions to look at these funds as if they were invested in common stocks and bonds, and so on, and thus the unions hope to receive a higher investment return, which will improve the status of the fund.

**The Chairman:** So the report which would be required through this bill would allow the interested parties to receive the proper information in order to look at the investment policies of the fund and things such as that?

**Mr. McCrossan:** That is correct. As I say, while the government has not been too forthcoming with this kind of information, the unions have wanted it for some time because they have a right to know what the status of their own pension plans are.

**The Chairman:** That brings a question to mind. What kind of debate will reports of that kind bring out with respect to investment policies, for instance, if the unions are not happy with the yield or with the investment policy?

**Mr. McCrossan:** As I understand it, the proposal is that the government will continue to invest in government bonds but that the unions will be able to pick specific companies and say, "All right, we will invest 50 per cent of our money in the same proportion in, say, IBM and 20 per cent of our money in the same proportion in Stelco." Then, since those reports are public knowledge, in effect they will not make the real investments but will get the same investment performance as if they had followed the investments of certain leading private sector companies. That is more or less the agreement that has been reached. Therefore, in effect, the unions will have the opportunity to choose the good private sector companies that are well managed. The unions will then have credited to them the performance in the same manner as people who are investing in the real marketplace. In the event of that performance being better than government bonds, so be it; if it is worse than government bonds, that is also fine. The point is that they will get whatever the market will give. They can choose the number of companies and we will match the performance that those private sector pension funds have achieved. That is the proposal, right now.

**The Chairman:** That type of debate will not prevent those responsible, whether it be a group or a committee, from investing as they choose. In other words, they will still keep their freedom of action, so to speak.

[Traduction]

donner aux fonctionnaires une idée générale du rendement de ces placements, non pas comme s'ils investissaient dans des obligations du Canada, mais plutôt comme s'ils plaçaient cet argent dans le secteur privé. Cette procédure n'a pas encore été mise en place, car les divers syndicats doivent encore la ratifier.

Les syndicats estiment, cependant, ne pas avoir été traités avec équité. D'abord, ils n'ont pas reçu les rapports et ensuite, le gouvernement a toujours investi l'argent dans des effets du gouvernement dont le rendement est naturellement plus faible que toutes les autres valeurs. C'est pourquoi un accord de principe a été conclu entre le Conseil du trésor et les syndicats visant à considérer ces fonds comme s'ils étaient investis dans des actions et des obligations ordinaires. Les syndicats espèrent ainsi toucher un taux d'intérêt plus élevé, qui contribuera à améliorer l'état du fonds.

**Le président:** Le rapport qu'imposerait le projet de loi permettrait donc aux parties en cause d'être bien renseignées sur la politique d'investissement du fonds et sur d'autres questions de ce genre?

**M. McCrossan:** C'est exact. Même si le gouvernement ne s'est pas empressé plus qu'il ne faut à fournir ce genre d'information, les syndicats, je l'ai dit tantôt, veulent obtenir ces renseignements depuis quelque temps déjà, car ils ont le droit de connaître l'état de leur propre caisse de retraite.

**Le président:** Ce qui m'amène à vous poser une question. Quel genre de débat susciteront des rapports de ce genre portant, par exemple, sur la politique d'investissement, si les syndicats ne sont pas satisfaits du rendement ou de cette politique?

**M. McCrossan:** Si j'ai bien compris la proposition, le gouvernement continuerait d'investir dans des obligations du gouvernement, mais les syndicats pourraient désigner des entreprises comme IBM ou Stelco où ils investissent 50 p. 100 de leur argent dans l'une et 20 p. 100 dans l'autre, par exemple. Les rapports de ces sociétés étant publiés, les syndicats ne feront pas les investissements eux-mêmes, mais ils obtiendront le même rendement que s'ils avaient suivi la politique d'investissement de certaines importantes sociétés du secteur privé. Tel est dans ses grandes lignes, l'accord qui a été conclu provisoirement et qui permettrait au syndicat de choisir les sociétés du secteur privé qui sont bien administrées et où ils veulent investir. Dans ces conditions, les syndicats auront fait crédit à ces sociétés, en fait de performance à l'instar de tous ceux qui investissent dans des valeurs. Si le rendement obtenu l'emporte sur celui des obligations du gouvernement, tant mieux; s'il est inférieur à celui des obligations du gouvernement, qu'à cela ne tienne. L'important, c'est de retirer du marché ce qu'il offre. Les syndicats peuvent choisir un certain nombre de sociétés et nous leur procurerons un rendement égal à celui des fonds de pension du secteur privé. Telle est la proposition, en ce moment.

**Le président:** Un débat de ce genre n'empêchera pas ceux qui sont chargés des investissements—qu'il s'agisse d'un groupe ou d'un comité—de réaliser les placements qu'ils jugent bon. C'est-à-dire que ces responsables continueront d'avoir les coudées franches, n'est-ce pas?



[Text]

**Mr. McCrossan:** Yes, they still do have freedom of action. Ontario, for example, decided nearly 10 years ago to not invest all of the money coming from the provincial employees' contributions in the Ontario Municipal Employees Retirement Savings Plan in government bonds. They decided to invest some of the funds in real investments, so they have gradually been investing more and more in the marketplace, in a similar fashion to what the QPP does. The other nine provinces all invest in provincial government bonds. However, the Caisse de Dépôt puts a certain proportion of its money out in real sector investments.

**The Chairman:** Then there are criteria? For example, they cannot invest, let us say, more than 20 per cent of the funds in shares in the stock market?

**Mr. McCrossan:** That is right. We are starting off with hypothetical investments, but certainly the system would facilitate investing the money in real investments, if that was later on considered to be desirable. However, right now, the employees feel that they are not receiving a proper investment return because the government is taking all of the money into itself and therefore the government has agreed, in principle, to credit them with the results they would get if, in fact, the moneys were invested outside, and that would be reflected in these reports.

**Senator Le Moine:** I just have a small question. May I ask if there was any opposition to the proposition to liberate these funds, sir?

**Mr. McCrossan:** My understanding is that a tentative agreement has been reached but it has not yet been ratified and I suppose we find out what opposition there is once members get down to ratifying it. However, with that particular issue, I would think that there would be very little opposition because it is almost an article of faith inside the public service that they are not receiving enough interest on their moneys and that a large part of the so-called deficit in the plan results from the fact that they are not receiving enough yield.

**Senator Robertson:** I would like to clarify a point, because I, too, know nothing about pensions, although I really should. You say that the union members in these various plans will have the opportunity to say: "We are not receiving enough money on our investments. Private companies are doing better." Did I hear you say that if, for instance, part of this portfolio had been invested in company X, which was paying a higher yield, you would still keep the money in your government securities but pay that level of higher interest?

**Mr. McCrossan:** The government would have that option, or indeed, the government could go out and invest the money in the marketplace.

**Senator Robertson:** In other words, they must match the private sector higher yearly return, or else—

**Mr. McCrossan:** Yes, but the private sector is not guaranteed to get higher. For example, in 1973 and 1983, the stock markets were collapsing, and almost all of the private sector

[Traduction]

**M. McCrossan:** Oui. Certaines provinces, l'Ontario par exemple, ont décidé il y a environ dix ans déjà, qu'elles n'investiraient pas, des obligations du gouvernement, toutes les cotisations versées par les employés au Régime d'épargne-retraite des employés municipaux de l'Ontario. Elles ont décidé d'en investir une partie dans des valeurs augmentant progressivement de ce fait leurs placements sur le marché des valeurs mobilières, un peu comme le fait le RRQ. Les neuf autres provinces investissent toutes dans des obligations du gouvernement provincial. Toutefois, la Caisse des dépôts investit une partie de ses fonds sur le marché des valeurs.

**Le président:** Il existe donc des critères? Par exemple, les syndicats ne peuvent pas, par exemple investir plus de 20 p. 100 de leur argent pour acheter des actions sur le marché?

**M. McCrossan:** C'est juste. Nous avons considéré des investissements hypothétiques, mais le régime faciliterait sans doute les placements sur le marché des valeurs, si cela devenait opportun. Cependant, pour le moment, les employés estiment qu'ils ne touchent pas un rendement suffisant parce que le gouvernement investit tout leur argent dans ses propres effets. C'est pourquoi, le gouvernement a convenu, en principe, de leur accorder le même taux de rendement que si leurs fonds étaient, de fait, engagés sur les marchés, ce qui se refléterait dans les rapports en question.

**Le sénateur Le Moine:** Une toute petite question. S'est-on opposé à ce qu'on libère ces fonds?

**M. McCrossan:** Si j'ai bien compris, l'accord provisoire qui a été conclu n'est pas encore ratifié: je suppose qu'il nous faudra attendre ce moment-là pour voir s'il y aura opposition ou non. Mais je ne crois pas qu'il y en aura beaucoup dans ce cas, car les fonctionnaires sont pratiquement d'avis qu'ils ne toucheront pas des intérêts suffisants et qu'une grande partie du prétendu déficit du Régime de pensions provient de ce qu'il ne rapporte pas assez.

**Le sénateur Robertson:** J'aimerais obtenir des éclaircissements sur un point car, moi non plus, je ne connais pas grand-chose aux pensions. Vous dites que les membres des syndicats auront l'occasion de dire qu'ils ne touchent pas un rendement suffisant sur leurs investissements et que les sociétés privées donnent de meilleurs résultats. Vous ai-je entendu dire que si une partie de ce portefeuille avait été investie dans la société X, qui versait un taux d'intérêt plus élevé, vous conserveriez les effets du gouvernement que vous avez achetés, mais verseriez un taux d'intérêt plus élevé?

**M. McCrossan:** Le gouvernement pourrait, soit agir ainsi, soit investir cet argent sur le marché.

**Le sénateur Robertson:** En d'autres mots, le taux de rendement du gouvernement doit être égal à celui du secteur privé, sinon...

**M. McCrossan:** Oui, mais il n'est pas certain que celui du secteur privé augmentera. Par exemple, en 1973 et en 1983, les marchés des valeurs mobilières s'effondraient et presque tous les régimes du secteur privé avaient un rendement négatif,

[Text]

plans had negative yields. However, in 1984 and 1985, the private sector plans have been averaging closer to 20 per cent.

**Senator Robertson:** Can you tell us again who is going to watch over the investments?

**Mr. McCrossan:** This point is really not covered by the bill, but my understanding from the announcement made by the Treasury Board is that there will be a committee established of both government representatives and employee bargaining unit representatives, and they will make the choice.

**The Chairman:** That is a very important point.

**Mr. McCrossan:** Once they make the choice, then they are stuck with it. If they choose to put 60 per cent in common stocks and the stock market crashes, then that is it.

**Senator Robertson:** It will be a joint decision?

**Mr. McCrossan:** That is right, but it is intended that the employees' representatives would have a major say in the decision, and obviously I would think they would want to move slowly. When you are moving from a completely guaranteed system into a completely non-guaranteed system, I would think that, until they get the feel of this thing, I would think that the unions would want to move somewhat slowly. However, no one knows what they will choose.

Certainly, if I were a member of union leadership, I would think it would be terribly risky for me to make a decision that the pension funds would be invested 100 per cent in common stocks, with the possibility that the stock market might crash just before the union election. However, that is their choice and the unions will have some input into these decisions.

**The Chairman:** You are saying, however, that the questions we have raised go beyond the bill?

**Mr. McCrossan:** They go beyond the bill, yes. All the bill does is ensure that there will be proper reporting information.

**The Chairman:** Senator Rousseau.

**Le sénateur Rousseau:** Merci, Monsieur le Président.

Suite à ce que vous venez de dire, Monsieur McCrossan, hypothétiquement s'il se produisait un effondrement du marché de la bourse et qu'il n'y avait plus de bénéfices accrus, est-ce que le Gouvernement fédéral garantirait quand même un appareil des pensions?

**Mr. McCrossan:** The proposal is that, from a certain date forward, the indexing that you get will reflect the investment returns from the fund. Therefore, in terms of guaranteeing the basic pensions, I think the government will continue to guarantee those basic pensions. However, there is a move towards paying post-retirement adjustments which reflect the investment performances of the fund, so those adjustments can be higher if the investment performance is good, or lower if the investment performance is bad. However, I understand that there is to be an understanding that there will be no cut in benefits. In other words, that there would be a government guarantee of some sort.

However, the agreements have not been ratified or published yet, and all I can go on are the statements from the joint press conferences that were held when the agreements were reached

[Traduction]

alors qu'en 1984 et 1985, celui-ci s'est élevé en moyenne à près de 20 p. 100.

**Le sénateur Robertson:** Pouvez-vous nous dire de nouveau qui sera chargé de surveiller ces investissements?

**M. McCrossan:** Ce point n'est pas prévu dans le projet de loi mais, si j'en crois l'annonce faite par le Conseil du trésor, un comité, formé des représentants du gouvernement et de l'unité de négociation des employés sera chargé d'en décider.

**Le président:** C'est une question très importante.

**M. McCrossan:** Une fois ce choix effectué, il devra s'y conformer. S'il décide d'investir 60 p. 100 du fonds dans des actions ordinaires et que le marché s'effondre, tant pis.

**Le sénateur Robertson:** Cette décision sera-t-elle prise d'un commun accord?

**M. McCrossan:** Oui. Mais on veut laisser le dernier mot aux représentants des employés et je suppose qu'ils prendront le temps nécessaire pour prendre une décision de ce genre. Lorsqu'on se déplace d'un régime entièrement garanti à un autre qui ne l'est pas, on ne le fait, je suppose, qu'avec beaucoup de précautions. Bien entendu, on ignore quelle sera la décision des syndicats.

Si j'étais membre d'une direction syndicale, je trouverais sans doute terriblement dangereux d'investir 100 p. 100 du fonds de retraite dans des actions ordinaires qui risquent de s'effondrer juste avant les élections syndicales. Toutefois, c'est aux syndicats de choisir et il faut qu'ils aient leur mot à dire dans cette prise de décision.

**Le président:** Vous avez signalé que les questions que nous avons posées débordent le cadre du projet de loi?

**M. McCrossan:** Effectivement, car le projet de loi se limite à garantir une procédure de rapport approprié.

**Le président:** Sénateur Rousseau.

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman.

Following what you have just said, Mr. McCrossan supposing there was a crash in the stock market and that there were no more benefit accrual, would the federal government continue to guaranty a pension system?

**M. McCrossan:** La proposition porte qu'à compter d'une certaine date, l'indexation reflétera le rendement des investissements que vous aurez faits avec le fonds. Donc, je crois que le gouvernement continuera de garantir les pensions de base. Toutefois, un mouvement se dessine en vue de verser, après la retraite, des rajustements correspondant au rendement des investissements du fonds: la valeur de ces rajustements serait fonction du rendement des investissements. Il est toutefois convenu qu'il n'y aura aucune réduction des prestations. En d'autres mots, il y aurait une certaine garantie de la part du gouvernement.

Mais ces accords n'ont pas encore été ratifiés et publiés et je m'en tiens ici uniquement aux déclarations faites lors des conférences de presse conjointes tenues lorsque ces accords du



*[Text]*

in principle. I assume that the details are being fleshed out, but my understanding is that there is still a guarantee of sorts that the benefits will not go down.

**Senator Robertson:** But that is not in the bill?

**Mr. McCrossan:** No, it is not in the bill. It has to do with what is going to happen with the plans. Really, I am speaking somewhat in ignorance here because I have only public information; I have not been privy to the Treasury Board negotiations. This bill ensures that information will be published on a timely basis, so that both the public and the legislators and members will be able to see status of the plans.

**Senator Rousseau:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you very much. I think it is a sound bill which provides that the proper information can be known to the public. I thank you for that.

**Mr. McCrossan:** I thank you, Senator Tremblay.

**The Chairman:** On behalf of the members of the committee, thank you very much.

**Senator Robertson:** Mr. Chairman, I move that you report the bill without amendment.

**Hon. Senators:** Agreed.

The committee adjourned.

*[Traduction]*

principe ont été conclus. Je suppose qu'on est en train de régler les détails, mais j'ai cru comprendre qu'il existe une garantie que les prestations ne seront pas réduites.

**Le sénateur Robertson:** Mais on n'en parle pas dans le projet de loi?

**M. McCrossan:** Non, elle dépendra de l'évolution des plans d'investissement. Mais je ne parle pas ici en connaissance de cause, car je m'en remets à l'information publique; je n'ai pas participé aux négociations du Conseil du trésor. Le projet de loi garantit que l'information sera publiée en temps opportun: de sorte que le public aussi bien que les législateurs et les membres des syndicats sera en état d'apprécier l'état du portefeuille d'investissement.

**Le sénateur Rousseau:** Merci.

**Le président:** Merci beaucoup. Je crois que c'est là un bon projet de loi qui prévoit la diffusion dans le public des renseignements appropriés. Je vous en remercie.

**M. McCrossan:** Merci, sénateur Tremblay.

**Le président:** Au nom des membres du comité, je vous remercie beaucoup.

**Le sénateur Robertson:** Monsieur le président, je propose que nous fassions rapport de ce projet de loi sans modification.

**Des voix:** D'accord.

Le Comité ajourne ses travaux.







*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

WITNESS—TÉMOIN

Mr. W. Paul McCrossan, M.P.

M. W. Paul McCrossan, député



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

---

SÉNAT DU CANADA

---

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

---

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

---

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

---

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

---

Tuesday, March 4, 1986

Le mardi 4 mars 1986

Issue No. 15

Fascicule n° 15

Fifth proceedings on:

Cinquième fascicule concernant:

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

---

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

---

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)





THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES  
AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES ET  
DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay, moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février  
1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



**PROCÈS-VERBAL**

LE MARDI 4 MARS 1986  
(31)

*[Texte]*

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 15 h 10 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du comité présents:* Les honorables sénateurs Bonnell, Cottreau, David, Graham, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau et Tremblay. (10)

*Autre sénateurs présents:* Les honorables sénateurs Barootes et Bell. (2)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque de Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoins:*

*De la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.:*

M<sup>me</sup> Joan Mansfield, présidente sortante;

M<sup>me</sup> Barbara Milne-Smith, vice-présidente.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 16 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 15 le mercredi 5 mars 1986.

**ATTESTÉ:**

**MINUTES OF PROCEEDINGS**

TUESDAY, MARCH 4, 1986  
(31)

*[Translation]*

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 3:10 p.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Present:* The Honourable Senators Bonnell, Cottreau, David, Graham, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau and Tremblay. (10)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senators Barootes and Bell. (2)

*In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, researcher.

*Also in attendance:* The Official Reporters of the Senate.

*Witnesses:*

*From the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.:*

Mrs. Joan Mansfield, Past President;

Mrs. Barbara Milne-Smith, Vice-President.

The Committee resumed consideration of Bill C-70, intitled "An Act to amend the Family Allowances Act".

The witnesses made statements and answered questions.

At 4:05 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

**ATTEST:**

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, March 4, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 3:15 p.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**Le président:** Je voudrais tout d'abord excuser le comité de son retard et ce retard s'explique de la façon suivante: Nous ne pouvions pas siéger pendant que le Sénat siégeait, sans sa permission, et d'autres intervenants ont parlé avant, pendant assez longtemps, ce qui nous a retardés. De toute manière, nous nous en excusons.

I now welcome you and I would like you to introduce yourself and your colleague.

**Mrs. Joan Mansfield, Past President, Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.:** My name is Joan Mansfield, and I am Past President of the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation. I am accompanied here by Mrs. Barbara Milne-Smith, who is Vice-President of the federation. Unfortunately, our President, Mrs. Joy Bastness, is out of the country. She will be very sorry when she returns to find that she has missed the opportunity to meet with you.

Nous nous excusons car nous n'avons pas de texte français. Il nous faudra un peu plus de temps pour le faire imprimer en français, car c'est seulement vendredi que nous avons appris que votre comité nous avait invitées à nous présenter ici aujourd'hui. On vous remercie sincèrement de ce privilège de vous rencontrer ici, au Sénat du Canada, cet après-midi.

On behalf of the President of the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation, Mrs. Joy Bastness, we wish to thank you for this opportunity to meet with your committee to make known our concern about the measures proposed in Bill C-70. We would like to begin by introducing our organization to you, and then proceed with our comments on the issues of partial de-indexation of family allowances and of the child tax exemption.

**Introduction:** The Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation is the national voluntary organization of ten affiliated provincial Home and School or Parent-Teacher federations.

Since its founding in 1927, the federation has promoted the welfare and protection of children and youth, worked to strengthen home life, and sought the best for each child according to her or his physical, mental, social and spiritual needs. The federation has concern for all children, in all regions of the country and in all kinds of family and community.

The great majority of the federation's some 60,000 individual members are parents with young or adolescent children, the citizens and residents who are presently receiving the family allowances paid for dependent children up to the age of 18 years. The federation's membership has therefore followed

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 4 mars 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 15 h 15 pour étudier la teneur du projet de loi C-70 visant à modifier la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**The Chairman:** First of all, please accept the Committee's apologies for being late. The Committee was not allowed to sit while the Senate was sitting without its permission and some of the witnesses who testified previously spoke at length, which also delayed us. Please accept our apologies.

Je vous souhaite maintenant la bienvenue et vous prie, vous et votre collègue, de vous présenter.

**Mme Joan Mansfield, ex-présidente, Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres Inc.:** Je m'appelle Joan Mansfield et je suis l'ex-présidente de la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres. Je suis accompagnée ici de M<sup>me</sup> Barbara Milne-Smith, qui est l'actuelle vice-présidente de la Fédération. Malheureusement, notre présidente, M<sup>me</sup> Joy Bastness, se trouve à l'extérieur du pays. Elle sera certainement désolée d'apprendre qu'elle a raté cette occasion de venir vous rencontrer.

Please excuse us for not having a French translation of our document. We will need a little more time to have it printed in French. In fact we only found out last Friday that the Committee had called us to testify. Thank you very much for the opportunity to meet with this Senate Committee this afternoon.

Au nom de la présidente de la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres, M<sup>me</sup> Joy Bastness, nous voulons d'abord vous remercier de nous avoir permis de venir vous rencontrer pour vous faire part de nos préoccupations au sujet des mesures proposées dans le projet de loi C-70. Nous aimerions d'abord commencer par vous présenter notre organisme avant d'enchaîner avec nos commentaires sur la question de la désindexation partielle des allocations familiales et de l'exemption d'impôt au titre des enfants.

**Introduction:** La Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres est un organisme bénévole national regroupant dix fédérations provinciales affiliées.

Depuis sa création, en 1927, la Fédération s'est efforcée de promouvoir le bien-être et la protection des enfants et des jeunes, de resserrer les liens familiaux et de procurer à chaque enfant les meilleurs outils possible pour répondre à ses besoins physiques, mentaux, sociaux et spirituels. La Fédération se préoccupe du bien-être des enfants de toutes les régions du pays et de toutes les couches de la société.

La grande majorité des quelque 60 000 membres de la Fédération sont des parents de jeunes enfants ou d'adolescents, c'est-à-dire des citoyens qui bénéficient actuellement des prestations d'allocations familiales versées aux familles ayant des enfants à charge de moins de 18 ans. Les membres de la Fédération



## [Text]

with interest the public debate on the proposed changes to the present system of family allowances, the child tax credit, and the child tax exemption.

**Universal family allowances:** The Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation has supported universal family allowances since allowances were introduced in 1945. In 1949, the federation expressed the need to extend the payment of the allowances for young people up to 18 years of age and in school, and the system eventually was changed to meet this need. When family allowances became taxable, the federation saw the justice of the decision.

In 1969, 1971 and 1982, the federation formally reaffirmed its support for the universality of family allowances, because "universality permits aid to families with dignity and without discrimination" (CHSPTF Resolution, 1969 and 1971). Family allowances on the basis of a 'means test', as an alternative to universality, would be regarded by many families as 'welfare payments' and therefore unacceptable. In a selective system for family allowances, it would be difficult to draw the line between those in need and those not eligible. As another and lesser outcome of a selective system, the full-time unsalaried mother is an ineligible, two-parent family would lose the small allowance cheque 'taxed back' at year end which may be the sole family revenue within her control.

**Child tax credit:** With regard to the child tax credit paid annually to families below a certain income level, the federation at its 1984 Annual Meeting addressed to the federal government the request that the child tax credit become payable to eligible families for every year in which they receive a family allowance, which would extend the credit to include the year in which their dependent child reaches the age of eighteen. The federation supports the child tax credit as a measure to provide additional income to families in the lowest income tax brackets.

**Tax exemption for dependent children:** The other benefit paid to families is the tax exemption for dependent children introduced "to provide fairness through the tax system for taxpayers with and without children". The child tax exemption is no benefit to the family with an income too small to profit from it; but neither are the personal, spousal, interest/dividend, or RRSP deductions. Elimination of the child tax exemption would increase the income tax payable by families with dependent children, while leaving taxpayers with no such dependents without an equivalent adjustment to their tax burden. For this reason, the federation does not support elimination of the child tax exemption, unless accompanied by other changes to the tax system as it affects childless families, individuals and corporations, in order to maintain the idea of 'fairness'.

## [Traduction]

ération ont donc suivi avec un grand intérêt le débat public sur les changements que le gouvernement se propose d'apporter à l'actuel système des allocations familiales, au crédit d'impôt pour enfants et à l'exemption d'impôt au titre des enfants.

**Universalité des allocations familiales:** La Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres s'est toujours déclarée en faveur de l'universalité des allocations familiales depuis leur institution en 1945. En 1949, à la suite d'une demande en ce sens formulée par la Fédération, le régime des allocations familiales a été modifié de façon à permettre que les prestations continuent à être versées aux parents de jeunes fréquentant l'école jusqu'à l'âge de 18 ans. Lorsque le gouvernement a décidé d'assujettir les allocations familiales à l'impôt, la Fédération a jugé que cette décision était juste.

En 1969, 1971 et 1982, la Fédération a officiellement réaffirmé son appui à l'universalité des allocations familiales, en faisant valoir que «l'universalité permet d'aider les familles sans porter atteinte à leur dignité et sans discrimination» (résolution de l'FCAFEPM, 1969 et 1971). Le versement d'allocations familiales en fonction d'une «évaluation des ressources et des besoins» plutôt que de façon universelle, serait perçu par bien des familles comme un «acte de charité» et deviendrait, par conséquent, inacceptable. Si le régime des allocations familiales devenait sélectif, il serait difficile d'établir une nette démarcation entre ceux qui sont dans le besoin et ceux qui ne sont pas admissibles aux prestations. L'instauration d'un tel régime rendrait en outre inadmissibles les mères qui ne travaillent pas à l'extérieur et leur ferait perdre le petit chèque d'indemnisation—dont le montant est imposable à la fin de l'année—qui constitue peut-être leur seul revenu.

**Crédit d'impôt pour enfants:** Au sujet du crédit d'impôt pour enfants versé chaque année aux familles dont le revenu ne dépasse pas un certain seuil, la Fédération a décidé, à l'occasion de sa réunion annuelle de 1984, de demander au gouvernement fédéral de verser ce crédit d'impôt à toutes les familles admissibles aux allocations familiales, de façon à étendre l'application du crédit à l'année où les enfants à charge atteignent l'âge de 18 ans. La Fédération croit que le crédit d'impôt pour enfants est une bonne façon de procurer un revenu supplémentaire aux familles les moins bien nanties.

**Exemption d'impôt pour les enfants à charge:** L'autre avantage accordé aux familles est l'exemption d'impôt pour les enfants à charge. Son application vise «à rendre le régime fiscal équitable pour tous les contribuables, qu'ils aient ou non des enfants». L'exemption d'impôt au titre des enfants ne constitue pas un avantage pour les familles à faible revenu, puisqu'elles n'en ont pas vraiment besoin; il en est de même des déductions personnelles, des déductions pour le conjoint, des déductions pour les intérêts ou les dividendes ou des déductions pour les REER. La suppression de l'exemption d'impôt au titre des enfants aurait pour effet d'accroître l'impôt sur le revenu des familles qui ont des enfants à charge, mais n'affecterait nullement le fardeau fiscal des contribuables qui n'ont pas de personnes à charge. La Fédération est donc contre la suppression de cette exemption, à moins qu'elle ne soit assortie d'autres rajustements de nature à garantir que le principe de l'équité soit respecté et que les familles sans enfants, les particuliers et les sociétés assument aussi leur part du fardeau.

*[Text]*

De-indexation: Last year, the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation was reassured by the recommendations of the House of Commons Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, that the federal government respect the basic principles of universality, progressivity of benefits, adequacy of support, indexation to the cost of living, and equitable sharing of costs among all taxpayers, in its program of benefits for families.

The federation was therefore dismayed when the subsequent budget included changes to child benefits, on the grounds that such changes would redistribute financial resources to those families most in need.

As we understand it, Bill C-70 removes full indexation from family allowances from January 1986, increases the child tax credit but lowers the threshold income level to \$23,500 and provides for de-indexation after 1988, and nearly halves the child tax exemption per child by 1989.

Other national social service organizations which have the staff to provide information services have evaluated what these changes mean to families in various income groups for the coming years, and in combination with other changes such as higher allowable deductions for retirement savings and pension plans.

The federation has relied on the work of these sister organizations for their mathematical assessment of the advantages and disadvantages to Canadian families of the changes proposed in Bill C-70. Their conclusion is that many low-income families will be worse off, and middle-income families too, while those in higher income brackets will have access to increased advantages in other tax programs which will outweigh the disadvantages to them of changes to child tax exemptions and family allowances. The Canadian Council on Social Development goes so far as to call it 'a redistribution of income from the poor to the rich, and from families with children to those without'.

These measures mean, according to the National Council on Welfare, that many lower and all middle income families with children will receive less than they do from the current system. After 1990, even poor families stand to lose child benefits, and in future fewer and fewer families will be eligible for the child tax credit. And yet the Canadian reality is that more children than before are living in poverty, probably some 1.2 million, and the number of poor families is on the increase. Bill C-70 will make the circumstances of many families even worse.

At its 1985 Annual Meeting, The Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation adopted a resolution calling on government to maintain family allowances, as a universal and fully indexed program. The federation does not

*[Traduction]*

Désindexation: L'an dernier, la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres a accueilli avec soulagement les recommandations du Comité permanent de la Chambre des communes sur la santé, le bien-être et les affaires sociales. Ces recommandations préconisaient, en effet, que le gouvernement fédéral respecte les principes fondamentaux de l'universalité, de l'accroissement progressif des indemnités, de la suffisance de l'aide, de l'indexation au coût de la vie et du partage équitable des coûts entre tous les contribuables, dans l'application de son programme d'indemnisation des familles.

La Fédération a donc été consternée de constater que le budget déposé ultérieurement prévoyait de modifier les indemnités accordées aux familles qui ont des enfants, sous prétexte d'assurer une meilleure distribution des ressources financières entre les familles vraiment dans le besoin.

Selon ce que nous en avons compris, le projet de loi C-70 supprime la pleine indexation des allocations familiales à compter de janvier 1986 et augmente le crédit d'impôt pour enfants, mais il diminue le seuil de revenu admissible à 23 500 \$. Il prévoit aussi la désindexation après 1988 et une diminution de près de la moitié de l'exemption d'impôt au titre des enfants d'ici 1989.

D'autres organismes nationaux de services sociaux qui comptent suffisamment de personnel pour offrir des services d'information ont évalué dans quelle mesure les changements proposés et, par exemple, l'augmentation des déductions admissibles pour les régimes d'épargne-retraite affecteront les familles, en fonction de l'endroit où elles se situent dans l'échelle des revenus.

La Fédération s'est reportée à l'évaluation faite par ces organismes des avantages et des inconvénients, pour les familles canadiennes, des changements proposés dans le projet de loi C-70. Il en ressort que bien des familles à faible et à moyen revenu vont voir leur situation financière se détériorer, tandis que les familles à revenu élevé vont pouvoir profiter d'autres programmes fiscaux qui leur procureront des avantages accrus par rapport aux inconvénients que leur occasionneront les changements apportés aux exemptions fiscales pour enfant et aux allocations familiales. Le Conseil canadien de développement social va même jusqu'à affirmer que la redistribution des ressources va se faire au profit des riches et des familles sans enfants.

Selon le Conseil national du bien-être social, si ces mesures sont appliquées, bien des familles à faible revenu et toutes les familles à revenu moyen qui ont des enfants vont recevoir moins qu'elles ne reçoivent en vertu du régime actuel. Après 1990, même les familles pauvres perdront leurs indemnités pour enfants et de moins en moins d'entre elles seront admissibles au crédit d'impôt pour enfants. Pourtant, il y a aujourd'hui beaucoup plus de petits Canadiens qui vivent dans la pauvreté—quelque 1,2 million—et beaucoup plus de familles pauvres. Le projet de loi C-70 ne va certainement pas améliorer leur sort.

À sa réunion annuelle de 1985, la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres a adopté une résolution visant à convaincre le gouvernement de maintenir l'universalité et la pleine indexation des allocations familiales. La Fédération



## [Text]

regard de-indexing, even partial de-indexing family allowances, as in the interests of Canadian children and their families. Bill C-70 is, therefore, unacceptable to the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation.

**Future trends:** The government has indicated that it has not finished with its reappraisal of social programs. Consequently, it is a major motivation in the federation's opposition to Bill C-70 that it should not be forerunner of a trend towards discounting families and the social programs to support them in their task of producing the next generation of Canadians.

Because Canadians with dependent children are now a minority in the population, we fear the potential ambivalence of a majority of Canadians without dependent children towards the costs of national measures to strengthen families with such children.

We believe that Canadian families deserve more support in government policy, not less. There is a lot more to child-raising than finding the money to do it, and parents of dependent children deserve more than ambivalent tolerance from the electorate. Moreover, it is in the long-term interest of taxpayers to see that the next generation of income-earners and taxpayers grows up healthy, secure, educated and productive, so that they can in their turn make positive contributions to Canada and the human race. To deprive families living in or near poverty of the modest contributions of family allowances fully indexed to the cost of living which return immediately to the economy seems shortsighted and threatening.

The child tax exemption is a provision which many agencies, comparing the needs of low- and middle-income families, consider expendable. Maybe so. We have said that any such move would only be acceptable as part of a full reform of tax programs, rather than piecemeal under the pretext that the revenues would enrich programs for families in the neediest income groups. On the same grounds, we express here our disapproval for the partial de-indexing proposed in Bill C-70.

**A need for national family policy:** What is missing from the debate on the details of family allowance programs, tax exemptions and credits, is any kind of interest in a comprehensive statement of national policy with regard to children and their families in modern Canadian society. Technological change has affected family as well as industrial life. The family today is likely to have a very different economic basis, and different responsibilities, from those of the recent past. The lifestyles and expectations of its adults and children have been transformed. The family has become both smaller, with only one parent, and larger, with several parents and step-siblings. What are the implications of this for social programs such as family allowances, tax exemptions and tax credits?

## [Traduction]

ération ne croit pas que la désindexation, ni même partielle, des allocations familiales puisse être dans l'intérêt des enfants canadiens et de leurs familles. Le projet de loi C-70 est donc inacceptable aux yeux de la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres.

**Orientations futures:** Le gouvernement a indiqué qu'il n'avait pas terminé sa réévaluation des programmes sociaux. La Fédération est donc d'autant plus déterminée à s'opposer au projet de loi C-70 qu'elle craint qu'il ne soit que le début d'une longue série de mesures visant à réduire l'appui accordé aux familles pour les aider à subvenir aux besoins de la prochaine génération de Canadiens.

Parce que les Canadiens qui ont des enfants à charge représentent actuellement une minorité dans la population, nous craignons que l'attitude des Canadiens sans enfants à charge, qui constituent la majorité, ne soit ambivalente à l'égard des coûts des mesures prises par le pays pour venir en aide aux familles qui ont des enfants.

Nous croyons que les familles canadiennes méritent davantage, et non moins, d'aide de la part du gouvernement qu'elle n'en ont à l'heure actuelle. La tâche d'élever des enfants est loin de se limiter à des considérations monétaires, et les parents d'enfants à charge méritent davantage que la tolérance ambivalente de l'électorat. En outre, il est dans l'intérêt à long terme des contribuables que la prochaine génération de travailleurs et de contribuables grandissent en santé et en sécurité et puissent s'instruire et devenir productive de façon à pouvoir, à leur tour contribuer concrètement à l'édification du Canada et de la race humaine. Il nous semble peu avisé et dangereux de priver des familles qui vivent dans la misère ou à la limite de la pauvreté, de la pleine indexation des allocations familiales au coût de la vie, puisque de toute façon ces modestes montants profitent immédiatement à l'économie.

L'exemption d'impôt au titre des enfants est une mesure que bien des organismes, qui ont comparé les besoins des familles à faible et moyen revenu, considèrent comme remplaçable. C'est peut-être le cas. Pour notre part, nous croyons que toute décision en ce sens devrait s'inscrire dans la cadre d'une réforme globale des programmes fiscaux, plutôt que d'être une mesure isolée visant supposément à assurer une redistribution des ressources au profit des familles les plus dans le besoin. C'est aussi pour cette raison que nous sommes contre la désindexation partielle proposée dans le projet de loi C-70.

**Besoin d'une politique nationale de la famille:** Ce qui manque dans le débat sur les allocations familiales, les exemptions fiscales et les crédits d'impôt, c'est l'expression d'une politique nationale précise à l'égard des enfants et de leurs familles dans la société canadienne moderne. Les changements technologiques ont touché la vie familiale autant que l'industrie. Les familles d'aujourd'hui vivent une réalité économique très différente et ont des responsabilités distinctes de celles des familles d'il y a dix ou vingt ans. Les modes de vie et les attentes des adultes et des enfants se sont transformés. La cellule familiale s'est à la fois rétrécie—elle ne compte parfois qu'un seul parent—et élargie—avec la présence de plusieurs parents et de demi-frères ou demi-sœurs. Comment ce phéno-

[Text]

In the meantime, the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation is concerned at any trend to reduce the priority of children's needs, or, to express it in economic terms, any trend to regarding the family's financial investment in its children as less productive to Canada than another individual taxpayer's investment in stocks and shares, and sees no reason why the Canadian tax system should reflect any other point of view.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Mansfield. With your permission, I am sure that honourable senators would like to ask questions and make comments on your presentation.

**Le sénateur David:** J'ai trouvé votre exposé extrêmement intéressant. Est-ce que vous me suivez?

**Madame Mansfield:** Oui

**Le sénateur David:** Non seulement, vous constatez les difficultés présentes, mais vous entrevoyez des possibilités d'avenir. Vous avez fait un lien entre les allocations familiales, les exemptions d'impôt et le crédit d'impôt, et je pense que ce lien n'a pas toujours été fait par les associations qui se sont présentées devant nous. Vous semblez dire que dans le système actuel, disons pour les deux prochaines années, les familles à faibles revenus ou à revenus moyens perdront certains bénéfices qu'elles ont actuellement. Pouvez-vous me dire, à partir de quelle année? Est-ce à partir d'aujourd'hui, 1986-1987?

**Madame Mansfield:** Est-ce que vous permettez qu'on vous réponde en anglais?

**Le sénateur David:** Oui, bien sûr.

**Madame Mansfield:** Cela ira plus vite. Nous disons que nous ne sommes pas des experts.

We are not experts in arithmetic. I am very good at housekeeping but the high finance league is not my area of expertise. I have here, for instance, reports from the Alliance of Children in Ontario, the National Council of Welfare, and the Canadian Council on Social Development—I am a little casual because I have not put those references in here—but in their reports they indicate that any benefit that comes on stream for poorest families is delayed, and there is less benefit than is represented to nearly poor families down the line.

**Senator David:** Even with the increase of the income tax credit?

**Mrs. Mansfield:** One of the things that these organizations have done, particularly the Alliance of Children, is that they have built in the other end of the scale for the higher income families and the increased RRSP deduction from \$3,500 to \$6,000, I think, so that families can save tax money. There are savings for higher income with more disposable income, which are quite disproportionate to the gains from the tax credit.

[Traduction]

mène influe-t-il sur les programmes sociaux comme les allocations familiales, les exemptions fiscales et les crédits d'impôt?

Par ailleurs, la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres exprime son inquiétude à l'égard de toute réduction de la priorité accordée aux besoins des enfants ou, pour employer des termes économiques, de toute affirmation voulant que l'argent investi dans la famille soit moins profitable au Canada que l'argent investi par un contribuable dans des actions. La Fédération ne voit pas pourquoi le régime fiscal canadien ne devrait pas tenir compte de cet état de fait.

**Le président:** Je vous remercie, M<sup>me</sup> Mansfield. Avec votre permission, j'inviterais les honorables sénateurs à nous faire part de leurs questions et de leurs commentaires au sujet de votre exposé.

**Senator David:** Your presentation was extremely interesting. Are you following me?

**Mrs. Mansfield:** Yes. Go ahead.

**Senator David:** You not only mention the problems we now face, but you also allude to future possibilities. You made a connection between family allowances, tax exemptions and tax credits. This connection was not, I feel, always made by the other associations appearing before us. You appear to be saying that as far as the next two years are concerned, with the present system, low and middle-income families will lose certain benefits they now receive. Can you tell me as of what year this will start to happen. Will it happen as of 1986-87?

**Mrs. Mansfield:** Can I answer that question in English?

**Senator David:** By all means.

**Mrs. Mansfield:** It will be faster that way. We admit that we are not experts.

Nous ne sommes pas des mathématiciennes. Je sais très bien faire le ménage, mais la haute finance n'est pas vraiment mon fort. J'ai, par exemple, ici des rapports de l'Alliance of Children in Ontario, du Conseil national du bien-être social et du Conseil canadien de développement social—que je regrette d'ailleurs de ne pas avoir cité en référence dans notre mémoire—où l'on indique que toutes les indemnités accordées aux familles les plus pauvres seront remises en question, tandis que les familles vivant presque à la limite de la pauvreté jouiront de moins d'avantages que ne le prétend le gouvernement.

**Le sénateur David:** Même avec l'augmentation du crédit d'impôt?

**Mme Mansfield:** Ce que ces organismes ont fait, en particulier l'Alliance of Children, c'est de calculer l'impôt épargné par les familles à revenu élevé, c'est-à-dire qui se situent à l'autre extrémité de l'échelle, grâce à l'augmentation de la déduction pour les REER de 3 500 à 6 000 \$. Les épargnes réalisées par les familles qui disposent d'un revenu plus élevé sont assez disproportionnées par rapport aux avantages que procure le crédit d'impôt.



[Text]

**Senator David:** But your association seems to be afraid that the trend of such policy goes on, that little by little there will be poorer families at the very low-income and middle-income levels.

**Mrs. Mansfield:** Yes.

**Senator David:** How would your association try to correct such a situation? Do you suggest that you would make another fiscal arrangement? Speaking only on family affairs, what would be your perspective of the future if there is any change that can be suggested?

**Mrs. Mansfield:** Our approach generally is that we are concerned at a widening gap. We are very concerned at a widening gap, but we are aware that expenditures in support of families can take many forms other than tax exemptions, family allowances and tax credits. There are other kinds of expenditures. For instance, there are expenditures in the form of child care, schooling, recreational facilities of all kinds of amenities. There is very little for children in Canada. In each community there is probably one institution that serves children and that is the school, and there is nothing else unless it happens to be a middle-class neighbourhood where some people have worked extremely hard to set up some amenities, combining their resources to do that.

We would say that there are more things to be done to strengthen the children and they do not necessarily fall into these categories. We would like there to be a real good look at what children need and what we should do for them.

**Mrs. Barbara Milne-Smith, Vice-President, Canadian Home and School Parent-Teacher Federation:** Finances are getting tighter and maybe things are going to have to change, but we seem to see that the changes that are helping families are less than the changes that are helping others. We think that if there are going to be changes, let us not do it piecemeal. Perhaps a thorough overhaul of the whole thing needs to be done, and we could see cases where we might be ready to even drop the universality of family allowances at some time, but not in this piecemeal way without showing where it is going to be picked up at another angle. We think this piecemeal approach is affecting the children, and other people are getting more benefits. It is soon going to be better to be a family without children than a family with children, and our children are going to be the next generation senators.

**The Chairman:** Senator Marsden and then Senator Graham.

**Senator Marsden:** Thank you very much, Mr. Chairman. Mrs. Mansfield and Mrs. Milne-Smith, I would like to thank you for coming because you have brought a new perspective. We have heard quite a lot from people concerned about poverty, and so on, but the point of view of the educational system or the school system, or those relationships between the family and school, is a very, very important one. I have two questions, and if you will allow me I will put them both at once. They may, in fact, have the same answer.

[Traduction]

**Le sénateur David:** Mais votre association semble craindre que cette politique appauvrisse de plus en plus les familles à faible et à moyen revenu.

**Mme Mansfield:** C'est exact.

**Le sénateur David:** De quelle façon, selon votre association, pourrait-on corriger cette situation? Préconiseriez-vous d'autres dispositions fiscales? En considérant strictement les questions de la famille et en supposant que certains changements pourraient être proposés, quelles sont, à votre avis, les perspectives d'avenir?

**Mme Mansfield:** Nous nous inquiétons surtout d'un éventuel élargissement de l'écart entre les riches et les pauvres. Nous sommes toutefois conscientes que l'aide aux familles peut prendre d'autres formes que les exemptions fiscales, les allocations familiales et les crédits d'impôt. Il suffit, à cet égard, de considérer les dépenses qu'entraînent les garderies, les écoles et les installations récréatives de toutes sortes. Il y a, au Canada, très peu de services destinés aux enfants. Dans chaque collectivité, le seul service destiné aux enfants est probablement l'école. Il n'y a rien d'autre, à moins que vous ne vous trouviez dans un quartier regroupant des familles de classe moyenne qui ont décidé de mettre leurs ressources et leurs énergies en commun pour pouvoir offrir à leurs enfants un certain nombre d'activités.

Nous croyons qu'il existe d'autres moyens de desservir la population infantine. Nous voudrions donc que des efforts réels soient faits pour définir les besoins de cette clientèle et décider d'un plan d'action à son intention.

**Mme Milne-Smith:** Les finances publiques sont de plus en plus serrées et des mesures s'imposent pour corriger la situation. Il nous semble cependant que les changements qui visent à aider les familles sont moins importants que ceux destinés aux autres contribuables. Nous croyons que tout changement devrait faire partie d'un plan d'ensemble. Peut-être devrions-nous repenser complètement le système actuel. Dans ces conditions, peut-être serions-nous disposées à laisser tomber, dans certains cas, le principe de l'universalité des allocations familiales. Par contre, si les changements proposés ne s'inscrivent pas dans un plan d'ensemble, nous croyons qu'ils désavantageront les familles au profit d'autres contribuables moins démunis. Au train où vont les choses, il sera bientôt plus avantageux de ne pas avoir d'enfants que d'en avoir. Pourtant, il faudra bien quelqu'un pour former la prochaine génération de sénateurs.

**Le président:** Sénatrice Marsden et ensuite sénateur Graham.

**Le sénateur Marsden:** Je vous remercie beaucoup, monsieur le président. Je voudrais remercier M<sup>me</sup> Mansfield et M<sup>me</sup> Milne-Smith d'être venues nous présenter leur point de vue. Bien des témoins nous ont fait part de leurs inquiétudes au sujet de la pauvreté, etc.; mais il me semble aussi très, très important d'évaluer la situation du point de vue des liens tissés entre la famille et l'école. J'ai deux questions, et si vous me le permettez, je vais les réunir en une seule. De fait, les deux exigent peut-être la même réponse.

## [Text]

The first question has to do with your last section, the need for a national family policy. I think this is extremely interesting, and I have been following the debate for quite some time. I would like to ask you in this regard what your views are on the attempt to form a national family policy in the United States? You will recall that the White House Conference on the Family was really a disaster. Shortly after that a book was published called *The Futility of Family Policy* because it was argued that family policy inevitably led to a discussion of abuse, and the family ended up looking as if it was the last bastion of horror instead of being a major institution for the socialization of children.

So I would like to ask you to explain to us a little further why you think a family policy in Canada would result in both a more benign debate and financial benefits in the long term that link into the subject of the bill in front of us.

The second question I would like to hear about is whether you see the increasing number of impoverished children, or the class differences that are beginning to emerge in our society, in the classroom, how that affects the educational system. We have heard from mothers who can no longer afford school bus passes for their children because their income has dropped. We have heard from mothers who say that their children do suffer because they look different from the other children because of their clothes and because they cannot afford to go into the events that the school provides. From the point of view of home and school, are you seeing those things? Is that a debate in your organization and what do you think the effects are?

**Mrs. Mansfield:** We will start with the second question first, because it is more direct.

**Mrs. Milne-Smith:** We had had some discussions in Quebec about the problems of trying to find more funding to give lunches to children coming to school without having had breakfast. You do not learn well under those conditions. I remember a school principal telling me that even though some children do not want to be bothered with breakfast, poverty or not, she found that if she ran into problems with children after recess, around 10:30 or 11 o'clock, she got into the habit of asking the children what they had had for breakfast, and so often their abilities dropped and their ability to behave also dropped from a lack of food.

I know that we have heard of a couple of areas and we were given strong statistics about much larger numbers of children in some of the inner-city schools, and the difficulty of finding more money for lunches. The children have been going to school without much breakfast and they certainly haven't had money to buy lunches in the cafeteria. So that is one spot where I have heard about it. I heard a discussion on it last night.

**Mrs. Mansfield:** There is a general demoralization. We are lucky. Neither Barbara nor I brought up our families in areas where there was evident poverty, but there was always discreet

## [Traduction]

Ma première question a trait à la dernière partie de votre exposé portant sur la nécessité d'établir une politique nationale de la famille. Je pense qu'il s'agit là d'une idée extrêmement intéressante, et j'ai d'ailleurs suivi le débat à ce sujet depuis un bon moment. J'aimerais savoir ce que vous pensez des tentatives faites aux États-Unis pour établir une politique nationale de la famille? Vous vous rappellerez sans doute que la conférence de la Maison Blanche sur la famille s'était soldée par un véritable échec. Peu de temps après cette conférence, un livre intitulé «*The Futility of Family Policy*» a été publié par Brookings. Dans cet ouvrage, l'auteur soutient que l'établissement d'une politique de la famille mène inévitablement à discuter des abus. Selon lui, la famille finit par être considérée comme le dernier bastion de l'horreur plutôt que d'être perçue comme le principal instrument de socialisation des enfants.

J'aimerais donc que vous nous expliquiez un peu plus en détail pourquoi vous croyez qu'une politique de la famille au Canada donnerait lieu à un débat plus calme et procurerait, à long terme, les avantages financiers qui sont justement l'objet du projet de loi que nous étudions en ce moment.

Deuxièmement, j'aimerais que vous nous disiez de quelle façon l'accroissement du nombre des enfants défavorisés ou des différences de classe dans notre société, affecte le système d'enseignement. Nous avons entendu des mères nous dire qu'elles n'avaient plus les moyens d'acheter des laissez-passer d'autobus à leurs enfants parce que leur revenu avait diminué. D'autres nous ont dit que leurs enfants souffraient parce qu'ils ne pouvaient pas s'acheter d'aussi beaux vêtements que leurs condisciples ou obtenir l'argent nécessaire pour qu'ils puissent participer à certaines activités parascolaires. Comment votre organisme voit-il cela? Vos membres ont-ils déjà discuté de cette question et, si oui, quelles sont leurs conclusions?

**Mme Mansfield:** Nous commencerons par répondre à votre seconde question, parce qu'elle nous semble plus directe.

**Mme Milne-Smith:** Nous avons eu certaines discussions à Québec au sujet de la difficulté de trouver des fonds pour nourrir à midi les enfants qui se présentent à l'école sans avoir déjeuné. Tout le monde sait que ventre affamé n'a pas d'oreilles. Je me souviens qu'une principale d'école m'a dit que même si certains enfants, pauvres ou pas, préfèrent ne pas déjeuner, elle a constaté qu'elle avait souvent des problèmes avec les enfants après la pause, c'est-à-dire vers 10 h 30 ou 11 heures. Elle a donc pris l'habitude de demander aux enfants ce qu'ils ont mangé au déjeuner et inmanquablement, elle se rend compte que leur manque d'attention et de discipline est attribuable au fait qu'ils ont sauté le petit déjeuner.

Nous savons que dans certains quartiers du centre-ville, les écoles comptent un nombre beaucoup plus grand d'enfants; ce qui accroît la difficulté de trouver des fonds pour leur donner le repas de midi. Ces enfants partent pour l'école sans avoir déjeuné, et ils n'ont pas non plus de l'argent pour acheter de quoi manger à la cafétéria. C'est donc un sujet dont j'ai entendu parler. J'ai d'ailleurs entendu une discussion là-dessus hier soir.

**Mme Mansfield:** Ily a un climat de démoralisation générale. Nous avons de la chance, Barbara et moi, d'avoir pu élever nos familles dans des quartiers où la pauvreté n'était pas flagrante.



[Text]

poverty. There was in an area in which I lived. I know the effect it has on the aspirations of children and their parents and on their attitude to the world. I also know from my own experience how helpful and how enormously supportive outside the dollar value can be things like tax credits and family allowances, which are pitifully small, really, in the context of income. As income they are very, very modest, but the benefits psychologically and emotionally and whatever are significant.

On the other question, Senator Marsden, I share the concern about what do we mean and the traps that one can fall into in talking about "a family policy". When we were working preparing this, my conscience here, Barbara, said, "you know, we have a family policy here" and I said, "No, I don't want a family policy." I said, "any family policy."

I have a great fear myself of thinking in terms of one policy, one set of things, but somehow we have to come nearer to an articulated consensus on where families rate and how they rate. I know that things are not solved by writing it all down. The charter of the family is not going to solve all that sort of thing, but we have to work through something, the relationship of individual rights to families. There is some work to be done, and somehow we have to find a way to reflect on what is happening to children if we are going to make individual rights of adults the priority.

**Senator Marsden:** Thank you very much. I share your concerns and would be most interested in anything you produce on that subject of family policy. I would be most grateful to receive your paper on it.

**Mrs. Mansfield:** If we see some truth somewhere we will let you know.

**The Chairman:** Senator Graham.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Chairman. Mrs. Mansfield, you have here a list of all the member organizations across the country of the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation. Has this been discussed in each of these organizations—the family allowance bill, the de-indexation of family allowances—or is it something that was taken up at the national level and you are attempting to represent the views of all these organizations? How widespread has the consultation been?

**Mrs. Mansfield:** Barbara, would you like to explain the process at which we arrive at our policy?

**Mrs. Milne-Smith:** When we have spoken of things that came up at annual meetings which were resolutions, as we say, the sort of structure of what our concerns are, every federation across Canada sends in to the national office the items which they would like to have discussed as resolutions at the annual meeting. In fact, I presume that you have received them all now for 1986. They have to be in by the middle of February. The national office puts them into order and circulates them back to all ten provincial federations by the middle of March. If, for example, it is New Brunswick that has sent something in, they know about it and they are all concerned, but their

[Traduction]

Je sais que l'environnement peut influencer sur les aspirations des enfants et des parents ainsi que sur leur attitude envers le monde. Je sais aussi d'expérience, combien utile peut être l'aide obtenue de l'extérieur sous la forme de crédits d'impôt et d'allocations familiales, même si le montant en est ridiculement modeste par rapport à l'ensemble du revenu familial. Quelle qu'en soit l'envergure, cette aide procure des bienfaits psychologiques et émotionnels.

Au sujet de votre autre question, sénatrice Marsden, je vous dirais que je partage les préoccupations exprimées au sujet des pièges que recèle l'établissement d'une véritable «politique de la famille». En préparant ce mémoire, ma conscience, Barbara, m'a dit «vous savez, nous avons une politique de la famille ici» et je lui ai répondu «non, je ne veux pas d'une politique de la famille.» J'ai dit d'une quelconque politique de la famille.

Je crains énormément le fait qu'on cherche à tout régler au moyen d'une seule politique, d'un ensemble de règles. Il nous faut quand même arriver à nous entendre sur la place de la famille et son importance. Je sais qu'on ne résout pas les problèmes en les mettant par écrit. La charte de la famille ne va pas remédier entièrement à la situation, mais il faut déterminer en quelque sorte les droits de l'individu par rapport à ceux de la famille. Il y a du travail à faire et nous devons voir quelle place nous laisserons aux enfants si nous faisons des droits individuels des adultes notre priorité.

**Le sénateur Marsden:** Je vous remercie infiniment. Je partage vos préoccupations et aimerais énormément prendre connaissance de vos travaux sur la question de la politique de la famille. J'apprécierais grandement que vous me fassiez parvenir votre mémoire à ce sujet.

**Mme Mansfield:** Nous vous ferons part de toute découverte intéressante à cet égard.

**Le président:** Sénateur Graham.

**Le sénateur Graham:** Je vous remercie, monsieur le président. Madame Mansfield, nous avons ici la liste de tous les organismes du pays membres de la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres. La question de la désindexation des allocations familiales qui fait l'objet de ce projet de loi a-t-elle été discutée au sein de chacun de ces organismes ou est-ce un sujet que l'on a abordé au niveau national? Tentez-vous de représenter chacune de ces organisations? Dans quelle mesure y a-t-il eu consultation?

**Mme Mansfield:** M<sup>me</sup> Milne-Smith vous expliquera avec plaisir comment nous avons procédé pour établir notre politique.

**Mme Milne-Smith:** Nous discutons de nos préoccupations, sous forme de résolutions, comme nous les appelons, à nos assemblées annuelles. Chaque fédération du Canada fait connaître au bureau national les points qu'elle aimerait voir mettre en discussion, comme résolutions, à l'assemblée annuelle. Je présume que vous avez en main toutes celles qui ont été proposées pour 1986. La date limite de présentation est la mi-février. Le bureau national les met en ordre et les distribue aux dix fédérations provinciales avant la mi-mars. Par exemple, si le Nouveau-Brunswick envoie une résolution, après consultation de toutes les associations de la province qui sont concernées,

[Text]

resolution is circulated then to all ten provinces. All ten provinces have a chance at their provincial level to discuss these items, so that by the time they come to the floor at the national meeting in June, all the provinces have thought about them.

To take it back a little further, often a resolution that might have come from New Brunswick might have come from one of their locals to their annual meeting and been discussed by all their province and they felt it was a concern that should go before the national body. Obviously, each province has things which are just provincial, and those that are of national interest they send on.

So often things have come right up from the grassroots to a provincial, and certainly once they come in to national they go back and each province has a chance to see what it thinks about them and they are voted on, and a good part of the annual meeting is spent on discussion by all. Amendments and discussion are welcome from all the provinces.

**Senator Graham:** Were any of the organizations supporting Bill C-70?

**Mrs. Mansfield:** Within the federation?

**Senator Graham:** Yes.

**Mrs. Mansfield:** When was Bill C-70 presented?

**Mrs. Milne-Smith:** It was after the last annual meeting, but the ideas that are in Bill C-70, the universality and the de-indexing.

**Mrs. Mansfield:** When we met last May, I think something was happening and I think we added the words "fully indexed" to one of our statements.

**Senator Graham:** You mentioned—I forget which one of you, and I apologize for that—that possibly down the road you would be prepared to see the principle of universality dropped. Is that a correct statement?

**Mrs. Mansfield:** Well, I would say that as a federation we are not doctrinaire. We believe that if we have new knowledge and there are new ways to do things, then we should find new ways to do things. If you are involved with children you know there is no one way to do everything. The world is changing and these children are different and families are different and there may be a different way, but we would like a better way, not a worse way.

**Mrs. Milne-Smith:** This is how our president worded it, "that before such changes are made, there should be a convincing review and reform of the whole personal and corporate income tax system", not to do it in a piecemeal way.

**Senator Graham:** I believe in the course of your testimony, both of you in one way or another, suggested that this was demoralizing not only to parents but to children as well, and I think to quote you, Mrs. Milne-Smith, you said it was having an effect on children.

[Traduction]

cette résolution est ensuite distribuée dans les dix provinces. Chaque province a ensuite la chance de discuter de ces points et d'y réfléchir avant l'assemblée de juin.

Une résolution, prenons par exemple une résolution du Nouveau-Brunswick, peut provenir d'une des associations régionales et avoir été discutée à l'assemblée annuelle des associations de la province qui aura décidé de la soumettre à toutes les autres provinces. Car chaque province a bien sûr des préoccupations d'ordre provincial et d'autres d'ordre national qu'elles soumettent au bureau central.

Donc, la résolution peut provenir d'une association régionale, être soumise à la section provinciale, puis à la section nationale et ensuite être présentée à chaque province qui en discute alors et prend le vote sur la question. Une bonne partie de l'assemblée annuelle est donc consacrée à la discussion de ces résolutions par toutes les associations. Des modifications peuvent alors être apportées.

**Le sénateur Graham:** L'une ou l'autre des associations était-elle en faveur du projet de loi C-70?

**Mme Mansfield:** Une des associations membres de la fédération?

**Le sénateur Graham:** Oui.

**Mme Mansfield:** Quand le projet de loi C-70 a-t-il été présenté?

**Mme Milne-Smith:** Il n'a été présenté qu'après la dernière assemblée annuelle, mais les points qui font l'objet du projet de loi, l'universalité et la désindexation, ont été discutés.

**Mme Mansfield:** Lorsque nous nous sommes réunis en mai dernier, je crois que nous avons abordé ce sujet et ajouté les mots «pleinement indexées» à l'une de nos déclarations.

**Le sénateur Graham:** L'une d'entre vous a mentionné, je ne sais plus laquelle et je m'en excuse, que vous seriez éventuellement prêtes à mettre en question le principe de l'universalité. Est-ce exact?

**Mme Mansfield:** Je dois dire, qu'en tant que fédération, nous ne sommes pas doctrinaires. Selon nous, s'il y a de nouvelles connaissances et de nouvelles façons de procéder, il y a lieu de les adopter. Si vous êtes en contact avec les enfants, vous saurez qu'il n'y a pas une façon unique de s'y prendre avec eux. Les temps changent, les enfants et les familles sont différents et peut-être y a-t-il une façon différente de voir les choses, une meilleure façon, nous l'espérons.

**Mme Milne-Smith:** Notre présidente l'a formulé en ces termes: «Avant d'apporter des changements, il y aurait lieu de procéder à une révision et à une réforme en profondeur de l'ensemble du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés». Cette réforme ne doit pas être effectuée par bribes et par morceaux.

**Le sénateur Graham:** Vous avez toutes les deux, dans votre témoignage, indiqué d'une façon ou d'une autre que cette situation était démoralisante non pas seulement pour les parents, mais également pour les enfants. Je crois que vous avez dit, madame Milne-Smith, qu'elle avait des répercussions sur les enfants.



[Text]

**Mrs. Milne-Smith:** Yes.

**Senator Graham:** I wonder if you could elaborate on that? What kind of an effect is it having? I just don't seem to understand that children who are eligible for family allowance would really know about the intricacies of what is involved in family allowances. It may be that they hear their parents or their mothers talk about the fact that the cheque is not as big this month as it was last month or it may not be as big in the future.

**Mrs. Milne-Smith:** I think where we say it affects children relates to families that are having more and more problems with poverty, because the children are ending up at school without breakfast and without much money for lunch.

**Senator Graham:** Have you had any feedback that members of the Home and School Federation feel that they are being let down in any way?

**Mrs. Milne-Smith:** That parents are being let down or children are being let down?

**Senator Graham:** Both parents and children through this de-indexation process.

**Mrs. Mansfield:** There are certain parents who are extremely concerned. We say on their behalf, "That's the wrong way. Less is not the right way unless we believe that what is being done is in the long-term interests of children." It would be ridiculous to make a case saying that the \$1.60 less a month is going to result in undue hardship. Our point is that we do not like that trend. We do not like it piecemeal. We are willing to listen, learn, understand, and contribute as far as we are able, but do not go on this way.

**Senator Graham:** Whether it is \$1.39 or \$1.60, I believe Senator Marsden alluded to the fact that there was one lady in particular testifying the other day that the amount the cheque was reduced each month meant bus tickets over a certain number of months and it has real value for them.

**The Chairman:** As a point of information, in fact the January cheque has not been decreased or reduced.

**Mrs. Milne-Smith:** It just hasn't been.

**The Chairman:** But it has been increased less than it would have been otherwise.

**Mrs. Milne-Smith:** Exactly.

**Mrs. Mansfield:** There is a semantic difference.

**The Chairman:** Hearing Senator Graham's question, I had the feeling that it had been reduced.

**Mrs. Mansfield:** The real value.

**The Chairman:** But it has not been reduced; it has been increased less than otherwise.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, I did not mean to imply that.

**The Chairman:** Another question, Senator Graham?

[Traduction]

**Mme Milne-Smith:** Effectivement.

**Le sénateur Graham:** Pourriez-vous nous donner un peu plus de précision là-dessus? Quelles sont ces répercussions? Je ne vois pas comment les enfants qui ont droit aux allocations familiales pourraient vraiment être au fait des complexités du système. Peut-être entendent-ils leurs parents ou leur mère se plaindre que leur chèque n'est pas aussi élevé ce mois-ci que le mois dernier ou pourrait l'être moins dans l'avenir.

**Mme Milne-Smith:** Les enfants sont touchés, selon moi, par le fait que les familles s'appauvrissent et parce qu'ils se rendent à l'école le matin sans avoir déjeuné et sans argent pour s'acheter de quoi manger à midi.

**Le sénateur Graham:** Les membres de la Fédération des associations foyer-école estiment-ils qu'on les laisse tomber?

**Mme Milne-Smith:** Vous voulez parler des parents ou des enfants?

**Le sénateur Graham:** À la fois des parents et des enfants, dans le cadre de la désindexation.

**Mme Mansfield:** Certains parents sont extrêmement préoccupés par cette situation. Nous disons, en leur nom que ce n'est pas la bonne façon de procéder, qu'il n'y a pas lieu de réduire les prestations à moins que ce ne soit dans l'intérêt à long terme des enfants. Il serait ridicule de prétendre qu'une part de 1,60 \$ par mois mettra les gens dans une situation précaire. C'est l'évolution de la situation qui nous préoccupe, le fait qu'on prenne des mesures peu systématiques. Nous sommes enclins à écouter, à apprendre, à comprendre et, dans la mesure du possible, à faire notre part, mais nous sommes contre cette façon de procéder.

**Le sénateur Graham:** Que la réduction soit de 1,39 \$ ou de 1,60 \$, elle revêt une grande importance pour certains, comme l'a mentionné, je crois, la sénatrice Marsden, en faisant allusion au fait qu'une dame a, dans son témoignage il y a quelques jours, indiqué que le montant de la réduction équivalait au bout de l'année à un bon nombre de billets d'autobus.

**Le président:** Pour votre information, le chèque de janvier n'a en fait pas été réduit.

**Mme Milne-Smith:** Il ne l'a simplement pas été.

**Le président:** Il a augmenté moins qu'il n'aurait dû normalement.

**Mme Milne-Smith:** Exactement.

**Mme Mansfield:** C'est une différence sémantique.

**Le président:** D'après la question du sénateur Graham, j'avais l'impression qu'on avait réduit ce chèque.

**Mme Mansfield:** La valeur réelle.

**Le président:** Il n'a pas été réduit, il a moins augmenté qu'il n'aurait dû normalement.

**Le sénateur Graham:** Ce n'est pas ce que voulais inférer.

**Le président:** Vous avez une autre question à poser, sénateur Graham?

[Text]

**Senator Graham:** No thank you.

**The Chairman:** Senator Bonnell?

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, I would like to have seen something added to Bill C-70 which is not there. The witnesses stated that some children had come to school with no breakfast—nothing in their stomachs. I am one of those people who believe that the diet is a very important factor for mothers and a very important factor for children. I also believe that when a mother is pregnant she should be on a proper diet and that the family allowance should begin when she gets pregnant, not after the baby is born, so that she can purchase the proper diet foods and keep healthy with vitamins and other minerals while she is carrying that child.

**Mrs. Milne-Smith:** A good idea.

**Senator Bonnell:** I would like to have seen the family allowance bill expanded to include mothers when they get pregnant—provided they have had their checkup with their doctors or the public health nurse and continue to follow a proper diet so that when the children are born they will not be premature, because if they are premature they become slower to learn and intend to be rejected by their parents. As a result we end up with problem children down the road, all because of the mother's improper diet when carrying the child.

Has the Home and School Federation thought about making a recommendation that the family allowance be extended to mothers when they become pregnant?

**Mrs. Milne-Smith:** We had not thought about it before, but we have now.

**Mrs. Mansfield:** No, but I do know that the Canadian Public Health Association certainly dealt with it. I could not find out whether they had actually adopted that resolution. I had it in my file of information about this issue and it is certainly something that we would consider. We just have not got around to expressing ourselves formally on it, but I cannot see any opposition to such a proposal. It certainly seems obvious. I think there are many countries where that kind of support is available.

**Senator Bonnell:** Would you consider taking it back to your national executive?

**Mrs. Milne-Smith:** Yes.

**Mrs. Mansfield:** We certainly will.

**Senator Bonnell:** And pass it there to your provincial branches and ask for their support to approach their members of Parliament so that maybe next year we will get an amendment to the bill so that women will get the family allowance when they become pregnant—provided they follow a proper diet—and the result will be healthy children who are full-term bouncing baby girls and boys.

**Mrs. Mansfield:** Well, I do not know, senator, whether we would add all those provisos.

**Senator Bonnell:** However, I am quite sure that the more pressure put on members of Parliament the better. You know, it's the squeaking wheel that gets greased. It has worked that way since I have been involved in politics.

[Traduction]

**Le sénateur Graham:** Non, je vous remercie.

**Le président:** Sénateur Bonnell?

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, ma question porte en fait sur un point que je voudrais qu'on ajoute à ce projet de loi. J'ai entendu des témoins dire que certains enfants allaient à l'école sans avoir déjeuné, l'estomac vide. Je suis de ceux qui croient à l'importance d'un bon régime alimentaire pour les mères et les enfants. J'estime également qu'une femme enceinte doit pouvoir se nourrir convenablement. Elle devrait dès lors recevoir des prestations familiales dès qu'elle tombe enceinte et non une fois que le bébé est né, de façon à pouvoir bien se nourrir et à demeurer en santé à l'aide de vitamines et de minéraux.

**Mme Milne-Smith:** C'est une bonne idée.

**Le sénateur Bonnell:** J'aurais aimé que le projet de loi prévoie le versement d'allocations familiales aux femmes enceintes qui consultent régulièrement leur médecin ou leur infirmière et suivent un régime approprié de sorte que l'enfant naisse à terme, les enfants prématurés ayant souvent des difficultés d'apprentissage et tendant à être rejetés par leurs parents. Ces enfants finissent par avoir toutes sortes de problèmes, simplement parce que leur mère ne s'est pas nourrie convenablement, durant sa grossesse.

La Fédération des associations foyer-école a-t-elle songé à recommander qu'on verse des allocations familiales aux femmes enceintes?

**Mme Milne-Smith:** Nous n'y avons pas pensé, mais nous y pensons maintenant.

**Mme Mansfield:** Je sais par contre que l'Association canadienne d'hygiène publique y a songé. Je me demande si elle a effectivement adopté cette résolution. Cela se trouve dans mon dossier d'information et il y aurait certainement lieu de nous attarder là-dessus. Nous n'avons pas encore exprimé un point de vue officiel sur cette question, mais je ne vois pas pourquoi nous nous opposerions à cette proposition. Elle est très sensée. Des mesures semblables sont déjà appliquées dans de nombreux pays je crois.

**Le sénateur Bonnell:** Vouderiez-vous la soumettre à votre exécutif national?

**Mme Milne-Smith:** Oui.

**Mme Mansfield:** Nous le ferons certainement.

**Le sénateur Bonnell:** Et la présenter ensuite à vos sections provinciales de sorte qu'elles l'appuient et fassent des démarches auprès des députés afin que le projet de loi soit modifié l'an prochain pour permettre aux femmes enceintes de recevoir des allocations familiales si elles suivent un régime alimentaire approprié. Nous aurons ainsi des bébés arrivés à terme et en parfaite santé.

**Mme Mansfield:** Je ne sais pas, sénateur, s'il y a lieu d'ajouter toutes ces conditions.

**Le sénateur Bonnell:** Mieux vaut, j'en suis sûr, mettre le plus de pression possible sur les députés. Vous connaissez l'adage: criez et l'on vous entendra. C'est la façon dont les choses se passent comme je l'ai constaté depuis que je suis en politique.



[Text]

**Mrs. Mansfield:** We like to squeek.

**Senator Bonnell:** There is nothing like the Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation and other organizations to pressure their members of Parliament; you can even tell them you will not vote for them if they don't do it, and that will certainly give them food for thought.

**Mrs. Mansfield:** Thank you very much. We will report to them.

**Senator Bonnell:** Thank you. I have no further questions.

**The Chairman:** Senator Robertson?

**Senator Robertson:** Thank you, Mr. Chairman. Further to Senator Bonnell's comment about having the family allowance for the pregnant mother, I am one of those who support that philosophy as well. I would refer to the Senate report of the "Child At Risk" which was published three years ago. That was one of the major recommendations in that Senate report at that particular time. Maybe we can make progress with that recommendation. I think it bears merit and perhaps if we pushed hard enough, we might have better luck than we have had over the last three years.

I listened to your brief with much interest. Thank you so much for your thoughtful presentation. I guess what bothers me most of all is the confusion, if you look at Bills C-70, C-84 and C-83; they really are confusing. If you look at the short haul, not counting other taxation because the other taxation would be there, but if you compare that with the other system, I guess the poorest children and the poorest families do receive additional benefits, albeit small, and I think that in itself is a move in the right direction.

You mention that there is no policy on family, and that is certainly true. We have no policy in this country on family; we have no policy in this country on aging; we have no policy in this country on poverty; and I believe that we have to look at poverty in all its insidious forms if we are going to improve the environment for our children. We have worked sufficiently in those environments to know the damage done to families and children in particular. I suppose about 10 per cent of the families living in poverty receive the bulk of their income from social assistance, which is a cost-shared program. We heard from some witnesses that they would like to have the child tax credit on a monthly basis; some said they would want to have it once a year or twice a year, but the big fear seemed to be that, as we increased the child tax credit—"we", as in the federal government—provincial governments might be tempted, as some have in the past, to reduce the social assistance payments.

I think that argument between the federal government and the provinces has to be corrected. If there is one area your federation, collectively, could work on, it is to insist that the provincial governments not reduce social assistance payments when other programs come into play that can help those living

[Traduction]

**Mme Mansfield:** Nous aimons crier.

**Le sénateur Bonnell:** Nulle autre que la Fédération canadienne des associations foyer-écoles et parents-maîtres et d'autres organismes ne peuvent mieux influencer sur les députés, vous pouvez même leur dire que vous ne voterez pas pour eux s'ils n'appliquent pas cette mesure, en leur signalant que vous êtes en faveur de cette proposition. Cela leur donnera matière à réflexion.

**Mme Mansfield:** Je vous remercie infiniment. Nous en ferons part à nos associations.

**Le sénateur Bonnell:** Je vous remercie. Je n'ai pas d'autres questions à poser.

**Le président:** Madame la sénatrice Robertson?

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie, monsieur le président. J'appuie le versement de l'allocation familiale aux femmes enceintes et, à cet égard, je voudrais faire allusion au rapport du Sénat, *l'enfant en péril*, publié il y a trois ans. C'était l'une des principales recommandations de ce rapport. Peut-être pourrions-nous enfin l'appliquer. Il vaut, à mon avis, la peine de l'examiner et, peut-être si nous insistons suffisamment, serons-nous plus chanceux que nous ne l'avons été ces trois dernières années.

J'ai écouté très attentivement la présentation de votre mémoire. Je vous remercie infiniment pour ces considérations réfléchies. Ce qui me dérange le plus, je crois, c'est une certaine confusion qui règne sur la question. En examinant les projets de loi C-70, C-84 et C-83 et la situation à court terme, sans tenir compte des autres mesures fiscales qui s'appliqueraient de toute façon, les enfants et les familles les plus pauvres auront bel et bien droit à des prestations supplémentaires par rapport à l'ancien régime, quoique peu élevées. C'est, à mon avis, un pas dans la bonne direction.

Vous avez dit qu'il n'y avait pas de politique de la famille. C'est certainement vrai. Nous n'avons pas de politique de la famille dans ce pays. Nous n'en avons pas non plus relativement à la vieillesse. Nous n'avons pas de politique en ce qui concerne la pauvreté et il faut, selon moi, étudier tous les aspects les plus insidieux de la question de la pauvreté pour arriver à améliorer le milieu dans lequel vivent nos enfants. Nous avons suffisamment travaillé dans ces milieux pour connaître le tort fait aux familles et surtout aux enfants. Je crois qu'environ 10 p. 100 des familles pauvres vivent en majeure partie des prestations d'assistance sociale, un programme à frais partagés. Certains témoins nous ont dit préférer le versement mensuel du crédit d'impôt pour enfant, d'autres veulent qu'il soit payé en un ou deux versements, par an, mais la majorité craint que nous, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, soyons tentés, pour accroître le crédit d'impôt pour enfant, de réduire les prestations d'assistance sociale.

Je crois que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux doivent s'entendre là-dessus. Vos fédérations pourraient sans doute, de concert, insister entre autres, auprès des gouvernements provinciaux pour qu'ils ne réduisent pas les prestations d'assistance sociale si, par d'autres programmes, on

[Text]

in the greatest poverty, because if they give with one hand and take away with the other, you end up with a great deal of frustration on everyone's part. So I think that is something we must start with.

Another large lack, of course, is that, simply because we have no policy on family, aging or poverty, we really have no policy on parenting either. I am sure that you find that many of the problems are the result not only of poverty but of the lack of parenting skills as well. Sometimes they go together and sometimes they do not, which leads me to a question that I should like you to answer if you feel you would like to. Do you believe that our legislation, the body of our common law in Canada, favours parents over children?

**Mrs. Mansfield:** Well that is a big question and if I answered it like that you would assume that I am more familiar with the body of common law than I am.

**Senator Robertson:** Let me tell you where I am coming from. We have an absolutely startling number of unwed mothers—children practically—who cannot take care of themselves, who are suddenly mothers. There has been a tendency in the social work schools to encourage children to keep children. No research has been done to track these little people. There is a great deal of concern in some corners, when so many adoptive parents are waiting. The argument always is, "Oh, the natural mother is preferable," regardless of the circumstances. Well, I don't know. I am going to need the research to show me that that is the best place for the child, because I am not convinced yet. We have not done research on these matters. I don't know what a family is any more. I don't know how to define "family."

**Mrs. Mansfield:** I know what you mean.

**Senator Robertson:** I think you will find that we are leaving these little children in unbearable circumstances quite often. Go to any case worker across the country and you will find that children are left so often in unbearable circumstances before finally the parents separate. Then they are back again and then they separate again. Then there are foster homes and the story of kids in and out of foster homes, for instance. I don't know if we even know what we are talking about, because Canada has not done its proper research. I have a sneaking suspicion that the legislation favours parents over kids. I really do. I think it is a lot easier in Canada to beat up on your kid than to beat up on your cat. I believe that the animal shelters and the SPCA have a stronger voice than those of us who are concerned with child abuse.

**Mrs. Mansfield:** The baby seals get more protection.

**Senator Robertson:** Yes, and baby seals; exactly. So I am very confused by it all. Do you believe that the poorest people should receive more in government support, as long as it is done in a dignified way, than the rich?

**Mrs. Milne-Smith:** Yes.

**Senator Robertson:** Do you think that somehow it should be weighed down to those who need it the most?

[Traduction]

cherche à venir en aide aux plus démunis. En donnant d'une main et en reprenant de l'autre, on crée beaucoup d'insatisfaction. C'est le problème auquel il faut à mon avis commencer par là.

Non seulement n'avons-nous pas une politique relativement à la famille, à la vieillesse ou à la pauvreté, mais il n'existe pas non plus de politique d'éducation des enfants. Nombre des problèmes que vous avez relevés ne sont donc pas simplement le résultat de la pauvreté, mais d'une inaptitude des parents à jouer leur rôle. Ces deux facteurs sont parfois liés, parfois ils ne le sont pas, ce qui m'amène à vous poser une question à laquelle vous pouvez ou non répondre. Selon vous, nos lois, le droit commun du Canada, favorisent-ils les parents par rapport aux enfants?

**Mme Mansfield:** C'est une grave question et si j'y répondais comme cela à brûle-pourpoint, vous pourriez croire que le droit commun m'est plus familier qu'il ne me l'est réellement.

**Le sénateur Robertson:** Laissez-moi vous dire d'où je viens. Il y avait, parmi nous, un nombre tout à fait ahurissant de très jeunes filles, des enfants, pratiquement, qui étaient incapables de prendre soin d'elles-mêmes et qui tombaient soudainement enceintes. On avait tendance, dans l'enseignement du travail social, à encourager les jeunes femmes enceintes à garder leur enfant. On n'a effectué aucune recherche pour les retracer. D'aucuns sont énormément préoccupés par cette situation, alors que tant de parents attendent de pouvoir adopter des enfants. On soutient toujours qu'il est préférable que l'enfant soit élevé par sa mère naturelle, quelles que soient les circonstances. Je n'en suis pas convaincue, et j'aurais besoin qu'on me le prouve. Or, aucune recherche n'a été faite à cet égard. Je ne sais plus ce qu'est une famille, je ne sais pas comment définir la «famille».

**Mme Mansfield:** Je comprends.

**Le sénateur Robertson:** N'importe quel travailleur social du pays pourrait nous dire comment les enfants sont souvent abandonnés dans des circonstances intolérables. On les retire de là et on les abandonne de nouveau. Certains sont placés en foyer d'accueil, d'un foyer à un autre. Je me demande si nous savons de quoi nous parlons, le Canada n'ayant pas effectué de recherche à ce sujet. J'ai l'étrange impression que la loi favorise les parents par rapport aux enfants. Je le crois fermement. Il est à mon avis plus facile au Canada de battre ses enfants que de battre son chat. Selon moi, la SPCA a plus d'audience que ceux qui défendent les enfants victimes d'abus.

**Mme Mansfield:** Les bébés phoques sont davantage protégés.

**Le sénateur Robertson:** Exactement. Je suis donc très déroutée. Selon vous, les gens pauvres devraient-ils recevoir plus d'aide du gouvernement, en autant qu'elle soit accordée avec dignité, que les riches?

**Mme Milne-Smith:** Oui.

**Le sénateur Robertson:** Croyez-vous qu'il y aurait lieu de la pondérer en faveur de ceux qui en ont le plus besoin?



[Text]

**Mrs. Milne-Smith:** That is right.

**Mrs. Mansfield:** Yes. I believe, and I am sure my colleagues would agree with me, that we would not be doing all the volunteer work that we do, if we were not convinced that families—parents and children—are important.

**Senator Robertson:** Very important, yes.

**Mrs. Mansfield:** And that the world around the parents and children should work to help them. Of course, money is not always the answer. However fallible parents are, we have yet to be persuaded that a system or institution is any better, so while admitting that it is hard to see child parents bringing up children, it is equally hard to see children without parents.

**Senator Robertson:** But there are would-be parents around.

**Mrs. Mansfield:** I know there are adoptive parents and so on, but it is difficult. However, I think there is a good case for persuading teenage mothers to agree to other arrangements for their children if there are other families that are mature, more appropriate, and ready and willing and so on; but it is very hard to discourage the young mother from keeping the baby. I think there is a good case, but basically it is hard for us not to feel that there is something we can do. We have to do all we can first—

**Senator Robertson:** That is right, because we have no policy.

**Mrs. Mansfield:** —to make the relationship between the parents and the children a real nourishing one. The relationship does not need any more blockages.

**Senator Robertson:** That is right. We have no sex education, or very little sex education. We have so little parenting education.

**Mrs. Milne-Smith:** We are seeing requests for parenting education coming up. I cannot remember if we have had any resolutions at the national level, but at the provincial level, we have had requests to get parenting courses into the schools for parents and teenage students who might become parents. People have asked to have a parenting course included in the curriculum and to have it in the community for parents—teenage or otherwise—who need some parenting education because they have gone into it without anything. We have had several items about that recently. I am seeing schools setting up parenting courses and having people come in to speak to parents in their schools about the need for parenting. That takes it a step farther back so that at the start we can have the parenting to the students ahead of time before worrying about what to do with the children.

**Senator Robertson:** Coming back to your original point, we need policies. We need broad policies on families and property, and simply because of split jurisdiction it is not good enough to walk away from it and have it piecemeal. I thank you. There are a lot of questions that need answering—

[Traduction]

**Mme Milne-Smith:** Oui.

**Mme Mansfield:** Oui. Mes collègues seront probablement d'accord avec moi pour dire que nous ne ferions pas toutes les tâches bénévoles que nous accomplissons aujourd'hui si nous n'étions pas convaincus de l'importance des familles, des parents et des enfants.

**Le sénateur Robertson:** Très importants, oui.

**Mme Mansfield:** La société devrait fonctionner de sorte à venir en aide aux parents et aux enfants, mais l'argent ne résout pas tous les problèmes. Bien que les parents soient faillibles, nous ne sommes pas persuadés qu'un système ou qu'une institution leur est préférable. Peut-être est-il difficile de voir de très jeunes parents élever des enfants, mais il est également difficile de voir des enfants sans parents.

**Le sénateur Robertson:** Mais il y a des couples qui ne demandent qu'à être parents.

**Mme Mansfield:** Je sais qu'il y a des gens qui veulent adopter des enfants et qu'ils y arrivent difficilement. S'il existe des familles plus mûres, appropriées et enclines à avoir des enfants, cela pourrait persuader les mères adolescentes de prendre d'autres dispositions pour leur enfant. En outre, il est très difficile de les décourager de garder leur enfant. C'est un bon point, mais je n'en estime pas moins que nous devons faire tout ce que nous pouvons. Il faut faire notre possible avant tout...

**Le sénateur Robertson:** C'est vrai, car nous n'avons pas de politique à cet égard.

**Mme Mansfield:** Pour que la relation parents-enfants soit la plus riche possible. Il y a suffisamment d'obstacles comme cela.

**Le sénateur Robertson:** C'est vrai. Les cours d'éducation sexuelle sont très rares, de mêmes que les cours d'éducation des parents.

**Mme Milne-Smith:** Des demandes sont faites pour qu'on institue des cours à l'intention des parents et on en offrira bientôt. Je ne me rappelle pas si l'on a adopté une résolution à l'échelle nationale à cet égard, mais je sais qu'on en a adoptée une au niveau provincial pour que les écoles offrent aux parents et aux adolescents susceptibles de devenir parents, des cours de puériculture pour ceux qui n'ont aucune formation à cet égard. Plusieurs mesures ont été prises récemment en ce sens. Des écoles ont établi des cours à l'intention des parents et invitent des conférenciers à discuter de la question. Nous revenons donc au point de départ: préparons donc les étudiants à leur rôle de parents avant de nous inquiéter du sort des enfants qu'ils auront.

**Le sénateur Robertson:** Je crois, pour revenir au point que vous avez soulevé en premier lieu, que nous avons besoin d'établir des politiques à l'égard de la famille et de la pauvreté et ce n'est pas parce que ces domaines relèvent de deux gouvernements qu'il faut s'en désintéresser et n'y apporter que des solutions partielles. Je vous remercie. J'ai une foule de questions à

[Text]

**Mrs. Mansfield:** Yes, and the answers are difficult.

**Senator Robertson:** —and I think we are all heading in the same direction, but perhaps we are taking different routes to get there. Thank you.

**Mrs. Mansfield:** Please keep us informed. Let us know what you are feeling.

**Senator Robertson:** Yes, thank you.

**The Chairman:** Are there any other questions from senators?

Alors merci infiniment, mesdames, pour votre contribution à nos travaux. Vous avez pu constater, par les questions qui vous ont été posées, jusqu'à quel point votre contribution a été appréciée. Je vous en remercie beaucoup.

**Mrs. Milne-Smith:** Thank you very much for listening.

The committee adjourned.

[Traduction]

poser, mais je crois savoir qu'il faut laisser le temps faire son travail.

**Mme Mansfield:** Oui, il est difficile de vous répondre.

**Le sénateur Robertson:** Je crois que nous nous acheminons tous dans la même direction, mais peut-être empruntons-nous des voies différentes. Je vous remercie.

**Mme Mansfield:** Je vous prie de nous tenir au courant de la situation, de vos points de vue.

**Le sénateur Robertson:** Très bien, je vous remercie.

**Le président:** D'autres sénateurs ont-ils des questions à poser?

Thank you very much for contributing to the work of this Committee. As you can see from the questions raised, your contribution was very much appreciated. Again, thank you.

Le comité suspend ses travaux.

















*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

#### WITNESSES—TÉMOINS

*Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.:*

Mrs. Joan Mansfield, Past President;  
Mrs. Barbara Milne-Smith, Vice-President.

*De la Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.:*

M<sup>me</sup> Joan Mansfield, présidente sortante;  
M<sup>me</sup> Barbara Milne-Smith, vice-présidente.



First Session  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Wednesday, March 5, 1986

Le mercredi 5 mars 1986

**Issue No. 16**  
**Sixth proceedings on:**

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

**Fascicule n° 16**  
**Sixième fascicule concernant:**

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)





THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président*: L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président*: L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,  
Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février 1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 5 MARS 1986  
(32)

## [Texte]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 14 h 25 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Bonnell, Cottreau, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau et Tremblay. (9)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*Du Congrès du travail du Canada:*

M. Dick Martin, vice-président exécutif;

M. Bob Baldwin, représentant national au Département de la recherche et de la législation.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 15 h 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 19 h 15 ce soir.

## SÉANCE DU SOIR

LE MERCREDI 5 MARS 1986  
(33)

Le Comité reprend ses travaux à 19 h 20 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Bonnell, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau et Tremblay. (8)

*Autres sénateurs présents:* Les honorables sénateurs Barootes et Bell. (2)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*De l'Association canadienne des services à l'enfance en difficulté:*

M. John Meston, directeur général.

*De l'Association canadienne des écoles de service social:*

M<sup>me</sup> Bergitte Kitchen, professeur à l'École de travail social à l'Université York.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 5, 1986  
(32)

## [Translation]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 2:25 a.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Present:* The Honourable Senators Bonnell, Cottreau, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau and Tremblay. (9)

*In attendance: From the Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer.

*Also in attendance:* The official reporters of the Senate.

## Witnesses:

*From the Canadian Labour Congress:*

Mr. Dick Martin, Executive Vice-President;

Mr. Bob Baldwin, National Representative, Research and Legislation Department.

The Committee resumed consideration of Bill C-70, "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 3:15 p.m., the Committee adjourned until 7:15 p.m.

## EVENING SITTING

WEDNESDAY, MARCH 5, 1986  
(33)

At 7:20 p.m., the Committee resumed its work, the Chairman, the Honourable Arthur Tremblay, presiding.

*Present:* The Honourable Senators Bonnell, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau and Tremblay. (8)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senators Barootes and Bell. (2)

*In attendance: From the Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer.

*Also in attendance:* The official reporters of the Senate.

## Witnesses:

*From the Canadian Child Welfare Association:*

Mr. John Meston, Executive Director.

*From the Canadian Association of Schools of Social Work:*

Professor Bergitte Kitchen, York University

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 21 h 10, le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

*ATTESTÉ:*

The Committee resumed consideration of Bill C-70, "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 9:10 p.m., the Committee moved *in camera*.

*ATTEST:*

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, March 5, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 2:15 p.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**The Chairman:** Mr. Martin, I would like to welcome you and your colleague. Just to make sure that things are correctly represented, I would ask you to introduce yourself and your colleague and what organization you represent and how it happens that you want to express your views on Bill C-70, which is before us. You have the floor, Mr. Martin.

**Mr. Dick Martin, Executive Vice-President, Canadian Labour Congress:** Thank you, Mr. Chairman. Members of the committee, my name is Dick Martin. I am the Executive Vice-President of Canadian Labour Congress, and with me is Mr. Bob Baldwin, our senior researcher in the Canadian Labour Congress. He does much research on social programs within the Congress.

We have had distributed, for the benefit of the committee members, a number of our submissions to parliamentary committees and consultation papers that we have presented on behalf of the Canadian Labour Congress. I would ask you to refer to those documents when you are in your deliberations later on.

I am pleased to appear before you today to present the views of the Canadian Labour Congress on Bill C-70, An Act to amend the Family Allowances Act. In this regard, as I have said, I have brought copies of our submission to the House of Commons legislative committee on Bill C-70 for distribution to you. Appended to the submissions are copies of our response to the Consultation Paper on Child and Elderly Benefits which was issued by the Minister of Health and Welfare in January, 1985.

Because the documents that I am distributing develop our views in some depth, I will restrict myself to making a brief opening statement.

This bill, obviously, because of all the work that we have put into it, and the research we have put into it, is an extremely important bill to the members and families of the Canadian Labour Congress, and, I might say, for that matter, to all working people in this country.

Bill C-70 incorporates the proposal of the May 1985 budget to limit the indexing of family allowance benefits to annual inflation in excess of three per cent. This particular proposal was part of a package of proposals that related not only to the family allowance program but also to the child tax credit and the child exemption under the personal income tax. The package as a whole was rationalized on the grounds that benefits

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 5 mars 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, auquel a été renvoyé le projet de loi C-70, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, se réunit aujourd'hui à 14 h 15 pour étudier le projet de loi.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**Le président:** Monsieur Martin, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue à vous et à votre collègue. Pour m'assurer de l'exactitude des faits, je vous demanderais de nous présenter, vous et votre collègue, et nous dire quel organisme vous représentez et comment vous en êtes venus à vouloir exprimer votre opinion sur le projet de loi C-70, dont nous avons été saisis. Je vous cède la parole, monsieur Martin.

**M. Dick Martin, vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada:** Je vous remercie, monsieur le président. Honorables sénateurs, je me nomme Dick Martin. Je suis le vice-président exécutif du Congrès du travail du Canada et M. Bob Baldwin, qui m'accompagne aujourd'hui, est le principal responsable de la recherche au Congrès du travail du Canada. Il effectue beaucoup de recherches sur les programmes sociaux au Congrès.

Nous vous avons distribué, pour votre information, un certain nombre de mémoires que nous avons présentés aux comités parlementaires et de documents de travail que nous avons soumis au nom du Congrès du travail du Canada. Je vous prie-rais donc de vous reporter à ces documents lorsque vous délibérerez plus tard.

Je suis heureux de comparaître devant vous aujourd'hui pour vous communiquer le point de vue du Congrès du travail du Canada sur le projet de loi C-70, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales. A cet égard, comme je viens de le dire, je vous ai apporté des exemplaires du mémoire que nous avons soumis au Comité législatif de la Chambre des communes chargé d'étudier le projet de loi C-70. Vous trouverez annexée au mémoire copie de notre réponse au Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées qu'a publié le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social en janvier 1985.

Comme les documents que je vous remets exposent notre point de vue dans le détail, mon exposé sera bref.

Manifestement, vu la quantité de travail et de recherches que nous avons faits, ce projet de loi revêt énormément d'importance pour les membres et les familles du Congrès du travail du Canada ainsi que pour tous les travailleurs canadiens.

Le projet de loi C-70 tient compte de la proposition que contient le budget de mai 1985 et qui vise à limiter l'indexation des allocations familiales au taux annuel d'inflation qui dépasserait 3 p. 100. Ce projet s'inscrivait dans un ensemble de propositions qui portaient non seulement sur les allocations familiales mais également sur le crédit d'impôt-enfants et l'exemption pour enfants en vertu de la Loi de l'impôt sur le

## [Text]

would be better targeted to those most in need. In this respect the budget package echoed themes from both the Consultation Paper on Child and Elderly Benefits and more sweeping comments on social programs in "A New Direction for Canada".

As we pointed out in our response to the Consultation Paper, social programs cannot be assessed reasonably if one's only concern is targeting to those most in need. Social programs are designed to meet a range of specific objectives of which providing minimum incomes to those most in need is only one.

In the Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, the government's obsession with better targeting led it to totally ignore even the mention of a very important objective of child benefits: namely, equalizing the economic situation of families with the same market income and different numbers of children. Of the various child benefits now in place, we view the family allowance as making the most equitable contribution to this objective. In view of the fact that equalizing the economic situation of families with the same income and different numbers of children was not even mentioned, our basic reaction to the child benefit proposals was—and is—that they should not proceed until there has been a full public discussion of the role of this objective in our full range of child benefits.

In our response to the Consultation Paper we made several other points that are worth recounting in view of subsequent events:

- 1) we commended the government for its commitment to keep savings that might result from changes to social programs within the social affairs envelope and not to use the savings to reduce the deficit; but
- 2) we challenged the view that the social affairs envelope should not be increased in view of the very modest levels of social spending in Canada.

In fact, we are 13th out of 19 OECD countries in terms of social spending. Furthermore, to meet the middle rank in 1984 we would have had to spend another \$23 billion. That, I think, in itself demonstrates our weakness in social spending throughout the OECD countries.

- 3) we pointed out that as a way of helping those most in need, even the child tax credit is a rather dull instrument; and

- 4) if targeting social expenditures to those most in need is going to result in a significant redistribution of income, one must ensure that the burden of taxation falls most heavily on those in the upper income ranges.

The package of child benefit proposals incorporated in the May 1985 budget has been presented by the government as a simple case of better targeting to those most in need. In fact,

## [Traduction]

revenu. On a rationalisé l'ensemble des programmes en prétendant que les prestations devaient être versées à ceux qui en avaient le plus besoin. A cet égard, le budget reprenait des thèmes véhiculés dans le Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées et s'inspirait des commentaires généraux sur les programmes sociaux présentés dans «Une nouvelle direction pour le Canada».

Comme nous l'avons souligné dans notre réponse au document d'étude, les programmes sociaux ne peuvent être évalués raisonnablement si le seul objectif consiste à n'aider que les personnes qui sont le plus dans le besoin. Les programmes sociaux sont conçus de façon à répondre à divers objectifs précis, dont la garantie d'un revenu minimum à ceux qui sont le plus dans le besoin n'en est qu'un seul.

Dans le Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, obsédé par l'idée de mieux cerner le groupe cible, le gouvernement a tout à fait négligé de mentionner un objectif très important que visent les prestations aux enfants, soit l'uniformisation de la situation économique des familles d'une même catégorie de revenus mais dont le nombre d'enfants varie. De tous les programmes de prestations aux enfants qui existent aujourd'hui, nous considérons que celui des allocations familiales contribue le plus équitablement à cet objectif. Comme on a oublié l'objectif d'uniformiser la situation économique des familles d'une même catégorie de revenus mais dont le nombre d'enfants varie, nous nous sommes opposés, et nous nous opposons encore, à ce que les modifications relatives aux prestations aux enfants soient adoptées avant de faire l'objet d'un débat public sur l'incidence de cet objectif sur l'ensemble des programmes de prestations aux enfants.

Dans notre réponse au document d'étude, nous avons soulevé plusieurs autres points qui méritent d'être exposés ici, vu la tournure qu'ont pris les événements:

- 1) Nous avons félicité le gouvernement de s'être engagé à garder dans l'enveloppe des affaires sociales les économies susceptibles de résulter des modifications des programmes sociaux et de ne pas les affecter à la réduction du déficit; mais
- 2) nous nous sommes opposés à ceux qui prétendent que le montant affecté à l'enveloppe des affaires sociales ne devrait pas être accru, vu les niveaux très faibles des dépenses sociales au Canada.

En fait, sur le plan des dépenses sociales, nous nous situons au 13<sup>e</sup> rang des 19 pays de l'OCDE. De plus, pour nous hausser au rang moyen en 1984, il nous aurait fallu dépenser 23 autres milliards de dollars. Je crois qu'en soi cela démontre les lacunes que nous accusons sur le plan des dépenses sociales par rapport à tous les pays de l'OCDE.

- 3) Nous avons souligné que, même le crédit d'impôt-enfants ne sert pas beaucoup à aider ceux qui en sont le plus dans le besoin; et

- 4) si le fait que les dépenses sociales ne visent que ceux qui sont le plus dans le besoin entraînera une importante réaffectation des revenus, il faut veiller à ce que le fardeau fiscal incombe principalement aux catégories de revenu supérieur.

L'ensemble des propositions relatives aux prestations aux enfants prévues dans le budget de mai 1985 a été présenté par le gouvernement dans l'intention de mieux servir ceux qui sont



## [Text]

however, it involves the total emasculation of the system of child benefits. By 1989, all key elements in the system of child benefits will be subject to partial de-indexing, and by the year 2005 the following elements in the system will be worth the following amounts in 1985 dollars: the family allowance will be worth \$18 per child per month versus \$32 per child per month in 1985; the child tax credit will be worth \$326 per child versus \$384 in 1985; and the family income level up to which the full child tax credit will be paid will be \$13,800 compared to \$26,500 today.

Clearly, the whole system of child benefits and not just the family allowance will be eroded thanks to the May 1985 budget proposals. In context, Bill C-70 looks like a bad element in a total package that is even worse.

The May 1985 budget implied that the erosion in family allowance benefits was necessary in order to accommodate the temporary beefing-up of the child tax credit. In other words, the imperative of fiscal restraint prevented any increase in the child tax credit without an offsetting reduction in the family allowance. However, the same budget also found enough "fiscal room" to accommodate the exemption of the first \$500,000 of capital gains from taxation and a significant increase in the scope available for making tax deductible RRSP contributions. By 1990-91, these two measures will cost the federal government more than \$1.8 billion per year. This suggests to us that it was priorities, and not fiscal imperatives, certainly restraints, that shaped the attack on child benefits in the May 1985 budget. Moreover, it is extremely difficult to reconcile these measures that will provide their greatest benefit to high income Canadians, with the purported desire of the government to do more for those most in need. More than 60 per cent of all capital gains are claimed by a mere 4 per cent of tax filers with reported incomes in excess of \$50,000 per year.

No account of Bill C-70 would be complete without reference to the process that led up to its introduction in the House of Commons. In this regard I have already noted the January 1985 Consultation Paper on Child and Elderly Benefits.

The Consultation Paper appeared to initiate a very open and participatory consultation process for which—as you will see in the material I have distributed—we congratulated the government. More than ninety organizations including the CLC made submissions to the House of Commons Standing Committee on Health Welfare and Social Affairs which was asked to receive submissions on the Consultation Paper and report back to House on its findings.

At no point was the possibility of partially de-indexing family allowances mentioned in the Consultation Paper itself, in the hearings before the Standing Committee, or in the report of the Standing Committee. Yet within weeks of the committee's report being tabled in the House of Commons, the Finance Minister announced the partial de-indexing of family

## [Traduction]

le plus dans le besoin. Toutefois, ces propositions affaibliront le système des prestations aux enfants. D'ici 1989, tous les éléments clés du système seront assujettis à une désindexation partielle; voici d'ailleurs ce que vaudront, en 2005, ces éléments du système en dollars de 1985: les allocations familiales vaudront 18 \$ par enfant par mois, tandis qu'elles valaient 32 \$ par enfant par mois en 1985; le crédit d'impôt-enfants vaudra 326 \$ par enfant tandis qu'il valait 384 \$ en 1985; et le niveau du revenu familial jusqu'à concurrence duquel un crédit d'impôt-enfants sera versé sera de 13,800 \$ tandis qu'il s'élève aujourd'hui à 26,500 \$.

Manifestement, ce ne sont pas seulement les allocations familiales mais tout le système des prestations aux enfants qui sera affecté par suite des propositions contenues dans le budget de mai 1985. En contexte, le projet de loi C-70 n'est qu'un mauvais élément d'un tout qui est pire.

Le budget de mai 1985 laissait entendre qu'il était nécessaire de réduire les allocations familiales pour augmenter provisoirement le crédit d'impôts-enfants. Autrement dit, à cause des restrictions fiscales prioritaires, le crédit d'impôt-enfants n'a pu augmenter sans que les allocations familiales ne soient réduites en compensation. Toutefois, il est prévu dans le même budget d'exempter d'impôts les premiers 500,000 \$ de gains en capitaux et d'augmenter considérablement les possibilités de déduire les contributions à des REER pour fins d'impôt. D'ici 1990-1991, ces deux mesures coûteront au gouvernement fédéral plus de 1,8 milliard de dollars par année. Ce qui nous laisse croire que ce sont les priorités, et non les impératifs fiscaux, et certainement les restrictions, qui ont motivé l'offensive lancée aux prestations aux enfants que prévoit le budget de mai 1985. De plus, il est extrêmement difficile de concilier ces mesures qui bénéficieront surtout aux Canadiens des catégories de revenu supérieur avec le prétendu désir du gouvernement d'aider davantage ceux qui sont le plus dans le besoin. Plus de 60 p. 100 de tous les gains en capitaux ne sont réclamés que par 4 p. 100 de contribuables dont les revenus annuels déclarés sont supérieurs à 50,000 \$.

Aucun examen du projet de loi C-70 ne serait complet si on ne se rapporte pas au processus qui a donné lieu à son dépôt à la Chambre des communes. A cet égard, j'ai déjà mentionné le Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées de janvier 1985.

Le document d'étude semblait mettre sur pied un processus de consultation et de participation pour lequel, comme vous le verrez dans les documents que je vous ai remis, nous avons félicité le gouvernement. Plus de 90 organismes, y compris le Congrès du travail du Canada, ont présenté des mémoires au Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales de la Chambre des communes, lequel avait été chargé d'entendre des témoignages sur le document d'étude et de faire rapport de ses conclusions à la Chambre.

La possibilité d'une désindexation partielle des allocations familiales n'a pas une seule fois été soulevée, ni dans le document d'étude, ni au cours des audiences devant le Comité permanent, ni dans le rapport du Comité permanent. Et pourtant, quelques semaines à peine après que le Comité ait déposé son rapport à la Chambre des communes, le ministre des Finances

[Text]

allowances. The one universal program in the child benefits field was targeted for emasculation despite the claim in the Consultation Paper that the universal base payment provided by the family allowance is the foundation of the child benefits system. Moreover, no pretence was made that savings generated by the package of child benefit reforms would be applied to other priorities in the social affairs envelope despite the commitment in the Consultation Paper that this would happen. Indeed, the "Fiscal Plan" tabled with the February 1986 budget shows a decline of \$1.6 billion per year from projected spending levels of the Department of Health and Welfare by 1990-91.

In and of themselves, the package of child benefit proposals included in the May 1985 budget is cause for very grave concern. But, coming as it did on the heels of what could have been a positive, precedent-setting exercise in consultation, the May 1985 child benefit package also raised serious questions about the government's willingness to consult in an open fashion with the Canadian people. These questions have attained an even sharper focus in light of the near universal condemnation of Bill C-70 at the committee stages in both chambers of Parliament.

Clearly, we would invite you to reject the partial de-indexing of family allowance benefits that is embodied in Bill C-70. This initiative has no basis in a clearly established child benefits policy. As I said earlier, it is a bad element in an even worse package of child benefits and it clearly violates commitments given in the Consultation Paper on Child and Elderly Benefits.

Thank you, Mr. Chairman. We are prepared to answer any questions that the members of the committee would like to address to us.

**The Chairman:** Thank you very much, Mr. Martin, for an energetic and clear presentation.

**Mr. Martin:** Thank you.

**The Chairman:** I would ask senators who want to ask questions to give me their names. Senator Marsden is first.

**Senator Marsden:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank you, Mr. Martin, for a very vigorous brief. I am taken particularly with the concern you have raised about the emphasis on helping "those most in need". You are probably better placed than most witnesses we have had in front of this committee to talk about the impact of Bill C-70 and related bills on what we would call the ordinary working family; that is, the family that is probably above the poverty line but not much above the poverty line.

**Mr. Martin:** Right.

**Senator Marsden:** I wonder if you could tell us what you are hearing among the people you work with, the membership, on

[Traduction]

a annoncé la désindexation partielle des allocations familiales. De tous les programmes de prestations aux enfants, il a choisi de s'attaquer au seul programme véritablement universel, et ce, en dépit du fait que le document d'étude avait établi que l'universalité qu'offraient les allocations familiales était sur quoi se fondait le système des prestations aux enfants. De plus, le gouvernement n'a pas tenté de prétendre que les économies résultant de la réforme des programmes de prestations aux enfants seraient affectées à d'autres programmes prioritaires de l'enveloppe des affaires sociales, malgré les promesses des auteurs du document d'étude. Effectivement, le «plan fiscal» qui accompagnait le budget de février 1986 prévoit une diminution de 1,6 milliard de dollars par année des niveaux de dépenses projetées du ministère de la Santé et du Bien-être social d'ici 1990-1991.

En soi, l'ensemble des propositions relatives aux prestations aux enfants contenues dans le budget de mai 1985 est très inquiétant. Mais, comme elles viennent à la suite de ce qui aurait pu être un processus de consultation positif et sans précédent, ces propositions ont également sérieusement mis en doute la bonne volonté du gouvernement à consulter ouvertement la population canadienne. Ce doute s'est amplifié à la lumière de la condamnation quasi-unanime du projet de Loi C-70 par les comités des deux Chambres du Parlement.

Pour tout dire, nous vous invitons à rejeter la désindexation partielle des allocations familiales prévue dans le projet de Loi C-70. Cette mesure n'a pas sa place dans une politique relative aux prestations aux enfants qui soit clairement établie. Comme je l'ai dit plus tôt, il s'agit d'un élément mauvais d'un ensemble de prestations aux enfants qui est encore pire, et la désindexation violerait les promesses que contient le Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées.

Je vous remercie, monsieur le président. Nous sommes disposés à répondre à toute question que les membres du Comité aimeraient nous poser.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Martin, pour votre exposé clair et dynamique.

**M. Martin:** Merci.

**Le président:** Je voudrais que les sénateurs désireux de poser des questions me donnent leur nom. Le sénateur Marsden sera la première.

**Le sénateur Marsden:** Merci, monsieur le président. J'aimerais vous remercier, monsieur Martin, de nous avoir présenté votre mémoire avec tant de vivacité. Je m'intéresse particulièrement à l'inquiétude que vous éprouvez à l'égard de l'importance d'aider ceux qui sont «le plus dans le besoin». Vous êtes probablement mieux placé que la plupart des témoins qui ont comparu devant nous pour discuter de l'incidence du projet de loi C-70 et de projets de loi connexes sur ce qu'on appellerait une famille normale ayant un revenu d'emploi, c'est-à-dire la famille qui se situe probablement au-dessus du seuil de pauvreté, mais très légèrement.

**M. Martin:** C'est exact.

**Le sénateur Marsden:** Je me demande si vous pourriez nous rapporter ce que disent à ce sujet les gens avec qui vous travail-



## [Text]

this issue, and especially on two questions. First, is there an awareness of what partial de-indexing is all about? One of the concerns that many members of this committee had is the nature of the process; that is, the way in which this occurs up to 1989. Secondly, do you think it has any impact on the average Canadian family contemplating having another child, a second or third child? Does it come into their thinking. Does it affect family size, and in that sense are you concerned about the long-term impact? Obviously, partial de-indexing of family allowances is not going to do that, but I mean in terms of the whole package.

**Mr. Martin:** Let me answer your last question first. I don't think we can really give you an accurate assessment in terms of the planning within the context of the partial de-indexing of the family allowance. When you opened your remarks you spoke in terms of the whole package of restrictive measures and restraint measures that are being imposed on basically one social package after the other, and I think it is fair to say that the feedback we are getting from an awful lot of the young membership is, "How are we ever going to make it in the future?"

You have to take it in the context of how much mortgage costs are, how much real wages have risen in recent years, how much they are likely to rise in future years, the accessibility to a good, decent paying job. All these things being taken into consideration, I think it is fair to say that the vast majority are saying, "We are going to have a very small family." When I say small, one child, perhaps. We are getting into a one and a half children type of thing. I have never quite understood that.

Secondly, there is a basic gloominess about the future. I think that should be the most disturbing things for members in government, a kind of gloominess that is out there in terms of future prospects. Certainly in my generation, if you had a good education or obtained a good education or a good trade and worked very hard you could realize that dream of a nice home and vacations, and so forth. Quite frankly a lot of that is disappearing within our membership. I think that is cause for concern. There is cynicism and negativism towards the country, towards its political institutions, and it probably manifests itself in what we see in increasing social problems—alcoholism, marriage breakup, and that type of thing taking place. The ironic part of it is that all these problems put more pressure on the whole social affairs package.

Another thing—we are in a position to know because we are negotiating collective agreements all the time—is that there is a tremendous amount of pressure building up for substantial wage gains to be made, and very soon, because the membership is not going to sit back. They see their income being eroded because of very small wage gains; in fact, in many cases they have stepped backwards in wage gains. I am talking about the whole competition package, just not wages per hour but benefits, and so forth. There is a lot of pressure building up on that front, and that pressure once again is going to be felt by

## [Traduction]

lez et, plus particulièrement, sur deux points. Tout d'abord, sont-ils conscients de ce que représente une désindexation partielle? Beaucoup de membres du Comité se préoccupent de la nature du processus, c'est-à-dire de la façon dont tout se déroulera jusqu'en 1989. Deuxièmement, croyez-vous que cette désindexation sera un facteur dont tiendra compte toute famille canadienne qui envisage d'avoir un autre enfant, qu'il s'agisse d'un deuxième ou d'un troisième? Ce facteur les influencera-t-il? Cette mesure a-t-elle une incidence sur le nombre des membres d'une famille et, en ce sens, êtes-vous inquiet de l'incidence à long terme? Manifestement, la désindexation partielle des allocations familiales n'aura d'incidence sur la grosseur des familles, mais que pensez-vous de l'ensemble des mesures?

**M. Martin:** Je répondrai à votre dernière question pour commencer. Je doute que nous puissions savoir avec exactitude dans quelle mesure la planification des naissances sera touchée par la désindexation partielle des allocations familiales. Au début de l'audience, vous avez mentionné l'ensemble des mesures restrictives et les contraintes qui sont imposées aux programmes sociaux les uns après les autres, et je crois pouvoir dire que beaucoup de nos jeunes membres s'inquiètent de la façon dont ils pourront affronter l'avenir.

Il faut envisager les choses en tenant compte des hypothèques, de l'augmentation des salaires réels de ces dernières années, et de leur augmentation probable dans l'avenir, de la possibilité d'obtenir un bon emploi bien rémunéré. Tous ces facteurs pris en considération, je crois pouvoir dire que la grande majorité des couples choisiront d'avoir une très petite famille. Par petite, j'entends un seul enfant peut-être. Il est question d'un enfant et demi d'après les statistiques, mais je ne comprend pas cette notion.

Deuxièmement, les perspectives d'avenir sont très sombres pour la plupart. Je crois que c'est ce qui devrait le plus inquiéter le gouvernement, ce sentiment lugubre qui règne face à l'avenir. Certes, ceux de ma génération qui ont eu la chance de faire de bonnes études ou d'exercer un bon métier et de travailler très dur pouvaient rêver de posséder une belle maison et de partir en vacances, par exemple. Mais, franchement, nos membres actuels ne semblent pas pouvoir nourrir ces rêves. Je crois qu'il y a lieu de s'inquiéter parce que cette situation engendre une attitude cynique et négative à l'égard du pays et de ses institutions politiques attitude qui se manifeste probablement par l'accroissement des problèmes sociaux comme l'alcoolisme et l'échec des mariages, pour ne nommer que ceux-là. Pourtant, tous ces problèmes exigeraient une aide sociale accrue.

Il y a également le fait que les travailleurs exercent de plus en plus de pressions pour obtenir au plus tôt des augmentations de salaire raisonnables, car ils ne patienteront pas longtemps. Nous sommes bien placés pour le savoir parce que nous négocions tout le temps des conventions collectives. En termes absolus, leurs revenus diminuent car les augmentations salariales sont très faibles et, dans bien des cas, il y a eu même recul. Je parle de l'ensemble des avantages sociaux, non seulement du salaire horaire. La pression monte et bientôt elle aura des répercussions chez les employeurs et dans les services gouvernementaux.

[Text]

employers and it is going to be felt by government departments.

In terms of whether they really understand the partial de-indexing or what I like to term the sinister program that has been implemented, which really takes away universality in all kinds of social programs, quite frankly if you read some of the business submissions that have been made before parliamentary committees and before the Macdonald Commission, there is no question that they want to do away with many of the social programs. I can only answer you and say that I do not think that the majority of people really do understand what is taking place.

They understand de-indexing, as evidenced in the old age security debate, but they do not understand the partial de-indexing of family allowances at this point. Certainly people who are activists understand it, but I am talking about the general membership. I don't think they clearly understand what is taking place because it becomes very complex. But they are going to find out and they are not going to be very happy when they find out in terms of looking at their total pay envelope. That is a very long answer.

**Senator Marsden:** It is very helpful. Would it be fair to say that in part you are saying to us that this is a highly symbolic message to people about the intentions of the government with respect to families?

**Mr. Martin:** I think it is highly symbolic but it is also, of course, in the not too distant future going to have as part of that whole cut-back implications on the family unit. I think it is going to manifest itself once again in what we talked about in terms of family breakdowns—terrible financial pressures, not being able to cope with everyday circumstances. It is part of that overall package, and clearly the government has no commitment to universality anymore. They indicated that in terms of the de-indexing of pensions and now they are following through on that. So there is no commitment at all to universality; in fact, we see it as not a commitment to target to those most in need. It is a commitment to start demolishing social programs that clearly many of them dislike and which clearly much of the business community does not think has any place in our society.

All I have to do is look at what they wanted in the last budget. They did not want necessarily tax increases; they wanted substantial, massive expenditure cuts aimed at social programs. Well, the government is going along with some of that.

**Senator Marsden:** One last question. A witness yesterday suggested to us that in our society the adults or the parents have all the rights and the children really have none. You look at it from the point of view of the Canadian Labour Congress. Your concern is with working people, obviously. How do you stand on that kind of issue? How do you feel about that comparison, whether, for example, the tax system really looks at adults and does not take into account that there is a huge difference between families with children and those without? It looks at individual adults rather than the family system. If that is not a useful question, please don't answer it.

[Traduction]

Quant à savoir s'ils comprennent vraiment la portée de la désindexation partielle ou de ce que j'appellerais le programme déplorable qu'on a mis sur pied et qui supprime à proprement parler toute notion d'universalité dans les programmes sociaux quels qu'ils soient—à vrai dire, si vous lisez certains des témoignages que le milieu des affaires a présentés aux comités parlementaires et à la Commission MacDonald, il ne fait aucun doute qu'il y a une volonté de supprimer beaucoup de programmes sociaux—je vous dirai simplement que je doute que la plupart des gens comprennent véritablement ce qui se passe.

Ils comprennent les conséquences de la désindexation, comme l'a démontré le débat entourant les pensions de vieillesse, mais ils ne comprennent pas vraiment ce que représenterait une désindexation partielle des allocations familiales. Bien sûr, les plus militants comprennent, mais pas l'ensemble de nos membres. Je ne crois pas qu'ils saisissent ce qui se passe parce que tout cela est très complexe. Mais, lorsqu'ils comprendront et qu'ils calculeront leur revenu total, ils ne seront pas contents du tout. Je regrette que ma réponse ait été si longue.

**Le sénateur Marsden:** Elle est très éclairante. D'après vous, cette mesure nous donne-t-elle un indice des intentions du gouvernement en ce qui concerne les familles?

**M. Martin:** Je crois effectivement qu'elle est très indicative, mais bien entendu, elle présage également toutes les répercussions que ces restrictions auront sur la cellule familiale dans peu de temps. Je crois qu'elles se traduiront une fois de plus par le démantèlement des familles, de terribles problèmes financiers, et une difficulté accrue d'affronter le quotidien. Cette réduction s'inscrit dans un ensemble de mesures restrictives et, manifestement, le gouvernement ne veut plus assurer l'universalité. Il l'a prouvé en désindexant les pensions et il continue dans la même voie. On constate donc qu'il tient absolument plus à l'universalité; en fait, nous ne croyons pas qu'il tient d'ailleurs davantage à aider ceux qui sont le plus dans le besoin. Il a entrepris de démanteler les programmes sociaux qui ne plaisent pas à une bonne partie des gens d'affaires qui estiment qu'ils n'ont pas leur place dans notre société.

Il suffit de voir ce qu'ils préconisaient comme budget dernièrement. Il ne voulaient pas forcément des augmentations d'impôt, mais plutôt que le gouvernement réduise massivement les dépenses dans le secteur des programmes sociaux. Eh bien, le gouvernement a déjà commencé à mettre en œuvre leurs propositions.

**Le sénateur Marsden:** Une dernière question. Hier, un témoin nous a laissé entendre que, dans notre société, les adultes et les parents jouissent de tous les droits, tandis que les enfants n'en ont aucun. Vous envisagez la situation du point de vue du Congrès du travail du Canada. Vous vous intéressez aux travailleurs, manifestement. Que pensez-vous de cette question? Êtes-vous d'accord avec ce postulat? Croyez-vous que le régime fiscal considère les adultes et ne tient pas compte du fait qu'il existe une énorme différence entre les familles qui ont des enfants et celles qui n'en ont pas? Qu'il s'intéresse aux



[Text]

**Mr. Martin:** I would like to ask my colleague, Mr. Baldwin, to answer that. I don't consider myself knowledgeable enough to answer it properly.

**The Chairman:** You sound like a politician.

**Mr. Martin:** I am.

**The Chairman:** You rely on your expert.

**Mr. Martin:** He doesn't have to get elected.

**Mr. Baldwin:** No, I don't. In view of the inadequacy I feel at this moment I probably never would get elected.

**Senator Marsden:** I am sorry, I didn't mean to put the question in a way that was not helpful, but I thought that was an interesting viewpoint as we try to wrestle with this problem.

**Mr. Baldwin:** Yes, but the question begins very cosmically about the rights of children and then ends up focusing on the tax system. You are right that the tax system does not treat families as units, and, boy, there are strong pros and cons of moving in that direction, one of the pros being that insofar as trying to use the tax system redistribute income it probably becomes a more effective tool if you treat the family unit as the basic unit of taxation. On the other hand, it gives rise to a side effect, which at this moment in our history, is probably not very desirable and that is that the net advantage of second and third income earners in the household is effectively reduced, and you could end up having the perverse effect of providing disincentives to married women and children earning and acquiring income in their own right.

I guess, to be perfectly candid with you, we have seen the problem on both sides and we have not untied the gordian knot or whatever the appropriate term is.

Senator Marsden, if you don't mind, I would just like to say something about your earlier question about perceptions of what is happening with Bill C-70 and related proposals. There are a couple of particular points I would make. One is that I think there has been a tendency, at least in public discussions of Bill C-70, to divorce it from the rest of the child benefit package, which I think is unfortunate. Certainly our concern is that you have got this whole benefit package that is being eroded through partial de-indexing over time, and I think that one of the reasons why the impact on the whole system was not readily apparent to people is because of the nominal dollar increases in the child tax credit over the next two or three years.

The other thing I would like to suggest is that one of the themes that runs through our response to the Consultation Paper on Child and Elderly Benefits is that there did not appear to us to be a very widespread understanding of what exactly we are trying to do in the child benefits area. That is why we were urging the Standing Committee of the House of Commons to advise the government that maybe we should just move more slowly on this whole thing and try to have some more broadly based public discussion, exactly what we are

[Traduction]

individus et non aux familles? Si ma question ne vous paraît pas pertinente, n'y répondez pas.

**M. Martin:** J'aimerais demander à mon collègue, M. Baldwin, de vous répondre, car je ne crois pas suffisamment bien connaître le sujet pour le faire.

**Le président:** A vous entendre, on croirait un politicien.

**M. Martin:** Je le suis.

**Le président:** Il faut se fier à son expert.

**M. Martin:** Il n'a pas besoin de se faire élire, lui.

**M. Baldwin:** Effectivement. Impuissant comme je ne sens aujourd'hui, je ne serais probablement jamais élu.

**Le sénateur Marsden:** Je regrette, je ne voulais pas vous poser une question inutile, mais je croyais que vous pourriez nous donner un point de vue intéressant pour poursuivre le débat.

**M. Baldwin:** Oui, mais vous me demandez tout d'abord de vous parler d'une façon globale des droits des enfants et vous retombez ensuite sur le régime fiscal. Vous avez raison de dire que le régime fiscal ne traite pas les familles comme des cellules mais Dieu sait s'il y a des avantages et des inconvénients à cela. Tout d'abord, pour autant que nous cherchions à utiliser le régime fiscal pour redistribuer les revenus, il est probablement plus efficace de traiter la cellule familiale comme l'unité d'imposition de base. Par contre, ce mécanisme comporte certains inconvénients, notamment à ce stade-ci. Effectivement, on constate qu'il y a réduction de l'avantage réel d'un deuxième ou d'un troisième revenu dans la famille. Il se pourrait donc qu'à cause de cette réalité, les femmes et les enfants ne soient pas tentés de gagner de l'argent en leur propre nom.

Pour être tout à fait honnête avec vous, nous avons envisagé le problème des deux points de vue sans trancher le nœud gordien.

Sénateur Marsden, si vous permettez, j'aimerais ajouter quelque chose au sujet de la façon dont la population réagit à l'égard du projet de loi C-70 et de propositions connexes. J'aimerais soulever quelques points en particulier. Dans un premier temps, je crois avoir relevé une tendance, au moins lors des débats public, à dissocier le projet de loi C-70 de l'ensemble des mesures de prestations aux parents, ce que j'estime malheureux. Certes, nous nous inquiétons de ce que, dans l'ensemble, les prestations perdent peu à peu de valeur à cause de la désindexation partielle et je crois que l'une des raisons pour lesquelles l'incidence de cette désindexation sur l'ensemble du système n'a pas été saisie c'est que le crédit d'impôt pour enfants n'augmentera que très faiblement ces deux ou trois prochaines années.

L'autre point que je voudrais soulever, c'est que d'après l'un des thèmes prépondérant de notre réponse au Rapport sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, il ne semble pas qu'on comprenne très bien ce que nous essayons de faire dans le domaine des prestations aux enfants. C'est pourquoi nous exhortons le Comité permanent de la Chambre des communes à recommander au gouvernement de procéder plus lentement à cet égard et de consulter davantage la population pour savoir ce que nous allons exactement essayer d'accomplir

## [Text]

going to try to accomplish through this child benefits package. Are we going to try to redistribute income or will we pick up this other idea and try to equalize the economic situation of families that have the same market income and different numbers of children, because the second objective applies quite a different programmatic approach than the first one does.

I mention that by way of background to your question about how people view this program in terms of decisions about family formation. Certainly my personal experience is that it would be stretching things somewhat to say that it was a critical element in family decisions about that kind of thing. Indeed, I would suggest that there are other areas of public policy which may be far more important right now in that respect; for example, public policy with respect to child care, public policy with respect to housing. These probably have a bigger impact on most decisions today than decisions with regard to family allowance. But, again, I think that reflects in part the lack of societal consensus on what we are trying to do here.

**The Chairman:** That is an interesting point.

**Senator Marsden:** That is a very good point.

**The Chairman:** Anyway, as chairman I do not want to involve myself in the debate. I have Senator Le Moyne first on my list, and then Senator Robertson.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. In view of the massive opposition to this bill in either house, do you think that one can seriously contend anymore that the opposition stems from ill will or ignorance?

**Mr. Martin:** Are you speaking of the government's stance?

**Senator Le Moyne:** No; that the opposition to the government proposition stems from ill will or ignorance? Do you consider that the people who are opposed to this bill are ignorant or mauvais coucheur?

**Mr. Martin:** No, I think the people who are in opposition to Bill C-70 are very aware of what is taking place and are very knowledgeable. Unfortunately, as I said before, I don't think enough Canadians are aware of what is contained in the bill and what the implications of the bill are. The people who are in opposition to it basically believe in universality. They understood what the initial legislation was for, and they are opposed in general to cutting down the social affairs envelope *per se* because of the impact it is going to have on, as your fellow senator said, the working poor and the working people in the country, and it is going to have that impact, and we, of course, think that this is the tip of the iceberg.

**Senator Le Moyne:** Do you see that there is a high degree of awareness among the people concerning this problem?

**Mr. Martin:** I don't think there is a high degree of awareness.

**Senator Le Moyne:** But among those you represent, at least?

**Mr. Martin:** Amongst the leadership at the primary and secondary leadership level, I think there is a high degree of awareness, and certainly among the activists there is a high

## [Traduction]

par le biais de ces mesures relatives aux prestations aux enfants. Allons-nous essayer de mieux répartir les fonds ou opterons-nous pour cette autre idée selon laquelle il faudrait égaliser la situation économique des familles ayant le même revenu et un nombre différent d'enfants. De toutes différentes mesures entrent en jeu pour atteindre le second objectif.

Je mentionne cela pour répondre à votre question, à savoir comment ce programme influera sur le nombre d'enfants que décide d'avoir une famille. J'exagérerais certainement un peu si je disais que d'après mon expérience personnelle il a une influence déterminante. Il y a de fait d'autres politiques publiques qui influent bien plus sur la décision des conjoints; la politique publique à l'égard des soins aux enfants et du logement pèse probablement davantage dans la balance de nos jours que celle des allocations familiales. Mais, je le répète, cela reflète en partie à quel point il n'y a pas consensus dans la société sur l'objectif que nous visons ici.

**Le président:** C'est un point intéressant.

**Le sénateur Marsden:** C'est un point très intéressant.

**Le président:** Ceci dit, je ne veux pas participer au débat. J'ai d'abord le sénateur Le Moyne sur ma liste, puis la sénatrice Robertson.

**Le sénateur Le Moyne:** Je vous remercie, monsieur le président. Le nombre des opposants au projet de loi dans les deux Chambres étant si élevé, croyez-vous que l'on puisse sérieusement prétendre qu'ils font preuve de mauvaise volonté ou d'ignorance?

**M. Martin:** Prenez-vous position pour le gouvernement?

**Le sénateur Le Moyne:** Non, je demande si l'opposition à la proposition du gouvernement résulte de mauvaise volonté ou d'ignorance? Les opposants à ce projet de loi sont-ils selon vous des ignorants ou des mauvais coucheurs?

**M. Martin:** Non, je crois que les gens qui s'opposent au projet de loi C-70 sont parfaitement conscients de ce qui se passe et très bien informés. Malheureusement, je le répète, il n'y a à mon avis pas suffisamment de Canadiens qui savent ce que contient ce projet de loi et quelle en est l'incidence. Les gens qui s'y opposent crient essentiellement en l'universalité. Ils savent quel était l'objectif premier de cette loi et sont contre toute réduction des prestations sociales, étant donné l'incidence qu'elle aura, comme l'a dit un collègue sénateur, sur les travailleurs et les plus démunis du pays. Et ce n'est bien sûr que la pointe de l'iceberg.

**Le sénateur Le Moyne:** Croyez-vous que la population soit bien au courant de ce problème?

**M. Martin:** Je ne crois pas.

**Le sénateur Le Moyne:** Ceux que vous représentez le sont du moins?

**M. Martin:** Au sein de la direction, aux deux premiers paliers, je crois que l'on est parfaitement au fait de la situation, de même que le sont certainement les activistes. Nous ne som-



[Text]

degree of awareness of what is taking place. Of course, however, we are no different to many other organizations. We are made up of activists and people who belong but do not heavily participate in our affairs and I don't think they understand what is going on. When you come to the general Canadian population, I don't think they have a total awareness of what is taking place.

**Senator Le Moyne:** Well, it is your role to make them understand and to enlighten them. I wanted that to be underlined. Thank you.

**The Chairman:** Senator Robertson.

**Senator Robertson:** Thank you, Mr. Chairman. I apologise for arriving a little late but I caught up and read your brief and I thank you for your very clear comments. I guess as we have listened to the various witnesses over the last few weeks, some things have bothered me perhaps more than others.

Over the history of the development of social programs, as you know in our country we have had periods before when there has been a freeze, the six and five, for instance, a total freeze on family allowances for a particular year, and so on, and I am not saying this in defence but it is so complicated. And I am not looking to 1991. I am just looking to the next few years because a budget will be followed by a budget by a budget, as we all know, and we have to hope that we improve the process, although looking back over the last decades I can't say that we have come very far because budgets, generally speaking, have widened. The data is all there and I will not bore you with the details but successive budgets have widened the gap between the haves and the have-nots, and of course in the last five years a number of those living in poverty, whatever your description of that, has increased dramatically. We won't go into the economic reasons for that this afternoon.

I look upon this as a very complex matter, and the only consolation, I guess, is the combination of the three pieces of legislation, Bill C-70, Bill C-84 and Bill C-83. I suppose that in the short term the statistics will show that the poorest families—but they do not include the working poor because they are not as poor as the poorest families—will receive some marginal benefits.

My personal choice would be to have more money from the top come down to those who need it. How to do that is something else.

My question is almost a non-question, but would you suspect that perhaps the biggest problem Canada is facing now, and has faced for a considerable period of time as far as social programs go, is that we do not have a family policy, we do not have a policy on poverty, we do not have a policy on aging. Everything has been in sort of bits and pieces and until we sit down collectively and develop proper family policies, whatever that may mean—proper policies relative to those living in poverty and our aging in particular—I think that we are always going to be into a controversial environment which frustrates everyone. Do you believe that there is need for those sorts of long-term policies?

[Traduction]

mes bien sûr pas différents d'autres organisations. Nous comptons parmi nos membres des activistes et des gens peu militants qui, selon moi, ne comprennent pas ce qui se passe. Je ne crois toutefois pas que la population canadienne en général soit bien consciente de ce qui se passe.

**Le sénateur Le Moyne:** Eh bien! c'est votre rôle de le leur faire comprendre et de les mettre au fait. Je voulais souligner cela. Je vous remercie.

**Le président:** Madame la sénatrice Robertson.

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie, monsieur le président. Je m'excuse d'être arrivée un peu en retard, mais j'ai pu rattraper le temps perdu et lire votre mémoire. Je vous remercie pour vos commentaires très clairs. Des remarques formulées par les différents témoins ces dernières semaines, certaines m'ont peut-être préoccupée davantage que d'autres.

Dans toute l'histoire des programmes sociaux au Canada, comme vous le savez, il y a eu des périodes au cours desquelles les prestations sociales ont peu ou pas augmenté, dans le cadre du programme des six et cinq p. 100, par exemple, ou de la désindexation totale des allocations familiales une certaine année. Je ne dis pas cela pour prendre la défense du gouvernement, mais le problème est extrêmement compliqué. Je n'envisage pas la situation jusqu'en 1991, mais je songe aux années qui viennent, puisque d'ici là de nombreux budgets seront présentés, comme nous le savons tous, qui, il faut espérer, vont améliorer la situation quoique depuis quelques décennies je ne puis dire qu'elle se soit énormément améliorée, les budgets ayant en règle générale élargi le fossé entre les riches et les pauvres. J'ai les données en main, mais je vous ferai grâce des détails. Bien sûr, ces cinq dernières années, le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté, quelque soit votre description de la pauvreté, a augmenté radicalement. Je n'en aborderai pas les raisons économiques cet après-midi.

C'est une question très complexe et la seule consolation que nous ayons, je crois, est qu'on ait combiné ces trois mesures législatives, le projet de loi C-70, C-84 et C-83. Je présume qu'à court terme les statistiques démontreront que les familles les plus pauvres, hormis les personnes qui travaillent parce qu'elles ne sont pas aussi pauvres que les autres, en tireront certains avantages.

La meilleure solution, selon moi, serait de puiser davantage dans les poches des riches pour donner à ceux qui en ont le plus besoin. Comment procéder, là est la question.

Ma question n'en est pratiquement pas une. Soupçonneriez-vous que le pire problème auquel le Canada est peut-être confronté à l'heure actuelle et auquel il est confronté depuis énormément de temps dans le domaine des programmes sociaux est que nous n'avons pas de politique de la famille, ni de politique de la pauvreté ni de la vieillesse. Nous prenons toutes sortes de mesures, mais tant que nous ne nous attacherons pas collectivement à établir des politiques de la famille adéquates, quelles qu'elles soient, des politiques adéquates à l'égard de ceux qui vivent dans la pauvreté et des personnes âgées, plus particulièrement, nous allons susciter la controverse et créer de l'insatis-

[Text]

**Mr. Martin:** Well, I think you have provided some of the arguments for having a planned economy. Those are precisely the arguments. I am in total agreement with you that we don't. It is ad hockery. I think it is probably proper to put into perspective the Justice Minister's announcement yesterday about the abolition of mandatory retirement. Depending on which side you are on, it really does not make any difference. It is what goes along with mandatory retirement and the implications that mandatory retirement are going to have on pension plans—

**Senator Robertson:** Right.

**Mr. Martin:** —on the work force, on seniority provisions, and that type of thing. As far as we can determine, none of that was taken into context in terms of the final decision to abolish mandatory retirement.

Certainly on the poverty side, it is ad hockery galore. We have advocated for a long time—and I don't want to misuse the word because it becomes a cliché after awhile—an industrial strategy, a planned economy, and of course as soon as you start talking about a planned economy they think you are advocating belonging to CONICOM or some type of communist bloc economic system, and that is not what we are talking about at all. We are talking about the fact that a well-run corporation plans what its future is going to be. It plans what kind of finances it is going to have and it tries to anticipate what is going to happen. I think that we should be operating in a similar manner taking into consideration the poverty level. You are absolutely correct. It used to be poverty amongst the elderly. It was terrible. It is still terrible and getting worse. It is now poverty amongst the youth and getting worse, and also poverty amongst the working poor, and getting worse.

The problem, of course, is that we as a country have prided ourselves upon having the so-called "large middle class." It is hard to describe what that group is, but I think there is a general view of who the middle class, working middle class, upper middle class is, but all indications are that it is declining. As a result, we are having those few wealthy at the top, but a most of us are going to be at the very bottom. It is a very bleak future when you look at it in terms of when we start talking about our children and our grandchildren. The government has to respond to that type of thing. Quite frankly, aside from any humanitarian views we might hold toward it, really democracy is going to depend on it. If you start looking around the world, democracies do not exist, or have ceased to exist, when you have such terrible polarization and such deprivation and poverty. Is that the way we are going to head? I hope not.

**Senator Robertson:** Thank you very much. I hope not either.

**The Chairman:** Are there any questions? Senator Rousseau?

**Le sénateur Rousseau:** Merci M. le président. Je m'excuse d'avoir été moi aussi en retard, et ceci étant dit, j'aimerais savoir si suite au dépôt du dernier budget du gouvernement, où

[Traduction]

faction. Croyez-vous qu'on ait besoin de ce type de politique à long terme?

**M. Martin:** Je crois que vous venez de soulever certains des arguments en faveur d'une économie planifiée. Ce sont précisément les arguments qui sont en cause. Je suis tout à fait d'accord avec vous, il s'agit d'un cas particulier. Il convient probablement à mon avis de mettre en perspective la déclaration qu'a faite le ministre de la Justice hier à propos de l'abolition de la retraite obligatoire. Peu importe de quel côté vous vous situez, cela ne fait pas de différence. Ce sont les à-côtés qui comptent, les répercussions qu'aura cette mesure sur les régimes de pension...

**Le sénateur Robertson:** Vous avez raison.

**M. Martin:** ... la main-d'œuvre, et les dispositions relatives à l'ancienneté. D'après ce que nous pouvons constater, on n'a tenu compte d'aucun de ces facteurs avant de prendre la décision finale d'abolir la retraite obligatoire.

De toute évidence en ce qui concerne la pauvreté, c'est un cas bien particulier. Nous préconisons depuis longtemps, et je ne veux pas faire mauvais usage de ces termes qui pourraient devenir cliché après un certain temps, l'adoption d'une stratégie industrielle d'économie planifiée. Bien sûr, chaque fois que l'on entend parler d'économie planifiée l'on croit que l'on veut adhérer au CONICOM ou à un type de système économique du bloc communiste, mais ce n'est pas du tout ce que nous préconisons. Nous soutenons qu'une société bien gérée planifie son avenir. Elle planifie ses finances et essaie de prévoir ce qui va se produire. Je crois que nous devrions fonctionner de la même façon, prenant en considération le niveau de pauvreté. Vous avez parfaitement raison; ce n'est pas seulement la pauvreté chez les personnes âgées qui était terrible, qui l'est encore et qui en fait s'aggrave, c'est maintenant la pauvreté chez les jeunes, qui s'aggrave, et la pauvreté chez les travailleurs les plus défavorisés, qui s'aggrave aussi.

En tant que pays, nous nous sommes faits une gloire d'avoir une grande classe moyenne. Il est difficile de cerner ce groupe, mais je crois qu'on sait en général qui se situe dans la classe moyenne, la classe ouvrière moyenne, la classe moyenne supérieure. Mais tout porte à croire que cette classe est en déclin. Notre société sera bientôt composée de quelques riches et d'une majorité de pauvres. L'avenir est très sombre, si l'on songe à nos enfants et nos petits enfants. Le gouvernement doit remédier à cette situation. Pour dire bien franchement, le sort de la démocratie en dépend réellement, peu importe les points de vue humanitaires que nous adoptons à cet égard. Partout dans le monde, une polarisation semblable et la pauvreté ont fait s'écrouler des démocraties. Est-ce le sort qui nous est réservé? J'espère que non.

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie infiniment. Je ne l'espère pas non plus.

**Le président:** Y a-t-il des questions? Madame la sénatrice Rousseau?

**Senator Rousseau:** Thank you, Mr. Chairman. I apologize for being so late. Now then, in the government's recent budget, the Minister, Mr. Wilson, established the child tax credit pre-



*[Text]*

le ministre Wilson a fixé un seuil de \$15,000 afin de donner des crédits d'impôt à un certain nombre de familles, qui en auraient besoin, et compte tenu de votre opposition au projet de Loi C-70, est-ce que vous pensez que cette mesure ne compensera pas une partie de la désindexation des allocations familiales?

**Mr. Martin:** I certainly do not know what the mathematics add up to, but let me state that we totally disagree with establishing the poverty level at \$15,000—totally disagree with that. Certainly taking into account government statistics of poverty levels, or those of the National Anti-Poverty Organization or the Canadian Council on Social Development, the level seems to indicate it is somewhere around \$23,000. So they are off the mark by \$8,000 to begin with. That is an arbitrary figure, and, for the life of me, I just do not understand where it comes from. I will once again ask my colleague, Mr. Baldwin, to comment on how the mathematics add up.

**Mr. Baldwin:** I do not think we have any objection to the prepayment of child tax credits in principle.

**The Chairman:** In fact it will be a prepayment.

**Mr. Baldwin:** Yes, that is right. The main point I would like to make is that we view the child tax credit and the family allowance as being directed to somewhat different objectives, with the child tax credit being part of a whole series of programs designed to provide minimum income support, primarily for people with low incomes. Family allowance addresses one unique objective, namely, trying to equalize the economic situation of families at all income levels that have the same market income and different numbers of children. So no matter what we do with prepayment or non-prepayment of child tax credits, we have this objective which we are going to meet in reduced capacity, thanks to Bill C-70. It was, and is, our view that we have to have some kind of general public discussion of what we are trying to do in the child benefits field before we take this step.

I might also say, with regard to future budgets, that one of the hopeful things that has been held out to us with regard to the de-indexation of family allowances is that maybe in future budgets the positions will be reversed. One of the suggestions we have made to the Minister of Finance is that if he views this measure as a temporary measure taken in light of fiscal constraint, perhaps what ought to be done is that we put a sunset on this partial de-indexing—given that sunsets are in vogue these days.

**Senator Marsden:** And he agreed with that?

**Mr. Baldwin:** No.

**Mr. Martin:** No, we put that forward.

**Senator Marsden:** Oh, good!

**The Chairman:** Another question, Senator Rousseau?

**Le sénateur Rousseau:** Est-ce que j'ai bien compris? Les témoins ont-ils pensé que j'avais dit qu'ils étaient contre les allocations familiales? Je n'ai pas dit qu'ils étaient contre. Je

*[Traduction]*

payment eligibility level at \$15,000, a measure which assists some needy families. Given your opposition to Bill C-70, do you not feel that this initiative compensates in part for the de-indexation of family allowances?

**M. Martin:** Je ne sais absolument pas comment on en est arrivé à ce chiffre mais nous ne sommes absolument pas d'accord pour établir le seuil de la pauvreté à 15 000 \$, absolument pas d'accord. Si l'on tient compte des statistiques gouvernementales à l'égard du seuil de la pauvreté ou de celles de l'Organisation nationale anti-pauvreté ou du Conseil canadien de développement social, ce seuil devrait plutôt se situer à quelque 23 000 \$. Il y a donc une marge de 8 000 \$. C'est un chiffre arbitraire et, je ne peux absolument pas comprendre d'où il provient. Je vais une fois de plus demander à mon collègue, M. Baldwin, comment on en est arrivé à ce chiffre.

**M. Baldwin:** Nous ne voyons pas, je crois, d'objections à verser les crédits d'impôt pour enfant par anticipation.

**Le président:** Ils seront effectivement versés par anticipation.

**M. Baldwin:** Vous avez raison. Le principal point que je voudrais soulever est que, selon nous, le crédit d'impôt pour enfant et les allocations familiales visent deux objectifs quelque peu différents. Le crédit d'impôt pour enfant fait partie d'une série de programmes conçus pour assurer un revenu minimum, plus particulièrement aux personnes à faible revenu. Les allocations familiales visent un seul objectif, celui d'égaliser la situation économique de familles ayant le même revenu et un nombre différent d'enfants. Que les crédits d'impôt pour enfant soient versés ou non par anticipation, il y a un objectif que nous serons moins en mesure d'atteindre à cause du projet de loi C-70. Nous étions et sommes toujours d'avis qu'il faut en quelque sorte consulter le public afin de déterminer la voie à suivre et d'aller de l'avant dans le domaine des prestations pour enfants.

Je voudrais également ajouter, en ce qui concerne les budgets à venir, que le seul point positif que nous avons retenu à l'égard de la désindexation des allocations familiales est que peut-être cette position sera renversée dans les budgets à venir. Nous avons entre autre suggéré au ministre des Finances que, s'il considère cette mesure comme temporaire et obligatoire dans le cadre des restrictions financières, peut-être devrait-il y assortir une disposition de temporisation à l'égard de la désindexation partielle, ces dispositions étant en vogue à l'heure actuelle.

**Le sénateur Marsden:** A-t-il accédé à votre demande?

**M. Baldwin:** Non.

**M. Martin:** Non, nous le lui avons proposé.

**Le sénateur Marsden:** Très bien.

**Le président:** Vous avez une autre question, madame la sénatrice Rousseau?

**Senator Rousseau:** Have I understood correctly that the witnesses thought I claimed they were opposed to family allowances? I did not say they were opposed to them. Perhaps I mis-

[Text]

n'ai peut-être pas bien compris. J'ai dit qu'ils étaient contre le projet de loi C-70, c'est-à-dire la désindexation des allocations familiales.

**Le président:** Partielle, oui.

**Le sénateur Rousseau:** Oui, d'accord.

**Mr. Martin:** Yes.

**The Chairman:** Are there any other questions from members of the committee? If there are no other questions, I would like to ask you one. I must stress first that my question concerns the approach we are taking, which is broader than the specific point of de-indexation. My question concerns the specific approach to somehow take account of the behaviour of the consumer price index in relation to the family allowance.

As you know, the principle of full indexation was contained in the 1973 legislation. In fact, it has never been applied from 1974 up until the present time. In 1976, because the government at the day passed a bill to reduce government expenses, the rate of the 1976 family allowance was frozen to exactly the same amount as in 1975. That was one method to aid in the reduction of government expense. These measures were introduced when the increase in the consumer price index was around 10 per cent. So for that year there was a loss of 10 per cent in the increase of family allowances—not to mention 1979 when another element was introduced—namely, the child tax credit. On that occasion the government simply returned the family allowance to that of 1974. In 1983 and 1984 the government decided that the family allowance would increase by six-and-five per cent at a time when the consumer price index increased by 11 or 12 per cent.

The present government, in considering the fluctuations of the consumer price index, has offered an increase in the amount of the family allowance when inflation exceeds 3 per cent. In other words, all governments, over the years, have had a different approach in dealing with the effects of inflation on the amount of family allowance.

What would you prefer: the approach which has been taken in the past, which would mean losses far greater than 3 per cent, on some occasions at least, or the present approach—because there is a common point between the two approaches? Would you suggest that we should use the same approach as has been taken in the past, or the new one? Would you prefer, for instance, that family allowances not be increased beyond 3 per cent—perhaps 3 per cent but not 4 per cent, 5 per cent, six per cent or seven per cent?

**Mr. Martin:** Well, let me state, Mr. Chairman, neither approach. We do not want either approach. We were opposed to what took place in the past on the family allowance. We believed that if you were going to have indexing then it should be indexing that corresponded to the CPI. Certainly, so far as I understand the conception of the bill, that was the whole purpose, namely, to have indexing that would keep pace with the Consumer Price Index. Consequently we have spoken out when it was frozen in the past, and we are speaking out when it is introduced this way—but neither was acceptable. I go back

[Traduction]

understood. I said they were opposed to Bill C-70, that is to the de-indexation of family allowances.

**The Chairman:** To the partial de-indexation, that is.

**Senator Rousseau:** That's right.

**M. Martin:** Oui.

**Le président:** Des membres du comité ont-ils d'autres questions à poser? S'il n'y en a pas d'autres, je voudrais moi-même en poser une. Je dois d'abord souligner que ma question porte sur notre façon de procéder et ne se limite donc pas à la désindexation. Je veux faire entrer en ligne de compte l'évolution de l'indice des prix à la consommation par rapport aux allocations familiales.

Comme vous le savez, c'est la loi de 1973 qui énonce le principe de la pleine indexation. En fait, ce principe n'a jamais été appliqué depuis 1974. En 1976, le gouvernement a adopté un projet de loi visant à réduire les dépenses gouvernementales et maintenant les allocations familiales de 1976 au même niveau que celles de 1975. C'était une façon d'aider à réduire les dépenses gouvernementales. Ces mesures ont été introduites au moment où la hausse de l'indice des prix à la consommation atteignait quelque 10 p. 100. Cette année-là donc, les allocations familiales auraient dû être haussées de 10 p. 100, et je ne parle pas de l'introduction du crédit d'impôt pour enfants en 1979. A ce moment-là, le gouvernement a simplement abaissé la valeur des allocations familiales à la valeur qu'elles avaient en 1974. En 1983 et 1984, le gouvernement a décidé que la hausse des allocations familiales serait limitée à 6 et 5 p. 100, à une époque où l'indice des prix à la consommation augmentait de 11 ou 12 p. 100.

Le gouvernement actuel, prenant en considération les fluctuations de l'indice des prix à la consommation, a offert d'accroître le montant des allocations familiales pour toute hausse de l'indice des prix à la consommation excédant 3 p. 100. Tous les gouvernements ont donc procédé de différentes façons pour composer avec les effets de l'inflation sur le montant des allocations familiales.

Laquelle préférez-vous? La mesure employée par le passé, qui se traduit par des pertes bien supérieures à 3 p. 100 à certaines occasions du moins? Ou la mesure actuelle? Il y a un point commun entre ces deux mesures. Vaut-il mieux avoir recours à l'ancienne ou à la nouvelle mesure? Par exemple, préféreriez-vous que les allocations familiales ne soient pas indexées au-delà de 3 p. 100, mais pas 4, 5, 6 ou 7 p. 100.

**M. Martin:** Laissez-moi vous dire, monsieur le président, ni l'une ni l'autre. Aucune de ces mesures ne nous satisfait. Nous nous y sommes opposés par le passé, alors que nous estimions que l'indexation devait être effectuée en fonction de l'IPC. Si j'ai bien compris la teneur du projet de loi, il visait essentiellement à ce que les allocations soient indexées pleinement en fonction de l'indice des prix à la consommation. Nous nous sommes donc élevés contre le fait qu'on n'augmentait pas les allocations familiales dans le passé et nous nous opposons également à la façon dont on procède actuellement. Aucune



[Text]

to one of your fellow senator's remarks concerning poverty and the working poor. Both approaches hurt the working people and exacerbate the problem of the poor in this country. It has to be addressed. The problem is becoming more acute all the time. It was not addressed satisfactorily by the previous government, and it is not being addressed, certainly, by this government at this point in time. It is simply making matters worse.

**The Chairman:** May I ask a supplementary question? In both the previous and present approaches, was the principle of universality in question?

**Mr. Martin:** Well certainly in this approach the question of universality is now being questioned.

**The Chairman:** Should it have been questioned when there was a loss of 6 or 7 per cent?

**Mr. Martin:** No, you are right. Universality was really a part of it at that time. Once again, I can only state that we spoke out, at that point in time, about the whole case of universality. I think you will find that the Canadian Labour Congress has consistently been on record in talking about universality, and has consistently been on record in talking about de-indexation.

**The Chairman:** You relate universality to the consumer price index and family allowances?

**Mr. Martin:** We have always spoken out for universality in terms of all social programs, quite frankly. In terms of this particular program we are speaking about, and any other program that we have spoken about, we have been in favour of universality and in favour of indexing when that was a part of the inception of the bill.

**The Chairman:** So that, in pure logic, we have lived under a regime where the concept of universality has fluctuated, over time, according to the amount of loss?

**Mr. Martin:** Well, I would not necessarily disagree that universality was not necessarily the cornerstone of all of the programs that were introduced by previous governments.

**The Chairman:** Speaking of family allowances though?

**Mr. Martin:** Concerning the universality of family allowances, certainly it was our understanding that that was the way it was supposed to be, from the inception.

**The Chairman:** So it is your conception that, universality is strictly connected with the absence of erosion of the purchasing power?

**Mr. Martin:** Let me put it this way: First, they have purportedly cut back on this program because they are targeting toward people in need, or those people at a certain level whom they determine are in need. We think there are many other avenues of approach to people who are in need—not only with this one. This one is a part of that program, but it is not the only one.

**The Chairman:** That is another matter. That is not universality.

[Traduction]

d'elles n'est acceptable. L'un de vous, sénateurs, a fait une remarque à l'égard de la pauvreté et des travailleurs pauvres. Ces deux façons de procéder ont porté atteinte aux travailleurs et aggravé le problème de la pauvreté dans le pays. Il faut y remédier. Je crois que le problème ne cesse de s'aggraver et le gouvernement précédent n'y a apporté aucune solution satisfaisante, ce gouvernement-ci non plus, jusqu'à maintenant. Il ne fait qu'empirer les choses.

**Le président:** Puis-je poser une question supplémentaire? Le principe de l'universalité, dans ces deux façons de procéder, est-il mis en question?

**M. Martin:** Bien sûr que dans cette façon de procéder l'universalité est maintenant mise en question.

**Le président:** Aurait-on dû la mettre en question au moment des restrictions des 5 et 6 p. 100?

**M. Martin:** Non, vous avez raison. L'universalité était vraiment en jeu à ce moment-là. Je ne puis que répéter que nous avons à ce moment-là dit bien franchement ce que nous pensions de l'universalité. Vous verrez probablement que le Congrès canadien du travail a toujours parlé franchement de l'universalité et de la désindexation.

**Le président:** Vous liez universalité à l'indice des prix à la consommation et aux allocations familiales?

**M. Martin:** Nous avons toujours parlé franchement d'universalité dans le cadre de tous les programmes sociaux, pour tout vous dire. Nous avons toujours été, dans le cadre de ce programme et des autres programmes dont nous avons parlé, en faveur de l'universalité et de l'indexation, lorsque cela faisait partie intégrante du projet de loi.

**Le président:** En pure logique donc, nous avons un régime selon lequel le principe de l'universalité fluctuait selon le montant des pertes?

**M. Martin:** Je ne suis pas nécessairement en désaccord avec le fait que l'universalité n'était pas complètement la pierre angulaire de tous les programmes mis sur pied par les gouvernements précédents.

**Le président:** En ce qui a trait aux allocations familiales cependant?

**M. Martin:** Nous croyons certainement savoir que l'universalité devait être préservée dès le départ dans le cas des allocations familiales.

**Le président:** A votre avis donc l'universalité est strictement liée à l'érosion du pouvoir d'achat?

**M. Martin:** Laissez-moi vous répondre ainsi. Avant tout, ils ont supposément imposé des restrictions à ce programme parce qu'ils veulent en accorder davantage aux gens qui en ont le plus besoin. Or, ce sont ceux qui déterminent qui est dans le besoin. Nous croyons qu'il y a bien d'autres moyens de venir en aide à ces gens, pas seulement celui-ci, bien qu'il fasse partie intégrante de ce programme, mais il n'est pas le seul.

**Le président:** C'est une autre question. Il ne s'agit pas d'universalité.

[Text]

**Mr. Martin:** But universality is still important, we think, in terms of the context of the family allowance.

**Senator Marsden:** And everyone still receives it.

**Mr. Martin:** But not in the same manner.

**Senator Marsden:** That is the question; yes.

**Mr. Martin:** Not in the same manner. Quite frankly, that is why I think there is not the outcry that there should be. Everyone is going to receive it, but not in the same allocation.

**The Chairman:** I thank you for your presentation. You have raised some interesting points. You said there should be a broader approach to the question of child benefits, taking account of the family as a whole. As chairman of this committee, I should tell you that in addition to Bill C-70 we studied the blue paper tabled by Mr. Epp in the months preceding the tabling of Bill C-84 concerning the child tax credit and the child tax exemptions. I believe we have done some interesting work—at least in terms of the methodology in approaching the problem in a broader perspective. I believe our committee shares your views. We tabled an interim report last December in which we presented a methodology which could help us to consider a variety of factors, including the policies of the provinces, which is something that has not been included in the debate in the other place. Perhaps it is the role of the Senate to take account of a broader range of views they are able to do so in the other place.

We are planning to enter the second phase of our study in a matter of a few weeks with the view of offering proposals which would take account of more factors—essentially the same perspective you have presented. Would you be interested in coming back to this committee some time in April or when we commence discussing the second phase of our work? We shall consider a number of hypotheses, including specific aspects included in the recent legislation as well as other aspects. We would be interested in hearing your views on our recommendations.

**Mr. Martin:** I would be happy to come back.

**The Chairman:** We will inform you of our hypotheses, so that we may receive your reaction them. You know as well as we do that there are many possibilities. We will start with the present situation and try to go one step further and suggest new methods of coping with the overall problem. Would you be interested in coming here and commenting on our suggestions?

**Mr. Baldwin:** Yes.

**Mr. Martin:** Yes.

**The Chairman:** We will advise you in advance, so that you will have enough time to prepare your work. We would hope that it would not be just a presentation in order to oppose our recommendations, but would offer suggestions in order that we may build a better system.

[Traduction]

**M. Martin:** Mais l'universalité importe toujours, selon nous, dans le contexte des allocations familiales.

**Le sénateur Marsden:** Et tout le monde reçoit encore son chèque d'allocations familiales.

**M. Martin:** Mais pas de la même façon.

**Le sénateur Marsden:** Vous avez raison.

**M. Martin:** Pas le même chèque. C'est pourquoi je crois qu'il n'y a pas eu le tollé qu'il y aurait dû y avoir. Car tout le monde va continuer de recevoir un chèque, mais pas le même montant.

**Le président:** Je vous remercie pour vos témoignages. Vous avez soulevé des points intéressants, à savoir entre autres qu'on devrait aborder la question des prestations aux enfants dans une perspective plus vaste en tenant compte de l'ensemble de la famille. En ma qualité de président de ce comité, je voudrais vous dire que nous avons également étudié le Livre bleu déposé par M. Epp au cours des mois qui ont précédé le dépôt du projet de loi C-84 à l'égard du crédit d'impôt pour enfants et les exemptions au titre des enfants. J'estime que nous avons fait du bon travail, du moins au point de vue de la méthodologie, afin d'aborder ce problème dans une perspective plus vaste. Je crois que notre comité partage votre point de vue. Nous avons déposé un rapport provisoire en décembre dernier dans lequel nous exposons cette méthode qui, selon nous, peut nous aider à tenir compte d'un certain nombre de facteurs, notamment des politiques des provinces dont il n'a pas été question dans le débat à la Chambre des communes. Peut-être le Sénat est-il mieux en mesure que l'autre chambre de tenir compte de ces autres aspects.

Nous prévoyons entreprendre la deuxième phase de notre étude d'ici quelques semaines et envisageons de formuler quelques propositions qui tiendront compte d'un plus grand nombre de facteurs—essentiellement les mêmes que ceux dont vous avez traité. Seriez-vous intéressés à revenir devant notre comité quelque part en avril, ou encore lorsque nous aurons entrepris la deuxième phase de notre étude et que nous aurons formulé un certain nombre de nos hypothèses sur un certain nombre d'aspects précis, dont le récent projet de loi. Nous serions très intéressés à avoir votre avis sur nos recommandations.

**M. Martin:** Il me ferait plaisir de revenir.

**Le président:** Nous allons vous communiquer nos hypothèses de façon à ce que vous puissiez y réagir. Vous savez aussi bien que nous qu'il existe, à l'heure actuelle, d'innombrables possibilités. Nous allons partir de la situation actuelle et essayer d'aller un peu plus loin en proposant de nouveaux moyens pour remédier dans son ensemble au problème. Seriez-vous intéressés à revenir devant nous pour commenter nos propositions?

**M. Baldwin:** Certainement.

**M. Martin:** Bien sûr.

**Le président:** Nous allons vous informer à l'avance, de façon que vous ayez le temps de vous préparer. Nous espérons que vous allez non seulement nous donner votre opinion au sujet de nos recommandations, mais que vous allez aussi nous faire part



[Text]

**Mr. Martin:** I should point out, Mr. Chairman, that at the end of April and the first week of May we are attending a convention where we shall be debating this bill with 3,000 delegates. But we shall be happy to return here any time after that.

**The Chairman:** At the beginning of May?

**Mr. Martin:** The beginning of May, yes. It is the CLC convention.

**The Chairman:** If we contacted you before, would you discuss the broader perspective at that congress?

**Mr. Martin:** If tie permits, we will.

**The Chairman:** That might be more constructive.

**Mr. Martin:** It would also be very constructive afterwards.

**The Chairman:** I thank you very much for your presentation. Do not forget what I have just told you. We will be in touch with you.

**Mr. Martin:** May I suggest that the members of the committee read our other submissions also.

**The Chairman:** Thank you very much.

**Mr. Martin:** Thank you.

The committee adjourned.

The committee resumed at 7.15 p.m.

**The Chairman:** We have with us this evening Mr. John Meston, Executive Director of the Canadian Child Welfare Association. Mr. Meston, I welcome you to this committee and we shall be happy to hear what you have to say on Bill C-70. I understand that you are with the Canadian Child Welfare Association. Tell us about that organization and then you may present your views.

**Mr. John Meston, Executive Director, Canadian Child Welfare Association:** I gave a handout so that you would have a little information. The Canadian Child Welfare Association was only founded in 1983 as a coalition. In September of 1985 we moved to incorporate as a national non-profit organization. The areas that we are specifically interested in are services to people in the child welfare system or who are receiving help. This can be institutional foster home placement, community alternative programs or prevention programs working with families where the children are at risk. A lot of what we have been doing basically is to connect the services and the people across this country, so that when Vancouver develops a very good program on prevention of sexual abuse, we are able to share it with somebody in Nova Scotia. Because of the provincial responsibility, there has never been an ability to do that before.

[Traduction]

de vos suggestions afin que nous puissions élaborer ensemble un meilleur système.

**M. Martin:** J'aimerais juste souligner, monsieur le président, qu'au cours de la dernière semaine d'avril et de la première semaine de mai, nous tiendrons un congrès au cours duquel nous allons sûrement discuter de ce projet de loi avec les 3,000 délégués présents. Mises à part ces deux semaines, nous serons à votre entière disposition.

**Le président:** Au début de mai, dites-vous?

**M. Martin:** C'est cela. Le congrès du CTC se tiendra au début de mai.

**Le président:** Si nous pouvions communiquer avec vous avant la tenue de ce congrès, croyez-vous que cela élargirait la portée de vos discussions à cette occasion?

**M. Martin:** Si le temps nous le permet, certainement.

**Le président:** Les discussions risqueraient d'être plus constructives.

**M. Martin:** Elles pourraient l'être aussi après.

**Le président:** je vous remercie beaucoup de votre exposé. N'oubliez pas notre rendez-vous. De toute façon, je vais rester en contact avec vous.

**M. Martin:** Je recommande aux membres de lire aussi nos autres mémoires.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup.

**M. Martin:** Je vous remercie.

Le comité suspend ses travaux.

Le Comité reprend ses travaux à 19 h 15.

**Le président:** Nous avons avec nous ce soir, M. John Meston, directeur exécutif de la Canadian Child Welfare Association. Nous vous souhaitons la bienvenue parmi nous, monsieur Meston, et tenons à vous souligner que nous sommes impatients d'entendre ce que vous avez à dire sur le projet de loi C-70. Avant de nous faire part de vos commentaires, pourriez-vous nous donner un peu plus de détails sur l'organisme que vous représentez.

**M. John Meston, directeur exécutif, Canadian Child Welfare Association:** Je vous ai d'ailleurs distribué un document qui en résume les principaux points. La Canadian Child Welfare Association a été fondée en 1983 sous la forme d'une coalition. En septembre 1985, nous nous sommes constitués en organisme national à but non lucratif. Nous œuvrons principalement auprès de la clientèle du réseau de protection de l'enfance ou des prestataires d'aide sociale. Notre intervention se fait tant au niveau de la recherche de foyers d'accueil qu'à celui de l'application de programmes communautaires alternatifs ou de programmes de prévention à l'intention des familles où les enfants sont les plus susceptibles d'être victimes de violence. Le gros de notre travail se résume à informer la population des services offerts partout au pays, de façon que lorsqu'un organisme de Vancouver met au point un bon programme de prévention de la violence sexuelle, il soit possible de le faire partager à un organisme de la Nouvelle-Écosse. A

[Text]

My comments tonight will be very brief. I apologize for that. Being on the road 80 per cent of the time, sometimes my grasp is not quite as good on some of the issues as perhaps it could be. I would like to acknowledge the fact that a lot of the information I had, in terms of reviewing this bill was from the National Welfare Council and the Canadian Council on Social Development, in order to give me an idea of what the changes to the Family Allowance Act might mean.

My focus will be on our area of interest generally, in terms of the child welfare, or what is going to happen from our perspective—that is, trying to look at it in terms of perhaps what the bill will mean. I will preface that by saying that we recognize the need to cut the deficit and certainly we are not arguing in opposition to that.

Our fear is that Bill C-70, the Family Allowance Act, will have a major effect on the families of poor people. We feel that the hardest hit will be that sector in Canadian society. Ultimately that will affect the young people that we are most concerned about, namely, the ones who are at most risk and coming into care. We are recognizing that while we are the carers, or the child welfare system, it is more important that the children be at home if at all possible, rather than into a system. So our concern is that it is the poor that are going to be hit.

A lot of the young people that we end up working with come from families where the money from the family allowance is often what is used to keep the family going at the end of the month. We recognize that families on welfare, or single parent families, if they receive welfare, or are low income earners, are dependent on that cheque that comes in at the twentieth of the month. For some of the families I have dealt with, that has been the last week of groceries for the young people, and that has been the factor as to whether or not they were going to make it to the end of the month. Our concern is that those are the families who are going to be affected the most.

According to the information I have, a third of the money is going to come from the poor, and \$16 million of what would be saved would be coming from the people who are living in poverty. I will use that the word "poverty" rather than "poor". They are the ones who can ill afford it. They are the ones who need the amount of support, or perhaps the extra amount of money that can come in.

One of the comments of the Honourable Mr. Jake Epp, the Minister of Health and Welfare, was that he wanted to put forward signals and initiatives which would strengthen the role of the family and give it more prominence in society. Our concern, in looking at some of the issues in the family allowance cuts is whether that is going against what he has suggested.

I guess the reduction by 3 per cent a year—which, in effect, could be what it is—keeps going. When you look at the amount, you can say \$1, \$1.50, \$2, or \$3 per month next year.

[Traduction]

cause du morcellement des responsabilités entre les provinces, cela n'avait jamais été possible auparavant.

Les commentaires que je vais faire ce soir vont être très brefs. Je m'en excuse. Les déplacements occupent la majorité de mon temps, ma connaissance de certaines des questions n'est pas aussi bonne qu'elle ne devrait l'être. J'aimerais souligner que la plupart des renseignements dont je me suis servi pour examiner ce projet de loi et ses répercussions proviennent du Conseil national du bien-être social et du Conseil canadien de développement social.

Je vais particulièrement insister sur la protection de l'enfance et sur les répercussions qu'aura l'adoption de ce projet de loi dans notre milieu. Je tiens d'abord à préciser que je suis parfaitement en accord avec la nécessité de réduire le déficit et que je n'ai nullement l'intention de remettre en question le bien-fondé de cet objectif.

Nous craignons toutefois que le projet de loi C-70 n'affecte surtout les familles pauvres. Nous croyons que les classes défavorisées vont être les plus durement touchées. Ce sont en fin de compte les jeunes, c'est-à-dire notre principale clientèle et ceux qui ont le plus besoin de notre aide, qui vont écoper. Nous reconnaissons que même s'il est important de compter sur un bon réseau de protection de l'enfance, il est encore plus important que les enfants restent dans leur foyer, si cela est possible, plutôt que d'être pris en charge par le réseau. Ici encore, nous craignons que ce soit les pauvres qui soient obligés de payer la note.

La plupart des jeunes avec lesquels nous travaillons viennent de familles où l'argent des allocations familiales sert bien souvent à assurer la subsistance de la maisonnée jusqu'à la fin du mois. Nous croyons que tous les prestataires d'aide sociale, qu'il s'agisse ou non de familles monoparentales, comptent beaucoup sur ce chèque qui arrive le 20<sup>e</sup> jour du mois. Pour bien des familles que je connais, ce chèque est la planche de salut qui leur permet de faire la dernière épicerie du mois et de boucler leur budget. Nous craignons que ce soit ces familles qui soient les plus pénalisées par l'adoption du projet de loi C-70.

Selon les renseignements dont je dispose, le tiers des épargnes réalisées se feront sur le dos des pauvres, tandis que 16 millions de dollars seront puisés à même les ressources des personnes qui vivent dans la «misère»—et j'utilise ici ce mot de préférence à «pauvreté». Ce sont pourtant ces personnes qui sont les plus vulnérables. Ce sont elles qui ont besoin de l'aide financière du gouvernement et peut-être même de plus d'aide financière.

Les commentaires de l'honorable Jack Epp, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous font craindre que celui-ci ne veuille mettre de l'avant des initiatives visant à renforcer le rôle de la famille et à lui donner une importance qu'il n'a jamais eu auparavant. Nous craignons aussi, en examinant certains des arguments invoqués pour justifier la réduction des allocations familiales, que le ministre ne fasse fausse route et n'aille finalement dans la direction opposée à celle recherchée.

Si la réduction de 3 p. 100 par année est appliquée, conformément à la volonté du gouvernement, cela se traduira par une diminution de 1 \$, 1 50 \$, 2 \$ ou 3 \$ l'an prochain ou le mois



*[Text]*

That can be significant to a family that is stretching its dollar to the utmost, in terms of being able to survive. It is hard to draw a parallel, but when you look at the poor, the poverty-stricken, those who are trying to survive and keep their families together by reducing the available money for them to use ultimately we will see the young people coming under Child Welfare, because they are then under threat of abuse or neglect. That is perhaps a strong statement for \$1 or \$2 a month, but ultimately that is the end result, because if you are starting to move in that area now, then it could happen again, and those are the ones who have the hardest time dealing with it.

Our concern is that by cutting back in that area, the risk is that you will see our system picking up more of the young people, and I do not believe that is what this government wants, and that is not what we want. In looking at the \$16 million saved, I was interested in seeing how many young people that would help, in terms of putting that money back into the child welfare or caring system. Depending on the province, it is estimated that \$16 million would pay for around 2,900 foster children; perhaps allowing for 900 in group homes, and perhaps 300 in treatment centres. Eventually some of the cut-backs that occur may come up at the other end. I have seen that in other programs where they cut back on prevention programs in working with families. Ultimately what happens is that more come into the caring system, or the residential system, which is more expensive. I cannot say that will happen but I am suggesting that there may be some parallels eventually.

The government said that it would be cutting the deficit, which was good. It was also going to try to maintain money in the envelope that it was in. Our concern was that if the government was cutting out \$49 million, or the money that is being reduced to family allowances, whether that indeed would stay in the Social Services or Health and Welfare envelope as opposed to being used specifically to reduce the deficit. Our concern that the deficit needs to come down, but that hopefully it would remain in that envelope. I guess we probably know the answer, anyway.

Our concern also is that when you start taking money out of the system, particularly the social services system, it is very hard to get it back in. Having operated a small agency in another province, where we often returned money, because we were efficient, it also meant that we did not get the money back, and we were never given any credit for being efficient. So once the money is gone, it is gone.

For me personally, having worked with young people for 13 years both as a group home operator as an executive director of an agency, and as a foster parent, and with numerous other drop-in kids, my concern is that it is always the young who will suffer first. So often they cannot speak for themselves. They are the least understood by adults. I guess there is somewhat of a fear, generally, of young people. They are the first earmarked. They do not vote. Often they do not have an ability to say anything—at least the group I am representing. Often the group I am representing may not allow them to speak. It is dif-

*[Traduction]*

prochain, mais ce montant, aussi insignifiant soit-il, est important pour une famille qui doit faire des prodiges d'imagination pour arriver à joindre les deux bouts. Ici encore, il est difficile d'établir un parallèle, mais lorsque vous regardez la situation des familles les plus démunies qui se débattent pour survivre et rester unies, vous ne pouvez vous empêcher de songer que la diminution de leur revenu va les obliger à abandonner leurs enfants au réseau de l'aide sociale. Si ces enfants nous sont référés, c'est qu'ils risquent d'être victimes de violence ou de négligence. C'est un dur prix à payer pour une question de 1 ou 2 \$ par mois, mais c'est ainsi. Si le gouvernement s'oriente dans cette direction, c'est inévitablement ce qui va se produire et ce sont encore les familles les plus démunies qui vont connaître le plus de difficultés.

Nous craignons qu'en sabrant dans les allocations familiales, le gouvernement ne provoque un engorgement de nos services. Or, ce n'est certainement pas là son objectif, et ce n'est pas non plus ce que nous souhaitons. Il est intéressant de voir comment les 16 millions de dollars épargnés pourraient être réinvestis dans les services de protection de l'enfance. Selon la province, on estime que ce montant pourrait servir à trouver des foyers d'accueil à près de 2 900 enfants, dont 900 dans des maisons d'accueil et 300 dans des centres de traitement. Certains des montants épargnés pourraient éventuellement être utilisés à d'autres fins. Il est déjà arrivé que l'on réduise les budgets de certains programmes de prévention à l'intention des familles. Malheureusement, l'argent ainsi épargné a été réinvesti dans le système de soins ou le réseau résidentiel, lesquels coûtent plus cher. Je ne peux dire ce qui arrivera dans le cas présent, mais je pense que certains parallèles peuvent être établis.

Le nouveau gouvernement prétend vouloir réduire le déficit. Cet objectif est en soi fort louable. Il affirme aussi ne pas vouloir toucher à l'enveloppe Budgétaire des affaires sociales. Nous nous demandons alors comment en réduisant de 49 millions de dollars le budget des allocations familiales, le gouvernement prétend pouvoir réduire le déficit, s'il compte effectivement réinvestir cet argent dans le réseau des affaires sociales et de la santé. Je suppose que nous connaissons la réponse de toute façon.

A notre avis, dès qu'on commence à comprimer un budget comme celui des services sociaux, il est très difficile de l'augmenter de nouveau par la suite. J'ai moi-même déjà dirigé un petit organisme provincial qui enregistrait souvent des surplus budgétaires en raison de sa bonne gestion. Jamais l'argent que nous avions réussi à épargner ne nous a été remis. Il n'y a rien à faire, les surplus sont perdus à jamais.

J'ai personnellement travaillé avec des jeunes de 13 ans à titre de responsable de groupe, de directeur exécutif d'un organisme ou de parrain. Cette expérience m'a permis de rencontrer un grand nombre de jeunes décrocheurs. Or, je peux vous dire que ce sont toujours les jeunes qui sont les premiers à souffrir des compressions budgétaires. Le plus souvent, ils sont incapables de se défendre eux-mêmes et n'arrivent pas à se faire comprendre des adultes. On semble craindre les jeunes en général. Ce sont pourtant les premiers marqués. Ils ne votent pas et n'ont pas la possibilité de s'exprimer—du moins dans le

## [Text]

ficult. Looking at the issue of family allowance, of families or children, it is difficult to really know what goes on at the front line and what is happening in a family. Have you visited with a family that is living in poverty? Have you seen sometimes the effects of what you are doing at this level—which you need to do in order see the effect. I have known provincial departments that have cut young people off welfare because they should be living with their families; but I have also documented young girls going back to prostitution to support their children because of it. It is very hard sometimes to get people at the level that are making the decisions around the dollars to understand what the effect may be. So perhaps talking to those affected—and I am not sure I can speak for the children in the child welfare system—is important.

This is my first opportunity to present my views. I wish to say that we are concerned about this bill and its potential implications,—particularly for young people coming into our system, which we do not really want. If I could be out of a job tomorrow I would be happy.

**The Chairman:** Thank you very much for your presentation. You have expressed concerns which most of us share. The meeting is open for questions. Senator David?

**Senator David:** I have the impression that your main concern is about the poor people; but, at the same time, you have to consider de-indexing and the increase of the tax credit. When you do both, do you feel that poor people will be less privileged than they were before this new system?

**Mr. Meston:** As I look at the information I have, it appears to me that, yes, the poor will be more affected proportionately than I would be as a middle class parent—but, again that is going by the figures that I am able to look at and compare.

**Senator David:** If you analyze the principle of universality versus the principle of selectivity, do you have some opinion on which one we should put more emphasis—because many people and many associations think that universality is something that we should not touch? There seems to be some confusion between the indexing of universality and some effort to put some money on the lower monetary class of people. So you have two different principles: one which would increase universality with inflation, and the other, which would put more money on the lower level of people who badly need it. What is your impression of that?

**Mr. Meston:** That is not a question that I can answer very easily. I will answer it in one sense. If you asked those of us in the system, then anything would help avoid having young people come into the child welfare system that would be our first choice. There must be a way of being able to keep the universality, but also allowing for some benefits to accrue to those in poverty or the very low wage earners. There must be a way of doing that wherein you do not lose to both trusts. If you ask me personally, as a choice, I would rather be taxed a little

## [Traduction]

groupe que je représente. Souvent, nous ne leur laissons pas la chance de s'exprimer. Leur sort est peu enviable. Il est difficile d'imaginer les conséquences des compressions budgétaires envisagées sur les familles. Savez-vous ce que c'est que de vivre dans la misère? Avez-vous déjà mesuré les conséquences de vos décisions—peut-être ne serait-il pas trop tard pour le faire? Je sais que certains ministères provinciaux ont déjà interrompu le versement de prestations d'aide sociale à des jeunes, sous prétexte que ceux-ci auraient normalement dû vivre avec leur famille. Tout ce qu'ils ont réussi à faire de la sorte, c'est d'obliger des jeunes filles à se prostituer pour subvenir au besoin de leurs enfants. Il est très difficile de faire prendre conscience à ceux qui établissent les prévisions budgétaires des conséquences de leurs décisions. Peut-être devraient-ils consulter ceux qui sont directement touchés—et je ne suis pas sûr ici que je puisse parler au nom des enfants pris en charge par le réseau de protection de l'enfance. Cela me semble primordial.

C'est la première fois que j'ai l'occasion d'exposer mon point de vue et je tiens à souligner que nous sommes inquiets des conséquences éventuelles de l'adoption de ce projet de loi—en particulier, si son application doit grossir les rangs de la clientèle de nos services. Bien franchement, je serais bien heureux de m'entendre dire demain qu'il n'y a plus de travail pour moi.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup de votre exposé. Je pense que vous avez exprimé des préoccupations que la plupart d'entre nous partagent. Je demanderais maintenant aux sénateurs de nous faire part de leurs questions. Sénateur David?

**Le sénateur David:** Vous nous semblez grandement préoccupé par le sort des pauvres, mais vous ne nous avez pas donné votre opinion sur la désindexation et l'augmentation du crédit d'impôt. Croyez-vous que l'application de ces deux mesures va aggraver la situation des moins bien nantis?

**M. Meston:** D'après les renseignements dont je dispose, il semble qu'effectivement les pauvres vont être proportionnellement plus touchés que les parents appartenant à la classe moyenne. Encore une fois, je précise que ce sont là les conclusions que je tire à partir des chiffres que j'ai en main.

**Le sénateur David:** D'après vous, faudrait-il d'abord insister sur le principe de l'universalité plutôt que sur celui de la sélectivité? Bien des intervenants et des associations estiment que l'universalité est un principe sacro-saint. Il semble y avoir une certaine confusion autour de l'indexation et des efforts faits en vue d'accroître l'aide offerte aux classes les plus défavorisées. Vous avez là deux orientations distinctes. L'une qui prône l'augmentation des allocations familiales en fonction de l'inflation, et l'autre qui préconise un accroissement de l'aide accordée aux personnes les plus dans le besoin. Quelle est la position de votre association là-dessus?

**M. Meston:** Voilà une question à laquelle il m'est difficile de répondre. Je vous dirai simplement que si vous demandez à n'importe quel intervenant de notre milieu ce qu'il considère comme la meilleure solution, il vous répondra que toute mesure qui permettra de réduire le nombre de jeunes référés aux services de protection de l'enfance, est celle à retenir. Il doit y avoir moyen de préserver l'universalité tout en augmentant l'aide offerte aux défavorisés ou aux gagne-petit. Il doit y avoir moyen de ménager la chèvre et le chou. Si vous me



[Text]

more and have that money go to the poor—but I will not say that for all the friendly social workers that I represent.

**Senator Robertson:** Mr. Chairman. I apologize for being a little late, but we had two other caucus meetings. I am sorry, because I would have been interested in hearing all of Mr. Meston's comments. We hear a lot these days about the Constitution and the Charter of Rights and Freedoms. I suppose the courts and lawyers will be very busy during the next few years in determining all of these matters. I am wondering who is going to look after the rights and freedoms of the children. Let me come to my question: Do you feel that the body of common law, which predicates a lot of our activity with young people, is slanted toward the adult and not toward the child?

**Mr. Meston:** In my experience, I feel that it has been more in favour of the adult. I am not sure that it is not beginning to change a little bit, with some of the reports concerning the sexual abuse of children, prostitution, and pornography. In some of those issues it is beginning to change. My sense is that society generally is against youth and children, even though some laws are there to protect children. But my question is: Do they?

**Senator Robertson:** Thank you. If you scan the national papers on a regular basis and watch the headlines, you will find that matters involving the SPCA get more headlines than matters involving child abuse. That bothers me, because I feel that this country has no policy regarding families; it has no policy on poverty and certainly no policy concerning the aged.

Senator David asked a question about the universality versus activity. I guess I am one that does not worship at the altar of universality, because it has done nothing really to solve the problems of poverty. The gaps are getting wider. The rich get richer and the poor get poorer. I believe the system does not work. Regarding aid to senior citizens, we have taken one step, which has helped somewhat. But we still have 42 per cent living in poverty. So it cannot be that successful. We do have seniors receiving guaranteed income supplement—those without other incomes. It seems to be done in a way that there is no stigma attached. I think, in the combination of bills C-70, C-83 and C-84, because it is weighting the child tax credit, that does in a very small way help the poorest of families—but not enough. I would readily agree that 850,000 families are not enough in Canada. Maybe it is a step in the right direction, if somehow we could accelerate that. We would then have what we now call the child tax credit, but it would be somewhat like a guaranteed income supplement. I do not know how payments would be assessed, but perhaps it would be done by a means test or through income tax returns so that those with the lowest income would receive more benefits. What do you think of

[Traduction]

demandez ce que personnellement j'en pense, je vous dirais que je préférerais payer un peu plus d'impôt pour que les pauvres obtiennent davantage. Mais c'est là une opinion tout à fait personnelle qui n'est peut-être pas partagée par tous mes confrères.

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie, monsieur le président. Je m'excuse d'être un peu en retard, mais nous avons eu deux autres réunions du caucus pendant l'heure du repas. Je suis vraiment désolée de n'avoir pu entendre tous les commentaires de M. Meston. Il est beaucoup question, ces temps-ci, de la Constitution et de la Charte des droits et libertés. Toutes ces questions vont certainement tenir les tribunaux et les avocats très occupés au cours des prochaines années. Je me demande cependant s'il y aura quelqu'un dans tout cela pour défendre les droits et libertés des enfants. En fait, j'aimerais savoir si vous croyez que le droit commun actuel, qui régit la plupart de nos interventions en matière de protection de l'enfance, est davantage orienté vers le bien-être des adultes plutôt que vers celui des enfants?

**M. Meston:** D'après mon expérience, il favorise davantage le bien-être des adultes. Je me demande cependant si cela n'est pas en train de changer un peu avec la publication de certains rapports sur la violence sexuelle faite aux enfants, sur la prostitution chez les jeunes, etc. A mon avis, la société est foncièrement contre les jeunes et les enfants, malgré les lois prévues pour assurer leur protection. D'ailleurs, je m'interroge sur l'efficacité de ces lois.

**Le sénateur Robertson:** Je vous remercie. Si vous parcourez régulièrement les journaux du pays et que vous surveillez les grands titres, vous allez constater que la SPCA occupe plus souvent les manchettes que les organismes de protection de l'enfance. Cela m'inquiète, parce que j'ai l'impression que le Canada n'a aucune politique de la famille. Il n'a pas non plus de politique en matière de pauvreté ni en matière de troisième âge.

Le sénateur David vous a interrogé au sujet de l'universalité par rapport à la sélectivité. Je suis l'une de celles qui refusent de se prosterner devant l'hôtel de l'universalité, parce que jusqu'ici, le respect de ce principe n'a rien fait pour régler le problème de la pauvreté. L'écart continue de s'élargir entre les riches et les pauvres. C'est signe que le système ne fonctionne pas. Nous avons pris certaines mesures pour aider les citoyens du troisième âge. Même si leur situation s'est quelque peu améliorée, 42 p. 100 d'entre eux vivent encore dans la pauvreté. Nous ne pouvons donc pas dire que notre intervention a porté fruit. Il y a effectivement des personnes âgées qui reçoivent un supplément de revenu garanti—ce sont celles qui n'ont pas d'autres revenus. Il semble en outre que ces versements soient faient de façon non discriminatoire. Je pense que l'ensemble de ces projets de loi, c'est-à-dire les projets de loi C-70, C-84 et C-83, contribuent légèrement à aider les familles les plus démunies, mais il y a encore fort à faire. Le fait d'aider 850,000 familles au Canada n'est certes pas suffisant. Mais c'est un pas dans la bonne direction, si nous parvenons à aller plus loin. Nous avons maintenant ce que nous appelons le crédit d'impôt pour enfant, qui constitue ni plus ni moins qu'un supplément de revenu garanti. J'ignore comment les verse-

[Text]

a scheme like that in order to try to get some of these kids out of poverty?

**Mr. Meston:** If it could be done, I certainly would not argue against it and I certainly think that most Canadians would support it.

When I look at the amount of money that is being paid out, I acknowledge that it is having some positive effect, but when I consider the overall package almost takes from one and gives to another, the end result is a minus. If we could find a way of ending up with an overall positive situation, I would certainly be glad to see that.

**Senator Robertson:** As I said, one budget does not last for very long, and woe betide the government that does not continually change its budgets.

**Mr. Meston:** My concern is that some of the money that is being saved is being lost from that whole envelope, and that could eventually be put back in in some way.

**Senator Robertson:** I am not sure it is lost. When we were considering Bill C-70, which dealt with de-indexation, the figure we were left with, I believe, was \$1.2 billion in the next four or five years up to 1990. That is just about what we are spending on the spouse's allowance. That certainly has not gone from the social envelope, but it has not gone to the kids either. My personal preference is that I would like to see more money go to the children, but I am not sure we can do it in one fell swoop. I think we have to work harder towards a better policy.

**Mr. Meston:** I agree. I will acknowledge that I am innately suspicious, having been a practitioner where I have seen budgets introduced that were to be of value to the group I am most concerned with, but, in actual fact, since the legislation is in place and operating, it detracts from anything that was ever imagined.

**Senator Robertson:** As has been mentioned in this committee numerous times, the concern that is felt is that, if we are able to make the child tax credit significantly substantial, we cannot guarantee that the provinces will not subtract from social assistance programs.

I shall read all of your remarks with interest since I have read other articles you have published.

**Mr. Meston:** I have not actually prepared a brief.

**Senator Marsden:** I should just like to clarify one of the remarks you made earlier when you expressed a view about the deficit and the necessity for reducing it. Is that the position of the Canadian Child Welfare Association, or were you making the statement on your own behalf?

**Mr. Meston:** In talking to people, there is, I sense, support to reduce the deficit. The concern is that it not be at the expense of families and children.

[Traduction]

ments consentis seront calculés, mais peut-être procédera-t-on par une évaluation des besoins ou par l'examen des déclarations d'impôt sur le revenu, de façon que les plus démunis reçoivent davantage d'indemnités. Croyez-vous qu'une mesure de ce genre pourra permettre à certains enfants de sortir de la misère?

**M. Meston:** Si son application est possible, je ne suis certainement pas contre une telle mesure, et je pense que celle-ci recevra aussi l'appui de la plupart des Canadiens.

Lorsque je regarde le montant d'argent consacré à l'aide aux défavorisés, je constate que certains résultats sont encourageants, mais lorsque je considère l'ensemble du système qui consiste presque à prendre aux uns pour donner aux autres, la situation est moins rose. Si nous pouvions trouver une façon d'équilibrer tout cela, j'en serais le premier heureux.

**Le sénateur Robertson:** Comme je l'ai déjà dit, un budget ne dure jamais très longtemps, et malheur au gouvernement qui ne change pas continuellement ses prévisions budgétaires.

**M. Meston:** Je crains qu'une partie des économies soient perdues à jamais et qu'il faille un jour y réinjecter d'autres fonds.

**Le sénateur Robertson:** Je ne suis pas sûre qu'y ait perte. Lorsque nous examinions le projet de loi C-70 qui traite de la désindexation, on parlait, je crois, de 1,2 milliard de dollars pour les quatre ou cinq prochaines années. C'est à peu près ce que nous consacrons à l'allocation payable aux conjoints. Cette somme n'a pas été puisée à même le budget des programmes sociaux, mais elle n'a pas été versée aux enfants non plus. Je préférerais personnellement consacrer plus d'argent aux enfants, mais je ne suis pas sûre qu'on puisse y arriver d'un seul coup. Nous devons, à mon avis, intensifier nos efforts pour améliorer la politique familiale.

**M. Meston:** J'en conviens. Je dois reconnaître que je suis foncièrement méfiant. Pendant mes nombreuses années d'exercice, on a adopté des budgets qui étaient censés bénéficier au groupe que je défends, mais depuis l'entrée en vigueur de la loi et surtout depuis qu'elle est en application, les espoirs semblent s'estomper plus que jamais.

**Le sénateur Robertson:** Comme il a été mentionné au comité à maintes reprises, même si l'on augmentait sensiblement le crédit d'impôt pour enfants, rien ne nous assure que les provinces ne réduiront pas d'autant leurs programmes d'assistance sociale.

Je lirai toutes vos observations avec intérêt puisque j'ai déjà bien apprécié d'autres articles que vous avez publiés.

**M. Meston:** Je n'ai pas vraiment préparé de mémoire.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais simplement que vous précisiez ce que vous avez dit au sujet du déficit et de la nécessité de le réduire. Est-ce la position de la Canadian Child Welfare Association, ou la vôtre?

**M. Meston:** La population souhaite elle aussi une réduction du déficit. Elle espère toutefois que ce ne sera pas aux dépens des familles et des enfants.



[Text]

**Senator Marsden:** Does the Canadian Child Welfare Association have a position on that? You went on to say you would not mind being taxed more if the money were going to children.

**Mr. Meston:** I said very clearly that, personally, I would prefer to pay another 5 or 10 per cent in taxes—and I am already at, perhaps, 30 per cent or 35 per cent—because, in fact, ultimately, in terms of my work and my job, I give it back to the kids anyway.

**Senator Marsden:** I understood you to say that, but I was trying to clarify the difference between your personal position and the association's position. For example, is that the position of all the people listed on your letterhead?

**Mr. Meston:** No.

**Senator Marsden:** Do they have a position on the issue of how the child welfare system ought to be changed in terms of fiscal benefits?

**Mr. Meston:** No, the association is too new in terms of being pro-active rather than reactive.

**Senator Marsden:** That is helpful, because I thought, perhaps, you were expressing an official position that had been put forward by the association.

Are you developing positions? I would like to follow up on what Senator Robertson has said, because it is a most interesting line that we are clearly going to be concerned about in this committee. In a way, although we have no expressed policy toward people over the age of 65 or the aging process, in effect, we do because we have had pensions for a long time, the guaranteed income supplement, indexing, health care, and so on. The same applies to those in poverty. For a long time, there has been concern about income redistribution. There is policy stated towards those two groups, but, of course, we do not have a family policy.

In the opinion of the Canadian Child Welfare Association, where are the lines drawn between the state and the family? You said earlier that you would prefer to do yourself out of a job and that it would be better if a child remained with its family rather than as a ward of the state or an association. If we are thinking about this in terms of financial support, should it be financial support to families or should the child tax credit and all of those kinds of benefits go to some other agency? Where are the boundaries? How much power should the state have in the control of a child and its relationship to its family?

**Mr. Meston:** I will put that question to my membership and try to get an answer back to you. I would acknowledge that with 1,800 or 2,200 agencies in 10 different provinces we all have our own opinions. They certainly do not always agree that we exist. I believe most of us would prefer to lose our jobs in the sense that, if children can remain in their families and be safe, they should be helped to do so. I also acknowledge that that is the ideal world that will never exist. There will always be a need for some people to assist. I cannot answer your ques-

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** La Canadian Child Welfare Association a-t-elle pris position à ce sujet? Vous avez dit par ailleurs que vous ne vous objecteriez pas à être imposé davantage si c'était au profit des enfants.

**M. Meston:** En fait, j'ai dit que personnellement je préférerais payer 5 ou 10 p. 100 d'impôt de plus, même si j'en paie déjà 30 ou 35 p. 100, parce que, de toute façon, sur le plan professionnel, je restitue cet argent aux enfants.

**Le sénateur Marsden:** C'est bien ce que vous avez dit mais je voulais plutôt savoir si votre opinion personnelle différerait de la position de votre Association. Par exemple, est-ce l'opinion de toutes les personnes inscrites sur votre en-tête?

**M. Meston:** Non.

**Le sénateur Marsden:** Ont-elles songé à la façon dont les allocations sociales destinées aux enfants devraient être versées, au moyen des avantages fiscaux, par exemple?

**M. Meston:** Non, l'association est trop récente pour avoir eu le temps de proposer quoi que ce soit. Elle s'est contentée de réagir.

**Le sénateur Marsden:** Bien, j'avais l'impression que vous exprimiez une position officielle de l'association.

Établissez-vous des énoncés de principe? J'aimerais poursuivre l'idée de la sénatrice Robertson, parce qu'elle a soulevé une question des plus intéressantes sur laquelle le Comité sera sûrement appelé à se pencher. On peut dire que même si nous ne nous sommes pas engagés officiellement sur la question des personnes de plus de 65 ans ou du vieillissement, nous avons néanmoins instauré depuis longtemps les régimes de pensions, le Supplément du revenu garanti, l'indexation, le financement des soins de santé, et ainsi de suite. Il en va de même pour la pauvreté. Depuis longtemps, nous nous préoccupons de la redistribution des revenus. Nous avons une politique officielle pour ces deux groupes, mais bien sûr, nous n'avons pas de politique de la famille.

De l'avis de la Canadian Child Welfare Association, quelles sont les responsabilités respectives de l'État et de la famille? Vous avez déjà dit que vous seriez prêt à renoncer à votre emploi et qu'il vaudrait mieux que les enfants demeurent avec leur famille plutôt que d'être pris en charge par l'État ou par une association. Les mesures d'aide financière devraient-elles être versées aux familles ou devrait-on diriger le crédit d'impôt pour enfants et tous ces genres de prestations à des organismes? Où est la délimitation? Dans quelle mesure l'État devrait-il s'immiscer dans l'éducation des enfants et dans ses relations avec sa famille?

**M. Meston:** Je poserai la question à mes collègues et essaierai de vous faire part de leur réponse. Vous savez que les quelque 1 800 ou 2 200 organismes répartis dans les 10 provinces ont tous leurs propres opinions. Ils n'approuvent pas toujours nos dires. La plupart d'entre nous préféreraient perdre leur emploi car si les enfants peuvent demeurer dans leur famille et y vivre en toute sécurité, on devrait les aider à le faire. Je me rends compte aussi que c'est un monde idéal qui n'existera jamais. Il faudra toujours des gens pour aider. Je ne puis vous

[Text]

tion any more specifically. I would have to go back to my membership.

**Senator Marsden:** You understand how complex this field is.

**Mr. Meston:** Yes.

**Senator Marsden:** Are you telling us that, in thinking about fiscal support for children, we should be focussing all of this on the family allowance, the child tax credit and instruments which deliver dollars into the hands of parents for their children; or should we also be looking at a child welfare support system and other ways to get dollars into the hands of your agencies? What advice are you giving us, because that is moot to the family allowance because one could argue the family allowance should be 10 times larger than it is, or one could say that the money needs to be cycled to the people who are providing the care in desperate cases.

**Mr. Meston:** On my first appearance, I am learning. I am certainly not arguing against the need for money in the child welfare system. I could give you many examples of kids who are suffering today because they are in situations at risk or they are left in situations at risk with the awareness of the social services system because there is not sufficient money.

Part of the concern of my system is that often children are pulled away from families as a first intervention when, in fact, there are many other ways the child welfare system can be working with a family to keep the children at home if possible rather than moving them into the caring system.

If you read newspapers, you will clearly understand that organizations that have to cut back their budgets often cut back in their prevention programs where the work is basically with those in poverty, who are at the highest risk of abusing their children, or those children who are still at home but who are receiving individual counselling. Those are the programs that often go first rather than those that are providing the foster care or the group home care.

I believe my organization supports the concept that whatever you can do to keep the family together as a unit is a priority, but, ultimately, the child welfare system needs some resources to be able to work with the families in order for that to happen. Perhaps I am not being specific.

**Senator Marsden:** No, that is helpful. You have referred to the impact upon families of the cut in benefits in terms of the use of the money for groceries, and so on. In your working experience and in your professional life, would you say that the family allowance cheque is used for the benefit of the children or would you say that there is a great deal of diversion of those funds to other purposes? How important is it?

**Mr. Meston:** In terms of the group in which I am most interested, the family allowance is, more often than not, used for the purpose for which it is provided. I can give any number of examples of its misuse, but I can give more examples of the family allowance cheque being used to buy the next pair of boots, the next coat or the next groceries. That has been my

[Traduction]

répondre de façon plus précise. Il faudrait que je consulte mes collègues.

**Le sénateur Marsden:** Vous voyez jusqu'à quel point cette question est complexe.

**M. Meston:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Voulez-vous dire que pour le soutien versé aux familles par le biais de la fiscalité, nous devrions nous en tenir aux allocations familiales, au crédit d'impôt pour enfants et aux mécanismes qui accordent une aide financière aux parents qui ont des enfants. Ou croyez-vous plutôt que nous devrions songer à une formule de soutien qui serait versé directement aux organismes qui s'occupent des enfants? Que nous conseillez-vous parce que c'est discutable. En effet, d'aucuns pourraient soutenir que les allocations familiales devraient être de dix fois supérieures tandis que d'autres estiment que l'argent doit être versé aux organismes qui dispensent les soins à ceux qui en ont le plus besoin.

**M. Meston:** C'est ma première comparution, et j'apprends beaucoup. Je ne voudrais certainement pas vous laisser croire que je nie qu'il soit nécessaire d'injecter de fonds pour le bien-être des enfants. Je pourrais vous citer mille exemples d'enfants qui sont en insécurité et pour qui les services sociaux ne peuvent rien, faute d'argent.

Il nous répugne tout particulièrement que les enfants soient souvent enlevés à leur famille dès la première intervention. Il y aurait eu pourtant beaucoup d'autres façons d'aider la famille à garder ses enfants plutôt que de les confier à d'autres.

Si vous lisez les journaux, vous remarquerez que les organismes qui doivent réduire leurs budgets doivent souvent sabrer dans les programmes de prévention. Ces derniers s'adressent essentiellement aux familles pauvres, à celles où l'incidence de cas de mauvais traitements est la plus forte, et aux enfants qui vivent encore dans leur famille mais qui ont besoin de conseils. Ces programmes sont ceux qui sont délaissés les premiers plutôt que ceux qui s'occupent de placer les enfants dans une famille d'accueil ou dans un foyer de groupe.

L'organisme que je représente estime qu'il est prioritaire de préserver la cellule familiale, mais nous sommes par ailleurs convaincus que les services destinés à assurer le bien-être des enfants ont besoin de ressources pour pouvoir travailler auprès des familles qui ont besoin d'aide. Je ne suis peut-être pas assez précis.

**Le sénateur Marsden:** Non, c'est un renseignement utile. Vous avez parlé de l'incidence de la réduction des prestations sur les familles qui comptent sur cet argent pour acheter des victuailles etc. D'après votre expérience personnelle et professionnelle, le chèque d'allocations familiales est-il utilisé au profit des enfants ou bien sert-il en bonne partie, à d'autres fins et dans quelle mesure?

**M. Meston:** Dans le groupe qui m'intéresse le plus, les allocations familiales sont le plus souvent utilisées pour leurs fins premières. Je puis vous citer des exemples de mauvaise utilisation, mais bien plus souvent, ces allocations servent à acheter une paire de bottes, un manteau ou des produits alimentaires.



[Text]

experience in working with families who are living in poverty or who are having trouble surviving.

**Senator Marsden:** Would you say the same about the child tax credit?

**Mr. Meston:** That I know less about and I would be reluctant to comment upon it.

**Senator Bonnell:** Would the witness have any figures that would indicate to us the effect of this cut-back upon provincial coffers? He has said that less money will go to the middle and lower income children than had been anticipated with full indexing of the family allowance. What will this cost the provinces or other agencies due to the increasing number of children who will end up in foster homes because their families cannot support them? What will be the cost to the province of the children who will have to be under supervision and care because of the financial inability of their families to support them in the home? What will be the increased cost caused by those children living in poverty who perhaps even need to steal to get a loaf of bread and who end up in juvenile courts? What will be the increased costs in maintaining these young offenders under the Young Offenders Act? Has the witness any figures which would indicate such costs? Can he provide figures that would show what the increased cost would be to other facilities for each dollar lost to family income?

**Mr. Meston:** No.

**Senator Bonnell:** I have heard the witness say that he would not mind being taxed at a higher rate in order that the children receive more.

**The Chairman:** That is the first time we have heard that statement in this committee.

**Senator Marsden:** Or anywhere else.

**Mr. Meston:** That is my personal view. Please keep that in mind.

**Senator Bonnell:** I will say that what the witness has said is not completely against what I feel. I believe in the universality of the family allowance benefits. I believe that all children, regardless of their families' incomes, should receive the same benefits. I believe that there should be no discrimination that would make one child feel that he is different from another child. I feel that those from the higher income brackets should be taxed at a higher rate so as to bring the money back into government coffers. In this way, the government would receive the money back in taxes and, at the same time, the universal program would be maintained and each child, regardless of his family's income, would be treated the same. I reiterate that I am in favour of the universality of this program. We got rid of the caste system some years ago. I would like to see class distinction stay out of Canada, if possible, so that we are all the same, regardless of how wealthy our parents are.

When you arranged to appear here tonight, did you feel that you might be able to persuade the committee members to throw this bill out, to destroy it or not have it passed? Did you expect that the bill would be amended? What expectations did you have when you made arrangements to come before us tonight?

[Traduction]

C'est ce que j'ai constaté en travaillant auprès des familles qui vivent dans la pauvreté ou qui ont peine à subsister.

**Le sénateur Marsden:** En diriez-vous autant du crédit d'impôt pour enfants?

**M. Meston:** Là, je m'y connais moins et j'hésiterais à me prononcer.

**Le sénateur Bonnell:** Le témoin aurait-il des chiffres montrant les répercussions de cette réduction sur les trésoreries provinciales? Il a dit que les enfants des foyers à revenus moyen et inférieur recevraient moins d'argent que si l'on indexait pleinement les allocations familiales. Quel en sera le coût pour les provinces ou les autres organismes en raison du nombre croissant d'enfants qui finiront dans des foyers nourriciers parce que leur famille ne peut assurer leur subsistance? Que coûteront aux provinces les enfants qui devront être sous surveillance et recevoir des soins parce que leur famille ne peut plus financièrement les garder? Combien devra-t-on encore déboursier pour les enfants pauvres qui peut-être doivent voler pour se procurer du pain et qui finissent devant les tribunaux pour enfants? Qu'en coûtera-t-il de plus pour garder ces jeunes contrevenants aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants? Le témoin a-t-il des données là-dessus? Peut-il nous fournir des chiffres montrant ce qu'il en coûte de plus aux autres services pour chaque dollar que perd une famille?

**M. Meston:** Non.

**Le sénateur Bonnell:** J'ai entendu le témoin dire qu'il lui importerait peu d'être imposé davantage pourvu que les enfants en reçoivent plus.

**Le président:** C'est la première fois qu'une telle déclaration est faite à ce comité.

**Le sénateur Marsden:** Ou même ailleurs.

**M. Meston:** C'est mon opinion personnelle. Ne l'oubliez pas, je vous en prie.

**Le sénateur Bonnell:** J'éprouve un peu le même sentiment que le témoin. Je crois dans l'universalité des prestations d'allocations familiales. Tous les enfants, quel que soit le revenu de leur famille, devraient recevoir les mêmes prestations. Il ne devrait y avoir aucune discrimination qui ferait qu'un enfant se sente différent des autres. Les revenus élevés devraient être imposés davantage pour que cet argent retourne dans les coffres de l'État. Le gouvernement récupérerait ainsi cet argent sous forme d'impôt et, parallèlement, le programme universel serait maintenu et chaque enfant, quel que soit le revenu de sa famille, serait traité de la même façon. Je le répète, je suis en faveur de l'universalité de ce programme. Nous nous sommes débarrassés du système de castes il y a des années. Je préférerais, si possible qu'il n'y ait pas de distinctions de classe au Canada, de façon que nous soyons tous égaux, quelle que soit la fortune de nos parents.

En comparaissant ici ce soir, pensiez-vous pouvoir persuader les membres du Comité de rejeter ce projet de loi, de l'annuler ou de faire obstacle à son adoption? Vous attendiez-vous à ce que le projet de loi soit amendé? Qu'espériez-vous en venant nous rencontrer ce soir?

[Text]

**Mr. Meston:** Honestly, I had no expectations, never having done this before. For me it provided an opportunity to learn the political process, or this process in the Senate. It was an opportunity to express, on behalf of my membership, our concern over Bill C-70, which tends to be outside our mandate but will, we feel, ultimately affect children that we will end up working with. As to the amendment, the passage or non-passage of this bill, I am not a judge of that. Honourable senators know about that.

**Senator Bell:** Could the witness tell us the source of the figure of \$16 million that the government would save?

**Mr. Meston:** I was going through figures I had received from the Canadian Council on Social Development. I was taking the figure on those below the poverty line. At the figures I have, the total saving was \$49 million, of which \$16 million plus was going to be affecting those families below the poverty line.

**Senator David:** In the mind of the witness, in terms of the field in which he works, what is the poverty line, in terms of dollars?

**Mr. Meston:** The poverty line varies from province to province. I would probably put the poverty line in my province higher than that in Prince Edward Island or Newfoundland.

**Senator David:** You are from which province?

**Mr. Meston:** I am from Alberta.

**Senator David:** What would be the poverty line in Alberta?

**Mr. Meston:** On the basis of the incomes of a few of the families with which I have worked, I would say that an annual income of between \$12,000 and \$15,000 would have that family living on the poverty line.

**Senator Marchand:** That is for a family of what size?

**Mr. Meston:** That would apply to a family with two children. I have in mind those families I have seen suffering, trying to live on social assistance, which put them below the poverty line. I am thinking only in terms of those people who have actually been able to survive on that amount. I would not ask my family to survive on that.

**The Chairman:** This question about the figures you have used has been asked more than once. I understand that, not having a research branch, you rely on figures that were prepared by other groups. It might be in order to mention that, even over the last few days, things have changed such that the Minister of Finance has announced an advance payment to be made next November on child credit. Those figures, of course, were prepared before that announcement. Even at that time, there were different views about the way in which those figures ought to be computed. Since that time, it is quite clear that all of those figures will have to be revised. For example, for the year 1986, the first year of the new program, those living below the poverty line, which, as you have defined it, would earn \$15,000, will receive their tax credit for 1985 in the first quarter. That, if I remember correctly, will be something in

[Traduction]

**M. Meston:** En toute franchise, je ne me faisais, comme d'habitude, aucune illusion. C'était l'occasion pour moi de m'initier au processus politique, à tout le moins au Sénat, et de dire, au nom des membres de mon association, que le projet de loi C-70, qui échappe un peu à notre mandat, touchera, au bout du compte, les enfants qu'on finira par nous confier. Quant à l'amendement, à l'adoption ou non de ce projet de loi, je n'en suis pas juge. Les honorables sénateurs le savent.

**Le sénateur Bell:** Le témoin pourrait-il nous dire où il a trouvé le chiffre de 16 millions de dollars que le gouvernement épargnerait?

**M. Meston:** Je parcourais des chiffres reçus du Conseil canadien de développement social. J'ai pris les données relatives à ceux qui vient en dessous du seuil de pauvreté. L'économie totale s'élevait à 49 millions de dollars, dont 16 millions de dollars et plus allaient retomber sur les familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

**Le sénateur David:** D'après le témoin, et son expérience professionnelle, où se situe le seuil de pauvreté en dollars?

**M. Meston:** Le seuil de pauvreté varie d'une province à l'autre. Dans ma province, il serait probablement plus élevé qu'à l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve.

**Le sénateur David:** De quelle province êtes-vous?

**M. Meston:** De l'Alberta.

**Le sénateur David:** Quel serait le seuil de pauvreté en Alberta?

**M. Meston:** En me fondant sur les revenus de quelques-unes des familles auprès desquelles j'ai travaillé, je dirais qu'il se situe pour une famille, entre 12 000 \$ et 15 000 \$.

**Le sénateur Marchand:** Une famille de combien de membres?

**M. Meston:** Une famille de deux enfants. Je revois ces familles que j'ai vu souffrir, qui essayaient de subsister grâce à l'assistance sociale qui les ramène au-dessous du seuil de pauvreté. Je pense à celles qui ont pu effectivement subsister avec ce montant. Je ne demanderais pas à ma famille de faire avec si peu d'argent.

**Le président:** On vous a demandé plus d'une fois de révéler la source de vos données. Si je comprends bien, vous n'avez pas de service de recherche et vous vous fiez aux chiffres préparés par d'autres groupes. Il faudrait peut-être mentionner que, même ces quelques derniers jours, les choses ont beaucoup changé puisque le ministre des Finances a annoncé qu'un paiement anticipé sera effectué en novembre prochain au chapitre du crédit d'impôt pour enfant. Ces chiffres, bien sûr, ont été préparés avant cette annonce. Même alors, tout le monde ne s'entendait pas sur la façon dont ces chiffres devraient être calculés. Depuis lors, il est évident qu'il faudra les revoir. Par exemple, pour l'année 1986, où entrera en vigueur le nouveau programme, ceux qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté, c'est-à-dire ceux qui gagnent, comme vous le dites, 15 000 \$, recevront leur crédit d'impôt pour 1985 au cours du premier



[Text]

the order of \$395 for the year 1985 plus \$300 in November. That will mean that for this year they will have received nearly \$700. Of course, I understand that it will be for only this year. But it does change the number of years in which there is no question about a significant net gain. Still, we are left with the fact that starting in 1989 and 1990 it is again decreasing, according to what has been announced. But, as has been said on a number of occasions, things may change. It will be in that direction that our committee will work during the next few weeks. We have already tabled an interim report on the question of child benefits and we are planning to look at the problem in a broader perspective, with a view to trying to find a better way to devise an overall system which, starting two years from now, might be better than the present one. I wish to make those observations.

**Senator Robertson:** If you would like the exact figures, the child tax credit is being increased from \$384 per child in 1985 to \$454 in 1986; and it is increased in subsequent years. The prepayment is \$300 per child paid in November, for those families whose income in 1985 was \$15,000. Almost one million families will benefit from that measure. We don't know how this will work out, but there is a refundable sales tax credit of \$50 per adult and \$25 per child. I am advised that they have not used \$15,000 as being a level of poverty, or anything else. That figure was used as a starting point to see if, in fact, this sort of thing would work by refunding.

As Senator Bonnell has said, they may find that it is better to go to taxation, to tax back rather than to refund. It will be interesting to see the different methodologies and how they work, in trying to get money to those who need it most.

**The Chairman:** If there are no further questions, I will thank our witness for coming here. As you have seen, Mr. Meston, senators are not dangerous people. They are nice people. It was your first experience; that is why I am underlining the fact.

**Mr. Meston:** I have seen Senator Robertson speak for us before; so I am aware of that. Thank you.

**The Chairman:** I will now call upon our next witness, Professor Brigitte Kitchen. Professor Kitchen, I am pleased to welcome you to this committee and we thank you for coming here. As I said to the witness who appeared before you, I will let you present your organization and your role in that organization, following which you may present your views on Bill C-70.

**Professor Brigitte Kitchen, Professor, York University, Canadian Association of Schools of Social Work:** Mr. Chairman, I am here to represent the Canadian Association of Schools of Social Work. I think that on the issue of de-indexation and universality, I can safely say that I am expressing the opinion of the Canadian Association of Schools of Social Work, because last year at our annual convention in Montreal we sent a telegram to the Prime Minister criticizing and deploring the de-indexation of family allowances. Actually this

[Traduction]

trimestre. Ce montant sera, si je ne me trompe, de l'ordre de 395 \$, pour l'année 1985 auquel s'ajoutera un paiement de 300 \$ en novembre. Ces familles recevront donc cette année près de 700 \$. Certes, ce ne sera que pour cette année, mais pour elles, cela réduit le nombre d'années où elles ne devront pas s'attendre à réaliser un gain net appréciable. Pourtant, il n'en demeure pas moins qu'à partir de 1989 et 1990, le montant diminuera encore, d'après ce qui a été annoncé. Toutefois, comme l'a dit à maintes occasions, les choses peuvent changer. C'est dans ce sens que notre comité travaillera au cours des prochaines semaines. Nous avons déjà déposé un rapport provisoire sur la question des prestations pour enfants et projetons aussi d'élargir l'étude du problème, pour essayer de concevoir un système d'ensemble qui, instauré dans deux ans, sera plus avantageux que le régime actuel. C'est ce que je tenais à souligner.

**Le sénateur Robertson:** Si vous voulez des chiffres exacts, le crédit d'impôt pour enfants passe de 384 \$ par enfant en 1985, à 454 \$ en 1986 et il sera relevé les années suivantes. Le paiement anticipé sera de 300 \$ par enfant et sera versé en novembre à toutes les familles dont le revenu en 1985 ne dépassait pas 15 000 \$. Près d'un million de familles bénéficieront de cette mesure. Nous ignorons quels résultats tout cela donnera, mais il y a aussi un crédit d'impôt de 50 \$ par adulte, et de 25 \$ par enfant au titre de la taxe de vente. On m'informe qu'on ne s'est pas servi du chiffre de 15 000 \$ pour établir le seuil de pauvreté ou quoi que ce soit. Ce chiffre a été utilisé comme point de repère pour déterminer si effectivement on pourrait procéder au moyen de remboursement.

Comme l'a dit le sénateur Bonnell, on jugera peut-être préférable de recourir à l'impôt, plutôt que de rembourser. Il sera intéressant de voir comment fonctionneront les différentes méthodes visant à donner l'argent à ceux qui en ont le plus besoin.

**Le président:** S'il n'y a plus de questions, je vais remercier notre témoin d'être venu nous rencontrer. Comme vous avez pu en juger, monsieur Meston, les sénateurs ne sont pas dangereux. Ils sont plutôt gentils. C'était votre première expérience du genre; c'est pourquoi je tiens à souligner ce fait.

**M. Meston:** J'ai déjà vu la sénatrice Robertson parler en notre nom et j'ai pu constater cela. Merci.

**Le président:** J'invite maintenant notre prochain témoin, le professeur Brigitte Kitchen. Je suis heureux de vous accueillir, madame Kitchen, et je vous remercie au nom de tous d'être parmi nous aujourd'hui. Comme je l'ai dit au témoin précédent, je vous laisserai présenter votre association et décrire le rôle que vous y jouez, après quoi, vous pourrez nous exposer votre opinion sur le projet de Loi C-70.

**Le professeur Brigitte Kitchen, professeur, Université York, Association canadienne des écoles de service social:** Monsieur le président, je représente ici l'Association canadienne des écoles de service social. Au sujet de la désindexation et de l'universalité, je peux dire, sans risque de me tromper, que j'exprime l'opinion de l'Association canadienne des écoles de service social. En effet l'an dernier, lors de notre congrès annuel à Montréal, nous avons envoyé un télégramme au premier ministre critiquant et déplorant la désindexation des allo-

*[Text]*

leads me right into the very short brief that I have written somewhat in point form rather than a brief that holds together; but I hope that I will be making a coherent point of view, because for the Canadian Association of Schools of Social Work, de-indexation really represents yet another back door attack on the whole concept of universality of family allowances per se.

We feel that de-indexation is part of a tax policy that is making life more difficult for families with children, and that tax policy in Canada has taken an ominous turn. Inequitable increases in the personal income tax, coupled with the de-indexation policies, are taking more and more money out of the pockets of low and middle income Canadians. This obviously affects the lifestyle of families raising children.

We also feel that an attack on universality and on family allowances is an attack on the commitment that Canada made in 1945 when universality of family allowance benefits was introduced. There was a commitment that Canadian children deserved a special place within the social policy programs. This, we feel, is a heritage that is valuable, a heritage that should be defended—that Canada's children, like any other citizens, have a place in the social security programs.

I have also brought you some supporting evidence from the Social Planning Council of Metropolitan Toronto, which looked at the impact of recent tax changes since 1981. I guess you have all received a copy of this information pack. You will find that lower income two-parent families will face a 55 per cent to 60 per cent increase in taxes by 1990, but upper income families will suffer an impact of only 12 per cent to 14 per cent tax increases.

The situation for one-parent families is even worse. At the lower and middle income level, taxes will go up by 75 per cent to 100 per cent, and again, the higher income groups will see an impact of only 12 per cent to 17 per cent. We feel that this is a reversal of equity as an established taxation principle. After all, tax equity requires differential tax treatment for taxpayers with unequal ability to pay taxes and equal treatment for taxpayers with equal ability to pay. We also feel that simply redistributing taxes between parents is simply not enough; parenthood is expensive and parents rearing children simply require more income to do so than childless couples or childless individuals.

In 1971 the Commission of Inquiry on Health and Social Welfare in Quebec argued that, in 1971 terms, only those families at an income level of \$10,000 did not feel an impact on their standard of living through the presence of children. That \$10,000 would be equivalent to about \$40,000 today. The commission pointed out that one child would reduce the standard of living by 20 per cent compared to a childless couple at the same income level, 35 per cent with two children, 50 per cent with three children and 60 per cent with four children. A 1984 study in the United States left out the qualifier of a particular income and simply estimated, based upon consumer

*[Traduction]*

cations familiales. Ceci m'amène à vous parler du très bref mémoire que j'ai rédigé sous forme de points saillants plutôt que d'exposé général, mais j'espère que mon exposé sera cohérent, car la désindexation représente vraiment, pour l'Association canadienne des écoles de service social, une autre atteinte surnoise au principe même de l'universalité des allocations familiales.

Nous pensons que la désindexation s'insère dans une politique fiscale qui rend la vie plus pénible aux familles qui ont charge d'enfants et elle ne partage rien de bon. Les augmentations inéquitables de l'impôt sur le revenu des particuliers, jointes aux mesures de désindexation, frappent de plus en plus les Canadiens à faible et à moyen revenu. Cette mesure influe de toute évidence sur le mode de vie des familles qui élèvent des enfants.

L'atteinte à l'universalité et aux allocations familiales est aussi une entorse faite à l'engagement que le Canada a pris en 1945, au moment où l'universalité des allocations familiales a été instaurée. L'État s'engageait à accorder aux enfants canadiens une place de choix dans les programmes sociaux. C'est, à notre avis, un héritage qui est précieux, un héritage qui devrait être défendu puisqu'on reconnaissait aux enfants canadiens, comme à tout autre citoyen, le droit de bénéficier des programmes de sécurité sociale.

Je vous ai aussi apporté certaines preuves à l'appui que j'ai puisées auprès du Conseil de planification social du grand Toronto, qui a étudié l'incidence des récents changements fiscaux depuis 1981. Je suppose que vous avez déjà tous en main un exemplaire de cette trousse d'information. Vous remarquerez que les familles biparentales à faible revenu feront face à une augmentation d'impôt de 55 p. 100 à 60 p. 100 d'ici 1990, alors que les familles à revenu élevé, ne subiront qu'une hausse de 12 à 14 p. 100.

La situation pour les familles monoparentales est encore pire. Au niveau inférieur et moyen, les impôts grimperont de 75 p. 100 à 100 p. 100 et, une fois de plus, les groupes de revenu supérieur ne connaîtront qu'une hausse de 12 p. 100 à 17 p. 100. Nous estimons que le principe d'équité fiscale ne joue plus du tout à ce moment-là. Après tout, l'équité fiscale exige que les contribuables, dont la capacité de payer est différente, soient imposés différemment et ceux qui ont la même capacité de payer, soient traités sur un pied d'égalité. Nous croyons aussi qu'une simple redistribution des impôts entre les parents ne suffit pas, qu'il en coûte cher d'élever des enfants et que ceux qui en ont doivent disposer d'un revenu plus élevé que les couples qui n'en ont pas.

En 1971, la Commission québécoise d'enquête sur la santé et le bien-être social a déclaré que, cette année-là, les familles dont le revenu s'élevait à 10 000 \$ ont dit n'avoir constaté aucun changement dans leur niveau de vie par suite de la présence d'enfants. Or, ces 10 000 \$ équivaldraient aujourd'hui à 40 000 \$. La Commission a signalé qu'un enfant réduirait de 20 p. 100 le niveau de vie du ménage par rapport à celui d'un couple sans enfant ayant un revenu égal; de 35 p. 100, s'il y a deux enfants, de 50 p. 100, si le couple a trois enfants et de 60 p. 100, s'il en a quatre. Selon une étude faite aux États-Unis en 1984, où il n'était pas question d'un revenu en particulier, on a



*[Text]*

expenditure data, that regardless of income a family standard of living was reduced by the presence of children. The Social Planning Council of Metropolitan Toronto found that in 1984 dollars, raising a child from age 0 to age 18, without including daycare costs, amounted to \$66,500. If you included daycare the amount went up to \$106,800. The government contribution to this cost amounts to about 22.5 per cent without daycare and about 14 per cent if daycare is included.

This brings me back to the need for family allowances. First, there is inequity in our wage system. We are all paid as if we were single individuals. The wage and income system does not recognize family responsibility and, therefore, there is a need to make up the difference between the presence of a child and the absence of a child if you want to talk about equivalent standards of living. Let us look at the historical origin for family allowances. In Canada family allowances have a very long history. The first organization to support family allowances was the Ecole Sociale Populaire in Montreal in 1927. The Jesuit priest, Leon Lebel fought for the introduction of family allowances since 1928 and became convinced that the economic principle of equal pay for equal work had to be counterbalanced by the principle of justice. The League of Social Reconstruction in 1935 came up in favour of family allowances and so did Dr. Leonard Marsh in his publication "Social Security for Canada" of 1943. The CCF came out in support of family allowances in 1942, and the Liberal Party passed the Family Allowance Act in 1944. In his speech to introduce the bill in the House, Prime Minister MacKenzie King said:

Allowances paid for all children, it is believed, afford the simplest, wisest and cheapest way of providing supplementary income to parents.

The value of family allowances has been recognized throughout the world. Today 64 countries pay family allowances, most of them on a universal basis. Among the OECD countries, France and West Germany pay considerably more generous universal family allowances which are nontaxable. Nobody in France talks about the \$500,000 income the bank president, who also receives the family allowance, receives, because there is a differentiation between the bank president as an income earner and the bank president as a parent who receives the family allowance because of his or her status as a parent. In Great Britain family allowances are also paid on a universal basis. From this country we may get some sort of indication of what happens when you start looking at making the family allowance more selective, and I will come to that in a moment.

The point is that family allowances are really a commitment to the next generation. Since all children will become adults and will be paying taxes later on, I would argue that family allowances are really an investment in these children as future taxpayers. After all, they will then support the next generation's children, their own parents and the elderly through social spending. In this sense family allowances cannot be considered a straight welfare program for the poor. However, it is certainly a fact that if they were set at an adequate, meaningful level, they would lift a great number of people out

*[Traduction]*

estimé, en se fondant sur les dépenses de consommation, que, indépendamment du revenu, le niveau de vie d'une famille baissait à cause des enfants. Le Conseil de planification sociale du grand Toronto a calculé que, en dollars de 1984, il en coûtait 66 500 \$ pour élever un enfant, de sa naissance jusqu'à l'âge de 18 ans, frais de garderie mis à part. Si l'on tenait compte de ceux-ci, le montant s'élèverait à 106 800 \$. De sorte que la contribution du gouvernement s'élève à environ 22,5 p. 100 dans le premier cas et à environ 14 p. 100, dans le second.

Cela me ramène à la question de nécessité des allocations familiales. D'abord, notre système de rémunération est injuste. Nous sommes tous rémunérés comme si nous étions des personnes seules. Le système de revenus et de salaires ne tient pas compte des charges familiales, de sorte qu'il faut distinguer, en ce qui a trait au niveau de vie, entre la présence d'un enfant et l'absence d'enfant. Voyons un peu l'origine des allocations familiales qui ont une longue histoire au Canada. L'école sociale populaire de Montréal a été la première à appuyer, en 1927, l'institution d'allocations familiales. Le père jésuite, Léon Lebel, qui luttait depuis 1928 pour l'institution des allocations familiales, fut persuadé que le principe économique, «à salaire égal rémunération égale» devait être équilibré par un élément de justice. La Ligue de reconstruction sociale se déclara en faveur des allocations familiales en 1935, de même que le Dr Léonard Marsh, dans sa publication de 1943 intitulée: «Social Security for Canada». Le parti CCF se déclara en faveur des allocations familiales en 1942 et, en 1944 le parti libéral adopta la Loi sur les allocations familiales. Lorsqu'il présenta le projet de loi en Chambre, le premier ministre MacKenzie King dit à ce sujet:

Les allocations versées pour tous les enfants constituent, croit-on, le moyen le plus sage et le plus économique de fournir aux parents un revenu supplémentaire.

La valeur des allocations familiales a été reconnue dans le monde entier. Aujourd'hui, 64 pays versent des allocations familiales, la plupart selon le principe d'universalité. Parmi les pays de l'OCDE, la France et l'Allemagne de l'Ouest versent de généreuses allocations familiales universelles et non imposables. Nul, en France, ne parle du président de la banque qui touche des allocations familiales, en plus de son revenu de 500 000 \$, car on fait une distinction entre le président de la banque, qui touche son traitement et le président de la banque, qui touche des allocations familiales en vertu de son statut même de parent. En Grande-Bretagne, les allocations familiales sont également versées de façon universelle. Nous pouvons, à partir de ce qui se passe chez nous, avoir une idée de ce qui se produit lorsqu'on veut assortir les allocations familiales de conditions sélectives et j'y viendrai dans un moment.

De fait, les allocations familiales constituent un engagement envers la prochaine génération. Étant donné que tous les enfants deviendront des adultes et des contribuables, on peut dire que les allocations familiales sont un investissement dans ces enfants en tant que futurs contribuables. Après tout, ils seront le soutien des enfants de la génération suivante, de leurs propres parents et des personnes âgées. En ce sens, les allocations familiales ne sauraient être considérées comme un programme social destiné directement aux pauvres. Mais il est certain que si ces allocations étaient fixées à un taux assez

## [Text]

of poverty. The attraction of family allowances is that they operate on the principle of horizontal equity which recognizes that families with children need more money than childless families to achieve the same standard of living. Of course, you may argue that having children is really an individual decision. For me children are not the same as buying a car, a house or going on holidays. Children are part of our community. They are a commitment to our future, and I refuse to see living children compared to luxury items.

In 1945 the family allowance benefits had real meaning. I talked to a colleague of mine who was raised in Quebec City. He told me when his family received the first family allowance cheque—he came from a family of four—the \$20 paid the total rent. I looked at the current levels, of the family allowances for children, and it would barely cover the rent for one room for two weeks in Metropolitan Toronto. That should be a good indication of what has happened to the family allowance.

The whole issue that family allowances are not as redistributive and equitable as they could be must be addressed. Since they are taxable, they are as equitable and as progressive as our tax system. In fact, they do the same thing even better than the child tax credit can do it.

I understand that the take-up rate for the child tax credit is 92 per cent. Therefore 8 per cent of people are not picking up on the refundable child tax credit. The same problem does not exist for family allowance. When I asked around amongst social workers practicing in the field why they thought there were some people who were not picking up on the refundable child tax credit, I was told that apparently in some immigrant population groups, husbands are not willing to disclose the amount of their earnings to their wives so they would refuse to fill in the form so that the wife cannot see how much the husband earns. Furthermore, there are also apparently husbands who do not want to see their money going into the hands of the wife to be spent on the children.

It was very interesting that the Macdonald Commission report came out in favour of universality. My personal preference would be for stage one of the Macdonald proposal, which they only propose for a phasing-in period to their universal income security program which they describe as an enlarged family allowance payment. What they propose is a collapsing of family allowances, the tax exemption for children and the refundable child tax credit into one program of \$1,000 per year, paid in 12 installments of \$83.33. If you compare that with the amount proposed by the Social Planning Council as to average costs of raising a child, it covers approximately \$1,000 out of the \$4,000 required but it would actually mean a substantial improvement.

The Macdonald Commission said that after one year, or however long this phasing-in period takes place, the enlarged family allowances should be abolished and the universal income security program be introduced. Interestingly enough,

## [Traduction]

élevé, elles permettraient à beaucoup de gens de sortir de leur pauvreté. L'avantage de ces allocations c'est qu'elles fonctionnent suivant le principe de l'équité horizontale voulant que, pour conserver un même niveau de vie, les familles avec enfants aient plus besoin d'argent que celles qui n'en ont pas. Sans doute, on peut toujours dire que la procréation est une décision individuelle. Pour moi, avoir des enfants ce n'est pas la même chose qu'acheter une voiture ou une maison ou aller en vacances. Les enfants font partie de notre société. Ils constituent un engagement envers l'avenir et je refuse qu'on les compare à des articles de luxe.

En 1945, les allocations familiales avaient une valeur réelle. Un de mes collègues, qui a grandi à Québec, m'a confié que, lorsque sa famille a reçu son premier chèque d'allocations familiales—il était issu d'une famille de quatre enfants—le 20 \$ qu'il représentait suffisait à payer tout le loyer. J'ai jeté un coup d'œil sur les allocations familiales actuelles, elles suffiraient à peine à payer le loyer d'une chambre, pour deux semaines, dans le grand Toronto. Cet exemple devrait suffire à démontrer à quel point en sont rendues les allocations familiales.

Il faut maintenant nous attaquer à toute la question des allocations familiales en tant que procédé équitable de redistribution du revenu. Étant donné qu'elles sont imposables, elles sont aussi équitables et progressistes que notre régime fiscal lui-même. En fait, elles font autant et même davantage que les crédits d'impôt pour enfant.

Il semble que 92 p. 100 seulement de ceux qui ont droit à un crédit d'impôt pour enfant le réclament. Il y en a donc 8 p. 100 qui ne le demandent pas. Mais il n'en est pas ainsi cependant des allocations familiales. Lorsque j'ai demandé aux travailleurs sociaux pourquoi, à leur avis, les gens ne réclamaient pas le crédit d'impôt pour enfant, ils m'ont répondu que, dans certaines couches de la population immigrante, le mari refuse apparemment de révéler à sa femme ce qu'il gagne et s'abstient, par conséquent, de remplir le formulaire qui la renseignerait sur ce point. De plus, certains maris ne veulent pas semble-t-il que leurs femmes aient en main de quoi dépenser pour les enfants.

Il est intéressant de constater que la Commission Macdonald s'est prononcée pour l'universalité. J'opterais, quant à moi, pour la première partie de sa proposition, qui prévoit une période d'application progressive du programme universel de sécurité du revenu, que le rapport qualifie d'allocations familiales élargies. La Commission propose en somme de fusionner les allocations familiales, l'exemption d'impôt pour enfants et le crédit d'impôt pour enfant, en un versement annuel unique de 1,000 \$, réparti en douze versements de 83,33 \$ chacun. Si l'on compare ce montant aux frais moyens que le Conseil de planification sociale estime nécessaires pour élever un enfant, il couvre environ un quart de la somme, soit 1,000 \$, mais il n'en constituerait pas moins une amélioration appréciable.

La Commission Macdonald déclare qu'après une année, ou à l'expiration de la période d'application progressive, ces allocations familiales élargies feraient place à un programme universel de sécurité du revenu. Il est intéressant de constater, ici



*[Text]*

there again we find that the needs of children are taken as being subsumed by the needs of the parents and the amount set for children is \$750, I think, under option B and \$765 under option A of their proposal. Therefore, I think it is probably much better to stick with the phasing-in proposal.

I have concluded with a plea for a national minimum for children and perhaps I should explain how I arrive at this sort of daring requirement.

When I was student, one of my external examiners on my Masters thesis in social work was Leonard Marsh; at the time he told me that, when family allowances were introduced in 1944, his original recommendation had been to set them at the minimum subsistence level based on the calculations of the Social Planning Council of Metropolitan Toronto. At that time, of course, the amounts were set at a much lower level. The reason he gave was that he felt that none of the existing social security programs at the time—and the same applies to the ones that are in place now—actually adequately recognized the needs of children.

Children somehow get subsumed under whatever amount is set for the parents. For instance, if you compare the amount of social welfare benefits for a mother with one child with the amount for one senior citizen, you find that in the mother-child units someone is losing out considerably. It is either the mother, who has to give up or make considerable sacrifices or the child whose needs are obviously not adequately recognized. Therefore, the situation before the May 23 budget was serious for Canadian children, particularly at the lower-income level and I think this 31 cent increase for family allowances is almost an insult. Perhaps in a way one could say it was deliberately set in that way. I see it really as an attack on family allowances per se, because if you keep on reducing them and reducing them until they become totally meaningless, then one day someone will say, "Why not get rid of them altogether, because they do not have any further meaning."

We hear today so much about the importance of selectivity and how we must direct our precious tax dollars to the most needy group in society. However, when you consider who are the most needy in our society, you see that, if full indexation had remained in place, then for instance the refundable child tax credit would have been paid to people up to an income level of \$28,000. Here, I am talking about a family with two children. All of a sudden the amount is down to \$23,500 because that is the most needy group. In the blue paper on child benefits and benefits to the elderly, there were options A and B, and option B defined "most needy" as \$20,500.

In the last budget, the refundable sales tax credit is limited to a family of four with an income of \$18,000 and that is \$3,000 below Statistics Canada's poverty line for a metropolitan area in 1985. Therefore, I feel that looking at selectivity from that narrow perspective, and allowing the possibility that "most needy" can be refined more and more restrictively, is really the wrong way of going about dealing with the needs of children and particularly with the needs of poor children.

*[Traduction]*

encore, que les besoins des enfants font partie intégrante de ceux des parents et que le montant fixé pour les enfants est de 750 \$, je crois, en vertu de l'option B, et de 765 \$, en vertu de l'option A. Aussi, je crois préférable de s'en tenir à la proposition d'application progressive.

J'ai terminé en demandant, pour les enfants de tous les coins du pays, un versement minimum et il conviendrait peut-être d'expliquer comment j'ai en l'audace de formuler ce souhait.

Quand j'étais étudiante, l'un des assesseurs de ma thèse de maîtrise en travail social était Leonard Marsh. Il m'a dit alors qu'au moment où l'on avait institué les allocations familiales en 1944, il avait recommandé de les fixer au niveau minimum de subsistance fondé sur les calculs du Conseil de planification sociale du grand Toronto. En ce temps-là, les prestations étaient, bien entendu, beaucoup moindres qu'aujourd'hui. Il m'a donné comme raison qu'aucun des programmes de sécurité sociale de ce temps ne reconnaissait effectivement les besoins des enfants, pas plus d'ailleurs que les programmes actuels.

Les enfants se trouvent toujours inclus dans le montant fixé pour les parents. Par exemple, si l'on compare le montant des prestations de bien-être social pour une mère avec un enfant, à celui d'un citoyen âgé, on constate que les prestations destinées à la mère et à l'enfant sont appréciablement inférieures, de sorte que la mère doit faire des sacrifices sans quoi, les besoins de son enfant ne seront pas adéquatement satisfaits. Aussi, avant le budget du 23 mai, la situation des enfants canadiens était grave, surtout dans les familles à très faible revenu et je crois que l'augmentation de 31 cents des allocations familiales est presque une insulte, faite délibérément. J'y vois une attaque livrée contre les allocations familiales comme telles, car si l'on continue de les réduire jusqu'à ce qu'elles n'aient plus aucune valeur, quelqu'un proposera un jour de les supprimer tout à fait, parce qu'elles ne servent plus à rien.

On parle beaucoup aujourd'hui de l'importance de la sélectivité et de la nécessité d'affecter nos précieux dollars d'impôt aux groupes les plus nécessiteux de la société. Et pourtant, d'après la définition qu'on donne des plus nécessiteux, on voit que, si l'indexation avait été maintenue, le crédit d'impôt pour enfants, aurait été accordé à des personnes dont le revenu s'élève à 28 000 \$. Je parle ici d'une famille de deux enfants. Soudain, ce montant est réduit à 23 500 \$, parce que ce groupe est le plus nécessiteux. Dans le Livre bleu sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, il y a deux options A et B, et l'option B définit «les plus dans le besoin» ceux dont le revenu s'élève à 20 500 \$.

Dans le dernier budget, le crédit d'impôt au titre de la taxe de vente est réservé aux familles de quatre personnes, dont le revenu s'élève à 18 000 \$, ce qui est de 3 000 \$ inférieur au seuil de pauvreté que Statistique Canada a établi en 1985 pour une région métropolitaine. Aussi, je trouve que si l'on envisage la sélectivité d'un point de vue aussi étroit, et qu'il soit possible que les «plus nécessiteux» fassent l'objet d'un nombre croissant de restrictions, on s'y prend très mal pour traiter des besoins des enfants et particulièrement des enfants pauvres.

[Text]

A lesson can be learned from Great Britain, where they did exactly that. The Conservative government there said, "We can take more money and put it into the hands of the needy", and everyone lost out. In other words, the needy were much less well-off than they had been under the previous universal program, and I suppose this is exactly the kind of route that we might be taking. I feel that it would be very unfair to Canada's children and to a commitment that this country made. After all, children's needs were recognized in the personal income tax in 1917; so that is 70 years of commitment and 40 years of family allowances. Thank you.

**The Chairman:** Thank you. Who would like to start off the questioning? Senator Marsden?

**Senator Marsden:** Thank you very much for an interesting brief. It is very helpful to hear someone who knows so much about the entire system of child benefits and the welfare system.

May I pick up on a question we were asking of the witness who was here ahead of you, because you raise a new point that we have not yet heard. As I understand your presentation, you would not favour family policy on the ground that if you focus on the family, you are not necessarily providing benefit to the children. Am I correct in that?

**Professor Kitchen:** Yes.

**Senator Marsden:** Perhaps you could expand on the difference between family policy and the policy which is of benefit for children directly. In doing that, could you also comment on the attempts in the United States to get a family policy, which led to the White House Conference on the Family, which apparently was such a disaster, and from which there has been so much literature?

**Professor Kitchen:** You are actually asking two questions in one. Perhaps I could explain the historical background of the treatment of children. Interestingly enough, it all goes back to the infamous amendment to the Elizabethan Law of 1834, which explicitly stated that children have no other claim but on their parents, and that the state absolutely had no responsibility for children. That, of course, meant poor children.

When you then look at what has happened in the development of welfare programs, gradually there was recognition of the collective responsibility for children. The children represented a commitment to the future of a nation.

This interest in a family wage that was so popular in the 19th century was then taken literally by the early French industrialists and labour movement, and they were the first to say that, since the wage system does not pay for child responsibility, there is a need for a special program. So, they set up what they called "Les Comptes Caisse d'Allocations", where special industries paid in a certain amount, which was then paid out to parents with children. That was seen as a social insurance because young workers entering the work force who did not have children felt that they were making an invest-

[Traduction]

La Grande-Bretagne a bien compris son erreur, car elle avait agi de la même façon. Le gouvernement conservateur de ce pays a voulu prélever plus d'argent et le remettre à ceux qui sont dans le besoin, et tous y ont perdu. En d'autres mots, la situation des pauvres a empiré par rapport à celle que leur avait valu le programme universel antérieur et je crains que ce soit exactement la voie que nous suivons à l'heure actuelle. Ce serait très injuste envers les enfants du Canada et contraire aux engagements pris par notre pays. Après tout, les besoins des enfants étaient déjà reconnus dès 1917 dans l'impôt sur le revenu des particuliers, de sorte qu'il s'agit là d'un engagement qui remonte à 70 ans, et à 40 ans pour les allocations familiales. Merci.

**Le président:** Merci. Qui veut ouvrir la période des questions? Sénatrice Marsden?

**Le sénateur Marsden:** Je vous remercie de ce mémoire si intéressant. Nous sommes bien aises d'avoir parmi nous une personne qui connaît si bien tout le régime du bien-être social et des prestations pour enfants.

Puis-je reprendre une question que nous avons déjà posée au témoin qui vous a précédé, parce que vous avez exprimé un point de vue nouveau. Si je vous ai bien compris, vous ne seriez pas en faveur d'une politique familiale parce que, si l'on se concentre sur la famille, on n'avantage pas nécessairement les enfants. Est-ce bien ce que vous entendez?

**Mme Kitchen:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Pouvez-vous nous expliquer la différence qui existe entre une politique familiale et une politique qui avantage directement les enfants. Pourriez-vous aussi, en même temps, nous parler des tentatives faites aux États-Unis en vue d'élaborer une politique familiale, ainsi que de la conférence à la Maison blanche sur la famille qui en a résulté et qui, selon toute apparence, a été tellement désastreuse et a suscité tant de controverses?

**Mme Kitchen:** Vous me posez deux questions dans une. Disons d'abord un mot de l'historique du traitement réservé aux enfants. Il est intéressant de constater qu'il provient de la modification odieuse apportée à la Loi de 1834, qui stipule explicitement que les enfants ne peuvent faire de réclamations qu'à l'égard de leurs parents et que l'État n'assume envers eux aucune responsabilité. Il s'agissait, bien sûr, des enfants pauvres.

En examinant l'évolution des programmes de bien-être social on constate qu'il y a une reconnaissance progressive de la responsabilité collective à l'égard des enfants. Les enfants représentent un engagement envers l'avenir de la nation.

Cet intérêt manifesté pour le salaire familial, qui était si populaire au 19<sup>e</sup> siècle, a été adopté littéralement par les premiers industriels et syndicats français. Ils ont été les premiers à dire que, puisque les salaires ne tiennent pas compte des responsabilités envers les enfants, un programme spécial s'impose à cette fin. Ils ont donc institué «Les comptes caisse d'allocations», auxquels des industries désignées versaient des cotisations qui étaient ensuite remises aux parents qui avaient des enfants. Cette mesure était considérée comme une assurance sociale, parce que les jeunes travailleurs, nouvellement enga-



[Text]

ment, and later when they needed it, they would benefit from it, too. The older workers said that because they received it when they had family responsibilities, it was only fair that they should assist in the support of the children of their younger colleagues.

What has happened in Canada was a sort of abdication of this commitment that was, after all, clearly made in 1945. When one reads the debates in the House of Commons, one will see that Mackenzie King said at that time that family allowances were simply extending the same benefits that were already in existence for the children of wealthier people under the Income Tax Act.

If you see family allowances as the other side of the Income Tax Act, and also see them as an essential social wage to the problems with the individualistically-based wage and income system, then they do make good sense. That is why I said that they are not, strictly speaking, an anti-poverty and social welfare program; they are much more.

**Senator Marsden:** That was very helpful.

**Senator David:** It seems to me that you have concentrated all of your arguments around the family allowances. Do you consider this as a better way to deal with the problem than trying to increase the child tax credit and diminish the child tax exemption so that we will do more for the poor and less for those who are wealthy?

**Professor Kitchen:** Yes, but you see, family allowances can do that. It all depends on how progressive the tax system is.

If you have a really progressive tax system, you tax your bank president and his \$500,000 income adequately and equitably, then you can recognize the family responsibility through family allowances.

**Senator David:** Then my understanding is right that if you were given a choice, you would increase the family allowances to the detriment of all other programs; that is, the family allowances would be the major source of income for the families as far as social programs are concerned.

Am I correct in the way I have understood your presentation?

**Professor Kitchen:** Yes, because, you see, if you follow, for instance, the way Leonard Marsh outlines it in the social security report, he said quite clearly that if you have children's allowances, as he called them, at an adequate level, where they would provide minimum existence for children, then you can have a much clearer picture of what is needed to support the adult under other income security programs.

Sometimes when I look at the way our social welfare programs are structured I think that the needs of the children are somehow attached as an afterthought. It seems that we say this is how much we think an adult needs, and oh, yes, there is

[Traduction]

gés, qui n'avaient pas encore d'enfants, estimaient qu'ils faisaient ainsi un investissement dont ils profiteraient plus tard, lorsqu'ils en auraient besoin. Les travailleurs plus âgés étaient d'avis que, puisqu'ils touchaient cet argent à cause des responsabilités familiales qu'ils assumaient, il n'était que juste qu'ils contribuent au soutien des enfants de leurs plus jeunes collègues.

Il s'est produit au Canada une certaine abdication de cet engagement pris en 1945. La lecture des débats à la Chambre des communes nous apprend que Mackenzie King considérait que les allocations familiales ne faisaient qu'étendre les mêmes avantages qui existaient déjà pour les enfants des personnes plus nanties, en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Si l'on considère que les allocations familiales sont un autre aspect de la Loi de l'impôt sur le revenu et constituent aussi un salaire social essentiel à la solution des problèmes posés par le salaire individuel et le régime d'impôt, on peut dire qu'elles sont raisonnables. Et c'est pourquoi j'ai dit qu'elles ne constituaient pas, à proprement parler, un régime de bien-être social et une mesure de lutte contre la pauvreté; elles sont beaucoup plus que cela.

**Le sénateur Marsden:** Ces renseignements nous ont été très utiles.

**Le sénateur David:** Il m'a semblé que toute votre discussion a porté sur les allocations familiales. Croyez-vous que c'est là une meilleure façon de traiter le problème que d'essayer d'augmenter le crédit d'impôt-enfants et de réduire l'exemption d'impôt-enfants, de sorte que ces mesures rapportent plus aux moins nantis qu'aux riches?

**Mme Kitchen:** C'est que, voyez-vous, les allocations familiales peuvent avoir ce résultat. Tout dépend jusqu'à quel point le régime fiscal est progressif.

Si votre régime fiscal est vraiment progressif, vous imposez le revenu de 500 000 \$ d'un président de banque, selon la justice et l'équité, et vous pouvez alors assumer vos responsabilités envers la famille, grâce aux allocations familiales.

**Le sénateur David:** J'aurais donc bien compris: si vous aviez le choix, vous augmenteriez les allocations familiales, au détriment de tous les autres programmes; c'est-à-dire que les allocations familiales seraient pour les familles la source principale de revenu, du point de vue des programmes sociaux.

Est-ce exact?

**Mme Kitchen:** Oui, car voyez-vous, si l'on suit le raisonnement de Leonard Marsh dans le rapport sur la sécurité sociale, il dit clairement que, si les allocations pour les enfants, comme il les appelle, sont assez élevées pour leur assurer un niveau de vie minimum, cela vous permet d'établir plus clairement les mesures nécessaires pour soutenir un adulte, en vertu d'autres programmes de sécurité du revenu.

Parfois, quand j'examine la structure de nos programmes de bien-être social, j'ai l'impression que les besoins des enfants leur ont été attachés après coup. Nous semblons établir les besoins de l'adulte puis réalisant qu'il y a aussi des enfants et

[Text]

a child, and that child needs something, so there is a specific amount set.

As far as I understand from the experience in Saskatchewan with their family income plan program—which is a highly selective program—they found that by coupling a supplementary—I mean, it really is a family allowance program—to a higher minimum wage, they could lift a certain number of people out of poverty.

So, it becomes more geared to the working poor.

**Senator Barootes:** Was that plan not based on income on a means test?

**Professor Kitchen:** Yes, but in addition to the—

**Senator Barootes:** I thought that was anathema to most social planners.

**Professor Kitchen:** That is very difficult to say, because if you look at the social security literature published by the Social Security Office in Geneva, the trend seems to have been to go with universal family allowances, supplemented by an additional income-tested family allowance program, precisely because no one was willing to take steps towards a tax reform.

The Swedes do not need a supplementary family income program because they have a much more progressive tax system. I do not want to get into the details of the French system, because it is very complicated, but just to give you an idea how rich the French universal program is, for two children the family allowance represents 22 per cent of the average industrial wage, and for three children, 33 per cent. Those are 1980 figures, the latest I could find.

So, it is quite possible to pay a much richer family allowance program as long as there is—and I emphasize this again—a truly progressive tax system.

**The Chairman:** In that respect, would you say that the Quebec tax system is better than the Canadian tax system? If I am right, it is more progressive.

**Professor Kitchen:** To a certain degree it is.

**The Chairman:** As far as they go?

**Professor Kitchen:** Yes, but it could go even further.

**The Chairman:** But they are moving in the right direction.

**Professor Kitchen:** Yes.

**The Chairman:** But not everyone agrees with that because it is supposed to be one of the reasons why so many people have left Quebec. They left Quebec because of the too progressive tax system. If it were as progressive in all parts of Canada, there would be no problem. That is just a marginal comment.

I believe Senator Barootes had another question to ask.

**Senator Barootes:** You made a most interesting statement in the discussion on which I would like you to elaborate, perhaps specifically, if you could. In referring to the universality of

[Traduction]

que ceux-ci ont des besoins également, nous prévoyons des allocations en conséquence.

Si j'ai bien compris, dans le plan de revenu familial de la Saskatchewan—qui est un programme très sélectif—on a réalisé qu'en ajoutant un complément—cette province a un vrai programme d'allocations familiales—ou salaire minimum et en haussant celui-ci, il était possible de sortir de la pauvreté un certain nombre de personnes.

Ce programme est donc davantage axé vers les pauvres qui travaillent.

**Le sénateur Barootes:** Ce programme n'était-il pas plus ou moins généreux selon le revenu . . .

**Mme Kitchen:** Oui, mais en outre.

**Le sénateur Barootes:** Je croyais que cette notion était taboue chez la plupart de ceux qui sont chargés de la planification sociale.

**Mme Kitchen:** C'est très difficile à dire, car si l'on consulte les nombreux ouvrages sur la sécurité sociale publiés par l'Office de sécurité sociale, à Genève, la tendance semble favoriser les allocations familiales universelles, complémentées par un programme de prestations fixées en fonction du revenu, précisément parce que nul ne voulait entreprendre une réforme fiscale.

Les Suédois n'ont pas besoin d'un programme de supplément de revenu familial: leur régime fiscal est beaucoup plus progressif. Je ne veux pas expliquer en détails le système français, qui est très compliqué. Mais simplement pour vous donner une idée de la richesse du programme universel français pour une famille de deux enfants, l'allocation familiale représente 22 p. 100 du salaire moyen payé dans l'industrie tandis que chez celle de trois enfants, elle se présente 33 p. 100. Ce sont les chiffres de 1980, c'est-à-dire les plus récents que j'ai pu trouver.

Il est donc possible d'avoir un programme d'allocations familiales beaucoup plus généreux tant qu'il y a—et j'insiste à nouveau sur ce point—un régime fiscal vraiment progressif.

**Le président:** À ce sujet, diriez-vous que le régime fiscal du Québec est meilleur que celui du Canada? Sauf erreur, il est plus progressif.

**Mme Kitchen:** Jusqu'à un certain point, c'est exact.

**Le président:** Au point où le Québec en est rendu.

**Mme Kitchen:** Oui, mais on pourrait aller plus loin encore.

**Le président:** Mais il est engagé dans la bonne voie.

**Mme Kitchen:** Oui.

**Le président:** Tout le monde n'est cependant pas d'accord sur ce point car c'est l'une des raisons pour lesquelles tant de gens quittent le Québec: ils trouvent son régime fiscal trop progressif. S'il était aussi progressif dans toutes les autres parties du Canada, il n'y aurait aucune difficulté. C'est une remarque que je fais en passant.

Je crois que le sénateur Barootes a une autre question.

**Le sénateur Barootes:** vous avez fait une affirmation intéressante au cours de cette discussion. J'aimerais que vous précisez votre pensée, si possible. En disant que l'universalité des



[Text]

payment that could be equated and be justified for the \$500,000 bank president as well as for the lower-income group, you mentioned that could be done by a more equitable and progressive tax system on the higher-income people. What would be sufficiently progressive and sufficiently equitable for the higher-income brackets with, let us say, \$100,000 and up? Let us say at the moment it is 48 per cent to 55 per cent.

**The Chairman:** It is nearer 60 per cent.

**Senator Barootes:** I am talking about marginal tax levels; I am not talking about the base levels. I am talking of marginal levels of over \$100,000.

**Professor Kitchen:** I could not tell you exactly, but I can say that I am very much involved with a new advocacy group called the Child Poverty Action Group. We are just about ready to go public with the proposal on how to deal with the whole issue of child poverty and universality of family allowances. The reason we have not gone public yet is because we are just playing around with taxation simulation models. I can tell you that, technically, it is a very difficult problem. We were a little bit too ambitious. We tried to put this into a guaranteed annual income program and we wanted to have the same kind of recoupment rate at the negative income tax level as at the positive income tax level. We were looking at a flat rate that would go right across.

We found that, at a particular income level, some tax rates become very sensitive. We have this huge computer program playing around with a flat tax rate of 52 per cent or, say, 62 per cent. It is interesting to note what happens between 62 per cent and 65 per cent where the tax bite hits the most. I can tell you that, once you get over a 55 per cent tax rate, the bite shifts. The tax bite right now really rests on people in the second income quinti. I cannot remember the figures, but it is at a very low level. If you get into the higher tax rate, the tax bite shifts to incomes over \$40,000.

**Senator Barootes:** In reference to people earning over, say, \$100,000, would 70 per cent suffice to turn into revenue what you might be paying out at the lower end as an expenditure? Have you tried to figure it out on that basis?

**Professor Kitchen:** Probably not, because the number of people with incomes over \$100,000 is not very great.

**Senator Barootes:** When you talked about the family allowance in 1945, it was \$5 per child, but, at the same time, I would remind you that the surtax on high earners was at 80 per cent. In other words, this country absorbed an 80 per cent income tax on high earners and high earners then were not earning \$100,000; they were earning perhaps \$25,000 or \$30,000. In the war years, we did have high progressive income

[Traduction]

prestations sociales pourrait être justifiable pour le président de banque gagnant 500 000 \$ par année tout comme pour le groupe moins nanti, vous avez dit que justice pourrait être rétablie si notre régime fiscal était plus équitable et plus progressif pour ceux qui ont un revenu élevé. Quel genre de progression et d'équité jugeriez-vous acceptables pour ceux qui ont des revenus élevés, disons de 100 000 \$ et plus? Disons qu'actuellement, le taux d'imposition de ces contribuables de 48 à 55 p. 100.

**Le président:** Il est plutôt près de 60 p. 100.

**Le sénateur Barootes:** Je parle du taux marginal; je ne parle pas du taux de base. Je parle du taux marginal de ceux qui gagnent plus de 100 000 \$.

**Mme Kitchen:** Je ne saurais vous le dire exactement, mais je participe actuellement très activement aux travaux d'un nouveau groupe de pression appelé Child Poverty Action Group. Nous sommes sur le point de publier une proposition de solution pour régler le problème global de la pauvreté chez les enfants et la question de l'universalité des allocations familiales. Si nous ne l'avons pas encore publiée, c'est que nous jouons encore sur des modèles fictifs de régime fiscal. Laissez-moi vous dire que techniquement, c'est un problème très ardu. Nous avons été un peu trop ambitieux. Nous avons essayé d'insérer ces réformes dans un programme de revenu annuel garanti où serait appliqué le même taux de retenue tant lorsqu'il s'agit d'impôt négatif que d'impôt positif. Nous recherchons un taux uniforme qui s'appliquerait à tous les cas.

Nous avons découvert qu'à un certain niveau de revenu donné, le taux d'imposition idéal est très difficile à cerner. Nous avons monté un programme informatisé très complexe en jouant par exemple avec un taux de base de 52 p. 100, ou peut-être de 62 p. 100. Il est intéressant de constater que c'est entre 62 p. 100 et 65 p. 100 que l'impôt frappe le plus. Laissez-moi vous dire que dès que vous dépassez les 55 p. 100, l'impôt n'a plus le même poids. Actuellement, ce sont vraiment les personnes du deuxième palier du revenu qui sont les plus frappées. Je ne me souviens pas des chiffres, mais c'est à un très bas niveau de revenu que l'impôt fait le plus mal. Quand le taux d'imposition monte, il faut atteindre les 40 000 \$ et plus pour avoir le même résultat.

**Le sénateur Barootes:** Dans le cas des personnes gagnant plus de 100 000 \$, par exemple, un taux d'imposition de 70 p. 100 serait-il suffisant pour que l'État récupère un revenu supplémentaire sur une allocation qui, dans le cas des plus démunis, serait une dépense nette? Avez-vous fait des calculs sur cette hypothèse?

**Mme Kitchen:** Probablement pas, parce que le nombre de personnes qui gagnent plus de 100 000 \$ n'est pas très considérable.

**Le sénateur Barootes:** Vous avez parlé des allocations familiales en 1945, mais je vous signale qu'elles étaient à 5 \$ par enfant et qu'à cette époque, la surtaxe imposée aux revenus les plus élevés était de 80 p. 100. Autrement dit, notre pays percevait des impôts de 80 p. 100 sur les revenus élevés et ceux-ci n'étaient pas de 100 000 \$; on parlait alors de 25 000 ou de 30 000 \$. Durant la guerre, l'impôt était vraiment progressif. A

[Text]

tax. At that time, of course, we were trying to bring in money for the war effort, but now we may need the money for the social network that is being promulgated and advised by people like yourself. However, you have to find the money at some end and you either have to hit the middle-income in a group in a small way or the high-income group in a big way. That is the problem with trying to devise that kind of program.

I should add, Professor Kitchen, that I admire your presentation very much. The countries of which you speak are somewhat different from Canada because we are talking about a fully-industrialized society which is reaching its potential. This country is not quite in that position yet. Perhaps in another 25 or 50 years we will have reached the French and Swedish potential.

We do have enormous disparities in earning power which need corrective measures. I am not sure whether Macdonald's program is one which will work best or some other, but it has to be done in such a way that the weight of transfer of dollars into treasuries is done by way of those most able to provide it. Really, the tax credit is not a bad way of compensating those in the lower-income groups as compared to those in the high-income groups.

I should like to throw an idea out to you for your computer. Perhaps you know about the so-called "dividend tax credit" which so many people in the wealthy group have taken advantage of in this country. It is the grossing up of dividends from Canadian corporations, which, up until this year, was 50 per cent. You paid tax on that grossed up amount of 50 per cent. Then you would get a dividend tax credit of 50 per cent of the grossed up value so that someone living off dividends, say, a retired gentleman like some of these wealthy senators you see here, could, without earning a nickel of earned income, conceivably receive \$43,000 in dividends and pay no income tax. Try this on your computer: What would happen if we grossed up family allowance cheques or old age security cheques by 100 per cent and gave no dividend tax credit for it? In other words, if an elderly gentleman receiving an old age pension of, say, \$300, and that figure were grossed up 100 per cent, and he would pay income tax on \$600; in other words, the \$3,600 a year that is given as old age security becomes \$7,200 that year for tax purposes. That would be on one line on the income tax form and income tax would be paid on that. The person paying 52 per cent is not only going to return his \$360; he is going to give a little bonus to the government in income, and that person at 65 is likely to pay, instead of the \$3,600 he would receive, \$4,100. In other words, those in need would not be paying or they would be paying at a substantially lower level, but those in the high-income brackets might be paying not only what they received but even more. That would allow you to make increases, whether it was family allowance or old age security, to much more moderate levels, if you will. That is worth trying on the computer, if you have the different groups punched in. I presume you have programmed in the different age groups, the different sizes of families and so on.

[Traduction]

cette époque, bien sûr, il fallait ramasser des fonds pour l'effort de guerre, mais de nos jours, il nous faut de l'argent pour soutenir tous les programmes sociaux que des gens comme vous nous conseillent d'adopter. Reste qu'il faut trouver l'argent quelque part. Les solutions ne sont pas multiples. Il faut soit taxer faiblement les moyens revenus ou fortement les revenus élevés. Voilà le problème auquel nous sommes confrontés quand nous tentons d'établir ce genre de programme.

J'ajouterai, professeur Kitchen, que j'ai bien aimé votre exposé. Les pays dont vous parlez sont quelque peu différents du Canada, car il s'agit de sociétés entièrement industrialisées qui sont sur le point d'atteindre leur potentiel. Notre pays n'est pas tout à fait dans cette position. Dans 25 ou 50 ans peut-être, nous aurons réussi à rattraper la France et la Suède.

Il y a encore d'énormes disparités entre les revenus, et nous devons y remédier. Je ne sais si c'est avec le programme Macdonald qu'on y arrivera ou autrement, mais il faut faire quelque chose de façon à ce que le transfert des dollars dans le trésor public se fasse en puisant chez ceux qui sont le plus en mesure de payer. A vrai dire, le crédit d'impôt n'est pas une si mauvaise formule pour redistribuer la richesse chez les groupes à faible revenu plutôt que vers ceux qui gagnent le plus.

J'aurais une idée à vous soumettre pour votre modèle informatisé. Peut-être êtes-vous au courant du "Crédit d'impôt fédéral pour dividendes" dont bien des contribuables de la classe favorisée se prévalent. Je veux parler de la majoration des dividendes versés par les corporations canadiennes qui, jusqu'à cette année était de 50 p. 100. L'impôt était calculé sur ce montant majoré de 50 p. 100. Puis, le contribuable avait droit à un crédit d'impôt pour dividendes de 50 p. 100 du montant majoré, de sorte que celui qui n'aurait eu que des dividendes comme revenu, des gens à la retraite comme les riches sénateurs que vous voyez ici, auraient pu, en ne retirant aucun revenu de salaire, recevoir par exemple 43 000 \$ en dividendes et ne payer aucun impôt. Vous pourriez expérimenter cette formule sur votre modèle informatique. Qu'arriverait-il si les allocations familiales ou les pensions de sécurité de la vieillesse étaient majorées de 100 p. 100 aux fins du calcul de l'impôt sans qu'il y ait de crédit d'impôt qui y soit rattaché? Autrement dit, prenons l'exemple d'une pension de vieillesse, disons de 300 \$, qui serait majorée de 100 p. 100. L'impôt serait alors calculé sur 600 \$; autrement dit, ces 3 600 \$ par année que le gouvernement verse en pension de sécurité de la vieillesse équivaldraient à 7 200 \$ cette année-là pour fin d'imposition. C'est ce montant que le contribuable inscrirait sur son rapport d'impôt et c'est sur ce dernier que l'impôt serait calculé. Un contribuable qui aurait un taux d'imposition de 52 p. 100 ne rembourserait pas seulement son 360 \$, il remettrait un peu plus au gouvernement, soit 4 100 \$ pour un montant global annuel de 3 600 \$ reçu en prestations. Autrement dit, ceux qui en ont le plus besoin paieraient beaucoup moins, mais ceux qui ont un revenu élevé non seulement rembourseraient ce qu'ils ont reçu mais en donneraient encore un peu plus. Cela permettrait au gouvernement d'augmenter les prestations, allocations familiales ou pensions de sécurité de la vieillesse, de ceux dont le niveau de revenu est plus modeste, si vous voulez. Ce serait intéressant de voir comment le modèle informatisé se compor-



[Text]

**Professor Kitchen:** Your point is well taken, senator. We have played around with the idea of the abolition of all tax expenditures in terms of what would happen. We realize that what we are talking about would be a real shift in the redistribution of income. However, even if we just examine personal income taxes by international standards, Canada is not in the high tax group. In this country, however, the low and middle income people are taxed too highly, particularly those people raising children. Even under the tax system, the tax exemption for children is low. Of course, that benefits more greatly the higher income groups. That is why I say that my preference, to begin with, in terms of reform, would be the first proposal in the Macdonald commission.

**Senator Barootes:** You did not accept all of the proposals in the Macdonald commission, however.

**Professor Kitchen:** No.

**Senator Barootes:** You are very selective in these matters.

**Professor Kitchen:** Yes. That depends, you see, on where you think the resources should go. My preference would be with children.

**Senator Marsden:** Professor Kitchen, in the model that you are producing, are you taking into account the interaction of federal and provincial benefits?

**Professor Kitchen:** Yes.

**Senator Marsden:** Good; that will be interesting. Could you comment on the regressive nature of sales taxes and what that does to working poor families? I would extend that to any families, with an emphasis on working poor families. In particular, could you talk about the sales tax rebate in the budget that was announced last week, in terms of whether you think that the \$150 payment is of real benefit in terms of the needs of working poor families?

**Professor Kitchen:** I learned, when I worked in a welfare office, that, to the lowest income level, every dollar counts. What we may think is a pitifully low sum of money does have some meaning for people at the lower income level. However, when you consider the cost of living—the cost of a pair of shoes, a winter coat, and other such real expenses that families must incur for children—everything is expensive. Even the little treats, like taking the family out to McDonald's for junk food, are expensive. It really does not seem to make much sense, but I would hasten to say that every dollar counts.

**Senator Marsden:** There is an alternative, however, which is not to apply sales tax on goods which children require. Of course, in many cases, that was true; for example, children's shoes were not taxed. Where do you think the benefit lies as

[Traduction]

terait, si on appliquait cette formule aux différents groupes. J'imagine que votre modèle tient compte des groupes d'âge, de la taille des familles et de ce genre de paramètres.

**Mme Kitchen:** Je prends bonne note de votre point, Sénateur. Nous avons également imaginé l'abolition de toutes les déductions fiscales pour voir ce qui arriverait. Nous avons constaté qu'il y aurait alors toute une révolution dans la redistribution du revenu. Je vous rappelle que comparé aux normes internationales, l'impôt sur le revenu des particuliers au Canada n'est pas élevé par rapport à celui des autres pays. Reste que chez nous, les citoyens à faible et à moyen revenu sont trop taxés, tout particulièrement ceux qui élèvent des enfants. Je dirais même que si on les compare aux autres mesures fiscales, les déductions pour enfants sont faibles. Naturellement, les exemptions bénéficient davantage aux groupes à revenu élevé. Voilà pourquoi ma préférence va, si l'on parle de réforme fiscale, à la première proposition de la Commission Macdonald.

**Le sénateur Barootes:** Vous ne souscrivez cependant pas à toutes les propositions de la Commission Macdonald, n'est-ce pas?

**Mme Kitchen:** Non.

**Le sénateur Barootes:** Vous êtes très sélective sur ces questions.

**Mme Kitchen:** Oui. Tout dépend, vous voyez, sur quelles ressources on place la priorité. Ma préférence irait aux enfants.

**Le sénateur Marsden:** Madame Kitchen, dans le modèle que vous avez imaginé, tenez-vous compte de l'effet conjugué des avantages fédéraux et provinciaux?

**Mme Kitchen:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Eh bien, ce sera intéressant! Pourriez-vous nous parler du caractère régressif des taxes de vente et des conséquences qu'elles ont sur les familles à faible revenu? J'aimerais que vous appliquiez votre réponse à l'ensemble des familles, en mettant l'emphasis sur les familles pauvres. En particulier, pourriez-vous nous parler du remboursement de taxe annoncé dans le budget de la semaine dernière, et nous dire si vous croyez que ce 150 \$ est en rapport avec les besoins des familles dont les revenus sont très bas?

**Mme Kitchen:** Mon expérience de travail dans un bureau du service social m'a appris que pour les citoyens à faible revenu, chaque dollars compte. La somme la plus insignifiante pour nous représente quelque chose pour les citoyens moins nantis. Pourtant, lorsqu'on considère le coût de la vie, le coût d'une paire de chaussures, d'un manteau d'hiver, et des autres dépenses que les familles doivent assumer pour leurs enfants, Dieu sait si tout coûte cher. Mêmes les petites gâteries, comme les repas pourtant bien peu nourrissants en famille chez McDonald, coûtent cher. On risque de ne pas être bien comprise, j'insiste pour vous signaler que chaque dollar compte.

**Le sénateur Marsden:** Il y aurait une solution, toutefois, qui consisterait à ne pas imposer la taxe de vente sur les biens nécessaires à l'entretien des enfants. Bien sûr, cela a été déjà essayé; par exemple, les chaussures des enfants n'étaient autre-

[Text]

between those two alternatives? Do you think it is better to tax over all and then provide an allowance for low income families, as has been done, or not to tax those items?

**Professor Kitchen:** A lot of economists and tax specialists have actually argued that a consumption tax would be more progressive than the kind of sales tax we have. But I would still think that families with children would be the losers because they simply have to spend more money. My children are grown up now, but I remember, when they were teen-agers, how quickly a pair of shoes or a pair of pants was outgrown. I would say that my preference would be more generous cash payments for them.

**Senator Robertson:** The more I listen to the witnesses that we have had over the past few days, the more I honestly feel, Mr. Chairman, that we are not talking about Bill C-70 but, rather, a new system of tax reform, something that is beyond the mandate of this particular committee. I apologize to my colleagues for what I am about to do, because I appreciate that many witnesses have come forward and expressed their ideas and concerns before this committee, but every once in a while one feels impelled to repeat something that was raised by witnesses that have appeared previously, and this is what I propose to do.

There are two points that I would like to make. Although they are not questions, I believe they may be relevant to the study that is being undertaken by the witness. I was interested in her historical references to the development of family allowance and to the importance of family allowances. Of course, there would be no one in this room who would wish to see children living in poverty. In Canada, we have not done a good job in that respect, in spite of all of the efforts that have been made. Perhaps the tax system has frustrated us. I suppose that, if there was universality respecting family allowances, that universality would be in question because of the tax system. I do not object to that point of view. I would like to see tax taken back from higher income people and redirected to those in need. That is my own preference. I believe that, in this country, we do not yet have the resources to do anything other than what we have been doing. However, that is my own personal bias.

In spite of family allowances and in spite of all of the statements of good intention—and I include all governments when I say this—the system does not seem to be working. I refer to comments made by Senator Turner when he was speaking recently in the Senate. He mentioned that, while social security expenditures climbed from under \$4 billion in 1963 to over \$11 billion in 1972, the portion of income received by the poorest 20 per cent of families had actually declined; that is in relative terms, of course. He was suggesting that the rising incomes and increased social welfare were failing to get to those in the most need.

[Traduction]

fois pas taxées. Laquelle de ces deux solutions est la plus avantageuse à votre avis? Croyez-vous qu'il soit préférable de taxer tous les biens quitte à fournir ensuite des allocations aux familles à faible revenu, comme on l'a fait, ou de n'imposer aucune taxe sur ces articles?

**Mme Kitchen:** Bien des économistes et des fiscalistes prétendent effectivement qu'une taxe sur les biens de consommations serait plus progressive que le taxe de vente que nous avons actuellement. Mais encore là, je serais portée à croire que les familles ayant des enfants seraient les perdants, simplement parce qu'elles auraient à déboursier plus d'argent. Mes enfants sont maintenant grands, mais je me rappelle que, lorsqu'ils étaient adolescents, une paire de chaussures s'usait bien vite et qu'il n'était pas long que leurs gants étaient trop petits. Pour ma part, je préférerais des versements plus généreux en argent pour ces familles.

**Le sénateur Robertson:** En écoutant les témoins depuis quelques jours, j'ai honnêtement de plus en plus l'impression. Monsieur le président, que ce n'est pas du projet de loi C-70 que nous discutons, mais plutôt d'un nouveau régime fiscal, et je ne crois pas que ce soit là le mandat de notre comité. Je m'excuse auprès de mes collègues pour ce que je m'appête à faire, car je trouve utile que les témoins viennent nous exprimer leurs idées et leurs préoccupations, mais vu que les mêmes thèmes reviennent souvent dans ce genre de discussion, je me sens un devoir de nous rappeler à l'ordre.

J'avais deux points à soulever. Même s'il ne s'agit pas de questions, je crois qu'ils sont en rapport avec l'étude que poursuit notre témoin. J'ai été intéressée par son rappel historique du début des allocations familiales et de l'importance qu'elle ont eues pour les familles. Naturellement, nous souhaiterions tous qu'il n'y ait pas d'enfants pauvres. Au Canada, malgré tous nos efforts, nous n'en sommes pas encore là. IL se peut que ce soit le régime fiscal qui ne soit pas adéquat. Je présume que si l'universalité était maintenue dans le cas des allocations familiales, celle-ci serait remise en question, notre régime fiscal étant ce qu'il est. Je n'y vois pas d'objection. J'aimerais que l'impôt frappe plus lourdement les revenus élevés et que cet argent soit redistribué à ceux qui en ont le plus besoin. C'est personnellement ce que je préférerais. À mon avis, nous n'avons pas encore au Canada les ressources nécessaires pour faire autre chose que ce que nous avons fait jusqu'à maintenant. J'aimerais pourtant bien qu'il y ait plus de justice.

Malgré les allocations familiales et toutes les déclarations de bonnes intentions—et j'inclus tous les gouvernements quand je dis cela—notre système ne semble pas fonctionner à merveille. A ce sujet, je vous rappelle les propos tenus par le sénateur Turner au Sénat récemment. Il a mentionné que bien que les dépenses de sécurité sociale soient passées de moins de 4 milliards de dollars en 1963 à plus de 11 milliards de dollars en 1972, la portion de revenu redistribué aux 20 p. 100 de familles les plus pauvres s'est en réalité amoindrie, en termes relatifs, bien sûr. A son avis, l'augmentation des revenus et l'accroissement des allocations sociales ne bénéficient pas à ceux qui en ont le plus besoin.



[Text]

I will go on to refer to a report of the C. D. Howe Institute which comments on budgets in the 1970s. The C. D. Howe Institute report states that three out of five budgets between 1971 and 1976 widened the gap between the rich and the poor. We know that since 1980 the number of low income Canadians has risen by 25 per cent. The number of low income children has risen steadily from 896,000 in 1980 to 1.2 million in 1984, and the figures go on and on.

I use these historical references to say that the system, whatever it is, has not worked. During those years, we have had two or three moments in time when family allowances were frozen. Once, when the cost of living was much higher, the family allowance was frozen at 6 and 5. I suppose that my personal opinion is that the system in place now, as much as we may all love family allowances, simply does not work. I think that the record is there to show that.

The poor get poorer and the rich get richer. Therefore, I believe that the arguments we are having on Bill C-70 are almost superfluous. If you look at the actual figures, although the improvement for 1983 and 1984 is perhaps small, at least it does give a little more money to the poorest families. A figure of \$850,000 will go to the poorest families in Canada. I am not proud of that. I think it is a very small effort. However, the problem is larger than this particular bill.

From your comments, and those of other witnesses, there seems to be a general recognition of that. I would be optimistic that the Senate committee could perhaps urge and move the government to better changes reflecting the requirements of the Canadian people, more fairly than in the past.

My second point is a personal observation. A few years ago I did some travelling and assessment in a few of the Scandinavian countries. At one meeting a number of ladies were present, two of whom were lawyers. We were talking about working conditions, tax rates, and so on. The two ladies who were lawyers astounded me when they said very bluntly "We will not work more than three days a week, because after that it all goes in taxes". I believe there are also incentive factors—

**Professor Kitchen:** May I make a comment?

**Senator Robertson:** Certainly.

**Professor Kitchen:** Concerning your first comment, that the social spending programs have not worked, I totally agree with you; but that has nothing to do with the nature and design of the social spending programs, but with the allocation of resources. When you look at the top 20 per cent and take 40 per cent of the national income produced, then it cannot be surprising—

**Senator Robertson:** This bill will not change that. Something else will have to change that.

[Traduction]

Je vous cite maintenant un rapport du C.D. Howe Institute qui analyse les budgets des années 70. Le rapport de cet organisme signale que trois des cinq budgets formulés entre 1971 et 1976 ont élargi l'écart entre les riches et les pauvres. Nous savons tous que depuis 1980, le nombre de Canadiens à faible revenu s'est accru de 25 p. 100. Quant aux enfants de ces familles, leur nombre a augmenté constamment, passant de 896,000 en 1980 à 1,200,000 en 1984, et cette progression se poursuit.

Si je vous ai fait ce rappel historique, c'était pour vous dire combien le système, malgré ses modifications, n'a pas fonctionné. Au cours de ces années, à deux ou trois reprises, les allocations familiales ont été gelées. Entre autres, lorsque le coût de la vie était beaucoup plus élevé, l'indexation des allocations familiales a été plafonnée à 6 et 5 p. 100. Je crois donc personnellement que le système en place actuellement, à supposer que nous tenions tous au maintien des allocations familiales, ne fonctionne tout simplement pas. Je crois que les faits sont là pour le prouver.

Les pauvres sont plus pauvres et les riches plus riches. Je crois donc que tous les arguments que nous invoquons sur le projet de loi C-70 sont presque superflus. Pourtant, si l'on regarde les chiffres, même si l'amélioration pour 1983 et 1984 est mince, au moins nous versons un peu plus d'argent aux familles les plus pauvres. Un montant global de 850 000 \$ ira aux familles les plus pauvres au Canada. Je n'en suis pas fière. Je crois que c'est un très mince effort. Mais je crois que le problème déborde le cadre de ce projet de loi.

D'après vos commentaires et ceux des autres témoins, il semble y avoir un consensus général sur ce point. J'ose espérer que le comité sénatorial fera pression afin que le gouvernement adopte des mesures plus efficaces, qui tiennent compte des besoins des citoyens canadiens et que celles-ci soient plus équitables que celles qui ont été apportées dans le passé.

Enfin, j'aurais une observation personnelle. Il y a quelques années, je me suis rendu à l'étranger et j'ai fait une évaluation des programmes sociaux de quelques-uns des pays scandinaves. Je me rappelle une séance où il y avait un certain nombre de femmes, dont deux avocates. Nous parlions des conditions de travail, des taux d'imposition et ainsi de suite. J'ai été consternée d'entendre les deux avocates dire très allégrement que bientôt nous ne travaillerions plus que trois jours par semaine, pour éviter que le salaire des deux derniers jours aille en impôt. Je crois qu'il y a d'autres facteurs qui nous incitent à travailler.

**Mme Kitchen:** Puis-je me permettre d'intervenir?

**Le sénateur Robertson:** Certainement.

**Mme Kitchen:** Concernant votre premier point, à savoir que les sommes dépensées au financement des programmes sociaux n'ont pas atteint leur objectif, je suis tout à fait d'accord avec vous; mais cela n'a rien à voir avec la nature et les objectifs de ces programmes. Il faudrait plutôt assurer une meilleure répartition des ressources. Si vous songez qu'au haut de l'échelle sociale, 40 p. 100 du revenu national est gagné par seulement 20 p. 100 des citoyens, il n'est pas étonnant que...

**Le sénateur Robertson:** Ce projet de loi n'y changera rien. D'autres réformes doivent être apportées.

[Text]

**Professor Kitchen:** As you have said yourself, what is really needed is a much larger total restructuring. But that is where the crux lies. Regarding the second point, that we cannot afford the social programs, again, we are the lower end—

**Senator Robertson:** I have never said that we could not afford social programs, believe me; but I believe that we have to have a restructuring; and I believe we have to be very careful as we look at the rate of taxation. I would not want to have Canadians say "I am only going to work three days because the next two days are a gift of the government".

**Senator Marsden:** Many say that now.

**Professor Kitchen:** We could look at the literature. The book *Tax Incentives in the United States* found that, in fact, there was absolutely no evidence that the higher income level people did not work because they no longer work for money, but for status, power, prestige, or whatever. At the same time we have no hesitation taxing low income people or welfare recipients at 100 per cent. That is why I believe we really have to question the philosophy "I will not work any more". At the moment I believe I am in that income group that would be affected. I really do not like seeing my tax dollars going to oil exploration, to saving bankrupt banks in the west. But if my tax dollars went to families with children, or to the elderly, or the needy, I would be quite prepared to work and pay my taxes.

**Senator Robertson:** I think most people would, if we could develop some sort of—an almost identifiable tax-back.

**Senator Barootes:** Earmarked tax-back.

**Senator Robertson:** That's right; something that is going to the right people, because not enough money is going to the poor. All we have been doing is to magnify the problem. When family allowances first came in, they were not taxed. However, it is a very interesting discussion that will continue for a few years before we get any adequate resolution.

**The Chairman:** Are there any further questions? If not, I should like to thank our witness. Professor Kitchen, you have told us that you were playing around with a number of possibilities. May I say that we too are planning to play with a number of possibilities. Would you like to "play" with us?

**Hon. Senators:** Oh, oh.

**Professor Kitchen:** I would have to ask my group and the person who is doing the taxation simulation.

**The Chairman:** Speaking seriously, we are now dealing with legislation. But after that we would like to look at the problem in a broader perspective. I am quite sure, from what I have heard from you this evening, that you could make a good con-

[Traduction]

**Mme Kitchen:** Comme vous l'avez dit vous-même, ce dont nous avons besoin, c'est d'une réforme beaucoup plus globale, mais c'est là le problème. Au sujet de votre second point, à savoir que nous n'avons pas les moyens de financer les programmes sociaux, je vous répète que nous sommes en bas . . .

**Le sénateur Robertson:** Je n'ai jamais dit que nous n'avions pas les moyens de financer les programmes sociaux, croyez-moi; mais je suis convaincue que nous avons besoin d'une profonde restructuration, et que la question des taux d'imposition n'est pas si facile à trancher. Je n'aimerais pas que les Canadiens s'imaginent qu'ils ne devraient travailler que trois jours parce que les deux autres sont donnés au gouvernement.

**Le sénateur Marsden:** Bien des gens disent cela, de nos jours.

**Mme Kitchen:** Bien des ouvrages ont été écrits à ce sujet. Ainsi, le livre intitulé *Tax Incentives in the United States* conclut qu'en réalité, rien n'indique que les citoyens dont les revenus sont les plus élevés cessent de travailler parce que le travail supplémentaire qu'ils font ne leur rapporte rien; au contraire, ils travaillent pour leur statut, leur pouvoir, leur prestige et bien d'autres motifs. Pendant ce temps, nous n'hésitons pas à taxer à 100 p. 100 les citoyens à faible revenu et les bénéficiaires de l'aide sociale. Voilà pourquoi il ne faut pas nécessairement croire ceux qui disent qu'ils ne travailleront plus. Je ferais partie, je crois, de ce groupe à l'heure actuelle. À vrai dire, je n'aime pas voir mes impôts aller au financement de l'exploration pétrolière, pas plus qu'à la rescousse des banques de l'Ouest. Mais si mes impôts étaient versés aux familles ayant des enfants, aux vieillards, aux nécessiteux, je serais tout à fait prête à travailler et à payer mes impôts.

**Le sénateur Robertson:** La plupart des gens le seraient, à mon avis, si nous pouvions inventer une formule . . . quasi un impôt négatif.

**Le sénateur Barootes:** Un impôt négatif spécial.

**Le sénateur Robertson:** Exactement; un avantage qui serait dirigé spécialement vers ceux qui en ont besoin, car trop peu de ressources vont aux pauvres. Nous ne faisons qu'enrober le problème. Quand les allocations familiales ont été créées, elles n'étaient pas imposées. Reste que c'est un sujet de discussions très intéressant qui se poursuivra pendant quelques années avant que nous réussissions à trouver une solution adéquate.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions? Sinon, j'aimerais exprimer nos remerciements à notre témoin. Professeur Kitchen, vous nous avez mentionné que vous jouiez avec un certain nombre de possibilités. Je vous signale que nous avons l'intention nous aussi de jouer avec un certain nombre des possibilités. Voulez-vous «jouer» avec nous?

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Kitchen:** Je demanderai à mon groupe ce qu'il en pense et à la personne qui travaille sur le modèle informatisé.

**Le président:** Pour revenir à des propos plus sérieux, nous vous signalons que pour le moment, nous étudions cette loi, mais qu'après, nous aimerions étudier le problème dans une perspective plus large. Je suis à peu près sûr, d'après le témoignage que vous nous avez rendu ce soir, que vous pourriez



[Text]

tribution toward our work. So you do not forbid my asking you to come again?

**Professor Kitchen:** I would be very happy to come again.

**The Chairman:** I believe that we would profit very much from your work. What is your group working on now?

**Professor Kitchen:** We call ourselves the Child Poverty Action Group. We started off taking a selective approach and we totally changed. We have now become convinced that the way to go is with a progressive tax system. However, I am not a computer expert—

**The Chairman:** I notice that you are a professor at York University. Is that group connected with the university in some way?

**Professor Kitchen:** Yes.

**The Chairman:** That is very interesting. Again, repeating myself, we would like very much to “play” with you.

**Professor Kitchen:** Thank you very much.

**The Chairman:** I would now ask the members of the committee to remain for a few minutes. It is necessary to discuss the fact that Bill C-55 has been referred to this committee.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

apporter une contribution valable à nos travaux. Vous ne m'en voudrez pas de vous demander de revenir plus tard, n'est-ce pas?

**Mme Kitchen:** Il me fera plaisir de le faire.

**Le président:** Je crois que nous profiterions beaucoup de vos travaux. Sur quel projet votre groupe travaille-t-il actuellement?

**Mme Kitchen:** Notre groupe s'appelle Child Poverty Action Group. Nous avons d'abord adopté une approche sélective, puis nous avons changé complètement notre optique. Nous sommes maintenant convaincus qu'il faut adopter un régime fiscal vraiment progressif. Mais je ne suis pas une experte en informatique...

**Le président:** Je note que vous enseignez à l'Université York. Votre groupe est-il relié à l'Université?

**Mme Kitchen:** Oui.

**Le président:** C'est très intéressant. Au risque de me répéter, je vous mentionne que nous aimerions beaucoup «jouer» avec vous.

**Mme Kitchen:** Merci beaucoup.

**Le président:** Je demanderais maintenant aux membres du Comité de demeurer ici pendant quelques instants. Nous devons discuter du mandat qui nous a été donné d'étudier le projet de loi C-55.

Le Comité poursuit ses travaux à huis clos.













*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

#### WITNESSES—TÉMOINS

*From the Canadian Labour Congress:*

Mr. Dick Martin, Executive Vice-President;  
Mr. Bob Baldwin, National Representative in the Research  
and Legislation Department.

*From the Canadian Child Welfare Association:*

Mr. John Meston, Executive Director.

*From the Canadian Association of Schools of Social Work:*

Professor Bergitte Kitchen, York University.

*Du Congrès du travail du Canada:*

M. Dick Martin, vice-président exécutif;  
M. Bob Baldwin, représentant national au Département de  
la recherche et de la législation.

*De l'Association canadienne des services à l'enfance en diffi-  
culté:*

M. John Meston, directeur général.

*De l'Association canadienne des écoles de service social:*

M<sup>me</sup> Bergitte Kitchen, professeur à l'Université York.



First Session  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

## SENATE OF CANADA

---

## SÉNAT DU CANADA

---

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

---

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

---

Thursday, March 6, 1986

Le jeudi 6 mars 1986

Issue No. 17

Fascicule n° 17

**Seventh proceedings on:**

**Septième fascicule concernant:**

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

---

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

---

WITNESSES:  
(See back cover)

TÉMOINS:  
(Voir à l'endos)





THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Graham	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

**ORDER OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative."

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février 1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 6 MARS 1986  
(35)

## [Texte]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 05 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Bonnell, Cottreau, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau et Tremblay. (9)

*Autres sénateurs présents:* Les honorables sénateurs Bosa, Doody, Flynn et Petten. (4)

*Également présents:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

*Du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse:*

M. Brian Ward, directeur général;  
M<sup>me</sup> Landon Pearson, vice-présidente.

*De la Fédération canadienne des enseignants:*

M. Frank Garritty, président;  
Md. Heather-Jane Robertson, directrice du Service de perfectionnement professionnel;  
M. Stirling McDowell, secrétaire général.

*Du Conseil consultatif national sur le troisième âge:*

M. André Le Blanc, directeur.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 11 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 00 le mardi 11 mars 1986.

ATTESTÉ:

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 6, 1986  
(35)

## [Translation]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:05 a.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Bonnell, Cottreau, David, Le Moyne, Marchand, Marsden, Robertson, Rousseau and Tremblay. (9)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senators Bosa, Doody, Flynn and Petten. (4)

*Also present:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer, Library of Parliament.

*In attendance:* Official Senate recorders.

## Witnesses:

*From the Canadian Council on Children and Youth:*

Mr. Brian Ward, Executive Director;  
Mrs. Landon Pearson, Vice-President.

*From the Canadian Teachers' Federation:*

Mr. Frank Garritty, President;  
Ms. Heather-Jane Robertson, Director, Professional Development Services;  
Mr. Stirling McDowell, Secretary General.

*From the National Advisory Council on Aging:*

Mr. André Le Blanc, Director.

The Committee resumed its consideration of Bill C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The witnesses made statements and answered questions.

At 11:10 a.m., the Committee adjourned until Tuesday, March 11, 1986 at 9 a.m.

ATTEST:

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

Ottawa, Thursday, March 6, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70 to amend the Family Allowances Act, 1973, met this day at 9.00 a.m. to give consideration to the bill.

**Senator Arthur Tremblay** (*Chairman*) in the Chair.

**The Chairman:** I call the meeting to order.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, in the new issue of "Canadian Statistical Review" there is an article on income equality and the distribution of income. Apropos our testimony of yesterday, I wonder if we could have copies circulated to the members of the committee. It shows, for example, the impact of government transfer payments on income equality as being more effective than other methods.

**The Chairman:** We will have copies made and distributed to members of the committee.

**Senator Marsden:** I wanted my comments on the record because Senator Robertson has been asking questions on this matter.

**The Chairman:** This morning we have with us representatives from the Canadian Council on Children and Youth.

**Mrs. Landon Pearson, Vice-President, Canadian Council on Children and Youth:** We are very happy to have this opportunity to speak to you about Bill C-70. We see ourselves as an organization of advocates of children speaking as the voice of children. We are always interested in families and those who look after children, but we try to take the perspective of the child rather than of other people who are associated with children. We feel that our organization is extremely important because children do not vote and children need others to speak on their behalf. They need trustees. They need advocates. There are many who speak to particular issues to do with children at the federal level such as children's health and other kinds of consumer problems. We attempt to speak on behalf of the child as a citizen and to address the implications federal legislation and regulations have on the life of children, much of which is often unrecognized by those who formulate the legislation because it is not their first perspective. We see ourselves as the first perspective.

Brian will now speak to the specifics of the legislation. Later I would like to speak about some general concerns that we have.

**Mr. Brian Ward, Executive Director, Canadian Council on Children and Youth:** Mr. Chairman and members of the Committee, you have before you a small biography of Mrs. Pearson and myself and also a paragraph about the council. I have read most of the debate on Bill C-70. It has been very helpful. I would like to go on record as thanking Senator Charles Turner for his contribution in the debate and for an address that I thought was exceptionally important and very illuminating. On behalf of the council, I would like to thank the Senate for its report on youth. It is a good report and a very solid one. In

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 6 mars 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 heures pour étudier la teneur du projet de loi C-70, visant à modifier la Loi de 1973 sur les allocations familiales.

**Le sénateur Arthur Tremblay** (*président*) occupe le fauteuil.

**Le président:** La séance est ouverte.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur le président, dans la dernière livraison de la Revue statistique du Canada, on trouve un article sur l'égalité et la répartition du revenu. Pourrions-nous en obtenir des exemplaires pour les distribuer aux membres du Comité? L'article indique, par exemple, que les paiements de transfert du gouvernement ont des répercussions plus positives que d'autres méthodes sur l'égalité du revenu.

**Le président:** Nous en ferons reproduire des exemplaires pour les distribuer aux membres du Comité.

**Le sénateur Marsden:** Je voudrais que mes observations figurent au compte rendu, car le sénateur Robertson a posé des questions à ce sujet.

**Le président:** Ce matin, nous accueillons des représentants du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse.

**Mme Landon Pearson, vice-présidente du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse:** Nous sommes très heureux de pouvoir vous parler du projet de loi C-70. Notre organisme vise à défendre les intérêts des enfants et à se faire leur porte-parole. Nous nous intéressons aux familles et aux personnes qui prennent soin des enfants, mais nous tentons de tenir compte du point de vue de l'enfant au lieu de celui des autres personnes qui sont en rapport avec lui. Nous estimons que notre organisme est extrêmement important, car comme les enfants n'ont pas le droit de vote, ils ont besoin d'autres personnes pour prendre la parole en leur nom. Ils ont besoin de personnes de confiance, qui défendent leurs intérêts. Au niveau fédéral, bien des gens traitent de questions concernant précisément les enfants comme leur santé et d'autres genres de problèmes sociaux. Nous cherchons à parler au nom des enfants en tant que citoyens et à étudier les répercussions des lois et des règlements fédéraux sur leur vie, ce que ne reconnaissent pas toujours les législateurs, car ils ont d'autres priorités, alors que notre priorité sont les enfants.

Brian abordera maintenant les détails du projet de loi; j'aimerais ensuite vous entretenir de certaines questions générales qui nous préoccupent.

**M. Brian Ward, directeur général du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse:** Monsieur le président et membres du Comité, vous avez sous les yeux une courte biographie de M<sup>me</sup> Pearson et de moi-même, de même qu'un paragraphe décrivant le Conseil. J'ai pris connaissance de la majeure partie du débat sur le projet de loi C-70, ce qui m'a été très utile. Je voudrais remercier officiellement le sénateur Charles Turner de sa contribution au débat et de son exposé qui, à mon avis, était extrêmement important et a beaucoup éclairci la question. Au nom du Conseil, je tiens à remercier le Sénat de



## [Text]

particular, we were appreciative of the inclusion of some of the points put forward by the council and, with some luck, we hope to announce in the future our response to some of those points in a very tangible way that will ensure youth do participate in Canadian society. This is the third presentation that we have made with regard to Bill C-70 or family allowances. I strive, as Mrs. Pearson has with me, to find something new to say on this issue each time. Much of it has been said before. Since the Senate took up the task, most of the points have been covered, if not by the witnesses by the senators. Therefore, I shall speak very briefly on our position on family allowances.

We believe that family allowances are valuable for several reasons. They are an important national symbol declaring that our society as a whole values its children and those who provide for their primary care. They are an effective and efficient means to transfer some of society's resources to children and their primary care providers. Family allowances represent a useful augmentation of resources for low income families based on their contribution to Canada's parents, not on the justification of economic need, hardship or disability. The Family allowance is a positive investment program, as opposed to our usual responses to after-the-fact problem-solving programs that make up the vast majority of government initiatives directed to children. Clearly, education is not of that type, but most of our programs seem to be of the problem-solving nature.

On the issue of universality, we support it unreservedly as the basis for this and other social programs. We believe that there is already built in a mechanism to tax back much of the financial benefits of upper income families. In fact, consultation papers and other works done by organizations such as the National Council of Welfare suggest that already 20 per cent is taxed back for a total of \$500 million. Further, we believe that the turning point—and we are distressed that it has been lowered from the graduated tax-back formula—permits the low income and middle income families to derive some benefit, thereby ensuring that this is not a welfare program. We believe that it was never intended to be a welfare program. We are opposed to the partial de-indexation of the family allowances. None of the above principles or statements is enhanced by de-indexing the family allowance by 3 per cent per year. Roughly, for each year of de-indexation, \$72 million is lost in the Family Allowance Program. In five years, that is roughly \$360 million. We cannot see any government, given the current climate, ever allocating this amount to bring family allowances back to today's level. The conclusion, therefore, is very disturbing. Family allowances are being left to wither away.

## [Traduction]

son rapport sur la jeunesse. C'est un rapport excellent et bien structuré. Notamment, nous vous savons gré d'y avoir inséré certains des points avancés par le Conseil et nous espérons avoir un jour la chance d'annoncer notre réaction à certains de ces points d'une façon tangible, de sorte que la jeunesse participe pleinement à la société canadienne. C'est le troisième exposé que nous présentons au sujet du projet de loi C-70 ou des allocations familiales. Je m'efforce, tout comme M<sup>me</sup> Pearson, de trouver chaque fois de nouvelles idées à exprimer sur le sujet, car on en a dit déjà beaucoup. Depuis que le Sénat a entrepris l'étude du projet de loi, la plupart des points essentiels ont été abordés, soit par des témoins, soit par des sénateurs. Je vous entretiendrai donc très brièvement de notre position sur les allocations familiales.

J'estime que les allocations familiales sont importantes pour plusieurs raisons. Elles constituent un important symbole national, car elles montrent que l'ensemble de notre société attache de l'importance à ses enfants et aux personnes qui leur dispensent des soins. Elles constituent un moyen efficace de transférer certaines ressources de la société aux enfants et aux personnes qui leur dispensent ces soins. Les allocations familiales permettent aux familles économiquement faibles d'augmenter leurs ressources en fonction du nombre d'enfants et non en fonction de leurs besoins ou difficultés économiques. Les allocations familiales constituent un programme d'investissement positif, contrairement à notre habitude d'établir des programmes visant à régler des problèmes lorsqu'il est trop tard, ces programmes comptant pour la vaste majorité des initiatives gouvernementales destinées aux enfants. De toute évidence, l'éducation ne fait pas partie de cette catégorie, mais la plupart de nos programmes semblent viser à régler des problèmes.

Pour ce qui est de l'universalité, nous l'appuyons sans réserve comme principe de base des allocations familiales et d'autres programmes sociaux. Nous estimons qu'il existe déjà un mécanisme permettant de récupérer par le biais de l'impôt une grande partie des prestations accordées aux familles dont le revenu est élevé. En fait, des documents de consultation et d'autres études effectuées par des organismes comme le Conseil national du bien-être laissent entendre que 20 p. 100 de ces prestations sont déjà récupérées de cette façon, ce qui représente au total 500 millions de dollars. En outre, nous estimons que le seuil des prestations—et nous déplorons qu'il a été abaissé selon la formule d'imposition progressive—permet aux familles à faible revenu et à celles à revenu moyen d'en tirer certains avantages, de sorte qu'il ne s'agit pas d'un programme de bien-être social. Nous sommes d'avis qu'il n'avait jamais été destiné à être un programme de bien-être (social): Nous nous opposons à la désindexation partielle des allocations familiales. Aucun des principes ou des exposés ci-dessus n'est renforcé par une désindexation, des allocations familiales de 3 p. 100 par année. Pour chaque année de désindexation, le programme d'allocations familiales est privé d'environ 72 million de dollars, ce qui représente environ 360 million de dollars en cinq ans. Étant donné la conjoncture économique actuelle, nous ne pouvons imaginer qu'un gouvernement affectera un jour cette somme pour ramener les allocations familiales à leur niveau actuel. Notre conclusion est donc très inquiétante: on laisse les allocations familiales s'effriter.

## [Text]

We have a universal program with less and less meaning. On the basis of the May 1985 and February 1986 budgets, we have seen no evidence that the government has kept its promise to reinvest savings accruing from the de-indexation of programs directed to children or even the social program envelope. There was no mention in the recent budget about this issue whatsoever. I think it is an unsettling thing for all of us. Finally, we are concerned that the de-indexation of family allowances, contrasted with the government's retreat on the same issue for old age pensions, displays at best the government's selective sensitivity only to those groups that wield voting or financial clout and, at worst, a callous disregard toward the unorganized and politically weak in Canada. Either characteristic causes alarm in view of the Minister of Finance's proposal to further review social programs in the search for additional deficit reduction measures.

Finally, we would like to raise the issue of deficit reduction. The council is mindful of the importance of reducing the national debt. We view it as an unhealthy and dangerous constraint on the nation's future ability to move with vigour and imagination in meeting the challenges that today's children will face as adults. The council is on record as supporting the elimination of personal tax exemptions, but felt greatly betrayed when the government chose to single out the child tax exemption as the only regressive exemption for attack. The council is on record as supporting a steeper tax-back formula for the universal benefits in order that those more in need of financial assistance might receive greater benefits than those with higher incomes. However, we feel misled when the government, through such measures as the \$500,000 capital gains exemption, seems to redistribute resources to the wealthy. As an organization which advocates for children, we are very supportive of debt reduction but view the current efforts to date as unfair and fraught with expensive, long-term costs to children and their families.

Finally, we feel that on too many fronts, children and their families are losing the social policy debates. This we look at with grave concern. We note that the Senate itself made a very important contribution to children and their families through the "Child At Risk" report. We have been preparing a manuscript on native history and have found an incredible and almost unique wealth of information in the archives of committees such as this during a period when no one was paying much attention to the disintegration of native culture and native communities. Therefore we would like to make a proposal. We feel the House of Commons has lost the initiative of establishing a committee that has as its mandate, children, their future needs and their relationship to social policy. We note that the Senate committee report on youth calls for such a committee regarding natives, and we endorse that very strongly. However, we cannot see in the political process today the guardian of the weak and the voiceless, and we ask the Senate to undertake that role as one of its many responsibilities.

## [Traduction]

Nous possédons un programme universel qui a de moins de signification. Après avoir examiné les budgets de mai 1985 et de février 1986, rien ne nous a permis de croire que le gouvernement a tenu sa promesse de réinvestir les économies provenant de la désindexation des programmes destinés aux enfants, voire de l'enveloppe des programmes sociaux. Le récent budget n'en fait absolument aucune mention. A mon avis, c'est un constat inquiétant pour nous tous. Enfin, nous craignons que la désindexation des allocations familiales, par contraste avec le revirement du gouvernement au sujet de la désindexation des pensions de vieillesse, ne démontre, en mettant les choses au mieux, que le gouvernement n'est sensible qu'aux groupes habilités à voter ou ayant une influence financière et, en mettant les choses au pire, ne témoigne d'un dur mépris pour les non syndiqués et les politiquement faibles au Canada. Chacune de ces attitudes suscite une vive inquiétude, étant donné que le ministre des Finances a proposé d'examiner plus longuement les programmes sociaux afin de trouver d'autres solutions pour réduire le déficit.

Enfin, nous voudrions soulever la question de la réduction du déficit. Le Conseil reconnaît l'importance de réduire la dette nationale. Nous estimons qu'elle nous met dans une situation malsaine et dangereuse et empêche le pays d'agir avec vigueur et imagination pour relever les défis auxquels les enfants d'aujourd'hui devront faire face une fois devenus adultes. Le Conseil appuie officiellement la suppression des exemptions personnelles, mais s'est estimé gravement trahi lorsque le gouvernement a décidé de choisir l'exemption d'impôt au titre des enfants comme la seule exemption régressive. Le Conseil appuie officiellement une formule d'imposition plus rigoureuse des prestations universelles, de sorte que ceux qui ont un plus grand besoin d'aide financière touchent des prestations plus élevées que ceux dont les revenus sont meilleurs. Toutefois, nous estimons avoir été trompés lorsque le gouvernement, au moyen de mesures comme l'exemption de 500,000 \$ sur les gains en capital, semble répartir les ressources aux riches. A titre d'organisme qui défend les intérêts des enfants, nous appuyons vivement une réduction de la dette, mais estimons que les efforts déployés jusqu'ici sont injustes et lourds de conséquences à long terme pour les enfants et leur famille.

Enfin, nous estimons qu'à trop d'égards, les enfants et leur famille sont les perdants dans les débats sur la politique sociale. Cela nous inquiète au plus haut point. Nous notons que le Sénat lui-même a apporté une contribution très importante aux enfants et à leur famille, grâce au rapport intitulé: L'enfant en péril. Nous avons préparé un manuscrit sur l'histoire des autochtones et trouvé une mine de renseignements incroyables et pratiquement uniques dans les archives de comités comme celui-ci, à une période où personne n'accordait beaucoup d'attention à la désintégration de la culture et des collectivités autochtones. Nous voudrions donc formuler une proposition. Nous estimons que la Chambre des communes n'a pas su créer un comité qui ait pour mandat la défense des enfants, leurs besoins futurs et d'étudier la politique sociale correspondante. Nous notons que dans son rapport sur la jeunesse, le Comité sénatorial demande la création de pareil comité pour défendre les intérêts des autochtones, et nous y souscrivons d'emblée. Toutefois, nous ne voyons dans l'arène



[Text]

**The Chairman:** Thank you. Mrs. Pearson, you wanted to add a few words, did you not?

**Mrs. Pearson:** Yes, Mr. Chairman. I wanted to tell the committee the reason we have come up with the idea of making this kind of proposal to you is that, like Mr. Ward, over the years I have been impressed with many of the things that have come out of the Senate, going back to Senator Croll's report on poverty. Many of these Senate studies and reports have had quite an impact on understanding and aiding the social fabric of the country.

After the time when I stopped being totally preoccupied with my own children and began to look outward a bit, which was approximately 10 or 12 years ago, I became involved in developing a preventive mental health program in the school system. At that time, I was aware of the kinds of issues that were occurring in families. I saw them almost as the disintegration of families, separation, mobility and the loss of the extended family, all those kinds of things. They all seemed to me to be of great importance and I felt that the school was a good place to start in attempting to do some work to help.

However, this is now 10 or 12 years down the line, and increasingly we at the council see that we are in the midst of a rather radical social revolution in this country and in western countries, generally. I am sure that someone has already mentioned the report that was recently released by Senator Moynihan in the states, and taking into account the fact that American trends are probably exaggerated as compared to ours, what is happening is something which I think is really very radical in the sense of the kind of disintegration to the social fabric that is happening from the point of view of children and their families. It is very grave and the implications 20 or 30 years from now are going to be very important. I feel it is often difficult for politicians in the House of Commons who must deal with the very immediate things to respond to something that is going to be there 30 years in the future, but I think you in the Senate are in a position to look a bit farther ahead.

The revolution will happen whether we do anything about it or not. The main thing is that we have an opportunity, I think, to manage it better and to have less loss along the way. Any of you who have daughters and sons who have just recently married, or any of you who have been looking at your grandchildren should be aware that the difference between my generation and the generation of my children is far greater than the difference between my generation and my mother's generation, and is it not ever going to reverse again. We are not going to come back to the kind of society that we had in the 1950s where families were more stable than they are now. At least, it was the case to a certain extent. Therefore the ratio of children being born into conditions of high risk is increasing as against the ratio of children being born into what we would call normal family situations, partly because those from the normal family backgrounds are choosing to have fewer children and partly from other social reasons. Also, the generations of these more risky environments are more rapid. For example, my

[Traduction]

politique personne qui se fasse le protecteur des faibles et des sans défense; nous demandons donc au Sénat d'ajouter ce rôle à ses nombreuses responsabilités.

**Le président:** Je vous remercie. Madame Pearson, vous désiriez ajouter quelques mots, n'est-ce pas?

**Mme Pearson:** Oui, monsieur le président. Je désirais dire au Comité que la raison pour laquelle nous avons eu l'idée de vous présenter ce genre de proposition, c'est que, comme M. Ward, j'ai été impressionnée au cours des années par les nombreux documents qui ont été rédigés par le Sénat, à commencer par le rapport du sénateur Croll sur la pauvreté. Bon nombre de ces études et rapports ont grandement contribué à comprendre et à renforcer la structure sociale du pays.

Lorsque j'ai cessé de m'occuper entièrement de mes propres enfants et commencé à élargir un peu mes horizons, il y a dix ou douze ans, j'ai participé à l'élaboration d'un programme préventif sur la santé mentale dans le système scolaire. A cette époque, j'étais au courant du genre de problèmes qu'affrontaient les familles. J'ai assisté à la désintégration, à la séparation, de familles et à la distinction de la famille élargie. Toutes ces choses me semblaient d'une extrême importance et j'estimais que l'école était l'endroit privilégié pour commencer à offrir mon aide.

Quoi qu'il en soit, nous voici dix ou douze ans plus tard et, au Conseil, nous constatons de plus en plus que nous sommes au beau milieu d'une révolution sociale assez radicale, dans le pays comme dans les pays occidentaux en général. Je suis certaine que quelqu'un a déjà mentionné le rapport récemment publié par le sénateur Moynihan, aux États-Unis, et compte tenu du fait que les tendances américaines sont probablement exagérées par rapport aux nôtres, j'estime néanmoins que nous assistons actuellement à une désintégration radicale de la structure sociale, du point de vue des enfants et de leur famille. Cette situation est extrêmement inquiétante et les répercussions en seront très graves dans vingt ou trente ans. Il est souvent difficile pour les politiciens de la Chambre des communes, qui doivent régler des problèmes urgents, de réagir à des événements qui se produiront dans trente ans, mais j'estime que vous, au Sénat, êtes en mesure de voir un peu plus loin.

La révolution viendra, quoi que nous fassions pour l'empêcher. L'important, c'est que nous avons la possibilité, à mon avis, d'en atténuer les conséquences et d'en sortir sans trop de dommages. Ceux d'entre vous qui ont des filles et des fils qui viennent de se marier, ou qui ont des petits-enfants, devraient se rendre compte que la différence entre ma génération et celle de mes enfants est beaucoup plus grande que la différence entre ma génération et celle de ma mère, et la tendance ne sera jamais inversée. Nous ne reviendrons pas au genre de société que nous connaissions dans les années 50, lorsque les familles étaient plus stables qu'aujourd'hui. Au moins, c'était habituellement le cas. Ainsi, la proportion d'enfants nés dans des conditions très difficiles augmentent par rapport à celle d'enfants nés dans ce que nous pourrions appeler des situations familiales normales, en partie parce que ceux qui viennent de familles normales décident d'avoir moins d'enfants et aussi, pour d'autres raisons sociales. En outre, l'écart entre ces générations provenant de milieux à plus haut risque devient plus grand.

## [Text]

daughters are 30, and 31. If they have children, it will not be for another year or two. In that time, there have been two generations from the mothers I am seeing in my school setting who are having babies at 16 and 17. This kind of demographic change, I think, is extremely important. The position of women and what we are calling the pamperization of women—and it can be transitory but, at the moment, is quite acute—is most acute, from our point of view, in this area of young mothers on welfare or in the area of younger women who are, for a variety of reasons, less well armed to bring up children properly. I feel that anyone who is paying attention to this in the universities and in the social policy area is really very concerned, and I think this would be an opportunity for the Senate to take this on in some way because the actual decision of what to do about it is a difficult one and needs all of the input that it can possibly get.

**The Chairman:** Thank you, Madam. Your presentation and your comments are very interesting. If I understand correctly, you are asking us to take a broader perspective and to look beyond the specifics of what is before us for the time being.

**Mrs. Pearson:** Yes.

**The Chairman:** I think that is very interesting and I am sure that the members of this committee will want to elaborate more on that. Senator Le Moyne?

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. A moment ago, Mr. Ward said that we have a universal program with less and less meaning. Could you elaborate a bit on the meaning of universality as you see it.

**Mr. Ward:** The comment is that we have preserved universality, but devalued its actual contribution to the family. In other words, we have preserved a principle with a less and less significant substance. I referred to the council's feeling about family allowance and why we believe it is important. We believe it is important because it is a symbol. In fact, it is the only symbol that we really have in Canadian society that says parents have a special contribution to make; one that is unique; one that we value. I think as much as anything, that is very special and Canadians are not unique in this kind of national statement, by any means.

We also feel that there is some benefit to those who need it and use it. We find it interesting that we have a program of \$2.4 billion and we cannot find any research done on how these moneys are dispensed. We have involved ourselves in discussions and, I suppose, speculation rather than research, but we think it would be a good idea to do some research and one place to start would be with the retailers. For example, ask a Zellers manager when he sells snowsuits and boots and he will tell you that he sells them the day after the family allowance cheques are issued. What we feel then is that we have within our family settings a transfer of resources that, while not perfect, does end up supporting the needs of children. We are well aware of the criticisms of people who have said that this money is spent in bars or is used by other persons but, in fact, our

## [Traduction]

Par exemple, mes filles ont 30 et 31 ans. Si elles décident d'avoir des enfants, ce ne sera pas avant un an ou deux. En même temps, il y a deux générations entre les mères que je vois à l'école et les enfants qu'elles ont eues à 16 et 17 ans. J'estime que ce genre de changement démographique est extrêmement important. Ce que nous appelons la paupérisation des femmes—phénomène qui peut être transitoire, mais qui est pour le moment extrêmement aigu—est le phénomène le plus aigu, à notre point de vue, chez les jeunes mères qui touchent des prestations de bien-être social ou chez les jeunes femmes qui, pour diverses raisons, sont moins bien préparées à élever convenablement des enfants. J'estime que quiconque s'intéresse à ce problème dans les universités et dans le secteur de la politique sociale est réellement très inquiet et que le Sénat serait en mesure d'apporter sa contribution, car il est très difficile de prendre une décision à cet égard et l'on aura besoin de toute l'aide possible.

**Le président:** Je vous remercie, madame. Votre exposé et vos observations sont très intéressants. Si je comprends bien, vous nous demandez d'examiner le problème dans un contexte plus vaste et d'aller au-delà de la question à l'étude.

**Mme Pearson:** C'est exact.

**Le président:** Je pense que cette proposition est très intéressante et je suis certain que les membres du Comité voudront étudier plus longuement le sujet. Sénateur Le Moyne?

**Le sénateur Le Moyne:** Je vous remercie, monsieur le président. Il y a un instant, M. Ward a déclaré que nous avons un programme universel de moins en moins significatif. Pouvez-vous nous expliquer plus longuement ce que vous entendez par «universalité»?

**M. Ward:** Ce que je voulais dire, c'est que nous avons préservé l'universalité, mais avons dévalorisé sa contribution réelle à la famille. En d'autres termes, nous avons préservé un principe dont la substance est de moins en moins importante. Je fais allusion au sentiment qu'a le Conseil au sujet des allocations familiales et à la raison pour laquelle nous estimons qu'elles sont importantes. Nous sommes d'avis qu'elles le sont parce qu'elles représentent un symbole. En fait, elles sont le seul symbole dans la société canadienne qui dit que les parents ont une contribution spéciale, exceptionnelle, à apporter, une contribution à laquelle nous attachons beaucoup d'importance. Je pense que cela est très important et que les Canadiens ne sont pas les seuls à penser de la sorte.

Nous estimons également que ceux qui en ont besoin et qui s'en servent savent en profiter. Nous sommes étonnés de voir que nous avons un programme de 2,4 milliards de dollars et que nous ne pouvons trouver aucun document indiquant la façon dont ces fonds sont répartis. Nous avons engagé des discussions et, je présume que nous avons fait des spéculations plutôt que des recherches, mais nous pensons qu'il serait utile d'effectuer des recherches, et un bon endroit par où commencer serait chez les détaillants. Par exemple, demandez à un directeur d'un magasin Zellers à quel moment il vend des combinaisons de neige et des bottes, et il vous répondra qu'il en vend le lendemain de la distribution des chèques d'allocations familiales. Nous estimons donc qu'au sein des familles se fait un transfert de ressources qui, bien qu'il ne soit pas parfait,



[Text]

sense is that somehow people allocate it to their children one way or another. If you are wealthy, you might put it in a bank for higher education, or send your child to summer camp. If you need that money desperately, you buy snowsuits. All of those things seem to be good things because somebody is saying, "Our children deserve our resources."

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. One more question please. A moment ago Madam Pearson mentioned the book of Senator Moynihan if I am not mistaken. Where he states 40 per cent of the poor are children—though they represent only 27 per cent of the population in the United States. What is the portion in Canada? Could you tell me?

**Mrs. Pearson:** Yes. We have a statistical analysis that Mr. Ward is just getting the correct figure from. We did a consultation with the federal government in October for which we prepared a background documentation on the status of the child in Canada.

**Mr. Ward:** I will find the figure in a moment. In fact, senator, we intend to leave several copies for the committee because we would like it reviewed. We think that the case is strong in terms of why you should have more of an effort with regard to children. In fact our interpretation is that on every single variable that you would apply, the only variable that shows a consistent upward trend is in disease prevention. We have done a good job in looking after the health of our children, but all of the other areas are static or not in very good shape.

**Senator Le Moyne:** Mr. Chairman, I do not want to delay the committee. Mr. Ward can give me the figure later on if he would like to.

**Mr. Ward:** Well, we have a heading for the number of children under 16 years of age living in poor families. In 1984 the figure is 21.3 per cent. That is a rise of 15 per cent from 1980.

**The Chairman:** The definition of "poverty" being?

**Mr. Ward:** This is from the income and distribution by size, 1983 Statistics Canada, so it is the Statistics Canada definition of "poverty level".

**The Chairman:** But the word "poverty"?

**Mr. Ward:** I would have to assess that. This was the Statistics Canada amount.

**Senator Marsden:** Perhaps Mr. Ward, you would like to have a copy of this article, as well, because it calls into question the Statistics Canada definition of "poverty" in an interesting sort of way. I would really like to ask you more questions however, if I may, about your proposal concerning the work of the Senate committee and what we might do.

[Traduction]

permet en fin de compte d'aider à répondre aux besoins des enfants. Nous sommes conscients des critiques qui ont dit que cet argent est dépensé dans les bars ou utilisé par d'autres, mais, en fait, nous croyons que les gens le réservent d'une façon ou d'une autre à leurs enfants. Si on est riche, on peut le déposer à la banque en vue des études supérieures des enfants, ou encore, envoyer l'enfant dans un camp d'été. Si on a désespérément besoin de cet argent, on achète des combinaisons de neige. Tout cela est bien, parce qu'on dit: «Nos enfants méritent nos ressources».

**Le sénateur Le Moyne:** Je vous remercie, monsieur le président. Permettez-moi de poser une autre question. Il y a un instant, Mme Pearson a mentionné l'ouvrage du sénateur Moynihan, si je me souviens bien, dans lequel il déclare que 40 p. 100 des pauvres sont des enfants—bien qu'ils ne représentent que 27 p. 100 de la population des États-Unis. Quelle est la proportion au Canada? Pouvez-vous me le dire?

**Mme Pearson:** Oui, nous avons une analyse statistique dont M. Ward est en train d'extraire le chiffre exact. En octobre, nous avons eu avec le gouvernement fédéral une consultation pour laquelle nous avons préparé un document d'information sur la situation des enfants au Canada.

**M. Ward:** Je le trouverai dans un instant. En fait, sénateur, nous nous proposons de laisser plusieurs exemplaires au Comité, car nous voudrions que vous l'examiniez. Nous pensons avoir des bonnes raisons de croire que vous devriez déployer plus d'efforts pour aider les enfants. En fait, nous sommes d'avis que sur toutes les variables qu'on applique, la seule qui montre constamment une tendance à la hausse est la prévention des maladies. Nous avons obtenu de bons résultats dans le domaine de la santé des enfants, mais tous les autres secteurs sont stagnants ou laissent à désirer.

**Le sénateur Le Moyne:** Monsieur le président, je ne veux pas retarder le Comité. M. Ward pourra me donner le chiffre plus tard s'il le désire.

**M. Ward:** Il y a ici une rubrique concernant le nombre d'enfants de moins de 16 ans qui vivent dans des familles pauvres. En 1984, la proportion était de 21,3 p. 100, soit une augmentation de 15 p. 100 depuis 1980.

**Le président:** Et quelle est la définition de «pauvreté»?

**M. Ward:** Ces renseignements sont tirés des données de Statistique Canada pour 1983 sur la répartition des revenus selon la taille des familles; il s'agit donc de la définition du «seuil de pauvreté» de cet organisme.

**Le président:** Mais qu'entend-on par «pauvreté»?

**M. Ward:** Je vais devoir étudier la question; nous avons ici les données de Statistique Canada.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur Ward, peut-être aimeriez-vous également avoir un double de cet article parce qu'il remet en question d'une façon intéressante la définition que donne Statistique Canada de la «pauvreté». Avec votre permission, j'aimerais vous poser d'autres questions sur votre proposition concernant les travaux du Comité sénatorial et les mesures que nous pourrions prendre.

## [Text]

You have talked about the changes in family, Mrs. Pearson, and of course, as you know probably better than I do, in terms of the history of the family, it has been the most resilient social institution. There has always been some form of family although the form has changed dramatically even in the recent past. I am sure you are correct in saying it will change again. The question is, what is the role of the state or government in support of that kind of change? I think that is the question that we have to confront which is different for us from what it was in the Elizabethan period or even in the 1950s.

Let me ask you which you think is the most important action that can be taken by a parliamentary committee of either house. Is it more important to look at the changing institutions available—the education system, child care system, welfare system—all of those institutions outside the family which attempt to cope with socialization of children, or to look at the law which governs the relationship between families, children, and the state? Or to look at the financial resources, as we are doing in the Family Allowance Bill—assuming that all of those are complex subjects and that one cannot focus on all of them. Really my question is, in terms of the CCCY's priorities, is it a question of the money that is available to resolve the problems or is it based on extra financial questions—the quality of peoples' relationships and so on?

**Mrs. Pearson:** In answer to that, I have a very pragmatic point of view. I like to think of how to make things work. Therefore I am a great supporter of looking at the changing role of institutions. I feel that money is important, but I think it needs to be strategically allocated in order to make it most useful. I know that recommendations with respect to education often become problematic at the federal level because of the federal-provincial division of power. On the other hand, I think leadership at the federal level is extremely important. I would say that all these three things are interconnected and you need to examine the whole package. I was the vice-chairman of the International Year of the Child. One of our central recommendations was some kind of "responsibility centre" within the federal government that looked at everything from the point of view of the child, because if you do not do it that way the child almost inevitable loses out. There are a lot of children who are taken advantage of by a great many other things that happen, but they are not the first source of benefit. I think that when our report was tabled in the house and sent to the Standing Committee on Health and Welfare, the committee came back and recommended this also and supported our recommendation for this "responsibility centre". We are still waiting for something of that sort.

I feel that the institutions need to be changed, including federal institutions, in order to give children the kind of priority

## [Traduction]

Madame Pearson, vous avez parlé des changements qu'a subis la famille et, bien sûr, vous en connaissez probablement plus que moi sur la question; sur le plan historique, on peut dire qu'il s'agit de l'institution sociale qui s'adapte le mieux aux changements. Le noyau familial a toujours existé, bien qu'il ait subi des transformations radicales, même ces dernières années. Et je suis d'accord avec vous quand vous dites que la famille subira encore d'autres transformations. Il faut se demander alors quel est le rôle de l'État ou du gouvernement face à ces changements. Je pense que c'est la question qu'il faut se poser, question qui est différente pour nous aujourd'hui comparée à l'époque d'Elizabeth 1ère ou même aux années 50.

Permettez-moi de vous demander ce qui, à votre avis, est la mesure la plus importante que peut prendre un comité de l'une ou l'autre des deux Chambres? Est-il plus important d'étudier les institutions actuelles en pleine évolution comme le système d'éducation, la garde des enfants, le système de bien-être social, celles-ci évoluant toutes en-dehors du noyau familial en tentant de s'adapter à la socialisation des enfants? Ou est-il préférable d'examiner les lois qui régissent les liens entre les familles, les enfants et l'État? Ou encore faut-il étudier les ressources financières, comme c'est le cas actuellement avec le projet de loi sur les allocations familiales, en supposant que ce sont là toutes des questions complexes et que l'on ne peut pas toutes les étudier en même temps? En réalité, en tenant compte des priorités du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, je me demande s'il faut examiner les crédits qui sont disponibles pour régler les problèmes ou se demander s'il s'agit de questions qui vont au-delà des questions d'ordre financier, soit la qualité des relations entre les personnes et ainsi de suite?

**Mme Pearson:** Je vais répondre à votre question de façon très pragmatique. Moi, ce que j'aime, c'est de savoir comment faire marcher les choses. Je suis donc absolument en faveur d'une étude sur le rôle changeant des institutions. J'estime que les questions financières sont importantes, mais je pense que les crédits doivent être attribués de façon stratégique pour en tirer le maximum. Je sais que des recommandations concernant l'éducation deviennent souvent problématiques au niveau fédéral en raison des compétences fédérales-provinciales en la matière. Par contre, je pense qu'il est extrêmement important que le gouvernement fédéral prenne la tête du peloton. À mon avis, il faut étudier ces trois éléments en considérant qu'ils sont interreliés tout comme il faut examiner la question dans son ensemble. J'ai été vice-présidente de l'Année internationale de l'enfant. L'une de nos principales recommandations consistait à créer un «centre de responsabilités» au sein du gouvernement fédéral, chargé d'étudier tout ce qui concerne l'enfant parce que, autrement, l'enfant est inévitablement perdant. On trouve beaucoup d'enfants exploités de bien des façons, mais ce ne sont pas la première source de bénéfices. Je pense que lorsque nous avons déposé notre rapport à la Chambre et qu'il a été renvoyé au Comité permanent de la santé et du bien-être social, celui-ci a également recommandé que soit établi le «centre de responsabilités» dont je viens de parler. Nous attendons toujours.

À mon avis, les institutions n'ont pas besoin d'être modifiées, y compris les institutions fédérales, afin d'accorder aux enfants



[Text]

that is necessary if you are looking at the future of your state. Children are your national resource. My daughter used to say, "Stop it, Mom. I am tired of being talked of as a national resource." But in fact, children are our most important resource and we need to figure out the best ways to invest in them.

**Senator Marsden:** Last evening we had testimony from Professor Bergitte Kitchen from York University, with whom you are probably familiar. She argued, with respect to the family allowance, that it was the most effective way of providing financial support to families because it was a focus on children rather than a focus on family. I could not quite gather from your earlier comments whether you would agree with her or not.

**Mrs. Pearson:** Yes, we agree with that. Mr. Ward was talking about the allowance going to the "care giver." Now, sometimes, of course, family allowance goes to the father. So it is the primary care giver—the person whom the child is the most dependent on.

**Senator Marsden:** But the child tax credit does as well.

**Mrs. Pearson:** Yes.

**Senator Marsden:** Her argument was that the family allowance, which was formed to give support directly to children, is different from a tax system such as the child tax credit or the exemption, which goes to the parent.

**Mrs. Pearson:** Yes, we agree with that.

**Senator Marsden:** You do.

**Mrs. Pearson:** That is why we wish to maintain the family allowance, because, as Mr. Ward says, it is a redistribution of money within the family for the child. Even amongst the welfare families, it comes with that focus on it. That is the child's money and it makes the people who receive it think—"Money for my child. What can I do for my child with that money?" It is and has been a very important gesture.

**Mr. Ward:** There has been a subtle shift in our appreciation of these programs. They are distinct and separable. The family allowance has nothing to do with the child tax credit. They were created for different purposes. Now what we have done in our hunt for money is to put things together that are very different in nature and to say, "Well, the bottom line looks more or less reasonable, therefore we have not done anything to these other things above it." Well that is just not the fact. They are very different programs and they must be assessed differently so as to justify lowering the family allowances, or de-indexing on account of raising the child tax credit. One could do that with defence and the child tax credit or the child tax exemption. They are different programs. That the child gets them is just one way that we have packaged them for financial convenience. I think it is very harmful, because we

[Traduction]

la priorité qui leur revient pour assurer l'avenir du pays. Les enfants sont notre ressource nationale. Ma fille me disait toujours: «Maman, je t'en prie, cesse de me raconter que nous sommes une ressource nationale». Mais en réalité, les enfants sont notre ressource la plus importante et nous devons trouver les meilleurs moyens d'investir en eux.

**Le sénateur Marsden:** Hier soir, nous avons entendu le témoignage de M<sup>me</sup> Bergitte Kitchen de l'Université York, que vous connaissez probablement. Elle a soutenu que les allocations familiales constituaient le moyen le plus efficace d'accorder une aide financière aux familles parce qu'ainsi, on met l'accent sur les enfants plutôt que sur la famille. D'après vos observations antérieures, je n'ai pas réussi à savoir si vous étiez d'accord avec elle ou non.

**Mme Pearson:** Oui, nous sommes d'accord. M. Ward a parlé d'accorder les allocations familiales au «responsable du soin des enfants». Aujourd'hui, je pense que les allocations familiales reviennent parfois au père. Donc, au principal responsable, c'est-à-dire à la personne de qui dépendent les enfants.

**Le sénateur Marsden:** Mais c'est également le but du crédit d'impôt pour enfants.

**Mme Pearson:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Mme Kitchen a soutenu que les allocations familiales, qui ont été créées pour venir en aide directement aux enfants, diffèrent d'un régime fiscal comme le crédit d'impôt pour enfants ou l'exemption pour enfants qui sont accordés aux parents.

**Mme Pearson:** Oui, nous sommes d'accord.

**Le sénateur Marsden:** Vous êtes d'accord.

**Mme Pearson:** C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que les allocations familiales soient maintenues, parce que comme l'a dit M. Ward, on procède ainsi à une redistribution de l'argent au sein de la famille pour les enfants, même parmi les familles bénéficiaires du bien-être social, parce que l'accent est mis précisément là-dessus. C'est de l'argent versé à l'intention des enfants et quand les gens le reçoivent, ils se disent «Ah, de l'argent pour mes enfants. Qu'est-ce que je peux faire pour eux avec cet argent?» Les allocations familiales ont toujours été très importantes.

**M. Ward:** Je pense que l'on voit un peu différemment ces programmes maintenant. On les considère comme des programmes distincts. Les allocations familiales n'ont rien à voir avec le crédit d'impôt pour enfants. Elles ont été créées pour servir à des fins différentes. Et aujourd'hui, nous avons mis ensemble des choses qui sont de nature différente en nous disant: «Eh bien, si tout compte fait, les choses paraissent plus ou moins raisonnable, donc nous n'avons rien amélioré.» Mais voilà, la réalité est tout autre. Il s'agit de programmes très différents qui doivent être évalués d'une autre façon pour justifier la baisse des allocations familiales ou la désindexation en prétendant qu'on va augmenter les crédits d'impôt pour enfants. On pourrait bien le faire pour venir à la défense du crédit d'impôt pour enfants ou de l'exemption pour enfants. Mais ce sont des choses différentes. Supposer que l'enfant en profitera n'est qu'une façon de regrouper les programmes qu'ils répon-

[Text]

are changing our programs into those that are welfare oriented. This is not the nature of the family allowance.

**Mrs. Pearson:** Family allowance is a developmental program. Child tax credit is a support program.

**Senator Marsden:** That is a very useful distinction. Thank you very much. Thank you Mr. Chairman.

**Senator Robertson:** I will just continue where Senator Marsden left off. You refer to the family allowance as being a symbol that we recognize and care about children. Having said that, we know as an historical fact that the poor have been getting poorer and the rich have been getting richer. I will not bore you with further details concerning that. We can all get the figures from the early 1960s where that gap, relatively speaking, has happened. I appreciate the differences between the child tax credit and family allowance, but I suppose what I am concerned about most of all are children living in poverty. I believe that has to be the most devastating force against any child, that is, to live in an environment of abject poverty as so many do.

We have universality in another program, the guaranteed income supplement for seniors, which has still not eradicated poverty. We have an old age security pension which recognizes the contribution of senior citizens to our country. Every senior citizen receives something from the state. We also recognize that seniors below a particular income range will automatically receive the guaranteed income supplement. I will readily admit that that has not eliminated poverty, but it may have alleviated it somewhat, although 42 per cent of our seniors still live in poverty.

I work with seniors a lot and I do not sense that they feel they are living in poverty because of the receipt of the GIS. This program has been implemented in such a way that it is acceptable.

If the child tax credit went under another name; if it were attached every month to the family allowance; and if it were a meaningful amount, what effect do you think that would have? I am fully aware that some people may prefer to receive a larger cheque once or twice a year in order to buy larger items. What would be your opinion if the child tax credit, under some other name, were issued every month to the 30 per cent or 40 per cent who earn lower incomes? I realize the program may have to be modified as we go along.

Over the years, I have found that people are amazed about technological changes, but I am of the view that social changes occur even faster than technological changes, but because we are always mopping up the changes are not so obvious.

**Mrs. Pearson:** I agree with you.

[Traduction]

dent à des objectifs financiers. Je crois que c'est très malheureux parce que nous faisons de ces programmes des programmes de «bien-être social». Et les allocations familiales n'ont pas été créées à cette fin.

**Mme Pearson:** Les allocations familiales sont un programme visant le développement des enfants, alors que le crédit d'impôt pour enfants est un programme d'aide aux parents.

**Le sénateur Marsden:** C'est là une distinction très utile. Merci beaucoup. Merci, monsieur le président.

**Le sénateur Robertson:** Merci, monsieur le président. Je vais continuer là où la sénatrice Marsden s'est arrêtée. Vous dites que les allocations familiales sont un signe que nous reconnaissons la valeur des enfants et que nous nous en occupons. Cela dit, nous savons que d'année en année, les pauvres deviennent plus pauvres et les riches s'enrichissent davantage. Je ne vais pas vous ennuyer avec d'autres détails à ce sujet. On peut obtenir toutes les données établies à partir du début des années 60 qui montrent que cet écart, relativement parlant, existe. Je reconnais qu'il y a des différences entre le crédit d'impôt pour enfants et les allocations familiales, mais ce qui me préoccupe le plus, ce sont les enfants qui vivent dans la pauvreté. Je crois que le fait de vivre dans un milieu de pauvreté abjecte comme c'est le cas de nombreux enfants, est l'élément le plus dévastateur qui puisse s'abattre sur les enfants.

Nous avons un autre programme universel, le supplément de revenu garanti pour les personnes âgées, qui n'a pas encore permis d'éliminer la pauvreté. Le gouvernement verse la pension de sécurité de la vieillesse en reconnaissance de la contribution des personnes âgées à notre pays. Chaque personne âgée reçoit quelque chose de l'État. Nous savons également que les vieillards dont le revenu se situe en-deçà d'un niveau précis reçoivent automatiquement le supplément de revenu garanti. Je reconnais immédiatement que ces mesures n'ont pas éliminé la pauvreté, bien qu'elles aient permis de l'atténuer; pourtant 42 p. 100 de nos personnes âgées vivent toujours dans la pauvreté.

Je travaille beaucoup avec les personnes âgées et je ne crois pas qu'elles estiment vivre dans la pauvreté parce qu'elles touchent le supplément de revenu garanti. Ce programme a été conçu de façon à ce qu'il soit acceptable.

Si le crédit d'impôt pour enfants changeait de nom, s'il était joint tous les mois au chèque d'allocations familiales, et s'il était assez élevé, quels effets cela aurait-il, à notre avis? Je sais très bien que certaines personnes préféreraient recevoir un plus gros chèque une ou deux fois par année pour acheter des articles coûteux. A votre avis, que se passerait-il si le crédit d'impôt pour enfants, que l'on désignerait sous un autre nom, était versé tous les mois aux 30 à 40 p. 100 d'économiquement faibles? Je reconnais également que le programme devrait être modifié en conséquence.

Avec les années, j'ai constaté que les gens sont surpris par les changements technologiques, mais je pense que les changements sociaux se produisent bien plus rapidement parce que l'on est toujours en train d'adopter des mesures «correctrices» et que les changements ne sont pas si évidents.

**Mme Pearson:** Je suis d'accord avec vous.



[Text]

**Senator Robertson:** Do you think it would be helpful for children in need who are living in families, including the working poor, if we developed a model of the sort of which I am speaking? I acknowledge that that was the original intent of the child tax credit but, as you have said, we are talking about apples and oranges. As Canadians, we have to address poverty. Do you suppose we could develop something like that?

**Mrs. Pearson:** We have always felt skeptical about the child tax credit only being of benefit once a year. It will now benefit families twice a year, and we think that is a step in the right direction. Our observations have indicated that it is better for people to be able to rely on a certain amount of money per month than to receive a lump sum. A lump sum payment is not always used towards major expenditures.

I have no problem with what you are suggesting. I see it as, simply, a different way of organizing and naming the two benefits.

**Mr. Ward:** The only problem with your suggestion is the fact that the trend is to diminish the resources that go toward any programs dealing with children.

The more our young people in poverty become the responsibility of persons other than their parents, the more the government becomes part of their support system; and the government has a conflict of interest currently because we have a national common goal of reducing the deficit. We have a very small voice in this important goal to support future generations.

**Senator Robertson:** You and I know why that is, and that is because government, traditionally, has never had a policy on children or families.

**Mr. Ward:** That is correct.

**Senator Robertson:** To me, a cheque is not a program; the only thing you can do with a cheque is either diminish a problem or increase it. At the same time, if we move in the direction I have suggested, we must be careful because money will not solve everything. You cannot buy your way out of some of the problems you face on a regular basis. Therefore, we must also ensure that money is available for programs.

**Mr. Ward:** I think you have just suggested the agenda for at least six or seven meetings of this committee.

Two weeks ago, we did a review. In the last seven months, the council has been in direct contact with 19 different departments concerning children's issues, most of whom do not recognize that they have some responsibility for children.

**Senator Robertson:** I am sure you have also addressed your mind to the frustration that would result if the federal government were to increase payments and then provincial governments reduced their benefits.

**Senator Marchand:** I will not take too much of your time, because the questions I have are, perhaps, more relevant to your organization than they are to Bill C-70.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Croyez-vous que si nous élaborions un modèle du genre dont je viens de parler, cela serait utile pour les enfants de familles nécessiteuses, y compris d'ouvriers pauvres? Je reconnais que c'était là le but premier du crédit d'impôt pour enfants, mais, comme vous l'avez dit, nous comparons ici des choses sans rapport entre elles. Les Canadiens doivent s'occuper de la pauvreté. Croyez-vous que l'on pourrait élaborer un programme de ce genre?

**Mme Pearson:** Nous nous sommes toujours interrogés sur les bienfaits du crédit d'impôt pour enfants versé une fois par année. A partir de maintenant, les familles en bénéficieront deux fois par an et nous pensons que cela est un pas dans la bonne direction. Nous avons souligné qu'il était préférable que les gens puissent compter sur une certaine somme tous les mois plutôt que de recevoir une somme globale qui n'est pas toujours utilisée pour faire des dépenses importantes.

Je n'ai aucune objection aux modalités que vous proposez. Je pense que c'est simplement une façon différente de structurer et de désigner les deux programmes.

**M. Ward:** Le seul problème que je vois, c'est la tendance à diminuer les ressources attribuées aux programmes pour les enfants.

Plus les jeunes pauvres deviendront la responsabilité d'autres personnes que leurs parents, plus ils seront à la charge du gouvernement; et le gouvernement est en situation de conflit d'intérêts actuellement parce qu'il s'est fixé un but, à savoir réduire le déficit. Nous avons bien peu de poids dans la balance, c'est-à-dire pour les mesures préconisées pour venir en aide aux générations futures.

**Le sénateur Robertson:** Nous savons très bien tous les deux pourquoi il en est ainsi, c'est parce que le gouvernement n'a jamais adopté de politique sur les enfants ou sur la famille.

**M. Ward:** C'est exact.

**Le sénateur Robertson:** Pour moi, un chèque, ce n'est pas un programme; la seule chose qu'on peut faire avec un chèque, c'est d'atténuer ou d'aggraver un problème. De même, si nous adoptons la mesure que j'ai proposée, nous devons être prudents parce que l'argent ne va pas régler tous les problèmes auxquels vous faites face régulièrement. Par conséquent, nous devons nous assurer que les programmes seront assortis des crédits nécessaires.

**M. Ward:** Je pense que vous venez tout juste d'établir l'ordre du jour d'au moins six ou sept séances du Comité.

Il y a deux semaines, nous avons fait une étude. Au cours des sept derniers mois, le Conseil a été en contact direct avec 19 ministères différents concernant les questions touchant les enfants, et la plupart d'entre eux n'ont pas reconnu qu'il leur incombait de responsabilités à cet égard.

**Le sénateur Robertson:** Je suis sûre aussi que vous vous êtes intéressés aux frustrations des gens si le gouvernement fédéral augmentait ses versements et que les gouvernements provinciaux les diminuaient.

**Le sénateur Marchand:** Je ne vais pas prendre trop de votre temps parce que les questions que je veux poser se rapportent

[Text]

Many of us are rather concerned, as so many of the organizations which have appeared before this committee are, about the direction that is being taken with Bill C-70. As we hear from witnesses, the importance of the family allowance to families is reaffirmed.

I would refer to Mrs. Pearson's recollections of her children and the way things have changed over different generations. I, too, have some recollections of receiving family allowance for a few years on my home reservation. It made a world of difference to us in an area where there was no kind of social program to support any of the things we were doing. Thinking of the poverty we faced—not only Indians but all Canadians—in the hungry thirties, when there was no kind of support system in place, one realizes the difference family allowances made. They came in as a support for children and for families.

I was interested in your reference to material on natives. Perhaps I could review that for a moment with you. I was aware that there was a tremendous amount of material available in the records and proceedings of joint committees, going back many years. I was also interested in the staffing of your organization and in the things that it does. As you may be aware, the Senate Committee on Youth recommended the formation of a national native youth institute. I was pleased to see that you endorse a recommendation of a Senate committee. Do you have any further comments to make in that regard?

**Mr. Ward:** Senator, we are aware of the influence you had on your colleagues and of your insight in the development of your report. I think that it is a commendable review of our native people. In 1979 we wrote a book called "Admittance Restricted". It was a study of the status of children in Canada. It remains the only overall status report to date, I believe. Like the Senate Committee on Youth, we found that to talk about our young people without a specific focus on our native communities and native young people is to avoid one of the most pressing constituencies and issues we face. Following upon that, we began to think of writing a book for high school students that would talk about our native communities in a new way. We hired the well known writer and film producer Boyce Richardson, who supplied us with an excellent manuscript in four volumes dealing with four major issues. He researched the work of the Senate committees during the period after the time of Louis Riel up to, perhaps, the early 1950s. During that time, no one else in Canada—neither the media nor the House of Commons—conducted such hearings. It was the Senate which kept calling upon the chiefs to describe what was going on. The Senate continued issuing reports that nobody read.

The history of our native people between the time of Louis Riel and the early 1950s is really contained in the Senate records. If we were to examine a history book in Canada that

[Traduction]

peut-être davantage à votre organisme qu'au projet de loi C-70.

Nombre d'entre nous ici sont plutôt inquiets, comme beaucoup d'organismes qui ont comparu devant le Comité, au sujet de l'orientation du projet de loi C-70. Comme les témoins l'ont dit, l'importance des allocations familiales pour les familles est de nouveau reconnue.

Cela me reporte aux souvenirs de Mme Pearson à propos de ses enfants et de la façon dont les choses ont changé au cours des générations. Moi aussi, je me souviens d'avoir reçu les allocations familiales pendant quelques années dans ma réserve. Elles faisaient toute une différence pour nous, dans une région qui ne profitait d'aucun type de programme social pour nous venir en aide. Si vous songez à la pauvreté à laquelle nous faisons face, non seulement les Indiens, mais tous les Canadiens, au cours des difficiles années trente, alors qu'il n'y avait aucun système pour nous venir en aide, on se rend compte de la différence qu'ont fait les allocations familiales. Elles ont été adoptées pour venir en aide aux enfants et aux familles.

J'ai été intéressé par les documents sur les autochtones dont vous avez parlé. Peut-être pourrais-je en discuter avec vous un moment. Je savais qu'il y avait beaucoup de documentation disponible dans les comptes rendus et les délibérations des comités mixtes d'il y a bien des années. J'ai été aussi content de voir en quoi consistaient vos effectifs et ce qu'il font. Comme vous devez le savoir, le Comité sénatorial sur la jeunesse a recommandé la création d'un institut national des jeunes autochtones. J'ai été heureux de voir que vous adoptiez une recommandation du Comité sénatorial. Avez-vous des observations à faire à ce sujet?

**M. Ward:** Sénatrice, nous sommes conscients de l'influence que vous avez eue sur vos collègues et du suivi de votre rapport. Je pense que le document était une étude remarquable sur nos autochtones. En 1979, nous avons rédigé un document intitulé en anglais *Admittance Restricted*. Il s'agissait d'une étude sur la situation des enfants au Canada. Elle demeure le seul rapport global sur la question à ce jour, je pense. A l'instar du Comité sénatorial sur la jeunesse, nous avons constaté que le fait de parler de nos jeunes sans mettre l'accent sur les communautés et les jeunes autochtones, c'est d'éviter l'une des questions les plus pressantes auxquelles nous faisons face. Après cela, nous avons commencé à songer à écrire un livre pour les élèves des écoles secondaires sur les collectivités autochtones, mais sous un autre angle. Nous avons engagé l'écrivain et cinéaste bien connu Boyce Richardson, qui nous a remis un excellent manuscrit en quatre volumes qui porte sur quatre grandes questions. Il a effectué des recherches sur les travaux des comités sénatoriaux de la période après Riel jusque, peut-être, au début des années 50. A cette époque-là, personne d'autre au Canada, ni les médias ni la Chambre des communes, n'a mené de telles enquêtes. C'est le Sénat qui a constamment demandé aux chefs autochtones de lui décrire leur situation. Le Sénat a continué de publier des rapports que personne n'a lus.

L'histoire de nos chefs autochtones de la période Louis Riel au début des années 50 se trouve réellement dans les dossiers du Sénat. Si nous devons examiner un manuel d'histoire du



*[Text]*

our young people are studying, we would not find very much pertaining to that period. I think that we would find unflattering and totally misleading information. In reality, those chiefs had a strong integrity and were speaking valiantly for their people. They, with the support of the Senate, appeared before the Queen to present their positions.

We have not reviewed it in detail, but the Native Leadership Training Institute we would support. I am sure that my board would say that we would participate in any way that we possibly could.

**Senator Marchand:** That is great. Mr. Chairman, I have one short comment to make. Some money has recently been received from Madame Champagne's department for the purpose of doing some more basic organization and those concerned have reached a fairly serious stage, in terms of designing what the institute would look like. This is where we could, perhaps, get together and share some experiences. I have some ideas and they have some ideas and it is tough to know where to go from there. I always counsel that we not try to re-invent the wheel. It is my view that we should take advantage of the experiences that have gone on before. There are many interesting things going on in the Indian community today. Some of those people, the writers or scholars, if you will, maintain that important cultural changes within our community have been going on since about 1960, resulting in a stronger assertion of ourselves and a greater recognition. This institute, however, we are hoping to design in a manner that would be extremely useful for the present and future generations. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Senator Marchand. Since no other senators wish to ask questions, on behalf of the committee I thank our witnesses for coming. Personally, I have been much interested in their suggestions, which seem to be in line with the role that the Senate has played over the years.

**Mr. Ward:** We will leave with the committee, Mr. Chairman, our annual report and the statistical review we did on children.

**The Chairman:** Thank you.

I am pleased to welcome to this committee representatives of the Canadian Teachers' Federation. I will ask them to introduce themselves, since that is the best way to ensure that it is done properly.

**Mr. Frank Garrity, President, Canadian Teachers' Federation:** Mr. Chairman, honourable senators, I am Frank Garrity, President of the Canadian Teachers' Federation. Seated to my left is Heather-Jane Robertson, who is the Director of Professional Development Services for the Canadian Teachers' Federation. Seated to my right is Dr. Stirling McDowell, who is the Secretary General of the Canadian Teachers' Federation. Both Heather-Jane Robertson and I will make the presentation this morning. We are all prepared to answer any questions as we proceed.

First I want to say that we appreciate the opportunity provided by this committee to express the views of the Canadian Teachers' Federation. The Canadian Teachers' Federation is

*[Traduction]*

Canada dont nos jeunes se servent actuellement, nous ne trouverions pas grand-chose sur cette période. Je pense que nous y trouverions aussi des renseignements peu flatteurs et tout à fait erronés. En réalité, ces chefs indiens étaient tout à fait intègres et défendaient vaillamment leur peuple. Avec l'appui du Sénat, ils ont comparu devant la Reine pour lui faire part de leurs doléances.

Nous n'avons pas examiné la question en détail, mais nous favorisons la création de l'Institut de formation des leaders autochtones. Je suis sûr que le conseil d'administration sera d'accord pour que nous y participions le plus possible.

**Le sénateur Marchand:** Bravo! Monsieur le président, j'ai une courte observation à faire. Des crédits ont été fournis récemment par le Ministère de Mme Champagne pour procéder à une organisation plus structurée et les personnes visées se demandent sérieusement quelle forme devrait prendre l'Institut. C'est peut-être là pour nous l'occasion de nous réunir et de partager nos expériences. J'ai des idées et eux aussi en ont, mais il est difficile de savoir d'où on part. J'ai toujours pensé qu'il ne faut pas essayer de réinventer la roue. J'estime qu'il faut profiter des expériences antérieures. Il se fait beaucoup de choses intéressantes dans la collectivité autochtone aujourd'hui. Certains d'entre eux, les écrivains ou les gens cultivés, si l'on veut, maintiennent que notre société a connu dans le domaine culturel des changements importants depuis 1960 environ et que nous sommes maintenant mieux armés pour affirmer et faire reconnaître notre identité propre. Cependant, nous voudrions que cet institut soit utile non seulement pour les générations actuelles, mais pour celles qui suivront. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, sénateur Marchand. Puisque les sénateurs n'ont pas d'autres questions, je remercie nos témoins au nom du Comité. Personnellement, j'ai trouvé leurs suggestions fort intéressantes; elles semblent conformes au rôle que le Sénat joue depuis bien des années.

**M. Ward:** Monsieur le président, nous laissons au Comité notre rapport annuel et notre étude statistique sur les enfants.

**Le président:** Merci.

J'ai maintenant le plaisir d'accueillir, au nom du Comité, des représentants de la Fédération canadienne des enseignants, à qui je demanderais de se présenter puisque c'est la meilleure façon d'être certain que cela sera bien fait.

**M. Frank Garrity, président de la Fédération canadienne des enseignants:** Monsieur le président, honorables sénateurs, je suis Frank Garrity, président de la Fédération canadienne des enseignants. Mme Heather-Jane Robertson, ma gauche, est directrice des services de perfectionnement professionnel de la Fédération, et M. Stirling McDowell, à ma droite, est notre secrétaire général. Mme Robertson et moi-même ferons un exposé ce matin, mais nous sommes tous les trois prêts à répondre à vos questions au fur et à mesure.

Je voudrais d'abord remercier le Comité d'avoir bien voulu inviter la Fédération canadienne des enseignants à comparaître devant lui. La Fédération se compose de 14 organisations

[Text]

comprised of the 14 member teacher organizations from across the country, representing over 225,000 teachers in the publicly supported education system of the country. We are the voice of teachers at the national and international level—the voice of teachers whenever action is taken or contemplated that will affect education, children and teachers in the general sense. That is our basic objective. We can state without hesitation that each and every one of those 225,000 teachers is concerned about the well-being of the students in his or her classroom, and that every teacher knows that their students' well-being is critically affected by each family's economic circumstance.

We encounter daily in the classroom the problems faced by children and their families—in recent years increasing problems of social dislocation accentuated by recession and high levels of unemployment.

Teachers also believe that Canadian children deserve to be considered as a social priority rather than as targets for reduced public expenditures. Our children deserve the heritage of a country committed to valuing children, supporting families, and assuming social responsibility. The proposals contained in Bill C-70, particularly when they are considered along with other anticipated changes to the children's benefits system, give us reason to believe that the government is willing to forgo its long-term responsibility to gain an apparent short-term advantage. As professionals committed to working with children, teachers strongly resent this erosion of one of the fundamental elements of Canadian children's economic well-being. We also take issue with the implicit devaluing of children and their welfare that the enactment of Bill C-70 would represent. We urge your committee to advance this perspective and use its influence to guide more enlightened social policy.

Our opposition to Bill C-70 arises from the following facts and observations: First, the proposed de-indexation of family allowance benefits will effect disproportionately greater hardship on lower and middle income Canadians. Today more than 20 per cent or 1.2 million Canadian children grow up in poverty. Since families with children tend to be in the lower income ranges, they are already most vulnerable to economic recession, unemployment and disproportionate levels of taxation. To further burden poor children, while allowing the rich to avoid taxation through RRSP investments and to take clear profit on capital gains, we believe is unconscionable in a society which claims to value social justice.

It has been estimated that by 1990, 75 per cent of the proposed savings on government expenditure arising from the implementation of de-indexation will be gleaned from families with below average aggregate family incomes. Unlike most other taxation schemes, the present system of family allowances is relatively effective in transferring income from wealthier to poorer families, since the benefit is taxable. To reduce the amount transferred is thus to reduce the progressivity of the tax system itself.

[Traduction]

membres de tout le pays, qui représentent plus de 225 000 enseignants du système scolaire public du Canada. Nous nous faisons les porte-parole des enseignants, aux niveaux national et international, chaque fois que l'on prend ou que l'on envisage des mesures susceptibles de toucher l'éducation, les enfants et les enseignants de façon générale. C'est là notre objectif fondamental. Nous pouvons affirmer sans hésitation que chacun de ces 225 000 enseignants se préoccupe du bien-être des étudiants de sa classe et sait que la situation économique des familles influe considérablement sur ce bien-être.

Nous constatons chaque jour dans nos classes les problèmes auxquels doivent faire face les enfants et leur famille; au cours des dernières années, nous avons observé de plus en plus de problèmes de dislocation sociale, accentués par la récession et le fort taux de chômage.

Les enseignants estiment que les enfants du Canada méritent de se voir accorder la priorité dans les programmes sociaux, plutôt que de servir de cibles pour les réductions des dépenses publiques. Ils méritent que notre pays continue à leur accorder de l'importance, à appuyer leur famille et à assumer ses responsabilités sociales, comme il l'a toujours fait. Or, les propositions contenues dans le projet de loi C-70, compte tenu particulièrement d'autres changements prévus dans les programmes de prestations et d'avantages fiscaux pour les enfants, nous font craindre que le gouvernement ne soit prêt à sacrifier ses responsabilités à long terme à un gain apparent à court terme. A titre de professionnels qui se dévouent pour les enfants, les enseignants sont extrêmement préoccupés de voir ainsi miné l'un des éléments fondamentaux du bien-être économique des enfants du pays. Nous nous opposons également au fait que le projet de loi C-70, s'il était adopté, minimiserait implicitement l'importance des enfants et de leur bien-être. Nous demandons donc instamment à votre Comité de faire valoir ce point de vue et d'user de son influence pour faire adopter une politique sociale plus éclairée.

Notre opposition au projet de loi C-70 découle de diverses observations. Tout d'abord, la désindexation proposée des allocations familiales touchera surtout les Canadiens à revenu faible ou moyen. Aujourd'hui, plus de 20 p. 100 des enfants canadiens, soit 1,2 million, grandissent dans la pauvreté. Comme les ménages avec enfants ont en général les revenus les plus bas, ils sont déjà très vulnérables à la récession économique, au chômage et aux impôts élevés. Dans une société qui prétend tenir à la justice sociale, il est immoral selon nous d'imposer un fardeau plus lourd aux enfants pauvres, tout en permettant aux riches d'échapper aux impôts en investissant dans des REER et en tirant profit de leurs gains en capital.

On estime que d'ici 1990, la réduction des dépenses gouvernementales que devrait permettre la désindexation sera assumée à 75 p. 100 par les familles dont le revenu total est de beaucoup inférieur à la moyenne. Contrairement à d'autres modes d'imposition, le système actuel des allocations familiales est relativement efficace pour transférer une partie des revenus des familles riches aux familles pauvres, puisque ces allocations sont imposables. En réduisant le montant transféré, on réduirait donc la progressivité du système fiscal lui-même.



## [Text]

**Ms. Heather-Jane Robertson, Director, Professional Development Services, Canadian Teachers' Federation:** De-indexation of family allowances violates the principle of universality. We have come to define "universality" as not simply broad access. Universality is meaningless unless the access is to something of value—real and continuing value. Failure to maintain true universality of this key social program to us is not just evidence of a broken campaign promise; it represents a fundamental violation of one of the principles of our society, a principle repeatedly validated by both the Canadian public and its leadership.

For example, in 1985 the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs re-affirmed basic principles to guide government actions on child benefits. These guidelines stressed that universality, progressivity of benefits, and adequacy of support must characterize such programs. Bill C-70 obviously fails to meet any of these criteria.

To justify such a departure from fundamental guidelines would require a cogent and compelling argument of economic distress. We have not yet been offered such an argument for placing further pressure on a program which now represents only 2 per cent of GNP, a figure which has already declined from the 7 per cent it required when family allowances were introduced.

Since we were assured by Mr. Epp, in the blue paper on child and elderly benefits, that "any savings which may result from reorganization of children's benefits will not be applied to a reduction of the deficit," we can thus dismiss the argument that this program is being trimmed to pay the national debt. By inference, then, we can only assume that it is the principle of universality itself that is threatened by Bill C-70. This lack of justification, I might add—this lack of defence for reducing or de-indexing family allowance benefits—makes it a rather difficult proposal to challenge. In fact, no argument has been put forward as to why it should be done; simply that it will be done. We have some explanations as to why it is not being done, but none in the sense that supports the argument.

We consider this action to constitute a serious threat to our social system. To maintain public support for any social program, the principle of universality must be upheld. Universality legitimizes social spending, avoids stigmatization of certain sectors, and, most importantly, keeps questions about such programs of consequence to all citizens. Universality also speaks to matters of public values and priorities. In the case of family allowances, it attests to our belief that raising healthy children is a social objective of public consequence. To countenance such an erosion of universality is to display public lack of interest in the welfare of children.

The devaluation of family allowance benefits weakens women's economic independence. Diminution of public ser-

## [Traduction]

**Mme Heather-Jane Robertson, directrice des services de perfectionnement professionnel, Fédération canadienne des enseignants:** La désindexation des allocations familiales contrevient directement au principe de l'universalité, qui englobe beaucoup plus que l'accès général à certains avantages. L'universalité ne veut rien dire si elle n'assure pas l'accès à des avantages ayant une valeur réelle et continue. En supprimant la véritable universalité de ce programme social primordial, le gouvernement ne fait pas que manquer à une promesse électorale; il viole un des principes fondamentaux de notre société, un principe reconnu à maintes reprises par la population canadienne et par ses dirigeants.

Par exemple, en 1985, le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales réaffirmait les grands principes qui devaient régir l'action gouvernementale dans le domaine des prestations et des avantages fiscaux pour les enfants. Dans ces directives, le Comité soulignait que l'universalité, la progressivité des prestations et l'octroi d'un soutien suffisant constituaient des éléments essentiels des programmes. Or, le projet de loi C-70 ne répond de toute évidence à aucun de ces critères.

Seules des difficultés économiques majeures pourraient justifier l'abandon de ces directives fondamentales. Or, il ne nous a pas encore été présenté d'argument qui justifierait de nouvelles réductions dans un programme auquel on ne consacre actuellement que 2 p. 100 du PNB, ce qui constitue déjà une baisse par rapport aux 7 p. 100 qu'on réservait initialement au programme des allocations familiales.

Étant donné que M. Epp nous a garanti, dans son livre bleu sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, qu'«aucune économie réalisée par suite de la modification des programmes (de prestations et d'avantages fiscaux pour les enfants) ne servira à réduire le déficit», nous pouvons éliminer la possibilité que le gouvernement sabre dans ces programmes pour rembourser la dette nationale. Il faut donc déduire que c'est le principe de l'universalité lui-même qui est mis en jeu dans le projet de loi C-70. J'ajouterais que, comme rien ne semble justifier la réduction ou la désindexation des allocations familiales, il est très difficile de répondre à cette proposition. En fait, on n'a jamais dit pourquoi cette mesure était nécessaire; on s'est contenté d'affirmer qu'elle serait appliquée. Nous avons certains arguments pour expliquer pourquoi cela ne devrait pas se faire.

Nous considérons que cette mesure met en danger tout notre système social. Pour que la population continue d'appuyer les programmes sociaux, il faut conserver le principe de l'universalité, qui justifie les dépenses sociales, évite de stigmatiser certains secteurs et, surtout, implique tous les citoyens dans les débats sur ces programmes. L'universalité reflète également les valeurs et les priorités de la population. Dans le cas des allocations familiales, elle atteste notre conviction que la santé de nos enfants est un objectif social important pour toute la population. Tolérer cette érosion du principe de l'universalité revient à montrer qu'on se préoccupe peu du bien-être des enfants du pays.

La dévaluation des allocations familiales affaiblit par ailleurs l'indépendance économique des femmes. La diminution

## [Text]

vices and benefits disproportionately affects women's economic status. Economic instability threatens women's livelihood as service-sector providers, and, of course, the primary beneficiaries of service-sector benefits.

Between 1981 and 1983 the poverty rate of Canadian families headed by males under the age of 65 increased from 8 per cent to 11 per cent—a serious increase—but during the same period, the poverty rate of female-headed families rose from 40 per cent to 51 per cent. Looking at those figures, and considering further devaluing the income allocated to women—women who are heads of households, to an increasing extent—is very serious. Since their incomes are typically low, few women derive benefits from tax advantages designed for above-average income earners.

Much has been made of the apparent irony of the wealthy man receiving family allowance benefits, which he complains he does not need. Perhaps the true irony is that it is his wife, and not he, who is the beneficiary of the allowance—and her opinion is not heard. For many married women, whether their husbands are rich or poor, the family allowance is their only separate source of income—a cheque in the name of the woman in the family.

The family allowance legitimizes woman's role as provider for her children. Whether or not it is a crucial factor in obtaining food and clothing for a woman's children, it has become a dependable benefit which, meagre though it may be, offers each mother a source of income separate from her husband's generosity, her employment status or her marital state. In times of family crises, few women compute their options without including that small monthly sum in their calculations. We do not know how many women have been able to make life choices which have benefited themselves and their children because of that stable, predictable amount. To erode the value of the family allowance is to impugn its necessity and to discredit the right of women to incomes separate from that of their spouse.

For those women who are privileged to earn 59 cents, on average, to each \$1 earned by men, the allowance is most often allocated for child care expenses, which, on average, have now reached \$250 per month per child—an expense which is most often considered a cost associated with mother's rather than father's employment, and thus usually paid from her salary.

Surely the increasing employment trend of women with young children entering or returning to the work force, given the low pay and instability of these jobs, cannot be seen as justification for decreasing the real value of the family allowance benefits—which, of course, is the cumulative net effect of de-indexation. An additional net effect, however, requires more honest attention, and that effect is the devaluing of women's and children's welfare. De-indexation is not about six cents a day. The comment was made during the parliamentary committee hearings in the House of Commons that "after all, it

## [Traduction]

des services publics et des avantages des programmes sociaux influe en effet considérablement sur la situation économique de ces dernières. L'instabilité économique menace les moyens de subsistance des femmes, qui travaillent souvent dans le secteur des services et, qui bien sûr, sont les principales bénéficiaires de ces services.

Entre 1981 et 1983, le pourcentage des familles canadiennes pauvres dont le chef était un homme de moins de 65 ans est passé de 8 à 11 p. 100; il s'agit certes d'une augmentation importante, mais, au cours de la même période, ce pourcentage est passé de 40 à 51 p. 100 pour les familles dont le chef était une femme. Compte tenu de ces chiffres, il est très grave que le gouvernement songe à réduire encore davantage les revenus des femmes, qui sont de plus en plus souvent chefs de famille. En outre, puisque ces revenus sont en général modestes, peu de femmes profitent des avantages fiscaux mais en place pour les femmes contributables dont les revenus sont supérieurs à la moyenne.

On a beaucoup parlé de l'apparente ironie du fait que des hommes riches reçoivent des allocations familiales dont ils n'ont que faire. La véritable ironie dans cette affaire, c'est que c'est leur femme, et non eux, qui est la bénéficiaire de ces prestations, et pourtant, ces Canadiennes ne font jamais valoir leur opinion. Pour bon nombre de femmes mariées, que le mari soit riche ou pauvre, les allocations familiales constituent la seule source personnelle de revenu, le chèque étant libellé au nom de la mère de famille.

Le système des allocations familiales reconnaît que les femmes sont responsables du soutien de leurs enfants. Qu'elles constituent ou non un facteur crucial pour nourrir et vêtir les enfants, ces prestations stables, bien que peu élevées, assurent à chaque mère une source de revenu indépendamment de la générosité de son mari, ou de sa propre situation professionnelle ou matrimoniale. En temps de crise familiale, très peu de femmes font leur budget sans tenir compte de cette petite somme mensuelle. Combien ont pu faire des choix cruciaux qui leur ont profité, à elles et à leurs enfants, grâce à ce montant stable et prévisible! En réduisant les allocations familiales, on attaque leur raison d'être même et on conteste aux femmes le droit de jouir d'un revenu distinct de celui de leur mari.

Pour les femmes qui ont la «chance» de gagner en moyenne 59 cents pour chaque dollar gagné par les hommes, les allocations sont consacrées le plus souvent aux dépenses de garde qui, en moyenne, atteignent maintenant 250 \$ par mois par enfant; ces dépenses sont en général considérées comme un coût lié au travail de la mère, et non du père, et sont donc en général payées sur le salaire de la mère.

Le fait que de plus en plus de femmes ayant de jeunes enfants arrivent ou retournent sur le marché du travail, compte tenu des faibles salaires qu'elles touchent et de l'instabilité des emplois qu'elles occupent, ne peut pas justifier une diminution de la valeur réelle des allocations familiales, ce que, bien sûr, la désindexation finirait par entraîner. Cette mesure aurait toutefois aussi un autre effet net, auquel il faut accorder davantage d'attention: c'est la diminution du bien-être des femmes et des enfants. La question de la désindexation ne parle pas seulement sur un montant de 6 cents par jour,



## [Text]

was only six cents a day that was being discussed". We believe instead that it is the priorities of the government and the priority in which we hold women and children's welfare that are at stake.

**Mr. Garrity:** We believe that there are other alternatives available. The Canadian Teachers' Federation believes that reformulation of the child benefit system as an integrated set of initiatives would be of benefit both to the taxpayers and Canadian children. Such a reformulation, if it were to be successful in meeting the objectives, should necessarily be in harmony with the following principles: First, universality must be ensured so that all families with children, irrespective of income level, would continue to receive a basic level of assistance at least equal to an indexed family allowance; second, the economic independence of women should not be eroded by decreasing the allowance paid to women whose husbands earn high incomes; third, taken together the Child Benefits Program must provide greater advantage to poor families through income distribution from wealthier families and also, and in particular, from the business and corporate sector; fourth, the Child Benefits Program must not be construed or evaluated separately from a universally accessible high quality publicly funded child care system; and, fifth, the total amount of money spent by the federal government on established programs to benefit families and children must not be reduced.

To meet these criteria, the Canadian Teachers' Federation strongly recommends the following measures: First, that Bill C-70 be withdrawn by the government; second, that progressive measures, including enhancement of the proposed refundable child tax credit, be instituted; and third, that sources of funding for the children's benefits system reach beyond the already burdened middle-income earner.

The teachers of Canada cannot be convinced that national problems, economic or social, can be solved by imposing greater economic hardship on children and their families. We know that there is a link between economic deprivation on a large scale, the quality of education at the school level, and individual problems at the student level. One student in five in our classrooms is already struggling with poverty. We cannot impose further burdens on our children. We urge your support of a public policy which shows more compassion, more insight and more wisdom than Bill C-70.

**Senator Marsden:** I would like to ask you about the recommendations at the end of your brief. I think that it is quite clear that the government has no intention of withdrawing Bill C-70, particularly considering that they have already revised the cheques which have been going out for the last two months. Are you making that recommendation in a serious sense or is it a symbolic measure of your feelings about the bill?

## [Traduction]

comme on l'a affirmé au cours d'une audience du comité de la Chambre des communes. Nous croyons plutôt que ce sont les priorités du gouvernement et l'importance que nous attachons au bien-être des femmes et des enfants qui sont menacées ici.

**M. Garrity:** Nous estimons qu'il existe d'autres solutions possibles. La Fédération canadienne des enseignants croit que la restructuration du programme de prestations et avantages fiscaux pour les enfants, par toute une série de mesures, profiterait à la fois aux contribuables et aux enfants du Canada. Cette restructuration, pour atteindre les objectifs énoncés, devrait nécessairement se faire selon les principes suivants: premièrement, il faudrait maintenir l'universalité afin que tous les ménages ayant des enfants, quel que soit leur revenu, puissent continuer à recevoir une aide minimale au moins égale aux allocations familiales indexées; deuxièmement, l'indépendance économique des femmes ne devrait pas être minée par la diminution des allocations versées aux femmes dont le mari gagne un revenu élevé; troisièmement, dans son ensemble, ce programme de prestations et avantages fiscaux pour les enfants doit aider davantage les familles pauvres, par une redistribution des revenus des familles riches et, en particulier, des entreprises; quatrièmement, le programme de prestations et avantages fiscaux pour les enfants est indissociable de services de garde d'enfants de haute qualité, financés par les fonds publics et accessibles ou à tous; cinquièmement, le total des fonds dépensés par le gouvernement fédéral du titre des programmes visant les familles et les enfants ne doit pas être réduit.

Pour respecter ces critères, la Fédération canadienne des enseignants recommande fortement les mesures suivantes: premièrement, le gouvernement devrait retirer le projet de loi C-70; deuxièmement, il devrait instituer des mesures progressives, notamment l'amélioration du crédit d'impôt proposé pour enfants; troisièmement, il devrait financer les prestations et avantages fiscaux pour les enfants sans avoir recours aux contribuables à revenu moyen, qui assument déjà une part très lourde du fardeau fiscal.

Rien ne pourra convaincre les enseignants canadiens que l'on résoudra les problèmes économiques et sociaux du pays en imposant de nouvelles difficultés économiques aux enfants et à leur famille. Nous savons qu'il existe un lien entre les difficultés économiques, à l'échelle du pays, la qualité de l'éducation, à l'échelon de l'école, et les problèmes individuels, au niveau de l'étudiant. Dans nos classes, un élève sur cinq se bat déjà contre la pauvreté. Nous ne pouvons imposer un fardeau plus lourd à nos enfants. Nous vous demandons donc d'appuyer une politique publique plus compatissante, plus clairvoyante et plus sage que celle qu'exprime le projet de loi C-70.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais vous poser une question sur les recommandations contenues à la fin de votre mémoire. Il est très clair selon moi que le gouvernement n'a aucunement l'intention de retirer son projet de loi C-70, d'autant plus que les chèques envoyés ces deux derniers mois ont déjà été révisés. Faites-vous cette recommandation sérieusement, ou simplement pour exprimer symboliquement votre opposition au projet de loi?

[Text]

**Mr. Garrity:** It represents our feelings about the bill, that it should never have been brought forward and that it should be withdrawn, in spite of the fact that cheques have been printed and are moving forward. We make the recommendation seriously and not just as a symbolic measure. We hope that the government will withdraw Bill C-70 but as to whether it will or not, one can only speculate.

**Senator Marsden:** Let me ask you about your second point, which is that progressive measures be instituted, including enhancement of the child tax credit. We have heard some interesting testimony on this point over the last few days. In my reading of the testimony between the House committee and this committee, I think there has been a change in the line of argument that has gone forward. That is, the bulk of the discussion on the blue paper and the House committee argued that the child tax credit should be substantially increased, whereas we have been hearing arguments that the family allowance is quite a separate program from the child tax credit, that these programs should not be lumped together, and that they have different purposes. As Mrs. Pearson just said, one is a distributive measure and one is a measure supportive of children. Last night we heard the argument from another witness that the history of these measures in Canadian society is entirely different. The family allowance is based on Leonard Marsh's famous study, "Social Security in the Forties" and the child tax credit is a more recent innovation. In the paper which I asked to be distributed to members of the committee this morning, which is from the latest issue of the Canadian Statistical Review, there is a discussion of income equality trends, which addresses exactly Senator Robertson's point on poverty and what is happening. In that paper, which I hope you will look at, they discuss the difference between money income, which is what most people look at when they talk about income equality and disposable income which is really what counts for the family and child in the marketplace, they say:

—market or pre-transfer income is the most unequally distributed, while disposable or post-tax and post-transfer income is most equally distributed... The equalizing impact of government transfers appears greater than that of personal income taxes, particularly in the lower and middle income ranges.

That would tend to suggest that the family allowance is a better measure for redistribution than the child tax credit. I recognize that you have not seen this article, but I wonder what your thinking is on that subject, because, as the chairman has indicated, we are interested in a longer-range issue here.

**Ms. Robertson:** It raises some interesting points. Not being an economist, I am persuaded when I read arguments that say that the family allowance is the best method and I am similarly persuaded when I read such arguments about the child

[Traduction]

**M. Garrity:** Cette recommandation reflète notre opinion sur le projet de loi, à savoir que celui-ci n'aurait jamais dû être déposé et qu'il devrait maintenant être retiré, même si les chèques ont été imprimés et envoyés. Nous faisons cette recommandation sérieusement; ce n'est pas seulement un geste symbolique. Nous espérons que le gouvernement retirera le projet de loi C-70; quant à savoir s'il le fera, c'est une autre histoire.

**Le sénateur Marsden:** Je voudrais aussi vous poser une question sur le deuxième point que vous avez soulevé, c'est-à-dire l'instauration de mesures progressives, et notamment l'amélioration du crédit d'impôt pour enfants. Nous avons entendu des témoignages intéressants sur ce point au cours des derniers jours. En lisant les témoignages reçus par le comité de la Chambre et le nôtre, je me suis aperçu de certaines différences dans les arguments présentés. La plupart des témoins qui ont discuté du livre bleu devant le comité de la Chambre ont demandé une augmentation substantielle du Crédit d'impôt-enfant, alors que nous avons entendu dire ici que les allocations familiales sont tout à fait distinctes du crédit d'impôt pour enfants et que ces programmes ne devraient pas être mis dans le même panier puisqu'ils visent des objectifs différents. Comme M<sup>me</sup> Pearson vient de le dire, l'un de ces programmes constitue une mesure distributive, et l'autre est destiné à assurer le soutien des enfants. Hier soir, un autre témoin nous a dit que l'origine de ces mesures au Canada est tout à fait différente. Les allocations familiales ont été mises en place à la suite de la célèbre étude menée dans les années 40 par Leonard Marsh au sujet de la sécurité sociale, et le crédit d'impôt pour enfants est une innovation plus récente. Dans le document que j'ai fait distribuer aux membres du Comité ce matin, et qui est tiré du dernier numéro de la *Revue statistique du Canada*, on discute des tendances à l'égalisation des revenus, ce qui recoupe exactement les commentaires de la sénatrice Robertson au sujet de la pauvreté et de la situation actuelle. Dans ce texte, que vous lirez j'espère, on parle de la différence entre le revenu monétaire, celui auquel on pense le plus souvent lorsqu'on parle d'égalité des revenus, et le revenu disponible, le seul qui compte en réalité pour les enfants et les familles qui doivent se débrouiller sur le marché. On y trouve l'extrait suivant:

«Le revenu net, avant tout transfert, est le plus inégalement réparti, alors que le revenu disponible, après impôt et transferts, est le plus équitablement distribué. L'effet égalisateur des transferts gouvernementaux semble plus important que celui de l'impôt sur le revenu des particuliers, surtout pour les contribuables à revenu faible ou moyen.» (Traduction libre.)

Il semble donc que les allocations familiales soient un meilleur moyen de redistribution des richesses que le crédit d'impôt pour enfants. Bien sûr, vous n'avez pas vu cet article, mais je me demande ce que vous pensez de cette question parce que, comme l'a indiqué le président, nous nous intéressons à la situation à long terme.

**Mme Robertson:** Ce texte soulève des questions très intéressantes. Comme je ne suis pas économiste, je suis très facile à persuader lorsque je lis des arguments affirmant la supériorité des allocations familiales ou du crédit d'impôt pour enfants. Je



[Text]

tax credit. I do not know that I am qualified to make the important distinctions between the two. I was somewhat persuaded by the arguments of Mr. Ward and Mrs. Pearson this morning when they talked about a monthly cheque designed for the support of the child that carries with it, not just the money amount, but as I mentioned in the paper, the valuing of children. For example, each one of us remembers a history surrounding the family allowance, our parents receiving it and what it meant to the family, and this is carried on. It has a strong association with the idea of money being spent on kids as opposed to a twice a year payment which the family may attempt to augment and balance its entire resources around because it is a larger sum. I think that these two amounts of money may come to be associated with different things. I am talking from, perhaps, a personal and psychological perspective. As to which of the two methods better generates income to be spent on children, I am really not sure. Our third point is that no matter which method is deemed by research and opinion to be most satisfactory, the total amount must not be decreased. I feel that the erosion of any of the programs in the child benefit system and erosion more generally in our valuing and attention to their needs should be the primary concern. I have not given you a very clear answer, but that is as close as I can come.

**Senator Marsden:** I have one other point about this article. It suggests with regard to the income of women, which is where the poverty lies, that the family allowance is not only symbolically important but much more substantially important. With regard to your point on the increase in the benefits system, what are the sources you think the government should tap beyond what you call here the already burdened middle-income earner, beyond income tax?

**Ms. Robertson:** In a general way, I would say that we believe that those with very high incomes, particularly the corporate sector, have not paid a fair share into the economy in a general way, that the increasing pressure on middle and low-income earners is not a trend that we would like to see continued in our attempts to try to improve the lot of poor children.

**Senator Robertson:** Do you feel that the child tax credit should be separate and apart from the family allowance?

**Ms. Robertson:** Yes, I would agree with that.

**Senator Robertson:** For instance, during the duration of the six-and-five program, family allowances were frozen at that level for two years and, as you know, a number of salaries did not freeze at six-and-five—although that was the intention at the time—and certainly prices did not freeze at that level. In 1976, family allowances were frozen, period. And then when the child tax credit was introduced, the family allowance was significantly reduced. I suppose those who were developing that policy felt there was a linkage, otherwise they would not have significantly reduced the family allowance at the time of the introduction of the child tax credit.

[Traduction]

ne me considère pas qualifiée pour établir des distinctions importantes entre ces deux programmes. J'ai été à peu près convaincue par les arguments de M. Ward et de M<sup>me</sup> Pearson, lorsqu'ils ont dit ce matin que le chèque mensuel destiné au soutien des enfants ne représente pas seulement de l'argent mais, comme je l'ai mentionné dans mon exposé, l'importance que nous accordons aux enfants. Par exemple, nous nous rappelons tous ce que signifiaient les allocations familiales lorsque nos parents les recevaient; cette situation se perpétue. Ces fonds sont presque toujours dépensés pour les enfants, contrairement à ce qui se passerait si la famille recevait deux fois par année un paiement qu'elle voudrait faire fructifier et autour duquel elle serait tentée d'équilibrer tout son budget parce qu'il s'agirait d'une somme plus importante. Je pense que ces deux montants en viendront à être associés à des choses différentes. Je parle peut-être d'un point de vue personnel, à titre de psychologue. Pour ce qui est de la meilleure méthode pour accorder des revenus à consacrer aux enfants, je n'en sais rien. Notre troisième argument, c'est que, quelle que soit la méthode jugée la plus satisfaisante par les chercheurs et l'opinion publique, le montant total ne doit pas être diminué. Je pense qu'il faut d'abord se préoccuper de l'érosion des programmes de prestations et d'avantages fiscaux pour les enfants et, de façon plus générale, de l'importance que nous attachons aux besoins de ces enfants. Je ne vous ai pas donné là une réponse très claire, mais c'est le mieux que je puisse faire.

**Le sénateur Marsden:** J'aimerais soulever un autre point à propos de cet article. On y suggère, au sujet du revenu des femmes—qui se situe souvent au seuil de la pauvreté—que les allocations familiales sont loin d'avoir une importance purement symbolique. En ce qui concerne votre argument sur l'amélioration des programmes de prestations et d'avantages fiscaux, à quelles sources le gouvernement devrait-il s'adresser selon vous s'il ne veut pas augmenter le fardeau déjà lourd des contribuables à revenu moyen ni avoir recours à d'autres mesures fiscales?

**Mme Robertson:** De façon générale, nous pensons que les contribuables ayant des revenus très élevés, et particulièrement les entreprises, n'ont pas contribué pour une juste part au bien-être économique du pays, ce qui a augmenté les pressions sur les contribuables à revenu faible ou moyen; nous ne voudrions pas que cette tendance se maintienne par suite de nos tentatives pour améliorer la situation des enfants pauvres.

**Le sénateur Robertson:** Pensez-vous que le crédit d'impôt pour enfants devrait être distinct des allocations familiales?

**Mme Robertson:** Oui.

**Le sénateur Robertson:** Par exemple, pendant la période d'application du Programme des six et cinq p. cent, les allocations familiales ont été gelées à ce niveau pendant deux ans alors que, vous le savez, de nombreux salaires ne l'ont pas été—même si c'était, à ce moment-là, le but du programme. Les prix, eux, n'ont certainement pas été plafonnés à ce niveau. En 1976, les allocations familiales ont été gelées, un point c'est tout. Ensuite, lorsque le crédit d'impôt-enfant a été introduit, elles ont été réduites de façon considérable. Je suppose que les responsables de cette mesure estimaient qu'il existait un lien

[Text]

The whole situation becomes very confusing if you look at it in a historical perspective. I would like to ask whether your association felt the same way at those particular times in the past that I have mentioned, and did you express yourself then, as an association, as you are doing now?

**Ms. Robertson:** I have relatively short tenure with the federation, so I will not respond to that.

**Dr. Stirling McDowell, Secretary General, Canadian Teachers' Federation:** We certainly made presentations about the whole six-and-five program, and this was one aspect of our presentation.

**Senator Robertson:** What about the other times when it was frozen or reduced?

**Dr. McDowell:** Yes, quite so.

**Senator Robertson:** I then come back to my point that there is a lack of policy for children and families, or for poverty in general, and Bill C-70 is merely symbolic of the larger mess that somewhere along the line must be straightened out.

**Ms. Robertson:** We are certainly in sympathy with Brian Ward's comment about contacting the 17 areas of government. Of course education finds itself very much in the same situation with no policy nationally for children; no focus for public education at the national level and it is an extraordinary gap in public policy.

**Dr. McDowell:** I think I count close to 39 levels, rather than 17.

**Senator Robertson:** There is also no policy on aging and we still have to fight the battle that if the federal government makes an increase, the provinces do not snap it away, as happens all the time. Thank you, Mr. Chairman.

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, first of all I would like to thank the association for coming forward with their views. I would also like to take this opportunity to thank them for their kind invitation each year to meet with the federation representatives in Ottawa for a very short session of one-day duration when we can get our views together and talk to our representatives from the respective provinces. I think it is a good opportunity for us parliamentarians to understand your problems as a federation better and perhaps for you to get to know the parliamentarians of both houses so that if you have views, you can take them straight to the source.

There was only one thing I really wanted to ask you about your excellent paper and that was on page 3 where you say:

Since we were assured by Mr. Epp in the blue paper on child and elderly benefits that "any savings which may result from re-organization of children's benefits will not be applied to a reduction of the deficit", we can thus dismiss the argument that this program is being trimmed to pay the national debt.

[Traduction]

entre les deux, sinon ils ne les auraient pas réduites autant lorsque le crédit d'impôt a été institué.

La situation est difficile à comprendre lorsqu'on l'examine après coup. Je voudrais savoir si la fédération était du même avis à ce moment-là et si elle a fait connaître son point de vue, en tant qu'association, comme elle le fait maintenant?

**Mme Robertson:** Je ne répondrai pas à cette question parce que je ne fais partie de la fédération que depuis quelque temps.

**M. Stirling McDowell, secrétaire général, Fédération canadienne des enseignants:** Nous avons bien sûr présenté des mémoires au sujet du programme des six et cinq p. cent; nous en avons d'ailleurs parlé dans notre exposé.

**Le sénateur Robertson:** L'avez-vous fait les autres fois lorsque les allocations ont été gelées ou réduites?

**M. McDowell:** Oui.

**Le sénateur Robertson:** Je reviens donc au point que j'ai soulevé, c'est-à-dire l'absence de politique pour les enfants et les familles, ou les pauvres en général. Le projet de loi C-70 reflète tout simplement le fouillis qui existe et qu'il faut éclaircir.

**Mme Robertson:** Nous sommes d'accord avec ce que Brian Ward a dit au sujet des 17 ministères du gouvernement qui été consultés. Évidemment, la situation est la même en ce qui concerne l'éducation puisqu'il n'y a pas de politique nationale qui s'applique aux enfants. De plus il n'existe aucune politique de l'éducation à l'échelle nationale; il s'agit là d'une grave lacune.

**M. McDowell:** Je crois qu'il s'agit plutôt de 39 ministères, et non pas de 17.

**Le sénateur Robertson:** Il n'existe également aucune politique sur le vieillissement et nous devons encore nous battre pour empêcher les provinces de reprendre les augmentations qu'accorde le gouvernement fédéral, comme elles le font toujours. Merci, monsieur le président.

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, je voudrais d'abord remercier la Fédération de nous avoir fait connaître son point de vue. Je voudrais également profiter de cette occasion pour les remercier de sa gentillesse, puisque chaque année, elle nous invite à rencontrer ses représentants, à Ottawa, pour une courte séance d'une journée afin de discuter avec nos collègues des provinces. Cette est une bonne occasion pour nous, les parlementaires, de mieux comprendre vos problèmes en tant que fédération.

Cette rencontre vous permet peut-être également de mieux apprendre à connaître les parlementaires des deux Chambres, de sorte que si vous avez un message à communiquer, vous pouvez aller directement à la source.

En fait, il n'y a qu'une seule chose que je veux vous demander au sujet de votre excellent mémoire. A la page 3 vous dites:

Puisque M. Epp nous a assurés, dans son document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, que "aucune économie réalisée par suite de la modification des programmes ne servira à réduire le déficit", nous pouvons donc rejeter l'argument selon lequel les dépenses de ce programme sont en train d'être compri-



[Text]

I would like to tell you that you have a great deal more faith in Mr. Epp than I do because, when he attended one of the committee meetings here, he told us that he intended to change this whole idea and was now going to use the money to pay off the national debt on the backs of the children.

**Senator Robertson:** The facts do not show that, senator. Regardless of what he said, the social envelope is much larger than last year.

**Senator Bonnell:** I have to pay more attention to what the minister is saying than what Senator Robertson is saying, since the minister is running the department. He said he intended to use this \$5 billion from the children's benefits to pay off the debt of the country. Therefore, he has changed his mind since the time of the blue paper. In the blue paper, he said the opposite and we thought we could put faith in that.

Also, the Minister of Finance said they were intending to use the money to pay off the debt of the country. Therefore many Canadians, including you and I, are saying that surely we do not have to pay off the debts of the country on the backs of the children, and mostly those in poverty. I agree with you that the bill is a bad bill and all I can do is keep quiet, because if I say too much, I will end up making a speech.

**The Chairman:** I do not think Senator Bonnell asked a question amongst those comments.

Are there any other questions from the members of the committee? Senator Côtteau?

**Senator Côtteau:** Yes, Mr. Chairman. I have a short question to ask the witnesses. In your brief, you centred a lot on universality, and naturally you talked of economic deprivation. Being an ex-school teacher myself, I think you fall short of saying that economic deprivation can be linked to underachievement on the part of children in school. Do you have any statistics to prove that?

**Mr. Garrity:** One of the areas that we specifically investigated a year or so ago was the effects of, for example, the current recession and unemployment on schools and the school system. What we learned from what we call the Burke study in a comparison right across the country is that the current economic situation and deprivation that is being experienced by many families in this country is impacting very directly on schools, on learning, on students' expectations, on students' self-image, on their behaviour and on their expectations for the future in particular. We have also learned that it is having very direct negative effects on the learning environment in our schools. Consequently, we as teachers in the classroom are encountering this situation daily and we find that this is continuing; that the problems encountered by children and their families are very much part of the learning environment situation and are having negative effects.

We have documented that situation and are continuing to be extremely concerned about what is happening in our schools in

[Traduction]

mées pour payer la dette nationale. Vous faites beaucoup plus confiance à M. Epp que moi.

Lorsqu'il a assisté à une des séances du Comité, il nous a dit qu'il avait l'intention de changer tout cela et de rembourser la dette nationale sur le dos des enfants.

**Le sénateur Robertson:** Mais cela ne correspond pas à la réalité, sénateur. Peu importe ce qu'il a dit, l'enveloppe sociale est beaucoup plus élevée cette année que l'année dernière.

**Le sénateur Bonnell:** Je dois faire plus attention à ce que dit le ministre qu'à ce que dit la sénatrice Robertson, puisque c'est le ministre qui dirige le ministère. Il a dit qu'il avait l'intention d'utiliser ces cinq milliards qui proviendraient des prestations aux enfants pour rembourser la dette du pays. Par conséquent, il a changé d'idée depuis qu'il a déposé son document d'étude. Il disait le contraire dans ce document et nous pensions que nous pouvions lui faire confiance.

Le ministre des Finances a également dit que le ministère avait l'intention d'utiliser cet argent pour payer la dette du pays. Par conséquent, il y a de nombreux Canadiens, y compris vous et moi, qui pensent que nous ne sommes tout de même pas obligés de rembourser la dette du pays au détriment des enfants, des enfants pauvres en particulier. Je conviens avec vous que ce projet de loi est mauvais mais je ne peux rien faire, sauf rester tranquille, parce que si j'en dis trop, je me mettrai à faire un discours.

**Le président:** Je ne crois pas que le sénateur Bonnell ait posé une question en faisant ces commentaires.

Les membres du Comité ont-ils d'autres questions Sénateur Côtteau?

**Le sénateur Côtteau:** Oui, monsieur le président. J'ai une petite question à poser aux témoins. Dans votre mémoire, vous avez beaucoup parlé d'universalité et, naturellement, de pauvreté. Je suis moi-même un ancien enseignant et je crois que ce que vous dites revient presque à dire que la pauvreté peut être liée aux piètres résultats qu'obtiennent les enfants à l'école. Avez-vous des statistiques pour le prouver?

**M. Garrity:** Nous avons examiné entre autres, il y a un peu plus d'un an, les effets que la récession actuelle et le chômage, par exemple, peuvent avoir sur les établissements d'enseignement et le système scolaire. Cet examen, que nous appelons l'étude Burke, nous a permis de découvrir, en effectuant une comparaison à l'échelle du pays, que les difficultés économiques qu'éprouvent actuellement de nombreuses familles au pays a des répercussions directes sur les écoles, les études, les attentes des étudiants, l'image qu'ils se font d'eux, leur comportement, et ce qu'ils attendent de l'avenir. Nous avons également découvert que cette situation nuit énormément au milieu d'apprentissage dans nos écoles. Par conséquent, nous devons, en tant qu'enseignants, faire face tous les jours à cette situation qui semble se maintenir. Les problèmes qu'éprouvent les enfants et leurs familles sont étroitement liés au milieu d'apprentissage, sur lequel ils se répercutent négativement.

Nous avons monté tout un dossier à ce sujet et nous continuons de nous intéresser vivement à ce qui se passe dans nos

*[Text]*

that regard. This documentation consists of reports from classroom teachers, guidance counsellors, school administrators in a wide study that we made and published about 18 months ago.

Therefore when we talk about economic deprivation and what is happening in this country, it is very detrimental to the education system and we find very directly that the problems that are being experienced by children overflow in to the school, and there are rising expectations that the school will assist in solving some of these problems. When we look at education and what is happening and when we see our children from the point of view of an investment in the future, the problem spills over into the whole question of the funding of education and the decrease in the relative proportions of dollars spent by governments on education in this country today. We are seeing a significant decrease in the priority for children and families as such within the educational system.

These are some of the areas that we have been directly speaking out about. There are very direct negative impacts on our school system and on our children particularly for the future.

**Senator David:** Speaking of this learning process, you seem to think that the economic situation may be the principal factor or the most important factor. I am sure that your study must have shown many other factors which are influencing this learning process.

**Mr. Garrity:** Well, certainly the learning process is a broad process. The study was targeted very particularly to measure the effects of the recession on families and targeting the period of time from prior to the beginning of the recession and through that initial two and three year period where these things were happening. Certainly the learning process is a broad process, but particularly impacting upon children from poorer families, those on unemployment assistance and those hardest hit by the recession.

**Senator David:** But does your study include some variables like the change in the family lifestyle and things like that, which you feel may be important?

**Ms. Robertson:** Essentially the hypothesis did not include broad questions. For example—"What affects your children most?"—that was not the question. The question was, "What kind of changes do you see in kids from homes where unemployment has happened? What are you perceiving"? It was asking teachers and counsellors what they were perceiving in their students. So in some ways it is an indirect study. It is interesting, though, that we can link children's willingness to learn with children's experiences outside the classroom that contribute to a joy in learning. All of those things have economic implications. I was recalling, as Mr. Garrity was speaking, an article that I read concerning the family and poverty. A mother was quoted speaking about her little boy who was seven. She was very poor. She said, "I kept Jimmy home a week after Christmas. I did not want him to have to hear what the other kids got." Now that is something that will never turn

*[Traduction]*

écoles. Nous avons reçu des rapports de titulaires de classe, de conseillers et de directeurs dans le cadre d'une vaste étude que nous avons effectuée. Ces documents ont été publiés il y a environ 18 mois.

Par conséquent, lorsque nous parlons de pauvreté et de ce qui se passe dans ce pays, nous nous rendons compte que cette situation nuit énormément au système éducationnel. De plus, les problèmes qu'éprouvent les enfants se répercutent dans leur vie scolaire, de sorte que l'on s'attend de plus en plus à ce que les enseignants aident les enfants à régler certains de ces problèmes. Lorsque nous voyons ce qui se passe dans le système éducationnel et que nous regardons nos enfants et l'investissement qu'ils représentent pour l'avenir, on se rend compte que le problème s'étend à la question du financement de l'éducation et à la diminution des fonds que consacre le gouvernement à l'éducation dans ce pays. La priorité que l'on accorde aux enfants et aux familles au sein du système éducationnel diminue considérablement.

Il s'agit là de certaines des questions sur lesquelles nous avons fait connaître notre point de vue. Elles auront des effets très négatifs sur notre système scolaire et sur nos enfants, surtout à long terme.

**Le sénateur David:** Vous semblez croire, en ce qui concerne le processus d'apprentissage, que la situation économique constitue le facteur principal ou le facteur le plus important. Je suis sûr que votre étude montre qu'il y a de nombreux autres facteurs qui influent sur le processus d'apprentissage.

**M. Garrity:** Ce processus est, évidemment, très vaste. L'étude visait précisément à évaluer les effets de la récession sur les familles, depuis le début de la récession et pendant les deux ou trois années qu'elle a duré. Le processus d'apprentissage est évidemment vaste et a des effets très évidents sur les enfants issus de familles pauvres, sur les chômeurs et sur ceux qui sont le plus durement frappés par la récession.

**Le sénateur David:** Mais votre étude comprend-elle des variantes comme les changements survenus dans le mode de vie des familles, etc., qui, d'après vous, peuvent être importantes?

**Mme Robertson:** L'étude ne comprenait pas de questions du genre: «Qu'est-ce qui touche le plus vos enfants?». La question était la suivante: Quels changements remarquez-vous chez les enfants qui viennent de familles où les parents sont au chômage? Quels sont, d'après vous, ces changements? L'étude demandait aux enseignants et aux conseillers de décrire les changements qu'ils percevaient chez leurs étudiants. Il s'agissait, d'une certaine façon, d'une étude indirecte. Toutefois, il est intéressant de constater que nous pouvons établir un lien entre la volonté d'apprendre des enfants et l'expérience qu'ils vivent en dehors de la salle de classe et qui leur donne le goût d'apprendre. Tous ces facteurs ont des répercussions économiques. Je me suis souvenue, pendant que M. Garrity parlait, d'un article que j'ai lu au sujet de la famille et de la pauvreté. On y citait les propos d'une femme qui parlait de son petit garçon de sept ans. Elle était très pauvre. Elle a dit qu'elle avait gardé Jimmy à la maison une semaine après Noël, parce



[Text]

up in a survey of children's learning, but in that week at home, what did he miss at school?

**Senator Robertson:** A comment, Mr. Chairman to add to that. I come from a poor province. We have found in a recent survey in which we have done a lot of work on the education system that increasingly since the recession teachers were being expected, and felt obligated, to be not only a teacher but a counsellor, substitute parent, nurse, psychiatrist, you name it. All the problems seem to be landing in the classroom because of the discouragement of the community where there is high unemployment and poverty and many other difficulties that families experience. Because of pressures put on them by poverty, families were behaving in a manner that normally would not be the case. This all had repercussions in the school.

**Ms. Robertson:** That is very true.

**Senator Robertson:** I think that on a broader scale it goes even farther than what you have said.

**The Chairman:** Thank you very much. I conclude by saying two things. My first comment would be concerning your principles on page 6. I think I would be inclined to use the same principles to guide the study we will be conducting in our committee. I suppose it is just a word that has been forgotten, but I mention your first principle where you state that:

"universality must be ensured, so that all families with children, irrespective of income level, would continue to receive a basic level of assistance at least equal to an indexed family allowance."

I do not want to correct your brief, but am I correct in saying that what you had in mind was full indexing?

**Mr. Garrity:** Full indexing, yes.

**The Chairman:** You did not indicate that.

**Mr. Garrity:** Yes, thank you.

**The Chairman:** I would make equivalent comments concerning other principles. It is in the light of those principles that I think we should try to achieve a broader perspective and a broader approach to the whole question. We are planning to do exactly that in the upcoming committee.

I thank you very much for your contribution. Perhaps at one point in our further study we may again need your contribution to improve things for the children and families.

I have another question. Do you not think, in fact that despite the words which are used, child tax credit is in real fact a sort of supplementary family allowance? It is like a universal family allowance. The child tax credit is in fact a sort of "supplementary" family allowance.

**Ms. Robertson:** I think if the two, over the long term, increased the level of benefits to needy families, one might agree. However the analyses that I have seen show that, once you push beyond 1990 on projections, the total benefit is

[Traduction]

qu'elle ne voulait pas qu'il entende les autres enfants décrire ce qu'ils avaient reçu. Ce n'est pas le genre de chose que l'on trouvera dans une étude sur l'apprentissage des enfants. Mais qu'a-t-il manqué à l'école pendant cette semaine à la maison?

**Le sénateur Robertson:** J'ai une observation à faire, monsieur le président. Je viens d'une province qui est pauvre. Nous avons découvert, au cours d'une étude récente où nous avons examiné en profondeur le système d'éducation, que, depuis la récession, les enseignants se sentent de plus en plus obligés, et c'est ce qu'on attend d'eux, de remplir non seulement le rôle d'enseignant, mais également celui de conseiller, de parent substitut, de garde-malade, de psychiatre, etc. Tous les problèmes semblent ressortir en classe en raison du découragement de la communauté, causé par un taux de chômage élevé, la pauvreté et de nombreuses autres difficultés. En raison des pressions qu'exerce sur elles la pauvreté, les familles adoptent des comportements qu'elles n'auraient pas en temps normal, et cela se répercute sur le rendement des enfants à l'école.

**Mme Robertson:** C'est bien vrai.

**Le sénateur Robertson:** Je crois que, sur une grande échelle, cela va même plus loin.

**Le président:** Merci. Je voudrais terminer en disant deux choses. Je voudrais d'abord parler des principes mentionnés à la page 6. J'aurais tendance à utiliser les mêmes principes pour guider le comité dans son étude. Je suppose qu'on a tout simplement oublié un mot, mais vous dites dans le premier principe:

«L'université doit être assurée, de sorte que toutes les familles avec des enfants, quel que soit leur revenu, continueront de recevoir un niveau d'aide au moins égal à celui de l'allocation familiale indexée».

Je ne veux pas corriger votre mémoire, mais ai-je raison de dire que vous songiez à l'indexation complète?

**M. Garrity:** Oui.

**Le président:** Vous ne l'avez pas indiqué.

**M. Garrity:** C'est vrai, merci.

**Le président:** J'aurais les mêmes commentaires à faire au sujet d'autres principes. C'est en nous inspirant de ces principes que nous devons essayer d'adopter une approche plus globale à l'égard de cette question. C'est ce que nous avons l'intention de faire avec le prochain comité.

Je vous remercie de votre contribution. Il se peut qu'à un moment donné dans notre étude, nous passions appel à vos services pour que vous nous proposiez des moyens d'améliorer les choses pour les enfants et les familles.

J'ai une autre question à vous poser. Ne croyez-vous pas, en dépit des mots qui sont utilisés, que le crédit d'impôt pour enfants est, en fait, une sorte d'allocation familiale supplémentaire? Ce crédit ressemble à l'allocation familiale universelle. Le crédit d'impôt pour enfants représente, en fait, une sorte d'allocation familiale «supplémentaire».

**Mme Robertson:** On pourrait le penser si les deux, à long terme, augmentaient les prestations versées aux familles dans le besoin. Toutefois, les analyses que j'ai vues démontrent que, une fois que l'on va au-delà des prévisions de 1990, les presta-

[Text]

smaller even taking into account the proposals concerning the child tax credit and the child tax exemption and the family allowance. So the total amount goes down.

**The Chairman:** There might be questions about 1989 or 1990 where the total benefit might decrease, but in the first years it does not decrease—especially for this year when we think the advance payment will be made on the tax credit in November. Starting from there, let us suppose that we could have another look at the long-range perspective. In line with what you have just been saying, if we could discover a way of combining the two types of “family allowances” to make things better for the families, do you think we would have applied the principles you state here?

**Ms. Robertson:** Well any plan whose outcome—both short and long term—provides more benefits for families, would presumably meet our objectives, subject to some of the comments made in those principles. To some extent it is hypothetical. I am concerned that the child tax credit for example, could be altered more arbitrarily and with less resistance than the family allowance. It has a different kind of energy that can be mobilized. I see some risk involved in spreading out the total benefits into programs that are more vulnerable because they have been in place for a shorter period of time. If they can be maintained over time and provide real and increasing benefits, then I would support them.

**The Chairman:** Thank you for your reaction to my questions. Thank you again for your contribution.

**Mr. Garrity:** Thank you for the opportunity to be with you. Again, when there are further opportunities such as you were talking about for a broader look at the broader questions that you may be looking at, we would very much wish to be involved and will make the effort to do so, provided there are the opportunities. Thank you.

**Le président:** Nous avons avec nous ce matin M. André Leblanc, directeur du Conseil consultatif national sur le troisième âge. Je vous souhaite la bienvenue à ce comité, et vous remercie d'être venu nous présenter vos vues sur le projet de loi C-70. Je vous laisse donc la parole, pour nous expliquer d'abord ce que le Conseil consultatif national sur le troisième âge se donne comme mission de proposer ou de réaliser, après quoi nous entendrons avec intérêt les commentaires que vous aurez à apporter sur le projet de loi C-70. Vous avez la parole.

**M. André Leblanc, directeur, Conseil consultatif national sur le troisième âge:** Merci, monsieur le président. C'est pour moi un plaisir que de représenter le Conseil consultatif national sur le troisième âge devant ce comité. Je dois tout d'abord vous dire que la présidente du conseil, Mme Gold, ne peut pas être avec nous aujourd'hui. Elle demeure à Winnipeg, et est présentement à l'extérieur du pays. Malheureusement, cette convocation a été reçue un peu à la dernière minute, comme vous le savez, et il lui était impossible de se rendre ici à temps. C'est dommage, car la semaine prochaine, elle sera à Ottawa pendant trois jours.

[Traduction]

tions totales seront plus petites même si l'on tient compte des propositions qui ont été faites en ce qui concerne le crédit d'impôt pour enfants, l'exemption d'impôt accordée au titre des enfants et l'allocation familiale. Le montant total diminue.

**Le président:** On peut peut-être avoir des doutes au sujet de 1989 ou de 1990 où les prestations totales risquent de diminuer, mais ce n'est pas le cas pour les premières années, et surtout pour cette année-ci, alors que les crédits d'impôt seront peut-être versés à l'avance en novembre. Supposons, à partir de ce moment-là, que nous puissions analyser à nouveau la situation à long terme. Compte tenu de ce que vous venez de dire, si nous pouvions trouver le moyen de combiner ces deux types «d'allocations familiales» pour améliorer la situation des familles, croyez-vous que nous aurions appliqué les principes que vous mentionnez?

**Mme Robertson:** Je suppose que n'importe quel plan qui vise, à court et à long terme, à fournir plus de prestations aux familles répondrait à nos attentes, à condition de respecter certains des aspects des principes. Mais tout cela est hypothétique dans une certaine mesure. Ce qui m'inquiète, par exemple, c'est que le crédit d'impôt pour enfants pourrait être réduit de façon plus arbitraire et avec moins d'opposition que cela n'a été le cas pour les allocations familiales qui s'appliquent à un autre groupe. Le fait d'étendre les prestations totales à des programmes qui sont plus vulnérables peut présenter des risques, parce que ces programmes sont de plus courte durée. S'ils peuvent être maintenus et fournir des prestations réelles de plus en plus importantes, je les appuierai.

**Le président:** Je vous remercie pour vos réponses et pour votre contribution.

**M. Garrity:** Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de comparaître devant vous. Nous espérons beaucoup pouvoir participer à l'étude des questions plus vastes que vous avez mentionnées, et nous prenons les mesures nécessaires pour le faire, à condition que vous nous le demandiez.

**The Chairman:** We have Mr. André Leblanc of the National Advisory Council on Aging. Welcome before this Committee and thank you for coming to give us your views on Bill C-70. You have the floor to explain to us first of all a little more about the aims and goals of the National Advisory Council on Aging, following which we shall listen with interest to your comments on Bill C-70. The floor is yours.

**Mr. André Leblanc, Director, National Advisory Council on Aging:** Thank you, Mr. Chairman. It is a pleasure for me to represent the National Advisory Council on Aging before this Committee. I must begin by explaining that Mrs. Gold, Chairperson of the Council is unable to be with us today. Mrs. Gold is the Chairperson of the Council. She lives in Winnipeg and is currently outside the country. Unfortunately, this invitation was received rather at the last minute, as you know, and it was not possible for her to come here on time. This is a pity, because next week she will be in Ottawa for three days.



## [Text]

Le Conseil consultatif sur le troisième âge a été établi au mois de mai 1980, par arrêté en conseil; il a été mis sur pied pour aviser le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sur les questions se reliant au vieillissement au Canada. Ce conseil est formé de 18 personnes, dont une présidente et 17 membres, qui viennent d'un peu partout à travers le pays, soit de toutes les provinces et des territoires. Ces gens sont nommés par arrêté en conseil, et ce, pour des termes de deux ou trois ans. Mme Gold termine sa troisième année et doit quitter ses fonctions fin-avril de cette année. Comme vous pouvez l'imaginer, elle a beaucoup de boulot à abattre pendant ces dernières semaines.

Le conseil a été établi pour aviser le ministre, comme je l'ai mentionné tantôt, mais il fait autre chose aussi; en plus d'aviser le ministre il avise d'autres ministères du gouvernement et prend avantage de comités comme celui-ci pour faire valoir ses points de vue.

En somme, il n'émet pas ses opinions simplement sur des bouts de papier ou dans des échanges de correspondance. Il tient à les rendre publics. Il n'a aucune gêne à l'endroit du gouvernement et il veut que le public soit mis au courant. Souvent ses opinions sont exprimées sous forme de communiqués de presse ou de conférences de presse. Nous avons une liste d'envoi assez intéressante, car elle comprend plus de 7,000 adresses, dont un nombre important de personnes âgées, mais surtout leurs associations.

Nous avons probablement la liste la plus complète d'associations de personnes âgées au Canada, et nous en profitons pleinement. Le conseil et ses associations pratiquent un échange d'information, de façon très courante. Dès que le conseil fait valoir son point de vue sur un sujet donné, par exemple le discours du budget de la semaine dernière, nous préparons une lettre pour la présidente, Mme Gold, pour qu'elle puisse écrire à ses collègues, aux personnes âgées, et à leurs associations, ainsi qu'à celles s'intéressant au vieillissement, l'on ne parle pas seulement de personnes âgées, mais aussi du vieillissement car nous vieillissons tous.

On fait valoir ces lettres. Madame la présidente du conseil fait valoir son point de vue sur tel ou tel sujet de l'heure. Je suis ici pour parler du projet de loi devant ce comité. Il semble être un peu loin du mandat du Conseil sur le vieillissement, mais cependant, tout se rattache.

As you would expect, the National Advisory Council on Aging reacted strongly to the partial de-indexation of old age security proposed in the May 23 budget of last year. It actively supported and encouraged senior groups across the country in their efforts to restore full indexation. It also shared in their joy at their victory.

NACA also supported, more in spirit than in action, Canadian families and the many voluntary groups in their attempts to prevent partial de-indexation of family benefits. It also shared in their sorrow at the realization that the government would persist in its decision to partially de-index family benefits.

Mr. Chairman, this is not a proud moment for Canadians. Older Canadians managed to wrestle the government to the

## [Traduction]

The National Advisory Council on Aging was established in May of 1980 by order in Council and it was set up to advise the Minister of Health and Welfare on matters relating to aging in Canada. This Council numbers 18 persons, who are the Chairperson and 17 members from all over the country, from all the provinces and the territories. These people are appointed by order in council for terms of from two to three years. Mrs. Gold is now in her third year and is to step down at the end of April. As you can imagine, she has a lot on her plate during these last few weeks.

The Council was established to advise the Minister, as I mentioned earlier, and it also does something else. In addition to advising the Minister, it advises the government and other departments, and it makes use of committees such as this to make its views known.

In short, its opinions are not merely confined to sheets of paper or to exchanges of correspondence. It is anxious to make its views public. It is not embarrassed to speak out before the government and it wants the public to be informed. Often its views are expressed in the form of press releases or press conferences, and we have a sizable mailing list, since we have more than 7,000 names on this mailing list, a large number of whom are elderly persons, but primarily associations of the elderly.

We probably have the most complete list in Canada of associations of the elderly and we make full use of it. I would say that there is an exchange of information between the Council and these associations on an ongoing basis. Whenever the Council expresses an opinion on a particular subject, for example, the budget speech last week, we prepare a letter for Mrs. Gold, the Chairperson, so that she can write to her colleagues and to the elderly, and to associations of the elderly as well as associations interested in aging, because we are not talking solely about the elderly, but about aging.

These letters are sent out. The Chairperson of the Council puts forward her views on this or that current topic. I am here to talk about the Bill that is before this Committee. I may seem a far cry from the mandate of the Council on Aging, but nevertheless, everything is related and interconnected.

Comme vous le savez, le *National Advisory Council on Aging* a réagi à la désindexation partielle de la sécurité de la vieillesse qui a été proposée dans le budget présenté le 23 mai dernier. Le Conseil a soutenu et encouragé de façon active les groupes de personnes âgées qui se sont débattus pour que la pleine indexation soit rétablie. Il a également partagé leur joie lorsqu'ils ont remporté la victoire.

Le Conseil a également appuyé, de façon morale plutôt qu'active, les familles canadiennes et les nombreux groupes de bénévoles qui se sont opposés à la désindexation partielle des allocations familiales. Il a été déçu, comme eux, de constater que le gouvernement persisterait dans sa décision de désindexer partiellement les allocations.

Monsieur le président, les Canadiens n'ont aucune raison d'être fiers à l'heure actuelle. Les Canadiens âgés ont réussi à

## [Text]

ground on de-indexation. For reasons that are hard to fathom, families with children were not as successful; yet, their needs are as real.

NACA is most concerned with this turn of events and it believes older Canadians share this concern. The Canadian way of life is built on intergenerational solidarity and interdependence. The older generations contributed for many years—and some of us know how difficult those years were—to the education and the well-being of the upcoming generations. The younger generations, in turn, contribute to the social programs which are so important to the financial security and well-being of all Canadians and, particularly, older Canadians.

What is at stake in this debate is this intergenerational solidarity and interdependence, and the risk is considerable. The distinction that was made between family and elderly benefits last June and in the bill before us can only work to undermine the solidarity and interdependence that exist and are essential between generations of Canadians.

NACA is deeply sorry to see Canadian families on low income forced to carry a heavier and heavier tax burden. It shares the parental concern of many young families whose children are being raised in poverty; in a country like Canada, needless poverty. It is concerned about the resentment this will generate amongst these families and their children and the personal and social problems this resentment and poverty will create in the future.

Le budget de M. Wilson présenté le 26 février dernier, a jeté une petite lueur d'espoir dans ce domaine. Le gouvernement a annoncé la mise sur pied du nouveau programme, un crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente, lequel a pour but de compenser jusqu'à un certain point (\$50 par adulte et \$25 par enfant) l'imposition de la nouvelle taxe de vente.

Comme je l'ai mentionné, ceci jette une petite lueur d'espoir dans le secteur, parce qu'au moins, on peut entrevoir une mesure corrective face

En somme, un moyen élargi ou un mécanisme plus adéquat, permettrait au gouvernement, d'enlever au moins, le fardeau énorme qu'on impose aux familles à faible revenu.

Ce n'est pas avec une somme de \$50 par adulte ou de \$25 par enfant que nous allons éliminer ce fardeau. Ce qui est important, c'est le mécanisme proposé. Il s'agit d'y réfléchir un peu car si \$50 devient \$200, et \$25, \$100, on commence alors à obtenir une compensation ou un remboursement du fardeau d'impôt pour la famille à faible revenu.

Évidemment, ceci ne remplacera ou n'éliminera pas le problème de la désindexation partielle. Le Conseil s'oppose en principe à cette désindexation. Il cherche aussi des mesures de rechange qui permettront aux familles à faible revenu de tenir le coup. Monsieur le président, il est à souhaiter que nous vivons tous un mauvais rêve et que d'ici quelque temps, le gou-

## [Traduction]

batter le gouvernement pour ce qui est de la désindexation. Les familles avec des enfants, pour des raisons qui nous échappent, n'ont pas réussi à le faire; cependant, leurs besoins sont tout aussi réels.

La NACA est préoccupée par la tournure des événements et croit que les Canadiens âgés partagent cette préoccupation. La manière de vivre des Canadiens a toujours été fondée sur la solidarité entre générations et l'interdépendance. Les personnes âgées ont contribué pendant de nombreuses années—et certains d'entre nous savent à quel point ces années ont été difficiles—à l'éducation et au bien-être des générations futures. Les générations plus jeunes, elles, contribuent aux programmes sociaux qui sont jugés essentiels pour assurer la sécurité financière et le bien-être de tous les Canadiens, surtout des Canadiens âgés.

C'est cette solidarité entre générations, cette interdépendance, qui est en jeu dans ce débat, et les risques sont considérables. La distinction qui a été faite entre les allocations familiales et les prestations aux personnes âgées, en juin dernier et dans le projet de loi que nous avons devant nous, ne peut que contribuer à saper la solidarité et l'interdépendance qui unissent les générations de Canadiens.

La NACA déplore le fait que les familles canadiennes à revenu très faible soient obligées d'assumer une part de plus en plus importante du fardeau fiscal. Le Conseil partage les préoccupations de nombreuses familles jeunes dont les enfants sont élevés dans la pauvreté, dans une pauvreté qui n'a pas sa place dans un pays comme la Canada. Elle est préoccupée par le ressentiment qui émanera de ces familles et de leurs enfants, et par les problèmes personnels et sociaux que ce ressentiment et cette pauvreté créeront dans les années à venir.

The budget that Mr. Wilson brought down on February 26 sent a glimmer of hope through this sector. The government announced the introduction of a new refundable sales tax credit, intended to provide a certain measure of compensation (\$50 per adult and \$25 per child) for the imposition of the new sales tax.

As I said, this brought a glimmer of hope into the sector, because it meant at least one measure to balance the tax burden that Canadians were being asked to shoulder in order to reduce the deficit.

So basically there was now an expended way, or a more adequate mechanism, for the government at least to lighten the heavy burden imposed on low-income families.

It's not by a credit of \$50 per adult and \$25 per child that we're going to eliminate this burden. What matters is the proposed mechanism. Think about it—if the \$50 were raised to \$200, and the \$25 to \$100, say, then we would see the beginning of real compensation or reimbursement of the tax burden on low-income families.

Obviously, it won't replace indexation, or eliminate the problem of partial de-indexation. The Council is opposed in principle to this de-indexation. It is looking for substitute measures that would enable low-income families to get by. Mr. Chairman, it is devoutly to be hoped that we are all living through a bad dream and that very soon the government will



[Text]

vernement trouvera les ressources et le courage nécessaires pour revenir sur cette décision malheureuse et pour restaurer l'intégrité des programmes sociaux au Canada.

Comme je l'ai dit plus tôt, les programmes sociaux sont un élément clé de la vie canadienne. Nous y tenons tous. Je vous remercie pour l'occasion qui m'est offerte de présenter le point de vue du Conseil. Il me fera plaisir de répondre aux questions.

**Le président:** Merci beaucoup monsieur Leblanc. Le sénateur David désire répondre à votre invitation pour les questions auxquelles vous seriez disposé à répondre.

**Le sénateur David:** J'ai été très intéressé par l'exposé de M. Leblanc, particulièrement par le lien établi entre ces associations qui s'occupent des personnes âgées et du vieillissement. Vous avez mentionné le lien entre ces personnes et l'enfance, les politiques des jeunes, des très jeunes aussi vis-à-vis les politiques des personnes plus âgées.

Je crois que cette vision de notre société est importante. Notre société a passablement changé depuis une trentaine d'années. On sait que le nombre de personnes âgées dans notre société augmentera. Selon les statistiques des deux dernières décennies, le nombre d'enfants diminuera. Qu'on le veuille ou non, à moins de réformes très globales, le fardeau des personnes âgées ainsi que des enfants incombera à un nombre de travailleurs de plus en plus restreint.

Je pense que toutes les études à ce sujet prévoient des chiffres tout au moins inquiétants pour les prochaines décennies.

Je me demande si vous ne faites pas là un rapprochement avec plusieurs des personnes qui ont témoigné devant nous, et qui ont essayé d'esquisser ce rapprochement entre ce que l'on appelle le revenu supplémentaire des personnes âgées démunies et le crédit d'impôt qui pourrait fort bien être considéré comme un revenu supplémentaire, versé aux enfants ou aux mères des enfants des familles démunies.

J'aimerais savoir comment ce supplément de revenu serait perçu par les personnes âgées qui le recevraient. Est-ce qu'il y a un élément de discrimination? Est-ce que l'allocation de vieillesse devrait être plus généreuse pour tout le monde? J'essaie de lier le principe de l'universalité et celui de la sélectivité, c'est-à-dire, maintenir le principe de l'universalité, mais en même temps, devenir plus sélectif et plus «aidant», si je peux employer cette expression, pour les personnes qui en ont le plus besoin. J'aimerais que vous me disiez quelle est la réaction de ceux qui reçoivent un supplément de revenu.

**M. Leblanc:** Avant de répondre à votre question, sénateur, j'aimerais faire un commentaire, suite au vôtre. Vous avez parlé du fardeau des personnes âgées pour l'avenir.

**Le sénateur David:** Je parle du fardeau financier.

**M. Leblanc:** Oui, du fardeau financier. Le Conseil s'oppose à ce concept qui fait trop souvent les manchettes. On est porté à prétendre que l'évolution démographique résultera en un fardeau financier. C'est simpliste comme formule. Vous et moi, la majorité des Canadiens, épargnons pour notre retraite. C'est notre argent que nous mettons de côté pour la retraite. Ce n'est pas un fardeau en soi. Nous ne donnons pas aux gens l'impression qu'ils deviennent un fardeau, tel n'est pas le cas. Les per-

[Traduction]

find the resources and the courage to restore full social programs in Canada.

As I said earlier, social programs are a key element in Canadian life. We all value them. Thank you for giving me the opportunity to present the Council's point of view. I would be pleased to answer any questions.

**The Chairman:** Thank you very much, Mr. Leblanc, Senator David will respond to your invitation concerning the questions you would be prepared to answer. Senator David.

**Senator David:** I was very interested in Mr. Leblanc's statement, and particularly in the links among these associations concerned with the elderly and aging. You mentioned the link between these persons and childhood and policies on young, very young, people as compared with the policies on older people.

I think this vision of our society is important. Our society has changed considerably over the last thirty years or so and it is well known that the number of elderly people in our society will increase, and according to the statistics of the last two decades, the number of children will decline rather, and whether we like it or not, unless very thorough reforms are made, the burden of old people and that of children will be borne by a declining number of workers.

I think that all the studies that have been done on this subject come up with figures that are at the very least alarming for the next few decades.

I wonder if there is not a connection with several of the people who testified before us, who tried to do so, between what is called the supplementary income of poor elderly persons and the tax credit, which could very well be regarded as a credit or supplementary income to the children or to the mothers of children from poor families.

I should like to know how this supplementary income would be collected by the elderly people receiving it. Is there an element of discrimination? Should the old age allowance be more generous for everyone? I am trying to link the principle of universality with that of selectivity, that is to say, to maintain universality but at the same time to become more selective and more "helping", if I may use this expression, for those people who have the greatest need. I should like you to tell me what is the reaction of those in receipt of a supplementary income.

**Mr. Leblanc:** Before answering your question, Senator I should like to comment on your comment. You spoke of the burden of elderly people in the future.

**Senator David:** I am speaking of the financial burden.

**Mr. Leblanc:** Yes, the financial burden. The Council is strongly opposed to this concept, which makes the headlines too frequently. There is a tendency to claim and thus to say that demographic developments will result in a financial burden. This is a simplistic formula. You and I and the majority of Canadians save for our retirement. It is money that we put aside for retirement. It is not a burden for oneself. We do not give people the impression that they are becoming a burden

*[Text]*

sonnes âgées réagissent de plus en plus au concept du fardeau. Ils ne se considèrent pas comme un fardeau et ils ont raison. La majorité n'est pas et ne sera pas un fardeau. Ils voient à leurs besoins, à leur retraite, à leur bien-être. Je reviens un peu à votre question. Un certain nombre de personnes, vu les circonstances, le concept économique et surtout les programmes ou les plans de pension en place, n'ont pu épargner suffisamment pour assurer leur retraite. Ces gens deviennent dépendants, à différents degrés, de programmes du gouvernement.

Je n'inclus pas ici le programme de sécurité de la vieillesse. Je réponds maintenant à votre question, à savoir le supplément de revenu garanti.

**Le sénateur David:** C'est cela.

**Mr. Leblanc:** Les personnes âgées ne considèrent pas la pension de vieillesse comme un fardeau mais comme un retour sur leur placement d'impôt au cours des années. La plupart de nous sommes suffisamment âgés pour se souvenir qu'à un certain moment, le gouvernement avait imposé une taxe de 2 p. 100 pour financer cette pension de vieillesse. Ceux qui ont de la mémoire s'en souviennent. On a toujours l'impression qu'ils ont continué à fournir ce 2 p. 100. Aujourd'hui, ils touchent le 2 p. 100 sous forme de pension de vieillesse. Si vous ajoutez cela à votre régime de pension du Canada, au REER ainsi qu'au plan de pension privé auquel vous avez contribué, vous avez l'impression que vous financez votre vieillesse et que vous n'êtes pas un fardeau.

Parmi nous, certains sont moins chanceux ou plus démunis. Ces gens dépendent du supplément garanti qui, justement, supplée ou compense au manque d'avoir ou au manque d'épargne. Aussi, une quantité de gens dans ce bas monde sont demeurés à la maison pour voir au bien-être de leurs enfants. Souvent, ils n'ont pu bénéficier de ces programmes et deviennent dépendants de ces suppléments de revenu garanti pour la vieillesse. Ces gens reçoivent le supplément.

Maintenant, j'en viens à votre question. La plupart sont bien contents de recevoir le supplément. Il y a très peu de ressentiment de leur part, et la raison en est très simple. Ce supplément est versé de façon très anonyme. Les gens ont l'impression que c'est un droit qui leur revient. On ne vient pas fouiller un peu partout pour évaluer leur avoir. Il n'y a pas de fameux «means test». Il est basé strictement sur leur revenu et sur une déclaration de leur revenu, ce qui ressemble beaucoup à leur déclaration d'impôt. C'est tout comme s'ils faisaient une autre déclaration d'impôt. Lorsqu'on fait une déclaration d'impôt, on paie au gouvernement; dans ce cas-ci, on fait une déclaration pour obtenir le supplément de revenu et elle rapporte quelque chose.

**Le sénateur David:** J'ai une question supplémentaire concernant le revenu augmenté et assuré. Est-ce qu'il vient en même temps que le chèque? Est-ce qu'il fait partie d'un tout ou si ce sont deux chèques différents? Je m'excuse de demander cette question, je devrais connaître la réponse. J'aimerais également savoir si ce revenu est mensuel.

*[Traduction]*

when they are not. The elderly are reacting more and more to the burden concept. They do not see themselves as a burden, they do not wish to see themselves as a burden and they are right. The majority are not and will not be a burden. They look after their needs, their retirement, their welfare. I am coming back somewhat to your question, there are a number of people who, in light of the circumstances and the economic concept, and above all in light of the pension programs and plans that are in place, that they were not able to save enough to provide for their retirement, and these people become dependent to varying degrees on government programs.

Here I am not including old age security in that. I come now to your question, the guaranteed income supplement that has been spoken about.

**Senator David:** That is it.

**Mr. Leblanc:** The elderly do not see the old age pension as a burden. They see it as a return on their tax investment over the years. Most of us here are old enough to remember that at one time the government imposed a 2 per cent tax to finance this old age pension. Those with memories remember this and there is always the impression that they have continued to pay it, this 2 per cent, and today they are receiving the 2 per cent in the form of the old age pension. If you add this to your Canada Pension Plan that you pay and to your RRSP that you have saved, and to your private pension plan young get the impression that you are funding your old age and that you are not a burden.

There are some of us who are not as lucky or who are poorer, if you wish, and these people depend on the guaranteed supplement precisely to supplement or compensate for the lack of assets or the lack of opportunity for these people to save, and, as is well known, there are a number of people here below who stayed at home to look after their children and often were not able to take advantage of these programs, and are often relegated and become dependent on these guaranteed income supplements in old age. These people receive the supplement.

I now come to your question. Most are very happy to receive it; there is very little resentment and the reason for this is very simple. This is done anonymously and people have the impression that comes back to them, that that is their right. No one comes to search everywhere to determine their worth. There is none of the infamous means test. This is based strictly on their income and a statement of their income, and this greatly resembles their tax return. It is just as though they were filing another tax return, the difference being that when one tax return is filed, you pay the government, but in this case you file your return for the income supplement and this brings something back to you.

**Senator David:** I have a supplementary question on the guaranteed supplement revenue. Is it part of the same cheque or do you get two different cheques. I am sorry I have to ask that question because I should know the answer. I should also like to know whether it comes every month.



[Text]

**M. André Leblanc:** Pour des raisons d'économie administrative, il s'agit d'un chèque.

**Le sénateur David:** Un seul?

**M. André Leblanc:** Oui

**Le sénateur David:** Annuel?

**M. André Leblanc:** Non, mensuel.

**Le sénateur David:** En somme, les deux sont combinés?

**M. André Leblanc:** A chaque année, c'est justement à ce temps-ci de l'année, que les gens doivent remplir une demande. On envoie un rappel à toutes les personnes âgées qui reçoivent la pension de vieillesse pour leur dire que s'ils veulent toucher ce supplément, ils doivent faire une demande et elles doivent être acheminées avant telle ou telle date. Il peut y avoir omission d'un paiement si la demande n'est pas faite.

**Le président:** Est-ce que je peux ajouter un mot? Si j'ai bien compris, votre réponse comporte la mécanique d'une déclaration d'impôt additionnelle. En fait, «l'odieux» qui pourrait s'attacher au supplément n'existe pas du point de vue psychologique. Est-ce bien le point que vous avez soulevé?

**M. André Leblanc:** Oui, il n'existe pas ou à peine. Certainement, des gens dans ce bas monde se sentent mal à l'aise de faire cette demande. Je crois que la réaction obtenue de la moyenne des gens qui touchent ce supplément est très positive, parce que le processus est anonyme. Ils ne reçoivent pas une enveloppe d'une couleur particulière. Ils ne reçoivent pas une enveloppe d'un bureau particulier. Ce n'est pas de l'assistance qu'ils reçoivent; c'est semblable à un chèque d'allocation familiale ou à un chèque de pension de vieillesse. Le supplément est reçu dans le même genre d'enveloppe et le voisin ne le sait pas. Il n'a pas à le savoir d'ailleurs.

**Le président:** L'explication résulte en fait que le crédit d'impôt est fondé sur une autre déclaration ou sur une partie de la déclaration d'impôt. Il ne semble pas y avoir non plus de sentiment d'infériorisation à le rattacher à cette formule.

**M. André Leblanc:** Je connais très peu de gens qui n'aiment pas recevoir un crédit d'impôt.

**Le président:** Celà dit, je me suis permis de poser cette question pour corriger un point. Sénateur David voulez-vous continuer?

**Le sénateur David:** Je voudrais revenir sur le mot fardeau employé par le témoin. Dans mon esprit, ce mot n'a pas la même signification.

Le vieillissement en soi impose par le fait même à la société des coûts supplémentaires. La personne âgée ne doit pas les considérer comme un fardeau. Vous n'avez qu'à constater l'âge de l'hospitalisation des malades dans l'ensemble du système hospitalier qui a beaucoup augmenté depuis vingt ans. Cette statistique a été prouvée.

Vous n'avez qu'à considérer le nombre de foyer d'accueil ou de maisons de convalescence ou pour personnes souffrant d'un mal chronique qu'on doit construire. Car de plus en plus, ces personnes doivent être hospitalisées ailleurs.

[Traduction]

**Mr. André Leblanc:** For reasons of administrative economy it is a cheque.

**Senator David:** Only one?

**Mr. André Leblanc:** Yes.

**Senator David:** Annual.

**Mr. André Leblanc:** No, monthly.

**Senator David:** In effect the two are combined?

**Mr. André Leblanc:** Each year, and it is precisely at this time of year, the people have to make a request that they be sent a reminder, all elderly people receiving the old age pension. They are supplement, they must file an application and the applications must be sent before a given date. A payment may be forgotten if the application is not filed.

**The Chairman:** May I add something? If I have understood your answer correctly, this involves the mechanism of an additional tax return, which means that odium could be connected with the supplement, from a psychological viewpoint, and that is not the case. Is that the point you were making?

**Mr. André Leblanc:** Yes, that is not the case or it is barely the case. There are certainly people in this world who feel uncomfortable in making this application, but I feel that the reaction we have had from the average member of the public receiving this supplement is very positive, because it is anonymous. They do not receive an envelope of a particular colour and they do not receive an envelope from a particular office. It is not assistance that they are receiving, it is similar to a family allowance cheque or an old age pension cheque. It comes in the same kind of envelope and the neighbour does not know about it. He does not need to know about it either.

**The Chairman:** Which also explains, moreover, that for the tax credit, which is based on another return or on part of the tax credit, which is based on another return or on part of the tax return, there does not seem to be any feeling of inferiority connected with this form.

**Mr. André Leblanc:** I know of very few people who do not like to receive a tax credit.

**The Chairman:** Now that this has been said, I asked the question to clear up a point. Will you continue, Senator David?

**Senator David:** I should like to come back to the word burden used by the witness. To my mind, this word does not mean the same thing.

Aging as such imposes by its very fact additional costs on society. An elderly person does not have to consider them a burden. You merely have to note the age at which the sick are hospitalized in the hospital system as a whole, which has greatly increased over the last twenty years. This statistic has been proved.

You merely have to consider the number of old people's homes or convalescent homes or for the chronically ill that have to be constructed. Because more and more, these people have to be hospitalized elsewhere.

**[Text]**

Je ne voudrais pas que transparaisse aucunement dans mon raisonnement une certaine mesquinerie, mais en utilisant le sens très noble du mot, il est certain que le vieillissement de la population entraîne des conséquences pour l'autre partie de la population. C'est un fait heureux. C'est un signe de progrès de la médecine dont je suis très fier.

**M. Leblanc:** Je ferai un commentaire sur celui du sénateur David. Si le vieillissement de la population occasionne des coûts supplémentaires à la société, c'est-à-dire aux contribuables, ce fait est en bonne partie dû au manque de législation qui gère les régimes de pension. Ce n'est pas plus compliqué. Les gens veulent payer pour leur propre vieillesse. S'ils n'obtiennent pas le moyen de le faire, si les mécanismes adéquats ne sont pas en place, il est évident que cela occasionnera des coûts supplémentaires.

A titre d'exemple, nous avons constaté qu'un comité de la chambre des communes qui s'est penché sur le régime de pension du Canadien national. Le Conseil a fait des représentations devant ce comité. Les retraités du Canadien national se sont plaints lorsque leur pouvoir d'achat diminue. C'est évident, leur pension n'est pas indexée. C'est le régime qui ne leur fournit pas les outils nécessaires. Ces gens sont affectés par le supplément du revenu pour la plupart car leur régime de pension n'est pas adéquat. Ces gens ne seraient pas devenus une charge additionnelle pour le supplément si le régime avait été adéquat.

La position du Conseil est très simple. Rendez les régimes de pensions adéquats, indexez les. Nous ne reviendrons pas plus tard demander un supplément de revenu.

Relativement au programme de santé, il est évident que les dépenses dans le domaine de la santé sont occasionnées pour les patients d'un certain âge. Cela est évident, le régime de santé est conçu pour les personnes malades. Les personnes en santé n'en ont pas besoin.

Il y a une plus forte proportion de personnes âgées qui ont des problèmes de santé. Il ne faut pas exagérer là-dessus non plus. Il est évident qu'en vieillissant, il y a des faiblesses, des manques plus nombreux. Cela amène des coûts supplémentaires. Ce n'est pas un fardeau. C'est un phénomène tout à fait normal. Les gens vieillissent et requièrent plus de soins de santé. La société leur fournit donc les soins dont ils ont besoin. On leur fournit aussi ses soins quand ils sont jeunes. Ceux qui n'en ont pas besoin lorsqu'ils sont jeunes rendent grâce à Dieu. Ils payent pour ceux qui en ont besoin. C'est un échange entre les générations, entre les biens portants et les malades.

Le principe est très simple. Les programmes de santé sont conçus pour les personnes malades. Elles doivent donc être payées par les gens qui sont bien.

**Le sénateur Tremblay:** Tout compte fait, pour ajouter un mot à votre commentaire, qui ressemble d'ailleurs à celui que vous avez fait tantôt à propos du supplément, je connais peu de gens qui ont des objections à vivre plus longtemps.

**Senator Marsden:** Mr. Leblanc, I would like to say how much I appreciate your newsletter and the work that you do. I read it regularly, because you have a most sophisticated analysis and it is of great benefit in our work. You have talked about the Old Age Security, the Guaranteed Income Supple-

**[Traduction]**

I do not want any kind of miserliness to appear in my reasoning, but in using the word in its most noble meaning it is certain that the aging of the population has consequences for the rest of the population. This is a fortunate fact. It is a sign of progress in medicine of which I am very proud.

**Mr. Leblanc:** I shall comment on Senator David's comment. If the aging of the population imposes additional costs on society, that is to say, on taxpayers, this fact results to a large extent from the lack of legislation governing pension plans. It is no more complicated than that. People wish to pay for their own old age. If they are not given the means to do so, if adequate mechanisms are not in place, it is obvious that this will result in additional costs.

As an example, we have noted that a committee of the House of Commons considered the federal Canada Pension Plan. The council made representations to this committee. Beneficiaries under the Canada Pension Plan complained when their purchasing power was reduced. That is clear, their pension is not indexed. It is the plan that does not give them the necessary tools. These people are affected by the income supplement mainly because their pension plan is not adequate. These people would not have become an additional charge on the supplement if the plan had been adequate.

The position of the Council is very simple. Make the pension plans adequate, index them. We would not then come back later to ask for an income supplement.

With respect to the health program, it is clear that expenditures in the health field are involved for patients of a certain age. This is clear, the health system is designed for sick persons. Healthy persons do not need it.

A higher proportion of the elderly have health problems. It is not necessary to exaggerate about this either. It is clear that aging brings weaknesses, more numerous deficiencies. This leads to additional costs. That is not a burden. It is a perfectly normal fact. People age and require more health care. Society accordingly provides them with the care they need. They also are provided with care when they are young. Those who do not need it when they are young give thanks to God. They pay for those who do need it. This is a trade-off between the generations, between the healthy and the sick.

The principle is very simple. Health programs are designed for the sick. They must therefore be paid for by those who are well.

**Senator Tremblay:** All things considered, if I may add something to your comment, which resembles the one you made earlier concerning the supplement, I know few people who object to living longer.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur Leblanc, je voudrais vous dire à quel point j'apprécie vos bulletins et le travail que vous faites. Je les lis régulièrement, parce que votre analyse est très élaborée et nous aide beaucoup dans notre travail. Vous avez parlé de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu



[Text]

ment, and the Canada Health Act. We also know that, with respect to the portion of the population with which your council is concerned, there is the Charter and its discriminatory or non-discriminatory provisions; also special groups, veterans' affairs, and so on. They are all programs and issues that deal with people who are aging. Would you say that constitutes a policy on aging, or would you say that we are without a policy on aging in this country—from the point of view of your council?

**Mr. Leblanc:** To have no policy is to have a policy. I think that what we have at the moment are many policies, and some of them are conflicting, contradictory, or do not mesh well, do not support one another.

I was going to say that it is a bit of a hodgepodge, but that is too strong.

**Senator Marsden:** It needs co-ordination.

**Mr. Leblanc:** There are gaps and weaknesses.

**Senator Marsden:** With respect to the age group that we are discussing in this bill, both children and their parents—people of that age group—we have, of course, as you know, the family allowance and various tax exemptions, the child tax credit, the Charter, the Canada Health Act, and so on. Would you give the same opinion about policy towards children and families?

**Mr. Leblanc:** The gaps and weaknesses are greater. You have less of a sense of completeness when you talk about families with children. There are more policies with respect to the elderly. They work together better; they fit together better, but there are still gaps and weaknesses. You could go on at length with respect to that. The situation is more unfortunate, if that is the right word, when you deal with families with children.

**Senator Marsden:** In terms of your response to Senator David earlier about the relationship between the OAS and the family allowance, did I interpret you correctly that because as taxpayers we all contribute to the CPP you are saying it is quite a different matter from family allowances, to which we do not make a direct contribution? There is no insurance element. You would not make a comparison between those two?

**Mr. Leblanc:** No. Perhaps I was not clear. We all contribute to the Canada Pension Plan. That is a contributory plan. It is paid for by workers and employers. The employers have to contribute to that plan. It is not like a private pension plan. They must contribute. So that is a contributory plan, so there is no doubt about entitlement. I believe that older Canadians feel that they are contributing to the old age security, and have contributed to that plan and they have an entitlement.

**Senator Marsden:** Yes.

**Mr. Leblanc:** There seems to be no doubt about that. When it comes to a guaranteed income supplement and other forms of supplement, people feel that they now have an entitlement because of their status, their condition, and their contribution may not be as evident because they may not have been making

[Traduction]

garanti et de la Loi sur la santé. Nous savons également, en ce qui concerne la catégorie de personnes à laquelle s'intéresse votre conseil, qu'il y a la Charte et ses dispositions discriminatoires ou non discriminatoires, des programmes destinés à des groupes particuliers, aux anciens combattants, etc. Tous ces programmes s'appliquent à des personnes qui vieillissent. D'après le Conseil, est-ce que ces programmes tiennent lieu de politique sur le vieillissement ou êtes-vous d'avis qu'il n'existe aucune politique de ce genre dans notre pays?

**M. Leblanc:** Ne pas avoir de politique, c'est aussi une façon d'en avoir une. Nous avons, d'après moi, de nombreuses politiques à l'heure actuelle, et certaines d'entre elles sont contradictoires ou incompatibles.

J'allais dire que c'est un peu un salmigondis, mais le terme est trop fort.

**Le sénateur Marsden:** Il y a manque de coordination.

**M. Leblanc:** Il y a des lacunes et des faiblesses.

**Le sénateur Marsden:** En ce qui concerne le groupe d'âge visé dans le projet de loi—les enfants et leurs parents—nous avons évidemment, comme vous le savez, les allocations familiales et diverses exemptions d'impôt, le crédit d'impôt pour enfants, la Charte, la Loi canadienne sur la santé et le reste. Avec-vous la même opinion de la politique à l'égard des enfants et des familles?

**M. Leblanc:** Les lacunes et les faiblesses sont encore plus grandes. On est davantage conscients des lacunes quand on songe aux familles ayant des enfants. Il y a davantage de programmes pour les personnes âgées. Ils sont mieux coordonnés et intégrés, mais eux aussi ont des lacunes et des insuffisances. On pourrait en parler pendant des heures. La situation est encore plus déplorable, si c'est le mot juste, lorsqu'il s'agit de familles élevant des enfants.

**Le sénateur Marsden:** Je voudrais revenir à la réponse que vous avez donnée au sénateur David au sujet des rapports entre le supplément de revenu garanti et les allocations familiales. Avez-vous bien dit que le fait que nous cotisons au RPC en tant que contribuables le rend très différent des allocations familiales, auxquelles nous ne faisons aucune contribution directe? Il n'y a aucun élément d'assurance. Selon vous, en ne peut pas comparer ces deux programmes?

**M. Leblanc:** Non. Je ne suis peut-être mal expliqué. Nous cotisons tous au Régime de pensions du Canada. C'est un régime fondé sur des cotisations, payées par les employés et par les employeurs. Les employeurs sont tenus de cotiser à ce régime. Ce n'est pas comme un régime de pensions privé. Ils doivent y cotiser. C'est donc un régime contributif, de sorte que l'admissibilité aux prestations peut être clairement établie. Je crois que les Canadiens âgés estiment qu'ils ont droit aux prestations de sécurité de la vieillesse parce qu'ils y contribuent ou y ont contribué.

**Le sénateur Marsden:** Oui.

**M. Leblanc:** C'est très clair. En revanche, pour le supplément de revenu garanti ou d'autres formes de compléments de revenu, les gens estiment qu'ils y ont droit en raison de leur situation et de leur statut, mais la justification n'est peut-être pas tout à fait aussi claire parce qu'ils n'ont peut-être pas con-

[Text]

a regular contribution in the form of income tax. The sense is not there but the need is there. The entitlement is less evident and the contribution is less evident.

So that if you are trying to make a comparison between a guaranteed income supplement and a child tax credit, I suppose they do have the same kind of relationship to the tax base and to the perception of people.

**Senator Marsden:** What about the family allowance and the old age security?

**Mr. Leblanc:** The distinction there would be that family allowances are like old age security and tax credits are like supplements.

**Senator Marsden:** I understand, but my point is this—

**Mr. Leblanc:** The perceptions are similar.

**Senator Marsden:** They are?

**Mr. Leblanc:** I believe so, but in a way you are asking the wrong person, except that my wife has been the recipient of family allowances for many years.

**Senator Marsden:** I am asking the question in terms of the model of dependents which you began your remarks with.

**Mr. Leblanc:** People do not see receiving old age security or family allowance as being dependent. They see that as a return on a tax investment over time.

**Senator Marsden:** And for those of us without children, it is our contribution to those who have.

**Mr. Leblanc:** It is all inter-generational, inter-grouping. We all contribute to schools without necessarily having children of our own in school, and so on. It is that type of thing. We are all doing this together.

**Senator Marsden:** Thank you very much. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Are there any other questions?

M. Leblanc, je vous remercie chaleureusement d'être venu nous présenter vos idées sur le système de prestations pour enfants, non seulement le projet de loi C-70 mais aussi vous avez fait des commentaires sur les crédits d'impôt qui sont clairement associés aux allocations familiales.

En particulier, je vous remercie d'avoir mis l'accent sur cette sorte d'interdépendance des générations et des différents groupes.

Toute l'approche d'une politique sociale globale se fonde sur ces commentaires. Que je sache, vous avez peut-être été le seul témoin à mettre l'accent sur ce sujet comme philosophie générale. Vos propos alimenteront notre réflexion.

**M. Leblanc:** Je vous remercie M. le Président. Si j'ai ajouté quelque chose au débat, cela me fait plaisir. Il a été très intéressant de participer à cette rencontre.

**The Chairman:** Honourable Senators, we come now to what I might call phase 2 of our work in this committee on Bill C-

[Traduction]

tribué régulièrement par le biais de l'impôt sur le revenu. La justification est absente, mais le besoin existe. L'admissibilité est moins évidente, ainsi que la forme de participation.

Ainsi, si l'on essaie de comparer un supplément de revenu garanti à un crédit d'impôt pur enfants, je suppose qu'on aboutit au même genre de relation par rapport à l'assiette fiscale et à la perception.

**Le sénateur Marsden:** Qu'en est-il des allocations familiales et des prestations de sécurité de la vieillesse?

**M. Leblanc:** La Distinction serait que les allocations familiales sont analogues aux prestations de sécurité de la vieillesse et que les crédits d'impôt se rapprochent de suppléments.

**Le sénateur Marsden:** Je comprends bien, mais—

**M. Leblanc:** Les perceptions sont analogues.

**Le sénateur Marsden:** Vraiment?

**M. Leblanc:** Je le crois, mais vous interrogez en fait la mauvaise personne, même si ma femme a touché des allocations familiales pendant de nombreuses années.

**Le sénateur Marsden:** J'ai posé cette question par rapport au modèle de personnes à charge dont vous avez parlé initialement.

**M. Leblanc:** Les gens ne pensent pas que le fait de recevoir des prestations de sécurité de la vieillesse ou des allocations familiales fait d'eux des personnes à charge. Ils considèrent que c'est un rendement sur l'impôt qu'ils ont investi avec les années.

**Le sénateur Marsden:** Et pour ceux d'entre nous qui n'ont pas d'enfants, c'est notre contribution au bénéfice de ceux qui en ont.

**M. Leblanc:** Cela dépasse les questions de génération ou de groupe. Par exemple, nous contribuons tous aux écoles sans nécessairement avoir des enfants qui fréquentent ces écoles. C'est la nature de ce genre de chose. Cela nous touche tous.

**Le sénateur Marsden:** Merci beaucoup. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

**Mr. Leblanc,** I wish to thank you warmly for coming to give us your ideas on the child benefit system, not only Bill C-70, but you also made comments on the tax credits that are clearly associated with family allowances.

In particular, thank you for emphasizing this kind of interdependence between generations and different groups.

The whole approach of an overall social policy is based on these comments. As far as I know, you are perhaps the only witness who emphasized this point as a general philosophy. Your words will sustain our reflections.

**Mr. Leblanc:** Thank you, Mr. Chairman. If I have added something to the discussion, I am glad. It has been very interesting to participate in this meeting.

**Le président:** Honorables sénateurs, nous arrivons maintenant à ce que je pourrais appeler la phase 2 de nos travaux au



[Text]

70. We have already had some exchange of views on the report that we have to make to the Senate. We have heard all the witnesses who asked to be heard. I don't want to try in any way to summarize all the testimony that we have heard, but having heard the witnesses we are now at the point where we have to decide on the report we have to make. If I correctly understood your comments yesterday, Senator Bonnell—

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, it is now ten after 11 o'clock. It is ten minutes past the time of adjournment and we have yet to go over the bill clause by clause, and we have yet to get our report ready for tabling in the Senate. I talked to the Law Clerk last night and he is working on a suggestion, not an amendment, to be put on the end of the report, something that the committee might consider adding to the report. The Law Clerk will put the suggestion in precise legal terms. He said that he would have it ready at noon today, but he still has not approached me with it.

I suppose that we will have to go over the bill clause by clause, or we might just accept it holus-bolus as it is. I suspect that we have talked about it long enough, unless you want to bring in the minister again.

I would move that we meet next Tuesday at 11 a.m., if possible, in the same place.

**The Chairman:** Before dealing with that proposal, I would like to clarify one point. You say that we have to go over the bill clause by clause.

**Senator Bonnell:** If you so wish.

**The Chairman:** I know that this is the usual procedure, but do you think there are enough clauses in the bill to do that? There is only one, and it has been discussed all along.

**Senator Bonnell:** Oh, I thought there was a clause in the bill concerning the definition of death, that the minister can declare who is dead and who is not dead, that he can declare when you are dead and when you are not dead. Is that not in this bill?

**The Chairman:** Yes, it is in the bill.

**Senator Bonnell:** Is that not another clause?

**The Chairman:** Yes.

**Senator Bonnell:** Then how come you say there is only one clause?

**The Chairman:** You know as well as I do that the presumption is there for the specific purpose of family allowance payments. It has been discussed in the other place quite extensively.

**Senator Bonnell:** The whole bill was discussed in the other place.

**The Chairman:** Yes, I know, but—

**Senator Robertson:** It was discussed here in a pre-study as well.

**The Chairman:** It was amended in the other place to take into account some of the objections that had been made to the

[Traduction]

sujet du projet de loi C-70. Nous avons déjà échangé des idées sur le rapport que nous devons déposer au Sénat. Nous avons entendu tous les témoins qui avaient demandé à comparaître. Je ne veux d'aucune manière tenter de résumer tous les témoignages que nous avons entendus, mais, les audiences étant maintenant terminées, nous devons prendre une décision au sujet de notre rapport. Si j'ai bien compris ce que vous nous avez dit hier, sénateur Bonnell...

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, il est maintenant plus de onze heures. Nous avons dépassé de dix minutes l'heure de la levée de la séance et il nous reste encore à procéder à l'étude article par article du projet de loi et à rédiger notre rapport. J'ai parlé au légiste hier soir, et il est en train d'élaborer une suggestion, et non un amendement, qui sera ajoutée à la fin du rapport. C'est quelque chose que le Comité pourrait envisager d'ajouter au rapport. Le légiste rédigera cette suggestion en termes juridiques précis. Il m'avait dit que cela serait prêt à midi aujourd'hui, mais je n'ai encore rien reçu.

Je suppose que nous devons étudier le projet de loi article par article, ou nous pourrions tout simplement l'adopter tel quel. Je crois que nous en avons discuté assez longtemps, à moins que vous ne vouliez faire comparaître à nouveau le Ministre.

Je propose que nous nous réunissions mardi prochain à 11 heures, dans la même pièce, si c'est possible.

**Le président:** Avant de discuter de cette proposition, j'aimerais éclaircir un point. Vous avez dit que nous allions devoir étudier le projet de loi article par article.

**Le sénateur Bonnell:** Si vous le voulez.

**Le président:** Je sais que c'est la procédure habituelle, mais croyez-vous que le projet de loi comporte suffisamment d'articles? Il n'y en a qu'un, et nous en avons parlé depuis le début.

**Le sénateur Bonnell:** Oh, je croyais que le projet de loi contenait un article portant sur la définition de décès, que le Ministre pouvait déclarer qui est décédé et qui ne l'est pas, et qu'il pouvait déclarer quand vous êtes décédé et quand vous ne l'êtes pas. N'est-ce pas dans le projet de loi?

**Le président:** Effectivement.

**Le sénateur Bonnell:** N'est-ce pas là un autre article?

**Le président:** C'est exact.

**Le sénateur Bonnell:** Pourquoi dites-vous alors qu'il n'y a qu'un seul article?

**Le président:** Vous savez aussi bien que moi que la présomption de décès ne sert qu'au versement des allocations familiales. On en a déjà beaucoup parlé au comité de la Chambre.

**Le sénateur Bonnell:** Tout le projet de loi a été débattu à l'autre comité.

**Le président:** Oui, je sais, mais—

**Le sénateur Robertson:** On en a parlé ici au cours de l'étude préliminaire.

**Le président:** Il a été modifié dans l'autre comité pour tenir compte de certaines des objections au libellé du projet de loi à

[Text]

wording in the bill when it was read the first time. Unless you are not satisfied with the clarification which was made, I don't see very much reason—

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, I am not advocating that we spend time going over the bill clause by clause. I am just saying that the committee might wish to do so. As far as I am concerned we have spent enough time on the bill now that it is not necessary to go through it again word by word, going through the enactment clause, going through the title, and so on. I am prepared to accept the bill as it is, but I would like to add my little suggestion which the Law Clerk is working on and which we could have ready for Tuesday morning at 11 o'clock. That would give you time to table the report Tuesday afternoon in the Senate.

**Senator Robertson:** I don't know what kind of an addendum the senator is talking about, but I certainly would be prepared, Mr. Chairman, to move the bill back to the House without amendment. I don't know whether or not your addendum refers to amendments, senator, but if it does not I would be prepared to make that motion and perhaps we could get half-way home with this.

**Senator Flynn:** Perhaps Senator Bonnell could tell us what kind of an addendum he wants to have.

**Senator Bonnell:** I already said last week that I did not intend that my addendum change the bill. I just suggested that we report the bill with a commentary.

**Senator Flynn:** Did you indicate what the nature of your commentary was?

**Senator Bonnell:** Yes, I indicated what the nature of my commentary was.

**Senator Flynn:** You do not have a draft of that?

**Senator Bonnell:** No, the Law Clerk is working on the draft, but it has nothing to do with amending the bill. The report to the committee will be undebatable. When the chairman reports this bill he will report the bill—

**Senator Flynn:** "Without amendment but with the following observations."

**Senator Bonnell:** Yes. First of all, the committee has to agree with the observations. Nobody in the committee has seen them, not even myself, but I know what I told the Law Clerk.

**Senator Flynn:** I hope it will reflect your views.

**Senator Bonnell:** Yes, and I hope the report of the committee will reflect the views of the committee.

**Senator Flynn:** That is something else, the committee as a whole.

**Senator Bonnell:** Yes.

**The Chairman:** Senator Marsden.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, I would like to say how much I appreciate having had the opportunity to hear witnesses on this bill. It has been very instructive, and I must say

[Traduction]

la première lecture. A moins que vous ne soyez pas satisfait des clarifications apportées, je ne vois pas vraiment pourquoi—

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, je ne dis pas que nous devrions passer du temps à étudier le projet de loi article par article. Je dis simplement que le Comité peut vouloir le faire. À mon avis, nous avons suffisamment passé de temps à l'étude du projet de loi sans avoir à recommencer mot par mot, et à étudier le décret, le titre, etc. Je suis prêt à accepter le projet de loi tel quel, mais j'aimerais ajouter ma petite suggestion à laquelle travaille actuellement le légiste et qui devrait être prête pour jeudi matin à 11 heures. Cela vous donnera le temps de déposer le rapport mardi après midi au Sénat.

**Le sénateur Robertson:** Je ne sais pas de quel genre d'addendum parle le sénateur, mais je suis certainement prêt, monsieur le président, à faire rapport du projet de loi à la Chambre sans modification. Je ne sais pas si votre addendum constitue un amendement, sénateur, mais, dans la négative, je suis prêt à déposer cette motion et à nous avancer.

**Le sénateur Flynn:** Le sénateur Bonnell pourrait peut-être nous donner une idée de ce qu'il veut ajouter.

**Le sénateur Bonnell:** J'ai déjà dit la semaine dernière que mon addendum ne modifierait pas le projet de loi. J'ai simplement proposé que nous fassions rapport du projet de loi avec un commentaire.

**Le sénateur Flynn:** Avez-vous donné une idée de la nature de votre commentaire?

**Le sénateur Bonnell:** Oui, je l'ai fait.

**Le sénateur Flynn:** Vous n'en avez pas de copie?

**Le sénateur Bonnell:** Non, le légiste prépare actuellement le texte de la note que je veux ajouter, mais il ne s'agit pas d'un amendement au projet de loi. Le rapport du Comité ne pourra être débattu. Quand le président fera rapport du projet de loi, il le fera . . .

**Le sénateur Flynn:** «Sans amendement, mais avec les observations suivantes».

**Le sénateur Bonnell:** Exactement. Le Comité devra d'abord se dire d'accord avec les observations. Personne parmi nous n'a encore vu le texte, pas même moi, mais je sais ce que j'ai demandé au légiste d'y inclure.

**Le sénateur Flynn:** J'espère qu'il sera conforme à vos vues.

**Le sénateur Bonnell:** Oui, et j'espère que le rapport du Comité sera conforme aux vues du Comité.

**Le sénateur Flynn:** Ça, c'est autre chose; vous voulez dire de l'ensemble du comité.

**Le sénateur Bonnell:** En effet.

**Le président:** Sénatrice Marsden.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur le président, je tiens à vous dire comme je suis contente d'avoir eu l'occasion d'entendre des témoins au sujet de ce projet de loi. J'ai beaucoup appris en écoutant leurs observations, et je dois avouer qu'ils m'ont



[Text]

that it changed my thinking on a number of matters. I would like to say that I think it has been very helpful indeed.

When we first heard from the Minister, this bill was still in committee in the other house and no amendments had been made. We were still in the very early stages of this discussion. I must say that I would very much like to hear from the minister on three points, which perhaps you can satisfy us on but, if not, I am sure he could.

These are the points. First of all, we said we would hear anyone who wanted to be heard and we have done so. There has been—and I'm sure everyone on the committee would agree—absolute opposition to this measure. Furthermore, there was total opposition to this measure in the House of Commons. For the life of me, I can't understand why the minister has not responded to these critics and to this very, very broad band of Canadians, from people concerned about aging to people concerned about poverty, to people concerned about education, and to people concerned about everything. It is a very uncomfortable situation to be in because usually there are people who say, "this measure is moving in the right direction but". I don't think we have even heard that so I think we need some kind of testimony on our record that we at least tried to get a response to that question on behalf of all those people who have taken the time to come in front of us. I would personally like to hear that.

Secondly, I would like to have the opportunity to ask the minister about the timing of this bill and its coming into effect. We all know that it came into effect before it even passed the House of Commons, but I would like to know the government's thinking on the timing of this measure. Why did this come into effect now, why not in November when the new child tax credit advance payment scheme comes into effect? Clearly the government had that measure, which I think is a very good measure, in mind. So why not delay this until that comes into effect. That seems to me to be of maximum benefit to the families most concerned, although I would still not like the partial de-indexing of the family allowance. Nonetheless, I would think it would have a greater measure of sensitivity connected to it.

The third point is this. When the minister appeared before us previously, he tied this bill very closely to the child tax credit increase and the package of measures, as you have in your speeches and as others have done. In the budget last week, of course, the government indicated its plans to make extensive changes to the social security provisions. Before we move this bill back into the Senate, I think it is important to have some indication of where the government thinks those social security measures might go with respect to the family and child benefits, since that is the subject we have in front of us.

Perhaps the minister did indicate in his appearance before us earlier that that was his thinking, but he did not give any clear indication.

[Traduction]

fait changer d'avis sur plusieurs questions. Le processus a été des plus utiles.

Quand nous avons entendu le ministre la première fois, le projet de loi était encore à l'étape de l'étude en comité dans l'autre endroit et aucun amendement n'avait été proposé. La discussion en était encore à ses tout débuts. Je voudrais pouvoir obtenir du ministre des réponses à trois questions, à moins que vous puissiez y répondre vous-même.

Les voici. Premièrement, nous nous étions dits prêts à entendre tous ceux qui voudraient nous faire part de leurs vues, et c'est ce que nous avons fait. Cette mesure—et je suis sûre que tous les membres du Comité sont d'accord avec moi—a soulevé une opposition totale. Elle a également été dénoncée avec véhémence à la Chambre des communes. Aussi je n'arrive pas à comprendre pourquoi le ministre n'a pas répondu à ces critiques et à tous ces Canadiens, qu'ils s'occupent du vieillissement, de la pauvreté, de l'éducation ou de que sais-je encore, qui l'ont dénoncée. Nous nous trouvons dans une situation des plus embarrassantes, car il se trouve généralement des gens pour dire «cette mesure est un pas dans la bonne voie, mais». En l'occurrence, je crois que personne n'a même donné cet appui mitigé, de sorte qu'il nous faut montrer bien clairement que nous avons au moins tenté d'obtenir une réponse à cette question au nom de tous ceux qui ont pris le temps de venir nous exposer leurs vues. C'est une chose à laquelle je tiens pour ma part.

Deuxièmement, je voudrais pouvoir interroger le ministre au sujet de la date d'entrée en vigueur du projet de loi. Nous savons tous qu'il est entré en vigueur avant même d'avoir été adopté à la Chambre des communes, mais je voudrais savoir ce qui a poussé le gouvernement à agir ainsi. Pourquoi le projet de loi entre-t-il en vigueur dès maintenant, et non pas en novembre, en même temps que la nouvelle formule permettant le paiement anticipé du crédit d'impôt pour enfant? De toute évidence, le gouvernement avait déjà en vue cette dernière mesure, que je trouve des plus louables. Pourquoi alors n'a-t-il pas retardé l'entrée en vigueur du projet de loi en conséquence. C'est ce qui aurait été le mieux, à mon avis, pour les familles les plus touchées, bien que je ne sois toujours pas en faveur de la désindexation partielle des allocations familiales. J'estime néanmoins qu'on aurait dû faire preuve d'une plus grande sensibilité à cet égard.

Troisièmement, quand le ministre a comparu devant nous, il a signalé l'étroite corrélation entre ce projet de loi et la majoration du crédit d'impôt pour enfant et les autres mesures en ce sens, comme vous l'avez fait vous-même dans vos discours et comme d'autres l'ont fait aussi. Dans le budget qu'il a présenté la semaine dernière, le gouvernement a, bien sûr, indiqué son intention de modifier sensiblement les dispositions relatives à la sécurité sociale. Avant que nous ne renvoyions ce projet de loi au Sénat, je crois qu'il est important que nous ayons une idée des modifications que le gouvernement entend apporter en ce qui concerne les prestations aux familles et aux enfants, puisque c'est justement l'objet de notre étude.

Peut-être le ministre nous en a-t-il glissé un mot quand il a comparu devant nous, mais il n'a pas donné d'indication précise à ce sujet.

## [Text]

In my opinion it would be very worthwhile to have the answers to those three questions, and it would be very satisfying to be able to say that on behalf of all the people who appeared in front of us we at least got on the record the government's intentions and responses.

**Senator Robertson:** If I might speak to that, Mr. Chairman, I have no great reservations about the minister reappearing. I don't have all my references with me now that I thought I had. I did have the number of hours that were spent on debate in the House, the question and answer period and in the committee. I know it was a rather long time and an extensive debate. The Debates of the House of Commons indicate that there were a lot of answers given, not only by the minister but by the chairlady of our caucus on social policy. In fact, in the debates, as I have indicated once or twice, there was even agreement—involving people like Mr. Broadbent and a couple of members of the official opposition—that indeed Bills C-70, C-84 and C-83 will, over the next few years, help the poorest people.

The Minister of Finance in his budget speech just the other day indicated that a study—I can't find the exact quote but perhaps somebody else knows it—that a review of social policy was going to be—

**Senator Marsden:** Referred to.

**Senator Robertson:** Yes. I have asked the same question of my own colleagues, and until we have a study—well, if we knew where we were going we would not need a study, so I doubt if we would get any answers in that regard, but I have found a number of answers in the House of Commons to some of your questions, Senator Marsden. I have no reservations, if you want them repeated or if you want the minister to state them. It was obvious, at least to me, that Bill C-70 was not a bill in isolation but was a small attempt with Bill C-84 to try to redirect more money to the most needy families.

Personally, I think that anything that does that is a step in the right direction, and regardless of what has been said and what has not been said by either the Minister of Health or the Minister of Finance, the spending estimates, the budget, the envelope of social policy, have certainly increased dramatically; in fact, just the one program of espousal allowances takes up in a four-year period just about exactly the amount of so-called savings, if you take Bill C-70 in isolation, not counting increased tax credits.

I don't know. Maybe we could learn something more. I have read quite closely everything that has been said in committee and in the House of Commons and I do find a lot of answers there.

## [Traduction]

A mon avis, il serait très utile d'obtenir réponse à ces trois questions, et ce serait pour nous une source de fierté que de pouvoir dire qu'au nom de tous ceux qui ont comparu devant nous, nous avons à tout le moins réussi à obtenir des réponses précises au sujet des intentions du gouvernement.

**Le sénateur Robertson:** Si vous me permettez de prendre la parole à ce sujet, Monsieur le président, je n'ai aucune véritable objection à ce que le ministre compare à nouveau devant nous. Je n'ai pas en main toutes les données que je croyais avoir. J'avais les chiffres concernant le nombre d'heures pendant lesquelles le projet de loi a été débattu à la Chambre ainsi que le temps qui y a été consacré pendant la période de questions et à l'étape de l'étude en comité. Je sais qu'il a été débattu longuement et exhaustivement. Le journal des débats de la Chambre des communes révèle que beaucoup de réponses ont été données, non seulement par le Ministre mais aussi par la présidente de notre caucus sur la politique sociale. Le journal des débats indique même, comme je l'ai déjà mentionné à une ou deux reprises, que des gens comme M. Broadbent et quelques membres de l'Opposition officielle reconnaissent que les projets de loi C-70, C-84 et C-83 auraient pour effet, au cours des prochaines années, d'aider les plus démunis.

Dans l'exposé budgétaire qu'il a fait il y a à peine quelques jours, le ministre des Finances a indiqué qu'une étude—je ne puis retrouver la citation exacte, mais peut-être quelqu'un peut-il m'aider—qu'une étude de la politique sociale allait être...

**Le sénateur Marsden:** Effectuée.

**Le sénateur Robertson:** En effet. J'ai posé la même question à mes collègues et, jusqu'à ce qu'une étude ait été effectuée—évidemment, si nous avons déjà arrêté notre plan d'action, nous n'aurions pas besoin d'une étude, aussi je doute que nous puissions obtenir des réponses à ce sujet—mais j'ai trouvé un certain nombre d'observations qui ont été faites à la Chambre des communes et qui pourraient répondre à certaines de vos questions, sénatrice Marsden. Je n'ai aucune objection à ce que vous demandiez qu'on les répète ou que le ministre les réitère. Il était clair, du moins à mes yeux, que le projet de loi C-70 ne devait pas être considéré isolément, mais qu'il s'agissait d'une initiative, qui, en venant s'ajouter au projet de loi C-84, visait à acheminer plus d'argent vers les familles les plus démunies.

Pour ma part, tout effort en ce sens me paraît un pas dans la bonne voie et, quoi qu'aient dit le ministre de la Santé ou le ministre des Finances, les prévisions budgétaires, le budget, l'enveloppe de la politique sociale indiquent clairement que l'aide à ces familles a sensiblement augmenté; en fait, le seul programme des allocations au conjoint aura occasionné ou bout de 4 ans des dépenses à peu près égales au montant des prétendues économies, si l'on considère le projet de loi C-70 isolément, sans tenir compte de la majoration des crédits d'impôt.

Je ne sais pas. Peut-être pourrions-nous en savoir davantage. J'ai lu très attentivement tout ce qui s'est dit en comité et à la Chambre des communes, et j'y ai trouvé beaucoup de réponses.



[Text]

**Senator Marsden:** I agree, but those are not answers to my questions. I too have read that material, and the minister has not answered the three questions I have outlined.

**The Chairman:** Your first question was exactly what?

**Senator Marsden:** Why has the government not responded to this overwhelming opposition?

**The Chairman:** We might explore that right now. Of course, one can read in different ways testimony like that which we have heard, but I think there has been real confusion about Bill C-70 as a separate part and Bill C-70 as part of a broader package.

When the Canadian Teachers' Federation appeared before us earlier, I asked them about the combination of family allowance and child tax credit as a sort of supplementary family allowance, and the answer is what they say in their brief. It is clear that quite a number of the witnesses we heard—not all of them—agreed as to what they call universality on one side, which is the case of family allowances, and a sort of supplement for those who need more. That is the basic issue, and with few exceptions our witnesses agreed with that basic approach.

There was some confusion because of the fact that the two measures have been presented in two different bills. We passed Bill C-84 in which the child tax credit is mentioned, the increase in the child tax credit. The Minister of Finance announced last week that there will be an advanced payment next November. If there had been some question about the dimension of the benefits for the years 1986, 1987 and 1988, there is no question now that the advanced payment has been introduced.

There are questions about 1989, 1990 and 1991, and that is exactly the point on which we have to work in the next phase of our study, to try to find a better way to take care of the years 1989, 1990 and 1991, and the door to that has been opened by the Minister of Finance himself.

So I don't see the point of asking the minister: Is this really the case? That is my reaction to your first question.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, I am prepared to concede that very few people in this country have the understanding of the welfare system that you have, but are you really saying that the government's response to the hundreds and thousands of Canadians who have protested, whether they understand or not, is, first, "You are confused," and secondly, "Trust us, we may fix it up later"? I don't think that that is the response of the government. I mean, they are not confused about what is going to happen a few years from now, and they may not have an appreciation of all the subtleties of those benefits, but that is not an answer to why now this measure is taking place. Why do it? Why do it at all? As the Canadian Teachers Federation said, withdraw the bill, and we have had no answer to that question.

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** Je suis bien d'accord, mais il ne s'agit pas de réponses à mes questions. J'ai lu, moi aussi, ces procès-verbaux, mais le ministre n'a pas répondu aux trois questions que j'ai posées.

**Le président:** Quelle était votre première question au juste?

**Le sénateur Marsden:** Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas répondu aux accablantes critiques?

**Le président:** Voyons cela tout de suite. Bien sûr, les témoignages que nous avons entendus peuvent être interprétés de différentes façons, mais je crois qu'il y a réellement eu confusion pour ce qui est de savoir si le projet de loi C-70 devait être considéré isolément ou comme partie d'un ensemble de mesures.

Quant les représentants de la Fédération canadienne des enseignants ont comparu devant nous, je les ai interrogés au sujet des allocations familiales et du supplément que constitue le crédit d'impôt pour enfant, et la réponse qu'ils ont donnée se trouve énoncée dans leur mémoire. Il est clair que bon nombre des témoins que nous avons entendus, mais pas tous, étaient d'accord pour dire qu'il fallait prévoir, d'une part, une forme d'aide universelle, comme les allocations familiales, et d'autre part un supplément pour ceux dont le besoin est plus urgent. C'est là la question fondamentale et, à quelques exceptions près, nos témoins étaient d'accord avec cette formule de base.

Il y avait une certaine confusion à cause du fait que les deux mesures ont été présentées dans deux projets de loi différents. Nous avons adopté le projet de loi C-84, dans lequel il est question du crédit d'impôt pour enfant, lequel serait majoré. Le ministre des Finances a annoncé la semaine dernière le versement d'un paiement anticipé en novembre. S'il existait certains doutes au sujet de l'importance des prestations pour les années 1986, 1987 et 1988, il ne peut plus en subsister maintenant qu'on a prévu le versement d'un paiement anticipé.

Il existe des doutes au sujet des années 1989, 1990 et 1991, et c'est justement ce sur quoi nous devons nous pencher au cours de la prochaine étape de notre étude, afin d'améliorer les mesures prévues pour ces années-là, et le ministre des Finances vient justement de nous montrer la voie à suivre.

Alors, je ne vois vraiment pas pourquoi on demanderait au ministre s'il en est réellement ainsi. Voilà ce qui me vient à l'esprit en réponse à votre première question.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur le président, je suis bien prête à reconnaître que bien peu de Canadiens ont la même connaissance que vous du régime d'assistance sociale, mais dois-je comprendre que, d'après vous, le gouvernement a répondu aux centaines et aux milliers de Canadiens qui ont protesté contre cette mesure, qu'ils comprennent ou non le régime, en disant premièrement: «Vous n'avez pas bien compris» et deuxièmement «Faites-nous confiance, nous arrangerons cela plus tard»? Je ne crois pas que ce soit là la réponse du gouvernement. Les Canadiens savent bien ce qui va se passer dans quelques années et, même s'ils ne comprennent pas toutes les complexités des prestations, ce n'est pas ainsi qu'on explique le pourquoi de cette mesure. Pourquoi avoir même proposé une telle mesure? La Fédération canadienne des enseignants a

[Text]

**The Chairman:** The answer is obvious, it is because they believe the package brings benefits.

**Senator Marsden:** But, in fact, this year it doesn't.

**The Chairman:** In the next few years. That is the objective answer. That is why it has been introduced, and the benefit is there.

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, since it is now half-past eleven and half an hour past the time we are supposed to be out of here, and since I have another meeting to go to and since I have made a motion that we meet next Tuesday at 11 a.m., why don't you talk to the minister in the meantime and see if he could appear before our committee? If he is too busy to come, then he can't come. We are not putting pressure on the minister to come. However, if he could come and answer these questions, I am quite sure the committee would be pleased. If he is busy and cannot come, then we will understand. We are not going to force the minister to come over here.

But I don't know that you as a chairman should be telling us what the government policy is or what the answer would be to those questions. I think your position as chairman is to chair the meeting and not give us the directions of government.

**Senator Flynn:** Well.

**Senator Bonnell:** Mr. Chairman, why don't you just adjourn the meeting to next Tuesday, and in the meantime I will get my material from the Law Clerk to present to the committee for its consideration, and if the minister can appear before us for 20 minutes or half an hour, that will be great. Why don't we adjourn the meeting now so that we can go to other meetings?

**The Chairman:** I will try. I don't have any objection in principle to the minister's coming before the committee again, but at least I would like to be able to tell the minister what the questions are that we have not got answers to. You don't ask the minister to come just to—

**Senator Bonnell:** Do you know why he brought this bill in when there has been all this opposition to it?

**The Chairman:** Why has the minister not reacted to—

**Senator Bonnell:** To pressure.

**The Chairman:** —to the views expressed by a number of witnesses? It is because the whole package is a good thing for people. I am not taking the place of the government in saying that; I am just reading the obvious. The whole package is a good thing for the people. There was some confusion in the perception of some of our witnesses, and the moment we tried to make things clearer they did not question the principle of the package.

**Senator Robertson:** It has been said a number of times by the Minister of Health and by the Minister of Finance that the intent is to try to start gradually re-directing money to those who need it the most. That happens to be a policy of this gov-

[Traduction]

proposé de retirer le projet de loi, mais nous n'avons pas eu de réponse à cette question.

**Le président:** La réponse est évidente; c'est parce que la Fédération croit que ce train de mesures comporte des avantages.

**Le sénateur Marsden:** Pas cette année.

**Le président:** Au cours des prochaines années. C'est une réponse objective. C'est la raison pour laquelle le projet de loi a été déposé, et l'avantage est là.

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, il est maintenant 11 h 30, nous aurions dû lever la séance à 11 heures, et je dois assister à une autre réunion. Comme j'ai proposé que nous nous réunissions mardi prochain à 11 heures, vous pourriez, entre-temps, demander au ministre de comparaître devant le Comité? S'il est trop occupé, tant pis. Nous ne voulons exercer aucune pression sur lui. Toutefois, s'il peut se libérer, je suis sûr que le Comité en serait très heureux. Sinon, nous l'excuserons. Nous ne voulons pas le forcer à comparaître devant nous.

Mais je ne crois pas que ce soit au président de répondre à ces questions au nom du gouvernement. À mon avis, votre tâche en tant que président est de préciser la séance, et non d'expliquer la position du gouvernement.

**Le sénateur Flynn:** Eh bien!

**Le sénateur Bonnell:** Monsieur le président, pourquoi ne suspendons-nous pas nos travaux jusqu'à mardi prochain. Dans l'intervalle, j'aurais reçu les documents que doit me faire parvenir le légiste, et si le ministre veut comparaître devant nous pendant vingt ou trente minutes, nous en serons très heureux. Pourquoi ne pas lever la séance maintenant, de sorte que nous puissions vaquer à d'autres occupations?

**Le président:** Je vais essayer. Je n'ai, en principe, aucune objection à ce que le ministre compareisse devant le Comité, mais j'aimerais au moins pouvoir lui dire quelles sont les questions auxquelles nous n'avons pas de réponses. On ne peut pas demander au ministre de venir simplement pour—

**Le sénateur Bonnell:** Savez-vous pourquoi il a déposé ce projet de loi qui était loin de faire l'unanimité?

**Le président:** Pourquoi le ministre n'a-t-il pas réagi aux—

**Le sénateur Bonnell:** Aux pressions.

**Le président:** ... aux opinions exprimées par de nombreux témoins. C'est parce que les mesures proposées profiteront à la population. Je ne réponds pas au nom du gouvernement en disant cela. Je ne dis rien de nouveau. Ce train de mesures est une bonne chose pour la population. Certains témoins ont mal compris certaines choses, et dès que nous leur avons donné des éclaircissements, ils ont cessé de mettre en doute l'utilité des mesures proposées.

**Le sénateur Robertson:** Le ministre de la Santé et le ministre des Finances ont dit à maintes reprises que le gouvernement veut commencer progressivement à venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin. C'est l'une des mesures qui lui tien-



[Text]

ernment, and I am sure that that is what he will say when he comes here.

**Senator Flynn:** The opportunity to continue the debate will be there all the time. There is no problem about that. Just because you report the bill does not mean that you cannot continue to debate it.

**Senator Bonnell:** It is not a matter of debate. If the senator feels she has some questions for the minister and he is prepared to come and answer them, that is fine. If he can't come, then he can't. I can't see any reason why you couldn't ask the minister to drop over for half an hour on Tuesday.

**The Chairman:** Are there any other comments?

**Senator Robertson:** Invite the minister.

**The Chairman:** Just to be sure that I can inform the minister of the questions to be asked, would you mind writing down your three questions, Senator Marsden?

**Senator Marsden:** I assume that other members of the committee would like to do the same.

**The Chairman:** If they have other questions.

**Senator Flynn:** Do you mean that they would like to put the same questions three or four times?

**Senator Bonnell:** Somebody else might have questions to ask of the minister if he is here. They might be supplementary to his answer.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, I have another committee to attend right now, but you could certainly have my questions tomorrow morning. My questions are on the record now.

**The Chairman:** Then I will get a copy of the record.

**Senator Bosa:** Mr. Chairman, after the disposal of this issue I would like to raise another point. I would like to find out when Bill C-55 is going to be considered by this committee.

**Senator Bonnell:** When Bill C-70 is disposed of.

**The Chairman:** The members who were present in committee last night will correct me as to the exact conclusion we reached. I am not too sure because it was 9:15 or 9:30 last night when Senator Barootes drew attention of the committee to Bill C-55. I think we agreed that we would consider it after we have finished with Bill C-70. If we finish with Bill C-70 on Tuesday, then we will proceed to consider Bill C-55 at that time. The usual time for the committee to meet is Tuesday morning at 9:30. We will start with Bill C-70, with or without the minister. I don't know what the answer will be to his coming before the committee, but I will transmit the request to him. After we have adopted the report on Bill C-70, we will proceed to Bill C-55. I don't know exactly when it will be but it will be sometime Tuesday morning.

**Senator Bosa:** Sometime Tuesday morning?

**The Chairman:** I hope so.

**Senator Robertson:** That is if we dispense with this bill before 11 o'clock.

[Traduction]

nent à cœur, et je suis persuadée que le ministre dira la même chose lorsqu'il comparaitra devant nous.

**Le sénateur Flynn:** Nous aurons tout le temps de poursuivre le débat. Il n'y a pas de doute à ce sujet. On peut continuer de discuter du projet de loi même si l'on en a fait rapport.

**Le sénateur Bonnell:** Là n'est pas la question. Si la sénatrice veut poser des questions au ministre et que ce dernier est prêt à y répondre, tant mieux. S'il ne peut pas venir, on ne peut rien y faire. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas demander au ministre de nous consacrer trente minutes mardi prochain.

**Le président:** Y a-t-il d'autres commentaires?

**Le sénateur Robertson:** Invitez le ministre.

**Le président:** Auriez-vous l'obligeance de mettre par écrit vos trois questions, sénatrice Marsden, pour que je puisse les transmettre au Ministre?

**Le sénateur Marsden:** Je suppose que d'autres membres du Comité aimeraient faire la même chose.

**Le président:** S'ils ont d'autres questions.

**Le sénateur Flynn:** Voulez-vous dire qu'ils aimeraient poser les mêmes questions trois ou quatre fois?

**Le sénateur Bonnell:** Quelqu'un d'autre pourrait vouloir demander des éclaircissements au ministre.

**Le sénateur Marsden:** Monseigneur le président, je dois partir maintenant, car je dois assister à une autre séance de comité. Vous pourrez certainement avoir mes questions demain matin. De toute façon elles sont dans les procès-verbaux.

**Le président:** Je m'en procurerai donc un exemplaire.

**Le sénateur Bosa:** Monsieur le président, si vous le permettez, j'aimerais soulever une autre question. J'aimerais savoir quand le Comité va examiner le projet de loi C-55.

**Le sénateur Bonnell:** Lorsque nous en aurons terminé avec le projet de Loi C-70.

**Le président:** Les membres qui étaient présents hier soir me corrigeront si je me trompe au sujet de la décision que nous avons prise. Je ne m'en rappelle plus très bien parce qu'il était près de 21 h 30 hier lorsque le sénateur Barootes a parlé du projet de loi C-55. Je crois que nous avons convenu de l'examiner lorsque nous en aurons fini avec le projet de loi C-70. Si nous en terminons l'examen mardi prochain, nous pourrions alors nous consacrer au projet de loi C-55. La réunion de mardi prochain commencera, comme d'habitude, à 9 h 30. Nous étudierons le projet de loi C-70, avec ou sans le ministre. Je ne sais pas s'il pourra comparaître devant nous, mais je lui transmettrai l'invitation. Lorsque nous aurons adopté le rapport relatif au projet de loi C-70, nous commencerons l'examen du projet de loi C-55. Je ne sais pas quand exactement, mais ce sera mardi matin.

**Le sénateur Bosa:** Mardi matin?

**Le président:** Je l'espère.

**Le sénateur Robertson:** A condition que nous terminions avant onze heures l'examen du projet de loi C-70.

---

*[Text]*

**The Chairman:** That was the conclusion reached last night. I will now adjourn the meeting.

The committee adjourned.

*[Traduction]*

**Le président:** C'est ce dont nous avons convenu hier soir. Je déclare la séance levée.

Le Comité suspend ses travaux.

---

















*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

#### WITNESSES—TÉMOINS

*From the Canadian Council on Children and Youth:*

Mr. Brian Ward, Executive Director;  
Mrs. Landon Pearson, Vice-President.

*Du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse:*

M. Brian Ward, directeur général;  
M<sup>me</sup> Landon Pearson, vice-présidente.

*From the Canadian Teachers' Federation:*

Mr. Frank Garritty, President;  
Ms. Heather-Jane Robertson, Director, Professional  
Development Services;  
Mr. Stirling McDowell, Secretary General.

*De la Fédération canadienne des enseignants:*

M. Frank Garritty, président;  
Md. Heather-Jane Robertson, directrice du Service de per-  
fectionnement professionnel;  
M. Stirling McDowell, secrétaire général.

*From the National Advisory Council on Aging:*

Mr. André Le Blanc, Director.

*Du Conseil consultatif national sur le troisième âge:*

M. André Le Blanc, directeur.



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

**Social Affairs,  
Science and  
Technology**

**Affaires sociales,  
des sciences et  
de la technologie**

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Tuesday, March 11, 1986

Le mardi 11 mars 1986

**Issue No. 18**  
**Eighth and Final proceedings on:**

Bill C-70, "An Act to amend the  
Family Allowances Act, 1973"

**Fascicule n° 18**  
**Huitième et dernier fascicule concernant:**

Le projet de loi C-70, intitulé:  
«Loi modifiant la Loi de 1973 sur les  
allocations familiales»

**Complete proceedings on:**

Bill C-55, "An Act to amend the  
Immigration Act, 1976".

**Seul et unique fascicule concernant:**

Le projet de loi C-55, intitulé: «Loi modifiant la Loi sur  
l'immigration de 1976».

**APPEARING:**  
The Honourable Arthur Jacob Epp, P.C., M.P.,  
Minister of National Health and Welfare

**COMPARAÎT:**  
L'honorable Arthur Jacob Epp, c.p., député, ministre de la  
Santé nationale et du Bien-être social

REPORTS OF THE COMMITTEE

RAPPORTS DU COMITÉ

**WITNESSES:**  
(See back cover)

**TÉMOINS:**  
(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
David	Molgat
Graham	Robertson
Hastings	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

*\*Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marsden
Cottreau	Marshall
David	Molgat
Graham	Robertson
Hastings	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

*\*Membres d'office*

(Quorum 4)

## ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Thursday, February 13, 1986:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Tremblay, seconded by the Honourable Senator Murray, for the second reading of the Bill-C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative, on division.

The Bill was then read the second time, on division.

The Honourable Senator Tremblay, moved, seconded by the Honourable Senator David, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, March 5, 1986:

Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator MacDonald (*Halifax*), that the Bill C-55, intituled: "An Act to amend the Immigration Act, 1976", be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator MacDonald (*Halifax*), that the bill be referred to the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology.

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.

## ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 13 février 1986:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Tremblay, appuyé par l'honorable sénateur Murray, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois, à la majorité.

L'honorable sénateur Tremblay propose, appuyé par l'honorable sénateur David, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du mercredi 5 mars 1986:

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur MacDonald (*Halifax*), que le projet de loi C-55, intitulé: «Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976», soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur MacDonald (*Halifax*), que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 11 MARS 1986  
(36)

## [Texte]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Côtteau, David, Doody, Graham, Hastings, Le Moine, Marsden, Marshall, Molgat, Robertson, Rousseau et Tremblay. (12)

*Autre sénateur présent:* L'honorable sénateur Baroote. (1)

*Également présent:* M. Marion Wrobel, attaché de recherche au Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

*Comparaît:*

L'honorable Arthur Jacob Epp, c.p., député, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le Comité poursuit son étude du projet de loi C-70 intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

A 9 h 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 11 h.

A 11 h le Comité reprend ses travaux.

*Témoins:**De la Commission d'appel de l'immigration:*

M<sup>me</sup> Michelle Falardeau-Ramsay, présidente.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

M. R. A. Girard, directeur de la Division des affaires des réfugiés.

Le Comité, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 5 mars 1986, étudie le projet de loi C-55, intitulé: «Loi modifiant la loi sur l'immigration de 1976».

Les témoins répondent aux questions.

L'honorable sénateur Baroote propose:

Que le Comité fasse rapport sur le projet de loi C-55 sans amendement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le Comité revient ensuite à l'étude du projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales».

Le président dépose deux tableaux identifiés comme il suit: «Modifications au régime des prestations fiscales pour les enfants (Crédit d'impôt-enfant compté pour l'année qu'il est reçu)» et un troisième tableau intitulé: «Familles à deux parents (Chiffres de 1983)». Ces trois tableaux sont publiés en appendice (*Appendices* «18-A», «18-B» et «18-C»).

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 11, 1986  
(36)

## [Translation]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:00 a.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Present:* The Honourable Senators Côtteau, David, Doody, Graham, Hastings, Le Moine, Marsden, Marshall, Molgat, Robertson, Rousseau and Tremblay. (12)

*Present but not of the Committee:* The Honourable Senator Baroote. (1)

*In attendance: From the Library of Parliament:* Mr. Marion Wrobel, Research Officer.

*Also in attendance:* The official reporters of the Senate.

*Appearing:*

The Honourable Arthur Jacob Epp, PC, MP, Minister of National Health and Welfare.

The Committee resumed consideration of Bill C-70, "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The Minister made a statement and answered questions.

At 9:55 a.m., the Committee recessed until 11:00 a.m.

At 11:00 a.m., the Committee resumed sitting.

*Witnesses:**From the Immigration Appeal Board:*

Mrs. Michelle Falardeau-Ramsay, Chairman.

*From the Ministry of State for Employment and Immigration:*

Mr. R. A. Girard, Director, Refugee Affairs.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Wednesday, March 5, 1986, commenced consideration of Bill C-55, intituled "An Act to amend the Immigration Act, 1976".

The witnesses answered questions.

The Honourable Senator Baroote moved,—

That the Committee report Bill C-55 without amendment.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Committee then resumed consideration of Bill C-70, "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973".

The Chairman tabled two tables headed "Changes to the Federal Child Benefits System (CTC allocated to year of receipt)", and a third table headed "Two-Parent Families (1983 data)". These three tables are appended (*Appendices* "18-A", "18-B", "18-C").

A 11 h 20 le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

A 12 h 10 le Comité reprend son étude du projet de loi C-70.

L'honorable sénateur Robertson propose:

Que le Comité fasse rapport sur le projet de loi C-70 sans amendement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Graham propose:

Que le Comité ajoute le paragraphe suivant à son rapport:

«La majorité des membres de votre Comité regrette la désindexation partielle des allocations familiales tel que le prévoit le projet de loi C-70 ayant trait à la Loi sur les allocations familiales et, en l'occurrence, elle recommande que l'indexation intégrale de ces versements soit rétablie dès janvier 1987».

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A 12 h 15 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

*ATTESTÉ:*

At 11:20 a.m. the Committee moved into closed session.

At 12:10 p.m. the Committee resumed consideration of Bill C-70.

The Honourable Senator Robertson moved,—

That the Committee report Bill C-70 without amendment.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Honourable Senator Graham moved,—

That the Committee add the following paragraph to its report:

"The majority of the members of your Committee regrets the partial de-indexation of payments under the Family Allowances Act as provided for in Bill C-70 and recommends that full indexation of these payments be reinstated by January, 1987."

The question being put on the motion, it was agreed to.

At 12:15 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*ATTEST:*

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## REPORTS TO THE HOUSE OF COMMONS

Tuesday, March 11, 1986

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology has the honour to present its

## SIXTH REPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-70, intituled: "An Act to amend the Family Allowances Act, 1973", has, in obedience to the Order of Reference of Thursday, February 13, 1986, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

The majority of the members of your Committee regrets the partial deindexation of payments under the *Family Allowances Act* as provided for in Bill C-70 and recommends that full indexation of these payments be reinstated by January, 1987.

Le mardi 11 mars 1986

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a l'honneur de présenter son

## SEPTIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le projet de loi C-55, intitulé: «Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976», a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 5 mars 1986, examiné ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

*Le président*

Arthur Tremblay

*Chairman*

## RAPPORTS À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 11 mars 1986

Le comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a l'honneur de présenter son

## SIXIÈME RAPPORT

Votre comité, auquel a été déféré le projet de loi C-70, intitulé: «Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales», a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 13 février 1986, examiné ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans proposition d'amendement.

La majorité des membres de votre comité regrette la désindexation partielle des allocations familiales tel que le prévoit le projet de loi C-70 ayant trait à la Loi sur les allocations familiales et, en l'occurrence, elle recommande que l'indexation intégrale de ces versements soit rétablie dès janvier 1987.

Tuesday, March 11, 1986

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology has the honour to present its

## SEVENTH REPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-55, intituled: "An Act to amend the Immigration Act, 1976", has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, March 5, 1986, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

## EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, March 11, 1986

[Text]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, to which was referred Bill C-70, to amend the Family Allowances Act, 1973 and Bill C-55, to amend the Immigration Act, 1976, met this day at 9.00 a.m. to give consideration to the bills.

**Senator Arthur Tremblay (Chairman)** in the Chair.

**Le président:** Chers collègues, je souhaite en votre nom la bienvenue la plus cordiale à monsieur Epp, qui a réussi à trouver le temps, à si courte échéance, pour venir rencontrer les membres de notre comité et répondre à certaines questions, que le sénateur Marsden en particulier, souhaitait lui poser.

I would like to thank you very warmly, Mr. Minister, for having agreed to come back to our committee upon such short notice, in view of your agenda, to answer the questions that Senator Marsden specifically wanted to ask you.

Having said that, Mr. Minister, would you like to say a few words to begin with, or would you prefer that I ask Senator Marsden to ask her questions?

**The Honourable Arthur Jacob Epp, P.C., M.P., Minister of National Health and Welfare:** Mr. Chairman, We have checked the record of your committee and there were three questions that Senator Marsden wished us to respond to. I am in your hands as to the way in which you want to proceed, Mr. Chairman, but we are ready to respond to those questions.

**The Chairman:** Senator Marsden, do you have something to add to the questions you have already asked?

**Senator Marsden:** Yes I do, but I think Senator Graham has some questions also.

**The Chairman:** Perhaps we could start with the questions that Senator Marsden has already asked and which are already on the record. After that, if Senator Graham has other questions he would like to ask, we will proceed with those.

I must of course inform the committee that the minister has an obligation to leave at 9.30 for a meeting of the cabinet. Perhaps we could now start with Senator Marsden's questions.

**Senator Marsden:** First of all, Mr. Epp, I would like to say that we very much appreciate your willingness to come back before this committee at this stage of the bill. I know you were here on December 4, but you will recall at that stage that amendments had not yet been dealt with at the report and third reading stage. At that time, in response to a question, you said that you had not yet had time to study the amendments, therefore it left the door open for some further commentary from you.

You have seen my three questions and I am sure you have noticed that the first one is very much influenced by what we

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 11 mars 1986

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, auquel ont été déférés le projet de loi C-70, loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, et le projet de loi C-55, loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976, se réunit aujourd'hui à 9 heures pour examiner les projets de loi.

**Le sénateur Arthur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**The Chairman:** On behalf of my colleagues, I want to welcome Mr. Epp, who was able to take time out on very short notice to come and meet with the members of our committee and answer some of their questions. I'm thinking in particular about Senator Marsden who was anxious to ask some questions.

J'aimerais vous remercier cordialement, monsieur le ministre, d'avoir accepté de revenir devant le comité, malgré un préavis si bref, compte tenu de votre emploi du temps, pour répondre aux questions que la sénatrice Marsden voulait notamment vous poser.

Cela dit, monsieur le ministre, voudriez-vous dire quelques mots pour commencer ou préférez-vous que je demande à la sénatrice Marsden de poser ses questions?

**L'honorable Arthur Jacob Epp, c.p., député, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social:** Monsieur le président, nous avons regardé le compte rendu de vos délibérations et il y avait trois questions auxquelles la sénatrice Marsden souhaitait que nous répondions. Je vous laisse le soin de déterminer comment vous voulez procéder, monsieur le président, mais nous sommes prêts à répondre à ces questions.

**Le président:** Sénatrice Marsden, avez-vous quelque chose à ajouter aux questions que vous avez déjà posées?

**Le sénateur Marsden:** Oui, mais je pense que le sénateur Graham aimerait aussi poser des questions.

**Le président:** Vous pourriez peut-être commencer par répondre aux questions qu'a déjà posées la sénatrice Marsden et qui figurent dans le compte rendu. Nous passerons ensuite à celles du sénateur Graham.

Je dois évidemment préciser au comité que le ministre doit partir à 9 h 30 pour une réunion du Cabinet. Nous pourrions peut-être commencer maintenant par les questions de la sénatrice Marsden.

**Le sénateur Marsden:** Tout d'abord, monsieur Epp, j'aimerais dire que nous apprécions beaucoup que vous ayez bien voulu revenir devant le comité à cette étape du projet de loi. Je sais que vous avez comparu le 4 décembre, mais vous vous rappelez qu'à ce moment, les modifications n'avaient pas encore franchi l'étape du rapport et de la troisième lecture. À cette époque, vous avez répondu à une question en disant que vous n'aviez pas encore eu le temps d'examiner les modifications, ce qui veut dire que vous devez avoir d'autres observations à formuler.

Vous avez vu mes trois questions et vous avez remarqué, j'en suis sûr, que la première tient compte dans une large mesure



*[Text]*

have heard in hearings, by reading the testimony of witnesses who appeared before the house committee and from listening to groups, which ranged from individual, concerned citizens and mothers to the most sophisticated analysts of social policy in the country. I might say that absolutely no one at all supports partial indexation of the family allowance. Our chairman suggested at Thursday's meeting that this was because people did not understand the nature of the package of legislation, but there is plenty of evidence in the testimony before this committee to suggest that a great many witnesses understand perfectly what is happening and what will happen in the future. Therefore, as you know, my question was: Why are you putting forward this legislation and what is the rationale for it in the face of this overwhelming opposition from Canadians?

**Mr. Epp:** Thank you very much, Mr. Chairman. Senator Marsden, I will answer your questions. You will recall that, when I met with you on December 4, I laid out in historical terms that this is not the first time that de-indexation, or partial de-indexation, of family allowances has occurred. There is a history of this and so I imagine, in part, that the answer lies also in the historical context.

The second answer lies in the fact that the government has stated on a number of occasions that it intends to use money in the social policy envelope to retarget better, and I think if I take a look at the testimony of the Senate committee, some of which I have read, that, where targeting occurs where more expenditure is made, there seems to be general agreement but where there must then be a re-allocation of funds, there is no agreement. Governments must make those decisions on the basis of reality. We do not live in a vacuum nor do we live in a neutral financial situation. The financial situation in which the Government of Canada and the people of Canada now find themselves is that our cost of servicing the debt is now almost equal to the total expenditure of my department, which includes old age pensions, guaranteed income supplements, spouses allowances, Canada Pension Plan, Canada Assistance Plan—I could go on. Therefore it is not a neutral situation and I think that is the first point that must be made.

However, if you would like the philosophical background to the point of your first question, senator, the answer to the first part of the question is that the current system does not rationally relate benefits to needs. Secondly, it was felt that, by reducing the child tax exemption, modest revenue increases could be obtained. These would fall most heavily on upper-income families with children, whereas the pre-reformed system provided more after-tax benefits to a family with earnings of \$30,000 than it did to a family with earnings of \$10,000. The new system, once it is fully in place in 1989, will provide maximum after-tax benefits to all families with earnings up to \$25,000, with the level of benefits gradually declining after that as family income rises.

*[Traduction]*

de ce que nous avons entendu au cours des audiences, de ce que nous avons lu dans le compte rendu des témoignages de ceux qui ont comparu devant le comité de la Chambre et de ce que nous ont dit divers groupements, des particuliers, des mères de famille ainsi que des spécialistes comme les analystes de la politique sociale de notre pays. Je pourrais dire qu'il n'y a absolument personne qui appuie l'indexation partielle de l'allocation familiale. Notre président a laissé entendre à la séance de jeudi que c'est parce qu'on ne comprenait pas la nature de l'ensemble des mesures sociales, mais d'après bien des témoignages entendus par le comité, nombreux sont les témoins qui comprennent parfaitement ce qui se passe et ce qui adviendra. Comme vous le savez, ma question était donc: pourquoi proposez-vous cette mesure législative et quelle en est la raison d'être quand on considère cette opposition massive de la part des Canadiens?

**M. Epp:** Merci beaucoup, monsieur le président. Sénatrice Marsden, je vais répondre à votre question. Vous vous rappellerez que lorsque je vous ai rencontré le 4 décembre, j'ai bien montré que ce n'était pas la première fois qu'il y avait désindexation des allocations familiales, ou désindexation partielle. Ce n'est pas la première fois et j'imagine que la réponse tient en partie à ce contexte historique.

Elle réside aussi dans le fait que, comme le gouvernement l'a déclaré à plusieurs reprises, il entend réaffecter une partie des crédits de l'enveloppe de la politique sociale à de meilleures fins; si l'on considère les témoignages entendus par le Comité du Sénat—j'en ai lu certains—il semble y avoir approbation générale lorsqu'on se fixe des objectifs obligeant à dépenser davantage, mais c'est le contraire lorsqu'il faut ensuite réaffecter les fonds. Les gouvernements doivent prendre ces décisions en fonction de la réalité. Nous ne vivons pas dans le vide ni dans une situation financière neutre. Le gouvernement du Canada et les Canadiens se trouvent maintenant dans une situation financière difficile: le coût du service de la dette correspond presque au total des dépenses de mon ministère, qui verse les pensions de sécurité de la vieillesse, les suppléments de revenu garanti, les allocations aux conjoints, les prestations du Régime de pensions du Canada, celles du Régime d'assistance publique du Canada, et je pourrais poursuivre. Ce n'est donc pas une situation neutre et je pense que c'est le premier point à faire valoir.

Toutefois, si vous voulez que je vous réponde sur le plan des principes, sénatrice, disons que la réponse à la première partie de votre question est que dans le système actuel, il n'y a pas de lien rationnel entre les avantages consentis et les besoins existants. Deuxièmement, on estimait qu'en réduisant l'exemption d'impôt pour enfant, on pourrait obtenir une augmentation modeste des recettes. Ces réductions toucheraient surtout les familles à revenu élevé et qui ont des enfants, tandis que le système antérieur à la réforme accordait, après déductions de l'impôt, aux familles qui gagnaient 30 000 \$ des prestations plus élevées qu'à celles qui en gagnaient 10 000 \$. Quand il sera complètement en place en 1989, le nouveau système accordera des prestations maximales, après déductions de l'impôt, à toutes les familles qui gagnent jusqu'à 25 000 \$; le niveau des prestations diminuera au fur et à mesure de l'augmentation des revenus de la famille.

*[Text]*

Moreover, under the new system, in 1989 the poorest families with children, many of them headed by single parents, will be receiving approximately \$100 more in after-tax benefits than they would have under the current system, had the current system remained in place. This has been conceded even by opponents to the changes, such as the honourable member from Mount Royal and a member of the social policy organizations. Their concern rests first on what may happen after 1989 if no further changes are made to the system as proposed and secondly that, even in 1989, too many low-income families with children will not benefit from the changes. I believe that we will be able to address both those legitimate concerns in a global review of income security programs and associated tax expenditures announced by the Minister of Finance just two weeks ago today.

The second part of the question that you asked relates directly to the bill now before you. That is, the change from full to partial indexation of family allowances and why that change was made as part of this reform to the child benefit system. As your chairman, Senator Tremblay, pointed out in his remarks introducing the bill in the Senate, full indexation of the family allowance has been honoured more in theory than in practice over the years since it was first introduced in 1974. In fact, if Bill C-70 had been aloft throughout that period, the family allowance cheque would be higher today than it is after almost a dozen years of so-called full indexation. That is one point I think must be made and cannot be ignored.

The second point is that in every significant form of the child benefit system since 1974 the amount and/or indexing of family allowances has been involved. When the refundable child tax credit was introduced, not only was the monthly family allowance cheque not indexed; it was reduced by almost \$6 per month per child, and when the child tax credit was enriched beyond the rate of inflation in 1983, the six-and-five regime was applied to family allowances in 1983 and 1984.

More recently, the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada, the so-called Macdonald Commission, proposed interim reforms to the family benefit system as a basis for its universal income security program. The option it proposed involved a reduction in family allowances to \$20 per month per child from the 1985 level of \$31.27, a level which, in constant dollar terms, would not be reached for at least 15 years under Bill C-70. That commission, I might add, also proposed to lower to \$20,000 the level of net family income where the child tax credit begins, in wother words \$3,500 below the level proposed in the May, 1985 budget, and the proposed a reduction of the child tax exemption to a level equal to annual family allowance payments, a feature that is also part of the government's reform package. We have, in effect, chosen a gradual move to partial indexation of the family allowance as opposed to the sharp, one-time reduction proposed by the royal commission.

*[Traduction]*

De plus, dans le nouveau système, les familles les plus pauvres et qui ont des enfants—dans bien des cas, il s'agit de familles monoparentales—recevront en 1989 environ 100 \$ de plus de prestations net d'impôt par rapport à ce qu'elles auraient touché si le système actuel était resté en place. Même ceux qui s'opposent aux modifications comme l'honorable député de Mont-Royal et un membre des organisations d'action social l'admettent. Ils se préoccupent, premièrement, de ce qui peut se produire après 1989 si aucune autre modification n'est apportée au système proposé et deuxièmement, de ce que même en 1989, un grand nombre de familles à faible revenu et qui ont des enfants ne profiteront pas des modifications. Je crois que nous pourrions répondre à ces préoccupations légitimes dans la révision globale des programmes de sécurité du revenu et des dépenses fiscales connexes qu'a annoncée le ministre des Finances il y a aujourd'hui deux semaines.

La deuxième partie de votre question concerne directement le projet de loi que vous examinez actuellement, c'est-à-dire le passage de la pleine indexation à une indexation partielle des allocations familiales et la raison d'être de cette réforme dans le cadre de la réforme du système des prestations pour enfant. En tant que président du comité, le sénateur Tremblay a souligné lorsqu'il a présenté le projet de loi au Sénat que la pleine indexation de l'allocation familiale a été davantage une théorie qu'un fait depuis son introduction en 1974. Si le projet de loi C-70 avait été en vigueur tout au long de cette période, le chèque d'allocation familiale serait aujourd'hui plus élevé qu'il ne l'est après quelque douze ans de soi disant pleine indexation. C'est un point qui doit selon moi être soulevé et qu'on ne peut ignorer.

Il y a aussi le fait que le niveau des allocations familiales ou son indexation ont influé depuis 1974 sur les principales formes de prestations pour enfant. Quand on a appliqué le crédit d'impôt pour enfant remboursable, non seulement l'allocation familiale mensuelle n'a pas été indexée, mais elle a été réduite de presque 6 \$ par mois et par enfant, et lorsque ce crédit a été augmenté d'un taux supérieur à celui de l'inflation en 1983, on a appliqué aux allocations familiales le régime des 6 et 5 p. 100 en 1983 et en 1984.

Plus récemment, la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, dite Commission Macdonald, a proposé des modifications provisoires du système des allocations familiales comme base de son programme universel de sécurité du revenu. L'option qu'elle a proposée ramenait les allocations familiales à 20 \$ par mois et par enfant, de 31,27 \$ qu'elles étaient en 1985, niveau qui, en dollars constants, ne sera pas réatteint avant au moins 15 ans aux termes du projet de loi C-70. Je pourrais peut-être ajouter qu'elle a aussi proposé de ramener à 20 000 \$ le niveau du revenu net au-delà duquel une famille n'a pas droit au crédit d'impôt pour enfants, soit 3 500 \$ de moins que le niveau proposé dans le budget de mai 1985, ainsi qu'une réduction de l'exemption d'impôt pour enfants, qui serait ramenée à un niveau égal aux allocations familiales versées annuellement à une famille, caractéristique que l'on retrouve également dans le programme de réforme du gouvernement. Contrairement à la réduction en un temps proposée par la Commission royale,



[Text]

Clearly, if we are only moving from full to partial indexation and making no other changes in the system, I would have to argue for this measure solely as one of expenditure restraint. My position then would be that the government froze family allowances in 1976 for a year with no offsetting changes in any other child benefit. However, as I pointed out earlier, there are other changes being made. In total, they will improve the situation for the poorest families with children over the next few years, and will fall hardest on upper income families with children, and that will leave us, I think, with a more rational and equitable structure on which to build the future.

I think the point has to be made very clearly—and I say this with all the respect I can muster—that, as I read your comments, what you are saying is that what the Liberals did was fair, but what the Tories are doing is unfair.

**Senator Marsden:** There is no question that we disagree philosophically. I quite understand that the purpose of your change is focussed on those people whom you have defined as being most in need, and we disagree about who is most in need, too.

But many of the witnesses who appeared before the committee told us, drawing equally on the history of the family allowance and from the Marsh Report of the 1940s, that the family allowance measure was not a measure concerned with poverty, but a measure concerned with the symbolic support of families by government. The witnesses have told us that their impression is that the Conservative Party is opposed to families, and that, whether the family allowance had a great value in terms of their spending money or not, the fact of the matter is that it signified state recognition of the importance of those people who have children as opposed to those people who do not.

Professor Kitchen pointed out last week that wages are paid on the basis of the individual wage earner, that there is no family wage in Canada, and that one of the major reasons lying behind the thinking of the Marsh Report, and the subsequent introduction and support of the family allowance by both our parties, was the fact that the state should recognize that having children is very important, both in symbolic and real terms.

Do you have anything to add about your party's position with respect to the support of families?

**Mr. Epp:** I think your first comment is patently unfair and cannot be substantiated. To argue that we are putting more money into the child tax credit, taking some from the full indexation of family allowance, and that this is suddenly a move against families, is so ridiculous that I do not think it needs any more comment.

**Senator Marsden:** That was not my comment.

**Mr. Epp:** No, but you like to use it. The point has to be made that no one who is trying to get some semblance of

[Traduction]

nous avons opté pour le passage graduel à l'indexation partielle de l'allocation familiale.

Certes, si nous ne proposons que le passage de la pleine indexation à l'indexation partielle et que nous n'apportons aucune autre modification au système, je pourrais seulement avancer à l'appui de cette mesure qu'elle fait partie des compressions de dépenses. Je dirais que le gouvernement a gelé les allocations familiales en 1976 pour un an sans qu'il y ait eu de modification compensatrice à l'égard d'autres prestations pour enfants. Mais comme je l'ai mentionné, d'autres modifications sont apportées. Dans l'ensemble, elles amélioreront au cours des prochaines années la situation des familles les plus pauvres qui ont des enfants et elles frapperont plus durement les familles à revenu élevé; je pense que cela nous donne une structure plus rationnelle et plus équitable sur laquelle bâtir l'avenir.

Je pense qu'il doit être établi clairement—et je le dis avec tout le respect voulu—que, d'après des commentaires de votre part que j'ai lus, vous considérez que ce que les libéraux ont fait était juste, mais ce que font les conservateurs ne l'est pas.

**Le sénateur Marsden:** Il n'y a aucun doute que nous ne sommes pas d'accord avec le principe. Je comprends bien que vos modifications sont axées sur ceux que vous définissez comme étant les plus nécessiteux, mais nous ne sommes pas d'accord avec votre définition.

De nombreux témoins qui ont comparu devant le comité nous ont dit, à partir également de l'historique des allocations familiales et du rapport Marsh paru dans les années 40, que l'allocation familiale n'était pas une mesure de lutte contre la pauvreté mais bien une mesure qui permettait au gouvernement de soutenir symboliquement les familles. Ils nous ont dit avoir l'impression que le parti conservateur n'était pas favorable aux familles et que l'allocation familiale visait à reconnaître l'importance de ceux qui ont des enfants par opposition à ceux qui n'en ont pas, quelle qu'en soit la valeur par rapport au pouvoir d'achat.

M. Kitchen a fait remarquer la semaine dernière qu'au Canada, on verse des salaires aux individus et non aux familles et que l'une des principales raisons dont s'inspire le point de vue du rapport Marsh et qui explique que les deux partis ont appuyé l'adoption de l'allocation familiale, c'est le fait que l'État doit reconnaître qu'avoir des enfants est très important, symboliquement et réellement.

Avez-vous autre chose à ajouter quant à la position de votre parti sur l'aide aux familles?

**M. Epp:** Votre première observation est manifestement injuste et ne pourrait être étayée. Soutenir que nous augmentons le crédit d'impôt pour enfant, que nous supprimons la pleine indexation de l'allocation familiale et qu'il s'agit d'une mesure soudaine contre les familles est tellement ridicule que je ne pense pas qu'il faille en parler davantage.

**Le sénateur Marsden:** Ce n'est pas moi qui ai fait cette observation.

**M. Epp:** Non, mais vous aimez vous en servir. Il faut bien savoir que personne n'essaierait d'utiliser cet argument pour

[Text]

understanding of the topic would try to use that argument to substantiate one's political position.

**Senator Marsden:** Do you know what a bait and switch operation is?

**Mr. Epp:** You describe your terms.

**Senator Marsden:** As you know, that is a reprehensible commercial operation in which people are lured in and left with a product that they did not think they were getting.

May I ask you about the blue paper, a paper in which you put forward a whole series of proposals. Parliamentary committee and a great many interested groups earnestly gave you their views on what ought to be done in this area. Some of those groups were very sympathetic to the government's direction in terms of the redistribution of income. Very seriously thought-out briefs were presented, yet this bill has nothing to do with the proposals in the blue paper.

**Mr. Epp:** I think that is wrong again. The blue paper contained various options for discussion.

What I said in my opening comments was that the Government of Canada and the people of Canada do not live in a financial vacuum. One has to look at the financial reality that was left to us as a government. That situation was that moneys to date spent for servicing of the debt almost equal the total expenditures of the department that spends the most amount of money, and which is almost totally within the social policy framework. That is reality; I cannot change it, though I would love to change it. I would love to see, for example, the \$22 billion annual cost reduced by a quarter, which is \$5 billion. That would give me an additional \$2.5 billion for health care, which would be a 25 per cent increase, plus an additional \$2.5 for the old age pension, which is a \$12 billion expenditure now. That would be wonderful. Senator, I do not have that option.

**Senator Marsden:** There are a great many people who are not only opposed to this legislation, but who are in great need, and not all of them earn \$15,000 a year or less.

May I ask you why you decided to implement this legislation not only before it was passed by the House of Commons, but before a very positive move—that is, the November payment of the child tax credit?

**Mr. Epp:** That was your second question.

**Senator Marsden:** Right.

**Mr. Epp:** If you want me to reach back into the pages of history again, which I will, I recall a period of time when the Liberal government of the day reduced family allowances. The government started reducing those payments in January, but the legislation was not passed until the December following. So, for an entire year following the proposal by the government, without passage of the proposal, the reduction was made. So, for you to say «Why did you not wait?»,—because I take it from your comments that this is unconscionable—I simply point out what has happened in the past.

[Traduction]

étayer sa position politique s'il voulait que la question soit le moins mal comprise.

**Le sénateur Marsden:** Savez-vous que l'opération est un attrape-nigaud?

**M. Epp:** Définissez vos termes vous-même.

**Le sénateur Marsden:** Comme vous le savez, c'est une opération commerciale répréhensible par laquelle on leurre le client qui se retrouve au bout du compte avec un produit autre que ce qu'il pensait acheter.

Permettez-moi de vous interroger sur le Livre bleu, le livre dans lequel vous avancez toute une série de propositions. Un comité parlementaire ainsi que de nombreux groupements vous ont honnêtement exposé leurs points de vue sur ce qu'ils estimaient devoir être fait dans ce domaine. Certains de ces groupes étaient favorables à l'idée que le gouvernement s'oriente vers une redistribution du revenu. Des mémoires très judicieux ont été présentés et pourtant, ce projet de loi n'a rien à voir avec les propositions du Livre bleu.

**M. Epp:** Je pense encore une fois que c'est faux. Le Livre bleu exposait diverses options pour fins de discussion.

Ce que j'ai dit dans mes observations préliminaires, c'est que le gouvernement du Canada et les Canadiens ne vivent pas dans un vide financier. Il faut considérer la réalité financière que nous avons trouvée en assumant le gouvernement. Jusqu'à maintenant, l'argent qu'on a affecté au service de la dette correspond presque à l'ensemble des dépenses du ministère qui dépense le plus d'argent, et ce presque entièrement dans le cadre de la politique sociale. Telle est la réalité; j'aimerais bien la changer, mais je ne le puis. Par exemple, j'aimerais bien que les frais annuels de 22 milliards de dollars soient réduits du quart, c'est-à-dire de 5 milliards. J'aurais ainsi 2,5 milliards de plus pour les soins médicaux, soit une augmentation de 25 p. 100 et 2,5 milliards de plus pour la pension de vieillesse, qui nous coûte maintenant 12 milliards de dollars. Ce serait merveilleux. Sénatrice, je n'ai pas cette possibilité.

**Le sénateur Marsden:** Il y a de nombreuses personnes qui s'opposent à ce projet de loi et qui vont vraiment dans le besoin et toutes ne gagnent pas 15 000 \$ par an ou moins.

Puis-je vous demander pourquoi vous avez décidé de mettre en œuvre ce projet de loi non seulement avant qu'il ait été adopté par la Chambre des communes, mais avant le versement du crédit d'impôt pour enfant du mois de novembre, mesure très positive?

**M. Epp:** C'était votre deuxième question.

**Le sénateur Marsden:** Exact.

**M. Epp:** Si vous voulez que je retourne en arrière encore une fois, je vais le faire; je me souviens d'une période où le gouvernement libéral a réduit les allocations familiales. Il a commencé à les réduire en janvier, mais le projet de loi n'a été adopté qu'au mois de décembre suivant. Donc, pendant toute une année après que le gouvernement a présenté sa proposition sans qu'elle ait été adoptée, cette réduction a été appliquée. Lorsque vous demandez pourquoi nous n'avons pas attendu—car, d'après vos observations, ce serait illégitime—je signale simplement que cela s'est déjà fait.



*[Text]*

I should like to see this legislation passed because I think that there has been debate. I say to you, quite frankly, that there are other clauses of the bill which, if not passed, are causing and will cause difficulties for families.

**Senator Marsden:** On the contrary, Mr. Epp, I was arguing that since you have expressed a concern for those most in need, and since those most in need will unquestionably benefit from the change in the child tax credit why not wait until then to implement the family allowance changes?

I do not think for a moment that this government has to justify its action on the basis of Liberal history.

**Mr. Epp:** I think it is instructive to remember it.

**Senator Marsden:** Good, but why did you make this decision now. Not simply because of historical precedents? You must have had a positive reason.

**Mr. Epp:** Yes, we did have a positive reason, and if you take a look also at the budget Mr. Wilson came down with two weeks ago, you will notice, that we are also advancing the child tax credit to \$300 per child for eligible families.

**Senator Marsden:** That is what I am talking about.

**Mr. Epp:** We have attempted to put that money into the hands of Canadians. I say to you, as I have said to other groups as well, that, we would review the situation and would try to get more money into the hands of those who need it most. However, I have to operate within the financial reality that is now not only the reality for the Government of Canada, but the reality for the country also.

**Senator Marsden:** In other words you are telling these parents, these interest groups who are concerned about the situation of children and mothers, and the Canadian people, that the fiscal constraints of the government overwhelm your concern for families and children.

**Mr. Epp:** No. I am saying that if we do not get our fiscal house in order we will not be able to expand family allowances; we will not be able to expand old age pensions; we will not be able to expand child tax credits; we will not be able to expand daycare centres; we will not be able to maintain programs, because it is going to devour all of us. That is the reality.

I am not putting it in the position of either/or; nor am I vexed by the deficit, but, as the Minister of Finance said, it is a means to an end. If we cannot reduce the cost of that deficit, that money is gone. What is even more regrettable, approximately half of that money goes offshore. We have to face the fact that if we are going to expand the social policy of Canada, which I want to do, the only solution is to find economic growth and reduce non-productive spending, which, today, is the second highest item in the budget of Canada.

**Senator Marsden:** You said just a minute ago that unless certain measures are taken, we cannot expand the family allowance. Is it your intention to expand the family allowance in the next budget?

**Mr. Epp:** If you consider what I have just said here and what the Minister of Finance said in his two budgets plus the

*[Traduction]*

J'aimerais que ce projet de loi soit adopté parce qu'à mon avis, le débat est clos. Je vous dis bien sincèrement qu'en n'adoptant pas certaines dispositions du projet de loi, on cause et on causera des difficultés aux familles.

**Le sénateur Marsden:** Au contraire, monsieur Epp, je faisais valoir que puisque vous vous préoccupez des plus nécessiteux et que ceux-ci profiteront incontestablement des modifications du crédit d'impôt pour enfant, pourquoi alors ne pas attendre la mise en vigueur des modifications de l'allocation familiale?

Je ne pense pas un instant que le gouvernement doive justifier son action en fonction des antécédents libéraux.

**M. Epp:** J'en prends bonne note.

**Le sénateur Marsden:** Très bien, mais pourquoi prenez-vous cette décision maintenant? Ce n'est pas simplement à cause des précédents? Vous devez avoir une raison positive.

**M. Epp:** Oui, nous en avons une et si vous regardez aussi le budget que M. Wilson a déposé il y a deux semaines, vous remarquerez que nous portons le crédit d'impôt pour enfant à 300 \$ par enfant pour les familles qui y ont droit.

**Le sénateur Marsden:** C'est ce dont je parle.

**M. Epp:** Nous avons essayé de mettre cet argent entre les mains des Canadiens. Je vous dis, comme je l'ai dit à d'autres groupes, que nous examinerons la situation pour voir si nous pouvons donner plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Toutefois, je dois tenir compte de la situation financière où se trouve non seulement le gouvernement canadien mais aussi la nation toute entière.

**Le sénateur Marsden:** En d'autres termes, vous dites à ces parents, à ces groupes d'intérêt qui se préoccupent de la situation des enfants et des mères, et au peuple canadien que les contraintes financières du gouvernement ont pour vous priorité sur les familles et les enfants.

**M. Epp:** Non. Je dis que si nous ne mettons pas de l'ordre dans nos finances, nous ne pourrions augmenter les allocations familiales, les pensions de vieillesse, les crédits d'impôt pour enfant; nous ne pourrions créer plus de garderies, ni maintenir les programmes, car ils deviendront trop coûteux. Voilà la réalité.

Il ne s'agit pas de choisir entre l'un et l'autre et je ne suis pas davantage contrarié par le déficit mais, comme l'a dit le ministre des Finances, c'est un moyen d'arriver à nos fins. Si nous ne parvenons pas à réduire le coût du déficit, c'est de l'argent perdu. Ce qui est encore plus regrettable, c'est qu'environ la moitié de cet argent sort du Canada. Nous devons accepter le fait que pour améliorer les politiques sociales du Canada, ce que je veux faire, la seule solution est d'assurer la croissance économique et de réduire les dépenses non productives qui figurent actuellement en deuxième place par ordre d'importance dans le budget national.

**Le sénateur Marsden:** Vous avez dit il y a un instant qu'à moins que certaines mesures ne soient prises, nous ne pourrions augmenter les allocations familiales. Avez-vous l'intention de le faire dans le prochain budget?

**M. Epp:** Compte tenu de ce que je viens de dire et de ce que le ministre des Finances a dit dans ses deux budgets et dans

[Text]

economic statement of November 8, 1984 the gist of it is, "Let's get the economy growing again and let's expand the social policy network of Canada." I do not think anyone would disagree with the rationale of that statement. However, I cannot expend moneys for those in the upper income brackets who receive greater benefits because of the configuration of the previous system. For instance, with exemptions, the larger the income, the larger the benefits on would receive. Many social groups have said, "Change it. Change it." What you are pointing out, with all due respect senator, is "Let us do all those other things, but let us keep this as well." Well, that is not the way it can work, because I am facing, quite frankly, a deficit of \$22 billion. If you take a look at the reaction of the country to this bill and to the budget, I think you will find that Canadians are saying, "It is tough medicine. Obviously, we would like other options, but for our future, we have to face these options." I think this bill is another demonstration of facing those options.

**Senator Marsden:** But my question was not: Are you going to expand the social services network. I am asking if it is your intention to expand the family allowance.

**Mr. Epp:** Well as one person who once quoted Desiderata it said: "The universe is unfolding as it should."

**Senator Marsden:** So, in other words, are you prepared to expand on your earlier statements or the statements of Mr. Wilson in the budget with respect to social services?

**Mr. Epp:** We have said in the budget that we would like to look at social reform. I have looked at a number of groups who represent major interest groups in Canada who are interested in social reform. We will sit down with them and see what kind of proposals they have. We will then come back again when decisions of cabinet have been made.

**Senator Graham:** Thank you, Mr. Minister, for coming back and taking time out from your busy schedule to appear before us. You have given us some lessons in history. You suggest that what was all right for the Grits, in their view, may not be okay for the Tories. I think those are approximately the words you used. I don't intend to go over the whole history, but I feel compelled to make one point, because it has been argued that the policy of de-indexation of family allowances as proposed by the present government is the same as the policy of the previous Liberal government in its six-and-five program. That is really not so. I do not like to talk about these as "Liberal programs" or "Conservative programs," because, if one makes a mistake, then the poor people have to suffer and pay for it.

There is a difference between the six-and-five program and de-indexation. The difference in the way the Liberals approached that program was to manage the inflationary trends which exceeded the base. As a result, there was no loss of purchasing power; only the cap was affected. Under the present proposal, Mr. Minister, I suggest that the base is being eroded, which means that any time the rate of inflation is

[Traduction]

l'énoncé économique de novembre 1984, l'essentiel est de relancer l'économie et d'améliorer le réseau de programmes sociaux au Canada. Je pense que personne ne pourrait contester le bien-fondé d'un tel programme. Toutefois, je ne peux donner plus d'argent à ceux qui ont de gros revenus et qui reçoivent des prestations plus élevées à cause de l'organisation de l'ancien système. Par exemple, dans le cas des exonérations, plus le revenu est élevé, plus les avantages sont importants. De nombreux groupes de citoyens ont réclamé qu'on change ce système. Ce que vous voulez, sauf votre respect, sénateur, c'est qu'on apporte toutes les améliorations voulues sans toucher à ces avantages. Ce n'est pas possible, car je dois compter avec un déficit de 22 milliards de dollars. Si vous examinez la réaction de l'opinion publique au projet de loi et au budget, vous verrez que les Canadiens les considèrent comme un remède difficile à avaler. Ils préféreraient d'autres solutions, mais dans l'intérêt de leur avenir, ils doivent accepter les mesures envisagées. A mon avis, ce projet de loi est un exemple des mesures qui s'imposent.

**Le sénateur Marsden:** Mais ma question ne visait pas à savoir si vous allez améliorer les programmes sociaux. Ce que je veux savoir c'est si vous avez l'intention d'augmenter les allocations familiales.

**M. Epp:** Comme disait quelqu'un qui citait des Desiderata: «L'univers évolue comme il se doit.»

**Le sénateur Marsden:** En d'autres termes, vous êtes disposé à donner suite à vos déclarations antérieures ou aux mesures prévues dans le budget de M. Wilson en ce qui concerne les services sociaux?

**M. Epp:** Nous disons dans le budget que nous aimerions entreprendre une réforme des programmes sociaux. J'ai contacté un certain nombre de groupes représentatifs des principaux intéressés. Nous nous assoierons avec eux pour examiner leurs propositions. Nous reviendrons ensuite pour faire part des décisions du Cabinet.

**Le sénateur Graham:** Merci, monsieur le ministre, d'être venu témoigner et d'avoir pu prendre du temps sur votre horaire chargé. Vous nous avez donné quelques leçons d'histoire. Vous avez dit que ce qui était bon du point de vue des Libéraux ne l'est pas nécessairement pour les Conservateurs. Ce sont là, en substance, les mots que vous avez employés. Je n'ai pas l'intention de passer en revue toute l'histoire, mais je me sens forcé de souligner quelque chose: on a prétendu que la politique de désindexation des allocations familiales proposée par l'actuel gouvernement est la même que celle que proposait le gouvernement libéral dans son programme des 6 et 5 p. 100. Ce n'est pas le cas. Je n'aime pas parler de «programmes libéraux» ou de «programmes conservateurs» car s'il y a une erreur, peu importe qui en est l'auteur, ce sont les pauvres qui en subissent les conséquences.

Il y a une différence entre le programme des 6 et 5 p. 100 et la désindexation. Ce programme établi par les Libéraux visait à contrôler la part de l'inflation qui excédait la base, ce qui a permis d'éviter une perte de pouvoir d'achat; seule la partie excédentaire était touchée. La proposition actuelle, monsieur le ministre, provoquera une érosion de la base, ce qui signifie que chaque fois que le taux d'inflation dépassera 0 p. 100, chaque



*[Text]*

above zero each family will experience a loss of 3 per cent of its purchasing power. The result will be an increasing of the gap between the rich and the poor.

Not one witness appearing before the committee spoke in favour of Bill C-70. Does that bother you?

**Mr. Epp:** Well, whether it bothers me or not, I think that is why we have to have further social policy reform. I think what we have in Canada, senator, is a system in which governments previously tried to build a social network on the basis of need, or the need of the moment. Those were good intentions. Consequently, Canada built a social safety program. However, looking at that program today—and I am not saying for a minute it does not have any meritorious aspects to it—most social policy planners would agree that the program has aberrations in it which benefit those in higher income brackets and reduce the ability of government to put money into the hands of those who need it most.

The exemptions are one very quick example. We hear a lot about loopholes in the House of Commons, senator. "Close the loopholes, because the rich are not paying their share." Yet, when I look at the testimony, I see quite the opposite philosophy dominating. What I am seeing here concerning exemptions is: "Keep the present system even though the system gives greatest benefit as income rises." I do not think, in terms of the tight financial situation we find ourselves in as a country, senator, that that is good social policy. I think we have to go much further, but I think all of us recognize, when we look at the social safety net that has been developed since the post-war period, that it is a good system, but it also has some aberrations. Quite frankly, some of those changes have to take place.

**Senator Graham:** Mr. Minister, the committee heard some very emotional testimony, as I am sure the people around this table would attest to. There was a feeling amongst some witnesses that we were really taking something away from mothers—something which they already had and which they were entitled to. There were those who felt that this kind of legislation was piling on more stress and was indeed having a very adverse effect on the morale of poor people. Some even said that it was an attack on the family. They were not looking at "Conservatives" as such; they were looking at all of us as legislators and suggesting that "we" were letting them down. I stress the word "we." How do we respond to that?

**Mr. Epp:** Well, honourable senators, I would suggest that you respond along the line that we have to educate Canadians that some of the social policy money that is available has to be redirected to those in greatest need. I think that has to be done.

You say that we are taking something away from them collectively, but if you take a look at the other changes—for instance the child tax credit, I don't see any criticism of that. Regrettably, I saw very little linkage, even from the opposition, between the two positions. Similarly, there was little linkage vis-à-vis the reduction in the exemption. When I speak to social policy reform groups, for example, yes, they would like

*[Traduction]*

famille verra son pouvoir d'achat baisser de 3 p. 100. Il en résultera un élargissement de l'écart entre les riches et les pauvres.

Aucun des témoins qui ont comparu devant le comité n'était en faveur du projet de loi C-70. Est-ce que cela ne vous ennuie pas?

**M. Epp:** Que cela m'ennuie ou non, c'est la raison pour laquelle il faut réformer la politique sociale. Étant donné la nature du régime dont est doté le Canada, sénateur, les gouvernements successifs ont tenté d'établir un réseau de programmes sociaux fondé sur les besoins ou sur la nécessité du moment. Cela partait de bonnes intentions. En conséquence, le Canada s'est doté d'un programme de sécurité sociale. Toutefois, en ce qui concerne le programme actuel, et loin de moi l'idée de prétendre qu'il ne comporte pas de bons éléments, la plupart des planificateurs de politiques sociales reconnaîtront qu'il comporte des aberrations qui bénéficient aux personnes à revenu élevé et qui réduisent la capacité du gouvernement de donner davantage d'argent à ceux qui en ont le plus besoin.

Les exonérations ne sont qu'un exemple. On se plaint beaucoup des échappatoires à la Chambre des communes, sénateur: «Supprimez les échappatoires, car les riches ne paient pas leur part». Pourtant, d'après les témoignages, c'est le point de vue opposé qui prédomine. Les témoins disent, au sujet des exonérations: «Conservez le système actuel même s'il avantage d'autant plus que les revenus sont élevés.» Je ne pense pas, compte tenu de la situation financière difficile dans laquelle se trouve le pays, sénateur, que cette politique sociale soit bonne. Je pense qu'il faut aller beaucoup plus loin, mais je crois que nous reconnaissons tous que le filet de sécurité sociale établi depuis l'après-guerre est bon, mais qu'il comporte des aberrations. Franchement, certains de ces changements devront y être apportés.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le ministre, le comité a entendu des témoignages très émouvants, comme pourraient l'attester les personnes assises autour de cette table. Certains témoins ont dit que nous enlevons quelque chose aux mères, quelque chose qu'elles ont déjà et à laquelle elles ont droit. D'autres estiment que ce projet de loi aggraverait les tensions chez les personnes les plus démunies et nuirait à leur moral. D'autres encore ont même déclaré que cette mesure portait atteinte à la famille. Les témoins ne visaient pas les «Conservateurs»; ils s'adressaient à nous en tant que législateurs et ils laissaient entendre que «nous» les laissons tomber. J'insiste sur le terme «nous». Que répondre à cela?

**M. Epp:** Et bien, honorables sénateurs, dites-leur que nous devons faire comprendre aux Canadiens qu'une partie des crédits des programmes sociaux doit être réaffectée au profit de ceux qui en ont le plus besoin. Cela s'impose.

Vous affirmez que nous leur enlevons quelque chose collectivement, mais si vous jetez un coup d'œil sur les autres changements, le crédit d'impôt pour enfant, par exemple, je n'ai entendu aucune critique à cet égard. Il est regrettable qu'on n'ait fait aucun rapprochement, même dans l'opposition, entre les deux positions. On a peu établi le lien vis-à-vis de la réduction de l'exemption. Quand je m'adresse à des groupes intéressés

[Text]

to see more money in the social policy envelope, and I think that is a natural position for them to take. I think many of the social policy reform groups recognize there is only so much money to go round. We have maintained the universality in the family allowance and we have also indicated that, as the economy grows, we want to have our policy relevant to the family and the support of the family.

I think, senator, we have to be conscious of the facts of the situation in which the Government of Canada finds itself.

I should also point out—and I do not want to be directed in my policy approaches by polling only—that it is interesting to look at the questions put when Canadians are polled. If you ask them the question: “Do you believe the government should redirect some of its expenditures on social policy from those who are ‘wealthy’ . . .”—and it can be argued where that level is because we are talking about perceptions—“ . . . and given to those in lower income groups?” the answer generally indicates that approximately 75 per cent of Canadians say, “Yes.”

I think that response is in keeping with how Canadians like to see themselves in terms of social policy. However, that is not the central question to be asked. The central question to be asked is the next one which is: “Do you consider yourself in that group which should have its social benefits reduced for those who are less well off?” In all fairness, that is what I think you in this committee have been facing and what the House of Commons committee faced. The second question is the one that begs the answer, not the first one.

**Senator Graham:** The universal response we have been receiving from witnesses indicates that it is not fair. Mr. Minister, that is the problem. I agree that, in a poll, that is the answer you would get from across the country, but it still does not address the problem of the morale of these people. How do we make them understand? One witness last Wednesday in response to a question said, “You asked how the loss of de-indexation affects me, and I will tell you it means that, for seven months of the year, I cannot buy a bus pass for one of my children.”

**Mr. Epp:** With all respect, I do not know how large that family is and I do not know what the price of a bus pass is, although I have a fairly good idea. I am trying to do some quick mental calculations, because, unless the family is fairly large, I think it would be interesting to look at some of these figures.

**Senator Graham:** Is all the money to be saved through this legislation going to fight the deficit?

**Mr. Epp:** No, it is not all going to fight the deficit. Obviously, money is going into the increase in the child tax credit. The estimates, year over year and, particularly, last year's to this year's, indicate that, in fact, the social envelope is increasing by approximately \$2 billion.

**Senator Graham:** It is going up by \$2 billion over last year?

[Traduction]

sés par la réforme des programmes sociaux, par exemple, ils me disent évidemment qu'ils aimeraient voir plus d'argent dans l'enveloppe des programmes sociaux, et je pense que pour eux c'est un point de vue qui va de soit. Je crois que de nombreux groupes qui s'intéressent à la réforme des programmes sociaux reconnaissent que les fonds disponibles sont limités. Nous avons maintenu l'universalité des prestations familiales et nous avons également indiqué que, la croissance de l'économie le permettant, nous voulons que votre politique soit adaptée aux besoins de la famille et nous voulons soutenir la famille.

Je pense, sénateur, qu'il nous faut tenir compte de la situation dans laquelle se trouve le gouvernement du Canada.

Je tiens également à souligner, quoique je ne tiens pas à orienter ma politique uniquement en fonction des sondages, qu'il est intéressant d'examiner les questions posées aux Canadiens. Si vous leur demandez: «Croyez-vous que le gouvernement devrait rajuster ses dépenses dans le domaine des programmes sociaux aux dépens des mieux nantis» . . . «et on peut se demander ce qu'il faut entendre par là, car on peut le percevoir différemment—« . . . pour redistribuer l'argent aux personnes à faible revenu?», en général, 75 p. 100 des Canadiens répondent «oui».

Je crois que cette réponse est conforme à la conception que les Canadiens se font de leurs politiques sociales. Toutefois, la question à poser n'est pas celle-là, mais bien: «Vous considérez-vous comme faisant partie de ceux qui devraient accepter une réduction de leurs prestations sociales au profit des moins bien nantis?» En toute équité, je crois que c'est là le problème que vous, membres de ce comité, et le comité de la Chambre de communes avez à résoudre. La bonne question n'est pas la première, mais la seconde.

**Le sénateur Graham:** Tous les témoins que nous avons entendus nous ont dit que ce n'est pas juste. Monsieur le ministre, c'est là le problème. Je reconnais que, dans un sondage, c'est la réponse que vous obtiendrez à l'échelle nationale, mais cela ne résout toujours pas le problème du moral des gens. Comment leur faire comprendre? Mercredi dernier, un témoin, interrogé, a donné la réponse suivante: «Vous me demandez comment la désindexation m'affecte; dans mon cas, cela signifie que pendant sept mois de l'année, je ne pourrai pas acheter un laissez-passer d'autobus à l'un de mes enfants.»

**M. Epp:** Sauf votre respect, je ne sais pas combien d'enfants compte cette famille et je ne connais pas non plus le prix d'un laissez-passer d'autobus, quoique j'en aie une bonne idée. J'essaie de faire rapidement le calcul mentalement, par ce qu'à moins que ce soit une famille nombreuse, il serait intéressant de voir les chiffres.

**Le sénateur Graham:** Est-ce que tout l'argent que ce projet de loi permettra d'économiser servira à réduire le déficit?

**M. Epp:** Non, pas entièrement. Une partie servira à accroître les crédits d'impôt pour enfants. Les prévisions, d'une année sur l'autre, et en particulier celles de cette année par rapport à l'an dernier, indiquent que l'enveloppe sociale augmentera d'environ 2 milliards de dollars.

**Le sénateur Graham:** Deux milliards de dollars par rapport à l'an dernier?



[Text]

**Mr. Epp:** Year over year.

**Senator Graham:** What will it be in the year 1987-88?

**Mr. Epp:** I will try to get that figure for you. I think it will be in the area of around \$53 billion or \$55 billion.

**Senator Graham:** Some of the witnesses who appeared before us expressed the fear that this was the thin edge of the wedge against the concept of universality. Are you prepared to guarantee the concept of universality?

**Mr. Epp:** Not only do I guarantee it; it has been one of my major arguments. Today, when this bill will be passed, every family that was eligible for family allowance remains eligible for family allowance and that has, generally, been our definition of universality in Canada. It is a practical definition. Every family that today does not have a child, regardless of family income, automatically will become eligible when they have a child. However, they still have to apply—something that is generally forgotten.

I have said very clearly that universality remains. I do not think the universality argument is valid and I do not believe that the redistribution argument is valid because of the increase in the child tax credit.

I find it regrettable that this debate, not only in the Senate but generally, has concentrated on one aspect, and that is de-indexation as against what I think are the other questions that have to be answered, namely, the exemption changes; the child tax credit changes, the advancement on the child tax credit changes; the commitments that the government has made to universality; and the general attitude of social reform groups who say that some changes have to be made and they want to be included in considering those changes. If you look at this entire package, I think you will come to the conclusion that the policy is based on sound principles.

**Senator Graham:** There are those who will say that, despite what we have been talking about in terms of the increase in the child tax credit, in the total benefits package for children between now and 1990, they will be worse off. Of course, I know it is a matter of figures.

**Mr. Epp:** It is not only a matter of figures. Let me use an example which goes back to 1966. We have said that, as the economy improves, we want to introduce other changes of benefit to those in the lowest income groups.

If you look at the debate of 1965 and 1966 concerning the Canada Pension Plan, you will see that the argument put forward by the government of the day was that the Canada Pension Plan would reduce, not eliminate, poverty in Canada's population aged over 65; and that it would reduce, by a substantial amount, the draw on the Government of Canada of the guaranteed income supplement. That was a good theory, but fact has not borne it out in any way because government is also subject to political will. I know of three changes that were made in the guaranteed income supplement that I would never want to suggest because of political priorities. However, changes were made which, when you look at the guaranteed

[Traduction]

**M. Epp:** D'une année sur l'autre.

**Le sénateur Graham:** Quel en sera le montant en 1987-1988?

**M. Epp:** Je vous obtiendrai ces chiffres. Ce doit être entre 53 et 55 milliards de dollars.

**Le sénateur Graham:** Certains témoins qui ont comparu devant nous ont exprimé la crainte que ce ne soit là le premier pas vers la suppression de l'universalité. Êtes-vous prêt à garantir le principe de l'universalité?

**M. Epp:** Non seulement je le garantis, mais cela a été l'un de mes principaux arguments. Aujourd'hui, lorsque ce projet de loi sera adopté, chaque famille qui avait droit aux allocations familiales gardera son droit et c'est ainsi que nous avons généralement défini l'universalité au Canada. C'est une définition pratique. Les couples qui n'ont pas encore d'enfant, quel que soit leur revenu, deviendront automatiquement admissibles lorsqu'ils auront un enfant. Toutefois, ils devront faire une demande, ce que l'on tend généralement à oublier.

J'ai dit très clairement que l'universalité serait maintenue. Je ne crois pas que l'argument en faveur de l'universalité soit valable et je ne crois pas que l'argument concernant la redistribution le soit davantage à cause de l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants.

Il est regrettable que ce débat, non seulement au Sénat, mais de façon générale, n'ait porté que sur un aspect, à savoir la désindexation, alors qu'on a négligé les autres questions plus importantes, notamment les changements apportés aux exonérations d'impôt, les améliorations au crédit d'impôt pour enfants; les engagements pris par le gouvernement au sujet de l'universalité; et l'attitude générale des groupes concernés par la réforme des programmes sociaux qui disent que certains changements doivent être apportés et qu'ils veulent être consultés. Si vous examinez toutes ces mesures, vous arrivez à la conclusion que la politique repose sur de solides principes.

**Le sénateur Graham:** Certains prétendront que malgré l'augmentation du crédit d'impôt pour enfants dont nous avons parlé, leur situation se détériorera pour ce qui est de l'ensemble des prestations familiales d'ici à 1990. Évidemment, je sais que c'est une question de chiffres.

**M. Epp:** Ce n'est pas seulement une question de chiffres. Laissez-moi vous donner un exemple qui remonte à 1966. Nous avons dit qu'à mesure que l'économie s'améliorerait, nous apporterions d'autres changements aux prestations au profit des groupes démunis.

Si vous vous rappelez le débat de 1965 et 1966 concernant le Régime de pensions du Canada, le gouvernement de l'époque soutenait que ce régime permettrait de réduire et non de supprimer la pauvreté chez les Canadiens de 65 ans et plus et qu'il permettrait de réduire sensiblement le fardeau du supplément de revenu garanti pour le gouvernement canadien. Cette théorie était bonne, mais elle ne s'est pas concrétisée parce que le gouvernement doit compter avec la volonté politique. Je me rappelle trois changements qui ont été apportés au supplément de revenu garanti que je n'oserais jamais proposer à cause des priorités politiques. Toutefois, des changements ont été apportés, et si vous examinez les prévisions de 1966 concernant ce

[Text]

income supplement account in terms of what was projected in 1966 and at the Canada Pension Plan in terms of benefits in 1976—10 years afterwards—you will find that what is happening today in the accounts and the relationships that were argued in 1966 have no bearing one to the other.

I am saying to you—and I know you are a patient man—wait and, as the years go by, we might be around this table again discussing the other policy proposals we have had before you.

**Senator Graham:** Why don't you try my patience just once more?

**The Chairman:** I would point out, Senator Graham, that Senator Rousseau has asked for an opportunity to question the minister. The minister does have some time constraints.

**Senator Graham:** Does the government ever contemplate the restoration of full indexation? If so, when and under what circumstances?

**Mr. Epp:** Senator, that is an interesting question and, when I have those answers from my cabinet colleagues, I will be glad to give them to you quite early.

**Le sénateur Rousseau:** A mon tour, je voudrais remercier le ministre d'avoir pris le temps de venir témoigner devant nous ce matin.

Monsieur le ministre, comment se fait-il que le gouvernement en est arrivé à une telle législation? Elle ne concorde pas avec le discours du trône du 5 novembre 1984 où l'on note que le gouvernement attachera une grande importance au programme destiné à renforcer la cellule familiale.

Vous-même, lors de la réponse au discours du trône, vous avez dit que votre rôle consistait à protéger la famille. Vous avez répété quasi la même chose au comité permanent de la Chambre des communes des invalides et des handicapés présidé par Bruce Halliday.

Je vous pose la question suivante: Quand vous parlez du programme de 5 et 6% que les libéraux ont établi pour normaliser la situation économique du Canada, n'y aurait-il pas eu moyen d'établir un compromis entre les deux et d'imiter ce programme. Le programme aurait été établi pour deux ans, et par la suite, vous auriez pu revenir à une situation normale si la situation économique se redressait.

Les groupes qui ont témoigné devant notre comité auraient été satisfaits d'une telle mesure.

D'ici 1990, il y aura probablement une érosion des allocations familiales, c'est-à-dire qu'elles n'existeront plus sous la même forme.

Je considère que nous avons défini une nouvelle approche de la pauvreté dans le sens qu'une famille disposant d'un revenu de \$13,000, \$15,000, \$20,000 et même \$23,000 dollars avec deux ou trois enfants, est très pauvre aujourd'hui, monsieur le ministre. Le contexte économique crée beaucoup d'exigence pour une famille. Comment se fait-il qu'on en soit arrivé à une telle législation.

**Mr. Epp:** I think the stage we have reached—and I do not want to be repetitive—is that we have to look at the total context of what the government did regarding the change in the

[Traduction]

supplément et les prestations du Régime de pensions du Canada en 1976, dix ans plus tard, vous constaterez qu'il n'y a pas grand rapport entre la situation actuelle de ces deux régimes et ce qui était prévu en 1966.

Ce que je vous dis, et je sais que vous êtes un homme patient, c'est d'attendre et, les années passant, nous pourrions nous retrouver de nouveau autour de cette table pour discuter des autres propositions qui vous ont été soumises.

**Le sénateur Graham:** Pourquoi ne mettez-vous pas ma patience à l'épreuve encore un fois?

**Le président:** Je dois vous signaler, sénateur Graham, que la sénatrice Rousseau a demandé à interroger le ministre. Ce dernier a un emploi du temps chargé.

**Le sénateur Graham:** Le gouvernement envisage-t-il le rétablissement de la pleine indexation? Dans l'affirmative, quand et dans quelles circonstances?

**M. Epp:** Sénateur, votre question est intéressante et dès que mes collègues du Cabinet m'auront donné les réponses, je serai heureux de vous en faire part.

**Senator Rousseau:** I too would like to thank the Minister for finding the time to meet with the Committee this morning.

What prompted the government, Sir, to table this particular piece of legislation? It stands in contradiction to the November 5, 1984 Throne Speech in which the government said it would place greater emphasis on programs designed to strengthen the family unit.

During the debate on the Throne Speech, you yourself stated that it was the duty of the government to protect the family. You virtually repeated the same thing to the Special House Committee on the Disabled and the Handicapped chaired by Bruce Halliday.

My question is this: When you speak of the 6 and 5 program established by the Liberals to deal with the economic recession in Canada, do you not feel that perhaps some kind of compromise could have been worked out? Could you not have copied this program? It could have been implemented for a two-year period, after which time your government could have reverted to normal, as the economic situation eased.

The groups testifying before us would have been satisfied with such a measure.

By 1990, family allowances will likely be seriously eroded, that is they will no longer exist as we now know them.

I think that we have come to define poverty in a whole new way. A family with two or three children earning \$13,000, \$15,000, \$20,000 or even \$23,000 is considered quite poor by today's standards. The present economic situation places considerable demands on a family. Why then did your government table this bill?

**M. Epp:** Au risque de me répéter, je pense que nous en sommes arrivés au point où nous devons examiner dans leur contexte global les mesures prises par le gouvernement en ce qui



*[Text]*

exemption; the child tax credit; the advancement of the child tax credit; and the partial de-indexation of family allowance. We also have to consider the question which has been put to me in this committee, and that is whether or not we are contemplating restoring it in the foreseeable future. I have given answers to all those questions.

With all the respect I can muster, the fact remains, senator, that the demand on the accounts of Canada amounts to approximately \$22 billion in interest payments. That is the legacy; that is reality; that is not history, it applies today. Every month the Government of Canada must find for the people of Canada approximately \$2 billion for interest payments. The total account for family allowance is \$2.5 billion per year.

I am simply trying to put that into some kind of contextual framework in terms of the magnitude that Canada is facing. I would say that you and I are filled with good intentions. I would like to be able to do more, but I think that we have to face reality. The reality is that we cannot continue on that basis. Once we have made that determination, then the second determination has to be what financial changes can we make, within that context, to protect, as best we can, those who are in need of the greatest protection? That is what we tried to do with the bill. That is the philosophy underlying it.

You might disagree with that philosophy. You might disagree with the magnitude of the deficit. This is what the Minister of Finance and I have said: The reduction of the cost of the deficit is a means to an end, and the means to an end is to be able to have more money for what we think are better projects than the financing of a debt, a large part of which goes offshore.

**Le sénateur Rousseau:** Monsieur le président, si je comprends bien, c'est un transfert de l'enveloppe fiscale. Vous en prenez une partie, vous en enlevez une autre au niveau de l'impôt pour les enfants, vous en remettez une partie au niveau du crédit d'impôt pour les enfants. Vous désindexez.

Il n'en demeure pas moins que tout ceci se fait sur le dos des familles démunies. Les familles disposant d'un revenu moyen payeront de même que les familles pauvres. Elles n'ont aucun moyen pour se racheter.

Vous dites en plus qu'une partie de cet argent servira à réduire le déficit. Si on applique ce transfert fiscal, il faudrait utiliser cet argent pour améliorer le sort des familles pauvres. Comme il a été souligné dans le Discours du trône, il s'agit de protéger la cellule familiale. Vous-même, vous avez défendu ce point de vue. Il s'agirait d'apporter un réaménagement de l'enveloppe fiscale, ce qui pourrait nous conduire à un compromis acceptable.

Je suis très désappointé qu'on ne puisse faire autrement et qu'on ne puisse étudier à nouveau ce projet de loi afin de le modifier.

**Mr. Epp:** Senator, the option that you say you would prefer is the exact option that we have taken. It has not reduced the deficit at all. What it has reduced is the escalation of the cost, but if I take a look at the social policy envelope, it is still increasing. If we examine the last budget and take a look at the escalation, we will find that this is the lowest increase in 24

*[Traduction]*

concerne la modification de l'exemption, le crédit d'impôt pour enfants, les améliorations apportées à cet égard et la désindexation partielle des allocations familiales. Nous devons aussi nous pencher sur l'opportunité de rétablir l'indexation dans un proche avenir comme l'a souligné le comité. J'ai déjà répondu à toutes ces questions.

Sauf le respect que je vous dois, sénateur, un fait demeure: il faut payer environ 22 milliards de dollars d'intérêts sur les comptes du Canada. C'est là notre héritage; c'est la réalité; ce ne sont pas des balivernes, c'est la conjoncture actuelle. Chaque mois, le gouvernement du Canada doit trouver environ 2 milliards de dollars pour payer ses intérêts. Cela dit, le budget total pour les allocations familiales s'élève à 2,5 milliards par année.

J'essaie simplement de présenter la situation du Canada dans sa juste perspective. Nous avons vous et moi d'excellentes intentions. J'aimerais pouvoir faire plus, mais je pense que nous devons faire face à la réalité. Or, la réalité c'est que nous ne pouvons pas continuer ainsi. Une fois cela admis, nous devons déterminer quels réaménagements financiers nous pouvons faire dans les circonstances pour protéger le mieux possible les plus démunis. Voilà où nous voulons en venir avec le projet de loi. Il repose sur ces principes.

Vous pouvez être en désaccord. Vous pouvez contester l'ampleur du déficit. Mais selon le ministre des Finances et à mon avis, la réduction du déficit est un moyen d'arriver à nos fins, c'est-à-dire de disposer de plus de fonds pour des projets que nous jugeons plus utiles que le financement d'une dette, dont une large part va à l'étranger.

**Senator Rousseau:** Mr. Chairman, if I understand correctly, it is a matter of fiscal envelopes. You take away a little in terms of the amount of the child exemption, but you give a little in terms of the child tax credit. You decide to proceed with the partial de-indexation of family allowances.

The fact remains, nonetheless, that all this is done at the expense of poor families. Middle and low-income families will end up paying for these measures. There's no escaping this fact.

You say that part of the money saved will be used to reduce the deficit. This money could instead be used to improve the lot of poor families through tax transfers. As was noted in the Throne Speech, the issue here is the protection of the family unit. You yourself defended this point. The solution would be to reallocate the fiscal envelope. This could produce some kind of acceptable compromise.

I am very disappointed that something else couldn't be done and that the bill will not further discussed and then amended.

**M. Epp:** Sénateur, la solution que vous préconisez est exactement celle que nous avons choisie. Elle n'a pas réduit le déficit du tout. Elle a permis de freiner l'escalade des coûts, mais l'enveloppe des affaires sociales continue néanmoins de grossir. Si nous examinons le dernier budget et l'escalade des coûts, nous constatons que nous faisons face à la plus faible augmen-

[Text]

years. With all respect, senator, we find that we are hearing it both ways. We are hearing requests to increase expenditures, to reduce the deficit and not to raise taxes. Having looked at those three issues, I do not think that a responsible government could say that there must be a fourth option and, if we look hard enough for it, we can use it. There are no other options. The options that are facing us as Canadians are right in the budget and in this bill.

**The Chairman:** Thank you very much, Mr. Minister. You have answered extensively a number of questions. On behalf of the committee, I express appreciation for your coming on such short notice this morning.

Honourable senators, this morning we began our meeting without pausing to consider the agenda. I believe that it has been circulated. The first item on the agenda has been completed. The second item is consideration of the report of the committee on Bill C-70. I suggest that we proceed with that item and, as I said the other day, if there is some time left, we could consider Bill C-55 and the report of the committee respecting that bill. Honourable senators will note that there is a further item, which is consideration of the budget of the sub-committee on training and employment, which was proposed by Senator Gigantès. Is it agreed that we follow that order of business as far as is possible?

**Senator Graham:** Mr. Chairman, with respect to item No. 2, consideration of the report of the committee on Bill C-70, Senator Bonnell expressed a wish to be present at the meeting when that is done. If at all possible, could we postpone the consideration of the report until he arrives in Ottawa? That would be at 11 o'clock, at the latest. Aircraft are having difficulties in the Atlantic region and, indeed, in Ottawa, today. As Deputy Chairman of the committee, Senator Bonnell was anxious to be here when that particular item was under consideration. I would hope that we would consider his wishes.

**The Chairman:** Of course, I would want to discuss that item when Senator Bonnell is present, in view of the fact that he told us that he would introduce an addendum to the main part of the report. He was to have the Law Clerk prepare the wording of what he had in mind as an addendum.

**Senator Hastings:** Mr. Chairman, on a point of clarification, are you proposing that we adjourn the discussion of item No. 2 until 11 o'clock?

**Senator Graham:** Till Senator Bonnell arrives?

**The Chairman:** Until Senator Bonnell arrives? Senator Graham, suppose he cannot arrive today because of the weather; what will happen then?

**Senator Graham:** Then I suppose the universe will unfold as it should. I expect he will be here. No doubt we would have heard from his office if there was any difficulty.

**The Chairman:** We might ask the clerk of the committee to get some information on that. He usually arrives just after 10 or, at the latest, 10.30.

**Senator Graham:** I would suggest that we keep the meeting open until 11 a.m.

[Traduction]

tation en 24 ans. Sauf votre respect, sénateur, nous faisons face à des requêtes diamétralement opposées. On nous demande d'accroître les dépenses, de réduire le déficit et de ne pas augmenter les impôts. A mon avis, après examen de ces trois points, un gouvernement responsable ne peut pas prétendre qu'il existe une quatrième solution si l'on y réfléchit bien. Il n'y a pas d'autres solutions. Celle que nous avons en tant que Canadiens se trouve dans le budget et dans ce projet de loi.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre. Vous avez répondu de façon détaillée à un certain nombre de questions. Au nom du comité, je vous remercie d'être venu nous rencontrer ce matin malgré un préavis aussi bref.

Honorables sénateurs, ce matin nous avons commencé notre séance sans prendre le temps d'examiner l'ordre du jour. Je pense qu'il vous a été distribué. Le premier point a été abordé. Le deuxième est l'examen du rapport du comité sur le projet de loi C-70. Je propose que nous commençons par cette question et, comme je l'ai dit l'autre jour, s'il nous reste du temps, nous pourrions examiner le projet de loi C-55 et le rapport du comité à cet égard. Honorables sénateurs, vous constaterez qu'il y a un autre point proposé par le sénateur Gigantès, soit le budget du Sous-comité de la formation et de l'emploi. Sommes-nous d'accord pour suivre cet ordre du jour le mieux possible?

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, en ce qui concerne le 2<sup>e</sup> point, le sénateur Bonnell a dit qu'il aimerait être présent lors de l'étude du rapport du comité sur le projet de loi C-70. Serait-il possible d'en retarder l'étude jusqu'à son arrivée à Ottawa? Il devrait être ici à 11 heures au plus tard. Les avions ont certains problèmes dans la région de l'Atlantique et à Ottawa aujourd'hui. En tant que vice-président du comité, le sénateur Bonnell tenait beaucoup à être présent pour l'étude de cette question.

**Le président:** Évidemment, il serait préférable de discuter de cette questions lorsque le sénateur Bonnell sera présent, compte tenu du fait qu'il nous a dit vouloir présenter un appendice au rapport. Il devait demander au légiste de le rédiger.

**Le sénateur Hastings:** Monsieur le président, en guise de précision, proposez-vous que nous reportions à 11 heures l'étude du 2<sup>e</sup> point?

**Le sénateur Graham:** Jusqu'à l'arrivée du sénateur Bonnell?

**Le président:** Jusqu'à son arrivée? Sénateur Graham, que ferons-nous s'il n'arrive pas aujourd'hui en raison du mauvais temps?

**Le sénateur Graham:** Je pense que la terre va quand même continuer de tourner. Cela dit, il devrait arriver. Son bureau nous aurait certainement informés s'il y avait eu des problèmes.

**Le président:** Nous pouvons demander au greffier du comité de se renseigner. Habituellement, il arrive un peu après 10 heures ou, au plus tard, à 10 h 30.

**Le sénateur Graham:** Je propose que nous suspendions la séance jusqu'à 11 heures.



[Text]

**Senator Robertson:** Are you suggesting, if Senator Bonnell has not arrived by 11, that since we have the draft of the agenda, we could resume with the consideration of Bill C-70?

**Senator Graham:** I would not want to be tied to that. I believe it is quite appropriate for the clerk to call the senator's office and determine whether there has been a delay.

**Senator Robertson:** Mr. Chairman, perhaps at the same time the Clerk could have copies of the draft circulated.

**The Chairman:** All senators present will receive a copy. We will circulate the document.

**Senator Marshall:** In view of the numbers on the opposition side, it is difficult when new items arise and someone cannot be here. I for one have other things to do. I am wondering how we can maintain the attendance with our small numbers if changes are made at any given moment. It penalizes those who have other legitimate concerns, other committees to attend and other matters to deal with. It is difficult to operate in this way.

**The Chairman:** I understand your point, senator; but, taking the courtesy approach, I have already agreed that we should wait for a little while, but not necessarily until Senator Bonnell arrives. After all, in view of the weather, he might not arrive until tomorrow!

**Senator Robertson:** Did Senator Bonnell know that the minister was going to be here at 9 a.m. this morning?

**The Chairman:** Oh, yes. He was the first one to be informed. The moment I received notification that the minister would be here I went into the Senate and told Senator Bonnell. He told me that he could not be here. He said that he was not the one to ask the questions, but that it should be Senator Marsden, and she would be here. That was his answer.

**Senator Doody:** Mr. Chairman, are we going to adjourn the committee until 11 o'clock? Because there is a meeting of the Internal Economy Committee that I should attend. Are there other items that the committee could consider?

**Senator Graham:** We have items 3, 4 and 5.

**The Chairman:** Yes, but there is a problem. Senator Barootes is leading on Bill C-55 and he is not yet here. No doubt he assumed that we would spend some time on item 2, that if we considered item 3 it would be at the end of the morning rather than at the beginning. Therefore that presents a problem. I will ask the Clerk to try to contact Senator Barootes.

**Senator Doody:** I was merely asking whether the committee was going to adjourn until 11 o'clock or continue until 11. There is a meeting of the Internal Economy Committee in progress, which I should attend. However, I will not attend that meeting if we are going to continue to do some work here. However, if we are going to adjourn until 11, I will go to the other meeting.

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** Est-ce à dire que si le sénateur Bonnell n'est pas arrivé à 11 heures, nous pourrions reprendre nos travaux avec l'examen du projet de loi C-70, car nous avons le projet de l'annexe?

**Le sénateur Graham:** Je ne voudrais pas être lié de la sorte. Je pense qu'il est tout à fait indiqué que le greffier téléphone au bureau du sénateur pour savoir s'il y a un retard.

**Le sénateur Robertson:** Monsieur le président, le greffier pourrait peut-être faire distribuer des exemplaires du projet.

**Le président:** Tous les sénateurs en recevront copie. Nous distribuerons le document.

**Le sénateur Marshall:** Vu le nombre de représentants de l'opposition, la situation se complique lorsque l'étude de nouveaux points se présente et qu'il y a des absents. Pour ma part, j'ai autre chose à faire. Vu le nombre limité de participants, je me demande comment nous pouvons maintenir l'assiduité si des changements sont apportés à tout moment. Ceux qui ont d'autres préoccupations légitimes, qui font partie d'autres comités et qui ont d'autres chats à fouetter s'en trouvent pénalisés. C'est difficile de fonctionner de cette façon.

**Le président:** Je comprends votre point de vue, sénateur; cela dit, par mesure de courtoisie, j'ai déjà accepté d'attendre un peu, mais pas nécessairement jusqu'à l'arrivée du sénateur Bonnell. Après tout, il pourrait bien n'arriver que demain à cause du mauvais temps!

**Le sénateur Robertson:** Le sénateur Bonnell savait-il que le ministre serait ici à 9 heures ce matin?

**Le président:** Certainement. Il a été le premier à en être informé. Dès que j'ai appris que le ministre nous rendrait visite, je me suis rendu au Sénat et j'en ai informé le sénateur Bonnell. Il m'a dit qu'il ne pourrait y être. Il a ajouté qu'il n'était pas le seul à pouvoir poser des questions, que la sénatrice Marsden devrait s'en occuper et qu'elle serait présente. C'est ce qu'il m'a répondu.

**Le sénateur Doody:** Monsieur le Président, allons-nous suspendre les travaux du comité jusqu'à 11 heures? Il y a une séance du comité de régie interne à laquelle je devrais assister. Y a-t-il d'autres points que le comité pourrait étudier?

**Le sénateur Graham:** Il y a les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> points.

**Le président:** Oui, mais nous avons un problème. Le sénateur Barootes est le premier à prendre la parole en ce qui concerne le projet de loi C-55 et il n'est pas encore arrivé. Il a sans doute présumé que nous consacrerions un certain temps au 2<sup>e</sup> point et que si nous examinions le 2<sup>e</sup> point, ce serait à la fin de la matinée plutôt qu'au début. Nous avons donc un problème. Je vais demander au greffier d'essayer de rejoindre le sénateur Barootes.

**Le sénateur Doody:** Je voulais simplement savoir si le comité allait suspendre ses travaux jusqu'à 11 heures ou les poursuivre. Il y a actuellement une réunion du Comité de régie interne à laquelle je devrais participer. Si nous poursuivons nos travaux ici, je n'y assisterai pas. Par contre, si nous les suspendons jusqu'à 11 heures, je m'y rendrai.

## [Text]

**The Chairman:** I will ask the Clerk to contact Senator Barootes to find out whether he can come to this meeting right now to consider Bill C-55.

**Senator Marshall:** Mr. Chairman, I had another meeting at 10 o'clock. Perhaps we could have a motion to adjourn until 11 o'clock. If it would be helpful, I would move such a motion, namely, that we adjourn until 11 o'clock.

**The Chairman:** Before knowing whether Senator Barootes can come?

**Senator Marshall:** Yes—that we re-assemble at 11 a.m.

**The Chairman:** There is a motion to adjourn until 11 a.m. Is it agreed?

**Hon. Senators:** Agreed.

**The Chairman:** Assuming that we shall consider item 2 at 11 a.m., is it agreed that the committee will continue to sit beyond 12 noon, possibly until 1 p.m. if necessary? Is that agreed?

**Hon. Senators:** Agreed.

**Le sénateur Rousseau:** Pour le projet de Loi C-70.

**The Chairman:** Yes. We will adjourn until 11 a.m., when we will consider the remaining items and we will continue, if necessary, until 1 p.m. That would seem to be a fair compromise.

The committee adjourned.

The committee resumed at 11.00 a.m.

**Le président:** Nous avons demandé à Mme Falardeau-Ramsay, Mme Denis et M. Girard, d'être avec nous ce matin pour répondre aux questions que les membres de ce comité pourraient vouloir leur poser pour clarifier la signification de certains passages du texte en question. Je vous rappelle qu'effectivement, ces gens se sont déjà présentés devant nous.

We have already pre-studied this bill. Now, we have the bill before us. Taking into account the pre-study, rather than asking the witnesses to make a presentation, perhaps it would be more productive to have the members of the committee ask questions.

**Le sénateur Le Moyne:** Merci monsieur le président. J'aimerais savoir si l'alinéa 3 du paragraphe 1 est bien traduit en français. Est-ce que la traduction est satisfaisante? Lors de la première lecture, il y a eu équivoque.

**Le président:** Vous pensez à l'article 1?

**Le sénateur Le Moyne:** Oui, l'article 1.

**Le président:** Le paragraphe numéro 4?

**Le sénateur Le Moyne:** Non, le paragraphe 3.

**Le président:** Très bien.

**Le sénateur Le Moyne:**

par dérogation aux paragraphes 60(1) et (2) et sous réserve du paragraphe (4), les mandats supérieurs à deux ans seront limités à 18.

Est-ce qu'il s'agit de 18 mandats? Un peu plus loin on dit:

## [Traduction]

**Le président:** Je vais demander au greffier de communiquer avec le sénateur Barootes pour savoir s'il peut se rendre dès maintenant pour l'étude du projet de loi C-55.

**Le sénateur Marshall:** Monsieur le président, j'avais une autre réunion à 10 heures. Nous pourrions peut-être suspendre la séance jusqu'à 11 heures. Je présente une motion pour que nous ajournions nos travaux jusqu'à 11 heures.

**Le président:** Avant de savoir si le sénateur Barootes peut venir?

**Le sénateur Marshall:** Oui. Je propose que nous nous réunissions à nouveau à 11 heures.

**Le président:** Nous avons donc une motion en vue d'un ajournement jusqu'à 11 heures. Êtes-vous d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** A supposer que nous examinions le 2<sup>e</sup> point à 11 heures, êtes-vous d'accord pour que le comité poursuive ses travaux plus tard que midi, peut-être jusqu'à 13 heures, si c'est nécessaire?

**Des voix:** D'accord.

**Senator Rousseau:** For Bill C-70.

**Le président:** Très bien. Nous suspendons nos travaux jusqu'à 11 heures; nous examinerons alors les points qui restent et poursuivrons la séance jusqu'à 13 heures, si c'est nécessaire. Cela me semble un compromis acceptable.

La séance est levée.

Le comité reprend ses travaux à 11 heures.

**The Chairman:** We have asked Mrs. Falardeau-Ramsay, Mrs. Denis and Mr. Girard to be with us this morning to answer any questions from the committee members that could clarify the meaning of particular passages in the Bill in question. I remind everyone that these individuals have met with the committee before.

Nous avons déjà étudié le projet de loi qui nous a été renvoyé. Compte tenu de ce fait, au lieu d'inviter les témoins à faire une déclaration, il serait plus utile que les membres du comité leur posent des questions.

**Senator Le Moyne:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to know if subsection 1(3) is properly translated in French. Is the French version satisfactory? On first reading, there was some question about this.

**The Chairman:** You are referring to section 1?

**Senator Le Moyne:** That's correct, section 1.

**The Chairman:** Subsection 4?

**Senator Le Moyne:** No, subsection 3.

**The Chairman:** Fine, I see.

**Senator Le Moyne:** The French version reads as follows:

«Par dérogation aux paragraphes 60(1) et (2) et sous réserve du paragraphe (4), les mandats supérieurs à deux ans seront limités à 18.»

Does this refer to 18 members? Further on it reads:



[Text]

Et tout mandat maximal de deux ans n'est renouvelable qu'une fois.

Est-ce bien exact?

**Mme M. Falardeau-Ramsay, c.r., présidente, Commission d'appel de l'immigration:** C'est exactement cela. Cela reflète exactement ce qui a été adopté et ce qu'était la politique du gouvernement. Nous avons dans le moment 18 membres, et ces 18 membres ont un mandat pour une durée maximale de 10 ans. Comme le problème que nous voulions régler est temporaire, soit l'augmentation du nombre de membres de 18 à 50, à ce moment-là, ces gens sont nommés pour une période de deux ans, renouvelable pour deux ans. Sommes-nous d'accord?

**Le sénateur Le Moyne:** Et le français rend bien l'anglais?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Le français rend très bien l'anglais. On suppose que c'est une langue plus concise.

**Le sénateur Le Moyne:** Elle est très synthétique.

**Le président:** En d'autres mots, ce que vous appelez "mandats supérieurs à deux ans", ce sont les mandats des membres actuellement en fonction?

**Mme Falardeau-Ramsay:** C'est exactement cela.

**Le président:** Ceux-là demeurent pour la durée du mandat qu'ils ont déjà?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Oui.

**Le président:** Ce sont les nouveaux membres que vous allez nommer pour deux ans, avec une possibilité de renouvellement au terme de deux ans?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Oui. Maintenant, est-ce que je peux apporter une clarification? Si par exemple, vous avez un des membres qui est actuellement couvert par un mandat de 10 ans, et que cette personne-là ou bien démissionne, ou bien arrive à l'échéance de son mandat, à ce moment-là, ce poste pourra être comblé par une nomination de 10 ans. Est-ce que tout cela est bien clair?

**Le président:** Oui.

**Mme Falardeau-Ramsay:** Et avec la commission permanente qui sera là encore dans cinq, six ou sept ans, si parmi ces 18 membres nommés pour 10 ans, quelqu'un ou bien démissionne ou prend sa retraite ou arrive à l'échéance de son mandat, ce poste sera comblé par un mandat qui pourra être encore d'une durée maximale de 10 ans.

**Le président:** Autrement dit, pour les 18 personnes qui composent l'organisme, c'est le statu quo?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Exactement.

**Le président:** Ce sont des mandats de 10 ans?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Exactement.

**Le président:** Et c'est pour les "supernuméraires", si on peut les appeler ainsi, que le mandat n'est que de deux ans, mais renouvelable?

**Mme Falardeau-Ramsay:** C'est cela.

[Traduction]

«Et tout mandat maximal de deux ans n'est renouvelable qu'une fois».

Is that quite correct?

**Mrs. M. Falardeau-Ramsay, Q.C., Chairman, Immigration Appeal Board:** Quite correct. It is an accurate reflection of the provision adopted, which was government policy. At the present moment, there are 18 board members appointed for a maximum term of 10 years. Since the problem we were seeking to resolve is a temporary one, that is increasing the number of board members from 18 to 50, it was decided to appoint individuals to maximum, renewable two-year terms. Do you follow me?

**Senator Le Moyne:** And the French is an accurate translation of the English text?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** The French is a very accurate translation. I suppose the French language is more concise, that's all.

**Senator Le Moyne:** Very concise.

**The Chairman:** In other words, when you mention "terms exceeding two years", you are referring to the terms of the current board members. Is that right?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** That's quite right.

**The Chairman:** These members remain in office until their current term expires?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** That's right.

**The Chairman:** Then it's the new members who will be appointed to two-year terms and who will be eligible for re-appointment?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Yes. But I would like to make one thing clear, if I may. For example, if a member currently serving a ten-year term resigns or if his term expires, then his position could be filled by a ten-year appointment. Do you follow me?

**The Chairman:** Yes.

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** And with the board that will be in place five, six or seven years down the road, if one of the members serving a ten-year term resigns or retires or if his term expires, his position can be filled by a person who in turn will be appointed to a maximum ten-year term.

**The Chairman:** In other words, for the 18 current board members, it's the status quo?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Correct.

**The Chairman:** All 18 members are serving ten-year terms?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Yes.

**The Chairman:** As for the "supernumeraries", if we can call them that, they will be appointed to two-year, renewable terms?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** That's right.

[Text]

**Le président:** Ce qui veut dire qu'ils peuvent être nommés pour un maximum de quatre ans puisque le mandat ne peut être renouvelé qu'une fois?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Oui.

**Le président:** C'est bien cela?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Oui, exactement. Maintenant, si le mandat de deux ans vient à échéance et qu'il y a un poste de 10 ans qui est ouvert, ceci n'empêcherait pas cette personne d'être nommée pour un autre 10 ans.

**Le président:** Cela ne met pas en cause le système des mandats mais le choix des personnes, à ce moment-là.

**Mme Falardeau-Ramsay:** Vous avez tout à fait raison.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

**Senator Marshall:** Mr. Chairman, I have a question about the criteria for persons coming into Canada. Why is preference given to some people and not to others? I refer particularly to athletes, such as those on hockey teams and baseball teams, who seem to be given preferential treatment. They do not seem to have to meet obligations. They do not have to go through the process at the Department of Manpower or of putting ads in the paper. What about hiring other people resident in Canada who may fulfill these jobs?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Your question falls outside my jurisdiction.

**Senator Marshall:** It seems to be outside everybody's jurisdiction.

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Under my jurisdiction we deal with sponsorship obligations of family class members and appeals of removal orders as well as redetermination of refugee status. We apply the policy embodied in the Immigration Act and regulations. We do not touch these other matters.

**Senator Marshall:** I called the department about 10 days ago seeking this information. They reluctantly agreed to send it to me, but they have not. Could you get that information for me, please?

**Mr. Girard:** Perhaps I can explain the criteria for admission of immigrants applying abroad. They are contained in immigration regulations which, essentially, describe three broad classes of people. There is the family class, which is dependent relatives, spouses, minor children, aged parents and so on.

There is the independent applicant class, which takes into account all of those people who either intend to establish themselves in the Canadian labour force, start up businesses or become self-employed in Canada, and that includes the extended families; in other words, brothers, sisters, aunts, uncles, nieces, nephews, parents who are not dependent, and married children.

The third and distinct class is the humanitarian class, which includes refugees and people in a refugee-like situation. The

[Traduction]

**The Chairman:** Which means they are eligible to serve on the board for a maximum of four years, since they are only eligible for re-appointment for one term. Is that correct?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Correct.

**The Chairman:** Did I get all of that right?

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Yes, you did. Now then, upon the expiration of a two-year term, if a ten-year term is vacant, the member who served for two years could be appointed to serve for an additional ten years.

**The Chairman:** The issue then is not the whole appointment system, but rather the member selection process.

**Mrs. Falardeau-Ramsay:** Yes indeed.

**The Chairman:** Are there any further questions?

**Le sénateur Marshall:** Monsieur le président, j'ai une question à poser au sujet des critères d'admissibilité des personnes qui entrent au Canada. Pourquoi la préférence est-elle accordée à certains nouveaux venus plutôt qu'à d'autres? Je fais allusion surtout aux athlètes, comme les joueurs de hockey et de baseball professionnels, qui semblent jouir d'un traitement spécial. Ils ne semblent pas avoir d'exigences à remplir. Ils n'ont pas à se plier aux formalités du ministère de l'Emploi ou à faire passer des petites annonces dans le journal. A-t-on pensé à embaucher les résidents canadiens qualifiés à leur place?

**Mme Falardeau-Ramsay:** Votre question porte sur un sujet qui n'est pas de mon ressort.

**Le sénateur Marshall:** Il semble n'être du ressort de personne.

**Mme Falardeau-Ramsay:** La Commission que je préside s'occupe des exigences du parrainage de ceux qui font partie de la catégorie de la famille et des appels concernant les ordonnances de renvoi et le réexamen de revendication du statut de réfugié. Nous nous contentons d'appliquer les dispositions de la Loi et du Règlement sur l'immigration.

**Le sénateur Marshall:** J'ai téléphoné au ministère il y a une dizaine de jours pour obtenir ces renseignements. On a accepté à contrecœur de me les envoyer, mais je n'ai rien reçu. Auriez-vous l'obligeance de me les procurer?

**M. Girard:** Je peux peut-être expliquer les critères qui servent à l'admission de ceux qui présentent une demande d'immigration à l'étranger. Ces critères figurent dans le règlement sur l'immigration qui, essentiellement, décrit trois grandes catégories d'immigrants. Il y a la catégorie de la famille, c'est-à-dire les parents à charge, les conjoints, les enfants mineurs, les parents âgés, etc.

Il y a la catégorie des requérants indépendants, qui comprend tous les candidats qui comptent soit entrer sur le marché du travail au Canada, soit se lancer en affaires, soit travailler à leur compte chez nous et cette catégorie comprend les familles élargies, autrement dit, les frères, les sœurs, les oncles et les tantes, les neveux et nièces, les parents qui ne sont pas à charge ainsi que les enfants mariés.

La troisième catégorie est celle des personnes admises pour des raisons d'ordre humanitaire, comme les réfugiés et ceux



[Text]

rules for each class are applied without discrimination equitably in all countries of the world.

In addition to the foregoing selection criteria, the act vests in the minister unconstrained discretion to admit anyone at all under his personal permission.

**Senator Marshall:** He can do that at his own discretion?

**Mr. Girard:** Yes. That does not make the person a landed immigrant but it serves to admit the person under section 37 of the act, and he is required to report to Parliament each year on the use of his permit. This, indeed, is used very commonly as a device—but rarely at the minister's direction, I might add—to facilitate cases where there is some urgency. For instance, it is very often used for refugees and people in refugee-like situations to get them out of a situation of danger and to Canada, so that the additional formalities pending with respect to their applications can be completed after their arrival.

**Senator Marshall:** A hockey player, however, would not fall within the family class; he would not fall within the humanitarian class, so he probably falls within the independent application class.

**Mr. Girard:** Some fall into both. For example, Czech hockey players have been admitted by different governments over the years on an emergency basis when it was felt that their continued stay in Europe might present some kind of danger to them, personally.

**Senator Marshall:** I think that is an excuse.

**Mr. Girard:** They would then be admitted under what we call the designated class, which is for people in a refugee-like situation.

**Senator Marshall:** There are, literally, thousands of hockey players within Canada who would be seeking advancement or the opportunity to join a minor league or a national hockey league team, therefore these immigrant hockey players cannot come in because of the criterion that they cannot take a job that a Canadian could fill. How, then, do they manage to get in? It is favouritism and it is discrimination.

**Mr. Girard:** If, for instance, any hockey team in this country were seeking to admit hockey players from the United States or from West Germany or Sweden, where there is no overriding refugee concern, the department would need then to take into consideration the broad interests of Canadians seeking those positions, and even though there is not a job-for-job vetting done in those areas where quality is so much at stake, more so than in other jobs within the labour force, there is still the overriding policy of all governments that have been in power in recent years that Canadian jobs are for Canadians first. However, there are certain occupations such as conductors in symphony orchestras, for example, or in some cases very specialized academics, where the normal labour market judgments of number are not sufficient.

However, in the case of the Czechs and other East Bloc sports figures, they have not been put through those screens because they have been admitted under the humanitarian class and therefore the main objective is to get them to Canada to

[Traduction]

qui se trouvent dans une situation de réfugié. Les règles propres à chaque catégorie sont appliquées sans discrimination dans tous les pays du monde.

En plus d'établir ces critères de sélection, la loi investit le ministre du pouvoir absolu de faire admettre quiconque au pays, sous réserve de son autorisation personnelle.

**Le sénateur Marshall:** Il peut le faire de son propre gré?

**M. Girard:** Oui. Son pouvoir ne lui permet pas d'accorder le statut d'immigrant reçu, mais d'admettre une personne conformément à l'article 37 de la loi et, chaque année, il doit rendre compte au Parlement des permis qu'il a délivrés. On délivre très souvent des permis, rarement à la demande du ministre, dois-je ajouter, pour faciliter le dénouement des cas d'urgence. Par exemple, on le fait souvent pour les réfugiés et les personnes qui se trouvent dans une situation de réfugié pour qu'ils soient hors de danger au Canada de sorte que les formalités d'usage concernant leur admission au pays sont remplies après leur arrivée.

**Le sénateur Marshall:** Les joueurs de hockey n'entrent pas dans la catégorie de la famille ni dans celles des personnes admises pour des raisons d'ordre humanitaire; il fait probablement partie de la catégorie des requérants indépendants.

**M. Girard:** Certains font partie de deux catégories. Par exemple, par le passé, les joueurs de hockey de Tchécoslovaquie ont été admis d'urgence par différents gouvernements quand on a jugé que leur séjour en Europe pourrait les placer personnellement dans une situation dangereuse.

**Le sénateur Marshall:** Je pense que c'est une excuse.

**M. Girard:** Il serait alors admis dans la catégorie des personnes désignées, réservée à ceux qui se trouvent dans une situation de réfugié.

**Le sénateur Marshall:** Il y a littéralement des centaines de joueurs de hockey au Canada qui aimeraient faire partie d'une équipe d'une ligue mineure ou de la ligue nationale; en conséquence, les joueurs immigrants ne peuvent pas être admis au pays parce qu'ils ne peuvent pas avoir un emploi pour lequel un Canadien est qualifié. Comment parvient-il à entrer au pays? C'est du favoritisme et de la discrimination.

**M. Girard:** Si, par exemple, une équipe du pays voulait faire entrer des joueurs des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest ou de la Suède, où le problème des réfugiés n'est pas important, le ministère devrait faire valoir les intérêts des Canadiens qui cherchent à avoir ces emplois et même s'il n'y a pas d'examen rigoureux effectué dans les secteurs où la qualité est si importante, plus qu'ailleurs sur le marché du travail, tous les gouvernements qui ont été appelés à nous diriger au cours des dernières années ont privilégié le principe en vertu duquel les emplois au Canada sont réservés avant tout aux Canadiens. Il y a toutefois des emplois, comme chef d'orchestre symphonique ou savant, pour lesquels les critères du nombre appliqués sur le marché du travail ne suffisent pas.

Cependant, les vedettes sportives de la Tchécoslovaquie ou d'autres pays du bloc de l'Est n'ont pas été soumises à ce processus de sélection parce qu'elles ont été admises pour des raisons d'ordre humanitaire et que, dans ce cas, il s'agit surtout

[Text]

safety and to take care of the additional formalities after the fact.

**Senator Marshall:** I could say something, but it is not for the record. Thank you, Mr. Chairman. Would it be possible for you to provide me with an extract of section 37 of the act that we have just been discussing?

**Mr. Girard:** Yes.

**Senator Marshall:** Thank you.

**The Chairman:** Are there any further questions? If everything is clear, then I congratulate all senators present.

Mrs. Falardeau-Ramsay, Mrs. Denis and Mr. Girard, I thank you for your answers which have made everything clear for everyone.

**Senator Barootes:** Will you entertain a resolution on this, Mr. Chairman?

**The Chairman:** I understand, Senator Barootes, that you wish to move something at this point.

**Senator Barootes:** Mr. Chairman, the resolution as I read it herem is that the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology has the honour to present its seventh report. Your committee, to which was referred Bill C-55, entitled "An Act to amend the Immigration Act, 1976" has, in obedience to the order of reference of March 5, 1986, examined the said bill and now reports the same without amendment. I so move.

**The Chairman:** You do move that—

**Senator Barootes:** If I am entitled to move it.

**The Chairman:** Is that motion approved by the committee?

**Hon. Senators:** Agreed.

**The Chairman:** All those against? There is no one against.

**Senator Doody:** You are a very persuasive man. Perhaps you could now do the same thing with Bill C-70.

**Senator Barootes:** I could have been asking a lot of questions, but I did not wish to prolong the session, and thus postpone the important considerations that are coming up on Bill C-70.

**Senator Doody:** Don't push your luck.

**The Chairman:** I will therefore table the report this afternoon in the Senate.

**Senator Hastings:** On a point of order, Mr. Chairman, what was the motion?

**Senator Barootes:** You were not listening.

**Senator Hastings:** I have listened very carefully, Senator Barootes. I did not—

**Senator Barootes:** We are reporting Bill C-55 back to the Senate for third reading, without amendment.

**Senator Hastings:** Thank you; you did not say that.

[Traduction]

de les faire entrer au Canada en toute sécurité; les autres formalités sont réglées par la suite.

**Le sénateur Marshall:** Vous serait-il possible de me procurer copie de l'article 37 de la loi dont nous venons de parler?

**M. Girard:** Oui.

**Le sénateur Marshall:** Merci.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions? Si tout est clair, je félicite tous les sénateurs présents de leur compréhension.

Je tiens à remercier M<sup>me</sup> Falardeau-Ramsay, M<sup>me</sup> Denis et M. Girard d'avoir bien voulu répondre de façon aussi limpide à nos questions.

**Le sénateur Barootes:** Allez-vous proposer une résolution à ce sujet, monsieur le président?

**Le président:** Je crois comprendre, sénateur Barootes, que vous voulez en proposer une à ce moment-ci.

**Le sénateur Barootes:** Monsieur le président, la résolution est la suivante: Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie présente son septième rapport. Le comité, auquel a été déféré le projet de loi C-55 «loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976» a, conformément à l'ordre de renvoi du 5 mars 1986, examiné le projet de loi et le dépose maintenant sans amendement. J'en fais la proposition.

**Le président:** Vous proposez que . . .

**Le sénateur Barootes:** Si j'en ai le droit.

**Le président:** Cette proposition est-elle approuvée par le comité?

**Des voix:** Oui.

**Le président:** Qui est contre? Personne.

**Le sénateur Doody:** Vous êtes un homme très persuasif. Vous pourriez peut-être faire la même proposition pour le projet de loi C-70.

**Le sénateur Barootes:** J'aurais pu poser beaucoup de questions, mais je ne tenais pas à prolonger la séance et j'ai donc remis à plus tard des points importants au sujet du projet de loi C-70.

**Le sénateur Doody:** N'y allez pas trop fort.

**Le président:** Je déposerai donc le rapport cet après-midi au Sénat.

**Le sénateur Hastings:** J'invoque le Règlement, monsieur le président, pour savoir quelle était la proposition?

**Le sénateur Barootes:** N'écoutez-vous pas?

**Le sénateur Hastings:** J'écoutais très attentivement, sénateur Barootes. Je n'ai pas . . .

**Le sénateur Barootes:** Nous renvoyons le projet de loi C-55 au Sénat sans amendement, pour l'étape de la troisième lecture.

**Le sénateur Hastings:** Merci; vous ne l'aviez pas dit.



[Text]

**The Chairman:** He read the report and at the end he said: "I so move." It is a matter of wording. So it is agreed.

**Hon. Senators:** Agreed.

**The Chairman:** Now, honourable senators, we are a little ahead of schedule. Senator Bonnell has not arrived yet, but I have a proposal to make regarding Bill C-70.

Without questioning the decision that we have already taken that we will not discuss the draft report until Senator Bonnell arrives, I think it would be useful to have figures regarding the gain or loss for families following the decision announced by the Minister of Finance that a prepayment of \$300 will be made in November respecting the child tax credit. In that respect, I have asked Mr. Wrobell to prepare a new table to indicate the effect of that new factor on family allowance and the child tax credit put together.

With your permission, honourable senators, I should like to present two new tables indicating the result of those calculations. Perhaps they could be put in as appendices.

**Hon. Senators:** Agreed.

(For text of tables see Appendix "18-A" and "18-B".)

**The Chairman:** There are two separate tables headed "Table 1" and "Table 2". I do not think this will prevent Senator Bonnell from presenting his motion when he arrives, because I am having these distributed just as background information for our further discussion.

Before we go any further, is it agreed that this part of our meeting be reported?

**Senator Marsden:** Agreed.

**Senator Graham:** As part of the draft report or the evidence?

**The Chairman:** Is it agreed that we prepare a transcript of this part of our meeting?

**Senator Marsden:** Agreed. May I ask you, Mr. Chairman, what you mean by the use of the terms "Old System", and "New System". Under the old system in your speech, Mr. Chairman, on introducing this bill, there are variations.

**The Chairman:** I will clarify that. Table 1 is headed "Changes to the Federal Child Benefits System", which comes about as a result of the prepayment. Regarding family allowance, that is exactly as it was before, and I have already tabled those figures during my speech, on presentation of the bill.

With respect to the Child Tax Credit, what is meant by the term "Old System" is that system which was in place before the new amount was provided for.

**Senator Robertson:** For clarification, Mr. Chairman, was the old system the one in place before the introduction of Bill C-70 and Bill C-84.

[Traduction]

**Le président:** Il a lu la résolution et a terminé par les mots: «J'en fais la proposition». C'est une question de formulation. Vous l'approuvez donc.

**Des voix:** Oui.

**Le président:** Honorables sénateurs, nous sommes un peu en avance sur notre horaire. Le sénateur Bonnell n'est pas encore arrivé, mais j'ai une proposition à faire en ce que a trait au projet de loi C-70.

Sans remettre en question notre décision déjà prise de ne pas discuter du projet de rapport tant que le sénateur Bonnell ne sera pas arrivé, je crois qu'il serait utile d'avoir les chiffres concernant les gains ou les pertes pour les familles à la suite de la décision annoncée par le ministre des Finances d'offrir dès le mois de novembre un paiement anticipé dans le cadre du crédit d'impôt pour enfants. A cet égard, j'ai demandé à M. Wrobell de dresser un nouveau tableau indiquant l'incidence de ce nouveau paiement sur le total combiné des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfants.

Avec votre permission, honorables sénateurs, j'aimerais présenter deux nouveaux tableaux indiquant les résultats de ces calculs, qu'il y aurait peut-être lieu d'annexer.

**Des voix:** D'accord.

(Les tableaux sont reproduits aux appendices «18-A» et «18-B».)

**Le président:** Il y a deux tableaux distincts, intitulés «Tableau 1» et «Tableau 2». A mon avis, cela n'empêchera pas le sénateur Bonnell de présenter sa motion dès qu'il arrivera, puisque je fais distribuer ces documents à titre d'information seulement pour alimenter notre discussion.

Avant d'aller plus loin, êtes-vous d'accord pour que cette partie de nos délibérations soit consignée?

**Le sénateur Marsden:** D'accord.

**Le sénateur Graham:** Dans le projet de rapport ou dans le compte rendu?

**Le président:** Êtes-vous d'accord pour que soit consignée cette partie de notre séance?

**Le sénateur Marsden:** D'accord. Puis-je vous demander, monsieur le président, ce que vous entendez par les expressions «ancien système» et «nouveau système». Lorsque vous avez déposé ce projet de loi, vous avez dit que sous l'ancien système, il y avait des variations.

**Le président:** Je vais vous expliquer. Le tableau 1 est intitulé «Modification du régime fédéral de prestations aux enfants», et tient compte du paiement anticipé. En ce qui concerne les allocations familiales, la situation est exactement la même qu'antérieurement, et j'ai déjà déposé les chiffres durant mon allocution de présentation du projet de loi.

En ce qui concerne le crédit d'impôt pour enfants, on entend par l'expression «ancien système» celui qui était en place avant le nouveau paiement anticipé.

**Le sénateur Robertson:** Si je comprends bien, monsieur le président, l'ancien système est celui qui était en place avant le dépôt des projets de loi C-70 et C-84...

[Text]

**The Chairman:** Yes, and the term "New System" refers to the system with the prepayment. Of course, the amounts are different because of the \$300 paid in the year 1986.

Just to clarify a point; in the table I presented during my speech in the Senate the other day, I used a year in which it was earned rather than a year in which it was paid. Since there will be a payment made in 1986, we will have to change the approach and use the year in which it is paid.

For 1986, the amount is \$384. There is no difference between the old system and the new system when one uses the year in which it is paid, but with the prepayment there is \$300 more in that year. When you allocate the Child Tax Credit to the year in which it is paid, there is a loss of \$11 in 1986 without the prepayment, and there is a gain shown after taking into account the prepayment, and you can see the figures.

I draw your attention to the note found at the bottom of Table 1. The amount of \$300 for the year 1986 represents approximately two-thirds of the tax credit for that year. So, we have used that proportion for other years. We do not know if that will be the case; it might be that instead of the proportion of two-thirds, it will be, again in 1987, an amount of \$300, which will be less than two-thirds in future years if it is, again, \$300.

That is shown on Table 2. You will see the difference in the last column. The gains are, of course, lower if it is \$300, and if it is two-thirds of the Child Tax Credit. The first table contains two hypotheses.

A further document headed "Two Parent Families (1983 Data)", shows a family with only the husband working, the median income being \$25,058 and the average income \$26,700. Could this also be appended to today's proceedings?

**Hon. Senators:** Agreed.

(For text of document see Appendix "18-C".)

**The Chairman:** I thought it was appropriate for statistical reasons, with very important implications though, to take account of the fact that the curve is a skewed curve. It starts at the bottom and goes up sharply, but the number of people at the top are not as great as at the bottom. That is not a normal curve. It is not a normal curve.

Many people perceive the "average" as being 50 per cent of the people, but this is not the case. So, in statistics, we use another technique called the median. The median means exactly 50 per cent and you can see the difference. The median is significantly lower, in terms of income, than the average—by \$1,700 when there is one earner and by \$3,600 when there are two earners. We will use the median, since it divides distribution in half.

What is the proportion of families with income below \$15,000? I draw your attention to one fact; the \$15,000 figure here is gross income, not net income, whereas the prepayment is for people earning \$15,000 net income. The net income

[Traduction]

**Le président:** Oui, et l'expression «nouveau système» décrit celui qui comprend le paiement anticipé. Évidemment, les montants sont différents en raison des 300 \$ versés en 1986.

Simplement pour éclaircir un point, dans le tableau que j'ai présenté lors de mon intervention au Sénat l'autre jour, j'ai utilisé une année dans laquelle ce montant était gagné plutôt qu'une dans laquelle il était payé. Puisqu'un paiement sera versé en 1986, nous devons changer notre rapproche et utiliser l'année dans laquelle le montant a été payé.

Pour 1986, le montant est de 384 \$. Lorsqu'on utilise l'année au cours de laquelle le montant a été payé, il n'y a aucune différence entre l'ancien et le nouveau système, mais, en raison du paiement anticipé, il y a 300 \$ de plus cette année. Si on attribue le crédit d'impôt pour enfants à l'année au cours de laquelle il a été payé, on constate une perte de 11 \$ en 1986, abstraction faite du paiement anticipé, et un gain, si on en tient compte. Les chiffres l'indiquent bien.

J'attire votre attention sur la note au bas du tableau 1. Le montant de 300 \$ pour 1986 représente environ les deux tiers du crédit d'impôt pour cette année-là. Donc, nous avons utilisé cette proportion pour les autres années. Or, nous ne savons pas si ce sera le cas; il se peut qu'au lieu des deux tiers, ce soit, encore en 1987, un montant de 300 \$, qui représentera moins que cette proportion dans les années à venir si le paiement demeure de 300 \$.

C'est ce que montre le tableau 2. Vous verrez la différence dans la dernière colonne. Évidemment, les gains seront inférieurs si le montant est de 300 \$ et qu'il représente les deux tiers du crédit d'impôt pour enfants. Le premier tableau contient deux hypothèses.

Un autre document intitulé «Familles avec père et mère (données de 1983)» montre une famille dont seul le père travaille, le revenu médian étant de 25 058 \$ et le revenu moyen, de 26 700 \$. Ce document pourrait-il également être annexé aux délibérations d'aujourd'hui?

**Des voix:** D'accord.

(Le document est reproduit à l'appendice «18-C».)

**Le président:** J'ai jugé bon, du point de vue des statistiques—et les conséquences sont d'ailleurs assez importantes—de tenir compte du fait que la courbe est asymétrique. Elle commence en bas et remonte brusquement, mais le nombre de personnes au sommet n'est pas aussi élevé qu'au bas. Ce n'est pas une courbe normale.

Beaucoup croient que la «moyenne» représente 50 p. 100 de la population, ce qui n'est pas le cas. Par conséquent, en statistique, nous utilisons une autre technique qui s'appelle la médiane qui veut dire exactement 50 p. 100, et vous pouvez voir la différence. Pour ce qui est du revenu, elle est de beaucoup inférieure à la moyenne—de 1 700 \$ lorsqu'un seul des parents travaille à l'extérieur et de 3 600 \$ si les deux travaillent à l'extérieur. Nous utilisons donc la médiane, puisqu'elle divise la distribution en deux moitiés.

Quelle est la proportion de familles dont le revenu est inférieur à 15 000 \$? J'attire votre attention sur un fait: le chiffre de 15 000 \$ représente un revenu brut, et non net, alors que le paiement anticipé est destiné aux personnes qui gagnent



[Text]

would be about \$14,000 when we read \$15,000, so that the percentages indicated there should be in between 24 per cent and 28 per cent. The gross income includes contributions to the Canada Pension Plan and unemployment insurance, as well as a \$500 reduction received by everyone. In order to reach the median, which is 50 per cent, we have to go up to \$25,000. This means 50 per cent of families will benefit fully from the child tax credit at that level of income. Approximately 26 per cent will benefit from the prepayment when there are two wage earners, the husband and wife. You can see the figures there.

I thought this data might clarify a few points that have been raised. Looking at a family with two parents but one wage earner you can see exactly what is happening: the 50 per cent who are above \$25,000 will lose and the 50 per cent who are below will gain. The philosophy of approach is exactly that: you transfer from upper income earners—meaning from families earning \$25,000 and above—to lower income earners, meaning \$25,000 and below. That is the case for a family with one wage earner. It is not the case with a family of two wage earners. In that case 35.6 per cent will gain and 65 per cent will lose. What is the total and global proportion of families who will gain and lose? We do not have that figure, but from those other figures I think we have a good approximation.

I hope that little presentation will throw some light on our discussion and enable us to discuss these figures and answer questions.

**Senator Marsden:** Mr. Chairman, this is interesting. I wonder if you have had an opportunity to look at the article I distributed last Thursday on it?

**The Chairman:** I am sorry, I did not.

**Senator Marsden:** It draws more distinctions than just between gross and net income. I am sorry I haven't a copy of it here. However, the thrust of the article is that redistributive transfer payments of this kind—that is the family allowance, old age pension and so on—have a more redistributive effect on incomes than the tax exemption and negative child tax credit kind of transfers. I wonder, if you were to reconsider these numbers in the light of those distinctions, whether you would come up with the same impact of the changes in this bill and in the entire child benefits package.

**The Chairman:** If I understand you correctly, you would take it out of the whole taxation system, for instance. Is that correct? Is that what you mean? Or its effect on the family?

**Senator Marsden:** In these tables you present gross income as income. In the Statistics Canada article a distinction is made between disposable income—much the same way as we did in our preliminary report although with more items added to it. When you look at the distinction between what they call “money income”—which is what I think you mean by “gross

[Traduction]

un revenu net de 15 000 \$. Or, pour un revenu brut de 15 000 \$, le revenu net serait d'environ 14 000 \$, de sorte que les pourcentages indiqués dans ce tableau varieraient entre 24 et 28 p. 100. Le revenu brut comprend les cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-chômage, ainsi qu'une réduction générale de 500 \$. Pour atteindre la médiane, qui représente 50 p. 100, nous devons monter jusqu'à 25 000 \$. Ainsi 50 p. 100 des familles touchant ce revenu bénéficieront pleinement du crédit d'impôt pour enfants. Environ 26 p. 100 bénéficieront du paiement anticipé lorsque le mari et la femme travaillent tous les deux à l'extérieur, comme l'indiquent les chiffres.

J'ai pensé que ces données pourraient éclaircir quelques points qui ont été soulevés. Si vous examinez une famille avec père et mère mais dont un seul des deux travaille à l'extérieur, vous pouvez voir exactement ce qui se produit: les 50 p. 100 qui gagnent plus de 25 000 \$ perdront le crédit d'impôt, tandis que les 50 p. 100 qui gagnent moins de ce montant en bénéficieront. L'objectif est de redistribuer la richesse des familles à revenus élevés—soit celles qui gagnent 25 000 \$ et plus—aux familles à faibles revenus—c'est-à-dire celles qui gagnent 25 000 \$ et moins, ce qui est le cas des familles dont un seul des parents travaille à l'extérieur, mais pas celui des familles dont les deux conjoints travaillent à l'extérieur. Dans ce dernier cas, 35,6 p. 100 des familles bénéficieront du crédit d'impôt, et 65 p. 100 le perdront. Quelle est la proportion globale des familles qui gagneront et perdront le crédit d'impôt? Nous n'avons pas les chiffres, mais à mon avis, nous en avons une bonne idée à partir des autres données.

J'espère que cette petite présentation jettera un peu de lumière et nous permettra de mieux discuter ces données et de répondre aux questions.

**Le sénateur Marsden:** Monsieur le Président, c'est intéressant. Avez-vous eu l'occasion d'examiner l'article que j'ai distribué jeudi dernier sur cette question?

**Le président:** Désolé, je ne l'ai pas fait.

**Le sénateur Marsden:** Il établit plus de distinctions que simplement celle entre le revenu brut et net. Je regrette de ne pas en avoir d'exemplaire ici. Toutefois, selon cet article, en gros, ces paiements—les allocations familiales, les pensions de vieillesse, et autres—permettent de mieux redistribuer les revenus que les exemptions d'impôt et les crédits d'impôt négatifs pour enfants. Si vous deviez réexaminer vos chiffres à la lumière de ces distinctions, je me demande si vous en arriveriez à la même conclusion en ce qui concerne les changements entraînés par ce projet de loi et l'ensemble du régime de prestations pour les enfants.

**Le président:** Si je vous comprends bien, vous enlèveriez ce régime de l'ensemble du système fiscal, par exemple. Est-ce exact? Est-ce bien ce que vous laissez entendre? Ou voulez-vous parler des conséquences pour les familles?

**Le sénateur Marsden:** Dans ces tableaux, le revenu correspond au revenu brut. Dans l'article de Statistique Canada, on fait une distinction par rapport au revenu disponible, distinction qui ressemble beaucoup à celle que nous avons faite dans notre rapport préliminaire, bien qu'un plus grand nombre d'éléments soit ajouté. Si l'on examine la distinction faite entre

[Text]

income" or what you earn and the amount of your transfer payments—and you see that disposable income, disposable income is much more equitably distributed than gross or money income in Canada. The impact of government payments such as the family allowance is to redistribute income even more equitably than other means used through the tax system, for example, of redistribution. I would interpret that to mean therefore, that, an increase in the family allowance is going to be more equitable overall than the child tax credit.

**The Chairman:** I see your point. If you look at the overall system of benefits and taxation, that might be the case. I hope we will consider that in our further study. Of course, you might have asked me a question concerning the fact that, when people talk about disposable income they take into account provincial taxation, for instance. However, I do not think that we have to be responsible, at the federal level, for provincial taxation. In fact, it varies from province to province.

We have tried in our methodology to take that into account, and we will have to consider that at the next stage, but, in considering the legislative package before us, I don't think we can do anything else but look at the whole package. That is my feeling, but it might be that among a variety of benefits, including taxation and other things, there are differences between different types of benefits in terms of real and effective re-distribution. That question can be asked, but I don't see how we can answer it now.

**Senator Marsden:** I agree that we cannot answer it now, but I do think it would be useful to have an agreement on what we mean by "income" when we talk about what a benefit change may mean. We have already agreed in this committee in terms of our preliminary study that we cannot ignore what happens provincially if we are concerned about what happens to a real family.

I brought forward that article from Statistics Canada because I think it is an autonomous body which has usefully redefined, even more than we have, the concepts of income which may be useful for understanding what the real impact of benefit changes will be, which is, after all, our objective here. Even though the tables you have presented are helpful, I think we have to be cautious in interpreting the implications of them in terms of redistributive effects. It all depends on where you start and how you define income. Gross income is not, according to the Statistics Canada analysis, a very useful way of looking at the redistributive effect.

**The Chairman:** I see your point. In other words, those tables are based on the concept of "other things being equal." This would be the effect of the specific measures we have before us. I agree that there is the assumption of other things being equal. I think your question is well put. I hope we will consider some of the other things that must be taken into account in our further study.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

ce qu'il appelle le «revenu monétaire» d'une part, ce que vous appelez je pense le «revenu brut» ou ce que l'on gagne et le montant des paiements de transfert, et le revenu disponible d'autre part, on constate que ce dernier est réparti beaucoup plus équitablement que le revenu brut au Canada. Les paiements de l'État, comme les allocations familiales, permettent une redistribution des revenus encore plus équitables que les autres mesures fiscales de redistribution. J'en déduis donc qu'une augmentation des allocations familiales sera dans l'ensemble plus équitable qu'un crédit d'impôt pour enfants.

**Le président:** Je vois où vous voulez en venir. Si l'on examine le système global de prestations et d'imposition, c'est peut-être le cas. J'espère que nous en tiendrons compte lorsque nous poursuivrons notre étude. Évidemment, vous auriez pu me poser une question concernant le fait que lorsqu'ils parlent du revenu disponible, les gens prennent en considération l'impôt provincial. Or, je ne pense pas que nous devons, au niveau fédéral, nous occuper des impôts provinciaux. En fait, ces derniers varient d'une province à l'autre.

Dans notre démarche, nous avons essayé d'en tenir compte et nous devons nous pencher sur cette question ultérieurement; quoi qu'il en soit, lorsque nous examinons les mesures législatives qui nous sont présentées, nous ne pouvons que les examiner globalement. C'est là mon opinion; il se peut que, parmi l'éventail des avantages, y compris les mesures fiscales et autres, il y ait des différences pour ce qui est de la redistribution réelle. C'est une question que l'on peut se poser, mais je ne vois pas comment nous pouvons y répondre maintenant.

**Le sénateur Marsden:** Je conviens que nous ne pouvons y répondre maintenant, mais je pense qu'il serait utile de s'entendre sur le sens que nous donnons au terme «revenu» lorsque nous parlons des répercussions éventuelles d'un changement au chapitre des prestations. Dans notre étude préliminaire, nous avons déjà établi que nous ne pouvons ignorer ce qui se passe dans les provinces si nous voulons vraiment savoir ce qui se passe dans les familles.

Je reviens à cet article de Statistique Canada parce que, à mon avis, cet organisme autonome a su bien cerner, encore mieux que nous, les notions de revenu qui peuvent nous aider à comprendre les répercussions réelles des modifications apportées aux prestations, ce qui constitue après tout l'objectif que nous poursuivons ici. Si les tableaux que vous avez présentés sont utiles, nous devons néanmoins être prudents lorsque nous interprétons les répercussions sur le plan de la redistribution. Tout dépend du point de départ choisi et de la façon dont on définit le revenu. Selon l'analyse de Statistique Canada, le revenu brut n'est pas très utile pour évaluer les effets concernant la redistribution.

**Le président:** Je comprends. Autrement dit, ces tableaux partent de l'hypothèse «toutes choses égales d'ailleurs». C'est l'effet que devraient avoir les mesures que nous étudions. Je reconnais que c'est là une présomption que nous faisons. Je pense que votre question est bien présentée. Aussi, j'espère que nous examinerons certains de ces facteurs.

Le comité poursuit sa séance à huis clos.





## APPENDIX "18-A"

TABLE 1  
CHANGES TO THE FEDERAL CHILD BENEFITS SYSTEM  
(CTC Allocated to Year of Receipt)

Year	Family Allowance			Child Tax Credit			Net Gain	
	Old System	New System	Difference	Old System	New System	With Pre-payment*	Without Pre-payment*	With Pre-payment*
1986	\$390	\$379	-\$11	\$384	\$384	\$684	-\$11	+\$289
1987	\$406	\$383	-\$23	\$399	\$454	\$477	+\$32	+ \$55
1988	\$422	\$387	-\$35	\$415	\$489	\$512	+\$39	+ \$62
1989	\$439	\$391	-\$48	\$432	\$524	\$528	+\$44	+ \$48
1990	\$456	\$394	-\$62	\$449	\$529	\$532	+\$18	+ \$21

\*Prepayment of 66% of CTC earned in the year.



## APPENDIX "18-B"

TABLE 2  
CHANGES TO THE FEDERAL CHILD BENEFITS SYSTEM  
(CTC Allocated to Year of Receipt)

Year	Family Allowance			Child Tax Credit			Net Gain	
	Old System	New System	Difference	Old System	New System	With Pre-payment*	Without Pre-payment*	With Pre-payment*
1986	\$390	\$379	-\$11	\$384	\$384	\$684	-\$11	+\$289
1987	\$406	\$383	-\$23	\$399	\$454	\$454	+\$32	+ \$32
1988	\$422	\$387	-\$35	\$415	\$489	\$489	+\$39	+ \$39
1989	\$439	\$391	-\$48	\$432	\$524	\$524	+\$44	+ \$44
1990	\$456	\$394	-\$62	\$449	\$529	\$529	+\$18	+ \$18

\*Prepayment of \$300 every autumn.

## APPENDIX "18-C"

TABLE 3

## TWO PARENT FAMILIES

(1983 Data)

**Husband Only Working:**

Median Income	\$25,058
Average Income	\$26,700

**Husband and Wife Working:**

Median Income	\$32,040
Average Income	\$35,600

## Total % of families with incomes below:

\$15,000	24.20%
\$17,000	28.70%

## Total % of families with incomes below:

\$15,000	14.10%
\$17,000	18.40%

\$22,000	42.30%
\$25,000	49.90%

\$22,000	27.60%
\$25,000	34.60%



## APPENDICE «18-A»

TABLEAU 1

MODIFICATIONS AU RÉGIME DES PRESTATIONS FISCALES POUR LES ENFANTS  
(Crédit d'impôt-enfant compté pour l'année qu'il est reçu)

Année	Allocations familiales			Crédit d'impôt-enfant			Gain net	
	Ancien système	Nouveau système	Différence	Ancien système	Nouveau système	Avec paiement anticipé*	Sans paiement anticipé*	Avec paiement anticipé*
1986	\$390	\$379	-\$11	\$384	\$384	\$684	-\$11	+\$289
1987	\$406	\$383	-\$23	\$399	\$454	\$477	+\$32	+ \$55
1988	\$422	\$387	-\$35	\$415	\$489	\$512	+\$39	+ \$62
1989	\$439	\$391	-\$48	\$432	\$524	\$528	+\$44	+ \$48
1990	\$456	\$394	-\$62	\$449	\$529	\$532	+\$18	+ \$21

\*Paiement anticipé de 66% du crédit d'impôt-enfant pour l'année.

## APPENDICE «18-B»

TABLEAU 2

MODIFICATIONS AU RÉGIME DES PRESTATIONS FISCALES POUR LES ENFANTS  
(Crédit d'impôt-enfant compté pour l'année qu'il est reçu)

Année	Allocations familiales			Crédit d'impôt-enfant			Gain net	
	Ancien système	Nouveau système	Différence	Ancien système	Nouveau système	Avec paiement anticipé*	Sans paiement anticipé*	Avec paiement anticipé*
1986	\$390	\$379	-\$11	\$384	\$384	\$684	-\$11	+\$289
1987	\$406	\$383	-\$23	\$399	\$454	\$454	+\$32	+ \$32
1988	\$422	\$387	-\$35	\$415	\$489	\$489	+\$39	+ \$39
1989	\$439	\$391	-\$48	\$432	\$524	\$524	+\$44	+ \$44
1990	\$456	\$394	-\$62	\$449	\$529	\$529	+\$18	+ \$18

\* Paiement anticipé de 300 \$ chaque automne.



## APPENDICE «18-C»

TABLEAU 3

## FAMILLES AVEC DEUX PARENTS

(Données de 1983)

**Père au travail seulement:**

Revenu médian	\$25,058
Revenu moyen	\$26,700

**Mari et femme au travail:**

Revenu médian	\$32,040
Revenu moyen	\$35,600

## Total en % des familles avec un revenu inférieur:

\$15,000	24.20%
\$17,000	28.70%

## Total en % des familles avec un revenu inférieur:

\$15,000	14.10%
\$17,000	18.40%

\$22,000	42.30%
\$25,000	49.90%

\$22,000	27.60%
\$25,000	34.60%













*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

#### WITNESSES—TÉMOINS

*From the Immigration Appeal Board:*

Mrs. Michelle Falardeau-Ramsay, Chairman.

*De la Commission d'appel de l'immigration:*

Mme Michelle Falardeau-Ramsay, présidente

*From the Department of Employment and Immigration:*

Mr. R. A. Girard, Director, Refugee Affairs.

*Du Ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

M. R. A. Girard, directeur de la division des affaires des réfugiés.



First Session  
Thirty-third Parliament 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature 1984-1985-1986

## SENATE OF CANADA

## SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing  
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité  
sénatorial permanent des*

# Social Affairs, Science and Technology

# Affaires sociales, des sciences et de la technologie

*Chairman*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

*Président*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

Tuesday, June 17, 1986

Le mardi 17 juin 1986

**Issue No. 19**  
**First proceedings on:**

**Fascicule No. 19**  
**Premier fascicule concernant:**



The subject-matter of Bill C-90 intituled: "An Act respecting pension plans organized and administered for the benefit of persons employed in connection with certain federal works, undertakings and businesses"

La teneur du Projet de Loi C-90 intitulé: «Loi concernant les régimes de pensions institués et gérés en faveur de personnes dont l'emploi est lié à des ouvrages, entreprises ou activités de compétence fédérale»

**First proceedings on:**

**Premier fascicule concernant:**

The subject-matter of Bill C-116 intituled:  
"An Act to amend the Canada Pension Plan  
and the Federal Court Act"

La teneur du Projet de loi C-116 intitulé:  
«Loi modifiant le Régime de pensions du  
Canada et la Loi sur la Cour fédérale»

**WITNESSES:**  
(See back cover)

**TÉMOINS:**  
(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON  
SOCIAL AFFAIRS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

The Honourable Arthur Tremblay, *Chairman*  
The Honourable Lorne Bonnell, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Hébert	*Roblin
Le Moyne	(or Doody)
*MacEachen	Rousseau
(or Frith)	Tremblay

\* *Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4) of the Rules of the Senate:

On Tuesday, June 3, 1986:

Senator Jacques Hébert replaced Senator Gildas L. Molgat.

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES AFFAIRES SOCIALES, DES SCIENCES ET DE  
LA TECHNOLOGIE

*Président:* L'honorable Arthur Tremblay  
*Vice-président:* L'honorable Lorne Bonnell

et

Les honorables sénateurs:

Bonnell	Marchand
Cottreau	Marsden
David	Marshall
Gigantès	Robertson
Hébert	*Roblin
Le Moyne	(ou Doody)
*MacEachen	Rousseau
(ou Frith)	Tremblay

\* *Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à la règle 66(4) du Règlement du Sénat:

Le mardi 3 juin 1986:

Le sénateur Jacques Hébert a remplacé le sénateur Gildas L. Molgat.

**ORDERS OF REFERENCE**

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, May 28, 1986:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*):

That the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology be authorized to examine the subject-matter of the Bill C-90, intituled: “An Act respecting pension plans organized and administered for the benefit of persons employed in connection with certain federal works, undertakings and businesses”, in advance of the said Bill coming before the Senate or any matter relating thereto.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.”

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Thursday, June 12, 1986:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*):

That the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology be authorized to examine the subject-matter of the Bill C-116, intituled: “An Act to amend the Canada Pension Plan and the Federal Court Act”, in advance of the said Bill coming before the Senate or any matter relating thereto.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—  
Resolved in the affirmative.”

**ORDRE DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du mercredi 28 mai 1986:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*),

Que le Comité sénatorial des affaires sociales, des sciences et de la technologie soit autorisé à étudier la teneur du Projet de loi C-90, intitulé: «Loi concernant les régimes de pensions institués et gérés en faveur de personnes dont l'emploi est lié à des ouvrages, entreprises ou activités de compétence fédérale», avant que ce projet de loi soit transmis au Sénat ou toute question s'y rattachant.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du jeudi 12 juin 1986:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*).

Que le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie soit autorisé à étudier la teneur du Projet de loi C-116, intitulé: «Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale», avant que ce projet de loi soit soumis au Sénat ou toute question s'y rattachant.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

*Le greffier du Sénat*

Charles A. Lussier

*Clerk of the Senate*



## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 17 JUIN 1986

(44)

## [Texte]

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 35 sous la présidence de l'honorable sénateur Arthur Tremblay, président.

*Membres du Comité présents:* Les honorables sénateurs Bonnell, Doody, Hébert, Le Moyne, Marchand, Marsden, Marshall, Robertson, Rousseau et Tremblay. (10)

*Autres sénateurs présents:* Les honorables sénateurs Graham et McElman.

*Également présents:* M<sup>me</sup> Maureen Baker et M. Marion Wrobel, attachés de recherche au service de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

*Sont aussi présents:* Les sténographes officiels du Sénat.

## Témoins:

## Sur le Projet de loi C-90:

M. Pierre-H. Vincent, député, secrétaire parlementaire du Ministre des Finances;

M. Hal Hanes, chef de la sécurité du revenu, Ministère des Finances;

M. Mick Cohen, directeur de la Division des normes des prestations de pension, Direction de l'actuariat, Département de l'Assurance;

Md. Susan Peterson, conseiller supérieur en matière de pensions, Cabinet du sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, Ministère des Finances.

## Sur le Projet de loi C-116:

M. Pierre Fortier, directeur général, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu;

Md. Susan Peterson, conseiller supérieur en matière de pension, Cabinet du Sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, Ministère des Finances.

M. Hal Hanes, chef de la Sécurité du revenu, Ministère des Finances;

M. Rodney Hagglund, directeur de la politique, législation et planification, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu.

Le Comité, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 28 mai 1986, étudie la teneur du Projet de loi C-90 intitulé: «Loi concernant les régimes de pensions institués et gérés en faveur de personnes dont l'emploi est lié à des ouvrages, entreprises ou activités de compétence fédérale».

M. Vincent fait une déclaration et répond aux questions.

Le Comité étudie ensuite la teneur du Projet de loi C-116 intitulé: «Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale», conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 12 juin 1986.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 17, 1986

(44)

## [Translation]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:35 o'clock a.m., the Chairman, the Honourable Senator Arthur Tremblay, presiding.

*Members of the Committee present:* The Honourable Senators Bonnell, Doody, Hébert, Le Moyne, Marchand, Marsden, Marshall, Robertson, Rousseau and Tremblay. (10)

*Other Senators present:* The Honourable Senators Graham and McElman.

*Also present:* Mrs. Maureen Baker and Mr. Marion Wrobel, Research Assistant with the Research Branch of the Library of Parliament.

*In attendance:* Official Senate reporters.

## Witnesses:

## Respecting Bill C-90:

Mr. Pierre-H. Vincent, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Finance;

Mr. Hal Hanes, Chief, Income Security, Department of Finance;

Mr. Mick Cohen, Director, Pension Benefits Division, Actuarial Branch, Department of Insurance;

Ms. Susan Peterson, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance.

## Respecting Bill C-116:

Mr. Pierre Fortier, Director General, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs;

Ms. Susan Peterson, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance;

Mr. Hal Hanes, Chief, Income Security, Department of Finance;

Mr. Rodney Hagglund, Director of Policy, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs.

Pursuant to its Order of Reference dated Wednesday, May 29, 1986, the Committee began its consideration of Bill C-90 intituled: "An Act respecting pension plans organized and administered for the benefit of persons employed in connection with certain federal works, undertakings and businesses".

Mr. Vincent made a statement and answered questions.

The Committee then proceed to consider the subject-matter of Bill C-116 intituled: "An Act to amend the Canada Pension Plan and the Federal Court Act".

L'honorable sénateur Marsden propose:

Que le Comité ne fasse pas rapport au Sénat sur la teneur des Projets de loi C-90 et C-116.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 11 h 55 le Comité poursuit ses travaux *à huis clos*.

*ATTESTÉ:*

The Honourable Senator Marsden moved:

That the Committee not report to the Senate on the subject-matter of Bills C-90 and C-116.

And the question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative.

At 11:55 o'clock a.m., the Committee withdrew to continue its deliberations *in camera*.

*ATTEST:*

*Le greffier du Comité*

Denis Bouffard

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

Ottawa, le mardi 17 juin 1986

[Text]

Le comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour examiner la teneur du projet de loi C-90, Loi concernant les régimes de pensions institués et gérés en faveur de personnes dont l'emploi est lié à des ouvrages, entreprises ou activités de compétence fédérale et, le projet de loi C-116, modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale et, pour poursuivre l'étude sur les prestations aux enfants.

**Le sénateur Tremblay (président)** occupe le fauteuil.

**Le président:** La séance est ouverte.

Monsieur le secrétaire parlementaire, au nom de mes collègues, je suis heureux que vous ayez accepté l'invitation de venir nous présenter le projet de loi C-90, bien que, dans le contexte des derniers jours d'une session, les choses sont souvent bousculées aux Communes. A tout événement, je vous souhaite la bienvenue, ainsi qu'à vos collègues, que je vous demanderais peut-être de nous présenter.

Auparavant, si vous me le permettez, je respecter la procédure.

L'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui comporte plusieurs items, et la procédure exige que je demande à l'un des membres du comité d'en proposer l'adoption.

Alors, il est proposé par le sénateur Rousseau, appuyé par le sénateur Le Moine, que l'ordre du jour soit adopté.

Cette formalité accomplie, je reviens à vous, monsieur le secrétaire parlementaire, et je répète mon invitation de nous présenter les membres de l'équipe qui vous accompagne.

**M. Pierre H. Vincent, député, secrétaire parlementaire du ministre des Finances:** Merci, monsieur le président. A mon extrême gauche, vous avez M. Hal Hanes, chef, sécurité du revenu, division de la politique sociale; à côté de lui, Mme Susan Peterson, conseiller supérieur en matière de pension, et, à ma droite, M. Michael Cohen, directeur, division des normes des prestations de pension.

**Le président:** Maintenant, monsieur Vincent, à votre guise; si vous souhaitez faire d'abord une présentation, vous en êtes le bienvenu. Ensuite, nous pourrions faire appel aux sénateurs, s'ils ont des questions à vous poser.

**M. Vincent:** Merci, monsieur le président. Je dois vous avouer que je suis très heureux de me retrouver devant vous ce matin pour parler du projet de loi C-90, qui est attendu depuis très longtemps, comme vous le savez, et qui apporte une réforme aux bénéfices de pension.

I regard this legislation as a landmark in the evolution of Canada's pension system. After years of study, debate and consultation, this government is taking a major step to bring about significant improvement to private pensions, a major element of this country's retirement income system. Mr. Chairman, this bill will improve the quality of life for Canadians in their retirement years. It will ensure greater fairness, flexibility and security for those who are members of private pension

## TÉMOIGNAGES

Ottawa, Tuesday, June 17, 1986

[Traduction]

The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology met this day at 9:30 o'clock a.m. to examine the subject-matter of Bill C-90, an Act respecting pension plans organized and administered for the benefit of persons employed in connection with certain federal works, undertakings and businesses, and Bill C-16, an Act to amend the Canada Pension Act and the Federal Court Act, and to resume its study of child benefits.

**Senator Tremblay (Chairman),** presiding.

**The Chairman:** The meeting will now come to order.

On behalf of my colleagues, may I say how pleased I am that the parliamentary secretary accepted our invitation to come and present Bill C-90 to the committee. I know things can get pretty hectic in the Commons during the final days of parliamentary session. In any case, I want to welcome you and your associates. Perhaps you could introduce them to us?

First of all, however, there is one little point of procedure to take care of.

Several items are on today's agenda and as procedure dictates, I must ask one of the committee members to move the adoption of our agenda.

Therefore, Senator Rousseau moves, seconded by Senator Le Moine, that the agenda be adopted.

Having disposed of this formality, I would now ask the parliamentary secretary to proceed with the introduction of the people accompanying him today.

**Mr. Pierre H. Vincent, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Finance:** Thank you, Mr. Chairman. On my far left is Mr. Hal Hanes, who is the Chief of Income Security with the Social Policy Division. Next to him is Susan Peterson, Senior Pension Adviser and to my right is Michael Cohen, Director of the Pension Benefit Standards Division.

**The Chairman:** Now, Mr. Vincent, if you wish, you may make a presentation, after which we will ask the senators whether they have any questions for you.

**Mr. Vincent:** Thank you, Mr. Chairman. I too must say that I am very happy to be here this morning to discuss with you Bill C-90 which contains long-awaited proposals for reforming pension benefits.

Je considère ce projet de loi comme un jalon dans l'évolution du système de pension du Canada. Après des années d'étude, de débat et de consultation, le gouvernement pose un geste important en vue d'apporter des améliorations sensibles aux pensions privées, élément majeur du système de revenus de retraite du pays. Monsieur le président, le projet de loi améliorera la qualité de vie des Canadiens quand ils seront à la retraite. Il assurera plus de justice, de souplesse et de sécurité aux cotisants à des régimes de pension privés et à leurs con-

[Text]

plans and for their spouses. It will also result in larger pensions for many Canadians.

Mr. Chairman, I want to emphasize that the government is pursuing a comprehensive reform of the pension system. We have tabled legislation to put the financing of the Canadian Pension Plan on a firm financial footing for the future and to adapt its benefits to changing times.

The CPP bill removes any fears that Canadians may have had about the security of these pensions. It will also improve benefits significantly without adding greatly to costs, either for business or employees. This achievement reinforces the importance this government places on the continuing process of national reconciliation.

We are also encouraging Canadians to save for their retirement years by expanding tax assistance for retirement savings. Registered Retirement Savings Plans have proven very popular in the past, and we anticipate that these additional changes will further enhance their use.

My colleague, the President of the Treasury Board, has already indicated the government's intention to reform public service pension plans. He will be announcing the details soon.

Returning now to Bill C-90, I would like to emphasize that this bill overhauls the basic standards which employer-sponsored plans in the federal jurisdiction must meet. This bill achieves a fine balance, on the one hand, between the needs and aspirations of workers now and in retirement, and the objectives of pension plan sponsors on the other hand. This bill requires that minimum standards of fairness and adequacy are met, while still ensuring a flexible system in which employers, employees and unions can work out tailor-made arrangements which best suit their own circumstances.

This government feels strongly that the voluntary nature of private pensions must be preserved. Therefore the basic standards contained in Bill C-90 must be accepted as reasonable by both employers and employees. We cannot impose unrealistic or overly burdensome standards on pensions. To do so would be to risk driving employers to toss in the towel and wind up their plans as they are free to do, or we may discourage them from establishing plans in the first place. Furthermore, the provisions in the bill must not be viewed by employees as too expensive lest they become discouraged and decide not to join pension plans.

Bill C-90 establishes new standards of fairness that are of such a significant advance over the legislation passed 20 years ago that the act has been completely rewritten. The measures contained in the bill reflect the discussions and consultations that have gone on through the years. Mr. Chairman, we have made every attempt to listen and to respond to the concerns we have heard, be they concerns raised by the business community, by union representatives, by employees or by pensioners themselves.

[Traduction]

joint. Il permettra aussi à bien des Canadiens de toucher de plus grosses pensions.

Monsieur le président, je tiens à souligner que le gouvernement poursuit une réforme globale du système de pension. Nous avons déposé le projet de loi pour que la capitalisation du régime de pension du Canada repose sur des bases financières solides en vue de l'avenir, et pour en adapter les prestations selon l'évolution de la situation.

Le projet de loi relatif au RPC supprime les craintes que les Canadiens pouvaient avoir au sujet de la sécurité de ces pensions. Il améliorera aussi sensiblement les prestations, sans ajouter grandement aux coûts, que ce soit pour l'employeur ou l'employé. Cette réalisation renforce l'importance que le gouvernement attache au processus suivi de la réconciliation nationale.

Nous encourageons aussi les Canadiens à économiser en vue de la retraite en augmentant l'aide fiscale au titre de l'épargne-retraite. Les régimes enregistrés d'épargne-retraite ont eu beaucoup de succès dans le passé et nous prévoyons que ces modifications supplémentaires en accroîtront encore plus l'utilisation.

Mon collègue, le président du Conseil du trésor, a déjà fait savoir que le gouvernement entend procéder à une réforme des régimes de pension de la Fonction publique. Il en annoncera les détails sous peu.

Pour revenir au projet de loi C-90, j'aimerais souligner qu'il révisé les normes fondamentales que doivent respecter les régimes de l'employeur relevant de la compétence fédérale. Il réalise un bel équilibre entre les besoins et les aspirations des travailleurs actuellement et à la retraite, d'une part, et les objectifs du garant d'un régime de pension, d'autre part. Il exige que soient respectées les normes minimales de justice et d'adéquation tout en assurant un système souple dans lequel les employeurs, les employés et les syndicats peuvent élaborer des dispositions qui conviennent le mieux à leur situation.

Le gouvernement estime que l'adhésion facultative aux régimes de pension privés doit absolument être préservée. En conséquence, les normes fondamentales contenues dans le projet de loi C-90 doivent être jugées raisonnables tant par les employeurs que par les employés. Nous ne pouvons imposer à l'égard des pensions des normes irréalistes ou trop lourdes. Le faire risquerait d'amener les employeurs à déclarer forfait et à liquider leur régime, ce qui leur est loisible, ou même de les dissuader d'établir un régime. Par ailleurs, les dispositions du projet de loi ne doivent pas être jugées trop coûteuses par les employés, car ils pourraient se décourager et décider de ne pas adhérer à un régime de pension.

Le projet de loi C-90 établit de nouvelles normes de justice qui représentent un tel progrès par rapport à la loi adoptée il y a 20 ans que celle-ci a été complètement reformulée. Les mesures prévues par le projet de loi traduisent les discussions et les consultations tenues au fil des ans. Monsieur le président, nous avons tout fait pour tenir compte des préoccupations qui nous été transmises, que ce soit par le monde des affaires, les représentants des syndicats, les employés ou les retraités eux-mêmes.



*[Text]*

Mr. Chairman, I am proud to say that the long years of debate are nearly over and, indeed, will be over once the Senate completes its consideration of this bill. The uncertainty of the past several years that has caused many employers to delay reforming their plans has ended. The reform measures you have before you today illustrate a workable consensus that has evolved among Canadians. We can all be proud of it.

The private pension system will reflect the fundamental changes that have been taking place in Canadian society, both in the labour force and within families themselves. It will serve Canadians through to the end of this century.

La nouvelle loi sur les normes des prestations de pension complètera la nouvelle législation provinciale dans le domaine. Un important consensus intergouvernemental a été établi, qui permettra de s'assurer que tous les Canadiens de toutes les régions jouissent de normes de pension comparables.

Je ne saurais trop insister sur l'importance qu'il y a à atteindre un haut degré d'uniformité. Celui-ci est au coeur même de la cité canadienne que le gouvernement fédéral entend édifier. Tous les Canadiens, quelle que soit la région où ils résident, devraient avoir les mêmes chances de s'assurer un revenu de retraite. En outre, nos citoyens devraient être en mesure de changer librement de province, sans craindre de perdre leur revenu de pension. Les entreprises qui mènent leurs activités dans plus d'une province ne devraient pas être tenues de répondre à des exigences administratives inutiles et coûteuses parce que les normes des pensions varient d'une province à l'autre.

Le gouvernement fédéral se réjouit donc extrêmement que de nombreuses provinces adopteront prochainement une législation comparable.

Mr. Chairman, I want to emphasize that this new Pension Benefit Standards Act will complement new provincial pension legislation. A major intergovernmental consensus has been forged, which will ensure that Canadians across this country enjoy comparable pension standards.

I would briefly like to outline a few of the key measures contained in this bill. Pensions will vest much earlier: After two years of participation in the plan as opposed to age 45 and 10 years of service now. Employees who change jobs will have a number of portability options open to them which will result in their reaching retirement age with larger pensions than in the past. Portability is now virtually nonexistent in private sector pension plans. Mobile workers, particularly young people and women who move in and out of the labour market, will benefit from these changes.

La nouvelle législation exigera que, dans tous les cas, les employeurs paient au moins 50 p. 100 de la valeur des pensions acquises par leurs employés. Cette nouvelle «règle de 50 p. 100» profitera de nouveau en particulier aux jeunes travailleurs, et aux travailleurs mobiles, dont un grand nombre sont des femmes.

Les Canadiens seront maintenant libres de prendre une retraite anticipée au courrus de la période de 10 ans précédant l'âge normal de la retraite que spécifie leur régime. C'est un

*[Traduction]*

Monsieur le président, je suis fier de dire que les longues années de débat achèvent et seront en fait terminées lorsque le Sénat aura fini d'examiner le projet de loi. L'incertitude des dernières années, qui a fait que de nombreux employeurs ont différé toute refonte de leur régime, tire à sa fin. Les mesures de réforme à l'étude aujourd'hui illustrent le consensus auquel sont parvenus les Canadiens. Nous pouvons tous en être fiers.

Le système de pension privé reflètera les changements fondamentaux survenus dans la société canadienne, aussi bien dans la population active que dans les familles elles-mêmes. Il servira les Canadiens jusqu'à la fin du siècle.

The Pension Benefit Standards Act will complement the new provincial legislation in this area. A major intergovernmental consensus has been forged, one which will ensure that all Canadian across this country enjoy comparable pension standards.

I cannot emphasize too strongly the importance of standardizing the pension system as much as possible. This principle is at the very core of the society which the federal government hopes to build. All Canadians, regardless of where they live, should have the same opportunity to earn a pension income. Canadians should be able to move freely between provinces, without having to worry about losing their pension income. Firms which do business in more than one province should not have to comply with useless and costly administrative requirements simply because pension standards vary from one province to the next.

The federal government is therefore extremely pleased that many provinces will be adopting comparable pension legislation in the near future.

Monsieur le président, je tiens à souligner que cette nouvelle loi sur les normes de prestation de pension sera le complément des nouvelles lois provinciales relatives aux pensions. On est parvenu à un consensus intergouvernemental important qui assurera aux Canadiens de tout le pays des normes de prestations comparables.

J'aimerais brièvement décrire quelques-unes des mesures clés contenues dans ce projet de loi. Les pensions seront acquises aux cotisants beaucoup plus tôt, soit après deux ans de participation au régime, alors que maintenant, il faut y avoir cotisé pendant 10 ans et avoir atteint l'âge de 45 ans. Ceux qui changent d'emploi auront un certain nombre d'options en matière de transférabilité grâce auxquelles leur pension sera plus élevée au moment où ils prendront leur retraite. Dans les régimes de pension du secteur privé, la transférabilité est actuellement presque inexistante. Les travailleurs intermittents, notamment les jeunes et les femmes, profiteront de ces changements.

Under the new legislation, employers will be required in all cases to pay at least 50 per cent of the value of the pension acquired by their employees. This new 50 per cent rule will be of particular benefit to young workers and mobile workers, many of whom are women.

Canadians will now be free to take an early retirement during the ten years preceding the stated normal retirement date in their plan. This was a point that was stressed by many work-

*[Text]*

point sur lequel ont insisté de nombreux travailleurs qui souhaitaient disposer d'une plus grande latitude dans le choix de l'âge de la retraite.

As I have suggested, many of the changes introduced in Bill C-90 will be of particular benefit to women, both in terms of their dramatically changing patterns of labour force activity and in their more traditional family roles. However, there are several specific provisions I want to highlight.

The new provisions concerning survivor benefits are of major significance to women. Private pension plans will be required to offer survivor benefits, and they will not be permitted to terminate them if the survivor remarries. At present, approximately seven per cent of plans in Canada provide survivor benefits, and most end if the survivor remarries. Credit splitting will ensure that women do not lose their entitlement to a fair share of their spouse's pensions on marriage breakdowns. Part-time workers will have greater access to pension plans. As you know, Mr. Chairman, increasing numbers of people, especially women, are taking part-time jobs. Many of them will now, for the first time, be able to build up pensions.

The new act will accord plans to provide the same monthly payments to women and men retiring under similar circumstances. This has not been the case in many pension plans because women, on average, live longer than men. However, it costs women just as much to live on a monthly basis as it does men; therefore, they should receive the same amount as men.

The government will ensure that better information about pension plans is provided to plan members and their spouses on a regular basis. This initiative will be complemented by a new requirement that workers and pensioners have the right to elect a representative to sit on a company's pension committee if a majority so wish.

In conclusion, the bill is a remarkable achievement. Except for the existing standard on vesting, which is now outdated, not one of the social standards I have outlined exists in present legislation. Members from all political parties have contributed significantly to this achievement through the last decade of debate on pension reform. I hope you will accord Bill C-90 speedy passage so that its changes can take effect at the beginning of next year, as proposed. To be fair to employers, the legislation must be in place as soon as possible so they can make the substantial adjustments to their plans that will be required before that time. Bill C-90 and the complementary measures I mentioned earlier will create a sound and secure retirement income system for Canadians in the years ahead. Therefore, I am urging you to support this bill.

*[Traduction]*

ers who wanted more freedom to choose the age at which they could retire.

Comme je l'ai dit, de nombreuses modifications prévues dans le projet de loi C-90 avantageront particulièrement les femmes, que ce soit du point de vue de l'évolution radicale de leurs modèles d'activité sur le marché du travail qu'en ce qui concerne leur rôle familial traditionnel. Toutefois, il y a plusieurs dispositions particulières que je tiens à mettre en lumière.

Les nouvelles dispositions concernant les prestations réversibles sont très importantes pour les femmes. En effet, les régimes de pension privés devront offrir des prestations réversibles auxquelles on ne pourra mettre fin si le conjoint survivant se remarie. Actuellement, environ 7% des régimes au Canada prévoient de telles prestations et dans la plupart des cas, on y met fin si le conjoint survivant se remarie. Le partage des crédits fera en sorte que les femmes ne perdent pas leur droit à une juste part de la pension de leur conjoint en cas de rupture du mariage. Les travailleurs à temps partiel auront davantage accès aux régimes de pension. Comme vous le savez, monsieur le président, de plus en plus de personnes, notamment des femmes, occupent des emplois à temps partiel. Bon nombre d'entre elles pourront pour la première fois accumuler une pension.

Aux termes de la nouvelle loi, les divers régimes devront offrir les mêmes prestations mensuelles aux hommes et aux femmes qui prennent leur retraite dans des conditions semblables. Ce n'est pas le cas actuellement dans bien des régimes de pension, car les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes. Cependant, le coût de la vie est le même pour les deux et les femmes devraient donc toucher chaque mois la même somme que les hommes.

Le gouvernement s'assurera que de meilleurs renseignements sur les régimes de pension sont régulièrement fournis aux catisants et à leurs conjoints. A cette initiative s'ajoutera une nouvelle disposition établissant que les travailleurs et les retraités ont le droit de nommer un représentant au comité de pension d'une société si la majorité le désire.

En conclusion, le projet de loi est une réalisation remarquable. A l'exception de la norme existante en matière de transférabilité, maintenant périmée, il n'y a pas une des normes sociales que j'ai décrites qui soit prévue dans la loi actuelle. Les députés de tous les partis politiques ont énormément contribué à cette réalisation tout au long des dix dernières années de débat sur la réforme des pensions. J'espère que vous adopterez rapidement le projet de loi C-90, de sorte que les modifications qu'il prévoit puissent prendre effet au début de l'an prochain, comme on le propose. Pour être juste envers les employeurs, la loi doit entrer en vigueur le plus tôt possible de manière qu'ils puissent apporter à leur régime les changements considérables qui devront être en place avant cette date. Le projet de loi C-90 et les mesures complémentaires que j'ai mentionnées plus tôt assureront aux Canadiens un système des revenus de retraite solide et sûr pour les années à venir. Je vous demande donc instamment d'appuyer ce projet de loi.



[Text]

I will now be pleased to answer your questions.

**The Chairman:** Senator Marshall.

**Senator Marshall:** Prior to this bill coming into effect, or when it comes into effect, the age at which you could start collecting your Canada Pension Plan was 70, but you could elect to collect it at age 65. You would pay until 70 or you could elect to stop paying at age 65, and collect as of that date.

**Ms. Susan Peterson, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch:** The normal age to start drawing pensions from the Canada Pension Plan has been 65, but you can delay it until age 70, if you wish.

**Senator Marshall:** You are now reducing the age so that a person can elect to collect at age 60.

**Ms. Peterson:** The bill specifies that whatever normal retirement age is specified in a pension plan, the pension plan will have to offer early retirement ten years before that normal retirement age. So, if a pension plan has a provision so that a person can obtain an unreduced pension at the age of 60, the plan will have to offer the option of starting retirement at age 50, with the pension being reduced on an actuarial basis.

**Senator Marshall:** What has been the trend over the years? I elected at the age of 60 to collect my Canada Pension Plan. Would that affect the pay out? Are more people starting to collect at age 65 than at age 70?

**Ms. Peterson:** Do you mean Canada Pension Plan benefits or private pension plan benefits?

**Senator Marshall:** I am talking about the Canada Pension Plan.

**The Chairman:** That is contained in the other bill.

**Ms. Peterson:** That is contained in the other bill. One cannot not start collecting the Canada Pension Plan at age 60 because it is not available at that age. The CPP bill that is before the house, if passed, will make CPP benefits available at the age of 60. To date, those benefits are only available at age 65.

I will ask Mr. Cohen to describe the conditions relating to private pensions.

**Mr. Michael Cohen, Director, Pension Benefits Division, Actuarial Branch, Department of Insurance:** Age 65 is a very popular age for retirement in private pension plans, but a very large number of plans have had earlier age options in their retirement plans. Many negotiated plans have had earlier ages with, perhaps, a service requirement. The UAW, for example, has negotiated a plan whereby an employee can retire after 30 years of service, whatever that person's age.

[Traduction]

Je répondrai maintenant volontiers à vos questions.

**Le président:** Sénateur Marshall.

**Le sénateur Marshall:** Avant ce projet de loi, c'est à 70 ans qu'on pouvait commencer à toucher ses prestations du Régime de pensions du Canada, ou à 65 ans si on le voulait. On cotisait jusqu'à 70 ans, mais on pouvait choisir d'arrêter de le faire à 65 ans et de commencer à toucher ses prestations à ce moment.

**Mme Susan Peterson, conseiller supérieur en matière de pension, cabinet du sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérale-provinciales et de la politique sociale:** L'âge normal auquel on pouvait commencer à retirer des prestations du Régime de pensions du Canada était de 65 ans, mais on pouvait attendre jusqu'à 70 ans si on le voulait.

**Le sénateur Marshall:** Vous ramenez maintenant à 60 ans l'âge auquel on peut choisir de commencer à toucher ses prestations.

**Mme Peterson:** Aux termes du projet de loi, quel que soit l'âge normal de la retraite prévu dans un régime de pension, celui-ci doit offrir la possibilité de prendre sa retraite dix ans plus tôt. Donc, si un régime prévoit qu'on peut obtenir une pleine pension à l'âge de 60 ans, il devra offrir la possibilité de prendre sa retraite à l'âge de 50 ans, la pension étant alors réduite selon une méthode actuarielle.

**Le sénateur Marshall:** Quelle tendance s'est dégagée au fil des ans? J'ai choisi de commencer à toucher mes prestations du Régime de pensions du Canada à l'âge de 60 ans. Cela influencerait-il sur le montant des prestations? Y a-t-il plus de gens qui commencent à les toucher à 65 ans plutôt qu'à 70 ans?

**Mme Peterson:** Parlez-vous de prestations du Régime de pensions du Canada ou de régimes privés?

**Le sénateur Marshall:** Je parle de celles du Régime de pensions du Canada.

**Le président:** Cela fait partie de l'autre projet de loi.

**Mme Peterson:** C'est effectivement dans l'autre projet de loi. On ne peut commencer à toucher ses prestations du Régime de pensions du Canada à l'âge de 60 ans, car on ne les offre pas à cet âge. Ce sera cependant le cas si la Chambre adopte le projet de loi relatif au RPC qu'elle étudie actuellement. Jusqu'à maintenant, ces prestations ne sont offertes qu'à l'âge de 65 ans.

Je demanderai à M. Cohen d'énoncer les conditions relatives aux pensions privées.

**M. Michael Cohen, directeur, Division des normes des prestations de pension, Direction de l'actuariat, Département des assurances:** Soixante-cinq ans est un âge de retraite très répandu dans les régimes de pension privés, mais un très grand nombre de régimes ont des options permettant de prendre sa retraite plus tôt. De nombreux régimes établis par négociation collective prévoient la possibilité de prendre sa retraite plus tôt, moyennant dans certains cas un nombre minimal d'années de service. Les TUA, par exemple, ont négocié un régime prévoyant que l'employé peut prendre sa retraite après 30 ans de service, quel que soit son âge.

[Text]

The Public Service Pension Plan, which essentially is an employers' sponsored pension plan, allows retirement as early as age 55 for a person with 35 years of service.

In the private sector, though the age of 65 is the norm, a large number of plans do allow early retirement. As Ms. Peterson and Mr. Vincent mentioned, what the bill does introduce is the possibility for people to retire up to ten years before the stated normal retirement date in the plan, but that will entail a reduction of benefits so that, on average, the value of the lifetime benefit will be the same, whether a person retires at the normal retirement age or at an earlier age. That will give the pension plan members an opportunity to take an early retirement if that suits their needs better than waiting until they reach normal retirement age.

**Senator Marshall:** Since the average life-span of a male is age 75, I would imagine there would be a trend to take the pension earlier. Is that true of the quality of life today?

**Mr. Cohen:** That is difficult to say, but I think there have been movements at both ends; some people have tended to retire earlier to start a second career or to enjoy the things they could not enjoy while working, and, at the other end, with the abolition of mandatory retirement—which is virtually a *fait accompli* in most jurisdictions—there are some people who are continuing to work past the normal retirement age. So, I think this bill and other government initiatives have given people more flexibility in choosing when they will retire, whether that be at an early age, or later in life.

**Senator Marshall:** That is all I have for now, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Senator Marshall. I now call upon Senator Graham.

**Senator Graham:** Mr. Vincent said that numerous provinces will soon adopt similar legislation. Could the witnesses be a little more specific with respect to what provinces have this legislation, what provinces will be on board and what provinces are not considering this kind of legislation now?

**Ms. Peterson:** British Columbia, at the moment, does not have pension benefits standards legislation and, we understand, does not have any intention of introducing such.

Alberta has a draft bill and intends to move on it quickly.

**Mr. Hal Hanes, Chief, Income Security, Social Policy Division, Department of Finance:** Saskatchewan is anticipating similar legislation for January, 1988.

**Ms. Peterson:** Manitoba has changed its legislation recently. It has legislation in place.

Ontario has put out a draft bill and intends to table the actual bill shortly.

Quebec will be putting out a bill, perhaps before the end of this year, with the intent, I believe, of having it take effect January 1, 1988.

[Traduction]

Le régime de pension de la Fonction publique, qui est essentiellement un régime offert par l'employeur, permet de prendre sa retraite dès l'âge de 55 ans si l'on a 35 années de service.

Dans le secteur privé, quoique l'âge de 65 ans soit la norme, un grand nombre de régimes permettent une retraite anticipée. Comme M<sup>me</sup> Peterson et M. Vincent l'ont mentionné, ce que prévoit le projet de loi, c'est la possibilité de prendre sa retraite dix ans avant l'âge normal prévu au régime, mais il y aura alors réduction des prestations, de telle sorte qu'en moyenne, la rente viagère qui aura été versée sera la même, qu'on ait pris sa retraite à l'âge normal ou plus tôt. Ainsi, les participants à un régime de pension pourront prendre une retraite anticipée si cela répond mieux à leurs besoins que d'attendre d'avoir atteint l'âge normal de la retraite.

**Le sénateur Marshall:** Comme en moyenne, l'espérance de vie des hommes est de 75 ans, j'imagine qu'ils auraient tendance à prendre leur retraite plus tôt. Est-ce vrai de la qualité de vie aujourd'hui?

**M. Cohen:** C'est difficile à dire, mais je pense que les deux tendances se vérifient; certains prennent leur retraite plus tôt pur entamer une deuxième carrière ou se livrer à des occupations auxquelles ils ne pouvaient s'adonner tout en travaillant; par contre, avec l'abolition de la retraite obligatoire, qui est à toutes fins utiles un fait accompli dans la plupart des provinces, certains continuent de travailler passé l'âge normal de la retraite. A mon avis, ce projet de loi et d'autres mesures gouvernementales confèrent au citoyen plus de latitude lorsque vient le moment de décider quand il prendra sa retraite, que ce soit prématurément ou à un âge avancé.

**Le sénateur Marshall:** C'est tout ce que je voulais savoir pour l'instant, monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie, sénateur Marshall. Je cède maintenant la parole au sénateur Graham.

**Le sénateur Graham:** M. Vincent a dit que de nombreuses provinces adopteraient bientôt des lois semblables. Les témoins pourraient-ils être un peu plus précis et indiquer quelles provinces ont déjà adopté des mesures législatives en ce sens, lesquelles comptent le faire et lesquelles n'envisagent pas de le faire pour le moment?

**Mme Peterson:** A l'heure actuelle, la Colombie-Britannique ne dispose pas de loi sur les normes de prestation de pension et il semble qu'elle n'ait pas l'intention de présenter de projet de loi à cet égard.

L'Alberta a rédigé un avant-projet de loi en ce sens et compte aller rapidement de l'avant dans ce dossier.

**M. Hal Hanes, chef de la Sécurité du revenu, Division de la politique sociale, ministère des Finances:** La Saskatchewan compte appliquer une loi semblable en janvier 1988.

**Mme Peterson:** Le Manitoba a modifié sa loi dernièrement. Des dispositions à ce sujet sont en vigueur.

L'Ontario a préparé un avant-projet de loi et entend déposer le projet de loi proprement dit sous peu.

Le Québec présentera un projet de loi en ce sens, peut-être avant la fin de l'année, dans l'intention qu'il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988, si je ne m'abuse.



[Text]

Nova Scotia has a draft bill out at the moment and will be introducing a bill shortly. It hopes to have it in place for 1988 as well.

**Mr. Hanes:** New Brunswick does not currently have a bill. We understand it is contemplating pension standards legislation, but the government has not made any firm announcement to this point.

Prince Edward Island does not have a bill at the moment and has no plans, as we understand it, to introduce legislation at this time.

Newfoundland introduced an act effective January 1, 1985. The officials there indicated to us they will be bringing forward legislation similar to the federal legislation either in 1988 or 1989.

**Senator Graham:** So, with respect to the general thrust of the bill, the portability of the legislation and the intent of the legislation, how is this going to affect somebody moving from Nova Scotia to British Columbia or from Alberta to Prince Edward Island, to the two provinces where they are not contemplating any legislation of this kind?

**M. Vincent:** Il faut bien penser que nous discutons de compagnies sous juridiction fédérale. Le travailleur présentement en poste pour une compagnie à Terre-Neuve, qui déménage pour une autre sous juridiction fédérale en Colombie-Britannique, sera couvert à coup sûr.

Notre objectif est que les provinces accordent les mêmes pensions à chacun par l'entremise de leurs lois.

**Senator Graham:** Is there anything being done to encourage British Columbia or Prince Edward Island to adopt this kind of legislation? It seems to me you have everybody else coming on stream. I wonder if there are any special efforts being made or whether you have been given any indication by the two provinces not contemplating legislation of this kind what their reasons are for not coming on stream with the other provinces?

**Mr. Cohen:** The Canadian Association of Pension Supervisory Authorities, which groups together all of the provinces which have pension legislation and the federal authorities, holds meetings two or three times a year. At the federal level the representative is the Superintendent of Insurance, Mr. Hammond. We encourage representatives of the provinces which do not have legislation to come to those meetings. We try to persuade them to bring to their government's attention the importance of pension legislation and that it be uniform across Canada. That, I think, is as far as the officials can go.

As far as we understand, British Columbia and Prince Edward Island really feel that such legislation is not in their best interests. We have not had representatives from those provinces attending meetings for at least two years, to my knowledge. So, unless we can make a more forceful statement, I suspect that it will be quite some time before there will be moves towards pension legislation by those two provinces.

As Mr. Vincent was mentioning, the legislation before us covers companies regulated at the federal level. So the provin-

[Traduction]

La Nouvelle-Écosse a préparé un avant projet de loi; elle déposera un projet de loi prochainement et espère, elle aussi, qu'il entrera en vigueur en 1988.

**M. Hanes:** Le Nouveau-Brunswick n'a pas rédigé de projet de loi à cet égard à l'heure actuelle. Nous croyons savoir qu'il envisage d'adopter une loi sur les normes de prestation de pension, mais il n'a pas encore annoncé officiellement ses intentions à ce sujet.

L'Île-du-Prince-Édouard n'a pas élaboré de projet de loi à cet égard et ne semble pas vouloir en présenter un pour le moment.

Terre-Neuve a adopté une loi qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1985. Les fonctionnaires nous ont dit qu'ils proposeraient un projet de loi semblable à la loi fédérale en 1988 ou 1989.

**Le sénateur Graham:** Compte tenu de la portée générale, de la transférabilité et des buts du projet de loi, en quoi celui-ci aura-t-il des répercussions sur les personnes qui déménagent de Nouvelle-Écosse en Colombie-Britannique ou de l'Alberta à l'Île-du-Prince-Édouard, qui autrement dit vont vivre dans les deux provinces ne prévoyant pas d'adopter de loi à cet égard?

**Mr. Vincent:** You must remember that we are speaking of businesses under federal jurisdiction. A person currently employed by a company in Newfoundland and who moves to British Columbia to work for another firm would most certainly be covered.

Our objective is to have the provinces pass legislation guaranteeing comparable pension standards for everyone.

**Le sénateur Graham:** Essaie-t-on d'encourager la Colombie-Britannique ou l'Île-du-Prince-Édouard à adopter une mesure législative de ce genre? Il me semble que vous avez convaincu toutes les autres provinces. Je me demande si l'on fait des efforts dans ce sens et si ces deux provinces réfractaires vous ont fait part de leurs raisons de ne pas emboîter le pas aux autres?

**M. Cohen:** La Canadian Association of Pension Supervisory Authorities, qui regroupe les autorités fédérales et toutes les provinces dotées de lois relatives aux pensions, tient des réunions deux ou trois fois par an. Le représentant du gouvernement fédéral y est le surintendant des assurances, M. Hammond. Nous invitons les représentants des provinces qui n'ont pas de lois en matière de pensions à assister à ces réunions. Nous essayons de les persuader d'attirer l'attention de leur gouvernement respectif sur l'importance de telles lois et sur la nécessité de les uniformiser d'un bout à l'autre du Canada. Je pense qu'on ne peut faire davantage.

Nous avons l'impression que la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard sont convaincues de ce que pareilles mesures ne sont pas dans leurs intérêts. À ma connaissance, ces provinces n'ont délégué aucun représentant à ces réunions depuis au moins deux ans. Aussi, à moins que nous puissions présenter des arguments plus convaincants, je crains qu'il ne faille attendre un certain temps avant que ces deux provinces décident d'adopter des lois en matière de pensions.

Comme le disait M. Vincent, le projet de loi à l'étude vise des entreprises assujetties à la réglementation fédérale, de

*[Text]*

cial situation of a particular person, for example, someone employed by an airline, bank, or interprovincial transportation company, does not matter. If you move from province to province within the same company, you are still covered by the act.

For people under provincial jurisdiction that is not so. If people who work for a major department store, or an insurance company, or a trust company are transferred from one province to another, then the rules under which their pensions are determined will change. That is why it is important to have uniform provincial legislation and also to have uniform provincial-federal legislation, because there are some companies that fall under both federal and provincial jurisdiction. So co-ordination of our legislation is very important here.

By the year 1990 we expect that almost all of the jurisdictions will have legislation similar to this. So we are facing a transitional period of two to three years in which some jurisdictions will have the more modern legislation and others will not; but by 1990, I think, with the exception perhaps of those two jurisdictions, we will see uniform legislation of this type across Canada.

**Senator McElman:** I realize that this legislation does not reach into the broad private sector, but in recent months there have been instances of major companies stripping down pension funds of excess credits. Is there a possibility for companies that are covered by this to do such stripping?

**Ms. Peterson:** I can elucidate that a bit. This bill was amended in committee stage in the House to ensure that the government had the legal authority to regulate the withdrawal of surplus moneys from over-financed pension plans.

In fact, the government has regulated this in the past, but the legislation, strangely, has been silent on it. The legislation in this bill now firmly establishes the government's right to do that and also gives a regulation making power to set the terms and conditions which have to be met before the Superintendent of Insurance will approve the withdrawal of funds that are not needed to pay the pensions that have been promised.

The Minister of Finance is meeting with the ministers of finance of the provinces later this week. This matter is on the agenda at that meeting, because once again it is hoped that the standards which will be established in this area through regulation will be uniform across the country so that there is a common policy.

**Senator McElman:** Have there been any examples of such stripping?

**Ms. Peterson:** In the federal jurisdiction, in the past three or four years, there have been a number of applications for withdrawal of surplus funds, and these have been approved against certain criteria.

What is required at the moment is that there be an up-to-date actuarial report, done on acceptable assumptions, that sets out the financial condition of the plan. Then, it is required

*[Traduction]*

sorte que le lieu de résidence d'un individu—s'il est employé par une compagnie d'aviation, une banque ou une société de transports interprovinciale—n'a aucune importance. Si l'employé change de province tout en demeurant au service de la même compagnie, il demeure visé par cette mesure.

Ce n'est pas le cas pour les employés des compagnies de juridiction provinciale. Si un employé d'un grand magasin à rayons, d'une compagnie d'assurances ou d'une fiducie est muté dans une autre province, les règles du calcul de sa pension s'en trouvent modifiées. C'est pourquoi il est très important d'uniformiser les lois provinciales à cet égard, de même que les lois fédérales-provinciales puisque certaines sociétés relèvent à la fois de compétence fédérale et provinciale. Aussi est-il très important de coordonner la mise en application de notre législation.

Nous prévoyons que presque toutes les provinces auront adopté des lois semblables à celle-ci d'ici 1990. Il faut donc s'attendre à une période de transition de deux ou trois ans durant laquelle certaines provinces appliqueront des lois plus modernes que d'autres mais, d'ici 1990, à l'exception de deux provinces peut-être, je crois que ce type de mesure sera uniformisé d'un bout à l'autre du Canada.

**Le sénateur McElman:** Je sais que cette mesure ne touche pas l'ensemble du secteur privé mais, au cours des derniers mois, certaines grandes entreprises ont pris l'initiative de réduire la surcapitalisation de leurs fonds de pensions. Est-il possible pour des compagnies visées par le projet de loi d'agir ainsi?

**Mme Peterson:** Je crois pouvoir vous éclairer quelque peu à ce sujet. Le projet de loi a été amendé en comité, à la Chambre, afin de donner au gouvernement le pouvoir nécessaire pour réglementer le retrait de sommes excédentaires de régimes de pension surcapitalisés.

En fait, le gouvernement a réglementé cette situation par le passé mais, étrangement, la législation est muette à ce sujet. Le présent projet de loi sans équivoque le droit du gouvernement d'agir ainsi et lui confère également le pouvoir de prendre des règlements en vue de fixer les conditions devant être remplies avant que le surintendant des assurances n'approuve le retrait des fonds qui ne sont pas nécessaires au paiement des prestations promises.

Le ministre des Finances doit rencontrer ses homologues provinciaux d'ici la fin de la semaine. Cette question figure à l'ordre du jour de la réunion car, une fois de plus, on espère que les normes améliorées qui seront établies par voie de réglementation seront uniformisées d'un bout à l'autre du pays et qu'il y aura une politique commune.

**Le sénateur McElman:** Y a-t-il eu des cas de retraits de surplus?

**Mme Peterson:** Ces trois ou quatre dernières années, un certain nombre de demandes ont été présentées au palier fédéral en vue du retrait de fonds excédentaires et elles ont été approuvées en fonction de certains critères.

À l'heure actuelle, on exige un rapport actuariel à jour qui soit basé sur des hypothèses acceptables et qui expose les conditions financières du régime. Ensuite, on exige que soit main-



[Text]

that, of the funds which are truly surplus to what is needed to pay for the benefits, there be retained in the plan at least two years of the cost to the employer for the contributions he makes.

So there is a cushion effect. You make sure you have 100 per cent of the benefits covered, then you have a cushion of what is called two years' service costs, and amounts beyond that have been approved for withdrawal, yes.

**Senator McElman:** Do you have examples of that?

**Ms. Peterson:** The Department of Insurance has put out a report which gives global total numbers for the past two or three fiscal years, but the information on an individual company basis is not made public.

**Senator McElman:** That is in the most recent report, is it?

**Ms. Peterson:** Yes.

**Senator McElman:** There were numerous amendments of the bill in committee, and they were incorporated in the reprint, which I have not yet had a chance to study.

Are there major amendments that would affect the policy? Are there policy changes that have been affected by the amendments?

**Ms. Peterson:** In terms of sheer number, most of them are what you would call technical amendments—

**Senator McElman:** Yes.

**Ms. Peterson:** ... as you can appreciate, because it is an extremely complex bill. All through the consultation process leading up to the bill, and through the time it was considered in committee, the committee and officials kept getting word from people who were saying, "Does this really mean this, or does this really mean that?" So there have been a good number of technical and clarifying amendments.

On what you would call the policy side, yes, there have been some changes. One that I have already mentioned is setting up in the legislation the government's authority to regulate the withdrawal of surplus funds from pension plans.

There has been a change that will allow a representative of pensioners to sit on company pension committees if a majority of the pensioners in the plan so wish. Whereas previously the legislation was drafted to allow only active plan members to have a representative on the pension committee, now pensioners themselves will also be able to elect a person.

There has been an amendment to the section dealing with part-time workers. The way the legislation is drafted, it states that part-time workers have to earn 35 per cent of average wages for at least two years in order to be eligible to join pension plans which the employer offers. There is an amendment which will allow, by regulation, the introduction of other definitions.

Let me explain the purpose of this amendment, and then you will understand what it means. The thought was that some people might work for an employer for a long time on a part-

[Traduction]

ten dans le régime, en sur de sommes nécessaires au paiement des prestations, une somme égale aux contributions de l'employeur pour deux ans.

Vous voyez qu'il y a ici un coussin. On veille à couvrir la totalité des prestations et on prévoit une réserve de ce que l'on appelle les coûts de service pour deux ans; le retrait de toute somme excédentaire est approuvé.

**Le sénateur McElman:** Avez-vous des exemples?

**Mme Peterson:** Le service des assurances a publié un rapport qui cite des montants globaux pour les deux ou trois derniers exercices sans divulguer aucun renseignement sur les diverses compagnies.

**Le sénateur McElman:** Vous parlez du tout dernier rapport, n'est-ce pas?

**Mme Peterson:** En effet.

**Le sénateur McElman:** De nombreux amendements ont été apportés au projet de loi en comité, et ils ont été incorporés dans la version réimprimée que je n'ai pas encore eu le temps d'examiner.

Y a-t-il des amendements majeurs en matière de politique? Certains changements d'orientation ont-ils résulté des amendements?

**Mme Peterson:** Sur le nombre, la plupart des amendements sont d'ordre technique...

**Le sénateur McElman:** Oui.

**Mme Peterson:** ... comme vous pouvez le constater, puisque ce projet de loi est extrêmement complexe. Tout au long du processus de consultation qui a présidé à l'élaboration du projet de loi et durant la période de l'examen en comité, les membres du comité et les fonctionnaires se sont continuellement fait demander si telle ou telle disposition signifiait telle ou telle chose. C'est pourquoi un bon nombre d'amendements d'ordre technique ont été apportés.

Quant à l'aspect politique, oui, certains changements ont été effectués. L'un de ceux dont j'ai déjà parlé consistait à donner au gouvernement, aux termes du projet de loi, le pouvoir de réglementer le retrait des surplus des régimes de pension.

Une modification permettra à un représentant des retraités de siéger à des comités des pensions au sein des entreprises, si telle est la volonté de la majorité des retraités qui participent au régime. Auparavant, le projet de loi ne permettait qu'aux participants actifs de se faire représenter au comité des pensions; dorénavant, les retraités eux-mêmes pourront élire un représentant.

On a également amendé l'article traitant des employés à temps partiel. Aux termes du projet de loi, les employés à temps partiel doivent gagner 35 p. 100 du revenu moyen pendant au moins deux ans pour participer au régime de pension qu'offre leur employeur. Un autre amendement permet aussi, par voie de règlement, d'ajouter d'autres critères.

Permettez-moi de vous expliquer l'objet de cet amendement et vous comprendrez ensuite ce qu'il signifie. On s'est penché sur certaines personnes qui peuvent travailler longtemps pour

[Text]

time basis, but not earn 35 per cent of average wages, which is now about \$9,000. The idea was that as long as they have a strong attachment to a particular employer, why shouldn't part-time workers, if they so wish, even though they earn less, be allowed to join pension plans. So now there are regulation-making powers in this bill to allow the government to set another standard by which an employee who has been with an employer a long time, but has earned less than 35 per cent of average wages, could be eligible too.

If it is felt there is a need for that kind of regulation, then there is the power to create such a regulation.

Next, there is the group life offset. The bill requires that spouses of pension plan members be protected. The plan now provides that, if a plan member dies before he or she retires, then what has been earned by that person will be transferred to the spouse. Companies pointed out that in many cases they do provide this kind of protection to the spouses of their employees, but they do not do it through their pension plans; they do it through a group life insurance plan.

The bill now provides that they can do it one way or the other so long as the spouse gets the protection that was intended by this bill. They can do it either through the pension plan or through the group life insurance plan. They do not need to start converting all their group insurance plans.

**Senator McElman:** I do not believe you mentioned the vesting of credits in the plan for the employee. Was there any change in that?

**Ms. Peterson:** No, nothing of a policy nature.

**Senator McElman:** Am I correct that vesting now takes place after two years?

**Ms. Peterson:** After two years' membership it will.

**Senator McElman:** What about indexing—the so-called "COLA" clause? Has there been any substantial change in that?

**Ms. Peterson:** This bill will require that employers pay at least 50 per cent of the pension credits or pensions earned by the employee. There has never been a minimum employer contribution requirement. The bill stipulates that either employers will have to do that or they will have the option of indexing the pension benefits according to a formula specified in the proposed legislation.

**Senator Robertson:** Would you elaborate on the answer you just gave to Senator McElman's last question about indexing and what it really means when the employer has to pay 50 per cent or index?

**Ms. Peterson:** I could repeat what I just said.

**Senator Robertson:** I want more detail.

**Mr. Cohen:** The 50 per cent rule is considered by some to be a substitute for indexing, but that is a contentious statement. Essentially, the 50 per cent provides a certain level of employer

[Traduction]

un même employeur à temps partiel sans gagner 35 p. 100 du revenu moyen, qui représente aujourd'hui quelque 9 000 \$. En fait, tant et aussi longtemps qu'ils entretiennent des liens solides avec un employeur en particulier, pourquoi ne pas permettre à ces employés à temps partiel, même si leurs revenus sont inférieurs, d'adhérer à un régime de pension, s'ils le désirent? Ce projet de loi autorise donc maintenant le gouvernement à fixer, par règlement, un autre critère, d'après lequel tout employé qui a travaillé suffisamment longtemps pour un même employeur pourrait être admissible, même s'il a gagné moins de 5 p. 100 du revenu moyen.

Ainsi, il sera possible d'établir un règlement en ce sens si le besoin s'en fait sentir.

Il y a ensuite l'aspect de l'assurance collective sur la vie. Aux termes du projet de loi, les conjoints des participants à un régime de pension doivent être protégés. Il est prévu que, si un participant meurt avant d'avoir pris sa retraite, les sommes qu'il aura accumulées seront transférées à son conjoint. Les entreprises ont signalé que dans bien des cas, elles offrent ce type de protection aux conjoints de leurs employés, mais par un régime collectif d'assurance-vie et non par l'intermédiaire d'un régime de pension.

Le projet de loi permet aux entreprises de choisir la façon dont elles préfèrent procéder—régime de pension ou régime collectif d'assurance-vie—en autant que le conjoint bénéficie de la protection prévue dans le projet de loi. Il ne leur sera donc pas nécessaire de convertir tous leurs régimes collectifs d'assurance-vie.

**Le sénateur McElman:** Je ne pense pas que vous ayez mentionné l'acquisition du droit aux prestations. Cet élément a-t-il été modifié?

**Mme Peterson:** Non, pas sur le plan du principe.

**Le sénateur McElman:** Si je ne m'abuse, l'acquisition du droit aux prestations s'effectue après deux ans?

**Mme Peterson:** Après deux années de participation à un régime.

**Le sénateur McElman:** Et qu'en est-il de l'indexation, de la clause dite CY? Y a-t-on apporté des modifications de fond?

**Mme Peterson:** Le projet de loi exigera des employeurs qu'ils contribuent au moins 50 p. 100 des crédits de pension ou des prestations accumulées par l'employé. Il n'a jamais été imposé de contribution minimale à l'employeur. Le projet de loi stipule que les employeurs devront se plier à cette exigence ou bien indexer les prestations de pension conformément à une formule précisée dans le projet de loi.

**Le sénateur Robertson:** Pourriez-vous préciser votre dernière réponse au sénateur McElman au sujet de l'indexation et l'obligation de l'employeur de payer 50 p. 100 ou d'indexer?

**Mme Peterson:** Je pourrais répéter ce que je viens de dire.

**Le sénateur Robertson:** Je voudrais plus de détails.

**M. Cohen:** Certains considèrent que la règle dite du 50 p. 100 comme un substitut à l'indexation, mais la question est controversée. Essentiellement, la règle du 50 p. 100 oblige



## [Text]

input into a member's pension credit when they leave or retire. That value is not related to the value of indexing; it is, I must confess, a rather arbitrary amount which was a compromise when we were discussing pension changes at CAPSA, the organization I was discussing before, to try to iron out and put together a consensus across Canada in this regard. Some people suggested indexing and others made different suggestions, and we finally decided on this 50 per cent rule which, I must admit, is somewhat arbitrary, but, in the nature of all compromises, it makes some people happy and others a little less happy. It is simply a way of putting a little more money into plan members' hands.

We tried to convince other jurisdictions that this was a good idea, but we were not totally successful. So, as an alternative, we provided that if the deferred benefit—that is, the benefit payable when someone leaves before retirement, between the time of leaving the pension plan and receiving the retirement benefit—is indexed to the extent of 75 per cent of the CPI minus 1 per cent, then the 50 per cent employer contribution does not apply. You do not do that calculation; you just index the benefit. Essentially, that is the provision we have for indexing.

We mentioned indexation or increases in other parts of the bill. As Mr. Wilson made clear in his May 1985 budget, the government is looking for a voluntary approach at this time to inflation protection for pensioners. In fact, the private sector has a fairly good record of indexing pensions on an *ad hoc* basis. In fact, we at the department are doing a survey right now of the larger plans under our jurisdiction to determine what their record has been in the last five years. From the letters I have received, it looks quite favourable. Mr. Wilson has mentioned that this is the approach he favours at this time. We at the department will be monitoring these *ad hoc* increases and will be reporting on them in a report to the Superintendent of the Ministry of Finance.

In some ways, I think this is a more important initiative which will indicate the extent to which pensions, in particular, are receiving increases from pension plans. This is not necessarily on a contractual basis, but on an *ad hoc* basis. To the extent that voluntary approach is successful, then the need for managing inflation protection is obviously that much less.

**Senator Robertson:** Am I correct that 50 per cent is not required now?

**Mr. Cohen:** All that is required now, essentially, is that the employee get a value that is at least equal to his own contribution in a contributory plan; so there could be a zero employer contribution and, in many cases, that is exactly what it is.

## [Traduction]

l'employeur à verser des contributions d'un certain ordre au régime des participants lorsqu'ils quittent leur emploi ou prennent leur retraite. Cette valeur n'est pas liée à la valeur de l'indexation; il s'agit, je dois l'admettre, d'un montant plutôt arbitraire sur lequel nous nous sommes entendus, lorsque nous discutons de modifications au régime de pension à la CAPSA, l'organisme que j'ai mentionné plus tôt, pour aplanir la difficulté et obtenir un consensus d'un bout à l'autre du Canada. Certains ont proposé l'indexation et d'autres ont fait d'autres suggestions, et nous avons enfin décidé d'opter pour cette règle du 50 p. 100 laquelle, je le répète, est quelque peu arbitraire mais, comme tous les compromis, elle satisfait beaucoup certains et d'autres moins. Elle n'est ni plus ni moins qu'une façon de remettre un peu plus d'argent entre les mains des participants.

Nous avons essayé de rallier d'autres provinces à cette idée mais nous n'avons pas tout à fait réussi. C'est pourquoi nous leur avons proposé la mesure de rechange, suivante: si la prestation différée—c'est-à-dire la prestation payable lorsque l'employé quitte son emploi avant le moment prévu de la retraite, entre le moment où il met fin à sa participation au régime de pension et où il reçoit les prestations—est indexée jusqu'à concurrence de 75 p. 100 de l'IPC moins 1 p. 100, la contribution de l'employeur de 50 p. 100 ne s'applique plus. Ce calcul n'est plus nécessaire, il suffit d'indexer la prestation. Essentiellement, c'est ce que nous proposons en matière d'indexation.

Il est question d'indexation ou d'augmentations dans d'autres parties du projet de loi. Comme M. Wilson l'a bien précisé dans son budget de mai 1985, le gouvernement voudrait inciter les entreprises à protéger les retraités de l'inflation sur une base volontaire. En fait, le secteur privé a plutôt bien réussi à indexer les pensions dans des cas spéciaux. Notre service effectue à l'heure actuelle une enquête sur les régimes d'envergure qui relèvent de sa compétence afin de déterminer la tendance qui se dégage de ces cinq dernières années. À en croire les lettres que j'ai reçues elle semble plutôt favorable. M. Wilson a dit que c'était l'approche qu'il préférerait pour l'instant. Nous suivrons de près ces augmentations spéciales et nous en ferons rapport au surintendant du ministre des Finances.

Dans un certain sens, je crois que cette importante initiative permettra de déterminer dans quelle mesure les retraités en particulier bénéficient de prestations accrues. Cela ne se produit pas forcément sur une base contractuelle, mais plutôt sur une base exceptionnelle. Si cette approche «volontaire» porte fruit, il sera moins nécessaire pour l'État d'assurer une protection contre l'inflation.

**Le sénateur Robertson:** La règle du 50 p. 100 n'est pas appliquée à l'heure actuelle, n'est-ce pas?

**M. Cohen:** Tout ce qu'on exige maintenant, c'est que l'employé obtienne une valeur qui soit au moins égale aux cotisations qu'il verse dans le régime; il se pourrait que l'employeur ne fasse aucune contribution, ce qui est souvent le cas.

[Text]

**Senator Robertson:** Would one of you please explain to me the pension committees to which you referred?

**Ms. Peterson:** This is part of the government's desire to see that people who are members of pension plans know more about what is going on and have some input into the decision-making about pension plans in companies.

The proposed legislation will provide that, in pension plans with over 50 members, if the majority of them request it, they have a representative on a pension committee, they will be able to elect a person to represent them. It was decided to have this threshold of 50 members because very small companies with small pension plans would find this to be too much of a burden. The same threshold applies to pensioners. If the majority of pensioners who are still alive elect a representative, then that person will sit on a pension committee, and that committee will have the duties that are prescribed to do the normal things that are done in that company by the pension committee.

The legislation itself will provide that a pension committee will have certain duties. That is to be found at page 11, subclause 7(a), (b), (c) and (d). These subclauses describe what minimum standards have to be met by these pension committees.

I should perhaps emphasize that this bill only sets the minimum standards pension plans have to meet. Many pension plans exceed them. This does make sure that there is at least a uniform minimum.

**Senator Robertson:** I obviously do not know much about pensions. I thought these pension committees were required now. Are you telling me that they are voluntary?

**Ms. Peterson:** That is right.

**Senator Robertson:** It is only voluntary participation; am I correct?

**Ms. Peterson:** Yes, that is right.

**Senator Marsden:** Could the witnesses comment on clause 5.(g), which has to do with the duty of the Superintendent to conduct studies, surveys and research programs and compile statistical and other information? Does the Superintendent also have a duty to publish that information?

**Mr. Cohen:** I suppose the answer is no, he does not. The Department of Insurance has had its difficulties in terms of manpower over the last while, and it has been fairly difficult just to conduct its normal business and supervise the plans of the insurance companies, trust companies and so on, which are the duties of the Department of Insurance. However, to the extent that we are able, we do conduct information programs.

One particular program that will be conducted more vigorously in the future, as I mentioned to Senator Robertson, will examine this question of the *ad hoc* increases that are being paid out of pension plans. Every year the Superintendent tables in Parliament a report to the minister. As of this year, the report will contain information about these *ad hoc* increases. Traditionally, we have selected a topic of interest

[Traduction]

**Le sénateur Robertson:** L'un de vous pourrait-il m'expliquer en quoi consistent les comités des pensions que vous avez mentionnés?

**Mme Peterson:** Leur création est due au fait que le gouvernement désirait que les participants à des régimes de pension soient davantage au courant de la situation et prennent part aux décisions relatives aux régimes de pension des entreprises.

Aux termes du projet de loi, si la majorité des participants à des régimes de pension qui en comptent plus de 50 le demandent, ils pourront élire un représentant à un comité des pensions. Ce seuil de 50 participants a été établi parce que de très petites entreprises aux régimes de pension de peu d'envergure trouveraient difficile de s'acquitter de cette responsabilité. Le même seuil s'applique aux retraités. Si la majorité des retraités qui sont toujours actifs élisent un représentant, ce dernier siègera à un comité des pensions, lequel s'acquittera des fonctions qui lui échoient normalement dans cette entreprise.

Le projet de loi lui-même stipule qu'un comité des pensions doit remplir certaines fonctions. Je vous renvoie à la page 11, alinéas 7a), b), c) et d). Ces alinéas décrivent les normes minimales que doivent respecter les comités des pensions.

Je devrais peut-être insister sur le fait que ce projet de loi établit uniquement les normes minimales auxquelles doivent répondre les régimes de pension. De nombreux régimes dépassent ces normes. Le projet de loi nous permet de nous assurer qu'il y aura au moins des normes minimales uniformes.

**Le sénateur Robertson:** De toute évidence, je ne connais pas grand-chose en matière de pensions. Je croyais que ces comités des pensions étaient obligatoires maintenant. Êtes-vous en train de me dire qu'ils sont facultatifs?

**Mme Peterson:** Exact.

**Le sénateur Robertson:** La participation est facultative seulement, est-ce bien cela?

**Mme Peterson:** Oui, c'est cela.

**Le sénateur Marsden:** Les témoins pourraient-ils faire quelques observations sur l'alinéa 5.g), qui concerne les attributions du surintendant, c'est-à-dire procéder à des études, sondages ou recherches et recueillir des données statistiques ou autres? Doit-il également publier ces renseignements?

**M. Cohen:** Je suppose que la réponse est non. Ces derniers temps, le Département des assurances a manqué de personnel, ce qui lui ont passablement compliqué la tâche de s'acquitter simplement de ses fonctions normales, c'est-à-dire superviser les régimes des compagnies d'assurance, de fiducie et autres. Toutefois, dans la mesure du possible, nous avons bel et bien des programmes d'information.

Il y en a un en particulier que nous appliquerons de façon plus rigoureuse désormais, comme je l'ai mentionné à la sénatrice Robertson. Il portera sur la question des augmentations spéciales tirées des régimes de pension. Tous les ans, le surintendant dépose au Parlement un rapport à l'intention du ministre. A compter de cette année, ce rapport contiendra des renseignements sur ces augmentations spéciales. Les années



[Text]

and published that in the Superintendent's report. In the past we have had information about the statistical make-up of pension plans under our jurisdiction and we have done studies on refunds of surpluses, on terminations of pension plans and so on.

So we have published some of these studies, but I think that because of our manpower, person-year problems, we have not been able to publish as many studies as we would like to.

**Senator Marsden:** In other words, the intent of that clause is not to keep this information from the public but simply to reduce expenditures? If someone asked your department for a list of studies, surveys and research programs, I take it that that information would be available?

**Mr. Cohen:** That is right, as long as it does not contain any confidential information such as the names of companies that do certain things. We have no objection to people requesting the results of our work on a statistical basis.

**Senator Marsden:** If, for example, the pension committees that are now established were to find this information of use, it would be available to them?

**Mr. Cohen:** That is right.

**Senator Marsden:** How many actual workers do you think this bill will affect? It will affect a relatively small segment of the working population, will it not?

**Mr. Cohen:** It is true that about 600,000 or 700,000 pension plan members will be directly covered by plans that are supervised under the Pension Benefits Standards Act, 1985. There are also approximately 400,000 to 500,000 employees with public service plans such as the PSSA, the armed forces, the RCMP and the government. I believe that Mr. de Cotret and Mr. Wilson have made the commitment that those pension plans will be brought into line with the PBSA, even though, technically speaking, they are exempted from the application of the act. I think that the act in some ways has more influence than its numerical significance would indicate, because we do supervise some very large plans. In terms of size, out of the top 20 in Canada we usually supervise between eight and nine, so we do have an important role even though, relatively speaking, the number of pension plan members is not as great as it is under Ontario or Quebec supervision, for example.

**Senator Marsden:** Out of the 11 million people in the Canadian labour force, then, this legislation affects just over 1 million?

**Mr. Cohen:** That is right. Only about 4.5 or 5 million of those people are on pension plans, so it would affect something like 20 or 25 per cent of the workers covered by private plans in Canada.

**Senator Marsden:** Is it the opinion of the government that this bill will encourage more employers to put into effect pri-

[Traduction]

passées, nous choisissons un sujet d'intérêt et le publions dans le rapport du surintendant. Ainsi, nous avons des renseignements sur le profil statistique des régimes de pension relevant de notre compétence et nous avons fait des études sur les remboursements de surplus, sur les cessations de régimes de retraite, etc.

Nous avons donc publié certaines de ces études, mais je crois qu'en raison de notre pénurie d'années-personnes, nous n'avons pas réussi à en publier autant que nous l'aurions voulu.

**Le sénateur Marsden:** Autrement dit, le but de cette disposition n'est pas de cacher ces renseignements au public, mais simplement de réduire les dépenses? Si quelqu'un demandait à votre organisme une liste des études, des sondages et des programmes de recherche, je présume que ces données seraient disponibles?

**M. Cohen:** C'est exact, dans la mesure où elles ne contiendraient pas de renseignements confidentiels comme le nom des compagnies qui font certaines choses. Nous n'avons aucune objection à ce que des personnes demandent les résultats de nos travaux à des fins statistiques.

211

**Le sénateur Marsden:** Si, par exemple, les comités des pensions qui sont désormais établis devaient trouver ces renseignements utiles, vous pourriez les leur fournir?

**M. Cohen:** C'est exact.

**Le sénateur Marsden:** Combien de travailleurs croyez-vous que ce projet de loi touchera? Ce sera une partie relativement petite de la population active, n'est-ce pas?

**M. Cohen:** Il est vrai que 600 000 à 700 000 membres de régimes de pensions seront directement protégés par des régimes relevant de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension. Il y a en outre entre 400 000 et 500 000 employés bénéficiant d'un régime de pension de la fonction publique comme celui de la LPFP, celui des Forces armées, celui de la GRC et celui du gouvernement. Si je ne m'abuse, MM. de Cotret et Wilson se sont engagés à harmoniser ces régimes avec celui de la LNPP même si, techniquement, ils sont exemptés de son application. A mon avis, sous certains rapports, cette loi a plus d'influence que le faible nombre de travailleurs qu'elle régit ne le laisse croire, étant donné que nous supervisons certains régimes très importants. Ainsi, sur les 20 premiers au Canada, nous en supervisons habituellement entre huit et neuf. Par conséquent, nous jouons un rôle important même si, par comparaison, le nombre de travailleurs régis par cette loi n'est pas aussi élevé que dans le cas des régimes supervisés par l'Ontario ou le Québec, par exemple.

**Le sénateur Marsden:** Sur les 11 millions de personnes qui composent la population active du Canada, ce projet de loi ne touche guère qu'un peu plus d'un million?

**M. Cohen:** C'est exact. Seulement 4,5 ou 5 millions de Canadiens ont un régime de pension. Par conséquent, ce projet de loi toucherait de 20 à 25 p. 100 des travailleurs protégés par des régimes privés au Canada.

**Le sénateur Marsden:** Le gouvernement croit-il que ce projet de loi va encourager un plus grand nombre d'employeurs à

[Text]

vate pension plans? Is that one of the stated purposes of this legislation?

**M. Vincent:** Effectivement, je pense que ce projet de loi sera peut-être celui qui donnera le coup d'envoi pour les entreprises au Canada qui ont des plans de pension ou désireraient en instaurer.

De plus, comme on l'a aussi mentionné, huit provinces sur 10 veulent avoir et instaurer un plan de pension qui lui ressemblerait passablement.

Alors, je pense que c'est tout l'ensemble qui fera en sorte que l'on aura un meilleur système de pension au Canada.

**Senator Marshall:** At page 52 of the bill there appears a schedule, paragraph 3 of which has to do with the Canadian Human Rights Act. Could the witnesses explain to me what paragraph 14 of that act said before and the changes that are being made to it?

**Mr. Cohen:** I believe that all of those amendments in that schedule merely substitute the provisions of the Pension Benefits Standards Act, 1985.

**Senator Marshall:** Tell me what it is doing. What were the provisions before and what are they now?

**Mr. Cohen:** The Human Rights Act essentially provides that any distinction between people on the basis of age, sex and so on is *ipso facto* a ground for complaint unless there are regulations or other parts of the act which specifically permit such distinctions. In this particular case, the Human Rights Act does recognize that certain distinctions on the basis of age or other criteria can be made in pension plans for *bona fide* reasons and not simply for capricious discriminatory reasons. The current rule for vesting, for example, has as criteria the age of 45 and 10 years of service. One could argue that someone aged 44 is being discriminated against as compared to someone aged 46. They could complain to the Human Rights Commission, which would respond by saying, "Terribly sorry, but the Human Rights Act specifically says that any discrimination distinction on this basis that is permitted by the Pension Benefits Standards Act is not considered to be a complainable discrimination."

**Senator Marshall:** It has been indicated that you pay 35 per cent of the average wage. What is that in reference to?

**Ms. Peterson:** This is in reference to the eligibility of part-time workers to join pension plans.

**Senator Marshall:** A related question bothers me somewhat, and although I do not know if it applies here, perhaps I can get an answer to it. Take, for example, a person working for the Department of Transport in Newfoundland. He will receive lower wages than he would if he were working in Nova Scotia, New Brunswick or Quebec. The wages on a regional basis are different in these provinces. The contributions of a person in Newfoundland would probably be less than those of an employee in British Columbia. Have you run into any problem in that regard? Where does a person fit in in terms of mobility, if he were transferred from Newfoundland to British Columbia, for example? His contributions would change, I presume.

[Traduction]

établir des régimes de pension privés? Est-ce là un des objectifs avoués du projet de loi?

**Mr. Vincent:** Indeed, I believe that this bill will perhaps become the takeoff point for businesses in Canada that either have a pension plan or would like to establish one.

Furthermore, as was also mentioned, eight of the ten provinces want to set up a pension plan quite comparable to this one.

I think that all of this together will help us to establish a better pension system in Canada.

**Le sénateur Marshall:** A la page 52 du projet de loi, il y a une annexe dont l'article 3 concerne la Loi canadienne sur les droits de la personne. Les témoins pourraient-ils m'expliquer ce que disait antérieurement l'article 14 de cette loi et quels sont les changements qu'on lui apporte?

**M. Cohen:** Je crois que toutes les modifications prévues par l'annexe ne font qu'intégrer les dispositions de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension.

**Le sénateur Marshall:** Dites-moi ce qu'elles font. Quelles dispositions y avait-il avant et quelles sont-elles maintenant?

**M. Cohen:** La Loi sur les droits de la personne prévoit essentiellement que toute discrimination fondée sur l'âge, le sexe, etc., est *ipso facto* un motif de plainte sauf si un règlement ou une autre partie de la loi le permet expressément; en l'occurrence la loi reconnaît que certaines distinctions peuvent être faites quant à l'âge ou d'autres critères, mais pour des raisons légitimes seulement, et non pas par simple caprice. Par exemple, la règle actuelle en ce qui concerne l'acquisition des droits utilise comme critères l'âge de 45 ans et 10 ans de service. On pourrait prétendre qu'une personne âgée de 44 ans est victime de discrimination par rapport à une autre de 46 ans. Saisie d'un pareil cas, la Commission des droits de la personne répondrait à peu près ceci: «Nous regrettons beaucoup, mais la loi stipule expressément que toute distinction fondée sur l'âge et permise par la Loi sur les normes des prestations de pension n'est pas considérée comme un motif de discrimination».

**Le sénateur Marshall:** Il a été dit que vous payez 35 p. 100 du salaire moyen. A quoi cela renvoie-t-il?

**Mme Peterson:** A l'admissibilité des travailleurs à temps partiel à un régime de pension.

**Le sénateur Marshall:** Une question connexe me préoccupe quelque peu. Je ne sais pas si le cas s'applique ici mais peut-être pourriez-vous me répondre. Prenez, par exemple, une personne qui travaille pour le ministère des Transports à Terre-Neuve. Elle touchera un traitement inférieur à ce qu'elle obtiendrait si elle travaillait en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick ou au Québec, étant donné que les traitements varient d'une province à l'autre. Les cotisations de cette personne employée à Terre-Neuve seraient probablement inférieures à celles d'un employé résidant en Colombie-Britannique. Avez-vous éprouvé des difficultés à cet égard? Quelles sont les conséquences de la mobilité? Quel taux s'appliquerait à une personne transférée de Terre-Neuve à la Colombie-Britanni-



[Text]

**Ms. Peterson:** Yes, his contributions would change because his wages change. You are talking about an employee who continues to work for the same employer. That happens now, even when people change jobs and receive increases in pay year by year in the same location, so I am not quite sure why you are asking the question.

**Senator Marshall:** Let us suppose that the person in Newfoundland does not change, but because his wages are lower his contribution is lower. So his pension, when he retires, is lower.

**Ms. Peterson:** Yes.

**Senator Marshall:** That is not your problem, but that is certainly discrimination.

**Ms. Peterson:** Pension plans are usually designed as a vehicle to replace a certain proportion of people's wages when they reach retirement, and it is done on a proportional basis. This is not an apology for differential wages across the country, but if the idea is to replace 25 per cent or 50 per cent of wages so that you can maintain a certain standard of living compared to what you did before, then presumably the proportion remains the same. In other words, if you earned less than someone else, then perhaps you had a lower standard of living to begin with.

**Senator McElman:** I realize that there were very lengthy discussions with the provinces in order to get consensus or reach a compromise to have this bill agreed to. Has there been a total consensus? I understand that the basic discussion was with the Province of Ontario, to try to get Ontario's plan and the federal plan co-ordinated. Has the Province of Ontario agreed basically to this bill, and have the provinces at large reached a consensus with the federal authority on this?

**Ms. Peterson:** There is no short answer to your question. There is a substantial degree of consensus among those jurisdictions which are intending to pass legislation. Not all the way down the line is there absolute agreement on it chapter and verse, no. Sometimes the agreement is at the policy level—not often, but in a couple of cases that is so. There is also the fact that when each province turns it over to its legal drafters, their drafting instructions say, "This is what we want", and the legal drafters have different ideas about how to go about accomplishing that in legal language. So you have two sources of lack of total uniformity. One is that you cannot get legal drafters to agree with one another on the best way to do something; and secondly, the fact that there are a few areas in which there is not total agreement.

**Senator McElman:** Are there any really basic disagreements that we should know about, with any of the provinces?

**Ms. Peterson:** Let me give you an example. The federal act provides for vesting of benefits after two years membership in the plan, and Ontario has taken that approach. That is pretty

[Traduction]

que, par exemple? Je présume que ses cotisations changeraient.

**Mme Peterson:** Oui, elle changeraient parce que son traitement changerait. Vous parlez d'un employé qui continue à travailler pour le même employeur. À l'heure actuelle, cela de produit, même lorsque des employés changent d'emploi et reçoivent des augmentations de traitement année après année au même endroit. Je ne comprends pas très bien le sens de votre question.

**Le sénateur Marshall:** Supposons que la personne à Terre-Neuve ne change pas de travail. De toute façon, vu que son traitement est moins élevé, ses cotisations le seront également, et sa pension aussi, lorsqu'elle prendra sa retraite.

**Mme Peterson:** C'est cela.

**Le sénateur Marshall:** Ce n'est pas votre problème, mais il s'agit certainement d'un cas de discrimination.

**Mme Peterson:** Les régimes de pension sont habituellement conçus pour payer à une personne qui prend sa retraite un certain pourcentage, ou proportion, de son salaire. Cela n'explique pas les disparités salariales qui existent à l'échelle du pays, mais s'il s'agit de payer 25 ou 50 p. 100 du salaire pour que la personne puisse maintenir un certain niveau de vie par rapport à celui d'avant la retraite, il est prévisible que la proportion restera la même. Autrement dit, si vous gagniez moins qu'un autre, vous aviez probablement déjà un niveau de vie moins élevé.

**Le sénateur McElman:** Je me rends compte qu'il a fallu de très longues discussions avec les provinces pour parvenir à un consensus ou à un compromis afin de faire accepter ce projet de loi. Y a-t-il en un consensus global? Je crois savoir que les principales discussions ont eu lieu avec l'Ontario en vue de l'harmonisation du programme de cette province et du gouvernement fédéral. L'Ontario accepte-elle les grandes lignes de ce projet de loi, et les provinces en général se sont-elles ralliées au gouvernement fédéral à ce sujet?

**Mme Peterson:** Votre question appelle une réponse plutôt longue. Il existe un consensus substantiel parmi les provinces qui entendent adopter une loi. Certes, il n'y a pas d'accord absolu à une virgule près. Dans certain cas, il ne s'agit que d'un accord de principe—pas souvent, mais dans une couple de cas, c'est cela. Il faut également tenir compte du fait que les rédacteurs juridiques de chaque province ont des idées différentes sur la façon de traduire un accord de principe en termes juridiques. Ce qui fait deux raisons pour lesquelles il n'y a pas d'uniformité totale: d'une part, les rédacteurs juridiques ne s'entendent pas nécessairement sur la meilleure façon de rédiger une loi, et d'autre part, certains aspects ne font pas encore l'objet d'un accord total au niveau politique.

**Le sénateur McElman:** Y a-t-il des désaccords fondamentaux que nous devrions connaître, avec l'une ou l'autre des provinces?

**Mme Peterson:** Je vais vous donner un exemple. La loi fédérale prévoit l'acquisition du droit à des prestations après deux ans de participation à un régime. Voilà qui est très uniforme.

[Text]

uniform. But Alberta has not. It has a five-year vesting requirement. I might get Mr. Hanes to explain that one.

**Mr. Hanes:** Ontario provides a survivor benefit in the preretirement period to the estate. In the federal jurisdiction the survivor benefit is limited to the spouse. It is a fairly minor difference.

**Senator McElman:** It may be a major difference, depending on the family's circumstances, if you are a survivor.

**Mr. Hanes:** Yes. The federal bill has an alternative for the 50 per cent survivor benefit, as mentioned, which is not in the provincial jurisdiction. The federal bill provides for pensioners on pension committees which the provinces, to our knowledge, are not intending to do. Finally, the federal bill has more stringent reporting requirements on voluntary inflation protection, which, to our understanding, is not in the provincial bills. These are fairly minor differences in terms of uniformity of standards. The most important one is under vesting to ensure easy application of pension standards across the country; and, as Ms. Peterson mentioned, all jurisdictions except Alberta will be following the federal approach in that respect.

**Senator McElman:** Then it is fair to say that no province has any violent—if I might use that word—objection to the passage of this bill?

**Mr. Hanes:** No. I think they generally see it as being complementary to their own bills.

**Senator McElman:** Their own bills in prospect, not in place.

**Mr. Hanes:** Their prospective bills; that's right.

**The Chairman:** I have a supplementary question to the one raised by Senator McElman. Is it because, in fact, it is within the federal sphere of responsibility that they did not raise too strong an objection—in other words, letting the federal government go its own way?

**Ms. Peterson:** That the provinces did not raise objections to the bill; is that your question?

**The Chairman:** Yes.

**Ms. Peterson:** No. The reason they have not is because there has been such a long process of consultation.

**The Chairman:** It was a process of maturation.

**Ms. Peterson:** Absolutely. So there were no surprises in the end.

**The Chairman:** So one might expect, if not in specific terms, that the general will exists in the province to harmonize things as much as possible.

**Ms. Peterson:** Absolutely.

**Senator McElman:** Does that not result from ten years of discussion with the provinces?

**The Chairman:** Yes.

[Traduction]

Mais pas l'Alberta. Cette province exige cinq ans de participation. Je pourrais demander à M. Hanes d'expliquer cela.

**M. Hanes:** L'Ontario offre à la succession d'un employé une prestation réversible pour la période de pré-retraite. Au niveau fédéral, la prestation réversible est limitée au conjoint. C'est une différence très mineure.

**Le sénateur McElman:** Elle peut être majeure, selon la situation familiale, si vous êtes le survivant.

**M. Hanes:** Oui. Le projet de loi fédéral propose une solution de remplacement à la prestation réversible de 50 p. 100 qu'on a mentionnée, ce qui n'existe pas dans la province. Il prévoit des comités des pensions à l'intention des pensionnés, ce que les provinces n'ont pas l'intention de faire, pour autant que nous le sachions. Enfin, la mesure fédérale renferme des exigences plus sévères en matière de rapport pour ce qui est de la protection facultative contre l'inflation, ce qui, à notre connaissance, ne figure pas dans les projets de loi provinciaux. Du point de vue de l'uniformité des normes, il s'agit là de différences mineures. La plus importante concerne l'acquisition du droit à des prestations et vise à faciliter l'application des normes de pension d'un bout à l'autre du pays; d'ailleurs, comme Mme Peterson l'a mentionné, toutes les provinces sauf l'Alberta ont adopté le modèle fédéral à cet égard.

**Le sénateur McElman:** Par conséquent, est-il juste de dire qu'aucune province n'a d'objection virulente—si vous me passez l'expression—à l'adoption de ce projet de loi?

**M. Hanes:** Non. A mon avis, les provinces estiment qu'il complète leurs propres lois, de façon générale.

**Le sénateur McElman:** Leurs propres projets de loi, pas encore adoptés.

**M. Hanes:** C'est exact.

**Le président:** J'ai une question supplémentaire à celle qu'a posée le sénateur McElman. Ne serait-ce pas parce que cette question relève de la compétence fédérale que les provinces n'ont pas trop manifesté d'opposition à ce projet de loi et qu'elles ont laissé le gouvernement fédéral agir à sa guise?

**Mme Peterson:** Vous voulez savoir pourquoi les provinces n'ont pas trop manifesté d'opposition à ce projet de loi; est-ce votre question?

**Le président:** Oui.

**Mme Peterson:** Si elles n'ont pas protesté c'est parce qu'il y a eu de longues consultations.

**Le président:** C'était un processus de maturation.

**Mme Peterson:** Absolument. C'est pourquoi il n'y a pas eu de surprise à la fin.

**Le président:** Donc, on peut s'attendre à ce que les provinces adoptent au moins le principe, sinon le détail, du projet de loi, afin d'harmoniser les choses autant que possible.

**Mme Peterson:** Absolument.

**Le sénateur McElman:** N'est-ce pas le résultat de 10 ans de discussions avec les provinces?

**Le président:** Oui.



**[Text]**

**Ms. Peterson:** Yes; in the last two years, very intensively.

**The Chairman:** That is what I understand. Speaking of the provinces, I would like some clarification about section 6, which says:

The Minister, with the approval of the Governor in Council, may

(a) enter into agreements with the appropriate authority of a designated province respecting . . .

(ii) the establishment and operation in Canada of an association of pension supervisory authorities;

I understand that for Quebec there is someone called "surintendant des assurances". Is that the kind of officer that is referred to in that paragraph? What is the meaning of "an association" following an agreement? Would it be a sort of social club or a sort of body aiming at harmonizing more closely all problems that may arise? Would it have some authority? Secondly, what would be the number of provinces perceived as being the proper number to establish such an association? Would two provinces be sufficient, or would it have to be all 10?

**M. Cohen:** Si vous me le permettez, monsieur le président, je répondrai à votre question. En fait, comme je l'ai déjà mentionné, l'Association canadienne des organismes de contrôle existe.

En fait, l'article 6 du projet de loi ressemble quelque peu à l'article original de la loi de 1967.

L'Association canadienne des organismes de contrôle se réunit deux ou trois fois par année. Le but de l'Association est de discuter des problèmes qu'affrontent les divers organismes de contrôle des pensions. Elle tente d'harmoniser les diverses lois à des niveaux plus élevés. En général, elle essaie d'élaborer de plus grandes mesures de coordination et de collaboration entre les organismes de contrôle.

Au niveau fédéral, le surintendant des assurances représente le gouvernement auprès de cette association. Au niveau provincial, différents organismes existent. Au Québec, il y a la Régie des rentes et en Ontario, la «Pension Commission». D'autres provinces ont d'autres organismes similaires.

**Le président:** Vous parlez de la Régie des rentes?

**M. Cohen:** Au Québec, la Régie des rentes est l'équivalent du département des assurances au niveau fédéral. Concernant les divers accords, le président de la Régie des rentes du Québec représente cette province auprès de l'Association.

**Le président:** Le poste de surintendant des assurances existe-t-il encore au Québec?

**M. Cohen:** Oui. En fait, au Québec, il ne s'occupe pas des régimes privés de retraite. La structure québécoise est très différente de celle qui existe ici. Au Québec, la Régie des rentes s'occupe de tous les aspects des pensions, c'est-à-dire le régime des rentes du Québec, les allocations familiales, les rabais accordés aux citoyens âgés en ce qui concerne les taxes foncières etc. Il s'occupe de ces divers domaines, y compris la législation régissant les régimes privés.

**[Traduction]**

**Mme Peterson:** Oui; et de discussions très intenses depuis deux ans.

**Le président:** C'est ce que je comprends. En parlant des provinces, j'aimerais obtenir quelques éclaircissements au sujet de l'article 6, qui dit ceci:

Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil:

a) conclure des accords avec l'autorité compétente d'une province désignée concernant:

ii) la création et le fonctionnement au Canada d'une association des autorités de surveillance des pensions;

Je crois savoir qu'au Québec il y a un «surintendant des assurances». Est-ce le genre de personne qui est visée dans ce sous-alinéa? Quel est le sens du mot «association» après un accord? S'agirait-il d'une sorte de club social ou d'un organisme destiné à régler de façon plus harmonieuse tous les problèmes qui risquent de survenir? Cet organisme aurait-il quelque pouvoir? Deuxièmement, combien faudrait-il de provinces pour créer une pareille association? Deux suffiraient-elles, ou faudrait-il qu'elles soient toutes les 10?

**Mr. Cohen:** If I may, I would like to answer your question. As I already mentioned, there is the Canadian Association of Pension Supervisory Authorities.

In fact, section 6 of the bill is somewhat similar to the original section of the 1967 legislation.

The Canadian Association of Pension Supervisory Authorities meets two or three times a year to discuss the problems facing the various pension supervisory bodies. It tries to harmonize the various pieces of legislation. In general, it also attempts to establish broader coordination and co-operation efforts between the supervisory authorities.

The Association representative at the federal level is the Superintendent of Insurance. There are many different authorities at the provincial level, for example, the Régie des Rentes in Quebec and the Pension Commission in Ontario. Other provinces have other supervisory bodies.

**The Chairman:** You say Quebec has the Régie des Rentes?

**Mr. Cohen:** The Régie des Rentes in Quebec is the counterpart of the federal Department of Insurance. The Chairman of the Régie represents the province of Quebec within the Association in terms of concluding various agreements.

**The Chairman:** Does the province of Quebec still have a superintendent of insurance?

**Mr. Cohen:** Yes, but he does not handle private pension plans in Quebec. The Quebec structure is quite different from the one we have here. In that province, the Régie des rentes handles all aspects of pensions, namely the Quebec Pension Plan, family allowance, property tax rebates for senior citizens, and so forth. It oversees all of this, including the legislation governing private pension plans.

[Text]

**Le président:** Est-ce que le président de la Régie des rentes représente la province de Québec?

**M. Cohen:** Oui.

**The Chairman:** I have another question for the sake of clarification. The word "establishment" is used. Remembering what happened in the case of the Council of Ministers of Education and the process we went through at that time, the crucial thing to realize when one speaks of establishing something here is that they were incorporated. Does it mean that at some point the association will be something other than a standing committee? Will it be incorporated one way or another and, if so, where will it be incorporated? In fact, the Council of Ministers of Education has been incorporated in Ontario. This association maybe incorporated at the federal level.

**Mr. Cohen:** The association has not been established in quite as formal a manner as you have suggested. There are rules and regulations, but to my knowledge it has not been registered as a nonprofit organization or anything of that kind. It is simply an association and a standing committee on the affairs of private pensions. One has to recognize that its power is somewhat limited in that governments are sovereign over their areas, so we can only recommend to governments as strongly as we can. I believe that governments recognize the knowledge and experience that resides in this committee, and certainly the tremendous degree of uniformity that we have between the federal and provincial bills is in many ways the result of that recognition by various governments.

**The Chairman:** Up until now it has been a sort of voluntary association, and it has been said that the time has come to try to go further. The door is just opening, I suppose. There is no real way to take action on the matter in a short period of time.

**Mr. Cohen:** Certainly I can speak to Mr. Hammond about this and we can raise at the next meeting whether a more formal organization is necessary. In my view, even as relatively informal as it is, the committee has had a tremendous impact on the shape of pension legislation in Canada—to an extent that is more important than the formal organization of a committee.

**The Chairman:** That is why I am asking my question. If it turns out that the committee is established in the formal sense of the word with a mandate, "harmonization" will have a new meaning. It will involve a more, let us say, insisting invitation than just good will between nice people.

**Mr. Cohen:** I will certainly mention this matter to Mr. Hammond, and we will raise the matter at the next meeting of CAPSA to see if there is any desire to formalize the organization.

**Senator McElman:** What is the section that covers the authority of the inspector over withdrawal by an employer?

**Ms. Peterson:** That is under subclauses 9(5) and 9(6) on page 15.

**Senator McElman:** The inspector gave testimony to the effect that person years were very short in that department. I

[Traduction]

**The Chairman:** You say that the Chairman of the Régie des rentes is the Quebec provincial representative?

**Mr. Cohen:** That's correct.

**Le président:** Je voudrais obtenir quelques éclaircissements. On emploie le terme «création». Lorsqu'on songe à ce qui est arrivé dans le cas du Conseil des ministres de l'éducation et à la façon dont les choses se sont passées à l'époque, on voit qu'il importe au plus haut point de se rendre compte, lorsqu'on désire créer un organisme au Canada, que le Conseil était constitué en société. Cela signifie-t-il qu'un jour, l'association sera autre chose qu'un comité permanent? Sera-t-elle constituée en société d'une façon ou d'une autre et, dans l'affirmative, où? En fait, le Conseil des ministres de l'éducation l'a été en Ontario. L'association pourrait être constituée en société au niveau fédéral.

**M. Cohen:** L'association n'a pas été créée aussi officiellement que vous semblez le croire. Elle a sa propre réglementation, mais à ma connaissance, elle n'a pas été enregistrée comme organisme sans but lucratif ou quoi que ce soit de ce genre. C'est simplement une association et en même temps un comité permanent chargé de l'administration des régimes privés de pension. Il faut reconnaître que ses pouvoirs sont quelque peu limités, en ce sens que les gouvernements sont compétents dans les domaines qui relèvent de son ressort, ce qui fait que nous ne pouvons que leur faire des recommandations. Je crois que les gouvernements reconnaissent la compétence et l'expérience des membres du comité, comme en fait foi la très grande uniformité qu'il y a à maints égards entre les projets de loi fédéraux et provinciaux.

**Le président:** Jusqu'à maintenant, l'association a été en quelque sorte un organisme bénévole, et certains ont dit que le temps était venu d'aller plus loin. J'imagine que ce n'est qu'un début. Il est impossible de faire cela du jour au lendemain.

**M. Cohen:** Est-il nécessaire de constituer un organisme plus officiel? Je pourrais certainement en discuter avec M. Hammond et nous pourrions étudier la question à notre prochaine séance. A mon avis, le comité, aussi officieux qu'il soit, a eu une influence déterminante sur l'évolution des lois sur les pensions au Canada, et cela, c'est plus important que la formation d'un organisme officiel.

**Le président:** C'est pourquoi j'ai posé cette question. S'il s'avère que le comité a été créé officiellement, c'est-à-dire s'il a un mandat, l'«harmonisation» prendra un nouveau sens. Elle signifiera davantage que, disons, un appel à la bonne volonté de gens bien intentionnés.

**M. Cohen:** Je vais le faire remarquer à M. Hammond et nous soulèverons la question à la prochaine séance de l'ACOR pour voir si ses membres désirent devenir un organisme officiel.

**Le sénateur McElman:** Quel est l'article qui assujettit les retraits par un employeur à l'autorisation de l'inspecteur?

**Mlle Peterson:** Il s'agit des paragraphes 9(5) et (6), à la page 15.

**Le sénateur McElman:** L'inspecteur a dit dans son témoignage que le nombre d'années-personnes dans ce service était



[Text]

hope that we do not run into a similar situation as we had with the Inspector General of Banks, who also said he was short of person years. Is there sufficient staff in the inspector's division to look after the requirements as set forth in this plan?

**Mr. Cohen:** Yes, I think there is sufficient staff to do the regular monitoring work. Where there is a shortage is in the ability to plan our future requirements and to conduct the studies that have been suggested before. We are very much a reactive department. I think it would be preferable if we were a proactive department and had some resources with which to look forward. I am confident that with the staff we have we can keep a finger on the pulse. Certainly in the case of surplus refunds we are assured that the security of benefits to pensioners and to active pension plan members is well secured. We require a cushion, a margin of security of two times annual costs, and another two years in costs are left in the fund. Therefore we certainly scrutinize these requests very carefully and only approve them when we are satisfied that there is no danger at all to pension plan members.

Numerically speaking, these requests are relatively small out of the 600 or 700 plans that we have under our jurisdiction. Last year we had 12 requests; this year, we have had approximately four requests so far. Therefore the number is relatively small and our major job, really, is to ensure that the solvency of the plans and security of members is, in fact, kept at a very high level for all of the plans under our jurisdiction and not just those where we find a surplus being requested.

I suppose this is my own personal view, but I think we are doing a very good job and I think we are maintaining a high level of security for pension plan members for those plans that are under our jurisdiction.

**Senator McElman:** The basis, then, for your overseeing the plans would be the audit reports that you receive annually?

**Mr. Cohen:** The requirement in the current act and regulations is that we receive a number of reports on a triennial basis. We receive an annual information report, but that is rather a summary document which merely shows contributions paid, the number of members and so on. The real analysis is done on the triennial reports that mostly rely on the actuarial report that is filed once every three years. We have audited reports from most pension plans also once every three years.

**Senator McElman:** You say three years. They are not submitted annually?

**Mr. Cohen:** No, they are not annual. Pension plans in general are probably somewhat less at risk than financial institutions. Pension plans are established voluntarily by plan sponsors, sometimes in negotiation with employees and sometimes unilaterally. Therefore in most cases the pension plan sponsor is there to make up any deficits or shortfalls. We require funding of benefits promised so that there is always a fund set aside for members, and it is this fund that we monitor. We ensure that it is invested in sound investments and carefully moni-

[Traduction]

très bas. J'espère que nous n'éprouverons pas le même genre de problème qu'avec l'inspecteur général des banques, qui disait également qu'il manquait de personnel. L'inspecteur a-t-il un personnel suffisant pour répondre aux besoins créés par ce régime?

**M. Cohen:** Oui, je crois qu'il a assez de personnel pour faire le travail routinier de contrôle. Nous n'avons pas assez de personnel pour planifier nos futurs besoins et pour effectuer les études qui nous ont été suggérées. Nous sommes un service qui réagit aux circonstances. Je crois qu'il voudrait mieux que nous puissions prendre l'initiative et que nos ressources nous permettent de travailler en prévision de l'avenir. Avec le personnel que nous avons, je suis convaincu que nous pourrions faire face à la situation. Il est certain que lorsqu'un remboursement de surplus est demandé, nous veillons à assurer les prestations aux pensionnés et aux membres actifs du régime. Il nous faut un coussin ou une marge de sécurité équivalant à deux fois les contributions annuelles. Nous examinons donc les demandes très soigneusement et nous ne les approuvons que lorsque nous sommes convaincus qu'elles ne représentent aucun danger pour les participants au régime.

En termes de pourcentage, ces demandes ne représentent qu'une petite partie des 600 ou 700 régimes que nous administrons. L'année dernière, il y en a eu 12; cette année, nous en avons reçu environ quatre jusqu'à maintenant. Par conséquent, elles sont relativement peu nombreuses et notre travail consiste plus à veiller à la parfaite solvabilité de nos régimes et à la sécurité des membres qu'à nous occuper des demandes de remboursement de surplus.

Ce n'est que mon opinion personnelle, mais je crois que nous faisons de l'excellent travail et que nous sommes une garantie de sécurité pour les membres dont nous administrons les régimes.

**Le sénateur McElman:** Donc, dans votre supervision des régimes, vous vous basez sur les rapports que vous recevez chaque année des vérificateurs, n'est-ce pas?

**M. Cohen:** La loi et les règlements actuels font que nous recevons un certain nombre de rapports tous les trois ans. Nous recevons un rapport d'information annuel, mais il s'agit d'un document assez sommaire qui fait état des cotisations payées, du nombre de membres, etc. La véritable analyse se trouve dans les rapports que nous recevons tous les trois ans et qui sont surtout basés sur le rapport actuariel triennal. En outre, nous recevons, une fois tous les trois ans également, des rapports de vérificateurs qui portent sur la plupart des régimes de pension.

**Le sénateur McElman:** Vous dites tous les trois ans. Ces rapports ne sont pas annuels?

**M. Cohen:** Non. En général, les régimes de pension représentent moins de risques que les institutions financières. Ils sont établis volontairement par les répondants des régimes, parfois à l'issue de négociations avec les employés et parfois unilatéralement. Par conséquent, dans la plupart des cas, les répondants combler les déficits et les insuffisances. Nous exigeons la capitalisation nécessaire au service des prestations à verser, ce qui fait qu'il y a toujours un fonds de réserve pour les membres, un fonds que nous contrôlons. Nous veillons à ce

[Text]

tored. In our view, a three-year time span is probably sufficient for most pension plans. Any plans that we have concerns about we do monitor more closely, but in general we feel that the three-year time span is a good compromise between the degree of assurance that we need and the additional burden that would be placed on plan sponsors by a requirement of one-year reporting. We feel that a one-year reporting requirement would be difficult to justify in terms of the additional assurance that we would gather.

**Senator McElman:** Do you have legislative authority to move in on any plan and do your own audit?

**Mr. Cohen:** Yes, we do.

**Senator McElman:** Have you had any recent experiences in that area?

**Mr. Cohen:** We have a relatively limited audit program for the simple reason that, again, because of the shortage of person years, we can only manage—

**Senator McElman:** That was to be my next question.

**Mr. Cohen:** I was merely going to mention the fact that we do do on-site audits of pension plans only to the extent of approximately three or four per year. We would like to do more, but unfortunately that is all our time and resources permit. However, we do do them and we find that they are useful in assuring ourselves of the pension plan management and general pension plan practices. I must say that we have been very satisfied with the way in which plans are managed in general in Canada.

**Senator McElman:** Do you feel that this bill will add to the burden of work in this particular area?

**Mr. Cohen:** Yes, it will, somewhat.

**The Chairman:** However, the productivity will be increased.

**Senator McElman:** Mr. Chairman, I think this is rather important relative to what we are considering at the moment.

You feel then, Mr. Cohen, that perhaps the Superintendent's division would have a little more piece of mind if they were able to conduct more on-site audits, as they felt they were required?

**Mr. Cohen:** Yes, I think I would like to see that function expanded somewhat. I do not think it is really feasible to examine all of the pension plans. Some are very small; some are run by insurance companies and trust companies and I think one can have a fair degree of trust in their handling of the affairs of a third party.

However, some are very large and they run their own shop, and I think it is those that we should be looking most closely at. I would like to see that function expanded.

We have just been audited by the Auditor General, and he seems to feel the same way, so this is something that we will need to be looking into very carefully over the next few months.

[Traduction]

qu'il soit judicieusement placé et étroitement contrôlé. A notre avis, un rapport triennal est probablement suffisant dans le cas de la plupart des régimes de pension. Nous contrôlons très étroitement les régimes qui nous semblent discutables, mais en général, nous estimons qu'une période de trois ans est un compromis qui nous permet d'obtenir les garanties de sécurité dont nous avons besoin et soulage les répondants du fardeau supplémentaire que représenterait le dépôt d'un rapport annuel. Nous estimons qu'un rapport annuel n'accroîtrait pas suffisamment nos garanties pour être justifié.

**Le sénateur McElman:** La loi vous autorise-t-elle à vérifier vous-mêmes certains régimes?

**M. Cohen:** Oui.

**Le sénateur McElman:** Avez-vous été obligé de le faire récemment?

**M. Cohen:** Nous faisons relativement peu de vérifications pour la simple raison que nous manquons de personnel et que par conséquent, nous ne pouvons que . . .

**Le sénateur McElman:** C'était ma prochaine question.

**M. Cohen:** J'allais dire que nous ne vérifions nous-mêmes que trois ou quatre régimes de pension chaque année. Nous aimerions pouvoir en faire plus, mais malheureusement, c'est tout ce que le temps et nos ressources nous permettent. Cela dit, nous faisons nous-mêmes certaines vérifications, car à notre avis, cela nous permet de nous assurer de la bonne gestion des régimes et de surveiller les pratiques employées. Je dois dire que nous sommes très satisfaits de la façon dont les régimes sont administrés en général au Canada.

**Le sénateur McElman:** Estimez-vous que le projet de loi augmentera votre charge de travail dans ce domaine?

**M. Cohen:** Oui, un peu.

**Le président:** Mais il permettra d'accroître la productivité, non?

**Le sénateur McElman:** Monsieur le président, je crois que c'est là un aspect important de la question que nous étudions.

Vous estimez donc, monsieur Cohen, que le surintendant s'inquiéterait un peu moins s'il avait assez de personnel pour faire lui-même toutes les vérifications qu'il jugerait nécessaires?

**M. Cohen:** Oui, j'aimerais que le service prenne un peu d'expansion. A mon avis, il est impossible de vérifier tous les régimes de pension. Certains d'entre eux sont très petits; d'autres sont administrés par des compagnies d'assurances et des sociétés de fiducie, et je crois qu'on peut leur faire confiance lorsqu'il s'agit d'administrer les affaires d'une tierce partie.

Cependant, d'autres régimes sont très considérables et sont administrés par les répondants eux-mêmes, et ce sont ceux-là que nous devrions surveiller de plus près. C'est pour cela que j'aimerais que notre service soit accru.

Nous venons tout juste de faire l'objet d'une vérification de la part du Vérificateur général, et je crois qu'il est du même avis. C'est donc une question que nous allons devoir étudier très sérieusement au cours des prochains mois.



[Text]

**Senator McElman:** Mr. Chairman, since this now moves into policy, could I ask the Parliamentary Secretary if the department is aware of this situation and is giving it consideration?

**The Chairman:** Thank you, Senator McElman—

**Senator McElman:** Mr. Chairman, I have just asked a question of the Parliamentary Secretary. I would like an answer, if he has it.

**The Chairman:** Very well.

**M. Vincent:** Dans la législation, le ministère tient sûrement compte des besoins futurs. En temps et lieu, le ministère organisera le tout.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur le secrétaire parlementaire ainsi que toutes les personnes qui vous accompagnent, pour votre bonne volonté à répondre à toutes nos questions de façon précise et satisfaisante aux yeux des membres du comité. Je remercie également les membres du comité qui ont posé des questions.

Dans la poursuite de notre étude de ce projet de loi, je souligne que ce comité du Sénat en est au stade de la pré-étude. Toutes les étapes prévues aux Communes n'étant pas encore franchies, il pourrait survenir que nous souhaitions approfondir un aspect ou l'autre de ce projet de loi. Si vous êtes d'accord, le cas échéant, nous vous ferons signe et nous pourrions à nouveau requérir vos «lumières». Pour aujourd'hui et d'ici là, vous avez très bien répondu à nos attentes; et je vous remercie.

**M. Vincent:** Monsieur le président, nous sommes toujours à la disposition du comité.

**Le président:** La séance est levée. Nous allons en profiter pour prendre cinq minutes de détente, nos prochains témoins étant convoqués pour 11 heures.

Nous allons maintenant procéder au deuxième article de l'ordre du jour, la pré-étude du projet de loi C-116, modifiant le régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale, qui nous a été déféré la semaine dernière par le Sénat pour pré-étude.

Pour nous expliquer la portée de ce projet de loi et aussi répondre à nos questions nous vons d'abord M. Pierre Fortier, qui représente le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui se trouvait dans l'impossibilité d'être présent aujourd'hui. M. Pierre Fortier est directeur général, planification, liaison et développement, programmes de la sécurité du revenu au ministère. Il est accompagné de quelques-uns de ses collègues; je lui demanderai de nous les présenter dans un instant.

Auparavant, je veux d'abord lui souhaiter la bienvenue ainsi qu'à ses collègues et, le remercier d'être venu nous offrir ses services pour nous engager dans cette étude d'un projet de loi qui, par sa dimension matérielle est très important. Il l'est sans doute dans son contenu, et il pourrait soulever des problèmes soit de politique ou de technique. C'est le sujet que nous souhaitons explorer avec lui et ceux qui l'accompagnent.

Cela dit, monsieur Fortier, je vous cède la parole, nous sommes maintenant entre vos mains; c'est vous qui allez orienter notre travail. Si vous le souhaitez, vous pouvez faire une intro-

[Traduction]

**Le sénateur McElman:** Monsieur le président, comme nous touchons là à la politique du ministère, je voudrais demander au secrétaire parlementaire si le ministère est au courant de la situation et s'il y cherche des solutions.

**Le président:** Je vous remercie, sénateur McElman . . .

**Le sénateur McElman:** Monsieur le président, je viens de poser une question au secrétaire parlementaire et j'aimerais bien avoir une réponse, s'il en a une.

**Le président:** Très bien.

**Mr. Vincent:** The department certainly takes into account future needs in the legislation. It will organize everything in due time.

**The Chairman:** I want to thank the parliamentary secretary and his associates for being so kind as to answer all of our questions clearly and to the satisfaction of all committee members. I also wish to thank the committee members who directed questions to the witnesses.

I want to point out that this Senate committee is only at the pre-study stage, as far as examining this bill is concerned. Since we have not yet passed through all of the stages provided for in the Commons, we might want to delve further into one particular aspect of the bill. If you are amenable to it, we might call upon you to help us out again. For today at least, you have fulfilled our expectations. Thank you.

**Mr. Vincent:** Mr. Chairman, we are always available to testify before the Committee.

**The Chairman:** The meeting is adjourned. We will break for five minutes, since our next witnesses are scheduled for 11 o'clock.

We will now move on to the second item on our agenda, the preliminary consideration of Bill C-116, An Act to amend the Canada Pension Plan and the Federal Court Act, which was referred to us last week by the Senate for preliminary consideration.

We have some people here today to explain the meaning and scope of the Bill to us and to answer any questions we may have. First of all we have Mr. Pierre Fortier, representing the Minister of National Health and Welfare, who was unable to be here today. Mr. Fortier is the Director General of Policy, Liaison and Development with Health and Welfare's Income Security Program. Some of his colleagues have accompanied him, and I shall ask him to introduce them in a moment.

But first I would like to welcome him, and them, and thank him for offering to come and get us started in our consideration of the subject-matter of a Bill whose size alone makes it significant; its content is most certainly significant, and may give rise to either policy or technical questions. We want to go into all that with Mr. Fortier and his colleagues.

The floor is now yours, Mr. Fortier. We are in your hands. You will be choosing the direction for our work. If you wish,

[Text]

duction, après quoi les membres de ce comité vous poseront les questions appropriées.

I see that Senator Graham has raised his hand. He must have some comment to make, or question to raise.

**Senator Graham:** Mr. Chairman, we have just been given a document entitled "Changes to the Canada Pension Plan," which is obviously relevant to this bill. These were notes for remarks by the Minister of National Health and Welfare to the Standing Committee of National Health and Welfare dated June 4 of this year.

Will we get another document for this committee, or is this it?

**M. Pierre Fortier, directeur général, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu:** Tout d'abord, monsieur le président, je voudrais prendre l'initiative de vous présenter mon collègue, M. Rodney Hagglund, directeur des politiques, et M<sup>me</sup> Susan Peterson, qui était avec vous ce matin.

**Le président:** . . . et dont la présence nous assure de la continuité des choses entre les deux projets de loi que nous étudions ce matin. C'est un avantage.

**M. Fortier:** Et, M. Hal Hanes, du ministère des Finances. In order to answer your questions we brought with us some material that was distributed to members of Parliament and senators, which provides a more detailed description of the provisions of the bill and has a section on questions and answers. If you wish, we can have those distributed right now.

**The Chairman:** Yes. That answers your question, I suppose?

**Senator Graham:** Yes. When was the other material distributed to senators?

**Mr. Fortier:** It was distributed on tabling, I believe, two weeks ago.

**The Chairman:** But have you additional copies which could be distributed right now in case copies are not already in the hands of the members of the committee?

**Mr. Fortier:** No. I am sorry. However, we will have them distributed to you shortly.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Fortier:** We do have several copies in our briefing books, but it would take a little while to make copies.

**Senator Graham:** I certainly did not get anything on this particular bill prior to coming here this morning, and I am just wondering what type of material was distributed to senators.

**Mr. Fortier:** Well, I will give you a copy of the MP's package that was tabled.

**Senator Graham:** Was that MP's package circulated to senators? On technical points I suppose we are all members of Parliament. Did we get the same package? Perhaps the clerk could tell us what we received.

[Traduction]

you may present *the Bill* and after that the members of the Committee will ask you appropriate questions.

Le sénateur Graham lève la main. Allez-y, sénateur.

**Le sénateur Graham:** Monsieur le président, nous venons tout juste de recevoir un document intitulé «Modifications au Régime de pensions du Canada» qui a manifestement un rapport avec le projet de loi. Il s'agit de notes datées du 4 juin dernier pour un exposé du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social devant le Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales.

Le comité va-t-il recevoir un autre document, ou est-ce tout?

**Mr. Pierre Fortier, Director General, Policy, Liaison and Development, Income Security Program:** I would like start, Mr. Chairman, by introducing my colleague, Mr. Rodney Hagglund, who is Director of Policy, and Ms. Susan Peterson, who was with you this morning.

**The Chairman:** Ms. Peterson's presence ensures continuity between the two Bills we are discussing, which is a great advantage.

**Mr. Fortier:** And Mr. Hal Hanes, who is also from the Department of Finance. Pour répondre à vos questions, d'autres documents ont été distribués aux députés et sénateurs—nous en avons des exemplaires ici—et ils donnent une description plus détaillée des dispositions du projet de loi et comportent une section de questions et réponses. Donc, si vous le désirez, nous pouvons vous le distribuer tout de suite.

**Le président:** Très bien. Cela répond-il à votre question, sénateur?

**Le sénateur Graham:** Oui. Quand l'autre document nous a-t-il été distribué?

**M. Fortier:** Il y a deux semaines, je crois, lorsqu'il a été déposé.

**Le président:** Mais en avez-vous des exemplaires supplémentaires . . .

**M. Fortier:** Non. Je suis désolé. Nous prendrons toutefois les dispositions voulues pour qu'il vous soit distribué sous peu.

**Le président:** Je vous remercie.

**M. Fortier:** Nous avons plusieurs documents dans notre trousse d'information, mais il nous faudrait un certain temps pour en faire des copies.

**Le sénateur Graham:** Je n'ai absolument rien reçu au sujet du projet de loi avant de me présenter ici ce matin; je me demande quels documents ont été distribués aux sénateurs.

**M. Fortier:** Je vais donc vous donner un exemplaire de la trousse d'information qui a été distribuée aux députés.

**Le sénateur Graham:** Ce cahier d'information à l'intention des députés a-t-il été distribué aux sénateurs? Nous faisons tous partie du Parlement? Avons-nous reçu le même cahier d'information? Le greffier pourrait peut-être nous dire ce qu'il en est.



[Text]

**Mr. Denis Bouffard, Clerk of the Committee:** Mr. Chairman, the only documents I received were in English only, so I could not distribute them.

**The Chairman:** I guess that we will receive them now.

**Senator Graham:** But did senators receive material or not?

**Senator Marsden:** Yes.

**Senator Robertson:** Yes. I thought I had it with me, but I do not.

**Senator Graham:** Can I ask what the nature of the material was? Apparently there was a great package given to members of Parliament in the House of Commons, but not to people on this side. I would like some clarification on that point.

**Mr. Fortier:** It is my understanding that this package that you have before you was distributed to MPs and senators.

**Senator Marsden:** Senator Graham, it came through the ordinary mail along with all of the hundreds of other things you get. It was not marked as something specific to what we were going to be considering, so I do not think it came through the clerk. It came directly from the department.

**Senator Robertson:** It did not come from the clerk, it came directly from the department where the MPs get them.

**Mr. Fortier:** It came from the distribution centre in Parliament.

**Senator Graham:** Was the material that we received the same as the package received by members of Parliament?

**Mr. Fortier:** Yes.

**Senator Graham:** Thank you.

**The Chairman:** Does that answer your question?

**Senator Graham:** Yes.

**The Chairman:** You can proceed with your presentation, Mr. Fortier.

**Mr. Fortier:** In the absence of the Minister of National Health and Welfare, who expresses his regret for not being able to attend this morning, I wish to thank the committee for inviting officials to discuss Bill C-116, an act to amend the Canada Pension Plan.

Les changements au Régime de pension du Canada doivent permettre d'atteindre quatre objectifs principaux:

Premièrement, établir de nouvelles modalités financières qui assureront la solidité financière du fonds du Régime de pension du Canada à l'avenir.

Deuxièmement, améliorer les prestations offertes dans le cadre du régime.

Troisièmement, établir une nouvelle base pour le partage de prestations de retraite et autres prestations entre conjoints conformément aux nouvelles normes sociales.

Enfin, les changements visent à accroître la similitude entre le Régime de pension du Canada et la Régie des rentes du Québec.

[Traduction]

**M. Denis Bouffard, greffier du comité:** Monsieur le président, les documents que j'ai reçus étaient seulement en anglais; en conséquence, je n'ai pas pu les distribuer.

**Le président:** Je pense que nous les recevrons maintenant.

**Le sénateur Graham:** Mais les sénateurs ont-ils reçu des documents ou non?

**Le sénateur Marsden:** Oui.

**Le sénateur Robertson:** Oui. Je pensais les avoir avec moi, mais ce n'est pas le cas.

**Le sénateur Graham:** Puis-je demander de quels documents il s'agissait? Il semble qu'un excellent cahier d'information a été distribué aux députés, mais pas aux sénateurs. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

**M. Fortier:** Je crois comprendre que la trousse que vous avez en main a été distribuée aux députés et aux sénateurs.

**Le sénateur Marsden:** Sénateur Graham, nous l'avons reçue dans le courrier avec la centaine d'envois qu'on a l'habitude de recevoir. Comme elle ne portait aucune mention indiquant qu'elle se rapportait à l'objet de notre étude, je ne pense pas que le greffier l'ait eue en sa possession. Elle provenait directement du ministère.

**Le sénateur Robertson:** Elle n'a pas été envoyée par le greffier, mais directement par le ministère aux députés.

**M. Fortier:** Elle a été envoyée par le Centre de distribution du Parlement.

**Le sénateur Graham:** La documentation que nous avons reçue est-elle la même que la trousse envoyée aux députés?

**M. Fortier:** Oui.

**Le sénateur Graham:** Merci.

**Le président:** Êtes-vous satisfait de cette réponse?

**Le sénateur Graham:** Oui.

**Le président:** Je vous cède la parole, monsieur Fortier.

**M. Fortier:** En l'absence du ministre de la Santé nationale et du Bien-être, qui regrette de ne pouvoir être ici ce matin, je tiens à remercier le comité d'avoir invité des représentants à discuter du projet de loi C-116, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada.

Changes to the Canada Pension Plan must pave the way for four main goals.

First, we must introduce new financial mechanisms that will ensure the financial stability of the Canada Pension Plan in the future.

Second, we must improve the benefits offered by the Plan.

Third, we must establish a new basis for division of retirement and other benefits between spouses, to reflect new social norms.

And finally we want to make the Canada Pension Plan and Quebec's Régie des rentes more in line with each other.

**[Text]**

Permettez-moi, maintenant, de vous donner un sommaire des dispositions incluses dans le projet de loi. These provisions would allow for the development of a 25-year schedule of CPP contribution rates, to be reviewed at least every five years; this would provide an increase in the contribution rate to 7.6 per cent from 3.6 per cent by the year 2011; it would provide for the maintenance of the CPP fund at a level equal to approximately two years of benefits in the long term; it would provide actuarially-adjusted pensions as early as age 60 or as late as age 70; it would increase disability benefits and provide an easing of eligibility criteria; it would provide new rules governing credit-splitting on marriage breakdown; it would provide for pension-splitting on retirement; continuation of survivor benefits on remarriage; improved children's benefits; changes to the rules governing maximum rates for combined benefits; and a number of much more minor amendments.

These amendments are the result of a federal-provincial agreement concluded in December 1985; they have since been agreed to in principle by all provinces.

Once approved by Parliament, these amendments will require the formal approval by the Governors in Council of two-thirds of the provinces with two-thirds of the population.

The provisions of this bill are expected to come into force on January 1, 1987. The minister is aiming for passage of the legislation before the end of June in order to give sufficient time to secure provincial approval and to establish the required administrative apparatus to implement the bill.

That more or less gives you the broad overview.

Monsieur le président, si vous le désirez, nous sommes à votre disposition pour répondre à vos questions au sujet du projet de loi.

**The Chairman:** Did you say it was the Lieutenant Governor in Council and not the legislative assemblies?

**Mr. Fortier:** It is the Lieutenant Governor in Council.

Le Gouverneur général en conseil.

**Le président:** Dans les provinces, le Lieutenant-gouverneur en conseil. Not the legislative assembly?

**Mr. Fortier:** That is right.

**Senator Marsden:** I have a number of questions about the minister's statement which he made before the committee of the other place. At page 5 he says that the proportion of old people receiving benefits is increasing while the number of working Canadians paying premiums is declining. Demographically speaking, a larger proportion of Canadians are tax-paying and, I assume, premium-paying than we have ever had in our history. While it is true that the proportion of people in retirement has increased slightly, I find that statement, demographically speaking, very strange. Is there something about premiums that is different from taxes?

**[Traduction]**

I would now like to summarize for you the provisions that are included in this Bill. Ce projet de loi fournit une annexe qui établit les taux de cotisation du régime pour les 25 prochaines années et prévoit qu'elle sera examinée au moins tous les cinq ans; il augmente le taux de cotisation, qui passe de 3,6 p. 100 à 7,6 p. 100 d'ici l'an 2011; il prévoit qu'à l'avenir un montant égal à environ deux années de prestations sera toujours conservé dans le fonds du régime; il prévoit que les pensions seront rajustées par méthode actuarielle dès 60 ans et jusqu'à 70 ans; que les prestations d'invalidité augmenteront et que les critères d'adhésion seront assouplis; il établit de nouvelles règles pour le partage des crédits de retraite en cas de divorce; il permet le partage de la pension entre conjoints au moment de la retraite; il prévoit qu'une pension de survivant ne cesse pas du seul fait d'un remariage; il apporte des améliorations aux prestations des enfants, modifie les règles régissant les taux maximum des prestations combinées et inclut beaucoup d'autres modifications de moindre importance.

Ces modifications sont le résultat d'un accord fédéral-provincial conclu en décembre 1985; elles ont depuis obtenu l'accord de principe de toutes les provinces.

Une fois approuvées par le Parlement, elles devront être approuvées officiellement par les gouverneurs en conseil des deux tiers des provinces représentant les deux tiers de la population.

Le projet de loi doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Le ministre compte le faire adopter avant la fin de juin de façon à avoir un délai suffisant pour obtenir l'approbation des provinces et mettre en place l'appareil administratif nécessaire à son application.

Cela vous donne un aperçu général du projet de loi.

**Mr. Chairman,** if you wish, we are ready to answer any questions you may have about the Bill.

**Le président:** Vous avez bien parlé du lieutenant gouverneur en conseil et pas des assemblées législatives?

**M. Fortier:** Il s'agit bien du lieutenant gouverneur en conseil.

The Governor General in Council.

**The Chairman:** In the provinces, the Lieutenant-Governor in Council. Pas de l'assemblée législative?

**M. Fortier:** C'est exact.

**Le sénateur Marsden:** J'ai un certain nombre de questions à poser au sujet de la déclaration que le ministre a prononcée devant le comité de l'autre endroit. A la page 5, il déclare que la proportion des personnes âgées bénéficiaires de prestations augmente tandis que le nombre des travailleurs canadiens qui payent des primes baisse. D'après les données démographiques, la proportion des Canadiens qui payent des impôts, et je présume, des primes est plus importante que jamais auparavant dans l'histoire de notre pays. Même s'il est vrai que la proportion des retraités a légèrement augmenté, cette affirmation me paraît, sur le plan démographique, très étrange. Y a-t-il une différence entre les primes et les impôts?



[Text]

**Ms. Peterson:** As I understand it, the intent of that statement is to point out that the absolute numbers are different, but proportionately the number of old people in Canada is growing.

**Senator Marsden:** If you look at it in terms of dependency ratios—and it is true that the old age dependency ratio is much more extensive than the other—these should be the richest years ever in our history in terms of accumulating premiums to a plan such as the CPP because a huge proportion of Canadians is in their tax-paying years.

**Ms. Peterson:** We are talking of the Canada Pension Plan and we are looking 50 to 75 years down the road.

**Senator Marsden:** That is not what the minister's statements indicate. Are you saying that it is just badly worded and he has not put this into the perspective of time?

**Ms. Peterson:** Yes.

**Senator Marsden:** There are obviously many positive features to this legislation. May I ask you to explain a little more fully the sharing of pensions at retirement? As I understand this provision, at the point of retirement, spouses can agree that they will each separately receive a pension from the CPP of the spouse who has been in the paid labour force. What happens when one of them dies?

**Mr. Fortier:** At age 60 or 65, whenever these spouses choose to avail themselves of the assignment of pensions, if one of the spouses dies, the amount will revert to the situation prior to the splitting. In other words, the survivor will be entitled to a survivor's pension as under current provisions.

**Senator Marsden:** Was consideration given to continuing that splitting for the remaining spouse?

**Mr. Fortier:** In the course of federal-provincial discussions, the preferred option put by the Lieutenant Governor to the provinces was credit-splitting which would have provided for a higher overall total benefit, in most cases. Of course, there are costs attached to that. In the course of negotiations, the provinces felt that the costs of this provision would be too high and, therefore, the government was faced with the choice of having nothing, that is, retaining the status quo, or going to pension-splitting. We proposed this to the provinces and they went along with it.

**Senator Marsden:** Is this an incremental change which can be changed again?

**Mr. Fortier:** It is an incremental change. It would not prevent the plan providing for credit-splitting in the future.

**Senator Marsden:** May I ask how this relates to the provisions on divorce or annulment? Can you have division of pension credits in that instance?

**Mr. Fortier:** Yes.

**Senator Marsden:** Is that not, then, subject to this retirement provision?

[Traduction]

**Mme Peterson:** D'après moi, le ministre voulait souligner que les chiffres absolus sont différents, mais que proportionnellement, le nombre des personnes âgées augmente au Canada.

**Le sénateur Marsden:** Si l'on étudie la question en fonction des rapports inactifs-actifs, et il est vrai qu'il y a plus de personnes âgées que d'actifs, nous connaissons actuellement nos meilleures années pour l'accumulation de primes comme celles du Régime des pensions du Canada, parce que la proportion des Canadiens en âge de payer des impôts, est énorme.

**Mme Peterson:** Nous parlons du Régime de pensions du Canada et nous faisons des prévisions pour 50 à 75 ans d'ici.

**Le sénateur Marsden:** Ce n'est pas ce que la déclaration du ministre laisse entendre. Voulez-vous dire que la déclaration est mal formulée et que le ministre n'a pas tenu compte du facteur temps?

**Mme Peterson:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Il y a, de toute évidence, bien des éléments positifs dans ce projet de loi. Puis-je vous demander d'expliquer davantage le partage de la pension à la retraite? Si j'ai compris cette disposition, au moment de la retraite, les conjoints peuvent décider qu'une partie de la pension du cotisant sera versée à son conjoint. Qu'arrive-t-il quand un des deux décède?

**M. Fortier:** Si, à 60 ou 65 ans, les conjoints ont décidé de partager entre eux la pension de retraite de celui qui cotisait au Régime de pensions, au décès d'un des deux conjoints, le montant de la pension versée sera le même qu'avant la cession de la pension. Autrement dit, le survivant aura droit à une pension de survivant, comme le prévoit la loi actuellement.

**Le sénateur Marsden:** A-t-on pensé à permettre au conjoint survivant de continuer de toucher le montant de la pension établie au moment du partage?

**M. Fortier:** Au cours des discussions fédérales-provinciales, la formule que privilégiait le lieutenant gouverneur et qu'il a proposée aux provinces est celle du partage des crédits de retraite qui aurait accordée dans la plupart des cas une prestation totale et générale supérieure. Bien sûr, il y a des coûts liés à cette formule. Au cours des négociations, les provinces ont jugé qu'ils seraient trop élevés et par conséquent le gouvernement a dû choisir entre ce que prévoit le régime actuellement c'est-à-dire rien et le partage des pensions. C'est ce que nous avons décidé de proposer aux provinces qui ont accepté.

**Le sénateur Marsden:** Cette augmentation peut-elle être modifiée encore une fois?

**M. Fortier:** Il s'agit d'une augmentation qui n'empêchera pas le régime d'autoriser le partage des crédits de retraite à l'avenir.

**Le sénateur Marsden:** Puis-je savoir en quoi il est lié aux dispositions sur le divorce ou l'annulation du mariage? Peut-on partager les crédits de pension dans ces cas?

**M. Fortier:** Oui.

**Le sénateur Marsden:** Ces situations ne sont-elles pas assujetties à la disposition sur la retraite?

[Text]

**Mr. Fortier:** No. The provisions on divorce are different in the sense that they do provide a split of the earnings on which pension credits are based. The rationale was that there has been a splitting of the couple and there should be a division of the earning rights that were acquired during the period of cohabitation.

**Senator Marsden:** When the provision says that pension credits earned during marriage will be provided, does that mean they will be divided in half or in any way the spouses agree?

**Mr. Fortier:** They are divided in half. For each year of cohabitation, the earnings are added together and divided in half.

**Senator Marsden:** If we look at these changes from the point of view of, for example, the divorced person, assuming a woman who is likely to be in the most vulnerable economic position, that woman now is eligible, unless she agrees otherwise, to have the pension credits earned during the years of marriage, but the provision made last year has not been extended to allow her the spouse's allowance. This program affecting people between 60 and 64 excluded divorce.

**Mr. Fortier:** That is right.

**Senator Marsden:** So she still remains highly vulnerable in those years.

**Mr. Fortier:** Not from the perspective of the Canada Pension Plan. Under these provisions, the pension plan will provide her with a splitting upon notification to the minister, and we will provide her with pension rights to cover the eventualities of retirement and disability. She is acquiring her own personal protection through this credit-splitting if she has no other pension credits.

**Senator Marsden:** So she is marginally better off, but between the ages of 60 and 64, she is still not as well off as she would have been if she had remained married and her husband had died; is that correct?

**Mr. Fortier:** Yes.

**Le sénateur Hébert:** Monsieur le président, j'ai une question supplémentaire sur le même sujet. Le texte anglais est le suivant:

—be divided between spouses on divorce or annulment.

En français, je ne sais pas comment vous traduisez «annulment». Si la traduction de ce mot est «annulation», cette définition ne tient pas compte de la séparation, qui n'est pas une annulation ou un divorce. Tout de même, l'on retrouve souvent cet état marital au Québec.

**Mr. Hagglund:** The provision for separation is a separate provision. There are three different provisions.

**Senator Hébert:** In what way is it separate?

**Mr. Hagglund:** Three separate groups are covered by the provisions of clause 53.3 as it is written. One is those people who are legally divorced or have a legal marriage annulled. One relates to people who are legally married and who are

[Traduction]

**M. Fortier:** Non. Les dispositions sur le divorce sont différentes dans le sens où elles prévoient le partage des gains ouvrant droit à pension. Comme il y a rupture du couple, il devrait y avoir partage des crédits de pension acquis durant la période de cohabitation.

**Le sénateur Marsden:** Quand le projet de loi stipule que des crédits de pension acquis durant le mariage seront accordés, veut-on dire qu'ils seront partagés en deux ou de la façon convenue par les conjoints?

**M. Fortier:** Ils sont partagés en deux. Pour chaque année de cohabitation, les gains sont additionnés et partagés en parts égales.

**Le sénateur Marsden:** Si nous étudions ces modifications du point de vue par exemple, d'une femme divorcée, vraisemblablement susceptible de se trouver dans la situation financière la plus précaire, cette femme a droit, à moins qu'elle en décide autrement, de recevoir les crédits de pension acquis durant ses années de mariage, mais les mesures adoptées l'an dernier ne lui permettent pas de toucher l'allocation au conjoint. En effet, ce programme destiné aux personnes âgées de 60 à 64 ans, exclut les divorcés.

**M. Fortier:** C'est juste.

**Le sénateur Marsden:** Elle reste donc encore dans une situation très difficile pendant ces années-là.

**M. Fortier:** Non, pas avec le Régime de pensions du Canada. En vertu du projet de loi, le Régime de pensions l'autorisera au partage des crédits, si le ministre est informé de sa situation et nous lui accorderons des droits de pension pour la protéger au moment de la retraite ou en cas d'incapacité. Elle acquiert sa propre protection grâce au partage des crédits, si elle n'a pas d'autres crédits de pension.

**Le sénateur Marsden:** Elle est un peu plus à l'aise, mais de 60 à 64 ans, elle l'est moins que si elle était restée mariée ou si son mari était décédé; est-ce exact?

**M. Fortier:** Oui.

**Senator Hébert:** Mr. Chairman, I have a supplementary question on the same subject. The English text reads as follows:

... sont partagés entre les conjoints en cas de divorce ou d'annulation de mariage.

I don't know how you would translate the English word "annulment" into French. If it's translated using the French "annulation", the definition doesn't allow for separation, which is neither annulment nor divorce. And yet to be separated is a very common marital status in Quebec.

**M. Hagglund:** Les cas de séparation font l'objet d'une autre disposition. Il y a trois dispositions différentes.

**Le sénateur Hébert:** De quelle façon sont-ils différents?

**M. Hagglund:** Il y a trois groupes distincts cités à l'article 53.3. Il y a les conjoints pour qui un jugement de divorce ou d'annulation de mariage a été rendu, les conjoints mariés qui



## [Text]

separated for more than a year. The third credit is for common law couples who have been separated for more than a year.

**Senator Hébert:** Why do they make this distinction between separation and divorce? It leaves the situation open to tactics in that, if they do not accept divorce, they may warrant special treatment.

**Mr. Hagglund:** Actually, the effort here is to maintain parallelism. The Divorce Act, as revised, allows for a divorce on demand or, basically, on a no-fault basis after one year, and a separation credit split will take place on application after one year, again on a no-fault basis. One of the reasons why the groups had been definitely separated was because the application for a division of credits has to be voluntary in the case of separation, since separation is something that is private between the two parties, whereas divorce is a legal sort of item.

**Senator Hébert:** I do not agree. Separation as well as divorce is certainly a legal matter.

**Mr. Hagglund:** It can be. Two spouses can live apart without any further agreement or anything in writing, and after they have been living apart for a year, the Canada Pension Plan will allow an application.

**M. Fortier:** Si vous le permettez monsieur le président, sur le plan administratif, il n'existe aucun moyen d'appliquer une disposition obligatoire de partage du crédit dans le cas des séparations. Il n'existe aucun moyen de vérifier si la séparation existe réellement. Dans le cas du divorce, cet acte légal est sanctionné par les tribunaux.

**Le sénateur Hébert:** Je ne parle pas d'une séparation *de facto*. Si un couple se sépare et s'en tient à cette mesure, je peux comprendre que vous ayez des mesures spéciales à cet effet. Le couple peut s'en tenir à cet état pour toutes sortes de raisons.

La séparation est un état légal. Elle est sanctionnée par les tribunaux de la même façon que le divorce. Je ne comprends pas cette nuance.

**M. Fortier:** A ce sujet, la loi varie et ne concorde pas nécessairement d'une province à l'autre. Dans certaines provinces, la séparation légale peut être fermement légiférée; dans d'autres elle ne l'est pas.

**Le sénateur Hébert:** Ne diriez-vous pas que, pour la majorité de la population, la séparation est une procédure légale au même titre que le divorce? N'est-elle pas utilisée par certains citoyens qui, pour des raisons morales, ne peuvent pas avoir recours au divorce?

**M. Fortier:** Je ne suis pas juriste. Je ne crois pas qu'on puisse traiter la séparation sur le même plan.

**Le président:** L'expression «séparation légale» existe. C'est le cas pour ce que l'on appelle la séparation de corps prononcée par un tribunal. Si la séparation légale n'existe pas, le problème que vous soulevez est toujours présent; mais s'il y a une séparation légale...

**M. Fortier:** La définition de «séparation légale» ne s'applique pas également dans toutes les provinces.

## [Traduction]

ont vécu séparément durant plus d'un an et les couples en union libre qui vivent séparément depuis plus d'un an.

**Le sénateur Hébert:** Pourquoi fait-on une distinction entre la séparation et le divorce? Les intéressés peuvent contourner la difficulté pour faire justifier un traitement spécial si le divorce n'est pas accepté.

**M. Hagglund:** En fait, on a voulu établir un parallélisme. En effet, la nouvelle Loi sur le divorce permet le divorce sur demande ou, essentiellement, par consentement mutuel après un an, et il y aura partage des crédits à la séparation sur demande après un an, encore une fois par consentement mutuel. On a fait cette distinction, entre autres, parce que la demande du partage des crédits doit être volontaire dans le cas d'une séparation, étant donné que la séparation est un acte privé entre les deux parties, alors que le divorce est un acte juridique.

**Le sénateur Hébert:** Je ne suis pas d'accord. La séparation, comme le divorce, est sûrement une question juridique.

**M. Hagglund:** Peut-être. Les deux conjoints peuvent vivre séparément sans entreprendre aucune autre démarche, ni produire aucun document et après une séparation d'un an, le Régime de pensions du Canada les autorise à présenter une demande.

**Mr. Fortier:** May I say, Mr. Chairman, that administratively, there is no means at all of enforcing split credits in the case of a separation. There is absolutely no way of determining whether a separation really exists or not. In the case of divorce, you have a legal act ratified by the courts.

**Senator Hébert:** I don't mean a *de facto* separation. But if a couple separate and abide by that, why not have special measures for their situation? A couple may remain separate for all sorts of reasons.

Separation is a legal status. It is ratified by the courts just like divorce. I don't understand the distinction you're making.

**Mr. Fortier:** The law in this respect varies from province to province. It isn't always the same. In some provinces there is such a thing as a legal separation, which can be ratified. In others there isn't such a thing.

**Senator Hébert:** Wouldn't you say that for the majority of the population, separation is a legal procedure just like divorce? Don't certain people make use of it because for moral reasons they can't divorce?

**Mr. Fortier:** I'm not a jurist, *but* I don't believe we can treat separation on the same level.

**The Chairman:** The expression "a legal separation" does exist. That's what results when the courts pronounce a separation from bed and board. If this procedure doesn't occur, I can see that the problem you raise would still be there, but if there's a legal separation—

**Mr. Fortier:** The concept of a legal separation doesn't apply equally in all the provinces.

[Text]

**Mr. Hagglund:** It was not the intention to limit it only to legal separations to force people to go to a court or something to obtain a special order so that we could recognize it. In fact, the law is permissive in the sense that, on this relatively uniform basis of simply having lived apart for a year, they can obtain the division of credits without necessarily having to appear before a court, hire an a lawyer or anything like that. The applicants could simply come to the administration and say that they have been separated, and that would be sufficient. In that sense, it is in the same no-fault vein as are the changes in the Divorce Act.

**Senator Marchand:** Mr. Chairman, I know that for various reasons, Indians currently living on reservations have not been able to avail themselves of the Canada Pension Plan. Could the witnesses please bring me up to date on the current thinking in the department about this situation?

**Mr. Fortier:** This bill does have a clause that will enable the federal government to pass regulations to bring Indian bands under the Canada Pension Plan as agreements are passed with them. It is a step forward, then, in terms of the goal in getting Indians covered under the Canada Pension Plan.

**Senator Marchand:** Which clause is that?

**Mr. Hagglund:** It is contained in a number of subclauses. It starts, I believe, with clause 2. Just to explain how it works, the provision was not intended to force these people to begin contributing immediately, since they have more or less had the right not to contribute. In effect, up to now their coverage has been excluded by virtue of the combination of the Indian Act and the Income Tax Act, so that their income is not pensionable. In order to maintain that status quo while still allowing the regulations to bring those people in as regulations can be written, the act specially defines their income as being countable, excludes them under the excluded groups which are listed under clause 6 of the bill, and that, in turn, allows them to be included by regulations under clause 7. Therefore, as soon as regulations which are acceptable to all sides can be prepared, the Indians can then be brought in. The authority to write those regulations is quite broad.

**Senator Marchand:** Has this been worked out with various groups such as the Assembly of First Nations to make sure that it is the kind of mechanism that will work?

**Mr. Hagglund:** It is, in fact, an enabling mechanism to allow that sort of discussion to take place between the Department of Indian and Northern Affairs, the Department of National Revenue and the representatives of the Indian groups so that things can proceed by agreement or in consensus as opposed to being dictated one way or the other.

**Senator Marchand:** That sounds good. I have been concerned for a number of years that they have been excluded for various reasons. The CPP is a contributory plan; a number of native people would like to contribute and are quite able to do so. Pension plans have really not been commonplace on Indian reservations among the people. I know that the band govern-

[Traduction]

**M. Hagglund:** Nous n'avions pas l'intention de nous limiter uniquement aux séparations légales, ce qui aurait obliger les gens, pour faire reconnaître leur séparation, à demander une ordonnance spéciale d'un tribunal. En fait, la loi est permissive, car du simple fait d'avoir été séparés un an, ils peuvent obtenir le partage des crédits sans nécessairement devoir comparaître devant les tribunaux ou retenir les services d'un avocat. Les requérants n'auraient qu'à prévenir l'administration qu'ils sont séparés. Il n'y aurait donc dans ce cas-ci pas plus de responsabilité que n'en comportent les changements apportés à la Loi sur le divorce.

**Le sénateur Marchand:** Monsieur le président, je sais que pour diverses raisons, les Indiens qui vivent dans les réserves ne peuvent se prévaloir du Régime de pensions du Canada. Les témoins auraient-ils l'obligeance de me mettre au fait des décisions du ministère pour régler cette situation?

**M. Fortier:** L'une des dispositions du projet de loi permettra au gouvernement fédéral d'adopter des règlements propres à faire bénéficier les bandes indiennes du Régime de pensions du Canada, dès que des accords auront été conclus avec elles. C'est donc un pas en avant qui permettra au gouvernement d'atteindre son objectif à cet égard.

**Le sénateur Marchand:** De quel article s'agit-il?

**M. Hagglund:** On en fait mention dans un certain nombre de paragraphes, et pour la première fois, à l'article 2 je crois. A titre d'explication, permettez-moi de préciser que nous n'avons pas voulu par cette disposition forcer ces personnes à commencer de contribuer immédiatement, puisqu'elles avaient plus ou moins eu le droit de s'en abstenir. En fait, jusqu'à maintenant, elles en avaient été exclues à la fois par la Loi sur les Indiens et la Loi de l'impôt sur le revenu, de sorte que leurs revenus ne peuvent donner droit à une pension. Afin de maintenir ce statu quo tout en leur permettant de participer quand des règlements en ce sens seront édictés, la loi stipule expressément que leurs revenus peuvent être pris en considération, elle ne les cite pas parmi les groupes exclus énumérés à l'article 6 du projet de loi, ce qui leur permet d'être visés par les règlements prévus à l'article 7. Par conséquent, dès que des règlements acceptables aux yeux de toutes les parties pourront être édictés, les Indiens pourront alors participer. Le mandat de rédiger ces règlements est assez vague.

**Le sénateur Marchand:** A-t-on consulté divers groupes telle l'Assemblée des premières nations pour s'assurer que ce système est bien celui qui fonctionnera?

**M. Hagglund:** C'est en fait un mécanisme habilitant qui permet des discussions entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord, le ministère du Revenu national et les représentants des groupes indiens pour que tout se fasse d'un commun accord ou par consensus plutôt qu'une partie dicte sa volonté à l'autre.

**Le sénateur Marchand:** C'est de bon augure. Je m'inquiétais depuis un bon nombre d'années de ce qu'ils étaient exclus pour diverses raisons. Le Régime de pensions du Canada est un régime contributif; bon nombre d'autochtones aimeraient y cotiser et sont tout à fait en mesure de le faire. Les régimes de pension n'ont pas vraiment été monnaie courante dans les



[Text]

ments are very anxious to take part in the CPP, so I am glad that this is being done. How long do you think it might take before any concrete agreements can be put in place?

**Mr. Hagglund:** I suppose that in this area it depends entirely on the success of the parties in agreeing to exactly how to do this. Basically, what we have done here is create a mechanism for them to follow. It will be up to the Indian groups, the Department of Indian and Northern Affairs and Revenue Canada to work out how quickly they can bring this into effect. There is not complete unanimity. There have been some groups which definitely asked to be covered by the CPP and others which haven't, which have opposed it. The Quebec Pension Plan has not been entirely successful in getting coverage either.

**The Chairman:** I did not hear what you said. Would you please repeat that?

**Mr. Hagglund:** The CPP provision here is basically a mechanism. It will be up to the Department of Indian and Northern Affairs, Revenue Canada and the Indian groups to work out exactly how that will be implemented, depending on how much unanimity they can obtain.

**The Chairman:** But you referred to the situation in Quebec, and I would like to be clear in my mind about that.

**Mr. Hagglund:** The Quebec Pension Plan has made some attempts to improve coverage for Indians on reserves under the Quebec Pension Plan. So far it does not appear to have been all that successful; but we hope that this mechanism here will prove more successful.

**The Chairman:** So they have made an attempt, but it has to be reviewed, to say the least.

**Mr. Hagglund:** Yes.

**Senator Marchand:** Has the Department of Indian and Northern Affairs been making strong representations in recent times in an effort to get this thing cleared up?

**Mr. Hagglund:** Yes. Both the Minister of Indian and Northern Affairs and the Minister of National Health and Welfare have been on line on this. They have exchanged letters and we have had our officials working together on this.

**Senator Marchand:** Perhaps you could add my voice to hurry this along with all speed, because it has been in the minds of a lot of people for a long time. I am sure that once the thing is put in place and negotiations start, it will pick up more speed, because it is the right and proper thing to do.

**Mr. Fortier:** This provision removes any legal barriers that were there before. It is now up to us at the administrative level to figure out the way. Of course, it will not happen unless there is the will to do so on the part of all of the parties.

**Senator Marchand:** I will do my part to make sure that the thing gets done, because I think it is a good idea.

**The Chairman:** Are there any further questions?

[Traduction]

réserves indiennes. Je sais que les gouvernements de bande souhaitent vivement participer au Régime de pensions du Canada, et je suis heureux de cette issue. Combien de temps, pensez-vous, faudrait-il attendre encore avant la conclusion d'accords concrets?

**M. Hagglund:** J'imagine qu'à cet égard, tout dépend de la bonne volonté des parties à s'entendre sur ce qu'elles veulent réellement. Essentiellement, nous n'avons ici que créé un mécanisme qu'elles peuvent suivre. Ce sera aux groupes indiens, au ministère des Affaires indiennes et du Nord et à Revenu Canada de faire preuve de célérité. L'unanimité n'est pas complète. Certains groupes demandent manifestement à bénéficier du Régime de pensions du Canada et d'autres qui n'y participent pas le rejette. Le Régime des rentes du Québec n'a pas pleinement réussi à s'attirer des adhérents lui non plus.

**Le président:** Je n'ai pas entendu ce que vous venez de dire. Pourriez-vous répéter?

**M. Hagglund:** La disposition sur le Régime de pensions du Canada est essentiellement un mécanisme. Ce sera au ministère des Affaires indiennes et du Nord, à Revenu Canada et aux groupes Indiens de s'entendre sur la façon de le mettre en œuvre.

**Le président:** Mais vous avez mentionné ce qui se passe au Québec et j'aimerais savoir exactement de quoi il s'agit.

**M. Hagglund:** Le Régime des rentes du Québec a tenté de s'implanter dans les réserves indiennes, mais sans grand succès jusqu'à maintenant; nous espérons que le mécanisme que nous avons prévu ici lui permettra de parvenir à ses fins.

**Le président:** Ce régime a donc fait une tentative qui doit être réévaluée, pour ne pas dire moins.

**M. Hagglund:** Oui.

**Le sénateur Marchand:** Le ministère des Affaires indiennes et du Nord est-il intervenu avec force dernièrement pour mettre de l'ordre dans cet état de chose?

**M. Hagglund:** Oui. Tant le ministre des Affaires indiennes et du Nord que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être s'en sont occupés. Ils ont échangé des lettres, et nos fonctionnaires unissent leurs efforts pour régler cette question.

**Le sénateur Marchand:** Vous pourriez peut-être pour accélérer les choses me citer parmi les défenseurs de cette cause, car c'est un problème qui préoccupe bon nombre depuis longtemps. Je suis certain que dès que tout sera en place et que les négociations pourront commencer, le dénouement ne tardera pas, car c'est une disposition des plus judicieuse.

**M. Fortier:** Cette disposition supprime toutes barrières juridiques antécédentes. C'est à nous maintenant, au palier administratif, de trouver une issue. Certes, nous n'y arriverons que si toutes les parties y mettent du leur.

**Le sénateur Marchand:** Je ferai ma part pour veiller à ce que tout aille bien, parce que je suis convaincu du bien-fondé de cette disposition.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

[Text]

**Senator Marsden:** As a point of information, I assume that all of the provisions in this bill are similar to the new Divorce Act with respect to the provisions for cohabitation, and so on?

**Mr. Fortier:** Yes. An effort was made to bring everything in line with the Divorce Act.

**The Chairman:** If there are no further questions, I would like to ask one or two questions. I would like to refer to page 7 of the document headed "Notes for Remarks by the Minister of National Health and Welfare to the Standing Committee of National Health and Welfare". It says:

... if a person were entitled to a \$400 monthly pension at age 65, that person would be able to take \$280 a month at age 60 or \$520 at age 70. However, if a person takes the pension before age 65, he or she must have left work or be at least partly retired.

I understand that. But what about the person who does not take his pension at age 65 but waits until age 70, and continues to work in the years between age 65 and age 70? The increase in his pension is 30 per cent at age 70. I have two questions. First, is it implied that the increase will come from the investment, the money he would have received at, let us say, the rate of 10 per cent or 11 per cent, or will it come from his contribution—because he is still working and contributing to the Canada Pension Plan between the age of 65 and 70?

**Mr. Hagglund:** It comes mainly from the fact that during those five years he could have on demand received a pension, and by failing to do so he has in effect put aside money that was his entitlement. It accumulates in that sense, and therefore you try to increase the amount when he does take it so that over his life expectancy it balances out.

**The Chairman:** And he will receive it for a shorter period.

**Mr. Hagglund:** That's right. If someone is betting that he will live to well past the normal life expectancy, that 30 per cent increase could more than pay off

**The Chairman:** Will he contribute if he is working?

**Mr. Hagglund:** If he is working, he will contribute up to the age of 70, yes. That is the law.

**The Chairman:** The increase would appear to be not so big.

**Mr. Hagglund:** If he contributes between the age of 65 and 70, and those contributions increase his pension, he could have a combined effect of having the increase from the contributions and the increase from the 30 per cent increase. For some people it can be a significant improvement.

**The Chairman:** If he does contribute, the pension might increase by more than 30 per cent.

**Mr. Hagglund:** Yes, it could. It could increase by 15 per cent or 20 per cent because of the extra contributions, if he did not have perfect contributions beforehand, and it could also increase by the growth in the ceiling on wages.

[Traduction]

**Le sénateur Marsden:** A titre d'information, j'aimerais savoir si toutes les dispositions de ce projet de loi sont semblables à la nouvelle Loi sur le divorce, quant à la cohabitation, etc.?

**M. Fortier:** Oui. Nous nous efforçons de faire en sorte que tout corresponde à la Loi sur le divorce.

**Le président:** S'il n'y a pas d'autres questions, j'aimerais moi-même en poser une ou deux. Je me reporte aux notes pour un exposé du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social devant le Comité permanent de la santé nationale et du bien-être, on peut lire ce qui suit: (traduction)

... «si une personne avait droit à une pension mensuelle de 400 \$ à l'âge de 65 ans, elle pourrait toucher 280 \$ par mois à l'âge de 60 ans ou 520 \$ à l'âge de 70 ans. Toutefois, pour qu'une personne puisse retirer sa pension avant l'âge de 65 ans, elle doit avoir quitté le marché du travail ou avoir au moins pris une retraite partielle.

Je comprends. Mais que dire de celui qui ne retire pas sa pension à l'âge de 65 ans, mais à l'âge de 70 ans et qui continue de travailler entre temps? L'augmentation de sa pension sera de 30 p. 100 lorsqu'il aura 70 ans. J'ai donc deux questions à poser. Premièrement, faut-il comprendre que l'augmentation proviendra de l'investissement, l'argent qu'il aurait reçu par exemple au taux de 10 ou 11 p. 100 ou de ses cotisations du fait qu'il travaille toujours et continue de cotiser au Régime de pensions du Canada entre 65 et 70 ans?

**M. Hagglund:** C'est principalement parce qu'au cours de ces cinq années, il aurait pu demander à recevoir sa pension et que, s'en étant abstenu, cet argent lui a été réservé. Il y a donc une certaine accumulation, et on essaie donc de donner une somme plus considérable lorsqu'il retire sa pension de sorte qu'un certain équilibre se rétablit étant donné l'espérance de vie.

**Le président:** C'est-à-dire qu'il recevra ce montant moins longtemps.

**M. Hagglund:** En effet. S'il mise sur le fait qu'il dépassera de loin son espérance de vie normale, ce sera fort rentable de bénéficier de cette augmentation de 30 p. 100.

**Le président:** Cotisera-t-il s'il travaille?

**M. Hagglund:** S'il travaille, il cotisera jusqu'à l'âge de 70 ans, oui.

**Le président:** L'augmentation ne semblerait pas si considérable.

**M. Hagglund:** S'il cotise entre l'âge de 65 ans et 70 ans, et que ses cotisations augmentent sa pension, il pourrait à la fois jouir de l'augmentation de sa pension grâce à ses cotisations et de la hausse de 30 p. 100. Pour certains, ce pourrait être une amélioration appréciable.

**Le président:** S'il cotise, la pension pourrait augmenter de plus de 30 p. 100.

**M. Hagglund:** Oui. Elle pourrait augmenter de 15 ou 20 p. 100 en raison des cotisations supplémentaires s'il n'avait pas effectué toutes les cotisations voulues auparavant et elle pourrait aussi s'accroître si les salaires augmentent.



[Text]

**The Chairman:** So there could be two parallel Canada pension plans, one for all of the years before age 65 and the other for the five years of contribution.

**Mr. Hagglund:** There is a special provision in the Canada Pension Plan to cover the years from age 65 to 70, which ensures that those years can count in your favour if they are good, but they cannot count against you if they are poor.

**The Chairman:** My other question is more general, being influenced by so many things that have been said in the press. In recent years many people have said that, the way things are going, the funds will not be sufficient, that the system has to be funded in a better way in order to meet the expense cause by people retiring. I recall reading articles which said that starting in 1997 it will be necessary to pay out more in pensions than the fund will receive from the contributions of smaller groups of people because of the age pyramid. So I understand that we will have to increase it by means of contributions. At the same time, there are new methods. In the minds of some people there is the question of whether the increase in the contribution will cover not only the lack of funds but also the cost of the new benefits. I would like to have an answer just for my own psychological security.

**Ms. Peterson:** When the Minister of Finance started discussing the financing of the Canada Pension Plan with provincial ministers some two years ago, he went to some effort to try to dispell this idea that the Canada Pension Plan was broke or about to go broke. The fact is that the Canada Pension Plan finances are in a very healthy state. There is currently an amount in the fund that would cover between five and six years of benefits. That is, the fund could go on paying out benefits for the next five or six years if nothing were paid into it. When the plan was put in place 20 years ago, it was felt that the contributory rate of 3.6 per cent of earnings would be all right for about 20 years, that in fact it would result in more money going into the fund than would be paid out during that period. That is why the fund could go on paying for another five or six years without contributions. That 20 years is up now.

The new agreement that has been achieved with the provinces will set in train a very gradual increase in contribution rates over the next 25 years. They will have to continue to increase after that as well, but this piece of legislation sets out a schedule of very gradual increases over that 25 year period. The schedule ensures that the Canada Pension Plan Fund grows during a period when the amount of benefits being paid out will escalate dramatically. The agreement with the provinces is based on an understanding that it would be ideal to maintain a balance in the Canada Pension Plan Fund of about two years of benefits. This is why we agreed with business people, labour people and so on that this cushion of two years would be enough to ensure that benefits could always be paid in the face of unexpected economic downturns. So these contribution rate increases will build that pension plan fund up, but proportionately it will decline from six years of benefits to two

[Traduction]

**Le président:** Il y aurait donc deux régimes de pensions du Canada parallèles, l'un qui vaudrait pour toutes les années de cotisations avant l'âge de 65 ans et l'autre pour les cinq années de cotisation subséquentes.

**M. Hagglund:** Le Régime de pensions du Canada contient au sujet de la période qui va de 65 ans à 70 ans une disposition spéciale, qui prévoit que ces années, que l'employé ait donné un bon ou une piètre rendement, ne peuvent jouer contre lui.

**Le président:** Ma question suivante est d'ordre plus général. Elle découle de tout ce qu'on a pu lire dans la presse. Depuis quelques années, bon nombre craignent qu'au train où vont les choses, les fonds ne soient pas suffisants, et affirment que le système doit être mieux financé pour faire face à l'augmentation des retraités. Je me rappelle avoir lu des articles selon lesquels, à compter de 1997, le Régime devra déboursier plus que les cotisations qu'il recevra de groupes restreints de la population, en raison de la pyramide des âges. Si je comprends bien, nous devons le renflouer au moyen de cotisations. Parallèlement, de nouvelles méthodes ont été proposées. Certains se demandent si par une augmentation des cotisations, on parviendrait non seulement à combler la pénurie de fonds mais également à assumer le coût des nouvelles prestations. J'aimerais qu'on me réponde pour ma tranquillité personnelle.

**Mme Peterson:** Lorsque la ministre des Finances a commencé à discuter du financement du Régime de pensions du Canada avec les ministres provinciaux, il y a deux ans, il a vraiment essayé de dissiper cette idée que le Régime de pensions du Canada était en faillite ou à peu près. En fait, les finances du Régime de pensions du Canada se portent très bien. Il y a actuellement en réserve dans le fonds une somme qui pourrait assurer le paiement des prestations pendant cinq et six ans. Le Fonds pourrait continuer à verser les prestations pendant les cinq ou six prochaines années même s'il ne recevait aucune cotisation. Lorsque le Régime a été institué il y a 20 ans, on estimait que le taux de cotisation de 3,6 p. 100 des gains conviendrait parfaitement pendant 20 ans et même que ce taux permettrait au fonds d'accumuler plus d'argent qu'il n'en verserait au cours de cette période. C'est pourquoi on disait que le fonds pourrait continuer à assurer le versement des prestations pendant encore cinq ou six ans, sans cotisation. Ces 20 ans sont écoulés maintenant.

Le nouvel accord qui a été conclu avec les provinces prévoit une augmentation très progressive du taux de cotisation au cours des 25 prochaines années. Ces augmentations ne s'arrêteront pas là, mais ce texte de loi établit un calendrier d'augmentations très progressives au cours d'une période de 25 ans. Il permettra au Régime de pensions du Canada de se renflouer même s'il devra verser considérablement plus de prestations. L'entente conclue avec les provinces devrait selon toute vraisemblance maintenir dans le Fonds du Régime de pensions du Canada un équilibre qui lui donnerait une avance dans ses prestations d'environ deux ans. C'est pourquoi nous avons convenu avec les chefs d'entreprise, les travailleurs etc. que ce coussin de deux ans suffirait pour garantir que les prestations pourraient toujours être versées même en cas de régression économique. Par conséquent, ces augmentations du taux de cotisation renfloueront énormément le Régime de pensions

[Text]

years. However, because the absolute amount is going up, the size of that fund will increase over the next 25 years, so security is always guaranteed. That is why the federal Minister of Finance and his provincial counterparts agreed that henceforth the financing of the plan would be reviewed every five years, to make sure that things are working out in the way they thought they would, and, if necessary, so that they can adjust contribution rates to keep the plan healthy.

**The Chairman:** Otherwise, nothing has changed with regard to the use of the Canada Pension Plan Fund by the provinces? Can they still borrow from the fund to finance their operations at a rate that is below, if I remember correctly, the current interest rate by half a point, over a ten year period?

**Ms. Peterson:** It is 20 years, according to the 20 year bond rate.

**The Chairman:** At one point it was ten years.

**Ms. Peterson:** The bonds that are made available to the provinces have a 20 year maturity rate.

**The Chairman:** I am referring to federal bonds.

**Ms. Peterson:** Yes.

**The Chairman:** And nothing will change with regard to the Quebec system?

**Ms. Peterson:** There are two things that I would like to say in response to your question. The practice of loaning funds that are not needed to pay benefits to the provinces will continue. However, what is significant in this agreement is that the Canada Pension Plan will no longer be a source of new money to the provinces over the 25 year period. Existing money will be loaned to the provinces, but the amount of interest they have to pay on their existing loans will be greater than it was.

**The Chairman:** So there will no longer be half a point difference in the interest rate?

**Ms. Peterson:** That is a different point. The point I was making is that the amount of money they are getting in loans each year is less than the amount of money they are having to pay back in terms of interest on the bonds they already have. On a net cashflow basis, the provinces are no longer getting money from the Canada Pension Plan.

On the question of the interest rates, the provinces pay the same rate on new bonds and old bonds as the federal government pays if it were to borrow money on the 20-year bond rate. Historically that rate has given a slight benefit to the provinces. The benefit has been slightly greater for the poorer provinces, who cannot borrow at as good a rate as, say, Ontario can, so it has been, say, a half a percentage point for some provinces and three-quarters of a percentage point for others. But there is no bonanza there for the provinces.

[Traduction]

mais proportionnellement, sa capacité d'assurer le versement des prestations baissera de six ans à deux ans. Toutefois, comme le montant absolu augmente, l'importance de ce fonds augmentera elle aussi au cours des 25 prochaines années, de sorte que les versements seront toujours garantis. C'est pourquoi le ministre fédéral des Finances et ses homologues provinciaux se sont entendus pour que désormais le financement du Régime soit réexaminé tous les cinq ans, pour s'assurer que tout marche comme prévu, et, au besoin, rajuster les taux de cotisation pour maintenir le régime en bonne santé.

**Le président:** Autrement, rien n'est changé au sujet de l'utilisation du fonds du Régime de pensions du Canada par les provinces? Les provinces peuvent-elles encore emprunter sur ce fonds pour financer leurs activités à un taux qui, si je ne m'abuse, est légèrement inférieur au taux d'intérêt actuel, dans une proportion d'à peu près un demi-point, sur une période de dix ans?

**Mme Peterson:** Il s'agit d'une période de 20 ans, d'après le taux consenti pour les obligations venant à échéance au bout de 20 ans.

**Le président:** A un moment donné, il était question de dix ans.

**Mme Peterson:** Les obligations offertes aux provinces viennent à échéance au bout de 20 ans.

**Le président:** Je parle des obligations fédérales.

**Mme Peterson:** En effet.

**Le président:** Et rien ne changera en ce qui concerne le régime du Québec?

**Mme Peterson:** Il y a deux précisions que j'aimerais apporter en réponse à votre question. On continuera de prêter des fonds qui ne sont pas nécessaires pour le versement de prestations aux provinces. Toutefois, un des aspects très importants de cet accord vient de ce que le Régime de pensions du Canada ne fournira plus de nouveaux fonds aux provinces au cours de la période de 25 ans. Les fonds actuels seront prêtés aux provinces, mais les intérêts qu'elles devront payer sur leurs prêts en cours seront plus élevés.

**Le président:** Il ne sera donc plus question de un demi-point de différence au sujet du taux d'intérêt?

**Mme Peterson:** C'est une autre question. J'essayais d'expliquer que le montant qu'elles obtiennent en prêts chaque année est inférieur à celui qu'elles doivent rembourser en intérêts sur les obligations qu'elles possèdent déjà. Du point de vue de la marge brute d'auto financement, les provinces n'obtiennent plus de fonds du Régime de pensions du Canada.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, pour les nouvelles obligations et les anciennes, les provinces paient le même taux que le gouvernement fédéral verserait s'il empruntait au taux prévu pour les obligations arrivant à échéance au bout de 20 ans. Par le passé, ce taux a été légèrement avantageux pour les provinces. Il l'a été un peu plus pour les provinces moins bien nanties, qui ne peuvent emprunter à un taux aussi avantageux que l'Ontario, par exemple; autrement dit, il s'agit d'un demi-point de pourcentage pour certaines provinces et de trois quarts de



[Text]

**The Chairman:** And there is no change to the policy that the Canada Pension Plan Fund is only used to finance the provinces?

**Ms. Peterson:** That is correct. Now, the two territories will be able to borrow on the same basis as well.

**The Chairman:** Is there any intention to invest in other areas?

**Ms. Peterson:** No. We are talking here about some \$100 billion. It is a lot of money. The Minister of Finance does not want to see the government become that big of an investor in the private sector.

**The Chairman:** And there is no question that funds coming from other sources than contributions will be put in the overall fund?

**Ms. Peterson:** The only two sources of money in the Canada Pension Plan are contributions and interest on loans to provinces.

**The Chairman:** Are you referring to contributions from the provinces?

**Ms. Peterson:** No, to contributions from employers and employees and the interest on money that has already been loaned to the provinces. Actually, there are three sources.

**The Chairman:** What about federal institutions? Do the people in those organizations contribute?

**Ms. Peterson:** Contributions to the Canada Pension Plan are mandatory.

**Mr. Hagglund:** The pension funds for public servants are the equivalent of private pension plans and are handled completely separately from the Canada Pension Plan.

**The Chairman:** But they still contribute to the Canada Pension Plan?

**Mr. Hagglund:** Yes. The Ontario Government, for example, makes its contributions as the employer.

**The Chairman:** Thank you very much, ladies and gentlemen. As far as I am concerned, I have no other questions. Are there any other questions from other senators? If there are none, then that concludes our meeting. Perhaps it will not be the only meeting since we may require you to return once the bill comes from the House of Commons.

By the way, just to help with our planning, are there any indications of the timing of when the House of Commons will deal with this bill?

**Mr. Fortier:** The plan is that the report stage and third reading will occur on Thursday of this week and, assuming that everything goes well, we could then be in the Senate next Wednesday.

[Traduction]

point de pourcentage pour d'autres. Ce n'est toutefois pas une mine d'or pour les provinces.

**Le président:** La politique voulant que le Fonds du Régime de pensions du Canada serve uniquement au financement des provinces n'est donc pas changée?

**Mme Peterson:** C'est exact. Dorénavant, les deux territoires pourront eux aussi emprunter aux mêmes conditions.

**Le président:** A-t-on l'intention d'investir dans d'autres secteurs?

**Mme Peterson:** Non. Nous parlons ici de quelque 100 milliards de dollars. C'est beaucoup d'argent. Le ministre des Finances ne veut pas que le gouvernement devienne un investisseur aussi important dans le secteur privé.

**Le président:** Il n'est pas question que des fonds provenant d'autres sources que les cotisations soient versés dans le fonds général?

**Mme Peterson:** Les fonds du Régime de pensions du Canada proviennent seulement des cotisations et des intérêts sur les prêts consentis aux provinces.

**Le président:** Parlez-vous des cotisations des provinces?

**Mme Peterson:** Non, des cotisations des employeurs et employés et des intérêts sur les sommes qui ont déjà été prêtées aux provinces. Il s'agit en réalité de trois sources.

**Le président:** Qu'en est-il des organismes fédéraux? Les personnes qui en font partie versent-elles des cotisations?

**Mme Peterson:** Les cotisations au Régime de pensions du Canada sont obligatoires.

**M. Hagglund:** Les régimes de pension des fonctionnaires sont l'équivalent des régimes de pension privés et sont administrés d'une façon tout à fait distincte.

**Le président:** Mais des cotisations sont quand même versées au Régime de pensions du Canada?

**M. Hagglund:** À titre d'exemple, le gouvernement de l'Ontario verse des cotisations en tant qu'employeur.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, mesdames et messieurs. Pour ma part, je n'ai pas d'autres questions à poser. Si les autres sénateurs n'en ont pas non plus, voilà qui termine notre entretien. Nous aurons peut-être l'occasion de nous revoir puisqu'il se peut que nous vous réinvitions une fois que la Chambre des communes nous renverra le projet de loi.

En passant, simplement pour nous aider dans notre planification, a-t-on une idée du moment où la Chambre des communes se penchera sur le projet de loi?

**M. Fortier:** Il semble que l'étape du rapport et la troisième lecture auront lieu jeudi de cette semaine et, si tout va bien, le Sénat pourrait être saisi de la question mercredi prochain.

[Text]

**The Chairman:** Then, if at that stage we do need your help in order to understand all of the virtues of the bill, we might call on you again. Thank you.

Honourable senators, the next part of our meeting will be *in camera*.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

**Le président:** Nous vous réinviterons alors si nous avons besoin de votre aide pour comprendre toutes les subtilités du projet de loi. Je vous remercie.

Honorables sénateurs, la séance se déroulera maintenant à huis clos.

Le comité poursuit ses travaux à huis clos.





*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

---

## WITNESSES—TÉMOINS

Mr. Pierre-H. Vincent, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Finance.

*From the Department of Finance:*

Mr. Hal Hanes, Chief, Income Security, Social Policy Division;

Ms. Susan Peterson, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch.

*From the Department of Insurance:*

Mr. Mick Cohen, Director, Pension Benefits Division, Actuarial Branch.

*From the Department of National Health and Welfare:*

Mr. Pierre Fortier, Director General, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs;

Mr. Rodney Hagglund, Director of Policy, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs.

M. Pierre-H. Vincent, député, secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

*Du Ministère des Finances:*

M. Hal Hanes, chef, Sécurité du revenu, Division de la politique sociale;

Md. Susan Peterson, conseiller supérieur en matière de pensions, Cabinet du Sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale.

*Du Département des Assurances:*

M. Mick Cohen, directeur, Division des normes des prestations de pension, Direction de l'actuariat.

*Du ministère de la Santé et du Bien-être social:*

M. Pierre Fortier, directeur général, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu;

M. Rodney Hagglund, directeur de la politique, législation et planification, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu.



First Session  
Thirty-third Parliament, 1984-86

SENATE OF CANADA

---

*Standing Senate Committee on*

**Social Affairs,  
Science and  
Technology**

*Chairman:*  
The Honourable ARTHUR TREMBLAY

---

**INDEX**

OF PROCEEDINGS

*(Issues Nos. 1 to 19 inclusive)*

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1986

SÉNAT DU CANADA

---

*Comité sénatorial permanent des*

**Affaires sociales,  
des sciences et  
de la technologie**

*Président:*  
L'honorable ARTHUR TREMBLAY

---

**INDEX**

DES DÉLIBÉRATIONS

*(Fascicules nos 1 à 19 inclusivement)*





Prepared

by the

Information and Reference Branch,

LIBRARY OF PARLIAMENT

Compilé

par le

Service d'information et de référence,

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

## SENATE OF CANADA

Standing Senate Committee on Social Affairs,  
Science and Technology  
1<sup>st</sup> Session, 33<sup>rd</sup> Parliament, 1984-86

### INDEX

(Issues 1-19 inclusive)

#### ACEF

*See*

Association coopérative d'économie familiale de Laval

**Act respecting pension plans organized and administered for the benefit of persons employed in connection with certain federal works, undertakings and businesses**

*See*

Bill C-90 — Pension Benefits Standards Act, 1985 (PBSA), subject-matter

**Act to amend the Canada Pension Plan and the Federal Court Act**

*See*

Bill C-116, subject-matter

**Act to amend the Family Allowances Act, 1973**

*See*

Bill C-70  
Bill C-70, subject-matter

**Act to amend the Immigration Act, 1976**

*See*

Bill C-55  
Bill C-55, subject-matter

**Act to amend the Income Tax Act and related statutes and to amend the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Financial Administration Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act**

*See*

Bill C-84

**Act to amend the Old Age Security Act**

*See*

Bill C-26, subject-matter

**Act to amend the Tax Rebate Discounting Act**

*See*

Tax Rebate Discounting Act, Act to amend

**Act to impose reporting requirements with respect to public pension plans and to amend certain Acts in consequence thereof**

*See*

Bill C-255 — Public Pensions Reporting Act

**Admittance Restricted: the Child as a Citizen in Canada, Canadian Council on Children and Youth, 17:15**

#### Alberta

Families, total financial resources

One parent, two children, tables, 9:46, 63

Two parents, three children, table, 9:101

Two parents, two children, tables, 9:78, 90

## SÉNAT DU CANADA

Comité sénatorial permanent des  
Affaires sociales, des sciences et de la technologie  
1<sup>re</sup> session, 33<sup>e</sup> législature, 1984-1986

### INDEX

(Fascicules 1-19 inclusivement)

#### ACEF

*Voir*

Association coopérative d'économie familiale de Laval

#### AF

*Voir*

Allocations familiales

#### AFAC

*Voir*

Association des femmes autochtones du Canada

**Accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces**

Transferts fédéraux, mesures budgétaires du 23 mai 1985, effet, 2:16

**Affaires des anciens combattants, ministère**

Dépenses, Bill C-26, conséquences, 4:10

**Affaires des anciens combattants, Sous-comité du Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie**

Prestations aux personnes âgées, étude, proposition, 3:23-4

**Affaires indiennes et du Nord canadien, ministère**

Autochtones, participation au RPC, interventions, 19:34

**Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité sénatorial permanent**

Agenda, 2:5; 3:6; 5:15; 17:42; 18:19

Priorités, liste, établissement, 5:21-2

Bill C-26, teneur, document déposé, 4:13; 4A:2

Bill C-55, étude, 17:42

Bill C-55, teneur

Etude, procédure, 5:5

Rapport retardé jusqu'à adoption en deuxième lecture au Sénat, 5:16-7

Bill C-70

Documents

Annexés aux délibérations, 18:26, 27; 18A:4-6

Demandés, 17:5

Etude article par article, procédure, 17:35-7

Rapport au Sénat, addendum, proposition, 17:36

Télégrammes de protestation reçus, 10:14, 15

Témoins

Avis d'audiences, plaintes, 12:22

Demandes de comparution, 10:13-4; 11:62-3

Dépenses, remboursement, 10:15, 16

Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, comparution demandée, 17:38-40, 41-2

Présentations, réponse, 10:13, 36-7, 39, 40

Bill C-70, teneur, étude, procédure, 5:15-6

Bill C-116, teneur, documents, distribution, 19:27-8

Correspondance

Note de service de l'honorable Philippe Deane Gigantès, 5:17-9



**Alberta—Cont'd**

- Family allowances, rate, 9:20, 22
- Federal child benefits, value, 9:34
  - Deduction for Child Care Expenses, impact, table, 9:63
- Health insurance premium assistance, 9:14-5
- Pension benefits standards, draft bill, 19:13
- Renter Property Assistance Credit, 9:15
- Social assistance benefits
  - One parent-two children family, 9:34
    - Tables, 9:46, 63
  - Two parents-three children family, table, 9:101
  - Two parents-two children family, 9:68
    - Table, 9:78

**Alliance for Children — Ontario**

- Budget, May 23/1985, analysis, 15:9

**Analysis of Child and Family Benefits in Canada: A Working Document, report of Subcommittee on Child Benefits**

- Bibliography, 9:116
- Conclusions, 10:17-8
- Interpretation, 9:8
- Scope, 9:8, 10-1, 18, 19
- Table of contents, 9:7

**Anderson, Sharon, Delegate, Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, United Church of Canada**

- Bill C-70, discussion, 13:33, 34-5

**Arbour, Wendy, Groupe de mères du Centre Saint Columba**

- Bill C-70
  - Introductory remarks, 12:37
  - Statement, 12:38

**Association coopérative d'économie familiale de Laval (ACEF)**

- Activities, 11:58, 60

**Auditor General of Canada, Office of**

- Reports, remarks concerning insufficiency of information respecting public pensions, 14:7, 8

**Auger, Christophe, Vice-President, Confederation of National Trade Unions**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:21, 22, 23-4, 25, 27
  - Introductory remarks, 11:14-5

**Australia, 1:18****Baldwin, Bob, National Representative, Research and Legislation Department, Canadian Labour Congress**

- Bill C-70, discussion, 16:12-3, 16, 19

**Barootes, Hon. Efstathios William, Senator (Regina—Qu'Appelle)**

- Bill C-26, subject-matter, 4:11-3, 18, 23-4, 25
- Bill C-70, 16:37-40
- Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 2:8, 10-1, 12, 21, 23, 25-7

**Battle, Kenneth, Director, National Council of Welfare**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:88-97
  - Statement, 11:80-88

**Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité...—Suite****Correspondance—Suite**

- Télégrammes de protestation concernant Bill C-70, 10:14, 15

**Enquêtes**

- Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985
- Continuation, nécessité, 11:50-1, 55
- Document de travail, 3:15-23; 5:22; 9:117-232
- Portée, 2:21-5; 3:8-10
- Prestations aux enfants, deuxième partie, 10:35; 11:25; 12:14; 13:24-5; 16:30
- Témoins invités de remettre des présentations
  - Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:24-5
  - Congrès du travail du Canada, 16:19-20
  - Kitchen, M<sup>me</sup> Bergitte, 16:43-4
- Prestations aux personnes âgées, étude, procédure, 3:24-6
- Recherche, méthodologie, 3:10-4
- Personnes âgées, problèmes, étude proposée, 4:22, 26, 27
- Formation et emploi, Sous-comité
  - Agenda, 5:17-22
  - Budget provisoire, 5:21
  - Mandat, 5:21

**Motions**

- Bill C-26, teneur, rapport au Sénat sans amendement; adoptée, 4:6, 27
- Bill C-55, rapport au Sénat sans amendement; adoptée, 18:4, 25-6
- Bill C-55, teneur, recommandation au Président de ne pas faire de rapport avant deuxième lecture au Sénat; adoptée, 5:4, 16-7
- Bill C-70, rapport au Sénat sans amendement; adoptée, 18:5
  - Addendum à ajouter; adoptée, 18:5
- Bill C-90, teneur et Bill C-116, teneur, ne pas faire rapport au Sénat; adoptée, 19:5
- Bill C-255, rapport au Sénat sans amendement; adoptée, 14:5, 14
- Comité, travaux, suspension; adoptée, 18:21
- Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, rapport au Sénat, première tranchée; adoptée, 9:4
- Ordre du jour du Comité, adoption; adoptée, 9:4; 19:6
- Prestations pour enfants, Sous-comité
  - Composition; adoptée, 3:4, 16
  - Formation; adoptée, 3:4, 15
  - Présidence; adoptée, 3:4, 16
  - Rapport, adoption; adoptée, 9:4
  - Réunions; adoptée, 3:4, 17

**Ordres de renvoi**

- Bill C-26, 4:3
- Bill C-55, 18:3
- Bill C-55, teneur, 5:3, 5
- Bill C-70, 10:3
- Bill C-70, teneur, 5:15; 6:3
- Bill C-90, teneur, 19:3
- Bill C-116, teneur, 19:3, 26
- Bill C-255, 14:3

- Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 1:3; 3:8

**Prestations pour enfants, Sous-comité**

- Etablissement, 3:15, 16-7
- Membres, 9:117
- Objectif, 9:119
- Travaux, 3:15-6, 17-9
  - Procédure, 3:21-3
- Rapport, 9:117-232
  - Adoption par le Comité, 9:4
  - Déposition au Sénat, 9:4, 5
  - Etude proposée, 5:22
  - Nature, propositions, 3:19-20

- Battle, Kenneth, Director, National Council of Welfare—Cont'd**  
 Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC,  
 tabled in the Senate on 5th February, 1985  
 Discussion, 2:5-19, 21-3, 25-6  
 Statement, 1:22-32
- Bégin, Hon. Monique, former Minister of National Health and Welfare**  
 Child tax credit, position, 2:16-7
- Bell, Hon. Ann Elizabeth, Senator (Nanaimo-Malaspina)**  
 Bill C-70, 16:29
- Bill C-26 — Act to amend the Old Age Security Act, subject-matter**  
 Amendment by House of Commons Committee, 4:8-9, 18-9  
 Coming into force, 4:8  
 Constitutionality, 4:16-7  
 Purpose, 4:7-8  
 Ramifications, provincial social assistance expenditures, 4:16-7,  
 20-1  
 Report to Senate without amendment, 4:6, 27  
 Scope  
   Spouse allowance, extension, 4:9-10  
   Limitations, 4:8, 11, 13
- Bill C-55 — Act to amend the Immigration Act, 1976**  
 Discussion, clause 1(3) — Exception, 18:21-3  
 Drafting, French version, 18:21-2  
 Ramifications, Immigration Appeal Board, members, appointment,  
 18:22-3  
 Report to Senate without amendment, 18:6, 25
- Bill C-55 — Act to amend the Immigration Act, 1976, subject-matter**  
 Nature, 5:7  
 Purpose, 5:5-6, 8  
 Report to Senate, deferral until second reading in Senate, 5:4, 16-7
- Bill C-70 — Act to amend the Family Allowances Act, 1973**  
 Coming into force, 10:23-4; 11:59; 13:16; 18:11-2  
 Historical background, 16:8-9  
 Legislative process, House of Commons  
   Continuation in spite of public opposition, 11:7, 11, 25; 13:16;  
   17:40-1  
   Passage, 10:24  
 Purpose, 10:17; 12:9; 17:39  
 Ramifications  
   Birth rate, 13:16  
   Child abuse, 16:21-3  
   Child tax credit, 12:13  
   Cumulative impact, 10:38-9; 11:54-5; 12:9  
   Erosion of family allowances, 10:21  
   Families, 12:23, 31-2; 15:7  
   Intergenerational solidarity and interdependence, 17:29-30  
   Social security net, 11:68-9; 13:26, 32  
   Universality principle, 11:16-7, 22, 70-1; 12:7; 13:6  
 Report to Senate without amendment, 18:6  
 Addendum, 17:36-7; 18:6
- Bill C-70 — Act to amend the Family Allowances Act, 1973, subject-matter**  
 Discussion  
   Clause 3, 7:8  
   Clause 4 — Remission of amount owing, 6:6  
   Clause 5 — Presumption of death, 6:6-7; 7:8  
   Clause 7, 6:7
- Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité...—Suite**  
 Prestations pour enfants, Sous-comité—Suite  
 Rapport—Suite  
 Voir aussi  
   Analyse des prestations pour enfants et des prestations aux  
   familles au Canada: document de travail...
- Procédure**  
 Calendrier des travaux, 3:9-10, 15, 25  
 Délibérations à consigner, 18:26  
 Documents, distribution, 5:15-6  
 Témoins, dépenses, remboursement, 10:14-5, 16  
 Travaux, suspension, 18:19-21
- Rapports au Sénat**  
 Bill C-26, teneur, sans amendement, 4:6, 27  
 Bill C-55, sans amendement, 18:6, 25  
 Bill C-70, sans amendement, 18:6  
   Addendum, 18:6  
 Bill C-255, sans amendement, 14:4, 14  
 Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes  
 âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, pre-  
 mière tranche, 9:5, 117-232
- Aide sociale, Loi (Québec)**  
 Dispositions  
   Allocation pour les meubles, suppression, 12:48  
   Dépenses scolaires, 12:47  
   Prestations aux familles, limitations, 12:45
- Alberta**  
 Aide au paiement des primes d'assurance-maladie, 9:126  
 Aide sociale, prestations  
   Famille biparentale avec deux enfants, 9:182  
   Tableau, 9:193  
   Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:216  
   Famille monoparentale avec deux enfants, 9:148  
   Tableaux, 9:160, 170  
 Allocations familiales, taux, 9:132, 133  
 Crédit d'aide au loyer, 9:127  
 Familles, ressources financières totales  
   Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:193, 205  
   Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:216  
   Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:160, 177  
 Normes de prestations de pension, avant-projet de loi, 19:13  
 Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:148  
 Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:177
- Allemagne de l'Ouest**  
 Allocations familiales, 16:32  
 Impôts, 1:18
- Alliance for Children — Ontario**  
 Budget, 23 mai 1985, analyse, 15:9
- Allocations aux anciens combattants, Loi**  
 Prestations, admissibilité, dispositions, 4:17-8
- Allocations familiales (AF)**  
 Administration, 9:132  
 Admissibilité, 11:50  
 Assistance sociale, calcul des prestations, incidence, 6:9-12  
 Autres pays, 16:32, 37  
 Bénéficiaires, propositions et recommandations  
   Celui des parents ayant le plus faible revenu, 11:31; 12:16-7  
   Parent au foyer, 8:16, 17-8  
 But, 1:13-4; 9:132; 11:78



**Bill C-70 — Act to amend the Family Allowances Act, 1973...—Cont'd**

- Legislative process, House of Commons
- Committee study
  - Amendments proposed, disposition, 6:20
  - Deadline for presentations, advancement, 7:5
- Progress, 6:5-6; 8:11-2
- Provisions, benefits denied due to administrative errors, remedial action, 6:7
- Purpose, 6:5
- Ramifications
  - Birth rate, 6:7-8
  - Low income families, 6:9-12

**Bill C-83**

See

Tax Rebate Discounting Act, Act to amend

**Bill C-84 — Act to amend the Income Tax Act and related statutes and to amend the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Financial Administration Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act**

- Provisions, 6:5
- Purpose, 10:17
- Ramifications
  - Child tax credit, 6:11, 12
  - Child tax exemption, 6:11
  - Child benefits, cumulative impact, 11:54
- Scope, 10:16

**Bill C-90 — Pension Benefits Standards Act, 1985 (PBSA), subject-matter**

- Amendments by House of Commons Committee
- Eligibility, part-time employees, 19:14-5
- Pension Committee, inclusion of representative of retired plan members, 19:14
- Preretirement death benefit, effect of group life insurance plan, 19:15
- Refunds of surplus to the employer, 19:13
- Comparison, Pension Benefits Standards act, 19:9
- Discussion
  - Clause 5(g), 19:17-8
  - Clause 6 — Agreements, etc., respecting administration, 19:22-3
  - Clause 7(7) — Pension committee, 19:17
  - Clause 9(5) — Refunds of surplus to the employer, 19:23-4
  - Clause 9(6) — Regulations, 19:23-4
- Provisions
  - Distribution of pension benefits and pension benefit credits on marriage breakdown, 19:9
  - Early retirement, 19:8
  - Eligibility, part-time employees, 19:9, 14-5, 19
  - Indexing, 19:15-6
  - Minimum employer contributions, 19:8, 15
  - Pension committee
    - Duties, 19:17
    - Inclusion of representative of plan members and retired members, 19:9, 14
  - Portability, 19:8
  - Preretirement death benefit, effect of group life insurance plan, 19:15
  - Refunds of surplus to employer, 19:13
  - Rights to information, 19:9
  - Sex discrimination prohibited, 19:9
  - Superintendent, powers and duties, 19:17-8
  - Survivor benefits, 19:9
  - Vesting, 19:8, 15
- Purpose, 19:18-9

**Allocations familiales (AF)—Suite**

- Chèques
  - Date d'arrivée, 12:39
  - Janvier et février 1986, 8:12; 10:23-4; 11:8, 25-6; 13:15-6; 15:14
- Conditions, 9:132
- Coût, 1:8, 25; 11:81-2
  - En pourcentage du PNB, 11:66
- Crédit d'impôt-enfants, comparaison, 17:12-3
- Désindexation partielle
  - Atteinte contre les pauvres, 12:42; 17:17
  - Compensée par le crédit d'impôt-enfant, 16:15-6
  - Compréhension du grand public, 16:9-10, 11
  - Conséquences, 18:15
    - Enfants, 15:13-4; 16:21-3
  - Erosion méthodique du programme, 11:33-4; 16:34; 17:6-7
  - Familles, 8:9-10, 12-3, 18-22; 10:8; 11:73
    - A faible revenu, 11:6-7, 67; 13:7, 27
    - Autochtones, 7:6
    - Touchant l'aide sociale, 11:20-1, 43, 44-5; 12:38-9, 41-2
  - Femmes, 10:22-3; 11:17, 17:18-20
  - Pertes, 12:42-4
  - Répercussions sur les provinces, 16:28
  - Solidarité entre générations et l'interdépendance, 17:29-30
- Disposition de temporisation, mise en place, proposition, 16:16
- Economies réalisées, 10:24-5; 16:29
- Utilisation, 6:15-7; 10:22, 28, 32; 11:31-2; 16:22; 18:15
- Justification, 18:9-10, 17-9
- Manque, 17:18
- Mesure anti-familial, 12:23-4, 25-6, 32; 13:9; 16:11, 21; 18:10
- Mise en oeuvre, 18:11-2
- Opposition, 11:63; 13:15-6; 16:13-4; 18:14-5
  - Désindexation partielle de la SV, réponse, comparaison, 13:7; 17:7
  - Presse, manque d'intérêt, 12:49
- Organismes nationaux de lutte contre la pauvreté, position, 8:12
- Précédent dangereux, 12:25; 13:6
- Régime du Bill C-70 et limitations de 6 p. 100 et 5 p. 100, comparaison, 8:24-5; 18:13-4
- Enfants bénéficiaires comme pourcentage de la population, 11:81
- Historique, 1:23-4; 16:32
- Imposition, 10:17, 19, 27-8; 11:52-3, 67; 17:6
  - Familles à revenu élevées, récupération par des taxes supplémentaires, 11:13-4
- Indexation, 2:5
  - Bill C-70, conséquences, 6:5; 11:55
  - Maintien, importance, 10:32; 11:53-4
  - Pleine, restauration, probabilité, 18:17
- Maintien, recommandation, 12:8, 9
- Mesure équitable, 16:33
- Natalité, taux, incidence, 6:7-9, 19-20; 8:11, 14; 11:69-70; 12:26-7; 16:10, 13
- Présomption de décès, 6:6-7
- Prestations, 1:25
  - Augmentation
    - Besoin, 13:6-7
    - Politique du gouvernement, 18:12-3
  - Effets de l'inflation, réponses du gouvernement, 16:17-8
  - En dollars constants, aperçu historique, 11:84
  - Modifications, aperçu historique, 6:19; 8:20; 9:132; 16:17; 18:9
  - Tableaux et graphiques, 1A:225; 9:133-4
  - Taux uniforme ou variable, 12:20-1
  - Utilisation, 16:27-8; 17:9-10, 19
- Valeur, 9:124-5
  - Aperçu historique, 11:82-3
  - Diminution, 11:66; 16:33

**Bill C-90 — Pension Benefits Standards Act, 1985 (PBSA)...—***Cont'd*

## Ramifications

Number of workers affected, **19:18**Other acts, consequential amendments, **19:19**Scope, **19:7****Bill C-116 — Act to amend the Canada Pension Plan and the Federal Court Act, subject-matter***The numbers in square brackets denote the numbering of the sections of the Canada Pension Plan*Coming into force, **19:29**Comparison, Divorce Act, **19:35**

## Discussion

Clause 2, **19:33-4**Clause 23 [53.3], **19:31-3**Legislative process, House of Commons, **19:38**

## Provisions

Child's benefit, **19:29**Combined benefits, maximum rate, **19:29**Contribution rates, **19:29, 36-7**Disability benefits, **19:29**Fund, level, **19:29**

## Retirement pension

Assignment to spouse, **19:29, 30**Commencement, **19:29**Survivor's pension, **19:29**Unadjusted pensionable earnings, division on marriage breakdown, **19:29, 30-3**Purpose, **19:28****Bill C-255 — Public Pensions Reporting Act**

Legislative process, House of Commons

All-party support, **14:6**Committee study, **14:9**

## Provisions

Guaranteed income supplement, review dates, **14:9**

Public pension plans

Review dates, **14:8**

## Reports

Preparation, **14:8, 9**Publication, **14:8**Purpose, **14:6-8, 9**Report to Senate without amendment, **14:4, 14**Scope, **14:13****Bonnell, Hon. M. Lorne, Senator (Murray River), Committee Deputy Chairman**Bill C-26, subject-matter, **4:7, 13, 16, 17, 18, 21, 23, 26-8**Bill C-55, subject-matter, motion, **5:4, 16**Bill C-70, **15:15-6; 16:28; 17:23-4, 36-7, 41-2**Bill C-70, subject-matter, **5:15-6; 6:15-9**Child Benefits Subcommittee, assistance, **9:9****Bosa, Hon. Peter, Senator (York-Caboto)**Bill C-70, **17:42****Bouffard, Denis, Clerk, Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology**Bill C-70, subject-matter, **5:16**Bill C-116, subject-matter, **19:28****Allocations familiales (AF)—Suite**

## Principes

Amélioration de l'équité horizontale entre les adultes ayant des enfants et les autres, **11:66-7, 71; 12:23-4; 16:16, 32, 33**Reconnaissance de la responsabilité collective pour les enfants, **13:9; 16:32-3; 17:6**

Redistribution des revenus pour les familles, programme

Efficacité, **17:12-3, 17, 21-2; 18:29**Recommandation, **16:36-7**Revenu familial, incidence, **9:123; 10:22**Sécurité de vieillesse, comparaison, **17:34-5**Universalité, **6:18-9**Consolidation, proposition, **12:8**Justification, **11:35, 59, 60; 15:6; 17:6**Mise en cause, **10:8, 17; 11:16-7, 70-1; 12:7; 16:31**Opposition, **11:26**Préservation, **17:9; 18:16**Principe, **10:12, 19; 11:22-5, 28-9, 52-3, 55, 56, 71-3; 12:10-1, 30; 16:18-9, 28**Versement aux femmes enceintes, proposition, **15:15-6**Versements, importance, **10:34; 13:35; 17:15**Bienfaits psychologiques, **15:12; 17:6**Familles, **12:28**A faible revenu, **8:13, 23; 10:9-11, 21; 11:43-4, 60; 12:9, 37-9, 40; 13:11; 16:21**A revenu moyen, **12:39**Monoparentales, **13:9**Femmes, **10:21-2; 11:29-30, 33, 44; 12:9, 15-6; 13:9; 17:19, 22**Mères adolescentes, **8:22-3**Versements en trop, remise, **6:6****Allocations familiales, Loi de 1973, Loi modifiant***Voir*

Bill C-70

Bill C-70, teneur

**Analyse des prestations pour enfants et des prestations aux familles au Canada: document de travail, rapport du Sous-comité sur les prestations pour enfants**Bibliographie, **9:231**Conclusions, **10:17-8**Interprétation, **9:119**Portée, **9:119, 121-2, 130, 131**Table de matières, **9:118****Anciens combattants**

Allocations aux anciens combattants

Admissibilité, **4:17-8**Bénéficiaires, désindexation de la sécurité de vieillesse, répercussions, **4:19-20**Bill C-26, incidence, **4:10**Prestations, **2:15**Argent alloué, diminution, **11:74****Anderson, M<sup>me</sup> Sharon, déléguée, Cheyenne Community Action Team —East London Community Network, Eglise Unie du Canada**Bill C-70, discussion, **13:33, 34-5****Arbour, M<sup>me</sup> Wendy, Groupe de mères du Centre Saint Columba**

Bill C-70

Exposé, **12:38**Remarques introductives, **12:37**



**Bradley, Bill, General Manager, Shepherds of Good Hope, Canadian Conference of Catholic Bishops**

Bill C-70  
Discussion, 13:17  
Statement, 13:9-12

**Brière, Claudette, Member of the Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec**

Bill C-70  
Discussion, 11:48, 53, 57  
Statement, 11:42-4

**British Columbia**

Families with children, total financial resources  
One parent, two children, tables, 9:47, 64  
Two parents, three children, table, 9:102  
Two parents, two children, tables, 9:79, 91  
Federal child benefits, value, 9:35  
Deduction for Child Care Expenses, impact, table, 9:64  
Food banks, 11:13  
Health insurance premium assistance, 9:14-5  
Pension benefits standards legislation, lack of, 19:13, 14  
Social assistance, benefits  
Calculation, 3:7; 9:35  
One parent-two children family, 9:34-5  
Tables, 9:47, 64  
Two parents-three children family, table, 9:102  
Two parents-two children family, 9:68  
Table, 9:79

**Broadbent, Hon. Edward, MP (Oshawa)**

Bill C-70, House of Commons debate, 10:18; 11:40

**Brunet, Lyse, L'R des Centres des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

Bill C-70  
Discussion, 10:13, 23, 24, 39-40  
Statement, 10:7-9

**Budget**

Deficit  
Cost of servicing, 18:8, 11  
Reduction, 1:9-10; 10:37-8, 39-40  
External pressure, 13:14, 18  
Means, 8:22; 10:32-3; 11:58-9; 17:7  
Middle class becoming main loser, 12:7  
Need, 10:31; 16:21, 25-6  
On backs of poor, 11:13

**Budget, May 23/1985**

Capital gains exemption  
Beneficiaries, 16:8  
Cost, 2:15; 10:31-2; 16:8  
Child benefits system, proposed changes, 6:5  
Child tax exemption, reduction, 11:72  
Family allowances, partial de-indexing, 6:15-8  
Cumulative impact, 11:18-9; 12:31; 15:9  
Child benefits, 2:9-13; 6:6; 8:18, 21-2; 10:17-8, 32-4; 16:8  
Low income families, 2:5-7, 11-2, 17; 6:8-12; 10:17-8, 32-4; 11:6, 13, 18, 19, 84-7; 12:14-5  
Senior citizens, 2:7-9  
Job creation, 2:17-8  
National Council of Welfare, assessment, 2:13-4  
Provinces, impact, 2:15-7  
Ramifications, 13:26

**Assistance publique du Canada, Régime**

*Voir*  
Régime d'assistance publique du Canada

**Association canadienne des écoles de service social**

Allocations familiales, position et recommandations  
Désindexation partielle, 16:31  
Programme principal de revenu pour les familles, 16:36  
Télégramme au premier ministre critiquant la désindexation, 16:30

**Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite**

Mandat, 19:22  
Membres, représentants, 19:22-3  
Modifications au régime de pension, discussions, 19:16  
Réunions, 19:12  
Situation légale, 19:23

**Association canadienne des services à l'enfance en difficulté**

Activités, 16:20-1  
Bill C-70, position, 16:21  
Enfants et familles, rôle de l'Etat, position, 16:26-7  
Etablissement, 16:20  
Mémoire, renseignements de base, source, 16:21, 29

**Association canadienne pour la santé mentale**

*Unemployment: Its Impact on Body and Soul*, 13:7-8

**Association coopérative d'économie familiale de Laval (ACEF)**

Activités, 11:58, 60

**Association des femmes autochtones du Canada (AFAC)**

Bill C-70  
Dispositions, position, 7:8-9  
Présentation au Comité de la Chambre des Communes, exclusion, 7:5-6  
Mémoire, notes d'ensemble, document déposé, 7:10  
Prestations et avantages fiscaux aux enfants, augmentation, recommandation, 7:8, 12

**Assurance-chômage**

Remaniement, perspectives, 1:8

**Assurance-maladie**

Régime, principe de base, 17:33  
Universalité, 11:35

**Assurances, Département**

Fonctions  
Bill C-90, effet, 19:25  
Régimes de pension, supervision, 19:17, 24-5  
Personnel, manque, 19:17  
Surintendant des assurances  
Rapport à l'intention du ministre, 19:17-8  
Représentant du gouvernement fédéral auprès de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes retraite, 19:22

**Auger, M. Christophe, vice-président, Confédération des syndicats nationaux**

Bill C-70  
Discussion, 11:21, 22, 23-4, 25, 27  
Remarques introductives, 11:14-5

- Budget, May 23/1985—Cont'd**  
 Retirement income, development of, encouragement, 4:12  
 RRSP contributions, increase, 2:13  
   Cost, 16:8  
 Savings expected, 2:25-6  
   Child benefits changes, 2:16; 11:18  
   OAS, de-indexing, 2:14
- Budget, February 26/1986**  
 National Health and Welfare Department, spending, forecast, 16:9  
 Refundable sales tax credit, 16:34; 17:29
- Busque, Ginette, President, Fédération des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**  
 Bill C-70  
   Discussion, 10:28, 38-9  
   Statement, 10:21-2
- CAPSA**  
*See*  
 Canadian Association of Pension Supervisory Authorities
- CCCB**  
*See*  
 Canadian Conference of Catholic Bishops
- CCE**  
*See*  
 Social security programs — Child benefits — Deduction for child care expenses
- CNTU**  
*See*  
 Confederation of National Trade Unions
- COFAQ**  
*See*  
 Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- CPP**  
*See*  
 Canada Pension Plan
- CRISP**  
*See*  
 Manitoba — Child-Related Income Support Program
- CSN**  
*See*  
 Confederation of National Trade Unions
- CTC**  
*See*  
 Child Tax Credit
- CTE**  
*See*  
 Child Tax Exemption
- Canada Assistance Plan**  
 Analyses, 2:19-24; 3:6-8  
 Child care, funding, 9:24  
 Guidelines, table, 9:25
- Australie, 1:18**
- Autochtones**  
 Allocations familiales  
   Désindexation partielle, conséquences, 7:6, 11  
   Nécessaire à la survie de base, 7:8-9; 10:10  
 Documentation disponible dans les archives du Sénat, 17:7, 15  
 Enfants, attitudes concernant, 7:6  
 Femmes  
   Discrimination, 7:9  
   Pauvreté, 7:7-8  
 Crédit d'impôt-enfant, bénéficiaires, 6:13, 14-5; 7:12-3  
   Versement, préférences, 7:8, 13  
 Institut national de leadership pour les jeunes autochtones, proposé, 17:7, 15, 16  
 Pauvreté  
   Echappement, 8:17  
   Enquêtes générales, exclusion, 2:22-3  
 Parents célibataires, 7:9-11  
 Population, accroissement, 7:7  
 Prestations aux enfants, modifications, conséquences, 6:12-5; 7:8  
 Régime de pensions du Canada  
   Exclusion, 19:33  
   Participation, dispositions pour permettre, 19:33-4  
 Sécurité sociale, système, améliorations possibles, 7:12
- Baldwin, M. Bob, représentant national, Département de la recherche et de la législation, Congrès du travail du Canada**  
 Bill C-70, discussion, 16:12-3, 16, 19
- Barootes, honorable Efstathios William, sénateur (Regina-Qu'Appelle)**  
 Bill C-26, teneur, 4:11-3, 18, 23-4, 25  
 Bill C-55, 18:25  
 Bill C-70, 16:37-40  
 Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 2:8, 10-1, 12, 21, 23, 25-7
- Battle, M. Kenneth, directeur, Conseil national du Bien-être social**  
 Bill C-70  
   Discussion, 11:88-97  
   Exposé, 11:80-88  
 Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985  
 Discussion, 2:5-19, 21-3, 25-6  
 Exposé, 1:22-32
- Bégin, honorable Monique, ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social**  
 Crédit d'impôt-enfants, position, 2:16-7
- Bell, honorable Ann Elizabeth, sénateur (Nanaimo-Malaspina)**  
 Bill C-70, 16:29
- Bénéficiaires (Les) de l'aide sociale en Ontario et l'incidence de la modification du régime de prestations et avantages fiscaux au titre des enfants, Marion G. Wrobel, 1:20-1**
- Bill C-26 — Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, teneur**  
 Amendement par le comité de la Chambre des communes, 4:8-9, 18-9  
 But, 4:7-8  
 Constitutionnalité, 4:16-7



**Canada Assistance Plan—Cont'd**

- Expenditures, 1:8
  - Bill C-26, impact, 4:16-7, 20-1
- Social assistance
  - Administration, 9:24
  - Qualification, basic criterion, 4:20-1; 9:25
    - Employability and unemployability, 9:36
  - Benefits, 1:32; 2:18-9; 9:26, 48
    - Calculation, 9:110-1
      - Family allowances, effect, 6:9-12
    - Child benefits, modifications, impact, 1:11-2; 2:16-7; 11:8, 20, 42-3, 57
    - Data, 9:26-7, 29
    - Earnings exemptions, 9:68-9
    - Employable and unemployable recipients, 9:36, 66
    - Indexing, 2:20; 9:36
    - Maximum and actual, comparison, 9:110-3
    - One parent-two children family, 9:30-35
      - Tables, 9:38-47, 50
    - Shelter allowance, 9:111
    - Six-and-five program, impact, 11:8-9
    - Tax-back rates, 9:35-6
    - Two parents-three children family, 9:92
      - Tables, 9:93-102, 105
    - Two parents-two children family, 9:65-8
      - Tables, 9:70-9
    - Variations between provinces, 9:107-8, 110
  - Caseworkers, discretionary powers, 9:110-1
  - Programs
    - Standards, federal government demands, 13:34
    - Variations, 2:20-1
  - Provincial expenditures
    - Municipally-run programs, impact, 9:113
    - Table, 9:112
  - Recipients
    - Demographic characteristics, 9:113
    - Difficulty in surviving, example, 13:11
    - Fears, 12:48
    - Financial situation, 11:44-6
    - Numbers, increase, 13:11
    - Prejudices concerning, 11:56-7; 12:47-8
- See also*
  - Quebec — Social assistance benefits

**Canada Pension Plan (CPP)**

- Amendments
  - Approval by provinces, 19:29
  - Purpose, 19:28
- Contributions, 19:35, 38
  - Increase in rates, 19:36-7
- Contributors and beneficiaries, ratios, 19:29-30
- Entitlement, 17:34
- Funding, 8:11; 19:36-7, 38
- Funds
  - Reserves, 19:36
  - Use, 19:37-8
- Homemakers, 1:16, 17-8
- Native peoples, exclusion, 19:33
  - Measures to remedy, 19:33-4
- Retirement pension
  - Amount, determination, 19:35-6
  - Eligibility, age, 19:10
  - Impact on GIS, 4:13-4
- Reform, 19:7
- See also*
  - Bill C-116, subject-matter

**Bill C-26 — Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la...—Suite**

- Entrée en vigueur, 4:8
- Portée
  - Allocation au conjoint, modification, 4:9-10
  - Limitations, 4:8, 11, 13
- Ramifications, aide sociale, dépenses provinciales, 4:16-7, 20-1
- Rapport au Sénat sans amendement, 4:6, 27

**Bill C-55 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976**

- Discussion, art. 1(3) — Exception, 18:21-3
- Ramifications, Commission d'appel de l'immigrations, membres, nomination, 18:22-3
- Rapport au Sénat sans amendement, 18:6, 25
- Rédaction, version française, 18:21-2

**Bill C-55 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976, teneur**

- But, 5:5-6, 8
- Nature, 5:7
- Rapport au Sénat retardé jusqu'à adoption en deuxième lecture au Sénat, 5:4, 16-7

**Bill C-70 — Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales**

- But, 10:17; 12:9; 17:39
- Entrée en vigueur, 10:23-4; 11:59; 13:16; 18:11-2
- Historique, 16:8-9
- Processus législatif, Chambre des communes
  - Adoption, 10:24
  - Continuation malgré l'opposition du grand public, 11:7, 11, 25; 13:16; 17:40-1
- Ramifications
  - Crédit d'impôt-enfant, 12:13
  - Effet cumulatif, 10:38-9; 11:54-5; 12:9-10
  - Enfants, violence, 16:21-3
  - Erosion des allocations familiales, 10:21
  - Familles, 12:23, 31-2; 15:7
  - Filet de la sécurité sociale, 11:68-9; 13:26, 32
  - Natalité, taux, 13:16
  - Solidarité entre générations et l'interdépendance, 17:29-30
  - Universalité, principe, 11:16-7, 22, 70-1; 12:7; 13:6
- Rapport au Sénat sans amendement, 18:6
  - Addendum, 17:36-7; 18:6

**Bill C-70 — Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, teneur**

- But, 6:5
- Discussion
  - Art. 3, 7:8
  - Art. 4 — Remise, 6:6
  - Art. 5 — Présomption de décès, 6:6-7; 7:8
  - Art. 7, 6:7
- Dispositions, versements interrompus en raison d'erreurs administratives, réparation, 6:7
- Processus législatif, Chambre des communes
  - Etude en Comité
    - Amendements proposés, disposition, 6:20
    - Date limite des présentations, avancement, 7:5
  - Progrès, 6:5-6; 8:11-2
- Ramifications
  - Familles à revenu modique, 6:9-12
  - Natalité, taux, 6:7-8

**Canada Pension Plan and the Federal Court Act, Act to amend***See*

Bill C-116, subject-matter

**Canada's Children 1985, Canadian Council on Children and Youth**

Statistical study, 17:10, 16

**Canadian Advisory Council on the Status of Women**

Child benefits, modifications, conclusions, 7:12

**Canadian Association of Pension Supervisory Authorities (CAPSA)**

Mandate, 19:22

Meetings, 19:12

Members, representatives, 19:22-3

Pension changes, discussions, 19:16

Status, 19:23

**Canadian Association of Schools of Social Work**

Family allowances, position and recommendations

Partial deindexing, 16:31

Major income program for families, 16:36

Telegram to Prime Minister criticizing deindexing, 16:30

**Canadian Charter of Rights and Freedoms**

Bill C-26, age requirements, ramifications, 4:17-8

**Canadian Child Welfare Association**

Activities, 16:20

Bill C-70, position, 16:21

Brief, background information, source, 16:21, 29

Children and families, role of state, position, 16:26-7

Founding, 16:20

**Canadian Conference of Catholic Bishops (CCCCB)**

Episcopal Commission for Social Affairs, 13:8

*Ethical Choices & Political Challenges*, 13:14

Invitation to reappear before committee, 13:24-5

Letter of Nov. 15/1985 to Hon. J. Epp, Minister of National Health and Welfare, concerning Bill C-70, 13:6-8

Response, 13:15

Policies, definition, process, 13:19-20

Social policy, position, 13:17-9, 20

Submissions to government, 13:19

Telegram of Jan./1986 to Rt. Hon. Brian Mulroney concerning Bill C-70, 13:15

**Canadian Council on Children and Youth***Admittance Restricted: the Child as a Citizen in Canada*, 17:15*Canada's Children 1985*, statistical study, 17:10, 16

Mandate, 17:5

Native communities, research, 17:15

Position and proposals

Budget deficit, reduction, 17:7

Family allowances, 17:6-7

Universality, 17:9

National Native Youth Leadership Training Institute, proposed, 17:7, 16

Personal tax exemptions, 17:7

Responsibility centre for youth policy, establishment, 17:11-2

Senate to assume role of guardian of weak, 17:7-9

Report of Special Senate Committee on Youth, assessment, 17:5-6

**Canadian Council on Social Development**

Bill C-70, effects, position, 13:32

**Bill C-83***Voir*

Droit au remboursement en matière d'impôt, Loi modifiant la Loi sur la cession

**Bill C-84 — Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la législation connexe et modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi sur l'administration financière et la Loi de l'impôt sur les revenus pétrolières**

But, 10:17

Dispositions, 6:5

Portée, 10:16

Ramifications

Crédit d'impôt-enfant, 6:11, 12

Exemption d'impôt au titre des enfants, 6:11

Prestations et avantages fiscaux pour enfants, effet cumulatif, 11:54-5

**Bill C-90 — Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (LNPP), teneur**

Amendements par le Comité de la Chambre des communes

Admissibilité, salariés à temps partiel, 19:14-5

Comité des pension, obligation de compter un représentant des participants retraités, 19:14

Prestation de décès préretraite, effet d'un régime collectif d'assurance, 19:15

Remboursement du surplus, 19:13

But, 19:18-9

Comparaison, Loi sur les normes de prestation de pension, 19:9

Discussion

Art. 5(g), 19:17-8

Art. 6 — Accords et délégations, 19:22-3

Art. 7(7) — Comités des pensions, 19:17

Art. 9(5) — Remboursement du surplus, 19:23-4

Art. 9(6) — Règlements, 19:23-4

Dispositions

Acquisition du droit, 19:8, 15

Admissibilité, salariés à temps partiel, 19:9, 14-5, 19

Comité des pensions

Attributions, 19:17

Obligation de compter un représentant pour les participants et pour les participants retraités, 19:9, 14

Cotisations patronales minimales, 19:8, 15

Discrimination sexuelle, interdiction, 19:9

Droits à l'information, 19:9

Indexation, 19:15-6

Partage des prestations de pension et droits à pension lors de rupture du mariage, 19:9

Prestation au survivant, 19:9

Prestation de décès préretraite, effet d'un régime collectif d'assurance, 19:15

Remboursement du surplus, 19:13

Retraite anticipée, 19:8

Surintendant, attributions, 19:17-8

Transferts des droits à pension, 19:8

Portée, 19:7

Ramifications

Autres lois, modifications corrélatives, 19:19

Nombre de travailleurs touchés, 19:18

**Bill C-116 — Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale, teneur***Les numéros entre parenthèses carrées indiquent la numérotation des articles du Régime de pensions du Canada*

But, 19:28

Comparaison, Loi sur le divorce, 19:35



**Canadian Council on Social Development—Cont'd**

- Child benefits, proposed modifications, assessment, 15:7
- Discussion Paper (A) on Social Security*, brief to Standing House of Commons Committee on Health, Welfare and Social Affairs, 1:5
- Family allowances, deindexing, savings to government, figures, 16:29
- Married exemption, replacement by tax credit, proposal, 1:11, 17

**Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.**

- Activities, 15:5
- Members, 15:5-6
- Policies, development, 15:12-3
- Position and recommendations
  - Child tax credit, 15:6
  - Child tax exemption, 15:6, 8
  - Family allowances
    - Extension to pregnant women, proposal, 15:15-6
    - Partial deindexing, 15:7-8, 13
    - Universality, 15:6

**Canadian Human Rights Act**

- Paragraph 14(d), amendment consequential to Bill C-90, 19:19

**Canadian Labour Congress**

- Child and Elderly Benefits*, consultation paper, response, 16:7, 12-3
- House of Commons Legislative Committee on Bill C-70, submission to, 16:6
- Invitation to reappear before committee, 16:19-20
- Position and recommendations
  - Bill C-70, 16:9
  - Child tax credit, 16:16
  - Family allowances
    - Indexing, 16:17-8
    - Partial deindexing, sunset clause, addition, proposal, 16:16
    - Universality, 16:18-9

**Canadian Mental Health Association**

- Unemployment: Its Impact on Body and Soul*, 13:7

**Canadian Statistical Review, Statistics Canada**

- "Stasis amid change — income inequality in Canada 1965-1985", article, February/1986, 17:5, 21-2; 18:28-9

**Canadian Teachers' Federation**

- Bill C-70, opposition, 17:17
- Economic deprivation, impact on education of children, study, 17:24-6
- Membership, 17:17
- Objectives, 17:17
- Position and recommendations
  - Bill C-70, withdrawal, 17:20, 21
  - Child benefits, reform, 17:20
    - Funding, 17:20, 22
    - Principles, 17:20, 26
  - Child tax credit, 17:22
- Social security programs, changes, presentations concerning, 17:23

**Canadians**

- Attitudes concerning future, 16:10-1
- Bill C-70, comprehension, 16:10, 11, 13-4

**Capponi, Sandra, Groupe de mères du Centre Saint Columba**

- Bill C-70
  - Discussion, 12:40, 42, 43, 44, 45, 46, 47-8, 49, 50
  - Introductory remarks, 12:37

**Bill C-116 — Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la...—Suite**

- Discussion
  - Art. 2, 19:33-4
  - Art. 23 [53.3], 19:31-3
- Dispositions
  - Cotisation, taux, 19:29, 36-7
  - Fonds, montant, 19:29
  - Gains non ajustés ouvrant droit à pension, partage en cas de divorce, 19:29, 30-3
  - Pension de survivant, 19:29, 30
  - Pension de retraite
    - Cession au conjoint, 19:29, 30
    - Ouverture, 19:29
  - Prestation d'enfant, 19:29
  - Prestations combinées, taux maximum, 19:29
  - Prestations d'invalidité, 19:29
  - Entrée en vigueur, 19:29
  - Processus législatif, Chambre des communes, 19:38

**Bill C-255 — Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques**

- But, 14:6-8, 9
- Dispositions
  - Régimes publics de pensions
    - Dates de révision, 14:8
  - Rapports
    - Préparation, 14:8, 9
    - Publication, 14:8
  - Supplément de revenu garanti, dates de révision, 14:9
- Portée, 14:13
- Processus législatif, Chambre des communes
  - Accueil par tous les partis, 14:6
  - Etude en Comité, 14:9
- Rapport au Sénat sans amendement, 14:4, 14

**Bonnell, honorable, M. Lorne, sénateur (Murray River), vice-président du Comité**

- Bill C-26, teneur, 4:7, 13, 16, 17, 18, 21, 23, 26-8
- Bill C-55, teneur, motion, 5:4, 16
- Bill C-70, 15:15-6; 16:28; 17:23-4, 36-7, 41-2
- Bill C-70, teneur, 5:15-6; 6:15-9
- Prestations pour enfants, Sous-comité, aide, 9:120

**Bosa, honorable Peter, sénateur (York-Caboto)**

- Bill C-70, 17:42

**Bouffard, M. Denis, greffier, Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie**

- Bill C-70, teneur, 5:16
- Bill C-116, teneur, 19:28

**Bradley, M. Bill, directeur général, Shepherds of Good Hope, Conférence des évêques catholiques du Canada**

- Bill C-70
  - Discussion, 13:17
  - Exposé, 13:9-12

**Brière, M<sup>me</sup> Claudette, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:48, 53, 57
  - Exposé, 11:42-4

**Broadbent, honorable Edward, député (Oshawa)**

- Bill C-70, délibérations de la Chambre des communes, 10:18; 11:40

**Capponi, Sandra, Groupe de mères du Centre Saint Columba—Cont'd**  
 Bill C-70—*Cont'd*  
 Statement, 12:38, 39

**Centrale de l'enseignement du Québec**

Bill C-70, fears concerning, 12:7  
 Day-care centres, position, 12:16  
 Family allowances, modifications, proposals, 12:7-8  
 Interests, 12:6-7  
 Members, 12:6

**Charter of Rights and Freedoms, Canadian**

*See*  
 Canadian Charter of Rights and Freedoms

**Child and Elderly Benefits, National Health and Welfare Department**

Aid to low income families, proposals, 1:11, 21  
 Program modifications, savings realized, utilisation, quotation, 11:31  
 Scope, 9:18  
 Study, referral to Committee, 3:8  
 Tax system, role, recognition, 1:10-1, 27-8  
 Vanier Institute of the Family, response, 11:69

**Child at Risk, report of Standing Senate Committee on Health, Welfare and Science (1<sup>st</sup> Session, 32<sup>nd</sup> Parliament)**

Important contribution to children and families, 17:7  
 Recommendations, 15:16

**Child Benefits, Subcommittee**

*See under*  
 Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee

**Child Poverty Action Group**

Activities, 16:44  
 Taxation simulation models, studies, 16:38

**Child Tax Credit (CTC)**

Abolition in favour of family allowances  
 Proposal, 16:33-4  
 Study proposed, 11:64-5  
 Administration, 9:22; 11:57  
 Application rate, 11:38  
 Qualified persons not applying, 16:33  
 Benefits, 9:22  
 Discounting, 11:45, 46, 47-8  
 Eligibility, 9:22; 11:50; 15:6; 16:34  
 Family allowances  
 Comparison, 17:12-3, 26-7  
 Separation, 17:22  
 Family income, impact, 9:12  
 Guaranteed income supplement  
 Comparison, 10:18-9; 17:34-5  
 Conversion into, proposal, 16:24-5; 17:13-4  
 Increase, recommendation, 13:26  
 Modifications, proposed, 9:23  
 Provincial benefits, interaction, 11:8, 20, 42-3, 47, 50, 57; 15:16; 16:25  
 Payments  
 Advance, 10:16, 25-6; 11:95; 13:24; 16:15-6, 29-30  
 Consequences, 11:7, 52; 18:26-7  
 Tables, 18A:1-2  
 Frequency, 6:14; 7:8, 13; 11:46, 48-9, 95-6; 12:19-20, 44, 45; 13:33

**Brunet, M<sup>me</sup> Lyse, L'R des Centres des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

Bill C-70  
 Discussion, 10:13, 23, 24, 39-40  
 Exposé, 10:7-9

**Budget**

Déficit  
 Coût du service, 18:8, 11  
 Réduction 1:9-10; 10:37-8, 39-40  
 Besoin, 10:31; 16:21, 25-6  
 Classe moyenne devenant la principale perdante, 12:7  
 Moyens, 8:22; 10:32-3; 11:58-9; 17:7  
 Pression venant de l'extérieur, 13:14, 18  
 Sur le dos des défavorisés, 11:13

**Budget, 23 mai 1985**

Conseil national du Bien-être social, évaluation, 2:13-4  
 Economies réalisables, 2:25-6  
 Prestations pour enfants, modifications, 2:16; 11:18  
 SV, desindexation, 2:14  
 Effet cumulatif, 11:18-9; 12:31; 15:9  
 Familles à faible revenu, 2:5-7, 11-2, 17; 68-12; 10:17-8, 32-4; 11:6, 13, 18, 19, 84-7; 12:14-5  
 Personnes âgées, 2:7-9  
 Prestations et avantages fiscaux pour enfants, 2:9-13; 6:6; 8:18, 21-2; 10:17-8, 32-4; 16:8  
 Emplois, création, 2:17-8  
 Gains en capital, exemption  
 Bénéficiaires, 16:8  
 Pertes en revenus d'impôts, 2:15; 10:31-2; 16:8  
 Prestations et avantages fiscaux pour enfants, remaniement proposé, 6:5  
 Allocations familiales, désindexation partielle, 6:15-8  
 Exemption d'impôt au titre des enfants, réduction, 11:72  
 Provinces, conséquences, 2:15-7  
 Ramifications, 13:26  
 REER, contribution augmentation, 2:13  
 Pertes en revenus d'impôts, 16:8  
 Revenu de retraite, préparation, encouragement, 4:12

**Budget, 26 février 1986**

Crédit d'impôt au titre de la taxe de vente, 16:34; 17:29  
 Santé nationale et Bien-être social, ministère, dépenses, prévisions, 16:9

**Busque, M<sup>me</sup> Ginette, présidente, Fédération des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

Bill C-70  
 Discussion, 10:28, 38-9  
 Exposé, 10:21-2

**CAPSA**

*Voir*  
 Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite

**CECC**

*Voir*  
 Conférence des évêques catholiques du Canada

**CIE**

*Voir*  
 Crédit d'impôt-enfant



**Child Tax Credit (CTC)—Cont'd**

- Program, design, 1:26
- Purpose, 9:22; 16:7
- Recipients, 11:50, 54; 18:28
  - Numbers, decrease, 12:13
- Value, 9:14, 54
  - Psychological benefits, 15:12

**Child Tax Exemption (CTE)**

- Abolition
  - Acceptable only as part of tax reform, 15:8
  - Proposals, 1:23, 29-30; 11:20, 23, 38, 64-5, 81; 12:8
  - Charts, 1A:110, 111
  - Violation of principle of fairness, 15:6
- Family income, impact, 9:12, 23
- Historical background, 1:23; 9:23
- Reduction
  - Decision, 12:14
  - Proposals, 9:23; 10:9, 11-2
- Selective benefit, 11:23, 24, 30; 12:13
- Value, 1:10; 9:13-4, 53; 11:84-5
  - One parent and two parent family, comparison, 9:65

**Children**

- Cost of raising, 16:31-2
- Child welfare, financial support, needs, 16:27
- Family allowances, cutbacks, impact, 16:21-3
- Government responsibility for, lack of recognition, 17:14
- Needs, subsumed by needs of parent, 16:34
- Poverty, 1:13, 31; 8:6; 17:10, 17
  - Consequences for education, 15:11-2; 17:20, 26
  - Study, 17:24-6
- Protection, 16:24
  - Policy, need for, 15:17-8; 17:8-9
- Social policy
  - Historical background, 16:35-6
  - Need for, 16:31

**Church (The) and the Economic Crisis, United Church of Canada, 13:26****Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Organizations represented, list, 10:40
- Position and recommendations
  - Child tax credit, 10:24
  - Family allowances
    - Partial deindexing, 10:8
  - Taxation, 10:19-20
- Reallocation of sums spent to aid families with children, 10:9, 11-2, 35-6
- Social security programs, universality, 10:19
- Representations concerning Bill C-70, 10:13
- Work, overview, 10:7, 8

**Cohen, Mick, Director, Pension Benefits Division, Actuarial Branch, Department of Insurance**

- Bill C-90, subject-matter, discussion, 19:10-1, 12-3, 15-6, 17-8, 19, 22-3, 24-5

**Commission of Inquiry on Health and Social Welfare (Quebec)**

- Presence of children, impact on family standard of living, conclusions, 16:31

**Confédération des organismes familiaux du Québec Inc. (COFAQ)**

- Bill C-70, position, 12:23, 24, 34

**COFAQ***Voir*

Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.

**CSN***Voir*

Confédération des syndicats nationaux

**Canada's Children 1985, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse**

Etude statistique, 17:10, 16

**Canadiens**

- Attitudes quant à l'avenir, 16:10
- Bill C-70, compréhension, 16:10, 11, 13-4

**Capponi, M<sup>me</sup> Sandra, Groupe de mères du Centre Saint Columba****Bill C-70**

- Discussion, 12:40, 42, 43, 44, 45, 46, 47-8, 49, 50
- Exposé, 12:38, 39
- Remarques introductives, 12:37

**Centrale de l'enseignement du Québec**

- Allocations familiales, modifications, propositions, 12:7-8
- Bill C-70, craintes concernant, 12:7
- Garderies de jour, position, 12:16
- Intérêts, 12:6-7
- Membres, 12:6

**Chambre des communes**

- Bill C-70, délibérations, 10:18
- Comités, témoins, dépenses, remboursement, 10:14, 15

**Charte canadienne des droits et libertés**

- Bill C-26, conditions d'âge, ramifications, 4:17-8

**Child Poverty Action Group**

- Activités, 16:44
- Modèles fictifs de régime fiscal, études, 16:38

**Choix éthiques et défis politiques, Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:14****Chômage**

- Conséquences sociales, 8:11; 13:7-8

**Church (The) and the Economic Crisis, Eglise Unie du Canada, 13:26****Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Historique, 10:7, 8
- Organismes représentés, liste, 10:40
- Position et recommandations
  - Allocations familiales
    - Désindexation partielle, 10:8
  - Imposition, 10:19-20
- Crédit d'impôt-enfant, 10:24
- Réaménagement des programmes d'aide aux familles avec enfants, 10:9, 11-2, 35-6
- Sécurité sociale, programmes, universalité, 10:19
- Représentations concernant Bill C-70, 10:13

**Confédération des organismes familiaux du Québec Inc. (COFAQ)—**

- Cont'd*
- Bill C-84, position, 12:34
- House of Commons Legislative Committee on Bill C-70, appearance before, 12:23
- Members, 12:22
- Philosophy, 12:22
- Social policy
  - Family policy, reappraisal, proposal, 12:24, 29-30
  - Universality, position, 12:30

**Confederation of National Trade Unions (CNTU)**

- Bill C-70, position, 10:10; 11:15
- Child benefits
  - Reform, proposals, 11:19-20, 22
  - Universality principle, position, 11:22-4
- Invitation to reappear before Committee, 19:19-20

**Côté, Hon. Michel, Minister of Consumer and Corporate Affairs**

- Bill C-83, introduction, 10:25, 26

**Côté, Rosette, Employee-advisor, Centrale de l'enseignement du Québec**

- Bill C-70
  - Discussion, 12:13, 15-7, 19-20
  - Statement, 12:9

**Cottreau, Hon. Ernest G., Senator (South Western Nova)**

- Bill C-70, 17:24
- Bill C-255, 14:10

**Coulombe, Françoise, Research Officer, Research Branch, Library of Parliament**

- Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 2:19

**Croll, Hon. David A., Senator (Toronto-Spadina)**

- Problems of the aged, study, motion on Order Paper, 4:27

**David, Anne-Marie, President, National Committee on the Status of Women, Confederation of National Trade Unions**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:20-1, 22, 23, 24, 25-6
  - Statement, 11:15-20

**David, Hon. Paul, Senator (Bedford)**

- Bill C-70
  - Canadian Conference of Catholic Bishops, 13:17-9
  - Child tax credit, 11:38, 47-8, 50, 54, 96; 12:12-3, 19, 44
  - Family allowances, 11:37-8, 72-3; 12:25; 16:36
  - Guaranteed income supplement, 17:30-2
  - National Council of Welfare, 11:94-5
  - Population, 12:26-7, 32
  - Poverty, 16:29; 17:25
  - Senior citizens, 17:32-3
  - Social policy, 12:11, 33-4
  - Social security programs
    - Child benefits, 15:9-10; 16:23
    - Universality, 11:37
- Bill C-70, subject-matter, 6:7

**Day-care centres**

- Availability, 9:27
- Baby-sitting service, comparison, 12:20

**Cohen, M. Mick, directeur, Division des normes des prestations de pension, Direction de l'actuariat, Département des Assurances**

- Bill C-90, teneur, discussion, 19:10-1, 12-3, 15-6, 17-18, 19, 22-3, 24-5

**Colombie-Britannique**

- Aide alimentaire, services, 11:13
- Aide au paiement des primes d'assurance-maladie, 9:126
- Aide sociale, prestations
  - Calcule, 3:7; 9:149
  - Famille biparentale avec deux enfants, 9:182
  - Tableau, 9:194
  - Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:217
  - Famille monoparentale avec deux enfants, 9:149
  - Tableaux, 9:161, 178
- Familles avec enfants, ressources financières totales
  - Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:194, 206
  - Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:217
  - Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:161, 178
- Normes de prestations de pension, loi, manque, 19:13, 14
- Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:149
- Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:178

**Comité canadien d'action sur le statut de la femme**

- Bill C-70, position, 11:33
- Enoncé de principes sur le projet de Loi C-70 concernant la désindexation partielle des allocations familiales*, 11:28-31
- Mémoire présenté au Comité permanent de la Chambre des communes de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales, 21 mars 1985, 11:32
- Prestations aux enfants, recommandations, 11:38
- Représentation, 11:27-8
- Supplément de revenu aux familles à faible revenu, recommandation, 11:39

**Commission d'appel de l'immigration**

- Auditions de réexamen, 5:7
- Décisions, critères, 5:13-5
- Décision Singh, ramifications, 5:6, 7-8, 11
- Membres
  - Mandat, durée, 18:21-3
  - Nombre, augmentation, nécessité, 5:5-6
- Parrainage dans la catégorie de la famille, appels, 5:7-8

**Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec)**

- Présence d'enfants dans la famille, conséquences pour le niveau de vie, conclusions, 16:31

**Commission Macdonald**

- Voir*
  - Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada

**Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald)**

- Allocations familiales
  - Bénéfices élargies, proposition, 16:33-4
  - Universality, position, 16:33
- Enfants, prestations et avantages fiscaux, réforme, proposition, 18:9

**Confédération des organismes familiaux du Québec Inc. (COFAQ)**

- Bill C-70, position, 12:23, 24, 34
- Bill C-84, position, 12:34
- Comité législatif de la chambre des Communes sur le projet de loi C-70, comparution devant, 12:23



**Day-care centres—Cont'd**

- Fees, table, 9:28
- Subsidies for needy families, 9:24
- Guidelines, table, 9:25
- Universal free system, proposal, 12:16, 17-9

**Defence**

- Expenditures, 10:37-8

**Denmark, 1:18****Divorce Act**

- Divorce, provisions, 19:32

**Doody, Hon. C. William, Senator (Harbour Main-Bell Island)**

- Bill C-70, 18:20, 25

**Doyle, Hon. Richard J., Senator (North York)**

- Bill C-26, subject-matter, 4:14-6, 22, 26
- Bill C-55, subject-matter, 5:9-10
- Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 2:18, 20, 22; 3:18, 22-3, 26

**Dulude, Louise, Vice-President, National Action Committee on the Status of Women**

- Bill C-70
- Discussion, 11:35-6, 38-41
- Statement, 11:27-33

**Economic conditions**

- Cost of living, differentials between provinces, 9:107-10
- Table, 9:109

**Economic policy**

- Planned economy, advantages, 16:15

**Education**

- Costs, 11:44, 45

**Employment**

- Growth, forecasts, 5:18
- Jobs created, 11:43
- Technological change, impact, 5:18
- Training, needs, 5:18-9

**Employment and Immigration Department**

- Training, consultation paper, quotations, 5:17-9

**Employment Opportunities: Preparing Canadians for a Better Future**

- Document tabled, First Ministers' Conference, 14-15 Feb./85, 5:17

**Epp, Hon. Arthur Jacob (Jake), Minister of National Health and Welfare**

- Bill C-26, subject-matter
  - Discussion, 4:9-18
  - Statement, 4:7-9
- Bill C-70
  - Appearance requested, 17:38-40, 41-2
  - Discussion, 18:8-19
  - Introductory remarks, 18:7
- Bill C-70, subject-matter
  - Discussion, 6:7-19, 20
  - Statement, 6:5-7

**Confédération des organismes familiaux du Québec Inc. (COFAQ)—Suite**

- Membres, 12:22
- Philosophie, 12:22-3
- Politique sociale
  - Politique familiale, réévaluation, proposition, 12:24, 29-30
  - Universalité, position, 12:30

**Confédération des syndicats nationaux (CSN)**

- Bill C-70, position, 10:10; 11:15
- Invitation de comparaître une deuxième fois devant le Comité, 16:19-20
- Prestations aux enfants
  - Principe de l'universalité, position, 11:22-4
  - Réforme, propositions, 11:19-20, 22

**Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC)**

- Commission épiscopale des affaires sociales, 13:8
- Choix éthiques et défis politiques, 13:14
- Invitation de comparaître une deuxième fois devant le Comité, 13:24-5
- Lettre du 15 novembre 1985 à l'honorable J. Epp, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social concernant Bill C-70, 13:6-8
- Réponse, 13:15
- Politique sociale, position, 13:17-0, 20
- Politiques, élaboration, 13:19-20
- Représentations auprès du gouvernement, 13:19
- Télégramme de janvier 1986 au très honorable Brian Mulroney concernant Bill C-70, 13:15

**Congrès du travail du Canada**

- Comité législatif de la chambre des Communes de la chambre des Communes sur le projet de loi C-70, mémoire soumis au, 16:6
- Invitation de comparaître une deuxième fois devant le Comité, 16:19-20
- Position et recommandations
  - Allocations familiales
    - Désindexation partielle, disposition de temporisation, mise en place, proposition, 16:16
    - Indexation, 16:17-8
    - Universalité, 16:18-9
  - Bill C-70, 16:9
  - Crédit d'impôt-enfant, 16:16
- Prestations aux enfants et aux personnes âgées, document d'étude, réponse, 16:7, 12-3

**Conseil canadien de Développement social**

- Allocations familiales, désindexation, économies pour le gouvernement, chiffres, 16:29
- Bill C-70, conséquences, position, 13:32
- Document de Travail sur la sécurité sociale, mémoire au Comité permanent de la Chambre des communes de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales, 1:5
- Exemption de conjoint au foyer, remplacement par un crédit d'impôt, proposition, 1:11, 17
- Prestations aux enfants et avantages fiscaux, modifications proposées, évaluation, 15:7

**Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse**

- Canada's Children 1985, étude statistique, 17:10, 16
- Collectivités autochtones, recherches, 17:15
- Interdit au mineurs: la place de l'enfant dans la société canadienne, 17:15
- Mandat, 17:5

**Epp, Hon. Arthur Jacob (Jake), Minister of National Health and...—**  
*Cont'd*  
 Child benefits, modifications, savings realized, utilization, statements, **11:31-2; 17:18, 23-4**  
 Family, strengthening, statement, **11:51**  
 Bill C-70, ramifications, **16:21**  
 Letter of Nov. 15/1985 concerning Bill C-70 from Canadian Conference of Catholic Bishops, **13:6-8, 15**  
 Social programs, universality, position, **11:70**

**Ethical Choices & Political Challenges, Canadian Conference of Catholic Bishops, 13:14**

## FA

*See*  
 Family allowances

## FIP

*See*  
 Saskatchewan — Family Income Plan

**Falardeau-Ramsay, Michelle, Chairman, Immigration Appeal Board**

Bill C-55, discussion, **18:22-3**  
 Bill C-55, subject-matter  
 Discussion, **5:7-8, 11, 13-5**  
 Introductory remarks, **5:5**  
 Statement, **5:5-7**

## Family

Childless, **8:10**  
 Common-law marriages, children, rights, **8:15-7**  
 Contributions to society, **11:77-8**  
 Costs, **12:35**  
 Disintegration, **17:8**  
 Economic conditions, impact, **8:7**  
 Family wage concept, **11:78-80**  
 Financial situation, **8:8-9**  
 Average income, **1:9; 8:9**  
 Two-parent, income, data, **18:27-8**  
 Table, **18A:3**  
*See also below*  
 Single parents — Financial situation  
 Two parents, three children — Financial position  
 Two parents, two children — One income, financial position  
 Government policy, **11:51, 67-8, 77-8; 12:23, 24; 17:34**  
 Development, **12:35-6; 17:11-2**  
 Justification, **15:12**  
 Reappraisal, need, **11:69, 76; 12:29-30; 15:8-9, 10, 17-9**  
 Having children  
 Financial assistance from government, justification, **11:28-9, 66-7; 12:9**  
 Number, **8:9**  
 Low income  
 Aid, inadequacy, **1:11; 10:28-30; 11:12-3**  
 Budget, May 23/85, cumulative impact, **2:5-7, 11-2, 17; 6:8-12; 10:17-8, 32-4; 11:6, 13, 18, 19, 44-5; 13:22; 16:31**  
 Consumers, **11:7**  
 Family allowance, significance, **8:13, 22-4; 10:21**  
 Sales tax credit, proposed, value, **16:40**  
 Single-parent mothers, **1:15-7**  
 Tax relief, **2:17, 18; 17:29**  
 Unexpected expenses, **11:48-9**  
 Middle-income, May 23/85 budget measures, impact, **2:12; 11:6, 18-9**  
 Parent at home, payment, **8:14-5**

**Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse—Suite**

Position et propositions  
 Allocations familiales, **17:6-7**  
 Universalité, **17:9**  
 Déficit budgétaire, réduction, **17:7**  
 Exemptions personnelles d'impôt, **17:7**  
 Centre de responsabilités des politiques de la jeunesse, établissement, **17:11-2**  
 Institut national de leadership pour les jeunes autochtones, proposé, **17:7, 16**  
 Sénat à assumer le rôle de protecteur des faibles, **17:7-9**  
 Rapport du Comité sénatorial spécial sur la jeunesse, évaluation, **17:5-6**

**Conseil consultatif canadien de la situation de la femme**

Enfants, prestations et avantages fiscaux, modifications, conclusions, **7:12**

**Conseil consultatif national sur le troisième âge**

Etablissement et mandat, **17:28**  
 Position et recommandations  
 Allocations familiales, désindexation partielle, **17:29**  
 Pensions de vieillesse, **17:33**  
 Sécurité de la vieillesse, désindexation partielle proposée, réponse, **17:28**

**Conseil national du Bien-être social**

Administration, **11:88-9**  
 Bill C-70, position, **11:80-1**  
 Budget, 23 mai 1985  
 Conséquences, analyse, **11:84-7, 91-4; 13:26; 15:7**  
 Données, **11:90-1**  
 Position, **2:13-4**  
 Réponse, **2:25**  
 Composition, mandat, rôle, **1:22; 11:88, 89**  
 Crédit d'impôt-enfant, versement, position, **11:95-6**  
*Donner d'une main et reprendre de l'autre: le budget de mai 1985 et les pauvres (Giving and Taking), 13:26-7*  
*Pauvreté (La) à la hausse, 1:30; 12:38*  
 Personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, rapport, octobre 1985, **7:6**  
 Prestations aux enfants, modifications, propositions, **1:23; 11:81, 94-5**  
 Effets, **1:29-30; 11:87-8**  
 Graphiques, **1A:226, 227**  
*Réforme (La) des prestations pour enfants*, réponse au document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, **1:22-3, 28; 1A:114-223**  
*Régime caché d'assistance sociale, 1:28*

**Côté, honorable Michel, ministre de la Consommation et des Corporations**

Bill C-83, introduction, **10:25, 26**

**Côté, M<sup>me</sup> Rosette, employée-conseil, Centrale de l'enseignement du Québec**

Bill C-70  
 Discussion, **12:13, 15-8, 19-20**  
 Exposé, **12:9**

**Cottreau, honorable Ernest G., sénateur (South Western Nova)**

Bill C-70, **17:24**  
 Bill C-255, **14:10**



**Family—Cont'd**

- Separation and divorce
  - Economic consequences, 13:9
  - Poverty, link, 11:68
- Single parents
  - Federal child benefits, table, 9:49
  - Financial position, 1:6, 13, 30; 9:29; 13:9
    - Total resources, tables, 9:38-47, 51, 55-64
  - Incidence, 8:10; 9:29
  - Maximum social assistance benefits, table, 9:50
  - May 23/85 budget measures, impact, 11:19; 16:31
  - Teenage mothers, problems, 15:17-8
  - Unemployment, 3:13; 8:11
- Standard of living, impact of children, 16:31-2
- Taxation, 16:11-2
- Two parents, three children
  - Federal child benefits, table, 9:104
  - Financial position, 9:92, 103
  - Maximum social assistance benefits, table, 9:105
  - Total financial resources, tables, 9:92-102, 106
- Two parents, two children
  - One income, financial position, 9:65-9
    - Total financial resources, tables, 9:70-9
  - Two incomes, actual income, analysis, 9:80-1
    - Tables, 9:82-91
- Upper income, May 23/85 budget measures, impact, 2:12-3; 11:6, 19; 16:31

**Family allowances (FA)**

- Administration, 9:22
- Benefits, 1:25
  - Effects of inflation, government approaches, 16:17-8
- Increase
  - Government policy, 18:12-3
  - Need, 13:6-7
- In constant dollars, historical overview, 11:84
- Modifications, historical overview, 6:19; 8:20; 9:19; 16:17; 18:9
- Tables and charts, 1A:109; 9:20-1
- Uniform or variable rate, 12:20-1
- Use, 16:27-8; 17:9-10, 19
- Value, 9:13
  - Decline, 11:66; 16:33
  - Historical overview, 11:82-3
- Birth rate, impact, 6:7-9, 19-20; 8:11, 14; 11:69-70; 12:26-7; 16:10, 13
- Cheques
  - Date of arrival, 12:39
  - January and February/1986, 8:12; 10:23-4; 11:8, 25-6; 13:15-6; 15:14
- Child tax credit, comparison, 17:12-3
- Children benefitting as percentage of total population, 11:81
- Conditions, 9:22
- Cost, 1:8, 25; 11:81-2
  - As percentage of GNP, 11:66
- De-indexing, partial
  - Anti-family measure, 12:23-4, 25-6, 32; 13:9; 16:11, 21; 18:10
  - Attack on poor, 12:42; 17:17
  - Compensated by child tax credit, 16:15-6
  - Dangerous precedent, 12:25; 13:6
  - Impact, 18:15
    - Children, 15:13-4; 16:21-3
    - Cost to provinces, 16:28
    - Families, 8:9-10, 12-3, 18-22; 10:8; 11:73
      - Low income, 11:6-7, 67; 13:7, 27
      - Native, 7:6
    - Receiving welfare, 11:20-1, 43, 44-5; 12:38-9, 41-2

**Coulombe, M<sup>me</sup> Françoise, attaché de recherche, Service de recherche, Bibliothèque du Parlement**

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 2:19

**Crédit d'impôt-enfant (CIE)**

- Abolition en faveur des allocations familiales
  - Etude proposée, 11:64-5
  - Proposition, 16:33-4
- Administration, 9:132; 11:57
- Admissibilité, 9:132, 135; 11:50; 15:6; 16:34
- Allocations familiales
  - Comparaison, 17:12-3, 26-7
  - Séparation, 17:22
- Augmentation, recommandation, 13:26
- Bénéficiaires, 11:50, 54; 18:28
  - Nombre, baisse, 12:13
- Cession du droit au remboursement, 11:45, 46, 47-8
- Demandes, taux, 11:38
  - Personnes ayant droit qui ne font pas de demande, 16:33
- Modifications proposées, 9:135
  - Prestations provinciales, effet, 11:8, 20, 42-3, 47, 50, 57; 15:16; 16:25
- Montant, 9:135
- Objet, 9:132; 16:7
- Programme, conception, 1:26
- Revenu familial, incidence, 9:123
- Supplément de revenu garanti
  - Comparaison, 10:18-9; 17:34-5
  - Conversion en, proposition, 16:24-5; 17:13-4
- Valeur, 9:125, 168
  - Bienfaits psychologiques, 15:12
- Versements
  - Anticipés, 10:16, 25-6; 11:95; 13:24; 16:16, 29-30
  - Conséquences, 11:7, 52; 18:26-7
    - Tableaux, 18A:4-5
  - Fréquence, 6:14; 7:8, 13; 11:46, 48-9, 95-6; 12:19-20, 44, 45; 13:33

**Croll, honorable David A., sénateur (Toronto-Spadina)**

Problèmes des personnes âgées, étude, motion à l'ordre de jour, 4:27

**DFG***Voir*

Sécurité sociale, programmes — Enfants, prestations et avantages fiscaux — Déduction pour frais de garde

**Danemark, 1:18****David, M<sup>me</sup> Anne-Marie, présidente, Comité national de la condition féminine, Confédération des syndicats nationaux****Bill C-70**

Discussion, 11:20-1, 22, 23, 24, 25-6  
Exposé, 11:15-20

**David, honorable Paul, sénateur, (Bedford)****Bill C-70**

Allocations familiales, 11:37-8, 72-3; 12:25; 16:36  
Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:17-9  
Conseil national du Bien-être social, 11:94-5  
Crédit d'impôt-enfant, 11:38, 47-8, 50, 54, 96; 12:12-3, 19, 44  
Pauvreté, 16:29; 17:25  
Personnes âgées, 17:32-3  
Politique sociale, 12:11, 33-4  
Population, 12:26-7, 32

**Family allowances (FA)—*Cont'd***De-indexing, partial—*Cont'd*Impact—*Cont'd*

Intergenerational solidarity and interdependence, 17:29-30

Losses, 12:42-4

Methodical erosion of program, 11:33-4; 16:34; 17:6-7

Women, 10:22-3; 11:17; 17:18-20

## Implementation, 18:11-2

## Justification, 18:9-10, 11

Lack of, 17:18

National poverty groups, position, 8:12

Opposition, 11:63; 13:15-6; 16:13-4; 18:14-5

Press coverage, lack, 12:49

Partial deindexing of OAS, response, comparison, 13:7; 17:7

Savings realized, 10:24-5; 16:29

Utilization, 6:15-7; 10:22, 28, 32; 11:31-2; 16:22; 18:15

Sunset clause, addition, proposal, 16:16

System proposed in Bill C-70 and 6 and 5 per cent limits, comparison, 8:24-5; 18:13-4

Understanding of general public, 16:9-10, 11

## Eligibility, 11:50

## Equitable measure, 16:33

Extension to pregnant women, proposal, 15:15-6

Family income, impact, 9:12; 10:22

Historical background, 1:23-4; 16:32

## Income redistribution program for families

Effectiveness, 17:12-3, 17, 21-2; 18:29

Recommendation, 16:36-7

## Indexing, 2:6

Bill C-70, consequences, 6:5; 11:55

Full, restoration, probability, 18:17

Preservation, importance, 10:32; 11:53-4

## Introduction,

Old age security, comparison, 17:34-5

Other countries, 16:32, 37

Overpayments, remission, 6:6

Payments, significance, 10:24; 13:35; 17:15

## Families, 12:28

Low-income, 8:13, 23-4; 10:9-11, 21; 11:43-4, 60; 12:9, 37-9, 40; 13:11; 16:21

Middle-income, 12:39

Single parent, 13:9

Psychological benefits, 15:12; 17:6

Teenage mothers, 8:22-3

Women, 10:21-2; 11:29-30, 33, 44; 12:9, 15-6; 13:9; 17:19, 22

## Presumption of death, 6:6-7

## Principles

Improving horizontal equity between adults with children and others, 11:66-7, 71; 12:23-4; 16:16, 32, 33

Recognition of collective responsibility toward children, 13:8; 16:32-3; 17:6

Purpose, 1:13-4; 9:19; 11:78

## Recipient, proposals and recommendations

Lower income parent, 11:31; 12:16-7

Parent at home, 8:16, 17-8

## Retention, recommendation, 12:8, 9

Taxation, 10:17, 19, 27-8; 11:52-3, 67; 17:6

High income families, tax back, 11:13-4

## Universality, 6:18-9

Consolidation, proposal, 12:8

Justification, 11:35, 59, 60; 15:6; 17:6

Opposition, 11:26

Preservation, 17:9; 18:16

Principle, 10:12, 19; 11:22-5, 28-9, 52-3, 55, 56, 71-3; 12:10-1, 30; 16:18-9, 28

Undermining, 10:8, 17; 11:16-7, 70-1; 12:7; 16:31

Welfare assistance level, impact, 6:9-12

**David, honorable Paul, sénateur, (Bedford)—*Suite***Bill C-70—*Suite*

Sécurité sociale, programmes

Enfants, prestations et avantages fiscaux, 15:9-10; 16:23

Universalité, 11:37

Supplément de revenu garanti, 17:30-2

Bill C-70, teneur, 6:7

**Défense**

Dépenses, 10:37-8

**Députés**

Pensions, exigences en matière de rapports, 14:7

**Discours du trône**

Famille, renforcement, déclaration, 11:51

**Divorce, Loi**

Divorce, dispositions, 19:32

***Donner d'une main et reprendre de l'autre: le budget de mai 1985 et les pauvres, Conseil national du Bien-être social, 13:26-7*****Doody, honorable C. William, sénateur (Harbour Main-Bell Island)**

Bill C-70, 18:20, 25

**Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)**

Bill C-26, teneur, 4:14-6, 22, 26

Bill C-55, teneur, 5:9-10

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 2:18, 20, 22; 3:18, 22-3, 26

**Droit au remboursement en matière d'impôt, Loi modifiant la Loi sur la cession (Bill C-83)**

But, 10:17

## Dispositions

Crédit d'impôt-enfant, versements anticipés, 10:16, 25-6

Escompteurs de l'impôt, tarifs, 10:26

**Droits de la personne, Loi canadienne**

Alinéa 14(d), amendement corrélatif au Bill C-90, 19:19

**Droits et libertés, charte***Voir*

Charte canadienne des droits et libertés

**Dulude, M<sup>me</sup> Louise, vice-présidente, Comité canadien d'action sur le statut de la femme**

## Bill C-70

Discussion, 11:35-6, 38-41

Exposé, 11:27-33

**EIE***Voir*

Exemption d'impôt au titre des enfants

**Economie, politique**

Planification, avantages, 16:15

**Economie, situation**

Coût de la vie, différences entre les provinces, 9:222-5

Tableau, 9:224



**Family Allowances Act, 1973, Act to amend***See*

Bill C-70

Bill C-70, subject-matter

**Family Service Association of Metropolitan Toronto**

Clientele, income, 11:68

Government, attitude towards families, observation, 11:67-8

**Family Service Canada**

Child benefits programs

Basic policy preferences, 8:18-22

Letter addressed to Right Hon. Brian Mulroney, 8:5, 18

Modifications proposed, budget of May 23/1985

Consequences, position, 8:6

Presentations to House of Commons committees, 8:5, 6

Establishment and mandate, 8:6

Recommendations

Family allowances, payment to parent at home, 8:16, 17-8

Social programs and tax system, reform, 8:7

Women members, 8:12

**Federal-provincial fiscal arrangements**

Federal transfers, May 23/85 budget measures, effect, 2:16

**Fédération des femmes du Québec**

Bill C-70, position, 10:21-2

Member associations, 10:21

**Finance**

Fiscal regime, reform, proposal, 8:7

**Finance Department**

Bill C-90, impact on Department of Insurance, response, 19:26

**Flynn, Hon. Jacques, Senator (Rougement)**

Bill C-70, 17:37, 41, 42

**Fortier, Pierre, Acting Director General, Policy, Liaison and Development, Department of National Health and Welfare; Director General, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare**

Bill C-26, subject-matter, discussion, 4:19, 20, 23

Bill C-116, subject-matter

Discussion, 19:29, 30-1, 32, 33, 34-5, 38

Introductory remarks, 19:27-8

Statement, 19:28-9

**France**

Family allowances, 16:32, 37

Supplementary support system for children, inception, 16:35-6

Taxation, 1:18

**Front commun des assistés sociaux du Québec**

Bill C-70, withdrawal, recommendation, 11:44

Child tax credit, payment, position, 11:45-6, 47-9

Family allowances, partial deindexing

Losses, calculation, 12:43

Position, 11:20

Representation, 11:42

**GIS***See*

Guaranteed income supplement

**Education**

Coûts, 11:44, 45

**Eglise Unie du Canada**

Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, mémoire, 13:35-6

*Church (The) and the Economic Crisis*, 13:26

Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté

Etudes de cas, budgets mensuels, 13:28-32, 34-5

Mémoires

A l'intention du Comité, 13:25

Comité législatif de la Chambre des communes sur le projet de loi C-70, 13:26

Comité permanent de la Chambre des communes de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 13:25-6

Position et recommandations

Allocations familiales, désindexation partielle, 13:27-8, 32

Sécurité sociale, programmes, réforme, 13:26

**Emploi**

Changement technologique, conséquences, 5:18

Formation, besoins, 5:18-9

Niveau, croissance, prévisions, 5:18

Postes créés, 11:43

**Emploi, création**

Budget, 23 mai 1985, effets, 2:17-8

**Emploi et Immigration, ministère**

Formation, document d'étude, citations, 5:17-9

**Enfant (L') en péril, rapport du Comité sénatorial permanent de la Santé, du bien-être et des sciences (1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature)**

Contribution importante aux enfants et aux familles, 17:7

Recommandations, 15:16

**Enfants**

Allocations familiales, réductions, conséquences, 16:21-3

Besoins faisant partie intégrante de ceux des parents, 16:34

Bien-être, besoins de ressources financières, 16:27

Coûts pour élever, 16:31-2

Pauvreté, 1:13, 31; 8:6; 17:10, 17

Conséquences relatives à l'éducation, 15:11-2; 17:20, 26

Etude, 17:24-6

Politique sociale à l'égard des

Historique, 16:35-6

Nécessité, 16:31

Protection, 16:24

Politique, besoin, 15:17-8; 17:8-9

Responsabilité du gouvernement à l'égard des, manque de reconnaissance, 17:14

**Epp, honorable Arthur Jacob (Jake), ministre de la Santé nationale et du Bien-être social**

Bill C-26, teneur

Discussion, 4:9-18

Exposé, 4:7-9

Bill C-70

Comparution demandée, 17:38-40, 41-2

Discussion, 18:8-19

Remarques introductives, 18:7

Bill C-70, teneur

Discussion, 6:7-19, 20

Exposé, 6:5-7

**Garrity, Frank, President, Canadian Teachers' Federation**

- Bill C-70
- Discussion, 17:21, 24-5, 26, 27
- Statement, 17:16-7, 20

**Gaughan, Gerry, Vice-President of the Board, Family Service Canada**

- Bill C-70, subject-matter, statement, 8:6-7

**Germany, West**

- Family allowances, 16:32
- Taxation, 1:18

**Gigantès, Hon. Philippe Deane, Senator (De Lorimier)**

- Bill C-55, subject-matter, 5:7, 11
- Bill C-70, 12:25, 27, 31-2, 42-6, 47, 49
- Bill C-70, subject-matter, 8:13-5, 22, 24
- Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985
- Budget, May 23/85, 2:11, 12
- Canada Assistance Plan, 3:8
- Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 2:24, 25; 3:8-10, 12-5, 17-9, 21, 23, 24-5
- Income, 1:12-4
- Motion, 9:4
- Poverty, 1:30
- Quebec, 2:19
- Senior citizens, 2:7
- Social security programs, 1:27; 2:15
- Training and Employment, Subcommittee, 5:17-21

**Girard, R.A., Director, Refugee Affairs, Department of Employment and Immigration**

- Bill C-55, discussion, 18:23-5
- Bill C-55, subject-matter, discussion, 5:8-10, 11-3

**Giving and Taking: The May 1985 Budget and the Poor, National Council of Welfare, 13:26-7****Globe and Mail**

- Budget, May 23/85, implications for provinces, article by Bruce Little, May 25/1985, 2:16
- Budget deficit reduction, editorial, 1:10

**Glossop, Robert, Co-ordinator of Programs and Research, Vanier Institute of the Family**

- Bill C-70
- Discussion, 11:70-2, 73-80
- Statement, 11:66-9

**Gordon, Joan Ann, counsellor; Coalition du Québec pour les allocations familiales; Concordia University Women's Collective**

- Bill C-70
- Discussion, 10:13-4, 37-8; 12:44, 45, 49-50
- Introductory remarks, 12:36-7
- Statement, 10:9

**Government**

- Distrust, 11:10-1
- Opposition to Bill C-70, response, 10:24, 30, 36-7; 17:40-2; 18:8-11
- Responsibility to children and parents, 12:23

**Graham, Hon. Bernard Alasdair, Senator (The Highlands)**

- Bill C-70
- Budget, 10:39
- Canadian Conference of Catholic Bishops, 13:15

**Epp, honorable Arthur Jacob (Jake), ministre de la Santé...—Suite**

- Famille, renforcement, déclaration, 11:51
- Bill C-70, ramifications, 16:21
- Lettre du 15 novembre 1985 concernant Bill C-70 reçue de la Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:6-8, 15
- Prestations aux enfants, modifications, économies réalisées, utilisation, déclarations, 11:31-2; 17:18, 23-4
- Programmes sociaux, universalité, position, 11:70

**Etats-Unis**

- Emplois, création, 2:17-8
- Enfants
- Prestations sociales, pas de programme, 1:24
- Protection, 4:27
- Famille, politique, tentatives pour établir, 15:11
- Immigration, politiques, 5:10
- Impôts, 1:18, 19

**Etudiants**

- Aide, 13:21

**Exemption d'impôt au titre des enfants (EIE)**

- Abolition
- Décision à prendre dans la cadre d'une réforme fiscale, 15:8
- Propositions, 1:23, 29-30; 11:20, 23, 38, 64-5, 81; 12:8
- Graphiques, 1A:226, 227
- Violation du principe de l'équité, 15:6
- Avantage sélectif, 11:23, 24, 30; 12:13
- Historique, 1:23; 9:135
- Réduction
- Décision, 12:14
- Propositions, 9:136; 10:9, 11-2
- Revenu familial, incidence, 9:123, 135-6
- Valeur, 1:10-1; 9:125, 168; 11:84-5
- Famille monoparentale et famille biparentale, comparaison, 9:179

**Falardeau-Ramsay, M<sup>me</sup> Michelle, présidente, Commission d'appel de l'immigration**

- Bill C-55, discussion, 18:22-3
- Bill C-55, teneur
- Discussion, 5:7-8, 11, 13-5
- Exposé, 5:5-7
- Remarques introductives, 5:5

**Familles**

- A faible revenu
- Allègement fiscal, 2:17, 18; 17:29
- Allocations familiales, importance, 8:13, 22-4; 10:21
- Aide, insuffisance, 1:11; 10:28-30; 11:12-3
- Budget, 23 mai 1985, effet cumulatif, 2:5-7, 11-2, 17; 6:8-12; 10:17-8, 32-4; 11:6, 13, 18, 19, 44-5; 13:22; 16:31
- Consommateurs, 11:7
- Crédit d'impôt au titre de la taxe de vente proposé, valeur, 16:40
- Dépenses imprévues, 11:48-9
- Mères seules, 1:15-7
- A revenu élevé, mesures budgétaires du 23 mai 1985, effet, 2:12-3; 11:6, 19; 16:31
- A revenu moyen, mesures budgétaires du 23 mai 1985, effet, 2:12; 11:6, 18-9
- Ayant des enfants
- Aide financière du gouvernement, justification, 11:28-9, 66-7; 12:9
- Nombre, 8:9
- Biparentales avec deux enfants
- Un revenu, situation financière, 9:179-84
- Ressources financières totales, tableaux, 9:185-94



**Graham, Hon. Bernard Alasdair, Senator (The Highlands)—Cont'd**

Bill C-70—Cont'd

Canadian Home and school and Parent-Teacher Federation Inc.,  
15:12-3

Coalition du Québec pour les allocations familiales, 10:12-3

Family, 11:12-3

Family allowances, 11:63, 69-72; 12:39-40, 41-2; 13:15-6;  
15:13-4; 18:13-5, 17

Motion, 18:5

National Council of Welfare, 11:88-9

Poverty, 12:40-1

Procedure, 10:16, 36; 18:19-20

Shepherds of Good Hope, 13:17

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 10:14, 16; 11:62

Social security programs, 10:29-30, 33; 11:12; 18:15-6

Child benefits, 11:92-3; 12:33

Bill C-90, subject-matter, 19:11-2

Bill C-116, subject-matter, 19:27-8

**Great Britain**

See

United Kingdom

**Great Universality Debate (The); What was it all about?, David Ross,**  
1:5; 1A:1-6**Guaranteed income supplement (GIS)**

Administration, 17:31-2

Canada Pension Plan payments, impact, 4:13-4

Child tax credit, comparison, 17:35

Entitlement, 17:34-5

Indexing, 2:7

Program, success, 13:21; 17:13

Recipients, attitude concerning, 17:30, 31

Reporting requirements, 14:6-7

Under Bill C-255, 14:9

**HWC**

See

National Health and Welfare Department

**Hagglund, Rodney, Director, Policy, Liaison and Planning, Department of National Health and Welfare; Director of Policy, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare**

Bill C-26, subject-matter, discussion, 4:19-21

Bill C-116, subject-matter, discussion, 19:31-2, 33-4, 35-6, 38

**Hanes, Hal, Chief, Income Security, Social Policy Division, Department of Finance**

Bill C-90, subject-matter, 19:11, 12, 21

**Hastings, Hon. Earl A., Senator (Palliser-Foothills)**

Bill C-70, 18:19, 25

**Hayden, Christine, Delegate, National Working Group on Economy and Poverty, United Church of Canada**

Bill C-70

Discussion, 13:33, 35-6

Introductory remarks, 13:25

Statement, 13:25-32

**Familles—Suite**

Biparentales avec deux enfants—Suite

Deux revenus, revenu réel, analyse, 9:195-6

Tableaux, 9:197-206

Biparentales avec trois enfants

Prestations fédérales pour enfants, tableau, 9:219

Prestations maximales d'aide sociale, tableau, 9:220

Ressources financières totales, tableaux, 9:208-17, 221

Situation financière, 9:207, 218

Conditions économiques, incidence, 8:7

Coûts, 12:35

Désintégration, 17:8

Finances, situation, 8:8-9

Biparentales, revenu, données, 18:27-8

Tableau, 18A:6

Revenu moyen, 1:9; 8:9

Voir aussi plus bas

Monoparentales — Situation financière

Voir aussi plus haut

Biparentales avec deux enfants — Un revenu, situation financière

Biparentales avec trois enfants — Situation financière

Impôts, 16:11-2

Monoparentales

Chômage, 3:13; 8:11

Mères adolescentes, problèmes, 15:17-8

Mesures budgétaires du 23 mai 1985, effet, 11:19; 16:31

Occurrence, 8:10; 9:142

Prestations fédérales pour enfants, tableau, 9:163

Prestations maximales d'aide sociale, tableau, 9:164

Situation financière, 1:6, 13, 30; 9:142; 13:9

Ressources totales, tableaux, 9:152-61, 165, 169-78

Niveau de vie, conséquence de la présence d'enfants, 16:31-2

Parent au foyer, rémunération, 8:14-5

Politique du gouvernement, 11:51, 67-8, 77-8; 12:23, 24; 17:34

Elaboration, 12:35-6; 17:11-2

Justification, 15:12

Réévaluation, besoin, 11:69, 76; 12:29-30; 15:8-9, 10, 17-9

Revenu familial, notion, 11:78-80

Rôle au sein de la société, 11:77-8

Sans enfant, 8:10

Séparation et divorce

Conséquences économiques, 13:9

Pauvreté, lien, 11:68

Unions libres, enfants, droits, 8:15-7

**Family Service Association of Metropolitan Toronto**

Clientèle, revenu, 11:68

Gouvernement, attitude concernant la famille, observation, 11:67-8

**Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.**

Activités, 15:5

Membres, 15:5-6

Politiques, établissement, 15:12-3

Position et recommandations

Allocations familiales

Désindexation partielle, 15:7-8, 13

Universalité, 15:6

Versement aux femmes enceintes, proposition, 15:15-6

Crédit d'impôt pour enfants, 15:6

Exemption d'impôt à titre des enfants, 15:6, 8

**Fédération canadienne des enseignants**

Bill C-70, opposition, 17:17

Membres, 17:17

## Health, Welfare and Science, Standing Senate Committee (1<sup>st</sup> Session, 32<sup>nd</sup> Parliament)

*Child at Risk*, report to Senate, 15:16; 17:7

## Health, Welfare and Social Affairs, Standing House of Commons Committee

*Child and Elderly Benefits — Consultation Paper*, hearings

Canadian Council on Social Development, *Discussion Paper (A) on Social Security*, brief, 1:5

Canadian Labour Congress, response, 16:6, 7

Coalition pour l'universalité des programmes sociaux, presentation, 11:15

National Action Committee on the Status of Women, brief, 11:32

Solidarité populaire — Québec, brief, 11:62, 64

Child benefits, guidelines, reaffirmation, 17:18

## Hébert, Hon. Jacques, Senator (Wellington)

Bill C-55, subject-matter, 5:13-5

Bill C-116, subject-matter, 19:31-2

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 3:26

## Henripin, Jacques, Professor, University of Montreal

Demographic studies of Quebec, 6:8, 20; 12:26, 27

## *Hidden (The) Welfare System*, National Council of Welfare, 1:28

## House of Commons

Bill C-70, debate, 10:18

Committees, witnesses, expenses, payment, 10:14, 15

## Housing

Available for low income families, 13:32

Rental expenditures, variations between provinces, 9:108

## Howe (C.D.) Research Institute

Budgets, federal, impact, findings, 11:40; 16:42

## Hughes-Geoffrion, Debbie, Community Liaison, National Anti-Poverty Organization

Bill C-70

Discussion, 11:7-14

Statement, 11:6-7

## Immigration

Athletes, criteria for entry, 18:23-5

Family-class sponsorship

Appeals, backlog, 5:7-8

Impact of Bill C-55, 5:6

Refusal, right to appeal, 5:6

Immigrants

Applying abroad, criteria, 18:23-4

Illegal, control, 5:9

Increase to balance falling birthrate, practicality, 8:13-4

Policies, influences, 5:9-10

Refugees, 5:8-9, 11-3

Claimants, 5:10-1

Claims system, 5:6

## Immigration Act, 1976

Discussion, Section 37 — Minister's permits, 18:24

## Fédération canadienne des enseignants—Suite

Objectifs, 17:17

Pauvreté, conséquences pour l'éducation des enfants, étude, 17:24-6

Position et recommandations

Bill C-70, retrait, 17:20, 21

Crédit d'impôt-enfants, 17:22

Prestations et avantages fiscaux pour enfants, réforme, 17:20

Principes, 17:20, 26

Financement, 17:20, 22

Programmes de sécurité sociale, modifications, présentations concernant, 17:23

## Fédération des femmes du Québec

Associations membres, 10:21

Bill C-70, position, 10:21-2

## Femmes

Allocation au conjoint, bénéficiaires sous le Bill C-26, 4:11

Divorcées, exclusion, 19:31

Allocations familiales

Désindexation partielle, conséquence, 11:17; 17:18-20

Importance comme revenu, 10:21-2; 11:29-30, 33, 44; 12:15-6; 13:9; 17:19, 22

Bill C-70, opposition, 11:28

Mariées et faisant partie de la main-d'oeuvre active, 9:195

Mariées ou divorcées, droit à une pension de retraite du RPC sous le Bill C-116, 19:30-1

Pauvreté, 1:6, 15-8, 30; 7:7-8

Causes, 11:32

Prestations de pension, 4:15

Rôle secondaire, 8:17

## Finances

Régime fiscal, réforme, proposition, 8:7

## Finances, ministère

Bill C-90, effet sur le Département des Assurances, réponse, 19:26

## Flynn, honorable Jacques, sénateur (Rougemont)

Bill C-70, 17:37, 41, 42

## Formation, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

Document d'étude, citations, 5:17-9

## Fonction publique

Fonds de retraite

Cotisations, investissement, 14:10-1, 12-3

Rapports, exigences, 14:7

Pensions, prestations

Admissibilité, âge, 19:11

Garantie de la part du gouvernement, 14:13-4

## Fortier, M. Pierre, directeur général intérimaire, Planification, liaison et développement, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; directeur général, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé et du Bien-être social

Bill C-26, teneur, discussion, 4:19, 20, 23

Bill C-116, teneur

Discussion, 19:29, 30-1, 32, 33, 34-5, 38

Exposé, 19:28-9

Remarques introductives, 19:27-8



**Immigration Act, 1976, Act to amend**

- See*  
 Bill C-55  
 Bill C-55, subject-matter

**Immigration Appeal Board**

- Family-class sponsorship, appeals, 5:7-8  
 Members  
   Term, 18:21-3  
   Number, increase, need, 5:5-6  
 Redetermination hearings, 5:7  
   Decisions, criteria, 5:13-5  
 Singh decision, ramifications, 5:6, 7-8, 11

***Impact of Changes to Child Benefits, Marion G. Wrobel, 2:19*****Income**

- Average family, 1:9; 8:9  
 Concepts, 9:11; 18:29  
   Total financial resources, 9:11-2  
 Family receiving social assistance, 1:32  
   Chart, 1A:113  
 Redistribution  
   Equity, 1:12; 16:7; 17:12-3, 21-2; 18:28-9  
   Justification, 1:12-4; 8:6  
 Two-parent families, distribution, data, 18:27-8, 29  
   Table, 18A:3

**Income tax**

- Budget, May 23/85, effect  
   Families, 16:31  
   Low income, 11:86-7  
   Personal exemptions, indexing, restrictions, 2:6-7  
 Child care deduction, 9:23-4  
 Equivalent to married exemption, 9:23  
 Flat tax, 2:26-7  
 High marginal rates, consequences, 16:42-3  
 Person exemptions, elimination, support, 17:7  
 Sales tax credit, 17:29  
*See also*  
   Child tax credit  
   Child tax exemption  
   Taxation

**Income Tax Act and related statutes and to amend the Canada Pension Plan, the Unemployment Insurance Act, 1971, the Financial Administration Act and the Petroleum and Gas Revenue Tax Act, Act to amend**

- See*  
 Bill C-84

**Indian Affairs and Northern Development Department**

- Native peoples, inclusion in CPP, initiatives, 19:34

***Industry and Humanity, William Lyon Mackenzie King, 11:36-7; 13:13*****Insurance Department**

- Duties  
   Bill C-90, impact, 19:25  
   Pension plans, supervision, 19:17, 24-5  
 Manpower shortage, 19:17  
 Superintendent of Insurance  
   Federal government representative on CAPSA, 19:22  
   Report to minister, 19:17-8

**France**

- Allocations familiales, 16:32, 37  
 Paiements supplémentaires pour enfants, débuts, 16:35-6  
 Impôts, 1:18

**Front commun des assistés sociaux du Québec**

- Allocations familiales, désindexation partielle  
   Pertes, calcul, 12:43  
   Position, 11:20  
 Bill C-70, retrait, recommandation, 11:44  
 Crédit d'impôt-enfant, versement, position, 11:45-6, 47-9  
 Représentation, 11:42

**Garderies de jour**

- Disponibilité, 9:140  
 Frais de garde, tableau, 9:141  
 Service de gardiennage, comparaison, 12:20  
 Subventions destinées aux familles dans le besoin, 9:137  
   Lignes directrices, tableau, 9:138  
 Système universel de garderies gratuites, proposition, 12:16, 17-9

**Garrity, M. Frank, président, Fédération canadienne des enseignants**

- Bill C-70  
   Discussion, 17:21, 24-5, 26, 27  
   Exposé, 17:16-7, 20

**Gaughan, M. Gerry, vice-président du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada**

- Bill C-70, teneur, exposé, 8:6-7

**Gendarmerie royale du Canada**

- Pensions, exigences en matière de rapports, 14:7

**Gigantès, honorable Philippe Deane, sénateur (De Lorimier)**

- Bill C-55, teneur, 5:7, 11  
 Bill C-70, 12:25, 27, 31-2, 42-6, 47, 49  
 Bill C-70, teneur, 8:13-5, 22, 24  
 Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985  
   Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité, sénatorial permanent, 2:24, 25; 3:8-10, 12-5, 17-9, 21, 23, 24-5  
   Budget, 23 mai 1985, 2:11, 12  
   Motion, 9:4  
   Pauvreté, 1:30  
   Personnes âgées, 2:7  
   Québec, 2:19  
   Régime d'assistance publique du Canada, 3:8  
   Revenu, 1:12-4  
   Sécurité sociale, programmes, 1:27; 2:15  
   Formation et emploi, Sous-comité, 5:17-21

**Girard, M. R.A., directeur, Division des affaires des réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration**

- Bill C-55, discussion, 18:23-5  
 Bill C-55, teneur, discussion, 5:8-10, 11-3

**Globe and Mail**

- Budget, 23 mai 1985, conséquences pour les provinces, article de Bruce Little, 25 mai 1985, 2:16  
 Déficit budgétaire, réduction, éditorial, 1:10

*Inventory of Income Security Programs in Canada*, National Health and Welfare Department, 2:20

#### Italy

Pension cutbacks, 14:10

Japan, 1:18

Johns, Martin, President of the Board, Family Service Canada

Bill C-70, subject-matter, discussion, 8:23-4

Johnston, Raymond, Vice-President, Centrale de l'enseignement du Québec

Bill C-70

Discussion, 12:10-3, 18-9, 20-1

Statement, 12:6-8

Kaidas, Janet, Groupe de mères du Centre Saint Columba

Bill C-70

Discussion, 12:40, 41, 43, 45, 49

Introductory remarks, 12:37

Statement, 12:39

Kenny, Dena, Groupe de mères du Centre Saint Columba

Bill C-70

Discussion, 12:40, 41, 42-3, 44, 46-7

Introductory remarks, 12:37

Statement, 12:38-9

Kilgour, David, MP (Edmonton-Strathcona)

Bill C-70, House of Commons debate, 10:18

King, Right Hon. William Lyon Mackenzie

Family Allowance Act, introduction, 16:32

*Industry and Humanity*, 11:36-7; 13:13

Kitchen, Bergitte, Professor, York University, Canadian Association of Schools of Social Work

Bill C-70

Discussion, 16:35-44

Statement, 16:30-5

#### Labour unions

Senior citizens, problems, position, 4:26

Langlois, Richard, Employee-advisor (Economy), Centrale de l'enseignement du Québec

Bill C-70

Discussion, 12:14-5

Statement, 12:9

Laporte-Dubuc, Denise, General Secretary, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.

Bill C-70, discussion, 12:25-8, 30-1, 32-4, 36

Le Blanc, André, Director, National Advisory Council on Aging

Bill C-70

Discussion, 17:30-5

Statement, 17:27-30

Le Moynes, Hon. Jean, Senator (Rigaud)

Bill C-55, 18:21-2

Glossop, M. Robert, coordonnateur des programmes et de la recherche, Institut Vanier de la famille

Bill C-70

Discussion, 11:70-2, 73-80

Exposé, 11:66-9

Gordon, M<sup>me</sup> Joan Ann, conseillère; Coalition du Québec pour les allocations familiales; Collectif des femmes de Concordia

Bill C-70

Discussion, 10:13-4, 37-8; 12:44, 45, 49-50

Exposé, 10:9

Remarques introductives, 12:36-7

#### Gouvernement

Méfiance, 11:10-1

Opposition au Bill C-70, réponse, 10:24, 30, 36-7; 17:40-2; 18:8-11

Responsabilité à l'égard des enfants et des parents, 12:23

Graham, honorable Bernard Alasdair, sénateur (The Highlands)

Bill C-70

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité sénatorial permanent, 10:14, 16; 11:62

Allocations familiales, 11:63, 69-72; 12:39-40, 41-2; 13:15-6; 15:13-4; 18:13-5, 17

Budget, 10:39

Coalition du Québec pour les allocations familiales, 10:12-3

Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:15

Conseil national du Bien-être social, 11:88-9

Familles, 11:12-3

Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc., 15:12-3

Motion, 18:5

Pauvreté, 12:40-1

Procédure, 10:16, 36; 18:19-20

Sécurité sociale, programmes, 10:29-30, 33; 11:12; 18:15-6

Enfants, prestations et avantages fiscaux, 11:92-30; 12:33

Shepherds of Good Hope, 13:17

Bill C-90, teneur, 19:11-2

Bill C-116, teneur, 19:27-8

#### Grande-Bretagne

Voir

Royaume-Uni

*Grand débat (Le) sur l'universalité: De quoi s'agissait-il?*, David Ross, 1:5; 1A:1-6

#### Groupe de réforme des politiques sociales

Budget, 23 mai 1985, réponse, 2:25

Dépenses fiscales, lettre adressée au ministre des Finances, 1:28

Formation, 1:22

Hagglund, M. Rodney, directeur, Planification, liaison et développement, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; directeur de la politique, législation et planification, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé et du Bien-être social

Bill C-26, teneur, discussion, 4:19-21

Bill C-116, teneur, discussion, 19:31-2, 33-4, 35-6, 38

Hanes, M. Hal, chef, Sécurité du revenu, Division de la politique sociale, ministère des Finances

Bill C-90, teneur, 19:11, 12, 21



**Le Moyne, Hon. Jean, Senator (Rigaud)—Cont'd**

- Bill C-70
  - Centrale de l'enseignement du Québec, 12:21
  - Children, 17:10
  - Coalition du Québec pour les allocations familiales, 10:11-2
  - Family allowances, 11:53-4, 56; 12:10-1, 30; 16:13-4; 17:9
  - Social security programs, 11:34-7; 13:13-4
  - Solidarité populaire — Québec, 11:60-1
- Bill C-70, subject-matter, 7:9-10; 8:15-7
- Bill C-255, 14:9, 12

**League for Social Reconstruction**

- Family allowances, support, 16:32

**Leboeuf, Louise, Member of the Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:46-8, 50, 52-4, 56-7
  - Introductory remarks, 11:42

**Leddy, Jennifer, Member, Episcopal Team, Canadian Conference of Catholic Bishops**

- Bill C-70
  - Discussion, 13:16, 23-4
  - Statement, 13:8-9

**Lemieux, Micheline, Confederation of National Trade Unions; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Bill C-70
  - Discussion, 10:36-7
  - Statement, 10:10-1
- Biographical notes, 10:10

**Limoges, Huguette, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Bill C-70
  - Discussion, 10:40
  - Statement, 10:9

**Little, Bruce, Reporter, *Globe and Mail***

- Budget, May 23/85, article, May 25/1985, 2:16

**Lizée, Ruth Rose, Technical Advisor, Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Bill C-70, discussion, 10:11-2, 13, 19-20, 24-5, 27-8, 31-2, 34, 35-6, 40

**McBane, Michael, Social Affairs Office, Canadian Conference of Catholic Bishops**

- Bill C-70
  - Discussion, 13:14-6, 23
  - Statement, 13:12-3

**McCossan, W. Paul, MP (York-Scarborough)**

- Bill C-255
  - Discussion, 14:9-14
  - Statement, 14:6-9

**Macdonald Commission**

See

- Royal Commission on the Economic Union and Development
- Prospects for Canada

**Hastings, honorable Earl A., sénateur (Palliser-Foothills)**

- Bill C-70, 18:19, 25

**Hayden, M<sup>me</sup> Christine, déléguée, Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté, Eglise Unie du Canada**

- Bill C-70
  - Discussion, 13:33, 35-6
  - Exposé, 13:25-32
  - Remarques introductives, 13:25

**Hébert, honorable Jacques, sénateur (Wellington)**

- Bill C-55, teneur, 5:13-5
- Bill C-116, teneur, 19:31-2
- Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 3:26

**Henripin, M. Jacques, professeur, Université de Montréal**

- Etudes démographiques du Québec, 6:8, 20; 12:26, 27

**Howe (C.D.) Research Institute**

- Budgets fédéraux, répercussions, conclusions, 11:40; 16:42

**Hughes-Geoffrion, M<sup>me</sup> Debbie, chargée de liaison communautaire, Organisation nationale anti-pauvreté**

- Bill C-70
  - Discussion, 11:7-14
  - Exposé, 11:6-7

**Ile-du-Prince-Edouard**

- Aide sociale
  - Prestations
    - Famille biparentale avec deux enfants, 9:180
    - Tableau, 9:186
    - Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:209
    - Famille monoparentale avec deux enfants, 9:144
    - Tableaux, 9:153, 170
    - Variations selon la disponibilité des fonds, 9:144, 227
  - Travailleurs sociaux, pouvoir discrétionnaire, 9:226
- Familles avec enfants, ressources financières totales
  - Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:186, 198
  - Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:209
  - Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:153, 170
- Normes de prestations de pension, loi, manque, 19:14
- Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:144
- Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:170

**Immigration**

- Athlètes, critères, 18:23-5
- Augmentation pour combler la dénatalité, utilité, 8:13-4
- Immigrants
  - Illégaux, contrôle, 5:9
  - Présentants une demande à l'étranger, critères, 18:23-4
- Parrainage dans la catégorie de la famille
  - Appels, accumulation des causes, 5:7-8
  - Effet du Bill C-55, 5:6
  - Refus, droit d'appel, 5:6
- Politiques, influences, 5:9-10
- Réfugiés, 5:8-9, 11-3
  - Demandes, système, 5:6
  - Personnes demandant le statut de réfugié, 5:10-1

**Immigration, Loi de 1976**

- Discussion, Art. 37 — Permis accordés par le Ministre, 18:24

**McDowell, Stirling, Secretary General, Canadian Teachers' Federation**  
 Bill C-70, discussion, 17:23

**McElman, Hon. Charles, Senator (Nashwaak Valley)**  
 Bill C-90, subject-matter, 19:13-5, 20-1, 23-6

**McLean, Stanley, Secretary of the Board, Family Service Canada; Executive Director, Catholic Family Services (Saskatoon, Saskatchewan)**  
 Bill C-70, subject-matter, discussion, 8:23

**Maasland, Dirk E.L., Assistant Deputy Minister, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare**  
 Bill C-26, subject-matter, discussion, 4:18-9, 21-2  
 Bill C-70, subject-matter, discussion, 6:9, 12, 13, 19-20

## **Manitoba**

Child-Related Income Support Program (CRISP), 9:15, 33  
 Families with children, total financial resources  
   One parent, two children, tables, 9:44, 61  
   Two parents, three children, table, 9:99  
   Two parents, two children, tables, 9:76, 88  
 Federal child benefits, value, impact of deduction for child care expenses, table, 9:61  
 Pension benefits standards legislation, 19:13  
 Property Tax Credit, 9:15  
 Social assistance benefits  
   Earnings exemption, 9:69  
   One parent-two children family, 9:33  
     Tables, 9:44, 61  
   Two parents-three children family, table, 9:99  
   Two parents-two children family, 9:67  
     Table, 9:76

**Mansfield, Joan, Past President, Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.**  
 Bill C-70  
   Discussion, 15:9-10, 11-2, 13, 14, 15-6, 17, 18, 19  
   Statement, 15:5-9

**Marchand, Hon. Leonard Stephen, Senator (Kamloops-Cariboo)**  
 Bill C-55, subject-matter, 5:10-1, 16-7  
 Bill C-70, 16:29; 17:14-6  
 Bill C-70, subject-matter, 5:15-6; 6:12-5; 7:10, 11-3; 8:22  
 Bill C-116, subject-matter, 19:33-4

**Marsden, Hon. Lorna, Senator (Toronto-Taddle Creek)**  
*Analysis of Child and Family Benefits in Canada: A Working Document*, preface, 9:8-9  
 Bill C-55, subject-matter, 5:8-9  
 Bill C-70  
   Budget deficit, 16:25-6  
   Budget, May 23/1985, 12:14-5, 28  
   Canada Assistance Plan, social assistance, 11:9; 12:46-8  
   Child tax credit, 11:95-6  
   Family, 11:77-9; 12:29-30; 15:11-2; 16:11-3, 26-7; 17:11-3  
   Family allowances, 11:8, 60, 63; 12:15-6, 28, 49; 13:35; 16:9-11, 16, 19; 18:10-2  
   Government, 17:40-1; 18:7-11  
   National Anti-Poverty Organization, 11:7  
   Poverty, 12:41; 13:34-5; 15:11  
   Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 11:62; 17:5, 37-40, 42  
   Social policy, 13:23; 16:35-6; 17:33-5

**Immigration, Loi de 1976, Loi modifiant**  
*Voir*  
   Bill C-55  
   Bill C-55, teneur

## **Impôt sur le revenu**

Budget, 23 mai 1985, effet  
 Exemptions personnelles, indexation, restrictions, 2:6-7  
 Familles, 16:31  
   A faible revenu, 11:86-7  
 Crédit d'impôt au titre de la taxe de vente, 17:29  
 Déduction pour frais de garde d'enfants, 9:136  
 Équivalent de l'exemption de personne mariée, 9:136  
 Exemptions personnelles, suppression, appui, 17:7  
 Impôt uniforme, 2:26-7  
 Taux marginaux élevés, conséquences, 16:42-3  
*Voir aussi*  
   Crédit d'impôt-enfants  
   Exemption d'impôt au titre des enfants  
   Impôts

**Impôt sur le revenu et la législation connexe et modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi sur l'administration financière et la Loi de l'impôt sur les revenus pétrolières, Loi modifiant la Loi**  
*Voir*  
   Bill C-84

## **Impôts**

Comparaison avec d'autres pays, 1:9, 18-9  
 Crédit d'impôt au titre de la taxe de vente, 16:30, 34, 40  
 Équité, 11:29; 12:12; 16:11-2, 31, 37-40  
 Régime fiscal applicable aux particuliers, examen, recommandation, 12:8  
 Taux d'imposition, 16:42-3  
*Voir aussi*  
   Impôt sur le revenu  
   Taxe de vente

*Incidence des modifications apportées au régime de prestations et avantages sociaux au titre des enfants sur les autres programmes sociaux*, Marion G. Wrobel, 2:19

*Industry and Humanity*, William Lyon Mackenzie King, 11:36-7; 13:13

## **Institut Vanier de la famille**

Activités, 11:66, 74  
 Bill C-70, position, 11:68-9  
*Prestations aux enfants et aux personnes âgées*, Santé nationale, et Bien-être social, ministère, réponse, 11:69  
*Transition*, publication trimestrielle, 11:74

*Interdit au mineurs: la place de l'enfant dans la société canadienne*, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, 17:15

## **Italie**

Pensions, réductions, 14:10

## **Japon, 1:18**

## **Jeunesse**

Budget, 23 mai 1985, conséquences, 2:17-8  
 Pauvres, désespoir et colère, 13:11-2



**Marsden, Hon. Lorna, Senator (Toronto-Taddle Creek)—Cont'd**

## Bill C-70—Cont'd

Social security programs, child benefits, 11:8, 21-2, 89-90, 95;  
13:23-4; 16:27-8; 18:26, 28-9

Taxation, 16:40-1, 43

Bill C-70, subject-matter, 6:8-12, 16-7, 20

Bill C-90, subject-matter, 19:17-9

Motion, 19:5

Bill C-116, subject-matter, 19:28, 29-31, 35

Motion, 19:5

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC,  
tabled in the Senate on 5th February, 1985

Budget, May 23/85, 2:5, 10, 12, 15-8

Canada Assistance Plan, social assistance, 3:7-8

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Com-  
mittee, 2:21-3, 24-5; 3:8-9, 11, 13-4, 16, 18-20, 23, 24

Poverty, 1:14-5

Social security programs, 1:20-1

Women, 1:15-7

**Marsh, Leonard, Research Advisor**

Family allowances, benefits, position, 16:14, 36

*Social Security for Canada*, report, 16:32

**Marshall, Hon. Jack, Senator (Humber-St. George's-St. Barbe)**

Bill C-26, subject-matter, 4:9-11, 17-9, 22, 26, 27

Bill C-55, 18:23-5

Bill C-70

Budget deficit, 10:38

Canada Assistance Plan, 11:8-9

Motion, 18:21

Poverty, 11:10-1

Procedure, 10:14; 11:31; 18:20

Senate, 10:15

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Com-  
mittee, 11:62-3

Social policy, 11:74-6

Social security programs, 10:31-2

Vanier Institute of the Family, 11:73-4

Veterans, 11:74

Bill C-90, subject-matter, 19:10-1, 19-20

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC,  
tabled in the Senate on 5th February, 1985, 2:8, 14-5; 3:9, 12,  
15-7, 19-23, 24-5

Motions, 3:4, 15

**Marshall, Kay, Member, NAC Committee on Pensions and Benefits to Families, National Action Committee on the Status of Women**

Bill C-70, statement, 11:33

**Martin, Dick, Executive Vice-President, Canadian Labour Congress**

Bill C-70

Discussion, 16:9-12, 13-20

Statement, 16:6-9

**Media**

Family allowances, partial deindexing, reporting of, 12:49

**Medicare**

Program, underlying principle, 17:33

Universality, 11:35

**Members of Parliament**

Pensions, reporting requirements, 14:7

**Jeunesse, Comité sénatorial spécial**

Institut national de leadership pour les jeunes Autochtones, proposé,  
recommandation, 17:7, 15

Rapport, 17:5-6

**Johns, M. Martin, président du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada**

Bill C-70, teneur, discussion, 8:23-4

**Johnston, M. Raymond, vice-président, Centrale de l'enseignement du Québec**

Bill C-70

Discussion, 12:10-3, 18-9, 20-1

Exposé, 12:6-8

**Kaidas, M<sup>me</sup> Janet, Groupe de mères du Centre Saint Columba**

Bill C-70

Discussion, 12:40, 41, 43, 45, 49

Exposé, 12:39

Remarques introductives, 12:37

**Kenny, M<sup>me</sup> Dena, Groupe de mères du Centre Saint Columba**

Bill C-70

Discussion, 12:40, 41, 42-3, 44, 46-7

Exposé, 12:38-9

Remarques introductives, 12:37

**Kilgour, David, député (Edmonton-Strathcona)**

Bill C-70, délibérations de la Chambre des communes, 10:18

**King, très honorable William Lyon Mackenzie**

*Industry and Humanity*, 11:36-7; 13:13

Loi sur les allocations familiales, présentation, 16:32

**Kitchen, M<sup>me</sup> Bergitte, professeur, Université York, Association canadienne des écoles de service social**

Bill C-70

Discussion, 16:35-44

Exposé, 16:30-5

**LNPP**

*Voir*

Bill C-90, teneur

**Langlois, M. Richard, employé-conseil (économie), Centrale de l'enseignement du Québec**

Bill C-70

Discussion, 12:14-5

Exposé, 12:9-10

**Laporte-Dubuc, M<sup>me</sup> Denise, secrétaire générale sortante, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.**

Bill C-70, discussion, 12:25-8, 30-1, 32-4, 36

**Le Blanc, M. André, directeur, Conseil consultatif national sur le troisième âge**

Bill C-70

Discussion, 17:30-5

Exposé, 17:27-30

**Le Moyne, honorable Jean, sénateur (Rigaud)**

Bill C-55, 18:21-2

Bill C-70

Allocations familiales, 11:53-4, 56; 12:10-1, 30; 16:13-4; 17:9

**Meston, John, Executive Director, Canadian Child Welfare Association**  
 Bill C-70  
 Discussion, 16:23-30  
 Statement, 16:20-3

**Milne-Smith, Barbara, Vice-President, Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.**  
 Bill C-70, discussion, 15:10, 11, 12-4, 15, 17, 18

**Mirabelli, Alan, Co-ordinator of Administration, Vanier Institute of the Family**  
 Bill C-70, discussion, 11:72-3, 79

**Morel, Michel, General Secretary elect, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.**  
 Bill C-70  
 Discussion, 12:30, 34, 36  
 Statement, 12:22-4

**Morin, Mary, National Treasurer, Native Women's Association of Canada**  
 Bill C-70, subject-matter  
 Discussion, 7:9-13  
 Statement, 7:5-9

**Mulroney, Rt. Hon. Martin Brian, Prime Minister**  
 Telegram concerning Bill C-70 received from Canadian Conference of Catholic Bishops, 13:15

**NACA**  
*See*  
 National Advisory Council on Aging

**NAPO**  
*See*  
 National Anti-Poverty Organization

**NDP**  
*See*  
 New Democratic Party

**NWAC**  
*See*  
 Native Women's Association of Canada

**National Action Committee on the Status of Women**  
 Bill C-70, position, 11:33  
 Brief to Standing House of Commons Committee on Health, Welfare and Social Affairs, March 21/1985, 11:32  
 Child benefits, recommendations, 11:38  
 Income supplement for low income families, recommendation, 11:39  
 Representation, 11:27-8  
 Role, 11:89  
*Statement of Principles on Bill C-70 Concerning the Partial De-indexation of Family Allowances*, 11:28-31

**National Advisory Council on Aging (NACA)**  
 Establishment and mandate, 17:28  
 Old Age Security, proposed partial deindexing, response, 17:28  
 Position and recommendations  
 Family allowances, partial deindexing, 17:29  
 Old age pensions, 17:33

**Le Moyne, honorable Jean, sénateur (Rigaud)—*Suite***  
 Bill C-70—*Suite*  
 Centrale de l'enseignement du Québec, 12:21  
 Coalition du Québec pour les allocations familiales, 10:11-2  
 Enfants, 17:10  
 Sécurité sociale, programmes, 11:34-7; 13:13-4  
 Solidarité populaire — Québec, 11:60-1  
 Bill C-70, teneur, 7:9-10; 8:15-7  
 Bill C-255, 14:9, 12

**League for Social Reconstruction**  
 Allocations familiales, appui, 16:32

**Leboeuf, M<sup>me</sup> Louise, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec**  
 Bill C-70  
 Discussion, 11:46-8, 50, 52-4, 56-7  
 Remarques introductives, 11:42

**Leddy, M<sup>me</sup> Jennifer, membre, Equipe de pastorale, Conférence des évêques catholiques du Canada**  
 Bill C-70  
 Discussion, 13:16, 23-4  
 Exposé, 13:8-9

**Lemieux, M<sup>me</sup> Micheline, Confédération des syndicats nationaux; Coalition du Québec pour les allocations familiales**  
 Bill C-70  
 Discussion, 10:36-7  
 Exposé, 10:10-1  
 Notes biographiques, 10:10

**Limoges, M<sup>me</sup> Huguette, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales**  
 Bill C-70  
 Discussion, 10:40  
 Exposé, 10:9

**Little, M. Bruce, journaliste, *Globe and Mail***  
 Budget, 23 mai 1985, article du 28 mai 1985, 2:16

**Lizée, M<sup>me</sup> Ruth Rose, conseillère technique, Coalition du Québec pour les allocations familiales**  
 Bill C-70, discussion, 10:11-2, 13, 19-20, 24-5, 27-8, 31-2, 34, 35-6, 40

**Logement**  
 Disponible pour des familles à faible revenu, 13:32  
 Location, dépenses, variations d'une province à l'autre, 9:223, 225

**Loi canadienne sur les droits de la personne**  
*Voir*  
 Droits de la personne, Loi canadienne

**Loi concernant les régimes de pensions institués et gérés en faveur de personnes dont l'emploi est lié à des ouvrages, entreprises ou activités de compétence fédérale**  
*Voir*  
 Bill C-90 — Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (LNPP), teneur



**National Anti-Poverty Organization (NAPO)**

- Brief, figures, 11:7
- Child tax credit, payment, position, 11:96
- Members, 11:6
- Purpose, 11:6

**National Council of Welfare**

- Administration, 11:88-9
- Bill C-70, position, 11:80-1
- Budget, May 23/85
  - Consequences, analysis, 11:84-7, 91-4; 13:26; 15:7
  - Data, 11:90-1
  - Position, 2:13-4
  - Response, 2:25
- Child benefits, modifications, proposals, 1:23; 11:81, 94-5
  - Effect, 1:29-30; 11:87-8
  - Charts, 1A:110, 111
- Child tax credit, payment, position, 11:95-6
- Composition, mandate, role, 1:22; 11:88, 89
- Giving and Taking: The May 1985 Budget and the Poor*, 13:26-7
- Hidden (The) Welfare System*, 1:28
- Opportunity for Reform*, response to consultation paper on child and elderly benefits, 1:22-3, 28; 1A:8-107
- People living below poverty line, report, October/1985, 7:6
- Poverty on the Increase*, 1:30; 12:38

**National Health and Welfare Department (HWC)**

- Child and Elderly Benefits*, consultation paper, 1:5
  - Aid to low income families, proposals, 1:11, 21
  - Tax system, role, recognition, 1:10-1, 27-8
- Income Security Programs, 4:21-2
- Inventory of Income Security Programs in Canada*, 2:20
- National Advisory Council on Aging, 4:22, 26

**Native peoples**

- Canada Pension Plan
  - Exclusion, 19:33
  - Inclusion, measures to permit, 19:33-4
- Child benefit system, changes, impact, 6:12-5; 7:8
- Child tax credit, recipients, 6:13, 14-5; 7:12-3
  - Payment, preferences, 7:8, 13
- Children, attitudes concerning, 7:6
- Family allowances
  - Needed for basic survival, 7:8-9; 10:10
  - Partial deindexing, impact, 7:6, 11
- Material concerning available in Senate records, 17:7, 15
- National Native Youth Leadership Training Institute, proposed, 17:7, 15, 16
- Population, increase, 7:7
- Poverty
  - Escape, 8:17
  - Surveys, general, exclusion, 2:22-3
- Single parents, 7:9-11
- Social security system, possible improvements, 7:12
- Women
  - Discrimination, 7:9
  - Poverty, 7:7-8

**Native Women's Association of Canada (NWAC)**

- Bill C-70
  - Brief, background notes, tabled document, 7:10
  - Measures, position, 7:8-9
  - Presentation before Commons Committee, exclusion, 7:5-6
- Child benefits, increase, recommendation, 7:8, 12

**Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (LNPP)**

- Voir*
  - Bill C-90, teneur

**Loi imposant certaines exigences en matière de rapports sur les régimes publics de pensions et modifiant certaines lois en conséquence**

- Voir*
  - Bill C-255 — Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques

**Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la législation connexe et modifiant le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi sur l'administration financière et la Loi de l'impôt sur les revenus pétrolières**

- Voir*
  - Bill C-84

**Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales**

- Voir*
  - Bill C-70
  - Bill C-70, teneur

**Loi modifiant la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt**

- Voir*
  - Droit au remboursement en matière d'impôt, Loi modifiant la Loi sur la cession

**Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse**

- Voir*
  - Bill C-26, teneur

**Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976**

- Voir*
  - Bill C-55
  - Bill C-55, teneur

**Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale**

- Voir*
  - Bill C-116, teneur

**Loi sur la sécurité de la vieillesse**

- Voir*
  - Sécurité de la vieillesse, Loi

**Loi sur la sécurité de la vieillesse, Loi modifiant**

- Voir*
  - Bill C-26, teneur

**Loi sur le divorce**

- Voir*
  - Divorce, Loi

**Loi sur l'aide sociale (Québec)**

- Voir*
  - Aide sociale, Loi (Québec)

**Loi sur l'immigration de 1976**

- Voir*
  - Immigration, Loi de 1976

**Netherlands, 1:18****New Brunswick**

- Families with children, total financial resources
  - One parent, two children, tables, 9:41, 58
  - Two parents, three children, table, 9:96
  - Two parents, two children, tables, 9:73, 85
- Federal child benefits, value, impact of deduction for child care expenses, table, 9:58
- Pension benefits standards legislation under consideration, 19:14
- Senior citizens, study, 4:25
- Social assistance benefits
  - One adolescent parent unit, 9:32
  - One parent-two children family, 9:31
    - Tables, 9:41, 58
  - Two parents-three children family, table, 9:96
  - Two parents-two children family, 9:66
    - Table, 9:73

**New Democratic Party (NDP)**

- Bill C-70, position, 11:51

**Newfoundland**

- Cost of living, 2:14
- Families with children, total financial resources
  - One parent, two children, tables, 9:38, 55
  - Two parents, three children, table, 9:93
  - Two parents, two children, tables, 9:70, 82
- Federal child benefits, value, 9:30
  - Deduction for child care expenses, impact, table, 9:55
- Pension benefits standards legislation, 19:14
- Social assistance benefits
  - One parent-two children family, 9:30
    - Table, 9:38, 55
  - Two parents-three children family, table, 9:93
  - Two parents-two children family, 9:65
    - Table, 9:70

**Nielsen, Hon. Erik H., Minister of National Defence**

- National Defence Department purchases, announcement, 10:38

**Notes for Remarks by the Minister of National Health and Welfare to the Standing Committee of National Health and Welfare**

- Quotation, 19:35

**Nova Scotia**

- Families with children, total financial resources
  - One parent, two children, tables, 9:40, 57
  - Two parents, three children, table, 9:95
  - Two parents, two children, tables, 9:72, 84
- Federal child benefits, value, 9:31
  - Deduction for child care expenses, impact, table, 9:57
- Pension benefits standards, draft bill, 19:14
- Social assistance
  - Benefits
    - Increases, 2:17
  - One parent-two children family, 9:31
    - Tables, 9:40, 57
  - Two parents-three children family, table, 9:95
  - Two parents-two children family, 9:66
    - Table, 9:72
- Caseworkers, discretionary powers, 9:111

**Loi sur les allocations aux anciens combattants**

*Voir*

- Allocations aux anciens combattants, Loi

**Loi sur les normes de prestations de pension**

*Voir*

- Normes de prestations de pension, Loi

**Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques**

*Voir*

- Bill C-255

**McBane, M. Michael, Bureau des affaires sociales, Conférence des évêques catholiques du Canada**

Bill C-70

- Discussion, 13:14-6, 23
- Exposé, 13:12-3

**McCossan, M. W. Paul, député (York-Scarborough)**

Bill C-255

- Discussion, 14:9-14
- Exposé, 14:6-9

**McDowell, M. Stirling, secrétaire général, Fédération canadienne des enseignants**

Bill C-70, discussion, 17:23

**McElman, honorable Charles, sénateur (Nashwaak Valley)**

Bill C-90, teneur, 19:13-5, 20-1, 23-6

**McLean, M. Stanley, secrétaire du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada; directeur exécutif, Catholic Family Services (Saskatoon, Saskatchewan)**

Bill C-70, teneur, discussion, 8:23

**Maasland, M. Dirk E.L., sous-ministre adjoint, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social**

Bill C-26, teneur, discussion, 4:18-9, 21-2

Bill C-70, teneur, discussion, 6:9, 12, 13, 19-20

**Manitoba**

Aide sociale, prestations

Exemptions pour revenu gagné, 9:184

Famille biparentale avec deux enfants, 9:181-2

Tableau, 9:191

Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:214

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:147

Tableaux, 9:158, 175

Crédit d'impôt foncier, 9:127

Familles avec enfants, ressources financières totales

Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:191, 203

Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:214

Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:158, 175

Normes de prestations de pension, loi, 19:13

Prestations fédérales pour enfants, valeur, incidence de la déduction pour frais de garde, tableau, 9:175

Soutien du revenu lié à l'enfant, Programme, 9:127, 147

**Mansfield, M<sup>me</sup> Joan, présidente sortante, Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.**

Bill C-70

- Discussion, 15:9-10, 11-2, 13, 14, 15-6, 17, 18, 19
- Exposé, 15:5-9



**OAS***See*

Old age pensions—Old age security

**OECD***See*

Organisation for Economic Co-operation and Development

**Old age pensions**

Old age security (OAS)

Family allowances, comparison, 17:34-5

Indexing, 10:33

Restrictions, May 23/85 budget measure, 2:6, 8-9

Response, 4:15-6; 17:28-9

Partial deindexing of family allowances, comparison, 13:7

Savings to federal government, 2:14

Reporting requirements, 14:6-7

Under Bill C-255, 14:8

Universality, 1:8-9; 11:36

Reform, 4:11

Spouse allowance, age 60-65 (SPA)

Extension, 4:10-1, 13, 14-5

Cost, estimate, 4A:1

Provincial expenditures, impact, 4:17, 20-1

Program, development, 4:8

Qualification, 4:9-10, 16, 20

Recipients under Bill C-26, 4:11, 13

Reporting requirements, 14:6-7

Under Bill C-255, 14:8

*See also*

Guaranteed income supplement

**Old Age Security Act**

Definition, "spouse", 4:8-9, 18-9

**Old Age Security Act, Act to amend***See*

Bill C-26, subject-matter

**Ontario**

Civil servants, pension fund, investments, 14:12

Families with children, total financial resources

One parent, two children, tables, 9:43, 60

Two parents, three children, table, 9:98

Two parents, two children, tables, 9:75, 87

Federal child benefits, value

Deduction for child care expenses, impact, table, 9:60

Family receiving social assistance, 1:32

Chart, 1A:113

Health insurance premium assistance, 9:14-5

Low income families, modification of child benefits, effect, 1:20-1

Pension benefits standards, draft bill, 19:13, 20-1

Pension Commission of Ontario, 19:22

Property and sales tax credit, 9:15

Social assistance benefits

Earnings exemption, 9:69

One parent-two children family, 9:32-3

Tables, 9:43, 60

Shelter allowance, 9:111

Two parents-three children family, table, 9:98

Two parents-two children family, 9:67

Table, 9:75

Tax relief, 2:17

**Marchand, honorable Leonard Stephen, sénateur (Kamloops-Cariboo)**

Bill C-55, teneur, 5:10-1, 16-7

Bill C-70, 16:29; 17:14-6

Bill C-70, teneur, 5:15-6; 6:12-5; 7:10, 11-3; 8:22

Bill C-116, teneur, 19:33-4

**Marsden, honorable Lorna, sénateur (Toronto-Taddle Creek)***Analyse des prestations pour enfants et des prestations aux familles au Canada: document de travail, préface, 9:119-20*

Bill C-55, teneur, 5:8-9

Bill C-70

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité, sénatorial permanent, 11:62; 17:5, 37-40, 42

Allocations familiales, 11:8, 60, 63; 12:15-6, 28, 49; 13:35; 16:9-11, 16, 19; 18:10-4

Budget, 16:25-6

Budget, 23 mai 1985, 12:14-5, 28

Crédit d'impôt-enfant, 11:95-6

Familles, 11:77-9; 12:29-30; 15:11-2; 16:11-3, 26-7; 17:11-3

Gouvernement, 17:40-1; 18:7-11

Impôts, 16:40-1, 43

Organisation nationale anti-pauvreté, 11:7

Pauvreté, 12:42; 13:34-5; 15:11

Politique sociale, 13:23; 16:35-6; 17:33-5

Régime d'assistance publique du Canada, aide sociale, 11:9; 12:46-8

Sécurité sociale, programmes, enfants, prestations et avantages fiscaux,

Budget, 23 mai 1985, conséquences, 11:8, 21-2, 89-90, 95; 13:23-4; 16:27-8; 18:26, 28-9

Bill C-70, teneur, 6:8-12, 16-7, 20

Bill C-90, teneur, 19:17-9

Motion, 19:5

Bill C-116, teneur, 19:28, 29-31, 35

Motion, 19:5

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité, sénatorial permanent, 2:21-3, 24-5; 3:8-9, 11, 13-4, 16, 18-20, 23, 24

Budget, 23 mai 1985, 2:5, 10, 12, 15-8

Femmes, 1:15-7

Pauvreté, 1:14-5

Régime d'assistance publique du Canada, aide sociale, 3:7-8

Sécurité sociale, programmes, 1:20-1

**Marsh, Leonard, conseiller en matière de recherche**

Allocations familiales, prestations, position, 16:34, 36

*Social Security for Canada*, rapport, 16:32**Marshall, honorable Jack, sénateur (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe)**

Bill C-26, teneur, 4:9-11, 17-9, 22, 26, 27

Bill C-55, 18:23-5

Bill C-70

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité, sénatorial permanent, 11:62-3

Anciens combattants, 11:74

Budget, 10:38

Institut Vanier de la famille, 11:73-4

Motion, 18:21

Pauvreté, 11:10-1

Politique sociale, 11:74-6

Procédure, 10:14; 11:31; 18:20

Régime d'assistance publique du Canada, 11:8-9

Sécurité sociale, programmes, 10:31-2

**Opportunity for Reform***See*

National Council of Welfare

**Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)**

Member countries, taxation, statistics, 1:9

**PBSA***See*

Bill C-90, subject-matter

**Parent, Madeleine, Regional representative (Quebec), National Action Committee on the Status of Women; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

Bill C-70

Discussion, 10:14-5, 32-3, 40; 11:36, 51-2

Introductory remarks, 10:21

Statement, 10:11; 11:33-4

**Pearson, Landon, Vice-President, Canadian Council on Children and Youth**

Bill C-70

Discussion, 17:10, 11-2, 13-4

Introductory remarks, 17:5

Statement, 17:8-9

**Pension Benefits Standards Act**

Amendments, proposed, 4:12, 15

Comparison, Bill C-90, 19:9

*See also*

Bill C-90, subject-matter

**Pension Benefits Standards Act, 1985 (PBSA)***See*

Bill C-90, subject-matter

**Pension Reform, House of Commons Special Committee, to Act as a Parliamentary Task Force on Pension Reform**

Public pension reporting, recommendation, 14:8

**Pensions**

Adequate, provision, 4:12-3

Contributions and benefits, determination, 19:19-20

Federal government policy, 19:7, 12

Indexing, desirability, 17:33

Other countries, national governments not meeting commitments, 14:10

Private plans

Employer contributions, 19:16

Indexing, 19:16

Monitoring, 19:24-5

Pension committees, 19:17

Reporting requirements, 14:6; 19:24-5

Retirement benefits, eligibility age, 19:10-1

Provincial legislation, 19:11-3

Co-ordination with federal policy, 19:20-2

Public plans

Reporting requirements, 14:6-8

Exemptions, 14:10

Under Bill C-255, 14:8-9

Refunds of surplus assets to employer, 19:13-4

Requests, 19:24

Standards

Opposition, 4:15-6

Uniformity, importance, 19:8, 13

**Marshall, honorable Jack, sénateur...—Suite**Bill C-70—*Suite*

Sénat, 10:15

Bill C-90, teneur, 19:10-1, 19-20

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 2:8, 14-5; 3:9, 12, 15-7, 19-23, 24-5

Motions, 3:4, 15

**Marshall, M<sup>me</sup> Kay, membre, Comité sur les pensions et les prestations aux familles du CCA, Comité canadien d'action sur le statut de la femme**

Bill C-70, exposé, 11:33

**Martin, M. Dick, vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada**

Bill C-70

Discussion, 16:9-12, 13-20

Exposé, 16:6-9

**Média**

Allocations familiales, désindexation partielle, reportage, 12:49

**Meston, M. John, directeur général, Association canadienne des services à l'enfance en difficulté**

Bill C-70

Discussion, 16:23-30

Exposé, 16:20-3

**Milne-Smith, M<sup>me</sup> Barbara, vice-présidente, Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.**

Bill C-70, discussion, 15:10, 11, 12-4, 15, 17, 18

**Mirabelli, M. Alan, coordonnateur à l'administration, Institut Vanier de la famille**

Bill C-70, discussion, 11:72-3, 79

**Morel, M. Michel, secrétaire général, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.**

Bill C-70

Discussion, 12:30, 34, 36

Exposé, 12:22-4

**Morin, M<sup>me</sup> Mary, trésorière nationale, Association des femmes autochtones du Canada**

Bill C-70, teneur

Discussion, 7:9-13

Exposé, 7:5-9

**Mulroney, très honorable Martin Brian, premier ministre**

Télégramme concernant Bill C-70 reçu de la Conférence des évêques catholiques du Canada, 13:15

**NPD***Voir*

Nouveau parti démocratique

**Nielsen, honorable Erik H., ministre de la Défense nationale**

Défense nationale, ministère, achats, annonce, 10:38

**Normes de prestations de pension, Loi**

Comparaison, Bill C-90, 19:9

Modifications proposées, 4:12, 15



**Pensions—Cont'd**

Survivor benefits, 4:15; 19:9

**Perception; a Canadian journal of social comment**

*Great Universality Debate (The)*, article by David Ross, 1:5; 1A:1-6

**Peterson, Susan, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance**

Bill C-90, subject-matter, discussion, 19:10, 11-2, 13-5, 17, 19-22, 23

Bill C-116, subject-matter, discussion, 19:30, 36-8

**Plaut, W. Gunther, *Refugee determination in Canada***

Determination process, proposals and recommendations, 5:6

**Poitras, Louis, Counsel and Consultant on Budgets for the ACEF (Association coopérative d'économie familiale), Solidarité populaire — Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:60, 61, 64, 65

Introductory remarks, 11:58

**Population**

Birth rate, decline, 8:11; 11:66-7, 69-70, 81; 12:26-7

Possible remedies, 8:13-5

**Demographics**

Impact of Bill C-70, 6:7-8; 12:26; 13:16; 16:10

Public policy influencing, 16:13

Studies, Quebec, 6:8, 20

Growth rate, 12:32

**Poverty**

Aging population, 4:10-1, 14-5

Elimination, 4:12-3

**Consequences**

Education of children, 15:11-2; 17:20, 26

Study, 17:24-6

Political, 16:15

Social, 1:13; 12:40-1

**Definition, 17:10**

Elimination, efforts, 11:9-11, 21-2, 32-3

**Escape, 8:17****Families, 8:6; 11:68**

Monthly budgets, case studies, 13:28-32, 34-5

Increase, 1:5-7, 14-5, 30-1; 10:28-9; 12:38; 13:7; 16:41-2; 17:10

Problem, scope, 1:7; 7:7; 12:49-50; 13:12-3, 21

Soup kitchens, 13:10, 14, 17

*See also above*

Increase

Threshold, 16:29

**Poverty, Special Senate Committee (3<sup>rd</sup> Session, 28<sup>th</sup> Parliament)**

*Poverty in Canada*, report to Senate, quotation, 13:12-3

**Poverty in Canada, Special Senate Committee on Poverty (3<sup>rd</sup> Session, 28<sup>th</sup> Parliament)**

Report to Senate, quotation, 13:12-3

**Poverty on the Increase, National Council of Welfare**

Report, findings, 1:30; 12:38

**Normes de prestations de pension, Loi—Fin**

*Voir aussi*

Bill C-90, teneur

**Normes de prestations de pension, Loi de 1985 (LNPP)**

*Voir*

Bill C-90, teneur

**Notes pour un exposé du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social devant le Comité permanent de la santé nationale et du bien-être**

Citation, 19:35

**Nouveau-Brunswick****Aide sociale, prestations**

Famille biparentale avec deux enfants, 9:180-1

Tableau, 9:188

Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:211

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:145

Tableaux, 9:155, 172

Famille monoparentale dont le chef est une personne adolescente, 9:145

**Familles avec enfants, ressources financières totales**

Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:188, 200

Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:211

Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:155, 172

**Normes de prestations de pension, loi à l'étude, 19:14****Personnes âgées, étude, 4:25**

Prestations fédérales pour enfants, valeur, incidence de la déduction pour frais de garde, tableau, 9:172

**Nouveau parti démocratique (NPD)**

Bill C-70, position, 11:51

**Nouvelle-Ecosse****Aide sociale****Prestations**

Augmentations, 2:17

Famille biparentale avec deux enfants, 9:180

Tableau, 9:187

Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:210

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:144-5

Tableaux, 9:154, 171

**Travailleurs sociaux, pouvoir discrétionnaire, 9:226****Familles avec enfants, ressources financières totales**

Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:187, 199

Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:210

Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:154, 171

**Normes de prestations de pension, avant-projet de loi, 19:14****Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:145**

Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:171

**OCDE**

*Voir*

Organisation de coopération et de développement économique

**ONAP**

*Voir*

Organisation nationale anti-pauvreté

**Occasions d'emploi: Préparations pour l'avenir**

Document déposé, Conférence des premiers ministres, 14-15 février 1985, 5:17

**Prince Edward Island**

- Families with children, total financial resources
  - One parent, two children, tables, 9:39, 56
  - Two parents, three children, table, 9:94
  - Two parents, two children, tables, 9:71, 83
- Federal child benefits, value, 9:31
  - Deduction for Child Care Expenses, impact, table, 9:56
- Pension benefits standards legislation, lack of, 19:14
- Social assistance
  - Benefits
    - One parent-two children family, 9:30-1
    - Tables, 9:39, 56
    - Subject to availability of funds, 9:30, 111
    - Two parents-three children family, table, 9:94
    - Two parents-two children family, 9:65-6
    - Table, 9:71
  - Caseworkers, discretionary powers, 9:110

**Proulx, Adolphe, Bishop of Gatineau-Hull, Member, Episcopal Commission for Social Affairs, Canadian Conference of Catholic Bishops**

- Bill C-70
  - Discussion, 13:13-4, 15, 17-22, 25
  - Statement, 13:5-8

**Provinces**

- Civil servants, pension funds, investments, 14:12
- Financial difficulties, 2:18-9
- Loans from CPP funds, 19:37
- Pension benefits standards
  - Consensus, 19:20-2
  - Legislation, 19:11-3
- Social security programs, reorganization, impact, 1:11

**Public Pensions Reporting Act**

- See*
- Bill C-255

**Public Service**

- Pension fund
  - Contributions, investment, 14:10-1, 12-3
  - Reporting requirements, 14:7
- Pensions, benefits
  - Eligibility, age, 19:11
  - Government guarantee, 14:13-4

**Quebec**

- Birthrate, 12:26-7
- Children per family, average, 12:19
- Families with children, total financial resources
  - One parent, two children, tables, 9:42, 59
  - Two parents, three children, table, 9:98
  - Two parents, two children, tables, 9:74, 86
- Family allowances, rate, 9:20, 22, 92; 12:20-1
- Family policy, study, 11:72-3, 76, 77
- Federal child benefits
  - Child tax credit, discounting, 11:48
  - Value, 9:32, 113-4
  - Deduction for child care expenses, impact, table, 9:59
- Pension benefits standards bill, 19:13
- Public pensions, investment, 14:12
- Régie des rentes, 19:22-3
  - Native peoples, exclusion, 19:34
- Social assistance benefits
  - Child tax credit considered as income, 11:20, 42-3, 47

**Ontario**

- Allègement fiscal, 2:17
- Aide au paiement des primes d'assurance-maladie, 9:126
- Aide sociale, prestations
  - Allocation pour frais de logement, 9:227
  - Exemptions pour revenu gagné, 9:184
  - Famille biparentale avec deux enfants, 9:181
  - Tableau, 9:190
  - Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:213
  - Famille monoparentale avec deux enfants, 9:146
  - Tableaux, 9:157, 174
- Crédits d'impôt foncier et de taxe de vente, 9:127
- Commission des régimes de retraite de l'Ontario, 19:22
- Familles à faible revenu, modification au prestations et avantages fiscaux aux enfants, incidence, 1:20-1
- Familles avec enfants, ressources financières totales
  - Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:190, 202
  - Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:213
  - Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:157, 174
- Fonction publique, fonds de retraite, investissements, 14:12
- Normes de prestations de pension, avant-projet de loi, 19:13, 20-1
- Prestations fédérales pour enfants, valeur
  - Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:174
  - Familles bénéficiant de l'assistance sociale, 1:32
  - Graphique, 1A:229

**Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)**

- Pays membres, imposition, statistiques, 1:9

**Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP)**

- But, 11:6
- Crédit d'impôt-enfant, versement, position, 11:96
- Membres, 11:6
- Mémoire, chiffres, 11:7

**Parent, M<sup>me</sup> Madeleine, déléguée régionale (Québec), Comité canadien d'action sur le statut de la femme; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

- Bill C-70
  - Discussion, 10:14-5, 32-3, 40; 11:36, 51-2
  - Exposé, 10:11; 11:33-4
  - Remarques introductives, 10:21

**Pauvreté**

- Augmentation, 1:5-7, 14-5, 30-1; 10:28-9; 12:38; 13:7; 16:41-2; 17:10
- Conséquences
  - Education des enfants, 15:11-2; 17:20, 26
  - Etude, 17:24-6
  - Politiques, 16:15
  - Sociales, 1:13; 12:40-1
- Définition, 17:10
- Echappement, 8:17
- Elimination, efforts, 11:9-11, 21-2, 32-3
- Familles, 8:6; 11:68
  - Budgets mensuels, études de cas, 13:28-32, 34-5
- Personnes vieillissantes, 4:10-1, 14
  - Elimination, 4:12-3
- Problème, portée, 1:7; 7:7; 12:49-50; 13:12-3, 21
  - Soupes populaires, 13:10, 14, 17
  - Voir aussi plus haut*
  - Augmentation
- Seuil, 16:29



**Quebec—Cont'd**Social assistance benefits—*Cont'd*

- Children taken into consideration, 12:39, 45
- Earnings exemption, 9:69
- Increases, 2:17, 19; 11:49-50
- Medical and dental care, 12:46-7
- One parent-two children family, 9:32
  - Tables, 9:42, 59
- School expenses allowance, 12:47
- Two parents-three children family, 9:92
  - Table, 9:98
- Two parents-two children family, 9:67
  - Table, 9:74
- Young people, 2:19; 12:45
- Social democracy, development, consequences, 12:32-5
- Student aid, 12:45
- Tax system, 16:37
- Women on welfare, provincial back-to-school project, 12:37
  - Difficulties, 12:37, 45-6

**RCMP***See*

Royal Canadian Mounted Police

**RRSP***See*

Registered retirement savings plans

**Recipients of Ontario Benefits and the Effect of Changing the Child Benefits System, Marion G. Wrobel, 1:20-1**

**Refugee determination in Canada, W. Gunther Plaut**

Report, proposals and recommendations, 5:6

**Refugees**

- Canadian strategy, 5:8-9
- Latin American, 5:10
- Sikhs, 5:11
- Solutions, determining factors, 5:11-3
- See also*
- Immigration

**Registered Retirement Savings Plans (RRSP)**

- Contributions, budget measures May 23/1985, 2:13
- Modifications, 19:7

**Reny, André, Clerk, Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology**

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 3:17

**Reports to Senate**

- Analysis of Child and Family Benefits in Canada: A Working Document*, 9:5, 6-116
- Bill C-26, subject-matter, without amendment, 4:6, 27
- Bill C-55, without amendment, 18:6, 25
- Bill C-70, without amendment, 18:6
  - Addendum, 18:6
- Bill C-255, without amendment, 14:4, 14

**Retirement**

## Age

- Position of workers, 19:8-9
- Trends, 19:11
- Mandatory, abolition, 16:15

**Pauvreté, Comité sénatorial spécial (3<sup>e</sup> session, 28<sup>e</sup> législature)**

*Pauvreté (La) au Canada*, rapport au sénat, citation, 13:12-3

**Pauvreté (La) à la hausse, Conseil national du Bien-être social**

Rapport, conclusions, 1:30; 12:38

**Pauvreté (La) au Canada, Comité sénatorial spécial de la pauvreté (3<sup>e</sup> session, 28<sup>e</sup> législature)**

Rapport au sénat, citation, 13:12-3

**Pays-Bas, 1:18**

**Pearson, M<sup>me</sup> Landon, vice-présidente, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse**

## Bill C-70

- Discussion, 17:10, 11-2, 13-4
- Exposé, 17:8-9
- Remarques introductives, 17:5

**Pensions**

- Adéquates, provision, 4:12-3
- Autres pays, gouvernements nationaux n'ayant pu respecter leurs engagements, 14:10
- Contributions et prestations, montant, détermination, 19:19-20
- Indexation, utilité, 17:33
- Lois provinciales, 19:11-3
  - Harmonisation avec la politique fédérale, 19:20-2
- Normes
  - Opposition, 4:15-6
  - Uniformité, importance, 19:8, 13
- Politique du gouvernement fédéral, 19:7, 12
- Prestations au survivant, 4:15; 19:9
- Régimes privés
  - Comités des pensions, 19:17
  - Contrôle, 19:24-5
  - Cotisations de l'employeur, 19:16
  - Indexation, 19:16
  - Prestations, âge d'admissibilité, 19:10-1
  - Rapports, exigences, 14:6; 19:24-5
- Régimes publics
  - Rapports, exigences, 14:6-8
  - Exemptions, 14:10
  - Sous le Bill C-255, 14:8-9
- Remboursement du surplus des fonds, 19:13-4
- Demandes, 19:24

**Pensions de vieillesse**

- Conjoint âgé de 60 à 65 ans, allocation
  - Admissibilité, 4:9-10, 16, 20
  - Bénéficiaires sous le Bill C-26, 4:11, 13
  - Extension, 4:10-1, 13, 14-5
    - Coûts supplémentaires approximatifs, 4A:2
  - Provinces, dépenses, incidence, 4:17, 20-1
  - Programme, historique, 4:8
  - Rapports, exigences, 14:6-7
  - Sous le Bill C-255, 14:8
- Réforme, 4:11
- Sécurité de vieillesse (SV)
  - Allocations familiales, comparaison, 17:34-5
  - Indexation, 10:33
  - Restrictions, mesure budgétaire du 23 mai 1985, 2:6, 8-9
    - Réponse, 4:15-6; 17:28-9
  - Désindexation partielle des allocations familiales, comparaison, 13:7
  - Economies pour le gouvernement, 2:14

**Retirement—Cont'd**

Preparation, 4:12-3

**Robertson, Hon. Brenda Mary, Senator (Riverview)**

Bill C-26, subject-matter, 4:13-4, 19-23, 24-5, 27

Bill C-70

Canada Assistance Plan, 13:34

Child tax credit, 10:25-6; 11:57; 16:30; 17:22-3

Children, 16:24

Family allowances, 10:20; 11:13-4; 15:16

Medicare, 11:35

Motion, 18:5

Poverty, 11:9-10; 17:26

Procedure, 18:20

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 17:39, 42

Social policy, 13:20-2; 15:16-9; 16:14-5; 17:23

Social security programs

Child benefits

Guaranteed income supplement, proposals, 11:39; 16:24-5; 17:13-4

Modifications, 10:16-9; 11:40-1, 46, 54; 13:32-3; 15:16; 16:25; 17:24; 18:26

Principles, 11:52-3

Failure, 10:28-9, 33; 11:40; 16:41-2

Tax Rebate Discounting Act, Act to amend (Bill C-83), 10:26-7

Taxation, 16:42-3

Bill C-90, subject-matter, 19:15-7

Bill C-116, subject-matter, 19:28

Bill C-255, 14:6, 12-3, 14

Motion, 14:5, 14

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 1:18-9

Motion, 9:4

Training and Employment, Subcommittee, 5:21

**Robertson, Heather-Jane, Director, Professional Development Services, Canadian Teachers' Federation**

Bill C-70

Discussion, 17:21-3, 25-7

Statement, 17:18-20

**Robichaud, Thérèse, Member of an Affiliated Group; Front commun des assistés sociaux du Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:48-50

Statement, 11:44-6

**Ross, David, Economist**

Biographical note, 1:5

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985

Discussion, 1:12-22

Statement, 1:5-12

*Great Universality Debate (The); What was it all about?*, 1:5; 1A:1-6**Rousseau, Hon. Yvette Boucher, Senator (De Salaberry)**

Bill C-70, 10:20, 22-4, 26; 11:20-1, 25-6, 50-1; 12:17-8; 13:19-20; 16:15-7; 18:17-8

Bill C-70, subject-matter, 8:12-3

Bill C-90, subject-matter, 19:6

Bill C-255, 14:13-4

**Pensions de vieillesse—Suite**Sécurité de vieillesse (SV)—*Suite*

Rapports, exigences, 14:6-7

Sous le Bill C-255, 14:8

Universalité, 1:8-9; 11:36

*Voir aussi*

Supplément de revenu garanti

**Pensions du Canada, régime***Voir*

Régime de pensions du Canada

**Pensions publiques, Loi sur les rapports relatifs***Voir*

Bill C-255

**Perception, le journal canadien du social***Great Universality Debate (The)*, article de M. David Ross, 1:5; 1A:1-6**Personnes âgées**

Coûts à la société, causes, 17:33

Etudes, 4:25

Problèmes des personnes âgées, étude, motion à l'ordre de jour du Sénat, 4:27

Femmes, pauvreté, 1:6

Nombre, augmentation attendue, 4:16

Politique du gouvernement, 17:34

Revenu de vieillesse

Financement, 17:30-1

Protection de l'inflation, 19:16

SRG

Nombre admissible, 2:7

Attitudes concernant, 17:31-2, 34-5

Programmes, coordination et développement, 4:21-5

**Peterson, M<sup>me</sup> Susan, conseiller supérieur en matière de pensions, Cabinet du Sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, ministère des Finances**

Bill C-90, teneur, discussion, 19:10, 11-2, 13-5, 17, 19-22, 23

Bill C-116, teneur, discussion, 19:30, 36-8

**Plaut, W. Gunther, Reconnaissance au Canada du statut de réfugié**

Demandes de réfugiés, processus d'examen, propositions et recommandations, 5:6-7

**Poitras, M. Louis, avocat et consultant budgétaire à l'ACEF de Laval (Association coopérative d'économie familiale), Solidarité populaire — Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:60, 61, 64, 65

Remarques introductives, 11:58

**Politique sociale**

Crédits, réaffectation, 10:35-6; 18:8

«Etat-providence», dangers possibles, 12:32-4

Enfants, 16:31, 35-6

Fondée sur la solidarité entre générations et l'interdépendance, 17:29-30, 33-5

Lacunes, 15:16-7; 16:14-5; 17:23, 34

Personnes vieillissantes, 17:34

Politique familiale, 11:51, 67-8, 77-8; 12:23, 24

Elaboration, 12:35-6

Réévaluation, besoin, 11:69, 76; 12:24, 25-6, 29-30; 15:8-9, 10, 16-9



**Rousseau, Hon. Yvette Boucher, Senator (De Salaberry)—Cont'd**

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC  
tabled in the Senate on 5th February, 1985, 3:16, 17, 22, 23-4,  
26

Motions, 3:4, 16; 9:4

**Roy, Marianne, Jurist, Delegate of the Communist Party of Quebec, Solidarité populaire — Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:61-5

Statement, 11:58-60

**Royal Canadian Mounted Police (RCMP)**

Pensions, reporting requirements, 14:7

**Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada (Macdonald Commission)**

Child benefits reform, proposal, 18:9

Family allowances

Enlarged payment, proposal, 16:33-4

Universality, position, 16:33

**Russell, Regina, Concordia University Women's Collective**

Bill C-70

Discussion, 12:39, 40, 41, 42, 43, 44, 45-6, 47, 48, 49

Introductory remarks, 12:37

Statement, 12:37-8

**SPA**

*See*

Old age pensions — Spouse allowance, age 60-65

**St. Columba House, Montreal, Quebec**

Brief, 12:38, 50

Representation, funding, 12:38

**Sales taxes**

Increase, May 23/85 budget measure, 2:7

Regressive nature, 16:40-1

**Saskatchewan**

Families with children, total financial resources

One parent, two children, tables, 9:45, 62

Two parents, three children, table, 9:100

Two parents, two children, tables, 9:77, 89

Family Income Plan (FIP), 9:33; 11:39; 16:37

Federal child benefits, value, 9:34

Deduction for Child Care Expenses, impact, table, 9:62

Native peoples, 2:23

Pension benefits standards legislation, 19:13

Senior citizens, assistance program, 4:24

Social assistance

Benefits, 2:21

Earnings exemption, 9:69

One parent-two children family, 9:33-4

Table, 9:45, 62

Reduction by amount of child tax credit, 2:16

Two parents-three children family, table, 9:100

Two parents-two children family, 9:67

Table, 9:77

Family allowances considered income, 6:9, 10, 11-2; 9:15, 34

**Senate**

Committees, witnesses, expenses, payment, 10:15

Problems of aged, study, motion on Order Paper, 4:27

**Politique sociale—Suite**

Programmes fédéraux, provinciaux et municipaux, intégration et  
consolidation, nécessité, 11:74-6

Redistribution de la richesse, 12:12; 15:17-8

Moyen, 13:32

Impôts, augmentation, 16:23-4, 26, 28

Programmes, échouement, 13:20-2

Revenu annuel garanti, proposition, 13:19, 23

Sélectivité, dangers, 16:34-5

Solidarité sociale en péril, 12:8

Universalité, principe, 12:10-1; 13:14, 18-9

Erosion, 12:11-2

**Population**

Croissance, taux, 12:32

Démographie

Conséquences de Bill C-70, 6:7-8; 12:26; 13:16; 16:10

Etudes, Québec, 6:8, 20

Politiques publiques influençant, 16:13

Natalité, taux, baisse, 8:11; 11:66-7, 69-70, 81; 12:26-7

Remèdes possibles, 8:13-5

**Prestations aux enfants et aux personnes âgées, Santé national et Bien-être social, ministère**

Aide pour les familles à faible revenu, propositions, 1:11, 21

Etude, renvoi au Comité, 3:8

Institut Vanier de la famille, réponse, 11:69

Modifications aux programmes, économies réalisées, utilisation,  
citation, 11:31

Portée, 9:130

Régime fiscal, rôle, reconnaissance, 1:10-1, 27-8

**Prestations pour enfants, Sous-comité**

*Voir sous*

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité  
sénatorial permanent

**Proulx, Mgr Adolphe, évêque de Gatineau-Hull, membre, Commission épiscopale des affaires sociales, Conférence des évêques catholiques du Canada**

Bill C-70

Discussion, 13:13-4, 15, 17-22, 25

Exposé, 13:5-8

**Provinces**

Emprunts des fonds du RPC, 19:37-8

Finances, difficultés, 2:18-9

Fonction publique, fonds de retraite, investissement, 14:12

Normes de prestations de pension

Consensus, 19:20-2

Lois, 19:11-3

Sécurité sociale, programmes, réorganisation, conséquences, 1:11

**Québec, province**

Aide sociale, prestations

Augmentations, 2:17, 19; 11:49-50

Crédit d'impôt-enfant considéré comme revenu, 11:20, 42-3, 47

Dépenses scolaires, allocations, 12:47

Enfants pris en considération, 12:39, 45

Exemptions pour revenu gagné, 9:184

Famille biparentale avec deux enfants, 9:181

Tableau, 9:189

Famille biparentale avec trois enfants, 9:207

Tableau, 9:212

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:145-6

**Senate—Cont'd**

- Role, **10:15**
  - Encompassing native peoples, **17:7, 15**
  - Guardian of weak and voiceless, **17:7-9**

**Senators**

- Ability, **10:15**
- Pensions, reporting requirements, **14:7**

**Senior citizens**

- Cost to society, cause, **17:33**
- GIS
  - Attitude concerning, **17:31-2, 34-5**
  - Number entitled, **2:7**
- Government policy, **17:34**
- Numbers, expected increase, **4:16**
- Programs, co-ordination and development, **4:21-5**
- Retirement income
  - Financing, **17:30-1**
  - Inflation protection, **19:16**
- Studies, **4:25**
  - Problems of aged, study, motion on Senate Order Paper, **4:27**
- Women, poverty, **1:6**

**Shepherds of Good Hope**

- Programs
  - Food distribution, **13:10-1, 17**
  - Clients, **13:11-2**
  - Funding, **13:17**

**Singh, Harbhajan et al v. The Minister of Employment and Immigration** (17 D.L.R. (4th) 422)

- Decision, ramifications, **5:6, 7-8, 11**

**Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee**

- Agenda, **2:5; 3:6; 5:15; 17:42; 18:19**
  - Priorities, list, establishment, **5:21-2**
- Bill C-26, subject-matter, document tabled, **4:13; 4A:1**
- Bill C-55, study, **17:42**
- Bill C-55, subject-matter
  - Report, deferral until second reading in Senate, **5:16-7**
  - Study, procedure, **5:5**
- Bill C-70
  - Clause by clause study, procedure, **17:35-7**
  - Documents
    - Appended to proceedings, **18:26, 27; 18A:1-3**
    - Requested, **17:5**
  - Report to Senate, addendum, proposal, **17:36, 37**
  - Telegrams expressing opposition received, **10:14, 15**
  - Witnesses
    - Expenses, payment, **10:15, 16**
    - Minister of National Health and Welfare, appearance requested, **17:38-40, 41-2**
    - Notice of hearings, complaints, **12:22**
    - Presentations, response, **10:13, 36-7, 39, 40**
    - Requests to be heard, **10:13-4, 62-3**
- Bill C-70, subject-matter, study, procedure, **5:15-6**
- Bill C-116, subject-matter, documents, distribution, **19:27-8**
- Child Benefits, Subcommittee
  - Establishment, **3:15, 16-7**
  - Mandate, **3:15-6, 17-9**
    - Accomplishment, procedure, **3:21-3**
  - Members, **9:6**
  - Purpose, **9:8**
  - Report, **9:6-116**
    - Nature, proposals, **3:19-20**

**Québec, province—Suite**

- Aide sociale, prestations—*Suite*
  - Famille monoparentale avec deux enfants,—*Suite*
    - Tableaux, **9:156, 173**
  - Jeunes bénéficiaires, **2:19; 12:45**
  - Soins médicaux et dentaires, **12:46-7**
- Allocations familiales, taux, **9:132, 133, 207; 12:20-1**
- Assistées sociales, retour à l'école, projet subventionné par la province, **12:37**
  - Difficultés, **12:37, 45-6**
- Enfants par famille, moyenne, **12:19**
- Etudiants, aide, **12:45**
- Familles avec enfants, ressources financières totales
  - Biparentales avec deux enfants, tableaux, **9:189, 201**
  - Biparentales avec trois enfants, tableau, **9:212**
  - Monoparentales avec deux enfants, tableaux, **9:156, 173**
- Natalité, taux, **12:26-7**
- Normes de prestations de pension, projet de loi, **19:13**
- Pensions publiques, investissement, **14:12**
- Politique familiale, étude, **11:72-3, 76, 77**
- Prestations fédérales pour enfants
  - Crédit d'impôt-enfant, cession du droit au remboursement, **11:44**
  - Valeur, **9:146, 229-30**
    - Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, **9:173**
- Régie des rentes, **19:22-3**
  - Autochtones, exclusion, **19:34**
- Régime fiscal, **16:37**
- Social-démocratie, développement, résultats, **12:32-5**

**REER**

- Voir*
  - Régimes enregistrés d'épargne-retraite

**RPC**

- Voir*
  - Régime de pensions du Canada

**Rapports au Sénat**

- Analyse des prestations pour enfants et des prestations aux familles au Canada: document de travail*, **9:5, 117-232**
- Bill C-26, teneur, sans amendement, **4:6, 27**
- Bill C-55, sans amendement, **18:6, 25**
- Bill C-70, sans amendement, **18:6**
  - Addendum, **18:6**
- Bill C-255, sans amendement, **14:4, 14**

**Rapports relatifs aux pensions publiques, Loi**

- Voir*
  - Bill C-255

**Reconnaissance au Canada du statut de réfugié, W. Gunther Plaut**

- Rapport, propositions et recommandations, **5:6-7**

**Réforme des pensions, Comité spécial de la chambre des Communes, qui agira comme Groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions**

- Rapports relatifs aux pensions publiques, recommandation, **14:8**

**Réforme (La) des prestations pour enfants**

- Voir*
  - Conseil national du Bien-être social

**Réfugiés**

- Provenant de l'Amérique latine, **5:10**
- Sikhs, **5:11**



**Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate...—Cont'd**

## Child Benefits, Subcommittee—Cont'd

## Report—Cont'd

Adoption by Committee, 9:4

Study proposed, 5:22

Tabling in Senate, 9:4, 5

## See also

*Analysis of Child and Family Benefits in Canada: A Working Document...*

## Correspondence

Memorandum from Hon. Philippe Dean Gigantès, 5:17-9

Telegrams expressing opposition to Bill C-70, 10:14, 15

## Inquiries

Aged, problems, study proposed, 4:22, 26, 27

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985

Child benefits, second part, 10:35; 11:25; 12:14; 13:24-5; 16:30

Witnesses invited to submit presentations

Canadian Conference of Catholic Bishops, 13:24-5

Canadian Labour Congress, 16:19-20

Kitchen, Bergitte, 16:43-4

Continuation, need for, 11:50-1, 55

Elderly benefits, study, procedure, 3:24-6

Research, methodology, 3:10-4

Scope, 2:21-3; 3:8-10

Working document, 3:15-23; 5:22; 9:6-116

## Motions

Bill C-26, subject-matter, report to Senate without amendment; carried, 4:6, 27

Bill C-55, report to Senate without amendment; carried, 18:4, 25-6

Bill C-55, subject-matter, recommendation to Chairman not to report until second reading in the Senate; carried, 5:4, 16-7

Bill C-70, report to Senate without amendment; carried, 18:5

Addendum, addition; carried, 18:5

Bill C-90, subject-matter and Bill C-116, subject-matter, report not to be made to Senate; carried, 19:5

Bill C-255, report to Senate without amendment; carried, 14:5, 14

## Child Benefits, Subcommittee

Composition; carried, 3:4, 16

Chairman; carried, 3:4, 16

Formation; carried, 3:4, 15

Meetings; carried, 3:4, 17

Report, adoption; carried, 9:4

Committee agenda, adoption; carried, 9:4; 19:6

Committee meeting, recess; carried, 18:21

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, report to Senate, first part; carried, 9:4

## Orders of reference

Bill C-26, 4:3

Bill C-55, 18:3

Bill C-55, subject-matter, 5:3, 5

Bill C-70, 10:3

Bill C-70, subject-matter, 5:15; 6:3

Bill C-90, subject-matter, 19:3

Bill C-116, subject-matter, 19:3, 26

Bill C-255, 14:3

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 1:3; 3:8

## Procedure

Documents, distribution, 5:15-6

Future business, 3:9-10, 15, 25

Meeting, recess, 18:19-21

Meeting to be reported, 18:26

Witnesses, expenses, payment, 10:14-5, 16

**Réfugiés—Suite**

Solutions, facteurs déterminants, 5:11-3

Stratégie canadienne, 5:8-9

## Voir aussi

Immigration

**Régime caché d'assistance sociale, Conseil national du Bien-être social, 1:28****Régime d'assistance publique du Canada**

## Aide sociale

Administration, 9:137

Admissibilité, critère de base, 4:20-1; 9:138

Aptitude et inaptitude au travail, 9:150

## Bénéficiaires

Caractéristiques démographiques, 9:229

Craintes, 12:48

Difficultés à survivre, exemple, 13:11

Nombre, augmentation, 13:11

Préjugés à l'égard des, 11:56-7; 12:47-8

Situation financière, 11:44-6

## Dépenses provinciales

Programmes municipaux, incidence, 9:227, 229

Tableau, 9:228

Prestations, 1:32; 2:18-9; 9:139, 162

Allocation pour frais de logement, 9:226-7

Calcul, 9:225-6

Allocations familiales, incidence, 6:9-12

Disparités d'une province à l'autre, 9:222-3, 225

Données, 9:139-40, 142, 143

Exemptions pour revenu gagné, 9:183-4

Famille biparentale avec deux enfants, 9:179-83

Tableaux, 9:185-94

Famille biparentale avec trois enfants, 9:207

Tableaux, 9:208-17, 220

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:143-9

Tableaux, 9:152-61, 164

Indexation, 2:20; 9:150-1

Montant maximal et réel, comparaison, 9:225-9

Personnes aptes et inaptes au travail, 9:150, 180

Prestations pour enfants, modifications, incidence, 1:11-2; 2:16-7; 11:8, 20, 42-3, 57

Programme des six et cinq, répercussions, 11:8-9

Réductions, taux, 9:149-50

## Programmes

Critères, demandes du gouvernement fédéral, 13:34

Variations, 2:20-1

Travailleurs sociaux, pouvoir discrétionnaire, 9:226

## Voir aussi

Québec — Aide sociale, prestations

Analyses, 2:19-24; 3:6-8

Dépenses, 1:8

Bill C-26, conséquences, 4:16-7, 20-1

Services de garde, financement, 9:137

Lignes directrices, tableau, 9:138

**Régime de pensions du Canada (RPC)**

Admissibilité, 17:34

## Amendements

Accord des provinces, 19:29

But, 19:28

Autochtones, exclusion, 19:33

Mesures visant à remédier, 19:33-4

Cotisants et bénéficiaires, rapports, 19:29-30

Cotisations, 19:35, 38

Augmentation du taux, 19:36-7

**Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate...—Cont'd**

- Reports to Senate
  - Bill C-26, subject-matter, without amendment, 4:6, 27
  - Bill C-55, without amendment, 18:6, 25
  - Bill C-70, without amendment, 18:6
    - Addendum, 18:6
  - Bill C-255, without amendment, 14:4, 14
- Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, first part, 9:5, 6-116
- Training and Employment, Subcommittee
  - Agenda, 5:17-22
  - Budget, tentative, 5:21
  - Terms of reference, 5:21

**Social Aid Act (Quebec)**

- Provisions
  - Family benefits, limits, 12:45
  - Furniture allowance, elimination, 12:48
  - School expenses, 12:47

**Social Planning Council of Metropolitan Toronto**

- Children, cost of raising, study, 16:32
- Social Infopac*, February/1983, document tabled, 16:31

**Social policy**

- Aging persons, 17:34
- Based on intergenerational solidarity and interdependence, 17:29-30, 33-5
- Children, 16:31, 35-6
- Family-oriented, 11:51, 67-8, 77-8; 12:23, 24
  - Development, 12:35-6
  - Reappraisal, need for, 11:69, 76; 12:24, 25-6, 29-30; 15:8-9, 10, 16-9
- Federal, provincial and municipal programs, integration and consolidation, need, 11:74-6
- Funds, re-allocation, 10:35-6; 18:8
- Gaps, 15:16-7; 16:14-5; 17:23, 34
- Guaranteed annual income, proposal, 13:19, 23
- Redistribution of wealth, 12:12; 15:17-8
  - Means, 13:32
    - Taxation, increase, 16:23-4, 26, 28
  - Programs, failure, 13:20-2
- Selectivity, dangers, 16:34-5
- Social solidarity at risk, 12:8
- Universality principle, 12:10-1; 13:14, 18-9
  - Erosion, 12:11-2
- Welfare state, possible dangers, 12:32-4

**Social Policy Reform Group**

- Budget, May 23/1985, response, 2:25
- Formation, 1:22
- Tax expenditures account, letter to Minister of Finance, 1:28

**Social Security for Canada, Leonard Marsh, 16:32****Social security programs**

- Changes
  - Equity, 1:12
- Impact, possible
  - Assessment, 2:19-21
  - Calculations, 9:8, 16
  - Provincial benefits, 1:20-1; 2:16-7
  - Windfall for provinces, 1:11-2, 19-20

**Régime de pensions du Canada (RPC)—Suite**

- Financement, 8:11; 19:36-7, 38
- Fonds
  - Réserves, 19:36
  - Utilisation, 19:37-8
- Ménagères, 1:16, 17-8
- Pension de retraite
  - Age d'admissibilité, 19:10
  - Montant, détermination, 19:35-6
  - Répercussions sur le supplément de revenu garanti, 4:13-4
- Réforme, 19:7
- Voir aussi*
  - Bill C-116, teneur

**Régime de pensions du Canada et la Loi sur la Cour fédérale, Loi modifiant**

- Voir*
  - Bill C-116, teneur

**Régimes enregistrés d'épargne-retraite**

- Cotisations, mesures budgétaires du 23 mai 1985, 2:13
- Modifications, 19:7

**Reny, M. André, greffier, Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie**

- Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 3:17

**Répertoire des programmes de sécurité du revenu au Canada, Santé nationale et Bien-être social, ministère, 2:20****Retraite**

- Age
  - Position des travailleurs, 19:8-9
  - Tendances, 19:11
- Obligatoire, élimination, 16:15
- Préparation, 4:12-3

**Revenu**

- Famille bénéficiant de l'aide sociale, 1:32
  - Graphique, 1A:229
- Famille moyenne, 1:9; 8:9
- Familles avec deux parents, distribution, données, 18:27-8, 29
  - Tableau, 18A:6
- Notions, 9:122; 18:29
  - Ressources financières totales, 9:122-3
- Redistribution
  - Équité, 1:12; 16:7; 17:12-3, 21-2; 18:28-9
  - Justification, 1:12-4; 8:6

**Revue statistique du Canada, Statistique Canada**

- «Équilibre (L') dans le changement: inégalité du revenu au Canada, 1965-1985», article de février 1986, 17:5, 21-2; 18:28-9

**Robertson, honorable Brenda Mary, sénateur (Riverview)**

- Bill C-26, teneur, 4:13-4, 19-23, 24-5, 27
- Bill C-70
  - Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité, sénatorial permanent, 17:39, 42
  - Allocations familiales, 10:20; 11:13-4; 15:16
  - Assurance-maladie, 11:35
  - Crédit impôt-enfant, 10:25-6; 11:57; 16:30; 17:22-3
  - Droit au remboursement en matière d'impôt, Loi modifiant la Loi sur la cession (Bill C-83), 10:26-7
  - Enfants, 16:24



**Social security programs—Cont'd**Changes—*Cont'd**See also below*

Child benefits — Modifications

## Child benefits

Budget, May 23/1985, impact, 2:9-13; 6:6; 8:18, 21-2; 10:17-8, 32-4; 11:18-9, 40-1, 89-90; 12:33; 13:23-4

Analyses, data, 11:90-1

Low income family, 11:84-6, 90-4

Provincial benefits, interaction, 11:8

Study, variables, 3:10-14

## Child care, funding, 9:24

Guidelines, table, 9:25

## Current system, 1:25-6, 11:87

Chart, 1A:109

Reformed system, comparison, 1:26-7, 29; 11:87-8

Chart, 1A:110

## Deduction for child care expenses (CCE), 9:23-4

After-tax value, 9:14

Family income, impact, 9:12, 52-4

Tables, 9:55-64

Limitations, 9:27

## Economic role, 1:13-4, 24

## Equivalent to married exemption, 9:23

## Erosion, 8:7

## Federal programs, 9:10

Comparisons, 17:12-3, 34-5

Modifications, impact, assessment, 9:18

Provincial social assistance programs

Comparison, 9:114-5

Relationship, 9:10, 14-6; 11:20, 42-3

Reorganization, study, 10:35-6

## Financial resources, benefits, relationship, 9:11-2

Chart, 9:17

## Funding, 17:20, 22

## Guaranteed income supplement for children, proposals, 10:18-9;

11:39; 16:24-5, 34; 17:13-4

## Increase, impact, 1:31-2

Charts, 1A:112, 113

## Joint federal-provincial system, 9:114

## Modifications

Bill C-70

Demographic conditions, effects, 6:7-9

Interaction with welfare payments, 6:9-12

Bill C-83, 10:16

Bill C-84, 10:16

Consequences, 11:54-5, 72-3; 15:7, 9-10, 16; 18:28-9

Cumulative impact, 11:73; 13:22, 32-3; 16:7-8, 30; 18:16-7

Poor families, 16:21, 23; 18:9

Prepayment of child tax credit, effect, 18:26-7

Tables, 18A:1-2

Retrograde step, 11:86

Savings realized, utilization, 11:31-2, 38; 16:9, 25; 17:7, 18, 23-4

Purpose, 10:16-9; 16:6-7; 18:8-9

## Parent recipient, 9:81; 11:31, 37-8

## Principles

Equalization of economic situation of families, 16:7

Larger benefits to low income parents, 1:24-5; 10:34-5; 11:30-1, 37-8, 52, 70-1; 17:20

Universality, 1:24-5; 11:22-5, 52-3; 16:23-4

## Reform, 17:26-7

Demand, 11:27

Impact on poverty, 11:21

Proposals, 11:19-20, 22, 81, 94-5; 17:20-2

## Selective programs, vulnerability, 11:29

## Study, 11:55; 12:14

**Robertson, honorable Brenda Mary, sénateur (Riverview)—Suite**Bill C-70—*Suite*

Impôts, 16:42-3

Motion, 18:5

Pauvreté, 11:9-10; 17:26

Politique sociale, 13:20-2; 15:16-9; 16:14-5; 17:23

Procédure, 18:20

Régime d'assistance publique du Canada, 13:34

Sécurité sociale, programmes

Echec, 10:28-9, 33; 11:40; 16:41-2

Enfants, prestations et avantages fiscaux

Modifications, 10:16-9; 11:40-1, 46, 54; 13:32-3; 15:16;

16:25; 17:24; 18:26

Principes, 11:52-3

Supplément de revenu garanti, propositions, 11:39; 16:24-5;

17:13-4

Bill C-90, teneur, 19:15-7

Bill C-116, teneur, 19:28

Bill C-255, 14:6, 12-3, 14

Motion, 14:5, 14

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes

âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 1:18-9

Motion, 9:4

Formation et emploi, Sous-comité, 5:21

**Robertson, M<sup>me</sup> Heather-Jane, directrice, Service de perfectionnement professionnel, Fédération canadienne des enseignants**

Bill C-70

Discussion, 17:21-3, 25-7

Exposé, 17:18-20

**Robichaud, M<sup>me</sup> Thérèse, membre d'un groupe affilié, Front commun des assistés sociaux du Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:48-50

Exposé, 11:44-6

**Ross, M. David, économiste**

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985

Discussion, 1:12-22

Exposé, 1:5-12

*Grand débat (Le) sur l'universalité: De quoi s'agissait-il?* article, 1:5; 1A:1-6

Note biographique, 1:5

**Rousseau, honorable Yvette Boucher, sénateur (De Salaberry)**

Bill C-70, 10:20, 22-4, 26; 11:20-1, 25-6, 50-1; 12:17-8; 13:19-20; 16:15-7; 18:17-8

Bill C-70, teneur, 8:12-3

Bill C-90, teneur, 19:6

Bill C-255, 14:13-4

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 3:16,

17, 22, 23-4, 26

Motions, 3:4, 16; 9:4

**Roy, M<sup>me</sup> Marianne, juriste, déléguée du Parti Communiste du Québec, Solidarité populaire — Québec**

Bill C-70

Discussion, 11:61-5

Exposé, 11:58-60

**Royaume-Uni**

Allocations familiales, 16:32, 35

**Social security programs—Cont'd**Child benefits—*Cont'd*

Targetting, 16:27-8

Value, 9:37, 48, 53-4

Historical overview, 11:83-4

## Tables

One parent-two children family, 9:49

Two parents-three children family, 9:104

*See also*

Child tax credit

Child tax exemption

Family allowances

## Costs, 2:14-5

Administrative, universal and selective programs, comparison, 13:14

Reductions, 10:31-2

## Development, 4:7-8

Erosion threatening status and rights of persons, 11:33-4; 13:14

## Expenditures, 7:7; 16:7

Increase, 11:39-40; 18:15-6

Reorganization, 1:21, 25; 10:35-6; 18:8

Failure, 10:28-9, 35-6; 16:41-2

Government benefits, income, relationship, chart, 9:17

Improvements, suggestions, 10:32

Inadequacy, 10:28-31

Income testing, 1:9

Other industrialized nations, comparison, 10:28

Provincial programs, 9:18

Means testing, 1:8-9; 10:18

Reduction, international pressure, 13:7

Reform, need, 18:14-5

Research analysis, 2:22

Review, comprehensive, 18:9, 13

Proposal, 8:7

## Selectivity, 1:9; 13:21-2

Encouragement of downward spiral, 12:32-3, 34

Increase, implications, 11:43-4

Tax system, role, 1:10-1

## Universality

Concepts, development, 11:36-7

Debate, 1:7-8, 23

## Erosion

Danger for needy families, 11:21-2; 13:6

Perception, 11:12

Justification, 11:35-6; 13:13-5

Principle, 11:16-7, 37-8; 17:18

*See also*

Family allowances — Universality

*See also above*

Child benefits — Principles

*See also*

Canada Assistance Plan

**Solidarité populaire — Québec**

Activities, 11:58

Bill C-70, position, 11:59-60

Brief to Standing House of Commons Committee on Health, Welfare and Social Affairs, 11:62, 64

Member organizations, 11:58

## Child benefits

Child tax credit and child tax exemption, abolition in favour of family allowances, study proposed, 11:64-5

System, alternatives, no recommendations prepared, 11:60-1

Purpose, 11:58

**Russell, M<sup>me</sup> Regina, Collectif des femmes de Concordia**

## Bill C-70

Discussion, 12:39, 40, 41, 42, 43, 44, 45-6, 47, 48, 49

Exposé, 12:37-8

Remarques introductives, 12:37

**SBSC***Voir*

Santé nationale et Bien-être social, ministère

**SRG***Voir*

Supplément de revenu garanti

**SV***Voir*

Pensions de vieillesse—Sécurité de vieillesse

**St. Columba House, Montréal, Québec**

Mémoire, 12:38, 50

Représentation, financement, 12:38

**Salaires**

Revenu familial, érosion, 11:66, 78-80

**Santé, du bien-être et des sciences, Comité sénatorial permanent (1<sup>re</sup> session, 32<sup>e</sup> législature)***Enfant (L') en péril*, rapport au Sénat, 15:16; 17:7**Santé, Bien-être social et Affaires sociales, Comité permanent de la Chambre des communes***Prestations aux enfants et aux personnes âgées — Document d'étude*, audiences

Coalition pour l'universalité des programmes sociaux, présentation, 11:15

Comité canadien d'action sur le statut de la femme, mémoire, 11:32

Congrès du travail du Canada, réponse, 16:6, 7

Conseil canadien de Développement social, *Document de Travail sur la sécurité sociale*, mémoire, 1:5

Solidarité populaire — Québec, mémoire, 11:62, 64

Prestation et avantages fiscaux pour les enfants, grands principes, réaffirmation, 17:18

**Santé nationale et Bien-être social, ministère (SBSC)**

Conseil consultatif national sur le troisième âge, 4:22, 26

*Prestations aux enfants et aux personnes âgées*, document d'étude, 1:5

Aide pour les familles à faible revenu, propositions, 1:11, 21

Régime fiscal, rôle, reconnaissance, 1:10-1, 27-8

Programmes de la sécurité de revenu, 4:21-2

*Répertoire des programmes de sécurité du revenu au Canada*, 2:20**Saskatchewan**

## Aide sociale

Allocations familiales considérées comme un revenu, 6:9, 10, 11-2; 9:127, 148

Prestations, 2:21

Exemptions pour revenu gagné, 9:183-4

Famille biparentale avec deux enfants, 9:182

Tableau, 9:192

Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:215

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:147-8

Tableau, 9:159, 176



- Stacy-Moore, Gail, Quebec Native Women's Association; Coalition du Québec pour les allocations familiales**  
 Bill C-70  
 Discussion, 10:30-1, 32  
 Statement, 10:10
- Statistics Canada**  
 Poverty, statistics, 1:5-6  
*Canadian Statistical Review*, February/1986, "Stasis amid change — income inequality in Canada 1965-1985", 17:5, 21-2; 18:28-9
- Students**  
 Assistance, 13:21
- Sweden**  
 Pensions, cutbacks, 14:10  
 Taxation, 1:19; 16:37
- Sylvestre, Robert, Research Officer, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.**  
 Bill C-70, discussion, 12:29-30, 31-2, 34-5
- Tax Rebate Discounting Act, Act to amend (Bill C-83)**  
 Provisions  
 Child tax credit, advance payments, 10:16, 25-6  
 Tax discounters, fees, 10:26  
 Purpose, 10:17
- Taxation**  
 Comparison with other countries, 1:9, 18-9  
 Equity, 11:29; 12:12; 16:11-2, 31, 37-40  
 Sales tax credit, 16:30, 34, 40  
 System applicable to individuals, review, recommendation, 12:8  
 Tax rates, 16:42-3  
*See also*  
 Income tax  
 Sales taxes
- Throne speech**  
 Family, strengthening, statement, 11:51
- Training, Employment and Immigration Department**  
 Consultation paper, quotations, 5:17-9
- Transition, Vanier Institute of the Family**  
 Quarterly publication, 11:74
- Tremblay, Hon. Arthur, Senator (The Laurentides), Committee Chairman**  
 Bill C-55, 18:21, 22-3, 25-6  
 Bill C-55, subject-matter, 5:5, 7, 15  
 Bill C-70  
 Canadian Teachers' Federation, 17:26  
 Child tax credit, 10:25-6, 11:49, 63-5, 95-6; 12:44; 16:16, 29-30; 17:26-7  
 Child tax exemption, 12:14  
 Day-care centres, 12:18-9  
 Family allowances, 10:23-4, 27-8; 11:14, 26, 56; 12:16-7, 20-1; 15:14; 16:17-8  
 Government, 17:40-2  
 Guaranteed income supplement, 17:32  
 Population, 12:27  
 Poverty, 17:10
- Saskatchewan—Suite**  
 Aide sociale—Suite  
 Prestations,—Suite  
 Réduction d'un montant correspondant au crédit d'impôt-enfants, 2:16  
 Autochtones, 2:23  
 Familles avec enfants, ressources financières totales  
 Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:192, 204  
 Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:215  
 Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:159, 176  
 Normes de prestations de pension, loi, 19:13  
 Personnes âgées, programme d'aide, 4:24  
 Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:148  
 Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:176  
 Revenu familial, Régime, 9:147; 11:39; 16:37
- Sécurité de la vieillesse, Loi**  
 Définition, «conjoint», 4:8-9, 18-9
- Sécurité de la vieillesse, Loi modifiant la Loi**  
*Voir*  
 Bill C-26, teneur
- Sécurité sociale, programmes**  
 Améliorations, suggestions, 10:32  
 Autres pays industrialisés, comparaison, 10:28  
 Coûts, 2:14-5  
 Administratifs, programmes universels et sélectifs, comparaison, 13:14  
 Réductions, 10:31-2  
 Dépenses, 7:7; 16:7  
 Augmentation, 11:39-40; 18:15-6  
 Réaménagement, 1:21, 25; 10:35-6; 18:8  
 Echec, 10:28-9; 11:40; 16:41-2  
 Enfants, prestations et avantages fiscaux  
 Augmentation, conséquences, 1:31-2  
 Graphiques, 1A:228, 229  
 Budget, 23 mai 1985, conséquences, 2:9-13; 6:6; 8:18, 21-2; 10:17-8, 32-4; 11:18-9, 40-1, 89-90; 12:33; 13:23-4  
 Analyses, données, 11:90-1  
 Etude, variables, 3:10-4  
 Famille à faible revenu, 11:84-6, 90-4  
 Prestations provinciales, effet, 11:8  
 Cible, 16:27-8  
 Déduction pour frais de garde (DFG), 9:136  
 Limitations, 9:140, 142  
 Revenu familial, incidence, 9:123, 166-8  
 Tableaux, 9:169-78  
 Valeur après impôt, 9:125  
 Equivalent de l'exemption de personne mariée, 9:136  
 Erosion, 8:7  
 Etude, 11:55; 12:14  
 Financement, 17:20, 22  
 Modifications  
 Action rétrograde, 11:86  
 Bill C-70  
 Conditions démographiques, conséquences, 6:7-9  
 Prestations d'assistance sociale, interaction, 6:9-12  
 Bill C-83, 10:16  
 Bill C-84, 10:16  
 But, 10:16-9; 16:6-7; 18:8-9  
 Conséquences, 11:54-5, 72-3; 15:7, 9-10, 16; 18:28-9  
 Cumulatives, 11:73; 13:22, 32-3; 16:7-8, 30; 18:16-7  
 Familles pauvres, 16:21, 23; 18:9  
 Economies réalisées, utilisation, 11:31-2, 38; 16:9, 25; 17:7, 18, 23-4

**Tremblay, Hon. Arthur, Senator (The Laurentides), Committee...***Cont'd***Bill C-70—Cont'd**

Procedure, 10:5-7, 9-11, 16, 20-1, 22, 25, 32, 36, 37, 39, 40; 11:6, 7, 9, 10, 11, 14, 20, 21, 25, 26-7, 34, 38, 41-2, 44, 50-1, 52, 53, 57-8, 60, 63, 65-6, 69, 79-80, 97; 12:6, 9, 10, 11, 19, 21-2, 27, 30, 31, 32, 36-7, 39, 46, 49, 50-1; 13:5, 8, 13, 14, 17, 19, 20, 22-3, 25, 32, 36; 15:5, 9, 10, 19; 16:6, 9, 13, 15, 20, 23, 30, 35; 17:5, 8, 9, 16, 24, 27, 35, 43; 18:7, 17, 19-21, 26

Quebec, 11:46-7, 49

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 10:14, 15; 11:62; 12:14, 22; 13:24-5; 16:19-20, 30, 43-4; 17:5, 35-7, 41-2

Social policy, 12:35-6

Social security programs

Child benefits, 10:28, 34-5; 11:22-5, 54-7, 91-4; 18:26-7, 28-9

Expenditures, 11:40

Taxation, 16:37

**Bill C-70, subject-matter**

Family allowances, 6:19-20; 8:12, 24-5

Native peoples, 7:10-1, 13

Procedure, 5:15-6; 6:5, 7, 12, 20; 7:5, 9, 12, 13; 8:5, 12, 25

Social security programs, 8:18-22

**Bill C-90, subject-matter, 19:6, 11, 21-3, 25, 26****Bill C-116, subject-matter, 19:26-7, 32, 34, 35-9****Bill C-255, 14:6, 10-2, 13, 14****Child Benefits Subcommittee, assistance, 9:9**

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985

Budget, May 23/1985, 2:9, 11

Canada Assistance Plan, 2:19; 3:6, 7

Procedure, 1:5, 14, 18, 21-2; 2:5, 9, 27; 3:6, 15-7

Social Affairs, Science and Technology, Standing Senate Committee, 2:21-3; 3:6-7, 8-15, 17-8, 19-21, 22-3, 24-6

Social security programs, 1:19-20; 2:19-21, 22

Taxation, 1:19

Veterans Affairs, Sub-Committee, 3:24

Training and Employment, Subcommittee, 5:21-2

**Turner, Hon. Charles Robert, Senator (London)**

Social security, comments, 16:41

**Unemployment**

Social consequences, 8:11; 13:7-8

**Unemployment: Its Impact on Body and Soul, Canadian Mental Health Association, 13:7****Unemployment countermeasures**

Job creation, budget, May 23/85, 2:17-8

**Unemployment insurance**

Changes, prospects, 1:8

**Unions**

*See*

Labour unions

**United Church of Canada**

Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, brief, 13:35-6

Church (The) and the Economic Crisis, 13:26

National Working Group on Economy and Poverty

Briefs

House of Commons Legislative Committee on Bill C-70, 13:26

**Sécurité sociale, programmes—Suite**

Enfants, prestations et avantages fiscaux—Suite

Modifications—Suite

Païement anticipé du crédit d'impôt-enfant, effet, 18:26-7

Tableaux, 18A:4-5

Principes

Prestations plus grandes pour les parents à faible revenu, 1:24-5; 10:34-5; 11:30-1, 37-8, 52, 70-1; 17:20

Uniformisation de la situation économique des familles, 16:7

Universalité, 1:24; 11:22-5, 52-3; 16:23-4

Programmes fédéraux, 9:121

Comparaisons, 17:12-3, 34-5

Modifications, incidence, évaluation, 9:130

Programmes provinciaux d'aide sociale

Comparaison, 9:232

Rapports, 9:121, 126-7; 11:20, 42-3

Réaménagement, étude, 10:35-6

Programmes sélectifs, vulnérabilité, 11:29

Réforme, 17:26-7

Demande, 11:27

Incidence sur la pauvreté, 11:21

Propositions, 11:19-20, 22, 81, 94-5; 17:20-2

Régime fédéral-provincial conjoint, 9:230

Répartition entre les deux parents, 9:196; 11:31, 37-8

Ressources financières, prestations, relation, 9:122-4

Tableau, 9:129

Rôle économique, 1:13-4, 24

Services de garde, financement, 9:137

Lignes directrices, tableau, 9:138

Supplément de revenu garanti pour les enfants, propositions, 10:19; 11:39; 16:24-5, 34; 17:13-4

Système actuel, 1:25-6; 11:87

Graphique, 1A:225

Système révisé, comparaison, 1:26-7, 29; 11:87-8

Graphique, 1A:226

Valeur, 9:151, 162, 167-8

Aperçu historique, 11:83-4

Tableaux

Famille biparentale avec trois enfants, 9:219

Famille monoparentale avec deux enfants d'âge moyen, 9:163

*Voir aussi*

Allocations familiales

Crédit d'impôt-enfant

Exemption d'impôt au titre des enfants)

Erosion menaçant la position et les droits de la personne, 11:33-4; 13:14

Insuffisance, 10:28-31

Mise sur pied, 4:7-8

Modifications

Conséquences possibles

Calcul, 9:119-20, 127-8

Évaluation, 2:19-21

Gain fortuit pour les provinces, 1:11-2, 19-20

Prestations provinciales, 1:20-1; 2:16-7

Équité, 1:12

*Voir aussi plus haut*

Enfants, prestations et avantages fiscaux — Modifications

Moyens financiers, évaluation, 1:8-9; 10:18

Prestations gouvernementales, revenu, relation, tableau, 9:129

Programmes provinciaux, 9:130-1

Recherche et analyse, 2:22

Réduction, pression internationale, 13:7

Réforme, nécessité, 18:14-5

Régime fiscal rôle, 1:10-1

Revenu, évaluation, 1:9

Révision globale, 18:9, 13

Proposition, 8:7



**United Church of Canada—Cont'd**National Working Group on Economy and Poverty—*Cont'd*Briefs—*Cont'd*

House of Commons Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, 13:25-6

Prepared for Committee, 13:25

Case studies, monthly budgets, 13:28-32, 34-5

Position and recommendations

Family allowances, partial deindexing, 13:27-8, 32

Social security programs, reform, 13:26

**United Kingdom**

Family allowances, 16:32, 35

**United States**

Child benefits system, lack, 1:24

Child protection, 4:27

Family policy, development, attempts, 15:11

Immigration policies, 5:10

Job creation 2:17-8

Taxation, 1:18, 19

**Vanier Institute of the Family**

Activities, 11:66, 74

Bill C-70, position, 11:68-9

*Child and Elderly Benefits*, National Health and Welfare Department, response, 11:69*Transition*, quarterly publication, 11:74**Veterans**

Allotted money, decrease, 11:74

War veterans allowance

Benefits, 2:14

Bill C-26, impact, 4:10

Qualification, 4:17-8

Recipients, deindexing of OAS, impact, 4:19-20

**Veterans Affairs, Sub-Committee of Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology**

Elderly benefits, study, proposal, 3:23-4

**Veterans Affairs Department**

Expenditures, Bill C-26, impact, 4:10

**Vincent, Pierre-H., MP (Trois-Rivières), Parliamentary Secretary to the Minister of Finance**

Bill C-90, subject-matter

Discussion, 19:12, 19, 26

Statement, 19:6-10

**Wages and salaries**

Family wage, erosion, 11:66, 78-80

**War Veterans Allowance Act**

Benefits, qualification, provisions, 4:17-8

**Ward, Brian, Executive Director, Canadian Council on Children and Youth**

Bill C-70

Discussion, 17:9-10, 12-3, 14-6

Statement, 17:5-7

**Sécurité sociale, programmes—Suite**

Sélectivité, 1:9; 13:21-2

Augmentation, résultats, 11:43-4

Création d'une spirale vers le bas, 12:32-3, 34

Universalité

Concepts, développement, 11:36-7

Débat, 1:7-8, 23

Erosion

Danger pour les pauvres, 11:21-2; 13:6

Perception, 11:12

Justification, 11:35-6; 13:13-5

Principe, 11:16-7; 17:18

*Voir aussi*

Allocations familiales — Universalité

*Voir aussi plus haut*

Enfants, prestations et avantages fiscaux — Universalité

*Voir aussi*

Assistance publique du Canada, Régime

**Sénat**

Comités, témoins, dépenses, remboursement, 10:15

Rôle, 10:15

Comprenant les autochtones, 17:7, 15

Protecteur des faibles, 17:7-9

**Sénateurs**

Capacités, 10:15

Pensions, exigences en matière de rapports, 14:7

**Services à la famille-Canada**

Création et mandat, 8:6

Enfants, prestations et avantages fiscaux

Lettre adressée au très honorable Brian Mulroney, 8:5, 18

Modifications proposées, budget du 23 mai 1985

Conséquences, position, 8:6

Présentations devant un comité de la Chambre des Communes, 8:5, 6

Politique de base, préférences, 8:18-22

Femmes membres, 8:12

Recommandations

Allocations familiales, versement au parent au foyer, 8:16, 17-8

Programmes sociaux et régime fiscal, réforme, 8:7

**Shepherds of Good Hope**

Programmes

Distribution de nourriture, 13:10-1, 17

Clients, 13:11-2

Financement, 13:17

**Singh, Harbhajan et al c. le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (17 D.L.R. (4th) 422)**

Décision, ramifications, 5:6, 7-8, 11

**Social Security for Canada, Leonard Marsh, 16:32****Social Planning Council of Metropolitan Toronto**

Enfants, coûts pour élever, étude, 16:32

*Social Infopac*, février 1983, document déposé, 16:31**Solidarité populaire — Québec**

Activités, 11:58

Bill C-70, position, 11:59-60

But, 11:58

**West Germany**

*See*  
Germany, West

**Whitton, Charlotte Elizabeth, former Director, Canadian Welfare Council**

Child benefits, position, 1:24

**Williams, Trevor, Executive Director, Family Service Canada**

Bill C-70, subject-matter  
Discussion, 8:12-23, 24-5  
Introductory remarks, 8:5-6  
Statement, 8:7-12

**Wilson, Hon. Michael Halcombe, Minister of Finance**

Child benefits changes, savings, position, 6:16  
Family allowances, partial deindexing, statement, 11:51

**Witnesses**

Expectations, 16:28-9

**Women**

Bill C-70, opposition, 11:28  
Family allowances  
Importance as revenue, 10:21-2; 11:29-30, 33, 44; 12:15-6; 13:9; 17:19, 22  
Partial deindexing, effect, 11:17; 17:18-20  
Married, in labour force, 9:80  
Married or divorced, right to CPP retirement pension under Bill C-116, 19:30-1  
Pension benefits, 4:15  
Poverty, 1:6, 15-8, 30; 7:7-8  
Causes, 11:32  
Spouse allowance, recipients under Bill C-26, 4:11  
Divorced, exclusion, 19:31  
Subordinate role, 8:17

**Wrobel, Marion G., Research Officer, Research Branch, Library of Parliament**

Consultation Paper on Child and Elderly Benefits, issued by HWC, tabled in the Senate on 5th February, 1985, 2:19-21, 23-4; 3:6-8, 10-15

*Impact of Changes to Child Benefits*, 2:19

*Recipients of Ontario Benefits and the Effect of Changing the Child Benefits System*, 1:20-1

**Youth**

Budget, May 23/1985, impact, 2:17-8  
Poor, despair and anger, 13:11-2

**Youth, Special Senate Committee**

National Native Youth Leadership Training Institute, proposed, recommendation, 17:7, 15  
Report, 17:5-6

**Yuzyk, Hon. Paul, Senator (Fort Garry)**

Bill C-70, 10:20, 22

*See* following pages for lists of appendices, documents and witnesses.

**Solidarité populaire — Québec—Suite**

Mémoire présenté au Comité permanent de la Chambre des communes de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales, 11:62, 64

Organisations membres, 11:58

Prestations aux enfants

Crédit d'impôt-enfant et exemption d'impôt au titre des enfants, abolition en faveur des allocations familiales, étude proposée, 11:64-5

Système, alternatives, pas de recommandations préparées, 11:60-1

**Stacy-Moore, M<sup>me</sup> Gail, Quebec Native Women's Association; Coalition du Québec pour les allocations familiales**

Bill C-70

Discussion, 10:30-1, 32

Exposé, 10:10

**Statistique Canada**

Pauvreté, données, 1:5-6

*Revue statistique du Canada*, février 1986, «Equilibre (L') dans le changement: inégalité du revenu au Canada, 1965-1985», 17:5, 21-2; 18:28-9

**Suède**

Impôts, 1:19; 16:37

Pensions, réductions, 14:10

**Supplément de revenu garanti (SRG)**

Administration, 17:31-2

Admissibilité, 17:34-5

Bénéficiaires, attitude concernant, 17:30, 31

Crédit d'impôt-enfant, comparaison, 17:35

Indexation, 2:7

Prestations du régime des pensions du Canada, répercussions, 4:13-4

Programme, succès, 13:21; 17:13

Rapports, exigences, 14:6-7

Sous le Bill C-255, 14:9

**Sylvestre, M. Robert, agent de recherche, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.**

Bill C-70, discussion, 12:29-30, 31-2, 34-5

**Syndicats**

Personnes âgées, problèmes, position, 4:26

**Taxe de vente**

Augmentation, mesure budgétaire du 23 mai 1985, 2:7

Caractère régressif, 16:40-1

**Témoins**

Espérances, 16:28-9

**Terre-Neuve**

Aide sociale, prestations

Famille biparentale avec deux enfants, 9:179

Tableau, 9:185

Famille biparentale avec trois enfants, tableau, 9:208

Famille monoparentale avec deux enfants, 9:143

Tableau, 9:152, 169

Coût de la vie, 2:14

Familles avec enfants, ressources financières totales

Biparentales avec deux enfants, tableaux, 9:185, 197

Biparentales avec trois enfants, tableau, 9:208

Monoparentales avec deux enfants, tableaux, 9:152, 169



**Terre-Neuve—Suite**

Normes de prestations de pension, loi, 19:14

Prestations fédérales pour enfants, valeur, 9:143

Déduction pour frais de garde, incidence, tableau, 9:169

**Transition, Institut Vanier de la famille**

Publication trimestrielle, 11:74

**Tremblay, honorable Arthur, sénateur (Les Laurentides), président du Comité**

Bill C-55, 18:21, 22-3, 25-6

Bill C-55, teneur, 5:5, 7, 15

Bill C-70

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité sénatorial permanent, 10:14, 15; 11:62; 12:14, 22; 13:24-5; 16:19-20, 30, 43-4; 17:5, 35-7, 41-2

Allocations familiales, 10:23-4, 27-8; 11:14, 26, 56; 12:16-7, 20-1; 15:14; 16:17-8

Crédit d'impôt-enfant, 10:25-6, 11:49, 63-5, 95-6; 12:44; 16:16, 29-30; 17:26-7

Exemption d'impôt au titre des enfants, 12:14

Fédération canadienne des enseignants, 17:26

Garderies de jour, 12:18-9

Gouvernement, 17:40-2

Impôts, 16:37

Pauvreté, 17:10

Politique sociale, 12:35-6

Population, 12:27

Procédure, 10:5-7, 9-11, 16, 20-1, 22, 25, 32, 36, 37, 39, 40; 11:6, 7, 9, 10, 11, 14, 20, 21, 25, 26-7, 34, 38, 41-2, 44, 50-1, 52, 53, 57-8, 60, 63, 65-6, 69, 79-80, 97; 12:6, 9, 10, 11, 19, 21-2, 27, 30, 31, 32, 36-7, 39, 46, 49, 50-1; 13:5, 8, 13, 14, 17, 19, 20, 22-3, 25, 32, 36; 15:5, 9, 10, 19; 16:6, 9, 13, 15, 20, 23, 30, 35; 17:5, 8, 9, 16, 24, 27, 35, 43; 18:7, 17, 19-21, 26

Québec, 11:46-7, 49

Sécurité sociale, programmes

Dépenses, 11:40

Enfants, prestations et avantages fiscaux, 10:28, 34-5; 11:22-5, 54-7, 91-4; 18:26-7, 28-9

Supplément de revenu garanti, 17:32

Bill C-70, teneur

Allocations familiales, 6:19-20; 8:12, 24-5

Autochtones, 7:10-1, 13

Procédure, 5:15-6; 6:5, 7, 12, 20; 7:5, 9, 12, 13; 8:5, 12, 25

Sécurité sociale, programmes, 8:18-22

Bill C-90, teneur, 19:6, 11, 21-3, 25, 26

Bill C-116, teneur, 19:26-7, 32, 34, 35-9

Bill C-255, 14:6, 10-2, 13, 14

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985

Affaires des anciens combattants, Sous-comité, 3:24

Affaires sociales, des sciences et de la technologie, Comité sénatorial permanent, 2:21-2; 3:6-7, 8-15, 17-8, 19-21, 22-3, 24-6

Budget, 23 mai 1985, 2:9, 11

Impôts, 1:19

Procédure, 1:5, 14, 18, 21-2; 2:5, 9, 27; 3:6, 15-7

Régime d'assistance publique du Canada, 2:19; 3:6, 7

Sécurité sociale, programmes, 1:19-20; 2:19-21, 22

Formation et emploi, Sous-comité, 5:21-2

Prestations pour enfants, Sous-comité, aide, 9:120

**Turner, honorable Charles Robert, sénateur (London)**

Sécurité sociale, commentaires, 16:41

*Unemployment: Its Impact on Body and Soul*, Association canadienne pour la santé mentale, 13:7-8

**Vérificateur général du Canada, Bureau**

Rapports, commentaires concernant l'insuffisance de l'information relative aux pensions publiques, 14:7, 8

**Vincent, M. Pierre-H., député (Trois-Rivières), secrétaire parlementaire du ministre des Finances**

Bill C-90, teneur

Discussion, 19:12, 19, 26

Exposé, 19:6-10

**Ward, M. Brian, directeur général, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse**

Bill C-70

Discussion, 17:9-10, 12-3, 14-6

Exposé, 17:5-8

**Whitton, M<sup>me</sup> Charlotte Elizabeth, ancien directeur, Conseil canadien du bien-être**

Prestations aux enfants, position, 1:24

**Williams, M. Trevor, directeur exécutif, Services à la famille-Canada**

Bill C-70, teneur

Discussion, 8:12-23, 24-5

Exposé, 8:7-12

Remarques introductives, 8:5-6

**Wilson, honorable Michael Halcombe, ministre des Finances**

Allocations familiales, désindexation partielle, déclaration, 11:51

Prestations aux enfants, modifications, économies, position, 6:16

**Wrobel, M. Marion G., attaché de recherche, Service de recherche, Bibliothèque du Parlement**

*Bénéficiaires (Les) de l'aide sociale en Ontario et l'incidence de la modification du régime de prestations et avantages fiscaux au titre des enfants*, 1:20-1

Document d'étude sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, émis par SBSC, déposé au Sénat le 5 février 1985, 2:19-21, 23-4; 3:6-8, 10-5

*Incidence des modifications apportées au régime de prestations et avantages sociaux au titre des enfants sur les autres programmes sociaux*, 2:19

**Yuzyk, honorable Paul, sénateur (Fort Garry)**

Bill C-70, 10:20, 22

*Voir* sur pages suivantes listes d'appendices, de documents et de témoins.



## Appendices

- 1A—Ross, David, *Great Universality Debate (The): What was it all about?*, 1A:1-6
- 1A—National Council of Welfare, *Opportunity for Reform*, 1A:8-107
- 1C—National Council of Welfare, *Federal Child Benefits*, 1A:108-113
- 4A—Estimates for extending eligibility for SPA to all persons aged 60-64, 4A:1
- 18A—Table 1: Changes to the Federal Child Benefits System (CTC Allocated to Year of Receipt), 18A:1
- 18B—Table 2: Changes to the Federal Child Benefits System (CTC Allocated to Year of Receipt), 18A:2
- 18C—Table 3: Two Parent Families (1983 Data), 18A:3

## Documents

- Canadian Conference of Catholic Bishops, *Ethical Choices & Political Challenges*, 13:14
- Canadian Council on Children and Youth, *Canada's Children 1985*, 17:10, 16
- Canadian Council on Social Development *Discussion Paper (A) on Social Security*, 1:5
- Canadian Labour Congress, submission to House of Commons Legislative Committee on Bill C-70, 16:6
- Coalition du Québec pour les allocations familiales, organizations represented, list, 10:40
- Employment and Immigration Department, *Training*, consultation paper, 5:17-9
- Employment Opportunities: Preparing Canadians for a Better Future*, document tabled, First Ministers' Conference, 14-15 February/85, 5:17
- Family Service Canada, letter addressed to Right Hon. Martin Brian Mulroney, 8:18
- Native Women's Association of Canada, brief on Bill C-70, background notes, 7:10
- National Action Committee on the Status of Women
  - Brief to Standing House of Commons Committee on Health, Welfare and Social Affairs, March 21/1985, 11:32
  - Statement of Principles on Bill C-70 Concerning the Partial De-indexation of Family Allowances*, 11:28-31
- Notes for Remarks by the Minister of National Health and Welfare to the Standing Committee of National Health and Welfare*, 19:35
- St. Columba House, Montreal, Quebec, brief prepared for Committee, 12:38, 50
- Social Planning Council of Metropolitan Toronto *Social Infopac*, February/1983, 16:31
- United Church of Canada
  - Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, brief prepared for Committee, 13:35-6
  - National Working Group on Economy and Poverty, brief prepared for Committee, 13:25
- Wrobel, Marion G., Research Officer, Research Branch, Library of Parliament
  - Impact of Changes to Child Benefits*, 2:19
  - Recipients of Ontario Benefits and the Effect of Changing the Child Benefits System*, 1:20-1

## Appendices

- 1A—Ross, M. David, *Le grand débat sur l'universalité: de quoi s'agissait-il?*, 1A:1-6
- 1B—Conseil national du Bien-être social, *Réforme (La) des prestations pour enfants*, 1A:114-223
  - Conseil national du Bien-être social, *Prestations fédérales pour enfants*, 1A:224-9
- 4A—Octroi de l'allocation au conjoint à toutes les personnes de 60 à 64 ans, 4A:2
- 18A—Tableau 1: Modifications au régime des prestations fiscales pour les enfants (Crédit d'impôt-enfant compté pour l'année qu'il est reçu), 18A:4
- 18B—Tableau 2: Modifications au régime des prestations fiscales pour les enfants (Crédit d'impôt-enfant compté pour l'année qu'il est reçu), 18A:5
- 18C—Tableau 3: Familles avec deux parents (Données de 1983), 18A:6

## Documents

- Association des femmes autochtones du Canada, mémoire concernant Bill C-70, notes d'ensemble, 7:10
- Coalition du Québec pour les allocations familiales, organismes représentés, liste, 10:40
- Comité canadien d'action sur le statut de la femme
  - Enoncé de principes sur le projet de Loi C-70 concernant la désindexation partielle des allocations familiales*, 11:28-31
  - Mémoire présenté au Comité permanent de la Chambre des communes de la Santé, du Bien-être social et des Affaires sociales, 21 mars 1985, 11:32
- Conférence des évêques catholiques du Canada, *Choix éthiques et défis politiques*, 13:14
- Congrès du travail du Canada, mémoire présenté au Comité législatif de la chambre des Communes sur le projet de loi C-70, 16:6
- Conseil canadien de Développement social, *Document de Travail sur la sécurité sociale*, 1:5
- Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, *Canada's Children 1985: a Statistical Overview*, 17:10, 16
- Eglise Unie du Canada
  - Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, mémoire à l'intention du Comité, 13:35-6
  - Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté, mémoire à l'intention du Comité, 13:25
- Emploi et Immigration, ministère, *Formation*, document d'étude, 5:17-9
- Notes pour un exposé du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social devant le Comité permanent de la santé nationale et du bien-être*, 19:35
- Occasions d'emploi: Préparations pour l'avenir*, document déposé, Conférence des premiers ministres, 14-15 février 1985, 5:17
- Services à la famille-Canada, lettre adressée au très honorable Martin Brian Mulroney, 8:18
- St. Columba House, Montréal, Québec, mémoire à l'intention du Comité, 12:38, 50
- Social Planning Council of Metropolitan Toronto, *Social Infopac*, février 1983, 16:31
- Wrobel, M. Marion G., attaché de recherche, Service de recherche, Bibliothèque du Parlement
  - Bénéficiaires (Les) de l'aide sociale en Ontario et l'incidence de la modification du régime de prestations et avantages fiscaux au titre des enfants*, 1:20-1
  - Incidence des modifications apportées au régime de prestations et avantages sociaux au titre des enfants sur les autres programmes sociaux*, 2:19

**Witnesses**

- Anderson, Sharon, Delegate, Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, United Church of Canada
- Auger, Christophe, Vice-President, Confederation of National Trade Unions
- Arbour, Wendy, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Baldwin, Bob, National Representative, Research and Legislation Department, Canadian Labour Congress
- Battle, Kenneth, Director, National Council of Welfare
- Bradley, Bill, General Manager, Shepherds of Good Hope, Canadian Conference of Catholic Bishops
- Brière, Claudette, Member of the Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec
- Brunet, Lyse, L'R des centres des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Busque, Ginette, President, Fédération des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Capponi, Sandra, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Cohen, Mick, Director, Pension Benefits Division, Actuarial Branch, Department of Insurance
- Côté, Rosette, Employee-advisor, Centrale de l'enseignement du Québec
- David, Anne-Marie, President, National Committee on the Status of Women, Confederation of National Trade Unions
- Dulude, Louise, Vice-President, National Action Committee on the Status of Women
- Epp, Hon. Arthur Jacob (Jake), Minister of National Health and Welfare
- Falardeau-Ramsay, Michelle, Chairman, Immigration Appeal Board
- Fortier, Pierre, Acting Director General, Policy, Liaison and Development, Department of National Health and Welfare; Director General, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare
- Garrity, Frank, President, Canadian Teachers' Federation
- Gaughan, Gerry, Vice-President of the Board, Family Service Canada
- Girard, R.A., Director, Refugee Affairs, Department of Employment and Immigration
- Glossop, Robert, Co-ordinator of Programs and Research, Vanier Institute of the Family
- Gordon, Joan Ann, counsellor; Coalition du Québec pour les allocations familiales; Concordia University Women's Collective
- Hagglund, Rodney, Director, Policy, Liaison and Planning, Department of National Health and Welfare; Director of Policy, Policy, Liaison and Development, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare
- Hanes, Hal, Chief, Income Security, Social Policy Division, Department of Finance
- Hayden, Christine, Delegate, National Working Group on Economy and Poverty, United Church of Canada
- Hughes-Geoffrion, Debbie, Community Liaison, National Anti-Poverty Organization
- Johns, Martin, President of the Board, Family Service Canada
- Johnston, Raymond, Vice-President, Centrale de l'enseignement du Québec
- Kaidas, Janet, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Kenny, Dena, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Kitchen, Bergitte, Professor, York University, Canadian Association of Schools of Social Work
- Langlois, Richard, Employee-advisor (Economy), Centrale de l'enseignement du Québec
- Laporte-Dubuc, Denise, General Secretary, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- Le Blanc, André, Director, National Advisory Council on Aging
- Leboeuf, Louise, Member of the Executive, Front commun des assistés sociaux du Québec

**Témoins**

- Anderson, M<sup>me</sup> Sharon, déléguée, Cheyenne Community Action Team — East London Community Network, Eglise Unie du Canada
- Arbour, M<sup>me</sup> Wendy, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Auger, M. Christophe, vice-président, Confédération des syndicats nationaux
- Baldwin, M. Bob, représentant national, Département de la recherche et de la législation, Congrès du travail du Canada
- Battle, M. Kenneth, directeur, Conseil national du Bien-être social
- Bradley, M. Bill, directeur général, Shepherds of Good Hope, Conférence des évêques catholiques du Canada
- Brière, M<sup>me</sup> Claudette, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec
- Brunet, M<sup>me</sup> Lyse, L'R des centres des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Busque, M<sup>me</sup> Ginette, présidente, Fédération des femmes du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Capponi, M<sup>me</sup> Sandra, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Cohen, M. Mick, directeur, Division des normes des prestations de pension, Direction de l'actuariat, Département des Assurances
- Côté, M<sup>me</sup> Rosette, employée-conseil, Centrale de l'enseignement du Québec
- David, M<sup>me</sup> Anne-Marie, présidente, Comité national de la condition féminine, Confédération des syndicats nationaux
- Dulude, M<sup>me</sup> Louise, vice-présidente, Comité canadien d'action sur le statut de la femme
- Epp, honorable Arthur Jacob (Jake), ministre de la Santé nationale et du Bien-être social
- Falardeau-Ramsay, M<sup>me</sup> Michelle, présidente, Commission d'appel de l'immigration
- Fortier, M. Pierre, directeur général intérimaire, Planification, liaison et développement, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; directeur général, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé et du Bien-être social
- Garrity, M. Frank, président, Fédération canadienne des enseignants
- Gaughan, M. Gerry, vice-président du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada
- Girard, M. R.A., directeur, Division des affaires des réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Glossop, M. Robert, coordonnateur des programmes et de la recherche, Institut Vanier de la famille
- Gordon, M<sup>me</sup> Joan Ann, conseillère; Coalition du Québec pour les allocations familiales; Collectif des femmes de Concordia
- Hagglund, M. Rodney, directeur, Planification, liaison et développement, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; directeur de la politique, législation et planification, Planification, liaison et développement, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé et du Bien-être social
- Hanes, M. Hal, chef, Sécurité du revenu, Division de la politique sociale, ministère des Finances
- Hayden, M<sup>me</sup> Christine, déléguée, Groupe de travail sur l'économie et la pauvreté, Eglise Unie du Canada
- Hughes-Geoffrion, M<sup>me</sup> Debbie, chargée de liaison communautaire, Organisation nationale anti-pauvreté
- Johns, M. Martin, président du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada
- Johnston, M. Raymond, vice-président, Centrale de l'enseignement du Québec
- Kaidas, M<sup>me</sup> Janet, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Kenny, M<sup>me</sup> Dena, Groupe de mères du Centre Saint Columba
- Kitchen, M<sup>me</sup> Bergitte, professeur, Université York, Association canadienne des écoles de service social



**Witnesses—Cont'd**

- Leddy, Jennifer, Member, Episcopal Team, Canadian Conference of Catholic Bishops
- Lemieux, Micheline, Confederation of National Trade Unions; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Limoges, Huguette, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Lizée, Ruth Rose, Technical Advisor, Coalition du Québec pour les allocations familiales
- McBane, Michael, Social Affairs Office, Canadian Conference of Catholic Bishops
- McCrossan, W. Paul, MP (York-Scarborough)
- McDowell, Stirling, Secretary General, Canadian Teachers' Federation
- McLean, Stanley, Secretary of the Board, Family Service Canada; Executive Director, Catholic Family Services (Saskatoon, Saskatchewan)
- Maasland, Dirk E.L., Assistant Deputy Minister, Income Security Programs, Department of National Health and Welfare
- Mansfield, Joan, Past President, Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.
- Marshall, Kay, Member, NAC Committee on Pensions and Benefits to Families, National Action Committee on the Status of Women
- Martin, Dick, Executive Vice-President, Canadian Labour Congress
- Meston, John, Executive Director, Canadian Child Welfare Association
- Milne-Smith, Barbara, Vice-President, Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation Inc.
- Mirabelli, Alan, Co-ordinator of Administration, Vanier Institute of the Family
- Morel, Michel, General Secretary elect, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- Morin, Mary, National Treasurer, Native Women's Association of Canada
- Parent, Madeleine, Regional representative (Quebec), National Action Committee on the Status of Women; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Pearson, Landon, Vice-President, Canadian Council on Children and Youth
- Peterson, Susan, Senior Pension Policy Advisor, Office of the Assistant Deputy Minister, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance
- Poitras, Louis, Counsel and Consultant on Budgets for Association coopérative d'économie familiale (ACEF), Solidarité populaire — Québec
- Proulx, Adolphe, Bishop of Gatineau-Hull, Member, Episcopal Commission for Social Affairs, Canadian Conference of Catholic Bishops
- Robertson, Heather-Jane, Director, Professional Development Services, Canadian Teachers' Federation
- Robichaud, Thérèse, Member of an Affiliated Group; Front commun des assistés sociaux du Québec
- Ross, David, Economist
- Roy, Marianne, Jurist, Delegate of the Communist Party of Québec, Solidarité populaire — Québec
- Russell, Regina, Concordia University Women's Collective
- Stacy-Moore, Gail, Quebec Native Women's Association; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Sylvestre, Robert, Research Officer, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.

**Témoins—Suite**

- Langlois, M. Richard, employé-conseil (économie), Centrale de l'enseignement du Québec
- Laporte-Dubuc, M<sup>me</sup> Denise, secrétaire générale sortante, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- Le Blanc, M. André, directeur, Conseil consultatif national sur le troisième âge
- Leboeuf, M<sup>me</sup> Louise, membre de l'exécutif, Front commun des assistés sociaux du Québec
- Leddy, M<sup>me</sup> Jennifer, membre, Equipe de pastorale, Conférence des évêques catholiques du Canada
- Lemieux, M<sup>me</sup> Micheline, Confédération des syndicats nationaux; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Limoges, M<sup>me</sup> Huguette, Fédération des associations des familles monoparentales du Québec; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Lizée, M<sup>me</sup> Ruth Rose, conseillère technique, Coalition du Québec pour les allocations familiales
- McBane, M. Michael, Bureau des affaires sociales, Conférence des évêques catholiques du Canada
- McCrossan, M. W. Paul, député (York-Scarborough)
- McDowell, M. Stirling, secrétaire général, Fédération canadienne des enseignants
- McLean, M. Stanley, secrétaire du Conseil d'administration, Services à la famille-Canada; directeur exécutif, Catholic Family Services (Saskatoon, Saskatchewan)
- Maasland, M. Dirk E.L., sous-ministre adjoint, Programmes de la sécurité du revenu, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
- Mansfield, M<sup>me</sup> Joan, présidente sortante, Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.
- Marshall, M<sup>me</sup> Kay, membre, Comité sur les pensions et les prestations aux familles du CCA, Comité canadien d'action sur le statut de la femme
- Martin, M. Dick, vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada
- Meston, M. John, directeur général, Association canadienne des services à l'enfance en difficulté
- Milne-Smith, M<sup>me</sup> Barbara, vice-présidente, Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maître inc.
- Morin, M<sup>me</sup> Mary, trésorière nationale, Association des femmes autochtones du Canada
- Mirabelli, M. Alan, coordonnateur à l'administration, Institut Vanier de la famille
- Morel, M. Michel, secrétaire général, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- Parent, M<sup>me</sup> Madeleine, déléguée régionale (Québec), Comité canadien d'action sur le statut de la femme; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Pearson, M<sup>me</sup> Landon, vice-présidente, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse
- Peterson, M<sup>me</sup> Susan, conseiller supérieur en matière de pensions, Cabinet du Sous-ministre adjoint, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, ministère des Finances
- Poitras, M. Louis, avocat et consultant budgétaire à l'ACEF de Laval (Association coopérative d'économie familiale), Solidarité populaire — Québec
- Proulx, Mgr Adolphe, évêque de Gatineau-Hull, membre, Commission épiscopale des affaires sociales, Conférence des évêques catholiques du Canada
- Robertson, M<sup>me</sup> Heather-Jane, directrice, Service de perfectionnement professionnel, Fédération canadienne des enseignants

**Witnesses—Cont'd**

- Vincent, Pierre-H., MP (Trois-Rivières), Parliamentary Secretary to the Minister of Finance
- Ward, Brian, Executive Director, Canadian Council on Children and Youth
- Williams, Trevor, Executive Director, Family Service Canada

For pagination, *see* Index by alphabetical order.

**Témoins—Suite**

- Robichaud, M<sup>me</sup> Thérèse, membre d'un groupe affilié, Front commun des assistés sociaux du Québec
- Ross, M. David, économiste
- Roy, M<sup>me</sup> Marianne, juriste, déléguée du Parti Communiste du Québec, Solidarité populaire — Québec
- Russell, M<sup>me</sup> Regina, Collectif des femmes de Concordia
- Stacy-Moore, M<sup>me</sup> Gail, Quebec Native Women's Association; Coalition du Québec pour les allocations familiales
- Sylvestre, M. Robert, agent de recherche, Confédération des organismes familiaux du Québec Inc.
- Vincent, M. Pierre-H., député (Trois-Rivières), secrétaire parlementaire du ministre des Finances
- Ward, M. Brian, directeur général, Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse
- Williams, M. Trevor, directeur exécutif, Services à la famille-Canada

Pour pagination, *voir* Index par ordre alphabétique.











*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9













JUN 10 1987



